REPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Sessions de 1980

TABLE DES MATIÈRES

ETABLIE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SENAT

TABLES

Volume 23

JOURNAUX OFFICIELS
26, RUE DESAIX — 75727 PARIS CEDEX 15

SÉNAT

TABLE DES MATIÈRES

Sessions extraordinaires	Du 27 décembre 1979 au 17 janvier 1980 (séances des 15, 16 et 17 janvier 1980 dans la présente table).
	Du 25 février au 12 mars 1980.
Seconde session ordinaire de 1979-1980.....	Du 2 avril au 30 juin 1980.
Première session ordinaire de 1980-1981.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1980.

NOTA. — **Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la première session ordinaire (2 octobre) jusqu'au premier jour de la première session ordinaire de l'année suivante.**

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche sur les sujets traités au cours des débats du Sénat.

Elle se compose de deux parties distinctes : une Table nominative et une Table des matières.

Elle met à la disposition du lecteur :

— en regard des noms de MM. les Sénateurs et de MM. les Ministres, un résumé chronologique de leur activité au Sénat pendant l'année (Table nominative) ;

— pour chacune des matières examinées par le Sénat, le résumé et l'analyse des travaux de ladite assemblée (Table des matières).

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les dates, seules, indiquent les dates des séances publiques concernées ; les dates, précédées des mentions « *J. O.*, Débats », renvoient aux dates du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat.

ABREVIATIONS

Groupes :

C.	Groupe communiste.
G. D.	Groupe de la gauche démocratique.
G. D.-S. R. G.	Formation des sénateurs radicaux de gauche rattachée administrativement au groupe de la gauche démocratique aux termes de l'article 6 du règlement.
U. C. D. P.	Groupe de l'union centriste des démocrates de Progrès.
U. R. E. I.	Groupe de l'union des républicains et des indépendants.
C. N. I. P.	Groupe du centre national des indépendants et paysans.
R. P. R.	Groupe du rassemblement pour la République.
S.	Groupe socialiste.
N. I.	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

Divers :

C. M. P.	Commission mixte paritaire.
D. G.	Discussion générale.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Date des Séances avec la Date de Publication, les Numéros des Débats, la Pagination et les Numéros des Microfiches.

(Débats parlementaires)

ANNEE 1980

DATE des séances.	DATE de la publication.	NUMÉROS	PAGES	NUMÉROS des microfiches.
15 janvier	16 janvier	1	1 à 110	001-002
16 janvier	17 janvier	2	111 à 166	003
17 janvier	18 janvier	3	167 à 182	004
Questions	31 janvier	4	183 à 222	005
Questions	7 février	5	223 à 254	006
Questions	14 février	6	255 à 282	007
Questions	21 février	7	283 à 322	008
25 février	26 février	8	323 à 376	009
26 février	27 février	9	377 à 440	010
27 février	28 février	10	441 à 472	011
28 février	29 février	11	473 à 528	012
29 février	1er mars	12	529 à 558	013
4 mars	5 mars	13	559 à 636	014
5 mars	6 mars	14	637 à 668	015
6 mars	7 mars	15	669 à 716	016
7 mars	8 mars	16	717 à 756	017
11 mars	12 mars	17	757 à 812	018
12 mars	13 mars	18	813 à 884	019
Questions	25 mars	19	885 à 932	020
2 avril	3 avril	20	933 à 1008	021
3 avril	4 avril	21	1009 à 1056	022
8 avril	9 avril	22	1057 à 1110	023
9 avril	10 avril	23	1111 à 1142	024
10 avril	11 avril	24	1143 à 1206	025
11 avril	12 avril	25	1207 à 1228	026
15 avril	16 avril	26	1229 à 1268	027
16 avril	17 avril	27	1269 à 1316	028
17 avril	18 avril	28	1317 à 1388	029
18 avril	19 avril	29	1389 à 1412	030
22 avril	23 avril	30	1413 à 1452	031
23 avril	24 avril	31	1453 à 1474	032
24 avril	25 avril	32	1475 à 1522	033
25 avril	26 avril	33	1523 à 1560	034
29 avril	30 avril	34	1561 à 1648	035
30 avril	1er mai	35	1649 à 1672	036
6 mai	7 mai	36	1673 à 1758	037
7 mai	8 mai	37	1759 à 1804	038
9 mai	10 mai	38	1805 à 1836	039
13 mai	14 mai	39	1837 à 1900	040
14 mai	15 mai	40	1901 à 1956	041
20 mai	21 mai	41	1957 à 2026	042
21 mai	22 mai	42	2027 à 2082	043
22 mai	23 mai	43	2083 à 2144	044
23 mai	24 mai	44	2145 à 2168	045
27 mai	28 mai	45	2169 à 2190	046
29 mai	30 mai	46	2191 à 2238	047
3 juin	4 juin	47	2239 à 2310	048
4 juin	5 juin	48	2311 à 2374	049
5 juin	6 juin	49	2375 à 2422	050
6 juin	7 juin	50	2423 à 2476	051
9 juin	10 juin	51	2477 à 2514	052
10 juin	11 juin	52	2515 à 2562	053

DATE des séances.	DATE de la publication.	NUMÉROS	PAGES	NUMÉROS des microfiches.
11 juin	12 juin	53	2563 à 2634	054
12 juin	13 juin	54	2635 à 2696	055
13 juin	14 juin	55	2697 à 2728	056
17 juin	18 juin	56	2729 à 2792	057
18 juin	19 juin	57	2793 à 2832	058
19 juin	20 juin	58	2833 à 2888	059
20 juin	21 juin	59	2889 à 2976	060
23 juin	24 juin	60	2977 à 3024	061
24 juin	25 juin	61	3025 à 3086	062
25 juin	26 juin	62	3087 à 3134	063
26 juin	27 juin	63	3135 à 3198	064
27 juin	28 juin	64	3199 à 3246	065
28 juin	29 juin	65	3247 à 3310	066
29 juin	30 juin	66	3311 à 3382	067
30 juin	1er juillet	67	3383 à 3412	068
Questions	16 juillet	68	3413 à 3474	069
Questions	30 juillet	69	3475 à 3512	070
Questions	20 août	70	3513 à 3594	071
Questions	3 septembre	71	3595 à 3646	072
Questions	10 septembre	72	3647 à 3670	073
Questions	17 septembre	73	3671 à 3694	074
Questions	24 septembre	74	3695 à 3710	075
Questions	1er octobre	75	3711 à 3734	076
2 octobre	3 octobre	76	3735 à 3756	077
7 octobre	8 octobre	77	3757 à 3784	078
8 octobre	9 octobre	78	3785 à 3814	079
9 octobre	10 octobre	79	3815 à 3854	080
10 octobre	11 octobre	80	3855 à 3874	081
14 octobre	15 octobre	81	3875 à 3914	082
16 octobre	17 octobre	82	3915 à 3930	083
17 octobre	18 octobre	83	3931 à 3958	084
21 octobre	22 octobre	84	3959 à 3982	085
22 octobre	23 octobre	85	3983 à 4006	086
23 octobre	24 octobre	86	4007 à 4030	087
24 octobre	25 octobre	87	4031 à 4050	088
28 octobre	29 octobre	88	4051 à 4086	089-090
29 octobre	30 octobre	89	4087 à 4242	091
30 octobre	31 octobre	90	4243 à 4318	092
31 octobre	1er novembre	91	4319 à 4330	093
4 novembre	5 novembre	92	4331 à 4392	094
5 novembre	6 novembre	93	4393 à 4446	095
6 novembre	7 novembre	94	4447 à 4502	096
7 novembre	8 novembre	95	4503 à 4558	097
12 novembre	13 novembre	96	4559 à 4614	098
13 novembre	14 novembre	97	4615 à 4670	099
14 novembre	15 novembre	98	4671 à 4734	100
15 novembre	16 novembre	99	4735 à 4790	101
17 novembre	18 novembre	100	4791 à 4846	102
18 novembre	19 novembre	101	4847 à 4910	103
19 novembre	20 novembre	102	4911 à 4972	104
20 novembre	21 novembre	103	4973 à 5028	105
21 novembre	22 novembre	104	5029 à 5100	106
22 novembre	23 novembre	105	5101 à 5180	107
24 novembre	25 novembre	106	5181 à 5244	108
25 novembre	26 novembre	107	5245 à 5314	109
26 novembre	27 novembre	108	5315 à 5378	110
27 novembre	28 novembre	109	5379 à 5442	111
28 novembre	29 novembre	110	5443 à 5514	112
29 novembre	30 novembre	111	5515 à 5544	113
1er décembre	2 décembre	112	5545 à 5608	114
2 décembre	3 décembre	113	5609 à 5670	115
3 décembre	4 décembre	114	5671 à 5742	116
4 décembre	5 décembre	115	5743 à 5814	117
5 décembre	6 décembre	116	5815 à 5900	118
6 décembre	7 décembre	117	5901 à 5948	119
7 décembre	8 décembre	118	5949 à 6012	120
8 décembre	9 décembre	119	6013 à 6076	121
9 décembre	10 décembre	120	6077 à 6156	122
10 décembre	11 décembre	121	6157 à 6188	123
11 décembre	12 décembre	122	6189 à 6244	124
12 décembre	13 décembre	123	6245 à 6274	125
15 décembre	16 décembre	124	6275 à 6304	126
16 décembre	17 décembre	125	6305 à 6376	127
17 décembre	18 décembre	126	6377 à 6406	128
18 décembre	19 décembre	127	6407 à 6470	129
19 décembre	20 décembre	128	6471 à 6548	130
20 décembre	21 décembre	129	6549 à 6588	131

EXPLICATION DES SIGLES

A. C. P. (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
A. C. T. I. M.	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.
A. C. U. C. E. S.	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.
A. D. E. P.	Agence pour le développement de l'éducation permanente.
A. F. A. T.	Association française d'action touristique.
A. F. E. I.	Association française pour l'étiquetage d'information.
A. F. E. R. N. O. D. ..	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.
A. F. P.	Agence France-Presse.
A. F. P. A.	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.
A. F. T. R. P.	Agence foncière et technique de la région parisienne.
A. G. E. A. M.	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.
A. G. I. R. C.	Association générale des institutions de retraites des cadres.
A. M. E. X. A.	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
A. M. G.	Assistance médicale gratuite.
A. N. A. C. T.	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
A. N. A. H.	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A. N. D. A.	Association nationale pour le développement agricole.
A. N. I. F. O. M.	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
A. N. I. L.	Association nationale d'information logement.
A. N. P. E.	Agence nationale pour l'emploi.
A. N. R. E. D.	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
A. N. V. A. R.	Agence nationale de valorisation de la recherche.
A. P.	Autorisation de programme.
A. P.	Assistance publique.
A. P. E. C.	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
A. P. L.	Aide personnalisée au logement.
A. P. T. R. P.	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.
A. R. I. M.	Association de restauration immobilière.
A. R. I. S. T.	Agence régionale d'information scientifique et technique.
A. R. R. C. O.	Association des régimes de retraites complémentaires.
A. S. A.	Aide supplémentaire d'attente.
A. S. E.	Agence spatiale européenne.
A. S. S. E. D. I. C. ...	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
A. S. S. U.	Association du sport scolaire et universitaire.
A. T. A. C.	Association technique pour l'action culturelle.
A. T. C.	Assistants techniques du commerce.
A. U. D. I. S. T.	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique.
A. V. T. S.	Allocation aux vieux travailleurs salariés.
B. A. P. S. A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B. D. P. A.	Bureau pour le développement de la production agricole.
B. E. I.	Banque européenne d'investissement.
B. E. P. A.	Brevet d'études professionnelles agricoles.
B. F. C. E.	Banque française du commerce extérieur.
B. I. C.	Bénéfices industriels et commerciaux.
B. I. P. E.	Bureau d'information et de prévisions économiques.
B. I. T.	Bureau international du travail.
B. R. G. M.	Bureau de recherches géologiques et minières.
B. T. P.	Bâtiments et travaux publics.
B. U. M. I. D. O. M. ..	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
B. U. S.	Bureau universitaire de statistique.
C. A. D. I. S. T.	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.
C. A. E. C. L.	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
C. A. N. C. A. V. A...	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.
C. A. P.	Certificat d'aptitude professionnelle.
C. A. P. A.	Caisse d'amortissement pour l'acier.
C. A. P. E. S.	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.
C. A. T.	Centre d'aide par le travail.
C. A. U. E.	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
C. D. F.	Charbonnages de France.
C. E. A.	Commissariat à l'énergie atomique.
C. E. C. A.	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
C. E. E.	Communauté économique européenne.
C. E. F. A. C.	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
C. E. P.	Centre d'expérimentation du Pacifique.
C. E. P. A. M.	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
C. E. P. I. I.	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
C. E. R. B. E.	Centre de recherche sur le bien-être.
C. E. R. C.	Centre d'étude des revenus et des coûts.
C. E. R. N.	Centre européen de recherches nucléaires.
C. E. S.	Collège d'enseignement secondaire.
C. E. T.	Collège d'enseignement technique.
C. F. A.	Centre de formation d'apprentis.
C. F. C. E.	Centre français du commerce extérieur.
C. F. D. T.	Confédération française démocratique du travail.
C. F. P.	Compagnie française des pétroles.
C. F. P. C.	Centre de formation des personnels communaux.
C. F. T.	Confédération française du travail.
C. G. I.	Code général des impôts.
C. G. T.	Confédération générale du travail.
C. H. S.	Comité d'hygiène et de sécurité.
C. H. U.	Centre hospitalier et universitaire.
C. I. A. S. I.	Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles.
C. I. A. T.	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
C. I. D. I. S. E.	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
C. I. I.	Compagnie internationale pour l'informatique.
C. I. P. E.	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.
C. I. R. A.	Centre interministériel de renseignements administratifs.
C. I. R. I. T.	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.
C. N. A. C. Georges-Pompidou.	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).
C. N. A. M.	Conservatoire national des arts et métiers.
C. N. A. P.	Conseil national d'accession à la propriété.
C. N. A. S. E. A.	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.
C. N. B. F.	Caisse nationale des barreaux français.
C. N. D. P.	Centre national de documentation pédagogique.
C. N. E. J.	Centre national d'études judiciaires.
C. N. E. S.	Centre national d'études spatiales.
C. N. E. T.	Centre national d'études des télécommunications.
C. N. E. X. O.	Centre national pour l'exploitation des océans.
C. N. I. P. E.	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.
C. N. M. E.	Caisse nationale des marchés de l'Etat.
C. N. P. F.	Conseil national du patronat français.
C. N. R.	Compagnie nationale du Rhône.
C. N. R. S.	Centre national de la recherche scientifique.
C. N. U. C. E. D.	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.
CO. DE. F. I.	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.
CO. D. E. R.	Commission de développement économique régional.

CO. D. I. S.	Comité d'orientation pour les industries stratégiques.
CO. F. A. C. E.	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.
COM. E. S.	Commissariat à l'énergie solaire.
C. O. R. D. E. S.	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.
C. O. S.	Coefficient d'occupation du sol.
C. P. I. E.	Centres permanents d'initiation à l'environnement.
C. P. P.	Code de procédure pénale.
C. R. E. D. O. C.	Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
C. R. E. P. S.	Centre régional d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire..
C. R. O. A. T.	Centres régionaux d'observation de l'activité touristique.
C. R. O. S. S.	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
C. R. O. U. S.	Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.
C. S. T. B.	Centre scientifique et technique du bâtiment.
C. U. C. E. S.	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
C. U. M. A.	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
D. A. T. A. R.	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D. D. E.	Direction départementale de l'équipement.
D. E. P. E.	Délégués des entreprises pour l'emploi.
D. E. U. G.	Diplôme d'études universitaires générales.
D. G. A.	Délégation générale pour l'armement.
D. G. F.	Dotation globale de fonctionnement.
D. G. R. S. T.	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
D. O. M.	Département d'outre-mer.
D. O. T.	Défense opérationnelle du territoire.
E. D. F.	Electricité de France.
E. I. D.	Entente interdépartementale pour la démoustication.
E. N. A.	Ecole nationale d'administration.
E. N. I. M.	Etablissement national des invalides de la marine.
E. N. M.	Ecole nationale de la magistrature.
E. P. A. D.	Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.
E. R. A. P.	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
F. A. C.	Fonds d'aide et de coopération.
F. A. C.	Fonds d'action conjoncturelle.
F. A. C. E.	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
F. A. C. T.	Fonds d'amélioration des conditions de travail.
F. A. D. I. L.	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.
F. A. R.	Fonds d'action rurale.
F. A. S.	Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants.
F. A. S. A. S. A.	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
F. A. S. O.	Fonds d'action sociale obligatoire.
F. A. U.	Fonds d'aménagement urbain.
F. B. C. F.	Formation brute de capital fixe.
F. D. E. S.	Fonds de développement économique et social.
F. E. C.	Fonds d'égalisation des charges.
F. E. C. L.	Fonds d'équipement des collectivités locales.
F. E. D.	Fonds européen de développement.
F. E. DE. R.	Fonds européen de développement régional.
F. E. O. G. A.	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
F. I. A. N. E.	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
F. I. A. T.	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
F. I. C. A.	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.
F. I. D. A.	Fonds international pour le développement agricole.
F. I. D. A. R.	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
F. I. D. E. S.	Fonds d'investissement et de développement économique et social.
F. I. D. O. M.	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
F. I. O. M.	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
F. I. Q. V.	Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.
F. I. R. S.	Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
F. M. I.	Fonds monétaire international.
F. N. A. F. U.	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
F. N. A. H.	Fonds national d'amélioration de l'habitat.
F. N. A. L.	Fonds national d'aide au logement.
F. N. A. T.	Fonds national d'aménagement du territoire.
F. N. E.	Fonds national de l'emploi.
F. N. S. E. A.	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
F. O. N. J. E. P.	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
F. O. R. M. A.	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
F. P. A.	Formation professionnelle des adultes.
F. R. O. M.	Fonds régionaux d'organisation des marchés.
F. S. A. I.	Fonds spécial d'adaptation industrielle.
F. S. I. R.	Fonds spécial d'investissement routier.
G. A. N. I. L.	Grand accélérateur national à ions lourds.
G. A. P. P.	Groupe d'aide psycho-pédagogique.
G. A. T. T.	General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
G. D. F.	Gaz de France.
G. E. P. I.	Groupe d'études prospectives internationales.
G. E. R. D. A. T.	Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
G. F. A.	Groupement foncier agricole.
G. I. E.	Groupement d'intérêt économique.
G. M. E. M.	Groupe maritime d'économie mixte.
H. L. M.	Habitations à loyer modéré.
I. A. T. A.	Association internationale des transports aériens.
I. A. U. R. P.	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne.
I. D. H. E. C.	Institut des hautes études cinématographiques.
I. D. I.	Institut de développement industriel.
I. D. I. A.	Institut de développement des industries agro-alimentaires.
I. F. A. C.	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
I. L. M.	Immeuble à loyer moyen.
I. L. N.	Immeuble à loyer normal.
I. N. A.	Institut national de l'audio-visuel.
I. N. C.	Institut national de la consommation.
I. N. E. D.	Institut national d'études démographiques.
I. N. P. I.	Institut national de la propriété industrielle.
I. N. P. N. P. P. ou I. N. 2 P. 3.	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.
I. N. R. A.	Institut national de la recherche agronomique.
I. N. R. P.	Institut national de la recherche pédagogique.
I. N. R. S.	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
I. N. S. A.	Institut national des sciences appliquées.
I. N. S. E. E.	Institut national de la statistique et des études économiques.
I. N. S. E. R. M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I. P. E. S.	Institut de préparation aux enseignements du second degré.
I. R. A.	Instituts régionaux d'administration.
I. R. A. P.	Institut régionaux d'administration publique.
I. R. C. A. M.	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.
I. R. C. A. N. T. E. C..	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.
I. R. I. A.	Institut de recherche d'informatique et d'automatique.
I. R. P. P.	Impôt sur le revenu des personnes physiques.
I. R. S. I. D.	Institut de recherche de la sidérurgie.
I. S. M.	Indemnité spéciale de montagne.
I. S. T. P. M.	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
I. U. T.	Institut universitaire de technologie.
I. V. D.	Indemnité viagère de départ.
J. E. T.	Joint european Tours.
J. O.	Journal officiel.
L. C. R.	Lettre de change-relevé.
M. I. D. E. M.	Marché international du disque et de l'édition musicale.
O. C. D. E.	Organisation de coopération et de développement économiques.
O. CO. RA.	Office de coopération radiophonique.
O. E. C. E.	Organisation européenne de coopération économique.
O. G. A. P.	Opération groupée d'aménagement foncier.
O. I. T.	Organisation internationale du travail.
O. L. P.	Organisation de la libération de la Palestine.
O. M. C. I.	Organisation maritime consultative intergouvernementale.
O. M. S.	Organisation mondiale de la santé.
O. N. E. R. A.	Office national d'études et de recherches aérospatiales.

O. N. I. ..... Office national d'immigration.
O. N. I. B. E. V. ..... Office national interprofessionnel du bétail et des viandes.
O. N. I. C. ..... Office national interprofessionnel des céréales.
O. N. I. S. E. P. ..... Office national d'information sur les enseignements et les professions.
O. N. I. VI. T. ..... Office national interprofessionnel des vins de table.
O. N. SE. R. ..... Organisation nationale pour la sécurité routière.
O. N. U. ..... Organisation des Nations Unies.
O. N. U. D. I. ..... Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
O. P. E. P. ..... Organisation des pays exportateurs de pétrole.
O. P. H. ..... Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
O. P. P. B. T. P. .... Organisation professionnelle de prévention du bâtiment et des travaux publics.
OR. E. A. V. ..... Organismes d'études d'aménagement des vallées.
ORG. A. N. I. C. .... Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
O. R. S. T. O. M. .... Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
O. R. T. F. ..... Office de radiodiffusion et télévision française.
O. T. A. N. ..... Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
O. T. A. S. E. ..... Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.
O. U. A. ..... Organisation de l'unité africaine.

P. A. C. T. ..... Propagande et action contre le taudis.
P. A. D. O. G. ..... Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne.
P. A. P. ..... Programme d'action prioritaire.
P. A. P. I. R. ..... Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
P. E. G. C. ..... Professeur d'enseignement général de collège.
P. I. B. ..... Production intérieure brute ou produit intérieur brut.
P. L. D. ..... Plafond légal de densité.
P. L. R. ..... Programmes à loyer réduit.
P. M. E. ..... Petites et moyennes entreprises.
P. M. I. ..... Protection maternelle et infantile.
P. M. U. ..... Pari mutuel urbain.
P. N. B. ..... Produit national brut.
P. N. U. B. ..... Programme des Nations Unies pour le développement.
P. O. A. ..... Prime d'orientation agricole.
P. O. S. ..... Plan d'occupation des sols.
P. R. D. E. ..... Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.
P. S. I. ..... Prêt spécial immobilier.
P. S. R. ..... Programmes sociaux de logement.
P. T. T. ..... Postes et télécommunications.

R. A. T. P. ..... Régie autonome des transports parisiens.
R. C. B. ..... Rationalisation des choix budgétaires.
R. D. A. ..... République démocratique allemande.
R. E. R. ..... Réseau express régional.
R. F. A. ..... République fédérale d'Allemagne.
R. I. V. P. ..... Régie immobilière de la Ville de Paris.
R. T. L. N. ..... Réunion des théâtres lyriques nationaux.

S. A. F. E. R. ..... Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S. A. I. F. ..... Sociétés agricoles d'investissement foncier.
S. A. L. T. (accords). Strategic arms limitation treaty.
S. C. P. I. ..... Société civile de placement immobilier.
S. D. A. U. ..... Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
S. D. E. C. E. ..... Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
S. D. R. ..... Société de développement régional.
S. E. FRAN. E. ..... Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
S. E. I. T. A. ..... Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes.
S. F. P. ..... Société française de production et création audiovisuelles.
S. F. T. ..... Société française de télédistribution.
S. I. B. E. V. ..... Société interprofessionnelle du bétail et des viandes.
S. I. C. A. ..... Société d'intérêt collectif agricole.
S. I. C. A. V. ..... Société d'investissement à capital variable.
S. I. COM. I. ..... Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
S. I. D. O. ..... Société interprofessionnelle des oléagineux.
S. I. E. C. A. ..... Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
S. I. R. P. A. ..... Service d'information et de relations publiques des armées.
S. I. VO. M. ..... Syndicat intercommunal à vocation multiple.
S. M. A. G. ..... Salaire minimum agricole garanti.
S. M. I. C. ..... Salaire minimum de croissance.
S. M. I. G. ..... Salaire minimum interprofessionnel garanti.
S. N. C. F. ..... Société nationale des chemins de fer français.
S. N. E. C. M. A. .... Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
S. N. E. P. ..... Société nationale des entreprises de presse.
S. N. I. ..... Syndicat national des instituteurs.
S. N. I. A. S. ..... Société nationale industrielle aérospatiale.
S. N. L. E. ..... Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
S. N. P. A. ..... Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
SO. FI. RAD. ..... Société financière de radiodiffusion.
SO. FRA. TEV. .... Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.
SO. NA. CO. TRA. .. Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
S. S. ..... Sécurité sociale.
S. T. O. ..... Service du travail obligatoire.

T. D. F. ..... Télédiffusion de France.
T. G. V. ..... Train à grande vitesse.
T. L. E. ..... Taxe locale d'équipement.
T. O. M. ..... Territoires d'outre-mer.
T. P. G. ..... Trésoriers-payeurs généraux.
T. P. S. ..... Taxe sur les prestations de services.
T. V. A. ..... Taxe sur la valeur ajoutée.

U. E. O. ..... Union de l'Europe occidentale.
U. E. R. ..... Unité d'enseignement et de recherche.
U. E. R. E. P. S. .... U. E. R. d'éducation physique et sportive.
U. F. A. C. ..... Union française des associations de combattants et de victimes de guerre.
U. G. A. P. ..... Union des groupements d'achats publics.
U. G. B. ..... Unité de gros bétail.
U. G. C. ..... Union générale cinématographique.
U. N. A. F. ..... Union nationale des associations familiales.
U. N. E. D. I. C. .... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U. N. E. S. C. O. .... Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
U. N. I. L. ..... Union nationale interprofessionnelle du logement.
U. N. S. S. ..... Union nationale du sport scolaire.
U. R. S. S. A. F. .... Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.

V. R. P. ..... Voyageurs, représentants, placiers.
V. R. T. S. ..... Versement représentatif de la taxe sur les salaires.

Z. A. C. ..... Zone d'aménagement concerté.
Z. A. D. ..... Zone d'aménagement différé.
Z. I. F. ..... Zone d'intervention foncière.
Z. U. P. ..... Zone à urbaniser en priorité.

SÉNAT

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1980

A

A 200 (Avion).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **356.**

A 300 (Avion).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **356.**

ABRIS NUCLEAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Services du Premier ministre. — II. — Secrétariat général de la défense nationale ; Intérieur.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **383, 384, 401.**

ACADEMIES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **461.**

(Académie de médecine.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Universités.

ACCESSION A LA PROPRIETE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

ACCIDENTS DE TRAJET

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** D. G. ; deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** D. G.
EMPLOI, **3,** deuxième lecture, D. G.
QUESTION ORALE, n° **65.**

ACCORDS

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS.

ACCORDS MULTIFIBRES

Voir INDUSTRIE TEXTILE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Commerce extérieur ; Industrie.
QUESTION ORALE, n° **2732.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **391.**

« ACHARNEMENT THERAPEUTIQUE »

Voir LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1,** D. G.
MÉDECINE, **1,** D. G.

ACTES REGLEMENTAIRES

Voir LOIS, **1,** D. G.

ACTIONNARIAT DES SALARIES

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEUURS, **1,** D. G. ; C. M. P. ; **2,** D. G.

ACTION CIVILE (préemption.)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **3,** deuxième lecture, D. G.

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2694, 2814.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **468.**

ADDUCTIONS D'EAU

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

ADMINISTRATEURS CIVILS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **372.**

ADMINISTRATION

(Administration : financement.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — I. — Charges communes.

(Administration : organisation.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2677.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **372, 436.**

(Administration pénitentiaire.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

(Administration : relations avec le public.)

1. — **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal,** présentée par M. Paul Kauss, sénateur [22 juin 1979] (n° **425,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Robert Schwint [20 décembre 1979] (n° **142,** 1979-1980). — Discussion [22 mai 1980] (p. 2128, 2133). — Adoption [22 mai 1980] (n° **64**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de réversion entre les conjoints divorcés et les conjoints survivants.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [28 mai 1980] (n° **1733**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Jean-Pierre Delalande [25 juin 1980] (n° **1831**).

Discussion (première lecture).

[22 mai 1980] (p. 2128, 2133).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2128, 2130) : *MM. Robert Schwint, président et rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Divorce : MM. Schwint (Robert) (p. 2128, 2129) ; Barrot (Jacques) (p. 2129, 2130) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2130).

Femmes (divorcées) : MM. Schwint (Robert) (p. 2128, 2129) ; Barrot (Jacques) (p. 2129, 2130) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2130).

Pensions de réversion : MM. Schwint (Robert) (p. 2128, 2129) ; Barrot (Jacques) (p. 2129, 2130) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2130).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2130, 2133) : *MM. Dominique Pado, Robert Schwint, rapporteur ; Jacques Barrot, ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Guy Petit.*

Article 1er (*Aménagement des dispositions de l'article L.* 351-2 *du code de la sécurité sociale : renonciation du droit à pension de réversion ; report de la part de pension en cas de décès de l'un des bénéficiaires du droit à pension de réversion*). — Adopté (p. 2130).

Article 2 (*Modification de l'article* 42 *de la loi du* 17 *juillet* 1978 *: extension du régime aux commerçants et artisans*) (p. 2130).

Adopté : amendement n° 2 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Dominique Pado : application des règles de la fonction publique aux régimes spéciaux de sécurité sociale (p. 2131) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2131).

Article 3 (*Aménagement des règles d'application dans le temps de la loi du* 17 *juillet* 1978) (p. 2131).

Adopté : amendement n° 3 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Dominique Pado : exclusion du bénéfice de la loi pour les femmes divorcées avant 1978 à leurs torts exclusifs ; existence d'une pension au profit des enfants de moins de vingt et un ans (p. 2132).

Rejeté : amendement n° 1 de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de cet article excluant du bénéfice de la loi les femmes dont le divorce a été prononcé à leurs torts exclusifs avant 1978 (p. 2132) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2132).

Après l'article 3 (p. 2132).

Adoptés : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Dominique Pado : non-application des dispositions de l'article 3 aux bénéficiaires des droits acquis sous l'empire de la loi de 1978 (p. 2132). — Amendement n° 4 (art. additionnel) de M. André Bohl, soutenu par M. Dominique Pado : application des dispositions aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (p. 2133) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 2132 et 2133).

Intitulé (p. 2133).

Adopté : amendement n° 6 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Dominique Pado : nouvel intitulé : « **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de réversion entre les conjoints divorcés et le conjoint survivant** » (p. 2133).

Adoption [22 mai 1980] (p. 2133).

(Administration : relations avec le public.)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2666, 2692.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **372.**

ADOPTION

1. — **Proposition de loi tendant à libéraliser l'adoption,** présentée par M. André Fosset, sénateur, et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° **84,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale).

Voir INSÉMINATION ARTIFICIELLE, **1,** D. G.

AERO-CLUBS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

AERONAUTIQUE (INDUSTRIE)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
QUESTION ORALE, n° **2729.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **356.**

AEROPORTS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

(Aéroports militaires.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.

AFFICHAGE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **338.**

AFGHANISTAN

Voir DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT, **1, 3.**
LOI DE FINANCES, **6,** Défense ; Affaires étrangères.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **330, 379, 408.**

AFRIQUE

Voir ETATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES, DU PACIFIQUE (A. C. P.).
LOI DE FINANCES, **6,** Coopération ; Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

AFRIQUE DU SUD

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.
QUESTION ORALE, n° **17.**

AGACHE-WILLOT (Groupe)

Voir INDUSTRIE TEXTILE, **1,** D. G.

AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **22.**

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (A. I. E. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **19,** D. G. ; **25,** D. G.

AGENCE NATIONALE D'ETUDE ET DE PROMOTION DE LA PARTICIPATION

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **2,** D. G.

AGENCE NATIONALE POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (A. N. R. E. D.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **378.**

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (A. N. P. E.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G. ; Départements d'outre-mer ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTIONS ORALES, n°s **2671, 2784.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **338, 399.**

AGENCE NATIONALE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE (A. N. V. A. R.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche ; Industrie.

AGENCE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT (A. N. A. H.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

AGENCE POUR LA QUALITE DE L'AIR

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.
POLLUTION, **1,** Deuxième lecture, D. G.

AGENCE POUR LA COOPERATION TECHNIQUE, INDUSTRIELLE ET ECONOMIQUE (A. C. T. I. M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce extérieur.

AGENCE POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE

Voir ENERGIE, **1,** D. G. ; C. M. P.
LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

AGENCES DE VOYAGE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

AGENCES REGIONALES D'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (A. R. I. S. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

AGENCE UNIVERSITAIRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION SCIENTIFIQUE (A. U. D. I. S. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Universités.

AGENTS COMMUNAUX

1. — **Proposition de loi d'orientation sur l'organisation de la fonction publique locale,** présentée par M. Marcel Rosette, sénateur, et plusieurs de ses collègues [24 avril 1979] (n° **293,** 1978-1979). — Reprise par son auteur le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.
Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.
NOUVELLE-CALÉDONIE, **1,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **2685.**

AGENTS PRIVES DE RECHERCHE (« Détectives privés »).

Voir POLICE PRIVÉE, **1,** D. G. ; deuxième lecture, D. G.

AGREES (Architecture).

Voir QUESTION ORALE, n° **38.**

AGREGATION

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

AGRICULTEURS (Jeunes).

Voir AGRICULTEURS, **1,** D. G. ; deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.
FAMILLE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Agriculture ; Départements d'outre-mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES, **2,** D. G.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 407, 429.**

AGRICULTURE

1. — **Projet de loi d'orientation agricole,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture [4 mai 1979] (n° **1041**). — Renvoi à la commission de la production et des échanges puis à la commission spéciale nommée le 11 mai 1979. — Rapport de M. Maurice Cornette [28 juin 1979] (n° **1263**). Discussion [11, 12, 13, 14 et 15 décembre 1979]. — Adoption [15 décembre 1979] (n° **257**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [18 décembre 1979] (n° **129,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale et de la commission des affaires sociales [20 décembre 1979], à la commission des affaires culturelles [22 décembre 1979] et à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [25 février 1980]. — Rapport de M. Michel Sordel [rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **172,** 1979-1980). — Avis de M. Marcel Rudloff au nom de la commission des lois [rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **173,** 1979-1980), avis de M. Jean Gravier au nom de la commission des affaires sociales [25 février 1980] (n° **174,** 1979-1980), avis de M. René Tinant au nom de la commission des affaires culturelles [25 février 1980] (n° **176,** 1979-1980), avis de M. Roland Boscary-Monsservin au nom de la commission des finances [26 février 1980] (n° **181,** 1979-1980). — Discussion [25 février 1980] (p. 326, 358), [26 février 1980] (p. 378, 427), [27 février 1980] (p. 442, 466), [28 février 1980] (p. 475, 524), [29 février 1980] (p. 530, 554), [4 mars 1980] (p. 561, 612), [5 mars 1980] (p. 638, 662), [6 mars 1980] (p. 670, 711), [7 mars 1980] (p. 718, 739), [11 mars 1980] (p. 759, 801), [12 mars 1980] (p. 816, 878). — Adoption modifiée [12 mars 1980] (n° **50**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [2 avril 1980] (n° **1597**). — Renvoi à la commission spéciale. — Rapport de M. Maurice Cornette [2 avril 1980] (n° **1604**). — Discussion [8, 9 et 10 avril 1980]. — Adoption [10 avril 1980] (n° **277**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [15 avril 1980] (n° **207**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan, pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [22 avril 1980]. — Rapport de M. Michel Sordel [23 avril 1980] (n° **227**, 1979-1980). — Avis de M. Marcel Rudloff [22 avril 1980] (n° **225**, 1979-1980). — Discussion [13 mai 1980] (p. 1843, 1892), [14 mai 1980] (p. 1902, 1934), [21 mai 1980] (p. 2032, 2059 ; 2061, 2075). — Adoption modifiée [21 mai 1980] (n° **61**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) [22 mai 1980] (n° **1727**). — Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Maurice Cornette [4 juin 1980] (n° **1773**). — Discussion [4 juin 1980]. — Adoption [4 juin 1980] (n° **312**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Michel Sordel [4 juin 1980] (n° **284**, 1979-1980). — Discussion [5 juin 1980] (p. 2376, 2389). — Adoption [5 juin 1980] (n° **71**).

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL du 1er juillet 1980 (*J. O.*, Lois et décrets, du 3 juillet 1980).

PROMULGATION : loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 (*J. O.*, Lois et décrets du 5 juillet 1980. — Erratum du 18 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[25 février 1980] (p. 326, 358), [26 février 1980] (p. 378, 427), [27 février 1980] (p. 442, 466), [28 février 1980] (p. 475, 524), [29 février 1980] (p. 530, 554), [4 mars 1980] (p. 561, 612), [5 mars 1980] (p. 638, 662), [6 mars 1980] (p. 670, 711), [7 mars 1980] (p. 718, 739), [11 mars 1980] (p. 759, 801), [12 mars 1980] (p. 816, 878).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [25 février 1980] (p. 326, 358), [26 février 1980] (p. 378, 427), [27 février 1980] (p. 442, 448) : *MM. Michel Sordel, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Marcel Rudloff, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jean Gravier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; René Tinant, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture ; Jacques Boyer-Andrivet, Marcel Champeix, Pierre Marcilhacy, Jean Cauchon, Roland du Luart, Louis Minetti, Pierre Jeambrun, Paul Malassagne, Baudouin de Hauteclocque, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Paul Jargot, Jean-Paul Hammann. — Jacques Henriet, Raymond Bouvier, Christian Poncelet, Robert Schwint, Camille Vallin, Georges Berchet, Serge Mathieu, Louis Virapoullé, Charles-Edmond Lenglet, Maurice Janetti, Jean Garcia, Adrien Gouteyron, Roland Boscary-Monsservin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean-Marie Girault, Jean Francou, Henri Caillavet, Jacques Thyraud, Henri Tournan, Jacques Eberhard, Jean Cluzel, Paul Girod, Hubert Martin, Jacques Genton, Georges Dagonia, Edouard Le Jeune, Geoffroy de Montalembert, Jules Roujon, Edgard Pisani, Anicet Le Pors, Hubert d'Andigné, Francisque Collomb, Mme Danielle Bidard, MM. Roger Lise, Guy Robert, Pierre Louvot, Gérard Ehlers. — Jean Mézard, Emile Didier, Edgar Tailhades, Michel Debatisse, secrétaire d'Etat chargé des industries agricoles et alimentaires ; Henri Caillavet.*

Accidents du travail : MM. Schwint (Robert) (p. 382) ; Mézard (Jean) (p. 442).

Agriculture biologique : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 338, 448).

Agriculture méditerranéenne : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 354).

Agriculture « pétrole vert » : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 338, 340) ; Cauchon (Jean) (p. 345) ; Girod (Paul) (p. 406).

Agriculture (à temps partiel) : MM. Sordel (Michel) (p. 328) ; Rudloff (Marcel) (p. 331) ; Gravier (Jean) (p. 332) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 340, 448) ; Luart (Roland du) (p. 346) ; Hauteclocque (Baudouin de) (p. 353) ; Poncelet (Christian) (p. 381) ; Schwint (Pierre) (p. 382) ; Andigné (Hubert d') (p. 421) ; Didier (Emile) (p. 442).

Agriculteurs (jeunes) : MM. Sordel (Michel) (p. 329) ; Rudloff (Marcel) (p. 330, 331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 339) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Minetti (Louis) (p. 349) ; Malassagne (Paul) (p. 352) ; Hauteclocque (Baudouin de) (p. 353) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 354) ; MM. Jargot (Paul) (p. 356) ; Henriet (Jacques) (p. 378) ; Mathieu (Serge) (p. 385) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 387, 388) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 393) ; Girault (Jean-Marie) (p. 395) ; Francou (Jean) (p. 397) ; Girod (Paul) (p. 406) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Robert (Guy) (p. 425) ; Tailhades (Edgar) (p. 443).

Aménagement rural : MM. Sordel (Michel) (p. 329) ; Rudloff (Marcel) (p. 330) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 340) ; Boyer-Andrivet (Jacques) (p. 341) ; Champeix (Marcel) (p. 343) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Luart (Roland du) (p. 347) ; Malassagne (Paul) (p. 352) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 356) ; Poncelet (Christian) (p. 381) ; Berchet (Georges) (p. 385) ; Tournan (Henri) (p. 401, 402) ; Dagonia (Georges) (p. 410) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Andigné (Hubert d') (p. 421) ; Lise (Roger) (p. 424) ; Tailhades (Edgar) (p. 443).

Assouan (barrage) : M. Pisani (Edgard) (p. 414).

Assurance maladie des exploitants agricoles (Amexa) : M. Gravier (Jean) (p. 333).

Aviculture : M. Vallin (Camille) (p. 384).

Baux de carrière : MM. Rudloff (Marcel) (p. 331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 339) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Luart (Roland du) (p. 347) ; Hauteclocque (Baudoin de) (p. 353) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Bouvier (Raymond) (p. 380) ; Poncelet (Christian) (p. 381) ; Janetti (Maurice) (p. 389) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411).

Baux ruraux : MM. Sordel (Michel) (p. 329) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 339, 447) ; Malassagne (Paul) (p. 352) ; Hauteclocque (Baudoin de) (p. 352) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Mathieu (Serge) (p. 386) ; Virapoullé (Louis) (p. 387) ; Didier (Emile) (p. 443).

Bois (industrie du) : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 340).

Bovins : Sordel (Michel) (p. 326) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 337) ; Malassagne (Paul) (p. 352).

Cadastre : M. Sordel (Michel) (p. 328).

Calamités agricoles : MM. Virapoullé (Louis) (p. 386) ; Caillavet (Henri) (p. 399) ; Thyraud (Jacques) (p. 400).

Canaux : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 355).

Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) : M. Tinant (René) (p. 335).

Céréales : M. Pisani (Edgard) (p. 419).

Cognac : M. Marcilhacy (Pierre) (p. 344).

Comités économiques agricoles : M. Cauchon (Jean) (p. 345).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : MM. Sordel (Michel) (p. 329) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 336, 337, 340, 446) ; Cauchon (Jean) (p. 345) ; Minetti (Louis) (p. 347, 348, 349) ; Jeambrun (Pierre) (p. 350) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 355) ; MM. Jargot (Paul) (p. 355) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 357, 358) ; Poncelet (Christian) (p. 380, 381) ; Vallin (Camille) (p. 384) ; Berchet (Georges) (p. 384) ; Garcia (Jean) (p. 389, 390, 391) ; Gouteyron (Adrien) (p. 391) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 392) ; Girault (Jean-Marie) (p. 395) ; Francou (Jean) (p. 396) ; Caillavet (Henri) (p. 398) ; Genton (Jacques) (p. 409) ; Pisani (Edgard) (p. 415, 416) ; Le Pors (Anicet) (p. 418, 419, 420) ; Ehlers (Gérard) (p. 426, 427).

Communauté économique européenne (C. E. E.) (Elargissement de la) : M. Minetti (Louis) (p. 347, 348) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 355) ; MM. Garcia (Jean) (p. 390) ; Pisani (Edgard) (p. 416) ; Le Pors (Anicet) (p. 420).

Communauté internationale : MM. Cauchon (Jean) (p. 344) ; Minetti (Louis) (p. 348) ; Jargot (Paul) (p. 355) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 357).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : MM. Sordel (Michel) (p. 328) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 338, 395, 446) ; Boyer-Andrivet (Jacques) (p. 341) ; Cauchon (Jean) (p. 345) ; Luart (Roland du) (p. 347) ; Rapuzzi (Irma) (p. 354) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Bouvier (Raymond) (p. 379) ; Poncelet (Christian) (p. 380) ; Mathieu (Serge) (p. 385) ; Francou (Jean) (p. 396) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Debatisse (Michel) (p. 443).

Coopérative d'utilisation de matériel agricole (C. U. M. A.) : M. Boscary-Monsservin (Roland) (p. 393).

Départements d'outre-mer : MM. Virapoullé (Louis) (p. 386, 387) ; Dagonia (Georges) (p. 409, 410) ; Jargot (Paul) (p. 410, 411) ; Lise (Roger) (p. 423, 424) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 448).

Elevage : MM. Eberhard (Jacques) (p. 403) ; Cluzel (Jean) (p. 403, 404, 405) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 447).

Emploi : MM. Sordel (Michel) (p. 327) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 355) ; MM. Jargot (Paul) (p. 356) ; Tournan (Henri) (p. 401).

Enseignement agricole : MM. Tinant (René) (p. 334, 335) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 336, 338, 348, 447) ; Cauchon (Jean) (p. 345) ; Mathieu (Serge) (p. 385) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 412, 413).

Enseignement agricole (féminin) : MM. Tinant (René) (p. 334) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 338) ; Montalembert (Geoffroy de) (p. 413).

Enseignement supérieur : M. Tinant (René) (p. 335).

Etablissements publics régionaux : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 355).

Exode rural : MM. Sordel (Michel) (p. 327) ; Champeix (Marcel) (p. 342) ; Luart (Roland du) (p. 347) ; Minetti (Louis) (p. 348) ; Hauteclocque (Baudouin de) (p. 353) ; Jargot (Paul) (p. 356) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 387) ; Janetti (Maurice) (p. 389) ; Tournan (Henri) (p. 401).

Exploitants agricoles : MM. Sordel (Michel) (p. 326, 327, 328, 329) ; Rudloff (Marcel) (p. 330, 331) ; Gravier (Jean) (p. 331, 332) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 336) ; Schwint (Robert) (p. 382, 383) ; Thyraud (Jacques) (p. 400).

Exploitants agricoles (conjoints) : MM. Sordel (Michel) (p. 328) ; Gravier (Jean) (p. 333) ; Cauchon (Jean) (p. 345, 346) ; Luart (Rodand du) (p. 347) ; Minetti (Louis) (p. 349) ; Malassagne (Paul) (p. 352) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Bouvier (Raymond) (p. 379) ; Schwint (Robert) (p. 382) ; Mathieu (Serge) (p. 386) ; Thyraud (Jacques) (p. 400) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Pisani (Edgard) (p. 418) ; Andigné (Hubert d') (p. 421) ; Didier (Emile) (p. 443).

Exploitations agricoles : MM. Sordel (Michel) (p. 327, 329) ; Rudloff (Marcel) (p. 330, 331) ; Gravier (Jean) (p. 332) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 336) ; Champeix (Marcel) (p. 342) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 357) ; Henriet (Jacques) (p. 378) ; Mathieu (Serge) (p. 385) ; Janetti (Maurice) (p. 389) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 393) ; Eberhard (Jacques) (p. 403) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Collomb (Francisque) (p. 423) ; Debatisse (Michel) (p. 444).

Exportation : MM. Sordel (Michel) (p. 327, 328) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 336, 337, 338, 446) ; Champeix (Marcel) (p. 342) ; Marcilhacy (Pierre) (p. 344) ; Luart (Roland du) (p. 346) ; Malassagne (Paul) (p. 351) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Bouvier (Raymond) (p. 379) ; Martin (Hubert) (p. 407) ; Collomb (Francisque) (p. 421, 422).

Faillite : M. Schwint (Robert) (p. 383).

Fermage : MM. Sordel (Michel) (p. 329) ; Rudloff (Marcel) (p. 331) ; Boyer-Andrivet (Jacques) (p. 341) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Minetti (Louis) (p. 349) ; Malassagne (Paul) (p. 352) ; Hauteclocque (Baudouin de) (p. 352, 353) ; Henriet (Jacques) (p. 379) ; Mathieu (Serge) (p. 386) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 387) ; Janetti (Maurice) (p. 388) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 395) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Pisani (Edgard) (p. 418).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F. I. D. A. R.) : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 340) ; Boyer-Andrivet (Jacques) (p. 341) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 354) ; M. Genton (Jacques) (p. 408).

Forêt : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 340) ; Luart (Roland du) (p. 347).

Formation continue : M. Tinant (René) (p. 334).

Formation professionnelle agricole : MM. Sordel (Michel) (p. 328) ; Cauchon (Jean) (p. 345) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 388) ; Pisani (Edgard) (p. 418) ; Lise (Roger) (p. 424) ; Robert (Guy) (p. 425) ; Mézard (Jean) (p. 442) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 447).

Fromages : M. Martin (Hubert) (p. 407, 408).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (G. A. E. C) : MM. Sordel (Michel) (p. 327) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 393).

Groupements fonciers agricoles (G. F. A.) : MM. Sordel (Michel) (p. 329) ; Rudloff (Marcel) (p. 331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 339, 395, 447) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Luart (Roland du) (p. 347) ; Hauteclocque (Baudouin de) (p. 353) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Henriet (Jacques) (p. 378) ; Bouvier (Raymond) (p. 380) ; Poncelet (Christian) (p. 381) ; Berchet (Georges) (p. 385) ; Janetti (Maurice) (p. 388) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 393) ; Thyraud (Jacques) (p. 399, 400) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Louvot (Pierre) (p. 425).

Guadeloupe (La) : MM. Dagonia (Georges) (p. 410) ; Jargot (Paul) (p. 410).

Indemnité spéciale de montagne (I. S. M.) : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 445).

Indemnité viagère de départ (I. V. D.) : MM. Gravier (Jean) (p. 333) ; Henriet (Jacques) (p. 378).

Industrie agro-alimentaire : MM. Tinant (René) (p. 335) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 337) ; Luart (Roland du) (p. 346) ; Jeambrun (Pierre) (p. 351) ; Malassagne (Paul) (p. 351) ; Jargot (Paul) (p. 356) ; Poncelet (Christian) (p. 380) ; Vallin (Camille) (p. 384) ; Garcia (Jean) (p. 390) ; Girault (Jean-Marie) (p. 395) ; Caillavet (Henri) (p. 398) ; Genton (Jacques) (p. 409) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Collomb (Francisque) (p. 422) ; Ehlers (Gérard) (p. 427) ; Debatisse (Michel) (p. 444, 445).

Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières (I. R. A. T.) : M. Lise (Roger) (p. 424).

Institut national de la recherche agronomique (I. N. R. A.) : MM. Tinant (René) (p. 334, 335) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 340) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 423).

Loire (Haute-) : M. Gouteyron (Adrien) (p. 391).

Maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation : M. Montalembert (Geoffroy de) (p. 413).

Maladies du bétail : M. Cluzel (Jean) (p. 404).

Métayage : MM. Hauteclocque (Baudouin de) (p. 353) ; Roujon (Jules) (p. 413).

Montagne : MM. Boyer-Andrivet (Jacques) (p. 341) ; Malassagne (Paul) (p. 352) ; Bouvier (Raymond) (p. 379) ; Mézard (Jean) (p. 442) ; Didier (Emile) (p. 442) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 445, 448).

Montants compensatoires monétaires : M. Le Pors (Anicet) (p. 420).

Martinique (La) : M. Lise (Roger) (p. 423, 424).

Mutualité sociale agricole : MM. Sordel (Michel) (p. 327, 328) ; Cauchon (Jean) (p. 345) ; Bouvier (Raymond) (p. 379) ; Schwint (Robert) (p. 382).

Natalité : M. Henriet (Jacques) (p. 379).

Nature (Protection de la) : M. Thyraud (Jacques) (p. 400).

Nord - Pas-de-Calais : M. Ehlers (Gérard) (p. 427).

Oléagineux : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 447).

Ovins : MM. Minetti (Louis) (p. 348) ; Jargot (Paul) (p. 356) ; Vallin (Camille) (p. 384) ; Gouteyron (Adrien) (p. 391) ; Cluzel (Jean) (p. 405).

Pays en voie de développement : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 357) ; Pisani (Edgard) (p. 414, 415, 417) ; Ehlers (Gérard) (p. 426) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 446).

Politique agricole : MM. Sordel (Michel) (p. 329) ; Gravier (Jean) (p. 333) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 336, 337, 340, 394, 445, 446, 447) ; Boyer-Andrivet (Jacques) (p. 341) ; Champeix (Marcel) (p. 341, 342) ; Cauchon (Jean) (p. 344) ; Minetti (Louis) (p. 347, 348, 349) ; Jeambrun (Pierre) (p. 350, 351) ; Malassagne (Paul) (p. 351) ; Mme Rapuzzi (Irma) (p. 353, 354, 355) ; MM. Jargot (Paul) (p. 355, 356) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 357) ; Bouvier (Raymond) (p. 379) ; Poncelet (Christian) (p. 380) ; Schwint (Robert) (p. 383) ; Vallin (Camille) (p. 384) ; Berchet (Georges) (p. 385) ; Mathieu (Serge) (p. 385) ; Garcia (Jean) ; (p. 389, 390) ; Gouteyron (Adrien) (p. 391) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 392, 394) ; Girault (Jean-Marie) (p. 395) ; Francou (Jean) (p. 396, 397) ; Caillavet (Henri) (p. 397, 398, 399) ; Eberhard (Jacques) (p. 402) ; Girod (Paul) (p. 406, 407) ; Genton (Jacques) (p. 409) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Pisani (Edgard) (p. 415, 416, 417, 418) ; Le Pors (Anicet) (p. 418, 419, 420) ; Collomb (Francisque) (p. 422) ; Debatisse (Michel) (p. 444, 445).

Porcins : M. Cluzel (Jean) (p. 405).

Prestations sociales agricoles : MM. Sordel (Michel) (p. 328) ; Gravier (Jean) (p. 331, 332, 333) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 336, 447) ; Boyer-Andrivet (Jacques) (p. 341) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Minetti (Louis) (p. 349) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Schwint (Robert) (p. 382) ; Mathieu (Serge) (p. 386) ; Virapoullé (Louis) (p. 386) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 394) ; Caillavet (Henri) (p. 399) ; Roujon (Jules) (p. 413).

Propriété (Droit de) : MM. Rudloff (Marcel) (p. 331) ; Hauteclocque (Baudouin de) (p. 352) ; Girault (Jean-Marie) (p. 395).

Provence-Alpes-Côte d'Azur : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 355) ; M. Janetti (Maurice) (p. 389).

Recherche agronomique : MM. Sordel (Michel) (p. 328) ; Tinant (René) (p. 334, 335) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 340, 447) ; Minetti (Louis) (p. 350) ; Pisani (Edgard) (p. 417) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 423) ; M. Robert (Guy) (p. 425).

Remembrement : MM. Malassagne (Paul) (p. 352) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Berchet (Georges) (p. 385) ; Tournan (Henri) (p. 401).

Retraite (âge de la) : M. Gravier (Jean) (p. 334).

Retraites (agricoles) : MM. Sordel (Michel) (p. 328) ; Gravier (Jean) (p. 333) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 339) ; Cauchon (Jean) (p. 345) ; Malassagne (Paul) (p. 351) ; Bouvier (Raymond) (p. 379) ; Schwint (Robert) (p. 382) ; Mathieu (Serge) (p. 386) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 393) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Andigné (Hubert d') (p. 421).

Réunion (La) : M. Virapoullé (Louis) (p. 386, 387).

Revenu (agricole) : MM. Sordel (Michel) (p. 327, 328) ; Rudloff (Marcel) (p. 331) ; Gravier (Jean) (p. 332) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 336, 337) ; Champeix (Marcel) (p. 342) ; Cauchon (Jean) (p. 345) ; Luart (Roland du) (p. 346) ; Minetti (Louis) (p. 347, 348) ; Jargot (Paul) (p. 356) ; Poncelet (Christian) (p. 380) ; Cluzel (Jean) (p. 404) ; Le Pors (Anicet) (p. 420).

Salariés : Gravier (Jean) (p. 333) ; Schwint (Robert) (p. 382) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411).

Service d'utilité agricole de développement (S.U.A.D.) : M. Lise (Roger) (p. 424).

Sociétés civiles de placement immobilier (S.C.P.I.) : MM. Rudloff (Marcel) (p. 331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 339) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Luart (Roland du) (p. 347) ; Hauteclocque (Baudoin de) (p. 353) ; Berchet (Georges) (p. 385) ; Janetti (Maurice) (p. 388) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 393).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.) : MM. Sordel (Michel) (p. 327) ; Rudloff (Marcel) (p. 330, 331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 339) ; Poncelet (Christian) (p. 339) ; Berchet (Georges) (p. 385) ; Janetti (Maurice) (p. 388) ; Caillavet (Henri) (p. 399) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411).

Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) : M. Bouvier (Raymond) (p. 379).

Successions : Rudloff (Marcel) (p. 330, 331) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Henriet (Jacques) (p. 378) ; Bouvier (Raymond) (p. 380) ; Poncelet (Christian) (p. 381).

Sucre : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 357) ; Caillavet (Henri) (p. 398) ; Ehlers (Gérard) (p. 426, 427) ; Debatisse (Michel) (p. 444).

Surface minimale d'installation (S.M.I.) : MM. Gravier (Jean) (p. 332) ; Cauchon (Jean) (p. 345) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 357) ; Roujon (Jules) (p. 413) ; Didier (Emile) (p. 443) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 448).

Système monétaire européen (S. M. E.) : M. Pisani (Edgard) (p. 416).

Taxe sur le lait (de coresponsabilité) : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 350) ; Eberhard (Jacques) (p. 402).

Terres agricoles : MM. Sordel (Michel) (p. 328) ; Rudloff (Marcel) (p. 330) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 336, 339, 395, 447) ; Marcilhacy (Pierre) (p. 343) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Minetti (Louis) (p. 349) ; Malassagne (Paul) (p. 352) ; Jargot (Paul) (p. 356) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 358) ; Bouvier (Raymond) (p. 380) ; Poncelet (Christian) (p. 380, 381) ; Berchet (Georges) (p. 385) ; Mathieu (Serge) (p. 385) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 387) ; Janetti (Maurice) (p. 388, 389) ; Francou (Jean) (p. 397) ; Caillavet (Henri) (p. 399) ; Tournan (Henri) (p. 401) ; Girod (Paul) (p. 406) ; Le Jeune (Edouard) (p. 411) ; Pisani (Edgard) (p. 417) ; Lise (Roger) (p. 424) ; Didier (Emile) (p. 443) ; Tailhades (Edgar) (p. 443).

Terres agricoles (accaparement de) : MM. Boyer-Andrivet (Jacques) (p. 341) ; Cauchon (Jean) (p. 346) ; Poncelet (Christian) (p. 381).

Terres agricoles (achat par des étrangers de) : M. Vallin (Camille) (p. 383).

Terres incultes : M. Schwint (Robert) (p. 382).

Tourisme rural : M. Boyer-Andrivet (Jacques) (p. 341).

Travail (hygiène et sécurité du) : M. Gravier (Jean) (p. 334).

Vaccinations : M. Mézard (Jean) (p. 442).

Viticulture : M. Vallin (Camille) (p. 384).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [27 février 1980] (p. 449, 466), [28 février 1980] (p. 475, 524), [29 février 1980] (p. 530, 554), [4 mars 1980] (p. 561, 612), [5 mars 1980] (p. 638, 662), [6 mars 1980] (p. 671, 711), [7 mars 1980] (p. 718, 739), [11 mars 1980] (p. 759, 801), [12 mars 1980] (p. 816, 873) : *MM. Henri Tournan, Michel Sordel, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture ; Louis Minetti, Paul Jargot, Roland Boscary-Monsservin, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Henri Caillavet, Raymond Dumont, René Chazelle, Maurice Janetti, Roland du Luart, Jacques Thyraud, Pierre Vallon, Marcel Rudloff, rapporteur pour avis de la commission des lois ; René Touzet, Jean Cluzel, Pierre Jeambrun, Robert Schwint, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean Gravier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Mme Danielle Bidard ; MM. René Tinant, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Raymond Bouvier, Geoffroy de Montalembert. — MM. France Lechenault, Henri Moreau, Félix Ciccolini, Paul Girod, Philippe de Bourgoing, Franck Sérusclat, Michel Debatisse, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (industries agricoles et alimentaires) ; Marcel Lemaire, Hector Viron, Roger Rinchet, Adrien Gouteyron, Jacques Larché, Etienne Dailly, Pierre Labonde, Jean Colin, Jacques Verneuil, Charles Beaupetit, Josy Moinet, Jacques Descours Desacres, Lionel de Tinguy, Paul Pillet, Jean-Paul Hamman, Raymond Dumont, Jacques Mossion, Jean Cauchon, Beaudouin de Hauteclocque, Jacques Eberhard, Jacques Boyer-Andrivet, Christian Poncelet, Roland Grimaldi. — Michel Moreigne, Adolphe Chauvin, Albert Sirgue, Yves Durand, Jacques Braconnier, Guy Robert, Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques, Fernand Lefort. — Paul Malassagne, Abel Sempé, Pierre Gamboa, Jean-Pierre Blanc, Pierre Sallenave, Gérard Ehlers, Pierre Marcilhacy ; Mmes Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine ; Marie-Claude Beaudeau ; MM. Bernard Legrand, Charles-Edmond Lenglet, Michel d'Aillières. — Jean-Pierre Fourcade, Jean Mézard, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois. — Jean-Marie Girault, Octave Bajeux, André Barroux, Alfred Gérin. — Marcel Lucotte, Hubert d'Andigné. — Jean Geoffroy, Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture. — Marcel Mathy, Paul Guillard, Charles Lederman, Max Lejeune, Louis de la Forest, Daniel Millaud.*

Sommaire des titres du projet de loi :

Titre Ier A (*Orientations de la politique agricole*) : article 1er.

Titre Ier (*Dispositions économiques*) : articles 2 à 6.

Titre II (*Dispositions sociales*) : articles 7 à 13 *bis*.

Titre III (*Dispositions foncières*) : articles 14 à 28.

Titre IV (*Aménagement rural*) : articles 29 à 31 *bis*.

Titre V (*Dispositions diverses*) : articles 31 *ter* A à 33.

Avant le titre Ier (p. 449).

Retiré : amendement n° I-89 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : création de conservatoires des espèces végétales et des races animales, pour l'agriculture (p. 450).

Intitulé du titre Ier A (p. 450).

Adopté : amendement de forme n° I-14 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : « Titre Ier A (nouveau). — Orientation de la politique agricole » ;

— un titre additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 450).

Avant l'article 1er (p. 450).

Rejeté : amendement n° I-112 (art. additionnel) de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Jargot : politique agricole française et influence des décisions de la Communauté économique européenne (p. 452).

Article 1er (*Finalités et instruments de la politique agricole*) (p. 452). — Problèmes du vin et exécution de contrats de bonne fin ; calamités agricoles ; jeunes agriculteurs ; exploitants âgés (p. 453) ; montagne et zones défavorisées ; montants compensatoires monétaires (p. 454) ; aides du fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F. E. O. G. A.) ; rôle du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F. I. D. A. R.) (p. 455).

Adoptés : amendement n° I-15 de M. Michel Sordel, rapporteur : définition des objectifs et des politiques en matière agricole et sous-amendement n° I-180 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : prise en compte de la politique agricole commune (p. 459).

Rejetés : amendement n° I-75 de M. Maurice Janetti : définition des objectifs et des politiques en matière agricole (p. 459) ; sous-amendement n° I-184 de M. Louis Minetti à l'amendement n° 15 de M. Michel Sordel, rapporteur : détaxe des produits pétroliers destinés à l'agriculture (p. 459).

Retirés : amendement n° I-66 de M. Roland du Luart : encouragement de l'initiative privée en matière agricole (p. 459) ; amendement n° I-95 de M. Jacques Thyraud : respect de l'environnement et lutte contre la malnutrition (p. 458) ; amende-

ment n° I-118 de M. Pierre Vallon : développement de l'agro-biologie et maintien de la productivité des sols (p. 458) ; amendement n° I-57 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : participation des agriculteurs à la protection de l'environnement (p. 458).

Devient sans objet : amendement n° I-37 de M. Paul Jargot : garantie du revenu agricole et parité économique avec les revenus salariaux (p. 459) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 459).

Après l'article 1 (p. 459).

Adoptés : amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : agriculture et mise en œuvre de politiques d'enseignement, d'économie agricole et alimentaire, foncière et d'aménagement rural (p. 466 et p. 486) ; sous-amendement n° I-55 de M. René Tinant, rapporteur pour avis, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : objectifs prioritaires d'une politique d'enseignement, de formation permanente, de recherche et de développement (p. 465) ; sous-amendements identiques n° I-114 de M. Pierre Jeambrun soutenu par M. René Touzet et n° I-144 de M. Robert Schwint à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : promotion des produits agricoles de qualité (p. 478) ; sous-amendement n° I-181 de M. Pierre Méhaignerie, ministre, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : agriculture et respect des règles de concurrence (p. 478) ; sous-amendement, rédactionnel, n° I-185 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 478) ; sous-amendement identiques n° I-139 de M. Jules Roujon et n° I-161 de M. Raymond Bouvier, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : politique de développement régional pour les régions défavorisées (p. 485) ; sous-amendement n° I-186 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : développement économique et de l'emploi dans les zones rurales et défavorisées (p. 486) ; amendement n° I-56 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis, transformé en sous-amendement à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : protection sociale et parité avec les autres catégories sociales (p. 462).

Retirés : sous-amendement n° I. 67 de M. Roland du Luart à l'amendement n° I. 16 de M. Michel Sordel, rapporteur : enseignement et conduite de l'exploitation (p. 465) ; sous-amendement n° I. 121 de M. Jean Cluzel à l'amendement n° I. 16 de M. Michel Sordel, rapporteur : garantie de prix agricoles, notamment pour les éleveurs (p. 461) ; sous-amendement n° I. 122 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard à l'amendement n° I. 16 de M. Michel Sordel, rapporteur ; politique sociale et parité avec les professions industrielles et commerciales (p. 463) ; sous-amendement n° I. 113 de M. Pierre Jeambrun, soutenu par M. René Touzet, à l'amendement n° I. 16 de M. Michel Sordel, rapporteur : charges d'exploitation et prix de revient ; compensation des handicaps naturels (p. 486).

Deviennent sans objet : sous-amendement n° I. 182 de M. Pierre Méhaignerie, ministre, à l'amendement n° I. 16 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression des dispositions encourageant le développement de la coopération agricole (p. 478) ; amendement n° I. 38 de Mme Danielle Bidard : enseignement et moyens accordés à l'enseignement agricole public (p. 465) : amendement n° I. 42 de Mme Danielle Bidard : politique de recherche fondamentale et rôle de l'institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) (p. 465).

Après l'article 1er *(suite)* (p. 475). — Travaux de l'Office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.) (p. 476) ; firmes multinationales et entreprises familiales (p. 480) ; transformation des produits étrangers : exemple du tabac ; ramassage du lait (p. 482) ;

Adoptés : sous-amendement n° I-192 de M. Pierre Méhaignerie, ministre, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : organisation économique des producteurs et encouragement à la coopération agricole et aux industries de transformation (p. 482, scrutin public n° 89 ; liste des votants, p. 527) ; sous-amendement n° I-93 de M. Jacques Thyraud, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : objectif d'amélioration de la qualité des terres (p. 483) ; sous-amendement n° I-135 de M. Adrien Gouteyron, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur ; politique en faveur des régions de montagne (p. 486) ; amendement n° I-17 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : prise en compte des objectifs du projet en discussion dans les décisions de politique agricole de la C.E.E. et sous-amendement n° I-115 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Sordel : prise en compte, notamment, pour la fixation des prix agricoles (p. 487 ; scrutin public n° 90 sur le sous-amendement n° I-115 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet ; liste des votants, p. 527, 528).

Rejetés : sous-amendement n° I-94 de M. Jacques Thyraud à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques (p. 482) ; sous-amendement n° I-40 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : priorité pour l'acquisition des terres aux exploitants français (p. 483) ; sous-amendement n° I-41 de M. Raymond Dumont, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : priorité pour l'attribution des terres aux jeunes exploitants familiaux (p. 483) ; sous-amendement n° I-120 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : objectif de développement de la compétitivité des régions à fort rendement (p. 486) ; sous-amendement n° I-74 de M. Roger Rinchet, soutenu par M. René Chazelle, à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : compensation pour les zones en difficulté (p. 486).

Retirés : amendement n° I-39 (art. additionnel) de M. Louis Minetti : encouragement à la coopération (p. 477) ; amendement n° I-170 (art. additionnel) de M. Henri Moreau : représentation du commerce de gros et de détail (p. 477) ; amendement n° I-2 (art. additionnel) de M. Roland Boscary-Monsservin : organisation des filières (p. 478) ; amendement n° I-68 (art. additionnel) de M. Roland du Luart : compensation des handicaps naturels et pluri-activité (p. 485).

Devient sans objet : sous-amendement n° I-76 de M. Maurice Janetti à l'amendement n° I-16 de M. Michel Sordel, rapporteur : encouragement aux coopératives agricoles (p. 482) ;

— deux art. additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 487).

Article 2 (*Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire*) (p. 487). — Représentation des importateurs, des exportateurs et des consommateurs (p. 491, 492) ; institutions interprofessionnelles : exemple du Bureau national interprofessionnel du cognac (p. 497).

Adoptés : amendement n° I-69 de M. Roland du Luart : représentation des salariés agricoles (p. 492) ; amendement n° I-18 de M. Michel Sordel, rapporteur : représentation de la commercialisation et de la consommation (p. 492) ; amendement n° I-19 de M. Michel Sordel, rapporteur, identique à l'amendement n° I-79 de M. Maurice Janetti : pouvoir de délibération du Conseil supérieur d'orientation (p. 495).

Rejetés : amendement n° I-78 de M. Maurice Janetti : démocratisation et compétences nouvelles du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) ; amendement n° I-156 de MM. Jacques Verneuil et Josy Moinet : composition du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : représentation des associations de protection de l'environnement (p. 493) ; amendement n° I-20 de M. Michel Sordel, rapporteur : compétence du Conseil supérieur d'orientation sur les règles de mise en marché et sur la reconnaissance d'organisations interprofessionnelles (p. 497) ; amendement n° I-43 de M. Jacques Eberhard : contrôle du Conseil supérieur d'orientation sur l'évolution des charges de production (p. 497) ; amendement n° I-5 de M. Roland Boscary-Monsservin : valeur des avis et recommandations du Conseil supérieur (p. 499) ; amendement n° I-169 de M. Paul Girod : pouvoir d'arbitrage du Conseil supérieur (p. 499) ; amendement n° I-128 de M. Jean-Paul Hammann : avis et délibérations du Conseil supérieur (p. 499).

Retirés : amendement n° I-123 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin : représentation de la commercialisation, des importateurs et des consommateurs (p. 491) ; amendement n° I-61 de M. Paul Girod : représentation du négoce des consommateurs et des organisations interprofessionnelles (p. 491) ; amendement n° I-4 de M. Roland Boscary-Monsservin : représentation de la commercialisation et de la consommation (p. 489) ; amendement n° I-70 de M. Roland du Luart : représentation des exportateurs (p. 491) ; amendement n° I-116 de M. Henri Caillavet : représentation des interprofessions (p. 492) ; amendement n° I-79 de M. Maurice Janetti, identique à l'amendement n° I-19 de M. Michel Sordel, rapporteur : pouvoir de délibération du Conseil supérieur d'orientation (p. 493) ; amendement n° I-11 de M. Roland Boscary-Monsservin, rapporteur pour avis ; rôle consultatif et pouvoir de délibération du Conseil supérieur d'orientation (p. 494) ; amendement n° I-77 de M. Maurice Janetti : compétence en matière d'organisation du marché (p. 495).

Devient sans objet : amendement n° I-187 de M. Louis Minetti : composition du Conseil : représentation des salariés du secteur agricole (p. 492) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 499).

Après l'article 2 (p. 499) :

Retirés : sur l'agriculture biologique, amendement n° I-146 (art. additionnel) de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel, soutenu par M. Lionel de Tinguy : création d'un institut de recherche (p. 500) ; amendement n° I-147 (art. additionnel) de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel, soutenu par M. Lionel de Tinguy : réglementation des conditions de production, de transformation et de commercialisation (p. 500).

Article 2 *bis* (*Programmes régionaux d'orientation*) (p. 500).

Adopté : amendement n° I-81 (art. additionnel) de M. Maurice Janetti : prise en compte des disparités du revenu agricole (p. 501).

Retirés : amendement n° I-136 (art. additionnel) de M. France Lechenault : comités régionaux d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 501) ; amendement n° I-83 de M. Maurice Janetti : compétence des établissements publics régionaux pour établir les programmes régionaux d'orientation (p. 501) ; amendement n° I-172 de M. Henri Moreau : établissement des programmes régionaux d'orientation (p. 501) ; amendement n° I-44 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Louis Minetti : compétence des établissements publics régionaux pour l'élaboration des programmes régionaux d'orientation ; amendement n° I-82 de M. Maurice Janetti : transmission des programmes régionaux d'orientation au Parlement (p. 501) ;

— l'article 2 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 501).

Article 2 *ter* (*Conditions d'attribution des aides à l'orientation des productions*) (p. 501).

Adoptés : amendement n° I-22 de M. Michel Sordel, rapporteur : aides de l'Etat aux producteurs organisés (p. 504) ; amendement n° I-23 de M. Michel Sordel, rapporteur : délibération du Conseil supérieur sur l'affectation des aides de l'Etat (p. 504) ; amendement n° I-85 de M. Maurice Janetti : différenciation et plafonnement des aides de l'Etat (p. 504) ; amendement n° I-166 de M. Michel Debatisse, secrétaire d'Etat : aides de l'Etat et prise en compte des engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration (p. 505).

Rejeté : amendement n° I-173 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Charles Beaupetit : aides de l'Etat et souscription de contrats (p. 502).

Retirés : amendement n° I-101 de M. Roland Boscary-Monsservin, rapporteur pour avis : aides de l'Etat et organisation des producteurs (p. 504) ; amendement n° I-84 de M. Maurice Janetti : critères d'aides de l'Etat et notion de progressivité (p. 503) ; amendement n° I-127 : contrôle de l'autorité administrative sur l'affectation des aides de l'Etat (p. 503).

Devient sans objet : amendement n° I-45 de M. Louis Minetti : aides de l'Etat et droits des petits producteurs (p. 504) ;

— l'article 2 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 505).

Après l'article 2 *ter* (p. 505).

Retrait : amendement n° I-148 (art. additionnel) de MM. René Vallon et Jean Cluzel, soutenu par M. Lionel de Tinguy : agriculture biologique : politique du crédit (p. 505).

Article 2 *quater* (*Article 16 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 : conditions d'extension des règles établies par les comités économiques agricoles*) (p. 505).

Adoptés : amendement n° I-25 de coordination de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 507) ; amendement n° I-26 de M. Michel Sordel, rapporteur : conditions d'opposition à l'extension des règles édictées par les groupements (p. 507) ; amendement n° I-142 de M. Jean-Paul Hammann : délai laissé à l'autorité administrative pour se prononcer sur la demande d'extension (p. 507).

Rejetés : amendement n° I-86 de M. Maurice Janetti : suppression de cet article (p. 505). — Amendement n° I-46 de M. Louis Minetti : conditions d'extension des règles d'organisation des marchés (p. 506).

Retirés : amendement n° I-124 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Lionel de Tinguy : compétence des comités économiques agricoles en matière d'importations (p. 506) ; sur les conditions d'opposition à l'extension des règles édictées par les groupements, amendements n° I-6 de M. Roland Boscary-Monsservin (p. 507) et n° I-125 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Guy Robert (p. 506) ; amendement n° I-151 de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel, soutenu par M. Lionel de Tinguy : non-application des règles édictées aux producteurs agro-biologistes (p. 507) ;

— l'article 2 *quater*, ainsi modifié, est adopté (p. 507).

Après l'article 2 *quater* (p. 507).

Adopté : amendement n° I-87 (art. additionnel) de M. Maurice Janetti : contrat d'intégration et caution de l'industriel ou du commerçant (p. 508).

Rejeté : amendement n° I-71 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque : programmes de production annuels ou pluriannuels pour les producteurs non organisés (p. 508) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 508).

Article 3 A (*Adoption du régime fiscal des exploitants qui se livrent à des cultures spéciales*) (p. 508).

Adoptés : amendements identiques n° I-27 de M. Michel Sordel, rapporteur, n° I-62 de M. Paul Girod, n° I-88 de M. Maurice Janetti, n° I-102 de M. Roland Boscary-Monsservin, rapporteur pour avis, n° I-174 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod : suppression de cet article (p. 509) ;

— l'article 3 A est supprimé (p. 509).

Après l'article 3 A (p. 509).

Rejetés : amendement n° I-47 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Louis Minetti : aides particulières aux coopératives (p. 509) ; amendement n° I-48 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Louis Minetti ; extension des compétences du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) (p. 509).

Avant l'article 3 (p. 509).

Retiré : amendement n° I-168 (art. additionnel) de M. Paul Girod : dispositions fiscales et départ à la retraite des exploitants agricoles (p. 510).

Article 3 (*Fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires* (p. 511).

Adoptés : amendement n° I-175 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod : gestion du fonds par secteur de produits (p. 512) ; amendement n° I-117 de M. Henri Tournan : financement supplémentaire du fonds par une taxe sur les importations (p. 513) ; amendement n° I-197 de M. Michel Sordel, rapporteur : prise en compte pour le calcul des cotisations des dépenses consacrées par les organisations professionnelles et interprofessionnelles à la promotion des exportations (p. 513) ; amendement n° I-28 de M. Michel Sordel, rapporteur : procédure de recouvrement des cotisations professionnelles impayées et sous-amendement n° I-198 de M. René Méhaignerie, ministre : possibilité de recouvrement par l'interprofession (p. 515).

Rejetés : amendement n° I-176 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod : rôle du fonds de promotion sur le marché intérieur (p. 511) ; amendement n° I-49 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Louis Minetti : financement du fonds de promotion par une taxe parafiscale (p. 512).

Retirés : amendement n° I-107 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Paul Girod : prise en compte pour le calcul des cotisations des dépenses consacrées par les organisations professionnelles à la promotion des exportations (p. 513) ; amendement n° I-7 de M. Roland Boscary-Monsservin : procédures de recouvrement des cotisations professionnelles impayées (p. 514) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 515).

Article 4 (*Article 1er de la loi n° 75-600 du 10 juillet 1975 : organisations interprofessionnelles agricoles ; conditions de création ; règlement des litiges*) (p. 515).

Adoptés : amendement n° I-196 de M. Michel Sordel, rapporteur : organisations interprofessionnelles (p. 517) ; amendement n° I-108 de MM. Henri Caillavet et Etienne Dailly, soutenu par M. Paul Girod : dispositions des statuts relatives à la procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de litige et sous-amendement n° I-164 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : exécution de la sentence arbitrale et compétence des juridictions de l'ordre judiciaire (p. 519).

Rejetés : amendement n° I-50 de M. Louis Minetti : création d'offices nationaux ou régionaux interprofessionnels (p. 515) ; sous-amendement n° I-92 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Henri Tournan, à l'amendement n° I-96 de M. Michel Sordel, rapporteur : conditions de représentativité des groupements de producteurs (p. 517) ; amendement n° I-154 de M. France Lechenault, soutenu par M. Paul Girod : groupement des producteurs et critères de qualité des produits (p. 518).

Retirés : amendement n° I-91 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Henri Tournan : suppression de l'alinéa relatif aux groupements interprofessionnels régionaux (p. 517) ; amendement n° I-33 de M. Michel Sordel, rapporteur : arbitrage et

compétence judiciaire (p. 519) ; amendement n° I-149 de MM. Pierre Vallon et Jean Cluzel, soutenu par M. Adolphe Chauvin : agrobiologistes : possibilité d'interprofessions (p. 519).

Deviennent sans objet : amendement n° I-90 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Henri Tournan : procédure d'arbitrage (p. 519) ; amendement n° I-51 de M. Louis Minetti : arbitrage du ministre compétent (p. 519) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 519).

Article 5 (*Article 2 de la loi n° 75-600 du 10 juillet 1975 : compétence des organisations interprofessionnelles ; conditions d'extension des accords interprofessionnels*) (p. 519).

Adoptés : amendement n° I-34 de M. Michel Cordel, rapporteur : définition, à chacun des niveaux de la filière, des conditions de paiement (p. 521) ; amendements identiques n° I-55 de M. France Lechenault et n° I-109 de M. Henri Caillavet, soutenus par M. Paul Girod : rôle des organisations interprofessionnelles et objectif de qualité des produits (p. 521) ; amendement n° I-193 de M. Michel Sordel, rapporteur : réglementation spécifique pour les produits d'appellation d'origine contrôlée et sous-amendement n° I-194 de M. Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : produits d'appellation d'origine contrôlée et organisation interprofessionnelle spécifique antérieure (p. 521) ; amendement n° I-35 rédactionnel de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 522) ; amendement n° I-191 de M. Michel Sordel, rapporteur : non-application de l'ordonnance du 30 juin 1945 et de la loi de 1977 sur les ententes, aux accords interprofessionnels agricoles (p. 523).

Rejetés : amendement n° I-52 de M. Louis Minetti, identique à l'amendement n° I-179 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod : suppression de cet article (p. 520) ; amendement n° I-53 de M. Louis Minetti : suppression de la référence aux règles de la C. E. E. (p. 520) ; amendement n° I-132 de M. Jean-Paul Hammann : délai de réponse en matière d'interprofession (p. 522).

Retirés : amendement n° I-179 de M. Henri Moreau, soutenu par M. Paul Girod, identique à l'amendement n° I-52 de M. Louis Minetti : suppression de cet article ; amendement n° I-65 de M. Paul Girod : non-application des dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1945 sur les ententes aux accords conclus dans le cadre de cet article (p. 522) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 523).

Après l'article 5 (p. 523).

Adoptés : amendements identiques (art. additionnel) n° I-138 de MM. Pierre Labonde et Serge Mathieu, soutenu par M. Jacques Descours Desacres et n° I-141 de M. Christian Poncelet, soutenu par MM. Adrien Gouteyron et Jean-Paul Hammann : cotisations sur les produits importés (p. 523) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 523).

Article 6 (*Article 4 de la loi n° 75-600 du 10 juillet 1975 : pénalités pour non-respect des accords interprofessionnels étendus*) (p. 523).

Adoptés : amendement n° I-131 de M. Jean-Paul Hammann : recouvrement par l'interprofession des cotisations et des amendes (p. 523) ; amendement n° I-73 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : référence aux dispositions du code rural relatives à la procédure d'opposition (p. 524) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 524).

Après l'article 6 (p. 524).

Rejetés : amendement n° I-54 (art. additionnel) de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Louis Minetti : prêts spéciaux pour l'installation des jeunes agriculteurs (p. 524) ; amendement n° I-143 (art. additionnel) de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. Henri Tournan : procédure du contrat d'intégration (p. 524).

Article 7 (*Conditions d'application à la mutualité sociale agricole*) (p. 530). — Couverture sociale de l'exploitant agricole et mise à parité avec les salariés ; élevage et comité de Guéret (p. 531).

Adoptés : amendement n° II-89 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : coordination (p. 532) ; amendement n° II-18 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : affiliation dérogatoire et avis du conseil d'administration de la caisse de mutualité agricole (p. 535) et sous-amendement n° II-110 (1re partie) de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Adolphe Chauvin : cas particulier des zones de montagne (p. 534) ; amendement n° II-19 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : maintien de l'affiliation pour les exploitants de moins d'une demi-surface minimale d'installation (S. M. I.) (p. 536) ; amendement n° II-21 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : cotisations de solidarité versées par les personnes non affiliées au régime agricole (p. 540).

Rejetés : amendement n° II-3 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont : affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles et critère de revenus non agricoles ; amendement n° II-79 de M. Robert Schwint : exercice à titre exclusif ou principal de la profession agricole et affiliation au régime de protection sociale (p. 532).

Retirés : amendement n° II-62 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Adolphe Chauvin : dérogations et avis du comité départemental des prestations agricoles (p. 532) ; amendement n° II-57 de M. Albert Sirgue : affiliation dérogatoire et avis du conseil d'administration de la caisse de mutualité sociale agricole ; amendement n° 110 (2e partie) de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Adolphe Chauvin : affiliation dérogatoire et avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale des structures ; amendement n° II-49 de MM. Louis Virapoullé et Baudouin de Hauteclocque, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque : suppression des dispositions de cet article prévoyant des cotisations de solidarité pour les personnes non affiliées au régime agricole (p. 541) ; amendement n° II-42 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Yves Durand : création d'un régime d'indemnités journalières pour les exploitants agricoles (p. 542) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 542).

Après l'article 7 (p. 542).

Rejeté : amendement n° II-4 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : définition de la pluri-activité dans les zones de montagne et de piémont ; critère de la durée du travail agricole (p. 542).

Irrecevable : (art. 48, alinéa 4 du règlement du Sénat) amendement n° II-50 (art. additionnel) de M. Robert Schwint : suppression des dispositions portant application du ticket modérateur d'ordre public (p. 550 ; scrutin public n° 92, liste des votants, p. 557, 558 ; précédemment réservé, p. 543, 546).

Article 7 *bis* (*Prise en compte des terres incultes récupérables pour le calcul des cotisations sociales*) (p. 543). — Inventaire des terres incultes récupérables et responsabilité des élus locaux (p. 544).

Adopté : amendement n° II-53 de M. Roland Boscary Monsservin, rapporteur pour avis : suppression de l'article 7 *bis* : assiette des cotisations sociales et prise en compte des terres incultes récupérables (p. 545) ;

— l'article 7 *bis* est supprimé (p. 545).

Après l'article 7 *bis* (p. 545).

Retrait : amendement n° II-45 (art. additionnel) de M. Roger Rinchet, soutenu par M. Robert Schwint : définition de la pluri-activité ; critère de résidence dans une zone défavorisée et de la durée de travail consacrée à ces activités (p. 545).

Article 8 (*Dispositions transitoires pour les exploitations existantes dont la superficie est inférieure à une demi-surface minimale d'installation [S. M. I.]. — Régime des cotisations des pluriactifs*) (p. 535).

Adoptés : amendement n° II-25 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : réduction notable de l'activité agricole et décision de maintien de l'affiliation (p. 536) ; amendement n° II-20 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi-surface minimale d'installation (S. M. I.) (p. 540) et sous-amendement n° II-86 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : alignement sur la valeur moyenne des cotisations (p. 539) ; amendement n° II-96 de MM. Jean-Paul Hammann et Pierre Labonde, soutenu par M. Jacques Braconnier : cas d'exonération totale des cotisations de l'assurance maladie des exploitants agricoles (p. 540) ; amendement n° II-23 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : coordination (p. 548) ; amendement n° II-24 de M. Jean Gravier : coordination (p. 549).

Rejetés : sous-amendement n° II-113 de M. Hector Viron, soutenu par M. Raymond Dumont, à l'amendement n° II-20 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : prise en compte de la valeur moyenne des cotisations (p. 539) ; amendement n° II-6 de M. Raymond Dumont : suppression de cet article concernant les conditions d'affiliation au régime agricole (p. 547).

Retirés : amendement n° II-43 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Yves Durand : pluri-activité et détermination de l'assiette des cotisations (p. 536) ; amendement n° II-98 de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Jacques Braconnier : importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une

demi-surface minimale d'installation (S.M.I.) (p. 539) ; amendement n° II-52 de M. Roland Boscary-Monsservin : importance des cotisations dues pour une exploitation de moins d'une demi-surface minimale d'installation (S.M.I.) (p. 540, scrutin public n° 91 ; liste des votants, p. 557) ; amendement n° II-54 de M. Roland Boscary-Monsservin, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article concernant la durée d'activité pour le versement de la retraite pour le régime agricole (p. 549) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 549).

Article 9 (*Aménagement du régime des retraites agricoles* (p. 550). — Exploitants agricoles et salariés (p. 550) ; retraites agricoles, pensions d'invalidité, conjoints d'exploitants agricoles, indemnité viagère de départ (p. 550 et 553) ; âge de la retraite (p. 551 et 553) ; mutualité sociale agricole, revenu agricole (p. 551 et 552) ; personnes âgées en milieu rural (p. 552).

Rejeté : amendement n° II-7 de M. Fernand Lefort : détermination des droits à la retraite pour l'exploitant et sa conjointe (p. 554).

Article 9 (*suite*, p. 561). — Rapatriés d'Algérie et droit au rachat de leurs cotisations (p. 566) ; agriculture de montagne (p. 570) ; taxe de coresponsabilité sur le lait ; tourisme rural (p. 571) ; aides familiaux (p. 574) ; étude comparative entre l'évolution des cotisations et les revenus bruts d'exploitation (p. 575).

Adoptés : amendement n° II-48 de M. Michel Moreigne, soutenu par M. Robert Schwint : paritarisme pour le remplacement et l'aide à domicile ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° II-26 de la commission des affaires sociales puis adopté (p. 563) ; amendement n° II-26 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec des autres régimes pour une durée et un effort de cotisation comparable (p. 563) ; amendement de forme n° II-93 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis (p. 563) ; amendement n° II-65 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : création d'un régime de retraite complémentaire facultative (p. 565, scrutin public n° 93, liste des votants, p. 633, 634) ; amendement n° II-27 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : conditions d'application et de calcul des retraites : durée d'activité et « proratisation » de la retraite forfaitaire (p. 570) ; amendement n° II-47 de M. Roger Rinchet : maintien des droits à la retraite de base, à titre transitoire, dans les zones de montagne (p. 572) ; amendement n° II-28 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : bénéfice de la pension de réversion pour le conjoint survivant d'un exploitant pluriactif (p. 572) ; amendement n° II-114 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : suppression des dispositions de cet article concernant la retraite forfaitaire attribuée aux agriculteurs à titre secondaire (p. 576) ; amendement n° II-29 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : coordination (p. 576) ; amendement n° II-87 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : droit pour les exploitants agricoles à la pension d'invalidité à cinquante-cinq ans.

Rejetés : sous-amendement n° II-112 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont, à l'amendement n° II-26 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : revalorisation des retraites et participation de l'Etat pour la compensation démographique (p. 563) ; amendement n° II-55 de M. Roland Boscary-Monsservin, rapporteur pour avis : harmonisation des régimes de retraite et fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application (p. 568) ; amendement n° II-61 de M. Albert Sirgue : suppression des dispositions de cet article déterminant le montant de la cotisation individuelle en fonction de l'importance et de la nature des exploitations (p. 575, scrutin public n° 94, liste des votants p. 634, 635).

Retirés : amendement n° II-97 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Paul Malassagne : retraite et mise à parité avec les autres régimes sociaux pour une durée et un effort de cotisation « comparables » (p. 562) ; amendement n° II-58 de M. Albert Sirgue : revalorisation des retraites des non-salariés agricoles et mise à parité avec les autres régimes sociaux (p. 563) ; sous-amendement n° II-115 de M. Abel Sempé à l'amendement n° II-55 de M. Roland Boscary-Monsservin, rapporteur pour avis : conditions d'attribution de la retraite de base pour les rapatriés d'Afrique du Nord et d'outre-mer réinstallés en métropole (p. 567) ; amendement n° II-44 de M. Roland du Luart : création d'un régime de retraite complémentaire facultative (p. 568) ; amendement n° II-41 de M. Paul Girod : création d'un régime de retraite complémentaire facultative (p. 568) ; amendement n° II-59 de M. Albert Sirgue : conditions d'atttribution de la retraite forfaitaire intégrale (p. 569) ; amendement n° II-9 de M. Pierre Gamboa : droit pour les exploitants agricoles à la pension d'invalidité à cinquante-cinq ans (p. 577) ; amendement n° II-82 de M. Robert Schwint : transfert des droits sur le conjoint survivant poursuivant l'exploitation (p. 577).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) ; amendement n° II-63 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Colin : temps à prendre en compte pour le calcul de la retraite du conjoint survivant (p. 569) ; amendement n° II-8 de M. Pierre Gamboa : parité de la majoration des pensions de vieillesse pour les retraités agricoles invalides (p. 569) ; amendement n° II-60 de M. Albert Sirgue : pluriactivité et cotisations au régime agricole : droit à la retraite proportionnelle (p. 572) ; scrutin public sur le 5e paragraphe de l'article 9 (n° 95, liste des votants, p. 635) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 578).

Après l'article 9 (p. 578).

Retirés : sur le bénéfice des prestations d'invalidité pour les conjoints d'exploitants participant effectivement aux travaux, amendements n° II-66 (art. additionnel) de M. Pierre Sallenave et n° II-80 (art. additionnel) de M. Robert Schwint (p. 579).

Article 10 (*Harmonisation de la législation du travail en faveur des salariés agricoles*) (p. 579).

Rejeté : amendement n° II-10 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Raymond Dumont : fixation par voie conventionnelle du temps de travail des salariés agricoles (p. 579) ;

— l'article 10 est adopté (p. 579).

Article 11 (*Assimilation des salariés d'exploitations aux autres catégories de travailleurs manuels*) (p. 579).

Adopté : amendement n° II-94 de forme de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis (p. 579).

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 579).

Article 12 (*Article L. 231-2-1 du code du travail : institution de commissions d'hygiène et de sécurité dans le secteur agricole*) (p. 579).

Adoptés : amendement n° II-30 de coordination de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis (p. 580) ; amendement n° II-95 de forme de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis (p. 580) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 580).

Article 13 (*Article 225 (nouveau) du code civil, articles 958 à 961 (nouveaux) et 846-1 (nouveau) du code rural : statut professionnel du conjoint d'exploitant*) (p. 580).

Adoptés : amendements identique n° II-1 de M. Michel Sordel, rapporteur, n° II-11 de M. Charles Lederman, n° II-31 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis, et n° II-37 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : suppression des dispositions concernant les régimes matrimoniaux exceptionnels des femmes d'exploitants agricoles (p. 584, scrutin public n° 96, liste des votants, p. 636) ; amendement n° II-108 de M. Raymond Bouvier : principes et modalités d'application du mandat réciproque dans l'exploitation agricole (p. 588) et sous-amendement n° II-117 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : non prise en compte de la forme du régime matrimonial et définition de la notion de collaboration (p. 588) ; amendement n° II-2 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression des dispositions concernant l'exercice d'activités agricoles distinctes par les deux époux (p. 588) ; amendement n° II-38 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : cotitularité du bail d'exploitation agricole (p. 590) ; amendement n° II-34 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : participation des femmes aux organismes professionnels de coopération, de mutualité ou de crédit (p. 590).

Retirés : amendement n° II-109 de M. Geoffroy de Montalembert : suppression des dispositions concernant la cotitularité du bail d'exploitation agricole (p. 589) ; sur la cotitularité du bail d'exploitation agricole, amendement n° II-13 de M. Charles Lederman (p. 590) et n° II-33 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis (p. 589).

Deviennent sans objet : amendement n° II-32 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article concernant le statut des époux coexploitants agricoles (p. 588) ; amendement n° II-12 de M. Charles Lederman : principes et modalités d'application du mandat réciproque dans l'exploitation agricole ; amendement n° II-104 de M. Jean-Paul Hammann : statut des époux participant en commun à la mise en valeur de l'exploitation (p. 588) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 590).

Après l'article 13 (p. 590).

Retiré : amendement n° II-106 de M. Paul Jargot : mise à parité avec le régime général pour le bénéfice des aides ménagères et familiales à domicile (p. 594).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° II-14 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman : reconnaissance de la qualité d'exploitante pour la

conjointe ; conséquences sur les droits sociaux (p. 591) ; amendement n° II-15 de M. Gérard Ehlers, soutenu par M. Charles Lederman : allocation maladie par référence avec les indemnités journalières des salariés (p. 592) ; amendement n° II-16 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman : identité du repos pré et post-natal avec celui des femmes salariées (p. 592) ; amendement n° II-17 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Charles Lederman : bénéfice pour le conjoint survivant de la moitié des avantages vieillesse du conjoint décédé (p. 593) ; amendement n° II-81 de M. Robert Schwint : couverture partielle des frais de remplacement en cas de maladie ou d'incapacité temporaire (p. 594).

Article 13 *bis* (*Exercice séparé de la profession agricole par l'un des conjoints*) (p. 594).

Adoptés : amendement n° II-35 de M. Jean Gravier, rapporteur pour avis : suppression des dispositions prévoyant un décret en Conseil d'Etat (p. 594) ; amendements identiques n° II-68 de M. Guy Robert et n° II-105 de M. Jean-Paul Hammann : mise à égalité des époux coexploitant et des époux exploitant séparément une exploitation (p. 595).

Retiré : amendement n° II-40 de M. René Touzet : mise à égalité des époux coexploitant et des époux exploitant séparément une exploitation (p. 595) ;

— l'article 13 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 595).

Avant l'article 14 (p 595).

Adoptés : amendement n° III-75 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : application du droit commun pour les contrats d'échange (p. 595) ; amendement n° III-144 de MM. Charles Beaupetit et René Touzet : composition de la « commission communale et départementale d'aménagement foncier » (p. 680 ; précédemment réservé, p. 598) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 595 et p. 680).

Retiré : sous-amendement n° III-347 de M. Bernard Legrand à l'amendement n° III-144 de MM. Charles Beaupetit et René Touzet : participation des présidents des syndicats d'exploitants agricoles et des jeunes agriculteurs (p. 679 ; précédemment réservé, p. 598).

Article 14 (*Mise en place d'un répertoire de la valeur des terres agricoles*) (p. 598). — Accès à la terre des jeunes agriculteurs (p. 598, 599) ; les sociétés multinationales, le statut du fermage (p. 598) ; la participation des S. A. F. E. R. aux groupements fonciers agricoles (G. F. A.) (p. 599) ; valeur vénale des terres ; valeur de rendement et indice de rendement (p. 601, 610, 645) ; qualité du cadastre (p. 603) ; catégories de classes de terres établies expérimentalement en Ille-et-Vilaine et dans l'Orne (p. 610).

Adoptés : amendement n° III-301 de M. Pierre Méhaignerie, ministre ; principe et modalités d'application du répertoire de la valeur des terres agricoles (p. 646) ; sous-amendement n° III-357 de M. Michel Sordel, rapporteur : valeur de rendement et références proposées par la commune ; composition de la commission communale (p. 644) ; sous-amendement n° III-353 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : demande des communes concernées et constitution de la commission intercommunale (p. 645) .

Rejetés : amendement n° III-298 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Paul Pillet : suppression de la date d'échéance pour l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles (p. 644) ; amendement n° III-167 de M. Franck Sérusclat : détermination de la valeur agronomique des terres agricoles (p. 644) ; sous-amendement n° III-168 de M. Franck Sérusclat, à l'amendement n° III-301 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : composition paritaire des commission communales ou intercommunales (p. 644, scrutin public n° 97, liste des votants p. 666 et 667) ; sous-amendement n° III-354 de M. Louis Minetti à l'amendement n° III-301 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : composition de la commission communale et majorité aux agriculteurs (p. 644).

Retirés : amendement n° III-148 de M. Paul Girod : établissement, au niveau départemental, du répertoire des valeurs des terres agricoles (p. 605) ; amendement n° III-133 de MM. Charles-Edmond Lenglet et Max Lejeune, soutenu par M. Jacques Mossion : suppression des dispositions de cet article concernant l'établissement du répertoire de la valeur des terres agricoles par « une commission d'aménagement foncier » (p. 605) ; amendement n° III-146 de M. Roland du Luart : suppression des dispositions de cet article déterminant l'indice de rendement des terres agricoles (p. 605) ; sous-amendement n° III-320 de M. Jacques Thyraud à l'amendement n° III-301 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : référence à la valeur vénale moyenne des terres (p. 639) ; sous-amendement n° III-321 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, à l'amendement n° III-301 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : calcul, au niveau communal, des indices de rendement (p. 639) ; sous-amendement n° III-322 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, à l'amendement n° III-301 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : constitution de commissions intercommunales (p. 639) ; sous-amendement n° III-323 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, à l'amendement n° III-301 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : composition de la commission communale (p. 639) ; sous-amendement n° III-346 de M. Louis Minelli, soutenu par M. Jacques Eberhard, à l'amendement n° III-301 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : composition de la commission communale (p. 639). — Amendement n° III-145 de M. Roland du Luart : répertoire du marché des terres agricoles et amélioration de la connaissance statistique de ce marché (p. 640) ; amendement n° III-7 de M. Roland Boscary-Monsservin : détermination de la valeur agronomique des terres agricoles (p. 640) ; amendement n° III-149 de M. Paul Girod : établissement de classes de terres en fonction de leur valeur moyenne de référence (p. 640) ; amendement n° III-292 de M. Raymond Bouvier : utilisation, à titre transitoire, d'un barème des prix moyens pratiqués par la S. A. F. E. R. (p. 640) ; amendement n° III-291 de M. Raymond Bouvier : constitution de commissions intercommunales au niveau du canton ou de secteurs ruraux (p. 640) ; amendement n° III-287 de M. René Tinant, soutenu par M. Paul Pillet : utilisation de la valeur vénale pour les successions, le statut du fermage et la revision des prix proposés par les S. A. F. E. R. (p. 640) ; amendement n° III-175 de M. Roland Boscary-Monsservin : contenu des documents cadastraux : servitudes et potentiel économique (p. 641) ; amendement n° III-147 de M. Roland du Luart : valeur d'utilisation des bâtiments agricoles (p. 644) ; sous-amendement n° III-358 du M. Geoffroy de Montalembert à l'amendement n° III-301 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : substitution de la notion de potentiel de productivité à celle de valeur de rendement (p. 644) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 646).

Après l'article 14 (p. 646).

Adoptés : amendement n° III-356 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles et utilisation, à titre transitoire, d'un barème de référence de la valeur vénale moyenne (p. 650) ; sous-amendement n° III-265 de M. Jean-Paul Hammann : exercice du droit de préemption par la S. A. F. E. R. et utilisation du barème de référence pour l'offre ferme d'achat (p. 650) ; sous-amendement n° III-360 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : établissement du barème de référence à partir, « notamment », du prix moyen pratiqué par les S. A. F. E. R. (p. 650) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 650).

Amendement n° III-20 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : droit de préemption des S. A. F. E. R. et désaccord sur le prix ; saisine, par le vendeur, du tribunal de grande instance (p. 678 ; précédemment pris en considération p. 662, par scrutin public n° 98 ; liste des votants p. 667, 668) ; sous-amendement n° III-361 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, à l'amendement n° III-20 de M. Michel Sordel, rapporteur : vente publique et maintien du droit de préemption du preneur (p. 678) ; sous-amendement n° III-286 de M. Geoffroy de Montalembert à l'amendement n° III-20 de M. Michel Sordel, rapporteur : adjudication ou volonté d'un indivisaire d'acquérir le bien indivis et absence de droit de préemption de la S. A. F. E. R. (p. 678) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 679).

Amendement n° III-144 (art. additionnel) de MM. Charles Beaupetit et René Touzet : composition de la commission départementale d'aménagement foncier (p. 680) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 680).

Rejetés : sous-amendement n° III-311 de M. Louis Minetti, à l'amendement n° III-20 de M. Michel Sordel, rapporteur : saisine du tribunal paritaire des baux ruraux (p. 671) ; sous-amendement n° III-73 de M. Paul Malassagne, à l'amendement n° III-20 de M. Michel Sordel, rapporteur : fixation du prix par le tribunal après expertise contradictoire (p. 673) ; sous-amendement n° III-251 de M. Franck Sérusclat à l'amendement n° III-20 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 678 ; scrutin public n° 99, liste des votants p. 714).

Retirés : sous-amendement n° III-230 de M. Jean Mézard à l'amendement n° III-20 de M. Michel Sordel, rapporteur : fixation du prix par le juge à l'instar de la procédure d'expropriation (p. 673) ; amendement n° III-264 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Hammann : licitation judiciaire ou vente par adjudication volontaire et intervention de la S. A. F. E. R. (p. 680).

Devenus sans objet : amendement n° III-77 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : droit de préemption de la S. A. F. E. R. et désaccord sur le prix ; saisine par la S. A. F. E. R. du tribunal de grande instance (p. 662) ; sous-amendement n° III-355 de M. Pierre Méhaignerie, ministre, à l'amendement n° III-20 de M. Michel Sordel : saisine du tribunal de grande instance pour dépassement exagéré de prix (p. 679).

Article 14 *bis* (*Création d'un livre foncier rural*) (p. 680). — *Adoptés :* amendements identiques n° III-78 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis n° III-134 de MM. Charles-Edmond Langlet et Max Lejeune, n° III-176 de M. Roland Boscary-Monsservin, n° III-350 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : suppression de cet article tendant à la création d'un livre foncier rural (p. 681) ;

— l'article 14 *bis* est supprimé (p. 681).

Avant l'article 15 (p. 681).

Retiré : amendement n° III-9 (art. additionnel) de M. Roland Boscary-Monsservin : contenu des documents cadastraux et indication des servitudes et de la situation des biens au regard des documents d'urbanisme (p. 682).

Article 15 (*Subordination de l'octroi des prêts bonifiés à la pratique des prix n'excédant pas la valeur vénale constatée au répertoire de la valeur des terres agricoles*) (p. 682).

Adopté : amendement n° III-79 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : octroi des prêts bonifiés pour la fraction du prix de cession n'excédant pas la valeur vénale moyenne constatée (p. 685).

Rejeté : amendement n° III-56 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Jargot : suppression de cet article prévoyant le refus de prêts bonifiés pour l'acquisition de terres dont la valeur de cession est supérieure à la valeur vénale constatée (p. 684), (scrutin public n° 100, liste des votants p. 714, 715).

Devenus sans objet : amendement n° III-274 de M. Paul Girod : diminution du montant du prêt bonifié en fonction de l'importance de l'écart entre valeur vénale et prix de cession (p. 685) ; amendement n° III-328 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : refus d'octroi de prêts bonifiés et supériorité de la valeur de cession sur la valeur vénale (p. 685) ;

— l'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 685).

Après l'article 15 (p. 686).

Retirés : amendement n° III-151 (art. additionnel) de M. Paul Girod : obtention de prêts du Crédit agricole et conditions de financement des droits ou parts de sociétés agricoles (p. 687) ; amendements identiques n° III-117 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet et n° III-246 (art. additionnel) de M. François Giacobbi : imposition foncière et privilège fiscal accordé aux terres plantées de haies (p. 687).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° III-57 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard : démocratisation et accroissement des moyens juridiques et financiers des S.A.F.E.R. (p. 696 ; précédemment réservé p. 686).

Article 16 (*Modalités d'évaluation de la valeur des soultes*) (p. 687). — Successions et partages (p. 687) ; valeur fiscale et valeur vénale, droits de mutation (p. 688) ; l'installation des jeunes agriculteurs (p. 691).

Rejetés : amendement n° III-261 de M. France Lechenault : critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes ; possibilité pour les cohéritiers d'exiger le choix de la valeur de rendement (p. 695) ; amendement n° III-313 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes (p. 696).

Retiré : amendement n° III-23 de M. Michel Sordel, rapporteur (première partie) : 1° critères de la valeur vénale des terres ou de rendement pour l'évaluation des soultes (p. 695, précédemment réservé p. 694).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° III-23 de M. Michel Sordel, rapporteur (deuxième partie) ; 2° modalités de calcul des droits de mutation à titre gratuit (p. 695).

Devenu sans objet : amendement n° III-254 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. André Barroux : succession ou donation et exercice du droit de préemption des S.A.F.E.R. sur la part de l'exploitation excédant la superficie prévue par la loi sur les cumuls (p. 693) ;

— l'article 16, supprimé par l'Assemblée nationale, reste supprimé (p. 696).

Article 17 (*Constitution de groupements fonciers agricoles G. F. A. lors d'une succession*) (p. 696).

Adoptés : amendement n° III-363 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : succession agricole et ordre de priorité entre le G. F. A., l'attribution préférentielle en jouissance ou en propriété (p. 698) ; sous-amendement n° III-365 de M. Michel Sordel, rapporteur à l'amendement n° III-363 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : rédactionnel (p. 698) ; amendement n° III-364 de M. Michel Sordel, rapporteur : rédactionnel (p. 698). — Amendement n° III-82 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : critères de désignation de l'attributaire par le tribunal (p. 701) ; sous-amendement n° III-294 rectifié, de MM. Paul Jargot et René Tinant, à l'amendement n° III-82 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : succession de biens agricoles et application du statut du fermage aux cohéritiers (p. 701) ; amendement n° III-83 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : constitution d'un G. F. A. et versement de soultes aux cohéritiers non participants (p. 701) ; amendement n° III-84 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : signature de l'acte constitutif du G. F. A. et des baux à long terme et caractère parfait du partage (p. 703).

Retirés : amendement n° III-155 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Alfred Gérin : succession de biens et droits agricoles et attribution aux héritiers s'étant engagés à constituer un groupement foncier agricole (p. 698) ; amendement n° III-135 de M. Charles-Edmond Lenglet : application de ces dispositions aux baux de carrière et de ferme (p. 699) ; amendement n° III-294 de M. René Tinant : succession de biens agricoles et application du statut du fermage aux cohéritiers (p. 699) ; amendement n° III-295 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant : refus de constitution d'un groupement foncier agricole (G.F.A.) et impossibilité de l'exercice de l'attribution préférentielle en propriété (p. 701) ; amendement n° III-234 de M. Geoffroy de Montalembert : suppression des dispositions de cet article prévoyant la signature simultanée du partage, de l'acte constitutif du G. F. A. et du bail à long terme (p. 703).

Devenu sans objet : amendement n° III-59 de M. Paul Jargot : succession agricole et ordre de priorité entre le G. F. A., l'attribution préférentielle en jouissance ou en propriété (p. 698) ;

— l'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 703).

Après l'article 17 (p. 703).

Adoptés : amendement n° III-365 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : application aux gratifiés des dispositions concernant les successions des biens agricoles (p. 703) ; amendement n° 275 (art. additionnel) de M. Paul Girod : application des dispositions concernant les successions des biens agricoles aux sociétés à objet exclusivement agricole constituées entre agriculteurs (p. 704) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 703, 704).

Article 18 (*Attribution préférentielle en jouissance par bail à long terme*) (p. 704).

Adoptés : amendement n° III-303 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : rédactionnel (p. 709) ; amendement n° III-233 de M. Michel Sordel : mise à disposition par priorité des bâtiments d'exploitation et d'habitation (p. 709) ; amendement n° 317 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : évaluation des terres et prise en compte éventuelle de la valeur patrimoniale du droit au bail (p. 710) ; amendement n° III-27 de M. Michel Sordel, rapporteur : prise en compte de l'existence du bail dans l'évaluation des terres (p. 710).

Rejetés : amendement n° III-85 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : bénéfice du bail à long terme pour l'héritier continuant l'exploitation, en l'absence de toute autre solution successorale (p. 708 ; scrutin public n° 101, liste des votants p. 715, 716) ; amendement n° III-156 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Alfred Gérin : droit pour les bailleurs d'exiger la cession des bâtiments au bénéficiaire de l'attribution préférentielle (p. 710) ; amendement n° III-304 de M. Jean-Paul Hammann : suppression des dispositions de cet article concernant la valeur patrimoniale du droit au bail (p. 710) ; amendement n° III-141 de MM. René Touzet et Charles Beaupetit, soutenu par M. Paul Girod : attribution préférentielle en jouissance et limitation aux surfaces de trois surfaces minimum d'installation (S. M. I.) (p. 711).

Retirés : amendement n° III-181 de M. Roland Boscary-Monsservin, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : bénéfice du bail à long terme pour l'héritier continuant l'exploitation en l'absence de toute autre solution successorale (p. 709) ; amendement n° III-10 de M. Roland Boscary-Monsservin, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : bénéfice de l'attribution préférentielle en jouissance en faveur du conjoint survivant, de l'aide familiale ou de l'associé d'exploitation (p. 709).

Devenu sans objet : sous-amendement n° III-233 de M. Geoffroy de Montalembert à l'amendement n° III-181 de M. Roland Boscary-Monsservin : mise à disposition par priorité des bâtiments d'exploitation et d'habitation (p. 709) ;

— l'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 711).

Intitulé du titre IV (*Aménagement rural*) (p. 718).

Retiré : amendement n° IV-22 de MM. Jacques Boyer Andrivet et Jules Roujon, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : aménagement foncier en milieu rural (p. 719).

Article 29 (*I. — Directive nationale d'aménagement rural. — II. — Carte départementale des terres agricoles*) (p. 719).

Adoptés : amendement n° IV-13 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : principaux objectifs de l'aménagement rural (p. 721) ; sous-amendements n°s IV-63 et IV-64 de M. Pierre Méhaignerie, ministre, à l'amendement n° IV-13 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : éléments pris en compte pour l'élaboration des documents d'urbanisme (p. 721) ; amendement n° IV-14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : consultation des services de l'Etat (p. 722) ; amendement n° IV-15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : conditions d'élaboration de la carte des terres agricoles (p. 724).

Rejetés : sous-amendement n° IV-66 de M. Paul Jargot à l'amendement n° IV-15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : participation des collectivités locales concernées (p. 724) ; amendement n° IV-5 de M. Michel Sordel, rapporteur : carte communale des sols (p. 725).

Retirés : amendement n° IV-29 de M. Roger Rinchet, soutenu par M. Henri Tournan : détermination des orientations générales de maîtrise de l'espace rural par une loi d'orientation (p. 720) ; amendement n° IV-45 de M. Charles Beaupetit : établissement d'un schéma directeur d'aménagement par le conseil général (p. 722) ; amendement n° IV-36 de M. Charles Beaupetit : consultation de la carte des terres agricoles avant les opérations susceptibles d'entraîner la réduction de l'espace agricole (p. 724).

Deviennent sans objet : amendement n° IV-31 de M. Henri Tournan : carte des terres agricoles établie dans chaque département (p. 724) ; amendement n° IV-32 de M. Henri Tournan : détermination d'un zonage indicatif par la carte des terres agricoles (p. 724) ;

— l'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 725).

Article 29 *bis* (*Schéma directeur départemental des structures agricoles*) (p. 725).

Adoptés : amendements identiques n° IV-7 de M. Michel Sordel, rapporteur, et n° IV-16 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : suppression de cet article dont les dispositions seront reprises plus loin (p. 725).

Devient sans objet : amendement n° IV-37 de M. René Tinant : financement par l'Etat du schéma directeur des structures agricoles ;

— l'article 29 *bis* est supprimé (p. 725).

Après l'article 29 *bis* (p. 725).

Adopté : amendement n° IV-17 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : dispositions du code de la construction et de l'habitation concernant les dommages causés par des nuisances dues à des activités agricoles (p. 728) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 728).

Rejetés : sous-amendement n° IV-49 de M. Paul Jargot à l'amendement n° IV-17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : permis de construire accordé après la délimitation de la zone d'activité agricole (p. 728) ; amendement n° IV-48 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : délivrance obligatoire d'un certificat d'urbanisme à l'acheteur pour toute cession dans une zone d'activité agricole (p. 729) ; amendement n° IV-50 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Hammann : installations agricoles en dehors des zones couvertes par un plan d'occupation des sols (p. 730).

Retirés : amendement n° IV-65 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : dispositions du code civil concernant les dommages causés par des nuisances dues à une activité agricole (p. 727) ; amendements identiques n° IV-38 (art. additionnel) de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. René Tinant, n° IV-39 (art. additionnel) de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant, n° IV-46 (art. additionnel) de M. Charles Beaupetit et n° IV-58 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Hammann : dispositions du code de l'urbanisme concernant les nuisances de voisinage causées par des exploitations agricoles (p. 727).

Article 30 *bis* (*Remembrement-aménagement*) (p. 730).

Adoptés : amendement n° IV-8 de M. Michel Sordel, rapporteur : part de surface agricole affectée à l'urbanisation de réserves foncières (p. 731) ; sous-amendement n° IV-51 de M. Paul Jargot, à l'amendement n° IV-8 de M. Michel Sordel, rapporteur : part de zones d'activités artisanales ou industrielles (p. 731) ; amendement n° IV-18 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : éléments à prendre en considération à l'occasion des opérations de remembrement-aménagement (p. 732).

Rejeté : amendement n° IV-60 de M. Henri Tournan : avis de la commission départementale des structures et de la commission communale de l'aménagement foncier à l'occasion des opérations de remembrement-aménagement (p. 732).

Retiré : amendement n° IV-28 de MM. René Touzet et Charles Beaupetit, soutenu par M. Charles Beaupetit : cas de remembrement de droit (p. 732) ;

— l'article 30 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 732).

Après l'article 30 *bis* (p. 732).

Adopté : amendement n° IV-19 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : prolongation du délai pendant lequel les S. A. F. E. R. peuvent conserver les biens acquis (p. 732) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 732).

Article 31 (*Dispositions relatives aux agriculteurs expropriés par suite de la réalisation de grands ouvrages publics*) (p. 732).

Adoptés : amendement n° IV-20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : protection des agriculteurs lors de la réalisation d'ouvrages ou de projets d'aménagement importants (p. 735) ; amendement n° IV-21 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, soutenu par M. Léon Jozeau-Marigné : priorité d'attribution par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, dans le cas de déséquilibre de l'exploitation (p. 735) ; sous-amendement n° IV-9 de M. Michel Sordel, rapporteur, à l'amendement n° IV-21 de M. Marcel Rudloff : priorité d'attribution sur l'ensemble du territoire (p. 735) ; amendement n° IV-62 de forme, de M. Pierre Méhaignerie, ministre (p. 735).

Retirés : amendements n° IV-57 de M. Paul Jargot et n° IV-40 de M. Jean Cauchon : protection des agriculteurs lors de la réalisation d'ouvrages ou de projets d'aménagement importants (p. 735) ; amendement n° IV-59 de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Hubert d'Andigné : conditions d'exécution des travaux de remembrement en cas de création d'autoroutes (p. 736) ;

— l'article 31, ainsi modifié, est adopté (p. 736).

Après l'article 31 (p. 736).

Retirés : amendement n° IV-33 de M. Jean Nayrou, soutenu par M. René Chazelle : création d'un fonds régional d'aménagement et d'expansion de la montagne (p. 736) ; amendement n° IV-47 de Jacques Boyer-Andrivet, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : droit de prémption de la S. A. F. E. R. pour l'acquisition de terres destinées à être rétrocédées aux collectivités locales pour la réalisation d'équipements publics (p. 737).

Article 31 *bis* (*Modification du code de l'expropriation*) (p. 737).

Adopté : amendement n° IV-10 de forme, de M. Michel Sordel, rapporteur ;

— l'article 31 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 737).

Après l'article 31 *bis* (p. 737).

Rejeté : amendement n° IV-53 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : priorité des aides publiques aux entreprises agro-alimentaires créatrices d'emplois (p. 738).

Retirés : amendements identiques n° IV-41 (art. additionnel) de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard, et n° IV-52 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : création de secteurs de réaménagement des structures agricoles (p. 737) ; amendement n° IV-54 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : marchés de travaux pouvant être attribués aux petites et moyennes entreprises locales (p. 739).

Titre III (*suite*).

Après l'article 18 (p. 759). — Cessibilité des parts des groupements fonciers agricoles G. F. A. ; revenus des taux à long terme (p. 760).

Retrait : amendement n° III-152 (art. additionnel) de M. Paul Girod : étalement du paiement des droits de succession pour les cohéritiers de l'agriculteur bénéficiant d'un bail à long terme (p. 760).

Article 18 *bis* (*Coordination entre les dispositions de l'article 832-2 du code civil relatives à l'attribution préférentielle en jouissance et celles des articles 807 et 808 du code rural portant sur l'exercice du droit de préemption et le droit prioritaire de location à bail par l'attributaire préférentiel*) (p. 760).

Retrait : amendement n° III-182 de M. Roland Boscary-Monsservin : suppression de cet article relatif aux baux conclus entre copartageants d'une exploitation agricole (p. 761) ;

— l'article 18 *bis* est adopté (p. 761).

Article 19 (*Attribution préférentielle en propriété*) (p. 761).

Adopté : amendement n° III-87 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : nouvelle rédaction du texte proposé pour les troisième et quatrième alinéas de l'article 832 du code civil, relatif à l'attribution préférentielle (p. 762).

Retirés : amendement de coordination n° III-60 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Louis Minetti (p. 762) ; amendement n° III-142 de M. René Touzet, soutenu par M. Charles Beaupetit : délai pour le paiement de la soulte (p. 762) ;

— l'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 762).

Article 20 (*Attribution préférentielle en propriété de plein droit*) (p. 762).

Adoptés : amendement n° III-32 de M. Michel Sordel, rapporteur : délais accordés à l'hériter attributaire pour le paiement des soultes (p. 763) ; amendement de coordination n° III-88 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 763).

Rejeté : amendement n° III-170 de MM. Roger Rinchet et René Chazelle, soutenu par M. Franck Sérusclat : conditions spécifiques de l'attribution préférentielle en zone de montagne (p. 763).

Retiré : amendement n° III-184 de M. Roland Boscary-Monsservin : délais accordés à l'héritier attributaire pour le paiement des soultes (p. 763) ;

— l'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 763).

Après l'article 20 (p. 763).

Adopté : amendement n° III-13 (art. additionnel) de M. Roland Boscary-Monsservin ; possibilité de sursis au partage pendant trois ans pour permettre l'installation de l'un des héritiers au terme de ses études agricoles (p. 765).

Devient sans objet : amendement n° III-89 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : possibilité de sursis au partage pendant deux ans pour permettre l'installation de l'un des indivisaires au terme de ce délai (p. 763) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 765).

Article 21 (*Modalités de calcul du salaire différé*) (p. 765).

Adopté : amendement n° III-136 de M. Charles-Edouard Lenglet : égalité des droits au salaire différé pour tous les héritiers travaillant ou ayant travaillé sur l'exploitation (p. 766) ;

— l'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 766).

Article 21 *bis* (*Participation de sociétés civiles de placement immobilier et d'entreprises d'assurance et de capitalisation aux groupements fonciers agricoles*) (p. 766). — Composition du conseil supérieur de l'économie agricole et alimentaire : exploitants agricoles ; industriels du secteur agro-alimentaire ; industriels du matériel agricole ; critère de rentabilité ; opérations frauduleuses : bail de complaisance (p. 767) ; utilisation du circuit bancaire : rôle confié aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S. A. F. E. R.) et possibilités données aux sociétés civiles de placement immobilier (S. C. P. I.) ; tendance à la concentration en agriculture et nécessité de la décentralisation ; statut du fermage ; aménagement rural et zonages ; spéculation foncière ; groupements fonciers agricoles : marché des parts de G. F. A. familiaux et rôle des collectivités locales ou des associations foncières communales ; nécessité de capitaux extérieurs pour réduire l'endettement des agriculteurs ; inutilité de l'agrément prévu par l'Assemblée nationale ; nécessité de conditions de fonctionnement restrictives ; droit de priorité au bénéfice de l'exploitant (p. 769) ; possibilité de nantissement des parts de G. F. A. ; possibilité de caution hypothécaire ; rôle des groupements fonciers agricoles : G. F. A. mutuels ; nantissement des parts de G. F. A. et mobilité nécessaire des parts ; rôle des sociétés civiles de placement immobilier (S. C. P. I.) ; distinction entre les S. C. P. I. et les sociétés agricoles d'investissement foncier (S. A. I. F.) : possibilité pour l'exploitant de racheter les parts des G. F. A. ; accession progressive à la propriété ; statut du fermage et baux de carrière ; rendement limité des S. C. P. I. et placement de sécurité (p. 770) ; risque d'introduction du capital étranger dans les groupements fonciers agricoles (p. 774) ; constitution d'un groupement foncier agricole pour régler une succession à la demande de l'un des héritiers ; valeur des parts de G. F. A. pour les héritiers non exploitants (p. 775) ; agrément des sociétés civiles de placement immobilier (S. C. P. I.) par les ministres de tutelle (p. 777) ; possibilité pour les agriculteurs d'accéder à la propriété.

Adoptés : amendement n° III-90 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : modification des dispositions proposées pour remplacer les deux derniers alinéas de l'article 1er de la loi du 31 décembre 1970 relative aux groupements fonciers agricoles : conditions d'entrée et d'exercice des sociétés civiles de placement immobilier et des sociétés d'assurance dans les G. F. A. (p. 768) ; sous-amendement n° III-348 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : rétablissement de l'agrément pour les sociétés civiles de placement immobilier (p. 768) ; sous-amendement n° III-362 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : traitement fiscal des parts de G. F. A. détenues par une société civile (p. 768).

Rejetés : amendement n° III-62 de M. Charles Lederman : suppression de cet article relatif à la possibilité pour les sociétés civiles de placement et pour les entreprises d'assurance et de capitalisation d'être membres d'un groupement foncier agricole (p. 777 ; scrutin public n° 102, liste des votants p. 810, 811) ; sous-amendement n° III-61 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont, à l'amendement n° III-90 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : nantissement des parts de G. F. A., quel que soit le lieu de résidence du porteur (p. 778) ; sous-amendement n° III-187 de M. Roland Boscary-Monsservin à l'amendement n° III-90 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : limitation de la participation globale de l'ensemble des personnes morales, membres d'un G. F. A.. à la moitié du capital social (p. 778).

Retiré : amendement n° III-207 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : nantissement des parts des groupements fonciers agricoles (p. 771).

Deviennent sans objet : amendement n° III-296 de M. Charles Zwickert, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : agrément des groupements fonciers agricoles par la commission départementale des structures (p. 779) ; amendement n° III-267 de M. Jean-Paul Hammann : extension aux entreprises d'assurance et de capitalisation de l'agrément par arrêté ministériel applicable aux sociétés civiles (p. 779) ; amendement n° III-262 de M. Pierre Labonde : possibilité pour les sociétés d'assurance de se grouper pour acquérir des parts de G. F. A. (p. 779) ; amendement n° III-171 de M. Franck Sérusclat : obligation de bail emphytéotique et de garantie d'inventaire en cas d'ouverture du groupement foncier agricole aux sociétés civiles de placement immobilier (p. 779) ; amendements n°s III-185 et III-186 de M. Roland Boscary-Monsservin : modification des dispositions relatives à l'ouverture des G. F. A. aux sociétés civiles et aux compagnies d'assurance (p. 779) ; amendement n° III-263 de M. Jean-Paul Hamman : garantie d'exploitation pour le fermier titulaire d'un tel bail (p. 779) ;

— l'article 21 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 779).

Après l'article 21 *bis* (p. 779). — Souhait du Gouvernement de faire examiner l'ensemble des problèmes fiscaux liés à la terre par le comité d'études fiscales.

Retiré : amendement n° III-215 (art. additionnel) de M. Baudouin de Hauteclocque : application du taux réduit de la taxe de publicité foncière aux propriétaires qui donneront leur terre à bail à long terme (p. 780).

Article 21 *quater* (*Nombre d'associés membres d'un groupement agricole d'exploitation en commun G. A. E. C.*) (p. 780).

Adopté : amendement n° III-91 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : impossibilité pour un groupement agricole d'exploitation en commun d'être constitué par deux époux qui en seraient les seuls associés (p. 780) ;

— l'article 21 *quater*, ainsi modifié, est adopté (p. 780).

Article 21 *ter* (*Condition de majorité pour les membres d'un groupement agricole d'exploitation en commun G. A. E. C.*) (p. 780 ; précédemment réservé p. 780). — Adopté (p. 781).

Article 21 *quinquies* (*Dispense de travail sur l'exploitation pour un des associés du groupement agricole d'exploitation en commun G. A. E. C.*). — Adopté (p. 781).

Après l'article 21 *quinquies* (p. 781). — Les exploitations viticoles constituées sous forme de groupement agricole d'exploitation en commun G. A. E. C. ou de groupement foncier agricole G. F. A.

Adopté : amendement n° III-214 (art. additionnel) de M. Paul Guillard, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : suppression de quatre articles du code du vin relatifs à l'apport en société de terrains planté en vignes et à la déclaration des récoltes par les sociétés (p. 781) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 781).

Article 22 A (*Intitulé du titre septième du livre Ier du code rural*). — Adopté (p. 781).

Après l'article 22 A (p. 781).

Retirés : amendement n° III-14 (art. additionnel) de M. Roland Boscary-Monsservin : insertion à cet emplacement des dispositions de l'article 22 D relatives à la commission nationale et aux commissions départementales des structures agricoles (p. 782) ; amendement n° III-3 (art. additionnel) de M. Roland Boscary-Monsservin : établissement dans chaque département d'un schéma directeur des structures agricoles (p. 784 ; précédemment réservé p. 782) ; amendement n° III-103 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : établissement pour chaque département d'un schéma directeur des structures agricoles (p. 785 ; précédemment réservé p. 782).

Article 22 B (*Définition des objectifs du contrôle des structures et des conditions de sa mise en œuvre*) (p. 782).

Adoptés : amendement n° III-336 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : procédure d'établissement dans chaque département d'un schéma directeur des structures agricoles (p. 785) ; amendement n° III-94 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : application du contrôle des structures des exploitations agricoles à la seule exploitation des biens, à l'exclusion des transferts des propriétés (p. 785) ; amendement n° III-92 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : conditions d'exercice de la pluriactivité : suppression du critère de revenus (p. 822 ; précédemment réservé p. 784).

Rejeté : amendement n° III-174 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Jean Geoffroy : extension de la procédure de contrôle des structures des exploitations agricoles (p. 783).

Retirés : amendement n° III-11 de M. Roland Boscary-Monsservin : suppression du paragraphe relatif à l'obligation de déclarer toute modification de la personne de l'exploitant et d'obtenir l'autorisation d'exploiter (p. 784) ; amendement n° III-221 de M. Etienne Dailly, soutenu par M. Baudoin de Hauteclocque : exception à la réglementation des cumuls pour les opérations accomplies entre membres d'une même famille, pourvu que le bien ait été détenu ou exploité pendant neuf ans au moins (p. 789 ; précédemment réservé p. 785) ;

— l'article 22 B, ainsi modifié, est adopté (p. 822).

Avant l'article 22 C (p. 785).

Rejeté : amendement n° III-254 (art. additionnel) de M. Roland Grimaldi : droit de préemption des S. A. F. E. R. en cas de succession ou de donation, sur la part de l'exploitation qui excède la superficie prévue par la législation des cumuls (p. 786).

Article 22 C (*Conditions d'application du contrôle des structures*) (p. 786). — Politique agricole commune (p. 787) ; petites entreprises agro-alimentaires ; installation des jeunes agriculteurs ; législation des cumuls ; les conjoints d'exploitants agricoles (p. 787, 788).

Adoptés : amendement n° III-377 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : conditions de cumul lorsqu'il s'agit de biens familiaux (p. 789) ; amendement n° III-38 de M. Michel Sordel, rapporteur : nécessité pour le demandeur lui-même, à l'exclusion du conjoint, d'avoir la capacité professionnelle ou de s'engager à suivre des stages de formation (p. 791) ; amendement n° III-376 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : fixation de la superficie minimum à partir de laquelle est effectué le contrôle des structures ; suppression, pour coordination, de la mention des biens familiaux (p. 795) ; sous-amendement n° III-378 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : conditions où l'autorisation d'installation est de droit (p. 795) ; amendement n° III-341 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : contrôle sur les agrandissements ou réunions d'exploitations lorsque la surface cumulée excède un seuil de superficie compris entre deux et quatre fois la S. M. I. (p. 796) ; amendement n° III-345 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : demande d'autorisation nécessaire pour les agrandissements réalisés à partir de parcelles éloignées (p. 797) ; amendement n° III-330 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : application du contrôle des structures aux opérations réalisées par les époux après leur mariage (p. 800) ; amendement n° III-331 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : demande d'autorisation de cumul pour les agrandissements entraînant le démembrement d'une exploitation (p. 801) ; sous-amendement n° III-374 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : exception dans le cas de réunion à une exploitation d'une superficie inférieure à une S. M. I. ; sous-amendement n° 375 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : exception dans le cas d'une exploitation dont la superficie est déjà inférieure aux normes (p. 801) ; amendement n° III-162 de M. Roland du Luart : suppression des dispositions de cet article relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitant à titre principal (p. 819 ; scrutin public n° 104 ; liste des votants p. 881) ; amendement n° III-335 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : autorisation préalable des créations et agrandissements d'exploitations agricoles au bénéfice de personnes morales ou d'une indivision (p. 820) ; amendement n° III-210 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant : déclaration obligatoire des installations et des agrandissements d'exploitations lorsqu'une demande d'autorisation n'est pas requise (p. 821) ; amendement n° III-337 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : calcul des superficies prises en considération (p. 822).

Rejetés : amendement n° III-64 de M. Louis Minetti : contrôle sur les agrandissements ou réunions d'exploitations lorsque la surface cumulée excède la surface minimum d'exploitation (p. 796) ; sous-amendement n° III-161 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Michel d'Aillières, à l'amendement n° III-341 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : durée des autorisations temporaires de cumuls (p. 796) ; amendement n° III-97 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : non-application du contrôle aux opérations réalisées par les époux après leur mariage, sauf pour la fraction excédant le double du seuil normal (p. 800 ; scrutin public n° 103 ; liste des votants p. 811, 812) ; amendement n° III-66 de M. Louis Minetti : suppression des dispositions de cet article relatives au contrôle partiel des installations et agrandissements d'exploitations agricoles (p. 821) ; amendement n° III-272 de M. Paul Girod : possibilité pour la commission départementale de proposer le maintien du département sous le régime du contrôle total (p. 821).

Retirés : sous-amendement n° III-325 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, à l'amendement n° III-38 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression du contrôle des structures si la superficie de l'exploitation obtenue n'excède pas la moitié de la surface minimale d'installation (p. 791) ; amendement n° III-194 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant : fixation du seuil minimum déclenchant la procédure d'autorisation d'installation entre deux et trois S. M. I. (p. 796) ; amendement n° III-41 de M. Michel Sordel, rapporteur : application du contrôle des structures aux opérations réalisées par les époux après leur mariage, sauf si chacun d'eux dispose d'une exploitation séparée (p. 798) ; sous-amendement n° III-213 de M. René Tinant à l'amendement n° III-330 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : application du contrôle des structures aux opérations effectuées par les conjoints après leur mariage (p. 799) ; amendement n° III-99 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de cet article relatives à l'autorisation préalable des installations ou agrandissements d'exploitations au bénéfice d'agriculteurs n'ayant pas la qualité d'exploitant à titre principal (p. 817) ; amendement n° III-45 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives à l'autorisation préalable des créations et agrandissements d'exploitations agricoles au bénéfice de personnes morales (p. 820).

Deviennent sans objet : amendement n° III-253 de M. Roland Grimaldi : suppression des deux phrases prévoyant que les conditions de capacité professionnelle peuvent être remplies par le conjoint (p. 791) ; amendement n° III-212 de M. René Tinant : participation du conjoint aux travaux de mise en valeur des fonds (p. 791) ; amendement n° III-39 de M. Michel Sordel, rapporteur : fixation entre deux et quatre S. M. I. de la superficie minimum à partir de laquelle est effectué le contrôle des structures (p. 795) ; sous-amendement n° III-137 de M. Charles-Edmond Lenglet, à l'amendement n° III-39 de M. Michel Sordel, rapporteur : fixation entre deux et trois S. M. I. du seuil déclenchant la procédure d'autorisation préalable d'installation (p. 795) ; amendement n° III-63 de M. Louis Minetti : nécessité d'autorisation préalable d'installation dès lors que la superficie de l'exploitation dépasse une surface minimum d'installation (p. 795) ; amendement n° III-193 de M. Guy Robert, soutenu par M. René Tinant : restrictions à la parenté jusqu'au deuxième degré inclus de la définition des biens familiaux (p. 795) ;

— l'article 22 C, ainsi modifié, est adopté (p. 822).

Article 22 D (*Commissions départementales et nationales des structures agricoles*) (p. 822).

Adoptés : amendement rédactionnel n° III-102 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 823) ; sous-amendemet n° III-338 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : rôle des commissions départementales des structures et des chambres d'agriculture (p. 823) ; sous-amendement n° III-367 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : suppression de la consultation systématique de la commission nationale des structures (p. 823) ;

— l'article 22 D, ainsi modifié, est adopté (p. 823).

Article 22 E (*Surface minimum d'installation et superficies maxima prises en compte pour le contrôle des structures*) (p. 823). — Structures des exploitations et prix des produits agricoles ; absence de disposition concernant les élevages hors ou sans sol (p. 824) ; productions hors sol ; proposition de la Communauté économique européenne (p. 825, 826).

Adoptés : amendement n° III-104 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : définition de la surface minimum d'installation (p. 827) ; sous-amendement de coordination n° III-339 de M. Pierre Méhaignerie, ministre (p. 827).

Rejeté : sous-amendement n° III-172 de M. Roland Grimaldi à l'amendement n° III-104 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : fixation de limites supérieures de la surface minimum d'installation (p. 827) ;

— l'article 22 E, ainsi modifié, est adopté (p. 827).

Article 22 F (*Procédure d'instruction des demandes d'installation, d'agrandissements ou de réunions d'exploitations*) (p. 827).

Adoptés : amendement n° III-105 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : contentieux administratif en matière d'autorisation d'exploitation (p. 833) (scrutin public n° 105 ; liste des votants, p. 882) ; sous-amendement n° III-4 de M. Roland Boscary-Monsservin : non-prise en considération de la situation personnelle du preneur en place (p. 833).

Devient sans objet : amendement n° III-252 de M. Félix Ciccolini : contentieux judiciaire en matière d'autorisation d'exploitation (p. 833) ;

— l'article 22 F, ainsi modifié, est adopté (p. 833).

Article 22 G (*Dispositions relatives à l'application du contrôle des structures pour les terres cédées à bail*) (p. 833).

Adoptés : amendement n° III-49 de M. Michel Sordel, rapporteur : conditions de la nullité du bail (p. 833) ; amendement n° III-107 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : saisine du tribunal des baux ruraux exclusivement par le bailleur et la S.A.F.E.R. (p. 834).

Rejeté : amendement n° III-6 de M. Roland Moscary-Monsservin : suppression des dispositions accordant à la S.A.F.E.R. la possibilité de demander la nullité du bail (p. 835).

Retiré : amendement n° III-166 de M. Roland du Luart : suppression des dispositions accordant la possibilité de demander la nullité du bail à toute personne intéressée et à la S.A.F.E.R. (p. 835) ;

— l'article 22 G, ainsi modifié, est adopté (p. 835).

Article 22 H (*Effets du refus d'autorisation d'exploiter*) (p. 835).

Adopté : amendement n° III-50 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression des dispositions prévoyant la possibilité pour toute personne intéressée de demander l'autorisation d'exploiter au tribunal paritaire des baux ruraux (p. 836).

Rejeté : amendement n° III-108 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : suppression des dispositions du code rural prévoyant la procédure de notification de la décision du préfet et l'autorisation d'exploitation, par toute personne intéressée, accordée par le tribunal paritaire des baux ruraux (p. 836) ;

— l'article 22 H, ainsi modifié, est adopté (p. 836).

Article 22 I (*Refus des aides de l'Etat aux contrevenants aux dispositions relatives au contrôle des structures*) (p. 836).

Adoptés : amendement n° III-109 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : suppression de toute aide publique à caractère économique afférente aux biens indûment exploités par un contrevenant (p. 837) ; sous-amendement n° III-368 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : suppression de toute référence aux biens indûment exploités (p. 837) ;

— l'article 22 I, ainsi modifié, est adopté (p. 837).

Article 22 J (*Pénalités applicables aux contrevenants aux dispositions relatives au contrôle des structures*) (p. 837).

Adoptés : amendement n° III-110 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : amendes contraventionnelles (p. 838) ; amendement rédactionnel n° III-366 de M. Pierre Méhaignerie, ministre (p. 838) ; amendement rédactionnel n° III-111 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis ; amendement rédactionnel n° III-112 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis ; sous-amendement rédactionnel n° III-369 de M. Pierre Méhaignerie, ministre ; amendement rédactionnel n° III-113 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 838) ;

— l'article 22 J, ainsi modifié, est adopté (p. 838).

Article 22 K (*Délais de prescription des actions intentées contre les contrevenants à la législation relative au contrôle des structures*) (p. 838).

Adoptés : amendement de forme n° III-370 de M. Michel Sordel, rapporteur ; amendement rédactionnel n° III-114 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 838) ;

— l'article 22 K, ainsi modifié, est adopté (p. 839).

Article 22 L (*Date d'entrée en vigueur de la nouvelle législation relative au contrôle des structures*) (p. 839).

Adoptés : amendement n° III-115 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : dispositions transitoires pour le calcul des superficies de cumul (p. 839) ; amendement rédactionnel n° III-116 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 839) ; amendement rédactionnel n° III-51 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 839) ;

— l'article 22 L, ainsi modifié, est adopté (p. 839).

Après l'article 26 (p. 839).

Rejeté : amendement n° III-259 (art. additionnel) de M. Roland Grimaldi : recevabilité des syndicats d'exploitants agricoles à intenter certaines actions en faveur de leurs adhérents, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé (p. 840).

Article 26 *bis* (*Extension du champ d'application du statut du fermage et du métayage*) (p. 840).

Adoptés : amendement n° III-216 de MM. Paul Guillard et Baudouin de Hauteclocque : conventions d'occupation précaire justifiées par des nécessités imposées par les circonstances (p. 844) ; amendement n° III-307 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : conventions portant sur l'utilisation agricole et pastorale des forêts privées ou soumises au régime forestier (p. 844) ; amendement n° III-118 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : inapplicabilité du statut du fermage lorsque le cessionnaire n'est tenu par la convention à aucun travail d'entretien cultural (p. 844) ; amendement n° III-119 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : non-application du statut du fermage aux terrains situés à proximité de la résidence principale ou secondaire du bailleur et en constituant l'accessoire (p. 844).

Rejetés : amendements identiques n° III-199 de MM. René Tinant et Serge Mathieu, et n° III-257 de M. Roland Grimaldi : mise à disposition à titre gratuit (p. 843) ; amendement n° III-200 de M. René Tinant : prise en compte des usages locaux codifiés par les chambres d'agriculture (p. 844) ; amendement n° III-258 de M. Roland Grimaldi : caractère d'ordre public des nouvelles dispositions ; saisine du tribunal paritaire des baux ruraux par toute personne ayant un intérêt direct ou indirect à l'application des dispositions (p. 845).

Retiré : amendement n° III-117 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : exceptions au principe de l'application des dispositions du statut du fermage et du métayage (p. 842) ;

— l'article 26 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 845).

Après l'article 26 *bis* (p. 845).

Adopté : amendements n° III-120 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : petites parcelles échappant au statut du fermage (p. 845) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 845).

Article 26 *ter* (*Institution de baux de courte durée pour des biens destinés à être exploités par un descendant du propriétaire*) (p. 845).

Adoptés : amendement n° III-121 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : non-application du statut du fermage aux petites parcelles (p. 846) ; amendement de forme n° III-371 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 846) ; amendement rédactionnel n° III-122 de M. Marcel Rudloff rapporteur pour avis (p. 846) ; amendement n° III-123 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : possibilité pour les preneurs de bénéficier des dispositions relatives au droit de préemption (p. 847) ; amendement n° III-124 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : cas dans lesquels le bailleur est une indivision ou une société constituée entre membres d'une même famille (p. 847).

Rejetés : amendements identiques n° III-67 de M. Charles Lederman et n° III-256 de M. Roland Grimaldi : suppression de cet article qui crée des baux d'un an renouvelable (p. 846) ; amendement n° III-153 de M. Paul Girod : cumul de baux ruraux et d'indemnités viagères de départ (p. 847).

Devient sans objet : amendement n° III-139 de M. Charles-Edouard Lenglet, soutenu par M. Max Lejeune : fixation des prix des baux pour un descendant susceptible de s'installer comme exploitant sur des terres de la famille (p. 846) ;

— l'article 26 *ter,* ainsi modifié, est adopté (p. 847).

Article 26 *quater* (*Conditions d'opposition du preneur à l'exercice du droit de reprise par le bailleur*) (p. 847).

Adopté : amendement rédactionnel n° III-125 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 847) ;

— l'article 26 *quater,* ainsi modifié, est adopté (p. 848).

Article 26 *quinquies* (*Prise en compte de la durée du service national pour la fixation de la date d'effet du congé de bail*) (p. 848).

Adopté : amendement n° III-126 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : aménagement des règles en cas de reprise partielle et de reprise frauduleuse (p. 848) ;

— l'article 26 *quinquies,* ainsi modifié, est adopté (p. 848).

Après l'article 26 *quinquies* (p. 848).

Adoptés : amendement n° III-127 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : conversion d'un bail rural en bail à long terme conséquences du refus du preneur (p. 848) ; amendement n° III-222 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy : inclusion des cultures pérennes dans le bail domaine congéable (p. 849) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 848, 849).

Article 26 *sexies* (*Instauration du bail de carrière*) (p. 849).

Adoptés : amendement n° III-349 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et liberté des prix des baux de carrière (p. 856) ; sous-amendement n° III-380 de M. Octave Bajeux : droit de cession du preneur à un descendant majeur ; saisine du tribunal paritaire des baux ruraux en cas de litige (p. 854).

Rejetés : amendements identiques n° III-154 de M. Paul Girod, n° III-190 de M. Octave Bajeux et n° III-201 de M. Jean Colin : suppression de cet article créant le « bail de carrière » (p. 851) ; amendement n° III-255 de M. Roland Grimaldi : fixation à une durée minimum de vingt-cinq ans et réglementation des prix des baux de carrière (p. 853 ; scrutin public n° 106, liste des votants p. 882, 883) ; sous-amendement n° III-379 de M. Michel Sordel, rapporteur, à l'amendement n° III-349 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : liberté du prix des baux et fixation d'un plafond (p. 856) ;

— l'article 26 *sexies,* ainsi modifié, est adopté (p. 856).

Article 26 *septies* (*Aménagement des conditions d'exercice du droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural S. A. F. E. R.*) (p. 856).

Adoptés : amendement n° III-129 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : bâtiments d'habitation et droit de préemption de la S. A. F. E. R. (p. 856) ; amendement n° III-130 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis ; non-opposition du droit de préemption de la S. A. F. E. R. à certaines catégories professionnelles agricoles (p. 857) ;

— l'article 26 *septies,* ainsi modifié, est adopté (p. 857).

Après l'article 26 *septies* (p. 857).

Adopté : amendement n° III-218 (art. additionnel) de M. Paul Guillard : participation de représentants des conseils généraux au conseil d'administration des sociétés d'aménagement foncier d'établissement rural (S. A. F. E. R.) (p. 857).

Rejeté : amendement n° III-223 (art. additionnel) de M. Charles Zwickert, soutenu par M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : terres maraîchères en secteur urbain ou péri-urbain et droit de préemption des S. A. F. E. R. (p. 857) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 857).

Article 26 *octies* (*Restitution à l'Etat du montant de la bonification d'intérêt en cas de mutation des biens à titre onéreux dans les dix ans suivant l'acquisition*) (p. 857).

Adoptés : amendement n° III-308 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : prêts bonifiés et reversement de la subvention reçue en cas de cession à titre onéreux dans les dix ans suivant la dernière échéance de remboursement (p. 858) ; sous-amendement n° III-131 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : revente de l'exploitation bénéficiaire du prêt pour une exploitation plus grande (p. 858) ;

— l'article 26 *octies,* ainsi modifié, est adopté (p. 858).

Après l'article 26 *octies* (p. 858).

Adopté : amendement n° III-309 (art. additionnel) de M. Pierre Méhaignerie, ministre : absence du droit de préemption pour le propriétaire d'une surface supérieure à deux fois et demie la S. M. I. (p. 859).

Rejeté : amendement n° III-178 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet : priorité du bénéfice des rétrocessions des S. A. F. E. R. aux groupements fonciers agricoles (G. F. A.) (p. 858) ;

— Un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 859).

Article 27 (*Prorogation jusqu'au 31 décembre 1985 du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles F. A. S. A. S. A.*). — Adopté (p. 859).

Article 28 (*Régime de l'indemnité viagère de départ I. V. D.*) (p. 859).

Adopté : amendement n° III-310 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : caractère de préretraite et non indemnitaire de l'indemnité viagère de départ (p. 860).

Rejetés : amendement n° III-69 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression des dispositions de cet article liant l'attribution de l'indemnité viagère de départ (I. V. D.) complément de retraite à l'I. V. D. non complément de retraite (p. 861) ; amendement n° III-70 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont : cumul de l'avantage vieillesse agricole et d'une indemnité annuelle complément de retraite (p. 861) ; amendement n° III-71 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression des dispositions de cet article prévoyant un délai de versement pour l'indemnité annuelle complément de retraite des agriculteurs de plus de soixante-cinq ans ayant cédé leurs terres (p. 861) ; amendement n° III-72 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont : proportion de l'I. V. D. complément de retraite par rapport au montant de l'I. V. D. non complément de retraite (p. 861) ; amendement n° III-205 de M. Jean-Paul Hammann : revalorisation périodique de l'indemnité viagère de départ (I. V. D.) (p. 861).

Retirés : amendement n° III-269 de M. Jean-Paul Hammann : imputation des crédits du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles pour le versement de l'indemnité annuelle de départ (p. 860) ; amendement n° III-204 de M. Louis de la Forest : bénéfice de l'aide aux mutations professionnelles pour les agriculteurs âgés de cinquante ans (p. 860) ; amendement n° III-219 de M. Paul Guillard : expropriation d'un exploitant âgé de plus de cinquante-cinq ans et versement de l'indemnité annuelle de départ (p. 860) ; amendement n° III-220 de M. Paul Guillard : application de la réglementation en vigueur au jour de la demande de l'I. V. D. (p. 862) ;

— l'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 862).

Après l'article 28 (p. 862).

Adopté : amendement n° III-217 (art. additionnel) de M. Paul Guillard : attribution de l'I. V. D. non-complément de retraite sans condition de restructuration (p. 862) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 862).

Intitulé de titre (p. 862).

Adopté : amendement n° IV-11 de M. Michel Sordel, rapporteur : de forme : « titre V (*nouveau*) dispositions diverses » (p. 862) ;

— un intitulé titre V est inséré dans le projet de loi (p. 862).

Avant l'article 31 *ter* (p. 862).

Adopté : amendement n° IV-12 (art. additionnel) de M. Michel Sordel, rapporteur : application de la présente loi et détermination des moyens financiers par les lois de finances (p. 863) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 863).

Article 31 *ter* (*Rapport triennal du Gouvernement sur l'exécution de la présente loi*) (p. 863).

Adopté : amendement n° IV-55 de MM. Pierre Jeambrun et Christian Poncelet, soutenu par M. Jean-Paul Hammann ; rapport gouvernemental sur l'exécution de la présente loi et sa coordination avec les décisions de la Communauté économique européenne (p. 863).

Rejeté : amendement n° IV-35 de M. René Chazelle : évaluation du surcoût de production lié aux contraintes spécifiques de certaines régions (p. 863).

Retiré : sous-amendement n° IV-42 de MM. René Tinant et Edouard Le Jeune, soutenu par M. Adolphe Chauvin : dépôt du rapport tous les deux ans (p. 863) ;

— l'article 31 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 863).

Article 32 (*Modalités d'application de la présente loi*). — Adopté (p. 863).

Article 33 (*Modalités d'application de la loi dans les départements et territoires d'outre-mer*) (p. 864).

Adoptés : amendement n° IV-1 de M. Charles Pasqua, soutenu par M. Hubert d'Andigné : fixation, par décrets, des modalités d'application de la présente loi dans les départements d'outre-mer (p. 864) ; amendement n° IV-43 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Daniel Millaud : application de la loi et délai d'intervention des décrets en Conseil d'Etat (p. 865).

Devient sans objet : amendement n° IV-3 de M. Daniel Millaud : non-application de cette loi dans les territoires d'outre-mer (p. 864) ;

— l'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 865).

Deuxième délibération.

La deuxième délibération est ordonnée (p. 865).

Article 1er *bis* (p. 865).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 866) ;

— l'article 1er *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 866).

Article 2 (p. 866).

Adopté : amendement n° 2 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : compétence du conseil supérieur d'orientation agricole pour l'organisation des marchés agricoles (p. 866) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 866).

Article 2 *ter* (p. 866).

Adopté : amendement de coordination n° 7 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 866) ;

— l'article 2 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 866).

Article 2 *quater* (p. 866).

Adopté : amendement de coordination n° 8 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 867) ;

— l'article 2 *quater*, ainsi modifié, est adopté (p. 867).

Article 3 (p. 867).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : perception de cotisations professionnelles au profit du fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires (p. 867) ; amendements rédactionnels n° 9 et n° 10 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 867) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 868).

Article 5 (p. 868).

Adopté : amendement n° 4 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : suppression des dispositions de cet article concernant les ententes (p. 868) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 868).

Article 5 *bis* **(nouveau)** (p. 868).

Adopté : amendement n° 5 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : perception par les interprofessions de cotisations sur les produits importés (p. 868) ;

— l'article 5 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 868).

Article 6 (p. 868).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 869) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 869).

Article 7 (p. 869).

Adopté : amendement de coordination n° 12 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 869) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 869).

Article 8 (p. 869).

Adopté : amendement de coordination n° 13 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 869) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 869).

Article 14 (p. 869).

Adopté : amendement rédactionnel n° 14 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 870) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 870).

Article 14 *bis* **C** (p. 870).

Adopté : amendement n° 15 de M. Michel Sordel, rapporteur : commission départementale d'aménagement foncier et désignation par le conseil général d'un conseiller général et d'un maire de commune rurale (p. 870) ;

— l'article 14 *bis* C, ainsi modifié, est adopté (p. 870).

Article 17 *ter* (p. 870).

Adopté : amendement de forme n° 16 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 870) ;

— l'article 17 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 870).

Article 18 (p. 870).

Adopté : amendement de coordination n° 17 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 871) ;

— l'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 871).

Article 21 *bis* (p. 871).

Adopté : amendement rédactionnel n° 18 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 871) ;

— l'article 21 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 871).

Art. 22 C (p. 871).

Adoption : amendements rédactionnels n° 15 et n° 20 de M. Michel Sordel, rapporteur ; amendements de coordination n° 21 et n° 22 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 872) ;

— l'article 22 C, ainsi modifié, est adopté (p. 872).

Article 22 G (p. 872).

Adopté : amendement rédactionnel n° 23 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 873) ;

— l'article 22 G, ainsi modifié, est adopté (p. 873).

Article 22 J (p. 873).

Adopté : amendement de coordination n° 25 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 873) ; amendement rédactionnel n° 24 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 873) ;

— l'article 22 J, ainsi modifié, est adopté (p. 873).

Explications de vote :

— *M. Michel Chauty*, président de la commission des affaires économiques (p. 873) : qualité du déroulement des débats ; absence de formation d'une commission spéciale et saisine des commissions permanentes sénatoriales concernées ; qualité du travail des services du Sénat, des commissions et leurs rapporteurs et du Gouvernement.

— *Mme Hélène Luc* (p. 873) : opposition du groupe communiste au projet de loi ; (p. 874) : permanence des problèmes de l'agriculture ; développement de la tutelle étrangère et intégration dans la politique agricole commune ; mesures en faveur des sociétés privées ; revendications des paysans et augmentation des moyens des S. A. F. E. R. ; prix de la terre et difficultés d'installation des jeunes ; mutilation des statuts du fermage ; endettement et régression des revenus agricoles ; statut de l'épouse de l'exploitant.

— *M. Henri Caillavet* (p. 874) : équilibres économiques et rôle de l'agriculture ; (p. 875) : agriculture et libération des prix ; insuffisance des moyens financiers ; productivisme et exploitation familiale agricole ; abstention sur ce projet de loi.

— *M. Félix Ciccolini* (p. 875) : vote défavorable du groupe socialiste ; imperfections du projet ministériel ; diversité et importance économique de l'agriculture ; attente de la mise en place d'organismes professionnels ; parité sociale et poids des groupes industriels sur l'agriculture ; situation des salariés ; problèmes fonciers et spéculation ; rôle des S. A. F. E. R. ; installation des jeunes ; problèmes des cumuls.

— *M. Geoffroy de Montalembert* (p. 875) : vote favorable du groupe R. P. R. ; importance du projet de loi ; (p. 876) : diversité de l'agriculture ; information des Français sur les débats sénatoriaux.

— *M. Adolphe Chauvin* (p. 876) : avenir de l'agriculture française et contribution du Sénat ; caractère personnaliste de la loi ; solidarité et volet social ; statut de coresponsabilité des épouses ; agriculture française et avenir de l'Europe ; relations avec le tiers-monde ; politique des revenus agricoles ; rôle des responsables de l'aménagement rural.

— *M. Maurice Schumann* (p. 876) : négociations européennes et niveau des prix ; coût de la politique agricole commune pour la Communauté ; agriculture et importance de la production de lait ; taxe de coresponsabilité et taxation des corps gras ; niveau des prix et montants compensatoires ; importance de l'agriculture pour l'Europe ; (p. 877) : scandale du malthusianisme agricole.

— *M. Philippe de Bourgoing* (p. 877) : projet de loi d'orientation agricole et caractère complexe des débats ; caractère équilibré du projet de loi modifié par le Sénat ; avenir de l'agriculture et installation des jeunes ; avenir des exploitations et fixation des prix agricoles. vote favorable du groupe U.R.E.I.

— *Intervention de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture* (p. 877) : qualité des travaux du Sénat ; nécessité d'un haut niveau technique ; importance du volet social ; amélioration des structures foncières ; importance de l'agriculture dans l'économie nationale ; niveau des prix et coûts de production.

Scrutin public (p. 878 ; n° 107 ; liste des votants (p. 883, 884).

Adoption [12 mars 1980] (p. 878).

Discussion (deuxième lecture).

[13 mai 1980] (p. 1843, 1892), [14 mai 1980] (p. 1902, 1934), [21 mai 1980] (p. 2032, 2075).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [13 mai 1980] (p. 1843, 1851). — *MM. Michel Sordel, rapporteur ; Marcel Rudloff, rapporteur pour avis ; Jean Cluzel, Pierre Louvot, Christian Poncelet, Pierre Tajan, Jean-Paul Hammann, Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture.*

Agriculture (à temps partiel): M. Sordel (Michel) (p. 1844).

Agriculteurs (jeunes) : M. Tajan (Pierre) (p. 1849).

Aide aux troupeaux allaitants: M. Méhaignerie (Pierre) (p. 1850).

Baux de carrière : M. Sordel (Michel) (p. 1844).

Baux ruraux : MM. Poncelet (Christian) (p. 1848) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 1849).

Bovins : MM. Cluzel (Jean) (p. 1845) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 1850).

Céréales : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 1850).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : MM. Sordel (Michel) (p. 1844) ; Cluzel (Jean) (p. 1846) ; Louvot (Pierre) (p. 1847) ; Poncelet (Christian) (p. 1847, 1848) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 1849) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 1850, 1851).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : MM. Sordel (Michel) (p. 1844) ; Louvot (Pierre) (p. 1847) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 1849).

Elevage : MM. Cluzel (Jean) (p. 1846) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 1850).

Exploitants agricoles (Conjoints) : MM. Sordel (Michel) (p. 1844) ; Rudloff (Marcel) (p. 1845) ; Louvot (Pierre) (p. 1847).

Fromages : M. Cluzel (Jean) (p. 1847).

Fruits et légumes : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 1850).

General agreement on tariffs and trade (G. A. T. T.) : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 1851).

Groupements fonciers agricoles (G. F. A.) : M. Rudloff (Marcel) (p. 1845).

Labels et appellations d'origine : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 1850).

Manifestations : M. Poncelet (Christian) (p. 1847).

Matières grasses animales et végétables : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 1849) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 1851).

Politique agricole : MM. Sordel (Michel) (p. 1844) ; Louvot (Pierre) (p. 1847) ; Poncelet (Christian) (p. 1847, 1848) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 1850, 1851).

Produits laitiers : MM. Poncelet (Christian) (p. 1848) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 1851).

Revenu (agricole) : MM. Sordel (Michel) (p. 1844) ; Louvot (Pierre) (p. 1846) ; Tajan (Pierre) (p. 1848, 1849) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 1851).

Sociétés civiles de placement immobilier (S. C. P. I.) : Rudloff (Marcel) (p. 1845).

Sociétés d'aménagement foncier et d'aménagement rural (S. A. F. E. R.) : MM. Sordel (Michel) (p. 1844) ; Rudloff (Marcel) (p. 1845) ; Poncelet (Christian) (p. 1848).

Sucre : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 1850).

Tabac (Planteurs de) : M. Hammann (Jean-Paul) (p. 1849).

Taxe sur le lait (de coresponsabilité) : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 1849) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 1850).

Motion tendant à opposer la **question préalable** de M. Louis Minetti (p. 1851). — *MM. Louis Minetti, René Jager, Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques, Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture.* — **Rejet** de la motion par scrutin public (n° 120, p. 1853 ; liste des votants p. 1898, 1899).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [13 mai 1980] (p. 1843, 1892), [14 mai 1980] (p. 1902, 1934), [21 mai 1980] (p. 2032, 2059 ; 2061, 2075). *MM. Michel Sordel, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre, Louis Minetti, Christian Poncelet, Maurice Janetti, Robert Laucournet, Jacques Genton, Pierre Tajan, Paul Séramy, Philippe de Bourgoing, Pierre Ceccaldi-Pavard, Raymond Dumont, France Lechenault, Jean-Paul Hammann, François Prigent, André Rabineau, Charles Beaupetit, Etienne Dailly, Maurice Prévoteau, Roland Boscary-Monsservin, Jacques Genton, Jacques Descours Desacres, Paul Malassagne, Jean Mézard, Paul Girod, Paul Guillard, Bernard Legrand, Marcel Rudloff, rapporteur pour avis ; Jean Gravier, Geoffroy de Montalembert, Richard Pouille, Pierre Louvot, Octave Bajeux, Lionel de Tinguy, Roland Grimaldi, Jean Colin, Baudoin de Hauteclocque, Pierre Labonde, Michel Moreigne, Roland du Luart, Jean Geoffroy, Jacques Larché, Paul Pillet, Jacques Eberhard, René Touzet, Franck Sérusclat, Paul Jargot, Félix Ciccolini, Henri Tournan, Adolphe Chauvin.*

Article 1er *bis* (p. 1854).

Adoptés : amendement n° 45 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression, au paragraphe I, de la disposition relative à la préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques (p. 1854) ; amendement n° 46 rédactionnel de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 1854) ; amendement de coordination n° 47 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 1854) ; amendement n° 48 de M. Michel Sordel, rapporteur : objectif d'accroissement du potentiel agronomique des terres agricoles (p. 1855) ; amendement n° 49 de M. Michel Sordel, rapporteur : prise en compte par la politique foncière des données régionales : mise en œuvre décentralisée (p. 1855) ; amendement n° 50 de M. Michel Sordel, rapporteur : spécificité de la politique d'aide à la montagne (p. 1855) ; amendement n° 51 de M. Michel Sordel, rapporteur : politique d'aménagement rural et d'action régionale et encouragement à la pluriactivité (p. 1855) ; amendement n° 52 de M. Michel Sordel, rapporteur : participation des agriculteurs à l'entretien du patrimoine et à la préservation des espèces végétales et des races animales domestiques (p. 1855) ;

— l'article 1er *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1855).

Article 1er *ter* (p. 1855 ; supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendement n° 101 de M. Christian Poncelet : rétablissement de cet article relatif à la prise en compte des objectifs de la présente loi dans les décisions de politique agricole de la C. E. E. (p. 1857) ; sous-amendement n° 133 de M. Maurice Janetti : rapports périodiques des pouvoirs publics au Parlement sur la prise en compte par la Communauté économique européenne des objectifs de la présente loi (p. 1857).

Rejeté : amendement n° 103 de M. Louis Minetti : rétablissement de cet article dans une rédaction insistant sur la détermination souveraine de la politique agricole française (p. 1857).

Retiré : amendement n° 53 de M. Michel Sordel, rapporteur : rétablissement de cet article relatif à la prise en compte des objectifs de la présente loi dans les décisions de politique agricole de la C. E. E. (p. 1856) ;

— l'article 1er *ter* est rétabli, ainsi rédigé (p. 1857).

Article 2 (p. 1857).

Adoptés : amendement n° 54 de M. Michel Sordel, rapporteur : pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (p. 1859) ; amendement n° 229 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : compétence du conseil supérieur d'orientation en matière d'organisation économique des marchés agricoles (p. 1859).

Rejetés : amendement n° 159 de MM. Pierre Tajan et André Jouany : représentation du commerce de gros et de détail au conseil supérieur d'orientation (p. 1857) ; amendement n° 104 de M. Louis Minetti : pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation sur la fixation des prix agricoles (p. 1858).

Retirés : amendement n° 176 de M. Paul Séramy : pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation (p. 1858) ; amendement n° 181 de M. Roland Boscary-Monsservin : pouvoir de délibération du conseil supérieur d'orientation (p. 1858) ; amendement n° 225 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Pierre

Ceccaldi-Pavard : compétences de l'Institut pour la recherche et l'application en agriculture biologique (p. 1859) ; amendement n° 226 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Francou : réglementation des produits de l'agriculture biologique (p. 1859) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1859).

Article 2 *ter* (p. 1859).

Adoptés : amendement n° 230 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : négociation collective des contrats de production, de collecte ou de mise en marché passés par les producteurs (p. 1860) ; amendement de coordination n° 55 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 1860) ; amendement n° 56 de M. Michel Sordel, rapporteur : nécessité de conformité des engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration à un contrat type homologué par l'administration (p. 1869 ; précédemment réservé p. 1860) ; amendement n° 57 de M. Michel Sordel, rapporteur : plafonnement des aides de l'Etat en fonction du revenu d'exploitation et différenciation par région et par production (p. 1861) ; sous-amendement n° 259 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : plafonnement en fonction du revenu d'exploitation ou d'autres critères (p. 1861).

Rejetés : amendement n° 105 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression de la condition d'appartenance à une organisation professionnelle pour bénéficier des aides de l'Etat (p. 1860) ; amendement n° 169 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. Maurice Janetti : suppression de l'alinéa relatif aux engagements souscrits dans le cadre des contrats d'intégration (p. 1869 ; précédemment réservé p. 1860).

Retirés : amendement n° 134 de M. Maurice Janetti ; plafonnement des aides de l'Etat en fonction du revenu brut d'exploitation (p. 1861) ; amendement n° 228 de MM. Pierre Ceccaldi-Pavard et Jean Francou : politique du crédit permettant la conversion aux méthodes de l'agriculture biologique (p. 1861) ;

— l'article 2 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 1869 ; précédemment réservé p. 1861).

Article 2 *quater* (p. 1862).

Adoptés : amendements de coordination indentiques n° 58 de M. Michel Sordel, rapporteur, et n° 119 de M. Roland Boscary-Monsservin (p. 1862) ; amendement n° 216 de M. Jacques Descours Desacres soutenu par M. Philippe de Bourgoing : réduction à trois mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension (p. 1863).

Retirés : amendement n° 218 de M. Jacques Descours Desacres soutenu par M. Philippe de Bourgoing : consultation des chambres d'agriculture sur l'extension de tout ou partie des règles (p. 1862) ; amendement n° 112 de M. France Lechenault : réduction à trois mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension (p. 1863) ;

— l'article 2 *quater*, ainsi modifié, est adopté (p. 1863).

Article 2 *quinquies* (p. 1863 ; supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendement n° 59 de M. Michel Sordel, rapporteur : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, et relatif aux contrats d'intégration (p. 1868) ; sous-amendement n° 254 de M. Maurice Janetti : nullité des seules clauses du contrat contraires à la loi (p. 1868) ; sous-amendement n° 255 de M. Maurice Janetti : élaboration des contrats types (p. 1868) ; sous-amendement n° 258 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : délai d'un an pour la nullité de plein droit des contrats non conformes (p. 1868).

Rejeté : sous-amendement n° 253 de M. Maurice Janetti à l'amendement n° 59 de M. Michel Sordel, rapporteur : fixation des prix entre les parties contractantes et garanties de rémunération du producteur (p. 1868).

Retirés : amendement n° 177 de M. Paul Séramy : rétablissement de cet article relatif aux contrats d'intégration (p. 1866) ; amendement n° 231 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : rétablissement de cet article relatif aux contrats d'intégration et à la fixation de contrats types dans chaque secteur de production (p. 1867) ; sous-amendement rédactionnel n° 257 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard à l'amendement n° 59 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 1868).

Deviennent sans objet : sous-amendement n° 246 de M. Edouard Le Jeune, soutenu par M. François Prigent, à l'amendement n° 231 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : clauses relatives aux modalités de rémunération de l'éleveur (p. 1867) ; sous-amendement de coordination n° 244 de M. Edouard Le Jeune, soutenu par M. François Prigent, à l'amendement n° 231 de M. Pierre Méhaignerie, ministre (p. 1867) ; sous-amendement n° 245 de M. Edouard Le Jeune, soutenu par M. François Prigent, à l'amendement n° 231 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : délai d'homologation des contrats types (p. 1867) ; sous-amendement n° 243 de M. Edouard Le Jeune, soutenu par M. François Prigent, à l'amendement n° 231 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : nullité des contrats d'intégration non conformes et substitution du contrat type du secteur considéré (p. 1867) ; sous-amendement n° 247 de M. Edouard Le Jeune, soutenu par M. François Prigent, à l'amendement n° 231 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : création, par les entreprises signataires de contrats types, d'un fonds de garantie destiné à couvrir les créances en cas de faillite (p. 1867) ; amendement n° 113 de M. France Lechenault : rétablissement de cet article relatif aux contrats d'intégration (p. 1868) ;

— l'article 2 *quinquies* est rétabli, ainsi rédigé (p. 1868).

Article 3 (p. 1869).

Adopté : amendement n° 60 de M. Michel Sordel, rapporteur : missions confiées au fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires et promotion des exportations (p. 1869) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1869).

Article 4 (p. 1869).

Adoptés : amendement de coordination n° 61 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 1870) ; amendement rédactionnel n° 62 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 1870) ; amendement rédactionnel n° 63 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 1870) ; amendement n° 64 de M. Michel Sordel, rapporteur : dispositions des statuts prévoyant les procédures d'arbitrage et les instances qui en seront chargées, et recours en dernier ressort devant les juridictions de l'ordre judiciaire (p. 1872).

Rejeté : amendement n° 135 de M. Maurice Janetti : critères de représentativité des groupements professionnels (p. 1870).

Retirés : amendement n° 223 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : organisation interprofessionnelle des agrobiologistes (p. 1870) ; amendements identiques n° 39 de MM. René Tinant et Guy Robert soutenu par M. André Rabineau et n° 160 de M. Pierre Tajan : suppression de la possibilité de recours à une juridiction de l'ordre judiciaire (p. 1871) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1872).

Article 5 (p. 1872).

Adoptés : amendement n° 66 de M. Michel Sordel, rapporteur : garantie de paiement à chacun des niveaux de la filière (p. 1873) ; amendement n° 232 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : établissement de normes techniques, sauf pour les produits d'appellation d'origine contrôlée (p. 1873) ; amendement n° 67 de M. Michel Sordel, rapporteur : application aux accords interprofessionnels des dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1967 relative au respect de la loyauté en matière de concurrence (p. 1874).

Retirés : amendement n° 121 de M. Roland Boscary-Monsservin : garantie de paiement à chacun des niveaux de la filière (p. 1873) ; amendement n° 40 de M. René Tinant, soutenu par M. Maurice Prévoteau : réduction à deux mois du délai laissé à l'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'extension (p. 1873) ; amendement n° 41 de MM. René Tinant et François Dubanchet, soutenu par M. Maurice Prévoteau : exception, en faveur des interprofessions, à la réglementation sur les ententes (p. 1874) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 1874).

Article 5 *bis* (p. 1874).

Adopté : amendement n° 207 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : prévèlement sur les produits importés de cotisations au profit des organisations interprofessionnelles (p. 1874) ;

— l'article 5 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1874).

Article 6 *bis* (p. 1874).

Adoptés : amendement n° 233 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : exclusion de l'utilisation des labels d'origine agricole pour les produits d'appellation d'origine, les V. D. Q. S. et les vins de pays (p. 1876) ; amendement n° 256 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : conditions d'homologation par l'autorité administrative des productions de l'agriculture n'utilisant pas de produit chimique de synthèse (p. 1877) ; sous-amendement n° 262 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : conditions d'homologation (p. 1877).

Rejetés : amendement n° 204 de M. Jacques Descours Desacres : suppression du paragraphe excluant l'utilisation des labels agricoles pour les vins, eaux-de-vie et cidres d'appellation d'origine (p. 1876) ; sous-amendement n° 261 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, à l'amendement n° 256 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : utilisation de l'expression « agriculture biologique » (p. 1877) ;

— l'article 6 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1877).

Article 7 (p. 1877).

Rejeté : amendement n° 162 de M. Paul Girod : consultation du comité départemental des prestations sociales agricoles préalable aux affiliations effectuées par dérogation (p. 1877) ;

— l'article 7 est adopté (p. 1877).

Article 7 *bis* (p. 1878).

Adopté : amendement n° 189 de MM. Paul Guillard et Baudouin de Hauteclocque : cotisations prélevées sur les terres incultes récupérables subordonnées à l'existence effective de demandes d'attribution (p. 1878) ;

— l'article 7 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1878).

Article 9 (p. 1878).

Adoptés : amendement n° 68 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif à l'institution d'un régime facultatif de retraite complémentaire (p. 1880) ; amendement n° 69 de M. Michel Sordel, rapporteur : fixation par décret d'un régime de retraite complémentaire facultative (p. 1881).

Rejeté : amendement n° 106 de M. Louis Minetti : précisions sur le bénéfice de l'aide à domicile pour les personnes âgées (p. 1879).

Retirés : amendement n° 178 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : modification de l'alinéa relatif à l'institution d'un régime facultatif de retraite complémentaire (p. 1880) ; amendement n° 3 de M. Paul Girod : suppression de l'alinéa relatif à l'institution d'un régime facultatif de retraite complémentaire (p. 1880) ; amendement n° 4 de M. Paul Girod : fixation par décret d'un régime de retraite complémentaire facultative (p. 1881) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1881).

Article 13 (p. 1881).

Adopté : amendement n° 70 de M. Michel Sordel, rapporteur : statut des conjoints d'exploitants agricoles (p. 1884).

Rejeté : sous-amendement n° 252 de M. Louis Minetti à l'amendement n° 70 de M. Michel Sordel, rapporteur : condition de capacité professionnelle des conjoints (p. 1884).

Retirés : amendements n°s 5 et 6 de M. Marcel Rudloff : statut des conjoints d'exploitants agricoles (p. 1883) ; sous-amendement n° 187 de M. Jean-Paul Hammann à l'amendement n° 70 de M. Michel Sordel, rapporteur : maintien de la compensation démographique (p. 1884) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1884).

Article 13 *bis* (p. 1884).

Adopté : amendement n° 71 de M. Michel Sordel, rapporteur : exclusion de l'addition d'aides au profit d'époux disposant chacun d'une exploitation agricole (p. 1884).

Retiré : amendement n° 114 de M. France Lechenault : exclusion de l'addition d'aides au profit d'époux disposant chacun d'une exploitation agricole (p. 1884) ;

— l'article 13 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1884).

Article 13 A. — Adopté (p. 1884).

Article 14 (p. 1884).

Rejetés : amendement n° 172 de MM. Jean Colin et Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : suppression de l'alinéa relatif à la prise en compte du revenu brut d'exploitation par petite région pour déterminer la valeur de rendement (p. 1885) ; amendement n° 175 de M. Paul Séramy : suppression de l'alinéa relatif à l'utilisation de la valeur de rendement en matière de politiques foncière, sociale et fiscale (p. 1887).

Retirés : amendement n° 198 de M. Jean-Paul Hammann : gestion du répertoire de la valeur des terres agricoles (p. 1885) ; amendement n° 123 de M. Roland Boscary-Monsservin : limitation de l'utilisation de la valeur de rendement à la seule politique foncière (p. 1887) ;

— l'article 14 est adopté (p. 1887).

Article 14 *bis* **A** (p. 1887).

Rejeté : amendement n° 208 de M. Jean-Paul Hammann : barème de référence de la valeur des terres agricoles (p. 1887) ;

— l'article 14 *bis* A est adopté (p. 1887).

Article 14 *bis* **B** (p. 1887). — Réservé (jusqu'à la fin de l'examen du titre III, le 21 mai 1980, p. 2061) (p. 1888).

Article 14 *bis* **C** (p. 1888).

Adoptés : amendement n° 242 de M. Michel Sordel, rapporteur : dénomination des commissions communales et départementales de réorganisation foncière et de remembrement (p. 1889) ; amendement n° 73 de M. Michel Sordel, rapporteur : représentation de l'organisation syndicale d'exploitants agricoles la plus représentative au niveau départemental (p. 1890) ; amendement n° 74 de M. Michel Sordel, rapporteur : représentation de l'organisation syndicale des jeunes exploitants agricoles la plus représentative au niveau départemental (p. 1890) ; amendements de coordination n° 75 et n° 76 de M. Michel Sordel, rapporteur (p. 1891) ; amendement rédactionnel n° 10 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 1891) ; amendement n° 235 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : composition de la commission spéciale chargée de statuer en dernier ressort en matière de remembrement (p. 1891) ; amendement n° 44 de M. Charles Beaupetit : implantation d'un ouvrage et financement des dommages constatés à l'achèvement des opérations de remembrement (p. 1892).

Rejetés : amendement n° 138 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Maurice Janetti : organisations syndicales représentatives au niveau national et organisations départementales (p. 1890) ; amendement n° 108 de M. Louis Minetti : organisations syndicales représentatives au niveau national et organisations départementales (p. 1890).

Retirés : amendement n° 199 de M. Jean-Paul Hammann : composition de la commission départementale d'aménagement foncier (p. 1889) ; amendement n° 107 de M. Louis Minetti : composition de la commission départementale d'aménagement foncier (p. 1889) ; amendement n° 43 de M. Charles Beaupetit : financement de la totalité des opérations de remembrement d'une commune par les sociétés bénéficiaires de la concession des ouvrages linéaires (p. 1892) ;

— l'article 14 *bis* C, ainsi modifié, est adopté (p. 1892).

Article 14 *bis* (p. 1902).

Adoptés : amendements identiques n° 11 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, n° 174 de M. Paul Séramy, n° 185 de M. Pierre Louvot et n° 260 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : suppression de cet article créant un livre foncier rural (p. 1904) ;

— l'article 14 *bis* est supprimé (p. 1904).

Article 15 (p. 1904).

Adopté : amendement n° 264 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : refus de prêt bonifié et valeur de cession manifestement supérieure à la valeur vénale (p. 1906).

Rejeté : amendement n° 110 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression de cet article prévoyant le refus de prêt bonifié en fonction de la valeur de cession (p. 1906).

Retirés : amendement n° 12 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : refus de prêt bonifié pour la fraction du prix excédant la valeur vénale des terres (p. 1906) ; amendement n° 98 de M. Paul Girod : refus de prêt bonifié lorsque la valeur de cession des terres est supérieure à la valeur de référence (p. 1906) ;

— l'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 1906).

Article 17 (p. 1906).

Adoptés : amendement n° 13 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : 1° suppression des dispositions de cet article imposant un bail des cohéritiers ; 2° rédactionnel (p. 1907 et 1908) ; amendement de coordination n° 236 de M. Pierre Méhaignerie, ministre (p. 1907).

Devient sans objet : amendement n° 78 de M. Michel Sordel, rapporteur : constitution d'un bail à ferme ou de carrière par les cohéritiers (p. 1907) ;

— l'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1908).

Article 17 *bis*. — Adopté (p. 1908).

Article 18 (p. 1908).

Adopté : amendement n° 157 de M. Octave Bajeux : évaluation des terres des différents lots et prise en compte de l'existence du bail (p. 1910).

Rejetés : amendement n° 209 de M. Jean-Paul Hammann : suppression des dispositions de cet article concernant la mise en œuvre de l'attribution préférentielle par un héritier et la cession aux autres cohéritiers d'une partie de son lot (p. 1909) ; sous-amendement n° 265 de M. Pierre Méhaignerie, ministre, à l'amendement n° 157 de M. Octave Bajeux : existence d'un bail dans l'évaluation des terres et prise en compte éventuelle d'une dépréciation (p. 1910) ;

— l'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 1910).

Article 19 (p. 1910).

Rejeté : amendement n° 156 de M. Roger Rinchet, soutenu par M. Maurice Janetti : conditions d'octroi de l'attribution préférentielle aux pluriactifs en zone de montagne (p. 1910) ;

— l'article 19 est adopté (p. 1910).

Article 19 *bis* (p. 1910 ; supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 14 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : sursis au partage en fonction de la situation de l'un des indivisaires (p. 1911) ;

— l'article 19 *bis*, ainsi rédigé, est rétabli (p. 1911).

Article 20 (p. 1911).

Adopté : amendement n° 81 de M. Michel Sordel, rapporteur : paiement des soultes en cas de partage et délai de dix ans (p. 1911) ;

— l'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 1911).

Article 21. — Adopté (p. 1911).

Article 22 B (p. 1911).

Adopté : amendement n° 126 de M. Roland Boscary-Monsservin : contrôle des structures agricoles et non-mise en cause de la validité du transfert de propriété, d'usufruit ou d'autres droits réels (p. 1913).

Rejetés : amendement n° 170 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Roland Grimaldi : contrôle des structures des exploitations agricoles et conditions d'agrément des groupements fonciers agricoles (G. F. A.) (p. 1912) ; amendement n° 139 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Roland Grimaldi : schéma directeur des structures agricoles et participation du conseil général (p. 1912).

Retiré : amendement n° 99 de M. Charles Zwickert, soutenu par M. Paul Séramy : contrôle des structures des exploitations agricoles et conditions d'agrément des groupements fonciers agricoles (G. F. A.) (p. 1912) ;

— l'article 22 B, ainsi modifié, est adopté (p. 1913).

Article 22 C (p. 1913). — Structure agricole et contrôle des cumuls ; dévaluation de la profession d'exploitant agricole (p. 1914).

Adoptés : amendement n° 82 de M. Michel Sordel, rapporteur, soutenu par M. Michel Chauty : cumul et autorisation de droit pour le demandeur ayant acquis une expérience en qualité de chef d'exploitation, d'aide familial ou de salarié agricole (p. 1918) ; sous-amendement n° 193 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : critères de définition de la qualité de chef d'exploitation (p. 1918) ; amendement n° 83 de M. Michel Sordel, rapporteur : cumuls et autorisations préalables pour les personnes n'ayant pas la qualité d'exploitant agricole à titre principal (p. 1920 ; scrutin public n° 122, liste des votants p. 1954, 1955) ; amendement n° 15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : autorisation préalable de cumul pour une opération supprimant une exploitation agricole d'une superficie égale à la surface minimum d'installation, sans l'accord du preneur en place (p. 1922) ; amendements identiques n° 84 de M. Michel Sordel, rapporteur, et n° 164 de M. Paul Girod : suppression des dispositions de cet article donnant à un seul propriétaire l'initiative de la procédure d'autorisation en cas de cumul (p. 1923) ; amendement n° 201 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque : non-application de la procédure d'autorisation préalable en cas de cumul pour les exploitations dépassant le maximum de surface autorisée (p. 1923) ; amendement n° 85 de M. Michel Sordel, rapporteur : agrandissement d'exploitation par parcelles éloignées du centre de l'exploitation et autorisation de la commission du contrôle des structures départementales (p. 1924) ; amendement n° 194 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : abaissement du seuil jusqu'à la surface minimum d'installation et non-application de la procédure d'autorisation préalable (p. 1924) ; amendement n° 16 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : autorisation d'exploiter de droit et transmission successorale (p. 1930) ; sous-amendement n° 263 de M. Michel Sordel, rapporteur : exploitation de droit par l'héritier et conditions de détention ou d'exploitation par la personne à l'origine de la transmission (p. 1929) ; amendement n° 87 de M. Michel Sordel, rapporteur : autorisation d'exploiter de droit et absence de capacités ou d'expérience professionnelles (p. 1932) ; amendement n° 206 de M. Roland du Luart, soutenu par M. Baudouin de Hauteclocque : autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie et du revenu de l'exploitation (p. 1933) ; sous-amendement de MM. Baudouin de Hauteclocque et Lionel de Tinguy : importance de la superficie de l'exploitation prise en compte (p. 1933) ; amendement n° 237 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : définition de la notion de « superficie cumulée » (p. 1934) ; amendement n° 18 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : cumul temporaire et installation sur l'exploitation initiale du demandeur ou sur les biens temporairement cumulés (p. 1934) ; amendement n° 19 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : autorisation d'exploiter de droit et sociétés d'exploitation (p. 1934) ; amendement n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : suppression du paragraphe relatif au critère d'expérience professionnelle (p. 2034) ; amendement de coordination n° 21 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 2034).

Rejetés : amendement n° 168 de M. Maurice Janetti : réglementation des installations et des cumuls et cas d'autorisations facultatives ou de droit (p. 1917 ; scrutin public n° 121, liste des votants p. 1953, 1954) ; amendements n° 148 de M. Roland Grimaldi, n° 116 de M. France Léchenault, n° 146 de M. Roland Grimaldi et n° 145 de M. Roland Grimaldi : cumuls et référence à la surface minimum d'installation pour la surface de l'exploitation (p. 1918 et 1919) ; amendements identiques n° 117 de M. France Léchenault et n° 210 de M. Jean-Paul Hammann : cumuls et autorisation préalable nécessaires pour les opérations concernant des époux (p. 1922) ; amendement n° 183 de M. Jean Colin : suppression des dispositions de cet article concernant l'autorisation d'exploiter de droit et l'absence de capacité ou d'expérience professionnelle (p. 1932) ; amendement n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : autorisation d'exploiter de droit et exercice d'une autre activité professionnelle ; prise en compte de la superficie de l'exploitation (p. 1932) ; amendement n° 141 de M. Roland Grimaldi : suppression des dispositions de cet article concernant l'autorisation d'exploiter de droit et l'absence de capacité ou d'expérience professionnelle (p. 1933) ; amendement n° 166 de M. Paul Girod : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'autorisation d'exploiter de droit pour un industrtiel ou un commerçant (p. 1933) ; amendements n° 142 de M. Roland Grimaldi et n° 167 de M. Paul Girod : autorisation d'exploiter de droit et qualité d'industriel ou de commerçant (p. 1933) ; amendement n° 191 de M. Paul Girod : possibilité pour certains départements de maintenir le contrôle total existant (p. 2034).

Retirés : amendement n° 127 de M. Roland Boscary-Monsservin : engagement à suivre un stage de formation professionnelle et octroi de l'autorisation du cumul (p. 1918) ; amendement n° 165 de M. Paul Girod : agrandissement d'exploitation par parcelles éloignées du centre de l'exploitation et autorisation de la commission du contrôle des structures départementales (p. 1923) ; amendement n° 182 de M. Jean Colin : suppression des dispositions de cet article prévoyant les cas d'autorisation d'exploiter de droit (p. 1928).

Deviennent sans objet : amendement n° 238 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : autorisation d'exploiter de droit et transmission successorale (p. 1930) ; amendement n° 128 de M. Roland Boscary-Monsservin : suppression des dispositions de cet article prévoyant un stage de formation professionnelle en cas de transmission par succession (p. 1930) ; amendement n° 139 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : agrandissements et bénéfice des dispositions prévues en cas de transmission par succession (p. 1930) ; amendement n° 143 de M. Roland Grimaldi : conditions de capacité ou d'expérience professionnelle, droit de reprise et autorisation préalable (p. 2034) ;

— l'article 22 C, ainsi modifié, est adopté (p. 2034).

Article 22 D (p. 2034).

Adopté : amendement n° 100 de M. Pierre Labonde : reconnaissance de droit d'un groupement agricole d'exploitation en commun (G. A. E. C.), conformité nécessaire de ses statuts et nécessité pour ses membres de satisfaire aux dispositions légales et réglementaires (p. 2035).

Rejeté : amendement n° 217 de M. Jacques Descours Desacres : rôle de la commission nationale des structures agricoles et compétence pour l'examen des recours adressés au ministre de l'agriculture (p. 2035) ;

— l'article 22 D, ainsi modifié, est adopté (p. 2035).

Article 22 E (p. 2035).

Rejeté : amendement n° 149 de M. Roland Grimaldi, soutenu par M. Michel Moreigne : limites supérieure et inférieure de la surface minimum d'installation par rapport à la moyenne nationale (p. 2036) ;

— l'article 22 E est adopté (p. 2036).

Article 22 F (p. 2036).

Adoptés : amendements n° 249 et 250 de M. Michel Sordel, rapporteur : demande d'autorisation d'extension d'une exploitation et prise en compte du schéma directeur départemental des structures du département siège de l'exploitation (p. 2036) ; amendement n° 22 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : procédure devant la commission départementale des structures : convocation obligatoire du demandeur ; communication des pièces à la demande de l'intéressé (p. 2037) ; amendement n° 251 de M. Michel Sordel, rapporteur : prise en compte pour l'appréciation de la commission des structures, des surfaces de l'exploitation existant éventuellement sur le territoire d'un département limitrophe (p. 2037) ; amendement n° 90 de M. Michel Sordel, rapporteur : prise en considération de la situation personnelle du preneur en place au regard de la législation relative au contrôle des structures (p. 2038).

Retiré : amendement n° 129 de M. Roland Boscary-Monsservin : suppression de la mention de la prise en considération de la situation personnelle du preneur en place (p. 2038).

Devient sans objet : amendement n° 240 de M. Pierre Mehaignerie, ministre : communication des pièces et audition de l'intéressé à sa seule demande (p. 2037) ;

— l'article 22 F, ainsi modifié, est adopté (p. 2038).

Article 22 G (p. 2038). — Réservé (p. 2038).

Adoptés : amendement n° 23 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : possibilité pour le préfet ou le bailleur de faire prononcer par le tribunal paritaire des baux ruraux la nullité du bail et sous-amendement n° 269 de M. Michel Sordel, rapporteur : possibilité pour la S. A. F. E. R. d'intervenir de la même façon (p. 2040).

Deviennent sans objet : amendements n°s 24 et 25 de coordination de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis ;

— l'article 22 G, ainsi modifié, est adopté (p. 2040).

Article 22 H (p. 2038).

Adoptés : amendement n° 26 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : fonctionnement d'une exploitation en situation irrégulière : injonction du préfet de régulariser la situation et possibilité de mise en mouvement de l'action pénale et sous-amendement n° 241 de M. Pierre Méhaignerie, ministre : mise en demeure adressée par le préfet à l'intéressé et délai d'une année culturale (p. 2039).

Rejeté : sous-amendement n° 268 de M. Pierre Méhaignerie, ministre, à l'amendement n° 26 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : possibilité pour le tribunal paritaire des baux ruraux d'accorder à toute personne intéressée par la mise en valeur du fonds l'autorisation de l'exploiter (p. 2039) ;

— l'article 22 H, ainsi modifié, est adopté (p. 2039).

Article 22 J (p. 2040).

Adoptés : amendements de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis, n° 27 : modulation des pénalités selon qu'il y a eu omission de souscrire une demande d'autorisation d'exploiter ou fourniture de renseignements inexacts à l'appui d'une telle demande, et n° 28 : compétence du tribunal correctionnel (p. 2040) ;

— l'article 22 J, ainsi modifié, est adopté (p. 2040).

Article 22 L. — Adopté (p. 2040).

Article 26 *bis* (p. 2041). — Définition du bail rural (p. 2041) ; coutumes non codifiées (p. 2043) ; conventions dites d'occupation précaire (p. 2043).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : principe d'application générale du statut du fermage et du métayage, à l'exclusion des contrats régis par des dispositions législatives et réglementaires particulières (p. 2043 ; scrutin public n° 123, liste des votants p. 2077) ; amendement n° 32 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : exception relative aux conventions d'occupation précaire ; amendement n° 93 de M. Michel Sordel, rapporteur : exception relative aux terrains situés à proximité d'une habitation et en constituant l'accessoire (p. 2043) ; amendement n° 192 de M. Paul Girod : non-application du statut du fermage aux biens mis à la disposition d'une société par une personne qui participe effectivement à leur exploitation au sein de celle-ci (p. 2044).

Rejetés : amendement n° 30 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : exception relative à la mise à disposition à titre gratuit (p. 2043) ; amendement n° 31 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : critère de l'obligation d'un travail d'entretien cultural (p. 2043) ;

— l'article 26 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2044).

Article 26 *quinquies.* — Adopté (p. 2044).

Article 26 *sexies* **A** (p. 2044).

Adoptés : amendement n° 33 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : rétablissement de cet article relatif à la possibilité de transformation d'un bail rural en bail à long terme et sous-amendement n° 190 de M. Baudouin de Hauteclocque : abrogation de cinq articles du code rural tombés en désuétude (p. 2053 ; exception d'irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution p. 2045 ; réservés p. 2045) ;

— l'article 26 *sexies* A, ainsi modifié, est adopté (p. 2053).

Article 26 *sexies* **B.** — Adopté (p. 2045).

Article 26 *sexies* (p. 2045). — Difficultés des jeunes agriculteurs (p. 2046, 2048, 2050, 2051) ; pratique des pas-de-porte (p. 2050).

Adoptés : amendements identiques n° 34 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis et n° 158 de M. Octave Bajeux : suppression de l'alinéa reprenant des dispositions de droit commun relatives à la poursuite du bail jusqu'à son échéance normale au profit du conjoint survivant ou des héritiers en cas de décès du titulaire (p. 2046) ; amendement n° 95 de M. Michel Sordel, rapporteur : suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix du bail de carrière (p. 2053).

Rejetés : amendement n° 184 de MM. Jean Colin et Adolphe Chauvin : suppression de cet article relatif au bail de carrière (p. 2046) ; amendement n° 195 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : suppression de la disposition fixant comme condition à la réalisation d'un bail de carrière que l'exploitation constitue une unité économique (p. 2046) ; amendement n° 111 de M. Jacques Eberhard : suppression de l'alinéa relatif à la fixation du prix du bail de carrière (p. 2049 ; scrutin public n° 124, liste des votants p. 2078) ; amendement n° 196 de M. Baudouin de Hauteclocque : liberté des parties pour la fixation du prix des baux de carrière (p. 2049) ; amendement n° 203 de M. Roland du Luart : liberté des parties pour la fixation du prix des baux de carrière, éventuellement dans la limite d'un plafond (p. 2049) ; amendement n° 130 de M. Roland Boscary-Monsservin : mode de fixation du prix des baux de carrière : majoration par rapport au prix du bail de neuf ans ou éventuellement liberté totale des parties (p. 2052) ; amendement n° 150 de M. Roland Grimaldi : strict encadrement du prix du bail de carrière (p. 2052).

Retiré : amendement n° 154 de M. Franck Sérusclat : suppression de la disposition permettant à l'autorité administrative d'autoriser les parties à fixer librement le prix des baux de carrière (p. 2048) ;

— l'article 26 *sexies*, ainsi modifié, est adopté (p. 2053).

Article 26 *septies* (p. 2053).

Adoptés : amendement n° 35 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : exception au droit de préemption des S.A.F.E.R. et conformité de l'opération avec la législation relative au contrôle de structures (p. 2054) ; amendement n° 36 de forme de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 2054) ; amendement n° 180 de forme de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis (p. 2054) ;

— l'article 26 *septies*, ainsi modifié, est adopté (p. 2054).

Article 26 *octies* **A.** — Adopté (p. 2054).

Article 26 *nonies.* — Adopté (p. 2054).

Intitulé du titre IV (p. 2054).

Rejeté : amendement n° 155 de M. Henri Tournan : « Aménagement de l'espace rural » (p. 2054).

Article 29 (p. 2055).

Adoptés : amendement n° 96 de forme de M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques (p. 2055) ; amendement n° 97 de M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques : rôle de la pluriactivité et adaptation des services collectifs dans les zones à faible densité de peuplement (p. 2055).

Rejeté : amendement n° 152 de M. Henri Tournan : loi d'orientation pour la maîtrise de l'espace rural (p. 2055) ;

— l'article 29, ainsi modifié, est adopté (p. 2055).

Article 29 *bis* **A** (p. 2055).

Adopté : amendement n° 37 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : suppression de la publication de la carte des terres agricoles comme préalable à l'application de la réglementation sur les réductions de terres agricoles (p. 2057).

Retirés : amendement n° 153 de M. Henri Tournan : zonage communal ou intercommunal et carte départementale des terres agricoles (p. 2057) ; amendement n° 267 de M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques : notion de perte irréversible et compensation en faveur de la collectivité (p. 2057) ; amendement n° 205 de M. Jacques Boyer-Andrivet : application de la procédure prévue au changement d'usage d'un fonds affecté à des cultures pérennes bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée (p. 2057) ;

— l'article 29 *bis* A, ainsi modifié, est adopté (p. 2057).

Article 29 *bis* B. — Adopté (p. 2057).

Article 29 *ter* (p. 2057).

Adopté : amendement n° 38 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : suppression de la phrase excluant tous dommages et intérêts dès lors qu'une activité est exercée dans une zone spécifique, sans condition d'antériorité (p. 2059) ;

— l'article 29 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 2059).

Article 14 *bis* B (*suite*) (p. 2061). — Obligation de publicité pour éviter certains abus de la S.A.F.E.R. (p. 2065).

Adoptés : amendement n° 72 de M. Michel Sordel, rapporteur : procédure d'intervention des S.A.F.E.R. en demande de révision de prix et option laissée au propriétaire et sous-amendement n° 173 de M. Jean Colin, repris par M. Etienne Dailly : réduction de trois à deux ans du délai d'interdiction de remise en vente (p. 2068, 2069, 2071 ; scrutins publics n° 125, liste des votants p. 2078, 2079, n° 126, liste des votants p. 2079, 2080) ; amendement n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : vente à la S.A.F.E.R. et procédure destinée à respecter les droits de préemption prioritaires par rapport au sien (p. 2071) ; amendement n° 9 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : droit de préemption du preneur, prioritaire par rapport à celui de la S.A.F.E.R., limité au cas où le preneur exploite le bien depuis trois ans au moins (p. 2073).

Rejetés : amendement n° 136 de M. Franck Sérusclat : en cas de retrait du bien de la vente, impossibilité de cession à bail de complaisance avec vente à terme (p. 2071) ; amendement n° 137 de M. Franck Sérusclat : en cas de transmission par succession ou de mutation à titre gratuit, droit de préemption des S.A.F.E.R. sur la partie des terrains excédant une superficie déterminée (p. 2073).

Retirés : amendement n° 214 de M. Geoffroy de Montalembert : obligation pour la S.A.F.E.R. d'acquérir le bien au prix fixé par le tribunal, en cas de remise en vente dans un délai de trois ans (p. 2067) ; amendement n° 213 de M. Geoffroy de Montalembert : exception au droit de préemption de la S.A.F.E.R. si un indivisaire exprime sa volonté d'acquérir, lors d'une adjudication (p. 2072).

Deviennent sans objet : amendement n° 7 de M. Marcel Rudloff, rapporteur pour avis : délai de deux mois laissé aux parties pour saisir le tribunal, et sous-amendement n° 124 de M. Roland Boscary-Monsservin : délai de deux mois laissé aux parties pour saisir le tribunal (p. 2071) ;

— l'article 14 *bis* B, ainsi modifié, est adopté (p. 2073).

Explications de vote :

— *M. Marcel Champeix* (p. 2073) : inquiétude des agriculteurs ; objectif du projet de généralisation de l'interprofession et loi du 6 juillet 1964 définissant le régime contractuel en agriculture ; prix à la production et prix de revient ; déclaration de M. Michel Debatisse sur l'organisation des marchés par les interprofessions et la garantie de prix minimum ; coût de production et rémunération du travail des agriculteurs ; (p. 2074) : insuffisance des dispositions de la loi d'orientation agricole : palliatifs. Le groupe socialiste votera contre le projet.

— *M. Paul Jargot* (p. 2074) : fixation des prix agricoles ; politique européenne et décision souveraine de la France ; statut des épouses d'exploitants ; spéculation foncière ; contrôle des cumuls ; intégration de la production agricole au secteur agro-alimentaire ; aide à la coopération ; importations à bas prix par les multinationales du secteur agro-alimentaire ; lutte des travailleurs et recul du Gouvernement ; (p. 2075) : le groupe communiste votera contre le projet.

Scrutin public (p. 2075 ; n° 127 ; liste des votants (p. 2080, 2081).

Adoption [21 mai 1980] (p. 2075).

Discussion (commission mixte paritaire).

[5 juin 1980] (p. 2376, 2389).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2377, 2379) : *MM. Michel Sordel, rapporteur pour le Sénat ; Jean Cluzel, Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture.*

Agriculteurs (Jeunes) : M. Sordel (Michel) (p. 2378).

Agriculture à temps partiel : M. Sordel (Michel) (p. 2377).

Baux de carrière : M. Sordel (Michel) (p. 2377).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire : M. Sordel (Michel) (p. 2377).

Elevage : MM. Cluzel (Jean) (p. 2378) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2378).

Exploitants agricoles (Conjoints) : M. Sordel (Michel) (p. 2377).

Fruits et légumes : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 2379).

Ovins : M. Cluzel (Jean) (p. 2378).

Politique agricole commune (P.A.C.) : MM. Sordel (Michel) (p. 2377) ; Cluzel (Jean) (p. 2378) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2378).

Prix agricoles : M. Cluzel (Jean) (p. 2378).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.) : M. Sordel (Michel) (p. 2377).

Successions : M. Sordel (Michel) (p. 2377).

Troupeau allaitant (Aide au) : M. Cluzel (Jean) (p. 2378).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2379, 2388).

Article 1er *bis* (p. 2379).

Articles 1er *ter*, 2, 2 *ter*, 2 *quater*, 2 *quinquies* (p. 2380).

Articles 3, 4, 5, 5 *bis*, 6 *bis*, 7 *bis* (p. 2381).

Articles 9, 13 (p. 2382).

Articles 13 *bis*, 14 *bis* B, 14 *bis* C (p. 2383).

Articles 15, 17, 18 (p. 2384).

Articles 19 *bis*, 20, 21 *quinquies* A, 22 B, 22 C (p. 2385).

Articles 22 D, 22 F (p. 2386).

Articles 22 G, 22 H, 22 J, 22 K, 26 *bis*, 26 *sexies* A (p. 2386).

Articles 26 *sexies*, 26 *septies*, 29, 29 *bis* A, 29 *ter* (p. 2387).

Sur l'ensemble : *MM. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques, Alain Poher, président du Sénat* (p. 2388, 2389).

Explications de vote :

— *M. Marcel Champeix* (p. 2389) : participation de deux sénateurs socialistes à la C.M.P. ; représentation déséquilibrée des groupes politiques de l'Assemblée nationale ; confirme l'hostilité du groupe socialiste à ce projet de loi ; possibilité d'un recours devant le Conseil constitutionnel ;

— *M. Jacques Eberhard* (p. 2389) : rejet des amendements du groupe communiste ; absence de membres du groupe au sein de la C.M.P. ; vote hostile du groupe communiste ;

— *M. Etienne Dailly* (p. 2389) : crise du Marché commun agricole ; marasme de l'agriculture ; absence de solutions immédiates apportées par le projet de loi ; nécessité cependant de le voter.

Scrutin public (n° 138, liste des votants p. 2420, 2421).

Adoption [5 juin 1980] (p. 2389).

(Agriculture.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D.G.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D.G., **2**, D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2774, 27, 69.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **274, 317, 373, 340, 452.**

(Agriculture : à temps partiel.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D.G. ; deuxième lecture, D.G. ; C.M.P.
LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.

(Agriculture biologique.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D.G.

(Agriculture : fiscalité.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

(Agriculture méditerranéenne).

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** D.G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **12.**

(Agriculture « Pétrole vert ».)

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G.

AGRONOMIE TROPICALE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération.

AIDE AU LOGEMENT

Voir QUESTION ORALE, n° **61.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

(Aide personnalisée au logement [A.P.L.].)

Dépôt du **rapport du conseil national de l'aide personnalisée au logement** pour la période allant du 1er octobre 1978 au 30 septembre 1979 [25 février 1980] (p. 324).

Voir ENERGIE, **1,** C.M.P.
LOI DE FINANCES, **1,** Environnement et cadre de vie ; **6,** Environnement et cadre de vie.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

AIDE AU TIERS MONDE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération.
PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

AIDE AUX TROUPEAUX ALLAITANTS

Voir AGRICULTURE, **1,** deuxième lecture, D.G. ; C.M.P.
LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **444.**

AIDE FAMILIALE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie ; Santé et sécurité sociale.

(Aide aux familles [Paris].)

Voir PRESTATIONS FAMILIALES, **1,** D.G.

AIDE JUDICIAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

AIDE MENAGERE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Prestations sociales agricoles ; Anciens combattants ; C.M.P.
QUESTIONS ORALES, n°s **2644, 2694, 2722, 2781.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 331, 348.**

AIDE SOCIALE

1. — **Proposition de loi tendant à inclure les bureaux d'aide sociale parmi les bénéficiaires du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée,** présentée par M. Georges Berchet, sénateur, et plusieurs de ses collègues [29 mai 1980] (n° **270,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

(Aide sociale.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D.G.
QUESTION ORALE, n° **2695.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **425, 426.**

(Aide sociale à l'enfance.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

AIDE SPECIALE COMPENSATRICE (Commerce et artisanat.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce et artisanat.

AIRBUS (Avion).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **356.**
TRANSPORTS AÉRIENS, **1,** D.G.

AIR FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
QUESTION ORALE, n° **51.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **3,** D.G.

AIR INTER

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

ALCOOLS

1. — **Projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture [rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **385,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport de M. Pierre Labonde [24 octobre 1980] (n° **43,** 1980-1981). — Discussion [29 octobre 1980] (p. 4210, 4214). — Adoption [29 octobre 1980] (n° **14**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [30 octobre 1980] (n° **2016**). — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapport de M. Claude Martin [13 novembre 1980] (n° **2056**). — Discussion [20 novembre 1980]. — Adoption [20 novembre 1980] (n° **365**). — PROMULGATION : loi n° 80-957 du 2 décembre 1980 (*J. O.*, Lois et décrets du 3 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4210, 4214).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4210, 4213) : *MM. Pierre Labonde, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Georges Dagonia, Camille Valcin, Louis Virapoullé, Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.*

Appellations d'origine : MM. Labonde (Pierre) (p. 4210) ; Dagonia (Jacques) (p. 4211) ; Valcin (Camille) (p. 4211) ; Fouchier (Jacques) (p. 4213).

Départements d'outre-mer : MM. Labonde (Pierre) (p. 4210) ; Dagonia (Georges) (p. 4210, 4211) ; Valcin (Camille) (p. 4211, 4212, 4213) ; Virapoullé (Louis) (p. 4212) ; Fouchier (Jacques) (p. 4212, 4213).

Industrie sucrière : MM. Labonde (Pierre) (p. 4210) ; Virapoullé (Louis) (p. 4212) ; Valcin (Camille) (p. 4213).

Rhum : MM. Labonde (Pierre) (p. 4210) ; Dagonia (Georges) (p. 4211) ; Valcin (Camille) (p. 4211, 4212) ; Virapoullé (Louis) (p. 4212, 4213) ; Fouchier (Jacques) (p. 4212, 4213).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4214).

Article unique (*extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du* 30 *juillet* 1935 *relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du* 17 *décembre* 1941 *fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées*). — Adopté. (p. 4214).

Adoption [29 octobre 1980] (p. 4214).

2. — **Proposition de loi tendant à favoriser le stockage et la commercialisation du cognac,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues [2 décembre 1980] (n° **133,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Alcools.)

Voir ENERGIE, 1, D.G.
QUESTIONS ORALES, n° **2726, 2727.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

(Alcool : carburant.)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 224.**

(Alcools de céréales.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Première partie : art. 4.

(Droits sur les alcools.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : avant l'art. 4 ; art. 4.
PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **2,** D.G.

ALCOOLISME

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports ; Santé et sécurité sociale.

ALGERIE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **17, 26.**

ALIMENTATION ANIMALE

Voir QUESTION ORALE, n° **56.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

ALLLEMAGNE (République fédérale) (R. F. A.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2817.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **330.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **4, 5.**

ALLIANCE ATLANTIQUE

Voir ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD (O.T.A.N.).

ALLIANCE FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

ALLOCATION COMPENSATRICE POUR TIERCE PERSONNE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

ALLOCATION LOGEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Environnement et cadre de vie ; Départements d'outre-mer.

ALLOCATION POST-NATALE

Voir FAMILLE, **1,** D.G. ; deuxième lecture, D.G. ; C.M.P.

ALLOCATION RETOUR (Travailleurs étrangers.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **26,** D.G.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE DU FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **23,** D.G.

ALLOCUTIONS

1. — **Hommage à la mémoire du maréchal Tito** [6 mai 1980] (p. 1693) : M. Alain Poher, président du Sénat.

2. — **Bienvenue à une délégation de parlementaires chypriotes** [4 juin 1980] (p. 2331) : M. Alain Poher, président du Sénat.

3. — **Bienvenue à une délégation de l'Assemblée populaire nationale de Chine** [12 juin 1980] (p. 2640) : M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance.

4. — **Hommage à M. André Méric, vice-président du Sénat** depuis 1956 [26 juin 1980] (p. 3150) : MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance, Maurice Papon, ministre du budget.

5. — **De M. Alain Poher, président du Sénat** [clôture de la seconde session ordinaire de 1979-1980] [26 juin 1980] (p. 3151, 3153) (n° **350).**

— **M. le président du Sénat** (p. 3151) : bilan positif de l'activité du Sénat au cours des six derniers mois ; session extraordinaire consacrée à l'examen du projet de loi d'orientation agricole et qualité du travail accompli par le Sénat ; projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales ; accroissement du travail parlementaire ; recours excessif du Gouvernement à la procédure d'urgence ; textes adoptés par le Sénat ; délégation du Sénat pour les communautés européennes ; année du patrimoie ; (p. 3152) : réception de hautes personnalités au Sénat ; relations entre le Parlement et la radio-télévision ; efforts de la presse écrite : journalistes accrédités ; avis demandé par le président à *M. Dominique Pado,* président de la délégation parlementaire pour la radio-télévision française sur les conditions dans lesquelles les sociétés nationales de programme rendent compte des travaux des assemblées parlementaires ; prochain renouvellement triennal du Sénat ; remerciements et vœux aux sénateurs, aux membres du Gouvernement et au personnel du Sénat.

— **M. Raymond Barre, Premier ministre** (p. 3152) : qualité du travail accompli par le Sénat : projet de loi d'orientation agricole et projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales ; autres textes importants adoptés pendant la session ordinaire ; place faite aux propositions de lois ; (p. 3153) : recours du Gouvernement à la procédure d'urgence ; problème de l'organisation générale des travaux parlementaires ; travaux de la prochaine session : projet de loi « Sécurité et liberté » ; relations entre le Sénat et les sociétés de programmes de télévision ; rôle de la délégation parlementaire ; prochain renouvellement triennal du Sénat ; remerciements et vœux aux sénateurs, au personnel du Sénat et aux journalistes accrédités.

6. — **De M. Geoffroy de Montalembert, président d'âge** [2 octobre 1980] (p. 3736, 3737) : procède à l'installation du bureau d'âge et déclare ouverte la première session ordinaire du Sénat de 1980-1981 ; rappelle les décès de M. Michel Labèguerie, sénateur des Pyrénées-Atlantiques, de MM. Emile Vanrullen, ancien questeur du Conseil de la République, Adolphe Dutoit, Jacques Piot, Claudius Delorme et Raymond Brosseau, anciens sénateurs ; exprime, à titre personnel, sa sympathie à MM. les présidents Léon Eeckhoutte et Léon Jozeau-Marigné, éprouvés dans leur affection familiale ; communique la liste des sénateurs proclamés élus à la suite des opérations électorales du 28 septembre 1980 ; informe du remplacement de M. Michel Labèguerie, décédé, par M. Jacques Moutet ; rend hommage à ses anciens collègues et se félicite de la réélection de nombre de sénateurs renouvelables ; souhaite une très cordiale bienve-

nue aux nouveaux élus ; rôle croissant et considérable du Sénat ; cite les propos de Caton l'Ancien, rapportés par Cicéron, à propos du Sénat de la République romaine ; qualité des débats du Sénat ; débat budgétaire, projet de loi sur la responsabilité des collectivités locales et loi d'orientation agricole ; souligne le travail des services qui ont organisé la publication et la diffusion des résultats des élections sénatoriales ; (p. 3737) : caractère troublé de l'avenir et nécessité de ne pas avoir une mentalité d'assistés ; importance de l'histoire dans l'enseignement des jeunes ; faire face au destin et résoudre les grands problèmes de notre temps ; rappelle les propos d'Ernest Renan sur « les vrais hommes de progrès » et ceux d'Edouard Herriot sur « le succès sans cesse recréé par l'effort. »

7. — **Hommage aux victimes d'attentats** (attentat devant la synagogue de la rue Copernic) [7 octobre 1980] (p. 3757, 3758) : MM. Alain Poher, président du Sénat ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement).

8. — **De M. Alain Poher, président du Sénat** (ouverture de la première session ordinaire de 1980-1981 [8 octobre 1980] (p. 3789, 3790) : renouvellement triennal du Sénat, mise en place des commissions et des groupes politiques ; hommage aux sénateurs qui n'ont pas sollicité le renouvellement de leur mandat ou qui n'ont pas été réélus, et notamment MM. Jacques Boyer-Andrivet, Marcel Champeix, Paul Ribeyre, Jean de Bagneux et Auguste Billiémaz ; remerciements au doyen, M. Geoffroy de Montalembert ; situation internationale ; guerre du pétrole et crise économique mondiale ; pays de l'Est ; inquiétude sur l'évolution de la société ; (p. 3790) : aggravation de la violence ; attentat contre la synagogue de la rue Copernic ; restauration des valeurs morales et prise de conscience individuelle ; session d'automne du Parlement et nécessité de remédier aux imperfections de certaines procédures du travail parlementaire.

9. — **Hommage à M. André Méric,** vice-président du Sénat jusqu'au 2 octobre 1980 [10 octobre 1980] (p. 3856) : M. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance.

10. — **Adresse de sympathie au peuple italien** éprouvé par le tremblement de terre des provinces du Sud [26 novembre 1980] (p. 5316) : M. Alain Poher, président du Sénat.

11. — **Décès de M. Sa Carneiro, Premier ministre du Portugal** [4 décembre 1980] (p. 5786). — MM. Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance ; Robert Pontillon au nom du groupe d'amitié parlementaire France-Portugal ; Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

12. — **Président du Sénat à Dakar** (indisposition sans gravité) [8 décembre 1980] (p. 6027). — M. Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance.

13. — **De M. Alain Poher, président du Sénat** [clôture de la première session ordinaire de 1980-1981] (19 décembre 1980) (p. 6487, 6488) (n° **202**) :

— *M. le président du Sénat* (p. 6487) : importance du travail législatif accompli par le Sénat au cours de l'année 1980 : sessions ordinaires et sessions extraordinaires ; participation du Sénat à l'année du patrimoine ; conditions de travail du Parlement : augmentation de la durée des séances publiques ; enrichissement de la législation ; moindre recours du Gouvernement à des procédures constitutionnelles contraignantes ; modification de la composition du Sénat ; création des assistants ; technicité de certains débats ; (p. 6488) : danger de l'absentéisme parlementaire ; rôles respectifs du débat en commission et de la séance publique ; proposition du président Chauvin tendant à la modification du règlement du Sénat ; intérêt porté par la presse écrite et audio-visuelle aux travaux de la Haute Assemblée et capacités d'adaptation du Sénat aux techniques nouvelles ; remerciements à tous et vœux traditionnels de fin d'année ;

— *M. Raymond Barre, Premier ministre* (p. 6488) : renouvellement triennal du Sénat et travail législatif accompli au cours de cette session ; (p. 6489) : importance de la contribution du Sénat aux textes législatifs examinés : projet « Sécurité et liberté », textes sociaux, dotation globale de fonctionnement, lois de finances rectificatives ; recours du Gouvernement à la procédure d'urgence ; organisation des travaux du Sénat et ouverture du Gouvernement à toutes les propositions éventuelles relatives à la modification du travail parlementaire ; remerciements à tous et vœux traditionnels de fin d'année ;

— *en réponse au Gouvernement, M. Anicet Le Pors* (p. 6489, 6490).

ALSACE ET LORRAINE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Education.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **398.**

AMBASSADES (Bâtiments.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

AMBULANCES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire.
QUESTIONS ORALES, n°s **2692, 2826, 68, 70.**

(Aménagement rural.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

AMEUBLEMENT (Industrie de l')

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

AMIANTE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Education, Universités.

AMNISTIE

1. — **Proposition de loi portant amnistie de certaines infractions commises en relation avec les manifestations du 23 mars 1979,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **384,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

AMNESTY INTERNATIONAL

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **330.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **7,** D. G. ; **30,** D. G.

« AMOCO CADIZ » (Pétrolier.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **335, 342, 380.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **5,** D. G.

ANCIENS COMBATTANTS

1. — **Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des bonifications et des majorations d'ancienneté prévues par le code des pensions civiles et militaires de retraite aux anciens combattants d'Afrique du Nord,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues [30 juin 1980] (n° **368,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. — **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962,** présentée par M. Fernand Lefort, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **227,** 1978-1979). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. — **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962,** présentée par M. Marcel Lucotte, sénateur, et plusieurs de ses collègues [25 novembre 1980] (n° **115**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Anciens combattants.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, D. G. ; **6**, Anciens combattants.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2638, 2647.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **363, 474.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **17**, D. G.

(Anciens combattants d'Afrique du Nord.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, deuxième partie, Anciens combattants ; **6**, Anciens combattants.
QUESTION ORALE, n° **2704.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **363.**

(Anciens combattants de pays maintenant étrangers.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Anciens combattants.

(Anciens combattants d'Indochine.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, C. M. P.

(Contingent de la Légion d'honneur.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie, Légion d'honneur et ordre de la Libération.

ANIMATION SPORTIVE (Services d'animation sportive S. A. S.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Jeunesse et sports.

ANIMAUX

1. — **Projet de loi modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture [2 octobre 1980] (n° **1937**). — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapport de M. Camille Petit [20 novembre 1980] (n° **2080**). — Discussion [10 décembre 1980]. — Adoption [10 décembre 1980] (n° **399**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [11 décembre 1980] (n° **158**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Animaux.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **463.**

ANTILLES

Voir DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
GUADELOUPE (LA)
LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie, Départements d'outre-mer.
MARTINIQUE (LA)

ANTISEMITISME

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **4.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **382, 437, 440.**

APPELLATIONS D'ORIGINE

Voir ALCOOLS, **1**, D. G.

APPORTS EN INDUSTRIE

Voir SOCIÉTÉS, **1**, D. G.

APPRENTISSAGE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commerce et artisanat. Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.
QUESTION ORALE, n° **2746.**

AQUACULTURE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer.

ARCHITECTES

Voir QUESTIONS ORALES, n° **38.**

(Architectes des bâtiments de France.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication ; Environnement et cadre de vie.

(Architectes en chef des monuments historiques.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication.
MUSÉES, **1**, D. G. ; deuxième lecture, D. G.

ARCHITECTURE

1. — **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 et reconnaître la profession de concepteur en bâtiment,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [18 juin 1980] (n° **318**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

(Architecture.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

(Délégations régionales de l'architecture.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

ARCHIVES

Voir MUSÉES, **1**, D. G. ; deuxième lecture, D. G.

ARGENTINE (REPUBLIQUE D')

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **30**, D. G.

« ARIANE » (Lanceur.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Industrie.

ARMEE

1. — **Proposition de loi portant statut général des cadres de réserve,** présentée par M. Serge Boucheny et plusieurs de ses collègues [25 février 1980] (n° **175**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

2. — **Proposition de loi tendant à assurer la protection de la deuxième carrière des militaires,** présentée par M. Francis Palmero, sénateur, et plusieurs de ses collègues [6 novembre 1980] (n° **87**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

(Armée.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Défense.
QUESTION ORALE, n° **71.**

(Armée de l'air.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.
QUESTION ORALE, n° **2631.**

(Armée : rémunérations.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.

ARMEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.

(Armement nucléaire et atomique.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — II. — Secrétariat général de la défense nationale ; Défense.
QUESTIONS ORALES, n° **2703, 2766.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **330, 383, 384, 408.**

ARMES (Ventes d')

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

ARTISANAT

Voir COMMERCE ET ARTISANAT.
LOI DE FINANCES, **6,** D.G. ; Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer ; Commerce et artisanat.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **317.**

ARTISANS

Voir ARTISANAT.
LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'art. 4 *bis*.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **467.**

(Conjoints d'artisans.)

Voir COMMERÇANTS ET ARTISANS (CONJOINTS).
LOI DE FINANCES, **6,** Commerce et artisanat.

ARTISTES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

ASILE (Droit d')

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **7,** D.G.

ASSAINISSEMENT

Voir LOI DE FINANCES. **6,** Intérieur.

ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

1. — **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes et à permettre lors de ce scrutin national à un tour la reconnaissance du bulletin blanc,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [15 décembre 1980] (n° **182,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Assemblée des communautés européennes.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

ASSEMBLEES TERRITORIALES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Territoires d'outre-mer.
NOUVELLE-CALÉDONIE, **2,** D.G. ; Nouvelle lecture.
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1,** D.G.

ASSISTANCE PUBLIQUE

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2690, 2747.**

ASSISTANTES MATERNELLES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** C.M.P.

(Congés pour événements familiaux.)

Voir SALARIÉS, **1,** Deuxième lecture, D.G.

ASSISTANTS (Enseignement)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Universités.

ASSOCIATION BERNARD GREGORY

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche.

ASSOCIATION DES « AMITIES AFRICAINES »

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE

Voir COLLECTIVITÉS, **3,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.

ASSOCIATION DES LIBERTES

Voir INSÉMINATION ARTIFICIELLE, **1,** D.G.

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION TOURISTIQUE (A.F.A.T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'ETUDE ET LA RECHERCHE DES NODULES (AFERNOD)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

ASSOCIATION « FRANCE INFORMATION LOISIRS » (F. I. L.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **416.**

ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (A. F. P. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

ASSOCIATION TECHNIQUE POUR L'ACTION CULTURELLE (A. T. A. C.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

ASSOCIATIONS

1. — **Proposition de loi tendant à modifier le titre IV de la loi du 1er juillet 1901,** présentée par M. Jean Mercier, sénateur [7 octobre 1980] (n° **3,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Associations.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : avant l'art. 4.
LOI DE RÈGLEMENT, 1, D. G.
QUESTIONS ORALES, nos **2647, 2804, 24.**

(Associations culturelles.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

(Associations d'anciens combattants.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

(Associations de consommateurs.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — III. — Economie ; Agriculture.

(Associations de jeunesse et d'éducation populaire.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

(Associations de pêche.)

Voir PÊCHE FLUVIALE, 1, D. G.

ASSOCIATIONS DEPARTEMENTALES POUR LA DIFFUSION DE LA MUSIQUE (A. D. D. M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

ASSOUAN (Barrage.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

ASSURANCE MALADIE MATERNITE

1. — **Proposition de loi portant suppression du ticket modérateur d'ordre public,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur et plusieurs de ses collègues [18 avril 1980] (n° **220,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Assurance maladie maternité.)

Voir FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1, 2,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.
QUESTION ORALE, n° **2665.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **162, 324.**

(Assurance maladie des exploitants agricoles, Amexa.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Prestations sociales agricoles.

ASSURANCES

1. — **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation,** au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. René Monory, ministre de l'économie [31 octobre 1978] (n° **55,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan [15 novembre 1978]. — Rapport de M. Jean Geoffroy [12 avril 1979] (n° **279,** 1978-1979). — Avis de M. Pierre Ceccaldi-Pavard [11 avril 1979] (n° **274,** 1978-1979). — Discussion [25 avril 1979] (p. 960, 979). — Adoption [25 avril 1979] (n° **76**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [27 avril 1979] (n° **1026**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Philippe Seguin [2 octobre 1980] (n° **1934**). — Discussion [2 octobre 1980]. — Adoption modifiée [2 octobre 1980] (n° **349**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [7 octobre 1980] (n° **8,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan [17 octobre 1980]. — Rapport de M. Jean Geoffroy [28 octobre 1980] (n° **61,** 1980-1981). — Avis de M. Pierre Ceccaldi-Pavard [23 octobre 1980] (n° **51,** 1980-1981). — Discussion [29 octobre 1980] (p. 4218, 4234). — Adoption modifiée [29 octobre 1980] (n° **16**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [30 octobre 1980] (n° **2017**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Philippe Séguin [13 novembre 1980] (n° **2059**). — Discussion [20 novembre 1980]. — Adoption [20 novembre 1980] (n° **364**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) [21 novembre 1980] (n° **109,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Philippe Séguin [4 décembre 1980] (n° **2140**). — Discussion [12 décembre 1980]. — Adoption [12 décembre 1980] (n° **397**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Jean Geoffroy [4 décembre 1980] (n° **142,** 1980-1981). — Discussion [17 décembre 1980] (p. 6392, 6393). — Adoption [17 décembre 1980] (n° **40**).

PROMULGATION : loi n° 81-5 du 7 janvier 1981 (*J. O.* Lois et décrets du 8 janvier 1981).

Discussion (première lecture).

Voir TABLE DES DÉBATS DE 1979.

Discussion (deuxième lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4218, 4234).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4218, 4219) : *MM. Jean Geoffroy, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; René Monory, ministre de l'économie.*

Assurance à capital variable : M. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 4218).

Assurance-accidents : M. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 4218).

Assurance-vie : M. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 4218).

Capitalisation : MM. Geoffroy (Jean) (p. 4218) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 4218).

Démarchage : MM. Geoffroy (Jean) (p. 4218) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 4218).

Protection des consommateurs : MM. Geoffroy (Jean) (p. 4218) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 4218) ; Monory (René) (p. 4218).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4219, 4234) : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis ; Jean Geoffroy, rapporteur ; René Monory, ministre de l'économie ; Robert Laucournet, François Collet, Albert Sirgue, Etienne Dailly, Paul Girod.*

Article 1er (p. 4219).

Adoptés : amendement n° 19 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis : extension de la clause de variabilité du capital garanti à toutes les assurances de personnes (p. 4219) ; amendement n° 1 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : titres ou parts non négociables et règlement exclusivement en espèces (p. 4219) ; amendement n° 20 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis : calcul du montant en francs des sommes versées par l'assureur à la suite du décès ou de l'accident (p. 4220) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4220).

Article 2 (p. 4220).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : assimilation à des tiers des membres de la famille du conducteur et de l'assuré (p. 4222).

Retiré : amendement n° 21 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis : accident et garantie pour toute personne transportée (p. 4221).

Devient sans objet : amendement n° 28 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis : couverture des membres de la famille du conducteur « autorisé » (p. 4222) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4222).

Après l'article 2 (p. 4222).

Retiré : amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis : assurance sur la vie et contre les accidents ; clause de subrogation (p. 4223).

Article 12. — Adopté (p. 4223).

Article 13 (p. 4223).

Adopté : amendement n° 23 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis : incident de paiement et application du système de droit commun de l'avance de la prime (p. 4225).

Retiré : amendement n° 4 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : date de réception de la lettre recommandée et point de départ du délai de résiliation et de réduction du contrat d'assurance ; critères de l'option entre la réduction des effets de l'assurance et la résiliation du contrat (p. 4224).

Rejeté : sous-amendement n° 29 de M. François Collet à l'amendement n° 23 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis, reprenant partiellement l'amendement n° 4 de M. Jean Geoffroy, rapporteur (p. 4225).

Devient sans objet : amendement n° 5 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : non paiement des primes et imputation des avances sur provision mathématique (p. 4225) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4225).

Article 14. — Adopté (p. 4225).

Article 15 (p. 4225).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 6 de M. Jean Geoffroy, rapporteur (p. 4225) ; amendement n° 7 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : expiration d'un délai de deux mois et paiement de plein droit des intérêts de retard (p. 4225) ;

— l'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 4225).

Article 15 *bis.* — Adopté (p. 4225).

Article 16 (p. 4225).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : paiement de deux primes annuelles et réduction ou rachat des contrats d'assurance sur la vie ; application au 1er janvier 1982 (p. 4226) ;

— l'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 4226).

Article 17 (p. 4226).

Adopté : amendement rédactionnel n° 9 de M. Jean Geoffroy, rapporteur (p. 4226) ;

— l'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 4226).

Article 18. — Adopté (p. 4226).

Article 20 (p. 4226).

Adoptés : amendement n° 24 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis : délai de trente jours et faculté de renonciation à compter de la signature (p. 4226) ; amendement n° 10 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : protection et information de l'assuré (p. 4228) ; sous-amendement n° 30 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis : note d'information sur les conditions d'exercice de la faculté de renonciation (p. 4228).

Devient sans objet : amendement n° 26 de M. Albert Sirgue : non-respect du délai de renonciation et pénalité de retard (p. 4228) ;

— l'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 4228).

Article 20 *bis* (p. 4228).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : protection particulière pour les contrats signés hors des bureaux des assureurs ou de leurs agents (p. 4231) ; sous-amendement n° 18 de M. Paul Girod : maintien de l'assurance jusqu'à restitution complète des sommes dues (p. 4230).

Retiré : amendement n° 27 de M. Albert Sirgue : suppression de cet article concernant les conditions particulières de renonciation pour les contrats conclus hors du bureau des assureurs ou de leurs agents (p. 4229) ;

— l'article 20 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 4231).

Article 21 (p. 4231).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : non-application à l'assurance populaire de la mise en demeure, de l'obligation d'envoyer une lettre recommandée et du délai de résiliation (p. 4231) ;

Amendement n° 13 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : non-paiement d'une prime ou d'une fraction de prime et options ouvertes à l'assuré (p. 4231) ;

— l'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 4231).

Article 23. — Adopté (p. 4231).

Article 25 B (p. 4231).

Adopté : amendement rédactionnel n° 14 de M. Jean Geoffroy, rapporteur (p. 4231) ;

— l'article 25 B, ainsi modifié, est adopté (p. 4231).

Article 27 *bis* **A** (p. 4232).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 15 de M. Jean Geoffroy, rapporteur (p. 4232) ; amendement n° 16 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : assujettissement au contrôle de l'Etat pour les entreprises exerçant une activité d'assistance (p. 4232) ;

— l'article 27 *bis* A, ainsi modifié, est adopté (p. 4232).

Article 27 *bis* **B.** — Adopté (p. 4233).

Article 27 *ter* (p. 4233).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jean Geoffroy, rapporteur : harmonisation de la rédaction de certains articles du code des assurances avec les dispositions de la co-assurance communautaire (p. 4233) ;

— l'article 27 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 4233).

Deuxième délibération.

(p. 4233, 4234).

Article 20 *bis* (p. 4233).

Adopté : amendement de M. Jean Geoffroy, rapporteur : défaut de remise de la note d'information contre récépissé (p. 4234) ;

— l'article 20 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 4234).

Adoption [29 octobre 1980] (p. 4234).

Discussion (commission mixte paritaire).

[17 décembre 1980] (p. 6392, 6393).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6392) : *MM. Jean Geoffroy, rapporteur pour le Sénat ; René Monory, ministre de l'économie.*

Protection des consommateurs : M. Monory (René) (p. 6392).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6392, 6393) : *M. Jean Geoffroy.*

Articles 1er et 13 (p. 6392).

Articles 15, 16, 20, 20 bis **et 21** (p. 6393).

Adoption [17 décembre 1980] (p. 6393).

(Assurances.)

Voir LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, première partie : art. 2 *quater*, après l'art. 8.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **162, 335.**

(Assurance accidents.)

Voir ASSURANCES, **1**, deuxième lecture, D. G.

(Assurance à capital variable.)

Voir ASSURANCES, **1**, deuxième lecture, D. G.

(Assurance construction.)

Voir QUESTION ORALE, n° **67.**

(Assurance veuvage.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie, Prestations sociales agricoles ; Santé et sécurité sociale.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

VEUVES, **1**, troisième lecture, D. G. ; C. M. P.

(Assurance vie.)

Voir ASSURANCES, **1**, deuxième lecture, D. G.
QUESTION ORALE, n° **57**.

ASSURANCE VIEILLESSE

1. — **Proposition de loi visant à étendre aux ascendants le bénéfice des dispositions en vigueur pour les veuves permettant le cumul de la pension de guerre avec les allocations vieillesse,** présentée par M. Kléber Malécot, sénateur, et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° **68**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. — **Proposition de loi tendant à étendre aux ascendants le bénéfice des dispositions en vigueur pour les veuves permettant le cumul de la pension de guerre avec les allocations vieillesse,** présentée par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues [5 novembre 1980] (n° **86**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Assurance vieillesse.)

Voir FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1**, **2**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie, Départements d'outre-mer ; Santé et sécurité sociale.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162**.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **21**, D. G. ; **26**, D. G. ; **35**, D. G.
VEUVES, **1**, D. G.

ASSURANCE VOLONTAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Santé et sécurité sociale ; Commerce et artisanat.

ASTREINTES

1. — **Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [28 avril 1977] (n° **273**, 1976-1977). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Edgar Tailhades [12 mai 1977] (n° **299**, 1976-1977). — Discussion [26 mai 1977] (p. 1017, 1021). — Adoption modifiée [26 mai 1977] (n° **124**, 1976-1977).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [27 mai 1977] (n° **2936**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Gerbet [17 novembre 1977] (n° **3219**). — Discussion [22 novembre 1977]. — Adoption [22 novembre 1977] (n° **772**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [8 décembre 1977] (n° **131**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Edgar Tailhades [14 décembre 1977] (n° **167**). — Discussion [20 décembre 1977] (p. 4330, 4333).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative** ». — Adoption modifiée [20 décembre 1977] (n° **75**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [20 décembre 1977] (n° **3429**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Gerbet [21 décembre 1977] (n° **3437**). — Discussion [21 décembre 1977]. — Adoption [21 décembre 1977] (n° **861**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) [21 décembre 1977] (n° **238**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Edgar Tailhades [rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 21 décembre 1977. — 3 avril 1978] (n° **283**). — Discussion [9 mai 1978] (p. 711, 713). — Adoption modifiée [9 mai 1978] (n° **131**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) [11 mai 1978] (n° **166**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelle, de la législation, de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean Foyer [1er juin 1978] (n° **309**). — Discussion [23 mai 1980]. — Adoption [23 mai 1980] (n° **300**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (QUATRIÈME LECTURE) [27 mai 1980] (n° **266**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Edgar Tailhades [24 juin 1980] (n° **334**, 1979-1980). Discussion [29 juin 1980] (p. 3315, 3316). — Adoption [29 juin 1980] (n° **109**).

PROMULGATION : loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 17 juillet 1980).

Discussion (quatrième lecture).

[29 juin 1980] (p. 3315, 3316).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3315, 3316). — *MM. Jacques Tyraud, en remplacement de M. Edgar Tailhades, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Collectivités locales : M. Thyraud (Jacques) (p. 3315).

Comptabilité publique : MM. Thyraud (Jacques) (p. 3315) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3315).

Jugement (Exécution des) : MM. Thyraud (Jacques) (p. 3315) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3315).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE 1er A (p. 3316) : *MM. Jacques Eberhard, Jacques Thyraud, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.*

Article 1er A (p. 3316).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Jacques Eberhard : possibilité pour les collectivités locales de solliciter en cas d'insuffisance de crédits une subvention exceptionnelle de l'Etat (p. 3316) ;

— l'article 1er A est adopté (p. 3316).

Adoption [29 juin 1980] (p. 3316).

ATELIERS MUSICAUX

Voir LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie, Culture et communication.

ATTENTATS

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **4**.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 382, 437, 438, 440, 441, 443**.

ATTENTATS AUX MŒURS

Voir FEMMES, **1**, D. G., deuxième lecture, D. G.

AUDIOVISUEL

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Radiodiffusion-télévision française ; Education.
QUESTIONS ORALES, n°s **2646, 85**.

AUTODEFENSE

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2**, D. G.

AUTODETERMINATION

Voir LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie, Départements d'outre-mer.
NOUVELLE-CALÉDONIE, **2**, D. G.

AUTOMOBILES (Industrie.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; première partie : avant l'article 4 ; Commerce extérieur ; Industrie.

QUESTIONS ORALES, n°s **2681, 2682, 2683, 2686 2700, 2830, 21.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **336, 350, 413, 439, 451, 473.**

RAPPORT D'INFORMATION, n° **14.**

SÉNATEURS, FAIT PERSONNEL, **3.**

AUTOROUTES

1. — **Proposition de loi tendant à instaurer la gratuité sur l'ensemble des infrastructures routières,** présentée par M. Bernard Hugo, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980. — 2 avril 1980] **(n° 193,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Autoroutes.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Environnement et cadre de vie.

QUESTIONS ORALES, n°s **2713, 47.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **252.**

(Péages d'autoroutes.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

AUXILIAIRES MEDICAUX

1. — **Proposition de loi relative à l'exercice de la profession de chiropracteur,** présentée par M. Jean Sauvage, sénateur, et plusieurs de ses collègues [20 décembre 1980] (n° **207,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Auxiliaires médicaux.)

Voir INFIRMIERS, **1,** D. G.

QUESTION ORALE, n° **2814.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **376.**

AUXILIAIRES DE JUSTICE

Voir MAGISTRATS, **1,** deuxième lecture, D. G.

AUXILIARIAT

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Postes et télécommunications ; services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

(Auxiliariat dans l'enseignement.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Education ; **6,** Education.

QUESTION ORALE, n° **2808.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

AVEUGLES DE GUERRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

AVIATION CIVILE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

QUESTIONS ORALES, n°s **2711, 51.**

AVIATION LEGERE ET SPORTIVE

Voir QUESTION ORALE, n° **2729.**

AVICULTURE

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

AVOCATS

1. — **Proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 251 de la loi du 31 décembre 1971 et de l'article 41, alinéa 4** *in fine* **de la loi du 29 juillet 1881 pour assurer les droits de la défense,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues [22 avril 1980] (n° **221,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport commun de M. Charles de Cuttoli [13 mai 1980] (n° **243,** 1979-1980) sur la présente proposition et sur la proposition (n° **349,** 1978-1979) de M. Henri Caillavet. — Discussion [12 juin 1980] (p. 2666, 2676. — Commune avec la discussion de la proposition de loi n° 349 de M. Henri Caillavet).

2. — **Proposition de loi tendant à compléter l'article 74 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971,** présentée par M. Charles de Cuttoli, sénateur [29 avril 1980] (n° **234,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — **Proposition de loi tendant à réviser l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971 et protéger la défense de l'avocat en cas de faute ou de manquement commis à l'audience,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [29 mai 1979] (n° **349,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'adminsitration générale. — Rapport commun de M. Charles de Cuttoli [13 mai 1980] (n° **243,** 1979-1980) sur la présente proposition et sur la proposition n° **221,** 1979-1980) de M. Claude Lederman. — Discussion [12 juin 1980] (p. 2666, 2676. — Commune avec la discussion de la proposition de loi n° 221 présentée par M. Charles Lederman). — Adoption [12 juin 1980] (n° **77**).

NOUVEL INTITULÉ *:* « **Proposition de loi relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [13 juin 1980] (n° **1805**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Discussion (première lecture).

[12 juin 1980] (p. 2666, 2676).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2666, 2672) : *MM. Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois ; Henri Caillavet, Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice ; Charles Lederman.*

Avocats : MM. Cuttoli (Charles de) (p. 2666, 2667, 2668, 2669) ; Caillavet (Henri) (p. 2669) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 2669, 2670) ; Lederman (Charles) (p. 2671).

Libertés publiques : MM. Lederman (Charles) (p. 2671, 2672) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 2672).

Ordre des avocats : MM. Cuttoli (Charles de) (p. 2668) ; Caillavet (Henri) (p. 2669) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 2670).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2672, 2676) : *MM. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat ; Charles de Cuttoli, rapporteur ; Henri Caillavet, Charles Lederman.*

Art. 1er (*Fautes professionnelles commises à l'audience par les avocats*) (p. 2672).

Adoptés : amendement de forme n° 1 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat (p. 2672). — Amendement n° 4 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : délai de saisine du conseil de l'ordre d'un barreau et application outre-mer (p. 2673) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2673).

Art. 2 (*Fautes professionnelles commises dans l'exercice des fonctions de postulation*). — Adopté (p. 2673).

Après l'article 2 (p. 2673).

Rejeté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : attribution des pouvoirs de police de l'audience au président du tribunal (p. 2674).

Article 3 (*Fautes commises par les avocats à l'audience des tribunaux militaires*). — Adopté (p. 2674).

Article 4 (*Fautes commises par les avocats devant la cour de sûreté de l'Etat*). — Adopté (p. 2674).

Article 5 (*Restrictions apportées au principe d'immunité de la défense*) (p. 2574).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : suppression de cet article concernant les actions en diffamation intentées contre les avocats par des tiers (p. 2676) ;

— l'article 5 est supprimé (p. 2676).

Après l'article 5 (p. 2676).

Adopté : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : coordination : applicabilité de la présente loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte (p. 2676) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2676).

Nouvel intitulé (p. 2676).

Adopté : amendement de forme de M. Charles de Cuttoli, rapporteur : « proposition de loi relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat » (p. 2676) ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 2676).

Explication de vote :

— *M. Charles Lederman* (p. 2676) : vote positif du groupe communiste ;

— *Intervention de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat* (p. 2676) : vote positif du groupe communiste et concertation avec le Sénat.

Adoption [12 juin 1980] (p. 2676).

(Avocats.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.
MAGISTRATS, **1,** deuxième lecture, D. G.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** C. M. P.

AVORTEMENT

1. — **Proposition de loi tendant à développer l'éducation sexuelle et la contraception et à améliorer la législation de l'interruption volontaire de grossesse,** présentée par Mme Rolande Perlican, sénateur, et plusieurs de ses collègues [11 mai 1979] (n° **335,** 1979-1980). — Reprise par son auteur le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Avortements.)

Voir INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **347.**

AVOIR FISCAL

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; première partie : art. 2.
QUESTION ORALE, n° **62.**

B

BACCALAUREAT

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Universités.

BACCARAT (Entreprise).

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1,** D. G.

BALEINES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

BANDES DE FREQUENCE PUBLIQUE (« CITIZEN BAND »)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion télévision française.

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **42,** D. G.

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (B. C. E. A. O.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **10,** D. G.

BANQUE DE FRANCE

Voir FAUX-MONNAYAGE, **1,** D. G.

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENTS (B. E. I.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D. G.

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR (B. F. C. E.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Comptes spéciaux du Trésor.

BANQUE HERVET

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

BANQUE MONDIALE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

BANQUES

Voir ENTREPRISES, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; deuxième partie, Economie et budget. — III. — Economie.
QUESTION ORALE, n° **2765.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

BARRAGES

Voir ASSOUAN (barrage).
ENERGIE, **1,** deuxième lecture, D. G.
PÊCHE FLUVIALE, **1,** D. G.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **12,** D. G.

BATELLERIE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

BATIMENT (Industrie du)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.
QUESTIONS ORALES, n°s **2800, 43.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

BAUX COMMERCIAUX

1. — **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Maurice Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat [26 novembre 1980] (n° **2104**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jacques Richomme [4 décembre 1980] (n° **2123**). — Discussion [11 décembre 1980]. — Adoption [11 décembre 1980] (n° **403**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [12 décembre 1980] (n° **176, 1980-1981**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [18 décembre 1980] (n° **195, 1980-1981**). — Discussion [19 décembre 1980] (p. 6473, 6475). — Adoption [19 décembre 1980] (n° **45**).

PROMULGATION : loi n° 80-1103 du 31 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 1er janvier 1981).

Discussion (première lecture).

[18 décembre 1980] (p. 6473, 6475).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6473, 6474). — *MM. Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Maurice Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat.*

Baux commerciaux : MM. Rudloff (Marcel) (p. 6473, 6474) ; Charretier (Maurice) (p. 6474).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6474, 6475) : *MM. Charles Lederman, Marcel Rudloff, rapporteur ; Maurice Charretier, ministre.*

Article unique (*Coefficient de plafonnement pour la fixation du loyer des baux commerciaux à renouveler*) (p. 6474). — *Rejeté :* amendement n° 2 de M. Charles Lederman ; fixation à 2,40 du coefficient de plafonnement des baux commerciaux (p. 6475 ; scrutin public n° 87 ; liste des votants p. 6543, 6544) ;

— l'article unique est adopté (p. 6475).

Adoption [19 décembre 1980] (p. 6475).

BAUX DE CARRIERE

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G. ; deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.

BAUX DE LOCAUX A USAGE D'HABITATION

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **19, 24.**

BAUX RURAUX

1. — **Proposition de loi tendant à adapter certaines dispositions juridiques et fiscales du métayage et du fermage viticoles,** présentée par M. Serge Mathieu, sénateur [26 juin 1980] (n° **348**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de loi tendant à favoriser la conversion des baux à métayage en baux à ferme,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues [2 décembre 1980] (n° **131**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Baux ruraux.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G. ; deuxième lecture, D. G.

BEAUX-ARTS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **460.**

BELGIQUE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **25**, D. G.

BENEFICE AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie : art. 3 A ; après l'art. 3 A.
REVENU AGRICOLE

BENIN (République populaire du).

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **35**, D. G.

BESANÇON (Université)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **413, 462.**

BETTERAVES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Industries agricoles et alimentaires.
SUCRE

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Universités.

BIBLIOTHEQUES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication ; Universités.
MUSÉES, **1**, D. G.
QUESTION ORALE, n° **80.**

BICAMERALISME

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1**, D. G.

BIENVENUE

Voir ALLOCUTIONS.

BIENVENUE FRANCE (Groupe d'intérêt économique.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **416.**

BILANS (Réévaluation des.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D. G.

BIOMASSE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 224.**

BLE

Voir QUESTION ORALE, n° **54.**

BOIS

Voir ENERGIE, **1**, D. G.
QUESTION ORALE, n° **72.**
REBOISEMENT

BOIS (Industrie du.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, Commerce extérieur.

« BOITE POSTALE 5000 »

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Economie et budget. — III. — Economie.

BOLIVIE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **420.**

BOMBE A NEUTRONS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.
QUESTION ORALE, n° **2766.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **330, 408.**

BOULIN (Hommage à Robert Boulin.)

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1,** D. G.

BOUILLEURS DE CRU

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : avant l'art. 4.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.

BOURSES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères ; Education ; Universités.
QUESTION ORALE, n° **23.**

BOVINS

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G. ; deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **1,** D. G. ; **6,** Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **444.**

BRASSAC (Bassin minier.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **336.**

BRETAGNE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **349, 360, 362, 392.**

BRESIL

Voir RAPPORT D'INFORMATION, n° **10.**

BREVETS D'INVENTION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche ; Industrie.

BRUIT

Voir ENVIRONNEMENT, **1.**
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Environnement et cadre de vie.
NUISANCES.

BUDGET (Ministère).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — II. — Section commune. — IV. — Budget.

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES (B. A. L. O.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Journaux officiels.

BUREAU DE DEVELOPPEMENT DES MIGRATIONS INTERESSANT LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (BUMIDON)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer.

BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES (B. R. G. M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche.
QUESTION ORALE, n° **2659.**

BUREAU D'INFORMATION ET DE PREVISIONS ECONOMIQUES (B. I. P. E.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — III. — Economie.

BUREAUX (Locaux à usage de).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire.

C

CADASTRE

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
COLLECTIVITÉS LOCALES, **3,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **2634.**

CADRES

Dépôt d'un **rapport du Gouvernement,** en application des dispositions de l'article 2 de la loi n° 78-5 du 2 janvier 1978 tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement [20 décembre 1980] (p. 6572).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **12.**

(Retraite des cadres.)

Voir TRAVAIL (DURÉE DU), **2,** D. G.

CAISSE D'AIDE A L'EQUIPEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES (C. A. E. C. L.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Comptes spéciaux du Trésor.

CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Dépôt du rapport de la commission de surveillance, de M. Robert Bisson, député [3 juin 1980] (p. 2240).

Voir QUESTION ORALE, n° **42.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

(Caisse des dépôts et consignations [Société immobilière de la] [S. C. I. C.].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

CAISSE DES EXPATRIES (Assurance volontaire.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.

CAISSE DES RAPATRIES (Melun.)

Voir FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1, 2,** deuxième lecture, D. G.

CAISSE FRANÇAISE DES MATIERES PREMIERES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Industrie.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **376.**

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **31.**

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Intérieur.

CAISSES D'EPARGNE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Economie et budget. — III. — Economie.

(Caisse nationale d'épargne)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Postes et télécommunications.

CALAMITES

1. — **Proposition de loi tendant à créer une caisse nationale de protection contre les dégâts causés par des calamités naturelles,** présentée par M. Jacques Eberhard, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **381**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

(Calamités.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Affaires étrangères.
QUESTIONS ORALES, n°s **2833**, **6**, **16.**
SÉISMES
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **5**, D. G.

(Calamités : cyclones.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Départements d'outre-mer ; **1**, D. G.

(Calamités : famines.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

CALAMITES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
COUR DES COMPTES.
LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Agriculture.
QUESTION ORALE, n° **2734.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**
RAPPORT D'INFORMATION, n° **11.**

CALIFORNIE (Législation relative à la mort naturelle.)

Voir LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1**, D. G.

CAMPAGNE ELECTORALE

Voir QUESTION ORALE, n° **2652.**

CAMPING ET CARAVANING

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Tourisme.
QUESTION ORALE, n° **2823.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331**, **416**, **471.**

CAMP MILITAIRE

Voir QUESTION ORALE, n° **71.**

CANADA

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, n° **14.**

CANADAIRS

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **5**, D. G.

CANAUX

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

CANCER

Voir QUESTION ORALE, n° **2731.**
QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° **332.**

CANNE A SUCRE

Voir LOI DE FINANCES, **6.** Départements d'outre-mer.

CANTINES SCOLAIRES

Voir QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° **320.**

CANTONS

Voir QUESTION ORALE, n° **73.**

CAPITALISATION

Voir ASSURANCES, **1.** deuxième lecture. D. G.

CAPITAL DECES

Voir QUESTION ORALE, n° **57.**

CAPRINS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

CAP-VERT (REPUBLIQUE DU)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **37**, D. G.

CARBURANTS

Voir QUESTION ORALE, n° **2775.**

(Carburant agricole.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie ; art. 8 ; Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

(Carburant automobile.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **336.**

(Carburants : détaxation.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; première partie : après l'article 7 ; seconde délibération.

(Carburols.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

CAR-FERRY

Voir QUESTION ORALE, n° **2757.**

CARTE DE COMBATTANT

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **363.**

« CARTE ORANGE » (Transports en commun.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'art. 7 ; Transports.

CARTE SCOLAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Education.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 367.**

CARTE UNIVERSITAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Universités.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 413.**

CARTES COMMUNALES (Urbanisme.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

CARTES D'IDENTITE

Voir CONTRÔLES D'IDENTITÉ
LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.

CASIER JUDICIAIRE (Informatisé.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

CASINOS

Voir JEUX ET PARIS, **1,** D. G.

CEINTURE DE SECURITE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **350.**

CENTRALES NUCLEAIRES

Voir ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères ; Industrie.
QUESTIONS ORALES, n°s **2768, 46.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **174, 224, 382.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **25,** D. G.

(Centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **174.**

(Centrale nucléaire de Plogoff.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **224.**

CENTRALES HYDRO-ELECTRIQUES

Voir ENERGIE, **1,** D. G. ; deuxième lecture ; C. M. P.
PÊCHE FLUVIALE, **1,** D. G.

CENTRALES THERMIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.
QUESTION ORALE, n° **2768.**

CENTRE BEAUBOURG

Voir CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

CENTRE D'ACQUISITION ET DE DIFFUSION DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (C. A. D. I. S. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Universités.

CENTRE D'AIDE POUR LE TRAVAIL (C. A. T.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

CENTRE DE PROTECTION CIVILE DE LACQ

Voir LOI DE FINANCES, **6,** C. M. P.

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE (CREDOC)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commissariat général du Plan ; **6,** Commissariat général du Plan.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

CENTRE DES HAUTES ETUDES SUR L'AFRIQUE ET L'ASIE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

CENTRE D'ETUDE DES REVENUS ET DES COUTS (C. E. R. C.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commissariat général du Plan.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.

CENTRE D'ETUDES, DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHES ET D'EXPERIMENTATION SUR LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS MARINES (C. E. D. R. E.)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380.**

CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES ATMOSPHERIQUES

Voir QUESTION ORALE, n° **2764.**

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (C. E. P. I. I.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commissariat général du Plan ; **6,** Commissariat général du Plan.

CENTRE D'ETUDES SUR L'EMPLOI

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

CENTRE D'EXPERIMENTATION DU PACIFIQUE (C. E. P.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Défense.

CENTRE D'INFORMATION AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.

CENTRE D'INFORMATION SUR LA REGULATION DES NAISSANCES (C. I. R. N.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2698.**

CENTRE FRANÇAIS DES MANIFESTATIONS ECONOMIQUES A L'ETRANGER

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commerce extérieur.

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (C. F. C. E.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commerce extérieur.

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU (CENTRE BEAUBOURG)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication.
QUESTION ORALE, n° **2633.**

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (C. N. R. S.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **1**, Recherche ; **6**, Recherche ; Universités ; Commissariat général du Plan.

CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET D'EXPERIMENTATION DU MACHINISME AGRICOLE (C. N. E. E. M. A.)

Voir QUESTION ORALE, n° **69.**

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES (C.N.E.S.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Industrie.

CENTRE NATIONAL D'EXPLOITATION DES OCEANS (C. N. E. X. O.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Recherche ; Industrie.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **380.**

CENTRE NATIONAL POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (C.N.A.S.E.A.)

Dépôt d'un **rapport du Gouvernement** sur l'activité du C.N.A. S.E.A. en application des prescriptions de l'article 59 de la loi de finances n° 65-997 du 29 novembre 1965 [7 octobre 1980] (p. 3761).

CENTRE TECHNIQUE DU GENIE RURAL DES EAUX ET FORETS (C.T.G.R.E.F.)

Voir QUESTION ORALE, n° **69.**

CENTRES DE CONSEIL CONJUGAL

Voir FAMILLE, **1**, D.G.

CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS (C.F.A.)

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1**, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, Education ; Commerce et artisanat.

CENTRES DE GESTION ET ASSOCIATIONS AGREES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D.G. ; première partie : art. **2** ; Commerce et artisanat.

CENTRES D'ENSEIGNEMENT DE SOINS ET DE RECHERCHE DENTAIRES

Voir CHIRURGIENS-DENTISTES, **1**, D.G.

CENTRES DE SURVEILLANCE DE LA NAVIGATION MARITIME

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **335.**

CENTRES DE VACANCES ET DE LOISIRS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

CENTRES INFORMATION ET DOCUMENTATION JEUNESSE (C.I.D.J.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

CENTRES INTERMINISTERIELS DE RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

CENTRES PEDAGOGIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Education.

CENTRES REGIONAUX ET OBSERVATION DE L'ACTIVITE TOURISTIQUE (C. R. O. A. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Tourisme.

CENTRES SOCIAUX

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **468.**

CEREALES

Voir AGRICULTURE, **1**, D.G. ; deuxième lecture, D.G.
LOI DE FINANCES, **6** ; deuxième partie : Agriculture.
QUESTIONS ORALES, n°s **2737, 30, 35, 54.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

(Produits de substitution des céréales.)

Voir QUESTION ORALE, n° **56.**

CHAMBRE D'ACCUSATION

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2**, D.G.

CHAMBRES D'AGRICULTURE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **12.**

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce extérieur.

CHAMBRES DES METIERS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce et artisanat.

CHAMPIGNONS

Voir QUESTION ORALE, n° **2643.**

CHANGE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **26,** D.G.

CHANSON FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **242, 344.**

CHANTAGE

Voir MUSÉES, **1,** deuxième lecture, D.G.

CHANTIERS NAVALS

Voir CONSTRUCTION NAVALE.

CHARBON

Voir ENERGIE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.
QUESTIONS ORALES, n°s **2794, 2795.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **174, 224, 331, 339, 459.**

(Gazéification du charbon.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **339.**

CHARBON (Industrie)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2653, 2659, 2752, 2768, 2772.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **339, 366, 375.**

CHARBONNAGES DE FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.
QUESTION ORALE, n° **2772.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **224, 339.**

CHARGES SOCIALES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D.G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **353.**

CHARTE CULTURELLE ALSACIENNE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

CHARTE DE L'ARTISANAT

Voir SOCIÉTÉS, **1,** D.G.

CHARTE DU TOURISME

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

CHARTE POUR LA QUALITE DE LA VIE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

CHARTE SUR LES ALCOOLS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** C.M.P.

CHASSE

1. — **Proposition de loi relative au remembrement des enclaves cynégétiques,** présentée par MM. Jacques Ménard et Roland du Luart, sénateurs [26 juin 1980] (n° **349,** 1979-1980). Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Chasse.)

Voir QUESTION ORALE, n° **13.**

CHATEAULIN (FINISTERE)

Voir QUESTION ORALE, n° **2789.**

CHAUFFAGE DOMESTIQUE

Voir ENERGIE, **1,** D.G. ; C.M.P.
LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

CHAUFFAGE SOLAIRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **224.**

CHEMINS DE FER ALGERIENS

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **17,** D.G.

CHEQUES POSTAUX

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Postes et télécommunications.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **328.**

CHEQUES VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

CHERCHEURS

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **1,** Recherche.
LOI DE FINANCES, **6,** Recherche ; Coopération.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 320.

CHEVAUX

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 463.

CHILI

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **3.**

CHIMIE (INDUSTRIE)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Industrie.

CHINE (REPUBLIQUE POPULAIRE DE)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **379.**
RAPPORT D'INFORMATION, n° **7.**

CHIRURGIENS-DENTISTES

1. — **Proposition de loi tendant à valider certaines décisions relatives à des nominations dans le corps des professeurs exerçant dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaires,** présentée par M. Léon Eeckhoutte, sénateur et plusieurs des ses collègues [28 novembre 1979] (n° **66,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Jean Sauvage [13 décembre 1979] (n° **115,** 1979-1980). — Discussion [23 juin 1980] (p. 3006, 3008). — Adoption [23 juin 1980] (n° **94).**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [24 juin 1980] (n° **1825**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Jean-Claude Gaudin [26 juin 1980] (n° **1861**). Discussion [27 juin 1980]. — Adoption [27 juin 1980] (n° **337**).

PROMULGATION : loi n° 80-528 du 12 juillet 1980 (*J. O.*, Lois et décrets, du 13 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[23 juin 1980] (p. 3006, 3008).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3006, 3007) : *M. Jean Sauvage, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités.*

Centres d'enseignement de soins et de recherche dentaires : M. Sauvage (Jean) (p. 3006) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 3007).

II. — DISCUSSION DE L'ART. UNIQUE (p. 3007, 3008) : *MM. Michel Miroudot, Jean Sauvage, rapporteur ; Mme Alice Saunier-Seïté, ministre.*

Article unique (*Nomination de professeurs dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaires*). — Adopté (p. 3007).

Après l'article unique (p. 3007).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot : possibilité de nouvelle candidature pour les candidats écartés en 1968 (p. 3008) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3008).

Explications de vote :

— *Mme Danielle Bidard* (p. 3008) : problèmes de carrière des enseignants-chercheurs d'odontologie ; irrégularités commises et anomalie de la validation par la voie parlementaire ; vote hostile du groupe communiste ;

— *M. Michel Miroudot* (p. 3008) : irrégularités commises, évoquées par Mme Danielle Bidard et déroulement normal des procédures pénales et disciplinaires en cours.

Adoption [23 juin 1980] (p. 3008).

(Chirurgiens-dentistes.)

Voir PROFESSIONS MÉDICALES, **1,** D.G.

CHOMAGE

1. — **Proposition de loi portant diverses mesures destinées à réduire le chômage par le rajustement des seuils sociaux,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur [4 novembre 1980] (n° **83,** 1980-1981). Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir EMPLOI, **3,** D.G.
FAMILLE, **1,** D.G.
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1,** D.G. ; C.M.P.
IMPÔTS, **2,** D.G.
IDUSTRIE TEXTILE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **1,** D.G. ; Intérieur.
LOI DE FINANCES, **6,** D.G. ; Départements d'outre-mer ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D.G.
PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **2,** D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2671, 2735, 2757, 2779, 2820, 2831, 2836, 2837, 52.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 317, 331, 359, 373, 391, 412, 425, 426, 434, 445.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **26,** D.G.

(Chômage des jeunes.)

Voir EMPLOI, **3,** D.G.

(Chômage [indemnisation du].)

Voir EMPLOI, **3,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** D.G. ; première partie : avant l'art. 2 ; Départements d'outre-mer ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE, n° **2820.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **426.**

(Chômage [indemnisation dans les départements d'outre-mer].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D.G.

(Chômage non indemnisé.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

(Chômage [protection sociale].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.

CHYPRE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
QUESTION ORALE, n°s **2702, 2770.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **330.**

CIMENTERIES

VOIR LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

CINEMA

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : avant l'art. 4 ; Culture et communication ; Radiodiffusion-télévision française ; Affaires étrangères.
QUESTION ORALE, n° **66.**

(Cinémathèques.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES

Voir QUESTION ORALE, n° **84.**

CIRCONSTANCES ATTENUANTES ET AGGRAVANTES

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D.G.

CIRCULATION DES PERSONNES

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **27**, D. G.

CIRCULATION ROUTIERE

1. — **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 18 du code de la route et à limiter les pouvoirs de la commission spéciale en matière de suspension des permis de conduire**, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [19 juin 1980] (n° **323**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Circulation routière.)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2686, 2700, 47.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **350.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **4**, D. G.

CIRQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication.

« CITIZEN BAND »

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **10, 74, 76.**

CITROEN (AUTOMOBILES)

Voir QUESTION ORALE, n° **2681.**

CLASSES VERTES

Voir QUESTION ORALE, n° **2749.**

CLAUSES DE RESERVE DE PROPRIETE

Voir FAILLITE, RÈGLEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION DE BIENS, **1**, deuxième lecture, D. G.

CLINIQUES PRIVEES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

CLUBS DE SANTE

Voir QUESTION ORALE, n° **2739.**

CLUBS ET FEDERATIONS SPORTIVES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

CODES (Feux de croisement en ville.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Transports ; **6**, Intérieur ; Transports.
QUESTIONS ORALES, n°s **2686, 2700.**

COGNAC

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, C. M. P.

COLLECTIONS PUBLIQUES

Voir MUSÉES

COLLECTIVITES LOCALES

1. — **Projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales**, présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [20 décembre 1978] (n° **187**, 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires culturelles et à la commission des affaires sociales [14 mars 1979] et à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [4 avril 1979]. — Rapport de M. Lionel de Tinguy [3 mai 1979] (n° **307**, 1978-1979). — Avis de M. Paul Séramy, au nom de la commission des affaires culturelles [9 mai 1979] (n° **318**, 1978-1979), de M. Joseph Raybaud, au nom de la commission des finances [10 mai 1979] (n° **333**, 1978-1979), de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales [15 mai 1979] (n° **337**, 1978-1979). — Discussion [pour 1979 voir table des débats 1979] ; [10 avril 1980] (p. 1144, 1191) ; [15 avril 1980] (p. 1230, 1262) ; [16 avril 1980] (p. 1270, 1300) ; [17 avril 1980] (p. 1318, 1374) ; [22 avril 1980] (p. 1417, 1445). — Adoption [22 avril 1980] (n° **52**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [7 mai 1980] (n° **1683**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République. — Pour avis à la commission des affaires culturelles [28 mai 1980], à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [19 juin 1980].

Discussion (première lecture) (*suite*).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE. — Voir table des débats 1979.

II. — DISCUSSION DES ARTICLES. — Avant l'article 80 voir table des débats 1979, sauf deux articles additionnels avant et après l'article 32 qui se trouvent dans la présente table (p. 1423).

SUITE DE LA DISCUSSION DES ARTICLES [10 avril 1980] (p. 1144, 1191) ; [15 avril 1980] (p. 1230, 1262) ; [16 avril 1980] (p. 1270, 1300) ; [17 avril 1980] (p. 1318, 1374) ; [22 avril 1980] (p. 1417, 1445) : *MM. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur ; Christian Beullac, ministre de l'éducation ; Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation ; Mme Hélène Luc, MM. Franck Sérusclat, Josy Moinet, Michel Darras, Lionel de Tinguy, rapporteur de la commission des lois ; Michel Giraud, Paul Séramy, rapporteur pour avis, Jean Béranger, Adrien Gouteyron, Etienne Dailly, Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Ooghe, Jacques Descours-Desacres, Mme Danielle Bidard, MM. Maurice Pic, Richard Pouille, Marc Bécam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (collectivités locales), Adolphe Chauvin, Philippe de Bourgoing, Paul Girod. — Charles Beaupetit, Louis Perrein, René Touzet, Jacques Mossion, Jacques Larché, Jean de Bagneux, Michel d'Aillières, Paul Kauss, Jacques Habert, Roland du Luart, Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie ; Robert Laucournet, Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques. — Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Camille Vallin, Daniel Millaud, Georges Berchet, Jean-Marie Girault, Jean Francou, Pierre Salvi, Paul Jargot, Jean Chérioux, rapporteur pour avis. — André Méric, Jacques Eberhard, Marcel Rudloff, Claude Moret, Jean Colin, Louis Jung, Guy Petit. — Louis Virapoullé, Marcel Champeix, Jacques Chaumont.*

Titre II. — Répartition et exercice des compétences (*suite*).

Avant l'intitulé du chapitre I^er^ (*Justice*) du titre II (*Répartition et exercice des compétences*) (p. 1329).

Rejeté : amendement n° II-149 (art. additionnel), de M. Josy Moinet : transfert de compétences et compensation intégrale des charges nouvelles (p. 1333).

Chapitre IV. — Education (p. 1144) : relations entre l'Etat, les départements et les communes (p. 1144) ; dotation globale de fonctionnement et péréquation (p. 1145, 1146) ; aménagement de la fiscalité directe ; statut des élus locaux (p. 1145) ; fonctionnaires communaux ; opérations intercommunales ; justice, police, aide sociale et santé ; compensations financières pour les transferts de compétences (p. 1146) ; les principes de l'éducation nationale ; la coopération entre l'Etat et les collectivités locales dans le domaine de l'éducation (p. 1147) ; carte scolaire ; rôle du conseil de l'éducation ; activités éducatives facultatives et complémentaires ; adaptation de la journée scolaire ; activités extra-scolaires ; transports scolaires ; bourses ; aide sociale (p. 1148) : fermetures de classes, créations de postes et grève des enseignants ; rôle du conseil de l'éducation (p. 1149) ; décentralisation et rôle de la région ; « pause démographique » et amélioration de la qualité de l'enseignement ; âge de la scola-

risation (p. 1150) ; départementalisation et égalité entre les départements ; notion de « surdoués » ; indemnité de logement des instituteurs ; privatisation du service public de l'enseignement (p. 1151) ; fermetures de classes et « grille Guichard » ; « vagabondage scolaire » ; enseignants ; nécessité d'un débat sur le système éducatif ; nombre de fonctionnaires de l'éducation (p. 1152) ; dépenses d'éducation ; conséquence financière des grèves (p. 1153) ; nécessité d'un débat sur les fermetures de classes ; informations sur la mise en place de la dotation globale de fonctionnement (p. 1154).

Avant l'article 80 (p. 1318).

Retiré : amendement n° II-225 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Jean Ooghe : remboursement par l'Etat aux communes des dépenses de logement des instituteurs (p. 1319).

Article 80 (*conseil départemental de l'éducation*) (p. 1155).

Adoptés : amendement n° 11-34 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : principe, composition et modalités de fonctionnement du conseil départemental de l'éducation (p. 1170) ; sous-amendement n° II-250 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : pouvoir d'affectation pour les postes de toutes les catégories d'enseignants (p. 1168) ; sous-amendement n° II-252 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : compétence pour les rythmes scolaires (p. 1168).

Rejetés : sous-amendement n° II-206 de Mme Hélène Luc, à l'amendement n° II-34 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : composition tripartite du conseil : participation des élus, des représentants du personnel et des usagers (p. 1166) ; sous-amendement n° II-278 de M. Michel Darras, à l'amendement n° II-34 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : éducation et consultation ou saisine de sa propre initiative du conseil de l'éducation (p. 1167) ; sous-amendement n° II-249 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis à l'amendement n° II-34 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : possibilité d'auto-saisine du conseil (p. 1167) ; sous-amendement n° II-170 de M. Franck Sérusclat à l'amendement n° II-34 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : substitution du conseil de l'éducation aux autres organismes sauf avis contraire du conseil général (p. 1168) ; sous-amendement n° II-246 de Mme Hélène Luc à l'amendement n° II-34 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : domaine de compétences du conseil et consultation du ou des conseils municipaux concernés (p. 1168) ; sous-amendement n° II-207 de Mme Hélène Luc à l'amendement n° II-34 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : statut des enseignants fonctionnaires et compétence des commissions paritaires (p. 1169).

Retirés : sous-amendement n° II-264 de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat : participation de l'inspecteur d'académie (p. 1159) ; amendement n° II-138 de M. Michel Giraud : création et modalités de fonctionnement de « l'office départemental de l'action éducative, sociale et culturelle pour la jeunesse » (p. 1157) ; amendement n° II-111 de M. Adrien Gouteyron : consultation obligatoire du conseil sur la carte scolaire (p. 1157) ; sous-amendement n° II-251 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis, à l'amendement n° II-34 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : répartition des charges entre les communes en matière de coopération scolaire (p. 1168) ; amendement n° 155 de M. René Billières, soutenu par M. Jean Béranger : principe, composition et modalités de fonctionnement du conseil départemental de l'éducation (p. 1169).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : sous-amendement n° II-209 de Mme Hélène Luc à l'amendement n° II-34 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : lien entre effectif maximal par classe et affectation annuelle du nombre d'instituteurs (p. 1169).

Deviennent sans objet : amendement n° II-126 de M. Franck Sérusclat : composition tripartite du conseil : participation des élus, des représentants des personnels et des usagers (p. 1170) ; amendement n° II-127 de M. Franck Sérusclat : consultation obligatoire du conseil de l'éducation sur toutes questions intéressant celui-ci (p. 1170) ;

— l'article 80, ainsi modifié, est adopté (p. 1170).

Après l'article 80 (p. 1170).

Rejeté : amendement n° II-230 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc : cartes scolaires et nécessité de l'accord du conseil municipal concerné (p. 1171).

Article 81 (*Bourses scolaires*) (p. 1171).

Adoptés : amendement n° II-35 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : transfert du financement des bourses aux départements (p. 1184) ; sous-amendement n° II-279 de M. Etienne Dailly : fixation par le conseil général du montant, des conditions d'attribution et du barème applicable (p. 1184).

Rejetés : amendements identiques n° II-97 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis, et n° II-156 de M. René Billières, soutenu par M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : suppression de cet article concernant le transfert de la compétence et l'attribution des bourses aux départements (p. 1177 ; scrutin public n° 112 ; liste des votants p. 1206) ; amendement n° II-220 de Mme Danielle Bidard : maintien à la charge de l'Etat du financement des bourses (p. 1184).

Retirés : sous-amendement n° II-265 de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° II-35 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : fixation par le conseil général du principe et des modalités d'octroi de cette aide et minimum fixé par la loi (p. 1183).

Réservé (jusqu'après l'art. 91) : amendement n° II-128 de M. Franck Sérusclat : crédits nécessaires au financement de l'aide minimum aux familles des élèves et détermination des modalités de versement étatique par décret en Conseil d'Etat (p. 1184) ;

— l'article 81, ainsi modifié, est adopté (p. 1184).

Article 82 (*mesures transitoires : bourses accordées avant la mise en œuvre de la loi*). — Adopté (p. 1184).

Article 83 (*Transports scolaires*) (p. 1184).

Adopté : amendement n° II-36 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : principe et modalités de prise en charge par le département des transports scolaires (p. 1191).

Rejeté : amendement n° II-129 de M. Franck Sérusclat : financement des transports scolaires à la charge des départements (p. 1191).

Retirés : sous-amendement n° II-219 de M. Pierre Louvot, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : plan départemental des transports et consultation des communes ou groupements et des établissements d'enseignement (p. 1186) ; amendement n° II-158 de M. Josy Moinet : départements et responsabilité en matière de transports scolaires ; avis du conseil de l'éducation (p. 1187) ; amendement n° II-253 de M. Kléber Malécot, soutenu par M. Adolphe Chauvin : transports scolaires et compétence départementale : coordination avec les dessertes des transports par fer et par terre (p. 1188) ; sous-amendement n° II-269 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Adolphe Chauvin, à l'amendement n° II-253 de M. Kléber Malécot : taux de couverture minimum des dépenses engagées (p. 1188) ; amendement n° II-99 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : départements et responsabilité en matière de transports scolaires ; avis du conseil de l'éducation (p. 1190) ; sous-amendement n° II-277 de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° II-36 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : prise en compte des dispositions relatives à la coordination des transports interurbains de voyageurs (p. 1191) ;

— l'article 83, ainsi modifié, est adopté (p. 1191).

Article 84 (*Frais de transport des élèves handicapés*). — Adopté (p. 1230).

Article 85 (*Organisation et prise en charge d'activités pédagogiques complémentaires*) (p. 1230). — Caractère obligatoire de l'enseignement de la musique et prise en charge par les communes ; enseignement du sport par les instituteurs ; échec du tiers-temps pédagogique (p. 1232).

Adoptés : amendement n° II-100 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis, soutenu par M. Lionel de Tinguy, rapporteur : principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes ; avis du conseil de l'éducation (p. 1233) ; sous-amendement n° II-263 du M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat : consultation des conseils d'établissements et d'écoles concernés (p. 1233) ; sous-amendement n° II-37 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : principe de non-substitution aux activités assurées par l'Etat et prise en charge par celui-ci en cas de généralisation (p. 1233).

Rejetés : amendement n° II-59 de M. René Billières, soutenu par M. Jean Béranger : suppression de cet article prévoyant l'organisation par les départements et les communes d'activités pédagogiques complémentaires (p. 1232) ; sous-amendement n° II-130 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Darras, à l'amendement n° II-100 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : principe et modalités d'application des activités pédagogiques complémentaires organisées par le département et les communes dans le cadre de la mission éducative et laïque nationale des établissements publics (p. 1233) ; sous-amendement n° II-224 de Mme Hélène Luc à l'amendement n° II-100 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : activités pédagogiques complémentaires et impossibilité de substitution aux activités de l'Etat (p. 1233).

Devient sans objet : sous-amendement n° II-183 de M. Paul Girod, soutenu par M. Charles Beaupetit, à l'amendement n° II-100 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : généralisation de ces activités et prise en charge par l'Etat (p. 1233) ;

— l'article 85, ainsi modifié, est adopté (p. 1233).

Après l'article 85 (p.1234).

Adopté : amendement n° II-38 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : pouvoir de fixation par la commune des heures d'entrée et de sortie des établissements d'enseignement (p. 1237).

Retiré : amendement n° II-160 (art. additionnel) de M. René Billières, soutenu par M. Jean Béranger : pouvoir communal d'organisation de la journée ou de la semaine scolaire (p. 1234).

Devient sans objet : amendement n° II-101 de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : pouvoir communal d'organisation de la journée ou de la semaine scolaire (p. 1237) ;

— un article additionnel 85 *bis* nouveau est inséré dans le projet de loi (p. 1237).

Adoptés : amendement n° II-102 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : principe et modalités d'application de l'utilisation des locaux en dehors des heures scolaires (p. 1239) ; sous-amendement n° II-39 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : pouvoir de veto du préfet (p. 1239).

Retirés : amendement n° II-267 (art. additionnel) de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat : ouverture du droit d'appel à l'autorité compétente aux associations des parents d'élèves (p. 1239) ; sous-amendement n° II-266 de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° II-102 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : absence de responsabilité du chef d'établissement ou du directeur d'école sauf faute personnelle (p. 1239).

Devient sans objet : amendement n° II-161 (art. additionnel) de M. Jean Béranger : principe et modalités d'application de l'utilisation des locaux en dehors des heures scolaires (p. 1239) ;

— un article additionnel 85 *ter* nouveau est inséré dans le projet de loi (p. 1239).

Adoptés : amendement n° II-105 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : coopération scolaire intercommunale et arbitrage du préfet en cas de conflit (p. 1429 ; précédemment réservé, p. 1243) ; sous-amendement n° II-42 (1° et 3°) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur (précédemment réservé p. 1243) : 1° coopération scolaire intercommunale et absence du type d'enseignement désiré ; 3° coopération et diminution des charges d'équipement ou de fonctionnement (p. 1429 ; scrutin public n° 114 sur l'alinéa 1° ; liste des votants, p. 1451).

Rejeté : sous-amendement n° II-42 (2°) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur, à l'amendement n° II-105 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : 2° prise en compte des dépenses de restaurant et de garderie (p. 1429).

Retirés : sous-amendement n° II-169 de M. René Tinant, soutenu par M. Jacques Mossion puis par M. Louis Virapoullé, à l'amendement n° II-105 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : coopération scolaire intercommunale, quel que soit le nombre d'élèves concernés (p. 1425, précédemment réservé, p. 1243) ; sous-amendement n° II-291 de M. Jacques Descours Desacres à l'amendement n° II-105 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : absence des établissements scolaires concernés ; coopération et réduction des dépenses de fonctionnement ou d'équipement (p. 1429) ; sous-amendement n° II-302 de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° II-105 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : conditions d'absence d'un type d'enseignement désiré par les familles (p. 1429) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1429).

Adopté : amendement n° II-276 (art. additionnel) de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat : construction des collèges et participation des communes concernées (p. 1432) ; sous-amendement n° 305 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : procédure de consultation des communes intéressées par les projets de construction (p. 1432).

Retiré : amendement n° II-65 (art. additionnel) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Jacques Chaumont : construction des collèges et répartition des dépenses entre les communes concernées ; désaccord et arbitrage du conseil général (p. 1430) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1432).

Adopté : amendement n° II-270 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : critères de répartition des dépenses (p. 1432) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1432).

Adoptés : amendements identiques n° II-43 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur, et n° II-106 (art additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : attribution de la charge des écoles maternelles et élémentaires aux communes (p. 1244) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1244).

Adopté : amendement n° II-44 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : conventions entre les communes et l'Etat ou les départements pour le transfert de la propriété ou des droits et obligations découlant du fonctionnement des lycées et collèges (p. 1249).

Retiré : amendement n° II-107 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : conventions entre les communes et l'Etat ou les départements et transfert de propriété des lycées et collèges (p. 1249) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1249).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° II-45 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : principes et modalités d'application d'élaboration d'un plan d'adaptation des structures universitaires (p. 1252).

Deviennent sans objet : cinq sous-amendements de Mme Danielle Bidart à l'amendement n° II-45 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : n° II-271 : avis conforme des conseils d'université intéressés ; n° II-272 : exercice des fonctions d'enseignants dans les centres d'enseignement supérieur et affectation à l'université de rattachement du centre ; n° II-273 : suppression des dispositions de cet article concernant la prise en charge par les collectivités locales du surplus des dépenses universitaires ; n° II-274 : remboursement des frais de transport pour se rendre à l'université de rattachement ; n° II-275 : lien entre création des centres de l'enseignement supérieur et mise en place des services des œuvres universitaires (p. 1252).

Rejeté : amendement n° II-286 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : détermination par une loi ultérieure des conditions d'adaptation des structures universitaires (p. 1256).

Adoptés : amendement n° II-40 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : principe et méthodes d'évaluation du concours particulier attribué proportionnellement au nombre des instituteurs attachés à la commune (p. 1300 ; scrutin public n° 113, liste des votants p. 1314, 1315) ; sous-amendement n° II-290 de M. Christian Bonnet, ministre : création d'une dotation spéciale attribuée aux communes proportionnellement au nombre d'instituteurs rattachés à cette commune (p. 1299).

Retirés : amendement n° II-103 (art. additionnel) de M. Paul Séramy, rapporteur pour avis : suppression de la dépense obligatoire communale concernant le logement des instituteurs ; versement à la commune d'une indemnité forfaitaire en cas de mise à disposition d'un logement (p. 1288) ; amendement n° II-254 (art. additionnel) de MM. Roland Ruet et Eugène Bonnet, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression de la dépense obligatoire communale concernant le logement des instituteurs ; versement à la commune d'une indemnité forfaitaire en cas de mise à disposition d'un logement (p. 1288) ; amendement n° II-285 (art. additionnel) de M. Christian Bonnet, ministre : principe et modalités d'application de la dotation particulière destinée aux dépenses de logement des instituteurs et versée aux communes (p. 1290) ; amendement n° II-41 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : prise en charge par l'Etat des indemnités représentatives du logement des maîtres et mise à la charge de la commune de l'entretien de la location des écoles maternelles et élémentaires (p. 1292) ; amendement n° II-168 (art. additionnel) de M. Pierre Salvi : augmentation temporaire de la dotation globale de fonctionnement et remboursement complet de l'indemnité de logement (p. 1292) ; amendement n° II-261 de M. Jean Francou : prise en charge par l'Etat du logement des personnels enseignants (p. 1294) ; sous-amendement n° II-280 de M. Daniel Millaud à l'amendement n° II-40 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : application dans les territoires d'outre-mer (p. 1294).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° II-131 (art. additionnel) de M. Franck Sérusclat : non-inscription de l'indemnité de logement des enseignants au budget des collectivités locales sauf compensation financière de l'Etat (p. 1294) ; sous-amendement n° II-294 de M. Georges Berchet à l'amendement n° II-40 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : distinction entre la somme affectée à l'indemnité de logement et la dotation globale de fonctionnement (p. 1294) ;

sous-amendement n° II-289 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Michel Darras : distinction entre la somme affectée à l'indemnité de logement et la dotation globale de fonctionnement (p. 1294).

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1300).

Art. 86 (*Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'éducation, de la présente loi*) (p. 1256).

Adopté : amendement n° II-46 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : entrée en vigueur à la rentrée de 1981 (p. 1256).

Retiré : amendement n° II-268 de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat : application de la présente loi à partir du 1er janvier 1981 (p. 1256).

— l'article 86, ainsi modifié, est adopté (p. 1256).

Après l'article 86 (p. 1257).

Retiré : amendement n° II-115 (art. additionnel) de M. Roland du Luart : participation financière des collectivités aux dépenses du collège et représentation au conseil d'établissement (p. 1257).

Chapitre V. — Urbanisme (p. 1257).

Article 87 (*Décentralisation du permis de construire*) (p. 1257). — Conditions de décentralisation du permis de construire ; élaboration de la carte communale et des plans d'occupation des sols (p. 1258).

Adopté : amendement n° II-275 de M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques : suppression de cet article concernant l'urbanisme (p. 1263) ;

— l'article 87 est supprimé (p. 1262).

Chapitre VI. — Compensation financière des transferts de compétences (p. 1270).

Avant l'article 88 (p. 1319).

Adoptés : amendement n° II-94 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : revision des barèmes d'aide sociale (p. 1325) ; sous-amendement n° II-53 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur, à l'amendement n° II-94 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : mise en application des articles relatifs à l'aide sociale et à la santé subordonnée à la revision du barème (p. 1322) ; sous-amendement n° II-283 de M. Christian Bonnet, ministre : prise en charge partielle par l'Etat de l'actualisation des barèmes d'aide sociale (p. 1325).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° II-258 (art. additionnel) de M. Jean Ooghe : prise en charge par l'Etat de la totalité des dépenses d'aide sociale (p. 1322) ; sous-amendement de M. Jean Ooghe à l'amendement n° II-94 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : versement des transferts de charges par le budget de l'Etat dès la promulgation de la loi (p. 1325) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi avant l'article 88 (p. 1325).

Irrecevable (compte tenu du vote intervenu sur les articles 51 et 88) : amendement n° II-238 (art. additionnel) de M. Jean Ooghe : prise en compte en totalité par l'Etat des dépenses de justice sans compensation (p. 1328).

Article 88 (*Principe de la compensation financière*) (p. 1270). — Charges nouvelles en accroissement et ressources nouvelles pour les collectivités locales (p. 1270) ; collectivités locales et maintien de la tutelle de l'Etat, notamment en matière financière (p. 1271) ; décentralisation et pouvoirs réglementaires de l'Etat ; le respect de l'article 72 de la Constitution ; conseil supérieur des collectivités locales ; grandes sociétés et distribution des fonds publics ; ampleur du désengagement financier de l'Etat depuis vingt ans ; échec de la réforme de la fiscalité locale ; pause fiscale prévue pour l'année 1981 ; égalité des montants de la dotation globale de fonctionnement de la taxe locale ou du V. R. T. S. ; lenteur du remboursement de la T. V. A. et restitution d'un impôt indûment payé par les collectivités locales ; réduction des subventions d'équipement et transfert aux collectivités locales de la réalisation des équipements lourds ; rôle de la région et absence d'un grand dessein décentralisateur ; transferts de compétences et départements ; le rôle des préfets ; crainte d'un glissement des charges du département vers les communes (p. 1272) ; lourdeur des dépenses d'aide sociale ; remboursement de l'indemnité de logement versée aux instituteurs ; nécessité de la redistribution des ressources publiques entre les collectivités ; duperie du mécanisme de compensation financière ; projets communistes sur la décentralisation et l'autogestion ; caractère évolutif de la compensation financière des transferts de compétences ; établissement d'un bilan du coût des charges transférées ; transferts de charges à l'Etat sans compensation financière ; évolution parallèle de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) et de la dotation de compensation ; calcul de la compensation sur des bases actualisées ; correction des barèmes de 1955 ; la prise en compte du potentiel fiscal du département et du montant des dépenses d'aide sociale par habitant (p. 1273) ; compensations en matière de transports scolaires ; non-compensation de l'actualisation des barèmes ; état et prise en charge des dépenses de police et de justice ; qualité du schéma financier du projet de loi ; évolution de la D.G.F. ; ressources nouvelles apportées aux collectivités locales ; diversité des situations en ce qui concerne le logement des instituteurs ; l'existence de régimes particuliers (p. 1274) ; état et financement de la charge du logement des instituteurs et de l'indemnité représentative de logement ; création d'une dotation particulière au sein de la D.G.F. ; principe de la prise en charge par l'Etat de l'indemnité de logement des instituteurs ; la création d'une dotation particulière (p. 1275).

Adoptés : amendement n° II-282 de M. Christian Bonnet, ministre : exclusion du système de compensations des dépenses d'équipement de la justice et des dépenses de police ; évolution, composition et caractère départemental de la compensation (p. 1286) ; sous-amendement n° II-185 de M. Paul Girod : évaluation des transferts et arbitrage de la Cour des comptes (p. 1284).

Retirés : amendement n° II-109 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : principe et modalités d'application du système de compensations financières ; indexation (p. 1280) ; sous-amendement n° II-54 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur, à l'amendement n° II-282 de M. Christian Bonnet, ministre : exclusion de la compensation des dépenses de fonctionnement de la justice ; principe de l'évolution parallèle des ressources fiscales transférées et des attributions de compensations (p. 1284) ; sous-amendement n° II-134 de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Louis Perrein, à l'amendement n° II-282 de M. Christian Bonnet, ministre : formes et évaluation des compensations financières ; rôle du comité des finances locales (p. 1284) ; sous-amendement n° II-292 de M. Louis Perrein à l'amendement n° II-282 de M. Christian Bonnet, ministre : évaluation des compensations financières et rôle du comité des finances locales (p. 1285).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° II-260 de M. Jean Ooghe : revalorisation des subventions d'investissement et remise à niveau des ressources communales et départementales (p. 1283).

Devient sans objet : amendement n° II-184 de M. Paul Girod : établissement contradictoire du décompte entre les collectivités locales et l'Etat et arbitrage de la Cour des comptes (p. 1286) ;

— l'article 88, ainsi modifié, est adopté (p. 1286).

Après l'article 88 (p. 1325).

Adopté : amendement n° II-284 (art. additionnel) de M. Christian Bonnet, ministre : remboursement intégral des sommes restant dues par l'Etat aux départements au titre de l'aide sociale dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat (p. 1328).

Rejeté : sous-amendement n° II-288 de M. Franck Sérusclat, à l'amendement n° II-284 (art. additionnel) de M. Christian Bonnet, ministre : délai maximum de deux ans pour ces remboursements (p. 1328).

Rejeté : amendement n° II-95 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : remboursement par l'Etat des sommes restant dues aux départements au titre de l'aide sociale (p. 1326) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi ; après l'art. 88 (p. 1328).

Adopté : amendement n° II-55 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : subvention de l'Etat aux dépenses de transports scolaires portées au taux maximum de 65 % pour tous les départements (p. 1336).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° II-222 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard : gratuité totale des transports scolaires pour les familles et prise en charge intégrale par l'Etat ; sous-amendement n° II-186 de M. Paul Girod à l'amendement n° II-55 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : réintégration dans le calcul des dépenses de transports scolaires des charges indirectes supportées par les collectivités locales (p. 1335) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi, après l'art. 88 (p. 1336).

Adopté : amendement n° II-57 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : rapport du Gouvernement au Parlement sur les résultats financiers de l'application du titre II (p. 1342).

Retirés : amendement n° II-56 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : répartition des charges entre les communes du département et prise en compte possible de l'avantage des communes dont la police est étatisée (p. 1337) ; sous-amendement n° II-300 de M. Michel Darras, à l'amendement n° II-57 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : dépôt d'un premier rapport au Parlement dans un délai de deux ans (p. 1340).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : sous-amendement n° II-297 de M. Jean Ooghe, à l'amendement n° II-57 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : suites données à ce rapport : augmentation si nécessaire de la dotation globale de fonctionnement (p. 1339) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi, après l'art. 88 (p. 1342).

Retiré : amendement n° II-110 (art. additionnel) de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : financement de la dotation de compensation par prélèvement sur le budget de l'Etat (p. 1342).

Adopté : amendement n° II-69 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : responsabilité des communes : responsabilité sans faute (p. 1344).

Rejeté : amendement n° II-212 (art. additionnel) de M. Jean Ooghe : suppression des art. L. 133-1 à L. 133-8 du code des communes instituant un régime de responsabilité collective (p. 1344) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1344).

Retiré : amendement n° II-141 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff : participation de l'Etat à la prise en charge des réparations des dégâts causés par des phénomènes naturels (p. 1345).

Adopté : amendement n° II-70 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : responsabilité des communes supprimée ou atténuée pour les risques et fautes des services qui ne relèvent pas d'elles (p. 1350).

Devient sans objet : sous-amendement n° II-298 de M. Marc Bécam, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° II-70 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : exception dans le cas de faute du maire (p. 1349).

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1350).

Adopté : amendement n° II-256 (art. additionnel) de M. Claude Mont : modification des seuils fixés par le code des communes pour l'interdiction faite aux maires de traiter avec la commune (p. 1351).

Devient sans objet : amendement n° II-299 (art. additionnel) de M. Marc Bécam, secrétaire d'Etat : modification des seuils fixés par le code des communes pour l'interdiction faite aux maires de traiter avec la commune (p. 1351) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1351).

Article 89 (*Transferts de compétence entre les départements et les communes*) (p. 1352).

Adopté : amendement n° II-59 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : précisions sur les conventions permettant l'exercice par les communes de compétences incombant normalement aux départements (p. 1352) ;

— l'article 89, ainsi modifié, est adopté (p. 1352).

Article 90 (*Nécessité, pour le conseil général, de fonder ses décisions sur des règles générales*). — Adopté (p. 1352).

Article 91 (*Recours de la commune contre une décision du conseil général lui portant préjudice*) (p. 1352).

Retirés : amendement n° II-165 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Josy Moinet : suppression de cet article relatif à la possibilité pour une commune d'exercer un recours gracieux auprès du conseil général par l'intermédiaire du préfet (p. 1356) ; amendement n° II-135 de M. Franck Sérusclat : possibilité de recours en cas de préjudice, direct ou indirect (p. 1357) ;

— l'article 91 est rejeté (p. 1358).

Intitulé du chapitre VII (*Relations entre les départements et les communes*) (p. 1358).

Adopté : amendement n° II-58 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : « Relations entre l'Etat, les départements et les communes » (p. 1358) ;

— l'intitulé du chapitre VII, ainsi modifié, est adopté (p. 1358).

Après l'article 91 (p. 1358).

Adopté : amendement n° II-60 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : « chapitre additionnel VIII (nouveau) ; dispositions communes » ;

— un intitulé ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi (p. 1358).

Adoptés : amendement n° II-61 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : codification dans la loi du 10 août 1871 des dispositions relatives à l'aide sociale et aux diverses formes d'aide aux familles (p. 1359) ; amendement n° II-62 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : modification de la loi du 10 août 1871, en application des décisions prises en matière de bourses (p. 1359) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1359).

Adoptés : amendement n° II-63 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : codification dans la loi du 10 août 1871 de dispositions relatives aux services administratifs du département (p. 1362 ; après rejet d'une exception d'irrecevabilité pour inconstitutionnalité à l'article 72 de la Constitution) ; sous-amendement n° II-301 de M. Marc Bécam, secrétaire d'Etat : précisions sur la portée de cet article : autorité du préfet et contrôle du conseil général sur les services administratifs pour la partie de leur activité exercée pour le compte du département (p. 1362) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1362).

Adoptés : amendements de coordination n° 64 (art. additionnel), n° 65 (art. additionnel), n° 66 (art. additionnel), n° 67 (art. additionnel) et n° 68 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur (p. 1362, 1363, 1364) ;

— cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1363, 1364).

Retiré : amendement n° II-128 (art. additionnel) de M. Franck Sérusclat : modalités de versement par l'Etat des sommes dues aux départements en matière de bourses (p. 1365).

Adopté : amendement n° II-18 (art. additionnel) de M. Léon Jozeau-Marigné, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : rôle du président du conseil général comme intermédiaire auprès du médiateur (p. 1366) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1366).

Amendements tendant à insérer divers articles additionnels, examinés avant le vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1366).

Adoptés : amendement n° II-303 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : interdiction de rémunération par les communes des agents de l'Etat en relation avec les services rendus (p. 1374) ; amendement n° II-304 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : principes et modalités d'application d'un système de plafonnement du concours des communes et majoration de la dotation globale d'équipement en fonction du montant du dépassement (p. 1422) ; sous-amendement n° II-306 de M. Michel d'Ornano, ministre : paiement de la T. V. A. sur les honoraires dus aur ingénieurs de la fonction publique (p. 1422).

Retiré : amendement n° II-204 (art. additionnel) de M. Michel d'Ornano, ministre : concours techniques de l'Etat aux collectivités locales (p. 1368 ; précédemment réservé le 13 juin 1979, p. 1624).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° II-259 (art. additionnel) de M. Michel Darras : incorporation dans le traitement des fonctionnaires des ponts et chaussées des honoraires alloués en application de la loi du 29 septembre 1948 (p. 1368) ;

— un article additionnel est inséré, dans le projet de loi, avant l'article 32 (p. 1423).

Adopté : amendement n° II-211 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : services rendus hors de l'exercice de leurs fonctions et paiement d'indemnités aux agents de l'Etat (p. 1423) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi après l'article 32 (p. 1423).

Adopté : amendement n° II-307 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur : codification (p. 1432) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi, à la fin des articles (p. 1432).

Explications de vote :

— *M. Lionel de Tinguy,* rapporteur (p. 1433) ; (p. 1267) : amendements sur ce texte ; clôture des débats et remise en ordre du texte avec la deuxième lecture ; indique de prime abord les imperfections du texte pour faciliter le travail de l'Assemblée nationale.

— *Intervention de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur* (p. 1433) : qualité et ampleur du travail du Sénat ; caractère exemplaire de la concertation menée avec les élus locaux ; longueur des travaux préparatoires et qualité de la réforme ; caractère concret des mesures adoptées : la dotation globale d'équipement, le statut des élus et la parité avec la fonction publique ; maintien du rôle de la commune et du département ; meilleure définition des responsabilités ; rôle éminent du président du Sénat, de la commission des lois et des commissions saisies pour avis.

— *M. Adolphe Chauvin* (p. 1434) : qualité du travail de la commission des lois et de son rapporteur ainsi que des commissions saisies pour avis ; respect des structures et institutions locales existantes ; rapports avec l'Etat ; démocratie locale ; mise en œuvre de la décentralisation ; allégement des contrôles administratifs et financiers ; statut des élus locaux et de la fonction publique locale ; répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales ; remboursement de la T. V. A. ; mesures en faveur de l'aide sociale ; compensations financières ; utilité de ce projet de loi ; vote quasi unanime du groupe de l'U. C. D. P.

— *M. Franck Sérusclat* (p. 1434) : projet de loi et contribution à l'installation d'une « monarchie élective de référence orléaniste » ; absence de ressources nouvelles et diminution des ressources existantes ; les exemples de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle ; (p. 1435) : menaces sur les services publics et effacement de ces structures essentielles à la République ; passage de la notion de solidarité à celle de prise en charge ; démocratie et collec.. ités locales ; décentralisation et rôle de la région ; insuffisance des moyens financiers locaux et réduction de la commune à la gestion d'un bilan économique ; indemnité de logement des instituteurs ; pouvoirs particuliers conférés aux départements et aux préfets ; abus du mot « liberté » ; changement de la mission de la commune ; insuffisance des moyens financiers communaux et rôle du trésorier-payeur général ; libéralisme économique et emprunts communaux ; tendance à la « désadministration » des citoyens ; inefficacité de la dotation globale d'équipement ; inégalité instaurée entre les élus locaux ; fonction publique communale ; (p. 1436) : générosité de l'exposé des motifs et des promesses et caractère de faux-semblant des textes.

— *M. Michel Giraud* (p. 1436) : vote favorable du groupe R. P. R. Système institutionnel français et excès de centralisation ; caractère inachevé de la réforme entreprise ; agences administratives et techniques intercommunales ; nécessité de réformer toutes les institutions locales, telles que les communautés urbaines ou la région. Problèmes financiers des collectivités locales ; épanouissement de la France ; projet de loi et contribution à l'existence de la démocratie locale.

— *M. Jean Ooghe* (p. 1437) : renforcement de l'étatisme et intégration des collectivités locales à la stratégie d'austérité du Gouvernement ; mise en place d'un contrôle financier global ; aggravation du statut des élus et de la fonction publique locale ; situation des secrétaires généraux de mairie ; opposition du Gouvernement à la caisse nationale de retraite des élus locaux ; autonomie communale et abandon du regroupement autoritaire ; échec de la « révolution » décentralisatrice ; choix du département comme seul lieu de transfert des compétences pour l'aide sociale, les bourses et les transports scolaires ; mécanisme de compensation financière et absence de ressources nouvelles ; adaptation des communes « aux nouvelles conditions économiques » ; maintien des charges de fonctionnement de la justice aux collectivités locales ; revision des barèmes départementaux d'aide sociale ; (p. 1438) : nécessité de modifier la répartition des ressources publiques entre l'Etat et les collectivités locales ; les résolutions votées par l'assemblée de l'association des maires de France ; création du fonds de compensation de T. V. A. sur les investissements communaux ; remboursement des indemnités de logement des instituteurs ; démocratisation de la vie locale ; proposition de la création d'un ministère des collectivités locales et d'un conseil supérieur ; vote défavorable du groupe communiste.

— *M. Paul Ribeyre* (p. 1438) : qualité du travail sénatorial et des commissions concernées ; contenu du projet et discussion sur l'ensemble des problèmes posés aux collectivités locales ; (p. 1439) : érosion monétaire et réalisation rapide des projets élaborés ; nécessité de poursuivre la réforme entreprise ; indemnité de logement des instituteurs ; vote favorable du groupe C. N. I. P.

— *M. Philippe de Bourgoing* (p. 1439) : projet de loi et ampleur des problèmes abordés ; rapport Guichard et questionnaire aux maires de France ; remboursement aux communes de la T. V. A. et création de la dotation globale de fonctionnement ; allègement de la tutelle préfectorale ; dotation globale d'équipement ; statut des élus ; coopération intercommunale ; répartition des compétences ; déconcentration ; les mécanismes de compensation financière ; indemnité de logement des instituteurs ; (p. 1440) : amorce d'une réforme plus profonde ; vote favorable du groupe U. R. E. I.

— *M. Paul Girod* (p. 1440) : projet de loi et décentralisation ; réduction des tutelles techniques et financières ; indexation de la compensation ; création d'une fiscalité directe syndicale ; amorce d'une réforme profonde ; vote favorable.

— *M. Josy Moinet* (p. 1440) : longueur et complexité des travaux du Sénat ; loi de 1884 et changement des structures économiques et politiques françaises ; droit imprescriptible des communes à l'autonomie ; insuffisance des moyens financiers et humains ; coopération intercommunale ; méfiance du projet vis-à-vis des départements ; nécessité de ressources nouvelles et d'une coopération intercommunale plus développée ; (p. 1441) : aménagement de la fiscalité locale ; dotation globale de fonctionnement et indexation sur le produit de la T. V. A. ; dotation globale d'équipement ; remboursement de la T. V. A. ; projet de loi et maintien de la tradition jacobine centralisatrice ; timidité des réformes entreprises ; vote défavorable des sénateurs radicaux de gauche.

— *M. Louis Perrein* (p. 1441) : insuffisance des projets et des engagements de l'Etat ; utilisation de l'article 40 de la Constitution et propositions socialistes ; indemnité de logement des instituteurs ; caractère confus des mesures en matière d'enseignement ; abandon de la mission nationale et laïque d'éducation ; situation de l'enseignement maternel et primaire ; (p. 1442) : transfert de responsabilités et transfert de ressources ; paiement de la T. V. A. sur les honoraires des fonctionnaires de la direction départementale de l'équipement ; effet pervers de cette réforme.

— *M. Jacques Carat* (p. 1442) : absence d'amélioration de la situation des élus locaux ; notion du maire à plein temps ; revalorisation de l'indemnité ; refus de la création d'une caisse autonome de retraite et maintien de l'Ircantec ; conseillers municipaux et refus des vacations ; hypocrisie de la notion de gratuité des fonctions de maire ; (p. 1443) : situation des conseillers généraux ; cumul excessif des mandats ; désintéressement des élus locaux.

— *M. Pierre Carous* (p. 1443) : votera le projet de loi ; intérêt d'une réforme du régime des collectivités locales ; concertation entre le Gouvernement et le Sénat ; absence de ressources nouvelles ; remboursement de la T. V. A. ; débats budgétaires et nécessité de définir les ressources des collectivités locales ; décentralisation et résistance des administrations centrales ; caractère d'ébauche de la réforme proposée.

— *M. Pierre Marcilhacy* (p. 1444) : ne votera pas le projet de loi ; absence de responsabilités et de ressources nouvelles ; transfert de responsabilités et jeux de l'inscription d'office ; maintien de l'assistance financière aux communes ; statut du maire ; navette parlementaire et amélioration du projet ; nécessité d'une réforme réelle de la fiscalité locale.

— *M. Jacques Descours-Desacres* (p. 1444) : votera le projet de loi ; concertation entre le Gouvernement et le Sénat ; qualité du travail des commissions ; hommage aux élus locaux.

Scrutin public (p. 1445 ; n° 115, liste des votants, p. 1452).

Adoption [22 avril 1980] (p. 1445).

2. — **Proposition de loi relative à l'accroissement des ressources des collectivités locales,** présentée par M. François Dubanchet, sénateur, et plusieurs de ses collègues [25 novembre 1978] (n° **96,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [20 juin 1979]. — Reprise par ses auteurs [22 avril 1980].

3. — **Projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [14 octobre 1980] (n° **32,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration

générale [30 octobre 1980]. — Rapport de M. Joseph Raybaud [6 novembre 1980] (n° **89**, 1980-1981). — Avis de M. Lionel de Tinguy [12 novembre 1980] (n° **92**, 1980-1981). — Urgence. — Discussion [19 novembre 1980] (p. 4912, 4960) ; [20 novembre 1980] (p. 4974, 4989). — Adoption [20 novembre 1980] (n° **24**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [21 novembre 1980] (n° **2095**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [25 novembre 1980]. — Rapport de M. Michel Aurillac [26 novembre 1980] (n° **2105**). — Discussion [2 décembre 1980]. — Adoption [2 décembre 1980] (n° **386**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [3 décembre 1980] (n° **139**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Michel Aurillac [17 décembre 1980] (n° **2166**). — Discussion [17 décembre 1980]. — Adoption [17 décembre 1980] (n° **412**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Joseph Raybaud [17 décembre 1980] (n° **190**, 1980-1981). — Discussion [17 décembre 1980] (p. 6395, 6398). — Adoption [17 décembre 1980] (n° **42**).

PROMULGATION : loi n° 80-1102 du 31 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 1er janvier 1981).

Discussion (première lecture).

[19 novembre 1980] (p. 4912, 4960) ; [20 novembre 1980] (p. 4974, 4989).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4912, 4933) : *MM. Joseph Raybaud, rapporteur de la commission des finances ; Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Michel Giraud, Louis Perrein, Franck Sérusclat, Robert Schwint, Jean-Marie Girault, Louis Virapoullé, Christian Poncelet, Jean Béranger, Paul Girod, René Regnault, Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.*

Question préalable : motion n° 27 de M. Camille Vallin tendant à opposer la question préalable (p. 4917). — *MM. Camille Vallin, Jean-Pierre Fourcade, Joseph Raybaud, rapporteur ; Christian Bonnet, ministre.* — Rejet (p. 4920 ; scrutin public n° 44 ; liste des votants, p. 4971).

Association des maires de France : M. Perrein (Louis) (p. 4933).

Cadastre : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 4925) ; Bonnet (Christian) (p. 4931).

« *Communes-dortoirs* » : M. Regnault (René) p. 4930).

Communes forestières : MM. Tinguy (Lionel de) (p. 4917) ; Sérusclat (Franck) (p. 4923).

Communes (moyennes ou grandes) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 4913).

Communes (petites) : MM. Tinguy (Lionel de) (p. 4916) ; Poncelet (Christian) (p. 4927) ; Bonnet (Christian) (p. 4932).

Communes touristiques : MM. Tinguy (Lionel de) (p. 4916, 4917) ; Poncelet (Christian) (p. 4927).

Départements d'outre-mer : MM. Tinguy (Lionel de) (p. 4917) ; Virapoullé (Louis) (p. 4926) ; Bonnet (Christian) (p. 4931).

Dotation globale de fonctionnement (D. G. F.) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 4912, 4913, 4914, 4915) ; Tinguy (Lionel de) (p. 4915, 4916, 4917) ; Giraud (Michel) (p. 4920, 4921) ; Perrein (Louis) (p. 4921, 4922, 4933) ; Sérusclat (Franck) (p. 4922, 4923, 4924) ; Schwint (Robert) (p. 4924) ; Girault (Jean-Marie) (p. 4924, 4925) ; Virapoullé (Louis) (p. 4926, 4927) ; Poncelet (Christian) (p. 4927) ; Béranger (Jean) (p. 4927, 4928, 4929) ; Girod (Paul) (p. 4929, 4930) ; Regnault (René) (p. 4930) ; Bonnet (Christian) (p. 4930, 4931, 4932).

Emprunts (communaux) : M. Regnault (René) (p. 4930).

Enseignants : M. Regnault (René) (p. 4930).

Fonds d'égalisation des charges (F. E. C.) (Collectivités locales) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 4914) ; Giraud (Michel) (p. 4920, 4921) ; Béranger (Jean) (p. 4928) ; Bonnet (Christian) (p. 4932).

Fonds spécial d'investissement routier (F. S. I. R.) : M. Perrein (Louis) (p. 4922).

Impôt sur le revenu (centime additionnel) : M. Béranger (Jean) (p. 4929).

Instituteurs (indemnité de logement) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 4914) ; Giraud (Michel) (p. 4921) ; Perrein (Louis) (p. 4922, 4933) ; Sérusclat (Franck) (p. 4923) ; Schwint (Robert) (p. 4924) ; Girault (Jean-Marie) (p. 4925) ; Poncelet (Christian) (p. 4927) ; Béranger (Jean) (p. 4929) ; Girod (Paul) (p. 4929, 4930) ; Regnault (René) (p. 4930) ; Bonnet (Christian) (p. 4932).

Mayotte : M. Tinguy (Lionel de) (p. 4917).

« *Potentiel fiscal* » (*Dotation globale de fonctionnement*) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 4913, 4915) ; Tinguy (Lionel de) (p. 4916) ; Giraud (Michel) (p. 4920) ; Perrein (Louis) (p. 4922) ; Sérusclat (Franck) (p. 4923) ; Béranger (Jean) (p. 4928) ; Girod (Paul) (p. 4929) ; Regnault (René) (p. 4930) ; Bonnet (Christian) (p. 4931).

Région Ile-de-France : M. Raybaud (Joseph) (p. 4914) ; Giraud (Michel) (p. 4920) ; Béranger (Jean) (p. 4928) ; Bonnet (Christian) (p. 4932).

Taxe professionnelle : MM. Sérusclat (Franck) (p. 4923) ; Regnault (René) (p. 4930).

Taxe sur la valeur ajoutée (T. V. A.) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 4913) ; Tinguy (Lionel de) (p. 4915) ; Béranger (Jean) (p. 4928) ; Bonnet (Christian) (p. 4931).

Versement représentatif de la taxe sur les salaires (V. R. T. S.) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 4913) ; Tinguy (Lionel de) (p. 4915) ; Sérusclat (Franck) (p. 4923) ; Virapoullé (Louis) (p. 4926, 4927) ; Regnault (René) (p. 4930).

« *Villes-centres* » : M. Schwint (Robert) (p. 4924).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [19 novembre 1980] (p. 4933, 4960) ; [20 novembre 1980] (p. 4974, 4989) : *MM. Paul Jargot, Joseph Raybaud, rapporteur ; Christian Bonnet, ministre ; Henri Duffaut, Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis ; Louis Perrein, Jacques Descours Desacres, Roger Boileau, Daniel Ceccaldi-Pavard, Pierre Vallon, Emile Didier, Jean-Marie Girault, Louis Longequeue, Paul Séramy, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Robert Schwint, Christian Poncelet, Paul Girod, Franck Sérusclat, Camille Vallin, Michel Giraud, Geoffroy de Montalembert, Jean-Pierre Fourcade, Pierre Salvi, François Collet, Jean Béranger. — Raymond Dumont, Marcel Henry, Louis Virapoullé, Marcel Gargar.*

Avant l'article 1er (p. 4933).

Rejeté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : accélération des versements de régularisation aux communes (p. 4934).

Article 1er (*Répartition de la régularisation*) (p. 4934).

Adopté : amendement n° 28 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : modalités de la régularisation : inscription anticipée dans les budgets primitifs (p. 4935) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4935).

Article 6 (*Création d'une dotation spéciale indemnité de logement des instituteurs*) (p. 4936).

Adopté : amendement n° 68 de M. Christian Bonnet, ministre : suppression de cet article relatif à la création d'une dotation spéciale indemnité de logement des instituteurs (p. 4949 ; précédemment réservé p. 4944).

Retiré : amendement n° 38 de MM. Louis Longequeue et Roger Quilliot : addition du montant total de la dotation spéciale au montant de la dotation globale de fonctionnement (p. 4939).

Deviennent sans objet : amendement n° 14 de MM. Pierre Vallon et Paul Séramy : subvention spéciale de fonctionnement affectée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs (p. 4949) ; amendement n° 39 de M. Louis Perrein : dotation spéciale attribuée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs (p. 4949) ; amendement n° 33 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Emile Didier : dotation spéciale attribuée aux départements pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs (p. 4949) ; amendement n° 31 de MM. Jean-Marie Girault et Christian Poncelet : dotation spéciale attribuée aux communes pour le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs (p. 4949) ; amendement n° 22 de M. Paul Jargot : dotation spéciale attribuée aux communes de la première année et égale à la totalité de l'indemnité de logement des instituteurs (p. 4949) ; amendement n° 40 de M. Louis Perrein : financement de la dotation spéciale par un réajustement du taux du prélèvement effectué sur le produit net prévisionnel de la T. V. A. destiné à la dotation globale de fonctionnement (p. 4949) ;

— l'article 6 est supprimé (p. 4949 ; précédemment réservé p. 4944).

Après l'article 6 (p. 4949).

Retiré : amendement n° 41 (art. additionnel) de M. Franck Sérusclat, soutenu par M. Louis Perrein : fixation par le conseil municipal de l'indemnité représentative de logement, dans les communes de 9 000 habitants et plus (p. 4949).

Article 7 (*Financement de la dotation spéciale en* 1981) (p. 4944).

Adopté : amendement n° 69 de M. Christian Bonnet : mesures transitoires pour 1981 : affectation du reliquat comptable éventuel de l'exercice 1980 à une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs (p. 4948 ; scrutin public n° 45 ; liste des votants p. 4972) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4948).

Article 2 (*Part de la dotation forfaitaire*) (p. 4949).

Adoptés : amendement de coordination n° 71 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (p. 4950) ; amendement n° 1 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : substitution à la « dotation de garantie minimale » de la « garantie de progression minimale » (p. 4950) ; amendement n° 2 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : fixation du rythme de réduction de la dotation forfaitaire pour cinq années seulement, au lieu de neuf (p. 4951).

Retirés : amendement n° 63 de MM. Michel Giraud et Adolphe Chauvin : fixation du rythme de réduction de la dotation forfaitaire pour cinq années seulement, au lieu de neuf (p. 4950) ; amendement n° 35 de M. Louis Perrein : rythme de réduction de la part des ressources affectées, au sein de la dotation globale de fonctionnement, à la dotation forfaitaire (p. 4950) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4951).

Article 3 (*Mode de calcul de la dotation forfaitaire*). — Adopté (p. 4951).

Article 4 (*Part de la dotation de péréquation*).

Adoptés : amendement de coordination n° 72 de M. Joseph Raybaud, rapporteur ; amendement de coordination n° 3 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis ; amendement de coordination n° 4 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis (p. 4951).

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4951).

Article 5 (*Répartition de la dotation de péréquation*) (p. 4951).

Adopté : amendement de coordination n° 5 de M. Lionel de Tinguy. rapporteur pour avis (p. 4953).

Retirés : amendement n° 15 de M. Joseph Raybaud, rapporteur : rythme de progression de la part des ressources réparties en fonction du potentiel fiscal au sein de la dotation de péréquation (p. 4952) ;

— amendement n° 37 de M. Louis Perrein : rythme de progression de la part des ressources réparties en fonction du potentiel fiscal au sein de la dotation de péréquation (p. 4952) ; amendement n° 65 de M. Michel Giraud : rythme de progression de la part des ressources réparties en fonction du potentiel fiscal au sein de la dotation de péréquation (p. 4952) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4952).

Après l'article 5 (p. 4953).

Rejeté : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin : prise en compte des impôts sur les ménages et des capacités contributives des habitants de la commune pour le calcul de l'attribution de la dotation de péréquation (p. 4953).

Retirés : amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Paul Kauss : pour la détermination du potentiel fiscal, prise en compte des bases nettes de la taxe d'habitation, après abattement (p. 4953) ; amendement n° 51 (art. additionnel) de M. Paul Kauss : pour la détermination du potentiel fiscal, prise en compte des bases nettes de la taxe professionnelle après abattement (p. 4954) ; amendement n° 52 (art. additionnel) de M. Paul Kauss : modalités d'appréciation de l'impôt sur les ménages dans les communes membres d'un syndicat à vocation multiple (p. 4954).

Article 8 (*Part de la dotation globale de fonctionnement affectée aux concours particuliers*) (p. 4954).

Retirés : amendement n° 45 de MM. Louis Longequeue et Roger Quilliot : augmentation de la part de la D. G. F. affectée aux concours particuliers, et notamment à la dotation pour les villes-centres (p. 4955) ; amendement n° 46 de M. Louis Perrein : revenu net et revenu brut pour l'apprécation du patrimoine des communes forestières (p. 4956, précédemment réservé p. 4955) ;

— l'article 8 est adopté (p. 4957, précédemment réservé p. 4955).

Après l'article 8 (p. 4955).

Adoptés : amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : revenu brut du patrimoine communal et revenu net à prendre en compte pour la réduction de l'attribution de fonctionnement minimale pour les petites communes forestières (p. 4957) ; amendement n° 32 (art. additionnel) de M. Jean-Marie Girault : dotation particulière des communes-centres d'une unité urbaine et correction des effets de seuil (p. 4958).

Rejeté : amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Louis Perrein, soutenu par M. René Regnault : dotation particulière pour les « communes-dortoirs » (p. 4960).

Retirés : sous-amendement n° 73 de M. Christian Bonnet, ministre, à l'amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : application de ces dispositions à compter du 1er janvier 1982 (p. 4956) ; amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : seuil de revenu brut du patrimoine communal au-dessous duquel il n'est pas fait réduction de l'attribution de fonctionnement minimale, pour les petites communes forestières (p. 4956) ; amendement n° 48 (art. additionnel) de M. Robert Schwint : répartition de la dotation particulière aux communes-centres d'unité urbaine et double critère de pondération (p. 4958) ; amendement n° 24 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : dotation particulière pour les communes accueillant un « campus universitaire » (p. 4959).

Devenu sans objet : amendement n° 55 (art. additionnel) de M. Franck Sérusclat : dotation spéciale des communes-centres (p. 4958) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4957 et 4958).

Article 9 (*Garantie de progression minimale*) (p. 4974).

Adoptés : amendement n° 30 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : taux de la garantie de progression minimale de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation et modification de son financement (p. 4977) ; amendement n° 7 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : conséquence d'un taux de progression du produit estimé de la taxe sur la valeur ajoutée inférieur à 10 p. 100 (p. 4977) ; amendements rédactionnels identiques n° 8 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis, et n° 17 de M. Joseph Raybaud, rapporteur (p. 4977).

Rejetés : amendement n° 56 de M. Frank Sérusclat : taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation (p. 4976) ; amendement n° 16 de M. Joseph Raybaud, rapporteur, repris par M. Louis Perrein après son retrait par l'auteur (p. 4976) : taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation (p. 4977).

Retiré : amendement n° 16 de M. Joseph Raybaud, rapporteur : taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation (p. 4976).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 25 de M. Paul Jargot soutenu par M. Raymond Dumont : taux de la garantie de progression minimale des sommes perçues par les communes et groupements de communes au titre de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation (p. 4956) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4977).

Après l'article 9 (p. 4977).

Rejeté : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont : modification de la désignation des membres du comité des finances locales et remplacement des membres titulaires (p. 4978).

Article 10 (*Régime particulier des communes de la région Ile-de-France*). — Adopté (p. 4978).

Avant l'article 11 (p. 4978).

Rejeté : amendement n° 58 de M. Louis Perrein : modification du potentiel fiscal des départements (p. 4979 ; scrutin public n° 46 ; liste des votants, p. 5026).

Article 11 (*Garantie de progression minimale pour les départements*) (p. 4979).

Adopté : amendement n° 18 de M. Joseph Raybaud, rapporteur : garantie de progression minimale des dotations de péréquation et forfaitaire accordées aux départements (p. 4983).

Rejetés : amendement n° 60 de M. Louis Perrein : dotation supplémentaire aux départements d'accueil touristique (p. 4983) ; amendement n° 10 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : départements touristiques d'accueil et attribution d'une dotation supplémentaire ; redistribution de cette dotation aux communes en fonction de leur population saisonnière (p. 4983).

Retiré : amendement de forme n° 9 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis (p. 4983) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 4983).

Après l'article 11 (p. 4983).

Adoptés : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : principe et modalités d'application de l'attribution à Mayotte, par préciput, d'une quote-part de la dotation de péréquation (p. 4984) ; amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : recensement général de la population de la Réunion et majoration de principe de 10 % (p. 4985) ; sous-amendement n° 70 de M. Roger Lise à l'amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Louis Virapoullé : majoration de principe de 10 % de la population des départements d'outre-mer (p. 4985) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

Article 12 (*Dotation spéciale « indemnité de logement » dans les T.O.M.*) (p. 4985).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis (p. 4985) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4985).

Article 13 (*Suppression du fonds d'égalisation des charges*). — Adopté (p. 4985).

Après l'article 13 (p. 4985).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : application des dispositions du projet au 1er janvier 1986 ; présentation d'un rapport sur les conditions de fonctionnement de la dotation globale (p. 4986) ; amendement n° 61 de M. Louis Perrein transformé en sous-amendement n° 61 à l'amendement n° 12 de M. Lionel de Tinguy, rapporteur pour avis : présentation d'un rapport sur l'exécution de la présente loi ; périodicité de ce rapport (p. 4986).

Retiré : amendement n° 62 de M. Francisque Collomb : présentation d'un rapport sur l'exécution de la présente loi ; périodicité de ce rapport (p. 4986) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4986).

Explications de vote :

— *M. Pierre Vallon* (p. 4986) : effets bénéfiques de la D.G.F. : exemple de la meilleure répartition entre les collectivités ; reconduction des dispositions législatives ; aménagements : mode de disposition de la D. G. F., région d'Ile-de-France (p. 4987) ; nécessité d'une dotation spécifique pour l'indemnité de logement des instituteurs, engagement du Gouvernement ; vote favorable sur le projet de loi ;

— *Michel Giraud* (p. 4987) : application de la D. G. F. et conséquences favorables ; valeur objective du critère de potentiel fiscal et conciliation du Gouvernement : exemple des indemnités de logement des instituteurs ; vote favorable sur le projet de loi ;

— *M. Jean Ooghe* (p. 4987) : majoration nécessaire de la D. G. F. : autofinancement des communes, remède à l'alourdissement de la fiscalité ; inégalités dans la répartition : exemple de l'attribution aux villes centres, modifications prévues en région parisienne ; progression insuffisante de la D.G.F. par rapport aux difficultés financières des collectivités locales ; refus du Gouvernement d'instaurer une dotation spécifique pour les charges de logement des instituteurs ; (p. 4988) : vote défavorable au projet ;

— *M. Jean-Pierre Fourcade* (p. 4988) : orientations du projet de loi : évolution prudente, solidarité entre les collectivités locales, concertation grâce au comité des finances locales ; vote favorable au projet de loi et demande d'un scrutin public ;

— *M. René Régnault* (p. 4988) : nécessité d'une plus grande équité entre les départements, amélioration de la D.G.F. inférieure au retard des communes. D.G.F., relation entre l'évolution de la dotation forfaitaire et la dotation de péréquation ; dotation de péréquation : potentiel fiscal ; non-considération des particularités de certaines communes ; problème de l'indemnité de logement des instituteurs ;

— *M. Franck Sérusclat* (p. 4988) : limitation de l'aide accordée aux communes ; sort des communes lié à l'évolution économique et ressources de la T.V.A. ; refus d'une dotation spéciale pour l'indemnité de logement des instituteurs ; caractère positif de la D.G.F., mais refus de vote du projet de loi ;

— *M. Jean Béranger* (p. 4989) : D.G.F. et solidarité entre les communes ; problème non résolu de l'indemnité de logement des instituteurs ; pérennisation du versement de Paris aux départements de la région parisienne ; vote favorable au projet.

— *Intervention de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur :* (p. 4989) : sagesse et solidarité du Sénat : maintien du dispositif de la D.G.F., région Ile-de-France réintroduite dans le droit commun ; vote en faveur de Mayotte et des départements d'outre-mer.

Scrutin public (p. 4989 ; n° 47 ; liste des votants (p. 5027).

Adoption [20 novembre 1980] (p. 4989).

Discussion (commission mixte paritaire).

[17 décembre 1980] (p. 6395, 6398).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6395, 6396) : *MM. Joseph Raybaud, rapporteur ; Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.*

Communes touristiques : M. Raybaud (Joseph) (p. 6396).

Départements d'outre-mer : M. Raybaud (Joseph) (p. 6396).

Dotation globale de fonctionnement : M. Raybaud (Joseph) (p. 6395, 6396).

Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) : M. Raybaud (Joseph) (p. 6396).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6396, 6397) : *MM. Franck Sérusclat, Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.*

Article 4 *bis*, **5** *bis*, **8** *bis*, **8** *bis* **1, 9** (p. 6396).

Article 11 *ter*, **13** *bis*, **13** *ter* (p. 6397).

Explications de vote :

— *M. Franck Sérusclat* (p. 6397) : maintien de la philosophie générale du texte ; abstention du groupe socialiste.

— *M. Lionel de Tinguy* (p. 6397) : vote favorable du texte ; regrette le système de péréquation mis en jeu d'après l'impôt sur les ménages ; absence de simulations faites par le Gouvernement ; (p. 6398) : complexité des articles du code des impôts sur les exonérations de la taxe d'habitation ou les taxes foncières ; augmentation du nombre des singularités fiscales.

— *M. François Collet* (p. 6397) : vote favorable du groupe R.P.R. ; se félicite de pouvoir réexaminer le problème posé dans un délai de cinq ans.

— *M. Pierre Gamboa* (p. 6397) : vote défavorable du groupe communiste ; (p. 6398) : dotation globale de fonctionnement et insuffisance des moyens des collectivités locales.

Adoption [17 décembre 1980] (p. 6398).

(Collectivités locales.)

Voir ASTREINTES, **1**, quatrième lecture, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; première partie : après l'art. 8 ; Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports ; Culture et communication ; Intérieur.

QUESTIONS ORALES, n°s **2730, 32.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **378, 425, 433.**

(Collectivités locales [Charges des].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

(Collectivités locales [Enseignement].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

(Collectivités locales [Justice].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Justice.

(Collectivités locales [Personnel des].)

Voir AGENTS COMMUNAUX

COLLECTIVITES TERRITORIALES

1. — **Proposition de loi créant un conseil supérieur des collectivités territoriales de la République,** présentée par M. Marcel Rosette, sénateur, et plusieurs de ses collègues [24 avril 1979] (n° **290,** 1978-1979). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

COLLEGES D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (C. E. S.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2789.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 320.**

COLONIALISME

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Territoires d'outre-mer.

COMITE DES DROITS DE L'HOMME

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **7,** D. G.

COMITE DES ORGANISMES PROFESSIONNELS AGRICOLES (C. O. P. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

COMITE D'ORGANISATION DES RECHERCHES APPLIQUEES SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (C.O.R.D.E.S.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commissariat général du Plan ; **6,** Commissariat général du Plan.

COMITE D'ORIENTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES STRATEGIQUES (C.O.D.I.S.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

COMITE DU TRAVAIL FEMININ

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

COMITE INTERMINISTERIEL DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE SOUTIEN DE L'EMPLOI (C.I.D.I.S.E.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Comptes spéciaux du Trésor ; Economie et budget. — III. — Economie.

COMITE INTERMINISTERIEL DE LA SECURITE NUCLEAIRE

Voir QUESTION ORALE, n° **46.**

COMITE INTERMINISTERIEL POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES INDUSTRIELLES (C.I.A.S.I.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Comptes spéciaux du Trésor ; DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **316, 359.**

COMITE INTERMINISTERIEL POUR LE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET LE SOUTIEN DE L'EMPLOI (C.I.D.I.S.E.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Industries agricoles et alimentaires ; Industrie.

COMITE INTERPROFESSIONNEL DE RENOVATION DES INDUSTRIES DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT (C. I. R. I. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

COMITE NATIONAL POUR LA RECUPERATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (C. R. E. D.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **378.**

COMITES D'ENTREPRISE

1. — **Proposition de loi portant réforme du titre III du livre IV du code du travail relatif aux comités d'entreprise,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur et plusieurs de ses collègues [18 avril 1980] (n° **216,** 1979-1980). Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Comités d'entreprise.)

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 3 A.
PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1,** D. G. ; C. M. P. ; **2,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **2663.**

COMITES DEPARTEMENTAUX D'EXAMEN DES PROBLEMES DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES (CODEFI)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Comptes spéciaux du Trésor ; Industrie.

COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** deuxième lecture, D. G.

COMITES ECONOMIQUES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

COMMERÇANTS ET ARTISANS (CONJOINTS)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commerce et artisanat.
LOI DE FINANCES, **6,** Commerce et artisanat.
SOCIÉTÉS, **1,** D. G.

COMMERCE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce et artisanat.
QUESTION ORALE, n° **2777.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **415, 451.**

(Commerce maritime.)

Voir TRANSPORTS AERIENS, **1.**

COMMERCE ET ARTISANAT

1° **Proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 73-1193 du 27 décembre 1973,** présentée par M. Jean Cluzel, sénateur, et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° **74,** 1980-1981). Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

(Commerce et artisanat.)

Voir ARTISANAT.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.

COMMERCE EXTERIEUR

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G. ; Economie (Section commune).

LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Commerce extérieur ; Industrie.

LOI DE RÈGLEMENT, **1,** D. G.

QUESTIONS ORALES, n°s **2654, 2661, 2672, 2745, 2817, 2825, 30, 54, 63, 66, 78.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 339, 389, 391, 451, 476.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D. G. ; **15,** D. G. ; **18,** D. G. ; **24,** D. G.

COMMERCE EXTERIEUR (MINISTERE DU)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce extérieur.

COMMERCE INTERNATIONAL

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE (C. E. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche ; Défense ; Industrie.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **174.**

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commissariat général du Plan.

LOI DE FINANCES, **6,** Commissariat général du Plan.

COMMISSION DE LA CONCURRENCE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — III. — Economie ; Industrie.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **410.**

COMMISSION LOCALE D'EQUIPEMENT ET D'URBANISME (C. L. A. U.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2692**

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

Dépôt du *rapport* établi en application de l'article 23 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. — *MM. Jacques Thyraud, président de la commission ; Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice ; Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance* [4 décembre 1980] (p. 5744).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Intérieur ; Justice.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **328, 373.**

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE ET MISSIONS D'INFORMATION

I. — **Commissions d'enquête et de contrôle.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'**industrie textile** de M. Christian Poncelet [7 novembre 1980] (n° **90,** 1980-1981). — Adoption [18 décembre 1980] (n° **44**). — Voir TEXTILE (INDUSTRIE). — Election des membres de cette commission [19 décembre 1980] (p. 6486) : *MM. Jean Sauvage, Maurice Schumann, Jean Mercier, Roger Boileau, Michel Miroudot, René Touzet, Pierre Perrin, Jules Roujon, Charles Zwickert, Michel Crucis, Bernard Parmantier, Bernard-Charles Hugo, Henri Goetschy, Germain Authié, Pierre Vallon, Christian Poncelet, Paul Girod, Michel Dreyfus-Schmidt, Roland Grimaldi, Franck Sérusclat, Hector Viron.*

(Commissions d'enquête et de contrôle.)

Voir DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (D. O. M.)

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **318, 335, 342, 351, 360, 380, 395.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **30,** D. G.

II. — **Missions d'information.**

1. — Demande de M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier le **redéploiement industriel du Japon et ses relations commerciales avec la France** [22 avril 1980] (p. 1414). — Octroi de l'autorisation demandée [7 mai 1980] (p. 1761).

2. — Demande de M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée de participer aux travaux de la **XI^e Conférence mondiale de l'énergie** qui se tiendra **à Munich** [22 avril 1980] (p. 1414). — Octroi de l'autorisation demandée [7 mai 1980] (p. 1761).

3. — Demande de M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information ayant pour objet l'étude des **problèmes sanitaires et sociaux au Canada** [29 mai 1980] (p. 2192). — Octroi de l'autorisation demandée [25 juin 1980] (p. 3088).

4. — Demande de M. Léon Eeckhoutte, président de la commission des affaires culturelles, d'une demande identique tendant à obtenir l'autorisation de désigner une mission d'information en République italienne et au Saint-Siège apostolique chargée **d'étudier la situation de l'école française, de l'académie de France et des pieux établissements de France à Rome** [29 mai 1980] (p. 2192). — Octroi de l'autorisation demandée [25 juin 1980] (p. 3088).

5. — Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Maroc** chargée d'étudier les **problèmes de l'assistance militaire de la France** à ce pays [17 juin 1980] (p. 2777). — Octroi de l'autorisation demandée [25 juin 1980] (p. 3088).

6. — Demande de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Pakistan** ayant pour objet de s'informer sur la situation dans ce pays situé à la charnière des points chauds dans le monde et d'étudier les conséquences des événements intervenus à ses frontières Nord et Ouest [4 décembre 1980] (p. 5774). — Octroi de l'autorisation demandée [18 décembre 1980] (p. 6409).

7. — Demande de M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information.

La première dans les départements d'outre-mer de la **Guadeloupe,** de la **Guyane** et de la **Martinique,** afin d'y étudier, conformément à la compétence de la commission des lois, les problèmes généraux d'**administration des départements d'outre-mer.**

La seconde au **Maroc,** afin d'y poursuivre l'étude déjà entreprise des **régimes constitutionnels étrangers** [5 décembre 1980] (p. 5849). — Octroi des autorisations demandées [18 décembre 1980] (p. 6409).

8. — Demande de M. Léon Eeckhoutte, président de la commission des affaires culturelles, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Brésil** et au **Pérou** ayant pour objet d'étudier la situation des **relations culturelles** de la France avec ces deux pays [9 décembre 1980] (p. 6132). — Octroi de l'autorisation demandée [18 décembre 1980] (p. 6409).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI ORGANIQUE RELATIF AU STATUT DE LA MAGISTRATURE [30 juin 1980] (p. 3405).

Communication pour sa création [29 avril 1980] (p. 1624).
Nominations par l'Assemblée nationale [7 mai 1980] et par le Sénat [29 avril 1980] (p. 1625).

Députés : membres titulaires : MM. Michel Aurillac, Antoine Lepeltier, Henri Colombier, Jean Foyer, Jacques Piot, Alain Madelin, Philippe Séguin ; membres suppléants : MM. Pierre-Alexandre Bourson, Benjamin Brial, Pierre-Charles Krieg, Nicolas About, Gérard Longuet, Maurice Sergheraert, Jean-Pierre Pierre-Bloch.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Jacques Thyraud, Yves Estève, Charles Lederman, Marcel Rudloff, Félix Ciccolini, Paul Pillet ; membres suppléants : MM. Guy Petit, Baudouin de Hauteclocque, Etienne Dailly, Jean Geoffroy, Charles de Cuttoli, Pierre Marcilhacy, Paul Girod.

Bureau.

Président : M. Jacques Piot ; *vice-président :* M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean Foyer ; au Sénat : M. Jacques Thyraud.

2. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI D'ORIENTATION AGRICOLE [30 juin 1980] (p. 3405).

Communication pour sa création [21 mai 1980] (p. 2075).
Nominations par l'Assemblée nationale [28 mai 1980] et par le Sénat [21 mai 1980] (p. 2075).

Députés : membres titulaires : MM. Maurice Cornette, Maurice Dousset, Alain Mayoud, Gérard César, Jean-Claude Pasty, Jacques Boyon, Jacques Richomme ; membres suppléants : MM. Emile Bizet, Jean Briane, Jean Desanlis, Jean-Louis Goasduff, Adrien Zeller, Jean Foyer, Arnaud Lepercq.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty Léon Jozeau-Marigné, Michel Sordel, Marcel Rudloff, Jean Gravier, Charles Beaupetit, Robert Laucournet ; membres suppléants : MM. Robert Schwint, Roland Boscary-Monsservin, Louis Minetti, Rémi Herment, Octave Bajeux, Jean-Paul Hammann, Pierre Jeambrun.

Bureau.

Président : M. Michel Chauty-; *vice-président :* M. Maurice Dousset ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Maurice Cornette ; au Sénat : M. Michel Sordel.

3. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX FORMATIONS PROFESSIONNELLES ALTERNÉES ORGANISÉES EN CONCERTATION AVEC LES MILIEUX PROFESSIONNELS [30 juin 1980] (p. 3405).

Communication pour sa création [11 juin 1980] (p. 2615).
Nomination par l'Assemblée nationale [12 juin 1980] et élection par le Sénat [12 juin 1980] (p. 2666).

Députés : membres titulaires : MM. Francisque Perrut, Henry Berger, Jean-Pierre Delalande, Jean-Paul Fuchs, Antoine Gissinger, Jean-Paul Schneiter, Adrien Zeller ; membres suppléants : MM. Jean Briane, Hubert Voilquin, Martial Taugourdeau, Jean-François Mancel, René Caille, Pierre Chantelat, Francis Geng.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Miroudot, Robert Schwint, Paul Séramy, Pierre Sallenave, Adolphe Chauvin, Pierre Louvot, Adrien Gouteyron ; membres suppléants : MM. André Rabineau, Jean de Bagneux, Bernard Talon, Mme Danielle Bidard, MM. Jacques Carat, Pierre Gamboa, Jacques Habert.

Bureau.

Président : M. Henry Berger ; *vice-président :* M. Michel Miroudot ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Francisque Perrut ; au Sénat : M. Paul Séramy.

4. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROTOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET A L'UTILISATION DE LA CHALEUR [30 juin 1980] (p. 3046).

Communication pour sa création [24 juin 1980] (p. 3076).
Nominations par l'Assemblée nationale [25 juin 1980] et par le Sénat [24 juin 1980] (p. 3076).

Députés : membres titulaires : MM. Xavier Hamelin, Pierre Weisenhorn, Claude Birraux, Julien Schvartz, Roger Gouhier, André Rossinot, Paul Quilès ; membres suppléants : MM. Claude Martin, Robert Wagner, Paul Pernin, César Depietri, André Chazalon, Michel Inchauspé, Pierre Forgues.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Michel Chauty, Jean-François Pintet, Charles Beaupetit, Pierre Ceccaldi-Pavard, Raymond Dumont, Robert Laucournet, Richard Pouille ; membres suppléants : MM. Roland Grimaldi, Auguste Chupin, Auguste Billiemaz, Jean-Paul Hammann, Francisque Collomb, Raymond Brun, Jules Roujon.

Bureau.

Président : M. Michel Chauty ; *vice-président :* M. Xavier Hamelin ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Pierre Weisenhorn ; au Sénat : M. Jean-François Pintat.

5. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI CRÉANT UNE DISTRIBUTION D'ACTIONS EN FAVEUR DES SALARIÉS DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES [30 juin 1980] (p. 3046).

Communication pour sa création [4 juin 1980] (p. 2363).
Nominations par l'Assemblée nationale [11 juin 1980] et par le Sénat [5 juin 1980] (p. 2396).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Delalande, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Abelin, Loïc Bouvard, Bernard Marie, Philippe Seguin, Georges Tranchant ; membres suppléants : MM. René Caille, René de Branche, Pierre Lataillade, Alain Madelin, Jean-François Mancel, Philippe Marchand, Yves Tondon.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Etienne Dailly, Robert Schwint, Jean Chérioux, Paul Pillet, Jacques Larché, Yves Durand ; membres suppléants : MM. Lionel de Tinguy, Jacques Bialski, Yves Estève, Pierre Louvot, Marcel Rudloff, Jean Amelin, Baudouin de Hauteclocque.

Bureau.

Président : M. Jean-Pierre Delalande ; *vice-président :* M. Paul Pillet ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Emmanuel Hamel ; au Sénat : M. Etienne Dailly.

6. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'INTÉRESSEMENT DES TRAVAILLEURS AU CAPITAL, AUX FRUITS DE L'EXPANSION ET A LA GESTION DES ENTREPRISES [30 juin 1980] (p. 3046).

Communication pour sa création [24 juin 1980] (p. 3077).
Nominations par l'Assemblée nationale [25 juin 1980] et par le Sénat [24 juin 1980] (p. 3077).

Députés : membres titulaires : MM. Jean-Pierre Delalande, Henry Berger, Jean-Paul Fuchs, Francis Geng, Jean-François Mancel, Jean-Louis Schneiter, Martial Taugourdeau ; membres suppléants : MM. Antoine Gissinger, Charles Miossec, René Caille, Adrien Zeller, Pierre Chantelat, Hubert Voilquin, Jean Briane.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Jean Chérioux, Etienne Dailly, Jacques Larché, Pierre Louvot, André Rabineau, André Fosset ; membres suppléants : MM. Jacques Bialski, Lionel de Tinguy, Jean Amelin, Paul Pillet, Jean Béranger, Yves Estève, Jean Desmarets.

Bureau.

Président : M. Henry Berger ; *vice-président :* M. Lionel de Tinguy ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Delalande ; au Sénat : M. Jean Chérioux.

7. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI INSTITUANT UNE ASSURANCE VEUVAGE [30 juin 1980] (p. 3046).

Communication pour sa création [30 juin 1980] (p. 3389).
Nominations par l'Assemblée nationale [30 juin 1980] et par le Sénat [30 juin 1980] (p. 3389).

Députés : membres titulaires : MM. Jean Bonhomme, Henry Berger, Jean Delaneau, Jean-Louis Schneiter, Louis Mexandeau, Francisque Perrut, Mme Angèle Chavatte ; membres suppléants : M. Jean Laurain, Mme Marie-Magdeleine Signouret, MM. Etienne Pinte, Jean-Pierre Delalande, André Delehedde, Martial Taugourdeau, Henri Bayard.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, André Rabineau, Mme Cécile Goldet, MM. Jean Mézard, Roland du Luart, Michel Labèguerie, Jean Béranger ; membres suppléants : MM. Jean Chérioux, Pierre Louvot, Pierre Sallenave, Michel Moreigne, Jean Gravier, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jacques Henriet.

Bureau.

Président : M. Jean Mézard ; *vice-président :* M. Henry Berger ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Jean Bonhomme ; au Sénat : M. André Rabineau.

8. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS EN VUE D'AMÉLIORER LA SITUATION DES FAMILLES NOMBREUSES [30 juin 1980] (p. 3407).

Communication pour sa création [28 juin 1980] (p. 3261).
Nominations par l'Assemblée nationale [30 juin 1980] et par le Sénat [28 juin 1980] (p. 3261).

Députés : membres titulaires : MM. Henry Berger, Jean-Pierre Delalande, Francisque Perrut, Etienne Pinte, François Autain, Jean-Louis Schneiter, Mme Jacqueline Chonavel ; membres suppléants : MM. Antoine Gissinger, Jean-Paul Fuchs, Mme Marie Jacq, MM. Gilbert Millet, Martial Taugourdeau, Francis Geng, Robert Héraud.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Michel Labèguerie, Mme Cécile Goldet, MM. Jean Mézard, Roland du Luart, André Rabineau, Jean Béranger ; membres suppléants : MM. Jean Chérioux, Pierre Louvot, Pierre Sallenave, Michel Moreigne, Jean Gravier, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jacques Henriet.

Bureau.

Président : M. Jean Mézard ; *vice-président :* M. Henry Berger ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Henry Berger ; au Sénat : M. Michel Labèguerie.

9. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AU CONTRAT D'ASSURANCE ET AUX OPÉRATIONS DE CAPITALISATION [20 décembre 1980] (p. 6581).

Communication pour sa création [21 novembre 1980] (p. 5073).
Nominations par l'Assemblée nationale [27 novembre 1980] et par le Sénat [26 novembre 1980] (p. 5372).

Députés : membres titulaires : MM. Jean Foyer, Philippe Séguin, Claude Dhinnin, Alain Madelin, François Massot, Alain Richard, Maurice Sergheraert ; membres suppléants : MM. Jean Fontaine, Gérard Houteer, René La Combe, Pierre Lagorce, Antoine Lepeltier, Pierre Raynal, Pierre Sauvaigo.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Jean Geoffroy, François Collet, Etienne Dailly, Pierre Ceccaldi-Pavard, Robert Laucournet, Jacques Thyraud ; membres suppléants : MM. Marcel Rudloff, Paul Girod, Guy Petit, Edgar Tailhades, Louis Virapoullé, Charles Lederman, Hubert Peyou.

Bureau.

Président : M. Jean Foyer ; *vice-président :* M. Léon Jozeau-Marigné ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Philippe Séguin ; au Sénat : M. Jean Geoffroy.

10. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RENFORÇANT LA SÉCURITÉ ET PROTÉGEANT LA LIBERTÉ DES PERSONNES [20 décembre 1980] (p. 6581).

Communication pour sa création [25 novembre 1980] (p. 5277).
Nominations par l'Assemblée nationale [26 novembre 1980] et par le Sénat [25 novembre 1980] (p. 5278).

Députés : membres titulaires : MM. Alain Richard, Nicolas About, Emmanuel Aubert, Michel Aurillac, Henri Baudouin, Henri Colombier, Jean Foyer ; membres suppléants : MM. Philippe Marchand, Pierre-Alexandre Bourson, Pierre-Charles Krieg, Antoine Lepeltier, Jean-Pierre Pierre-Bloch, Gérard Longuet, Maurice Sergheraert.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Pierre Carous, Félix Ciccolini, Marcel Rudloff, Etienne Dailly, Edgar Tailhades, Jacques Larché ; membres suppléants : MM. Paul Pillet, François Collet, Charles Lederman, Michel Dreyfus-Schmidt, Louis Virapoullé, Paul Girod, Roland du Luart.

Bureau.

Président : M. Léon Jozeau-Marigné ; *vice-président :* M. Jean Foyer ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Emmanuel Aubert ; au Sénat : M. Pierre Carous.

11. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL [20 décembre 1980] (p. 6581).

Communication pour sa création [27 novembre 1980] (p. 5380).
Nominations par l'Assemblée nationale [4 décembre 1980] et par le Sénat [27 novembre 1980] (p. 5412).

Députés : membres titulaires : M. Henry Berger, Mme Hélène Missoffe, M. Jean-Pierre Abelin, Mme Marie Jacq, MM. Guy Bêche, Francisque Perrut, Jean-Pierre Delalande ; membres suppléants : MM. Martial Taugourdeau, Pierre Chantelat, Antoine Gissinger, Jean-Paul Fuchs, Claude Evin, Louis Le Pensec, Gilbert Barbier.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Jean Gravier, Jean Béranger, André Rabineau, Pierre Sallenave, Noël Berrier, Jean Chérioux ; membres suppléants : MM. Jacques Bialski, Jean Madelain, René Touzet, Louis Souvet, Mmes Cécile Goldet, Marie-Claude Beaudeau, M. Henri Belcour.

Bureau.

Président : M. Henry Berger ; *vice-président :* M. Robert Schwint ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : Mme Hélène Missoffe ; au Sénat : M. Robert Schwint.

12. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1981 [20 décembre 1980] (p. 6581).

Communication pour sa création [9 décembre 1980] (p. 6144).
Nominations par l'Assemblée nationale [10 décembre 1980] et par le Sénat [9 décembre 1980] (p. 6144).

Députés : membres titulaires : MM. Edmond Alphandery, Roger Fossé, Gilbert Gantier, Fernand Icart, Jacques Marette, Bernard Marie, Robert-André Vivien ; membres suppléants : MM. Alain Devaquet, René de Branche, Jacques Féron, Emmanuel Hamel, Gaston Flosse, Henri Ginoux, Maurice Tissandier.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel, Yves Durand ; membres suppléants : MM. Jean-Pierre Fourcade, Joseph Raybaud, Christian Poncelet, Louis Perrein, André Fosset, Josy Moinet, Robert Schwint.

Bureau.

Président : M. Robert-André Vivien ; *vice-président :* M. Geoffroy de Montalembert ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Fernand Icart ; au Sénat : M. Maurice Blin.

13. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF AU TEMPS PARTIEL DANS LA FONCTION PUBLIQUE [20 décembre 1980] (p. 6582).

Communication pour sa création [5 décembre 1980] (p. 5823).
Nominations par l'Assemblée nationale [9 décembre 1980], et par le Sénat [5 décembre 1980] (p. 5849).

Députés : membres titulaires : MM. Jean Foyer, Pierre Raynal, Pierre-Alexandre Bourson, Mme Colette Goeuriot, MM. Alain Richard, Philippe Séguin, Maurice Sergheraert ; membres suppléants : MM. Michel Aurillac, Henri Baudouin, Henri Colombier, Mme Hélène Constans, MM. Antoine Lepeltier, Philippe Marchand, Pierre Sauvaigo.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Jean Gravier, Jean Béranger, André Rabineau, Pierre Sallenave, Noël Berrier, Jean Chérioux ; membres suppléants : MM. Jacques Bialski, Jean Madelin, René Touzet, Louis Souvet, Mmes Cécile Goldet, Marie-Claude Beaudeau, M. Henri Belcour.

Bureau.

Président : M. Robert Schwint ; *vice-président :* M. Jean Foyer ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Pierre Raynal ; au Sénat : M. Jean Béranger.

14. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE PREMIÈRE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1980 [20 décembre 1980] (p. 6582).

Communication pour sa création [15 décembre 1980] (p. 6297). Nominations par l'Assemblée nationale [16 décembre 1980] et par le Sénat [15 décembre 1980] (p. 6297).

Députés : membres titulaires : MM. René de Branche, Roger Fossé, Gilbert Gantier, Fernand Icart, Jacques Marette, Bernard Marie, Robert-André Vivien ; membres suppléants : MM. Alain Devaquet, Maurice Ligot, Joël le Tac, Georges Mesmin, Jacques Féron, Jean-Louis Schneiter, Emmanuel Hamel.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Louis Perrein, Marc Jacquet, André Fosset, Yves Durand ; membres suppléants : MM. Joseph Raybaud, René Jager, Robert Schmitt, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Marcel Fortier, Jean Francou, Modeste Legouez.

Bureau.

Président : M. Edouard Bonnefous ; *vice-président :* M. Robert-André Vivien ; *rapporteurs* à l'Assemblée nationale : M. Fernand Icart ; au Sénat : M. Maurice Blin.

15. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI COMPLÉTANT LA LOI N° 79-15 DU 3 JANVIER 1979 INSTITUANT UNE DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT VERSÉE PAR L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES ET A CERTAINS DE LEURS GROUPEMENTS [20 décembre 1980] (p. 6582).

Communication pour sa création [3 décembre 1980] (p. 5734). Nominations par l'Assemblée nationale [4 décembre 1980] et par le Sénat [5 décembre 1980] (p. 5823).

Députés : membres titulaires : MM. Jean Foyer, Michel Aurillac, Maurice Tissandier, Henri Colombier, Louis Maisonnat, Pierre Raynal ; membres suppléants : MM. Maurice Sergheraert, Irénée Bourgois, Edmond Garcin, Pierre-Charles Krieg, Antoine Lepeltier, Alain Richard, Jacques Richomme.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Edouard Bonnefous, Maurice Blin, Joseph Raybaud, Jean-Pierre Fourcade, Geoffroy de Montalembert, Lionnel de Tinguy, Léon Jozeau-Marigné ; membres suppléants : MM. Henri Duffaut, Jean Cluzel, Jacques Descours Desacres, Modeste Legouez, Paul Jargot, Louis Perrein, Raymond Marcellin.

Bureau.

Président : M. Edouard Bonnefous ; *vice-président :* M. Jean Foyer ; *rapporteurs* à l'Assemblée nationale : M. Michel Aurillac ; au Sénat : M. Joseph Raybaud.

16. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A LA PROTECTION DE L'EMPLOI DES SALARIÉS VICTIMES D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE [20 décembre 1980] (p. 6583).

Communication pour sa création [18 décembre 1980] (p. 6463). Nominations par l'Assemblée nationale [19 décembre 1980] et par le Sénat [18 décembre 1980] (p. 6463).

Députés : membres titulaires : MM. Henry Berger, René Caille, Dominique Pervenche, Daniel Boulay, André Delehedde, Francisque Perrut, Pierre Chantelat ; membres suppléants : MM. Christian Coumel, Pierre Lagourgue, Jean-Paul Fuchs, Jacques-Antoine Gau, Antoine Gissinger, Henri Bayard, Jacques Delong.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Robert Schwint, Pierre Sallenave, Jean Chérioux, Jean Béranger, Mme Cécile Goldet, MM. Marcel Gargar, Guy Robert ; membres suppléants : MM. Bernard Lemarié, Noël Berrier, Louis Souvet, André Rabineau, Jacques Bialski, Charles Bonifay, Jean Madelain.

Bureau.

Président : M. Robert Schwint ; *vice-président :* M. Henry Berger ; *rapporteurs* à l'Assemblée nationale : M. René Caille ; au Sénat : M. Pierre Sallenave.

17. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'AMÉNAGEMENT FONCIER ET A L'ÉTABLISSEMENT RURAL DANS LE TERRITOIRE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES [20 décembre 1980] (p. 6583).

Communication pour sa création [19 décembre 1980] (p. 6527). Nominations par l'Assemblée nationale [19 décembre 1980] et par le Sénat [19 décembre 1980] (p. 6527).

Députés : membres titulaires : MM. Jean Foyer, Pierre Raynal, Pascal Clément, Nicolas About, Joseph Franceschi, Pierre-Charles Krieg, Philippe Séguin ; membres suppléants : MM. Emmanuel Aubert, Michel Aurillac, Pierre-Alexandre Bourson, Henri Colombier, Alain Richard, Lucien Villa, Alain Vivien.

Sénateurs : membres titulaires : MM. Léon Jozeau-Marigné, Paul Pillet, Jacques Mossion, Lionel Cherrier, Paul Girod, François Collet, Raymond Courrière ; membres suppléants : MM. Baudouin de Hauteclocque, Lionel de Tinguy, Etienne Dailly, Roland du Luart, Jean Geoffroy, Daniel Millaud, Jacques Eberhard.

Bureau.

Président : M. Jean Foyer ; *vice-président :* M. Lionel de Tinguy ; *rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Pierre Raynal ; au Sénat : M. Paul Pillet.

COMMISSIONS PERMANENTES

1. — Commission des affaires culturelles.

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier 1980 et le 6 octobre 1980.

(Composition au 31 décembre 1980 avec les modifications intervenues depuis le 7 octobre 1980.)

I. — *Membres :* MM. Bernard Barbier, Gilbert Baumet, Mme Danielle Bidard, MM. René Billères, Jean-Pierre Blanc, Marc Bœuf, Jacques Bordeneuve, Adolphe Chauvin, Bernard Chochoy, Roland Courteau, Auguste Cousin, Lucien Delmas, Charles Durand, Jules Faigt, Claude Fuzier, Léon-Jean Grégory, Mme Brigitte Gros, MM. Guy de la Verpillière, Yves Le Cozannet, Maurice Lombard, Mme Hélène Luc, MM. Kléber Malécot, Hubert Martin, Michel Maurice-Bokanowski, Roger Moreau, Dominique Pado, Gastorf Pams, Sosefo Makape Papilio, Charles Pasqua, Jacques Pelletier, Maurice Pic, Roland Ruet, François Schleiter, Guy Schmaus, Pierre-Christian Taittinger, René Tinant, Edmond Valcin, Pierre Vallon, Marcel Vidal.

II. — *Bureau :* président : M. Léon Eeckhoutte ; vice-présidents : MM. Michel Miroudot, Adrien Gouteyron, Jean Sauvage, Jacques Habert ; secrétaires : MM. Jean Mercier, James Marson, Jacques Carat, Paul Séramy.

2. — Commission des affaires économiques et du Plan.

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier 1980 et le 6 octobre 1980.

(Composition au 31 décembre 1980 avec les modifications intervenues depuis le 7 octobre 1980.)

I. — *Membres :* MM. Octave Bajeux, Charles Beaupetit, Georges Berchet, Jean-Marie Bouloux, Amédée Bouquerel, Jacques Braconnier, Raymond Brun, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jean Colin, Pierre Croze, Marcel Daunay, Hector Dubois, Emile Durieux, Gérard Ehlers, Roland Grimaldi, Paul Guillaumot, Jean-Paul Hammann, Rémi Herment, Bernard Charles Hugo, Bernard Michel Hugo, Maurice Janetti, Pierre Jeambrun, Paul Kauss, Pierre Labonde, Pierre Lacour, Robert Laucournet, France Léchenault, Fernand Lefort, André Lejeune, Charles-Edmond Lenglet, Paul Malassagne, Serge Mathieu, Marcel Mathy, Daniel Millaud, Louis Minetti, Paul Mistral, Jacques Mossion, Georges Mouly, Jacques Moutet, Henri Olivier, Bernard Parmantier, Albert Pen, Pierre Perrin, Jean Peyrafitte, Jean-François Pintat, Richard Pouille, Maurice Prévoteau, Jean Puech, Roger Quilliot, Jean-Marie Rausch, René Regnault, Michel Rigou, Roger Rinchet, Marcel Rosette, Jules Roujon, André Rouvière, Maurice Schumann, Michel Sordel, Pierre Tajan, Fernand Tardy, René Travert, Raoul Vadepied, Jacques Valade, Frédéric Wirth, Joseph Yvon, Charles Zwickert.

II. — *Bureau :* président : M. Michel Chauty ; vice-présidents : MM. Marcel Lucotte, Auguste Chupin, Bernard Legrand, Pierre Noé ; secrétaires : MM. Francisque Collomb, Marcel Lemaire, André Barroux, Raymond Dumont.

3. — Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er *janvier* 1980 *et le 6 octobre* 1980.

(Composition au 31 décembre 1980 avec les modifications intervenues depuis le 7 octobre 1980).

I. — *Membres :* MM. Michel Alloncle, Gilbert Belin, Jean Bénard Mousseaux, André Bettencourt, Charles Bosson, Yvon Bourges, Raymond Bourgine, Louis Brives, Michel Caldaguès, Jacques Chaumont, Georges Constant, Jean Desmarets, François Dubanchet, Louis de la Forest, Jean Garcia, Gérard Gaud, Lucien Gautier, Jacques Genton, Alfred Gérin, Marcel Henry, Christian de La Malène, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Louis Le Montagner, Louis Longequeue, Philippe Madrelle, Louis Martin, Pierre Matraja, Pierre Merli, Claude Mont, André Morice, Paul d'Ornano, Mme Rolande Perlican, MM. Edgard Pisani, Robert Pontillon, Roger Poudonson, Abel Sempé, Edouard Soldani, Georges Spénale, Albert Voilquin.

II. — *Bureau :* président : M. Jean Lecanuet ; vice-présidents : MM. Antoine Andrieux, Georges Repiquet, Emile Didier, Jacques Ménard ; secrétaires : MM. Serge Boucheny, Michel d'Aillières, Philippe Machefer, Francis Palmero.

4. — Commission des affaires sociales.

Modifications intervenues entre le 1er *janvier* 1980 *et le 6 octobre* 1980. — *Cessent d'appartenir à cette commission :* M. Hamadou Barkat Gourat (1er juillet 1980), M. Michel Sirgue (28 juillet 1980).

(Composition au 31 décembre 1980 avec les modifications intervenues depuis le 7 octobre 1980.)

I. — *Membres :* MM. Jean Amelin, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Henri Belcour, Jean Béranger, Noël Berrier, André Bohl, Charles Bonifay, Pierre Bouneau, Philippe de Bourgoing, Jean-Pierre Cantegrit, Marc Castex, Michel Crucis, Georges Dagonia, Guy Durbec, Charles Ferrant, Pierre Gamboa, Marcel Gargar, Mme Cécile Goldet, M. Jean Gravier, André Jouany, Louis Jung, Louis Lazuech, Bernard Lemarié, Pierre Louvot, Jean Madelain, André Méric, Michel Moreigne, Jean Natali, Charles Ornano, Bernard Pellarin, Raymond Poirier, Henri Portier, Guy Robert, Paul Robert, Gérard Roujas, Pierre Sallenave, Louis Souvet, René Touzet, Georges Treille, Jean Varlet.

II. — *Bureau :* président : M. Robert Schwint : vice-présidents : MM. André Rabineau, Victor Robini, Louis Boyer, Jean Chérioux ; secrétaires : MM. Roger Lise, Jacques Bialski, Hubert d'Andigné, Hector Viron.

Sont nommés membres de cette commission : MM. Louis Jung (14 octobre 1980), Henri Portier (2 décembre 1980), Louis Lazuech (8 décembre 1980).

Cessent d'appartenir à cette commission : M. Roger Boileau (14 octobre 1980), M. Robert Galley (1er novembre 1980 à minuit), M. Albert Sirgue (18 novembre 1980).

5. — Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économies de la nation.

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er *janvier* 1980 *et le 6 octobre* 1980.

(Composition au 31 décembre 1980 avec les modifications intervenues depuis le 7 octobre 1980.)

I. — *Membres :* MM. René Ballayer, Stéphane Bonduel, Henri Caillavet, Jean Chamant, René Chazelle, Marcel Debarge, Gérard Delfau, Marcel Fortier, André Fosset, Jean-Pierre Fourcade, Jean Francou, Henri Gœtschy, Robert Guillaume, Gustave Héon, Marc Jacquet, René Jager, Tony Larue, Anicet Le Pors, Georges Lombard, Michel Manet, Raymond Marcellin, Josy Moinet, Christian Poncelet, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Robert Schmitt, René Tomasini, Henri Torre, Camille Vallin.

II. — *Bureau :* président : M. Edouard Bonnefous ; vice-présidents : MM. Henri Duffaut, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Jean Cluzel ; secrétaires : MM. Modeste Legouez, Paul Jargot, Yves Durand, Louis Perrein ; rapporteur général : M. Maurice Blin.

6. — Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er *janvier* 1980 *et le 6 octobre* 1980.

(Composition au 31 décembre 1980 avec les modifications intervenues depuis le 7 octobre 1980).

I. — *Membres :* MM. Alphonse Arzel, Germain Authié, Marc Bécam, Roger Boileau, Raymond Bouvier, Lionel Cherrier, Félix Ciccolini, François O. Collet, Raymond Courrière, Etienne Dailly, Michel Darras, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Eberhard, Edgar Faure, François Giacobbi, Michel Giraud, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Jacques Larché, Jean Ooghe, Guy Petit, Hubert Peyou, Paul Pillet, Roger Romani, Marcel Rudloff, Pierre Schiélé, Franck Sérusclat, Edgard Tailhades, Raymond Tarcy, Jacques Thyraud, Lionel de Tinguy.

II. — *Bureau :* président : M. Léon Jozeau-Marigné ; vice-présidents : MM. Jean Geoffroy, Pierre Carous, Louis Virapoullé, Charles de Cuttoli ; secrétaires : MM. Charles Lederman, Roland du Luart, Pierre Salvi, Baudouin de Hauteclocque.

Est nommé membre de cette commission : M. Roger Boileau (14 octobre 1980).

Cesse d'appartenir à cette commission : M. Louis Jung (14 octobre 1980).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er *janvier* 1980 *et le 6 octobre* 1980.

(Composition au 31 décembre 1980 avec les modifications intervenues depuis le 7 octobre 1980).

I. — *Membres :* MM. Raymond Bourgine, Marcel Fortier, René Jager, Pierre Jeambrun, Tony Larue, Jean Ooghe, Paul Séramy, Albert Voilquin.

II. — *Bureau :* président : M. François Schleiter ; secrétaire-rapporteur : M. Paul Mistral.

COMMISSIONS TECHNIQUES D'ORIENTATION ET DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL (COTOREP)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162**.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DU CHARBON ET DE L'ACIER (C. E. C. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Affaires étrangères.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (C. E. E.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G. ; deuxième lecture, D. G.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1 ; 2 ; 3.**
ENERGIE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; première partie : art. 4 ; Agriculture ; Transports ; Industries agricoles et alimentaires ; Commerce extérieur ; Départements d'outre-mer ; Affaires étrangères ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2**, D. G.
QUESTIONS ORALES n°s **2636, 2653, 2717, 2761, 2763, 2774, 2819, 30, 34, 54, 56.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT n°s **12, 274, 308, 330, 336, 340, 365, 388, 391, 400, 407, 420, 430, 444, 447, 451, 453, 467.**
TEXTILE (INDUSTRIE), **1**, D. G.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2 ; 18**, D. G. ; **36**, D. G.

(Communauté économique européenne [directives].)

Voir INFIRMIERS, **1**, D. G.
POLICE PRIVÉE, **1**, D. G.
POLLUTION, **1**, deuxième lecture, D. G.
PROFESSIONS MÉDICALES, **1**, D. G.

(Communauté économique européenne [élargissement].)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture ; Affaires étrangères.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 331, 407.**

(Communauté économique européenne [pollution mer].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **335.**

COMMUNAUTE EUROPEENNE A L'ENERGIE ATOMIQUE (EURATOM)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **19**, D. G.

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (C. E. C. A.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **18**, D. G.

COMMUNAUTES EUROPEENNES

Voir ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **317.**
RAPPORT D'INFORMATION, n° **15.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **33**, D. G.

COMMUNES

1. — **Proposition de loi relative aux commissions syndicales constituées dans les sections de communes,** présentée par M. René Chazelle, sénateur et plusieurs de ses collègues [3 juin 1980] **(n° 282,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de loi complétant l'article L. 1649 du code des communes relatif à la dissolution des districts,** présentée par M. Roger Boileau, sénateur [4 novembre 1980] **(n° 82,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Communes.)

Voir NOUVELLE-CALÉDONIE, **1**, D. G.
POLYNÉSIE FRANÇAISE, **1**, D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2776, 2826, 2837, 42.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **433.**

(« Communes dortoirs ».)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3**, D. G.

(Communes [moyennes ou grandes].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3**, D. G.

(Communes forestières.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3**, D. G.

(Communes [petites].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3**, D. G.

(Communes touristiques.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3**, D. G. ; C. M. P.

COMMUNICATION DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Lettre de M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, donnant la composition du bureau de l'Assemblée nationale [8 avril 1980] (p. 1058).

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR (COFACE)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Economie et budget. — III. Economie ; Commerce extérieur.

COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES (C. G. C. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

COMPAGNIE GENERALE MARITIME (C. G. M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

COMPAGNIE INTERNATIONALE POUR L'INFORMATION C. I. I.-HONEYWELL-BULL

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE (C. N. R.)

Voir ENERGIE, **1**, deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

COMPAGNIES AERIENNES

Voir AIRBUS (AVION)
AIR FRANCE
AIR INTER
LOI DE FINANCES, **6**, Transports.
QUESTION ORALE, n° **2711.**

COMPAGNIES REPUBLICAINES DE SECURITE (C. R. S.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **382.**

COMPTABILITE PUBLIQUE

1. — **Proposition de loi relative à la suppression du cautionnement des comptables publics,** présentée par M. Anicet Le Pors, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **208,** 1978-1979). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

(Comptabilité publique.)

Voir ASTREINTES, **1**, Quatrième lecture, D.G.

COMPTE SPECIAL DU TRESOR « PRETS A LA S. N. I. A. S. ET A LA S. N. E. C. M. A. »

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Comptes spéciaux du Trésor.

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Comptes spéciaux du Trésor.

CONCESSIONS COMMERCIALES

1. — **Proposition de loi tendant à définir un statut juridique des concessionnaires assurant la distribution et la maintenance de produits de marque,** présentée par M. Roger Boileau, sénateur [4 novembre 1980] (n° **79,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

CONCILIATEURS

Voir LOI DE FINANCES, 6, Justice.
QUESTION ORALE, n° 73.

CONCORDE (Avion.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Comptes spéciaux du Trésor ; Transports.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 356.

CONCURRENCE

Voir LOI DE FINANCES, 1, D.G. ; Economie et budget. — III. — Economie ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE, n° 2664.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 331, 336, 410.

CONCURRENCE ET CONSOMMATION (DIRECTION GENERALE)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Economie (section commune) ; Economie et budget. — III. — Economie.

CONCURRENCE INTERNATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, 6, D.G. ; Comptes spéciaux du Trésor ; Transports ; Commerce extérieur.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 373, 391.
TABAC ET ALLUMETTES, 1, D.G.
TRANSPORTS AÉRIENS, 1, D.G.

CONDITION FEMININE

Voir FEMMES, 2, D.G.

CONFEDERATION DES SYNDICATS MEDICAUX FRANÇAIS (C. S. M. F.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 162.

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL (C. G. T.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Justice.

CONFERENCE DES PRESIDENTS

Fixation par la conférence des présidents d'un **délai limite pour le dépôt des amendements** à un projet de loi (art. 50 du règlement). — Délai limite pour le dépôt des amendements au projet de loi n° 327 renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes. — *MM. Jean Mercier, Etienne Dailly, vice-président, président de séance* [30 octobre 1980] (p. 4246).

Rejet des propositions de la conférence des présidents établissant l'**ordre du jour des séances** pour le 14 novembre 1980 et les jours suivants (suppression des séances prévues le dimanche 16 novembre 1980) par scrutin public n° 29 ; liste des votants, p. 4668. — *MM. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois, André Méric, Jacques Eberhard, Jean Mercier, Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice ; Adolphe Chauvin, Etienne Dailly, Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance* [13 novembre 1980] (p. 4628, 4633).

CONFERENCES

(Conférence de l'organisation des pays exportateurs de pétrole, à Caracas.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, D.G. ; Affaires étrangères.

(Conférence d'Helsinki.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.
LOI DE FINANCES, 6, Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 408.
TRAITÉS ET CONVENTIONS (Accords d'Helsinki).

(Conférence de Madrid.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Affaires étrangères.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 330, 458, 466.

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (C. N U. C. E. D.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 274.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2, D.G.

CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL

1. — **Proposition de loi tendant à instaurer une procédure de conciliation et d'arbitrage obligatoire en vue du règlement des conflits collectifs du travail dans les services publics,** présentée par M. Guy Petit, sénateur et plusieurs de ses collègues [27 mai 1980] (n° 264, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [17 juin 1980].

2. — **Proposition de loi tendant à modifier le livre V du code du travail, afin de rendre obligatoire la médiation dans les conflits collectifs du travail non réglés par voie de conciliation,** présentée par M. André Bohl, sénateur et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° 76, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

CONGES

(Congé de formation.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

(Congé de maternité.)

Voir FAMILLE, 1, D. G. ; deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.
LOI DE FINANCES, 6, Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE, n° 7.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 162.

(Congé parental d'éducation.)

Voir FAMILLE, 1, D. G.
FORMATION PROFESSIONNELLE, 1, D. G.
LOI DE FINANCES, 6, deuxième partie, Santé et sécurité sociale.
PRESTATIONS FAMILIALES, 1, D. G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 162.

(Congés payés.)

Voir SALARIÉS, 1, deuxième lecture, D. G.
TRAVAIL (DURÉE DU), 2, D. G.

(Congés scolaires.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Tourisme.
QUESTION ORALE, n° 2791.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

1. — Décision du 30 décembre 1979 déclarant conformes à la Constitution les dispositions de la loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants [15 janvier 1980] (p. 3).

2. — Décision du 9 janvier 1980 déclarant conformes à la Constitution les dispositions de la loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [15 janvier 1980] (p. 3).

3. — Décision du 9 janvier 1980 déclarant conformes à la Constitution les dispositions de la loi relative à la prévention de l'immigration clandestine et portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration, à l'exception de l'article 6 de ladite loi dont les dispositions sont déclarées contraires à la Constitution [15 janvier 1980] (p. 3).

4. — Décision du 1er juillet 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi d'orientation agricole [2 octobre 1980] (p. 3739).

5. — Trois décisions du 17 juillet 1980 déclarant d'une part, conforme à la Constitution la loi autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, d'autre part, non contraire à la Constitution la loi modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968, enfin, conforme à la Constitution la loi organique portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique dans les lois organiques [2 octobre 1980] (p. 3739).

6. — Trois décisions du 22 juillet 1980 déclarant d'une part, conforme à la Constitution la loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires, d'autre part, conforme à la Constitution la loi portant validation d'actes administratifs, enfin, non conforme à la Constitution la loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer [2 octobre 1980] (p. 3739).

7. — Décision du 24 octobre 1980 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de la deuxième phrase du second alinéa de l'article 3-1 ajouté par la loi organique relative au statut de la magistrature à l'ordonnance du 22 décembre 1958 [28 octobre 1980] (p. 4052).

8. — Décision du 29 octobre 1980 déclarant conforme à la résolution adoptée par le Sénat tendant à modifier les dispositions des articles 43, 59 et 89 du règlement du Sénat [29 octobre 1980] (p. 4214).

9. — Trois décisions du 2 décembre 1980 sur des requêtes en contestation d'opérations électorales (Polynésie, Eure, Finistère. — Rejet des requêtes) [3 décembre 1980] (p. 5737, 5738).

10. — Décision du 19 décembre 1980 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs [19 décembre 1980] (p. 6527).

(Conseil constitutionnel.)

Voir RÈGLEMENT DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES, 1, D. G.

(Décisions du Conseil constitutionnel.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, D. G.

CONSEIL DE L'EUROPE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Affaires étrangères ; Industrie.
QUESTION ORALE, n° 2810.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 4.

(Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.)

ELECTION DE DÉLÉGUÉS représentant la France à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [9 décembre 1980] (p. 6131). — *Délégués titulaires :* MM. Noël Berrier, François Schleiter, Georges Spénale, Louis Jung, Christian Poncelet et Pierre Jeambrun. — *Délégués suppléants :* MM. Louis Le Montagner, René Jager, Jacques Ménard, Marcel Fortier, Gilbert Belin, Jean Mercier.

Voir RAPPORT D'INFORMATION, n° 12.

CONSEIL D'ETAT

Voir LOI DE FINANCES, 6, Justice.

CONSEIL D'INFORMATION NUCLEAIRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 174.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. — **Proposition de loi organique tendant à modifier diverses dispositions de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social,** présentée par M. Charles de Cuttoli et plusieurs de ses collègues [25 février 1980] (n° **178,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de loi organique complétant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social afin d'assurer la représentation des consommateurs,** présentée par M. René Jager, sénateur, et plusieurs de ses collègues [5 novembre 1980] (n° **85,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Conseil économique et social [Construction d'une annexe].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Conseil économique et social.

(Conseil économique et social [Statut du personnel].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Conseil économique et social.

CONSEIL EUROPEEN D'ORIENTATION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.

CONSEILLERS GENERAUX

1. — **Proposition de loi tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général,** présentée par M. Léon Jozeau-Marigné, sénateur, et plusieurs de ses collègues [27 mai 1980] (n° **267,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport commun de M. Pierre Salvi [11 décembre 1980] (n° **159,** 1980-1981) sur la présente proposition, sur la proposition n° **153,** 1979-1980, de MM. Marcel Champeix, Félix Ciccolini et plusieurs de leurs collègues, *portant décentralisation de l'Etat,* et sur la proposition n° **313,** 1979-1980, de M. Hubert d'Andigné. — *Voir : Décentralisation administrative,* **1,** pour la proposition de loi n° **153,** 1979-1980. — Discussion commune [16 décembre 1980] (p. 6342, 6354).

2. — **Proposition de loi tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général,** présentée par M. Hubert d'Andigné, sénateur, et plusieurs de ses collègues [12 juin 1980] (n° **313,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport commun de M. Pierre Salvi [11 décembre 1980] (n° **159,** 1980-1981) sur la présente proposition, sur la proposition de loi n° **153,** 1979-1980 de MM. Marcel Champeix, Félix Ciccolini et plusieurs de leurs collègues, *portant décentralisation de l'Etat* et sur la proposition n° **267,** 1979-1980 de M. Léon Jozeau-Marigné. — Voir : *Décentralisation administrative,* **1,** pour la proposition de loi n° **153,** 1979-1980. — Discussion commune [16 décembre 1980] (p. 6342, 6354). — Adoption [16 décembre 1980] (n° **38**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [17 décembre 1980] (n° **2169**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Discussion (première lecture).

[16 décembre 1980] (p. 6342, 6354).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6342, 6346) : *MM. Pierre Salvi, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Carat, Franck Sérusclat, Léon Jozeau-Marigné, Christian Bonnet, ministre de l'intérieur ; James Marson.*

Conseillers généraux : MM. Salvi (Pierre) (p. 6342) ; Carat (Jacques) (p. 6343, 6344) ; Jozeau-Marigné (Léon) (p. 6344) ; Bonnet (Christian) (p. 6345) ; Sérusclat (Franck) (p. 6345) ; Marson (James) (p. 6346).

Elus locaux (Statut des) : MM. Salvi (Pierre) (p. 6342, 6343) ; Carat (Jacques) (p. 6343, 6344) ; Jozeau-Marigné (Léon) (p. 6344) ; Bonnet (Christian) (p. 6345) ; Sérusclat (Franck) (p. 6345, 6346) ; Marson (James) (p. 6346).

Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (I. R. C. A. N. T. E. C.) : M. Carat (Jacques) (p. 6344).

Préfets : M. Marson (James) (p. 6346).

Rapport Boileau (Elus locaux) : M. Salvi (Pierre) (p. 6342, 6343).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6346, 6354) : *MM. Jacques Carat. Pierre Salvi, rapporteur ; Christian Bonnet, ministre ; James Marson, Franck Sérusclat, Pierre Labonde, Adolphe Chauvin, René Touzet.*

Article 1er (*Codification : création d'un nouveau titre dans la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux*). — Adopté (p. 6346).

Article 2 (*Principe de la gratuité des fonctions*) (p. 6346).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Jacques Carat : exercice de mandat de conseiller général et principe d'une indemnité de fonction de droit constituant pour le département une dépense obligatoire (p. 6347) ;

— l'article 2 est adopté (p. 6347).

Article 3 (*Régime des autorisations d'absence*) (p. 6347).

Rejeté : amendement n° 9 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. James Marson : autorisation d'absence pour toute mission ou étude nécessitée par l'exercice du mandat (p. 6347) ;

— l'article 3 est adopté (p. 6347).

Après l'article 3 (p. 6347).

Rejeté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. James Marson : candidature aux élections cantonales ; droit à une suspension d'activités pendant le mois précédant le scrutin (p. 6348) ; amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. James Marson : exercice du mandat de conseiller général et abandon de son activité professionnelle ; garantie de réemploi au terme du mandat (p. 6348).

Article 4 (*Indemnités journalières*) (p. 6348).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Jacques Carat : indemnités de fonction et référence aux indices de la fonction publique, en fonction de la population départementale (p. 6349) ;

— l'article 4 est adopté (p. 6349).

Article 5 (*Majoration de l'indemnité journalière au bénéfice du président et des membres du bureau*) (p. 6349).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Jacques Carat : possibilité de majoration d'indemnité pour certains conseillers généraux (p. 6349) ;

— l'article 5 est adopté (p. 6349).

Article 6 (*Indemnité de déplacement*) (p. 6350).

Adopté : amendement n° 15 de M. Pierre Salvi, rapporteur : vote par le conseil général d'un crédit pour remboursement de frais nécessités par l'exécution de mandats spéciaux (p. 6350) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 6350).

Article 7 (*Frais de représentation*) (p. 6350).

Adopté : amendement n° 13 de M. Christian Bonnet, ministre : frais de représentation du président du conseil général ou des membres chargés de représenter ce conseil (p. 6350).

Rejeté : amendement n° 5 de M. Jacques Carat : vote par le conseil général d'un crédit pour remboursement de frais nécessités par l'exécution de mandats spéciaux (p. 6350) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 6350).

Article 8 (*Retraite*) (p. 6350).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Labonde : principe et modalités d'application du versement par les conseils généraux d'une pension de retraite à leur ancien membre (p. 6352).

Retiré : amendement n° 6 de M. Jacques Carat : principe et modalités d'application du versement par les conseils généraux d'une pension de retraite à leur ancien membre (p. 6352) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 6352).

Après l'article 8 (p. 6352).

Adopté : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : éclatement du département de la Seine et règlement des pensions dues aux conseillers généraux de la Seine (p. 6353) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6353).

Article 9 (*Formation*) (p. 6353).

Rejetés : amendement n° 14 de M. Franck Sérusclat : formation des conseillers généraux par des associations d'élus représentatives (p. 6353) ; amendement n° 12 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. James Marson : formation des conseillers généraux par des associations d'élus représentatives (p. 6353) ;

— l'article 9 est adopté (p. 6353).

Après l'article 9 (p. 6353).

Rejeté : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : possibilité pour les conseillers généraux de s'affilier au régime de la sécurité sociale (p. 6354).

Article 10 (*Délégation de vote*). — Adopté (p. 6354).

Article 11 (*Protection juridique dans l'exercice des fonctions*). — Adopté (p. 6354).

Article 12 (*Abrogation de textes législatifs*) (p. 6354).

Adopté : amendement de coordination n° 16 de M. Christian Bonnet, ministre (p. 6354) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 6354).

NOUVEL INTITULÉ :

Adopté : amendement de M. Pierre Salvi : de forme ; **« Proposition de loi tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général et à compléter la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux »** (p. 6354).

Explications de vote :

— *M. Jacques Carat* (p. 6354) : absence de définition d'un statut de l'élu du conseil général ; amendement permettant de créer le système de prévoyance pour les retraites des conseillers généraux ; abstention du groupe socialiste ;

— *M. James Marson* (p. 6354) : caractère limité de la proposition de loi ; opposition du Sénat aux tentatives de faciliter aux travailleurs salariés l'exercice de leur mandat électif ; formation et refus d'une liberté laissée aux conseillers généraux ; abstention du groupe communiste.

Adoption [16 décembre 1980] (p. 6354).

(Conseillers généraux.)

Voir DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, 1, D. G.

CONSEILS GENERAUX

1. — **Proposition de loi relative aux sessions de conseils généraux,** présentée par M. René Ballayer, sénateur et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (**n° 75, 1980-1981**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de loi tendant à compléter l'article 69 de la loi du 10 août 1871,** présentée par M. Joseph Raybaud, sénateur [19 novembre 1980] (**n° 105, 1980-1981**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — **Proposition de loi relative à l'élection des conseils généraux, des dates d'ouverture et de la durée des sessions budgétaires des conseils généraux et des conseils régionaux,** présentée par M. André Méric, sénateur et plusieurs de ses collègues [19 décembre 1980] (**n° 201, 1980-1981**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

CONSEILLERS MUNICIPAUX

1. — **Proposition de loi tendant à modifier le tableau n° 3 annexé au code électoral et visé par l'article L. 261 du même code,** présentée par M. Jean Mercier, sénateur [5 juin 1980] **(n° 298,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Conseillers municipaux.)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2751, 48.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **472.**

CONSEILS D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT (C. A. U. E.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.
QUESTIONS ORALES n°s **2663, 2736.**

CONSEILS MUNICIPAUX

1. — **Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 239 du code électoral en ce qui concerne un cas particulier d'incompatibilité,** présentée par M. Etienne Pinte, député [27 février 1980] **(n° 1584).** — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre-Charles Krieg [5 novembre 1980] **(n° 2026).** — Discussion [3 décembre 1980]. — Adoption [3 décembre 1980] **(n° 387).**

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L. 238 du code électoral** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [3 décembre 1980] **(n° 140,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Pierre Carous [11 décembre 1980] **(n° 167,** 1980-1981). — Discussion [16 décembre 1980] (p. 6340, 6342). — Adoption modifiée [16 décembre 1980] **(n° 37).**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [17 décembre 1980] **(n° 2168).** — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre-Charles Krieg [18 décembre 1980] **(n° 2173).** — Discussion [18 décembre 1980]. — Adoption [18 décembre 1980] **(n° 417).**

PROMULGATION : loi n° 80-1057 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[16 décembre 1980] (p. 6340, 6342).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6340, 6341) : *MM. Pierre Carous, rapporteur de la commission des lois ; Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.*

Incompatibilités (Conseils municipaux) : MM. Carous (Pierre), (p. 6340) ; Bonnet (Christian), p. 6340, 6341).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6341, 6342) : *MM. Pierre Carous, rapporteur ; Christian Bonnet, ministre ; Franck Sérusclat, Louis Souvet.*

Article unique (*Abrogation des quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article L. 238 du code électoral ; incompatibilités*) (p. 6341).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Carous, rapporteur : alinéas 4, 5 et 6 nouveaux de l'article L. 238 du code électoral : application du principe d'incompatibilité aux parents dans les communes de 500 habitants ; élection par secteur et application du principe dans chaque secteur (p. 6341) ;

— l'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 6341).

Après l'article unique (p. 6341).

Adoptés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : naissance de l'incompatibilité en cours de mandat ; application du principe à la fin de ce mandat (p. 6342) ; sous-amendement n° 3 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux : élection des conseils par secteur ; maintien du conseiller concerné jusqu'au renouvellement du conseil (p. 6342) ;

— un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 6342).

Adoption [16 décembre 1980] (p. 6342).

(Conseils municipaux.)

Voir ELECTIONS, **1.**

CONSEILS REGIONAUX

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **375.**

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1.** D. G.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** D. G.

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.
TRAITES ET CONVENTIONS, n° **14,** D. G.

CONSEIL SUPERIEUR DES PROFESSIONS PARAMEDICALES

Voir INFIRMIERS, **1,** D. G.

CONSEIL SUPERIEUR D'ORIENTATION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Voir AGRICULTURE, **1,** deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.

CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS (C. N. A. M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Universités.

CONSERVATOIRES ET ECOLES DE MUSIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Culture et communication.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **460.**

CONSOMMATEURS (Information et protection des).

Voir ASSURANCES, **1,** deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.
ASSOCIATIONS (DE CONSOMMATEURS).
LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — III. — Economie.
QUESTION ORALE, n° **2708.**

CONSOMMATION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industries agricoles et alimentaires.
QUESTION ORALE, n° **2688.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **410.**

(Consommation médicale.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

CONSTITUTION

1. — **Proposition de loi constitutionnelle modifiant et complétant les articles 21, 34, 37 et 72 de la Constitution du 4 octobre 1958,** présentée par M. Marcel Champeix, sénateur, et plusieurs de ses collègues [15 janvier 1980] (n° **152,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Commissions permanentes.)

2. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 43 de la Constitution et augmenter le nombre des commissions permanentes en créant une commission des libertés,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **164,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Conseil constitutionnel.)

3. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 41 de la Constitution et permettre la consultation du Conseil constitutionnel en cours de procédure législative,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **163,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Mandat présidentiel.)

4. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 6 de la Constitution et réduire à cinq ans le mandat présidentiel,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **156,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Message du Président de la République.)

5. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 18 de la Constitution et esquisser le dialogue entre le Président de la République et le Parlement en aménageant la pratique constitutionnelle du message,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **158,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Ministres parlementaires.)

6. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 23 et 25 de la Constitution et permettre aux ministres antérieurement parlementaires de retrouver leurs mandats d'élus nationaux,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **159,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Navettes.)

7. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 45 de la Constitution et garantir que la navette des textes législatifs reste la règle et la commission mixte paritaire l'exception,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **165,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Ordre du jour.)

8. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 48 de la Constitution et promouvoir dans l'ordre du jour des assemblées les initiatives parlementaires et le vote des textes en instance,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **166,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Parlement hors session.)

9. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 29 de la Constitution et déterminer les conditions de délibération du Parlement lorsqu'il est appelé à siéger hors session,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **162,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Référendum.)

10. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 11 de la Constitution et élargir le domaine d'application du référendum aux problèmes de société et au choix du régime électoral,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **157,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Responsabilité des gouvernements.)

11. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 49 de la Constitution et limiter l'usage par le Gouvernement au cours d'une même session ordinaire d'engager sa responsabilité,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **167,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Sessions ordinaires.)

12. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 28 de la Constitution et réunir le Parlement en deux sessions ordinaires, l'une de quatre-vingt-quinze jours, l'autre de cent jours,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **161,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Suspension poursuites.)

13. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 26 de la Constitution et permettre pour un parlementaire la suspension de détention ou de poursuites jusqu'à la fin de son mandat,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **160,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Constitution.)

Voir IMPÔTS, **2,** D. G.

RÈGLEMENT DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES, **1,** D. G.

(Constitution [art. 45].)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

(Constitution [art. 49].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G.

CONSTRUCTION

Voir COUR DES COMPTES
LOI DE FINANCES, 6, première partie : après l'art. 7 ; Environnement et cadre de vie.
QUESTIONS ORALES, n°s **26, 27.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **383.**

(Prêts à la construction.)

Voir QUESTION ORALE, n° **43.**

CONSTRUCTION D'HABITATIONS

1. — **Proposition de loi sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles,** présentée par M. Jean-Marie Daillet, député et plusieurs de ses collègues [11 mai 1978] **(n° 211).** — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Pour avis à la commission de la production et des échanges [24 mai 1978]. — Rapport de M. Jacques Richomme [20 juin 1979] **(n° 1174).** — Avis oral de M. Maurice Cornette. — Discussion [20 mai 1980]. — Adoption [20 mai 1980] **(n° 289).**

NOUVEL INTITULÉ : **« Proposition de loi relative à la protection des candidats à la construction de maisons individuelles et portant diverses dispositions concernant le droit de la construction ».**

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [21 mai 1980] **(n° 251,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan [22 mai 1980].

CONSTRUCTION NAVALE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Transports ; Défense.
QUESTIONS ORALES, n°s **2757, 2792.**

CONSTRUCTION NAVALE ET INDUSTRIELLE DE MEDITERRANEE (C. N. I. M.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2757.**

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 6, D. G. ; Education.
QUESTIONS ORALES, n°s **2650, 2677, 2679, 2733, 2750, 2789.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT n° **332.**

CONTRACEPTION

1. — **Proposition de loi tendant à autoriser en matière de contraception la prescription des diaphragmes par les sages-femmes,** présentée par Mme Cécile Goldet, sénateur [2 avril 1980] **(n° 195,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

Voir LOI DE FINANCES, 6, Santé et sécurité sociale ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.
QUESTION ORALE, n° **2698.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **347.**

CONTRATS DE TRAVAIL

1. — **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation [rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **386,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Pierre Sallenave [23 octobre 1980] (n° **49,** 1980-1981). — Discussion [30 octobre 1980] (p. 4255, 4270). — Adoption [30 octobre 1980] (n° **18**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [31 octobre 1980] (n° **2021**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. René Caille [20 novembre 1980] (n° **2094**). — Discussion [26 novembre 1980]. — Adoption modifiée [26 novembre 1980] (n° **376**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [27 novembre 1980] (n° **121,** 1980-1981) ; renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Pierre Sallenave [3 décembre 1980] (n° **138,** 1980-1981). — Discussion [10 décembre 1980] (p. 6166, 6173). — Adoption modifiée [10 décembre 1980] (n° **30**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [11 décembre 1980] (n° **2148**) ; renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. René Caille [17 décembre 1980] (n° **2172**). — Adoption [18 décembre 1980] (n° **416**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) [19 décembre 1980] (n° **199,** 1980-1981) ; renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. René Caille [19 décembre 1980] (n° **2229**). — Discussion [19 décembre 1980]. — Adoption [19 décembre 1980] (n° **419**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Pierre Sallenave [19 décembre 1980] (n° **200,** 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6503, 6565). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **61**).

PROMULGATION : loi n° 81-3 du 7 janvier 1981 (*J. O.* Lois et décrets du 8 janvier 1981).

Discussion (première lecture).

[30 octobre 1980] (p. 4255, 4270).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4255, 4259) : *MM. Pierre Sallenave, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Charles Bonifay, Hector Viron, Pierre Louvot, Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Accidents de trajet : MM. Sallenave (Pierre) (p. 4256) ; Bonifay (Charles) (p. 4256, 4257) ; Viron (Hector) (p. 4257).

Accidents du travail : MM. Sallenave (Pierre) (p. 4255, 4256) ; Viron (Hector) (p. 4257) ; Mattéoli (Jean) (p. 4258).

Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels : MM. Sallenave (Pierre) (p. 4256) ; Mattéoli (Jean) (p. 4259).

Contrat de travail : MM. Sallenave (Pierre) (p. 4256) ; Viron (Hector) (p. 4257) ; Mattéoli (Jean) (p. 4258).

Entreprises : MM. Sallenave (Pierre) (p. 4255, 4256) ; Louvot (Pierre) (p. 4257, 4258) ; Mattéoli (Jean) (p. 4258).

Licenciements : MM. Sallenave (Pierre) (p. 4256) ; Mattéoli (Jean) (p. 4258).

Maladies professionnelles : MM. Sallenave (Pierre) (p. 4255) ; Mattéoli (Jean) (p. 4258).

Médecine du travail : M. Sallenave (Pierre) (p. 4256).

Reclassement professionnel : MM. Sallenave (Pierre) (p. 4255, 4256) ; Viron (Hector) (p. 4257) ; Louvot (Pierre) (p. 4257, 4258) ; Mattéoli (Jean) (p. 4258).

Risques professionnels : MM. Sallenave (Pierre) (p. 4255) ; Mattéoli (Jean) (p. 4258).

Travail (sécurité du) : M. Mattéoli (Jean) (p. 4258).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4259, 4270) : *MM. Pierre Sallenave, rapporteur ; Charles Bonifay, Hector Viron, Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation ; Pierre Louvot, Louis Souvet, Michel Darras, Jacques Eberhard, Jacques Descours Desacres, vice-président de la commission des finances ; André Rabineau, vice-président de la commission des affaires sociales.*

Article 1er (*Contrat de travail : règles particulières aux salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle*) (p. 4259).

Art. L. 122-32-1 du code du travail (suspension du contrat de travail) (p. 4259).

Adopté : amendement n° 2 de M. Pierre Sallenave, rapporteur : prise en compte de la durée de suspension du contrat pour la détermination des avantages conventionnels liés à l'ancienneté (p. 4261).

Rejetés : amendements identiques n° 1 de M. Pierre Sallenave, rapporteur et n° 11 de M. Hector Viron : extension aux accidents de trajet (p. 4261 ; scrutin public n° 8 ; liste des votants p. 4312) ;

— le texte proposé pour l'art. L. 122-32-1 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 4261).

Art. L. 122-32-2 du code du travail (interdiction de licencier) (p. 4261).

Rejetés : amendements nos 12 et 13 de M. Hector Viron : suppression de la possibilité donnée à l'employeur, dans certains cas, de résilier le contrat de travail (p. 4261) ;

— le texte proposé pour l'art. L. 122-32-2 du code du travail est adopté (p. 4261).

Art. L. 122-32-3 du code du travail (protection de l'emploi dans le cas de contrat à durée déterminée). — Adopté (p. 4261).

Art. L. 122-32-4 du code du travail (réintégration en cas d'aptitude) (p. 4261).

Adopté : amendement n° 21 de M. Hector Viron : exclusion de tout retard d'avancement pour le salarié reclassé (p. 4262) ;

— le texte proposé pour l'art. L. 122-32-4 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 4262).

Art. L. 122-32-5 du code du travail (reclassement en cas d'inaptitude) (p. 4262).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Pierre Sallenave, rapporteur : précisions sur l'intervention du médecin du travail lors du reclassement (p. 4262). — Amendement n° 4 de M. Pierre Sallenave, rapporteur : avis du comité d'hygiène et de sécurité (p. 4262). — Amendement n° 5 de M. Pierre Sallenave, rapporteur : possibilité d'aménagement du temps de travail (p. 4263). — Amendement n° 29 de M. Jean Mattéoli, ministre : possibilité pour l'employeur de bénéficier des aides financières prévues par la loi d'orientation du 30 juin 1975 pour faciliter la remise au travail des travailleurs handicapés (p. 4263).

Rejetés : amendement n° 22 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard : prise en charge par l'employeur des frais découlant d'une mutation hors de l'établissement (p. 4265) ; sous-amendement n° 30 de M. Michel Darras : possibilité d'attribution d'une aide financière de l'Etat dans ce cas (p. 4264).

Retirés : amendement n° 6 de M. Pierre Sallenave, rapporteur : possibilité pour l'employeur de bénéficier des aides financières prévues par la loi d'orientation du 30 juin 1975 pour faciliter la remise au travail des travailleurs handicapés (p. 4263). — Amendement n° 26 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux : en cas de licenciement, bénéfice de plein droit de l'allocation spéciale de chômage allouée aux travailleurs victimes d'un licenciement économique (p. 4269) ; précédemment réservé (p. 4265).

— le texte proposé pour l'art. L. 122-32-5 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 4269) ; précédemment réservé p. 4265).

Art. L. 122-32-6 du code du travail (indemnités en cas de rupture fondée du contrat) (p. 4265).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Pierre Sallenave, rapporteur ; suppression du droit à indemnité pour les salariés, en cas de refus abusif de l'emploi proposé (p. 4265). — Amendement n° 23 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de la clause d'ancienneté de deux ans (p. 4265). — Amendement n° 8 de M. Pierre Sallenave, rapporteur : bénéfice du super-privilège pour l'indemnité compensatrice (p. 4266). — Amendement n° 10 de M. Pierre Sallenave, rapporteur : fixation par décret des conditions d'octroi aux entreprises, par les caisses de sécurité sociale, d'avances remboursables pour le versement des indemnités (p. 4266) ;

— le texte proposé pour l'art. L. 122-32-6 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 4266).

Art. L. 122-32-7 du code du travail (dommages-intérêts en cas de licenciement abusif). — Adopté (p. 4266).

Art. L. 122-32-8 du code du travail (mode de calcul des indemnités) (p. 4266).

Adopté : amendement n° 27 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux : référence au salaire moyen, en incluant les primes, indemnités et avantages divers (p. 4267).

Retiré : amendement n° 24 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard : référence au salaire moyen, en incluant les primes, indemnités et avantages divers (p. 4267) ;

— le texte proposé pour l'art. L. 122-32-8 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 4267).

Art. L. 122-32-9 du code du travail (rupture d'un contrat à durée déterminée). — Adopté (p. 4267).

Après l'art. L. 122-32-9 du code du travail (p. 4267). — *Irrecevable* (art. 45, alinéa 2, du règlement du Sénat) : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Pierre Sallenave, rapporteur : bénéfice pour le salarié accidenté et licencié de l'allocation spéciale aux travailleurs victimes d'un licenciement économique et priorité dans l'accès aux actions de formation professionnelle (p. 4269 ; précédemment réservé p. 4267).

Art. L. 122-32-10 du code du travail (cas de rechute d'accident ou de maladie) (p. 4267).

Adopté : amendement n° 28 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux : création d'un fonds de solidarité destiné à venir en aide aux salariés des entreprises défaillantes (p. 4269 ; scrutin public n° 10 ; liste des votants p. 4314).

Rejetés : amendement n° 14 de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression des dispositions relatives à l'exclusion du champ d'application de la loi des cas de rechute (p. 4268). — Amendement n° 15 de M. Pierre Louvot : non-application de la loi aux établissements occupant moins de cent salariés (p. 4268 ; scrutin public n° 9 ; liste des votants p. 4313) ;

— le texte proposé pour l'art. L. 122-32-10 du code du travail, ainsi modifié, est adopté (p. 4269) ;

— l'article 1er du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 4269).

Article 2 (*Harmonisation de l'art. L.* 120-1 *du code du travail : bénéficiaires*). — Adopté (p. 4269).

Explications de vote :

— *M. Jacques Eberhard* (p. 4269) : rejet des amendements relatifs aux accidents de trajet et aux cas de force majeure. Vote du groupe communiste contre l'ensemble du projet de loi.

— *Mme Cécile Goldet* (p. 4269) : rejet de l'amendement relatif aux accidents de trajet. Vote du groupe socialiste contre l'ensemble du projet de loi.

Scrutin public (p. 4269, n° 11 ; liste des votants p. 4315).

Adoption [30 octobre 1980] (p. 4269).

Discussion (deuxième lecture).

[10 décembre 1980] (p. 6166, 6173).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6166, 6167) : *MM. Pierre Sallenave, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Accidents de trajet : M. Mattéoli (Jean) (p. 6167).

Comités d'hygiène et de sécurité : M. Sallenave (Pierre) (p. 6166).

Contrat de travail : M. Sallenave (Pierre) (p. 6166).

Entreprises : M. Sallenave (Pierre) (p. 6166).

Formations professionnelles : M. Sallenave (Pierre) (p. 6166).

Licenciements : M. Sallenave (Pierre) (p. 6166).

Reclassement professionnel : M. Sallenave (Pierre) (p. 6166).

Salaire (garantie de) : M. Sallenave (Pierre) (p. 6166).

Article 1er (p. 6167). — *Adoptés :* amendement n° 3 de M. Guy Robert : rétablissement de l'assimilation entre accident du travail et accident de trajet (p. 6171 ; scrutin public n° 79 ; liste des votants p. 6186, 6187). — Amendement n° 4 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet : compensation du préjudice de la perte de l'emploi consécutive à un accident du travail ; maintien des avantages consentis par voie conventionnelle ou contractuelle (p. 6171) ; sous-amendement n° 7 de M. Jean Mattéoli, ministre : maintien des avantages de même nature prévus par des dispositions conventionnelles ou contractuelles (p. 6171). — Amendement n° 1 de M. Jean Mattéoli, ministre : refus de l'employeur de reclasser le salarié en cause ou de lui verser l'indemnité ; définition d'une sanction (p. 6172). — Amendement n° 5 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet : non-application des dispositions du projet aux rapports entre un employeur et son salarié victime d'un accident ou d'une maladie survenue ou contractée au service d'un autre employeur (p. 6173).

Retiré : amendement n° 2 de M. Pierre Sallenave, rapporteur : non-application des dispositions du projet aux rapports entre un employeur et son salarié victime d'un accident ou d'une maladie professionnelle survenue ou contractée au service d'un autre employeur (p. 6173).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 6 de M. François Dubanchet, soutenu par M. Jacques Mossion : paiement des indemnités prévues et recours aux avances remboursables des caisses de sécurité sociale pour les entreprises de moins de cent salariés (p. 6171) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 6173).

Article 3. — Adopté (p. 6173).

Adoption [10 décembre 1980] (p. 6173).

Discussion (commission mixte paritaire).

[20 décembre 1980] (p. 6563, 6565).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6563, 6564) : *Mme Cécile Goldet, en remplacement de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour le Sénat ; M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Accidents de trajet : Mme Goldet (Cécile) (p. 6563, 6564) ; M. Mattéoli (Jean) (p. 6564).

Licenciements : Mme Goldet (Cécile) (p. 6563, 6564) ;

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE 1er (p. 6564, 6565) : *M. Jean Chérioux, au nom de M. Pierre Sallenave, rapporteur.*

Article 1er (p. 6564). — Amendement n° 1 de M. Jean Mattéoli, ministre : exclusion de l'accident de trajet comme cause de suspension du contrat de travail (p. 6564).

Vote sur l'ensemble dans la rédaction résultant du texte proposé par la commission mixte paritaire, modifié par l'amendement du Gouvernement (p. 6565).

Scrutin public (p. 6565 ; n° 92 ; liste des votants, p. 6585, 6586).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6565).

(Contrats de travail.)

Voir FAMILLE, **1.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **356.**

(Contrats de travail à durée déterminée.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

CONTRATS DE PAYS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire.
QUESTION ORALE, n° **2826.**

CONTRATS DE VENTE

Voir FAILLITE, RÈGLEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION DE BIENS, **1,** deuxième lecture, D. G.

CONTRATS EMPLOI-FORMATION

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

CONTRAVENTIONS DE POLICE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11,** D. G.

CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

CONTROLE FISCAL

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — II. — Section commune. — IV. — Budget.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** D. G.

CONTROLE PARLEMENTAIRE

Voir PARLEMENT (CONTROLE DU).

CONTROLES D'IDENTITE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.
PROCÉDURE PÉNALE, 2, D. G. ; C. M. P.

CONTROLEURS DE LA NAVIGATION AERIENNE

Voir QUESTIONS ORALES, nos **2667, 2689.**

CONVENTIONS FISCALES

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **3, 15.**

CONVENTIONS MEDICALES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **376.**

CONVENTIONS COLLECTIVES

Voir TRAVAIL (DURÉE DU), **2,** D. G.

COOPERANTS

Voir LOI DE FINANCES, 6, Coopération ; Affaires étrangères.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **34,** D. G.

COOPERATION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Coopération.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **356, 389, 59.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D. G.

(Coopération culturelle, scientifique et technique.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **22 ; 32,** D. G. ; **34,** D. G. ; **37,** D. G.

(Coopération militaire.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **29,** D. G.

COOPERATIVES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — III. — Economie ; Agriculture.

COOPERATIVES D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE (C. U. M. A.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

COPRAH

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer.

COREE DU NORD

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
QUESTION ORALE, n° **2780.**

COREE DU SUD

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **15.**

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **325.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **31,** D. G.

CORSE

1. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements des 7 au 9 janvier en Corse,** présentée par M. Marcel Champeix, sénateur, et plusieurs de ses collègues [17 janvier 1980] (n° **155,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la situation actuelle de la Corse,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **169,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Corse.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G. ; Intérieur, **6,** Transports.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 318, 321, 382, 396.**

(Transports vers la Corse.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.

COUR DE CASSATION

Voir MAGISTRATS, **1,** deuxième lecture, D. G.

COUR DES COMPTES

Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes [30 juin 1980] (p. 3385) : *MM. Bernard Beck, premier président de la Cour des comptes ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.*

Calamités agricoles : M. Bonnefous (Edouard) (p. 3385).
Construction : M. Bonnefous (Edouard) (p. 3385).
Cour des comptes : M. Bonnefous (Edouard) (p. 3385).
Entreprises publiques : M. Bonnefous (Edouard) (p. 3385).
Fonds national de l'emploi : M. Bonnefous (Edouard) (p. 3385).
Hôpitaux : M. Bonnefous (Edouard) (p. 3385).
Sécurité sociale : M. Bonnefous (Edouard) (p. 3385).
Tourisme : M. Bonnefous (Edouard) (p. 3385).

(Cour des comptes.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — II. — Section commune. — IV. — Budget.

(Cour des comptes [contrôle des entreprises publiques].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G.

(Cour des comptes [rapport].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G.
LOIS DE RÈGLEMENT, **1,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **2632.**

COUR DE SURETE DE L'ETAT

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **317.**
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1,** deuxième lecture, D. G.

(Cour de sûreté de l'Etat [Affaire Delpey].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

COURS D'ASSISES

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1,** D. G.

(Formation du jury.)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **3,** D. G. ; deuxième lecture, D. G. ; troisième lecture, D. G.

COURS D'EAU

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.
PÊCHE FLUVIALE, **1,** D. G.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **319, 421.**

COUTUMES

Voir MUSÉES, **1,** D. G.

CREANCES

Voir ENTREPRISES, **1,** D. G. ; deuxième lecture.

CREATION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion-télévision française.

CRECHES

Voir FAMILLE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

CREDIT

Voir ENTREPRISES, **1,** D. G. ; deuxième lecture.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; première partie : avant l'art. **4.**
QUESTION ORALE, n° **2737.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

CREDIT AGRICOLE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture ; Industries agricoles et alimentaires.
QUESTION ORALE, n° **2734.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 359, 444.**

CREDIT FONCIER

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1,** D.G.

CREDIT IMMOBILIER

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

CREDIT MUTUEL

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D.G.

CRIMES ET DELITS

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2754, 25.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **406, 407, 441.**

CUBA

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

CUIRS ET PEAUX

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2715, 2758.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **444.**

CYCLONES

Voir CALAMITÉS
FAMILLE, **1,** D.G.
QUESTION ORALE, n° **16.**

D

DANSE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

DEBITS DE BOISSONS

Voir JEUX ET PARIS, **1,** D. G.

DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE

1. — **Proposition de loi portant décentralisation de l'Etat,** présentée par MM. Marcel Champeix, Félix Ciccolini, sénateurs, et plusieurs de leurs collègues [15 janvier 1980] (n° **153,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport commun de M. Pierre Salvi [11 décembre 1980] (n° **159,** 1980-1981) sur la présente proposition, sur la proposition n° **267,** 1979-1980, de M. Léon Jozeau-Marigné et sur la proposition n° **313,** 1979-1980, de M. Hubert d'Andigné. — VOIR : CONSEILLERS GÉNÉRAUX, **1** *et* **2** pour la discussion commune [16 décembre 1980] (p. 6342, 6354). — Adoption [16 décembre 1980] (n° **38**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général et à compléter la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** ».

(Décentralisation administrative.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche ; Aménagement du territoire ; Culture et communication.
QUESTIONS ORALES, n°s **2648, 2657, 2677, 2764, 2824.**

DECHETS

Voir ENERGIE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Environnement et cadre de vie ; Industrie.
POLLUTION, **1,** deuxième lecture, D. G.
QUESTION ORALE, n° **2768.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **378.**

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

1. — **Déclaration sur la rencontre de Varsovie** [21 mai 1980] (p. 2029, 2032) : *M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères. — Rappel au règlement ; MM. Serge Boucheny, Alain Poher, président du Sénat. — M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.*

Afghanistan : MM. Stirn (Olivier) (p. 2029) ; Lecanuet (Jean) (p. 2031).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : M. Lecanuet (Jean) (p. 2032).

Etats-Unis d'Amérique : M. Lecanuet (Jean) (p. 2032).

Politique extérieure : MM. Boucheny (Serge) (p. 2030) ; Poher (Alain) (p. 2030) ; Lecanuet (Jean) (p. 2031).

Union des Républiques socialistes soviétiques (U.R.S.S.) : MM. Stirn (Olivier) (p. 2029, 2030) ; Lecanuet (Jean) (p. 2031).

2. — **Déclaration sur l'accord réalisé le 30 mai 1980, au sein du Conseil des communautés européennes** [4 juin 1980] (p. 2328, 2331) : *M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.* — En réponse : *M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères.*

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2328, 2329) ; Lecanuet (Jean) (p. 2329, 2330).

Grande-Bretagne (et Marché commun) : MM. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2328, 2329) ; Lecanuet (Jean) (p. 2329, 2330).

Lomé (Convention de) : M. Lecanuet (Jean) (p. 2330).

Montants compensatoires monétaires : M. Lecanuet (Jean) (p. 2330).

Ovins : MM. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2328) ; Lecanuet (Jean) (p. 2330).

Parlement (Information du) : MM. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2328) ; Lecanuet (Jean) (p. 2329).

Pêche maritime : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2328).

Politique agricole commune (P.A.C.) : MM. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2328, 2329) ; Lecanuet (Jean) (p. 2330).

Système monétaire européen (S.M.E.) : M. Lecanuet (Jean) (p. 2330).

3. — **Déclaration sur la politique étrangère** et débat [27 juin 1980] (p. 3200, 3239) : *MM. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Jean Garcia, Robert Pontillon, Henri Caillavet, Francis Palmero, Pierre Marcilhacy, Jacques Genton, Serge Boucheny, Jacques Larché, Philippe Machefer, Jean-Pierre Cantegrit, Claude Mont, Anicet Le Pors, Pierre Salvi, Edouard Bonnefous.*

Afghanistan : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3200, 3237, 3239) ; Lecanuet (Jean) (p. 3205, 3206) ; Garcia (Jean) (p. 3208) ; Pontillon (Robert) (p. 3210) ; Caillavet (Henri) (p. 3215) ; Marcilhacy (Pierre) (p. 3220) ; Larché (Jacques) (p. 3225, 3226) ; Mont (Claude) (p. 3230, 3231) ; Salvi (Pierre) (p. 3233, 3234).

Afrique du Sud : MM. Boucheny (Serge) (p. 3224, 3225) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 3228) ; François-Poncet (Jean) (p. 3236).

Armement nucléaire : MM. Lecanuet (Jean) (p. 3207) ; Garcia (Jean) (p. 3209) ; Pontillon (Robert) (p. 3210) ; Caillavet (Henri) (p. 3213) ; Boucheny (Serge) (p. 3223, 3224) ; Larché (Jacques) (p. 3226) ; Bonnefous (Edouard) (p. 3235) ; François-Poncet (Jean) (p. 3237).

Armes (Ventes d') : MM. Pontillon (Robert) (p. 3210) ; Caillavet (Henri) (p. 3215) ; Boucheny (Serge) (p. 3224, 3225).

Chine : MM. Caillavet (Henri) (p. 3213) ; Marcilhacy (Pierre) (p. 3220, 3221) ; Machefer (Philippe) (p. 3228).

Chypre : MM. Palmero (Francis) (p. 3217) ; Marcilhacy (Pierre) (p. 3220) ; Machefer (Philippe) (p. 3226, 3227) ; François-Poncet (Jean) (p. 3236).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3202, 3237, 3238, 3239) ; Garcia (Jean) (p. 3208, 3209) ; Pontillon (Robert) (p. 3210, 3211) ; Caillavet (Henri) (p. 3213, 3214, 3216) ; Marcilhacy (Pierre) (p. 3221) ; Genton (Jacques) (p. 3221) ; Mont (Claude) (p. 3229, 3230).

Commerce international : M. Le Pors (Anicet) (p. 3232).

Conférence d'Helsinki : MM Lecanuet (Jean) (p. 3205) ; Boucheny (Serge) (p. 3224) ; François-Poncet (Jean) (p. 3237).

Corée : MM. Machefer (Philippe) (p. 3228) ; François-Poncet (Jean) (p. 3237).

Délégation parlementaire pour les communautés européennes : M. Genton (Jacques) (p. 3221).

Désarmement : MM. Lecanuet (Jean) (p. 3206, 3207) ; Garcia (Jean) (p. 3208, 3210) ; Pontillon (Robert) (p. 3210, 3211) ; Boucheny (Serge) (p. 3224) ; François-Poncet (Jean) (p. 3225, 3236, 3239).

Energie (Economies d') : M. François-Poncet (Jean) (p. 3203).

Etat-Unis : MM. Lecanuet (Jean) (p. 3206) ; Garcia (Jean) (p. 3208) ; Pontillon (Robert) (p. 3210).

Français de l'étranger : M. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 3228, 3229).

Grande-Bretagne : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3202, 3239) ; Pontillon (Robert) (p. 3211) ; Caillavet (Henri) (p. 3216) ; Marcilhacy (Pierre) (p. 3221) ; Genton (Jacques) (p. 3221, 3222, 3223) ; Mont (Claude) (p. 3229).

Haut commissariat aux réfugiés : MM. Machefer (Philippe), (p. 3228) ; François-Poncet (Jean) (p. 3236).

Iran ; MM. Lecanuet (Jean) (p. 3205) ; Caillavet (Henri) (p. 3215) ; Marcilhacy (Pierre) (p. 3220).

Israël : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3201, 3238) ; Lecanuet (Jean) (p. 3207) ; Pontillon (Robert) (p. 3212) ; Caillavet (Henri) (p. 3213, 3214) ; Palmero (Francis) (p. 3217, 3218, 3219).

Jeux olympiques de Moscou : MM. Garcia (Jean) (p. 3209) ; Caillavet (Henri) (p. 3213) ; Marcilhacy (Pierre) (p. 3220) ; Mont (Claude) (p. 3230) ; Salvi (Pierre) (p. 3234) ; François-Poncet (Jéan) (p. 3237).

Lait : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3202) ; Pontillon (Robert) (p. 3211).

Moyen-Orient : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3201, 3238) ; Lecanuet (Jean) (p. 3207) ; Garcia (Jean) (p. 3210) ; Pontillon (Robert) (p. 3212) ; Caillavet (Henri) (p. 3213, 3214, 3215) ; Palmero (Francis) (p. 3217, 3218, 3219) ; Larché (Jacques) (p. 3226).

Organisation des Nations Unies (O. N. U.) : MM. Palmero (Francis) (p. 3218, 3219) ; Boucheny (Serge) (p. 3224) ; Machefer (Philippe) (p. 3228) ; Le Pors (Anicet) (p. 3232, 3233) ; François-Poncet (Jean) (p. 3236).

Ovins : M. François-Poncet (Jean) (p. 3202).

Palestine : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3201, 3237) ; Lecanuet (Jean) (p. 3207) ; Garcia (Jean) (p. 3209) ; Pontillon (Robert) (p. 3212) ; Caillavet (Henri) (p. 3214) ; Palmero (Francis) (p. 3219).

Pays en voie de développement : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3203, 3225, 3236) ; Lecanuet (Jean) (p. 3206) ; Garcia (Jean) (p. 3210) ; Pontillon (Robert) (p. 3211) ; Caillavet (Henri) (p. 3213) ; Boucheny (Serge) (p. 3224) ; Larché (Jacques) (p. 3226) ; Machefer (Philippe) (p. 3227) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 3228) ; Le Pors (Anicet) (p. 3231).

Pêche maritime : M. François-Poncet (Jean) (p. 3202).

Pétrole (Prix du) : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3203) ; Palmero (Francis) (p. 3219) ; Larché (Jacques) (p. 3226) ; Le Pors (Anicet) (p. 3232).

Polisario : M. Boucheny (Serge) (p. 3227).

Politique agricole commune (P. A. C.) : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3202) ; Pontillon (Robert) (p. 3211) ; Caillavet (Henri) (p. 3216) ; Genton (Jacques) (p. 3222, 3223).

Politique énergétique : M. François-Poncet (Jean) (p. 3203).

Politique extérieure : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3215, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239) ; Lecanuet (Jean) (p. 3204, 3205, 3206, 3207, 3208) ; Garcia (Jean) (p. 3208, 3209, 3210) ; Pontillon (Robert) (p. 3210, 3211, 3212) ; Caillavet (Henri) (p. 3212, 3213, 3214, 3215, 3216) ; Palmero (Francis) (p. 3217, 3218, 3219, 3220, 3221) ; Genton (Jacques) (p. 3221, 3222, 3223) ; Boucheny (Serge) (p. 3223, 3224, 3225) ; Larché (Jacques) (p. 3225, 3226) ; Machefer (Philippe) (p. 3226, 3227, 3228) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 3228, 3229) ; Mont (Claude) (p. 3229, 3230, 3231) ; Le Pors (Anicet) (p. 3231, 3232, 3233) ; Salvi (Pierre) (p. 3233, 3234, 3235) ; Bonnefous (Edouard) (p. 3235).

Protection civile : MM. Bonnefous (Edouard) (p. 3235) ; François-Poncet (Jean) (p. 3237).

Rapatriés : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 3229) ; François-Poncet (Jean) (p. 3236).

Réfugiés : MM. Machefer (Philippe) (p. 3228) ; François-Poncet (Jean) (p. 3236).

Salt (Accords) : M. Pontillon (Robert) (p. 3211).

Système monétaire européen (S. M. E.) : MM. Caillavet (Henri) (p. 3213) ; Genton (Jacques) (p. 3222, 3223).

Travail forcé : M. Le Pors (Anicet) (p. 3232).

U. R. S. S. : MM. François-Poncet (Jean) (p. 3200, 3203, 3239) ; Lecanuet (Jean) (p. 3205, 3206) ; Garcia (Jean) (p. 3208) ; Pontillon (Robert) (p. 3210) ; Caillavet (Henri) (p. 3215) ; Larché (Jacques) (p. 3225, 3226) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 3229) ; Mont (Claude) (p. 3230, 3231) ; Salvi (Pierre) (p. 3233, 3234).

4. — Déclaration sur l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic [8 octobre 1980] (p. 3785, 3788) : *M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice.* — En réponse : *M. Adolphe Chauvin.* — Rappels au règlement : *Mme Hélène Luc, M. André Méric.*

Antisémitisme : MM. Peyrefitte (Alain) (p. 3786) ; Chauvin (Adolphe) (p. 3787).

Attentats : MM. Peyrefitte (Alain) (p. 3786) ; Chauvin (Adolphe) (p. 3787).

Israël : M. Chauvin (Adolphe) (p. 3787).

Police : MM. Peyrefitte (Alain) (p. 3786) ; Chauvin (Adolphe) (p. 3787).

Terrorisme : M. Peyrefitte (Alain) (p. 3786).

DECORATIONS

1. — **Proposition de loi tendant à créer un contingent de croix de la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918,** présentée par M. Michel Maurice-Bokanowski, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **168,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Décorations.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **474.**

DECRETS

Voir LOIS, **1,** D. G.

DEFENSE CIVILE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie ; Services du Premier ministre. — II. — Secrétariat général de la défense nationale ; Intérieur ; Défense.

PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 383, 385.**

DEFENSE (DROITS DE LA)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

DEFENSE EUROPEENNE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense ; Affaires étrangères.

DEFENSE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.

QUESTION ORALE, n° **2631.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **383, 385, 408.**

RAPPORT D'INFORMATION, n° **6.**

DEFENSE PASSIVE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **385.**

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE (D. A. T. A. R.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture ; Départements d'outre-mer ; Aménagement du territoire.

QUESTION ORALE, n° **70.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **339.**

DELEGATION GENERALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (D. G. R. S. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Recherche.

DELEGATIONS PARLEMENTAIRES

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques. — *Membres :* M. Jean Amelin, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Béranger, Jean Cauchon, Mme Cécile Goldet, MM. Jacques Henriet, Michel Labèguerie, Hubert Martin, Jean Mézard et Robert Schwint [10 avril 1981] (p. 1170).

Délégation parlementaire pour les communautés européennes. — *Membres :* MM. Bernard Barbier, Amédée Bouquerel, Michel Caldaguès, Pierre Croze, Marcel Daunay, Jean Garcia, Jacques Genton, Adrien Gouteyron, Gustave Héon, Robert Laucournet, Philippe Machefer, Michel Miroudot, Jacques Mossion, Charles Ornano, Robert Pontillon, Joseph Raybaud, Georges Spénale, Louis Virapoullé [31 octobre 1980] (p. 4319).

Délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française. — *Membre :* Mme Brigitte Gros (en remplacement de M. Charles Pasqua, devenu membre de droit en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles chargé de la radio-télévision) [12 novembre 1980] (p. 4573).

(Délégations parlementaires.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **328.**

DELEGATIONS REGIONALES DU TOURISME

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

DELEGUES SYNDICAUX

Voir QUESTION ORALE, n° **2784.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **399.**

DELINQUANCE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Intérieur ; Justice.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D.G. ; C.M.P.

DEMARCHAGE

Voir ASSURANCES, **1,** deuxième lecture, D.G.

DEMOGRAPHIE

Voir DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES.
FAMILLE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Prestations sociales agricoles ; Affaires étrangères ; Education ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
PRESTATIONS FAMILIALES, **1,** D.G.
QUESTION ORALE, n° **48.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 472.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, n° **3.**

DEONTOLOGIE

(Déontologie médicale.)

Voir LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1,** D.G.

(Déontologie dans la presse.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information.

DEPARTEMENTALISATION

Voir FAMILLE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **1,** deuxième partie : Territoires d'outre-mer.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Départements d'outre-mer.

DEPARTEMENTS

Voir QUESTION ORALE, n° **2801.**

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (D. O. M.)

1. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'indemnisation des victimes du cyclone « David » dans les départements d'outre-mer** [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980. — 2 avril 1980] (n° **194,** 1979-1980) ; renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; pour avis à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, de législation et d'administration générale.

2. — **Projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements d'outre-mer) [23 mai 1980] (n° **1735**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Philippe Séguin [10 juin 1980] (n° **1784**). — Discussion [10 juin 1980]. — Adoption [24 juin 1980] (n° **317**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [25 juin 1980] (n° **340,** 1979-1980). — Rapport de M. Pierre Salvi [25 juin 1980] (n° **34,** 1979-1980). — Discussion [28 juin 1980] (p. 3261, 3262). — Adoption [28 juin 1980] (n° **104**).

PROMULGATION : loi n° 80-496 du 2 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 3 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[28 juin 1980] (p. 3261, 3262).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3261, 3262) : *MM. Pierre Salvi, rapporteur de la commission des lois ; Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer).*

Conseillers généraux : MM. Salvi (Pierre) (p. 3261, 3262) ; Dijoud (Paul) (p. 3262).

Saint-Pierre-et-Miquelon : MM. Salvi (Pierre) (p. 3261) ; Dijoud (Paul) (p. 3262).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3262).

Article 1er (*Prorogation des mandats des conseillers généraux*). — Adopté (p. 3262).

Article 2 (*art. 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon : maintien en fonctions du conseil général*). — Adopté (p. 3262).

Article 3 (*art. L. 191 et L. 193 du code électoral : modalités d'élection des conseils généraux*). — Adopté (p. 3262).

Explication de vote :

— **M. James Marson** (p. 3262) : vote défavorable du groupe communiste.

Adoption [28 juin 1980] (p. 3262).

3. — **Proposition de loi instituant des mesures sociales en faveur des travailleurs antillais, guyanais et réunionnais immigrés en France,** présentée par M. Pierre Gamboa, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **206,** 1979-1980). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Départements d'outre-mer.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
ALCOOLS, **1,** D. G.
COLLECTIVITÉS LOCALES, **3,** D. G. ; C. M. P.
EMPLOI, **3,** D. G.
FAMILLE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Tourisme ; Départements d'outre-mer ; Postes et télécommunications ; Industrie ; C. M. P.
QUESTION ORALE, n° **16.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT n°s **320, 414, 416, 427, 442, 444, 456.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D. G.

DEPORTES ET INTERNES

1. — **Proposition de loi relative à l'action civile en matière d'apologie de crimes de guerre ou de crimes et de délits de collaboration avec l'ennemi,** présentée par M. Marcel Champeix, sénateur, et plusieurs de ses collègues [16 novembre 1978] (n° **71,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Edgar Taillades [rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 mars 1979 — 2 avril 1979] (n° **240,** 1978-1979). — Discussion [12 avril 1979] (p. 773, 776). — Adoption [12 avril 1979] (n° **73**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi relative à l'action civile en matière de crimes de guerre ou contre l'humanité, et d'apologie de crimes de guerre ou de crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [17 avril 1979] (n° **981**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [4 décembre 1980] (n° **2119**). — Discussion [9 décembre 1980]. — Adoption [9 décembre 1980] (n° **396**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [9 décembre 1980] (n° **152,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de loi tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mot : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail »,** présentée par M. Jean Sauvage, sénateur, et plusieurs de ses collègues [15 décembre 1980] (n° **183,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Déportés du travail.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **363.**

(Déportés et internés.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** C. M. P.

DEPUTES

Voir QUESTION ORALE, n° **2829.**

DESARMEMENT

Voir CONFÉRENCES
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **330, 383.**

DESAVEU DE PATERNITE

Voir INSÉMINATION ARTIFICIELLE, **1,** D. G.

DETENTION PROVISOIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

DETENUS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **25, 77.**

(Détenus [détenus politiques].)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **30,** D. G.

DETTE PUBLIQUE

Voir EMPRUNTS
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Economie et Budget. — I. — Charges communes.

DIALOGUE NORD-SUD

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Affaires étrangères.
PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

DIPLOMES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Universités.
PHARMACIE, **1,** D. G.
PROFESSIONS MÉDICALES, **1,** D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2637, 2828.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **413.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **32,** D. G.

DIRECTEURS D'ECOLE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS DU RESEAU NATIONAL (D. O. T. R. N.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2824.**

DISPERSANTS (PRODUITS)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **380.**

DISPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER (D. D. O. F.)

Voir IMPÔTS, **2.**

DISQUE (Industrie du.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **242.**

DISTILLATION

Voir BOUILLEUR DE CRU.
QUESTION ORALE, n° **2769.**

DIVORCE

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC), **1,** D. G.

DOCUMENTATION FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — I. — Services généraux ; Commissariat général du Plan.

DOCUMENTS (Communication de.)

Voir TRANSPORTS AÉRIENS, **1.**

DONATIONS (Imposition.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **1,** D. G.

DOTATION « FRANC-ELEVE »

Voir LOI DE FINANCES, 6, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (D. G. F.)

Dépôt d'un **rapport du Gouvernement** sur les conditions de mise en place et de fonctionnement de la dotation globale de fonctionnement ainsi que sur ses incidences sur le financement des budgets locaux de 1979 et 1980 [28 octobre 1980] (p. 4052).

(Dotation globale de fonctionnement [D. G. F.].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 3, D. G., C. M. P.
LOI DE FINANCES, 6, D. G.; première partie : après l'article 8; Agriculture, Intérieur, Territoires d'outre-mer.
POLYNÉSIE FRANÇAISE, 1, D. G.

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 6, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.
NOUVELLE-CALÉDONIE, 1, D. G.
POLYNÉSIE FRANÇAISE, 1, D. G.

DOUANES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Economie et budget. — II. — Section commune. — IV. — Budget.
QUESTION ORALE, n° 2763.

DOUBLES IMPOSITIONS

Voir IMPOTS (DOUBLES IMPOSITIONS).

DOUBLES NATIONAUX

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 1, D. G.

DROGUE (Lutte contre la.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports; Santé et sécurité sociale.
TOXICOMANIE

DROIT D'ASILE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° 382, 417.

DROIT DE GREVE

Voir PROCÉDURE PÉNALE, 2, C.M.P.

« DROIT DE VIVRE SA MORT »

Voir LIBERTÉS INDIVIDUELLES, 1, D.G.
MÉDECINE, 1, D. G.

DROITS D'AUTEUR

Voir LOI DE FINANCES, 6, Culture et communication; Radiodiffusion-télévision française.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 242, 328, 374.

DROITS DE L'HOMME

Voir LOI DE FINANCES, 6, Affaires étrangères.
QUESTION ORALE, n° 77.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 330, 381, 387, 458.
TRAITES ET CONVENTIONS, 2, D.G.; 6, D.G.; 7, D.G.; 12, D.G.; 15, D.G.; 30, D.G.

E

EAU

Voir ADDUCTIONS D'EAU.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 174, 421.

EAUX ET FORETS

Voir QUESTION ORALE, n° 69.

ECOLE FRANÇAISE DE ROME

Voir LOI DE FINANCES, 6, Universités.

ECOLE INTERNATIONALE DE BORDEAUX

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, 22, D.G.

ECOLE LAIQUE (Jules-Ferry.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Education.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (E.N.A.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.
MAGISTRATS, 1, Deuxième lecture, D.G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 372.
TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS, 1, D.G.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Justice.

ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Universités.

ECOLES D'ENTREPRISES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Education.

ECOLES DES BEAUX-ARTS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 460.

ECOLES FRANÇAISES DE L'ETRANGER

Voir LOI DE FINANCES, 6, Affaires étrangères; Education; Universités.

ECOLES HOTELIERES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Tourisme.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 317.

ECOLES MATERNELLES

Voir FAMILLE, 1, D.G.
QUESTION ORALE, n° 28.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 320.

ECOLES NORMALES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Education ; Universités.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 320, 371.

ECOLES NORMALES SUPERIEURES (E.N.S.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Universités.
QUESTION ORALE, n° 2743.

ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES (E. S. S. E. C.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Universités.

ECOLES VETERINAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Agriculture.

ECOLOGIE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 335.

ECONOMIE

Dépôt d'un **rapport du Gouvernement** sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques, en application de l'article 38 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [3 juin 1980] (p. 2240).

ECOUTES TELEPHONIQUES

Voir TÉLÉPHONE (ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES).

ECU (monnaie européenne)

Voir LOI DE FINANCES, 6, D.G.

EDITION

Voir LOI DE FINANCES, 6, Culture et communication ; Recherche.
QUESTIONS ORALES, n°s 2771, 85.

EDUCATION

Dépôt d'un **rapport du Gouvernement** sur l'application de la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation [12 juin 1980] (p. 2636).

Voir LOI DE FINANCES, 6, D.G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 456.

(Education permanente).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 320.

(Education sanitaire.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 162.

(Education sexuelle.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Voir LOI DE FINANCES, 1, Jeunesse et sports. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.
QUESTIONS ORALES, n°s 2685, 2783, 2811.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 320, 364, 368.

EDUCATION SURVEILLEE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Justice.

EFFECTIFS SCOLAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 1, Education.
QUESTION ORALE, n° 28.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 334.

EFFETS DE COMMERCE

Voir ENTREPRISES, 1, D. G.

EGLISES (EDIFICES)

Voir QUESTION ORALE, n° 2676.

(Restauration des églises.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Culture et communication.

ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

1. — **Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 7 de la Constitution et à substituer à la majorité absolue la majorité des deux cinquièmes et la majorité simple respectivement pour le premier et le second tour de l'élection du Président de la République après avoir reconnu les bulletins blancs parmi les suffrages exprimés,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [15 décembre 1980] (n° 180, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Election du Président de la République.)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s 2652, 33.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 465.

ELECTIONS

1. — **Proposition de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et relative à l'élection des conseils municipaux des villes de plus de 30 000 habitants, des conseils généraux et des membres de l'Assemblée nationale,** présentée par M. Roger Boileau, sénateur, et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° 78, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 66 du code électoral et à prendre en compte les bulletins blancs pour la détermination des suffrages exprimés et de la majorité absolue,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [15 décembre 1980] (n° 179, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — **Proposition de loi tendant à interdire les démarcharges en vue d'une inscription sur les listes électorales et à protéger les abstentionnistes d'un premier tour de scrutin de toute sollicitation à domicile ou par lettre en vue de leur participation à un second tour,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur

[16 décembre 1980] (n° **189**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Elections.)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **14, 15, 75.**

(Elections [fraudes].)

Voir QUESTION ORALE, n° **2806.**

(Elections [Inscription sur les listes électorales].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Intérieur.

ELECTIONS CANTONALES

1. — **Proposition de loi modifiant l'article L. 210-1 du code électoral relatif à l'élection des conseils généraux,** présentée par M. Pierre Vallon, sénateur, et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° **80**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Elections cantonales.)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2793, 84.**

ELECTIONS LEGISLATIVES

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **14, 15.**

ELECTIONS MUNICIPALES

1. — **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargée de la condition féminine [19 juin 1979] (n° **1142**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jacques Douffiagues [13 novembre 1980] (n°**2069**). — Discussion [19 novembre 1980]. — Adoption [20 novembre 1980] (n° **362**).

NOUVEL INTITULÉ : **« Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la mixité dans la vie municipale ».**

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [21 novembre 1980] (n° **110**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Elections municipales.)

Voir NOUVELLE-CALÉDONIE, **1**, D. G.
QUESTION ORALE, n° **48.**

ELECTIONS SENATORIALES

1. — **Proposition de loi tendant à modifier la composition du bureau de vote du collège électoral sénatorial,** présentée par M. Joseph Raybaud, sénateur [16 octobre 1980] (n° **37**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Elections sénatoriales.

Liste par département des sénateurs proclamés élus dans les départements de la métropole et outre-mer à la suite des opérations électorales du 28 septembre 1980.

(Renouvellement de la série A) [2 octobre 1980] (p. 3740, 3741).

LISTE COMMUNIQUÉE PAR M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR EN APPLICATION DE L'ARTICLE 32 DE L'ORDONNANCE N° 58-1067 DU 7 NOVEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANIQUE SUR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL.

Métropole.

Ain.

MM. Ruet (Roland), Verpillière (Guy de la).

Aisne.

MM. Braconnier (Jacques), Girod (Paul), Pelletier (Jacques).

Allier.

MM. Cluzel (Jean), Rabineau (André).

Alpes-de-Haute-Provence.

M. Tardy (Fernand).

Hautes-Alpes.

M. Didier (Emile).

Alpes-Maritimes.

MM. Merli (Pierre), Palmero (Francis), Raybaud (Joseph), Robini (Victor).

Ardèche.

MM. Hugo (Bernard), Torre (Henri).

Ardennes.

MM. Blin (Maurice), Tinant (René).

Ariège.

M. Authie (Germain).

Aube.

MM. Galley (Robert), Labonde (Pierre).

Aude.

MM. Courrière (Raymond), Courteau (Roland).

Aveyron.

MM. Puech (Jean), Sirgue (Albert).

Bouches-du-Rhône.

MM. Andrieux (Antoine), Bonifay (Charles), Ciccolini (Félix), Francou (Jean), Matraja (Pierre), Minetti (Louis), Mlle Rapuzzi (Irma).

Calvados.

MM. Bourgoing (Philippe de), Descours Desacres (Jacques), Girault (Jean-Marie).

Cantal.

MM. Malassagne (Paul), Robert (Paul).

Charente.

MM. Alloncle (Michel), Lacour (Pierre).

Charente-Maritime.

MM. Bonduel (Stéphane), Moinet (Josy), Rigou (Michel).

Cher.

MM. Durand (Charles), Genton (Jacques).

Corrèze.

MM. Belcour (Henri), Mouly (Georges).

Corse-du-Sud.

M. Ornano (Charles).

Corse (Haute-).

M. Giacobbi (François).

Côte-d'Or.

MM. Barbier (Bernard), Lombard (Maurice), Sordel (Michel).

Côtes-du-Nord.

MM. Le Cozannet (Yves), Lemarié (Bernard), Régnault (René).

Creuse.

MM. Lejeune (André), Moreigne (Michel).

Dordogne.

MM. Delmas (Lucien), Manet (Michel).

Doubs.

MM. Faure (Edgar), Schwint (Robert), Souvet (Louis).

Drôme.

MM. Gaud (Gérard), Pic (Maurice).

Eure.

MM. Héon (Gustave), Legouez (Modeste), Tomasini (René).

Eure-et-Loir.

MM. Cauchon (Jean), Poirier (Raymond).

Finistère.

MM. Arzel (Alphonse), Bécam (Marc), Le Jeune (Edouard), Lombard (Georges).

Gard.

MM. Baumet (Gilbert), Rouvière (André), Tailhades (Edgar).

Garonne (Haute-).

MM. Eeckhoutte (Léon), Méric (André), Peyrafitte (Jean), Roujas (Gérard).

Gers.

MM. Castex (Marc), Sempé (Abel).

Gironde.

MM. Bœuf (Marc), Brun (Raymond), Madrelle (Philippe), Pintat (Jean-François), Valade (Jacques).

Hérault.

MM. Delfau (Gérard), Faigt (Jules), Vidal (Marcel).

Ille-et-Vilaine.

MM. Bourges (Yvon), Daunay (Marcel), Forest (Louis de la), Madelain (Jean).

Indre.

MM. Bénard Mousseaux (Jean), Touzet (René).

Territoire de Belfort.

M. Dreyfus-Schmidt (Michel).

Outre-mer.

Guyane.

M. Tarcy (Raymond).

Wallis et Futuna.

M. Papilio (Sosefo Makape).

Polynésie française.

M. Millaud (Daniel).

Français établis hors de France.

Dans sa séance du 2 octobre 1980, le Sénat a élu sénateur représentant les Français établis hors de France, en application de l'article 17 de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 modifié par la loi n° 65-551 du 9 juillet 1965 (sièges de la série A) :

M. Jacques Habert ; *suppléant :* M. Xavier de Villepin.
M. Pierre Croze ; *suppléant :* M. Lucien Leroy.

(Deux scrutins publics, p. 3738, en application de l'article 17 de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959, à la suite de l'opposition à la ratification de l'élection des sénateurs, présentée par M. André Méric, au nom du groupe socialiste.)

Contestations d'élections :

— *Requête* au Conseil constitutionnel contestant l'élection du sénateur intervenue le 28 septembre 1980 en Polynésie française [M. Daniel Millaud] [2 octobre 1980] (p. 3739).

Rejet par décision du Conseil constitutionnel du 2 décembre 1980 [3 décembre 1980] (p. 5737).

— *Requêtes* au Conseil constitutionnel contestant les élections de sénateurs intervenues le 28 septembre 1980 dans le département de l'Eure (MM. Gustave Héon, Modeste Legouez et René Tomasini) et dans le département du Finistère (MM. Alphonse Arzel, Marc Bécam, Edouard Le Jeune et Georges Lombard) [9 octobre 1980] (p. 3848).

Rejet des requêtes par deux décisions du Conseil constitutionnel du 2 décembre 1980 [3 décembre 1980] (p. 5737 et 5738).

ELECTRICITE

Voir ENERGIE, **1**, D.G. ; C.M.P.
LOI DE FINANCES, **1**, D.G. ; **6**, Industrie.
QUESTION ORALE, n° **2786.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 25, D.G.

ELECTRICITE DE FRANCE (E. D. F.)

Voir ENERGIE, **1**, D.G. ; C.M.P.
ENERGIE NUCLÉAIRE, **1**, deuxième lecture, D.G.
LOI DE FINANCES, **1**, D.G. ; **6**, D.G. ; deuxième partie, Industrie.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D.G.

ELECTRIFICATION RURALE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.

ELECTRIFICATION (S. N. C. F.)

Voir SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (ELECTRIFICATION)

ELECTROMECANIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **2786.**

ELECTRONIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **2785.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **373, 439.**

ELEVAGE

Voir AGRICULTURE, **1**, D.G. ; deuxième lecture, D.G. ; C.M.P.
LOI DE FINANCES, **6**, D.G. ; Agriculture ; Prestations sociales agricoles ; Industries agricoles et alimentaires ; Départements d'outre-mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D.G. ; **2**, D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2715, 56.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 407, 444, 445, 446, 447, 448, 452, 453, 463.**

(Elevage [Bâtiments].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie ; Environnement et cadre de vie.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

ELOGES FUNEBRES

Hommage à la mémoire de M. Michel Labéguerie, sénateur des Pyrénées-Atlantiques, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. René Monory, ministre de l'économie [8 octobre 1980] (p. 3788, 3789).

Hommage à la mémoire de M. Albert Sirgue, sénateur de l'Aveyron, par M. Alain Poher, président du Sénat, auquel s'associe M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [4 décembre 1980] (p. 5750, 5751).

Hommage à la mémoire de M. Joël Le Theule, ministre de la défense, par M. Pierre-Christian Taittinger, vice président du Sénat, auquel s'associe M. Maurice Papon, ministre du budget [15 décembre 1980] (p. 6276).

ELUS LOCAUX (Statut des)

Voir CONSEILLERS GÉNÉRAUX, **2**, D.G.

EMPLOI

1. — **Proposition de loi tendant à garantir le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues [18 avril 1980] (n° **215**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Retirée par son auteur le 29 juin 1980.

2. — **Proposition de loi tendant à garantir le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues [29 juin 1980] (n° **366,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. — **Projet de loi modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation [7 octobre 1980] (n° **18,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. André Rabineau [23 octobre 1980] (n° **50**). — Discussion [30 octobre 1980] (p. 4246, 4250). — Adoption [30 octobre 1980] (n° **17**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [31 octobre 1980] (n° **2022**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Didier Bariani [13 novembre 1980] (n° **2066**). — Discussion [26 novembre 1980]. — Adoption [26 novembre 1980] (n° **377**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [28 novembre 1980] (n° **122,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. André Rabineau [3 décembre 1980] (n° **137**). — Discussion [10 décembre 1980] (p. 6173, 6175). — Adoption [10 décembre 1980] (n° **31**).

PROMULGATION : loi n° 80-1035 du 22 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 23 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[30 octobre 1980] (p. 4246, 4255).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4247, 4250) : *MM. André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Louis Virapoullé, Hector Viron, Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Chômage : MM. Rabineau (André) (p. 4247) ; Virapoullé (Louis) (p. 4248, 4249) ; Viron (Hector) (p. 4249) ; Mattéoli (Jean) (p. 4250).

Chômage (Chômage des jeunes) : MM. Virapoullé (Louis) (p. 4248) ; Mattéoli (Jean) (p. 4250).

Chômage (Indemnisation du) : MM. Rabineau (André) (p. 4247) ; Virapoullé (Louis) (p. 4249) ; Mattéoli (Jean) (p. 4250).

Départements d'outre-mer : MM. Virapoullé (Louis) (p. 4248, 4249) ; Mattéoli (Jean) (p. 4250).

Entreprises (Création d') : MM. Rabineau (André) (p. 4247) ; Viron (Hector) (p. 4249) ; Mattéoli (Jean) (p. 4249, 4250).

Professions libérales : MM. Rabineau (André) (p. 4247) ; Mattéoli (Jean) (p. 4250).

Travail temporaire : MM. Viron (Hector) (p. 4249) ; Mattéoli (Jean) (p. 4250).

Travail à temps partiel : M. Mattéoli (Jean (p. 4250).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4250, 4255) : *MM. André Rabineau, rapporteur ; Jean Mattéoli, ministre ; Jean Chérioux, Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Henri Goetschy.*

Article unique (*Indemnisation des bénéficiaires*) (p. 4250).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de M. André Rabineau, rapporteur (p. 4251 ; scrutin public n° 6 ; liste des votants, p. 4310) ;

— l'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 4251).

Après l'article unique (p. 4251).

Adoptés : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. André Rabineau, rapporteur : suppression à cet article de la référence au régime accidents du travail, traité à l'article 3 (p. 4251) ; amendement n° 2 (art. additionnel) de M. André Rabineau, rapporteur : couverture gratuite contre les accidents du travail pendant six mois pour les salariés (p. 4251) ; amendement de coordination n° 4 (art. additionnel) de M. André Rabineau, rapporteur (p. 4252).

Irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. André Rabineau, rapporteur : report sur l'Etat de la charge financière des allocations versées aux créateurs d'entreprises (p. 4254) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi.

Explications de vote :

— *M. Michel Darras* (p. 4254) : contribution dérisoire du texte en examen à la lutte contre le chômage ; charges financières supportées par les A. S. S. E. D. I. C. ; recours à l'article 40 ; abstention du groupe socialiste ;

— *M. Hector Viron* (p. 4255) : opposition du groupe communiste au texte en examen ;

— *M. Richard Pouille* (p. 4255) : système de financement ; vote du groupe U. R. E. I. favorable au projet ;

— *M. Jean Chérioux* (p. 4255) : aspects positifs du projet malgré le mode de financement retenu ; vote positif du groupe R. P. R.

Scrutin public (p. 4255, n° 7 ; liste des votants, p. 4311).

Adoption [30 octobre 1980] (p. 4255).

Discussion (deuxième lecture).

[10 décembre 1980] (p. 6173, 6175).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6173, 6174) : *MM. André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Accidents du travail : M. Rabineau (André) (p. 6173).

Entreprises (création d') : M. Rabineau (André) (p. 6173, 6174).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6174, 6175) : *MM. André Rabineau, rapporteur ; Jean Mattéoli, ministre ; Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales.*

Article 1er (p. 6174).

Retirés : amendement n° 2 de M. André Rabineau, rapporteur : appication du texte aux « salariés privés d'emploi » (p. 6175) ; amendement n° 1 de M. André Rabineau, rapporteur : bénéficiaires du texte et mise à disposition immédiate des droits à participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises (p. 6175) ;

— l'article 1er est adopté (p. 6175).

Article 3. — Adopté (p. 6175).

Explication de vote :

— *M. Marcel Gargar* (p. 6175) : caractère illusoire et coûteux de ce projet ; exemple de l'exonération des cotisations sociales ; vote défavorable du groupe communiste.

Adoption [10 décembre 1980] (p. 6175).

(Emploi.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Postes et télécommunications ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES, **1,** D. G. ; **2,** D. G.

QUESTIONS ORALES, n°s **2672, 2681, 2683, 2687, 2715, 2752, 2756, 2764, 2772, 2779, 2785, 2786, 2830, 2831, 21, 40, 51, 52, 79.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **336, 339, 356, 373, 396, 397, 434, 439, 450, 475.**

TRAVAIL (DURÉE DU), **2,** D. G.

(Créations d'emploi.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** deuxième partie, Economie (Charges communes) ; **6,** D. G. ; première partie : après l'article 3 ; deuxième partie, Agriculture ; Commerce extérieur ; Départements d'outre-mer ; Justice.

QUESTION ORALE, n° **2759.**

(Emploi dans la fonction publique.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G.

(Emploi des femmes.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

VEUVES, **1,** D. G.

(Emploi des jeunes.)

Voir AGRICULTEURS (JEUNES).

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, 1 D. G.

LOI DE FINANCES, 6, deuxième partie, Economie et budget. I. — Charges communes ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 445.

EMPLOIS RESERVES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Anciens combattants.

EMPLOIS TERTIAIRES

Voir QUESTION ORALE, n° 39.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 373.

EMPRUNTS

Voir LOI DE FINANCES, 6, Economie et budget. — I. — Charges communes.

LOI DE FINANCES, RECTIFICATIVE, 1, D. G.

LOIS DE RÈGLEMENT, 1, D. G.

QUESTION ORALE, n° 42.

(Emprunts communaux.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 3, D. G.

ENERGIE

1. — **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. André Giraud, ministre de l'industrie [18 avril 1978] (n° 15). — Renvoi à la commission de la production et des échanges. Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République qui renonce à donner son avis. — Rapport de M. Pierre Weisenhorn [15 juin 1978] (n° 394). — Discussion [4, 5, 10, 11 et 17 avril 1979 et 9 mai 1979]. — Adoption [9 mai 1979] (n° 162).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [10 mai 1979] (n° 331, 1978-1979). — Renvoi à la commision des affaires économiques et du Plan. — Rapport de M. Jean-François Pintat [20 juin 1979] (n° 408, 1978-1979). — Discussion [30 avril 1980] (p. 1651, 1666) [6 mai 1980] (p. 1711, 1740). — Adoption [6 mai 1980] (n° 58).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [12 mai 1980] (n° 1693). — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapport de M. Pierre Weisenhorn [14 mai 1980] (n° 1719). — Discussion [22 mai 1980]. — Adoption [22 mai 1980] (n° 299).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [27 mai 1980] (n° 265, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport de M. Jean-François Pintat [11 juin 1980] (n° 304, 1979-1980). — Discussion [23 juin 1980] (p. 3009, 3015). — [24 juin 1980] (p. 3062, 3076). — Adoption modifiée [24 juin 1980] (n° 95).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) [24 juin 1980] (n° 1828). — Renvoi à la commision de la production et des échanges.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Pierre Weisenhorn [25 juin 1980] (n° 1859). — Discussion [25 juin 1980]. — Adoption [25 juin 1980] (n° 327).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Jean-François Pintat [25 juin 1980] (n° 347, 1979-1980). — Discussion [26 juin 1980] (p. 3188, 3193). — Adoption [26 juin 1980] (n° 100).

PROMULGATION : loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décret du 16 juillet 1980. — Erratum du 26 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[30 avril 1980] (p. 1651, 1666) ; [6 mai 1980] (p. 1711, 1740).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [30 avril 1980] (p. 1651, 1666) : *MM. Jean-François Pintat, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Guy Petit, André Giraud, ministre de l'industrie ; Roger Romani, Robert Laucournet, Paul Séramy, Daniel Millaud, Raymond Dumont.*

Agence pour les économies d'énergie : M. Giraud (André) (p. 1653).

Alcool : MM. Séramy (Paul) (p. 1659) ; Giraud (André) (p. 1665).

Bois : MM. Séramy (Paul) (p. 1658) ; Millaud (Daniel) (p. 1660).

Centrales hydro-électriques : MM. Giraud (André) (p. 1654) ; Romani (Roger) (p. 1657) ; Séramy (Paul) (p. 1659).

Chauffage domestique : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1652) ; Giraud (André) (p. 1655, 1664) ; Romani (Roger) (p. 1657) ; Millaud (Daniel) (p. 1661).

Charbon : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1652) ; Giraud (André) (p. 1653) ; Romani (Roger) (p. 1656) ; Millaud (Daniel) (p. 1660) ; Dumont (Raymond) (p. 1662).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1652) ; Petit (Guy) (p. 1652) ; Millaud (Daniel) (p. 1660).

Déchets : MM. Giraud (André) (p. 1654) ; Dumont (Raymond) (p. 1662).

Electricité : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1652) ; Giraud (André) (p. 1653) ; Romani (Roger) p. 1656).

Electricité de France (E. D. F.) : MM. Giraud (André) (p. 1655, 1665) ; Laucournet (Robert) (p. 1658) ; Millaud (Daniel) (p. 1661) ; Dumont (Raymond) (p. 1662, 1663).

Electrification (S. N. C. F.) : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1652).

Energie (économies) : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1651, 1652) ; Giraud (André) (p. 1653, 1664, 1665) ; Romani (Roger) (p. 1656) ; Millaud (Daniel) (p. 1660) ; Dumont (Raymond) (p. 1662).

Energie (importation) : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1651, 1652) ; Petit (Guy) (p. 1652) ; Giraud (André) (p. 1653) ; Romani (Roger) (p. 1656) ; Millaud (Daniel) (p. 1660).

Energie nucléaire : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1651, 1653) ; Giraud (André) (p. 1653, 1654, 1664) ; Romani (Roger) (p. 1657) ; Laucournet (Robert) (p. 1657) ; Dumont (Raymond) (p. 1662).

Energies nouvelles : MM. Giraud (André) (p. 1653, 1654) ; Romani (Roger) (p. 1656) ; Séramy (Paul) (p. 1658, 1659).

Energie solaire : MM. Giraud (André) (p. 1654, 1665) ; Séramy (Paul) (p. 1659) ; Millaud (Daniel) (p. 1660).

Gaz naturel : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1652) ; Giraud (André) (p. 1653) ; Romani (Roger)(p. 1656).

Gaz de France (G. D. F.) : MM. Dumont (Raymond) (p. 1663) ; Giraud (André) (p. 1665).

Géothermie : MM. Giraud (André) (p. 1653, 1654, 1665) ; Romani (Roger) (p. 1656, 1657) ; Séramy (Paul) (p. 1659) ; Millaud (Daniel) (p. 1660) ; Dumont (Raymond) (p. 1662).

Parlement (information du) : MM. Petit (Guy) (p. 1663) ; Giraud (André) (p. 1663).

Pêche : M. Séramy (Paul) (p. 1659).

Pétrole : MM. Pintat (Jean-François) (p. 1651, 1652) ; Giraud (André) (p. 1653, 1664) ; Romani (Roger) (p. 1657) ; Millaud (Daniel) (p. 1660, 1661).

Politique énergétique : MM. Giraud (André) (p. 1653, 1654, 1655) ; Romani (Roger) (p. 1656, 1657) ; Laucournet (Robert) (p. 1657, 1658) ; Dumond (Raymond) (p. 1661).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [6 mai 1980] (p. 1711, 1740) : *MM. Robert Laucournet, Jean-François Pintat, rapporteur ; André Giraud, ministre ; Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques ; Raymond Dumont, Marcel Fortier, au nom de la commission des finances ; Richard Pouille, Jacques Mossion, Jacques Descours Desacres, Pierre Vallon, Paul Séramy, Roland Ruet.*

Avant l'article 1er A (p. 1712).

Rejeté : amendement n° 58 (art. additionnel) de M. Raymond Dumont : création d'une redevance sur l'énergie consommée par les grandes entreprises (p. 1718 ; scrutin public n° 119, liste des votants p. 1758 ; précédemment réservé p. 1713).

Retiré : sous-amendement n° 76 de M. Robert Laucournet à l'amendement n° 58 (art. additionnel) de M. Raymond Dumont ; fixation par décret des conditions de perception de cette redevance (p. 1718 ; précédemment réservé p. 1713).

Irrecevables (art. 41 de la Constitution) : amendement n° 55 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet : institution d'une taxe sur les rejets thermiques des établissements industriels (p. 1718 ; précédemment réservé p. 1712). — Amendement n° 57 (art. additionnel) de M. Raymond Dumont ; institution d'un fonds pour la recherche et la valorisation des ressources énergétiques nationales, alimenté par une taxe parafiscale sur les profits des compagnies pétrolières (p. 1714) ; (art. 42 de la Constitution) : amendement n° 56 (art. additionnel) de M. Robert Laucournet : institution d'une taxe sur les dépenses d'énergie des utilisateurs industriels (p. 1713).

Article 1er A (*Institution auprès de l'Assemblée nationale d'un comité d'évaluation des options techniques*) (p. 1714).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de cet article instituant auprès de l'Assemblée nationale un comité d'évaluation des options techniques (p. 1715) ;

— l'article 1er A est supprimé (p. 1715).

Article 1er (*Déclaration des installations produisant de la chaleur développant une puissance supérieure à 3 500 kilowatts*).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : production de chaleur à titre principal ou accessoire et prise en compte des caractéristiques de la chaleur disponible (p. 1715). — Amendement n° 10 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : information des collectivités publiques, à leur demande, sur les tarifs auxquels la chaleur disponible pourrait être livrée (p. 1716).

Rejeté : sous-amendement n° 63 de M. André Giraud, ministre, à l'amendement n° 9 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : déclaration obligatoire aux collectivités locales et établissements publics régionaux (p. 1715) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1716).

Article 1er bis (*Rendement des unités thermiques d'Electricité de France*) (p. 1716).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif aux instructions qui seraient données par le ministre de l'industrie à E. D. F. (p. 1717). — Amendement n° 12 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : extension à Charbonnages de France (p. 1719). — Amendement rédactionnel n° 13 de M. Jean-François Pintat, rapporteur (p. 1719). — Amendement n° 14 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de la mention des directives du Gouvernement relatives aux tarifs de cession de la chaleur par E. D. F. (p. 1719). — Amendement de coordination n° 15 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression du dernier alinéa, relatif à Charbonnages de France (p. 1719).

Rejeté : amendement n° 60 de M. Raymond Dumont : production combinée d'électricité et de chaleur par E. D. F. en cas d'existence d'une demande (p. 1719).

Retiré : amendement n° 1 de M. Jacques Mossion : extension du champ d'application de la loi : concertation avec les établissements publics en général (p. 1716).

Deviennent sans objet : amendement n° 47 de M. Richard Pouille : principe de la meilleure utilisation possible de l'énergie primaire (p. 1717). — Amendement n° 59 de M. Raymond Dumont : mission confiée à E. D. F. de production de chaleur combinée à celle d'électricité (p. 1717). — Amendement n° 41 de M. Richard Pouille : fixation par voie réglementaire des directives du Gouvernement relatives aux tarifs de cession de la chaleur (p. 1719) ;

— l'article 1er *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1719).

Article 1er ter (*Installations de production de chaleur et d'électricité gérées par les collectivités locales*) (p. 1720).

Rejeté : amendement n° 16 de M. Raymond Dumont (précédemment déposé et retiré par M. Jean-François Pintat, rapporteur : énergie nucléaire et rôle des seules filiales majoritaires d'E. D. F. ou du C. E. A. (p. 1721).

Retiré : amendement n° 16 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : énergie nucléaire et rôle des seules filiales majoritaires d'E. D. F. ou du C. E. A. (p. 1721).

Deviennent sans objet : sous-amendement n° 62 de M. Raymond Dumont à l'amendement n° 16 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : production de chaleur et gestion par les collectivités locales sous forme de régie municipale ou d'établissement public (p. 1721 ; ensuite repris par M. Raymond Dumont avec l'amendement n° 16 et rejeté). — Sous-amendement n° 42 rédactionnel de M. Richard Pouille (p. 1721) ;

— l'article 1er *ter* est adopté (p. 1721).

Après l'article 1er ter (p. 1721).

Retiré : amendement n° 43 de M. Richard Pouille : continuité de l'alimentation par les entreprises du réseau de fourniture de chaleur (p. 1722).

Article 1er quater (*dispositions garantissant la continuité de la fourniture d'énergie thermique aux usagers*) (p. 1722).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de cet article relatif à la garantie de continuité d'alimentation des usagers (p. 1722) ;

— l'article 1er *quater* est supprimé (p. 1722).

Article 2 (*Possibilité ouverte aux collectivités locales d'obtenir le classement des réseaux de distribution de chaleur*) (p. 1722).

Adoptés : amendement n° 19 rédactionnel de M. Jean-François Pintat, rapporteur (p. 1723). — Amendement n° 20 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif à la coordination entre le plan de développement du réseau et les politiques commerciales des établissements publics nationaux du secteur de l'énergie (p. 1723).

Rejetés : amendement n° 18 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de la précision limitant la demande de classement aux réseaux de distribution de chaleur situés sur le territoire de la collectivité locale (p. 1723). — Amendement n° 44 de M. Richard Pouille : coordination entre le plan de développement du réseau et les politiques commerciales des établissements publics nationaux du secteur de l'énergie (p. 1723).

Retiré : amendement n° 53 de M. Robert Laucournet : consultation des associations représentatives d'usagers avant le classement d'un réseau de distribution de chaleur (p. 1723) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1723).

Article 3 (*Définition de périmètres de développement prioritaire par les collectivités locales bénéficiaires du classement*) (p. 1723).

Adopté : amendement n° 21 rédactionnel de M. Jean-François Pintat, rapporteur (p. 1723) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1724).

Article 4 (*Raccordement obligatoire à un réseau classé*) (p. 1724).

Adoptés : amendement n° 49 de M. André Giraud, ministre : précisions sur la portée de l'obligation de raccordement au réseau (p. 1725). — Amendement n° 72 de M. André Giraud, ministre : précisions sur les motifs pouvant justifier par les collectivités locales d'une dérogation à l'obligation de raccordement (p. 1725). — Amendement n° 25 rédactionnel de M. Jean-François Pintat, rapporteur (p. 1725). — Amendement n° 73 de M. André Giraud, ministre : avis des services administratifs compétents préalable à l'octroi des dérogations (p. 1725).

Rejeté : amendement n° 24 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de l'énumération des motifs pouvant justifier l'octroi par les collectivités locales d'une dérogation à l'obligation de raccordement (p. 1725).

Retirés : amendement n° 22 rédactionnel de M. Jean-François Pintat, rapporteur (p. 1724). — Amendement n° 23 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : précisions sur la portée de l'obligation de raccordement au réseau (p. 1724). — Amendement n° 45 de M. Richard Pouille : précisions sur la portée de l'obligation de raccordement au réseau (p. 1724). — Amendement n° 26 de coordination de M. Jean-François Pintat, rapporteur (p. 1725) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1726).

Article 6 (*Dispositions relatives au raccordement obligatoire applicable aux installations existantes de chauffage de locaux ou de climatisation utilisant l'eau chaude comme vecteur énergétique*) (p. 1726).

Rejetés : amendement n° 46 rédactionnel de M. Richard Pouille (p. 1726). — Amendement n° 27 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : raccordement au réseau sans préjudice pour les

propriétaires, exploitants et usagers (p. 1726). — Sous-amendement n° 50 de M. André Giraud, ministre, à l'amendement n° 27 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : sans préjudice financier (p. 1726) ;

— l'article 6 est adopté (p. 1726).

Article 7 (*Indemnisation des usagers ayant à supporter des dépenses particulières du fait de leur raccordement à un nouveau réseau de chaleur*). — Adopté (p. 1726).

Après l'article 7 (p. 1726).

Rejeté : amendement n° 54 de M. Robert Laucournet : rachat des concessions ou des fermages préexistants (p. 1727).

Article 9 (*Sanctions de l'obligation de raccordement*). — Adopté (p. 1727).

Article 10 (*Conditions d'application fixées par décret en Conseil d'Etat*). — Adopté (p. 1727).

Article 11 (*canalisations de transport et de distribution de chaleur*) (p. 1727).

Adoptés : amendement n° 28 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : notion d'énergie thermique (p. 1728). — Amendement n° 29 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : renvoi des précisions à l'arrêté préfectoral (p. 1728). — Amendement n° 30 rédactionnel de M. Jean-François Pintat, rapporteur (p. 1728) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1728).

Article 11 *bis* (*Caractère de travaux publics des ouvrages dont la construction a été déclarée d'intérêt général*). — Adopté (p. 1728).

Article 12 (*Servitudes*). — Adopté (p. 1728).

Article 13 (*Limitation des droits des propriétaires*). — Adopté (p. 1728).

Article 13 *bis* (*Publication des servitudes*). — Adopté (p. 1728).

Article 13 *ter* (*Indemnités à la charge du transporteur ou du distributeur*). — Adopté (p. 1728).

Article 14 (*Indemnisation des propriétaires*). — Adopté (p. 1729).

Article 15 (*Modalités d'application fixées par décret en Conseil d'Etat*). — Adopté (p. 1729).

Article 15 *bis* (*Travaux de recherche et d'exploitation du stockage de la chaleur*). — Adopté (p. 1729).

Article 15 *ter* (*Résiliation du contrat d'exploitation de chauffage ou de climatisation dans le cas de mise en œuvre d'une énergie nouvelle ; répartition des coûts et des charges entre propriétaire et locataire en cas d'investissements effectués pour économiser l'énergie*) (p. 1729).

Adoptés : amendement n° 31 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : appréciation par le client de l'opportunité d'une résiliation du contrat (p. 1729). — Amendement n° 64 de M. Michel Chauty ; répercussion sur les charges locatives du montant des investissements destinés à réaliser des économies d'énergie (p. 1730).

Rejeté : amendement n° 70 de M. Pierre Vallon : suppression du paragraphe I de cet article, relatif à la résiliation des contrats en vigueur (p. 1729).

Retiré : amendement n° 32 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression du paragraphe II de cet article, relatif aux modalités d'amortissement des investissements (p. 1730) ;

— l'article 15 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 1730).

Article 15 *quater* (*Harmonisation de l'article* 3 bis *de la loi n° 74-908 du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie*). — Adopté (p. 1730).

Article 15 *quinquies* (*Utilisation des huiles usagées*) (p. 1730).

Rejeté : amendement n° 33 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de la priorité donnée à la régénération des huiles usagées par rapport à leur brûlage comme combustible (p. 1731) ;

— l'article 15 *quinquies* est adopté (p. 1731).

Après l'article 15 *quinquies* (p. 1731).

Adopté : amendement n° 65 (article additionnel) de M. Michel Chauty : sanction pour l'exploitation illicite d'une entreprise hydraulique ou le non respect des prescriptions du cahier des charges (p. 1731) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1732).

Adoptés : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Jean-François Pintat : élévation du seuil de puissance des installations soumises au régime de la concession ; régime de simple autorisation pour les petites entreprises (p. 1735) ; sous-amendement n° 71 de M. Paul Séramy : conditions de fonctionnement des centrales électriques et respect de la nature (p. 1734) ; sous-amendement n° 51 de M. André Giraud, ministre : classement d'un certain nombre de cours d'eau pour le maintien de la faune (p. 1734).

Rejeté : sous-amendement n° 66 de M. Michel Chauty, à l'amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Jean-François Pintat, rapporteur : implantation des centrales hydrauliques et conditions nécessaires au respect de la faune aquatique (p. 1734) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1735).

Adopté : amendement n° 75 (art. additionnel) de M. Jean-François Pintat, rapporteur : délai de mise en conformité et fixation par le tribunal d'une astreinte applicable à l'exploitant condamné pour l'installation irrégulière (p. 1736).

Rejeté : amendement n° 52 (art. additionnel) de M. André Giraud, ministre : fixation d'une astreinte en cas de non-exécution des obligations du cahier des charges (p. 1736) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1736).

Adopté : amendement n° 67 (art. additionnel) de M. Roland Ruet : possibilité pour les collectivités locales de construire des centrales hydrauliques d'une puissance inférieure à 8 000 kilowatts (p. 1736) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1736).

Adopté : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. André Giraud, ministre : habilitation des agents contractuels du service des instruments de mesures pour effectuer les contrôles (p. 1736);

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1736).

Adopté : amendement n° 38 (art. additionnel) de M. André Giraud, ministre : institution de sociétés destinées à financer par voie de crédit-bail mobilier et immobilier des installations ou matériels destinés à économiser l'énergie ou à utiliser des énergies de remplacement (p. 1737) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1737).

Retiré : amendement n° 40 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon : interdiction de détruire des conduits d'évacuation de fumée permettant le recours à des appareils de chauffage d'appoint (p. 1738).

Article 16 (*Contrôle et répartition des ressources en énergie ; publicité dans le domaine de l'énergie*) (p. 1738).

Adopté : amendement n° 35 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : refus d'agrément pour les campagnes publicitaires de nature à favoriser l'accroissement de la consommation d'énergie (p. 1739) ;

— l'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1739).

Article 17 (*Mention obligatoire des caractéristiques de consommation des appareils utilisant l'énergie*) (p. 1739).

Adopté : amendement n° 36 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : mention obligatoire des caractéristiques énergétiques de tous les locaux à vendre ou à louer (p. 1739) ;

— l'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 1739).

Explications de vote :

— *M. Robert Laucournet* (p. 1739) : éléments positifs du projet : problème des minicentrales, classement de réseaux ; moyens insuffisants pour assurer une politique efficace d'économie d'énergie ; (p. 1740) : début d'un processus de privatisation ; le groupe socialiste ne votera pas ce texte ;

— *M. Raymond Dumont* (p. 1740) : danger présenté par le projet : atteinte à la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz ; le groupe communiste votera contre le texte ;

— *M. Philippe de Bourgoing* (p. 1740) : vote favorable du groupe U. R. E. I.

Adoption [6 mai 1980] (p. 1740).

Discussion (deuxième lecture).

[23 juin 1980] (p. 3009, 3015) ; [24 juin 1980] (p. 3062, 3076).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3009, 3010) : *MM. Jean-François Pintat, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Auguste Billiemaz.*

Barrages : M. Billiemaz (Auguste) (p. 3010).

Centrales hydro-électriques : M. Billiemaz (Auguste) (p. 3009).

Compagnie nationale du Rhône (C. N. R.) : M. Billiemaz (Auguste) (p. 3009).

Energie (économies) : M. Pintat (Jean-François) (p. 3009).

Gaz naturel : M. Pintat (Jean-François) (p. 3009).

Pétrole : M. Pintat (Jean-François) (p. 3009).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [23 juin 1980] (p. 3010, 3015) ; [24 juin 1980] (p. 3062, 3076) : *MM. Jean-François Pintat, rapporteur ; André Giraud, ministre de l'industrie ; Raymond Dumont ; Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie ; Robert Laucournet ; Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques ; Josy Moinet, Paul Pillet, Christian Poncelet, Auguste Billiemaz, Pierre Schiélé.*

Article 1er *bis* (p. 3010).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : modification rédactionnelle, étendant à tous les exploitants de centrales électriques thermiques l'injonction faite à Electricité de France (p. 3010) ;

— l'article 1er *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 3010).

Article 1er *quater* (p. 3010).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de l'alinéa faisant mention expresse pour Electricité de France et Charbonnages de France de l'obligation d'assurer la continuité de l'approvisionnement (p. 3011) ;

— l'article 1er *quater*, ainsi modifié, est adopté (p. 3011).

Article 2 (p. 3011).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : suppression de l'alinéa imposant à l'administration une coordination entre les plans de développement de réseaux arrêtés par les collectivités locales et les politiques commerciales d'E. D. F. ou de G. D. F. (p. 3011) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3011).

Article 4 (p. 3011).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : relèvement du seuil pour l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur (p. 3012) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3012).

Article 11 (p. 3012).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : notion d'énergie thermique (p. 3012). — Amendement n° 7 de M. Jean-François Pintat, rapporteur : procédure de l'arrêté préfectoral pour les canalisations de petites sections (p. 3012) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3012).

Article 15 *ter* (p. 3012). — Vote unique demandé par le Gouvernement sur le paragraphe II de l'article 15 *ter* dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale modifiée par les amendements n° 15 et n° 16 du Gouvernement (p. 3015). — Adoption (scrutin public n° 151, p. 3070 ; liste des votants, p. 3084, 3085).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Michel d'Ornano, ministre : suppression de la disposition relative au caractère facultatif du conventionnement (p. 3070). — Amendement n° 16 de M. André Giraud, ministre : reprise des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture : dépenses d'investissement mises à la charge des locataires ou des occupants de l'immeuble, sans augmentation des charges totales de chauffage (p. 3070). — Amendement n° 9 de M. Michel Chauty : application aux travaux d'économies d'énergie de la procédure de la loi du 12 juillet 1967 sur l'amélioration de l'habitat (p. 3070).

Non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement : amendement n° 8 de M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques : économie de 10 p. 100 des charges de chauffage du locataire (p. 3070). — Sous-amendement n° 20 de M. Raymond Dumont à l'amendement n° 8 de M. Michel Chauty : mise à la charge des propriétaires des dépenses d'investissements afférentes aux travaux réalisés pour économiser l'énergie (p. 3070). — Sous-amendements n° 21 de coordination et n°s 22 et 23 de M. Raymond Dumont, relatifs à la taxation des sociétés pétrolières à l'amendement n° 8 de M. Michel Chauty (p. 3070). — Sous-amendement n° 11 de M. Robert Laucournet à l'amendement n° 8 de M. Michel Chauty : caractère facultatif du conventionnement. — Sous-amendement n° 14 de M. France Lechenault à l'amendement n° 8 de M. Michel Chauty, soutenu par M. Josy Moinet : caractère facultatif du conventionnement (p. 3070) ;

— l'article 15 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 3070).

Article 15 *septies* (p. 3071).

Adoptés : amendement n° 17 de M. André Giraud, ministre : protection des cours d'eau classés et référence à la hauteur de chute (p. 3072). — Sous-amendement n° 25 de M. Michel Chauty à l'amendement n° 17 de M. André Giraud, ministre : précision sur les entreprises existantes régulièrement installées à la date de la promulgation de la loi (p. 3072). — Amendement n° 18 de M. André Giraud, ministre : suppression de la disposition restrictive sur l'attribution des réserves d'énergie aux collectivités locales (p. 3072). — Amendement n° 19 de M. André Giraud, ministre : coordination avec la réglementation existante ; notice ou étude d'impact (p. 3072).

Rejeté : sous-amendement n° 24 de M. Auguste Billiemaz à l'amendement n° 12 de M. Michel Chauty : autorisation pour des installations nouvelles équipées d'échelles à poissons (p. 3072).

Retiré : amendement n° 12 de M. Michel Chauty : protection des cours d'eau classés et maintien des caractéristiques des installations existantes (p. 3072) ;

— l'article 15 *septies*, ainsi modifié, est adopté (p. 3072).

Article 15 *octies* (p. 3072).

Adopté : amendement n° 10 de M. Michel Chauty : possibilité pour le tribunal de fixer une astreinte en cas de non respect du délai imparti à l'exploitant pour supprimer ou mettre en conformité une installation irrégulière (p. 3073) ;

— l'article 15 *octies*, ainsi modifié, est adopté (p. 3073).

Après l'article 15 *octies* (p. 3073).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Michel Labéguerie, soutenu par M. Pierre Schiélé : délai de régularisation pour les installations anciennes qui n'auront pas modifié le seuil du barrage (p. 3074).

Retiré : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Michel Chauty : abrogation de l'article 29 de la loi du 16 octobre 1919, relatif au régime d'autorisation et de concession (p. 3074) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3074).

Article 15 *decies*. — Adopté (p. 3074).

Article 15 *undecies* **et 16.** — Adoptés (p. 3075).

Explication de vote :

— *M. Fernand Lefort* (p. 3075) : confirmation par le groupe communiste de son vote hostile au projet intervenu en première lecture ; protestation contre le recours à la procédure du vote unique ; procédure de conventionnement et financement par les locataires de la recherche et des travaux d'économies d'énergie ; hausse des loyers ; aide nécessaire de l'Etat aux organismes d'H. L. M.

Intervention de M. André Giraud, ministre de l'industrie (p 3075) : contribution du Sénat à l'amélioration du texte ; caractère social du système d'aide au logement ; demande d'adoption du projet.

Scrutin public (p. 3076, n°152, liste des votants, p. 3085, 3086).

Adoption [24 juin 1980] (p. 3076).

Discussion (commission mixte paritaire).

[26 juin 1980] (p. 3188, 3198).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3188, 3191) : *MM. Michel Chauty, président de la commission mixte paritaire en remplacement de M. Jean-François Pintat, rapporteur pour le Sénat ; André Giraud, ministre de l'industrie ; Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie ; Robert Laucournet, Raymond Dumont.*

Agence pour les économies d'énergie : M. Laucournet (Robert) (p. 3189).

Aide personnalisée au logement (A. P. L.) : MM. Laucournet (Robert) (p. 3189) ; Ornano (Michel d') (p. 3190) ; Dumont (Raymond) (p. 3190).

Centrales hydro-électriques : M. Chauty (Michel) (p. 3188, 3189).

Chauffage domestique : MM. Chauty (Michel) (p. 3188) ; Giraud (André) (p. 3189) ; Laucournet (Robert) (p. 3189) ; Dumont (Raymond) (p. 3190).

Electricité : M. Chauty (Michel) (p. 3188, 3189).

Electricité de France (E. D. F.) : MM. Chauty (Michel) (p. 3188) ; Giraud (André) (p. 3189).

Energie (économies) : MM. Chauty (Michel) (p. 3188) ; Ornano (Michel d') (p. 3189) ; Giraud (André) (p. 3189) ; Laucournet (Robert) (p. 3189, 3190) ; Dumont (Raymond) (p. 3190, 3191).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3191, 3193).

Article 1er *bis* (p. 3191).

Article 1er *quater* (p. 3191). — Amendement n° 1 de M. André Giraud, ministre : suppression de l'injonction particulière faite à Electricité de France et Charbonnages de France (p. 3191).

Articles 2 et 4 (p. 3191).

Article 11 (p. 3192).

Article 15 *ter* (p. 3192). — Amendement n° 2 de M. Michel d'Ornano, ministre : suppression de la phrase relative au caractère facultatif de la procédure de conventionnement pour les travaux d'économies d'énergie dans les logements (p. 3192).

Article 15 *septies* et 15 *octies* (p. 3192).

Article 15 *nonies* A (p. 3193).

Scrutin public (p. 3193, n° 156, liste des votants p. 3197, 3198).

Adoption [26 juin 1980] (p. 3193).

2. — **Proposition de loi tendant à pallier la crise énergétique dans le domaine de l'habitat en favorisant la diversification des modes de chauffage et en réglementant les procédés de ventilation,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur et plusieurs de ses collègues [9 avril 1980] (n° **197**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

3. — **Proposition de loi tendant à valoriser la réserve charbonnière du bassin des Cévennes,** présentée par M. Raymond Dumont, sénateur et plusieurs de ses collègues [3 décembre 1980] (n° **135**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Energie.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, Départements d'outre-mer ; Industrie.

QUESTIONS ORALES, n°s **2752, 2762, 2794.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBATS, n°s **323, 375.**

(Energie [économies].)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

ENERGIE, **1**, D. G. ; deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.

LOI DE FINANCES, **6**, Transports ; Environnement et cadre de vie ; Industrie.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **224, 336, 469.**

(Energie [importation].)

Voir ENERGIE, **1**, D. G.

ENERGIE HYDRAULIQUE

1. — **Proposition de loi tendant à développer le potentiel hydraulique français,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur et plusieurs de ses collègues [22 avril 1980] (n° **223**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Retirée par ses auteurs le 2 octobre 1980.

(Energie hydraulique.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **224.**

ENERGIE MAREMOTRICE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **224.**

ENERGIE NUCLEAIRE

1. — **Projet de loi relatif aux matières nucléaires,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. André Giraud, ministre de l'industrie [14 mars 1979] (n° **897**). — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapport de M. Claude Birraux [25 avril 1979] (n° **1017**). — Discussion [26 avril 1979]. — Adoption [26 avril 1979] (n° **153**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi sur le contrôle et la protection des matières nucléaires** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [27 avril 1979] (n° **303**, 1978-1979). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport de M. Pierre Noé [30 mai 1979] (n° **357**, 1978-1979). — Discussion [23 avril 1980] (p. 1454, 1462). — Adoption modifiée [23 avril 1980] (n° **53**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières premières** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [24 avril 1980] (n° **1652**). — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapport de M. Claude Birraux [21 mai 1980] (n° **1721**). — Discussion [22 mai 1980]. — Adoption modifiée [22 mai 1980] (n° **298**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [27 mai 1980] (n° **263**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport de M. Pierre Ceccaldi-Pavard [5 juin 1980] (n° **289**, 1979-1980). — Discussion [12 juin 1980] (p. 2646, 2666). — Adoption modifiée [12 juin 1980] (n° **76**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [13 juin 1980] (n° **1806**). — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapport de M. Claude Birraux [19 juin 1980] (n° **1813**). — Discussion [25 juin 1980]. — Adoption [25 juin 1980] (n° **326**). — Décision du conseil constitutionnel du 22 juillet 1980 [*J. O.* Lois et décrets du 24 juillet 1980].

PROMULGATION : loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 (*J. O.*, Lois et décrets du 26 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[23 avril 1980] (p. 1454, 1462).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1454, 1455) : *MM. Pierre Noé, rapporteur de la commission des affaires économiques ; André Giraud, ministre de l'industrie.*

Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : M. Noé (Pierre) (p. 1454) ; Giraud (André) (p. 1455).

Défense nationale : M. Giraud (André) (p. 1455).

Euratom (Traité) : M. Noé (Pierre) (p. 1454) ; Giraud (André) (p. 1455).

Matières nucléaires : M. Noé (Pierre) (p. 1454, 1455) ; Giraud (André) (p. 1455).

Politique nucléaire : M. Noé (Pierre) (p. 1454) ; Giraud (André) (p. 1455).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1455, 1462) : *MM. Pierre Noé, rapporteur ; André Giraud, ministre ; Raymond Dumont.*

Article 1er (*Définition des matières nucléaires visées par le présent projet de loi*) (p. 1455).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Pierre Noé, rapporteur : application de la loi aux matières nucléaires utilisables directement ou indirectement pour une réaction nucléaire (p. 1456) ; amendement n° 17 de M. Pierre Noé, rapporteur : exclusion de l'objet de la loi des matières nucléaires affectées à la défense (p. 1456).

Retiré : amendement n° 13 de M. André Giraud, ministre de l'industrie : exclusion de l'objet de la loi des matières nucléaires affectées à la défense (p. 1456) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1456).

Avant l'article 2 (p. 1456) : caractère néfaste du traité d'Euratom et avis de la cour de justice européenne sur la convention internationale relative à la protection physique de matières, installation et transport nucléaires ; dépôt d'un memorandum français sur la modification du chapitre VI du traité d'Euratom (p. 1457).

Rejeté : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Raymond Dumont : respect de la souveraineté française pour l'importation ou l'exportation de matières et technologies nucléaires (p. 1457 ; scrutin public n° 116 ; liste des votants, p. 1474).

Article 2 (*Contrôle de l'importation et de l'exportation des matières nucléaires*) (p. 1458).

Adoptés : amendement n° 11 de M. André Giraud, ministre : avis du conseil supérieur de la sûreté nucléaire sur le décret en Conseil d'Etat définissant les conditions d'importation ou d'exportation de matières nucléaires (p. 1458) ; amendement n° 3 de M. Pierre Noé, rapporteur : obligation pour l'exportateur de faire connaître les conditions relatives à l'utilisation des matières nucléaires (p. 1459).

Retiré : amendement n° 2 de M. Pierre Noé, rapporteur : avis du conseil supérieur de la sûreté nucléaire sur le décret en Conseil d'Etat définissant les conditions d'importation ou d'exportation des matières nucléaires (p. 1458) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1459).

Article 2 bis (*Autorisation d'importation ou d'exportation des matières nucléaires*) (p. 1459).

Adopté : amendement n° 4 de M. Pierre Noé, rapporteur : seuils d'application et contenu de l'autorisation (p. 1459) ;

— l'article 2 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1459).

Article 2 *ter* (*Finalité et limites du contrôle de l'importation et de l'exportation des matières nucléaires*) (p. 1459).

Adoptés : amendements de forme n° 5 et n° 6 de M. Pierre Noé, rapporteur (p. 1459 et 1460) ; amendements identiques n° 12 de M. André Giraud, ministre, et n° 7 de M. Pierre Noé, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant le contrôle des matières nucléaires destinées à la défense (p. 1460) ;

— l'article 2 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 1460).

Article 3 (*Qualification et obligations des agents exerçant le contrôle des importations et exportations de matières nucléaires*). — Adopté (p. 1460).

Article 4 (*Sanction de l'appropriation de matières nucléaires*) (p. 1460).

Adopté : amendement n° 8 de M. Pierre Noé, rapporteur : définition des infractions et délits punis par la loi (p. 1460) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1460).

Article 5 (*Sanction de l'opposition au contrôle*). — Adopté (p. 1460).

Article 6 (*Sanction du défaut de déclaration de perte, vol, disparition ou détournement de matières nucléaires*) (p. 1460).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de M. Pierre Noé, rapporteur (p. 1461) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1461).

Article 7 (*Constatation des infractions aux dispositions de la présente loi*) (p. 1461).

Adopté : amendement n° 15 de M. André Giraud, ministre : constatation des infractions et compétence des agents du service des instruments de mesures (p. 1461) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1461).

Article 8 (*Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application de la présente loi*).

Adopté : amendement n° 10 de M. Pierre Noé, rapporteur : exécution de la loi et rapport annuel du Gouvernement (p. 1461) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1461).

Nouvel intitulé (p. 1461).

Adopté : amendement n° 14 de M. André Giraud, ministre : de forme ; « Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires » ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 1461).

Explication de vote :

— *M. Raymond Dumont* (p. 1461) : sécurité nucléaire et non-prolifération ; l'insuffisance du texte ; (p. 1462) : abstention du groupe communiste.

Adoption [23 avril 1980] (p. 1462).

Discussion (deuxième lecture).

[12 juin 1980] (p. 2646, 2666).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2646, 2656) : *MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur de la commission des affaires économiques ; André Giraud, ministre de l'industrie ; Raymond Bourgine, Pierre Noé, Charles Lederman, Michel Caldaguès, Guy Petit, Dominique Pado, Félix Ciccolini, Pierre Gamboa, Pierre Schiélé.*

Centrales nucléaires : M. Giraud (André) (p. 2647).

Electricité de France (E. D. F.) : MM. Bourgine (Raymond) (p. 2648) ; Lederman (Charles) (p. 2651, 2654) ; Ciccolini (Félix) (p. 2655) ; Gamboa (Pierre) (p. 2656).

Grève (droit de) : MM. Ceccaldi-Pavard (p. 2646) ; Giraud (André) (p. 2647, 2652) ; Bourgine (Raymond) (p. 2648) ; Lederman (Charles) (p. 2652, 2653) ; Petit (Guy) (p. 2655) ; Ciccolini (Félix) (p. 2655).

Matières nucléaires : M. Noé (Pierre) (p. 2648).

Parlement (rôle du) : MM. Noé (Pierre) (p. 2649) ; Pado (Dominique) (p. 2655).

Radiodiffusion télévision : MM. Lederman (Charles) (p. 2652) ; Caldaguès (Michel) (p. 2654).

Radios libres : M. Lederman (Charles) (p. 2652).

Règlement des assemblées parlementaires : M. Dailly (Etienne) (p. 2653).

Sûreté nucléaire : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 2646) ; Giraud (André) (p. 2647) ; Noé (Pierre) (p. 2649) ; Lederman (Charles) (p. 2653) ; Petit (Guy) (p. 2654).

Syndicats : MM. Giraud (André) (p. 2647) ; Noé (Pierre) (p. 2649) ; Lederman (Charles) (p. 2651, 2654) ; Ciccolini (Félix) (p. 2656).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2656, 2666) : *MM. André Giraud, ministre, Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur ; Pierre Noé, Henri Caillavet, Raymond Dumont, Pierre Schiélé, Charles Lederman, Dominique Pado, Guy Petit.*

Article 1er (p. 2656). — Adopté.

Article 2 *bis* (p. 2656 et 2665). — Adopté (p. 2665).

Article 2 *ter* (p. 2656). — Adopté.

Article 4 (p. 2657). — Adoption des deux premiers alinéas (p. 2657).

Adopté : amendement n° 1 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : violation intentionnelle des règles de sûreté nucléaire et sanction des personnes physiques et retrait des autorisations administratives pour les personnes morales (p. 2665).

Rejetés : amendement n° 3 de M. Pierre Noé : principe et modalités d'application du retrait de l'agrément d'une entreprise nucléaire ou de la sanction d'une personne physique pour faute intentionnelle ; application dans le cadre des statuts ou conventions régissant ces personnels (p. 2663 ; scrutin public n° 142, liste des votants, p. 2695, 2696) ; sous-amendement n° 8 de M. Henri Caillavet, à l'amendement n° 3 de M. Pierre Noé : violation intentionnelle et compétence de l'inspecteur du travail (p. 2663 ; scrutin public n° 141, liste des votants, p. 2694, 2695) ; sous-amendement n° 7 de M. Raymond Dumont à l'amendement n° 1 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : violation des instructions de sécurité (p. 2663) ; sous-amendement n° 4 de M. Raymond Dumont à l'amendement n° 1 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : application des dispositions dans le respect des statuts et conventions existant ou de la législation du travail (p. 2663).

Retiré : sous-amendement n° 6 de MM. Pierre Schiélé et Francis Palmero, à l'amendement n° 1 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur : caractère exécutoire des sanctions et possibilité d'appel devant les organismes statutaires compétents (p. 2663).

Devenu sans objet : amendement n° 5 de Mlle Irma Rapuzzi, soutenu par M. Pierre Noé : prononcé des sanctions dans le cadre de la protection instituée par la loi de nationalisation de 1946 (p. 2665) ;

— le troisième alinéa et l'ensemble de l'art. 4 sont adoptés (p. 2665).

Article 6, 8 et 9 (p. 2665). — Adoptés.

Explications de vote :

— *M. Raymond Dumont* (p. 2666) : opposition du groupe communiste sur ce texte politique ;

— *M. Pierre Noé* (p. 2666) : opposition du groupe socialiste au projet de loi.

Adoption [12 juin 1980] (p. 2666).

(Energie nucléaire.)

Voir ENERGIE, 1, D. G.

LOI DE FINANCES, 1, D. G. ; 6, Recherche ; Industrie.

QUESTION ORALE, n° 46.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 224.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 25, D. G.

ENERGIE SOLAIRE

Voir ENERGIE, 1, D. G.

LOI DE FINANCES, 6, deuxième partie, Industrie.

QUESTION ORALE, n° 39.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° 224, 317.

ENERGIES NOUVELLES

Voir ENERGIE, 1, D. G.

ENERGIE SOLAIRE.

LOI DE FINANCES, 1, D. G. ; 6, D. G. ; Environnement et cadre de vie ; Industrie ; Travail et santé. — I. — Section commune. II. — Travail et participation.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 224.

ENFANCE DELINQUANTE

Voir FEMMES, 1, deuxième lecture, D. G.

ENFANCE MARTYRE

1. — **Proposition de loi relative à la protection des enfants martyrisés,** présentée par M. Edouard Bonnefous, sénateur [30 avril 1980] (n° 237, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Enfance martyre.)

Voir QUESTION ORALE, n° 2754.

ENFANTS

1. — **Proposition de loi relative à l'action sociale en faveur de l'enfance,** présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° 378, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Enfants.)

Voir INSÉMINATION ARTIFICIELLE, 1, D. G.

QUESTIONS ORALES, n°s 2656, 2695, 2705.

ENSEIGNANTS

1. — **Proposition de loi relative aux fonctions de chef d'établissement du premier degré,** présentée par M. Pierre Vallon, sénateur et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° 73, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

(Enseignants.)

Voir AUXILIARIAT

COLLECTIVITÉS LOCALES, 3, D. G.

INSTITUTEURS

LOI DE FINANCES, 1, Education ; Environnement et cadre de vie ; Universités.

QUESTIONS ORALES, n°s 2679, 2751, 2783, 2798.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 320, 355, 357, 364, 368, 369, 370, 413, 462.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, 32, D. G.

ENSEIGNEMENT

Voir LOI DE FINANCES, 1, deuxième partie, Education ; 6, deuxième partie, Coopération ; Education ; services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

QUESTIONS ORALES, n°s 2679, 2749, 2791, 2798.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 317, 320, 334, 354, 355, 367, 368, 369, 370, 371, 374, 396.

(Enseignement dans les départements d'outre-mer.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 320.

(Enseignement [personnels administratifs, techniciens, ouvriers et personnels de service A. T. O. S.].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Universités.

QUESTION ORALE, n° 49.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, 1, D. G.

LOI DE FINANCES, 6, première partie : après l'art. 7 ; deuxième partie, Agriculture ; Education.

QUESTION ORALE, n° 2808.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 320, 407.

(Enseignement agricole féminin.)

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.

ENSEIGNEMENT COMMERCIAL

Voir LOI DE FINANCES, 6, Commerce et artisanat.

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Départements d'outre-mer.

QUESTIONS ORALES, n°s 2697, 2811.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 320, 334.

ENSEIGNEMENT MEDICAL

Voir MÉDECINE (ENSEIGNEMENT DE LA)

ENSEIGNEMENT MUSICAL

Voir LOI DE FINANCES, 6, deuxième partie, Education.

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE

Voir ECOLES MATERNELLES

LOI DE FINANCES, 6, Education.

QUESTION ORALE, n° 28.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 320.

ENSEIGNEMENT PRIVE

1. — **Proposition de loi relative aux établissements d'enseignement supérieur privés, ainsi qu'aux établissements d'enseignement technologique supérieur industriels ou commerciaux,** présentée par M. Jean Sauvage, sénateur, et plusieurs de ses collègues [7 octobre 1980] (n° **19**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

(Enseignement privé.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Education ; Universités.

QUESTIONS ORALES, n°s **2746, 2776.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

1. — **Proposition de loi relative à la suppression de l'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire,** présentée par Mme Brigitte Gros, sénateur [24 avril 1980] (n° **233**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

(Enseignement secondaire.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Education.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 334, 461.**

ENSEIGNEMENT SPECIAL

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Education.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 320.**

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

1. — **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université,** présentée par M. Philippe Séguin [7 juin 1978] (n° **367**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Antoine Gissinger [16 mai 1979] (n° **1065**). — Discussion [10 décembre 1979]. — Adoption [10 décembre 1979] (n° **249**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [11 décembre 1979] (n° **95**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Jean Sauvage [13 décembre 1979] (n° **121**, 1979-1980). — Rapport supplémentaire de M. Jean Sauvage [12 juin 1980] (n° **307**, 1979-1980). — Discussion [19 juin 1980] (p. 2869, 2879) ; [23 juin 1980] (p. 2978, 3006). — Adoption modifiée [23 juin 1980] (n° **93**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [24 juin 1980] (n° **1824**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Antoine Gissinger [26 juin 1980] (n° **1863**). — Discussion [26 juin 1980]. — Adoption [26 juin 1980] (n° **333**). — Décision du conseil constitutionnel du 17 juillet 1980 [*J. O.* Lois et décrets du 19 juillet 1980].

PROMULGATION : loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 22 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[19 juin 1980] (p. 2869, 2879) ; [23 juin 1980] (p. 2978, 3006).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [19 juin 1980] (p. 2869, 2873 ; 2878, 2879) [23 juin 1980] (p. 2978, 2982) : *M. Jean Sauvage, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, M. Michel Miroudot. — MM. Jacques Carat, Adrien Gouteyron, Pierre Noé.*

Baccalauréat : M. Gouteyron (Adrien) (p. 2981) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 2982).

Chercheurs : M. Sauvage (Jean) (p. 2871).

Elections (Universitaires) : M. Sauvage (Jean) (p. 2870) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 2873) ; M. Miroudot (Michel) (p. 2879).

Maîtres assistants (Universités) : M. Sauvage (Jean) (p. 2871) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 2873) ; MM. Carat (Jacques) (p. 2978, 2980) ; Noé (Pierre) (p. 2981).

Participation (Universités) : M. Sauvage (Jean) (p. 2872) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 2873, 2982) ; MM. Miroudot (Michel) (p. 2878) ; Gouteyron (Adrien) (p. 2980).

Professeurs : MM. Sauvage (Jean) (p. 2870, 2871, 2872) ; Miroudot (Michel) (p. 2878) ; Gouteyron (Adrien) (p. 2980) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 2982).

Université (Conseils) : M. Sauvage (Jean) (p. 2870, 2871) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 2873) ; MM. Miroudot (Michel) (p. 2878) ; Gouteyron (Adrien) (p. 2980).

Université (Election des présidents) : M. Sauvage (Jean) (p. 2869, 2870, 2871, 2872) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 2873) ; MM. Miroudot (Michel) (p. 2878, 2879) ; Carat (Jacques) (p. 2978) ; Noé (Pierre) (p. 2981).

Universités (Liberté des) : M. Noé (Pierre) (p. 2981).

Question préalable (p. 2873, 2878). — Motion n° 5 de Mme Danielle Bidard tendant à opposer la question préalable (p. 2873) : *Mme Hélène Luc, MM. Adolphe Chauvin, Jean Sauvage, rapporteur ; Mme Alice Saunier-Seïté, ministre.* — **Rejet** (p. 2878, scrutin public n° 146, liste des votants p. 2887, 2888).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2982, 3006) : *MM. Jean Sauvage, rapporteur ; Jacques Carat, Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires culturelles ; Mme Danielle Bidard, M. Henri Caillavet, Mme Alice Saunier-Seïté, ministre ; MM. Michel Caldaguès, Guy Robert, Adrien Gouteyron, Jacques Habert, Henri Fréville, Mme Hélène Luc, M. Jean-Marie Girault.*

Avant l'article unique (p. 2982).

Adoptés : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Jean Sauvage, rapporteur : modification de l'article 13 de la loi d'orientation de 1968, relatif à la répartition des sièges aux conseils d'université et d'U. E. R. entre les différentes catégories de membres (p. 2993) ; sous-amendement n° 34 de M. Jacques Carat : délégation de vote (p. 2993) ; amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Jean Sauvage, rapporteur : abaissement du quorum de 50 p. 100 à 25 p. 100 des étudiants inscrits (p. 2995).

Rejetés : sous-amendement n° 37 de M. Jacques Carat, à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : participation de personnalités extérieures aux conseils (p. 2988) ; sous-amendement n° 22 de Mme Danielle Bidard à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : participation de personnalités extérieures aux conseils (p. 2988) ; sous-amendement n° 23 de Mme Danielle Bidard, à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : représentation aux conseils des diverses catégories de membres (p. 2991 ; scrutin public n° 148, liste des votants, p. 3020, 3021) ; sous-amendement n° 42 de M. Henri Caillavet à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : représentation aux conseils des diverses catégories de membres (p. 2991) ; sous-amendement n° 31 de M. Jacques Carat à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : application des pourcentages aux seuls conseils d'université, à l'exclusion des conseils d'U. E. R. (p. 2992) ; sous-amendement n° 41 de M. Jacques Carrat à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : représentation aux conseils des diverses catégories de membres (p. 2992) ; sous-amendement n° 33 de M. Jacques Carat, à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : représentation des autres personnels enseignants et chercheurs (p. 2992) ; sous-amendement n° 43 de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre, à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : mention, parmi les membres des conseils, des autres catégories de personnels enseignants (p. 2992) ; sous-amendement n° 32 de M. Jacques Carat à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : suppression de l'alinéa prévoyant, en cas d'adaptation des pourcentages, une proportion de 50 p. 100 au moins en faveur des professeurs (p. 2992) ; sous-amendement n° 30 de M. Jacques Carat à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : modalités prévues pour l'adaptation éventuelle des pourcentages et rôle des conseils scientifiques (p. 2992) ; sous-amendement n° 40 de Mme Danielle Bidard, à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : suppression de la clause prévoyant un pourcentage de 50 p. 100 au moins en faveur des professeurs, en cas d'adaptation des pourcentages (p. 2992) ; sous-amendement n° 24 de Mme Danielle Bidard, à l'amendement n° 6 de M. Jean Sauvage, rapporteur : rôle des conseils scientifiques (p. 2993) ; amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : suppression du quorum (p. 2995) ; amendement n° 26 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard : suppression du quorum (p. 2995) ; amendement n° 44 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : fixation du quorum à 25 p. 100 des inscrits dans chaque collège électoral (p. 2995) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2993 et 2995).

Article unique (*Modification de l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université*) (p. 2995).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Jean Sauvage, rapporteur : conditions d'éligibilité des présidents des conseils d'université : rééligibilité ; suppression des dispositions réservant la qualité d'électeur aux seuls professeurs (p. 3000).

Rejetés : amendement n° 25 de Mme Danielle Bidard : réduction de la durée du mandat de président ; possibilités d'élection d'un non-enseignant (p. 2937) ; sous-amendement n° 27 de Mme Danielle Bidard à l'amendement n° 8 de M. Jean Sauvage, rapporteur : abaissement de cinq à trois ans de la durée du mandat de président (p. 2998) ; sous-amendement n° 35 de M. Jacques Carat à l'amendement n° 8 de M. Jean Sauvage, rapporteur : conditions de nomination d'un président n'ayant pas la qualité de professeur titulaire (p. 2998) ; sous-amendements identiques n° 28 de Mme Danielle Bidard et n° 36 de M. Jacques Carat à l'amendement n° 8 de M. Jean Sauvage, rapporteur : suppression de la disposition réservant aux professeurs la direction des U. E. R. comprenant un troisième cycle (p. 3000).

Retiré : sous-amendement n° 39 de M. Jacques Habert à l'amendement n° 8 de M. Jean Sauvage, rapporteur : exigence du doctorat d'Etat pour l'accès aux fonctions de directeur d'U. E. R. (p. 2998) ;

— l'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 3000).

Après l'article unique (p. 3000).

Adoptés : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Jean Sauvage, rapporteur : délais d'application (p. 3003) ; sous-amendement rédactionnel n° 13 de M. Michel Caldaguès (p. 3002) ; sous-amendement n° 14 de M. Michel Caldaguès : fixation au 1er décembre 1980 de la date d'expiration des pouvoirs des conseils actuellement en fonctions (p. 3002) ; sous-amendement n° 12 de M. Michel Caldaguès : expiration du mandat des étudiants élus (p. 3002) ; sous-amendements de coordination nos 15, 16, 17 et 18 de M. Michel Caldaguès (p. 3002).

Rejetés : sous-amendement n° 38 de M. Jacques Carat à l'amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Jean Sauvage, rapporteur : renouvellement des conseils d'université selon les modes anciens jusqu'à l'élection du président selon les dispositions nouvelles (p. 3001) ; sous-amendement n° 19 de M. Jean-Marie Girault à l'amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Jean Sauvage, rapporteur : expiration du mandat des présidents d'université et des directeurs d'U. E. R. (p. 3003) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3003).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Jean Sauvage, rapporteur : dispositions transitoires : intervention du ministre des universités en cas de défaut d'application par les conseils des dispositions de la loi (p. 3004 ; scrutin public n° 149, liste des votants, p. 3021, 3022) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3004).

Nouvel intitulé (p. 3004).

Adopté : amendement n° 11 de M. Jean Sauvage, rapporteur : « Proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 » (p. 3004) ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 3004).

Explications de vote :

— *Mme Danielle Bidard* (p. 3004) : atteinte au principe de la participation et de l'autonomie ; système des quotas ; rejet des amendements du groupe communiste ; vote du groupe communiste contre le texte ;

— *M. Adolphe Chauvin* (p. 3005) : réforme audacieuse voulue par la majorité en 1968 ; politisation de l'université et nécessité d'augmenter le rôle des professeurs dans les conseils d'université ; vote favorable du groupe U. C. D. P. ;

— *M. Michel Caldaguès* (p. 3005) : innovation constituée par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968 et nécessité d'augmenter les garanties d'une bonne gestion des universités ; menaces proférées par les orateurs communistes ; vote favorable du groupe R.P.R. ;

— *M. Jacques Carat* (p. 3006) : atteinte aux principes de participation et d'autonomie ; rejet des amendements socialistes ; opposition du groupe socialiste au texte en discussion ;

— *M. Philippe de Bourgoing* (p. 3006) : respect du principe de la participation et juste place conférée aux enseignants de rang magistral ; vote favorable du groupe U.R.E.I. ;

— *Intervention de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités* (p. 3006) : qualité du travail accompli sur ce texte par le Sénat par son rapporteur ; restauration du prestige des universités françaises.

Scrutin public (p. 3006 ; n° 150, liste des votants, p. 3022).

Adoption [23 juin 1980] (p. 3006).

2. — **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine [25 février 1980] (n° **1576**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Antoine Gissinger [6 mai 1980] (n° **1682**). — Discussion [13 mai 1980]. — Adoption [13 mai 1980] (n° **287**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [14 mai 1980] (n° **246**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport de Mme Brigitte Gros [5 juin 1980] (n° **288**, 1979-1980). — Discussion [12 juin 1980] (p. 2638, 2645). — Adoption modifiée [12 juin 1980] (n° **75**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi portant diverses dispositions en faveur de certaines catégories de femmes et de personnes chargées de famille** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [16 juin 1980] (n° **1807**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Antoine Gissinger [19 juin 1980] (n° **1810**). — Discussion [24 juin 1980]. — Adoption [24 juin 1980] (n° **322**).

PROMULGATION : loi n° 80-490 du 1er juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 2 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[12 juin 1980] (p. 2638, 2645).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2638, 2641) : *Mmes Brigitte Gros, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Cécile Goldet, Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine.*

Femmes : Mmes Gros (Brigitte) (p. 2639) ; Goldet (Cécile) (p. 2640) ; Pelletier (Monique) (p. 2640, 2641).

Garderies d'enfants : Mme Goldet (Cécile) (p. 2640).

Politique familiale : Mmes Gros (Brigitte) (p. 2639) ; Pelletier (Monique) (p. 2640).

Universités : Mmes Gros (Brigitte) (p. 2639) ; Goldet (Cécile) (p. 2639, 2640) ; Pelletier (Monique) (p. 2640, 2641).

Vincennes (Université) : Mme Goldet (Cécile) (p. 2640).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2641, 2645) *Mmes Cécile Goldet, Brigitte Gros, rapporteur ; Monique Pelletier, ministre délégué ; MM. Jean-Pierre Fourcade, au nom de la commission des finances ; Guy Petit, Jacques Habert.*

Article 1er (*Accès des personnes chargées de famille à l'université*) (p. 2641).

Rejetés : amendement n° 4 de Mme Brigitte Gros, rapporteur : préparation de l'examen d'entrée à l'université dans l'enseignement secondaire et supérieur (p. 2643) ; amendement n° 1 de Mme Cécile Goldet : octroi de la facilité d'accès aux universités aux handicapés (p. 2643).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 7 de Mme Cécile Goldet : succès à l'examen d'entrée et octroi de l'aide sociale à domicile (p. 2641) ; amendement n° 8 de Mme Cécile Goldet : création de haltes-garderies universitaires (p. 2642) ;

— l'article 1er est adopté (p. 2643).

Article 2 (*Accès des mères de famille de trois enfants et plus au concours de la fonction publique sans condition de diplôme*) (p. 2643).

Rejetés : amendement n° 9 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : suppression de cet article prévoyant l'accès pour les mères de famille aux concours de la fonction publique sans condition de diplôme (p. 2644) ; amendement n° 5 de Mme Cécile Goldet : conditions de diplôme pour l'accès aux concours de la fonction publique et non-opposition à certaines catégories de femmes (p. 2644).

Intitulé du projet de loi (p. 2644).

Adopté : amendement n° 6 de Mme Brigitte Gros, rapporteur : de forme ; « projet de loi portant diverses dispositions en faveur de certaines catégories de femmes et de personnes chargées de famille » (p. 2645).

Rejeté : amendement n° 3 de Mme Cécile Goldet : de forme ; « projet de loi étendant aux mères de famille et aux personnes chargées de famille qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur » (p. 2645) ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 2645).

Explication de vote.

— *Mme Danielle Bidard* (p. 2645) ; égalité revendiquée par les femmes et accès à l'université ; crise économique et statut de la femme ; caractère limité du projet ; insuffisance des crédits universitaires pour la formation permanente ; exemple de Vincennes ; vote favorable du groupe communiste.

Adoption [12 juin 1980] (p. 2645).

3. — **Proposition de loi portant validation d'actes administratifs,** présentée par MM. Jean Foyer et Edmond Alphandery, députés [11 juin 1980] (n° **1790**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean Foyer [19 juin 1980] (n° **1817**). — Urgence. — Discussion [24 juin 1980]. — Adoption [24 juin 1980] (n° **320**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [25 juin 1980] (n° **336,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Adolphe Chauvin [27 juin 1980] (n° **358,** 1979-1980). — Discussion [28 juin 1980] (p. 3274, 3279). — Adoption [28 juin 1980] (n° **106**). — Décision du conseil constitutionnel du 22 juillet 1980 [*J. O.* Lois et décrets du 24 juillet 1980].

PROMULGATION : loi n° 80-573 du 25 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[28 juin 1980] (p. 3274, 3279).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3274, 3277) : *M. Adolphe Chauvin, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités ; M. Jacques Carat.*

Fonctionnaires et agents publics (Comités techniques paritaires) : M. Chauvin (Adolphe) (p. 3275) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 3275, 3277) ; M. Carat (Jacques) (p. 3277).

Universités (Ministère des) : M. Carat (Jacques) (p. 3277).

Question préalable (p. 3276). — Motion n° 1 de Mme Danielle Bidard, tendant à opposer la question préalable : *MM. James Marson, Adolphe Chauvin, rapporteur ; Mme Alice Saunier-Seïté, ministre.* — **Rejet** (p. 3276, scrutin public n° 160, liste des votants p. 3308).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3278, 3279) : *MM. James Marson, Jacques Carat, Adolphe Chauvin, rapporteur ; Mme Alice Saunier-Seïté, ministre.*

Article unique (*Validation des décrets*) (p. 3278).

Rejetés : amendement n° 2 de Mme Danielle Bidard : validation des nominations ou des promotions de personnels (p. 3279) ; scrutin public n° 161, liste des votants (p. 3309) ; amendement n° 4 de M. Jacques Carat : limitation de la validation des décisions individuelles (p. 3279).

Retiré : amendement n° 5 de M. Jacques Carat : décret de création et prise en compte des motifs d'annulation du Conseil d'Etat (p. 3279) ;

— l'article unique est adopté (p. 3279).

Après l'article unique (p. 3279).

Rejeté : amendement n° 3 (*art. additionnel*) de Mme Danielle Bidard : réexamen par le nouveau comité technique paritaire des décisions individuelles faisant grief (p. 3279) :

Scrutin public (p. 3279, n° 162, liste des votants, p. 3309, 3310).

Adoption [28 juin 1980] (p. 3279).

(Enseignement supérieur.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **1,** Universités ; **6,** deuxième partie, Universités.

QUESTIONS ORALES, n°s **2635, 2790, 2796, 2815, 2816, 2828, 5, 23.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 332, 337, 368, 413, 462.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **32,** D. G.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Education ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

QUESTIONS ORALES, n°s **2733, 2746.**

ENTENTES

Voir ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE (LÉGISLATION ANTITRUST)

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **224, 359.**

ENTRAIDE JUDICIAIRE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **4,** D. G.

ENTREPRISES

1. — **Proposition de loi tendant à faciliter le crédit aux entreprises,** présentée par M. Etienne Dailly, sénateur [11 avril 1980] (n° **205,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Etienne Dailly [19 juin 1980] (n° **328,** 1979-1980). — Discussion [28 juin 1980] (p. 3280). — Adoption [28 juin 1980] (n° **107**).

NOUVEL INTITULÉ : **« Proposition de loi tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises. »**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [30 juin 1980] (n° **1893**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jacques Richomme [20 novembre 1980] (n° **2079**). — Discussion [11 décembre 1980]. Adoption [11 décembre 1980] (n° **404**).

NOUVEL INTITULÉ : **« Proposition de loi tendant à faciliter le crédit aux entreprises. »**

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [11 décembre 1980] (n° **174,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Etienne Dailly [18 décembre 1980] (n° **194,** 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6565, 6572). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **62**).

PROMULGATION : loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 (*J. O.* Lois et décrets du 3 janvier 1981).

Discussion (première lecture).

[28 juin 1980] (p. 3280, 3290).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3280, 3282) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Banques : MM. Dailly (Etienne) (p. 3281, 3282) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3282).

Créances : MM. Dailly (Etienne) (p. 3280, 3281) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3282).

Crédit : MM. Dailly (Etienne) (p. 3280, 3281, 3282) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3282).

Effets de commerce : MM. Dailly (Etienne) (p. 3280, 3281) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3282).

Lettre de change-relevé (L. C. R) : M. Dailly (Etienne) (p. 3280).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3283, 3290) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.*

Avant l'article 1er (p. 3283 et 3289).

Retiré : amendement n° 7 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : nouvel intitulé de la section I « De la cession ou du nantissement de certaines créances » (p. 3289 ; précédemment réservé p. 3289).

Article 1er (*Bordereau de créances*) (p. 3283).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : application du bordereau de cession ou de nantissement de créances ou crédit à court et moyen terme ; bénéfice de ce bordereau pour les artisans (p. 3285) ;

— l'article 1er est adopté (p. 3285).

Article 2 (*Date et signature du bordereau*) (p. 3285).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : application des règles du contrat synallagmatique aux bordereaux (p. 3286) ;

— l'article 2 est adopté (p. 3286).

Article 3 (*Transmission du bordereau*). — Adopté (p. 3286).

Article 4 (*Effet de la cession ou du nantissement*) (p. 3286).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : date du bordereau et opposabilité aux tiers de la cession de créance (p. 3288) ;

— l'article 4 est adopté (p. 3288).

Article 5 (*Information du débiteur*) (p. 3288).

Rejeté : amendement n° 4 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : mécanisme de l'opposabilité au débiteur du nantissement ou de la cession de créance (p. 3288) ;

— l'article 5 est adopté (p. 3288).

Article 6 (*Inopposabilité des exceptions*) (p. 3288).

Adoptés : amendement n° 5 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : intitulé de l'écrit constatant l'engagement du débiteur à payer directement le bénéficiaire du bordereau (p. 3289). — Sous-amendement rédactionnel n° 10 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3289) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3289).

Article 7 (*Garantie solidaire du signataire de l'acte de cession ou de nantissement des créances commerciales*) (p. 3289).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : suppression de cet article concernant la garantie solidaire du paiement des créances cédées ou données en gage (p. 3289) ;

— l'article 7 est supprimé (p. 3289).

Article 8 (*Effet de mobilisation*). — Adopté (p. 3289).

Article 9 (*Droits des porteurs des effets de mobilisation*). — Adopté (p. 3289).

Article 10 (*Assiette des droits attachés aux effets de mobilisation*). — Adopté (p. 3289).

Article 11 (*Interdiction pour la banque ou l'établissement financier de transmettre les créances représentées par les bordereaux*). — Adopté (p. 3290).

Article 12 (*Décret d'application en Conseil d'Etat*). — Adopté (p. 3290).

Article 13 (*Abrogation du titre premier de l'ordonnance du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises*). — Adopté (p. 3290).

Avant l'article 14 (p. 3290).

Adopté : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte (p. 3290) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3290).

Article 14 (*Date d'entrée en vigueur*). — Adopté (p. 3290).

Intitulé (p. 3290).

Adopté : amendement de M. Etienne Dailly, rapporteur : nouvel intitulé : « proposition de loi tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises » (p. 3290) ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 3290).

Adoption [28 juin 1980] (p. 3290).

Discussion (deuxième lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6565, 6572).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6565) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois : Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Créances : M. Dailly (Etienne) (p. 6565).

Crédit : M. Dailly (Etienne) (p. 6565).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6565, 6572) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.*

Article 1er (p. 6565). — Adopté (p. 6566).

Article 2 (p. 6566). — Adopté (p. 6567).

Articles 3 et 4. — Adoptés (p. 6567).

Article 5 (p. 6567). — Adopté (p. 6568).

Article 6. — Adopté (p. 6568).

Article 6 *bis* (p. 6568). — Adopté (p. 6569).

Article 8. — Adopté (p. 6569).

Article 8 *bis* (p. 6569). — Adopté (p. 6570).

Articles 9, 10 et 11. — Adoptés (p. 6570).

Explications de vote :

— *M. Etienne Dailly* (p. 6570) : simplification des formalités et diminution du coût du traitement d'une lettre de change ; lettre adressée par le président de l'association professionnelle des banques au ministre de l'économie : engagement de faire profiter la clientèle de cette économie ; (p. 6571) : donne lecture de cette lettre.

— *Intervention de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat* (p. 6571) : extension du champ d'application de la loi, proposées par l'Assemblée nationale ; simplification du crédit aux entreprises et réduction des coûts ainsi obtenue.

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6572).

2. — **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [17 avril 1979] (n° **974**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Charles Millon [9 avril 1980] (n° **1606**). — Discussion [18, 24 avril et 13 mai 1980]. — Adoption [13 mai 1980] (n° **288**).

NOUVEL INTITULÉ : **« Projet de loi tendant à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales, l'information et la protection des actionnaires et à défendre l'épargne ».**

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [14 mai 1980] (n° **249**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — **Proposition de loi tendant à rétablir une parité des moyens pour l'installation des entreprises industrielles sur l'ensemble du territoire national, par la suppression de la redevance pour création de locaux à usage industriel en région d'Ile-de-France,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **387**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

(Entreprises.)

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1**, D. G. ; deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; première partie : article 3 A ; avant l'article 4 ; Prestations sociales agricoles ; Départements d'outre-mer.
PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **2**, D. G.
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (P. M. E.).
QUESTIONS ORALES, n°s **2663, 2696, 2759, 2765, 2785, 7, 41, 52.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **316, 331, 359.**
TRAVAIL (DURÉE DU), **2**, D. G.

(Aide aux entreprises.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Economie et budget. — III. — Economie ; Industries agricoles et alimentaires ; Industrie ; Aménagement du territoire ; Economie et budget. — I. — Charges communes. — II. Section commune. — IV. — Budget.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D. G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

(Chefs d'entreprises.)

Voir QUESTION ORALE, n° **65.**

(Création d'entreprises.)

Voir EMPLOI, **3**, D. G. ; deuxième lecture, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie : Industrie ; Commerce et artisanat ; Aménagement du territoire ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

QUESTION ORALE, n° **2822.**

(Entreprises familiales.)

Voir SOCIÉTÉS, **1**, D. G.

(Fiscalité des entreprises.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commerce et artisanat.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **413.**

(Plan d'épargne des entreprises.)

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **2**, D. G.

ENTREPRISES DE MAIN-D'ŒUVRE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commerce et artisanat.

ENTREPRISES NATIONALES

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Transports ; **6**, D. G. ; Economie et budget. — III. — Economie.

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1**, D. G.

ENTREPRISES PUBLIQUES

Voir COUR DES COMPTES

LOI DE FINANCES, **1**, Economie (Charges communes) ; **6** D. G. ; Economie et budget. — III. — Economie ; Economie et budget. — I. — Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, D. G.

QUESTION ORALE, n° **2683.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **390.**

ENVIRONNEMENT

1. — **Projet de loi relatif aux nuisances dues au bruit des aéronefs,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Joël Le Theule, ministre des transports [6 novembre 1979] (n° **40**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan [15 novembre 1979]. — Avis de M. Jean Colin [16 octobre 1980] (n° **36**, 1980-1981).

(Environnement.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **345, 378.**

EPARGNE

Voir EMPRUNTS

ENTREPRISES (PLAN D'ÉPARGNE).

LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Economie et budget. — III. — Economie.

QUESTIONS ORALES, n°s **32, 62.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 359, 405.**

(Epargne-logement.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

QUESTION ORALE, n° **2800.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

EQUIPEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Agriculture ; Intérieur.

(Equipement sportif et socio-éducatif.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

ESPACE JUDICIAIRE EUROPEEN

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Justice.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **382.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **4**, D. G.

ESPACES VERTS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

ESPAGNE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **25**, D. G.

ESPIONNAGE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **325.**

ESSENCES (SERVICES DES)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Défense.

ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE (E.N.I.M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

ETABLISSEMENTS CLASSES

Voir ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES.

ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

Voir LOI CE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Voir MAGISTRATS, **1**, deuxième lecture, D.G.
PRISONS

ETABLISSEMENTS PUBLICS

Voir QUESTION ORALE, n° **69.**

(Etablissements publics d'hospitalisation.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **431.**

ETABLISSEMENTS PUBLICS REGIONAUX

1. — **Proposition de loi relative au plafond des ressources fiscales des établissements publics régionaux,** présentée par M. Francis Palmero, sénateur [9 mai 1980] (n° **241, 1979-1980**). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

(Etablissements publics régionaux.)
Voir AGRICULTURE, **1**, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, Aménagement du territoire.
QUESTION ORALE, n° **2759.**

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

Voir ECOLES.
QUESTIONS ORALES, n°s **2743, 49.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **461.**

ETAT CIVIL

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Affaires étrangères.

ETATS D'AFRIQUE, DES CARAIBES, DU PACIFIQUE (A.C.P.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2.**

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 3.**
INDUSTRIE TEXTILE, **1**, D.G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**
TRAITÉS ET CONVENTION, **1.**

(Etats-Unis d'Amérique [Législation anti-trust].)

Voir TRANSPORTS AÉRIENS, **1**, D.G. ; deuxième lecture, D.G.

ETIQUETAGE

Voir QUESTION ORALE, n° **2812.**

ETRANGERS

1. — **Proposition de loi portant statut démocratique de l'immigration,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues [16 janvier 1980] (n° **154**, 1979-1980). Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Etrangers.)
Voir ETUDIANTS (ETRANGERS).
LOI DE FINANCES, **6**, Départements d'outre-mer.
PROCÉDURE PÉNALE, **2**, D.G.
QUESTION ORALE, n°s **2639, 2668.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **424, 435, 440.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **7**, D.G. ; **27**, D.G.

ETUDIANTS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Universités.
QUESTIONS ORALES, n°s **2635, 2744, 5, 20, 23.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **413.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **26**, D.G. ; **27**, D.G. ; **35**, D.G. ; **37**, D.G.

(Etudiants étrangers.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Universités.

EUGENISME

Voir INSÉMINATION ARTIFICIELLE, **1**, D.G.

EURODIF (SOCIETE) (Enrichissement de l'uranium.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **25**, D.G.

EUROPE

Voir ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (C.E.E.)
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (C.E.C.A.)
CONSEIL DE L'EUROPE
LOI DE FINANCES, **6**, Affaires étrangères.

(Défense de l'Europe.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **408.**

EUTHANASIE

Voir LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1**, D. G.

EVADES DE GUERRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **474.**

EXAMENS ET CONCOURS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Education.
QUESTION ORALE, n° **81.**

EXODE RURAL

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Industries agricoles et alimentaires.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 407, 444.**

EXPERTS COMPTABLES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commerce et artisanat.

EXPLOITANTS AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **409, 429, 430, 452.**

(Exploitants agricoles [Conjoints].)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G., deuxième lecture, D. G. ; C.M.P.
LOI DE FINANCES, **6**, première partie ; article **2** ; Prestations sociales agricoles.
QUESTION ORALE, n° **55.**

EXPLOITATIONS AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, première partie : art. : 3 A ; Agriculture ; Prestations sociales agricoles.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **407, 444.**

EXPLOSIFS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **382.**

EXPORTATIONS

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; première partie : avant l'art. 4 ; art. 4 ; Economie et budget. — III. — Economie ; Agriculture ; Industries agricoles et alimentaires ; Commerce extérieur ; Départements d'outre-mer.
QUESTIONS ORALES, n°s **2654, 2737, 2767, 41, 54.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **308, 328, 336, 407.**

EXPOSITIONS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication ; Industries agricoles et alimentaires.

EXPROPRIATION

Voir NOUVELLE-CALÉDONIE, 2, C. M. P.

EXPULSIONS

Voir LOI DE FINANCES, 6, Environnement et cadre de vie.
PROCÉDURE PÉNALE, 2, D. G.
QUESTION ORALE, n° 1.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 435.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 7, D. G.

EXTRADITION

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 382.
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 1.

F

FAILLITE, REGLEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION DE BIENS

1. — **Proposition de loi tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle,** présentée par M. François Dubanchet, sénateur et plusieurs de ses collègues [13 juin 1978] (n° **407**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [10 octobre 1979] (n° **14**, 1979-1980). — Discussion [11 décembre 1979] (p. 5323, 5326). — Adoption [11 décembre 1979] (n° **11**).

NOUVEL INTITULÉ : **« Proposition de loi tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes. »**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [12 décembre 1979] (n° **1481**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport commun de M. Charles Millon [17 décembre 1979] (n° **1492**). — Discussion [18 avril 1980]. — Adoption [18 avril 1980] (n° **282**).

NOUVEL INTITULÉ : **« Proposition de loi relative aux effets des clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente. »**

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [22 avril 1980] (n° **222**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [23 avril 1980] (n° **226**, 1979-1980). — Discussion [29 avril 1980] (p. 1625, 1626). — Adoption [29 avril 1980] (n° **57**).

PROMULGATION : loi n° 80-325 du 12 mai 1980 (*Journal officiel* Lois et décrets du 13 mai 1980).

Discussion (deuxième lecture).

[29 avril 1980] (p. 1625, 1626).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1625) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Pierre Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Contrats (de vente) : MM. Rudloff (Marcel) (p. 1625) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 1625).

Clauses de réserve de propriété : MM. Rudloff (Marcel) (p. 1625) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 1625).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1626).

Articles 1er, 1er *bis* et 1er *ter* (p. 1626). — Adoptés.

Adoption [29 avril 1980] (p. 1626).

2. — **Proposition de loi tendant de modifier l'article 99 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes,** présentée par M. Etienne Dailly, sénateur [11 avril 1980] (n° **204**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Faillite, règlement judiciaire, liquidation de biens.)

Voir AGRICULTURE, 1, D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2720, 2767, 9.**

FAIT PERSONNEL

Voir SÉNATEURS, Fait personnel.

FAMILLE

1. — **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine [9 avril 1980] (n° **1608**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Etienne Pinte [30 avril 1980] (n° **1674**). Discussion [6, 7, 14 et 27 mai 1980]. — Adoption [27 mai 1980] (n° **301**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [29 mai 1980] (n° **269**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Michel Labèguerie [12 juin 1980] (n° **309**, 1979-1980). — Discussion [18 juin 1980] (p. 2796, 2830) ; [19 juin 1980] (p. 2835, 2869). — Adoption modifiée [19 juin 1980] (n° **92**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [20 juin 1980] (n° **1823**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Etienne Pinte [25 juin 1980] (n° **1830**). — Discussion [26 juin 1980]. — Rejet [26 juin 1980] (n° **332**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [27 juin 1980] (n° **361**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Michel Labèguerie [27 juin 1980] (n° **362**, 1979-1980). — Discussion [28 juin 1980] (p. 3250, 3255). — Adoption modifiée [28 juin 1980] (n° **102**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) [30 juin 1980] (n° **1879**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Etienne Pinte [30 juin 1980] (n° **1895**). — Discussion [30 juin 1980]. — Adoption [30 juin 1980] (n° **348**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Michel Labèguerie [30 juin 1980] (n° **370**, 1979-1980). — Discussion [30 juin 1980] (p. 3401, 3404). — Adoption [30 juin 1980] (n° **124**).

PROMULGATION : loi n° 80-545 du 17 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 18 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[18 juin 1980] (p. 2796, 2830) ; [19 juin 1980] (p. 2835, 2869).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2796, 2820) : *M. Michel Labèguerie, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mmes Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine ; Cécile Goldet, MM. Jean Béranger, Louis Virapoullé, Jean Chérioux, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Marcel Gargar, Pierre Gamboa, Roger Lise, Marcel Rudloff, Jean Mézard, Jacques Henriet.*

Agriculteurs (jeunes) : M. Mézard (Jean) (p. 2815).

Allocations postnatales : MM. Labèguerie (Michel) (p. 2796) ; Mmes Pelletier (Monique) (p. 2797, 2798, 2819) ; Goldet (Cécile) (p. 2801) ; MM. Béranger (Jean) (p. 2803) ; Virapoullé (Louis) (p. 2804) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2809) ; M. Mézard (Jean) (p. 2815).

Centre de conseil conjugal : M. Rudloff (Marcel) (p. 2814).

Chômage : Mme Pelletier (Monique) (p. 2797) ; MM. Lise (Roger) (p. 2812) ; Henriet (Jacques) (p. 2816).

Congé de maternité : M. Labèguerie (Michel) (p. 2796) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 2797, 2818) ; MM. Béranger (Jean) (p. 2803) ; Chérioux (Jean) (p. 2805) ; Henriet (Jacques) (p. 2816).

Congé maternel d'éducation : M. Henriet (Jacques) (p. 2816, 2817).

Crèches : MM. Labèguerie (Michel) (p. 2797) ; Gamboa (Pierre) (p. 2811).

Cyclones : M. Virapoullé (Louis) (p. 2804).

Démographie : M. Labèguerie (Michel) (p. 2796) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 2800) ; MM. Béranger (Jean) (p. 2802) ; Virapoullé (Louis) (p. 2804, 2805) ; Chérioux (Jean) (p. 2805) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2807) ; M. Henriet (Jacques) (p. 2816, 2817).

Départementalisation : MM. Virapoullé (Louis) (p. 2804) ; Gargar (Marcel) (p. 2810).

Départements d'outre-mer : MM. Virapoullé (Louis) (p. 2804, 2805) ; Gargar (Marcel) (p. 2809, 2810, 2811) ; Lise (Roger) (p. 2812, 2813) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 2818, 2819).

Ecoles maternelles : MM. Gamboa (Pierre) (p. 2811) ; Mézard (Jean) (p. 2816) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 2818).

Fonds d'action sanitaire et sociale (Fasso) : MM. Gargar (Marcel) (p. 2810) ; Lise (Roger) (p. 2813).

Garderies d'enfants : Mmes Pelletier (Monique) (p. 2797) ; Goldet (Cécile) (p. 2801).

Guadeloupe (La) : M. Gargar (Marcel) (p. 2810, 2819).

Hôtels « maternels » : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2808, 2809).

Informatique : Mme Goldet (Cécile) (p. 2799).

Insémination artificielle : Mme Goldet (Cécile) (p. 2802).

Logement : MM. Béranger (Jean) (p. 2802) ; Virapoullé (Louis) (p. 2804) ; Gamboa (Pierre) (p. 2812) ; Lise (Roger) (p. 2812).

Mère de famille (statut) : Mmes Pelletier (Monique) (p. 2797, 2798, 2818) ; Goldet (Cécile) (p. 2799) ; M. Chérioux (Jean) (p. 2807) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2808) ; M. Rudloff (Marcel) (p. 2814).

Politique familiale : M. Labèguerie (Michel) (p. 2796) ; Mmes Pelletier (Monique) (p. 2797, 2818) ; Goldet (Cécile) (p. 2799, 2800, 2801) ; MM. Béranger (Jean) (p. 2802, 2803) ; Virapoullé (Louis) (p. 2803, 2804, 2805) ; Chérioux (Jean) (p. 2805, 2806, 2807) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2807, 2808, 2809) ; MM. Gargar (Marcel) (p. 2810) ; Gamboa (Pierre) (p. 2811, 2819, 2820) ; Lise (Roger) (p. 2812, 2813) ; Rudloff (Marcel) (p. 2813, 2814, 2815) ; Henriet (Jacques) (p. 2816, 2817).

Protection maternelle et infantile : MM. Labèguerie (Michel) (p. 2796) ; Rudloff (Marcel) (p. 2814).

Ramassage scolaire : M. Mézard (Jean) (p. 2816).

Réunion (La) : M. Virapoullé (Louis) (p. 2804, 2805).

Revenu familial garanti : M. Labèguerie (Michel) (p. 2796) ; Mmes Pelletier (Monique) (p. 2798) ; Goldet (Cécile) (p. 2801) ; MM. Béranger (Jean) (p. 2803) ; Chérioux (Jean) (p. 2806) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2809) ; MM. Lise (Roger) (p. 2812) ; Rudloff (Marcel) (p. 2814).

Travail à temps partiel : Mme Goldet (Cécile) (p. 2799) ; M. Rudloff (Marcel) (p. 2814).

Travail des femmes : Mmes Goldet (Cécile) (p. 2799) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2809) ; MM. Rudloff (Marcel) (p. 2814) ; Henriet (Jacques) (p. 2816) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 2819).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [18 juin 1980] (p. 2820, 2830) ; [19 juin 1980] (p. 2835, 2869) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Labèguerie, rapporteur ; Adolphe Chauvin, Mme Cécile Goldet, M. Jean Béranger, Mme Monique Pelletier, ministre délégué ; MM. Marcel Fortier, au nom de la commission des finances ; Marcel Rudloff, Pierre Gamboa. — MM. Jean Mézard, Jacques Henriet, Marcel Gargar, André Rabineau, Robert Schwint, Jean Chérioux, Jacques Eberhard, Robert Laucournet, Louis Virapoullé, Jean Sauvage.*

Intitulé du titre Ier (p. 2820).

Rejeté : amendement n° 32 de Mme Marie-Claude Beaudeau : allongement à six mois du congé de maternité (p. 2820).

Article 1er A (*Droit commun du congé de maternité*).

Adopté : amendement n° 1 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : modalités du versement de l'indemnité journalière de repos pendant la durée du congé de maternité accordé aux mères de familles de moins de trois enfants.

Irrecevables (aux termes de l'article 40 de la Constitution) sous-amendement n° 111 de Mme Cécile Goldet et M. Robert Schwint, à l'amendement n° 1 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : prolongation à 26 semaines du congé de maternité pour toutes les grossesses (p. 2820) et sous-amendement n° 98 de MM. Jean Béranger et André Jouany, à l'amendement n° 1 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : allongement du congé prénatal au bénéfice de toutes les familles.

Devient sans objet : sous-amendement n° 99 de MM. Jean Béranger et André Jouany à l'amendement n° 1 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : variation des périodes d'indemnisation antérieure et postérieure à l'accouchement ;

— l'article 1er A, ainsi modifié, est adopté (p. 2822).

Article 1er (*Allongement du congé de maternité en faveur des familles nombreuses*).

Adopté : amendement n° 2 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : assouplissement de la répartition du congé avant et après la naissance ; extension aux familles nombreuses du bénéfice de la prolongation de deux semaines en cas de naissances multiples.

Irrecevable (aux termes de l'article 40 de la Constitution) amendement n° 113 de Mme Cécile Goldet et M. Robert Schwint : prise en considération de toutes les naissances d'enfants, qu'ils soient nés viables ou pas (p. 2823).

Devient sans objet : amendement n° 114 de Mme Cécile Goldet et M. Robert Schwint : définition identique des enfants « nés viables » en cas de naissances multiples (p. 2823).

Retiré : amendement n° 78 de Jean Francou : remboursement à l'employeur de la partie de l'indemnité des congés payés relative à la durée du congé de maternité, par la caisse de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole (p. 2824) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2824).

Après l'article 1er (p. 2824).

Adoptés : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Michel Labèguerie, rapporteur : rédactionnel ; prolongations justifiées par des motifs d'ordre médical, de la durée du congé de maternité (p. 2824). — Amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Michel Labèguerie, rapporteur : insertion dans un seul article L. 298-3 du code de la sécurité sociale de l'ensemble des dispositions relatives au congé d'adoption (p. 2825) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2824, 2825).

Article 2 (*Extension de ces mesures à certains régimes de sécurité sociale*). — Adopté (p. 2825).

Avant l'article 3 (p. 2825).

Rejetés : amendement n° 34 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : possibilité pour toute femme en état de grossesse, sur justification médicale, d'obtenir son affectation à un poste de travail moins pénible avec maintien de son salaire antérieur (p. 2825). — Amendement n° 35 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de toute référence à une année d'ancienneté dans l'entreprise pour le maintien de leur rémunération pendant leur grossesse pour les femmes qui changent d'affectation sur leur demande (p. 2826). — Amendement n° 36 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : possibilité pour toute femme enceinte soumise aux horaires du travail posté d'obtenir son affectation dans un poste à horaire normal ou au moins la réduction de son temps de travail sans réduction de salaire (p. 2826). — Amendement n° 37 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : réduction de la durée journalière de travail de la femme enceinte dès le début du quatrième mois de grossesse (p. 2826). Amendement n° 38 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : rémunération comme temps de travail du temps passé aux consultations prénatales obligatoires et à la préparation à l'accouchement psychoprophylactique (p. 2826). — Amendement n° 39 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : obligation pour l'employeur d'accorder le temps nécessaire sans réduction de salaire aux maris qui désirent participer à la préparation de l'accouchement psychoprophylactique et à l'accouchement (p. 2827).

Article 3 (*Résiliation du contrat de travail*).

Adopté : amendement n° 5 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : interdiction pour tout employeur de résilier le contrat de travail d'une salariée en état de grossesse médicalement constatée, pendant l'intégralité des périodes de suspension du contrat de travail et « pendant les quatre semaines qui suivent l'expiration de ces périodes » (p. 2828).

Devient sans objet : amendement n° 40 de Mme Marie-Claude Beaudeau : interdiction pour tout employeur de résilier le contrat de travail d'une salariée pendant les quatre semaines suivant la date de reprise du travail après un accouchement ou une adoption (p. 2828) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté.

Article 3 bis (*Allongement du délai accordé à la femme pour informer son employeur*). — Adopté (p. 2828).

Article 4 (*Durées de suspension du contrat de travail au moment de la maternité*).

Adoptés : amendement n° 6 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : de forme (p. 2828). — Amendements n°s 8, 9, 10 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : de coordination (p. 2829). — Amendement n° 7 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : de forme (p. 2829). — Amendement n° 11 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : de coordination (p. 2829) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2829).

Avant l'article 5 (p. 2829).

Rejeté : amendement n° 41 de Mme Marie-Claude Beaudeau : création au profit de la sécurité sociale d'une nouvelle recette assise sur le montant de diverses provisions réalisées par les sociétés ; calcul de cette recette afin que son rendement permette que toute femme enceinte fasse l'objet d'au moins sept examens en cours de grossesse et d'un examen postnatal dans les huit semaines suivant l'accouchement (p. 2830).

Article 5 (*Conditions d'application, dans le temps, des dispositions du titre premier*). — Adopté (p. 2830).

Avant l'article 6 (p. 2835).

Rejeté : amendement n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudeau : augmentation des cotisations pour allocations familiales et, en conséquence, du montant de l'allocation postnatale (p. 2835).

Article 6 (*Regroupement des allocations postnatales*) (p. 2836).

Adopté : amendement n° 58 de M. Jean Mézard : fractionnement de l'allocation postnatale et principe de la majoration des prestations en faveur des familles nombreuses (p. 2838) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2838).

Article 7 (*Modification rédactionnelle : « les allocations postnatales » remplacé par « l'allocation postnatale » dans toutes les dispositions législatives en vigueur*). — Adopté (p. 2838).

Article 8 (*Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'allocation postnatale*) (p. 2838).

Retiré : amendement n° 13 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : conditions d'attribution des majorations de l'allocation postnatale (p. 2838) ;

— l'article 8 est adopté (p. 2838).

Avant l'article 9 (p. 2838).

Rejeté : amendement n° 43 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : création de crèches et financement par la suppression du privilège fiscal des provisions (p. 2839).

Article 9 (*Accès aux équipements collectifs*) (p. 2839).

Adopté : amendement n° 110 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : priorité d'accès aux équipements publics et privés pour les enfants de plus de trois ans (p. 2840).

Rejetés : amendement n° 120 de Mme Cécile Goldet et M. Robert Schwint : suppression de cet article concernant l'accès des enfants aux équipements collectifs publics et privés (p. 2840) ; amendement n° 44 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : accès des enfants aux équipements collectifs publics et privés et élargissement des conditions d'accueil (p. 2840) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2840).

Après l'article 9 (p. 2840).

Adopté : amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Michel Labèguerie, rapporteur : conditions d'attribution des cartes de priorité aux mères de famille nombreuse (p. 2840).

Retirés : amendement n° 80 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau ; politique familiale et droit au logement (p. 2841) ; amendement n° 81 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau ; établissement annuel, par le préfet, d'une carte des équipements et services destinés aux familles (p. 2841) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2840).

Adopté : amendement n° 15 de M. Michel Labèguerie, rapporteur ; intitulé du titre IV : « Revenu familial » (p. 2845).

Retiré : amendement n° 62 de M. Jean Chérioux ; intitulé du titre IV « Supplément du revenu familial » (p. 2845) ;

— l'intitulé du titre IV, ainsi modifié, est adopté (p. 2845).

Adopté : amendement n° 16 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : intitulé du chapitre 1er : « Dispositions applicables à la France métropolitaine » (p. 2846) ;

— l'intitulé du chapitre 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2846).

Rejetés : amendement n° 45 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : augmentation et évolution du salaire minimum de croissance (p. 2846) ; amendement n° 46 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : ressources des caisses d'allocations familiales et suppression du privilège fiscal des provisions (p. 2846).

Article 10 (*Conditions d'attribution de supplément du revenu familial*) (p. 2248).

Irrecevables (aux termes de l'article 40 de la Constitution) ; amendement n° 47 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : bénéfice des prestations familiales aux familles élevant au moins un enfant (p. 2849) ; amendement n° 48 de M. Marcel Gargar ; extension aux départements d'outre-mer du système des prestations familiales (p. 2849) ;

— l'article 10 est adopté (p. 2849).

Avant l'article 11 (p. 2849).

Adopté : amendement n° 17 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : intitulé de section : « Section I. — Revenu familial garanti » (p. 2849) ;

— un intitulé de section, ainsi rédigé, est inséré dans le projet de loi (p. 2849).

Retiré : amendement n° 84 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau : compensation des charges familiales et budget annexe des prestations familiales (p. 2850).

Article 11 (*Conditions d'attribution de l'allocation différentielle*) (p. 2841).

Adopté : amendement n° 18 de M. Michel Labèguerie, rapporteur ; octroi d'une prestation sociale familiale unique aux personnes exerçant une activité salariée ou assimilée (p. 2845).

Rejeté : amendement n° 121 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Robert Schwint : création d'un revenu minimum familial sans condition de ressources (p. 2845).

Irrecevables (aux termes de l'article 40 de la Constitution) : amendement n° 85 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin ; création d'une prestation familiale unique et modalités d'attribution (p. 2844) ; amendement n° 103 de M. Jean Béranger, soutenu par M. René Touzet : attribution au ménage d'un supplément de revenus égal à la différence entre ses ressources et un revenu familial garanti (p. 2844) ; amendement n° 49 de Mme Marie-Claude Beaudeau : versement du revenu minimum familial sans condition d'activité salariée (p. 2844).

Devenu sans objet : amendement n° 64 de M. Jean Chérioux : modalités d'attribution d'un supplément de revenu familial aux personnes ou ménages élevant au moins trois enfants (p. 2845) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2845).

Après l'article 11 (p. 2850).

Adopté : amendement n° 142 (art. additionnel) de M. Michel Labèguerie, rapporteur ; principe et conditions d'extension à certaines catégories de personnes du revenu minimum familial (p. 2851).

Irrecevable (aux termes de l'article 40 de la Constitution) : amendement n° 19 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : principe et conditions d'extension à certaines catégories de personnes du revenu minimum familial (p. 2851) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2851).

Article 12 (*Montant du revenu familial garanti*) (p. 2851).

Rejeté : amendement n° 50 de Mme Marie-Claude Beaudeau : montant du revenu familial ; prise en compte des enfants effectivement à charge et négociation du montant avec les syndicats et associations représentatives (p. 2852) ;

— l'article 12 est adopté (p. 2852).

Article 13 (*Détermination des revenus des intéressés*) (p. 2852).

Adopté : amendement de coordination n° 20 de M. Michel Labèguerie, rapporteur (p. 2852) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2852).

Avant l'article 14 (p. 2852).

Adopté : amendement n° 21 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : insérer l'intitulé de section II : « Supplément forfaitaire du revenu familial » (p. 2852) ;

— un intitulé, ainsi rédigé, est inséré dans le projet de loi (p. 2852).

Article 14 (*Définition du supplément forfaitaire du revenu familial*) (p. 2853).

Adoptés : amendements de coordination n°s 22 et 23 de M. Michel Labèguerie, rapporteur (p. 2854) ; amendement n° 24 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : attribution du supplément forfaitaire de revenu familial ; ressources supérieures au plafond fixé par décret et possibilité de percevoir une allocation différentielle (p. 2854) ; amendement n° 137 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : supplément de revenu familial et fixation des conditions de ressources par décret (p. 2854).

Retiré : amendement n° 86 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau : principe et modalités de fixation du coût familial de l'enfant (p. 2853) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2854).

Article 15 (*Extension du supplément forfaitaire aux agriculteurs*) (p. 2854).

Adoptés : amendement de coordination n° 25 de M. Michel Labèguerie, rapporteur (p. 2854). — Amendement d'harmonisation n° 138 de M. Michel Labèguerie, rapporteur (p. 2854) ; amendement de coordination n° 143 de M. Michel Labèguerie, rapporteur (p. 2855).

Retiré : amendement n° 87 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau : responsabilité conjointe de l'éducation et de l'entretien des enfants pour le père et la mère, sauf décision judiciaire (p. 2854) ;

— l'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2855).

Avant l'article 16 (p. 2855).

Adopté : amendement n° 26 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : insérer l'intitulé « Section III. — Dispositions communes » (p. 2855) ;

— un intitulé, ainsi rédigé, est inséré dans le projet de loi (p. 2855).

Article 16 (*Supplément familial : assimilation aux prestations familiales*). — Adopté (p. 2855).

Article 17 (*Règles applicables au supplément familial*). — Adopté (p. 2855).

Article 18 (*Contentieux du supplément familial*). — Adopté (p. 2855).

Article 19 (*Exonération fiscale*). — Adopté (p. 2855).

Avant l'article 20 (p. 2855).

Rejeté : amendement n° 51 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : caisses d'allocations familiales et création d'une recette assise sur le montant des provisions en franchise d'impôt constituée par les entreprises d'assurance (p. 2856).

Article 20 (*Décret d'application en Conseil d'Etat*) (p. 2856).

Irrecevable (aux termes de l'article 40 de la Constitution) : amendement n° 75 de M. Jean Chérioux : supplément de revenu familial et exclusion de l'allocation de logement et de l'aide personnalisée au logement des conditions de ressources (p. 2857) ;

— l'article 20 est adopté (p. 2857).

Après l'article 20 (p. 2857).

Rejeté : amendement n° 52 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : caisses d'allocations familiales et création d'une recette sur les résultats bruts d'exploitation des entreprises de chimie (p. 2858).

Irrecevable (aux termes de l'art. 40 de la Constitution) : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Michel Labèguerie, rapporteur : allocation de parent isolé ; garantie d'un revenu au moins égal au revenu familial minimum (p. 2857).

Article 21 (*Date d'entrée en vigueur du chapitre I^er^*) (p. 2858).

Adopté : amendement n° 29 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : suppression de cet article prévoyant la mise en application du chapitre I^er^ le 1^er^ janvier 1981 (p. 2858).

Devenu sans objet : amendement n° 136 de Mme Cécile Goldet et M. Robert Schwint : application du titre IV au 1^er^ juillet 1980 ;

— l'article 21 est supprimé (p. 2858).

Après l'article 21 (p. 2858).

Adopté : amendement n° 30 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : intitulé du chapitre II « Dispositions applicables aux départements d'outre-mer » (p. 2858) ;

— l'intitulé du chapitre II, ainsi modifié, est adopté (p. 2858).

Article 22 (*Supplément de revenu familial forfaitaire*) (p. 2858).

Adopté : amendement n° 139, de M. Michel Labèguerie, rapporteur : d'harmonisation avec les règles applicables à l'agriculture (p. 2860).

Rejeté : amendement n° 53, de M. Marcel Gargar : suppression de cet article et application de droit du revenu familial minimum aux départements d'outre-mer (p. 2860).

Retiré : amendement n° 59 de M. Louis Virapoullé : parité du revenu familial forfaitaire versé outre-mer avec celui de la métropole (p. 2860) ;

— l'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2860).

Article 23 (*Fixation par décret des modalités d'application du présent chapitre*) (p. 2860).

Adopté : amendement n° 60 de M. Louis Virapoullé : suppression de cet article donnant pouvoir au Gouvernement pour fixer les modalités d'attribution du revenu familial minimum (p. 2861) ;

— l'article 23 est supprimé (p. 2861).

Article 24 (*Articles du présent titre et du code de la sécurité sociale applicables au supplément de revenu familial*) (p. 2861).

Adopté : amendement n° 140 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : d'harmonisation avec les règles applicables à l'agriculture (p. 2861) ;

— l'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 2861).

Avant l'article 25 (p. 2861).

Adopté : amendement n° 141 de M. Michel Labèguerie, rapporteur : insérer l'intitulé : « Chapitre III. — Dates d'entrée en vigueur » (p. 2861) ;

— un intitulé, ainsi rédigé, est inséré dans le projet de loi (p. 2861).

Article 25 (*Entrée en vigueur le 1^er^ janvier 1981 des dispositions du chapitre II du présent titre IV*) (p. 2861).

Adopté : amendement n° 77 de M. Jean Chérioux : entrée en vigueur au 1^er^ janvier 1981 des dispositions du titre IV (p. 2861).

Retiré : amendement n° 31 de M. Michel Labéguerie, rapporteur : entrée en vigueur au 1^er^ janvier 1981 des dispositions du titre IV (p. 2861) ;

— l'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 2862).

Après l'article 25 (p. 2862).

Adopté : amendement n° 109 (art. additionnel) de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : composition du conseil d'administration de l'union nationale des associations familiales ; suppression de l'exigence d'avoir à charge plusieurs enfants mineurs (p. 2866).

Rejeté : sous-amendement n° 144 de M. Jean Chérioux, à l'amendement n° 109 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : membres du conseil d'administration et qualité de père ou de mère ayant au moins trois enfants dont un à charge (p. 2866).

Retirés : amendement n° 94 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau : réévaluation semestrielle des prestations familiales (p. 2862) ; amendement n° 95 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. André Rabineau : droit d'expression à la radio et à la télévision de l'union nationale des associations familiales (U. N. A. F.) et des unions départementales (p. 2862) ; amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin : consultation de l'U. N. A. F. et des unions départementales sur toutes les questions que les intéressent (p. 2863) ; amendement n° 97 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin : assimilation des représentants de l'U. N. A. F. et des unions départementales à la situation de représentants syndicaux ; repris par M. Jean Chérioux (p. 2864) ; amendement n° 108 (art. additionnel) de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin : création d'un statut de parrainage éducatif (p. 2865) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2866).

Demande de deuxième délibération sur plusieurs articles (p. 2866) : *Mme Monique Pelletier, ministre délégué ; MM. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales, Jean Sauvage.* — **Rejet** par scrutin public (p. 2867 ; n° 145, liste des votants, p. 2886, 2887).

Explications de vote :

— *Mme Cécile Goldet* (p. 2867) : déroulement scandaleux du débat et insuffisance du projet ; rôle du Sénat et demande de deuxième délibération par le Gouvernement ; utilisation de l'article 40 ; absence de politique familiale. (p. 2868) : électoralisme et mesures ponctuelles ;

— *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 2868) : caractère étriqué de la politique familiale ; insuffisance de la protection de la femme enceinte dans son travail ; situation des départements d'outre-mer ; caractère démagogique de la politique familiale du Gouvernement ; baisse du niveau de vie familial ; département du Val-d'Oise et perception des allocations mensuelles ; vote du projet de loi ;

— *M. Michel Labèguerie* (p. 2868) : volonté de concertation du Gouvernement ;

— *Intervention de Mme Monique Pelletier, ministre délégué* (p. 2868) : contenu de certains amendements adoptés par le Sénat ; s'en remet à la sagesse de celui-ci pour le vote du projet de loi ; attente des familles nombreuses ; (p. 2869) : prise en compte de la situation de nos régimes sociaux.

Adoption [19 juin 1980] (p. 2869).

Discussion (deuxième lecture).

[28 juin 1980] (p. 3250, 3255).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3250, 3251) : *M. Michel Labèguerie, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine.*

Allocation postnatale : M. Labèguerie (Michel) (p. 3250) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3251).

Congé de maternité : Mme Pelletier (Monique) (p. 3251).

Revenu familial garanti : M. Labèguerie (Michel) (p. 3250) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3251).

Travail des femmes : M. Labèguerie (Michel) (p. 3250).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3251, 3255) : *Mmes Marie-Claude Beaudeau, Monique Pelletier, ministre délégué, M. Michel Labèguerie, rapporteur.*

Article 1er A (*Article L.* 298 *du code de la sécurité sociale*). — **Adopté (p. 3251).**

Article 1er (*Article L.* 298-1 [*nouveau*] *du code de la sécurité sociale*) (p. 3251).

Rejeté : amendement n° 1 de Mme Marie-Claude Beaudeau : fixation à huit semaines au minimum du congé prénatal (p. 3252) ;

— l'article 1er est adopté (p. 3252).

Article 1er *bis* (*Article L.* 298-2 [*nouveau*] *du code de la sécurité sociale*). — Adopté (p. 3252).

Article 1er *ter* (*Article L.* 298-3 [*nouveau*] *du code de la sécurité sociale*). — Adopté (p. 3252).

Article 2 (p. 3252).

Retiré : amendement de codification n° 3 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué (p. 3252) ;

— l'article 2 est adopté (p. 3252).

Après l'article 2 (p. 3252).

Rejeté : amendement de forme n° 4 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué (p. 3252).

Article 3 (*Article L.* 122-25.2 *du code du travail*). — Adopté (p. 3252).

Article 4 (*Article L.* 122-26 *du code du travail*). — Adopté (p. 3252).

Article 6 (p. 3253).

Rejeté : amendement n° 5 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : regroupement des allocations post-natales et renforcement du contrôle sanitaire (p. 3254) ;

— l'article 6 est adopté (p. 3254).

Article 9 (p. 3254).

Rejeté : amendement n° 2 de Mme Marie-Claude Beaudeau : ouverture des équipements collectifs à tous les enfants de famille nombreuse (p. 3254) ;

— l'article 9 est adopté.

Article 9 *bis* (*Articles* 21, 22 *et* 29 *du code de la famille*). — Adopté (p. 3254).

Articles 11, 11 *bis*, **13, 14 et 15.** — Adoptés (p. 3254).

Article 22 (p. 3254).

Rejeté : amendement rédactionnel n° 6 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué (p. 3255) ;

— l'article 22 est adopté (p. 3255).

Article 23 (p. 3255).

Rejeté : amendement n° 7 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : application de la loi et intervention d'un décret (p. 3255) ;

— l'article 23 est supprimé (p. 3255).

Article 24 (p. 3255). — Adopté.

Article 25. — Adopté (p. 3255).

Intitulé de titre (p. 3255).

Rejeté : amendement n° 8 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué, de forme ; titre V : « Dispositions diverses » (p. 3255).

Article 26. — Adopté (p. 3255).

Adoption [28 juin 1980] (p. 3255).

Discussion (commission mixte paritaire).

[30 juin 1980] (p. 3401, 3404).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3401) : *M. Michel Labèguerie, rapporteur pour le Sénat ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine.*

Allocation post-natale : M. Labèguerie (Michel) (p. 3401) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3401).

Congé de maternité : M. Labèguerie (Michel) (p. 3401).

Revenu familial garanti : M. Labèguerie (Michel) (p. 3401).

Travail des femmes : M. Labèguerie (Michel) (p. 3401).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3401,3404) : *M. Michel Labèguerie, rapporteur ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué.*

Article 1er A (p. 3401).

Article 1er, 1er *bis*, **1er** *ter*, **2, 2** *bis*, **2, 4 et 6** (p. 3402).

Article 9, 9 *bis*, **11, 13 à 15, 22 à 26** (p. 3403).

Scrutin public (p. 3404, n° 169 ; liste des votants, p. 3412).

Adoption [30 juin 1980] (p. 3404).

2. — **Proposition de loi pour la famille « Bien-être, dignité, liberté »**, présentée par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **379 [1979-1980]**). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Famille.)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, D. G.

QUESTION ORALE, n° 2756.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **347.**

FAMILLE ET CONDITION FEMININE (ministère).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Services du Premier ministre. — I. Services généraux.

FAMINES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

FAUNE (Protection de la).

Voir QUESTION ORALE, n° **13.**

FAUX-MONNAYAGE

1. — **Projet de loi relatif aux billets de banque contrefaits ou falsifiés et aux monnaies métalliques contrefaites ou altérées,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **380,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois consitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Paul Girod [21 octobre 1980] (n° **42,** 1980-1981). — Discussion [29 octobre 1980]. — Adoption [29 octobre 1980] (n° **15**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [30 octobre 1980] (n° **2018**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Nicolas About [13 novembre 1980] (n° **2057**). — Discussion [25 novembre 1980]. — Adoption [25 novembre 1980] (n° **372**).

PROMULGATION : loi n° 80-980 du 5 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 7 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4214, 4218).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4214, 4215) : *MM. Paul Girod, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Banque de France : MM. Girod (Paul) (p. 4214) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 4214).

Faux monnayage : MM. Girod (Paul) (p. 4214) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 4214, 4215).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4215, 4218) : *MM. Paul Girod, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.*

Article 1er (*Confiscation des matériels ayant servi à la contrefaçon de monnaies métalliques françaises ; les suites à lui donner*) (p. 4215).

Adopté : amendement n° 2 de M. Paul Girod, rapporteur : cas d'utilisation du matériel de fabrication à l'insu de son propriétaire ; remise des fausses monnaies à l'administration des monnaies et médailles (p. 4215) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4215).

Article 2 (*Confiscation des matériels ayant servi à la contrefaçon de monnaies métalliques étrangères ; les suites à lui donner.*) (p. 4215).

Adopté : amendement n° 3 de M. Paul Girod, rapporteur : application des dispositions de la loi aux monnaies étrangères (p. 4215) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4215).

Article 3 (*Confiscation des matériels ayant servi à la contrefaçon des billets ; les suites à lui donner.*) (p. 4215).

Adopté : amendement n° 4 de M. Paul Girod, rapporteur : confiscation du matériel et des billets et remise à la Banque de France (p. 4216) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4216).

Article 4 (*Interdiction de détenir des monnaies métalliques ou billets contrefaits.*) (p. 4216).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 5 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 4217) ; amendement n° 6 de M. Paul Girod, rapporteur : détention de fausses espèces et remise à la Banque de France (p. 4217) ; amendement n° 7 de M. Paul Girod, rapporteur : détention des monnaies métalliques et remise à l'administration des monnaies et médailles (p. 4217) ; amendement n° 8 de M. Paul Girod, rapporteur : non-remise à la Banque de France de fausses espèces et sanctions pénales (p. 4217) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4217).

Article 5 (*Confiscation en cas d'escroquerie ou de recel ; les suites à lui donner.*) (p. 4217).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Paul Girod, rapporteur : procès correctionnel et confiscation par décision statuant sur l'action publique (p. 4218) ; amendement rédactionnel n° 10 de M. Paul Girod, rapporteur (p. 4218) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4218).

Adoption [29 octobre 1980] (p. 4218).

FEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES (F. N. S. E. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industries agricoles et alimentaires.

FEDERATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL (F. S. G. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

FEMMES

1. — *a*) **Proposition de loi en vue de protéger les femmes contre le viol** présentée par Mme Brigitte Gros, sénateur [20 avril 1978] (n° **324,** 1977-1978). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires sociales [1er juin 1978].

b) **Proposition de loi sur la prévention et la répression du viol** présentée par M. Robert Schwint, sénateur [1er juin 1978] (n° **381,** 1977-1978). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires sociales [8 juin 1978].

c) **Proposition de loi relative à la protection des victimes d'agressions sexuelles et notamment de viol** présentée par Mme Hélène Luc, sénateur [15 juin 1978] (n° **445,** 1977-1978). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapport commun sur les trois propositions de loi de M. Edgar Tailhades [15 juin 1978, erratum du 23 juin 1978] (n° **442,** 1977-1978). — Avis commun de M. Jean Mézard [22 juin 1978] (n° **467,** 1977-1978). — Discussion [27 juin 1978] (p. 1784, 1794), [28 juin 1978] (p. 1840, 1865). — Discussion commune avec les discussions des propositions de loi de M. Robert Schwint (n° **381,** 1977-1978) et de Mme Brigitte Gros (n° **324,** 1977-1978). — Adoption [28 juin 1978] (n° **171**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi relative au viol et aux attentats à la pudeur** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [29 juin 1978] (n° **474**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport commun de M. François Massot [14 novembre 1979] (n° **1400**). — Discussion [11 avril 1980]. — Adoption modifiée [11 avril 1980] (n° **278**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [15 avril 1980] (n° **208,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Edgar Tailhades [13 mai 1980] (n° **242,** 1979-1980). — Discussion [22 mai 1980] (p. 2085, 2095 ; 2097, 2103). — Adoption modifiée [22 mai 1980] (n° **62**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [23 mai 1980] (n° **1732**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. François Massot [19 juin 1980] (n° **1816**). — Discussion [24 juin 1980]. — Adoption modifiée [24 juin 1980] (n° **321**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) [25 juin 1980] (n° **337,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Edgar Tailhades [9 octobre 1980] (n° **27,** 1980-1981). — Discussion [16 octobre 1980]. — Adoption modifiée [16 octobre 1980] (n° **2**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) [16 octobre 1980] (n° **1992**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. François Massot [5 novembre 1980] (n° **2029**). — Discussion [19 novembre 1980]. — Adoption [19 novembre 1980] (n° **361**).

PROMULGATION : loi n° 80-1041 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture) voir table 1978.

Discussion (deuxième lecture).

[22 mai 1980] (p. 2085, 2095 ; 2097, 2103).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2085, 2092) : *M. Edgar Tailhades, rapporteur ; Mmes Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine ; Cécile Goldet, Rolande Perlican, MM. Guy Petit, Charles Lederman, Franck Sérusclat.*

Attentat à la pudeur : M. Tailhades (Edgar) (p. 2085) ; Mmes Goldet (Cécile) (p. 2087) ; Perlican (Rolande) (p. 2090).

Enfance délinquante : Mme Perlican (Rolande) (p. 2090).

Homosexualité : M. Tailhades (Edgar) (p. 2085, 2086) ; Mmes Pelletier (Monique) (p. 2086) ; Goldet (Cécile) (p. 2088).

Médecins : M. Tailhades (Edgar) (p. 2085, 2086) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 2088).

Mineurs : M. Tailhades (Edgar) (p. 2085, 2086) ; Mmes Pelletier (Monique) (p. 2086) ; Goldet (Cécile) (p. 2088).

Parlement (Conditions de travail) : MM. Petit (Guy) (p. 2091) ; Sérusclat (Franck) (p. 2092) ; Lederman (Charles) (p. 2091).

Police : Mme Goldet (Cécile) (p. 2088).

Viol : M. Tailhades (Edgar) (p. 2085) ; Mmes Pelletier (Monique) (p. 2086) ; Goldet (Cécile) (p. 2087, 2088) ; Perlican (Rolande) (p. 2088, 2089, 2090, 2091) ; M. Sérusclat (Franck) (p. 2091).

Violence : Mmes Goldet (Cécile) (p. 2087, 2088) ; Perlican (Rolande) (p. 2090).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2092, 2095 ; 2097, 2103) : *MM. Charles Lederman, Edgar Tailhades, rapporteur ; Mme Monique Pelletier, ministre ; MM. Guy Petit, Paul Pillet, Mme Cécile Goldet, MM. Félix Ciccolini, Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat ; Mme Rolande Perlican, MM. Henri Caillavet, Jean Chamant, Mme Danielle Bidard.*

Article 1er (p. 2092).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Edgar Tailhades, rapporteur : viol et acte sexuel imposé par violence ou contrainte (p. 2094) ; sous-amendement n° 24 de Mme Monique Pelletier, ministre : notion de surprise (p. 2094). — Amendements identiques n° 13 de M. Charles Lederman et n° 17 de Mme Cécile Goldet : viol et réclusion criminelle de cinq à dix ans (p. 2095). — Amendements identiques n° 14 de M. Charles Lederman, soutenu par Mme Rolande Perlican, et n° 18 de Mme Cécile Goldet : abaissement de l'échelle des peines de réclusion criminelle pour certains cas de viols (p. 2097). — Amendements n° 19 de Mme Cécile Goldet : suppression de l'état de grossesse comme cas d'aggravation pour le viol (p. 2098). — Amendement n° 2 de M. Edgar Tailhades, rapporteur, soutenu par M. Félix Ciccolini : suppression des dispositions prévoyant, comme cas d'aggravation, l'abus de son autorité par un fonctionnaire (p. 2098) ; amendement de coordination n° 20 de Mme Cécile Goldet (p. 2098). — Amendement de coordination n° 3 de M. Edgar Tailhades, rapporteur (p. 2098). — Amendement n° 4 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini : suppression des dispositions de cet article concernant la répression pénale de l'homosexualité (p. 2099). — Amendements de coordination n° 5 et n° 6 de M. Edgar Tailhades, rapporteur, soutenus par M. Félix Ciccolini (p. 2099 et 2100).

Rejetés : amendement n° 12 de M. Charles Lederman : assimilation du crime de viol à toute agression sexuelle (p. 2094). — Amendement n° 21 de Mme Cécile Goldet : attentat à la pudeur sur un mineur âgé de plus de quinze ans et suppression des dispositions de cet article faisant référence à la non-émancipation par le mariage (p. 2099). — Amendement n° 22 de Mme Cécile Goldet : réduction des peines de réclusion criminelle pour les attentats à la pudeur précédés ou accompagnés de tortures ou d'actes de barbarie (p. 2100) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2100).

Article 1er *bis* (p. 2100).

Adopté : amendement n° 7 de M. Edgar Tailhades, rapporteur, soutenu par M. Félix Ciccolini : suppression de cet article concernant le viol par des mineurs et mesures éducatives nécessaires (p. 2100) ;

— l'article 1er *bis* est supprimé (p. 2100).

Article 3 *bis* (p. 2100).

Adopté : amendement n° 8 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini : suppression de cet article créant une équipe médico-sociale dans chaque hôpital pour l'accueil des victimes de viol (p. 2100) ;

— l'article 3 *bis* est supprimé (p. 2100).

Article 4 (p. 2101).

Rejetés : amendement n° 9 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini : objet des statuts des associations et droit de se porter partie civile en cas de viol (p. 2102) ; sous-amendement n° 15 de Mme Danielle Bidard : objet des statuts de l'association et élargissement à la défense de la dignité de l'homme et de la femme et des libertés individuelles (p. 2102). — Amendement n° 23 de Mme Cécile Goldet : objet des statuts des associations et droit de se porter partie civile en cas de viol (p. 2102) ;

— l'article 4 est adopté (p. 2103).

Article 5 (p. 2103).

Rejeté : amendement n° 11 de M. Edgar Tailhades, rapporteur, soutenu par M. Félix Ciccolini : suppression de cet article prévoyant la possibilité du huis clos dans les affaires de viol (p. 2103) ;

— l'article 5 est adopté (p. 2103).

Article 5 *bis*. — Adopté (p. 2103).

Après l'article 5 *bis* (p. 2103).

Rejeté : amendement n° 16 (art. additionnel) de Mme Danielle Bidard : mise à la disposition des intéressés de la loi dans tous les centres sociaux et les mairies (p. 2103).

Adoption [22 mai 1980] (p. 2103).

Discussion (troisième lecture).

[16 octobre 1980] (p. 3918, 3920).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3918) : *M. Edgar Tailhades, rapporteur de la commission des lois ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine.*

Homosexualité : M. Tailhades (Edgar) (p. 3918).

Viol : M. Tailhades (Edgar) (p. 3918).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3918, 3920) : *M. Edgar Tailhades, rapporteur ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué ; MM. Max Lejeune, Etienne Dailly.*

Article 1er (*articles* 332, 333 *du code pénal*) (p. 3918).

Adoptés : amendement rédactionnels n°s 1 et 2 de M. Edgar Tailhades, rapporteur (p. 3919).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Edgar Tailhades, rapporteur : suppression de toute discrimination à l'encontre des homosexuels (p. 3920) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3920).

Explication de vote :

— *Mme Danielle Bidard* (p. 3920) : reconnaissance de la femme comme un être humain à part entière ; vote tardif de la proposition de loi ; protection des victimes de viol et rejet des amendements communistes ; mise à la disposition du public dans les centres sociaux et les mairies du texte de la loi ; vote favorable du groupe communiste.

Adoption [16 octobre 1980] (p. 3920).

2. — **Proposition de loi tendant à lutter contre la discrimination sexiste,** présentée par M. Franck Sérusclat, sénateur, et plusieurs de ses collègues [23 mai 1979] (n° **346,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Franck Sérusclat [17 juin 1980] (n° **316,** 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3372, 3378) ; [30 juin 1980] (p. 3384). — Rejet [30 juin 1980].

Discussion (première lecture).

[29 juin 1980] (p. 3372, 3378) ; [30 juin 1980] (p. 3384).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3372, 3375) : *M. Franck Sérusclat, rapporteur de la commission des lois ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine.*

Condition féminine : M. Sérusclat (Franck) (p. 3372, 3373, 3375) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3373, 3374, 3375).

Rapport Baudouin (Condition féminine) : M. Sérusclat (Franck) (p. 3373) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3373).

Sexisme : M. Sérusclat (Franck) (p. 3374) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3374).

Travail des femmes : M. Sérusclat (Franck) (p. 3372, 3373) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3374).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3375, 3378) : *Mme Monique Pelletier, ministre délégué ; M. Franck Sérusclat, rapporteur.*

Article 1er (*Article* 2, § 1, *du code de procédure pénale : objet des associations et droit d'ester en justice*). — Adopté (p. 3375).

Article 2 (*Article* 24, § 5, *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *sur la liberté de la presse : discrimination et sanctions*) (p. 3375).

Rejeté : amendement n° 1 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : suppression de cet article modifiant l'article 24 de la loi de 1881 sur la liberté de la presse (p. 3376) ;

— l'article 2 est adopté (p. 3376).

Article 3 (*Article* 32 *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *relative à la presse : diffamation et sanctions*) (p. 3376).

Rejeté : amendement n° 2 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : modification de l'article 32 de la loi de 1881 relatif au délit de diffamation (p. 3376) ;

— l'article 3 est adopté (p. 3376).

Article 4 (*Article* 33, *paragraphe* 4, *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *relative à la liberté de la presse : injure et sanctions* (p. 3376).

Rejeté : amendement n° 3 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : suppression de cet article pour coordination (p. 3376) ;

— l'article 4 est adopté (p. 3376).

Article 5 (*Article* 48-1, *paragraphe* 1, *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *relative à la liberté de la presse : droit d'ester en justice des associations*) (p. 3377).

Rejeté : amendement n° 4 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : suppression de cet article pour coordination (p. 3377) ;

— l'article 5 est adopté (p. 3377).

Explications de vote :

— *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 3377) ; vote du groupe communiste favorable au texte ; proposition de loi communiste sur l'application du préambule de la Constitution de 1946 garantissant l'égalité de droit des femmes ; lutte contre les discriminations ; aspect essentiel des conditions de vie des travailleurs ; retard de procédure parlementaire dans le projet sur la répression dans les affaires de viol et d'attentat aux mœurs ;

— *M. Franck Sérusclat* (p. 3377) : vote unanime de la commission des lois favorable au texte ;

— *Mme Cécile Goldet* (p. 3377) : rôle de l'évolution des législations pour accélérer l'évolution des structures mentales ; agressions permanentes contre les femmes et souhait de voir adopter la proposition de loi en examen.

Scrutin public (p. 3378 et 3384, n° 167 ; liste des votants p. 3382).

Rejet [30 juin 1980] (p. 3384).

3. — **Proposition de loi sur le respect de l'application du principe de l'égalité des sexes,** présentée par Mme Marie-Claude Beaudeau, sénateur [20 juin 1980] (n° **325,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

4. — **Proposition de loi tendant à la protection des femmes victimes de violence ou de sévices de la part de leur conjoint,** présentée par Mme Rolande Perlican, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **213,** 1979-1980). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Femmes.)

Voir EMPLOI (EMPLOI DES FEMMES)
ENSEIGNEMENT AGRICOLE
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **2,** D.G.
FAMILLE, **1.**
JEUX ET PARIS, **1,** D.G.
LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**
TRAVAIL DES FEMMES

(Femme [condition de la].)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2834, 7, 12, 55.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **434.**

(Femmes [célibataires].)

Voir INSÉMINATION ARTIFICIELLE, **1,** D.G.

(Femmes [divorcées].)

Voir ADMINISTRATION (Relations avec le public), **1,** D.G.

FERMAGE

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G.

FERMETURES DE CLASSES

Voir QUESTION ORALE, n° **2749.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 354, 355, 367, 368, 370.**

FESTIVALS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

FETES LEGALES

(Commémoration du 8 mai 1945.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D.G. ; Anciens combattants.
LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **363.**

FETES LOCALES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **433.**

FINANCES LOCALES

Voir IMPOTS LOCAUX.
LOIS DE RÈGLEMENT, **1,** D.G.
NOUVELLE-CALÉDONIE, **1,** D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2687, 42.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **359, 425, 460.**

FINANCES PUBLIQUES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **358.**
Voir aussi ECONOMIE (Rapport du Gouvernement).

FLAGRANT DELIT

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D.G. ; C.M.P.

FLEURS ET PLANTES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce extérieur ; Départements d'outre-mer.

QUESTIONS ORALES, n°s **2832, 83.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **470.**

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

1. — **Projet de loi relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre [7 octobre 1980] (n° **5,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Jean Béranger [24 octobre 1980] (n° **53,** 1980-1981). — Urgence. — Discussion [30 octobre 1980] (p. 4270, 4286). — Adoption [30 octobre 1980] (n° **19**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [31 octobre 1980] (n° **2020**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre Raynal [27 novembre 1980] (n° **2106**). — Discussion [3 décembre 1980]. — Adoption [3 décembre 1980] (n° **388**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [4 décembre 1980] (n° **146,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Pierre Raynal [16 décembre 1980] (n° **2164**). — Discussion [17 décembre 1980]. — Adoption [17 décembre 1980] (n° **413**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Jean Béranger [16 décembre 1980] (n° **187,** 1980-1981). — Discussion [17 décembre 1980] (p. 6399, 6401). — Adoption [17 décembre 1980] (n° **43**).

PROMULGATION : loi n° 80-1056 du 23 décembre 1980 (*J.O.* Lois et décrets du 26 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[30 octobre 1980] (p. 4270, 4286).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4270, 4275) : *MM. Jean Béranger, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Michel Moreigne, Mme Rolande Perlican, M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine.*

Auxiliariat : M. Moreigne (Michel) (p. 4272) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 4273).

Chômage : M. Béranger (Jean) (p. 4270) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 4274).

Collectivités locales (Personnel des) : M. Béranger (Jean) (p. 4270, 4271).

Conseil supérieur de la fonction publique : M. Moreigne (Michel) (p. 4271).

Famille : Mme Pelletier (Monique) (p. 4275).

Fonctionnaires et agents publics : MM. Béranger (Jean) (p. 4270, 4271) ; Moreigne (Michel) (p. 4271, 4272) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 4273) ; M. Dominati (Jacques) (p. 4274, 4275).

Mensualisation (des salaires) : M. Béranger (Jean) (p. 4271) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 4273).

Travail à temps partiel : MM. Béranger (Jean) (p. 4270, 4271) ; Moreigne (Michel) (p. 4271, 4272) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 4272, 4273, 4274) ; M. Dominati (Jacques) (p. 4274, 4275).

Travail des femmes : MM. Béranger (Jean) (p. 4270) ; Moreigne (Michel) (p. 4272) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 4273, 4274).

Travail (durée du) : MM. Béranger (Jean) (p. 4270) ; Moreigne (Michel) (p. 4272) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 4274).

Vacataires : M. Moreigne (Michel) (p. 4272).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4275, 4286) : *MM. Jean Béranger, rapporteur ; Jacques Dominati, secrétaire d'Etat ; Mmes Rolande Perlican, Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Moreigne, Marcel Gargar, Geoffroy de Montalembert, vice-président de la commission des finances.*

Article 1er (*Expérience de travail à temps partiel dans certaines administrations et certains services*) (p. 4275).

Adopté : amendement rédactionnel n° 1 de M. Jean Béranger, rapporteur (p. 4275).

Rejeté : amendement n° 6 de Mme Rolande Perlican : consultation des comités techniques paritaires compétents sur les décrets d'application (p. 4276) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 4276).

Article 2 (*Fonctionnaires de l'Etat bénéficiaires*) (p. 4276).

Adoptés : amendement de coordination n° 2 de M. Jean Béranger, rapporteur (p. 4276). — Amendement n° 7 (paragraphe II) de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : en cas de refus, possibilité de recours devant la commission administrative paritaire compétente (p. 4277).

Rejeté : amendement n° 7 (paragraphe I) de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : suppression de la restriction relative à la prise en compte des besoins du service (p. 4277).

Retiré : amendement n° 15 de Mme Cécile Goldet ; retour de plein droit à un service à temps complet (p. 4277) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4277).

Après l'article 2 (p. 4277).

Rejetés : amendement n° 8 (art. additionnel) de Mme Rolande Perlican : durée de l'accord passé entre l'administration et le fonctionnaire ; possibilité de plein droit de réintégrer un service à temps complet (p. 4277). — Amendement n° 16 (art. additionnel) de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : utilisation des crédits dégagés pour la création d'emplois d'agent titulaire (p. 4278). — Amendement n° 14 de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : utilisation des crédits de personnel non utilisés pour la création d'emplois de titulaire (p. 4278).

Article 3 (*Interdiction des cumuls d'emplois*). — Adopté (p. 4278).

Article 4 (*Prise en compte de la période d'activité à temps partiel au titre de la retraite*) (p. 4279).

Rejeté : amendement n° 9 de Mme Rolande Perlican : application du prorata pour la liquidation de la pension selon les modalités en vigueur dans la fonction publique (p. 4279).

Retiré : amendement n° 18 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : prise en compte de la totalité de la durée du travail à temps partiel, tant pour la liquidation de la pension que pour la constitution du droit à pension (p. 4279) ;

— l'article 4 est adopté (p. 4279).

Article 5 (*Détermination des émoluments de base*). — Adopté (p. 4279).

Article 6 (*Travail à temps partiel et services actifs*) (p. 4279).

Adopté : amendement n° 26 de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat : possibilité de prise en compte des période de travail à temps partiel au titre des services actifs, si la durée hebdomadaire atteint 80 p. 100 de la durée réglementaire (p. 4280).

Rejetés : amendements identiques n° 3 de M. Jean Béranger, rapporteur, n° 10 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar et n° 19 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : suppression de cet article relatif à l'exclusion des périodes de travail à temps partiel du régime des services actifs ou de la catégorie B ouvrant droit à une retraite anticipée (p. 4280 ; scrutin public n° 12 ; liste des votants p. 4316) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4280).

Après l'article 6 (p. 4280).

Rejeté : amendement n° 11 (art. additionnel) de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar : assimilation du travail à temps partiel au travail à temps plein pour les droits à l'avancement, aux congés payés et aux prestations familiales (p. 4281).

Article 7 (*Mode de détermination des rémunérations des personnels travaillant à temps partiel*) (p. 4281).

Adopté : amendement n° 25 de M. Jean Béranger, rapporteur : calcul de la retenue à effectuer selon la règle du *pro rata temporis* et par dérogation aux dispositions de l'article 4 de la loi du 29 juillet 1961 (p 4283).

Rejeté : amendement n° 13 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Marcel Gargar : calcul de la retenue effectué par référence aux modalités en vigueur dans la fonction publique (p. 4283 ; scrutin public n° 13 ; liste des votants p. 4317).

Irrecevables (aux termes de l'article 40 de la Constitution) : amendement n° 20 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : suppression de la proratisation de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement (p. 4282) ; amendement n° 21 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : suppression de la proratisation du seul supplément familial de traitement (p. 4282); amendement n° 12 de Mme Rolande Perlican, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : application de la règle de proratisation aux primes (p. 4282).

Devient sans objet : amendement n° 22 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : calcul de la retenue effectué par référence à l'art. 4 de la loi du 29 juillet 1961 (p. 4283) ;

— l'article 7 ainsi modifié, est adopté (p. 4283).

Après l'article 7 (p. 4283).

Adopté : amendement n° 23 (art. additionnel) de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : maintien des priorités d'accès aux équipements collectifs accueillant les enfants (p. 4283) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4283).

Article 8 (*Décrets d'application*) (p. 4283).

Adopté : amendement n° 24 de Mme Cécile Goldet, soutenu par M. Michel Moreigne : consultation du conseil supérieur de la fonction publique sur les décrets d'application (p. 4284) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4284).

Après l'article 8 (p. 4284).

Adopté : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat : possibilité d'expérience de travail à temps partiel pendant deux ans pour les agents titulaires des collectivités locales (p. 4284).

Retiré : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Jean Béranger, rapporteur : extension des expériences de travail à temps partiel au personnel titulaire des collectivités locales (p. 4284).

Irrecevable (aux termes de l'article 41 de la Constitution) : amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Jean Béranger, rapporteur : rapport d'application à l'issue de la période de deux ans et dépôt d'un projet de loi à caractère définitif (p. 4285).

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4284).

Explications de vote :

— *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 4285) : dispositions du projet tendant à institutionnaliser le chômage partiel non indemnisé des fonctionnaires ; atteinte au statut de la fonction publique ; marginalisation du travail féminin ; objectif des trente-cinq heures de travail sans diminution de salaire ; équipements collectifs ; vote du groupe communiste contre le projet ;

— *M. Michel Moreigne* (p. 4285, 4286) : atteinte au statut de la fonction publique ; remise en cause de la mensualisation ; règle du trentième indivisible ; vote du groupe socialiste contre le projet ;

— *M. Adolphe Chauvin* (p. 4286) : vote unanime du groupe U. C. D. P. favorable au projet ;

— *M. Jacques Eberhard* (p. 4286) : vote du groupe communiste contre le projet. Mise en cause du groupe communiste par l'un des orateurs.

Scrutin public (p. 4286 ; n° 14 ; liste des votants p. 4318).

Adoption [30 octobre 1980] (p. 4286).

Discussion (commission mixte paritaire).

[17 décembre 1980] (p. 6399, 6401).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6399, 6400) : *MM. Jean Béranger, rapporteur pour le Sénat ; Pierre Gamboa.*

Chômage : M. Gamboa (Pierre) (p. 6400).

Femmes (travail des femmes) : M. Gamboa (Pierre) (p. 6400).

Fonctionnaires et agents publics : MM. Béranger (Jean) (p. 6399) ; Gamboa (Pierre) (p. 6400).

Travail à temps partiel : MM. Béranger (Jean) (p. 6399) ; Gamboa (Pierre) (p. 6400).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6400, 6401).

Articles 1er, 2, 3, 4, 5, 7 (p. 6400).

Articles 7 *bis*, **8, 9** (p. 6401).

Explications de vote :

— *M. Jean Béranger* (p. 6401) : vote favorable des sénateurs radicaux de gauche ; modifications apportées au texte gouvernemental et renforcement des garanties des fonctionnaires ; travail à temps partiel et aspirations de nombreux travailleurs ;

— *M. François Collet* (p. 6401) : travail à temps partiel et aspirations des travailleurs de la fonction publique comme du secteur privé ; vote favorable du groupe R. P. R. ;

— *Mme Cécile Goldet* (p. 6401) : travail à temps partiel et aspirations des fonctionnaires ; cas des femmes ; modicité des salaires et conditions de travail ; objectif de la réduction du travail pour tous ; palliatif que représente le travail à temps partiel ; vote défavorable du groupe socialiste ;

— *M. Pierre Gamboa* (p. 6401) : opposition du groupe communiste ; travail à temps partiel dans la fonction publique et nécessité d'une progression des dotations budgétaires.

Adoption [17 décembre 1980] (p. 6401).

2. — **Proposition de loi organique tendant à préciser et compléter les dispositions de l'article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958 relatives aux garanties fondamentales des fonctionnaires de l'Etat, en plaçant sous la protection du législateur les règles concernant les garanties fondamentales des fonctionnaires des collectivités territoriales de la République et des établissements publics communaux et intercommunaux, départementaux et interdépartementaux, régionaux et interrégionaux,** présentée par M. Marcel Rosette, sénateur, et plusieurs de ses collègues [24 avril 1979] (n° **292**, 1978-1979). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Fonctionnaires et agents publics.)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **3**, D.G.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1, 2**, deuxième lecture, D.G.

IMPOTS, **2**, D.G.

LOI DE FINANCES, **1**, Services généraux du Premier ministre.

LOI DE FINANCES, **6**, D.G. ; Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer ; Affaires étrangères ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Economie et budget. — I. — Charges communes.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D.G.

QUESTION ORALE, n°s **29, 2651.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **372, 390, 410, 422.**

FONCTION PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Economie et budget. — I. — Charges communes.

NOUVELLE-CALÉDONIE, **1**, D.G.

QUESTIONS ORALES, n°s **2710, 31.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **348.**

FONDATIONS

1. — **Proposition de loi tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités,** présentée par M. Jean Foyer, député [10 avril 1979] (n° **951**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean Foyer [2 octobre 1980] (n° **1938**). — Discussion [8 octobre 1980]. — Adoption [8 octobre 1980] (n° **351**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE). [9 octobre 1980] (n° **24**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

FONDATION A L'INITIATIVE CREATRICE ARTISANALE (F.I.C.A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commerce et artisanat.

FONDATION DE FRANCE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 2.

FONDS COMPLEMENTAIRE D'ACTION SOCIALE (FOCOMA)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Prestations sociales agricoles.

FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE (F.A.C.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D.G. ; Transports ; Environnement et cadre de vie.

FONDS D'ACTION CONJONCTURELLE POUR LE PATRIMOINE MONUMENTAL

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

FONDS D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE (FASSO)

Voir FAMILLE, **1,** D.G.
FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1, 2,** deuxième lecture, D.G.

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR L'AMENAGEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES (F.A.S.A.S.A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture ; Prestations sociales agricoles.

FONDS D'AIDE A L'EXPANSION DE LA PRESSE FRANÇAISE A L'ETRANGER

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Information.

FONDS D'AIDE A L'EXPLOITATION ET AUX INVESTISSEMENTS MINIERS (SYSMIN)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D.G.

FONDS D'AIDE ET DE COOPERATION (F.A.C.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération.

FONDS D'AMENAGEMENT URBAIN (F.A.U.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

FONDS D'AMORTISSEMENT DES CHARGES D'ELECTRIFICATION (F.A.C.E.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

FONDS D'ASSURANCE CHOMAGE

Voir PRESTATIONS FAMILIALES, **1,** D.G.

FONDS DE COMPENSATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** C.M.P.

FONDS DE COOPERATION DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE (FONJEP)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports ; Agriculture.

FONDS DE CREATION AUDIOVISUEL

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **346.**

FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (F.D.E.S.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D.G. ; Comptes spéciaux du Trésor ; Industrie ; Commerce et artisanat.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D.G.

FONDS D'EGALISATION DES CHARGES (F.E.C.) (Collectivités locales.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.

FONDS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche.

FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération.

FONDS DE STABILISATION DES RECETTES D'EXPLOITATION (STABEX)

Voir TRAITES ET CONVENTIONS, **2,** D.G.

FONDS D'INTERVENTION ET D'ORGANISATION DES PRODUITS DE LA PECHE MARITIME ET DE LA CONCHYLICULTURE (F.I.O.M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

FONDS D'INTERVENTION ET DE REGULARISATION DU MARCHE DU SUCRE (F. I. R. S.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industries agricoles et alimentaires.

FONDS D'INTERVENTION POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (F.I.A.T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire.

FONDS D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (F.I.D.O.M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer.

FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LA QUALITE DE LA VIE (F.I.Q.V.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Deuxième partie, Départements d'outre-mer ; Environnement et cadre de vie.

FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER (F.I.D.E.S.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer.

FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER (F.S.I.R.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

FONDS D'ORIENTATION ET DE REGULARISATION DES MARCHES AGRICOLES (F.O.R.M.A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (F. E. D.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Coopération ; Départements d'outre-mer.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **416.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2**, D. G.

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE REGIONAL (F. E. D. E. R.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Tourisme ; Aménagement du territoire.

FONDS EUROPEEN D'ORIENTATION ET DE GARANTIE AGRICOLE (F. E. O. G. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture ; Transports ; Industries agricoles et alimentaires ; Départements d'outre-mer.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **407, 444.**

FONDS FORESTIER NATIONAL

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.

FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION

Voir POLYNÉSIE FRANÇAISE, **1**, D. G.

FONDS INTERMINISTERIEL DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT RURAL (F. I. D. A. R.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture ; Industries agricoles et alimentaires ; Départements d'outre-mer ; Environnement et cadre de vie ; Aménagement du territoire.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (F. I. D. A.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (F. M. I.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'URBANISME (F. N. A. F. U.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Comptes spéciaux du Trésor.

FONDS NATIONAL DE L'HABITAT (F. N. H.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE (F. N. S.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Prestations sociales agricoles.

FONDS NATIONAL DU CHOMAGE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT

Dépôt d'un **rapport du Gouvernement** sur la gestion du fonds national pour le développement du sport, en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980 [7 octobre 1980] (p. 3761).

(Fonds national pour le développement du sport.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Comptes spéciaux du Trésor ; Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

FONDS NATIONAL POUR L'EMPLOI

Voir COUR DES COMPTES.

FONDS SPECIAL D'ADAPTATION INDUSTRIELLE (F. S. A. I.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Economie et budget. — II. — Economie ; Industries agricoles et alimentaires ; Industrie ; Aménagement du territoire.

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER (F. S. I. R.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3**, D. G.

LOI DE FINANCES, **1**, D. G. ; première partie : art. **6** ; Comptes spéciaux du Trésor ; **6**, Intérieur.

FONTAINEBLEAU (CHATEAU)

Voir MUSÉES, **1**, D. G.

FORCES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE (F. F. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Défense.

FORCES TERRESTRES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Défense.

FORETS

1. — **Proposition de loi tendant à assurer la sauvegarde et la reconstitution des forêts méditerranéennes et à créer les moyens efficaces de lutte contre les incendies de forêts,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **215, 1979-1980**). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Forêts.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, première partie : après l'art. 7 ; Agriculture ; Départements d'outre-mer.

QUESTIONS ORALES, n° **71, 72.**

(Lutte contre les incendies de forêts.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture ; Intérieur.

FORMATION CONTINUE

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, Première partie : avant l'article 4 ; Education ; Commerce et artisanat ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

SALAIRES, **1**, Deuxième lecture, D. G.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

1. — **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation [12 juin 1979] (n° **1121**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Francisque Perrut [24 avril 1980] (n° **1658**). — Urgence. — Discussion [29 et 30 avril 1980]. — Adoption [30 avril 1980] (n° **285**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [6 mai 1980] (n° **240, 1979-1980**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Pour avis à la commission des affaires sociales [7 mai 1980]. — Rapport de M. Paul Séramy [9 juin 1980] (n° **300, 1979-1980**). — Avis de M. Pierre Sallenave [5 juin 1980] (n° **290, 1979-1980**). — Discussion [11 juin 1980] (p. 2565, 2615). — Adoption modifiée [11 juin 1980] (n° **74**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [12 juin 1980] (n° **1799**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Francisque Perrut [19 juin 1980] (n° **1812**). — Discussion [25 juin 1980]. — Adoption [25 juin 1980] (n° **328**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Paul Séramy [19 juin 1980] (n° **322, 1979-1980**). — Discussion [26 juin 1980] (p. 3181, 3187). — Adoption [26 juin 1980] (n° **99**).

PROMULGATION : loi n° 80-526 du 12 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 13 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[11 juin 1980] (p. 2565, 2615).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2565, 2580) : *MM. Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Pierre Sallenave, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Christian Beullac, ministre de l'éducation ; Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail ; Robert Schwint, Hector Viron, Roger Lise, Pierre Louvot.*

Centres de formation d'apprentis (C. F. A.) : M. Louvot (Pierre) (p. 2576).

Comités d'entreprise : M. Viron (Hector) (p. 2574).

Congé-éducation : M. Schwint (Robert) (p. 2572).

Contrats emploi-formation : MM. Séramy (Paul) (p. 2566) ; Sallenave (Pierre) (p. 2567) ; Legendre (Jacques) (p. 2571, 2579) ; Schwint (Robert) (p. 2572) ; Viron (Hector) (p. 2574) ; Louvot (Pierre) (p. 2576).

Emploi (jeunes) : MM. Séramy (Paul) (p. 2566) ; Beullac (Christian) (p. 2569) ; Legendre (Jacques) (p. 2570, 2579) ; Schwint (Robert) (p. 2572) ; Viron (Hector) (p. 2573) ; Lise (Roger) (p. 2575, 2576) ; Louvot (Pierre) (p. 2577).

Enseignement agricole : MM. Louvot (Pierre) (p. 2576) ; Legendre (Jacques) (p. 2579).

Enseignement technique : MM. Séramy (Paul) (p. 2566) ; Beullac (Christian) (p. 2570) ; Viron (Hector) (p. 2574) ; Legendre (Jacques) (p. 2578, 2579).

Formation professionnelle et promotion sociale : MM. Séramy (Paul) (p. 2565, 2566, 2567) ; Sallenave (Pierre) (p. 2567, 2568) ; Beullac (Christian) (p. 2569, 2570) ; Legendre (Jacques) (p. 2570, 2571, 2577, 2578, 2579) ; Schwint (Robert) (p. 2572, 2573, 2579, 2580) ; Viron (Hector) (p. 2573, 2574, 2579) ; Lise (Roger) (p. 2575) ; 2576) ; Louvot (Pierre) (p. 2576, 2577).

Formation continue : MM. Séramy (Paul) (p. 2565) ; Sallenave (Pierre) (p. 2567).

Maisons familiales rurales : MM. Legendre (Jacques) (p. 2571) ; Louvot (Pierre) (p. 2576).

Manufacture des tabacs (*S. E. I. T. A.*) : MM. Viron (Hector) (p. 2574) ; Legendre (Jacques) (p. 2577).

Marins-Pêcheurs (*école de pêche de Fort-de-France*) : MM. Lise (Roger) (p. 2575) ; Legendre (Jacques) (p. 2579).

Pacte pour l'emploi : MM. Schwint (Robert) (p. 2572).

Petite et moyenne industrie (*P. M. I.*) : M. Louvot (Pierre) (p. 2577).

Stages (en entreprises) : MM. Séramy (Paul) (p. 2566) ; Beullac (Christian) (p. 2569) ; Legendre (Jacques) (p. 2571, 2578, 2579) ; Schwint (Robert) (p. 2572) ; Viron (Hector) (p. 2574, 2579) ; Louvot (Pierre) (p. 2577).

Syndicats : MM. Sallenave (Pierre) (p. 2568) ; Beullac (Christian) (p. 2569).

Taxe d'apprentissage (p. 2571, 2579).

Taxe de formation continue : MM. Legendre (Jacques) (p. 2571, 2579).

Zone économique maritime : M. Lise (Roger) (p. 2575).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2580, 2615) : *MM. Hector Viron, Paul Séramy, rapporteur ; Jacques Legendre, secrétaire d'Etat ; Geoffroy de Montalembert, Pierre Sallenave, rapporteur pour avis ; Lionel de Tinguy, Mmes Danielle Bidard, Hélène Luc, MM. James Marson, Guy Schmaus, Pierre Louvot, Paul Kauss, Marcel Rudloff, Marcel Gargar, Adolphe Chauvin, Bernard Talon.*

Avant l'article 1er (p. 2580).

Rejeté : amendement n° 70 (art. additionnel) de M. Hector Viron : formations professionnelles alternées et place maintenue de la formation initiale assurée par l'enseignement public (p. 2580).

Article 1er (*définition, programme et bénéficiaires des formations professionnelles alternées*) (p. 2580).

Adoptés : amendements identiques n° 6 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis, et n° 43 de M. Pierre Séramy, rapporteur : définition des formations alternées et notion de pédagogie particulière (p. 2583). — Amendement n° 44 de M. Paul Séramy, rapporteur : formation pratique dispensée « sur les lieux de travail » (p. 2583). — Amendement n° 7 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : contrôle des programmes et de leur progression par des conventions ou accords (p. 2584). — Amendement de coordination n° 45 de M. Pierre Séramy, rapporteur (p. 2584). — Amendement n° 8 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : suppression de la référence au contrat « de type particulier » (p. 2584). — Amendement n° 9 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : finalité de la formation alternée et préparation ou adaptation à un emploi (p. 2585).

Rejetés : amendement n° 71 de Mme Danielle Bidard : pratique des formations professionnelles alternées réservée aux établissements d'enseignement public (p. 2583). — Amendement n° 72 de Mme Hélène Luc : contrôle des programmes et de leur progression par concertation étendue, notamment, aux élus du personnel des entreprises et aux représentants des organisations syndicales (p. 2583). — Amendement n° 73 de Mme Danielle Bidard : activité placée hors du planning de production (p. 2584). — Amendement n° 74 de Mme Danielle Bidard : exclusion du champ d'application du projet des jeunes soumis à l'obligation scolaire (p. 2584). — Amendement n° 75 de Mme Danielle Bidard : finalité de la formation alternée et obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique (p. 2585).

Retiré : amendement n° 46 de M. Paul Séramy, rapporteur : finalité de la formation alternée et préparation ou adaptation à un emploi (p. 2585) ;

— l'article 1er (précédemment réservé p. 2581), ainsi modifié, est adopté (p. 2585).

Article 2 (*Formations considérées comme conduisant à l'acquisition d'une qualification*) (p. 2585).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 10 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2585). — Amendement de coordination n° 49 de M. Paul Séramy, rapporteur (p. 2587). — Amendement n° 1 de M. Bernard Talon : homologation *a posteriori* de certaines formations réalisées par les entreprises (p. 2587).

Rejeté : amendement n° 48 de M. Paul Séramy, rapporteur : extension des dispositions de cet article aux diplômes de l'enseignement supérieur (p. 2586) ;

— l'article 2 (précédemment réservé p. 2581), ainsi modifié, est adopté (p. 2587).

Article 2 *bis* (*Pédagogie de la formation professionnelle alternée*) (p. 2581).

Rejetés : amendements identiques n° 11 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis et n° 50 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article relatif à la pédagogie particulière de la formation professionnelle alternée (p. 2582). — Amendement n° 76 de Mme Danielle Bidard : concertation étendue aux élus du personnel des entreprises d'accueil et aux représentants des organisations syndicales (p. 2582) ;

— l'article 2 *bis* est adopté (p. 2582).

Article 3 (*Institution d'une commission des relations avec les professions dans les établissements ou organismes de formation*) (p. 2588).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : constitution d'une commission des relations avec les professions nécessaire dans les seuls établissements délivrant une formation professionnelle alternée menant à une qualification (p. 2589). — Amendement n° 52 de M. Paul Séramy, rapporteur : pouvoir consultatif de la commission des relations avec les professions (p. 2589).

Rejetés : amendement n° 77 de Mme Danielle Bidard : compétence exclusive du conseil d'établissement (p. 2589). — Amendement n° 78 de Mme Danielle Bidard : suppression de l'alinéa relatif à la mise en place de la commission des relations avec les professions (p. 2589).

Retirés : amendement n° 51 de M. Paul Séramy, rapporteur : constitution d'une commission des relations avec les professions nécessaire dans les seuls établissements délivrant une formation professionnelle alternée menant à une qualification (p. 2588). — Amendement n° 13 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : pouvoir consultatif de la commission des relations avec les professions (p. 2589) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2589).

Article 4 (*Durées minimales et maximales des enseignements théoriques et des enseignements pratiques*) (p. 2589).

Adopté : amendement n° 53 de M. Paul Séramy, rapporteur : durée minimale des enseignements théoriques et de la formation pratique (p. 2590).

Rejeté : amendement n° 79 de M. James Marson : parité entre l'enseignement théorique et la formation pratique (p. 2590).

Retiré : amendement rédactionnel n° 14 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2589) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2590).

Article 5 (*Contrôle technique, pédagogique et financier de l'Etat sur les formations professionnelles alternées*) (p. 2590).

Adoptés : amendements de forme n°s 54 et 55 de M. Paul Séramy, rapporteur : relatifs au décret en Conseil d'Etat (p. 2591).

Rejeté : amendement n° 80 de Mme Hélène Luc : contrôle des établissements et des entreprises par les inspecteurs de l'enseignement et les inspecteurs de la formation professionnelle (p. 2591) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2591).

Article 6 (*Consultation des comités d'entreprises ou des délégués du personnel*) (p. 2591).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 15 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2591). — Amendement de coordination n° 16 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2591).

Rejeté : amendement n° 81 de M. Guy Schmaus : pouvoir de décision du comité d'entreprise sur l'organisation des formations alternées (p. 2591) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2591).

Après l'article 6 (p. 2591).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : information du comité régional de la formation professionnelle sur le bilan des types de formations alternées (p. 2592). — Amendement n° 18 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : bilan social et information sur les modalités d'accueil des jeunes travailleurs (p. 2592) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2592).

Article 7 (*Types d'action de formation dont les stagiaires sont susceptibles de bénéficier dans le cadre des formations alternées*) (p. 2592).

Adoptés : amendements identiques n° 19 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis et n° 56 de M. Paul Séramy, rapporteur : possibilité d'extension de la formule d'alternance à des stagiaires de la formation professionnelle (p. 2593) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2593).

Article 8 (*Habilitation de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil*) (p. 2593).

Adopté : amendement n° 20 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : avis du comité départemental de la formation professionnelle préalable à tout retrait d'habilitation (p. 2594).

Rejeté : amendement n° 82 de M. Hector Viron, soutenu par M. Guy Schmaus : compétence du comité départemental de la formation professionnelle pour délivrer l'habilitation (p. 2594).

Retiré : amendement n° 101 de M. Pierre Louvot : suppression de cet article relatif à l'habilitation de l'entreprise (p. 2593) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2594).

Article 8 *bis* (*Habilitation dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle*) (p. 2594).

Adopté : amendement n° 59 (premier alinéa) de M. Paul Kauss : délivrance de l'habilitation en Alsace et en Moselle par les chambres de commerce et d'industrie ou les chambres de métiers « compétentes » (p. 2595).

Retiré : amendement n° 59 (deuxième alinéa) de M. Paul Kauss : qualification des responsables de la formation alternée identique à celle des responsables de l'apprentissage (p. 2595) ;

— l'article 8 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2596).

Article 9 (*Contenu de la convention entre organisme de formation et organisme d'accueil*) (p. 2596).

Adopté : amendement n° 21 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : 1° rédactionnel ; 2° suppression de la disposition relative à la surveillance médicale des stagiaires (p. 2597) ;

Retiré : sous-amendement n° 108 de M. Pierre Louvot, à l'amendement n° 21 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : rétablissement de la surveillance médicale (p. 2596).

Deviennent sans objet : amendement n° 84 de Mme Danielle Bidard : participation des organisations syndicales à la négociation de la convention (p. 2597). — Amendement n° 85 de Mme Danielle Bidard : élargissement du champ de la convention (p. 2597) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2597).

Après l'article 9 (p. 2597).

Rejeté : amendement n° 86 (art. additionnel) de M. Guy Schmaus : formation professionnelle alternée et emploi stable dans l'entreprise (p. 2597).

Article 10 (*Articles du code du travail applicables aux stagiaires*) (p. 2597).

Adoptés : amendement n° 22 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : addition à l'énumération des articles du code du travail applicables aux stagiaires, des articles relatifs à la médecine du travail (p. 2597). — Amendement n° 123 de M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat : application de certaines dispositions du code rural aux stagiaires des entreprises agricoles.

Rejeté : amendement n° 99 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : application aux stagiaires de toutes les dispositions du code du travail (p. 2597) ;

— l'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2598).

Article 11 (*Assurance des entreprises pour les dommages pouvant survenir du fait des stagiaires*) (p. 2598).

Adopté : amendement n° 107 de M. Pierre Louvot : possibilité pour l'établissement, l'organisme ou le service de formation de prendre en charge l'assurance obligatoire de responsabilité civile pour les dommages pouvant survenir du fait des stagiaires (p. 2598) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2598).

Article 12 (*Rémunération des stagiaires*) (p. 2598).

Rejeté : amendement n° 87 de M. James Marson : rémunération du stagiaire au moins égale au S. M. I. C. ; taxation des profits des compagnies pétrolières (p. 2599).

— l'article 12 est adopté (p. 2599).

Article 13 (*Régime de protection sociale des stagiaires*) (p. 2599).

Adopté : amendement rédactionnel n° 23 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2599) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2599).

Article 14 (*Contrats de travail comprenant une formation professionnelle alternée*) (p. 2599).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 24 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2599). — Amendement de forme n° 25 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2600). — Amendement n° 26 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : application aux salariés en alternance des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables à l'ensemble des salariés de l'entreprise (p. 2600).

Retiré : amendement n° 102 de M. Pierre Louvot : fixation à vingt-six ans de la limite d'âge maximum du salarié (p. 2599).

Deviennent sans objet : amendement n° 88 de Mme Hélène Luc : nature du contrat : contrat de travail normal assorti d'un contrat de formation (p. 2599). — Amendement n° 89 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : suppression de l'alinéa relatif au contrat d'apprentissage (p. 2600) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2600).

Après l'article 14 (p. 2600).

Adopté : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : insertion à cet endroit des dispositions de l'article 15 : exclusion pour la prise en compte des droits au congé de formation des titulaires de contrat de travail comprenant une formation (p. 2600).

Rejeté : amendement n° 90 (art. additionnel) de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : conditions de délivrance de l'habilitation du contrat de formation alternée ; préparation d'un diplôme de l'enseignement technologique ; rémunération du salarié (p. 2601) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2600).

Article 14 *bis* (*Contrat particulier*) (p. 2601).

Adoptés : amendement de coordination n° 28 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2604). — Amendement n° 122 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : critère d'activité professionnelle pris en compte pour le bénéfice des contrats de formation alternée (p. 2604). — Amendement rédactionnel n° 29 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2604). — Amendement rédactionnel n° 127 de M. Paul Séramy, rapporteur (p. 2605). — Amendement n° 30 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis ; priorité d'embauche à l'expiration du contrat (p. 2605).

Rejeté : amendement n° 111 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : suppression de cet article relatif à la nature du contrat particulier (p. 2601) ;

— l'article 14 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2605).

Article 15 (*Exclusion du bénéfice de congés de formation des titulaires d'un contrat particulier*) (p. 2601).

Adopté : amendement n° 31 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif à l'exclusion du bénéfice de congés de formation, pour coordination (p. 2601) ;

— l'article 15 est supprimé (p. 2601).

Article 15 *bis* (*Contrat de formation alternée*) (p. 2601).

Adoptés : amendement n° 124 de M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat : possibilité de formation alternée dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée (p. 2602). — Amendement de forme n° 57 de M. Paul Séramy, rapporteur (p. 2602) ; amendement rédactionnel n° 32 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2604).

Rejetés : amendements identiques n° 61 de M. Paul Kauss et n° 116 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Adolphe Chauvin : exclusion du contrat de formation alternée pour les jeunes de moins de dix-huit ans dans les formations donnant lieu à apprentissage (p. 2603). — Amendement n° 112 de M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : maintien du salaire intégral pour le salarié titulaire d'un contrat de formation alternée (p. 2603) ;

— l'article 15 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2604).

Article 16 (*Convention antérieure au contrat particulier*) (p. 2605).

Adopté : amendement n° 33 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : suppression pour coordination de cet article relatif à l'antériorité de la convention au contrat particulier (p. 2605) ;

— l'article 16 est supprimé (p. 2605).

Article 16 *bis* (*Formations alternées dans l'industrie*) (p. 2605).

Adopté : amendement n° 34 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : référence à l'article 15 *bis* relatif au contrat de formation alternée (p. 2606).

Retirés : amendements identiques n° 64 de M. Paul Kauss et n° 118 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression de cet article relatif aux formations alternées dans l'industrie (p. 2606) ;

— l'article 16 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2606).

Article 16 *ter* (*Inscription des organismes de formation sur une liste départementale*) (p. 2606).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 35 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2606) ; amendement n° 36 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : compétence de la délégation du comité régional pour l'inscription de la formation sur la liste départementale (p. 2606). — Amendement n° 37 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : insertion à cet article de l'alinéa faisant référence aux conventions ou accords prévus à l'article premier (p. 2607) ; amendement n° 103 de M. Pierre Louvot : possibilité de recours contre la décision du préfet de refuser l'inscription sur la liste régionale (p. 2608).

Retiré : amendement n° 106 de M. Geoffroy de Montalembert : possibilité de recours contre la décision du préfet de refuser l'inscription sur la liste régionale (p. 2608) ;

— l'article 16 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 2608).

Après l'article 16 *ter* (p. 2608).

Adoptés : amendement n° 38 (art. additionnel) de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : contrat emploi-formation comme type de contrat de travail comportant une formation alternée (p. 2608). — Amendement n° 100 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : adaptation du contrat de formation alternée aux cas des aides familiaux et des associés d'exploitation en agriculture (p. 2609) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2608 et 2609).

Article 17 (*Taux de la taxe d'apprentissage porté à 0,6 p. 100*) (p. 2609).

Rejeté : amendement n° 92 de M. Hector Viron, soutenu par M. Guy Schmaus : relèvement du taux de la taxe d'apprentissage pour les entreprises de plus de cent salariés (p. 2609) ;

— l'article 17 est adopté (p. 2609).

Article 18 (*Financement par les entreprises des formations conduisant à la qualification*) (p. 2609).

Adoptés : amendement n° 39 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis : fraction de la taxe d'apprentissage obligatoirement consacrée au financement des formations conduisant à l'acquisition d'une qualification (p. 2609) ; amendement rédactionnel n° 40 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2510).

Rejetés : amendement n° 65 de M. Paul Kauss identique à l'amendement n° 119 de M. Jacques Mossion : suppression de la disposition permettant la modification par décret des fractions consacrées à l'apprentissage et à l'alternance (p. 2610). — Amendement n° 4 de M. Marcel Rudloff : modification des quotas consacrés à l'apprentissage et à l'alternance et exception pour les entreprises d'Alsace et de Moselle (p. 2610) ; amendement n° 66 de M. Paul Kauss : modification des quotas consacrés à l'apprentissage et à l'alternance, et exception pour les entreprises d'Alsace et de Moselle (p. 2611).

Devenu sans objet : amendement n° 119 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Paul Kauss : suppression de la disposition permettant la modification par décret des fractions consacrées à l'apprentissage et à l'alternance (p. 2610) ;

— l'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 2611).

Article 18 *bis* (*Financement dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle*). — Adopté (p. 2611).

Article 19 (*Dépenses libératoires de l'obligation de participation au financement*) (p. 2611).

Adopté : amendement n° 2 de M. Bernard Talon : coordination : référence aux qualifications visées à l'article 2 (p. 2611) ;

— l'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2611).

Article 20 (*Participation de l'Etat au financement des formations de salariés*) (p. 2611).

Adoptés : amendement de coordination n° 41 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis (p. 2612) ; amendement n° 67 de M. Paul Kauss : possibilité pour les compagnies consulaires de conclure avec l'Etat des conventions-cadres pour la formation alternée (p. 2612).

Rejeté : amendement n° 93 de M. James Marson : suppression de cet article relatif à l'aide de l'Etat aux entreprises (p. 2611).

Retiré : amendement n° 104 de M. Pierre Louvot : suppression de l'alinéa relatif à l'imputation des dépenses consacrées à la formation alternée sur la participation obligatoire des employeurs au financement de la formation professionnelle continue (p. 2612) ;

— l'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2612).

Article 20 *bis* (*Les nouvelles mesures financières prendront effet après les mesures décidées dans le cadre du pacte pour l'emploi*). — Adopté (p. 2612).

Article 20 *ter* (*Possibilité d'imputer sur la participation obligatoire des employeurs les sommes consacrées au démarrage des formations alternées*) (p. 2612).

Adoptés : amendements identiques n° 42 de M. Pierre Sallenave, rapporteur pour avis, et n° 58 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article relatif au financement des formations alternées, à titre transitoire, sur les crédits de la formation professionnelle continue (p. 2613) ;

— l'article 20 *ter* est supprimé (p. 2613).

Article 20 *quater* (*Mesures financières d'encouragement au développement des contrats de formation alternée dans l'industrie*) (p. 2614).

Retirés : amendements identiques n° 68 de M. Paul Kauss et n° 121 de M. Jean-Pierre Blanc : suppression de la disposition limitant à l'industrie le bénéfice de l'exonération des charges sociales pour les contrats de formation alternée (p. 2614) ;

— l'article 20 *quater* est adopté (p. 2614).

Article 21 (*Introduction dans le code du travail des dispositions de la présente loi*) (p. 2614).

Adoptés : amendements identiques de coordination n° 69 de M. Paul Kauss et n° 98 de M. Marcel Rudloff (p. 2614) ;

— l'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2614).

Explications de vote :

— *M. André Rabineau* (p. 2615) : amélioration de la formation des jeunes : le groupe U. C. D. P. votera le projet ;

— *Intervention de Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires sociales* (p. 2615) : conditions d'examen des amendements par la commission des affaires culturelles, évoquées par *Mme Hélène Luc ;*

— *M. James Marson* (p. 2615) : position du groupe communiste favorable aux stages en entreprise ; garanties insuffisantes présentées par le texte ; refus des amendements du groupe communiste ; mépris du travail des parlementaires : le groupe communiste votera contre le projet ;

— *M. Michel Moreigne* (p. 2615) : absence d'amendement du groupe socialiste ; position du groupe exprimée dans l'intervention de *M. Robert Schwint*, lors de la discussion générale. Le groupe socialiste votera contre le projet.

Adoption [11 juin 1980] (p. 2615).

Discussion (commission mixte paritaire).

[26 juin 1980] (p. 3181, 3187).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3181, 3184) : *MM. Paul Séramy, rapporteur pour le Sénat ; Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires culturelles ; Jean de Bagneux, Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (Formation professionnelle).*

Formation professionnelle et promotion sociale : MM. Séramy (Paul) (p. 3181, 3182, 3183) ; Legendre (Jacques) (p. 3184).

Pacte pour l'emploi : M. Legendre (Jacques) (p. 3184).

Stages (en entreprises) : M. Séramy (Paul) (p. 3182).

Taxe d'apprentissage : M. Legendre (Jacques) (p. 3184).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3184, 3187) : *M. Paul Séramy, rapporteur pour le Sénat.*

Article 1er (p. 3184).

Articles 2, 3, 4, 5, 6, 6 *bis*, **6** *ter*, **7, 8, 8** *bis*, **9** (p. 3185).

Articles 10, 11, 12, 13, 14, 14 *bis* **A, 14** *bis*, **15** *bis*, **16** *bis*, **16** *ter*, **16** *quater*, **16** *quinquies*, **18, 19** (p. 3186).

Article 20 (p. 3187).

Article 20 *ter* (p. 3187). — Amendement n° 1 de M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat : imputation à titre transitoire du financement des formations alternées sur la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue (p. 3187).

Article 21 (p. 3187).

Explications de vote :

— *Mme Danielle Bidard* (p. 3187) : vote du groupe communiste contre le texte ;

— *M. Pierre Louvot* (p. 3187) : accord fondamental sur les objectifs du projet, mais réserve sur les modalités de financement retenues à titre transitoire ; nécessité et urgence d'un financement spécifique ; votera le projet de loi.

Adoption [26 juin 1980] (p. 3187).

2. — **Proposition de loi tendant à permettre aux établissements d'enseignement technique français situés hors de France de bénéficier des versements de la taxe d'apprentissage,** présentée par M. Pierre Croze, sénateur, et plusieurs de ses collègues [16 octobre 1979] (n° **21, 1979-1980**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Retirée par ses auteurs le 21 octobre 1980.

3. — **Proposition de loi tendant à permettre aux établissements d'enseignement français situés hors de France de recevoir, dans le cadre de la formation permanente, des jeunes et des adultes,** présentée par M. Pierre Croze, sénateur, et plusieurs de ses collègues [29 octobre 1980] (n° **62, 1980-1981**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

(Formation professionnelle.)

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** deuxième lecture, D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Agriculture ; Départements d'outre-mer ; Commerce et artisanat ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

QUESTIONS ORALES, n°s **2834, 12.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 320, 336, 337, 373, 445.**

VEUVES, **1,** D. G.

(Formation professionnelle agricole.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

(Formation professionnelle des adultes.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

(Promotion sociale.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

FOUILLES

Voir MUSÉES, **1,** D. G., deuxième lecture, D. G.

FOYERS RURAUX

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

MUSÉES, **1,** D. G.

FRANC (MONNAIE)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Economie et budget. — III. — Economie ; Industrie ; Commissariat général du Plan ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

FRANÇAIS (LANGUE)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Culture et communication ; Recherche ; Radiodiffusion télévision française ; Affaires étrangères ; Education ; Universités ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

QUESTION ORALE, n° 2798.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 428.

FRANÇAIS DE L'ETRANGER

1. — **Proposition de loi accordant aux pensionnés des régimes français de retraite la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire maladie-maternité,** présentée par M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur [26 février 1980] (n° **182**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport commun sur la présente proposition et la proposition n° **133**, 1979-1980, de M. Jean-Pierre Cantegrit [9 avril 1980] (n° **199**, 1979-1980). — Discussion [commune avec la discussion de la proposition de loi suivante, n° 2].

2. — **Proposition de loi relative à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs non salariés à l'étranger,** présentée par M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur et plusieurs de ses collègues [19 décembre 1979] (n° **133**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport commun sur la présente proposition et la proposition n° **182**, 1979-1980, de M. Jean-Pierre Cantegrit [9 avril 1980] (n° **199**, 1979-1980). — Discussion commune [7 mai 1980] (p. 1761, 1767). — Adoption [7 mai 1980] (n° **59**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi tendant à étendre la protection sociale du Français à l'étranger.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [7 mai 1980] (n° **1692**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Didier Bariani [29 mai 1980] (n° **1766**). — Discussion [3 juin 1980]. — Adoption [3 juin 1980] (n° **311**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [4 juin 1980] (n° **286**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Jean-Pierre Cantegrit [12 juin 1980] (n° **310**, 1979-1980). — Discussion [8 juin 1980] (p. 2794, 2796). — Adoption [18 juin 1980] (n° **91**).

PROMULGATION : loi n° 80-471 du 27 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 28 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[7 mai 1980] (p. 1761, 1767).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [7 mai 1980] (p. 1761, 1764) : *MM. Jean-Pierre Cantegrit, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.*

Assurance maladie-maternité : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1761, 1762, 1763) ; Barrot (Jacques) (p. 1763, 1764).

Assurance vieillesse : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1761, 1762) ; Barrot (Jacques) (p. 1763, 1764).

Loi « Armengaud » (loi du 10 juillet 1965 sur l'assurance volontaire vieillesse des Français de l'étranger) : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1762) ; Barrot (Jacques) (p. 1763).

Retraités : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1761, 1763) ; Barrot (Jacques) (p. 1764).

Salariés : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 1762, 1763) ; Barrot (Jacques) (p. 1763, 1764).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [7 mai 1980] (p. 1764, 1766) : *MM. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; Jean-Pierre Cantegrit, rapporteur.*

Article 1er (*Codification ; création ou modification d'intitulés du code de la sécurité sociale*). — Adopté (p. 1764).

Article 2 (*Assurance volontaire maladie-maternité des travailleurs non salariés à l'étranger*) (p. 1764).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jacques Barrot, ministre : prestations en nature et mise sur un compte unique des opérations relatives aux assurances volontaires maladie-maternité et maladie-maternité-invalidité (p. 1765) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1765).

Article 3 (*Assurance volontaire maladie-maternité des retraités résidant à l'étranger*) (p. 1765).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Jacques Barrot, ministre : bénéfice de la couverture maladie-maternité ; conditions de durée minimale d'assurance au régime d'assurance vieillesse obligatoire ou volontaire (p. 1766). — Amendement n° 1 de M. Jacques Barrot, ministre : prestations en nature et mise dans un compte unique des opérations financières relatives à l'assurance volontaire maladie-maternité, maladie maternité et invalidité des retraités (p. 1766) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1766).

Article 4 (*Assurance maladie-maternité des travailleurs agricoles non salariés*). — Adopté (p. 1766).

Article 5 (*Dispositions transitoires*). — Adopté (p. 1766).

Article 6 (*Décret d'application*). — Adopté (p. 1766).

Nouvel intitulé (p. 1766).

Adopté : amendement de forme de M. Jean-Pierre Cantegrit, rapporteur : nouvel intitulé : proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger (p. 1766).

Explication de vote :

— *M. Paul d'Ornano* (p. 1766) : votera la proposition de loi ; minorité des Français de l'étranger cotisant à l'assurance volontaire vieillesse des salariés ; nécessité d'abaisser les cotisations.

— *Intervention en réponse de M. Jacques Barrot, ministre* (p. 1766) : assurance volontaire vieillesse ; campagne d'information auprès des Français de l'étranger ; (p. 1767) : cotisations et bases solides de ce régime.

Adoption [7 mai 1980] (p. 1767).

Discussion (deuxième lecture).

[18 juin 1980] (p. 2794, 2796).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2794, 2795) : *MM. Jean-Pierre Cantegrit, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; Philippe Machefer.*

Caisse des expatriés (Melun) : M. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2795).

Fonctionnaires et agents publics : M. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2795).

Fonds d'action sanitaire et sociale : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2794) ; Machefer (Philippe) (p. 2795).

Français de l'étranger : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2794, 2795) ; Barrot (Jacques) (p. 2794) ; Machefer (Philippe) (p. 2794, 2795).

Handicapés : MM. Machefer (Philippe) (p. 2795) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2795).

Retraités : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2794) ; Machefer (Philippe) (p. 2794).

Sécurité sociale (cotisations) : M. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2794).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2795, 2796).

Article 3. — Adopté (p. 2795).

Article 4 *bis*. — Adopté (p. 2796).

Adoption [18 juin 1980] (p. 2796).

2. — **Proposition de loi relative à la compétence du conseil de prud'hommes en matière de conflits individuels du travail intéressant les Français établis hors de France,** présentée par M. Charles de Cuttoli, sénateur et plusieurs de ses collègues [7 octobre 1980] (n° **2**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — **Proposition de loi tendant à créer la caisse des Français à l'étranger,** présentée par M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur [8 décembre 1980] (n° **151**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Français de l'étranger.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.

LOI DE FINANCES, 6, Commerce extérieur ; Territoires d'outre-mer ; Affaires étrangères ; Education ; Universités ; Santé et sécurité sociale.

NATIONALITÉ FRANÇAISE, 1, D.G.
NOUVELLE-CALÉDONIE, 2, D.G.
QUESTION ORALE, n° 11.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 8, D.G.; 9, D.G.; 11, D.G.; 14, D.G.; 21, D.G.; 23, D.G.; 27, D.G.; 30, D.G.; 35, D.G.; 37, D.G.;

(Français de l'étranger [Algérie].)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, 26, D.G.

(Français d'outre-mer.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Départements d'outre-mer.

FRANÇAIS MUSULMANS

Voir LOI DE FINANCES, 6, Economie et budget. — I. — Charges communes.

(Harkis, Français musulmans.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Intérieur.
QUESTION ORALE, n° 2712.

FRANCE (Paquebot.)

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, 2, D.G.

FRANCISATION ET NAVIGATION (Droit de)

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : après l'art. 8; C.M.P.

FRANCOPHONIE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Affaires étrangères.

FRAUDE FISCALE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Economie et budget. — II. — Section commune. — IV. — Budget.

FROMAGES

Voir AGRICULTURE, 1, D.G.; deuxième lecture, D.G.
QUESTION ORALE, n° 2723.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 308.

FRUITS ET LEGUMES

1. — **Proposition de loi tendant à promouvoir les productions fruitières et légumières,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° 377, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Fruits et légumes.)

Voir AGRICULTURE, 1, deuxième lecture, D.G.; C.M.P.
LOI DE FINANCES, 6, deuxième partie, Agriculture; Commerce extérieur.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 2, D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s 2738, 2742, 2819.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 12, 288, 308, 341, 407, 409, 444.

FUEL DOMESTIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : avant l'art. 2.
QUESTION ORALE, n° 2730.

G

GARANTIE (DROIT DE) [Métaux précieux].

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : art. 2 *quater*.

GARDE A VUE

Voir PROCÉDURE PÉNALE, 2, C.M.P.
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 1, D.G.

GARDE-COTES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 380.

GARDERIES

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 2, D.G.
FAMILLE, 1, D.G.

GARDES-PECHE

Voir PÊCHE FLUVIALE, 1, D.G.

GARDIENNAGE

Voir QUESTION ORALE, n° 2773.

GARDIENS (Musées).

Voir MUSÉES, 1, D.G.; deuxième lecture, D.G.

GAZ

Voir QUESTION ORALE, n° 2794.

GAZ DE FRANCE (G.D.F.)

Voir ENERGIE, 1, D.G.
LOI DE FINANCES, 6, Industrie.

GAZEIFICATION

(Gazéification du charbon.)
Voir CHARBON

(Gazéification nucléaire.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Recherche.

GAZ NATUREL

Voir ENERGIE, 1, D.G.; deuxième lecture, D.G.
LOI DE FINANCES, 6, Industrie.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 224.

GAZODUCS (Imposition des).

Voir LOI DE FINANCES, 6, C.M.P.

GENDARMERIE

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : art. 2; Intérieur; Défense.
QUESTIONS ORALES, n°s 2668, 2728, 2748, 2782, 60.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 29, D.G.

GENDREY (Zone défavorisée)

Voir QUESTION ORALE, n° **2774.**

GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE (G. A. T. T.)

Voir AGRICULTURE, **1,** deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Agriculture.

GENETIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture ; Recherche.

GEOGRAPHIE (Enseignement)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

GEOLOGIE

Voir QUESTION ORALE, n° **2795.**

GEOTHERMIE

Voir ENERGIE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie ; Industrie.

GRAND ACCELERATEUR NATIONAL A IONS LOURDS (G. A. N. I. L.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche.

GRANDE-BRETAGNE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2, 3.**
QUESTION ORALE, n° **2745.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **444.**

GRANDES SURFACES DE VENTES (Magasins)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Commerce et artisanat.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **415, 444.**

GRAVIERES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

GREFFES (Justice)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

GREVES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur ; Transports.
LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
QUESTION ORALE, n° **2667.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 377.**

GREVE (DROIT DE)

Voir ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **1,** Services généraux du Premier ministre.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **338.**

GROUPEMENT D'ETUDES ET DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRONOMIE TROPICALE (G. E. R. D. A. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération.

GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE « BIENVENUE FRANCE »

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN (G. A. E. C.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

GROUPEMENTS FONCIERS AGRICOLES (G. F. A.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G. ; deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

GROUPES D'AIDE PSYCHOPEDAGOGIQUE (G. A. P. P.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Education.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

GROUPES POLITIQUES

Groupe communiste (C).

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er *janvier* 1980 *et le* 5 *octobre* 1980.

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 6 *octobre* 1980 (22 sénateurs) : Mmes Marie-Claude Beaudeau, Danielle Bidard, MM. Serge Boucheny, Raymond Dumont, Jacques Eberhard. Gérard Ehlers, Pierre Gamboa, Jean Garcia, Bernard Michel Hugo, Paul Jargot, Charles Lederman, Fernand Lefort, Anicet Le Pors, Mme Hélène Luc, MM. James Marson, Louis Minetti, Jean Ooghe, Mme Rolande Perlican, MM. Marcel Rosette, Guy Schmaus, Camille Vallin, Hector Viron.

Président du groupe : Mme Hélène Luc.

Apparenté aux termes de l'article 6 *du règlement* (1 sénateur) : M. Marcel Gargar.

Aucune modification n'est intervenue entre le 6 *octobre* 1980 *et le* 31 *décembre* 1980.

Groupe de la gauche démocratique (GD).

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er *janvier* 1980 *et le* 5 *octobre* 1980.

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 6 *octobre* 1980 (24 sénateurs) : MM. Charles Beaupetit, Georges Berchet, Edouard Bonnefous, Jacques Bordeneuve, Jean-Pierre Cantegrit, Georges Constant, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Paul Girod, Mme Brigitte Gros, MM. Gustave Héon, Pierre Jeambrun, Bernard Legrand, Max Lejeune, Pierre Merli, André Morice, Georges Mouly, Jacques Moutet, Gaston Pams, Jacques Pelletier, Joseph Raybaud, Paul Robert, Victor Robini, René Touzet.

Président du groupe : M. Gaston Pams.

Président délégué : M. René Touzet.

Apparenté aux termes de l'article 6 *du règlement* (1 sénateur) : M. Abel Sempé.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 *du règlement* (1 sénateur) : M. Charles-Edmond Lenglet.

Formation des sénateurs radicaux de gauche rattachée administrativement au groupe de la gauche démocratique aux termes de l'article 6 *du règlement* (13 sénateurs) : MM. Jean Béranger, René Billères, Stéphane Bonduel. Louis Brives, Emile Didier, François Giacobbi, André Jouany, France Léchenault, Jean Mercier, Josy Moinet, Hubert Peyou, Michel Rigou, Pierre Tajan.

Aucune modification n'est intervenue entre le 6 *octobre* 1980 *et le* 31 *décembre* 1980.

Groupe de l'union centriste des démocrates de progrès (U.C.D.P.).

Modifications intervenues entre le 1er janvier 1980 et le 5 octobre 1980 : Décès de M. Michel Labéguerie (28 juillet 1980), remplacé par M. Jacques Moutet (28 juillet 1980).

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 6 octobre 1980 (59 sénateurs) : MM. Alphonse Arel, Octave Bajeux, René Ballayer, Jean-Pierre Blanc, Maurice Blin, André Bohl, Roger Boileau, Charles Bosson, Jean-Marie Bouloux, Raymond Bouvier. Jean Cauchon, Pierre Ceccaldi-Pavard, Adolphe Chauvin, Auguste Chupin, Jean Cluzel, Jean Colin, François Dubanchet, Charles Ferrant, André Fosset, Jean Francou, Henri Coetschy, Jean Gravier,Marcel Henry, Rémi Herment, René Jager, Louis Jung, Pierre Lacour, Jean Lecanuet, Edouard Le Jeune, Bernard Lemarié, Louis Le Montagner, Georges Lombard, Jean Madelain, Kléber Malécot, Daniel Millaud, Claude Mont, Jacques Mossion, Dominique Pado, Francis Palmero, Paul Pillet, Alain Poher, Raymond Poirier, Roger Poudonson, Maurice Prévoteau, André Rabineau, Jean-Marie Rausch, Guy Robert, Marcel Rudloff, Pierre Salvi, Jean Sauvage, Pierre Schiélé, Paul Séramy, René Tinant, Lionel de Tinguy, Raoul Vadepied, Pierre Vallon, Louis Virapoullé, Joseph Yvon, Charles Zwickert.

Président du groupe : M. Adolphe Chauvin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (8 sénateurs) : MM. Marcel Daunay, Charles Durand, Jacques Genton, Alfred Gérin, Yves Le Cozannet, Marcel Lemaire, Roger Lise, Georges Treille.

Aucune modification n'est intervenue entre le 6 octobre 1980 et le 31 décembre 1980.

Groupe de l'union des républicains et des indépendants (U.R.E.I.).

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier 1980 et le 5 octobre 1980.

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 6 octobre 1980 (48 sénateurs) : MM. Michel d'Aillières, Bernard Barbier, Jean Bénard Mousseaux, André Bettencourt, Philippe de Bourgoing, Louis Boyer, Marc Castex, Jean Chamant, Lionel Cherrier, Auguste Cousin, Pierre Croze, Michel Crucis, Jacques Descours Desacres, Louis de la Forest, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Marie Girault, Paul Guillard, Paul Guillaumot, Baudouin de Hauteclocque, Léon Jozeau-Marigné, Pierre Labonde, Jacques Larché, Guy de la Verpillière, Louis Lazuech, Modeste Legouez, Pierre Louvot, Marcel Lucotte, Raymond Marcellin, Hubert Martin, Serge Mathieu, Jacques Ménard, Michel Miroudot, Paul d'Ornano, Guy Petit, Jean-François Pintat, Richard Pouille, Jean Puech, Jules Roujon, Roland Ruet, Pierre Sallenave, François Schleiter, Robert Schmitt, Albert Sirgue, Michel Sordel, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Thyraud, René Travert, Albert Voilquin, Frédéric Wirth.

Président du groupe : M. Philippe de Bourgoing.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 sénateur) : M. Henri Torre.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (3 sénateurs) : MM. Louis Martin, Henri Olivier, Bernard Pellarin.

Modification intervenue entre le 6 octobre 1980 et le 31 décembre 1980 : décès de M. Albert Sirgue (18 novembre 1980), remplacé par M. Louis Lazuech (18 novembre 1980) qui adhère au groupe le 8 décembre 1980.

Groupe du centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.).

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier 1980 et le 5 octobre 1980.

Lors du renouvellement triennal du Sénat le nombre de sénateurs inscrits à ce groupe n'étant pas suffisamment nombreux pour constituer un groupe, celui-ci a été dissous.

Groupe du rassemblement pour la République (R.P.R.).

Modifications intervenues entre le 1er janvier 1980 et le 5 octobre 1980 : Démission de M. Hamadou Barkat Gourat (1er juillet 1980) qui n'est pas remplacé.

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 6 octobre 1980 (36 sénateurs) : MM. Michel Alloncle, Jean Amelin, Hubert d'Andigné, Henri Belcour, Amédée Bouquerel, Jacques Braconnier, Michel Caldaguès, Pierre Carous, Jacques Chaumont, Michel Chauty, Jean Chérioux, François O. Collet, Marcel Fortier, Robert Galley, Lucien Gautier, Michel Giraud, Adrien Gouteyron, Jean-Paul Hammann, Bernard Charles Hugo, Marc Jacquet Paul Kauss, Christian de La Malène, Maurice Lombard, Michel Maurice-Bokanowski, Geoffroy de Montalembert, Roger Moreau, Jean Natali, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Christian Poncelet, Georges Repiquet, Roger Romani, Maurice Schumann, René Tomasini, Jacques Valade, Edmond Valcin.

Président du groupe : M. Marc Jacquet.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (3 sénateurs) : MM. Yvon Bourges, Raymond Brun, Paul Malassagne.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs) : MM. Marc Bécam, Louis Souvet.

Modifications intervenues entre le 6 octobre 1980 et le 31 décembre 1980 : M. Robert Galley, ministre, élu au Sénat le 28 septembre 1980, opte pour son poste de ministre le 1er novembre 1980 à minuit ; il est remplacé par M. Henri Portier (2 novembre 1980) qui adhère au groupe en qualité d'apparenté le 29 novembre 1980.

Groupe socialiste (S).

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier 1980 et le 5 octobre 1980.

Liste des membres du groupe remise à la présidence du Sénat le 6 octobre 1980 (67 sénateurs) : MM. Antoine Andrieux, Germain Authié, André Barroux, Gilbert Baumet, Gilbert Belin, Noël Berrier, Jasques Bialski, Marc Bœuf, Charles Bonifay, Jacques Carat, René Chazelle, Bernard Chochoy, Félix Ciccolini, Raymond Courrière, Roland Courteau, Georges Dagonia, Michel Darras, Marcel Debarge, Gérard Delfau, Lucien Delmas, Michel Dreyfus-Schmidt, Henri Duffaut, Guy Durbec, Emile Durieux, Léon Eeckhoutte, Jules Faigt, Claude Fuzier, Gérard Gaud, Jean Geoffroy, Mme Cécile Goldet, MM. Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Maurice Janetti, Tony Larue, Robert Laucournet, André Lejeune, Louis Longequeue, Philippe Machefer, Philippe Madrelle, Michel Manet, Marcel Mathy, Pierre Matraja, André Méric, Gérard Minvielle, Paul Mistral, Michel Moreigne, Pierre Noé, Bernard Parmantier, Louis Perrein, Jean Peyrafitte, Maurice Pic, Edgard Pisani, Robert Pontillon, Roger Quilliot, Mlle Irma Rapuzzi, MM. René Regnault, Roger Rinchet, Gérard Roujas, André Rouvière, Robert Schwint, Franck Sérusclat, Edouard Soldani, Georges Spénale, Edgar Tailhades, Fernand Tardy, Jean Varlet, Marcel Vidal.

Président du groupe : M. André Méric.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (2 sénateurs) : MM. Albert Pen, Raymond Tarcy.

Aucune modification n'est intervenue entre le 6 octobre 1980 et le 31 décembre 1980.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (N. I.).

Aucune modification n'est intervenue entre le 1er janvier 1980 et le 5 octobre 1980.

Liste des membres de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe remise à la présidence du Sénat le 6 octobre 1980 (15 sénateurs) : MM. Pierre Bouneau, Raymond Bourgine, Henri Caillavet, Francisque Collomb, Jean Desmarets, Hector Dubois, Yves Durand, Edgar Faure, Léon-Jean Grégory, Jasques Habert, Louis Lazuech, Roland du Luart, Charles Ornano, Pierre Perrin, Henri Portier.

Modifications intervenues entre le 6 octobre 1980 et le 31 décembre 1980 : M. Henri Portier qui appartenait à la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe depuis le 2 novembre, la quitte le 29, pour adhérer au groupe du rassemblement pour la République en qualité d'apparenté ; M. Louis Lazuech qui appartenait à la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe depuis le 18 novembre, la quitte le 8 décembre pour adhérer au groupe de l'union des républicains et des indépendants.

GUADELOUPE (LA)

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.
FAMILLE, 1, D. G.
LOI DE FINANCES, 6, Départements d'outre-mer ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 416.

GUINEE EQUATORIALE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **34**, D. G.

GUYANE (LA)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Départements d'outre-mer.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **456.**

H

HABILITATIONS (Enseignement)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Education, Universités.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n°s **413, 462.**

HABILLEMENT (INDUSTRIE)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2**, D. G.

HABITAT

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Départements d'outre-mer.
QUESTION ORALE, n° **39.**

(Habitat ancien [réhabilitation].)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Environnement et cadre de vie.
LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

(Habitat rural).

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.

HABITATIONS A LOYER MODERE (H.L.M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie : après l'article 7 ; Intérieur ; Environnement et cadre de vie.

HACHETTE (GROUPE)

Voir IMPÔTS, **2**, D.G.
QUESTION ORALE, n° **85.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **373.**

HANDICAPES

1. — **Proposition de loi tendant à faire bénéficier les handicapés physiques mariés d'une demi-part supplémentaire pour le calcul de leur impôt sur le revenu**, présentée par M. Jacques Eberhard, sénateur et plusieurs de ses collègues [12 mars 1980] (n° **186**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

(Handicapés.)

Voir FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1, 2**, deuxième lecture, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, première partie ; seconde délibération ; Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports ; Départements d'outre-mer ; Affaires étrangères ; Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTIONS ORALES, n°s **2804, 53, 64.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 331.**

HARKIS (Français musulmans).

Voir FRANÇAIS MUSULMANS.

HAUT COMITE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

HAUT COMITE D'ETUDES ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

HAUT COMMISSARIAT AUX REFUGIES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

HAUT CONSEIL DE L'AUDIOVISUEL

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **328.**

HAUTE COUR DE JUSTICE

Election d'un juge titulaire : M. Jean Geoffroy [14 octobre 1980] (p. 3889).

Election de cinq juges suppléants : MM. Georges Berchet, Hubert d'Andigné, Jacques Larché, Edgar Tailhades, Maurice Prévoteau [9 décembre 1980] (p. 6131).

Prestations de serment de juges titulaires et de juges suppléants [9 décembre 1980] (p. 6134, 6135 et 6143).

Prestations de serment d'un juge titulaire et d'un juge suppléant [18 décembre 1980] (p. 6426).

HERBORISTES

1. — **Proposition de loi tendant à créer un diplôme d'herboriste**, présenté par MM. Francis Palmero et Jean Francou, sénateurs [13 juin 1980] (n° **315**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

(Herboristes.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2637.**

HISTOIRE (Enseignement.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Anciens combattants ; Education.
QUESTION ORALE, n° **2641.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 333, 382.**

HOMMES PUBLICS

1. — **Proposition de loi organique relative à la transparence de l'activité des hommes politiques durant la Seconde Guerre mondiale et les guerres coloniales**, présentée par Mme Hélène Luc, sénateur et plusieurs de ses collègues [10 juin 1980] (n° **301**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

HOMOSEXUALITE

Voir FEMMES, **1**, deuxième lecture, D. G. ; troisième lecture, D. G.

HONEYWELL-BULL

Voir COMPAGNIE INTERNATIONALE POUR L'INFORMATIQUE C. I. I. - HONEYWELL-BULL

HOPITAUX

Voir COUR DES COMPTES

LOI DE FINANCES, **1**, deuxième partie : Santé et sécurité sociale.

LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; première partie : avant l'article 4 ; Départements d'outre-mer ; Santé et sécurité sociale.

QUESTION ORALE, n° **2690**.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 383, 384, 431**.

(Hôpitaux [conseils d'administration].)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Santé et sécurité sociale.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162**.

(Hôpitaux [personnels].)

Voir INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162**.

(Hôpitaux [tarification].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Santé et sécurité sociale.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162**.

(Hôpitaux psychiatriques.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **436**.

HORLOGERIE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **413**.

HORTICULTEURS

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2832, 83**.

HOSPITALISATION A DOMICILE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162**.

HOTELS ET RESTAURANTS

Voir LOIS DE FINANCES, **6**, première partie : art. 3 A ; Tourisme.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **416**.

HOUILLERES

Voir CHARBON.

CHARBONNAGES DE FRANCE.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **339**.

HUILE (D'OLIVE)

Voir QUESTION ORALE, n° **2636**.

HYDRAULIQUE AGRICOLE

Voir LOIS DE FINANCES, **6**, Agriculture ; Départements d'outre-mer ; Aménagement du territoire.

I

ILE-DE-FRANCE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, première partie : après l'art. 2 *quater* ; Intérieur ; Transports ; Education ; Aménagement du territoire.

RÉGION PARISIENNE.

ILLE-ET-VILAINE (Expérience télématique)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Information.

IMMEUBLES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **424**.

IMMIGRATION

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **412**.

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS.

IMMUNITES DIPLOMATIQUES

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **10**, D. G. ; **22**, D. G. ; **31**, D. G.

IMPORTATIONS

Voir INDUSTRIE TEXTILE, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; première partie : avant l'art. 4 ; art. 4 ; deuxième partie : Agriculture ; Prestations sociales ; Commerce extérieur.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D. G.

QUESTIONS ORALES, n°s **2715, 2726, 2732, 30, 35, 56, 72**.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 336, 339, 391, 397, 407, 444**.

(Importations sauvages.)

Voir TEXTILE (INDUSTRIE), **1**, D. G.

IMPOTS

1. — Proposition de loi tendant à alléger l'impôt sur le revenu des contribuables modestes et à ramener au taux zéro la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits de première nécessité en taxant les grandes sociétés, les profits spéculatifs des compagnies pétrolières et les hauts revenus, présentée par M. Anicet Le Pors, sénateur et plusieurs de ses collègues [**28** octobre 1980] (n° **47**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

2. — Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Maurice Papon, ministre du budget [2 avril 1980] (n° **1600**). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et au Plan. — Lettre rectificative [21 novembre 1980] (n° **2098**). — Rapport de M. Fernand Icart, rapporteur général [30 avril 1980] (n° **1676**). — Rapport supplémentaire de M. Fernand Icart, rapport général [**26** novembre 1980] (n° **2103**). — Discussion [4 et 5 décembre **1980**]. — Adoption [5 décembre 1980] (n° **392**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [**8** décembre 1980] (n° **150**). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

[8 décembre 1980], et à la commission des affaires sociales [10 décembre 1980]. — Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [11 décembre 1980] (n° **171**, 1980-1981). — Avis de M. Paul Girod, au nom de la commission des lois [11 décembre 1980] (n° **168**, 1980-1981), de M. Robert Schwint, au nom de la commission des affaires sociales [16 décembre 1980] (n° **186**, 1980-1981. — Discussion [18 décembre 1980] (p. 6409, 6423 ; 6427, 6463) [19 décembre 1980] (p. 6475, 6486 ; 6527, 6539. — Discussion interrompue).

Discussion (première lecture).

[18 décembre 1980] (p. 6409), 6423 ; 6427, 6468) [19 décembre 1980] (p. 6475, 6486 ; 6527, 6539. — Discussion interrompue).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [18 décembre 1980] (p. 6409, 6412) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) ; Louis Perrein, Michel Darras.*

Chômage : M. Perrein (Louis) (p. 6411).

Constitution : M. Darras (Michel) (p. 6411).

Fonctionnaires et agents publics : MM. Blin (Maurice) (p. 6409) ; Limouzy (Jacques) (p. 6410).

Hachette (groupe) : M. Perrein (Louis (p. 6411).

Licenciements : M. Perrein (Louis) (p. 6411).

Métaux précieux : MM. Blin (Maurice) (p. 6410) ; Limouzy (Jacques) (p. 6410).

Parlement (contrôle du) : MM. Perrein (Louis) (p. 6410) ; Limouzy (Jacques) (p. 6411) ; Darras (Michel) (p. 6411).

Postes et télécommunications : M. Perrein (Louis) (p. 6411).

Président de la République : M. Darras (Michel) (p. 6411).

Réformes (réformes administratives) : MM. Blin (Maurice) (p. 6409) ; Limouzy (Jacques) (p. 6410).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [18 décembre 1980] (p. 6412, 6423 ; 6427, 6463) ; [19 décembre 1980] (p. 6475, 6486 ; 6527, 6539) : *MM. Louis Perrein, Maurice Blin, rapporteur général ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Michel Darras, Jacques Eberhard, Jacques Descours Desacres, Charles-Edmond Lenglet, Jean Cluzel, Adolphe Chauvin, René Régnault, François Collet, Pierre Ceccaldi-Pavard, Lionel de Tinguy, Georges Berchet, Paul Jargot, Bernard Legrand, Fernand Lefort, Daniel Millaud, Michel Moreigne, Louis Souvet, Michel Sordel, Jean Chérioux, Bernard Parmantier, Lionel Cherrier, Michel Caldaguès, Robert Schwint, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Pierre Gamboa, Etienne Dailly, Franck Sérusclat, René Monory, ministre de l'économie. — Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales, Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, Anicet Le Pors, Mme Cécile Goldet, M. Yves Durand.*

Avant l'article 1er (p. 6412). — *Retiré :* amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : déduction des résultats de l'exercice de réalisation de la part des bénéfices distribués aux salariés par les sociétés coopératives ouvrières et des bonis des opérations faites avec les associés d'une société coopérative de consommation ; réduction de la déduction forfaitaire applicable aux revenus bruts des propriétés urbaines (p. 6412).

Article 1er (*Adaptation des règles de fixation du forfait de taxe sur la valeur ajoutée pour les membres des professions non commerciales et mesures connexes*) (p. 6412).

Retiré : amendement n° 15 de M. Paul Girod : suppression de cet article relatif à la liquidation de la T. V. A. pour les titulaires de bénéfices non commerciaux soumis au régime du forfait ou au régime réel (p. 6414) ;

— l'article 1er est adopté (p. 6414).

Après l'article 1er (p. 6414). — *Rejetés :* amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations employant moins de trois salariés (p. 6415). — Amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : association et bénéfice du remboursement de la T. V. A. sur les travaux d'équipement réalisés dans le cadre de leurs statuts (p. 6415).

Article 2 (*Simplification des conditions d'imposition à la taxe d'habitation et à la taxe sur la valeur ajoutée des garages et emplacements de stationnement*) (p. 6415).

Retiré : amendement n° 24 de M. Louis Perrein : extension de l'exonération de la T. V. A. aux locations d'emplacements de stationnement en régie municipale (p. 6416) ;

— l'article 2 est adopté (p. 6416).

Article 3 (*Normalisation du système de déclaration des rémunérations autres que les salaires, versées à des tiers à l'occasion de l'exercice d'une profession*) (p. 6417).

Adopté : amendement n° 43 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : obligation de déclaration des rémunérations autres que les salaires applicable à toute personne physique ou morale, ayant versé de telles rémunérations (p. 6417) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 6417).

Avant l'article 4 (p. 6417). — *Adopté :* amendement n° 133 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard : établissement exceptionnel sur les territoires d'une commune, à l'exception d'une centrale nucléaire, et conservation de 80 p. 100 au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement (p. 6418) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6418).

Article 4 (*Suppression du régime de dégrèvements de taxe foncière sur les propriétés non bâties pour pertes de récoltes et de bétail*) (p. 6418).

Adopté : amendement n° 44 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : suppression de cet article relatif à l'abrogation des exonérations de la taxe foncière non bâtie pour perte de récolte ou de bétail et à la diminution de la surtaxe sur les primes d'assurances (p. 6420).

Devient sans objet : amendement n° 90 de M. Charles-Edmond Lenglet, au nom de la commission des affaires économiques : suppression des dispositions de cet article relatives à l'abrogation des dégrèvements pour calamités agricoles (p. 6420) ;

— l'article 4 est supprimé (p. 6420).

Après l'article 4 (p. 6421). — *Adopté :* amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Jean Cluzel : assiette de la taxe professionnelle ; difficultés pour la substitution de la valeur ajoutée aux salaires et valeurs locatives ; établissement d'un rapport et réaffirmation de la neutralité de cette taxe (p. 6423 ; scrutin public n° 84 ; liste des votants, p. 6467, 6468) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6423).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : octroi d'un avantage fiscal pour les mutations à titre onéreux des parts de groupements fonciers agricoles ; condition d'un délai de détention de deux ans (p. 6428).

Article 5 (*Modification des conditions d'exonération de la redevance sur l'édition des ouvrages de librairie*). — Adopté (p. 6428).

Après l'article 5 (p. 6428). — *Rejeté :* amendement n° 137 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : majoration de l'impôt ménages dans les communes de moins de 50 000 habitants et exonération permanente des taxes d'habitation dont bénéficient les immeubles nationaux, départementaux et communaux (p. 6429).

Article 6 (*Suppression de la taxe sur les arrérages de pension payés par mandat-carte ou par virement de compte*). — Adopté (p. 6429).

Article 7 (*Rétablissement des délais d'action du Trésor en cas de mutation de taxe foncière ou de transfert de taxe d'habitation*). — Adopté (p. 6429).

Article 7 *bis* (*Vacance des locaux commerciaux et industriels*). — Adopté (p. 6429).

Après l'article 7 *bis* (p. 6429). — *Adoptés :* amendement n° 80 (art. additionnel) de M. François Collet : transfert du contentieux de l'exigibilité des droits en matière de contributions directes aux tribunaux administratifs (p. 6430). — Amendement n° 134 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : modalités de calcul du montant de l'abattement retenu pour déterminer la rémunération imposable des assistantes maternelles ; retiré puis repris, modifié, par le Gouvernement (p. 6431). — Amendement n° 120 (art. additionnel) de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : zones d'activité économique et transfert aux groupements gestionnaires du droit de fixer le taux de la taxe et d'en recouvrer le montant par les conseils municipaux (p. 6433). — Amendement n° 135 (art. additionnel) de M. Francis Palmero, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression du critère de ressources pour la détermination du montant de la retraite complémentaire de la fonction publique (p. 6433).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 117 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard, retiré par celui-ci et repris par M. Michel Darras : relèvement du plafond de déductions attribuées aux héritiers de la succession (p. 6430) ;

— quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 6430, 6431 et 6433).

Avant l'article 8 (p. 6434). — *Adopté :* amendement n° 2 (art. additionnel) de M. George Berchet : attribution des biens réputés vacants et sans maître à la commune sur sa demande et, à défaut, à l'Etat (p. 6437) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6437).

Article 8 (*Amélioration et accélération de la procédure d'appréhension par l'Etat des immeubles présumés vacants et sans maître*) (p. 6437).

Adopté : amendement n° 46 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : procédure d'appréhension par l'Etat des immeubles présumés vacants et sans maître ; système de recensement et de publicité (p. 6439).

Rejeté : amendement n° 147 de M. Jacques Lémouzy, secrétaire d'Etat : suppression de cet article relatif à la procédure d'appréhension par l'Etat de l'immeuble présumé vacant et sans maître (p. 6438) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 6439).

Après l'article 8 (p. 6439). — *Rejeté :* amendement n° 81 (art. additionnel) de M. Fernand Lefort : maintien des caractéristiques de logement social, même en cas de revente, des logements construits, acquis et aménagés avec la taxe de 1 p. 100 sur les salaires et les fonds publics (p. 6439).

Article 9 (*Amélioration de la procédure de réinsertion dans l'économie des immeubles présumés vacants et sans maître*) (p. 6439).

Adoptés : amendement de coordination n° 4 de M. Georges Berchet (p. 6440). — Amendement de coordination n° 48 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 6440).

Retiré : amendement de coordination n° 47 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 6440).

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 6440).

Après l'article 9 (p. 6440). — *Adopté :* amendement de coordination n° 49 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 6441) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6441).

Article 10 (*Délimitation du domaine public*). — Adopté (p. 6442).

Article 11 A (*Aménagement de la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz*). — Adopté (p. 6442).

Article 11 B (*Aménagement des rapports entre Electricité de France et les producteurs autonomes d'électricité*). — Adopté (p. 6442).

Article 11 (supprimé par l'Assemblée nationale). — *Adopté :* amendement n° 121 de M. Maurice Blin, rapporteur général : rétablissement de l'article 11 ; changement des prix de vente du tabac ; obligation pour les débitants de tabac et les fournisseurs d'établissement d'un inventaire des stocks à la date d'entrée en vigueur des tarifs (p. 6442) ;

— l'article 11 est rétabli, ainsi rédigé (p. 6442).

Après l'article 11 (p. 6442). — *Rejeté :* amendement n° 33 (art. additionnel) de M. Louis Perrein, soutenu par M. Michel Darras : commercialisation des produits pétroliers et changements de prix ; actualisation des droits et taxes acquittés sur la base de prix périmés (p. 6446). — *Retirés :* amendements identiques n° 12 (art. additionnel) de M. Georges Lombard, soutenu par M. Daniel Millaud et n° 94 (art. additionnel) de M. Michel Moreigne : doublement des limites de chiffre d'affaires des commerçants et artisans adhérant aux centres de gestion tenant leurs comptabilités (p. 6445). — Amendement n° 68 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : centres de gestion créés par les organisations et organismes des artisans, commerçants et industriels et tenue de la comptabilité (p. 6445).

Article 12 (*Modification du champ d'application de la loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés*). — Adopté (p. 6446).

Article 13 (*Exonération de la taxe sur les conventions d'assurances de certains contrats d'assurances liés à un accord de mensualisation*) (p. 6446).

Retiré : amendement n° 32 de M. Louis Perrein, soutenu par M. Michel Darras : suppression de cet article relatif à l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurance pour certains contrats liés à un accord de mensualisation (p. 6446) ;

— l'article 13 est adopté (p. 6446).

Avant l'article 14 (p. 6446). — *Retiré :* amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : relèvement de la limite du forfait agricole (p. 6446).

Article 14 (*Modalités de prise en compte des recettes provenant des opérations autres que les ventes pour l'applicaton du régime forfaitaire agricole*) (p. 6447).

Adoptés : amendements identiques n° 52 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis et n° 92 de M. Michel Sordel : suppression des dispositions de cet article concernant les garanties octroyées dans le contrat d'intégration passé entre un coopérateur et sa coopérative (p. 6448).

Rejeté : amendement n° 51 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : prise en compte des recettes pour l'application du régime forfaitaire agricole ; coefficient multiplicateur pour celles réalisées dans le cadre des contrats d'intégration (p. 6448) ;

— l'article 14 est rejeté (p. 6448).

Après l'article 14 (p. 6448). — *Irrecevable* (article 40 de la Constitution) : amendement n° 53 (art. additionnel) de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : principe de l'application exceptionnelle de la taxation forfaitaire en fonction des éléments du train de vie (p. 6449).

Article 15 (*Imposition aux droits de mutation selon le régime fiscal de droit commun des ventes d'immeubles effectuées par les S.A.F.E.R.*). — Adopté (p. 6449).

Avant l'article 16 (p. 6449). — *Retiré* : amendement n° 95 (art. additionnel) de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Jean Chérioux : contrôle des importations de produits textiles et obligation du marquage d'origine (p. 6450).

Article 16 (*Régime douanier des réparations d'équipements, échanges « standard »*). — Adopté (p. 6450).

Article 16 *bis* A (*Souscription au capital des sociétés de développement régional des départements d'outre-mer*) (p. 6450).

Rejetés : amendement n° 85 de M. Bernard Parmantier : principe et conditions d'application de l'aide fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer ; déduction du revenu imposable pour les sociétés et les contribuables salariés et non salariés (p. 6452). — Amendements identiques n° 5 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Daniel Millaud et n° 54 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : principe et conditions d'application de l'aide fiscale à l'investissement dans les départements d'outre-mer ; déduction du revenu imposable pour les sociétés et les contribuables salariés et non salariés (p. 6452) ;

— l'article 16 *bis* A est adopté (p. 6452).

Article 16 *bis* B (*Régime fiscal des investissements dans les territoires d'outre-mer*) (p. 6452).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements identiques n° 111 de M. Lionel Cherrier et n° 118 de M. Daniel Millaud : principe et modalités d'application de l'exonération de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés des bénéfices industriels et commerciaux réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte (p. 6453) ;

— l'article 16 *bis* B est rejeté (p. 6453).

Article 16 *bis* C (*Communication de renseignements fiscaux aux organismes professionnels d'auteurs et compositeurs*). — Adopté (p. 6453).

Article 16 *bis* D (*Instauration d'un tarif progressif pour les licences de débit de boissons dans les villes de moins de* 100 000 *habitants*) (p. 6453).

Adoptés : amendement n° 56 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : communes et faculté d'instituer un tarif progressif sur les débits de boissons (p. 6454) ; sous-amendement rédactionnel n° 148 de M. Louis Perrein (p. 6454) ;

— l'article 16 *bis* D, ainsi modifié, est adopté (p. 6454).

Article 16 *bis* (*Assistance mutuelle en matière d'assiette et de recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée*). — Adopté (p. 6454).

Article 17 A (*Contrat de fourniture de travail temporaire. Obligation de respecter la réglementation applicable en matière de séjour des étrangers en France et d'exercice d'une activité professionnelle salariée*) (p. 6455).

Adopté : amendement n° 123 de M. Maurice Blin, rapporteur général : contrats de fournitures de travail temporaire et attestation obligatoire sur le respect de la réglementation applicable en matière de séjour des étrangers en France et d'exercice d'une activité professionnelle salariée (p. 6455) ;

— l'article 17 A, ainsi modifié, est adopté (p. 6455).

Avant l'article 17 (p. 6455). — *Adopté* : paragraphe I de l'amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Michel Caldaguès : budget des œuvres sociales d'E. D. F. et de G. D. F. et référence à la masse salariale (p. 6460 ; scrutin public n° 85 ; liste des votants, p. 6468 et 6469).

Rejeté : paragraphe II de l'amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Michel Caldaguès : modification du système d'indexation sur le prix de l'énergie des bons de la caisse nationale de l'énergie remis en indemnisation aux anciens actionnaires des entreprises électrique et gazière (précédemment retiré par M. Etienne Dailly, cosignataire de l'amendement et repris par M. Michel Darras, p. 6461 [p. 6463 ; scrutin public n° 86 ; liste des votants, p. 6469 et 6470]) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6463).

Article 17 (*Modification des règles relatives à l'allocation aux adultes handicapés*) (p. 6475).

Adopté : amendement n° 100 de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales : allocation aux adultes handicapés et bénéfice d'avantages de vieillesse ou d'invalidité (p. 6476) ;

— l'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 6476).

Article 18 (*Modification des règles de cumul applicables à certaines prestations sociales*). Adopté (p. 6476).

Après l'article 18 (p. 6476). — *Rejeté* : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : contrôle médical des arrêts de travail par les seuls médecins-conseils des régimes de sécurité sociale (p. 6479).

Retirés : sous-amendements n°s 145 et 146 de M. Jean Chérioux : rôle de l'employeur dans le contrôle médical des arrêts de travail (p. 6478).

Article 19 (*Modalités d'attribution de l'allocation d'éducation spéciale et de ses compléments*) (p. 6479).

Adopté : amendement n° 101 de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales : allocation d'éducation spéciale et possibilité de versement d'un complément pour un enfant placé en externat (p. 6479).

Rejeté : amendement n° 138 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Jacques Eberhard : majoration de la taxe sur les véhicules de sociétés (p. 6480) ;

— l'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 6480).

Article 19 *bis* (*Modification des conditions d'agrément des conventions collectives concernant les personnels des organismes de sécurité sociale et des établissements et services à caractère social ou sanitaire, à but non lucratif.*) (p. 6480).

Rejetés : amendement identiques n° 26 de M. Louis Perrein et n° 139 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de cet article relatif à l'agrément du ministre de la santé et de la sécurité sociale, préalable à l'entrée en vigueur des conventions collectives du travail concernant le personnel des organismes de sécurité sociale et les salariés des établissements et services à caractère social ou sanitaire (p. 6481) ;

— l'article 19 *bis* est adopté (p. 6481).

Après l'article 19 bis (p. 6481).

Adopté : amendement n° 102 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales : agrément du ministre de l'agriculture sur les conventions collectives concernant le personnel des caisses de mutualité sociale agricole (p. 6481) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6481).

Article 19 *ter* (*Prolongation du délai de paiement des cotisations sociales accordé aux artisans et commerçants confrontés à des difficultés financières provisoires*) (p. 6481). — Adopté (p. 6482).

Article 19 quater (*Fixation des tarifs servant de base au remboursement des analyses médicales effectuées par des laboratoires non conventionnés*) (p. 6482).

Adopté : amendement n° 103 de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales : laboratoires d'analyses médicales conventionnés ou non conventionnés (p. 6482) ;

— l'article 19 *quater*, ainsi modifié, est adopté (p. 6482).

Après l'article 19 *quater* (p. 6482).

Adopté : amendement n° 104 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales, repris par M. Jacques Barrot, ministre : règles de coordination entre les régimes d'assurance vieillesse de la sécurité sociale relatives au droit à pension de réversion (p. 6483) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6483).

Article 20 (*Extension aux départements d'outre-mer de certaines dispositions du code de la sécurité sociale*) (p. 6483).

Adoptés : amendement n° 105 de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales : extension aux départements d'outre-mer de la procédure de la tutelle familiale définie à l'article L. 551 du code de la sécurité sociale (p. 6483) ; amendement n° 57 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : abrogation de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1963 instituant une prestation familiale d'éducation spécialisée pour les mineurs infirmes (p. 6483) ;

— l'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 6483).

Article 20 *bis* (*Disposition relative aux caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer*). — Adopté (p. 6483).

Article 21 (*Taxe d'apprentissage. — Versement du fonds national de compensation institué par l'article 9 de la loi n° 79-575 du 10 juillet 1979 portant diverses mesures en faveur de l'emploi*) (p. 6483). — Adopté (p. 6484).

Après l'article 21 (p. 6484).

Adoptés : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Michel Darras : abaissement du seuil du versement transports en commun : seuil de 76 000 habitants (p. 6486) ; sous-amendement n° 116 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Michel Darras : seuil de 50 000 habitants (p. 6486) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6486).

Article 22 (*Suppression de diverses exonérations en matière de cotisations sociales agricoles*) (p. 6527).

Adoptés : amendement n° 58 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : maintien de certaines exonérations de cotisations d'allocations familiales (p. 6528) ; amendement n° 59 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : maintien de la possibilité pour les commissions départementales des prestations sociales agricoles d'accorder dans certains cas un dégrèvement de cotisation (p. 6529) ; amendements rédactionnels identiques n° 60 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis, et n° 106 de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales (p. 6530).

Rejeté : amendement n° 140 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Anicet Le Pors : suppression de cet article relatif notamment à l'allégement de certaines cotisations agricoles (p. 6528) ;

— l'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 6530).

Après l'article 22 (p. 6530).

Adoptés : amendement n° 107 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales : bénéfice de prestations complémentaires pour les salariés agricoles victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et pour les travailleurs salariés expatriés (p. 6530) ; amendement n° 142 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales : prise en charge par l'assurance maladie des exploitants agricoles des suites d'un accident survenu à un ancien assuré d'un régime obligatoire d'assurance maladie devenu exploitant agricole (p. 6531).

Retiré : amendement n° 61 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : bénéfice de prestations complémentaires pour les salariés agricoles victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et pour les travailleurs salariés expatriés (p. 6531) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 6530, 6531).

Article 23 (*Modification de la procédure de revalorisation des rentes accidents du travail des exploitants agricoles*). — Adopté (p. 6531).

Après l'article 23 (p. 6531). — *Rejeté* : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : suppression de la disposition législative et du décret instituant le ticket modérateur d'ordre public (p. 6531 ; scrutin public n° 91 ; liste des votants, p. 6546, 6547).

Article 23 *bis* (*Fixation du mode de revision des pensions des marins*). — Adopté (p. 6531).

Article 23 *ter* (*Extension du bénéfice de l'avoir fiscal aux bureaux d'aide sociale*). — Adopté (p. 6531).

Article 23 *quater* (*Cotisation au régime d'assurance accidents agricoles applicables dans les départements d'Alsace et en Moselle*). — Adopté (p. 6531).

Article 23 *quinquies* (*Salariés bénéficiaires de distributions gratuites d'actions*) (p. 6531).

Retiré : amendement n° 62 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : distribution d'actions aux salariés des filiales de sociétés française implantées à l'étranger (p. 6533).

— l'article 23 *quinquies* est adopté (p. 6533).

Après l'article 23 *quinquies* (p. 6533).

Adoptés : amendement n° 99 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : application de la loi du 24 octobre 1980 créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales aux salariés des groupements d'intérêt économique (G. I. E.) (p. 6534) ; amendement n° 86 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : pour les sociétés anonymes à directoire et conseil de surveillance, possibilité de rémunération du président du conseil de surveillance (p. 6535) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 6534, 6535).

Article 23 *sexies* (*Acquisition d'immeubles par les congrégations religieuses*) (p. 6535).

Adopté : amendement n° 63 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis : extension aux associations reconnues d'utilité publique de la mesure prévue en faveur des biens immobiliers des congrégations (p. 6535) ;

— l'article 23 *sexies*, ainsi modifié, est adopté (p. 6535).

Article 23 *septies* (*Prorogation en* 1981 *des dispositions de l'article* 5 *de la loi n° 79-575 du* 10 *juillet* 1979 *portant diverses mesures en faveur de l'emploi*) (p. 6535).

Adopté : amendement rédactionnel n° 64 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis (p. 6535) ;

— l'article 23 *septies*, ainsi modifié, est adopté (p. 6535).

Article 23 *octies* (*Situation des entreprises qui ne sont pas soumises au régime obligatoire de participation des travailleurs aux fruits de l'expansion des entreprises*) (p. 6535).

Adoptés : amendements rédactionnels identiques n° 65 de M. Paul Girod, rapporteur pour avis en n° 108 de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales (p. 6536) ;

— l'article 23 *octies*, ainsi modifié, est adopté (p. 6536).

Article 23 *nonies* (*Situation des entreprises de travail temporaire au regard du paiement des cotisations de sécurité sociale*) (p. 6536).

Adopté : amendement n° 109 de M. Jean Chérioux, au nom de la commission des affaires sociales : suppression de cet article prévoyant une majoration du taux des cotisations dues aux organismes de sécurité sociale par les organismes de travail temporaire pour leur personnel (p. 6536).

— l'article 23 *nonies* est supprimé (p. 6536).

Après l'article 23 *nonies* (p. 6536).

Retiré : amendement n° 128 (art. additionnel) de MM. Roger Lise et André Rabineau, soutenu par M. Adolphe Chauvin : prise en charge par l'Etat des cotisations sociales afférentes aux jeunes de moins de dix-huit ans sous contrat d'engagement maritime dans les départements d'outre-mer (p. 6538).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Louis Perrein : qualité de combattant des personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre 1952 et 1962 (p. 6537).

Avant l'article 24 A (p. 6538).

Adopté : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Maurice Blin : possibilité pour les collectivités locales de renoncer à la reconstruction d'un pont détruit par faits de guerre ; perception dans ce cas de la moitié de la subvention (p. 6538) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6538).

Article 24 A (*Alignement des taux d'intérêt maximaux versés aux sociétaires du Crédit agricole et aux sociétaires des coopératives agricoles*). — Adopté (p. 6538).

Article 24 B (*Relèvement du taux d'intérêt maximum versé aux sociétaires des coopératives*) (p. 6538).

Adopté : amendement n° 130 de M. Yves Durand : harmonisation des taux d'intérêt maximum pratiqués en matière de crédit coopératif et de crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie (p. 6539) ;

— l'article 24 B, ainsi modifié, est adopté (p. 6539).

Discussion interrompue [19 décembre 1980] (p. 6539).

(Impôts.)

Dépôt du **rapport annuel du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes** [25 février 1980] (p. 324).

Voir LOIS DE RÈGLEMENT, **1**, D. G.
QESTION ORALE, n° **62.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **317.**

(Impôts [Automobiles].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **336.**

(Impôts [Doubles impositions].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commerce extérieur.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **28**, D. G. ; **30**, D. G.

(Impôts [Exonérations].)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **25**, D. G.

IMPOTS DIRECTS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Economie et budget. — I. — Charges communes.

IMPOTS INDIRECTS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Economie et budget. — I. — Charges communes.

IMPOTS LOCAUX

1. — **Proposition de loi tendant à assurer aux communes le remboursement des exonérations trentenaires**, présentée par M. Paul Jargot et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **170**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

2. — **Proposition de loi tendant à modifier l'article 32 de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale**, présentée par M. Guy Durbec, sénateur, et plusieurs de ses collègues [29 mai 1980] (n° **273**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

(Impôts locaux.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Intérieur.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, C. M. P.
QUESTIONS ORALES, n°s **2673, 2802, 2805, 2827.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **25**, D. G.

IMPOT SUR LA FORTUNE ET LE CAPITAL

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; première partie : avant l'art. 2 ; après l'art. 3.

IMPOT SUR LE REVENU

1. — **Proposition de loi tendant à modifier le régime de l'impôt sur le revenu pour les jeunes chômeurs,** présentée par M. Guy Schmaus, sénateur [10 avril 1980] (n° **202**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

(Impôt sur le revenu.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; première partie : avant l'art. 2 ; art. 2 ; après l'art. 2 ; après l'art. 2 *quater* ; après l'art. 3 A.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331**.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 15, D. G. ; **24**, D. G.

(Impôts sur le revenu [Centime additionnel].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3**, D. G.

(Impôt sur le revenu [Signes extérieurs de richesse].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Economie et budget. — II. — Section commune. — IV. — Budget.

IMPOTS SUR LES SOCIETES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie : avant l'art. 2 ; après l'art. 3 A.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D. G.

IMPRIMERIE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie : avant l'art. 2.
QUESTION ORALE, n° **2672**.

IMPRIMERIE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Imprimerie nationale.

INCOMPATIBILITES (Conseils municipaux.)

Voir CONSEILS MUNICIPAUX, **1**, D. G.

INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES

1. — **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires,** présentée par M. Marcel Champeix, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980. — 2 avril 1980] (n° **192**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de loi organique tendant à réglementer le cumul des mandats électifs pour le Président de la République, les membres du Conseil constitutionnel, les ministres, les députés et les sénateurs, les présidents de commissions permanentes et les présidents des assemblées parlementaires,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [9 avril 1980] (n° **200**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — **Proposition de loi organique tendant à renforcer le contrôle en matière d'incompatibilités parlementaires,** présentée par M. Hector Viron, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **219**, 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Retirée par son auteur [6 mai 1980].

INCRIMINATION

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2**, D.G. ; C.M.P.

INDE

Voir QUESTION ORALE, n° **2661**.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, n° **2**.

INDEMNITE DE REMPLACEMENT (Femmes d'agriculteurs)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, C.M.P.

INDEMNITE SPECIALE DE MONTAGNE (I. S. M.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **407**, **444**, **476**.

INDEMNITE VIAGERE DE DEPART (I. V. D.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2**, D.G.

INDONESIE (République d')

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **28**.

INDUSTRIE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D.G. ; première partie : **art. 3 A** ; Recherche ; Département d'outre-mer ; Industrie ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation ; Comptes spéciaux du Trésor.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2786**, **2831**, **70**, **76**.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **326**, **373**, **413**.

(Industrie : pollution.)

Voir POLLUTION, **1**, deuxième lecture, D. G.

INDUSTRIE (MINISTERE DE L')

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Industrie.

INDUSTRIES

Voir l'objet.

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **444**.

INDUSTRIE ELECTRONIQUE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **328.**

INDUSTRIE NUCLEAIRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

INDUSTRIE SIDERURGIQUE

Voir SIDÉRURGIE (INDUSTRIE).

INDUSTRIE SUCRIERE

Voir ALCOOLS, 1, D. G.
SUCRE.

INDUSTRIE TEXTILE

Voir TEXTILE (INDUSTRIE).

INELIGIBILITES

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **14, 15.**

INFIRMIERS, INFIRMIERES

1. — **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale [2 avril 1980] (n° **1598**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Henri Bayard [28 mai 1980] (n° **1742**). — Discussion [3 juin 1980]. — Adoption [3 juin 1980] (n° **310**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [4 juin 1980] (n° **287,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Jean Mézard [25 juin 1980] (n° **342,** 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3332, 3336 ; 3352, 3363). — Adoption modifiée [29 juin 1980] (n° **117**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière ou de certaines autres professions d'auxiliaires médicaux.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [30 juin 1980] (n° **1887**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Henri Bayard [30 juin 1980] (n° **1889**). — Discussion [30 juin 1980]. — Adoption [30 juin 1980] (n° **344**).

PROMULGATION : loi n° 80-527 du 12 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 13 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[29 juin 1980] (p. 3332, 3336 ; 3352, 3363).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3332, 3336) : *de M. Jean Mézard, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; Jacques Eberhard, Jacques Henriet.*

Auxiliaires médicaux : MM. Mézard (Jean) (p. 3333) ; Barrot (Jacques) (p. 3333, 3334) ; Eberhard (Jacques) (p. 3335, 3336).

Conseil supérieur des professions paramédicales : MM. Barrot (Jacques) (p. 3334, 3336) ; Eberhard (Jacques) (p. 3335).

Communautés européennes (directives) : MM. Mézard (Jean) (p. 3333) ; Barrot (Jacques) (p. 3333) ; Eberhard (Jacques) (p. 3335).

Infirmiers et infirmières : MM. Mézard (Jean) (p. 3333) ; Barrot (Jacques) (p. 3333, 3334, 3336) ; Eberhard (Jacques) (p. 3335, 3336) ; Henriet (Jacques) (p. 3336).

Masseurs kinésithérapeutes : MM. Mézard (Jean) (p. 3333) ; Barrot (Jacques) (p. 3334).

Syndicats : M. Eberhard (Jacques) (p. 3335).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3352, 3363) : *MM. Jean Mézard, rapporteur ; Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Cécile Goldet, MM. Pierre Ceccaldi-Pavard, Robert Schwint, Jean-Pierre Blanc, Roger Rinchet, Franck Sérusclat.*

Article 1er (*Art. L. 474 et L. 474-1 du code de la santé publique : reconnaissance mutuelle des diplômes*) (p. 3352).

Adopté : amendement rédactionnel n° 5 de M. Jean Mézard, rapporteur (p. 3352) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3352).

Article 2 (*Art. L. 476-1 du code de la santé publique : autorisations d'exercice*). — Adopté (p. 3352).

Article 2 *bis* (*Art. L. 477 du code de la santé publique : reconnaissance des diplômes français*). — Adopté (p. 3352).

Article 3 (*Art. L. 478-1 à 478-6 et L. 478 du code de la santé publique : procédures d'enregistrement du diplôme*).

Adopté : amendement rédactionnel n° 6 de M. Jean Mézard, rapporteur (p. 3353).

Rejetés : amendement n° 14 de M. Pierre Gamboa : inscription sur les listes départementales et obligation de demande de transfert en cas de changement de résidence professionnelle (p. 3353). — Amendement n° 26 de M. Pierre Gamboa : suppression de l'alinéa relatif à la radiation d'office (p. 3353) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3353).

Article 4 (*Art. L. 480 du code de la santé publique : liste départementale d'aptitude*). — Adopté (p. 3353).

Article 5 (*Art. L. 482 à L. 482-13 du code de la santé publique : règles professionnelles et juridictions disciplinaires*) (p. 3353).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 7 de M. Jean Mézard, rapporteur (p. 3355). — Amendement rédactionnel n° 8 de M. Jean Mézard, rapporteur (p. 3355). — Amendement n° 9 de M. Jean Mézard, rapporteur : procédure de suspension temporaire en cas d'urgence (p. 3356). — Sous-amendement n° 27 de M. Jacques Barrot, ministre à l'amendement n° 9 de M. Jean Mézard, rapporteur : avis de l'inspecteur départemental de la santé (p. 3356).

Rejetés : sous-amendement n° 16 de M. Pierre Gamboa à l'amendement rédactionnel n° 7 de M. Jean Mézard, rapporteur : fixation des règles professionnelles par le conseil supérieur des professions paramédicales (p. 3355). — Amendement n° 21 de Mme Cécile Goldet : limitation des pouvoirs du conseil départemental des ordres des professions médicales (p. 3355). — Amendement n° 17 de M. Pierre Gamboa : compétence des commissions de discipline et suppression parmi les sanctions de l'interdiction temporaire ou définitive d'exercer la profession (p. 3356). — Amendements n° 18 et n° 19 de M. Pierre Gamboa : champ d'application des dispositions disciplinaires concernant les infirmiers et infirmières du secteur public et du secteur privé (p. 3356).

Devient sans objet : amendement n° 22 de Mme Cécile Goldet : compétence des commissions de discipline et suppression, parmi les sanctions, de l'interdiction définitive d'exercer la profession (p. 3356) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3356).

Article 5 *bis* (*Art. L. 483 du code de la santé pulbique : interdiction d'exercer temporairement ou définitivement*). — Adopté (p. 3356).

Article 5 *ter* (*Art. L. 483-1 [nouveau] du code de la santé publique : exercice illégal de la profession*) (p. 3356).

Adopté : amendement n° 10 de M. Jean Mézard, rapport : référence au code pénal (p. 3357) ;

— l'article 5 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 3357).

Article 6 (*Art. L. 484 du code de la santé publique : action en justice des groupements professionnels*). — Adopté (p. 3357).

Article 7 (*Art. L. 486 du code de la santé publique : application à Saint-Pierre-et-Miquelon*). — Adopté (p. 3357).

Article 8 (*Art. L. 491 du code de la santé publique : monopole des diplômes de masseurs kinésithérapeutes*) (p. 3357).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Robert Schwint : dispositions en faveur des personnes formées par l'école des techniques thermales d'Aix-les-Bains (p. 3360). — Sous-amendement n° 31 de M. Jacques Barrot, ministre, à l'amendement n° 11 de M. Jean Mézard, rapporteur : réorganisation des structures de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains dans le respect des droits acquis (p. 3360).

Retirés : amendement n° 4 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard identique à l'amendement n° 11 de M. Jean Mézard, rapporteur : monopole des kinésithérapeutes et dispositions en faveur des masseurs de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains (p. 3360) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3360).

Après l'article 8 (*Art. L. 501 du code de la santé publique*) (p. 3361).

Adopté : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Jacques Barrot, ministre : peine prévue en cas d'exercice illégal des professions de masseur-kinésithérapeute ou de pédicure (p. 3361) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3361).

Article 9 (Numerus clausus *et formation des auxiliaires médicaux*) (p. 3361).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jean Mézard, rapporteur : prise en compte, pour la limitation du nombre d'étudiants, du double critère des besoins de la population et de la nécessité de remédier aux inégalités géographiques (p. 3362).

Rejeté : amendement n° 20 de M. Pierre Gamboa : suppression de cet article relatif à la limitation du nombre des étudiants se destinant aux professions d'auxiliaires médicaux (p. 3362) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3362).

Intitulé (p. 3362). — Amendement n° 13 de M. Jean Mézard, rapporteur : de forme ; « Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière et de certaines autres professions de santé » (p. 3362) ;

— l'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 3362).

Explication de vote :

— *Mme Marie-Claude Beaudeau :* (p. 3362) : politique d'austérité du Gouvernement et limitation de l'exercice des professions paramédicales. Opposition du groupe communiste au projet de loi.

Adoption [29 juin 1980] (p. 3363).

(Infirmiers et infirmières.)

Voir Loi de finances, 6, Santé et sécurité sociale.
Question orale avec débat, n° **436.**

INFLATION

Voir Loi de finances, **6**, D. G.
Loi de finances rectificative, **1**, D. G.
Questions orales avec débat, n°s **331, 393.**

INFORMATION

Voir Loi de finances, **1**, Culture et communication ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Information ; Territoires d'outre-mer ; Défense.
Questions orales, n°s **2646, 2739.**
Questions orales avec débat, n°s **328, 373, 374, 377, 464.**

(Information nucléaire.)

Voir Questions orales avec débat, n°s **174, 224.**

(Information [radiodiffusion]).

Voir Radiodiffusion-télévision

INFORMATIQUE

1. — **Proposition de loi visant à la création de délégations parlementaires à l'informatique et à la télématique à l'Assemblée nationale et au Sénat,** présentée par M. Jean-Marie Rausch, sénateur et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1980] (n° **60**, 1980-1981). Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

2. — **Proposition de loi visant à la création d'un conseil supérieur de la télématique,** présentée par Louis Perrein, sénateur et plusieurs de ses collègues [29 novembre 1980] (n° **130**, 1980-1981). Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(informatique.)

Voir Commission nationale de l'informatique et des libertés.
Famille, **1**, D. G.
Loi de finances, **6**, D. G. ; Anciens combattants ; Agriculture ; Transports ; Postes et télécommunications ; Affaires étrangères ; Justice ; Education ; Universités ; Industrie ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
Question orale, n° **2797.**
Questions orales avec débat, n°s **322, 328, 365, 373, 374, 394, 400, 475.**

(Fichiers informatiques.)

Voir Casier judiciaire
Loi de finances, **6**, Intérieur.

INFORMATIQUE (Sécurité)

Voir Question orale, n° **2797.**

INFORMATIQUE (Industrie)

Voir Loi de finances, **6**, Postes et télécommunications ; Industrie.

INFRACTIONS « DE GRANDE VIOLENCE »

Voir Procédure pénale, **2**, D. G.

INFRACTIONS FISCALES

Voir Fraude fiscale.
Traités et conventions, **4**, D. G.

INGENIEURS

Voir Loi de finances, **6**, Universités.
Question orale, n° **63.**

INNOVATION

Voir Loi de finances, **6**, Transports ; Commerce extérieur ; Industrie ; Aménagement du territoire ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
Loi de finances rectificative, **1**, D. G.
Question orale avec débat, n° **308.**

INONDATIONS

Voir Questions orales, n°s **2833, 6.**

INSEMINATION ARTIFICIELLE

1. — **Proposition de loi tendant à faire de l'insémination artificielle un moyen de procréation,** présentée par MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, sénateurs [26 octobre 1978] (n° **47,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Jean Mézard [27 juin 1979] (n° **450,** 1978-1979). — Reprise par ses auteurs [3 avril 1980]. — Discussion [5 juin 1980] (p. 2397, 2408). — Adoption [5 juin 1980] (n° **73**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi relative à l'insémination artificielle des êtres humains** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [6 juin 1980] (n° **1782**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Discussion (première lecture).

[5 juin 1980] (p. 2397, 2408).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2397, 2399) : *M. Jean Mézard, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine ; M. Henri Caillavet.*

Adoption : MM. Mézard (Jean) (p. 2397) ; Caillavet (Henri) (p. 2399).

« *Association des libertés* » : M. Mézard (Jean) (p. 2397).

Désaveu de paternité : Mme Pelletier (Monique) (p. 2398) ; M. Caillavet (Henri) (p. 2399).

Enfants : M. Mézard (Jean) (p. 2397) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 2398) ; M. Caillavet (Henri) (p. 2399).

Eugénisme : MM. Mézard (Jean) (p. 2397) ; Caillavet (Henri) (p. 2399).

Femmes célibataires : M. Mézard (Jean) (p. 2397) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 2398) ; M. Caillavet (Henri) (p. 2399).

Insémination artificielle : M. Mézard (Jean) (p. 2397) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 2398) ; M. Caillavet (Henri) (p. 2398, 2399).

Stérilité masculine : M. Mézard (Jean) (p. 2397) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 2397).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2399, 2408) : *Mme Monique Pelletier, ministre délégué ; M. Jean Mézard, rapporteur ; Mme Cécile Goldet ; MM. Henri Caillavet, Bernard Talon, Raymond Bourgine.*

Avant l'article 1er (p. 2399). — *Adopté* : amendement n° 1 (art. additionnel), de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : insertion des disposition de la loi dans un chapitre spécial du code de la santé publique (p. 2400) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2400).

Article 1er (*Insémination artificielle, acte médical*) (p. 2400).

Adoptés : amendement n° 2 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : pratique de l'insémination artificielle réservée à un médecin ou placée sous son contrôle et sa responsabilité (p. 2400) ; sous-amendement n° 22 de M. Jean Mézard, rapporteur : pratique exclusivement réservée à un médecin (p. 2400) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2400).

Article 2 (*Gratuité du don du sperme ; prix des opérations relatives à la conservation et à la cession*) (p. 2400).

Adopté : amendement n° 3 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : gratuité du don du sperme (p. 2401).

Retiré : sous-amendement n° 23 de M. Jean Mézard, rapporteur : indemnisation des frais engagés par le donneur (p. 2401) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2401).

Article 3 (*Limitation à cinq du nombre des femmes inséminées avec succès par un même donneur*). — Rejet (p. 2401).

Article 4 (*Conditions d'autorisation de l'information relative au recueil et à l'utilisation du sperme*) (p. 2401).

Adopté : amendement n° 4 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : autorisation préalable de l'information relative au recueil et à l'utilisation du sperme ; interdiction de toute publicité (p. 2401) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2401).

Article 5 (*Traitement et conservation du sperme*) (p. 2401).

Adopté : amendement n° 5 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : traitement, conservation et cession du sperme confiés à des organismes agréés (p. 2402) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2402).

Article 6 (*Secret concernant l'identité du donneur et l'insémination elle-même*) (p. 2402).

Adoptés : amendement n° 6 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : secret professionnel relatif à l'identité du donneur et à l'insémination ; possibilité de lever ce secret en cas d'action en justice intéressant la filiation de l'enfant (p. 2402) ; sous-amendement n° 27 de M. Jean Mézard, rapporteur : en cas d'action en justice intéressant la filiation de l'enfant, possibilité de lever le seul secret de l'insémination (p. 2402) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2402).

Intitulé « Chapitre Ier » (p. 2402). — *Adopté :* amendement n° 7 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : suppression de la mention « Chapitre Ier. — Insémination artificielle de la femme mariée par le sperme d'un tiers » (p. 2402) ;

— l'intitulé « Chapitre Ier » est supprimé (p. 2402).

Article 7 (*Insémination artificielle de la femme mariée par le sperme d'un tiers*) (p. 2402).

Adopté : amendement de codification et rédactionnel n° 8 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué (p. 2402) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2402).

Article 8 (*Demande écrite d'insémination, signée des conjoints*) (p. 2402).

Adopté : amendement n° 9 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : 1° codification ; 2° procédure de consentement des époux (p. 2403) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 2403).

Après l'article 8 (p. 2403). — *Adopté :* amendement n° 10 (art. additionnel) de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : 1° interdiction de la fécondation *post mortem* ; 2° interdiction de la procréation artificielle d'enfants adultérins (p. 2404). — *Rejeté :* sous-amendement n° 24 de M. Jean Mézard, rapporteur : suppression de la disposition interdisant la procréation artificielle d'enfants adultérins (p. 2404) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2404).

Article 9 (*Consultations et investigations psychologiques du médecin*) (p. 2405).

Adopté : amendement n° 11 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : 1° codification ; 2° suppression de l'obligation des consultations psychologiques et certaines dispositions faisant double emploi (p. 2405).

Rejeté : sous-amendement n° 26 de M. Jean Mézard, rapporteur : rétablissement des consultations psychologiques obligatoires (p. 2405) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2405).

Intitulé « Chapitre II » (p. 2405). — *Adopté :* amendement de coordination n° 12 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : suppression de la mention : « Chapitre II. — L'insémination artificielle de la femme mariée par le sperme du mari » (p. 2405) ;

— l'intitulé « Chapitre II » est supprimé (p. 2405).

Article 10 (*Insémination artificielle de la femme mariée par le sperme du mari*). — Adopté (p. 2405).

Intitulé « Chapitre III » (p. 2405). — *Adopté :* amendement de coordination n° 13 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : suppression de la mention : « Chapitre III. — Filiation » (p. 2405) ;

— l'intitulé « Chapitre III » est supprimé (p. 2405).

Article 11 (*Non-recevabilité de l'action en désaveu de paternité en cas d'insémination artificielle consentie*) (p. 2405).

Adopté : amendement n° 14 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : consentement du mari à l'insémination artificielle et droit de la filiation légitime (p. 2406) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2406).

Article 12 (*Interdiction d'un lien de filiation entre l'enfant et son père « biologique »*) (p. 2406).

Adopté : amendement n° 15 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : 1° insertion dans le code civil ; 2° anonymat du donneur et interdiction de tout établissement de filiation entre cet homme et l'enfant (p. 2406) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2406).

Intitulé « Chapitre IV » (p. 2406). — *Adopté :* amendement de coordination n° 16 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : suppression de la mention « Chapitre IV. — Dispositions pénales » (p. 2406) ;

— l'intitulé « Chapitre IV » est supprimé (p. 2406).

Article 13 (*Sanction pénale de l'insémination artificielle pratiquée sans demande écrite*) (p. 2406).

Adopté : amendement n° 17 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : détermination des sanctions pénales et insertion dans le code de la santé publique (p. 2406) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2406).

Article 14 (*Sanction pénale de la pratique de l'insémination artificielle à des fins d'eugénisme*) (p. 2406).

Rejeté : amendement n° 18 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : sanctions pénales de l'insémination artificielle pratiquée à des fins sélectives et insertion dans le code de la santé publique (p. 2407) ;

— l'article 14 est adopté (p. 2407), le texte étant rattaché à l'article 13 et l'article 14 lui-même supprimé (p. 2408).

Article 15 (*Sanction pénale de la violation de l'interdiction de publicité et de la réalisation de spéculations lucratives*) (p. 2407).

Adopté : amendement n° 19 d'harmonisation de Mme Monique Pelletier, ministre délégué (p. 2407) ;

— l'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2407).

Article 16 (*Sanctions pénales en matière de traitement, conservation, cession ou substitution de sperme*) (p. 2407).

Adopté : amendement n° 20 d'harmonisation de Mme Monique Pelletier, ministre délégué (p. 2407) ;

— l'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2407) ;

Nouvel intitulé (p. 2407). — *Adopté :* amendement n° 21 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : **« Proposition de loi relative à l'insémination artificielle des êtres humains. »** (p. 2407) ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 2407).

Deuxième délibération (p. 2407, 2408) : *Mme Monique Pelletier, ministre délégué ; MM. Jean Mézard, Henri Caillavet.*

Article 10 (p. 2408). — *Adopté :* amendement n° 21 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : suppression de cet article relatif à l'insémination artificielle de la femme mariée par le sperme du mari (p. 2408) ;

— l'article 10 est supprimé (p. 2408).

Adoption [5 juin 1980] (p. 2408).

(Insémination artificielle.)

Voir FAMILLE, **1**, D. G.

(Insémination artificielle du bétail.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

INSIGNES ET EMBLEMES

Voir QUESTION ORALE, n° **50.**

INSPECTION D'ACADEMIE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

INSPECTION DU TRAVAIL

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **338.**

INSTITUT CURIE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Santé et sécurité sociale.

INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES (I. D. I. A.)

Voir LOIS DE FINANCES, **1**, D. G. ; **6**, D. G. ; Agriculture ; Industries agricoles et alimentaires ; Commerce extérieur ; Départements d'outre-mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2**, D. G.

QUESTION ORALE, n° **2662.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 274, 308, 359, 407, 444.**

INSTITUT D'ELEVAGE ET DE MEDECINE VETERINAIRE DES PAYS TROPICAUX (I. E. M. U. T.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Recherche.

INSTITUT DE RECHERCHE DES ETUDES MATHEMATIQUES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

INSTITUT DE RECHERCHE DES TRANSPORTS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

INSTITUT DE RECHERCHES AGRONOMIQUES TROPICALES ET DE CULTURES VIVRIERES (I. R. A. T.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

INSTITUT DES TRANSPORTS AERIENS (I. T. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHITECTURE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Economie et budget. — III. — Economie.

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (I. N. R. A.)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture ; Recherche ; Industries agricoles et alimentaires.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **308, 407.**

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM).

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Recherche ; Santé et sécurité sociale.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (I. N. S. E. E.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Economie et budget. — III. — Economie ; Aménagement du territoire ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (I. N. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Radiodiffusion télévision française.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **374.**

INSTITUT NATIONAL DES INVALIDES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

INSTITUT NATIONAL D'ETUDES DEMOGRAPHIQUES (I.N.E.D.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

INSTITUT PASTEUR

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.

INSTITUT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DES PECHES MARITIMES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

INSTITUTEURS

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Education.
LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports ; Education.
NOUVELLE-CALÉDONIE, **1,** D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2778, 2811.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 357, 364, 371.**

(Instituteurs [indemnité de logement].)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur ; Territoires d'outre-mer.

INSTITUTION DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES (IRCANTEC)

Voir CONSEILLERS GÉNÉRAUX, **2,** D. G.

INSTITUTS FRANÇAIS A L'ETRANGER

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Universités.

INSTITUTS REGIONAUX D'ADMINISTRATION (I. R. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

INSTITUTS RURAUX D'EDUCATION ET D'ORIENTATION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

INSTRUCTION JUDICIAIRE

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

INSTRUCTION CIVIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Education.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **382.**

INTENDANTS DE JUSTICE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

INTERET (TAUX)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

INTERNAT (Médecine.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

INTERNEMENT PSYCHIATRIQUE

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

Voir AVORTEMENT.
LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.

INVALIDES DE GUERRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **363.**

INVESTISSEMENTS

Voir TEXTILE (INDUSTRIE), **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; première partie : avant l'art. **2** ; art. 3 A ; après l'art. 8 ; Tourisme ; Agriculture ; Prestations sociales agricoles ; Transports ; Industries agricoles et alimentaires ; Commerce extérieur ; Départements d'outre-mer ; Postes et télécommunications ; Industrie ; Commerce et artisanat ; Imprimerie nationale ; C. M. P.
QUESTIONS ORALES, n°s **2757, 2830.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **336, 439.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **12,** D. G. ; **13,** D. G.

(Investissements [à l'étranger].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — III. — Economie ; Commerce extérieur.

IRAN

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **330.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **25,** D. G.

IRLANDE DU NORD

Voir QUESTION ORALE, n° **77.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **330.**

ITALIE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **25,** D. G.

ISRAEL

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3, 4.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **361.**

J

JAPON

Voir CONCURRENCE INTERNATIONALE.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Transports ; Commerce extérieur ; Industrie.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **336, 473.**

JEUNES

1. — **Proposition de loi relative à l'emploi des jeunes dans la pêche artisanale dans les départements d'outre-mer,** présentée par M. Roger Lise, sénateur [9 avril 1980] (n° **198**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Jeunes).

Voir AGRICULTEURS (JEUNES).
EMPLOI (EMPLOI DES JEUNES).
LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer.
QUESTION ORALE, n° **2646.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **318.**

JEUX ET PARIS

1. — **Proposition de loi tendant à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux jeux de hasard,** présentée par M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, député, et plusieurs de ses collègues [6 décembre 1978] (n° **758**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch [13 juin 1979] (n° **1125**). — Discussion [27 juin 1979]. NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard** ». — Adoption [27 juin 1979] (n° **206**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [27 juin 1979] (n° **454,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Guy Petit [7 novembre 1979] (n° **41,** 1979-1980). — Discussion [29 mai 1980] (p. 2199, 2206). — Adoption modifiée [29 mai 1980] (n° **68**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [29 mai 1980] (n° **1770**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Discussion (première lecture).

[29 mai 1980] (p. 2199, 2206).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2199, 2201) : *MM. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice ; Guy Petit, rapporteur de la commission des lois.*

Casinos : M. Petit (Guy) (p. 2201).

Débits de boissons : M. Petit (Guy) (p. 2200).

Femmes : M. Petit (Guy) (p. 2200).

Jeux et paris : MM. Petit (Guy) (p. 2200, 2201) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 2201).

Travailleurs étrangers : M. Petit (Guy) (p. 2200).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2201, 2206) : *MM. Guy Petit, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat ; Pierre Schiélé ; Maxime Javelly.*

Article 1er (*Sanction de la tenue ou de l'établissement de jeux de hasards sur la voie publique*) (p. 2201).

Adopté : amendement n° 1 de M. Guy Petit, rapporteur : infractions à la loi et amendes pour les auteurs ou leurs complices ; peines de prison en cas de récidive (p. 2201) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2201).

Après l'article 1er (p. 2202). — *Adoptés :* amendement n° 3 (art. additionnel) de MM. Pierre Salvi et Richard Pouille, soutenu par M. Pierre Schiélé : principes et modalités d'interdiction de l'usage des machines à sous sur la voie publique et ses dépendances, dans les lieux publics et ouverts au public à l'exception des casinos autorisés (p. 2205) ; sous-amendement n° 4 de M. Guy Petit, rapporteur : monopole d'utilisation des machines à sous par les casinos autorisés ; conditions de fonctionnement (p. 2204) ; sous-amendement n° 14 de M. Guy Petit, rapporteur : exclusion du champ d'application de la loi des jeux et des loteries (p. 2204) ; sous-amendement rédactionnel n° 11 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat (p. 2204) ; sous-amendement n° 6 de M. Guy Petit, rapporteur : prélèvement de l'Etat en fonction de la loi du 21 décembre 1979 et des communes en fonction du cahier des charges (p. 2205). — *Devient sans objet :* sous-amendement n° 8 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° 3 de MM. Pierre Salvi et Richard Pouille : suppression des dispositions faisant référence à l'utilisation exclusive des machines à sous dans les casinos autorisés (p. 2204) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2205).

Article 2 (*Abrogation du paragraphe 1° de l'article 47 de la loi du 30 juin 1923 portant fixation du budget général de 1923 : accès des femmes dans les cercles*). — Adopté (p. 2205).

Après l'article 2 (p. 2205). — *Adopté :* amendement n° **2** (art. additionnel) de M. Guy Petit, rapporteur : application du privilège d'exploitation de plusieurs débits avec une seule licence, aux casinos (p. 2206) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2206).

Adoption [29 mai 1980] (p. 2206).

(Jeux et paris.)

Voir LOTO.
LOI DE FINANCES, **6,** première partie : avant l'article **4.**

JEUX OLYMPIQUES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOI DE FINANCES, **1,** Jeunesse et sports.
LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.
QUESTION ORALE, n° **2719.**

JOUET (Industrie du)

Voir QUESTION ORALE, n° **2724.**

JOURNALISME (Déontologie).

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture et communication.

JOURNALISTES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion-télévision française.

JOURNAL « LE MONDE » (Plainte contre le)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

JOURNAUX OFFICIELS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Conseil économique et social ; Journaux officiels.

JUGE D'INSTRUCTION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

JUGE DE L'APPLICATION DES PEINES

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G., C. M. P.

JUGE DE PAIX

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

JUGE D'INSTRUCTION

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** C. M. P.

JUGEMENTS (Exécution des)

Voir ASTREINTES, 1, quatrième lecture, D. G.

JUSTICE (Ministère de la)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, 2, D. G.

JUSTICE (Organisation de la)

1. — **Projet de loi complétant le code de l'organisation judiciaire (partie législative) et donnant force de loi à cette partie du code,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [2 octobre 1980] (n° **1926**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Michel Aurillac [8 octobre 1980] (n° **1948**). — Discussion [9 octobre 1980]. — Adoption [9 octobre 1980] (n° **355**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [10 octobre 1980] (n° **29**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Justice [Organisation de la].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Territoires d'outre-mer.
QUESTION ORALE, n° **73.**
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, 1.

K

KENYA

Voir LOI DE FINANCES, 6, Coopération.

L

LABELS ET APPELLATIONS D'ORIGINE

Voir AGRICULTURE, 1, deuxième lecture, D. G.
QUESTION ORALE, n° **2812.**

LABORATOIRES

Voir LOI DE FINANCES, 6, D. G. ; Recherche ; Universités.

LACQ-ARTIX (Centre de secours)

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : après l'art. 3.

LADRECHT (Gisement de charbon)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **339.**

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Voir AGRICULTURE, 1, deuxième lecture, D. G.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.
LOI DE FINANCES, 6, Agriculture.
QUESTIONS ORALES, n°s **2723, 2745.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **308, 407, 423, 444, 448.**

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Voir QUESTION ORALE, n° **68.**

LANGUES ETRANGERES

1. — **Proposition de loi tendant à inclure l'espéranto comme langue en option dans les matières d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur,** présentée par M. Francis Palmero, sénateur [4 novembre 1980] (n° **67**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

(Langues étrangères.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Affaires étrangères ; Education ; Universités.

LANGUE FRANÇAISE

1. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à préciser les atteintes portées en France à l'usage de la langue française, à définir la situation de la langue française dans le monde, à déterminer les causes politiques et économiques des difficultés qu'elle connaît et à proposer des mesures afin d'assurer la défense de la langue française,** présentée par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues [2 décembre 1980] (n° **134**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Langue française.)

Voir FRANÇAIS (LANGUE).

LANGUES REGIONALES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Territoires d'outre-mer.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 346.**

LAVANDE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **470, 476.**

LECTURE (Enseignement)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

LEGION D'HONNEUR (Ordre de la)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Légion d'honneur et ordre de la Libération.

(Légion d'honneur [contingents].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Anciens combattants.

(Légion d'honneur [maisons d'éducation].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Légion d'honneur et ordre de la Libération.

(Légion d'honneur [musée].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Légion d'honneur et ordre de la Libération.

LEGITIME DEFENSE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Intérieur.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 7, D. G.

LETTRE DE CHANGE-RELEVE (L. C. R.)

Voir ENTREPRISES, 1, D. G.

LIAISONS FLUVIALES

Voir RHIN.

VOIES NAVIGABLES.

LIBERTES INDIVIDUELLES

I. — **Proposition de loi relative au droit de vivre sa mort,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [6 avril 1978, erratum 11 avril 1978] (n° **301,** 1977-1978). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires sociales [27 avril 1978]. — Rapport de M. Jean-Marie Girault [2 octobre 1979] (n° **1,** 1979-1980). — Avis commun sur la présente proposition et sur la proposition n° **29,** 1978-1979, de M. Jean Mézard [23 avril 1980] (n° **228,** 1979-1980). — Discussion et rejet [7 mai 1980] (p. 1767, 1784).

Discussion (première lecture).

[7 mai 1980] (p. 1767, 1784).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [7 mai 1980] (p. 1767, 1784) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Jean Mézard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice ; Charles Lederman, Henri Caillavet.*

« *Acharnement thérapeutique* » : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1767, 1769, 1770) ; Mézard (Jean) (p. 1773, 1783) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 1775) ; Lederman (Charles) (p. 1776) ; Caillavet Henri) (p. 1779, 1780, 1781).

Assurances : **M. Girault (Jean-Marie)** (p. 1769).

Californie (législation relative à la mort naturelle) : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1769, 1771) ; Mézard (Jean) (p. 1773) ; Lederman (Charles) (p. 1778).

Déontologie médicale : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1770, 1771, 1783) ; Mézard (Jean) (p. 1774) ; Lederman (Charles) (p. 1776).

« *Droit de vivre sa mort* » : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1782, 1783) ; Mézard (Jean) (p. 1773, 1774, 1783) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 1774, 1775, 1782, 1784) ; Lederman (Charles) (p. 1775, 1776, 1777, 1778, 1783) ; Caillavet (Henri) (p. 1779, 1780, 1781, 1782, 1784).

Euthanasie : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1769, 1783) ; Lederman (Charles) (p. 1778) ; Caillavet (Henri) (p. 1779, 1780).

Femmes : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1768) ; Lederman (Charles) (p. 1778).

Médecine : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1767, 1768, 1773, 1783) ; Mézard (Jean) (p. 1773, 1774) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 1774, 1775) ; Lederman (Charles) (p. 1777, 1778) ; Caillavet (Henri) (p. 1779, 1780, 1781).

Secret médical : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1768) ; Mézard (Jean) (p. 1774) ; Lederman (Charles) (p. 1778).

Sécurité sociale : MM. Lederman (Charles) (p. 1777, 1783, 1784).

Sondages : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1772) ; Caillavet (Henri) (p. 1780).

QUESTION PRÉALABLE (motion n° 1 de M. Charles Lederman) (p. 1775) : *MM. Charles Lederman, Henri Caillavet, Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat, Jean-Marie Girault, rapporteur.* — Rejet (p. 1782).

Adoption des conclusions de la commission des lois tendant au rejet de la proposition de loi (p. 1784).

(Libertés individuelles.)

Voir POLICE PRIVÉE, **1,** D. G.

PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **328.**

LIBERTES PUBLIQUES

Voir AVOCATS, **1,** D. G.

QUESTION ORALE, n° **82.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **338, 374, 382, 387, 390, 403.**

TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1,** D. G.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **7,** D. G. ; **26,** D. G.

LICENCIEMENTS

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** D. G. ; deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.

IMPÔTS, **2,** D. G.

LOIS DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

QUESTIONS ORALES, n°s **2682, 2683, 2691, 2721, 2757, 2767, 2777, 2809, 2831, 2837, 3, 4, 8, 9, 34, 52.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **338, 373, 413, 473.**

LIGUE ARABE

Voir QUESTION ORALE, n° **2664.**

LIGUE FRANÇAISE DE L'HYGIENE MENTALE

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.

LITTORAL

Voir CONSERVATOIRE DU LITTORAL.

LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

QUESTION ORALE, n° **22.**

LIVRE BLANC SUR LA RECHERCHE

VOIR LOI DE FINANCES, **6,** Recherche.

LIVRES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communications ; Coopération ; Affaires étrangères.

QUESTIONS ORALES, n°s **2674, 2771.**

LOCOTRACTEURS

Voir QUESTION ORALE, n° **2767.**

LOGEMENT

1. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et sur les objectifs de l'office central interprofessionnel du logement (O. C. I. L.),** présentée par M. Jean Garcia, sénateur, et plusieurs de ses collègues [20 novembre 1980] (n° **106,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Logement.)

Voir FAMILLE, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **1,** Environnement et cadre de vie.

LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

QUESTIONS ORALES, n°s **2635, 2651, 2747, 2800, 2812, 19, 24, 26, 32, 43, 61.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 450.**

(Logement [personnes âgées].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

LOI

1. — **Projet de loi portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique dans les lois,** présenté par M. Raymond Barre, Premier ministre [25 février 1980] (n° **1574**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Michel Aurillac [24 avril 1980] (n° **1655**). — Discussion [22 mai 1980]. — Adoption [22 mai 1980] (n° **294**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [27 mai 1980] (n° **259**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Jacques Larché [24 juin 1980] (n° **332**, 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3317). — Adoption [29 juin 1980] (n° **110**).

PROMULGATION : loi n° 80-514 du 7 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 9 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[29 juin 1980] (p. 3317).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3317) : *MM. Jacques Thyraud, en remplacement de M. Jacques Larché, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Actes réglementaires : MM. Thyraud (Jacques) (p. 3317) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3317).

Décrets : MM. Thyraud (Jacques) (p. 3317) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3317).

Réglements d'administration publique : MM. Thyraud (Jacques) ; (p. 3317) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3317).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3317).

Article unique (*dans les lois en vigueur à la date de publication de la présente loi, tout renvoi à un règlement d'administration publique ou à un décret en forme de règlement d'administration publique est remplacé par un renvoi à un décret en Conseil d'Etat*). — Adopté (p. 3317).

Adoption [29 juin 1980] (p. 3317).

(Application de la loi.)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2**, C. M. P.

QUESTIONS ORALES, n°s **2802, 2805, 2827, 27, 33, 53, 67.**

LOI « ARMENGAUD » (Loi du 10 juillet 1965 sur l'assurance volontaire vieillesse des Français de l'étranger.)

Voir FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1, 2**, D. G.

LOI « MONORY » (SICAV)

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1**, D. G.

LOIRE (HAUTE-)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

LOIRET (Industrie.)

Voir QUESTION ORALE, n° **70.**

LOIS DE FINANCES

1. — **Projet de loi de finances pour 1980,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Maurice Papon, ministre du budget [27 décembre 1979] (n° **1560**). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la commission des affaires étrangères, à la commission de la défense nationale et des forces armées, à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à la commission de la production et des échanges. — Rapport général de M. Fernand Icart, rapporteur général [7 janvier 1980] (n° **1566**). — Discussion [7 au 11 janvier 1980]. — Considéré comme adopté aux termes de l'article 49, paragraphe 3, de la Constitution [11 janvier 1980] (n° **276**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [15 janvier 1980] (n° **148**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapport général de M. Maurice Blin, rapporteur général [15 janvier 1980] (n° **149**, 1979-1980). — Avis de M. Robert Schwint [15 janvier 1980] (n° **151**, 1979-1980). — Discussion [15 janvier 1980] (p. 4, 55) ; [16 janvier 1980] (p. 112, 156) ; [17 janvier 1980] (p. 167, 171). — Adoption [17 janvier 1980] (n° **49**).

PROMULGATION : loi n° 80-30 du 18 janvier 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 19 janvier 1980).

SENAT

Rapporteur général.

Rapport général de M. Maurice Blin (n° **149**, 1979-1980) fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1980, adopté par l'Assemblée nationale.

Tome I. — Le budget de 1980. — Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances).

Tome II. — Les moyens des services et les dispositions spéciales (deuxième partie de la loi de finances). — Rapports spéciaux.

Rapporteurs spéciaux.

I. — *Budgets civils.*

A. — Budget général.

Annexes n°s :

1. — Affaires étrangères	Gustave HÉON.
2. — Agriculture	Roland BOSCARY-MONSSERVIN.
3. — Anciens combattants	Jean CLUZEL.
4. — Commerce et artisanat	René BALLAYER.
5. — Commerce extérieur	Tony LARUE.
6. — Coopération	Robert SCHMITT.
Culture et communication :	
7. — Culture	Jean-Pierre FOURCADE.
8. — Information	Henri GOETSCHY.
9. — Départements d'outre-mer	René JAGER.
Economie et budget :	
10. — I. — Charges communes II. — Section commune	Henri TOURNAN.
11. — III. — Economie IV. — Budget	Henri TOURNAN.
12. — Education	Charles ALLIÈS.
Environnement et cadre de vie :	
13. — Environnement	Raymond MARCELLIN.
14. — Logement et cadre de vie	Josy MOINET.
15. — Industrie	Jacques DESCOURS DESACRES.
16. — Intérieur et rapatriés	Joseph RAYBAUD.
Jeunesse, sports et loisirs :	
17. — I. — Jeunesse et sports	Gaston PAMS.
18. — II. — Tourisme	Yves DURAND.
19. — Justice	Georges LOMBARD.
Services du Premier ministre :	
20. — I. — Services généraux	Henri DUFFAUT.
21. — Aménagement du territoire	Geoffroy de MONTALEMBERT.
II. — Secrétariat général de la défense nationale	Raymond MARCELLIN.
23. — III. — Conseil économique et social.	Paul JARGOT.
24. — IV. — Commissariat général du Plan.	Anicet LE PORS.
25. — V. — Recherche	Jacques DESCOURS DESACRES.
26. — Territoires d'outre-mer	René JAGER.
Transports :	
27. — I. — Section commune	Marcel DEBARGE.
28. — II. — Aviation civile	Marcel FORTIER.
29. — III. — Marine marchande	Anicet LE PORS.
30. — Ports	Tony LARUE.
IV. — Transports intérieurs :	
27. — Transports terrestres	Marcel DEBARGE.
31. — Routes et voies navigables	Josy MOINET.
28. — V. — Météorologie	Marcel FORTIER.
Travail et santé :	
32. — I. — Section commune II. — Travail et participation	André FOSSET.
33. — III. — Santé et famille	Paul RIBEYRE.
34. — Sécurité sociale	Marcel FORTIER.
35. — Universités	René CHAZELLE.

B. — Budgets annexes.

36. — Imprimerie nationale..... Camille VALLIN.
37. — Journaux officiels..... Paul JARGOT.
38. — Légion d'honneur et ordre de la Libération ..... Henri DUFFAUT.
39. — Monnaies et médailles..... Jean-Pierre FOURCADE.
40. — Postes et télécommunications..... Louis PERREIN.
41. — Prestations sociales agricoles..... Jean CHAMANT.

II. — *Défense.*

A. — Budget général.

42. — Dépenses ordinaires..... Modeste LEGOUEZ.
43. — Dépenses en capital..... Jean FRANCOU.

B. — Budget annexe.

44. — Essences ..... Henri DUFFAUT.

III. — *Autres dispositions.*

45. — Comptes spéciaux du Trésor..... Christian PONCELET.
46. — Radiodiffusion et télévision (organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974)..... Jean CLUZEL.

ASSEMBLEE NATIONALE

Rapporteur général.

Rapport général de M. Fernand Icart (n° **1566**) fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Tome I. — Examen de la première partie du projet de loi de finances. — Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome II. — Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. — Moyens des services et dispositions spéciales. — Rapports spéciaux.

Rapporteurs spéciaux.

I. — *Budgets civils.*

Annexes n°s :

A. — *Budget général.*

1. — Affaires étrangères..... Jacques MARETTE.

Agriculture :

2. — Dépenses ordinaires..... Robert BISSON.
3. — Dépenses en capital..... Pierre JOXE.
4. — Marchés agricoles..... Pierre GOLDBERG.
5. — Anciens combattants..... Henri GINOUX.

Commerce et artisanat :

6. — Commerce ..... Alain BONNET.
7. — Artisanat ..... Jean BARDOL.
8. — Commerce extérieur..... Christian PIERRET.
9. — Coopération ..... André-Georges VOISIN.

Culture et communication :

10. — Culture ..... Maurice TISSANDIER.
11. — Information ..... Louis SALLÉ.
12. — Radio-télévision ..... Joël LE TAC.
13. — Départements d'outre-mer..... J.-P. de ROCCA SERRA.

Economie et budget :

14. — Charges communes..... Augustin CHAUVET.
15. — Section commune, économie et budget ..... Emmanuel HAMEL.

Education :

16. — Dépenses ordinaires..... Jean ROYER.
17. — Constructions scolaires..... Lucien NEUWIRTH.

Environnement et cadre de vie :

18. — Environnement ..... Georges MESMIN.
19. — Urbanisme ..... Georges MESMIN.
20. — Logement et architecture..... François d'AUBERT.
21. — Industrie ..... Gilbert GANTIER.
22. — Petite et moyenne industrie..... Alain DEVAQUET.
23. — Intérieur ..... Roger FOSSÉ.
24. — Collectivités locales..... René de BRANCHE.

Jeunesse, sports et loisirs :

25. — Jeunesse et sports..... Bernard MARIE.
26. — Tourisme ..... Philippe MADRELLE.
27. — Justice ..... Germain SPRAUER.
28. — Condition pénitentiaire..... Alain BONNET.

Santé et sécurité sociale :

Santé :

29. — Section commune et assurance maladie ..... Bernard PONS.
30. — Sécurité sociale..... Laurent FABIUS.

Services du Premier ministre :

Services généraux :

31. — Services divers..... René RIEUBON.
32. — Aménagement du territoire..... Paul ALDUY.
33. — Fonction publique..... Edmond ALPHANDÉRY.
34. — Conseil économique et social..... Maurice POURCHON.
35. — Commissariat général du Plan..... Michel ROCARD.
36. — Recherche ..... J.-P. CHEVÈNEMENT.
37. — Territoires d'outre-mer..... Gaston FLOSSE.

Transports :

38. — Section commune et transports terrestres ..... Pierre CORNET.
39. — Aviation civile et météorologie..... Pierre BAS.
40. — Marine marchande..... Albert DENVERS.
41. — Routes, ports et voies navigables.... Henri TORRE.

Travail et participation :

42. — Travail ..... Dominique FRELAUT.
43. — Formation professionnelle..... Arthur DEHAINE.
44. — Travailleurs immigrés..... Parfait JANS.
45. — Universités ..... Claude COULAIS.

B. — *Budgets annexes.*

46. — Imprimerie nationale..... Mme Gisèle MOREAU.
47. — Journaux officiels..... Maurice POURCHON.
48. — Légion d'honneur, ordre de la Libération ..... Henri EMMANUELLI.
49. — Monnaies et médailles..... Roger COMBRISSON.
50. — Postes et télécommunications..... Pierre RIBES.
51. — Prestations sociales agricoles..... Jacques JOUVE.

C. — *Divers.*

52. — Comptes spéciaux du Trésor..... Alain SAVARY.
53. — Taxes parafiscales..... Robert VIZET.

II. — *Budgets militaires.*

Défense :

54. — Considérations générales..... Dépenses en capital (titres V et VI). Secrétariat général de la défense nationale ..... } Jacques CRESSARD.
55. — Dépenses ordinaires (titre III) et essences ..... André ROSSI.

Avis (n° **1562**), présenté au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1980 :

Tomes :

I. — Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques. André DELEHEDDE.
II. — Agriculture : enseignement agricole. Jean BROCARD.
III. — Anciens combattants ..... Henry BERGER.

Culture et communication :

IV. — Culture ..... Georges FILLIOUD.
V. — Cinéma ..... Jack RALITE.
VI. — Information et communication..... Didier BARIANI.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
VII. — Radiotélévision ..... Jean de PRÉAUMONT.
VIII. — Education ..... Etienne PINTE.

Environnement et cadre de vie :

IX. — Environnement ..... Michel PÉRICARD.
X. — Logement, problème social ..... Maurice ANDRIEU.

XI. — Jeunesse, sports et loisirs :

Jeunesse et sports ..... Robert HÉRAUD.

Santé et sécurité sociale :

XII. — Santé et assurance maladie..... Gilbert BARBIER.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)
XIII. — Sécurité sociale ..... Alain LÉGER.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)

Services du Premier ministre :

XIV. — Recherche ..... Jean-Claude PASTY.
XV. — Services d'information ..... Jean BOINVILLIERS.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)

Travail et participation :

XVI. — Travail ..... Jacques SOURDILLE.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)
XVII. — Participation ..... Jean-Pierre DELALANDE.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)
XVIII. — Population ..... Jean FONTENEAU.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)

XIX. — Travail manuel ..... Daniel BOULAY.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)
XX. — Formation professionnelle ..... Pierre ZARKA.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
XXI. — Travailleurs immigrés ..... Bernard DEROSIER.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)
XXII. — Universités ..... Louis LE PENSEC.
XXIII. — Prestations sociales agricoles..... Francis GENG.

Avis (n° **1563**), présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1980 :

Tomes :
I. — Affaires étrangères ..... Xavier DENIAU.
II. — Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques.... André CHANDERNAGOR.
III. — Coopération ..... Henri FERRETTI.

Avis (n° **1564**), présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1980 :

Tomes :
I. — Dépenses en capital..... Guy CABANEL.
II. — Dépenses ordinaires ..... Jean-Pierre BECHTER.
III. — Section commune et essences..... Pierre MAUGER.
IV. — Section air ..... Loïc BOUVARD.
V. — Section forces terrestres ..... Jean BOZZI.
VI. — Section marine ..... René TOMASINI.
VII. — Section gendarmerie ..... Roger CHINAUD.

Avis (n° **1565**), présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1980 :

Tomes :
I. — Justice ..... Henri BAUDOUIN.
II. — Intérieur ..... Michel AURILLAC.
III. — Services du Premier ministre : fonction publique ..... Gérard LONGUET.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
IV. — Départements d'outre-mer ..... Philippe SÉGUIN.
V. — Territoires d'outre-mer ..... Jacques PIOT.

Avis (n° **1567**), présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1980 :

Agriculture :

Tomes :
I. — Dépenses ordinaires ..... Jean DESANLIS.
II. — Dépenses en capital ..... Roland HUGUET.
III. — Commerce et artisanat ..... Joseph-Henri MAUJOUAN DU GASSET.
IV. — Commerce extérieur ..... Alain MAYOUD.
(Fascicule budgétaire : économie et budget.)
V. — Départements d'outre-mer ..... Claude MARTIN.

Économie et budget :
VI. — Consommation ..... Martin MALVY.
VII. — Entreprises nationales ..... Christian NUCCI.

Environnement et cadre de vie :
VIII. — Environnement ..... Alex RAYMOND.
IX. — Logement ..... Pierre WEISENHORN.
X. — Urbanisme ..... Henry CANACOS.
XI. — Industrie ..... Julien SCHVARTZ.
XII. — Industrie : petite et moyenne industrie ..... Xavier HAMELIN.
XIII. — Jeunesse, sports et loisirs : tourisme. Jean BÉGAULT.

Services du Premier ministre :
XIV. — Aménagement du territoire ..... Pascal CLÉMENT.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
XV. — Commissariat général du Plan..... Mme Myriam BARBERA.
XVI. — Recherche ..... Antoine PORCU.
XVII. — Territoires d'outre-mer ..... Pierre COUDERC.

Transports :
XVIII. — Transports terrestres ..... Pierre FORGUES.
XIX. — Aviation civile et météorologie..... Claude LABBÉ.
XX. — Marine marchande ..... André DUROMÉA.
XXI. — Routes ..... Michel MANET.
XXII. — Ports et voies navigables ..... Jean VALLEIX.
XXIII. — Postes et télécommunications..... Michel NOIR.
XXIV. — Prestations sociales agricoles..... Emile BIZET.
XXV. — Comptes spéciaux du Trésor..... Michel DELPRAT.

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1980 (*Assemblée nationale n°* 1560 *et Sénat n°* 148 [1979-1980]) *et des articles de la loi de finances pour* 1980 (*n°* 80-30 *du* 18 *janvier* 1980).

ARTICLES du projet de loi.	OBJET	DATES DE DISCUSSION au Sénat.	PAGES du J. O.	ARTICLES de la loi de finances
	PREMIERE PARTIE			
	CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
	TITRE Ier			
	Dispositions relatives aux ressources.			
	I. — IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
	A. — *Dispositions antérieures.*			
1	Autorisation de percevoir les impôts existants et interdiction de percevoir les impôts non autorisés.	15 janvier 1980	16	1
2	Vote par le Parlement du budget social de la nation.....	15 janvier 1980	20	2
	B. — *Mesures d'ordre fiscal.*			
	1. Impôts sur le revenu.			
3	Fixation du barème et mesures d'accompagnement.....	15 janvier 1980	20	3
4	Création d'une demi-part supplémentaire à partir du cinquième enfant.	15 janvier 1980	23	4
5	Actualisation de la déduction fiscale des conjoints d'adhérents aux centres de gestion agréés.	15 janvier 1980	24	5
6	Actualisation des limites d'adhésion aux centres de gestions agréés.	15 janvier 1980	24	6
7	Application du plafond de l'abattement de 10 p. 100 aux pensions et retraites, et relèvement du tarif de droits fixes d'enregistrement et de la taxe fixe de publicité foncière.	15 janvier 1980	26	7
	2. Fiscalité des entreprises.			
8	Taux des redevances communales et départementales des mines...	15 janvier 1980	29	8
9	Prélèvement exceptionnel et provisoire sur les recettes additionnelles des entreprises pétrolières.	15 janvier 1980	29	9
10	Assujettissement à l'impôt sur les sociétés des caisses du crédit mutuel.	15 janvier 1980	32	10
11	Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle de 3 000 francs des associations qui participent à l'animation de la vie locale.	15 janvier 1980	33	11

ARTICLES du projet de loi.	OBJET	DATES DE DISCUSSION au Sénat.	PAGES du J. O.	ARTICLES de la loi de finances
	3. Taxe sur la valeur ajoutée et droits indirects.			
12	Réduction de la réfaction de la T. V. A. sur les terrains à bâtir.....	15 janvier 1980	34	12
13	Droits indirects sur l'alcool.....	15 janvier 1980	36	13
14	Droits de francisation et de navigation sur les bateaux de plaisance et les aéronefs.	15 janvier 1980	36	14
15	Limitation de la détaxe de carburant concernant certains aéronefs privés.	15 janvier 1980.	37	15
	4. Droits d'enregistrement et droits de timbre.			
16	Taxe différentielle et taxe spéciale sur les véhicules à moteur.....	15 janvier 1980	38	16
17	Exonération du droit de timbre de quittance sur les billets d'entrée dans les monuments historiques et à certains spectacles.	15 janvier 1980	39	17
18	Exonération du droit de timbre applicable aux transactions ne dépassant pas un certain montant.	15 janvier 1980	39	18
19	Plafonnement des exonérations de droits de mutation à titre gratuit.	15 janvier 1980	39	19
20	Réduction des droits prévus en matière de donations-partages.....	15 janvier 1980	40	20
	5. Mesures diverses.			
21	Cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage et participations diverses des employeurs.	15 janvier 1980	41	21
22	Seuil de recouvrement des impôts directs locaux.....	15 janvier 1980	41	22
23	Amende pour défaut de déclaration de certains éléments du train de vie.	15 janvier 1980	41	23
24	Exonération des caisses des écoles de la taxe sur les salaires.....	15 janvier 1980	41	24
	II. — RESSOURCES AFFECTÉES			
25	Dispositions relatives aux affectations.....	15 janvier 1980	42	25
26	Fonds spécial d'investissement routier.....	15 janvier 1980	42	26
27	Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.....	15 janvier 1980	43	27
28	Fonds national pour le développement du sport.....	15 janvier 1980	43	28
	III. — MESURES DIVERSES			
29	Détaxation des carburants agricoles.....	15 janvier 1980	43	29
	TITRE II			
	Dispositions relatives aux charges.			
30	Confirmation des dispositions législatives antérieures.....	15 janvier 1980	43	30
31	Majoration des rentes viagères.....	15 janvier 1980	43	31
	TITRE III			
	Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.			
32	Equilibre général du budget.....	15 janvier 1980	44	32
	DEUXIEME PARTIE			
	MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES			
	TITRE Ier			
	Dispositions applicables à l'année 1980.			
	A. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF			
	I. — *Budget général.*			
34	Services votés.....	16 janvier 1980	113	33
33	Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services civils.....	16 janvier 1980	113	34
35	Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services civils.....	16 janvier 1980	113	35
36	Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services militaires...	16 janvier 1980	127	36
37	Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services militaires...	16 janvier 1980	127	37
38	Autorisations d'engagement par anticipation.....	16 janvier 1980	127	38
	II. — *Budgets annexes.*			
39	Services votés.....	16 janvier 1980	129	39
40	Mesures nouvelles.....	16 janvier 1980	129	40
	III. — *Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.*			
41	Services votés.....	16 janvier 1980	129	41
42	Aménagement du compte d'affectation spéciale « Fonds national pour le développement du sport ».	16 janvier 1980	130	42
43	Rapport annuel sur la gestion du fonds national de développement du sport.	16 janvier 1980	130	43
44	Mesures nouvelles.....	16 janvier 1980	130	44

ARTICLES du projet de loi.	OBJET	DATES DE DISCUSSION au Sénat.	PAGES du J. O.	ARTICLES de la loi de finances
	B. — Opérations a caractère temporaire			
45	Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. — Services votés.	16 janvier 1980	130	45
46	Comptes d'affectation spéciale. — Opérations à caractère temporaire. — Mesures nouvelles.	16 janvier 1980	130	46
47	Clôture de comptes d'affectation spéciale	16 janvier 1980	130	47
48	Comptes de commerce. — Mesures nouvelles	16 janvier 1980	130	48
49	Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers. — Mesures nouvelles.	16 janvier 1980	130	49
50	Clôture d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers.	16 janvier 1980	130	50
51	Comptes d'avances. — Mesures nouvelles	16 janvier 1980	130	51
52	Regroupement de comptes d'avances et modification de l'objet d'un compte d'avances.	16 janvier 1980	130	52
53	Comptes de prêts et de consolidation. — Mesures nouvelles	16 janvier 1980	130	53
54	Clôture de comptes de prêts et modification de l'intitulé d'un compte de prêts.	16 janvier 1980	130	54
55	Clôture d'un compte d'opérations monétaires	16 janvier 1980	130	55
56	Participation de la France à la septième révision des quotes-parts du fonds monétaire international.	16 janvier 1980	130	56
	C. — Dispositions diverses			
57	Perception des taxes parafiscales	16 janvier 1980	131	57
58	Crédits évaluatifs	16 janvier 1980	145	58
59	Crédits provisionnels	16 janvier 1980	146	59
60	Reports de crédits	16 janvier 1980	147	60
61	Aide au logement social	16 janvier 1980	149	61
62	Nombre des logements susceptibles d'ouvrir à leurs occupants droit à l'aide personnalisée au logement.	16 janvier 1980	149	62
63	Exonération de la taxe foncière pour les constructions financées par des prêts aidés par l'Etat.	16 janvier 1980	149	63
64	Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France.	16 janvier 1980	149	64
65	Subventions aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national.	16 janvier 1980	149	65
66	Répartition du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision et de la taxe sur les auto-radios.	16 janvier 1980	150	66
	TITRE II			
	Dispositions permanentes.			
	A. — Mesures fiscales			
	1. Mesures de lutte contre la fraude fiscale.			
67	Taux du prélèvement libératoire pour les bons ou titres	16 janvier 1980	150	67
68	Imposition aux droits de succession des sommes reçues au titre de certains contrats d'assurance.	16 janvier 1980	150	68
69	Imposition aux droits de succession des biens recueillis en vertu d'une clause d'accroissement.	16 janvier 1980	150	69
70	Régime fiscal applicable aux bénéfices provenant de sociétés ayant leur siège dans un pays à fiscalité privilégiée.	16 janvier 1980	150	70
71	Aménagement des conditions d'imposition des sommes versées à l'étranger au titre de services rendus en France.	16 janvier 1980	150	71
72	Aménagement du régime d'imposition des rémunérations occultes	16 janvier 1980	150	72
73	Intérêts applicables en matière d'impôts directs en cas de décision défavorable de la juridiction administrative.	16 janvier 1980	151	73
74	Responsabilité fiscale des dirigeants de société, d'une personne morale ou de tout autre groupement.	16 janvier 1980	152	74
75	Extension à tous les établissements bancaires ou assimilés de l'obligation de déclarer les ouvertures et clôtures de comptes.	16 janvier 1980	152	75
76	Communication de renseignements fiscaux aux présidents des centres de gestion et associations agréés.	16 janvier 1980	152	76
77	Droit de communication de l'administration auprès de certains membres des professions non commerciales.	16 janvier 1980	152	77
78	Communication de certains renseignements par l'administration des douanes.	16 janvier 1980	152	78
	2. Mesures d'adaptation de la législation fiscale.			
79	Aménagement du régime fiscal des départements d'outre-mer	16 janvier 1980	152	79
80	Reconduction et aménagement du régime spécial des provisions pour entreprises de presse.	16 janvier 1980	152	80
81	Amélioration du dispositif d'incitation à l'expansion des entreprises françaises sur les marchés internationaux.	16 janvier 1980	152	81
82	Droits de la femme mariée en matière d'impôt sur le revenu	16 janvier 1980	153	82
	3. Mesures diverses.			
83	Extension du champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail.	16 janvier 1980	154	83
84	Modification du plafond des ressources des établissements publics régionaux.	16 janvier 1980	155	84
85	Complément à l'article L. 38 du code des pensions civiles et militaires de retraite.	16 janvier 1980	155	85

ARTICLES du projet de loi.	OBJET	DATES DE DISCUSSION au Sénat.	PAGES du J. O.	ARTICLES de la loi de finances
	B. — MESURES DIVERSES D'ORDRE FINANCIER			
86	Contrôle de la concentration économique et répression des ententes illicites et des abus de position dominante.	16 janvier 1980	155	86
87	Exécution des décisions prises dans le domaine du contrôle de la concentration économique, de la répression des ententes illicites et des abus de position dominante.	16 janvier 1980	155	87
88	Modification de la redevance relative à l'agrément des producteurs et négociants en bois et plants de vigne.	16 janvier 1980	155	88
89	Régime de vente de certains produits horticoles.....	16 janvier 1980	155	89
90	Augmentation de l'allocation aux grands invalides allouée aux aveugles de guerre et de la résistance.	16 janvier 1980	155	90
91	Modalités d'inscription à la section de fonctionnement du budget des collectivités locales des sommes versées par le fonds d'équipement des collectivités locales.	16 janvier 1980	155	91
92	Augmentation de la majoration spéciale allouée aux veuves de grands invalides.	16 janvier 1980	155	92
93	Remplacement, pour la détermination des crédits de la défense de la référence au budget de l'Etat, par la référence à un pourcentage du produit intérieur brut marchand.	16 janvier 1980	155	93
94	Majoration de la taxe pour frais de chambres de métiers.....	16 janvier 1980	155	94
95	Récapitulation annuelle dans une annexe budgétaire des crédits concourant à la défense de la nation.	16 janvier 1980	156	95
96	Ouverture du livret d'épargne manuelle pour les aides familiaux et associés d'exploitation de l'artisanat.	16 janvier 1980	156	96

Discussion (première lecture).

[15 janvier 1980] (p. 4, 55), [16 janvier 1980] (p. 112, 156), [17 janvier 1980] (p. 167, 171).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [15 janvier 1980] (p. 4, 16) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques ; Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires culturelles ; Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Francis Palmero, au nom de la commission des affaires étrangères ; Maurice Schumann, Philippe de Bourgoing, Marcel Champeix, Mme Hélène Luc, MM. Adolphe Chauvin, Henri Tournan, Maurice Papon, ministre du budget ; Anicet Le Pors.*

Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) : MM. Chauty (Michel) (p. 8) ; Papon (Maurice) (p. 15).

Anciens combattants : M. Schwint (Robert) (p. 8).

Bovins : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Charbon : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Charbonnage de France international : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Chômage : Mme Luc (Hélène) (p. 11).

Chômage (indemnisation dans les départements d'outre-mer) : M. Chauty (Michel) (p. 8).

Commerce extérieur : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Concurrence : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Conférence de l'O.P.E.P. à Caracas (prix du pétrole) : MM. Chauty (Michel) (p. 5) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 9) ; Mme Luc (Hélène) (p. 10) ; MM. Tournan (Henri) (p. 13) ; Papon (Maurice) (p. 14) ; Le Pors (Anicet) (p. 16).

Conseil constitutionnel (décisions) : MM. Blin (Maurice) (p. 4) ; Miroudot (Michel) (p. 7) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 9) ; Champeix (Marcel) (p. 9) ; Tournan (Henri) (p. 13) ; Papon (Maurice) (p. 14).

Constitution (art. 49) : M. Blin (Maurice) (p. 4).

Corse : Mme Luc (Hélène) (p. 12).

Crédit mutuel : M. Blin (Maurice) (p. 5).

Electricité : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Electricité de France : MM. Chauty (Michel) (p. 6) ; Tournan (Henri) (p. 13).

Energie : M. Chauty (Michel) (p. 5).

Energie nucléaire : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Energies nouvelles : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Fêtes légales (8 mai) : M. Chauty (Michel) (p. 8).

Fonds spécial d'investissement routier (F.S.I.R.) : M. Blin (Maurice) (p. 5).

Industrie agro-alimentaire : M. Chauty (Michel) (p. 7).

Lois de finances (ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux) : MM. Papon (Maurice) (p. 14) ; Le Pors (Anicet) (p. 15).

Magistrats : M. Jozeau-Marigné (Léon) (p. 8).

Monnaie : M. Chauty (Michel) (p. 6) ; Mme Luc (Hélène) (p. 11).

Monopoles : Mme Luc (Hélène) (p. 11).

Ovins : M. Chauty (Michel) (p. 7).

Parlement (rôle du) : MM. Champeix (Marcel) (p. 9) ; Tournan (Henri) (p. 13) ; Papon (Maurice) (p. 15).

Politique extérieure : MM. Palmero (Francis) (p. 9) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 9) ; Chauvin (Adolphe) (p. 12).

Président de la République : M. Champeix (Marcel) (p. 10).

Prestations sociales agricoles (budget annexe - B.A.P.S.A.) : M. Chauty (Michel) (p. 8).

Pétrole (prix du) : M. Chauty (Michel) (p. 5) ; Mme Luc (Hélène) (p. 11) ; MM. Tournan (Henri) (p. 14) ; Le Pors (Anicet) (p. 16).

Prix (libération des) : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Rapport constant : M. Schwint (Robert) (p. 8).

Radiodiffusion télévision (émissions à destination de l'étranger) : M. Palmero (Francis) (p. 8).

Sécurité sociale (financement) : M. Chauty (Michel) (p. 8).

Sociétés pétrolières : Mme Luc (Hélène) (p. 11) ; M. Le Pors (Anicet) (p. 16).

Transports maritimes : M. Chauty (Michel) (p. 6).

Travail (durée du) : M. Chauty (Michel) (p. 8).

Taxes parafiscales : MM. Schumann (Maurice) (p. 9) ; Papon (Maurice) (p. 15).

Textile (industrie) : MM. Schumann (Maurice) (p. 9) ; Papon (Maurice) (p. 15).

Viticulture : M. Chauty (Michel) (p. 7).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [15 janvier 1980] (p. 16, 55), [16 janvier 1980] (p. 112, 156), [17 janvier 1980] (p. 167, 171).

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

MM. Maurice Papon, ministre du budget ; Etienne Dailly, Henri Tournan, Michel Darras, Maurice Blin, rapporteur général ; Anicet Le Pors, Pierre Gamboa, Paul Jargot, Hector Viron, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Bernard Hugo, Raymond Dumont, Michel Chauty, Geoffroy de Montalembert.

Vote unique demandé par le Gouvernement sur les articles 1er à 32 dans le texte voté par l'Assemblée nationale (p. 16).

Article 1er. — (*Autorisation de percevoir les impôts existants et interdiction de percevoir les impôts non autorisés*) (p. 16). — Les décisions du Conseil constitutionnel ; la modification de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ; prérogatives du Parlement (p. 17).

Après l'article 1er (p. 18). — Amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : institution d'un impôt annuel progressif sur les fortunes. — Amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : institution d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés (p. 19).

Article 2 (*Vote par le Parlement du budget social de la nation*) (p. 20). — Amendement n° 12 de M. Pierre Gamboa : suppression de cet article relatif à la consultation du Parlement sur l'effort social de la nation.

Article 3 (*Fixation du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement*) (p. 20). — Amendements n° 13 de M. Paul Jargot et n° 3 de M. Henri Tournan : barème de l'impôt sur le revenu. — Amendement n° 4 de M. Henri Tournan : quotient familial (p. 21).

Après l'article 3 (p. 21). — Amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Henri Tournan ; application de l'abattement de 20 p. 100 sur les revenus. — Amendement n° 14 (art. additionnel) de M. Pierre Gamboa : abrogation de l'avoir fiscal (p. 22). — Amendements nos 15 et 16 (art. additionnels) de M. Hector Viron : remise ou suspension de versement de l'impôt sur le revenu pour les chômeurs. — Amendement n° 17 (art. additionnel) de M. Hector Viron : allocation spéciale pour les demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits (p. 23). — Amendement n° 18 (art. additionnel) de M. Pierre Gamboa : majoration exceptionnelle de 200 francs pour les handicapés adultes.

Article 4 (*Quotient familial à partir du cinquième enfant ; droit de timbre sur les passeports ; droit fixe d'enregistrement*) (p. 23). — Amendement n° 19 de Mme Marie-Claude Beaudeau ; quotient familial.

Article 5 (*Actualisation de la déduction fiscale des conjoints d'adhérents aux centres de gestion agréés*) (p. 24).

Article 6 (*Actualisation des limites d'adhésion aux centres de gestion agréés ; droit de garantie pour les ouvrages de métaux précieux*) (p. 24).

Après l'article 6 (p. 24). — Amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Henri Tournan ; prélèvement de solidarité pour l'emploi. — Amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : limitation de la déduction des bénéfices des sociétés au titre des salaires de leurs dirigeants (p. 25). — Amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Michel Darras : abaissement du seuil du versement Transports.

Article 7 (*Application du plafond de l'abattement de 10 p. 100 aux pensions et retraites et relèvement du tarif de droits fixes d'enregistrement et de la taxe fixe de publicité foncière*) (p. 26).

Après l'article 7 (p. 26). — Amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : taxation au taux zéro de la T. V. A. des opérations portant sur le fuel domestique destiné au chauffage de la résidence principale. — Amendement n° 20 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : blocage des prix des loyers (p. 27). — Amendement n° 21 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : allocation exceptionnel au profit de plusieurs catégories de bénéficiaires. — Amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Bernard Hugo : prime spéciale mensuelle de transports. — Amendement n° 23 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : allocation mensuelle de chauffage (p. 28). — Amendement n° 24 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : relèvement des prestations familiales. — Amendement n° 25 (art. additionnel) de M. Pierre Gamboa : revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés. — Amendement n° 26 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Anicet Le Pors : blocage des loyers.

Article 8 (*Taux des redevances communale et départementale des mines*) (p. 29).

Article 9 (*Prélèvement exceptionnel et provisoire sur les recettes additionnelles des entreprises pétrolières*) (p. 29).

Après l'article 9 (p. 29). — Amendement n° 27 (art. additionnel de M. Bernard Hugo : abaissement du seuil de population pour le versement Transports en commun. — Amendements n° 28, n° 29 et n° 30 (art. additionnels) de M. Anicet Le Pors : règles d'amortissement des biens d'équipement des entreprises (p. 30 et 31). — Amendement n° 31 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Anicet Le Pors : réintégration de diverses provisions dans le bénéfice fiscal des entreprises (p. 31). — Amendement n° 32 (art. additionnel) de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont : impôt sur les sociétés des entreprises d'armement. — Amendement n° 33 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Anicet Le Pors : abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif industriel (p. 32).

Article 10 (*Assujetissement à l'impôt sur les sociétés des caisses de crédit mutuel*) (p. 32). — Amendement n° 34 de M. Paul Jargot : suppression de cet article relatif à l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés des caisses de crédit mutuel.

Après l'article 10 (p. 33). — Amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Guy Schmaus, soutenu par M. Pierre Gamboa : taxation de l'actif net des banques.

Article 11 (*Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des associations qui participent à l'animation de la vie sociale locale*) (p. 33).

Avant l'article 12 (p. 33). — Amendement n° 36 (art. additionnel) de M. Pierre Gamboa : exonération de la T. V. A. pour les véhicules des handicapés. — Amendement n° 37 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Anicet Le Pors : taux zéro de la T. V. A. pour la fourniture de fuel destiné au chauffage domestique ; impôt sur les profits des sociétés pétrolières. — Amendement n° 38 (art. additionnel) de M. James Marson, soutenu par M. Raymond Dumont : taux réduit de la T. V. A. sur les disques, bandes et cassettes.

Article 12 (*Réduction de la réfaction de la taxe sur la valeur ajoutée sur les terrains à bâtir*) (p. 34). — Amendement n° 39 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression de cet article fixant la nouvelle réfaction applicable pour l'imposition à la T. V. A. des terrains à bâtir (p. 35).

Avant l'article 13 (p. 35). — Amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : droit de mutation par décès.

Article 13 (*Droits indirects sur l'alcool*) (p. 36).

Article 14 (*Droits de francisation et de navigation sur les bateaux de plaisance et les aéronefs*) (p. 36). — Amendement n° 40 de M. Anicet Le Pors : modification du tarif de taxation des bateaux de plaisance.

Article 15 (*Limitation de la détaxe de carburant concernant certains aéronefs privés*) (p. 37).

Après l'article 15 (p. 37). — Amendement n° 41 (art. additionnel) de M. Raymond Dumont : exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les chauffeurs de taxi.

Article 16 (*Taxe différentielle et taxe spéciale sur les véhicules à moteur*) (p. 38). — Amendements n° 42 et n° 43 de M. Guy Schmaus, soutenus par M. Pierre Gamboa : taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; taxe sur les motocyclettes ; prélèvement exceptionnel sur les investissements réalisés à l'étranger par l'industrie automobile française.

Article 17 (*Exonération du droit de timbre de quittance sur les billets d'entrée dans les monuments historiques et à certains spectacles*) (p. 39).

Article 18 (*Exonération du droit de timbre applicable aux transactions immobilières ne dépassant pas un certain montant*) (p. 39).

Article 19 (*Plafonnement des exonérations de droits de mutation à titre gratuit*) (p. 39). — Amendement n° 44 de M. Anicet Le Pors : prise en compte des donations pour l'exonération de droits de mutation.

Avant l'article 20 (p. 39). — Amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : augmentation de la dotation globale de fonctionnement des communes.

Article 20 (*Réduction des droits prévus en matière de donations-partages*) (p. 40).

Avant l'article 21 (p. 40). — Amendement n° 45 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors : conditions d'attribution des prêts publics aux entreprises privées. — Amendement n° 46 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors : fixation du prix de l'essence (p. 41). — Amendement n° 47 (art. additionnel) de M. Hector Viron, soutenu par M. Pierre Gamboa : fixation du S. M. I. C. à 2 700 francs.

Article 21 (*Cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage et participations diverses des employeurs*) (p. 41). — Amendement n° 48 de M. Fernand Lefort, soutenu par M. Anicet Le Pors : contribution patronale à l'effort de construction fixée à 2 p. 100.

Article 22 (*Seuil de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 41).

Article 23 (*Amende pour défaut de déclaration de certains éléments du train de vie*) (p. 42).

Article 24 (*Exonération des caisses des écoles de la taxe sur les salaires*) (p. 42).

Après l'article 24 (p. 42). — Amendement n° 49 (art. additionnel) de M. Louis Minetti, soutenu par M. Paul Jargot : taxe sur les viandes ovines importées en France.

Article 25 (*Dispositions relatives aux affectations*) (p. 42).

Article 26 (*Fonds spécial d'investissement routier*) (p. 42).

Avant l'article 27 (p. 42). — Amendement n° 50 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : progression de la dotation globale de fonctionnement des communes.

Article 27 (*Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 43).

Article 28 (*Fonds national pour le développement du sport*) (p. 43).

Article 29 (*Détaxation des carburants agricoles*) (p. 43).

Article 30 (*Confirmation de dispositions législatives antérieures*) (p. 43).

Article 31 (*Majoration des rentes viagères*) (p. 43).

Article 32 et état A (*Equilibre général du budget*) (p. 44, 54). — Amendement n° 53 de M. Anicet Le Pors : économies budgétaires et pouvoir d'achat des fonctionnaires (p. 54). — Amendement n° 51 de M. Paul Jargot : exonérations fiscales attachées aux emprunts de l'Etat et critères de revenu (p. 55). — Amendement n° 52 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Raymond Dumont : vote annuel du Parlement sur le montant de la subvention communautaire ;

— Vote unique sur les articles 1er à 32 constituant la première partie du projet de loi de finances pour 1980 dans le texte considéré comme adopté par l'Assemblée nationale à l'exclusion de tous amendements ou articles additionnels.

Explication de vote :

— *M. Fernand Lefort* [16 janvier 1980] (p. 112) : le recours à la procédure du vote bloqué ; les éléments nouveaux intervenus depuis décembre 1979 ; les hausses de prix ; la justice fiscale ; l'agriculture française (p. 113) : le groupe communiste ne votera pas le projet.

Scrutin public [16 janvier 1980] (n° 86, liste des votants, p. 165, 166).

Adoption [16 janvier 1980] (p. 113).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels.

Affaires étrangères.
Anciens combattants.
Commerce et artisanat.
Culture et communication.
Economie (charges communes).
Economie (section commune).
Education.
Environnement et cadre de vie.
Intérieur.
Jeunesse et sports.
Services généraux du Premier ministre.
Commissariat général du Plan.
Recherche.
Territoires d'outre mer.
Santé et sécurité sociale.
Universités.

Vote unique sur les articles 33 à 96 constituant la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1980 dans le texte considéré comme adopté par l'Assemblée nationale à l'exclusion de tous amendements ou articles additionnels (p. 113).

MM. Maurice Papon, ministre du budget ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Jean Francou, Serge Boucheny, Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Maurice Blin, rapporteur général ; Fernand Lefort, Anicet Le Pors, Guy Schmaus, Philippe Machefer. Henri Tournan. Mme Hélène Luc, M. Jacques Eberhard, Mme Rolande Perlican, M. Pierre Gamboa.

Article 33 (*Budget général : services votés*) (p. 113).

Article 34 et état B (*Budget général : mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services civils*) (p. 113, 114).

Article 35 et état C (*Budget général : mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services civils*) (p. 114, 115).

AFFAIRES ETRANGERES

MM. Jean Francou, Serge Boucheny.

Alliance atlantique : M. Boucheny (Serge) (p. 116).

Conférence de l'O. P. E. P., à Caracas : M. Francou (Jean) (p. 116).

Dialogue Nord-Sud : M. Francou (Jean) (p. 116).

Moyen-Orient : M. Francou (Jean) (p. 116) ; Boucheny (Serge) (p. 116).

ANCIENS COMBATTANTS

MM. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Maurice Blin. rapporteur général, Maurice Papon, ministre du budget, Fernand Lefort.

Anciens combattants d'Afrique du Nord : MM. Schwint (Robert) (p. 116) ; Lefort (Fernand) (p. 117).

Fêtes légales (8 mai) : MM. Schwint (Robert) (p.116) ; Lefort (Fernand) (p. 117).

Pensions de veuves : MM. Schwint (Robert) (p. 116) ; Lefort (Fernand) (p. 117).

Rapport constant : MM. Schwint (Robert) (p. 117) ; Lefort (Fernand) (p. 117).

Amendements nos 80 et 81 de M. Robert Schwint, au nom de la commission des affaires sociales : suppression des crédits des titres III et IV Anciens combattants (p. 116, 117).

COMMERCE ET ARTISANAT

M. Anicet Le Pors.

Commerçants et artisans (Conjoints) : M. Le Pors (Anicet) (p. 118).

CULTURE ET COMMUNICATION

M. Guy Schmaus.

Information : M. Schmaus (Guy) (p. 118).

Journalisme (Déontologie) : M. Schmaus (Guy) (p. 119).

Radios locales : M. Schmaus (Guy) (p. 118).

Télédiffusion de France (T. D. F.) : M. Schmaus (Guy) (p. 118).

ECONOMIE (Charges communes)

MM. Philippe Machefer ; Maurice Blin, rapporteur général ; Maurice Papon, ministre du budget.

Entreprises publiques : M. Machefer (Philippe) (p. 119).

Emplois (Création d') : M. Machefer (Philippe) (p. 119).

Parlement (Information du) : M. Machefer (Philippe) (p. 119).

ECONOMIE (Section commune)

MM. Anicet Le Pors ; Henri Tournan ; Maurice Blin, rapporteur général ; Maurice Papon, ministre du budget.

Commerce extérieur : M. Le Pors (Anicet) (p. 120).

Concurrence et consommation (direction générale) : M. Tournan (Henri) (p. 120).

Pétrole (prix du) : M. Le Pors (Anicet) (p. 120).

Sociétés pétrolières : M. Le Pors (Anicet) (p. 120).

EDUCATION

Mme Hélène Luc.

Auxiliariat (Enseignement) : Mme Luc (Hélène) (p. 121).

Carte scolaire : Mme Luc (Hélène) (p. 121).

Enseignement : Mme Luc (Hélène) (p. 121).

Effectifs scolaires : Mme Luc (Hélène) (p. 121).

Enseignants : Mme Luc (Hélène) (p. 121).

Instituteurs : Mme Luc (Hélène) (p. 121).

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

M. Fernand Lefort.

Aide personnalisée au logement : M. Lefort (Fernand) (p. 121).

Allocation logement : M. Lefort (Fernand) (p. 121).

Habitat ancien (réhabilitation) : M. Lefort (Fernand) (p. 121).

Logement : M. Lefort (Fernand) (p. 121).

Propriété (accession à la) : M. Lefort (Fernand) (p. 121).

Sociétés pétrolières : M. Lefort (Fernand) (p. 121).

INTERIEUR

MM. Jacques Eberhard ; Maurice Blin, rapporteur général ; Maurice Papon, ministre du budget.

Chômage : M. Eberhard (Jacques) (p. 122).

Corse : M. Eberhard (Jacques) (p. 122).

Grèves : M. Eberhard (Jacques) (p. 122).

Police nationale : M. Eberhard (Jacques) (p. 122).

Polices parallèles : M. Eberhard (Jacques) (p. 126).

JEUNESSE ET SPORTS

MM. Philippe Machefer ; Maurice Blin, rapporteur général ; Maurice Papon, ministre du budget ; Guy Schmaus.

Animation sportive (Services) (S. A. S.) : M. Machefer (Philippe) (p. 122).

Education physique et sportive : M. Machefer (Philippe) (p. 122).

Jeux olympiques : M. Schmaus (Guy) (p. 122, 123).

Missions d'information (Afrique du Sud) : M. Schmaus (Guy) (p. 123).

Musée du sport : M. Machefer (Philippe) (p. 122).

SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE

M. Jacques Eberhard.

Fonctionnaires et agents publics : M. Eberhard (Jacques) (p. 123).

Grève (Droit de) : M. Eberhard (Jacques) (p. 123).

Sociétés multinationales : M. Eberhard (Jacques) (p. 123).

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN

M. Anicet Le Pors.

Plan (VIII^e^) : M. Le Pors (Anicet) (p. 124).

Centre de recherche et de documentation sur la consommation (C. R. E. D. O. C.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 124).

Centre d'études prospectives et d'informations internationales (C. E. P. I. I.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 124).

Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social (Cordes) : M. Le Pors (Anicet) (p. 124).

Commissariat général du Plan : M. Le Pors (Anicet) (p. 124).

Programmes d'actions prioritaires (P. A. P.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 124).

RECHERCHE

M. Anicet Le Pors.

Centre national de la recherche scientifique (C. N. R. S.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 124).

Chercheurs : M. Le Pors (Anicet) (p. 124, 125).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (I. N. S E. R. M.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 124).

Rapport Mareuil (Recherche) : M. Le Pors (Anicet) (p. 124).

Stimulateurs isotopiques : M. Le Pors (Anicet) (p. 125).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Mme Rolande Perlican.

Départementalisation : Mme Perlican (Rolande) (p. 125).

Nouvelle-Calédonie : Mme Perlican (Rolande) (p. 125).

Théodore Daye (Assassinat) : Mme Perlican (Rolande) (p. 125).

TRANSPORTS

MM. Jacques Eberhard ; Maurice Blin, rapporteur général ; Maurice Papon, ministre du budget.

Codes (Feux de croisement en ville) : M. Eberhard (Jacques) (p. 126).

Entreprises nationales : M. Eberhard (Jacques) (p. 125).

Grèves : M. Eberhard (Jacques) (p. 125).

Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.) : M. Eberhard (Jacques) (p. 125).

SANTE ET SECURITE SOCIALE

M. Pierre Gamboa.

Hôpitaux : M. Gamboa (Pierre) (p. 126).

Hôpitaux (Conseils d'administration) : M. Gamboa (Pierre) (p. 126).

UNIVERSITES

Mme Hélène Luc.

Enseignement supérieur : Mme Luc (Hélène) (p. 126, 127).

Universités (Election des présidents de conseils d'universités) : Mme Luc (Hélène) (p. 126, 127).

Article 36 (*Budget général : mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services militaires*) (p. 127). — Politique de défense ; armes nucléaires.

Article 37 (*Budget général : mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services militaires*) (p. 127).

Article 38 et état D (*Autorisations d'engagement par anticipation*) (p. 127, 128).

Article 39 (*Budgets annexes : services votés*) (p. 129). — Les postes et télécommunications ; les postiers, le téléphone.

Article 40 (*Budgets annexes : mesures nouvelles*) (p. 129).

Article 41 (*Comptes d'affectation spéciale : opérations définitives. — Services votés*) (p. 129). — Comptes spéciaux du Trésor ; rapport Hannoun ; aide aux entreprises (p. 130) ; fonds de développement économique et social (F. D. E. S.) ; Electricité de France ; industrie sidérurgique ; commerce extérieur.

Article 42 (*Aménagement du compte d'affectation spéciale Fonds national pour le développement du sport*) (p. 130).

Article 43 (*Rapport annuel sur la gestion du Fonds national de développement du sport*) (p. 130).

Article 44 (*Comptes d'affectation spéciale : mesures nouvelles. — Opérations définitives*) (p. 130).

Article 45 (*Comptes d'affectation spéciale : opérations à caractère temporaire. — Services votés*) (p. 130).

Article 46 (*Comptes d'affectation spéciale : opérations à caractère temporaire. — Mesures nouvelles*) (p. 130).

Article 47 (*Clôture de comptes d'affectation spéciale*) (p. 131).

Article 48 (*Comptes de commerce : mesures nouvelles*) (p. 131).

Article 49 (*Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers : mesures nouvelles*) (p. 131).

Article 50 (*Clôture d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers*) (p. 131).

Article 51 (*Comptes d'avances : mesures nouvelles*) (p. 131).

Article 52 (*Regroupement de comptes d'avances et modification de l'objet d'un compte d'avances*) (p. 131).

Article 53 (*Comptes de prêts et de consolidation : mesures nouvelles*) (p. 131).

Article 54 (*Clôture de comptes de prêts et modification de l'intitulé d'un compte de prêts*) (p. 131).

Article 55 (*Clôture d'un compte d'opérations monétaires*) (p. 131)

Article 56 (*Participation de la France à la 7e revision des quotes-parts du Fonds monétaire international*) (p. 131).

Article 57 et état E (*Perception des taxes parafiscales*) (p. 131, 145). — Décision du Conseil constitutionnel sur la loi de finances pour 1980 ; contrôle du Parlement et taxes parafiscales (p. 145).

Article 58 et état F (*Crédits évaluatifs*) (p. 145, 146).

Article 59 et état G (*Crédits provisionnels*) (p. 146, 147).

Article 60 et état H (*Report de crédits*) (p. 147, 149).

Article 61 (*Aide au logement social*) (p. 149).

Article 62 (*Nombre de logements susceptibles d'ouvrir à leurs occupants droit à l'aide personnalisée au logement*) (p. 149).

Article 63 (*Exonération de la taxe foncière pour les constructions financées par des prêts aidés par l'Etat*) (p. 149).

Article 64 (*Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France*) (p. 149).

Article 65 (*Subventions aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national*) (p. 149). — Amendement n° 56 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard. Suppression de cet article, relatif à la subvention aux départements dans l'hypothèse d'un déclassement du réseau national secondaire des routes (p. 150).

Article 66 (*Répartition du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision et de la taxe sur les auto-radios*) (p. 150).

Article 67 (*Taux du prélèvement libératoire pour les bons ou titres*) (p. 150).

Article 68 (*Imposition aux droits de succession des sommes reçues au titre de certains contrats d'assurance*) (p. 150).

Article 69 (*Imposition aux droits de succession des biens recueillis en vertu d'une clause d'accroissement*) (p. 150).

Article 70 (*Régime fiscal applicable aux bénéfices provenant de sociétés ayant leur siège dans un pays à fiscalité privilégiée*) (p. 151).

Article 71 (*Aménagement des conditions d'imposition des sommes versées à l'étranger au titre de services rendus en France*) (p. 151).

Article 72 (*Aménagement du régime d'imposition des rémunérations occultes*) (p. 151).

Article 73 (*Intérêts applicables en matière d'impôts directs en cas de décision défavorable de la juridiction administrative*) (p. 151). — Amendements n° 66, n° 67 et n° 68 de M. Henri Duffaut, soutenus par M. Henri Tournan : modification des dispositions relatives au paiement d'intérêts moratoires sur les impôts contestés lorsqu'il y a eu rejet de la demande du contribuable ou désistement de sa part.

Article 74 (*Responsabilité fiscale des dirigeants de société, d'une personne morale ou de tout autre groupement*) (p. 152).

Article 75 (*Extension à tous les établissements bancaires ou assimilés de l'obligation de déclarer les ouvertures et clôtures de comptes*) (p. 152).

Après l'article 75 (p. 152). — Amendement n° 69 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : impossibilité pour les banques de demander une rémunération pour la gestion d'un compte de chèques.

Article 76 (*Communication de renseignements fiscaux aux présidents des centres de gestion et associations agréés*) (p. 152).

Article 77 (*Droit de communication de l'administration auprès de certains membres des professions non commerciales*) (p. 152).

Après l'article 77 (p. 152). — Amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Philippe Machefer : priorité des Etats étrangers à faible revenu national pour percevoir les concours financiers du budget du ministère de la coopération.

Article 78 (*Communication de certains renseignements par l'administration des douanes*) (p. 152).

Article 79 (*Aménagement du régime fiscal des départements d'outre-mer*) (p. 153).

Article 80 (*Reconduction et aménagement du régime spécial des provisions pour les entreprises de presse*) (p. 153).

Article 81 (*Amélioration du dispositif d'incitation à l'expansion des entreprises françaises sur les marchés internationaux*) (p. 153).

Article 82 (*Droits de la femme mariée en matière d'impôt sur le revenu*) (p. 153). — Amendements nos 70 et 71 de M. Henri Tournan : égalité des droits de la femme mariée à l'égard du service des impôts, notamment quant à la déclaration annuelle des revenus.

Après l'article 82 (p. 154). — Amendement n° 72 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : relèvement des limites d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires. — Amendement n° 73 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : exonération fiscale sur les titres-vacances.

Article 83 (*Extension du champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail*) (p. 154).

Après l'article 83 (p. 154). — Amendement n° 74 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : information du Parlement sur le montant des remises gracieuses en matière de fraude fiscale.

Article 84 (*Modification du plafond des ressources des établissements publics régionaux*) (p. 155).

Article 85 (*Complément à l'article L. 38 du code des pensions civiles et militaires de retraite*) (p. 155).

Article 86 (*Contrôle de la concentration économique et répression des ententes illicites et des abus de position dominante*) (p. 155).

Article 87 (*Exécution des décisions prises dans le domaine du contrôle de la concentration économique, de la répression des ententes illicites et des abus de position dominante*) (p. 155).

Article 88 (*Modification de la redevance relative à l'agrément des producteurs et négociants en bois et plants de vigne*) (p. 155).

Article 89 (*Régime de vente de certains produits horticoles*) (p. 155).

Article 90 (*Augmentation de l'allocation aux grands invalides allouée aux aveugles de guerre et de la Résistance*) (p. 155).

Article 91 (*Modalités d'inscription à la section de fonctionnement du budget des collectivités locales des sommes versées par le fonds d'équipement des collectivités locales*) (p. 155).

Article 92 (*Augmentation de la majoration spéciale allouée aux veuves de grands invalides*) (p. 155).

Article 93 (*Remplacement, pour la détermination des crédits de la défense, de la référence au budget de l'Etat par la référence à un pourcentage du produit intérieur brut marchand*) (p. 155).

Article 94 (*Majoration de la taxe pour frais de chambres de métiers*) (p. 155).

Après l'article 94 (p. 156). — Amendement n° 77 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : rapport du Gouvernement sur les conséquences pour l'économie française des investissements directs à l'étranger. — Amendement n° 78 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : possibilité pour une assemblée parlementaire de lever le secret fiscal opposable aux investigations d'une commission d'enquête ou de contrôle. — Amendement n° 79 (art. additionnel) de M. Henri Tournan : rapport du Gouvernement sur le coût et l'impact des procédures publiques d'intervention en matière de commerce extérieur.

Article 95 (*Récapitulation annuelle dans une annexe budgétaire des crédits concourant à la défense de la nation*) (p. 156).

Article 96 (*Ouverture du livret d'épargne manuelle pour les aides familiaux et associés d'exploitation de l'artisanat*) (p. 156).

Vote unique sur les articles 33 à 96 constituant la deuxième partie et sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1980 dans le texte considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, à l'exclusion de tous amendements ou articles additionnels [17 janvier 1980] (p. 167).

Explications de vote :

— *M. Anicet Le Pors* (p. 168) : diminution du pouvoir d'achat des familles ouvrières ; profits des compagnies pétrolières ; session extraordinaire et débat de procédure ; motion d'irrecevabilité déposée par le groupe communiste ; rejet par le Gouvernement des amendements posant les questions de fond ; campagne anticommuniste ; (p. 1969) ; le groupe communiste votera contre le projet de loi de finances.

— *M. Jean Béranger* (p. 169) : décision du Conseil constitutionnel déclarant la loi de finances pour 1980 non conforme à la constitution ; rôle du Sénat dans cet imbroglio juridique ; recours à la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la constitution ; proposition de loi organique de M. Etienne Dailly ; la formation des sénateurs radicaux de gauche votera contre le projet de loi de finances.

Intervention de M. Raymond Barre, Premier ministre (p. 169) : argument de procédure ayant justifié la décision du Conseil constitutionnel déclarant la loi de finances pour 1980 non conforme à la constitution ; respect par le Gouvernement de la forme indiquée par le Conseil constitutionnel ; argument selon lequel il aurait fallu refaire le budget au vu des éléments nouveaux intervenus depuis la fin de 1979 ; (p. 170) : rôle des lois de finances rectificatives ; prudence du Gouvernement en matière de déficit des finances publiques ; mesures annoncées par le Gouvernement le 2 janvier 1980 : augmentation des prix de l'énergie ; tarif d'E. D. F. et financement du programme électronucléaire ; investissements des entreprises ; mesures sociales ; recours du Gouvernement à l'article 49, alinéa 3, de la constitution ; rôle du Sénat dans le vote du budget ; amendements acceptés par le Gouvernement en première lecture ; lucidité et vigilance du peuple français ; nécessité d'une Europe organisée.

Réponse au Gouvernement : M. Etienne Dailly (p. 170, 171) : sa proposition de loi organique déposée le 16 janvier sur le bureau du Sénat : la nécessité de tirer les enseignements des décisions du Conseil constitutionnel ; l'inscription de cette proposition à l'ordre du jour du Sénat.

Scrutin public (p. 171, n° 87, liste des votants p. 179, 181).

Adoption [17 janvier 1980] (p. 171).

2. — Proposition de loi organique tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, présentée par M. Etienne Dailly, sénateur [15 janvier 1980] (n° **150,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [10 avril 1980]. — Rapport de M. Etienne Dailly [3 avril 1980] (n° **196,** 1979-1980).

3. — Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances en vue de permettre une meilleure organisation de la discussion budgétaire, présentée par MM. Edouard Bonnefous et Maurice Blin [11 mars 1980] (n° **185,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

4. — Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des lois de finances et d'accroître les pouvoirs du Parlement, présentée par M. Anicet Le Pors, sénateur, et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1980] (n° **58,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

5. — Proposition de loi organique tendant à modifier, préciser et compléter les dispositions de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, présentée par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues [6 novembre 1980] (n° **88,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [18 décembre 1980].

6. — Projet de loi de finances pur 1981, présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Maurice Papon, ministre du budget [2 octobre 1980] (n° **1933**). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à la commission des affaires étrangères, à la commission de la défense nationale et des forces armées, à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République et à la commission de la production et des échanges. — Rapport général de M. Fernand Icart, rapporteur général [9 octobre 1980] (n° **1976**). — Discussion [14 octobre au 18 novembre 1980]. — Adoption [18 novembre 1980] (n° **359**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [19 novembre 1980] (n° **97,** 1980-1981) ; renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des affaires culturelles, à la commission des affaires économiques et du Plan, à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la commission des affaires sociales et à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; rapport général de M. Maurice Blin, rapporteur général [19 novembre 1980] (n° **98,** 1980-1981). — Discussion [20 novembre 1980] (p. 4989, 5020) ; [21 novembre 1980] (p. 5038, 5089) ; [22 novembre 1980] (p. 5103, 5171) ; [24 novembre 1980] (p. 5182, 5239) ; [25 novembre 1980] (p. 5246, 5302) ; [26 novembre 1980] (p. 5316, 5372) ; [27 novembre 1980] (p. 5380, 5430) ; [28 novembre 1980] (p. 5444, 5501) ; [29 novembre 1980] (p. 5516, 5541) ; [1er décembre 1980] (p. 5546, 5604) ; [2 décembre 1980] (p. 5610, 5660) ; [3 décembre 1980] (p. 5672, 5734) ; [4 décembre 1980] (p. 5745, 5792) ; [5 décembre 1980] (p. 5816, 5884) ; [6 décembre 1980] (p. 5902, 5944) ; [7 décembre 1980] (p. 5950, 6011) ; [8 décembre 1980] (p. 6014, 6070) ; [9 décembre 1980] (p. 6079, 6144). — Adoption [9 décembre 1980] (n° **25**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [10 décembre 1980] (n° **2142**) ; renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Fernand Icart, rapporteur général [11 décembre 1980] (n° **2144**). — Discussion [16 décembre 1980]. — Adoption [16 décembre 1980] (n° **409**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [11 décembre 1980] (n° **156,** 1980-1981). — Discussion [17 décembre 1980] (p. 6378, 6392). — Adoption [17 décembre 1980] (n° **39**). — Décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 31 décembre 1980).

PROMULGATION : loi n° 80-10944 du 30 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 31 décembre 1980).

SENAT

Rapporteur général.

Rapport général de M. Maurice Blin (n° **98**, 1980-1981) fait, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale.

Tome I. — Le budget de 1981 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. — Observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes (M. André Fosset, rapporteur).

Tome II. — Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Tome III. — Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapporteurs spéciaux.

I. — *Budgets civils.*

A. — Budget général.

Annexes n°s :

1. — Affaires étrangères..... Gustave HÉON.
2. — Agriculture ..... Jean CHAMANT.
3. — Anciens combattants..... René TOMASINI.
4. — Commerce et artisanat..... René BALLAYER.
5. — Commerce extérieur..... Tony LARUE.
6. — Coopération ..... Robert SCHMITT.

Culture et communication :

7. — Culture ..... Jean-Pierre FOURCADE.
8. — Information ..... Henri GOETSCHY.
9. — Départements et territoires d'outre-mer ..... René JAGER.

Economie et budget :

10. — I. — Charges communes..... Henri DUFFAUT.
11. — II. — Section commune..... Michel MANET.
11. — III. — Economie ..... Michel MANET.
11. — IV. — Budget ..... Michel MANET.
12. — Education ..... Gérard DELFAU.

Environnement et cadre de vie :

13. — Environnement ..... Henri TORRE.
14. — Logement et cadre de vie..... Josy MOINET.
15. — Industrie ..... René TOMASINI.
16. — Intérieur et rapatriés..... Joseph RAYBAUD.

Jeunesse, sports et loisirs :

17. — I. — Section commune..... Stéphane BONDUEL.
17. — II. — Jeunesse et sports..... Stéphane BONDUEL.
18. — III. — Tourisme ..... Yves DURAND.
19. — Justice ..... Georges LOMBARD.

Services du Premier ministre :

20. — I. — Services généraux..... Robert GUILLAUME.
21. — Aménagement du territoire.. Geoffroy de MONTALEMBERT.
22. — II. — Secrétariat général de la défense nationale..... Raymond MARCELLIN.
23. — III. — Conseil économique et social.. Paul JARGOT.
24. — IV. — Commissariat général du Plan. Anicet LE PORS.
25. — V. — Recherche ..... Jacques DESCOURS DESACRES.
26. — VI. — Industries agricoles et alimentaires ..... Henri GOETSCHY.

Transports :

27. — I. — Section commune..... Mlle Irma RAPUZZI.
28. — II. — Aviation civile..... Raymond MARCELLIN.
29. — III. — Marine marchande..... Anicet LE PORS.
30. — Ports ..... Tony LARUE.

IV. — Transports intérieurs :

27. — Transports terrestres..... Mlle Irma RAPUZZI.
31. — Routes et voies navigables. Josy MOINET.
28. — V. — Météorologie ..... Raymond MARCELLIN.

Travail et santé :

32. — I. — Section commune..... André FOSSET.
32. — II. — Travail et participation..... André FOSSET.
33. — III. — Santé et sécurité sociale..... Marcel FORTIER.
34. — Universités ..... René CHAZELLE.

B. — Budgets annexes.

35. — Imprimerie nationale..... Camille VALLIN.
36. — Journaux officiels..... Paul JARGOT.
37. — Légion d'honneur et ordre de la Libération ..... René CHAZELLE.
38. — Monnaies et médailles..... Jean-Pierre FOURCADE.
39. — Postes et télécommunications..... Louis PERREIN.
40. — Prestations sociales agricoles..... Henri TORRE.

II. — *Défense.*

A. — Budget général.

41. — Exposé d'ensemble ..... Jean FRANCOU.
42. — Dépenses ordinaires ..... Modeste LEGOUEZ.
41. — Dépenses en capital..... Jean FRANCOU.

B. — Budget annexe.

43. — Essences ..... Michel MANET.

III. — *Autres dispositions.*

44. — Comptes spéciaux du Trésor..... Christian PONCELET.
45. — Radiodiffusion et Télévision (organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974)..... Jean CLUZEL.

Avis (n° **99**, 1980-1981) présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale.

Tome I. — Culture, par M. Michel Miroudot.
Tome II. — Cinéma - Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.
Tome III. — Environnement, par M. Hubert Martin.
Tome IV. — Education, par M. Paul Séramy.
Tome V. — Enseignement agricole, par M. René Tinant.
Tome VI. — Enseignements supérieurs, par M. Jean Sauvage.
Tome VII. — Recherche scientifique et technique, par M. Adrien Gouteyron.
Tome VIII. — Formation professionnelle continue, par Mme Brigitte Gros.
Tome IX. — Jeunesse et sports, par M. Roland Ruet.
Tome X. — Information - Presse, par Mme Brigitte Gros.
Tome XI. — Radiodiffusion - Télévision, par M. Charles Pasqua.
Tome XII. — Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques Pelletier.
Tome XIII. — Coopération, par M. Lucien Delmas.

Avis (n° **100**, 1980-1981) présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I. — Agriculture, par M. Michel Sordel.
Tome II. — Aménagement rural, par M. Jules Roujon.
Tome III. — Industries agricoles et alimentaires, par M. Pierre Jeambrun.
Tome IV. — Industrie, par M. Francisque Collomb.
Tome V. — Energie, par M. Jean-François Pintat.
Tome VI. — Recherche scientifique, par M. Pierre Noé.
Tome VII. — Commerce et Artisanat, par M. Raymond Brun.
Tome VIII. — Consommation et Concurrence, par M. Gérard Ehlers.
Tome IX. — Commerce extérieur, par M. Maurice Prévoteau.
Tome X. — Aménagement du Territoire, par M. Roger Rinchet.
Tome XI. — Plan, par M. Marcel Lucotte.
Tome XII. — Routes et Voies navigables, par M. Jacques Braconnier.
Tome XIII. — Ports maritimes, par M. Daniel Millaud.
Tome XIV. — Logement, par M. Robert Laucournet.
Tome XV. — Urbanisme, par M. Pierre Ceccaldi-Pavard.
Tome XVI. — Tourisme, par M. Paul Malassagne.
Tome XVII. — Environnement, par M. Richard Pouille.
Tome XVIII. — Transports terrestres, par M. Georges Berchet.
Tome XIX. — Aviation civile, par M. Bernard Legrand.
Tome XX. — Marine nationale, par M. Joseph Yvon.
Tome XXI. — Postes et Télécommunications, par M. Jean-Marie Rausch.
Tome XXII. — Départements d'Outre-Mer, par M. Bernard Parmantier.
Tome XXIII. — Territoires d'Outre-Mer, par M. Jacques Mossion.

Avis (n° **101**, 1980-1981) présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I. — Affaires étrangères, par M. Claude Mont.
Tome II. — Affaires étrangères. — Relations culturelles, par M. Francis Palmero.
Tome III. — Coopération, par M. Louis Martin.
Tome IV. — Défense. — Section commune, par M. Jacques Genton.
Tome V. — Défense. — Section Gendarmerie, par M. Lucien Gautier.
Tome VI. — Défense. — Section Forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.

Tome VII. — Défense. — Section Air, par M. Albert Voilquin.
Tome VIII. — Défense. — Section Marine, par M. Max Lejeune.

Avis (n° **102**, 1980-1981) présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I. — Anciens combattants, par M. André Méric.
Tome II. — Santé, par M. Jean Chérioux.
Tome III. — Sécurité sociale, par M. Louis Boyer.
Tome IV. — Travail, par M. Jean Béranger.
Tome V. — Prestations sociales agricoles, par M. Jean Gravier.

Avis (n° **103**, 1980-1981) présenté, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I. — Intérieur, par M. Pierre Salvi.
Tome II. — Justice, par M. Edgar Tailhades.
Tome III. — Départements d'Outre-Mer, par M. Louis Virapoullé.
Tome IV. — Territoires d'Outre-Mer, par M. Lionel Cherrier.
Tome V. — Protection civile, par M. Paul Girod.

ASSEMBLEE NATIONALE

Rapporteur général.

Rapport général de M. Fernand Icart (n° **1976**) fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Tome I. — Rapport général.

Tome II. — Examen de la première partie du projet de loi de finances. — Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III. — Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. — Moyen des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux.

I. — *Budgets civils.*

A. — Budget général :

Annexes n°s :

1. — Affaires étrangères ..... Jacques MARETTE.

Agriculture :

2. — Dépenses ordinaires ..... Robert BISSON.
3. — Dépenses en capital..... Henri EMMANUELLI.
4. — Marchés agricoles ..... Pierre GOLDBERG.
5. — Anciens combattants ..... Henri GINOUX.

Commerce et artisanat :

6. — Commerce ..... Alain BONNET.
7. — Artisanat ..... Jean BARDOL.
8. — Commerce extérieur ..... Christian PIERRET.
(Fascicule budgétaire : économie et budget.)
9. — Coopération ..... André-Georges VOISIN.
(Culture et communication.)
10. — Culture ..... Maurice TISSANDIER.
11. — Information ..... Louis SALLÉ.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre. — Services généraux.)
12. — Radiotélévision ..... Joël LE TAC.

Départements et territoires d'outre-mer :

13. — Départements d'outre-mer ..... Jean-Paul de ROCCA SERRA.
14. — Territoires d'outre-mer ..... Gaston FLOSSE.

Economie. — Budget :

15. — Charges communes ..... Henri DE GASTINES.
16. — Entreprises publiques ..... Jacques FÉRON.
17. — Economie et budget..... Emmanuel HAMEL.

Education :

18. — Dépenses ordinaires ..... Jean ROYER.
19. — Constructions scolaires ..... Lucien NEUWIRTH.

Environnement et cadre de vie :

20. — Environnement ..... Georges MESMIN.
21. — Urbanisme ..... Georges MESMIN.
22. — Logement et architecture..... François D'AUBERT.
23. — Industrie ..... Gilbert GANTIER.
24. — Petite et moyenne industrie ..... Alain DEVAQUET.
25. — Intérieur ..... Roger FOSSÉ.
26. — Collectivités locales ..... René DE BRANCHE.

Jeunesse, sports et loisirs :

27. — Jeunesse et sports..... Bernard MARIE.
28. — Tourisme ..... Maurice POURCHON.
29. — Justice ..... Germain SPRAUER.
30. — Condition pénitentiaire ..... Alain BONNET.

Santé et sécurité sociale :

31. — Santé et assurance-maladie..... Bernard PONS.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)
32. — Sécurité sociale ..... Laurent FABIUS.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)

Services du Premier ministre :

33. — Services généraux divers..... René RIEUBON.
34. — Aménagement du territoire..... Paul ALDUY.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
35. — Fonction publique ..... Edmond ALPHANDÉRY.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
36. — Formation professionnelle ..... Arthur DEHAINE.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
37. — Conseil économique et social..... Jean AUROUX.
38. — Commissaire général du Plan..... Michel ROCARD.
39. — Recherche ..... Jean-Pierre CHEVÈNEMENT.
40. — Industries agricoles et alimentaires.. Maurice LIGOT.

Transports :

41. — Section commune et transports terrestres ..... Pierre CORNET.
42. — Aviation civile et météorologie..... Pierre BAS.
43. — Marine marchande ..... Albert DENVERS.
44. — Routes, ports et voies navigables.... Bertrand DE MAIGRET.

Travail et participation :

45. — Travail ..... Dominique FRELAUT.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)
46. — Travailleurs immigrés ..... Parfait JANS.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)
47. — Universités ..... Claude COULAIS.

B. — Budgets annexes.

48. — Imprimerie nationale ..... Gisèle MOREAU.
49. — Journaux officiels .....
50. — Légion d'honneur et ordre de la Libération ..... Jean AUROUX.
51. — Monnaies et médailles..... Roger COMBRISSON.
52. — Postes et télécommunications..... Pierre RIBES.
53. — Prestations sociales agricoles..... Jacques JOUVE.

C. — Divers.

54. — Comptes spéciaux du Trésor..... Alain SAVARY.
55. — Taxes parafiscales ..... Robert VIZET.

II. — *Budgets militaires.*

56. — Défense :
Considérations générales .....
Secrétariat général de la défense nationale .....
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre : S. G. D. N.) Jacques CRESSARD.
Dépenses en capital.....
57. — Dépenses ordinaires ..... André ROSSI.
Essences .....

Avis (n° **1977**) présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1981 :

Tome I. — Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. André Delehedde.
Tome II. — Agriculture : enseignement agricole, par M. Jean Brocard.
Tome III. — Anciens combattants, par M. Jean Falala.

Culture et communication :

Tome IV. — Culture, par M. Rodolphe Pesce.
Tome V. — Cinéma, par M. Jack Ralite.
Tome VI. — Information et communication, par M. Didier Bariani.
(Fascicule budgétaire : services du Premier ministre. — Services généraux.)
Tome VII. — Radiotélévision, par M. Jean de Préaumont.
Tome VIII. — Education, par M. Etienne Pinte.

Environnement et cadre de vie :

Tome IX. — Environnement, par M. Michel Péricard.
Tome X. — Logement, problème social, par M. Maurice Andrieu.
Tome XI. — Jeunesse, sports et loisirs : jeunesse et sports, par M. Robert Héraud.

Santé et sécurité sociale :

Tome XII. — Santé et assurance-maladie, par M. Gilbert Barbier.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)
Tome XIII. — Sécurité sociale, par M. Alain Léger.
(Fascicule budgétaire : travail et santé.)

Services du Premier ministre :

Tome XIV. — Recherche, par M. Jean-Claude Pasty.
Tome XV. — Services d'information, par M. Jean Boinvilliers. (Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
Tome XVI. — Formation professionnelle, par M. Pierre Zarka. (Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
Tome XVII. — Travail, par M. Jacques Sourdille. (Fascicule budgétaire : travail et santé.)
Tome XVIII. — Participation, par M. Jean-Pierre Delalande. (Fascicule budgétaire : travail et santé.)
Tome XIX. — Population, par M. Jean Fonteneau. (Fascicule budgétaire : travail et santé.)
Tome XX. — Travail manuel, par M. Daniel Boulay. (Fascicule budgétaire : travail et santé.)
Tome XXI. — Travailleurs immigrés, par M. Bernard Derosier. (Fascicule budgétaire : travail et santé.)
Tome XXII. — Universités, par M. Louis Mexandeau.
Tome XXIII. — Prestations sociales agricoles, par M. Francis Geng.

Avis (n° **1978**) présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1981 :

Tome I. — Affaires étrangères, par M. Xavier Deniau.
Tome II. — Affaires étrangères : relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. André Chandernagor.
Tome III. — Coopération, par M. Henri Ferretti.

Avis (n° **1979**), présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1981 :

Défense :

Tome I. — Dépenses en capital, par M. Guy Cabanel.
Tome II. — Dépenses ordinaires, par M. Jean-Pierre Bechter.
Tome III. — Section commune et essences, par M. Pierre Mauger.
Tome IV. — Section Air, par M. Loïc Bouvard.
Tome V. — Section Forces terrestres, par M. Jean Bozzi.
Tome VI. — Section Marine, par M. Raymond Tourrain.
Tome VII. — Section Gendarmerie, par M. Eugène Berest.
Tome VIII. — Secrétariat général de la défense nationale. (Fascicule budgétaire : services du Premier ministre.)

Avis (n° **1980**), présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1981 :

Tome I. — Justice, par M. Henri Baudouin.
Tome II. — Intérieur, par M. Emmanuel Aubert.
Tome III. — Services du Premier ministre : fonction publique, par M. Gérard Longuet. (Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
Tome IV. — Départements d'outre-mer, par M. Philippe Seguin.
Tome V. — Territoires d'outre-mer, par M. Jacques Piot.

Avis (n° **1981**), présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1981 :

Agriculture :

Tome I. — Dépenses ordinaires, par M. Jean Desanlis.
Tome II. — Dépenses en capital, par M. Roland Huguet.
Tome III. — Commerce et artisanat, par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset.
Tome IV. — Commerce extérieur par M. Alain Mayoud. (Fascicule budgétaire : économie et budget.)
Tome V. — Départements d'outre-mer, par M. Claude Martin.
Tome VI. — Territoires d'outre-mer, par M. Claude Biwer.

Economie et budget :

Tome VII. — Consommation, par M. Martin Malvy.
Tome VIII. — Entreprises nationales, par M. Christian Nucci.

Environnement et cadre de vie :

Tome IX. — Environnement, par M. Alex Raymond.
Tome X. — Logement et architecture, par M. Pierre Weisenhorn.
Tome XI. — Urbanisme et paysages, par M. Henry Canacos.
Tome XII. — Industrie, par M. Julien Schvartz.
Tome XIII. — Industrie : petite et moyenne industrie, par M. Xavier Hamelin.
Tome XIV. — Jeunesse, sports et loisirs : tourisme, par M. Jean Begault.

Services du Premier ministre :

Tome XV. — Aménagement du territoire, par M. Pascal Clément. (Fascicule budgétaire : services du Premier ministre, services généraux.)
Tome XVI. — Commissariat général du Plan, par M. Roger Gouhier.
Tome XVII. — Recherche, par M. Antoine Porcu.
Tome XVIII. — Industries agricoles et alimentaires, par M. Michel Delprat.

Transports :

Tome XIX. — Transports terrestres, par M. Pierre Forgues.
Tome XX. — Aviation civile et météorologie, par M. Claude Labbé.
Tome XXI. — Marine marchande, par M. André Duroméa.
Tome XXII. — Routes, par M. Alain Chénard.
Tome XXIII. — Ports et voies navigables, par M. Jean Valleix.
Tome XXIV. — Postes et télécommunications, par M. Michel Noir.
Tome XXV. — Prestations sociales agricoles, par M. Emile Bizet.

Tableau de concordance des articles du projet de loi de finances pour 1981 *et des articles de la loi de finances n° 80-1094 du 30 décembre* 1980.

ARTICLES		OBJET	DATES DE DISCUSSION au Sénat (première lecture et commission mixte paritaire).	PAGES du J. O.	ARTICLES de la loi de finances.
Projet de loi.	Additionnels.				
		PREMIERE PARTIE			
		CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
		TITRE Ier			
		Dispositions relatives aux ressources.			
		I. — IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS			
		A. — *Dispositions antérieures.*			
1		Autorisation de percevoir les impôts existants.....	21 novembre 1980	5038	1
		B. — *Mesures fiscales.*			
2		Fixation du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement ; relèvement des limites d'adhésion aux centres de gestion et association agréés.	21 novembre 1980	5049	2
	2 *bis* (A. N.)	Modification du quotient familial.....	21 novembre 1980	5065	3
4		Surtaxe exceptionnelle provisoire sur les alcools, les vins, cidres et bières.	21 novembre 1980	5065	3
	2 *ter* (A. N.)	Situation des contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu n'est pas recouvrée, pour le paiement de la taxe d'habitation ; taux des droits de timbre.	21 novembre 1980 17 décembre 1980	5065 6378	4
	2 *quater* (A. N.)	Majoration des limites de réduction pour le calcul des droits de succession.	21 novembre 1980 17 décembre 1980	5067 6378	5
	3 A (A. N.)	Incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales ; droit de timbre sur les passeports ordinaires.	21 novembre 1980 17 décembre 1980	5071 6378	6
	3 B (Sénat)	Amendement n° 148 rectifié. — Aide à l'investissement dans les T. O. M. et la collectivité territoriale de Mayotte.	21 novembre 1980 17 décembre 1980	5087 6378	7
3		Aménagement de la fiscalité des sociétés pétrolières.....	22 novembre 1980 17 décembre 1980	5103 6379	8

ARTICLES		OBJET	DATES DE DISCUSSION au Sénat (première lecture et commission mixte paritaire).	PAGES du J. O.	ARTICLES de la loi de finances.
Projet de loi.	Additionnels.				
	3 *bis* A (Sénat)	Amendement n° 6. — Financement des dépenses de fonctionnement du centre de secours spécialisé de Lacq-Artix.	22 novembre 1980 17 décembre 1980	5104 6379	9
	3 *bis* (A. N.)	Majoration des redevances communale et départementale des mines pour le charbon.	22 novembre 1980	5105	10
	3 *ter* (A. N.)	Majoration des redevances communale et départementale des mines applicables à certains minerais.	22 novembre 1980	5105	11
	3 *quater* (A. N.)	Régime des plus-values constatées à l'occasion d'apports en sociétés réalisés à compter du 1er avril 1981 ; montant du droit de timbre applicable aux cartes de séjour des étrangers.	22 novembre 1980	5105	12
4		Nouveau barème des droits indirects sur les alcools, les vins, cidres et bières. — Modification des règles relatives au remboursement des droits indirects.	22 novembre 1980 17 décembre 1980	5113 6383	13
	4 *bis* (A. N.)	Majoration du droit de timbre de dimension.....	22 novembre 1980	5135	14
		II. — Ressources affectées			
5		Dispositions relatives aux affectations.....	22 novembre 1980	5136	15
7		Majoration de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles.	22 novembre 1980 17 décembre 1980	5140 6384	16
		III. — Autres mesures			
8		Détaxation des carburants agricoles.....	22 novembre 1980	5149	17
	8 *bis* (Sénat)	Amendement n° 9 rectifié. — Droit de francisation et de navigation..	22 novembre 1980 17 décembre 1980	5149 6384	18
	8 *ter* (Sénat)	Amendement n° 37. — Taxe sur les eaux minérales perçue par les communes.	22 novembre 1980 17 décembre 1980	5153 6384	19
		Titre II **Dispositions relatives aux charges.**			
9		Confirmation des dispositions législatives antérieures.....	22 novembre 1980	5155	20
10		Majoration des rentes viagères.....	22 novembre 1980	5155	21
		Titre III **Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.**			
11		Equilibre général du budget.....	22 novembre 1980 17 décembre 1980	5157 6384	22
		DEUXIEME PARTIE **MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES**			
		Titre premier **Dispositions applicables à l'année 1981.** A. — *Opérations à caractère définitif.*			
		I. — Budget général			
12		Services votés	9 décembre 1980	6079	23
13		Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services civils.....	9 décembre 1980	6079	24
14		Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services civils.....	9 décembre 1980	6080	25
15		Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services militaires..	3 décembre 1980	5692	26
16		Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services militaires...	3 décembre 1980	5692	27
17		Autorisations d'engagement par anticipation.....	9 décembre 1980	6082	28
		II. — Budgets annexes			
18		Services votés	9 décembre 1980	6082	29
19		Mesures nouvelles	9 décembre 1980 17 décembre 1980	6082 6389	30

ARTICLES		OBJET	DATES DE DISCUSSION au Sénat (première lecture et commission mixte paritaire).	PAGES du J. O.	ARTICLES de la loi de finances.
Projet de loi.	Additionnels.				
		III. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE			
	20 A (A. N.)	Clôture au 31 décembre 1980 du compte spécial du Trésor « Fonds spécial d'investissement routier ».	24 novembre 1980	5238	31
20		Services votés	24 novembre 1980	5239	32
21		Mesures nouvelles	24 novembre 1980	5239	33
		B. — *Opérations à caractère temporaire.*			
22		Services votés	24 novembre 1980	5239	34
23		Mesures nouvelles des comptes d'affectation spéciale	24 novembre 1980	5239	35
24		Mesures nouvelles des comptes de commerce	24 novembre 1980	5239	36
25		Extension de l'objet du compte de règlement avec les gouvernements étrangers « Exécution des accords internationaux relatifs à des produits de base ».	24 novembre 1980	5239	37
26		Mesures nouvelles des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.	24 novembre 1980	5239	38
27		Mesures nouvelles des comptes d'avances	24 novembre 1980	5239	39
28		Clôture au 31 décembre 1980 du compte spécial du Trésor « Prêts à la Société nationale industrielle aérospatiale et à la S. N. E. C. M. A. ».	24 novembre 1980	5239	40
29		Mesures nouvelles des comptes de prêts et de consolidation	24 novembre 1980	5239	41
		C. — *Dispositions diverses.*			
30		Perception des taxes parafiscales	9 décembre 1980	6083	42
31		Crédits évaluatifs	9 décembre 1980	6097	43
32		Crédits provisionnels	9 décembre 1980	6098	44
33		Reports de crédits	9 décembre 1980	6099	45
34		Aide au logement social	3 décembre 1980	5731	46
35		Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France.	28 novembre 1980	5498	47
36		Subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé.	28 novembre 1980	5498	48
37		Répartition du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision.	1er décembre 1980	5591	49
38		Reconduction du régime d'électrification rurale en 1981	9 décembre 1980	6101	50
		TITRE II			
		Dispositions permanentes.			
		A. — *Mesures fiscales.*			
41	40 *bis* (A. N.)	Abrogation du prélèvement conjoncturel	9 décembre 1980	6103	51
42		Option des sociétés à responsabilité limitée de famille pour le régime fiscal des sociétés de personnes	9 décembre 1980 17 décembre 1980	6104 6389	52
		Majorations forfaitaires des valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties.	9 décembre 1980 17 décembre 1980	6106 6389	53
	42 *bis* A (Sénat)	Amendement n° 248. — Aménagement de la fiscalité directe locale	9 décembre 1980 17 décembre 1980	6109 6390	54
	42 *bis* (A. N.)	Taxe communale sur les emplacements publicitaires	9 décembre 1980 17 décembre 1980	6113 6390	55
	42 *ter* (Sénat)	Amendement n° 216. — Répartition du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.	27 novembre 1980 17 décembre 1980	5429 6392	56
43		Reconduction pour un an des dispositions fiscales prévues pour l'amélioration des structures industrielles et de diverses mesures temporaires venant à expiration le 31 décembre 1980.	9 décembre 1980	6118	57
	43 *bis* (A. N.)	Taxes établies au profit de l'institut national de la propriété industrielle.	7 décembre 1980	5968	58
	43 *ter* (A. N.)	Ressources des établissements publics régionaux	9 décembre 1980 17 décembre 1980	6121 6391	59
	43 *quinquies* (Sénat)	Code des pensions de retraite des marins ; majoration de certains salaires forfaitaires.	28 novembre 1980	5500	60
	43 *quater* (A. N.)	Amendement n° 254. — Taxes spéciales d'équipement instituées au profit des établissements publics de la métropole lorraine et de la Basse-Seine.	9 décembre 1980 17 décembre 1980	6124 6391	61

ARTICLES		OBJET	DATES DE DISCUSSION au Sénat (première lecture et commission mixte paritaire).	PAGES du J. O.	ARTICLES de la loi de finances.
Projet de loi.	Additionnels.				
		B. — *Autres mesures.*			
	44 A (A. N.)	Revalorisation des pensions d'invalidité au taux du soldat, pour les pensions de 10 à 80 p. 100.	25 novembre 1980	5268	62
	44 B (A. N.)	Amélioration des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre versées aux aveugles et aux sourds totaux.	25 novembre 1980	5268	63
	44 C (A. N.)	Revalorisation de l'allocation spéciale aux grands invalides attribuée aux aveugles de guerre et de la majoration spéciale allouée aux aveugles de la Résistance.	25 novembre 1980	5269	64
	44 D (A. N.)	Revalorisation des indices des pensions versées aux veuves de guerre.	25 novembre 1980	5269	65
	44 E (A. N.)	Revalorisation des indices des pensions d'ascendants des victimes de guerre.	25 novembre 1980	5269	66
	44 F (Sénat)	Amendement n° 383 rectifié. — Pensions au taux spécial des veuves de guerre.	9 décembre 1980 17 décembre 1980	6134 et 6141 6391	67
44		Prolongation de l'aide spéciale compensatrice en faveur de certaines catégories de commerçants et d'artisans âgés.	7 décembre 1980	5997	68
	44 *bis* (A. N.)	Taxe pour frais de chambres de métiers.....	7 décembre 1980	5998	69
45		Intégration dans l'enseignement public de trois établissements d'enseignement technique privés des houillères du bassin de Lorraine.	5 décembre 1980	5883	70
	45 *bis* (A. N.)	Barème des redevances auxquelles sont assujettis les exploitants des installations nucléaires de base.	7 décembre 1980	5969	71
46		Relèvement des plafonds de ressources et de l'indemnité forfaitaire versée aux avocats en matière d'aide judiciaire.	4 décembre 1980	5785	72
	46 *bis* (Sénat)	Délais de paiement du versement pour dépassement du plafond légal de densité.	3 décembre 1980	5734	73
	47 nouveau (A. N.)	Indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens.	8 décembre 1980	6043	74
	49 nouveau (A. N.)	Récapitulatif de l'effort budgétaire et financier des départements ministériels.	9 décembre 1980 17 décembre 1980	6127 6391	75
	50 nouveau (Sénat)	Amendement n° 181 rectifié. — Allocation de remplacement aux agricultrices en cas de maternité ou d'adoption ; création d'un fonds additionnel d'action sociale concernant les services ménagers pour les personnes âgées.	26 novembre 1980 17 décembre 1980	5326 6391	76

Discussion (première lecture) [20 novembre 1980] (p. 4989, 5020) ; [21 novembre 1980] (p. 5038, 5089) ; [22 novembre 1980] (p. 5103, 5171) ; [24 novembre 1980] (p. 5182, 5239) ; [25 novembre 1980] (p. 5246, 5302) ; [26 novembre 1980] (p. 5316, 5372) ; [27 novembre 1980] (p. 5380, 5430) ; [28 novembre 1980] (p. 5444, 5501) ; [29 novembre 1980] (p. 5516, 5541) ; [1er décembre 1980] (p. 5546, 5604) ; [2 décembre 1980] (p. 5610, 5660) ; [3 décembre 1980] (p. 5672, 5734) ; [4 décembre 1980] (p. 5745, 5792) ; [5 décembre 1980] (p. 5816, 5884) ; [6 décembre 1980] (p. 5902, 5944) ; [7 décembre 1980] (p. 5950, 6011) ; [8 décembre 1980] (p. 6014, 6070) ; [9 décembre 1980] (p. 6079, 6144).

DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4989, 5020) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; André Fosset, Maurice Papon, ministre du budget ; Edgar Faure, Anicet Le Pors, Jean Cluzel, Henri Duffaut, Josy Moinet, Christian Poncelet, Jacques Larché, Louis Perrein.*

Agriculture : MM. Fosset (André) (p. 4993) ; Papon (Maurice) (p. 4995) ; Poncelet (Christian) (p. 5012) ; Larché (Jacques) (p. 5014).

Artisanat : M. Faure (Edgar) (p. 4999).

Automobile (Industrie) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 5003) ; Duffaut (Henri) (p. 5008).

Avoir fiscal : MM. Larché (Jacques) (p. 5015) ; Papon (Maurice) (p. 5019).

Banques : M. Le Pors (Anicet) (p. 5003).

Bilans (réévaluation des) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5006) ; Papon (Maurice) (p. 5017).

Cadres (emploi) : M. Blin (Maurice) (p. 4993).

Caisse d'épargne (Livrets) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5006).

Calamités agricoles : M. Fosset (André) (p. 4993).

Carburants (détaxation) : M. Le Pors (Anicet) (p. 5063).

Centres de gestion agréés : M. Papon (Maurice) (p. 4996).

Charges sociales : MM. Blin (Maurice) (p. 4992) ; Faure (Edgar) (p. 5000) ; Cluzel (Jean) (p. 5004, 5005) ; Moinet (Josy) (p. 5011) ; Larché (Jacques) (p. 5015).

Chômage : M. Blin (Maurice) (p. 4990, 4991, 4993) ; Fosset (André) (p. 4993) ; Papon (Maurice) (p. 4995, 5017, 5018) ; Faure (Edgar) (p. 5000) ; Le Pors (Anicet) (p. 5001, 5002, 5020) ; Cluzel (Jean) (p. 5004, 5005) ; Moinet (Josy) (p. 5018) ; Perrein (Louis) (p. 5015, 5016).

Chômage (indemnisation du) : MM. Blin (Maurice) (p. 4991, 4993) ; Perrein (Louis) (p. 5016) ; Papon (Maurice) (p. 5017).

Collectivités locales : MM. Blin (Maurice) (p. 4991) ; Le Pors (Anicet) (p. 5002) ; Cluzel (Jean) (p. 5006).

Commerce extérieur : MM. Blin (Maurice) (p. 4989, 4990) ; Duffaut (Henri) (p. 5009) ; Papon (Maurice) (p. 5018).

Concurrence internationale : M. Poncelet (Christian) (p. 5013).

Constructions scolaires : M. Blin (Maurice) (p. 4991).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 5003).

Crédit : M. Cluzel (Jean) (p. 5006).

Cour des comptes (contrôle des entreprises publiques) : M. Fosset (André) (p. 4994) ; Papon (Maurice) (p. 4998).

Cour des comptes (Rapport annuel de la) : M. Fosset (André) (p. 4993).

Dette publique : MM. Papon (Maurice) (p. 4997, 5018) ; Le Pors (Anicet) (p. 5002) ; Duffaut (Henri) (p. 5007, 5008).

Dotation globale de fonctionnement : M. Blin (Maurice) (p. 4991).

ECU (monnaie européenne) : M. Cluzel (Jean) (p. 5006).

Education : MM. Moinet (Josy) (p. 5010) ; Larche (Jacques) (p. 5014).

Electricité de France (E. D. F.) : M. Blin (Maurice) (p. 4991).

Elevage : M. Papon (Maurice) (p. 4995).

Emploi : MM. Blin (Maurice) (p. 4991, 4992) ; Papon (Maurice) (p. 4997, 5018, 5019) ; Faure (Edgar) (p. 4999) ; Cluzel (Jean) (p. 5005) ; Duffaut (Henri) (p. 5008) ; Moinet (Josy) (p. 5010, 5011) ; Larche (Jacques) (p. 5014) ; Perrein (Louis) (p. 5015, 5016).

Emploi (création d'emplois) : MM. Blin (Maurice) (p. 4992) ; Papon (Maurice) (p. 4997, 5018, 5019) ; Larche (Jacques) (p. 5014) ; Perrein (Jacques) (p. 5015).

Emploi (fonction publique) : M. Blin (Maurice) (p. 4991).

Energies nouvelles : M. Papon (Maurice) (p. 4996).

Entreprises : MM. Blin (Maurice) (p. 4991) ; Papon (Maurice) (p. 4994, 4995, 4996) ; Faure (Edgar) (p. 5000) ; Le Pors (Anicet) (p. 5002) ; Cluzel (Jean) (p. 5004, 5005, 5006) ; Perrein (Louis) (p. 5016).

Entreprises (aide aux entreprises) : MM. Blin (Maurice) (p. 4991) ; Perrein (Louis) (p. 5016).

Entreprises nationales : MM. Blin (Maurice) (p. 4990) ; Larche (Jacques) (p. 5014).

Entreprises publiques : MM. Blin (Maurice) (p. 4992) ; Fosset (André) (p. 4994) ; Papon (Maurice) (p. 4998, 5018) ; Le Pors (Anicet) (p. 5002).

Epargne : MM. Faure (Edgar) (p. 4999) ; Cluzel (Jean) (p. 5006) ; Duffaut (Henri) (p. 5008) ; Moinet (Josy) (p. 5011) ; Larche (Jacques) (p. 5015).

Equipement : MM. Blin (Maurice) (p. 4991) ; Cluzel (Jean) (p. 5005) ; Papon (Maurice) (p. 5018).

Exode rural : M. Faure (Edgar) (p. 5000).

Exportations : MM. Papon (Maurice) (p. 4995) ; Faure (Edgar) (p. 4999) ; Poncelet (Christian) (p. 5013).

Femmes (travail des femmes) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 5002) ; Moinet (Josy) (p. 5010).

Fonctionnaires et agents publics : MM. Blin (Maurice) (p. 4991, 4992) ; Papon (Maurice) (p. 4997, 5019) ; Faure (Edgar) (p. 4998) ; Le Pors (Anicet) (p. 5002, 5020).

Fonds d'action conjoncturelle (F. A. C.) : M. Papon (Maurice) (p. 4995).

Fonds de développement économique et social (F. D. E. S.) : M. Blin (Maurice) (p. 4991).

Formation professionnelle : M. Papon (Maurice) (p. 4995).

Franc (monnaie) : MM. Blin (Maurice) (p. 4990) ; Papon (Maurice) (p. 4997, 5017, 5018) ; Faure (Edgar) (p. 4999) ; Le Pors (Anicet) (p. 5001, 5002) ; Duffaut (Henri) (p. 5009) ; Moinet (Josy) (p. 5011) ; Poncelet (Christian) (p. 5013) ; Perrein (Louis) (p. 5015).

General agreement on tariffs and trade (G. A. T. T.) : M. Cluzel (Jean) (p. 5005).

Hôpitaux : MM. Fosset (André) (p. 4993) ; Papon (Maurice) (p. 4995).

Importations : MM. Poncelet (Christian) (p. 5013) ; Le Pors (Anicet) (p. 5019).

Impôts locaux : M. Papon (Maurice) (p. 4996, 5017).

Impôt sur la fortune et le capital : M. Le Pors (Anicet) (p. 5002).

Impôt sur le revenu : M. Blin (Maurice) (p. 4991, 4992) ; Papon (Maurice) (p. 4995) ; Duffaut (Henri) (p. 5008).

Industrie : MM. Blin (Maurice) (p. 4992) ; Papon (Maurice) (p. 4996, 4998).

Industrie agro-alimentaire : M. Papon (Maurice) (p. 4995).

Industrie (aide à l'industrie) : MM. Blin (Maurice) (p. 4991) ; Papon (Maurice) (p. 4998).

Inflation : MM. Blin (Maurice) (p. 4991, 4992) ; Papon (Maurice) (p. 4997, 5017, 5019) ; Le Pors (Anicet) (p. 5001, 5020) ; Duffaut (Henri) (p. 5007, 5009) ; Moinet (Josy) (p. 5010, 5011) ; Poncelet (Christian) (p. 5013) ; Larche (Jacques) (p. 5015).

Informatique : MM. Papon (Maurice) (p. 4996) ; Perrein (Louis) (p. 5015).

Institut national de la statistique et des études économiques (I. N. S. E. E.) : MM. Larche (Jacques) (p. 5014) ; Papon (Maurice) (p. 5019) ; Le Pors (Anicet) (p. 5020).

Investissements : MM. Blin (Maurice) (p. 4990) ; Papon (Maurice) (p. 4994, 4995, 5017, 5018) ; Faure (Edgar) (p. 4999, 5000) ; Cluzel (Jean) (p. 5005) ; Duffaut (Henri) (p. 5008) ; Moinet (Josy) (p. 5011) ; Poncelet (Christian) (p. 5012) ; Perrein (Louis) (p. 5016).

Japon : MM. Blin (Maurice) (p. 4989) ; Le Pors (Anicet) (p. 5002, 5003, 5019) ; Cluzel (Jean) (p. 5005) ; Moinet (Josy) (p. 5010) ; Larche (Jacques) (p. 5015).

Laboratoires : M. Papon (Maurice) (p. 4996).

Médecins : M. Fosset (André) (p. 4993, 4994).

Monnaies : MM. Duffaut (Henri) (p. 5109) ; Moinet (Josy) (p. 5010) ; Poncelet (Christian) (p. 5013).

Océanologie : M. Papon (Maurice) (p. 4996).

Organisation des pays exportateurs de pétrole (O. P. E. P.) : M. Cluzel (Jean) (p. 5004).

Pacte national pour l'emploi : M. Papon (Maurice) (p. 4995).

Parlement (rôle du) : MM. Blin (Maurice) (p. 4992) ; Papon (Maurice) (p. 4998, 5016, 5019) ; Le Pors (Anicet) (p. 5003).

Parlement (information du) : M. Le Pors (Anicet) (p. 5020).

Petites et moyennes entreprises (P. M. E.) : MM. Papon (Maurice (p. 4996) ; Larché (Jacques) (p. 5014).

Pétrole (prix du pétrole) : MM. Blin (Maurice) (p. 4989) ; Papon (Maurice) (p. 4994) ; Faure (Edgar) (p. 4999) ; Le Pors (Anicet) (p. 5001) ; Duffaut (Henri) (p. 5007) ; Poncelet (Christian) (p. 5013).

Politique économique : MM. Blin (Maurice) (p. 4992) ; Papon (Maurice) (p. 4994, 4995, 5016) ; Faure (Edgar) (p. 4999, 5000) ; Le Pors (Anicet) (p. 5001) ; Cluzel (Jean) p. 5004, 5005) ; Duffaut (Henri) (p. 5007, 5008, 5009) ; Poncelet (Christian) (p. 5012, 5013).

Politique extérieure : MM. Le Pors (Anicet) (p. 5001) ; Cluzel (Jean) (p 5005).

Politique familiale : MM. Blin (Maurice) (p. 4992) ; Papon (Maurice) (p. 4996, 5017) ; Cluzel (Jean) (p. 5006) ; Duffaut Henri) p. 5008) ; Larché (Jacques) (p. 5014).

Politique nucléaire : MM. Blin (Maurice) (p. 4991) ; Papon (Maurice) (p. 4994) ; Larché (Jacques) (p. 5014).

Postes et télécommunications : M. Blin (Maurice) (p. 4991).

Prix (libération des) : MM. Blin (Maurice) (p. 4992) ; Le Pors (Anicet) (p. 5002) ; Duffaut (Henri) (p. 5007) ; Moinet (Josy) (p. 5011) ; Papon (Maurice) (p. 5018).

Produit intéreiur brut (P. I. B.) : MM. Papon (Maurice) (p. 4997) ; Duffaut (Henri) (p. 5007).

Recherche agronomique : M. Papon (Maurice) (p. 4996).

Recherche scientifique : MM. Papon (Maurice) (p. 4996) ; Le Pors (Anicet) (p. 5003) ; Cluzel (Jean) (p. 5006) ; Duffaut (Henri) (p. 5008).

Salaires : MM. Larché (Jacques) (p. 5014) ; Perrein (Louis) (p. 5016).

Santé publique : M. Fosset (André) (p. 4993).

Sécurité publique : M. Papon (Maurice) (p. 4996).

Sécurité sociale : M. Fosset (André) (p. 4994).

Simulations (impôts locaux) : M. Papon (Maurice) (p. 5017).

Sociétés commerciales : M. Papon (Maurice) (p. 4996).

Sociétés d'économie mixte : M. Fosset (André) (p. 4994).

Sociétés pétrolières : MM. Blin (Maurice) (p. 4992) ; Le Pors (Anicet) (p. 5003).

Taxes parafiscales : MM. Cluzel (Jean) (p. 5006) ; Papon (Maurice) (p. 5017).

Taxe professionnelle : MM. Cluzel (Jean) (p. 5005, 5006) ; Papon (Maurice) (p. 5017).

Taxe sur les alcools : M. Blin (Maurice) (p. 4992).

Textile (industrie) : M. Poncelet (Christian) (p. 5013).

Travail (durée du) : M. Perrein (Louis) (p. 5016).

Tourisme : M. Fosset (André) (p. 4993).

Voies navigables : M. Blin (Maurice) (p. 4991).

Voirie : M. Poncelet (Christian) (p. 5013).

PREMIERE PARTIE

Conditions générales de l'équilibre financier.

Discussion des articles [21 novembre 1980] (p. 5038, 5089) ; [22 novembre 1980] (p. 5103, 5171) : *MM. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Henri Duffaut, Paul Jargot, Maurice Blin, rapporteur général ; Maurice Papon, ministre du budget ; Anicet Le Pors, Jacques Eberhard, Fernand Lefort, Raymond Bourgine, Louis Minetti, Hector Viron, Pierre Ceccaldi-Pavard, François Collet, Jacques Descours Desacres, René Jager, Jean-Paul Hammann, André Fosset, Paul Girod, François Dubanchet, Jean Cauchon, Henri Caillavet, Michel Darras, Etienne Dailly, James Marson, Francis Palmero, Daniel Millaud, Geoffroy de Montalembert, Christian Poncelet, Josy Moinet, Philippe de Bourgoing, Jean Chérioux, Louis Virapoullé. — Abel Sempé, Tony Larue, Camille Vallin, Guy Schmaus, Rémi Herment, Edmond Valcin, Raymond Dumont, Edgar Faure, Jacques Genton, Pierre Lacour, René Tomasini, Guy Durbec, Michel Rigou, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Habert, Gérard Delfau, Adolphe Chauvin, Roger Romani, Bernard Parmantier, Maurice Schumann, Jean Béranger.*

Article 1er (*Autorisation de percevoir les impôts existants*). — Adopté (p. 5039).

Avant l'article 2 (p. 5039).

Adopté : amendement n° 78 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Paul Jargot : perception au taux de 7 p. 100 de la T. V. A. sur les véhicules achetés par les handicapés (p. 5042).

Rejetés : amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : création d'un impôt annuel progressif sur les fortunes pour les personnes physiques résidant en France (p. 5040) ; amendement n° 77 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : création d'un impôt annuel progressif sur les fortunes pour les personnes physiques résidant en France (p. 5040) ; amendement n° 21 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : création d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées (p. 5042) ; amendement n° 76 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors : création d'un impôt annuel progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées (p. 5042 ; scrutin public n° 48 ; liste des votants, p. 5096) ; amendement n° 79 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard : augmentation de l'aide aux marins-pêcheurs par litre de carburant employé (p. 5043) ; amendement n° 80 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : perception au taux de 7 p. 100 de la T. V. A. sur la fourniture de fuel domestique destiné au chauffage des habitations (p. 5044) ; amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : perception au taux de 7 p. 100 de la T. V. A. sur la fourniture du fuel domestique destiné au chauffage des habitations (p. 5044). — Amendement n° 81 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors : différence entre l'amortissement linéaire et l'amortissement dégressif et affectation à un fonds « emplois » (p. 5045) ; amendement n° 82 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors : prélèvement exceptionnel sur les comptes à terme, les bons de caisse et liquidités diverses des entreprises et relèvement du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (p. 5045) ; amendement n° 83 (art. additionnel) de M. Louis Minetti : achat de biens agricoles et limitation des achats spéculatifs par des personnes physiques ou morales étrangères à la profession (p. 5046) ; amendement n° 86 (art. additionnel) de Mme Hélène Luc, soutenu par M. Anicet Le Pors : création d'une taxe à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires (p. 5047 ; scrutin public n° 49 ; liste des votants, p. 5097) ; amendement n° 88 (art. additionnel) de M. Paul Jargot ; collectivités publiques et exonération partielle de la taxe intérieure sur le fuel domestique et diminution des privilèges fiscaux des sociétés immobilières d'investissement (p. 5048) ; amendement n° 90 (art. additionnel) de M. Hector Viron : investissements à l'étranger et institution d'une taxe forfaitaire par emploi supprimé en France (p. 5049) ; amendement n° 91 (art. additionnel) de M. Camille Vallin, soutenu par M. Anicet Le Pors : suppression des dispositions relatives à l'étalement de l'imposition de la plus-value nette à court terme et octroi d'une dotation à l'entreprise Manufrance (p. 5049).

Irrecevables (art. 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances) : amendement n° 84 (art. additionnel) de M. Hector Viron, soutenu par M. Jacques Eberhard : augmentation du S. M. I. C. à 3 300 francs par mois (p. 5046). — Amendement n° 85 de M. Hector Viron soutenu par M. Paul Jargot ; création d'une allocation journalière de fin des droits d'indemnisation du chômage et surtaxe sur les hauts revenus (p. 5046). — Amendement n° 87 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors : objectif d'augmentation de la production d'acier ; non-réalisation des prélèvements sur les actifs des sociétés sidérurgiques (p. 5048).

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5042).

Article 2 (*Barème de l'impôt sur le revenu, mesures d'accompagnement et relèvement des limites d'adhésion aux centres de gestion et associations agréés*) (p. 5049).

Rejetés : amendement n° 92 de M. Paul Jargot : modification du barème de l'impôt sur le revenu (p. 5052) ; amendement n° 93 de M. Paul Jargot : modification du barème de l'impôt sur le revenu (p. 5052) ; amendement n° 22 de M. Henri Duffaut : modification du barème de l'impôt sur le revenu (p. 5052) ; amendement n° 159 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Hector Viron : augmentation d'une demi-part du quotient familial des invalides mariés et compensation de recettes (p. 5054) ; scrutin public n° 50 ; liste des votants (p. 5098) ; amendement n° 23 de M. Henri Duffaut : extension à toute activité professionnelle de l'abattement accordé aux titulaires de traitements, salaires et pensions ; abrogation de l'avoir fiscal (p. 5060) ; amendement n° 24 de M. Henri Duffaut : plafonnement de l'avantage tiré du quotient familial en fonction du montant des prestations familiales (p. 5061) ; amendement n° 94 de Mme Marie-Claude Beaudeau soutenu par M. Paul Jargot : plafonnement de l'avantage tiré du quotient familial en fonction du montant des prestations familiales (p. 5061).

Retirés : amendement n° 138 de M. François Collet : diminution du nombre des foyers fiscaux imposables et compensation de la perte de recette par une modulation des tranches de la T. V. A. (p. 5053) ; amendement n° 129 de M. Raymond Bourgine : extension du régime fiscal accordé à la fondation de France, aux orphelinats mutualistes de la gendarmerie et de la police nationale (p. 5055) ; amendement n° 45 de MM. René Touzet et Paul Girod, soutenu par M. Paul Girod : extension aux centres de gestion agréés artisanaux, industriels et commerciaux des privilèges fiscaux accordés aux centres agréés agricoles (p. 5058) ; amendement n° 114 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. René Jager : abattement fiscal sur le bénéfice imposable des adhérents des centres de gestion agréés quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires (p. 5058) ; amendement n° 137 de M. Jean-Paul Hammann : abattement fiscal sur le bénéfice imposable des adhérents des centres de gestion agréés quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires (p. 5058) ; amendement n° 47 de M. Georges Lombard, soutenu par M. André Fosset : bénéfice des déductions fiscales par adhésion à un centre de gestion agréé et relèvement du plafond des recettes (p. 5058) ; amendement n° 3 de M. René Ballayer, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : adhésion des entreprises agricoles, commerciales ou artisanales à un centre de gestion agréé et relèvement du seuil du chiffre d'affaires (p. 5058) ; amendement n° 49 de M. Jean Cauchon : redressement fiscal et maintien du bénéfice de l'abattement pour les centres de gestion agréés (p. 5058). — Amendement n° 155 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. René Jager ; doublement des limites de chiffres d'affaires des adhérents aux centres de gestion habilités à tenir une comptabilité (p. 5059) ; amendement n° 75 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. René Jager : principe de la déductibilité du bénéfice imposable agricole, industriel et commercial, non commercial, du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession (p. 5059) ; amendement n° 139 de M. Jean-Paul Hammann : principe de la déductibilité du bénéfice imposable agricole, industriel et commercial, non commercial, du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession (p. 5060) ; amendement n° 69 de M. Jean Cauchon : actualisation du régime fiscal des salaires et indemnités accessoires perçus par les dirigeants de sociétés (p. 5062) ; amendement n° 141 de M. Jean-Paul Hammann : abaissement de l'effectif minimum des centres de gestion destinés aux artisans (p. 5063) ; amendement n° 140 de M. Henri Duffaut : principe et modalités d'application de la déduction du revenu imposable de l'excédent de la pension alimentaire versée volontairement par le contribuable divorcé (p. 5064).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 25 de M. Henri Duffaut : actualisation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux représentants de commerce (p. 5062) ; amendement n° 50 de M. Jean Cauchon : actualisation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux représentants de commerce (p. 5062).

Devenu sans objet : sous-amendement n° 166 à l'amendement n° 45 de MM. René Touzet et Paul Girod, de MM. Christian Poncelet et André Fosset : limites des chiffres d'affaires ou de recettes ; non-application pendant trois ans aux adhérents d'un centre de gestion remplissant toutes les autres conditions d'adhésion (p. 5058) ;

— l'article 2 est adopté (p. 5064).

Après l'article 2 (p. 5064).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 156 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : prise en compte, comme personnes à charge au titre de l'impôt sur le revenu, des enfants de moins de vingt-cinq ans inscrits à l'agence nationale pour l'emploi comme demandeurs d'un premier emploi (p. 5065).

Article 2 bis (*Octroi en* 1981 *d'une demi-part supplémentaire de quotient familial pour les familles ayant à charge trois enfants ou plus*). — Adopté (p. 5065).

Article 2 ter (*Situation des contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu n'est pas recouvrée*) (p. 5065).

Adopté : amendement n° 165 de M. Maurice Blin, rapporteur : augmentation du tarif du droit de timbre applicable aux cartes d'identité (p. 5056).

Rejeté : amendement n° 160 de M. Camille Vallin : absence de recouvrement de la cotisation d'impôt sur le revenu et octroi d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour les contribuables concernés (p. 5066) ;

— l'article 2 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 5066).

Après l'article 2 ter (p. 5066).

Retiré : amendement n° 125 (art. additionnel) de MM. François Collet et Jean Chérioux : majoration des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires (p. 5067).

Article 2 quater (*Majoration des limites de réduction pour le calcul des droits de succession*) (p. 5067).

Adopté : amendement n° 42 de M. Maurice Blin, rapporteur : uniformisation du taux de la taxe sur les contrats d'assurance vie individuels ou de groupe et compensation de recettes (p 5069).

Retiré : sous-amendement n° 164 de M. Etienne Dailly : compensation de recettes et majoration du droit de garantie concernant les ouvrages d'or, d'argent et de platine (p. 5069) ;

— l'article 2 *quater,* ainsi modifié, est adopté (p. 5069).

Après l'article 2 quater (p. 5069).

Rejetés : amendement n° 97 (art. additionnel) de M. James Marson : réintégration, dans le bénéfice imposable, des provisions faites pour couvrir les risques des ventes ou travaux réalisés à l'étranger (p. 5070) ; amendement n° 99 (art. additionnel) de M. Hector Viron : chômage total ou partiel et suspension du versement du solde de l'impôt sur le revenu pendant un délai de six mois (p. 5070) ; amendement n° 100 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : prise en charge intégrale des dépenses relatives aux transports scolaires et compensation de recettes (p. 5071).

Retiré : amendement n° 124 (art. additionnel) de MM. François Collet et Jean Chérioux : revision des seuils de déclenchement de l'imposition pour les cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux (p. 5069).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 98 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Paul Jargot : suppression de la redevance pour création de locaux à usage industriel dans les zones de la région Ile-de-France (p. 5070) ; (art. 42 de l'Ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances) : amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Hector Viron, soutenu par M. Paul Jargot : bénéfice de la retraite à taux plein après trente-cinq ans de travail, à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes et certaines catégories de travailleurs (p. 5069).

Article 3 A (*Incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales*) (p. 5071).

Retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement et adoptés : amendement n° 43 de M. Maurice Blin, rapporteur général : cession d'une immobilisation créée ou acquise avec le bénéfice de la déduction fiscale dans un délai de cinq ans ; rapport de la déduction dans le résultat imposable de l'exercice de la cession (p. 5086) ; amendement n° 145 de MM. Yves Durand et Christian Poncelet : cession d'une immobilisation créée ou acquise avec le bénéfice de la déduction fiscale dans un délai de cinq ans ; rapport de la déduction dans le résultat imposable de l'exercice de la cession (p. 5086).

Retirés : amendement n° 113 de M. Josy Moinet : déduction fiscale et application à l'industrie hôtelière (p. 5084). — Amendement n° 4 de M. François Dubanchet : déduction fiscale et application aux matériels dépendant de locaux commerciaux (p. 5084) ; amendement n° 53 de MM. Raymond Poirier et Jean Cauchon, soutenu par M. Francis Palmero : déduction fiscale et application au bénéfice des « exercices suivants » (p. 5084) : amendement n° 152 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Francis Palmero : cession d'une immobilisation créée ou acquise avec la déduction fiscale ; cas de non-rapport de la déduction au résultat imposable (p. 5084).

Non retenus dans le vote unique demandé par le Gouvernement (p. 5086) : amendement n° 18 de MM. Jean Chérioux et Jean-Paul Hammann : déduction fiscale et extension aux entreprises non commerciales ; amendement n° 19 de MM. Jean-Paul Hammann et Hubert d'Andigné : déduction fiscale et extension au bénéfice agricole ; amendement n° 51 de M. Jean Cauchon soutenu par M. Francis Palmero : application de la déduction fiscale aux entreprises agricoles. — Amendement n° 61 de M. Geoffroy de Montalembert : déduction fiscale et application aux entreprises agricoles soumises au régime du bénéfice réel ; compensation de recettes : amendement n° 130 de M. Josy Moinet : déduction fiscale et application aux entreprises agricoles ; compensation de recettes ; amendement n° 144 de M. René Travert, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : déduction fiscale et application aux entreprises agricoles ; compensation de recettes ; amendement n° 149 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Paul Girod : déduction fiscale et application aux entreprises agricoles ; compensation de recettes. — Amendement n° 101 de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Paul Jargot : création d'emploi et application de la déduction fiscale ; amendement n° 154 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Francis Palmero : déduction fiscale et application aux entreprises, indépendamment de leur mode d'imposition ; amendement n° 52 de M. Pierre Lacour, soutenu par M. Francis Palmero : déduction fiscale et application aux offices publics ministériels, individuels ou exerçant sous la forme d'une société civile professionnelle ; amendement n° 5 de M. François Dubanchet : déduction fiscale et application aux établissements industriels des entreprises à caractère mixte ; sous-amendement n° 167 de M. André Fosset, à l'amendement n° 5 de M. François Dubanchet : déduction fiscale et application aux investissements en cours et aux investissements à long terme. — Amendement n° 102 de M. Anicet Le Pors : déduction fiscale et affectation à un fonds « emploi-investissement » géré par les comités d'entreprise ; vote unique sur l'article 3 A modifié par les amendements n° 43 de M. Maurice Blin, rapporteur général, et n° 145 de MM. Yves Durand et Christian Poncelet (p. 5086, scrutin public n° 51 ; liste des votants, p. 5099) ;

— l'article 3 A, ainsi modifié, est adopté (p. 5086).

Après l'article 3 A (p. 5086).

Adopté : amendement n° 14 (art. additionnel) de MM. Daniel Millaud et Lionel Cherrier : exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices réalisés en métropole et réinvestis dans les territoires d'outre-mer (p. 5088).

Rejetés : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : réintégration dans le bénéfice imposable de diverses catégories de provisions (p. 5088) ; amendement n° 103 (art. additionnel) de M. Camille Vallin : réintégration dans le bénéfice imposable de diverses catégories de provisions (p. 5089).

Retiré : amendement n° 60 (art. additionnel) de M. Paul Girod : suppression du système du bénéfice réel agricole (p. 5087).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : sous-amendement n° 168 de MM. René Jager et Louis Virapoullé, à l'amendement n° 148 (art. additionnel) de MM. Daniel Millaud et Lionel Cherrier : déduction du revenu imposable des assujettis à un régime réel d'imposition des souscriptions en capital des sociétés de développement régional des départements d'outre-mer ou des sociétés investissant dans l'industrie, l'hôtellerie ou la pêche (p. 5088).

Devient sans objet : amendement n° 147 (art. additionnel) de MM. Daniel Millaud et Lionel Cherrier : exonération de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés des bénéfices métropolitains réinvestis dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte (p. 5088) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5088).

Article 3 (*Aménagement de la fiscalité des sociétés pétrolières*) (p. 5103).

Adopté : amendement de forme n° 162 de M. Maurice Papon, ministre (p. 5104).

Rejeté : amendement n° 17 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Abel Sempé : réduction de la part de la redevance communale des mines sur les hydrocarbures versée au fonds national de péréquation (p. 5104) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (pp. 5104).

Après l'article 3 (p. 5104).

Adopté : amendement n° 6 (art. additionnel) de MM. Jacques Moutet et Pierre Sallenave, soutenu par M. Abel Sempé : abrogation de l'article 25 de la loi du 30 juillet 1961 portant loi de finances rectificative, relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement du centre de secours spécialisé de Lacq-Artix (p. 5104).

Rejeté : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Tony Larue : incitation à la création d'emplois stables par les entreprises à l'aide d'un abattement d'impôt et financement par un impôt sur la fortune (p. 5105) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5104).

Article 3 *bis* (*Majoration des redevances départementale et communale des mines pour le charbon*). — Adopté (p. 5105).

Article 3 *ter* (*Majoration des redevances départementale et communale des mines pour l'uranium, l'or et divers minerais*). — Adopté (p. 5105).

Article 3 quater (*Imposition des plus-values réalisées lors de la transformation d'entreprises individuelles en sociétés*) (p. 5105).

Rejeté : amendement n° 112 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin : suppression de cet article relatif à la possibilité d'un report d'imposition des plus-values (p. 5105) ;

— l'article 3 *quater* est adopté (p. 5105).

Avant l'article 4 (p. 5105).

Rejetés : amendement n° 29 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Tony Larue : application du taux majoré de la T. V. A. à la publicité de certains produits sensibles importés de pays extérieurs à la C. E. E. (p. 5107) ; amendement n° 103 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Camille Vallin : surtaxe à l'importation de certains produits sensibles (p. 5107) ; amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Tony Larue : exonération de la T. V. A. pour les produits alimentaires de première nécessité (p. 5107) ; amendement n° 107 (art. additionnel) de M. Guy Schmaus : abaissement de 33,5 à 17,6 p. 100 du taux de la T. V. A. applicable aux automobiles de tourisme d'une puissance inférieure à huit chevaux ; financement par l'abrogation des dispositions du code général des impôts relatives à la provision pour hausse des prix et pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme (p. 5110) ; amendement n° 110 (art. additionnel) de M. Hector Viron, soutenu par M. Raymond Dumont : augmentation du taux de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue (p. 5113).

Retiré : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Paul Guillard, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : bénéfice du taux réduit de la T. V. A. pour toutes les graines de semences, quelle que soit leur présentation (p. 5106).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 104 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin : remboursement de la T. V. A. aux associations déclarées selon la loi de 1901 ; abrogation de la loi du 3 juillet 1979 relative au soutien de l'investissement productif (p. 5108) ; amendement n° 105 (art. additionnel) de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Camille Vallin : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, les hôpitaux, hospices et maisons de retraite, et remboursement de la T. V. A. sur les dépenses d'investissement des établissements hospitaliers publics ; financement par la suppression des aides à l'exportation des entreprises (p. 5108) ; amendement n° 106 (art. additionnel) de M. James Marson : abaissement à 2,5 p. 100 du taux de la T. V. A. perçue sur le droit d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai ; financement par l'augmentation du taux d'imposition sur les grands cercles de jeux (p. 5109) ; amendement n° 54 (art. additionnel) de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Rémi Herment : définition des récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle et allocation en franchise fiscale, dite des producteurs de fruits et bouilleurs de cru (p. 5112) ; amendement n° 68 (art. additionnel) de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : définition des récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle et allocation en franchise fiscale, dite des producteurs de fruits et bouilleurs de cru (p. 5112) ; amendement n° 109 (art. additionnel) de M. Louis Minetti : définition des bouilleurs de cru et allocation en franchise fiscale (p. 5112) ; amendement n° 132 (art. additionnel) de Mme France Lechenault, soutenu par M. Josy Moinet : rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru (p. 5112) ; amendement n° 142 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Edmond Valcin : rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru (p. 5112).

Article 4 (*Nouveau barème des droits indirects sur les alcools, les vins, cidres et bières ; modification des règles relatives au remboursement des droits indirects*) (p. 5113).

Adoptés : amendement n° 44 de M. Maurice Blin, rapporteur général : modification du barème de taxation des alcools (p. 5131 et 5134) ; sous-amendement n° 163, retiré par M. Etienne Dailly et repris par M. Michel Rigou : étalement de la surtaxation des alcools importés et des alcools nationaux sur trois années au lieu de deux (p. 5133 ; scrutin public n° 55 ; liste des votants p. 5176, 5177).

Rejetés : amendement n° 111 de M. Louis Minetti : suppression de cet article relatif au barème de taxation des alcools (p. 5119 ; scrutin public n° 52 ; liste des votants p. 5174) ; sous-amendement n° 48 de M. René Tomasini à l'amendement n° 44 de M. Maurice Blin, rapporteur général : maintien au taux actuel des droits sur les alcools de céréales, notamment le whisky (p. 5131) ; sous-amendement n° 150 de M. Henri Caillavet à l'amendement n° 44 de M. Maurice Blin, rapporteur général : surtaxation des alcools importés et des alcools nationaux étalée sur quatre ans (p. 5132 ; scrutin public n° 54 ; liste des votants p. 5175, 5176) ; sous-amendement n° 66 de M. Abel Sempé à l'amendement n° 44 de M. Maurice Blin, rapporteur général : mesures d'aide nationale à l'exportation et au soutien du marché intérieur pour l'armagnac, le calvados et le cognac (p. 5132) ; sous-amendement n° 67 de M. Abel Sempé à l'amendement n° 44 de M. Maurice Blin, rapporteur général : plafonnement du droit de consommation au niveau de la moyenne pondérée de taxation dans la C. E. E. (p. 5132) ; amendement n° 65 de Mme France Lechenault, soutenu par M. Michel Rigou : modération de l'augmentation du droit de circulation sur les alcools (p. 5134) ; amendement n° 1 de M. Jean-François Pintat : modération de l'augmentation du droit de circulation sur les vins (p. 5134).

Retiré : sous-amendement n° 163 de M. Etienne Dailly à l'amendement n° 44 de M. Maurice Blin, rapporteur général : étalement de la surtaxation des alcools importés et des alcools nationaux sur trois années au lieu de deux (p. 5132).

Deviennent sans objet : amendement n° 146 de M. Abel Sempé : suppression de la majoration pour les whisky, gin et vodka (p. 5134) ; amendement n° 8 de M. Pierre Lacour : modification du barème de taxation des alcools (p. 5134) ; amendement n° 14 de MM. Léon-Jean Grégory et Gaston Pams, soutenu par M. Edgar Faure : modification du barème de taxation des alcools adopté par l'Assemblée nationale ; allégement de la charge fiscale des vins doux naturels (p. 5134) ; amendement n° 32 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Guy Durbec : modification du barème de taxation des alcools adopté par l'Assemblée nationale (p. 5134) ; amendement n° 131 de M. Edmond Valcin : modification du barème de taxation des alcools adopté par l'Assemblée nationale (p. 5134) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 5134).

Après l'article 4 (p. 5135).

Irrecevable (art. 42 de la loi organique) : exclusion des vins doux naturels de l'assimilation faite au plan communautaire avec les vins de liqueur (p. 5134).

Article 4 *bis* (*Majoration du droit de timbre de dimension*). — Adopté (p. 5135).

Après l'article 4 *bis* (p. 5135).

Retirés : amendement n° 70 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin : application du taux réduit de la T. V. A. aux opérations d'entretien et de réparation (p. 5135) ; amendement n° 71 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin : possibilité pour les artisans de déduire du bénéfice imposable de leur entreprise les sommes versées à une caisse complémentaire d'assurance maladie ou vieillesse permettant qu'ils soient couverts de la même façon qu'un dirigeant salarié (p. 5135) ; amendement n° 72 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin : modification du taux des droits de mutation (p. 5136) ; amendement n° 128 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Hammann, soutenu par M. Edmond Valcin : modification du taux des droits de mutation (p. 5136).

Article 5 (*Dispositions relatives aux affectations*). — Adopté (p. 5136).

Article 6 (*Fonds spécial d'investissement routier*) (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 5136).

Rejeté : amendement n° 115 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, et relatif au financement du fonds spécial d'investissement routier (F. S. I. R.) (p. 5137 ; scrutin public n° 56 ; liste des votants p. 5177, 5178).

Après l'article 6 (p. 5138). — *Rejeté :* amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Michel Darras : abaissement du seuil du versement transports en commun, mais en limitant l'assujettissement aux personnes physiques et morales de droit privé (p. 5140).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Michel Darras : abaissement du seuil du versement transports en commun, sous certaines conditions, aux communes de 75 000 habitants (p. 5139) ; amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras : abaissement du seuil du versement transports en com-

mun aux communes de 30 000 habitants (p. 5139) ; amendement n° 161 (art. additionnel) de M. Bernard Hugo, soutenu par M. James Marson : abaissement du seuil du versement transports en commun aux communes de 75 000 habitants (p. 5139).

Article 7 (*Majoration de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles*) (p. 5140).

Adopté : amendement n° 15 de MM. Yves Durand et Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet : pour la taxation des produits alimentaires importés incorporant des huiles imposables, prise en compte des quantités et des natures d'huiles entrant dans la composition (p. 5141).

Rejeté : amendement n° 116 de M. Louis Minetti, soutenu par M. Raymond Dumont : doublement du taux de la taxe sur les huiles importées (p. 5141) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 5141).

Après l'article 7 (p. 5141).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. François Collet : détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières (p. 5146).

Rejetés : amendement n° 118 (art. additionnel) de M. Fernand Lefort : augmentation de la participation des employeurs au financement de la construction (p. 5146) ; amendement n° 120 (art. additionnel) de M. Raymond Dumont : contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs représentants et placiers (V. R. P.) ; compensation par un prélèvement exceptionnel sur les recettes de sociétés pétrolières (p. 5147) ; amendement n° 158 (art. additionnel) de M. Louis Minetti, soutenu par M. Raymond Dumont : majoration du taux des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles (B.A.P.S.A.) pour les cotisants disposant du revenu cadastral le plus élevé et diminution à due concurrence des cotisations des autres assujettis (p. 5149).

Retiré : amendement n° 62 (art. additionnel) de M. René Tinant, soutenu par M. Adolphe Chauvin : en cas de vente des immeubles utilisés pour l'enseignement agricole, rétablissement des crédits correspondant au profit du ministère de l'agriculture par la procédure des fonds de concours (p. 5142).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 121 (art. additionnel) de M. Paul Jargot, soutenu par M. Camille Vallin : remboursement aux communes des exonérations trentenaires d'impôts communaux des plantations sous régime forestier (p. 5147) ; (art. 18 de la loi organique) : amendement n° 122 (art. additionnel) de M. Fernand Lefort : création au profit de l'Etat d'une taxe assise sur le montant des provisions réalisées par les sociétés et destinée à financer les travaux d'entretien et de rénovation nécessaires, notamment en matière d'isolation thermique et phonique, dans les H. L. M. (p. 5148) ; (art. 42 de la loi organique) : amendement n° 117 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors, soutenu par M. Camille Vallin : stabilisation du prix des carburants automobiles compensée par un prélèvement exceptionnel sur les profits des sociétés pétrolières (p. 5143) ; amendement n° 123 (art. additionnel) de M. Bernard Hugo, soutenu par M. James Marson : prime de transport égale au montant de la carte orange ; compensation par la réintégration dans le bénéfice imposable des provisions pour reconstitution de gisement (p. 5149).

Deviennent sans objet : amendements semblables n° 13 (art. additionnel) de MM. Antoine Andrieux et Pierre Matraja, soutenu par M. Raymond Bourgine, n° 36 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras, n° 119 (art. additionnel) de M. Guy Schmaus et n° 133 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Michel Rigou : détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi, compensée par une taxe spéciale sur les bénéfices des compagnies pétrolières (p. 5146) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5146).

Article 8 (*Détaxation des carburants agricoles*). — Adopté (p. 5149).

Après l'article 8 (p. 5149).

Adoptés : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Maurice Papon, ministre : suppression du recouvrement du droit annuel de francisation et de navigation lorsque son montant est inférieur à 30 francs par navire (p. 5150) ; amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras : revalorisation de la taxe perçue par les communes sur le territoire desquelles sont situées des sources d'eau minérale (p. 5154).

Rejetés : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Bernard Parmantier : abaissement de 17,6 à 14 p. 100 du taux de la T. V. A. applicable aux investissements réalisés par les collectivités locales ; compensation par une majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (p. 5150) ; amendement n° 33 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Bernard Parmantier : régularisation mensuelle du versement de la dotation globale de fonctionnement ; compensation par une majoration de la taxe de publicité foncière (p. 5150) ; amendement n° 35 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras : exonération des charges sociales et fiscales correspondant à la contribution des entreprises au financement des titres vacances (p. 5153) ; amendement n° 89 (art. additionnel) de M. Guy Schmaus : suppression de la taxe différentielle sur les motocyclettes et compensation par la suppression des distributions gratuites d'actions (p. 5154).

Retirés : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Philippe de Bourgoing : suppression du recouvrement du droit annuel de francisation et de navigation lorsque son montant est inférieur à 30 francs par navire (p. 5154 ; ensuite repris par le Gouvernement et adopté) ; amendements n°s 126 et 127 (art. additionnels) de M. Maurice Schumann : modification du taux de la taxe sur les salaires appliquée aux organismes à but non lucratif (p. 5152) ; amendement n° 153 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Daniel Millaud : application aux motocyclettes de la taxe différentielle des véhicules automobiles de même cylindrée (p. 5154) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 5150, 5154).

Article 9 (*Confirmation de dispositions législatives antérieures*). — Adopté (p. 5155).

Article 10 (*Majoration des rentes viagères*) (p. 5155).

Rejeté : amendement n° 38 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Michel Darras : suppression de cet article fixant les taux de majoration des rentes viagères (p. 5155).

Retiré : amendement n° 73 de M. François Dubanchet, soutenu par M. Adolphe Chauvin : abrogation de l'article 22 de la loi de finances pour 1977 qui mettait à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraites par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents ; suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne seraient plus attribuées (p. 5156).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendements n° 135 et n° 136 de Mme Cécile Goldet et M. André Méric, n° 57 et n° 58 de MM. Pierre Vallon et René Tinant, soutenus par M. Adolphe Chauvin, et n° 134 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Béranger : suppression du plafond de ressources au-delà duquel les majorations de rente viagère ne seraient plus attribuées, et abrogation de l'article 22 de la loi de finances pour 1977 mettant à la charge de certaines caisses autonomes mutualistes de retraite par capitalisation une partie du financement des rentes viagères servies à leurs adhérents (p. 5156) ;

— l'article 10 est adopté (p. 5156).

Article 11 et état A (*Equilibre général du budget*) (p. 5157).

Adopté : amendement de coordination n° 189 de M. Maurice Papon, ministre du budget : traduction de l'incidence de l'adoption par le Sénat de deux amendements relatifs aux droits sur les alcools et aux cartes d'identité (p. 5169).

Rejeté : amendement n° 157 de M. Camille Vallin : suppression du chiffre correspondant aux dépenses civiles en capital de l'Etat (p. 5168 ; scrutin public n° 57 ; liste des votants, p. 5178, 5179) ;

— l'article 11 et l'état A, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 5169).

Seconde délibération des article 2 A nouveau et 7 *bis* nouveau ; **vote unique** demandé par le Gouvernement sur l'ensemble de la première partie de la loi de finances et sur les amendements de seconde délibération (p. 5169) : *MM. Maurice Papon, ministre du budget ; Camille Vallin, Adolphe Chauvin, Michel Darras, Maurice Schumann, Etienne Dailly, Bernard Parmantier.*

Amendement n° 190 de M. Maurice Papon, ministre : suppression de l'article 2 A nouveau fixant à 7 p. 100 le taux de la T. V. A. perçue sur les véhicules achetés pour les handicapés (p. 5169). — Amendement n° 191 de M. Maurice Papon, ministre : suppression de l'article 7 *bis* nouveau instituant une exonération en matière de carburant pour les chauffeurs de taxi (p. 5169).

Scrutin public (p. 5171 ; n° 58 ; liste des votants, p. 5179) ; — l'ensemble de la première partie de la loi de finances pour 1981 est adopté [22 novembre 1980] (p. 5171).

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels.

Affaires étrangères.
Agriculture.
Anciens combattants.
Commerce et artisanat.
Commerce extérieur.
Comptes spéciaux du Trésor.
Coopération.
Culture et communication : culture.
Défense et service des essences (budget annexe).
Départements et territoires d'outre-mer :
I. — Section commune.
II. — Départements d'outre-mer.
III. — Territoires d'outre-mer.
Economie et budget :
I. — Charges communes.
II. — Section commune et IV Budget.
III. — Economie.
Education.
Environnement et cadre de vie (et logement).
Industrie.
Intérieur.
Jeunesse, sports et loisirs :
I. — Section commune et II Jeunesse et sports.
III. — Tourisme.
Justice.
Radiodiffusion, télévision française.
Services du Premier ministre :
I. — Services généraux.
Information.
Aménagement du territoire.
II. — Secrétariat général de la défense nationale.
III. — Conseil économique et social.
IV. — Commissariat général du Plan.
V. — Recherche.
VI. — Industries agricoles et alimentaires.
Transports (section commune, transports terrestres, routes et voies navigables, aviation civile et météorologie, marine marchande, ports).
Travail et santé :
I. — Section commune et II Travail et participation.
III. — Santé et sécurité sociale.
Universités.
Budgets annexes :
Imprimerie nationale.
Journaux officiels.
Légion d'honneur et ordre de la Libération.
Monnaies et médailles.
Postes et télécommunications.
Prestations sociales agricoles.

AFFAIRES ETRANGERES

Discussion [4 décembre 1980] (p. 5786, 5792) ; [5 décembre 1980] (p. 5816, 5823) ; [7 décembre 1980] (p. 5970, 5987) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général, en remplacement de M. Gustave Héon, rapporteur spécial de la commission des finances ; Claude Mont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Francis Palmero, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (Relations culturelles) ; Jacques Pelletier, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (Relations culturelles, scientifiques et techniques). — Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères ; Jean-François Poncet, ministre des affaires étrangères ; Antoine Andrieux. — Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano, Jacques Habert, Jean Garcia, Pierre Salvi, Philippe Machefer, Jean Béranger, André Bettencourt, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Adolphe Chauvin, Louis Virapoullé.*

Afghanistan : MM. Mont (Claude) (p. 5789) ; Lecanuet (Jean) (p. 5817) ; François-Poncet (Jean) (p. 5818, 5819) ; Ornano (Paul d') (p. 5971) ; Bettencourt (André) (p. 5980) ; Stirn (Olivier) (p. 5984) ; Virapoullé (Louis) (p. 5985).

Afrique : MM. Garcia (Jean) (p. 5976) ; Bettencourt (André) (p. 5981) ; Stirn (Olivier) (p. 5985).

Agence internationale de l'énergie atomique (A. I. E. A.) : M. Blin (Maurice) (p. 5787).

Alliance française : MM. Habert (Jacques) (p. 5974).

Ambassades (bâtiments) : M. Blin (Maurice) (p. 5707).

Assemblée des communautés européennes : M. Palmero (Francis) (p. 5790).

Bolivie : MM. Garcia (Jean) (p. 5976) ; Béranger (Jean) (p. 5980) ; Stirn (Olivier) (p. 5985).

Bourses : MM. Pelletier (Jacques) (p. 5791) ; Stirn (Olivier) (p. 5985).

Calamités : MM. Blin (Maurice) (p. 5787) ; François-Poncet (Jean) (p. 5821).

Centrales nucléaires : MM. Salvi (Pierre) (p. 5976) ; Stirn (Olivier) (p. 5924).

Chine : MM. Machefer (Philippe) (p. 5978) ; Stirn (Olivier) (p. 5985).

Cinéma : MM. Palmero (Francis) (p. 5790) ; Pelletier (Jacques) (p. 5792) ; Machefer (Philippe) (p. 5978).

Communauté économique du charbon et de l'acier (C. E. C. A.) : M. Mont (Claude) (p. 5789).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : MM. Mont (Claude) (p. 5788, 5789, 5790) ; Lecanuet (Jean) (p. 5818) ; François-Poncet (Jean) (p. 5820) ; Garcia (Jean) (p. 5975, 5976) ; Machefer (Philippe) (p. 5979) ; Bettencourt (André) (p. 5981).

Communauté économique européenne (C. E. E.) (élargissement de la) : M. Machefer (Philippe) (p. 5979).

Conférence de Madrid : MM. Mont (Claude) (p. 5789) ; Lecanuet (Jean) (p. 5817, 5818) ; François-Poncet (Jean) (p. 5819) ; Garcia (Jean) (p. 5975) ; Stirn (Olivier) (p. 5984).

Conférence d'Helsinki : MM. Mont (Claude) (p. 5789) ; François-Poncet (Jean) (p. 5819) ; Ornano (Paul d') (p. 5972) ; Garcia (Jean) (p. 5975) ; Stirn (Olivier) (p. 5983).

Conseil de l'Europe : MM. François-Poncet (Jean) (p. 5820) ; Machefer (Philippe) (p. 5979).

Conseil supérieur des Français de l'étranger : MM. Ornano (Paul d') (p. 5971) ; Habert (Jacques) (p. 5973).

Contributions internationales : MM. Blin (Maurice) (p. 5787) ; Mont (Claude) (p. 5788) ; Palmero (Francis) (p. 5791) ; Machefer (Philippe) (p. 5979).

Coopérants : M. Blin (Maurice) (p. 5788).

Corps diplomatique et consulaire : MM. Blin (Maurice) (p. 5787) ; Mont (Claude) (p. 5788) ; François-Poncet (Jean) (p. 5820) ; Andrieux (Antoine) (p. 5823) ; Ornano (Paul d') (p. 5791) ; Stirn (Olivier) (p. 5982).

Défense européenne : MM. Mont (Claude) (p. 5790) ; Lecanuet (Jean) (p. 5817) ; Garcia (Jean) (p. 5975) ; Bettencourt (André) (p. 5981).

Démographie : M. Béranger (Jean) (p. 5981, 5982).

Désarmement : MM. Mont (Claude) (p. 5789) ; Lecanuet (Jean) (p. 5817, 5818) ; François-Poncet (Jean) (p. 5819) ; Garcia (Jean) (p. 5975) ; Stirn (Olivier) (p. 5984).

Droits de l'homme : MM. Mont (Claude) (p. 5789) ; François-Poncet (Jean) (p. 5819) ; Garcia (Jean) (p. 5976) ; Machefer (Philippe) (p. 5978) ; Stirn (Olivier) (p. 5985).

Ecoles françaises de l'étranger : MM. Blin (Maurice) (p. 5787) ; Habert (Jacques) (p. 5973, 5974) ; Stirn (Olivier) (p. 5982).

Etat civil : M. Salvi (Pierre) (p. 5977).

Europe : MM. Salvi (Pierre) (p. 5977) ; Garcia (Jean) (p. 5975) ; Stirn (Olivier) (p. 5984).

Fonctionnaires et agents publics : MM. Ornano (Paul d') (p. 5971) ; Stirn (Olivier) (p. 5982).

Français de l'étranger : MM. Blin (Maurice) (p. 5787) ; Mont (Claude) (p. 5788) ; Palmero (Francis) (p. 5790) ; François-Poncet (Jean) (p. 5820) ; Cuttoli (Charles de) (p. 5970) ; Ornano (Paul d') (p. 5970-5971) ; Habert (Jacques) (p. 5972, 5973, 5974) ; Machefer (Philippe) (p. 5978) ; Stirn (Olivier) (p. 5982).

Français (langue) : MM. Palmero (Francis) (p. 5790) ; Pelletier (Jacques) (p. 5792) ; Garcia (Jean) (p. 5975).

Francophonie : MM. Mont (Claude) (p. 5788) ; Stirn (Olivier) (p. 5983).

Handicapés : M. Blin (Maurice) (p. 5787).

Informatique : M. Blin (Maurice) (p. 5787).

Langues vivantes : M. Salvi (Pierre) (p. 5977).

Livre : MM. Palmero (Francis) (p. 5790) ; Pelletier (Jacques) (p. 5792) ; Habert (Jacques) (p. 5974) ; Machefer (Philippe) (p. 5978) ; Stirn (Olivier) (p. 5982).

Lomé (convention de) : MM. Mont (Claude) (p. 5789) ; Lecanuet (Jean) (p. 5817).

Mer (droit de la) : M. Andrieux (Antoine) (p. 5823).

Missiles : M. Bettencourt (André) (p. 5980).

Moyen-Orient : MM. François-Poncet (Jean) (p. 5818, 5819) ; Garcia (Jean) (p. 5976) ; Salvi (Pierre) (p. 5977, 5978) ; Stirn (Olivier) (p. 5985).

Nouvelles-Hébrides : M. Ornano (Paul d') (p. 5971).

Océan Indien (îles) : M. Virapoullé (Louis) (p. 5985).

Organisation des Nations Unies (O. N. U.) : MM. Mont (Claude) (p. 5789) ; Palmero (Francis) (p. 5790, 5791) ; François-Poncet (Jean) (p. 5818, 5819, 5821) ; Andrieux (Antoine) (p. 5823) ; Béranger (Jean) (p. 5981).

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (O. N. U. D. I.) : M. Béranger (Jean) (p. 5981).

Organisation des pays exportateurs de pétrole (O. P. E. P.) : M. Andrieux (Antoine) (p. 5823).

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (O. T. A. N.) : MM. Mont (Claude) (p. 5789, 5790) ; Ornano (Paul d') (p. 5972) ; Garcia (Jean) (p. 5975).

Organisations internationales : M. Blin (Maurice) (p. 5787).

Otages (Iran) : M. Lecanuet (Jean) (p. 5817).

Office français de protection des réfugiés et apatrides : M. Blin (Maurice) (p. 5787).

Offices internationaux de la jeunesse : M. Salvi (Pierre) (p. 5977).

Pays en voie de développement : MM. Mont (Claude) (p. 5789), Palmero (Francis) (p. 5791) ; François-Poncet (Jean) (p. 5821) ; Garcia (Jean) (p. 5975) ; Béranger (Jean) (p. 5981, 5982) ; Stirn (Olivier) (p. 5984, 5985).

Politique agricole : MM. Mont (Claude) (p. 5788, 5789) ; François-Poncet (Jean) (p. 5820) ; Machefer (Philippe) (p. 5979) ; Stirn (Olivier) (p. 5984).

Politique extérieure : MM. Mont (Claude) (p. 5789, 5790) ; Lecanuet (Jean) (p. 5816, 5817, 5818) ; François-Poncet (Jean) (p. 5818, 5819, 5820, 5821) ; Andrieux (Antoine) (p. 5822, 5823) ; Ornano (Paul d') (p. 5971, 5972) ; Garcia (Jean) (p. 5975, 5976) ; Salvi (Pierre) (p. 5976, 5977, 5978) ; Machefer (Philippe) (p. 5978, 5979) ; Béranger (Jean) (p. 5979) ; Bettencourt (André) (p. 5980, 5981) ; Stirn (Olivier) (p. 5983, 5984, 5985) ; Virapoullé (Louis) (p. 5985).

Pollution (eau) : MM. Salvi (Pierre) (p. 5976) ; Stirn (Olivier) (p. 5984).

Pologne : MM. Lecanuet (Jean) (p. 5817) ; François-Poncet (Jean) (p. 5819, 5820).

Radiodiffusion : M. Habert (Jacques) (p. 5974).

Radio France Internationale : MM. Mont (Claude) (p. 5791) ; Palmero (Francis) (p. 5791) ; Pelletier (Jacques) (p. 5792) ; François-Poncet (Jean) (p. 5821) ; Cuttoli (Charles de) (p. 5970) ; Machefer (Philippe) (p. 5979) ; Stirn (Olivier) (p. 5982).

Rapatriés : MM. Ornano (Paul d') (p. 5971) ; Machefer (Philippe) (p. 5978) ; Stirn (Olivier) (p. 5982, 5983) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5983) ; Cuttoli (Charles de) (p. 5983).

Rapport Rigaud (affaires culturelles) : MM. Blin (Maurice) (p. 5787) ; Pelletier (Jacques) (p. 5791) ; Habert (Jacques) (p. 5972, 5973) ; Stirn (Olivier) (p. 5982).

Réfugiés : MM. Blin (Maurice) (p. 5787) ; Stirn (Olivier) p. 5985).

Relations culturelles : MM. Blin (Maurice) (p. 5787, 5788) ; Palmero (Francis) (p. 5790, 5791) ; Pelletier (Jacques) (p. 5791, 5792) ; François-Poncet (Jean) (p. 5821) ; Habert (Jacques) (p. 5974) ; Machefer (Philippe) (p. 5978, 5979) ; Stirn (Olivier) (p. 5984).

Relations culturelles, scientifiques et techniques (direction générale) (D. R. G. S. T.) : MM. Pelletier (Jacques) (p. 5791, 5792) ; François-Poncet (Jean) (p. 5821) ; Habert (Jacques) (p. 5972) ; Béranger (Jean) (p. 5980).

Rhin (pollution) : MM. Salvi (Pierre) (p. 5976) ; Stirn (Olivier) (p. 5984).

Satellites : M. Salvi (Pierre) (p. 5977).

Scolarisation (Français de l'étranger) : MM. Pelletier (Jacques) (p. 5792) ; François-Poncet (Jean) (p. 5820) ; Ornano (Paul d') (p. 5971) ; Habert (Jacques) (p. 5973, 5974).

Théâtre : MM. Palmero (Francis) (p. 5790) ; Pelletier (Jacques) (p. 5792).

Traités et conventions (accords Salt : strategic arms limitation treaty) : M. Mont (Claude) (p. 5790).

Travailleurs frontaliers : M. Salvi (Pierre) (p. 5977).

Vacataires : M. Mont (Claude) (p. 5788).

Vanuatu : MM. Mont (Claude) (p. 5788) ; Ornano (Paul d') (p. 5971) ; Machefer (Philippe) (p. 5978) ; Stirn (Olivier) (p. 5982, 5983) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5983) ; Cuttoli (Charles de) (p. 5983).

Examen des crédits (7 décembre 1980) (p. 5985, 5987). — *MM. Jean Béranger, Jacques Descours Desacres, vice-président de la commission des affaires étrangères ; Philippe Mâchefer, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat ; Jacques Habert, Jean Garcia.*

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 5985).

TITRE IV (p. 5985). — *Adopté :* amendement n° 279 de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat ; majoration des crédits du titre IV et paiement des subventions ou indemnités de fin de fonctions des anciens agents des forces de police française au Vanuatu (p. 5987). — *Retiré :* amendement n° 261 de M. Jean Mercier, soutenu par M. Jean Béranger : réduction indicative de ces crédits et acceptation par la France d'un droit de recours individuel ou collectif devant la Cour européenne des droits de l'homme (p. 5986). — Les crédits du titre IV sont adoptés (p. 5987).

Etat C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 5987).

AGRICULTURE

Discussion (26 novembre 1980) (p. 5328, 5372) : *MM. Jean Chamant, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Sordel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jules Roujon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement rural) ; René Tinant, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (enseignement agricole) ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture ; Georges Berchet, Jean-Paul Hammann, Serge Mathieu, Roland du Luart, Louis Minetti, Rémi Herment, Fernand Tardy, Charles-Edmond Lenglet, Christian Poncelet, Paul Guillard, Henri Caillavet, Paul Jargot, Roger Boileau, Robert Guillaume, Paul Girod, Pierre Louvot, Alfred Gérin, André Lejeune, France Léchenault, Jean-Pierre Blanc, Roger Rinchet, Michel Rigou, Yves Le Cozannet, Gérard Delfau, Jacques Pelletier, Charles Zwickert, Marcel Vidal, Raymond Bouvier, René Regnault, Maurice Janetti, Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.*

Adductions d'eau : MM. Chamant (Jean) (p. 5329) ; Roujon (Jules) (p. 5333) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Gerin (Alfred) (p. 5359) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5370).

Agriculteurs (à temps partiel) : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 5370).

Agriculture (fiscalité) : MM. Poncelet (Christian) (p. 5351, 5370) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5370).

Agriculture méditerranéenne : MM. Janetti (Maurice) (p. 5369) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5372).

Aménagement rural : MM. Chamant (Jean) (p. 5329) ; Sordel (Michel) (p. 5333) ; Roujon (Jules) (p. 5333, 5334) ; Guillaume (Robert) (p. 5356) ; Vidal (Marcel) (p. 5366).

Association de consommateurs : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 5371).

Bovins : M. Sordel (Michel) (p. 5331).

Calamités agricoles : MM. Sordel (Michel) (p. 5332) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5340).

Carburants (agricoles) : M. Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349).

Centre d'information agricole : M. Zwickert (Charles) (p. 5365).

Céréales : MM. Chamant (Jean) (p. 5330) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5337) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349, 5350) ; Girod (Paul) (p. 5357) ; Louvot (Pierre) (p. 5358).

Comité des organismes professionnels agricoles (C. O. P. A.) : M. Caillavet (Henri) (p. 5353).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : MM. Chamant (Jean) (p. 5329, 5330) ; Sordel (Michel) (p. 5330, 5331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5336, 5337, 5338, 5372) ; Berchet (Georges) (p. 5339) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Minetti (Louis) (p. 5346) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349) ; Poncelet (Christian) (p. 5350, 5351, 5352) ; Caillavet (Henri) (p. 5353, 5354) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Boileau (Roger) (p. 5354, 5356) ; Gerin (Alfred) (p. 5359) ; Léchenault (France) (p. 5361) ; Rigou (Michel) (p. 5362) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5364) ; Delfau (Gérard) (p. 5364, 5365) ; Regnault (René) (p. 5367) ; Janetti (Maurice) (p. 5369).

Communauté économique européenne (C. E. E.) (élargissement de la) : MM. Sordel (Michel) (p. 5330) ; Minetti (Louis) (p. 5346) ; Jargot (Paul) (p. 5354).

Coopératives : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Caillavet (Henri) (p. 5353) ; Regnault (René) (p. 5367).

Cours d'eau : MM. Zwickert (Charles) (p. 5366) ; Vidal (Marcel) (p. 5366).

Crédit agricole : MM. Chamant (Jean) (p. 5328) ; Sordel (Michel) (p. 5332) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5340) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Rigou (Michel) (p. 5362).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D. A. T. A. R.) : M. Roujon (Jules) (p. 5333).

Dotation globale de fonctionnement : MM. Berchet (Georges) (p. 5340) ; Jargot (Paul) (p. 5354).

Ecoles vétérinaires : MM. Tinant (René) (p. 5335) ; Guillard (Paul) (p. 5352) ; Louvot (Pierre) (p. 5358) ; Rigou (Michel) (p. 5362) ; Regnault (René) (p. 5368) ; Fouchier (Jacques) (p. 5369).

Electrification rurale : MM. Roujon (Jules) (p. 5333) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5339, 5370, 5371) ; Mathieu (Serge) (p. 5342) ; Tardy (Fernand) (p. 5348) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5350) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Guillaume (Robert) (p. 5356, 5357) ; Gerin (Alfred) (p. 5359) ; Lejeune (André) (p. 5360).

Elevage : MM. Chamant (Jean) (p. 5328) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5336, 5337, 5338) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5340) ; Minetti (Louis) (p. 5345) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349) ; Poncelet (Christian) (p. 5351) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Louvot (Pierre) (p. 5358) ; Lejeune (André) (p. 5360) ; Blanc (Jean-Pierre) (p. 5361) ; Rigou (Michel) (p. 5362).

Emploi (création d'emplois) : MM. Sordel (Michel) (p. 5331) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Guillard (Paul) (p. 5352).

Enseignement agricole : MM. Chamant (Jean) (p. 5328, 5329) ; Sordel (Michel) (p. 5331) ; Tinant (René) (p. 5334, 5335, 5336) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338, 5370, 5371) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5340) ; Mathieu (Serge) (p. 5342) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Minetti (Louis) (p. 5346) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5350) ; Louvot (Pierre) (p. 5358) ; Gerin (Alfred) (p. 5359) ; Blanc (Jean-Pierre) (p. 5361) ; Rinchet (Roger) (p. 5362) ; Rigou (Michel) (p. 5362) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5364) ; Regnault (René) (p. 5368).

Equipement : MM. Chamant (Jean) (p. 5328) ; Roujon (Jules) (p. 5333) ; Tinant (René) (p. 5336) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Herment (Rémi) (p. 5346) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5350) ; Guillaume (Robert) (p. 5356, 5357) ; Gerin (Alfred) (p. 5359) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5364) ; Regnault (René) (p. 5368).

Exploitations agricoles : MM. Chamant (Jean) (p. 5328, 5329) ; Minetti (Louis) (p. 5345) ; Caillavet (Henri) (p. 5353) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Lejeune (André) (p. 5360) ; Léchenault (France) (p. 5360) ; Rinchet (Roger) (p. 5362).

Exportations : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 5336, 5372) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Caillavet (Henri) (p. 5353) ; Delfau (Gérard) (p. 5365).

Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (F. A. S. A. S. A.) : MM. Sordel (Michel) (p. 5332) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5339) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341).

Fonds d'amortissement des charges d'électrification (F.A.C.E.) : MM. Roujon (Jules) (p. 5333) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5350) ; Guillaume (Robert) (p. 5356, 5357) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5371).

Fonds de coopération de la jeunesse et d'éducation populaire (Fonjep) : M. Pelletier (Jacques) (p. 5365).

Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) : MM. Sordel (Michel) (p. 5332) ; Louvot (Pierre) (p. 5358).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F. E. O. G. A.) : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 5339) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5350) ; Poncelet (Christian) (p. 5350) ; Caillavet (Henri) (p. 5353) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Fouchier (Jacques) (p. 5369).

Fonds forestier national : MM. Chamant (Jean) (p. 5329).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F. I. D. A. R.) : MM. Chamant (Jean) (p. 5329) ; Roujon (Jules) (p. 5333) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Blanc (Jean-Pierre) (p. 5361) ; Vidal (Marcel) (p. 5366).

Forêts : MM. Chamant (Jean) (p. 5329) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5342) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5371).

Forêts (lutte contre les incendies) : MM. Girod (Paul) (p. 5357) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5371).

Formation professionnelle : MM. Chamant (Jean) (p. 5329) ; Sordel (Michel) (p. 5331) ; Tinant (René) (p. 5334, 5335) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338, 5371) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Girod (Paul) (p. 5357) ; Louvot (Pierre) (p. 5358) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5364) ; Regnault (René) (p. 5367, 5368).

Foyers ruraux : M. Pelletier (Jacques) (p. 5365).

Fruits et légumes : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Minetti (Louis) (p. 5345) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349, 5350) ; Poncelet (Christian) (p. 5351) ; Guillard (Paul) (p. 5352) ; Caillavet (Henri) (p. 5353, 5354) ; Gerin (Alfred) (p. 5359) ; Zwickert (Charles) (p. 5366) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5371).

General agreement on tarifs and trade (G. A. T. T.) : MM. Chamant (Jean) (p. 5330) ; Sordel (Michel) (p. 5331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5337) ; Louvot (Pierre) (p. 5358).

Génétique : MM. Louvot (Pierre) (p. 5358) ; Bouvier (Raymond) (p. 5367) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5370).

Groupements fonciers agricoles (G. F. A.) : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 5371).

Habitat rural : M. Roujon (Jules) (p. 5334).

Hydraulique agricole : MM. Chamant (Jean) (p. 5329) ; Sordel (Michel) (p. 5332) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338) ; Berchet (Georges) (p. 5340) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Gerin (Alfred) (p. 5359) ; Vidal (Marcel) (p. 5366).

Importations : MM. Chamant (Jean) (p. 5330) ; Berchet (Georges) (p. 5340) ; Minetti (Louis) (p. 5345, 5346) ; Poncelet (Christian) (p. 5350).

Indemnité spéciale de montagne (I. S. M.) : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 5338, 5371) ; Blanc (Jean-Pierre) (p. 5361).

Indemnité viagère de départ (I. V. D.) : Sordel (Michel) (p. 5332) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341).

Industrie agro-alimentaire : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 5336) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Luart (Roland du) (p. 5345) ; Minetti (Louis) (p. 5345, 5346) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Rigou (Michel) (p. 5362) ; Fouchier (Jacques) (p. 5369).

Informatique : M. Luart (Roland du) (p. 5344).

Institut national de la recherche agronomique (I. N. R. A.) : MM. Mathieu (Serge) (p. 5342) ; Zwickert (Charles) (p. 5366).

Investissements : MM. Sordel (Michel) (p. 5331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338, 5370, 5371) ; Mathieu (Serge) (p. 5342) ; Luart (Roland du) (p. 5344) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349) ; Poncelet (Christian) (p. 5351) ; Caillavet (Henri) (p. 5353) ; Boileau (Roger) (p. 5355, 5356) ; Gerin (Alfred) (p. 5359) ; Zwickert (Charles) (p. 5366) ; Bouvier (Raymond) (p. 5367).

Jeunes (jeunes agriculteurs) : MM. Chamant (Jean) (p. 5328) ; Sordel (Michel) (p. 5332) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5340) ; Minetti (Louis) (p. 5345) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Lejeune (André) (p. 5360) ; Rigou (Michel) (p. 5362) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5371).

Lait et produits laitiers : MM. Sordel (Michel) (p. 5331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5336, 5337, 5371) ; Berchet (Georges) (p. 5340) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Boileau (Roger) (p. 5355, 5356) ; Louvot (Pierre) (p. 5358) ; Blanc (Jean-Pierre) (p. 5361) ; Bouvier (Raymond) (p. 5367).

Maisons familiales d'éducation et d'orientation : MM. Mathieu (Serge) (p. 5342) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Louvot (Pierre) (p. 5358).

Maladies du bétail : MM. Sordel (Michel) (p. 5332) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5339) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Louvot (Pierre) (p. 5358) ; Fouchier (Jacques) (p. 5369).

Manioc : MM. Sordel (Michel) (p. 5331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5337).

Montagne : MM. Roujon (Jules) (p. 5333) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338, 5371) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5340, 5341) ; Blanc (Jean-Pierre) (p. 5361).

Montants compensatoires monétaires : MM. Sordel (Michel) (p. 5331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338).

Office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.) : M. Sordel (Michel) (p. 5332).

Office national interprofessionnel des vins de table (Onivit) : M. Sordel (Michel) (p. 5332).

Office national interprofessionnel du bétail et des viandes (Onibev) : M. Sordel (Michel) (p. 5332).

Opérations groupées d'aménagement foncier (O. G. A. F.) : MM. Sordel (Michel) (p. 5332) ; Hamman (Jean-Paul) (p. 5340).

Ovins : MM. Sordel (Michel) (p. 5331) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5337, 5338) ; Poncelet (Christian) (p. 5350) ; Jargot (Paul) (p. 5354).

Pays en voie de développement : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 5337).

Politique agricole : MM. Chamant (Jean) (p. 5329) ; Sordel (Michel) (p. 5330, 5331, 5332, 5333) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5336, 5337, 5338, 5370, 5371, 5372) ; Berchet (Georges) (p. 5339) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341, 5342) ; Luart (Roland du) (p. 5343, 5344) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349) ; Poncelet (Christian) (p. 5349, 5350) ; Jargot (Paul) (p. 5354) ; Boileau (Roger) (p. 5356) ; Lechenault (France) (p. 5361) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5364) ; Regnault (René) (p. 5367).

Prestations sociales agricoles : MM. Chamant (Jean) (p. 5328, 5329) ; Sordel (Michel) (p. 5332) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Minetti (Louis) (p. 5345, 5346) ; Boileau (Roger) (p. 5355) ; Girod (Paul) (p. 5357) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5363).

Prestations sociales agricoles (cotisations) : MM. Luart (Roland du) (p. 5343) ; Minetti (Louis) (p. 5345) ; Boileau (Roger) (p. 5355) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5363).

Prix agricoles : MM. Chamant (Jean) (p. 5328) ; Sordel (Michel) (p. 5330) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5336, 5337, 5370) ; Berchet (Georges) (p. 5339) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Minetti (Louis) (p. 5345, 5346) ; Tardy (Fernand) (p. 5348) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349) ; Poncelet (Christian) (p. 5351) ; Boileau (Roger) (p. 5355) ; Girod (Paul) (p. 5357) ; Lejeune (André) (p. 5360) ; Lechenault (France) (p. 5360) ; Bouvier (Raymond) (p. 5367) ; Janetti (Maurice) (p. 5369).

Recherche agronomique : MM. Chamant (Jean) (p. 5328) ; Tinant (René) (p. 5334) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5340) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Rigou (Michel) p. (5362) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5364) ; Zwickert (Charles) (p. 5365) ; Regnault (René) (p. 5368).

Régions : MM. Sordel (Michel) (p. 5330) ; Roujon (Jules) (p. 5333) ; Berchet (Georges) (p. 5340) ; Lejeune (André) (p. 5360) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5363) ; Vidal (Marcel) (p. 5366) ; Janetti (Maurice) (p. 5369) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5372).

Remembrement : MM. Roujon (Jules) (p. 5333) ; Berchet (Georges) (p. 5340) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5340, 5341) ; Luart (Roland du) (p. 5343) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Boileau (Roger) (p. 5355).

Revenu agricole : MM. Chamant (Jean) (p. 5330) ; Sordel (Michel) (p. 5330, 5331) ; Roujon (Jules) (p. 5333) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5336, 5370) ; Berchet (Georges) (p. 5339) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Mathieu (Serge) (p. 5342) ; Luart (Roland du) (p. 5343, 5344) ; Minetti (Louis) (p. 5345) ; Herment (Rémi) (p. 5346, 5347) ; Tardy (Fernand) (p. 5348) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349) ; Poncelet (Christian) (p. 5350, 5351, 5352) ; Caillavet (Henri) (p. 5353) ; Boileau (Roger) (p. 5354, 5355, 5356) ; Girod (Paul) (p. 5357) ; Louvot (Pierre) (p. 5358) ; Gérin (Alfred) (p. 5359) ; Lejeune (André) (p. 5360) ; Blanc (Jean-Pierre) (p. 5361) ; Rinchet (Roger) (p. 5362) ; Rigou (Michel) (p. 5362) ; Le Cozannet (Yves) (p. 5363) ; Bouvier (Raymond) (p. 5367) ; Regnault (René) (p. 5367).

Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S. A. F. E. R.) : MM. Chamant (Jean) (p. 5328) ; Sordel (Michel) (p. 5332) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5339) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5340) ; Minetti (Louis) (p. 5346) ; Tardy (Fernand) (p. 5348) ; Rigou (Michel) (p. 5362) ; Delfau (Gérard) (p. 5365) ; Vidal (Marcel) (p. 5366, 5367).

Sucre : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 5337) ; Lenglet (Charles-Edmond) (p. 5349) ; Girod (Paul) (p. 5357).

Tabac (producteurs de) : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 5341) ; Jargot (Paul) (p. 5354).

Télévision (zones d'ombre) : M. Roujon (Jules) (p. 5333).

Tourisme rural : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 5340, 5341) ; Blanc (Jean-Pierre) (p. 5361).

Transports scolaires : M. Chamant (Jean) (p. 5328).

Travailleuses familiales : M. Le Cozannet (Yves) (p. 5364).

Troupeau allaitant (aide au) : MM. Sordel (Michel) (p. 5332) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338) ; Herment (Rémi) (p. 5347) ; Jargot (Paul) (p. 5354).

Veau (boycottage de la viande de) : MM. Sordel (Michel) (p. 5333) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5338, 5371) ; Luart (Roland du) (p. 5343, 5344) ; Guillard (Paul) (p. 5352) ; Boileau (Roger) (p. 5356) ; Fouchier (Jacques) (p. 5369).

Vins : MM. Mathieu (Serge) (p. 5342) ; Minetti (Louis) (p. 5345) ; Caillavet (Henri) (p. 5354) ; Gérin (Alfred) (p. 5359) ; Delfau (Gérard) (p. 5364, 5365) ; Vidal (Marcel) (p. 5366) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5370, 5372).

Examen des crédits [26 novembre 1980] (p. 5372) : *M. Alphonse Arzel.*

Etat B. — TITRE III et TITRE IV : adoptés (p. 5372).

Etat C. — TITRE V et TITRE VI : adoptés (p. 5372).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion [25 novembre 1980] (p. 5246, 5267) : *MM. René Tomasini, rapporteur spécial de la commission des finances ; M. André Méric, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; Pierre Bouneau, Fernand Lefort, Charles Ferrant, Noël Berrier, Georges Mouly, Robert Schmitt, Raymond Poirier, Robert Schwint, Jean Mercier, René Touzet, Max Lejeune, André Rabineau.*

Aide ménagère : M. Tomasini (René) (p. 5247).

Anciens combattants : MM. Tomasini (René) (p. 5246, 5247, 5248, 5253) ; Méric (André) (p. 5248, 5249, 5252, 5267) ; Plantier (Maurice) (p. 5249, 5250, 5251, 5252, 5253, 5263, 5264, 5265, 5266, 5267) ; Bouneau (Pierre) (p. 5253) ; Lefort (Fernand) (p. 5253, 5254, 5255) ; Ferrant (Charles) (p. 5255, 5256) ; Berrier (Noël) (p. 5257, 5258) ; Mouly (Georges) (p. 5258, 5259) ; Schmitt (Robert) (p. 5259) ; Poirier (Raymond) (p. 5260) ; Schwint (Robert) (p. 5260, 5261, 5266, 5267) ; Mercier (Jean) (p. 5261, 5262) ; Touzet (René) (p. 5262) ; Lejeune (Max) (p. 5263) ; Rabineau (André) (p. 5263).

Anciens combattants d'Afrique du Nord : MM. Bouneau (Pierre) (p. 5253) ; Lefort (Raymond) (p. 5255) ; Ferrant (Charles) (p. 5256) ; Berrier (Noël) (p. 5258) ; Poirier (Raymond) (p. 5260) ; Mercier (Jean) (p .5262) ; Touzet (René) (p. 5262) ; Plantier (Maurice) (p. 5265).

Anciens combattants (de pays maintenant étrangers) : MM. Max Lejeune (p. 5263) ; Plantier (Maurice) (p. 5264).

Associations d'anciens combattants : MM. Méric (André) (p. 5248) ; Plantier (Marcel) (p. 5250, 5252, 5264) ; Max Lejeune (p. 5263).

Associations des « Amitiés africaines » : MM. Max Lejeune (p. 5263) ; Plantier (Maurice) (p. 5264).

Aveugles de guerre : MM. Ferrant (Charles) (p. 5255) ; Berrier (Noël) (p. 5257).

Carte du combattant : MM. Bouneau (Pierre) (p. 5253) ; Lefort (Fernand) (p. 5255) ; Ferrant (Charles) (p. 5256) ; Poirier (Raymond) (p. 5260) ; Touzet (René) (p. 5262) ; Plantier (Raymond) (p. 5265).

Décorations : MM. Ferrant (Charles) (p. 5256) ; Max Lejeune (p. 5263).

Déportés et internés : MM. Méric (André) (p. 5252) ; Plantier (Maurice) (p. 5253, 5265) ; Lefort (Fernand) (p. 5254) ; Ferrant (Charles) (p. 5256) ; Berrier (Noël) (p. 5258).

Emplois réservés : M. Tomasini (René) (p. 5247).

Fêtes légales (commémoration du 8 mai 1945) : MM. Tomasini (René) (p. 5247) ; Méric (André) (p. 5249) ; Plantier (Maurice) (p. 5251, 5252, 5264) ; Lefort (Fernand) (p. 5254) ; Ferrant (Charles) (p. 5256) ; Berrier (Noël) (p. 5257) ; Mouly (Georges) (p. 5259) ; Schmitt (Robert) (p. 5259) ; Poirier (Raymond) (p. 5260) ; Mercier (Jean) (p. 5262) ; Touzet (René) (p. 5262).

Histoire : M. Max Lejeune (p. 5263).

Informatique : M. Tomasini (René) (p. 5247).

Institut national des invalides : M. Tomasini (René) (p. 5246, 5247).

Invalides de guerre : MM. Tomasini (René) (p. 5246, 5247) ; Méric (André) (p. 5248) ; Plantier (Maurice) (p. 5251) ; Ferrant (Charles) (p. 5255, 5256).

Légion d'honneur (contingents) : M. Ferrant (Charles) (p. 5256).

Maisons de retraite (anciens combattants) : MM. Tomasini (René) (p. 5247) ; Plantier (Maurice) (p. 5266).

Office national des anciens combattants : M. Tomasini (René) (p. 5247).

Orphelins (de guerre) : M. Méric (André) (p. 5249).

Pensions de retraite des anciens combattants : MM. Tomasini (René) (p. 5247, 5248, 5253) ; Méric (André) (p. 5248, 5267) ; Plantier (Maurice) (p. 5249, 5250, 5264, 5265, 5266, 5267) ; Bouneau (Pierre) (p. 5252) ; Lefort (Fernand) (p. 5254) ; Ferrant (Charles) (p. 5255, 5256) ; Berrier (Noël) (p. 5257) ; Mouly (Georges) (p. 5258) ; Schmitt (Robert) (p. 5259) ; Poirier (Raymond) (p. 5260) ; Mercier (Jean) (p. 5261, 5262) ; Touzet (René) (p. 5262) ; Rabineau (André) (p. 5263) ; Schwint (Robert) (p. 5266, 5267).

Pensions de retraite mutualiste : MM. Lefort (Fernand) (p. 5254) ; Ferrant (Charles) (p. 5256) ; Berrier (Noël) (p. 5258) ; Plantier (Maurice) (p. 5264).

Pensions militaires d'invalidité : MM. Méric (André) (p. 5248, 5249) ; Plantier (Maurice) (p. 5251) ; Ferrant (Charles) (p. 5255, 5256).

Personnes âgées : M. Plantier (Maurice) (p. 5265).

Rapport constant : MM. Tomasini (René) (p. 5248) ; Méric (André) (p. 5248, 5252) ; Plantier (Maurice) (p. 5249, 5252, 5265, 5266) ; Ferrant (Charles) (p. 5255) ; Berrier (Noël) (p. 5257) ; Mouly (Georges) (p. 5258) ; Poirier (Raymond) (p. 5260) ; Mercier (Jean) (p. 5262) ; Schwint (Robert) (p. 5267).

Résistants : MM. Plantier (Maurice) (p. 5251) ; Ferrant (Charles) (p. 5256).

Service du travail obligatoire en Allemagne S. T. O. (victimes du) : M. Plantier (Maurice) (p. 5265).

Veuves (de guerre) : MM. Méric (André) (p. 5249, 5252, 5267) ; Plantier (Maurice) (p. 5250, 5251, 5252, 5267) ; Lefort (Fernand) (p. 5254).

Examen des articles et des crédits [25 novembre 1980] (p. 5268, 5271) : *MM. André Méric, rapporteur pour avis ; René Tomasini, rapporteur spécial ; Maurice Plantier, secrétaire d'Etat ; René Touzet, Pierre Merli, Fernand Lefort, Charles Ferrant, Robert Schwint, Edmond Valcin.*

Avant l'article 44 A (p. 5268).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 192 (art. additionnel) de M. André Méric, rapporteur pour avis : majoration de cinq points de l'indice de référence des pensions servies aux anciens combattants et victimes de guerre (p. 5268).

Article 44 A (*Revalorisation des pensions correspondant aux taux d'invalidité compris entre 10 et 80 p. 100*). — Adopté (p. 5268).

Article 44 B (*Amélioration des pensions versées aux sourds totaux*). — Adopté (p. 5268).

Article 44 C (*Revalorisation de l'allocation spéciale aux grands invalides, aveugles de guerre et de Résistance*). — Adopté (p. 5269).

Art. 44 D (*Revalorisation des indices des pensions servies aux veuves de guerre*). — Adopté (p. 5269).

Art. 44 E (*Revalorisation des indices des pensions d'ascendants*). — Adopté (p. 5269).

Après l'article 44 E (p. 5269) :

Retirés : amendement n° 194 (art. additionnel) de M. Georges Berchet et René Touzet, soutenu par M. René Touzet : principe et modalités d'application de la transmission de la rente « accident du travail » à la veuve d'une victime du service du travail obligatoire (S.T.O.) (p. 5269) ; amendement n° 193 (art. additionnel) de MM. Pierre Merli et René Tomasini : octroi du « supplément exceptionnel » de pension aux veuves âgées de cinquante-cinq ans (p. 5270).

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 5270).

TITRE IV : scrutin public (n° 59 ; liste des votants, p. 5313, 5314). — Rejeté (p. 5271).

COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion [7 décembre 1980] (p. 5987, 5998) : *MM. René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances ; Raymond Brun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Anicet Le Pors, Jean Cauchon, Robert Laucournet, André Jouany, Richard Pouille, Jean-Paul Hammann, Daniel Millaud, Pierre Carous, Maurice Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat.*

Aide spéciale compensatrice (commerce et artisanat) : MM. Brun (Raymond) (p. 5989) ; Le Pors (Anicet) (p. 5990) ; Laucournet (Robert) (p. 5991) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5994) ; Charretier (Maurice) (p. 5997).

Apprentissage : MM. Ballayer (René) (p. 5988) ; Charretier (Maurice) (p. 5996).

Artisanat : MM. Ballayer (René) (p. 5988) ; Brun (Raymond) (p. 5989) ; Le Pors (Anicet) (p. 5990) ; Cauchon (Jean) (p. 5990, 5991) ; Laucournet (Robert) (p. 5991) ; Jouany (André) (p. 5992, 5995) ; Pouille (Richard) (p. 5992, 5993) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5993) ; Millaud (Daniel) (p. 5994) ; Charretier (Maurice) (p. 5996, 5997).

Artisans (conjoints) : MM. Brun (Raymond) (p. 5989) ; Le Pors (Anicet) (p. 5990) ; Jouany (André) (p. 5992) ; Pouille (Richard) (p. 5993) ; Millaud (Daniel) (p. 5994) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5994) ; Charretier (Maurice) (p. 5996).

Assurance volontaire : M. Le Pors (Anicet) (p. 5990).

Centre de formation d'apprentis : M. Ballayer (René) (p. 5988).

Centres de gestion et associations agréés : MM. Brun (Raymond) (p. 5989) ; Laucournet (Robert) (p. 5991) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5994) ; Millaud (Daniel) (p. 5995) ; Jouany (André) (p. 5995) ; Charretier (Maurice) (p. 5996, 5997).

Chambres de métiers : MM. Laucournet (Robert) (p. 5991) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5994).

Commerçants (conjoints) : MM. Jouany (André) (p. 5992) ; Pouille (Richard) (p. 5993) ; Charretier (Maurice) (p. 5997).

Commerce : MM. Ballayer (René) (p. 5989) ; Brun (Raymond) (p. 5989) ; Le Pors (Anicet) (p. 5990) ; Cauchon (Jean) (p. 5990) ; Laucournet (Robert) (p. 5991) ; Jouany (André) (p. 5992) ; Pouille (Richard) (p. 5992, 5993) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5993) ; Charretier (Maurice) (p. 5996, 5997).

Enseignement commercial : M. Cauchon (Jean) (p. 5990).

Entreprises (création d') : MM. Ballayer (René) (p. 5988) ; Brun (Raymond) (p. 5989) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5994) ; Charretier (Maurice) (p. 5996).

Entreprises de main-d'œuvre : M. Brun (Raymond) (p. 5989).

Entreprises (fiscalité des) : MM. Ballayer (René) (p. 5988) ; Brun (Raymond) (p. 5989) ; Le Pors (Anicet) (p. 5990) ; Jouany (André) (p. 5992) ; Pouille (Richard) (p. 5993) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5993, 5994) ; Millaud (Daniel) (p. 5994) ; Charretier (Maurice) (p. 5996).

Experts comptables : M. Millaud (Daniel) (p. 5995).

Fondation de développement économique et social (F. D. E. S.) : M. Jouany (André) (p. 5995).

Formation continue : MM. Brun (Raymond) (p. 5989) ; Cauchon (Jean) (p. 5991).

Formation professionnelle : MM. Brun (Raymond) (p. 5989) ; Laucournet (Robert) (p. 5991) ; Pouille (Richard) (p. 5993) ; Charretier (Maurice) (p. 5996).

Grandes surfaces de vente (magasins) : MM. Ballayer (René) (p. 5989) ; Le Pors (Anicet) (p. 5990) ; Cauchon (Jean) (p. 5990) ; Laucournet (Robert) (p. 5991) ; Carous (Pierre) (p. 5995) ; Charretier (Maurice) (p. 5997).

Investissements : M. Charretier (Maurice) (p. 5997).

Mutualité sociale agricole : M. Brun (Raymond) (p. 5989).

Plus-values (imposition des) : M. Jouany (André) (p. 5992).

Prime à l'embauche du premier salarié : M. Brun (Raymond) (p. 5989).

Primes de développement artisanal : MM. Brun (Raymond) (p. 5989) ; Laucournet (Robert) (p. 5991).

Réparations : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 5994) ; Millaud (Daniel) (p. 5994).

Sociétés à responsabilité limitée (S. A. R. L.) : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 5994) ; Charretier (Maurice) (p. 5996).

Taxe professionnelle : MM. Brun (Raymond) (p. 5989) ; Jouany (André) (p. 5992, 5995).

Taxe sur la valeur ajoutée (T. V. A.) : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 5994) ; Millaud (Daniel) (p. 5994).

Travail clandestin : M. Jouany (André) (p. 5992).

Travail manuel : MM. Ballayer (René) (p. 5988) ; Brun (Raymond) (p. 5989).

Zones rurales : MM. Ballayer (René) (p. 5989) ; Cauchon (Jean) (p. 5990) ; Laucournet (Robert) (p. 5991) ; Jouany (André) (p. 5992, 5993) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5993) ; Charretier (Maurice) (p. 5996, 5997).

Fondation à l'initiative créatrice artisanale (F. I. C. A.) : M. Ballayer (René) (p. 5988).

Examen des crédits et des articles 44 et 44 *bis* [7 décembre 1980] (p. 5997, 5998) : *MM. Jean-Paul Hammann, René Ballayer, rapporteur spécial ; Maurice Charretier, ministre ; Adolphe Chauvin.*

Etat B. — TITRES III ET IV : adoptés (p. 5997).

Etat C. — TITRE VI : adopté (p. 5997).

Article 44 (*Prolongation de l'aide spéciale compensatrice en faveur de certaines catégories de commerçants et d'artisans âgés*) (p. 5997).

Retiré : amendement n° 214 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin : prolongation du régime de l'aide spéciale compensatrice (p. 5998).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 217 de M. Jean-Paul Hammann : prolongation du régime de l'aide spéciale compensatrice (p. 5998) ;

— l'article 44 est adopté (p. 5998).

Article 44 bis (*Taxe pour frais de chambre des métiers*). — Adopté (p. 5998).

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion [1er décembre 1980] (p. 5592, 5604) : *MM. Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances ; Maurice Prévoteau, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; André Jouany, Maurice Schumann, Frédéric Wirth, Gérard Ehlers, Alfred Gérin, Philippe Machefer, Michel Cointat, ministre du commerce extérieur.*

Accords multifibres : MM. Prévoteau (Maurice) (p. 5594) ; Schumann (Maurice) (p. 5596) ; Cointat (Michel) (p. 5601).

Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (A. C. T. I. M.) : MM. Larue (Tony) (p. 5593) ; Cointat (Michel) (p. 5601).

Automobile (industrie) : MM. Machefer (Philippe) (p. 5599) ; Cointat (Michel) (p. 5602).

Bois (industrie) : M. Prévoteau (Maurice) (p. 5594).

Centre français des manifestations économiques à l'étranger : MM. Larue (Tony) (p. 5593) ; Cointat (Michel) (p. 5601).

Centre français du commerce extérieur (C. F. C. E.) : MM. Larue (Tony) (p. 5593) ; Jouany (André) (p. 5595) ; Gérin (Alfred) (p. 5598) ; Machefer (Philippe) (p. 5600) ; Cointat (Michel) (p. 5600).

Chambres de commerce et d'industrie : MM. Jouany (André) (p. 5595) ; Machefer (Philippe) (p. 5600).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : MM. Schumann (Maurice) (p. 5596) ; Cointat (Michel) (p. 5602, 5603).

Commerce extérieur : MM. Larue (Tony) (p. 5592, 5593) ; Prévoteau (Maurice) (p. 5593, 5594, 5595) ; Jouany (André) (p. 5595) ; Schumann (Maurice) (p. 5595, 5596, 5604) ; Wirth (Frédéric) (p. 5596, 5597) ; Ehlers (Gérard) (p. 5597, 5598) ; Gérin (Alfred) (p. 5598) ; Machefer (Philippe) (p. 5599, 5600) ; Cointat (Michel) (p. 5600, 5601, 5602, 5603).

Commerce extérieur (ministère du) : M. Larue (Tony) (p. 5593).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) : MM. Larue (Tony) (p. 5593) ; Jouany (André) (p. 5595) ; Cointat (Michel) (p. 5603).

Concurrence internationale : MM. Larue (Tony) (p. 5592) ; Prévoteau (Maurice) (p. 5595) ; Jouany (André) (p. 5595) ; Schumann (Maurice) (p. 5596) ; Gérin (Alfred) (p. 5598) ; Cointat (Michel) (p. 5602, 5603).

Doubles impositions : MM. Wirth (Frédéric) (p. 5597) ; Cointat (Michel) (p. 5603).

Emploi (création d'emplois) : M. Larue (Tony) (p. 5593).

Exportations : MM. Larue (Tony) (p. 5593) ; Prévoteau (Maurice) (p. 5594) ; Jouany (André) (p. 5595) ; Schumann (Maurice) (p. 5595) ; Wirth (Frédéric) (p. 5596) ; Gérin (Alfred) (p. 5598) ; Machefer (Philippe) (p. 5599) ; Cointat (Michel) (p. 5603).

Fleurs et plantes : M. Prévoteau (Maurice) (p. 5594).

Français de l'étranger : MM. Wirth (Frédéric) (p. 5596, 5597) ; Cointat (Michel) (p. 5603).

Fruits et légumes : M. Prévoteau (Maurice) (p. 5594).

Importations : MM. Larue (Tony) (p. 5592) ; Prévoteau (Maurice) (p. 5594) ; Schumann (Maurice) (p. 5595) ; Ehlers (Gérard) (p. 5597, 5598) ; Cointat (Michel) (p. 5601, 5602, 5603).

Industrie agro-alimentaire : MM. Larue (Tony) (p. 5592) ; Prévoteau (Maurice) (p. 5594) ; Cointat (Michel) (p. 5602).

Innovation : M. Larue (Tony) (p. 5593).

Investissements : MM. Larue (Tony) (p. 5593) ; Machefer (Philippe) (p. 5599).

Investissements (à l'étranger) : M. Machefer (Philippe) (p. 5599).

Japon : MM. Larue (Tony) (p. 5593) ; Gérin (Alfred) (p. 5598) ; Cointat (Michel) (p. 5602, 5603).

Pays en voie de développement : MM. Larue (Tony) (p. 5592) ; Prévoteau (Maurice) (p. 5593).

Pêche maritime : M. Prévoteau (Maurice) (p. 5594).

Petites et moyennes entreprises (P. M. E.) : MM. Gérin (Alfred) (p. 5598) ; Machefer (Philippe) (p. 5600) ; Cointat (Michel) (p. 5603).

Petites et moyennes industries (P. M. I.) : MM. Jouany (André) (p. 5595) ; Gérin (Alfred) (p. 5598).

Pétrole (prix du) : MM. Larue (Tony) (p. 5592) ; Prévoteau (Maurice) (p. 5593) ; Jouany (André) (p. 5595) ; Machefer (Philippe) (p. 5599) ; Cointat (Michel) (p. 5601).

Plus-values (imposition des) : M. Wirth (Frédéric) (p. 5597).

Politique économique : MM. Larue (Tony) (p. 5592, 5593) ; Prévoteau (Maurice) (p. 5593, 5594, 5595) ; Gérin (Alfred) (p. 5598) ; Machefer (Philippe) (p. 5599).

Prix (libération des) : M. Ehlers (Gérard) (p. 5598).

Protectionnisme : MM. Larue (Tony) (p. 5592) ; Schumann (Maurice) (p. 5596).

Recherche scientifique : M. Larue (Tony) (p. 5593).

Scolarisation (Français de l'étranger) : M. Wirth (Frédéric) (p. 5597).

Sucre : M. Prévoteau (Maurice) (p. 5594).

Textile (industrie) : MM. Prévoteau (Maurice) (p. 5594) ; Schumann (Maurice) (p. 5595, 5596) ; Cointat (Michel) (p. 5601, 5602).

Travail clandestin : M. Schumann (Maurice) (p. 5596).

Examen des crédits [1er décembre 1980] (p. 5604) : M. Maurice Schumann.

Etat B. — TITRES III ET IV : adoptés (p. 5604).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 5604).

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Discussion [24 novembre 1980] (p. 5235, 5239) : *MM. Christian Poncelet, rapporteur spécial de la commission des finances ; René Monory, ministre de l'économie.*

Banque française du commerce extérieur (B. F. C. E.) : MM. Poncelet (Christian) (p. 5236) ; Monory (René) (p. 5237).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C. A. E. C. L.) : M. Poncelet (Christian) (p. 5237).

Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (C. I. A. S. I.) : MM. Poncelet (Christian) (p. 5237) ; Monory (René) (p. 5238).

Comité interministériel de développement industriel et de soutien de l'emploi (C. I. D. I. S. E.) : M. Monory (René) (p. 5238).

Comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises (Codefi) : MM. Poncelet (Christian) (p. 5237) ; Monory (René) (p. 5238).

Compte spécial « Prêts à la S.N.I.A.S. et à la S.N.E.C.M.A. » : M. Poncelet (Christian) (p. 5235).

Concorde (avion supersonique) : M. Poncelet (Christian) (p. 5235).

Concurrence internationale : M. Poncelet (Christian) (p. 5238).

Fonds de développement économique et social (F. D. E. S.) : MM. Poncelet (Christian) (p. 5237) ; Monory (René) (p. 5238).

Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme (F. N. A. F. U.) : MM. Poncelet (Christian) (p. 5236) ; Monory (René) (p. 5237).

Fonds national pour le développement du sport : M. Poncelet (Christian) (p. 5236).

Fonds spécial d'investissement routier (F. S. I. R.) : MM. Poncelet (Christian) (p 5236) ; Monory (René) (p. 5237).

Industrie (aide à l'industrie) : MM. Poncelet (Christian) (p. 5237) ; Monory (René) (p. 5238).

Parlement (contrôle du) : M. Poncelet (Christian) (p. 5236).

Sidérurgie (industrie) : MM. Poncelet (Christian) (p. 5236) ; Monory (René) (p. 5238).

Textile (industrie) : MM. Monory (René) (p. 5238) ; Poncelet (Christian) (p. 5238).

Examen des crédits figurant aux articles 20 A et 20 à 29 [24 novembre 1980] (p. 5238 et 5239).

Article 20 A (*Clôture du compte spécial du Trésor « Fonds spécial d'investissement routier »*). — Adopté (p. 5238).

Article 20 (*Comptes d'affectation spéciale. — Opérations définitives. — Services votés*). — Adopté (p. 5239).

Article 21 (*Comptes d'affectation spéciale. — Opérations définitives. — Mesures nouvelles*). — Adopté (p. 5239).

Article 22 (*Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. — Services votés*). — Adopté (p. 5239).

Article 23 (*Comptes d'affectation spéciale. — Opérations à caractère temporaire. — Mesures nouvelles*). — Adopté (p. 5239).

Article 24. (*Comptes de commerce. — Mesures nouvelles*). — Adopté (p. 5239).

Article 25 (*Extension de l'objet d'un compte de règlement avec les gouvernements étrangers*). — Adopté (p. 5239).

Article 26 (*Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers. — Mesures nouvelles*). — Adopté (p. 5239).

Article 27 (*Comptes d'avances. — Mesures nouvelles*). — Adopté (p. 5239).

Article 28 (*Clôture d'un compte de prêts*). — Adopté (p. 5239).

Article 29 (*Compte de prêts et de consolidation. — Mesures nouvelles*). — Adopté (p. 5239).

COOPERATION

Discussion [29 novembre 1980] (p. 5516, 5533) : *MM. Robert Schmitt, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Lucien Delmas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Mme Rolande Perlican, MM. Adolphe Chauvin, Philippe Machefer, Charles de Cuttoli, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement).*

Agronomie tropicale : MM. Schmidt (Robert) (p. 5517) ; Delmas (Lucien) (p. 5520).

Aide au Tiers Monde : M. Schmidt (Robert) (p. 5516) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5521) ; MM. Chauvin (Adolphe) (p. 5523, 5524) ; Machefer (Philippe) (p. 5524, 5525, 5526) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5526, 5527) ; Limouzy (Jacques) (p. 5528, 5529, 5530).

Afrique : MM. Schmidt (Robert) (p. 5516) ; Martin (Louis) (p. 5518) ; Delmas (Lucien) (p. 5520) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5521) ; MM. Chauvin (Adolphe) (p. 5523) ; Machefer (Philippe) (p. 5524, 5525) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5526, 5527) ; Limouzy (Jacques) (p. 5527, 5528, 5529, 5530).

Calamités (Tremblements de terre) : M. Martin (Louis) (p. 5518).

Chercheurs : M. Machefer (Philippe) (p. 5525).

Coopérants : MM. Schmidt (Robert) (p. 5517) ; Martin (Louis) (p. 5519) ; Machefer (Philippe) (p. 5524, 5525) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5526, 5527) ; Limouzy (Jacques) (p. 5529, 5530).

Coopération : MM. Schmidt (Robert) (p. 5516, 5517, 5518) ; Martin (Louis) (p. 5518, 5519) ; Delmas (Lucien) (p. 5520, 5521) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5521, 5522) ; MM. Chauvin (Adolphe) (p. 5522, 5523, 5524) ; Machefer (Philippe) (p. 5524, 5525, 5526) ; Cuttoli (Charles) (de) (p. 5525) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5526, 5527) ; Limouzy (Jacques) (p. 5527, 5528, 5529, 5530).

Coopération culturelle : MM. Schmidt (Robert) (p. 5517) ; Martin (Louis) (p. 5519) ; Delmas (Lucien) (p. 5520, 5521) ; Machefer (Philippe) (p. 5525) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5527) ; Limouzy (Jacques) (p. 5528, 5529, 5530).

Coopération militaire : MM. Schmidt (Robert) (p. 5517) ; Martin (Louis) (p. 5519) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5522) ; MM. Machefer (Philippe) (p. 5524) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5526) ; Limouzy (Jacques) (p. 5529, 5530).

Enseignement : MM. Martin (Louis) (p. 5519) ; Delmas (Lucien) (p. 5520) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5523) ; Machefer (Philippe) (p. 5525) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5527) ; Limouzy (Jacques) (p. 5529).

Fonds d'aide et de coopération (F. A. C.) : MM. Delmas (Lucien) (p. 5520) ; Machefer (Philippe) (p. 5525).

Fonds de solidarité africaine : M. Schmidt (Robert) (p. 5518).

Fonds européen de développement (F. E. D.) : M. Schmidt (Robert) (p. 5518) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5522).

Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale (G. E. R. D. A. T.) : M. Delmas (Lucien) (p. 5520).

Kenya : Mme Perlican (Rolande) (p. 5521).

Livre : MM. Delmas (Lucien) (p. 5521) ; Machefer (Philippe) (p. 5525).

Lomé (Convention de) : M. Schmidt (Robert) (p. 5518) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5522) ; M. Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5527).

Médecine : MM. Martin (Louis) (p. 5519) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5523) ; Limouzy (Jacques) (p. 5529).

Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (O. R. S. T. O. M.) : MM. Schmidt (Robert) (p. 5517) ; Delmas (Lucien) (p. 5520).

Organisation des Nations Unies (O. N. U.) : Mme Perlican (Rolande) (p. 5522) ; M. Chauvin (Adolphe) (p. 5523).

Organisation des pays exportateurs de pétrole (O. P. E. P.) : MM. Schmitt (Robert) (p. 5516) ; Limouzy (Jacques) (p. 5528).

Pays en voie de développement : M. Schmitt (Robert) (p. 5516) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5521) ; MM. Chauvin (Adolphe) (p. 5523, 5524) ; Machefer (Philippe) (p. 5524) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5526, 5527) ; Limouzy (Jacques) (p. 5527, 5528, 5529, 5530).

Radiodiffusion télévision : MM. Machefer (Philippe) (p. 5525) ; Cuttoli (Charles de) (p. 5525) ; Limouzy (Jacques) (p. 5530).

Radio-France Internationale : MM. Machefer (Philippe) (p. 5525) ; Cuttoli (Charles de) (p. 5525).

Recherche scientifique et technique : MM. Schmitt (Robert) (p. 5517) ; Martin (Louis) (p. 5519) ; Delmas (Lucien) (p. 5520) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5523) ; Machefer (Philippe) (p. 5525) ; Taittinger (Pierre-Christian) (p. 5527) ; Limouzy (Jacques) (p. 5529).

Rhône-Poulenc (Société) : Mme Perlican (Rolande) (p. 5521).

Scolarisation (Français de l'étranger) : MM. Machefer (Philippe) (p. 5525) ; Limouzy (Jacques) (p. 5529).

Tchad : M. Martin (Louis) (p. 5518) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5522) ; M. Limouzy (Jacques) (p. 5530).

Volontaires du progrès : MM. Machefer (Philippe) (p. 5525) ; Limouzy (Jacques) (p. 5530).

Examen des crédits [29 novembre 1980] (p. 5531, 5533) :

MM. Jacques Habert, Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat ; Serge Boucheny, Robert Schmitt, rapporteur spécial.

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 5531).

TITRE IV : adopté (p. 5531).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 5531).

TITRE VI : adopté (p. 5532).

Après l'article 44 bis (p. 5532).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 200 (art. additionnel) de M. Serge Boucheny : extension du régime de retraite de l'Etat aux agents titularisés de l'administration centrale du ministère de la coopération ; mode de financement (p. 5533).

CULTURE ET COMMUNICATION

Discussion [25 novembre 1980] (p. 5278, 5302) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Miroudot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (culture) ; Jacques Carat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma, théâtre) ; Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Francis Palmero, Noël Berrier, Jean Béranger, Louis de la Forest, Jacques Habert, James Marson, Paul Séramy, Roger Rinchet, Pierre Lacour, Henri Duffaut.*

Architectes des bâtiments de France : M. Séramy (Paul) (p. 5295).

Architectes en chef des monuments historiques : MM. Miroudot (Michel) (p. 5280) ; Séramy (Paul) (p. 5295).

Artistes : MM. Miroudot (Michel) (p. 5282) ; Palmero (Francis) (p. 5289) ; Marson (James) (p. 5293, 5294).

Associations culturelles : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5279, 5280) ; Miroudot (Michel) (p. 5281) ; Béranger (Jean) (p. 5290) ; Séramy (Paul) (p. 5295) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5298).

Associations départementales pour la diffusion de la musique (A. D. D. M.) : M. Forest (Louis de la) (p. 5291).

Association technique pour l'action culturelle (A. T. A. C.) : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5280) ; Carat (Jacques) (p. 5283).

Ateliers musicaux : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5278).

Bibliothèques : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5279) ; Miroudot (Michel) (p. 5281, 5282) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5285) ; Marson (James) (p. 5294) ; Rinchet (Roger) (p. 5295).

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (Centre Beaubourg) : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5279) ; Carat (Jacques) (p. 5282).

Chanson française : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5287, 5297) ; Palmero (Francis) (p. 5288, 5289) ; Séramy (Paul) (p. 5294, 5295).

Charte culturelle alsacienne : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5286).

Cinéma : MM. Carat (Jacques) (p. 5284) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5286, 5287) ; Marson (James) (p. 5294).

Cinémathèques : MM. Marson (James) (p. 5294) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5298).

Cirque : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5287).

Collectivités locales : MM. Miroudot (Michel) (p. 5282) ; Berrier (Noël) (p. 5289) ; Béranger (Jean) (p. 5290) ; Marson (James) (p. 5293) ; Rinchet (Roger) (p. 5296) ; Lacour (Pierre) (p. 5296) ; Duffaut (Henri) (p. 5297).

Conservatoires et écoles de musique : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5278) ; Forest (Louis de la) (p. 5291) ; Marson (James) (p. 5292) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5297).

Cultures régionales : M. Lacour (Pierre) (p. 5296, 5297).

Danse : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5280) ; Miroudot (Michel) (p. 5281)) ; Béranger (Jean) (p. 5290).

Décentralisation (culturelle) : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5280) ; Miroudot (Michel) (p. 5282) ; Carat (Jacques) (p. 5282, 5283) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5286) ; Habert (Jacques) (p. 5292) ; Marson (James) (p. 5293) ; Séramy (Paul) (p. 5294) ; Lacour (Pierre) (p. 5296).

Disque (industrie du) : M. Palmero (Francis) (p. 5288).

Droits d'auteur : MM. Miroudot (Michel) (p. 5282) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5287) ; Palmero (Francis) (p. 5288) ; Séramy (Paul) (p. 5294, 5295).

Edition : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5286) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5286).

Eglises (restauration) : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5285) ; Palmero (Francis) (p. 5289).

Expositions : M. Habert (Jacques) (p. 5292).

Festivals : MM. Miroudot (Michel) (p. 5281) ; Carat (Jacques) (p. 5284) ; Palmero (Francis) (p. 5288) ; Forest (Louis de la) (p. 5291) ; Marson (James) (p. 5293) ; Séramy (Paul) (p. 5295) ; Duffaut (Henri) (p. 5297).

Fonds d'action conjoncturelle pour le patrimoine monumental : M. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5278).

Fonds de création audiovisuelle : M. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5280).

Français (langue) : M. Béranger (Jean) (p. 5290).

Livre : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5279) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5285, 5298) ; Béranger (Jean) (p. 5290) ; Habert (Jacques) (p. 5292).

Maisons de la culture : MM. Palmero (Francis) (p. 5288) ; Berrier (Noël) (p. 5289) ; Marson (James) (p. 5293) ; Rinchet (Roger) (p. 5295, 5296) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5298).

Métiers d'art : MM. Béranger (Jean) (p. 5290) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5298).

Monuments historiques : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5278, 5280) ; Miroudot (Michel) (p. 5282) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5285).

Musée (Orsay) : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5279) ; Carat (Jacques) (p. 5282).

Musées : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5278, 5279, 5280) ; Miroudot (Michel) (p. 5282) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5285, 5287) ; Marson (James) (p. 5292) ; Séramy (Paul) (p. 5294, 5295).

Musique : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5278) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5286, 5287, 5297) ; Palmero (Francis) (p. 5288) ; Carat (Jacques) (p. 5288) ; Béranger (Jean) (p. 5290) ; Forest (Louis de la) (p. 5291) ; Marson (James) (p. 5292).

Œuvres d'art : M. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5280).

Office national de diffusion artistique : M. Palmero (Francis) (p. 5289).

Patrimoine (année du) : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5278) ; Palmero (Francis) (p. 5289) ; Habert (Jacques) (p. 5292) ; Marson (James) (p. 5292).

Presse : M. Habert (Jacques) (p. 5292).

Publications administratives : M. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5278).

Radiodiffusion-télévision (émissions) : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5280) ; Palmero (Francis) (p. 5288) ; Carat (Jacques) (p. 5288, 5289) ; Béranger (Jean) (p. 5290) ; Séramy (Paul) (p. 5295).

Taxe sur les spectacles : M. Habert (Jacques) (p. 5291, 5292).

Télévision : MM. Carat (Jacques) (p. 5284) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5287, 5288, 5297) ; Béranger (Jean) (p. 5290).

Télévision (émissions) : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5287, 5288, 5297) ; Béranger (Jean) (p. 5290).

Théâtre : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5280) ; Carat (Jacques) (p. 5282, 5283, 5284) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5286, 5287, 5297) ; Béranger (Jean) (p. 5290) ; Habert (Jacques) (p. 5292) ; Marson (James) (p. 5292) ; Duffaut (Henri) (p. 5297).

Théâtre national de Chaillot : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5280) ; Carat (Jacques) (p. 5282) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5286) ; Béranger (Jean) (p. 5290) ; Habert (Jacques) (p. 5291) ; Marson (James) (p. 5293).

Théâtres nationaux : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5279) ; Miroudot (Michel) (p. 5281) ; Carat (Jacques) (p. 5282) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5285, 5286) ; Habert (Jacques) (p. 5292) ; Marson (James) (p. 5293) ; Duffaut (Henri) (p. 5297).

Versailles (château) : M. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5279).

Zones rurales : MM. Miroudot (Michel) (p. 5282) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5285, 5297) ; Forest (Louis de la) (p. 5291) ; Lacour (Pierre) (p. 5296).

Examen des crédits [25 novembre 1980] (p. 5298, 5302) : *MM. Marcel Rudloff, Jean-Philippe Lecat, ministre ; James Marson, Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial ; Jacques Habert.*

Etat B. — TITRE III (p. 5298).

Adoptés : amendement n° 197 de M. Jacques Carat, rapporteur pour avis : réduction indicative des crédits du titre III : Théâtre national de Chaillot (p. 5300) ; sous-amendement n° 202 de M. Jean-Philippe Lecat, ministre : diminution de la réduction indicative des crédits du titre III : Théâtre national de Chaillot (p. 5300).

Retiré : amendement n° 198 de M. Jacques Habert : réduction indicative des crédits du titre III : Théâtre national de Chaillot (p. 5300) ;

— les crédits du titre III, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 5300) ;

TITRE IV (p. 5300).

Adoptés : amendement n° 195 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial : réduction indicative des crédits du titre IV : écriture dramatique nouvelle (p. 5301) ; amendement n° 201 de M. Jean-Philippe Lecat, ministre : majoration des crédits du titre IV : écriture dramatique nouvelle (p. 5301) ;

— les crédits du titre IV sont adoptés (p. 5301).

Etat C. — TITRE V (p. 5301).

Retiré : amendement n° 196 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial : réduction indicative des autorisations des programmes et des crédits de paiement du titre V ; aménagement de l'hôtel de Salé (p. 5301) ;

— les crédits du titre V sont adoptés (p. 5301).

TITRE VI : adopté (p. 5302).

DEFENSE ET SERVICE DES ESSENCES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion [2 décembre 1980] (p. 5643, 5660) ; [3 décembre 1980] (p. 5672, 5695) ; *MM. Jean Francou, rapporteur spécial de la commission des finances (Exposé d'ensemble et dépenses en capital) ; Modeste Legouez, rapporteur spécial de la commission des finances (Dépenses ordinaires) ; Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances (Budget annexe du service des essences) ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (Section commune) ; Lucien Gautier, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (Section Gendarmerie) ; Jacques Chaumont, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (Section Forces terrestres) ; Albert Voilquin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (Section Air) ; Max Lejeune, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (Section Marine) ; Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères. — Joël Le Theule, ministre de la défense ; Michel d'Aillières, Jean Desmarets, Serge Boucheny, Francis Palmero, Philippe Machefer, Josefo Makapé Papilio, Louis Longequeue.*

Aéroports (militaires) : M. Voilquin (Albert) (p 5654).

Afghanistan : MM. Lecanuet (Jean) (p. 5657) ; Desmarets (Jean) (p. 5680).

Air (armée) : MM. Voilquin (Albert) (p. 5653, 5654, 5655) ; Lecanuet (Jean) (p. 5656) ; Le Theule (Joël) (p. 5675, 5676) ; Machefer (Philippe) (p. 5685).

Armée (rémunérations) : MM. Francou (Jean) (p. 5643) ; Legouez (Modeste) (p. 5645) ; Voilquin (Albert) (p. 5654, 5686) ; Le Theule (Joël) (p. 5673) ; Palmero (Francis) (p. 5683).

Armement : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Genton (Jacques) (p. 5647, 5648) ; Voilquin (Albert) (p. 5654) ; Le Theule (Joël) (p. 5674, 5690) ; Boucheny (Serge) (p. 5682).

Armement nucléaire : MM. Francou (Jean), (p. 5644) ; Genton (Jacques) (p. 5648, 5649, 5650) ; Max Lejeune (p. 5655) ; Lecanuet (Jean) (p. 5656, 5657, 5658) ; Le Theule (Joël) (p. 5674, 5675, 5676, 5678, 5690) ; Boucheny (Serge) (p. 5681, 5682) ; Machefer (Philippe) (p. 5684) ; Voilquin (Albert) (p. 5686).

Bombe à neutrons : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Genton (Jacques) (p. 5650) ; Chaumont (Jacques) (p. 5652) ; Le Theule (Joël) (p. 5676) ; Boucheny (Serge) (p. 5681, 5682).

Calamités (séismes) : M. Le Theule (Joël) (p. 5678).

Centre d'expérimentation du Pacifique (C. E. P.) : M. Genton (Jacques) (p. 5649).

Commissariat à l'énergie atomique (C. E. A.) : M. Genton (Jacques) (p. 5648, 5649, 5650).

Construction navale : MM. Max Lejeune (p. 5655) ; Le Theule (Joël) (p. 5676).

Défense civile : MM. Francou (Jean) (p. 5645) ; Lecanuet (Jean) (p. 5658) ; Longequeue (Louis) (p. 5688) ; Le Theule (Joël) (p. 5691).

Défense européenne : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Chaumont (Jacques) (p. 5652) ; Lecanuet (Jean) (p. 5657, 5658) ; Boucheny (Serge) (p. 5657).

Essences (service des) : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Legouez (Modeste) (p. 5645, 5646) ; Manet (Michel) (p. 5646, 5647) ; Le Theule (Joël) (p. 5673, 5674).

Forces françaises en Allemagne (F. F. A.) : MM. Chaumont (Jacques) (p. 5652) ; Le Theule (Joël) (p. 5673) ; Palmero (Francis) (p. 5683) ; Machefer (Philippe) (p. 5685).

Forces terrestres : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Legouez (Modeste) (p. 5646) ; Chaumont (Jacques) (p. 5651, 5652, 5653) ; Lecanuet (Jean) (p. 5656) ; Le Theule (Joël) (p. 5678) ; Machefer (Philippe) (p. 5685).

Gendarmerie : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Legouez (Modeste) (p. 5645) ; Gautier (Lucien) (p. 5651) ; Le Theule (Joël) (p. 5673, 5675, 5686, 5691) ; Aillières (Michel d') (p. 5679) ; Palmero (Francis) (p. 5684) ; Machefer (Philippe) (p. 5685) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 5685, 5686) ; Voilquin (Albert) (p. 5686) ; Longequeue (Louis) (p. 5689).

Information : MM. Manet (Michel) (p. 5647) ; Gautier (Lucien) (p. 5651).

Marine nationale : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Legouez (Modeste) (p. 5646) ; Genton (Jacques), (p. 5655) ; Lejeune (Max) (p. 5655, 5656) ; Lecanuet (Jean) (p. 5656, 5658) ; Le Theule (Joël) (p. 5674, 5675, 5676, 5677, 5691) ; Aillières (Michel d') (p. 5679) ; Machefer (Philippe) (p. 5685).

Médiateur : M. Palmero (Francis) (p. 5683).

Mirages (avions) : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Genton (Jacques) (p. 5650) ; Voilquin (Albert) (p. 5654, 5655, 5687) ; Le Theule (Joël) (p. 5674, 5675, 5676) ; Machefer (Philippe) (p. 5685).

Missiles : MM. Genton (Jacques) (p. 5650) ; Voilquin (Albert) (p. 5655, 5686, 5687) ; Lecanuet (Jean) (p. 5657, 5658) ; Le Theule (Joël) (p. 5674, 5676, 5678) ; Machefer (Philippe) (p. 5685).

Nouvelle-Calédonie : MM. Papillo (Sosefo Makapé) (p. 5685, 5686) ; Le Theule (Joël) (p. 5686).

Parlement (contrôle du) : MM. Aillières (Michel d') (p. 5679) ; Machefer (Philippe) (p. 5684) ; Longequeue (Louis) (p. 5688, 5689) ; Le Theule (Joël) (p. 5689).

Pétrole (prix du) : MM. Manet (Michel) (p. 5647) ; Voilquin (Albert) (p. 5654) ; Max Lejeune (p. 5655) ; Le Theule (Joël) (p. 5673) ; Aillières (Michel d') (p. 5679).

Police maritime : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Legouez (Modeste) (p. 5645).

Politique de défense : MM. Francou (Jean) (p. 5643) ; Legouez (Modeste) (p. 5645, 5646) ; Chaumont (Jacques) (p. 5651, 5652, 5653) ; Lecanuet (Jean) (p. 5656, 5657, 5658) ; Le Theule (Joël) (p. 5677, 5678, 5690, 5691) ; Aillières (Michel d') (p. 5678, 5679) ; Desmarets (Jean) (p. 5679, 5680) ; Boucheny (Serge) (p. 5681, 5682, 5683) ; Machefer (Philippe) (p. 5685) ; Voilquin (Albert) (p. 5686) ; Longequeue (Louis) (p. 5688).

Président de la République : MM. Longequeue (Louis) (p. 5688) ; Le Theule (Joël) (p. 5691).

Produit intérieur brut (P. I. B.) : M. Le Theule (Joël) (p. 5689).

Recherche scientifique et technique : MM. Genton (Jacques) (p. 5647, 5648, 5649) ; Le Theule (Joël) (p. 5675, 5690).

Réfugiés : M. Le Theule (Joël) (p. 5678).

Retraites (militaires) : MM. Genton (Jacques) (p. 5648) ; Gautier (Lucien) (p. 5651) ; Le Theule (Joël) (p. 5677, 5684, 5690) ; Aillières (Michel d') (p. 5679) ; Boucheny (Serge) (p. 5681, 5682) ; Palmero (Francis) (p. 5683, 5684) ; Machefer (Philippe) (p. 5685) ; Voilquin (Albert) (p. 5686).

Santé (service de) : MM. Genton (Jacques) (p. 5648) ; Machefer (Philippe) (p. 5685).

Service d'information et de relations publiques des armées (S. I. R. P. A.) : M. Genton (Jacques) (p. 5648).

Service national : MM. Chaumont (Jacques) (p. 5652, 5653) ; Lecanuet (Jean) (p. 5658) ; Le Theule (Joël) (p. 5673) ; Aillières (Michel d') (p. 5679) ; Machefer (Philippe) (p. 5685).

Soldat (condition du) : MM. Legouez (Modeste) (p. 5645) ; Chaumont (Jacques) (p. 5652) ; Voilquin (Michel) (p. 5653) ; Le Theule (Joël) (p. 5673) ; Aillières (Michel d') (p. 5679) ; Boucheny (Serge) (p. 5682) ; Machefer (Philippe) (p. 5685).

Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (S. N. L. E.) : MM. Legouez (Modeste) (p. 5646) ; Genton (Jacques) (p. 5650) ; Max Lejeune (p. 5655, 5656) ; Lecanuet (Jean) (p. 5656, 5658) ; Le Theule (Joël) (p. 5674, 5678, 5691) ; Machefer (Philippe) (p. 5684).

Zone économique maritime : MM. Francou (Jean) (p. 5644) ; Legouez (Modeste) (p. 5645).

Examen des crédits figurant aux articles 15 et 16 [3 décembre 1980] (p. 5692, 5694) : *MM. Serge Boucheny, Jean Francou, rapporteur spécial ; Joël Le Theule, ministre ; Jean Garcia, Philippe Machefer, Adolphe Chauvin.*

Article 15 (*Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services militaires*) (p. 5692).

Rejetés : amendement n° 233 de Mme Rolande Perlican, soutenu par M. Serge Boucheny : réduction de crédits : suppression des mesures nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire (p. 5692) ; amendement n° 234 de M. Jean Garcia : réduction de moitié des crédits de la sécurité militaire (p. 5692) ;

— l'article 15 est adopté (p. 5692).

Article 16 (*Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services militaires*) (p. 5692).

Rejetés : amendement n° 207 de M. Philippe Machefer : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V « Equipement », pour protester contre l'insuffisance des crédits de la gendarmerie mobile (p. 5693) ; amendement n° 236 de M. Serge Boucheny : réduction des autorisations de programme et crédits de paiement affectés aux infrastructures opérationnelles des forces stationnées outre-mer (p. 5693) ; amendement n° 237 de M. Serge Boucheny : réduction des autorisations de programme et crédits de paiement : suppression des crédits d'étude et de fabrication de la bombe à neutrons (p. 5694).

Retiré : amendement n° 238 de M. Philippe Machefer : réduction des autorisations de programme et crédits de paiement : information nécessaire du Sénat sur l'affectation des crédits d'entretien programmé des matériels de l'armée de terre (p. 5694) ;

— l'article 16 est adopté (p. 5694 ; scrutin public n° 67 ; liste des votants p. 5741, 5742).

Examen des crédits Budget annexe du service des essences figurant aux articles 18 et 19 [3 décembre 1980] (p. 5695). *M. Serge Boucheny.*

Article 18 (*Services votés*). — Les crédits sont adoptés (p. 5695).

Article 19 (*Mesures nouvelles*). — Les crédits sont adoptés (p. 5695).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

I. — SECTION COMMUNE

II. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Discussion [1er décembre 1980] (p. 5546, 5568) : *MM. René Jager, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Parmantier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan ; Louis Virapoullé, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Marcel Gargar, Marcel Henry, Albert Pen, Edmond Valcin, Roger Lise, Gilbert Belin, Georges Dagonia, Georges Repiquet, Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer).*

Agence nationale pour l'emploi (A. N. P. E.) : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5550) ; Dijoud (Paul) (p. 5562).

Allocation de logement : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5551) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Antilles : MM. Gargar (Marcel) (p. 5552, 5553, 5554) ; Valcin (Edmond) (p. 5556, 5557) ; Lise (Roger) (p. 5557, 5558) ; Dagonia (Georges) (p. 5559, 5560) ; Repiquet (Georges) (p. 5560) ; Dijoud (Paul) (p. 5561, 5562, 5563, 5564, 5565).

Artisanat : MM. Lise (Roger) (p. 5558) ; Dijoud (Paul) (p. 5564).

Assurance vieillesse : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5551).

Aquaculture : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5552) ; Repiquet (Georges) (p. 5560).

Autodétermination : M. Gargar (Marcel) (p. 5554).

Banque européenne d'investissement (B. E. I.) : M. Lise (Roger) (p. 5558).

Bureau de développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer (Budmidom) : MM. Jager (René) (p. 5547) ; Parmantier (Bernard) (p. 5550) ; Gargar (Marcel) (p. 5553) ; Dijoud (Paul) (p. 5562).

Calamités (cyclones) : MM. Jager (René) (p. 5546) ; Virapoullé (Louis) (p. 5551) ; Repiquet (Georges) (p. 5560) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Canne à sucre : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5551) ; Gargar (Marcel) (p. 5553) ; Valcin (Edmond) (p. 5557).

Chômage : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5548, 5549) ; Virapoullé (Louis) (p. 5552) ; Gargar (Marcel) (p. 5553, 5554) ; Lise (Roger) (p. 5558).

Chômage (indemnisation du) : MM. Jager (René) (p. 5547) ; Parmantier (Bernard) (p. 5548) ; Virapoullé (Louis) (p. 5551) ; Gargar (Marcel) (p. 5553, 5554) ; Dagonia (Georges) (p. 5559) ; Dijoud (Paul) (p. 5561, 5563).

Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (C. I. A. S. I.) : M. Gargar (Marcel) (p. 5553).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5548) ; Gargar (Marcel) (p. 5553) ; Lise (Roger) (p. 5557) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Coprah : M. Jager (René) (p. 5547).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D. A. T. A. R.) : M. Lise (Roger) (p. 5557).

Départementalisation : MM. Pen (Albert) (p. 5556) ; Valcin (Edmond) (p. 5557) ; Lise (Roger) (p. 5557).

Départements d'outre-mer : MM. Jager (René) (p. 5546, 5547, 5548) ; Parmantier (Bernard) (p. 5548, 5549, 5550, 5564, 5565) ; Virapoullé (Louis) (p. 5550, 5551, 5552) ; Gargar (Marcel) (p. 5552, 5553, 5554) ; Henry (Marcel) (p. 5555) ; Pen (Albert) (p. 5555, 5556) ; Valcin (Edmond) (p. 5556, 5557) ; Lise (Roger) (p. 5557, 5558) ; Belin (Gilbert) (p. 5558, 5559) ; Dagonia (Georges) (p. 5559, 5560) ; Repiquet (Georges) (p. 5560) ; Dijoud (Paul) (p. 5560, 5561, 5562, 5563, 5564, 5565).

Elevage : M. Parmantier (Bernard) (p. 5548, 5549).

Emploi (création d'emplois) : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5549) ; Virapoullé (Louis) (p. 5552) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Energie : MM. Gargar (Marcel) (p. 5553) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Enseignement élémentaire : MM. Henry (Marcel) (p. 5555) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Entreprises (aide aux) : M. Lise (Roger) (p. 5558).

Etrangers : M. Parmantier (Bernard) (p. 5549).

Exportation : M. Virapoullé (Louis) (p. 5552).

Fleurs et plantes : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5551) ; Repiquet (Georges) (p. 5560).

Fonctionnaires et agents publics : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5549, 5565) ; Virapoullé (Louis) (p. 5550) ; Gargar (Marcel) (p. 5554) ; Dijoud (Paul) (p. 5561, 5562).

Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (F. I. D. O. M.) : MM. Jager (René) (p. 5547) ; Parmantier (Bernard) (p. 5549) ; Virapoullé (Louis) (p. 5551) ; Henry (Marcel) (p. 5555) ; Dijoud (Paul) (p. 5563).

Fonds d'investissement pour la qualité de la vie (F. I. Q. V.) : M. Lise (Roger) (p. 5557).

Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) : M. Jager (René) (p. 5547).

Fonds européen de développement (F. E. D.) : M. Parmantier (Bernard) (p. 5548).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F. E. O. G. A.) : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5548) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F. I. D. A. R.) : M. Lise (Roger) (p. 5557).

Forêt : M. Belin (Gilbert) (p. 5558).

Formation professionnelle : M. Parmantier (Bernard) (p. 5548).

Français d'outre-mer : MM. Gargar (Marcel) (p. 5554) ; Dijoud (Paul) (p. 5564, 5565).

Guadeloupe : MM. Gargar (Marcel) (p. 5552, 5553, 5554) ; Dagonia (Georges) (p. 5559, 5560).

Guyane : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5548, 5565) ; Belin (Gilbert) (p. 5558) ; Dijoud (Paul) (p. 5564, 5565).

Habitat : M. Jager (René) (p. 5547).

Handicapés : M. Virapoullé (Louis) (p. 5551).

Hôpitaux : M. Virapoullé (Louis) (p. 5551).

Hydraulique agricole : MM. Jager (René) (p. 5547) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Industrie : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5548) ; Virapoullé (Louis) (p. 5551) ; Gargar (Marcel) (p. 5553) ; Dijoud (Paul) (p. 5563).

Industrie agro-alimentaire : M. Virapoullé (Louis) (p. 5552).

Investissements : MM. Jager (René) (p. 5547) ; Parmantier (Bernard) (p. 5548) ; Virapoullé (Louis) (p. 5552) ; Repiquet (Georges) (p. 5560) ; Dijoud (Paul) (p. 5560, 5562, 5564).

Jeunes : M. Lise (Roger) (p. 5558).

Jeunes (jeunes agriculteurs) : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5551) ; Lise (Roger) (p. 5558) ; Dijoud (Paul) (p. 5564).

Manifestations : MM. Gargar (Marcel) (p. 5554) ; Parmantier (Bernard) (p. 5565).

Martinique : MM. Valcin (Edmond) (p. 5556, 5557) ; Lise (Roger) (p. 5557, 5558).

Mayotte : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5552) ; Henry (Marcel) (p. 5555) ; Dijoud (Paul) (p. 5562, 5563).

Mer (ressources de la) : MM. Jager (René) (p. 5547) ; Repiquet (Georges) (p. 5560).

Migrations (départements d'outre-mer) : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5549, 5550, 5564, 5565) ; Gargar (Marcel) (p. 5553) ; Lise (Roger) (p. 5558) ; Dijoud (Paul) (p. 5562, 5563, 5565).

Mines et carrières : M. Gargar (Marcel) (p. 5554).

Nouvelle-Calédonie : MM. Jager (René) (p. 5547) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Nouvelles-Hébrides : MM. Jager (René) (p. 5546, 5547) ; Virapoullé (Louis) (p. 5552).

Parlement (information du) : M. Dijoud (Paul) (p. 5560).

Pêche maritime : MM. Pen (Albert) (p. 5555, 5556) ; Lise (Roger) (p. 5558) ; Repiquet (Georges) (p. 5560) ; Dijoud (Paul) (p. 5563, 5564).

Personnes âgées : M. Virapoullé (Louis) (p. 5551).

Ports maritimes : MM. Henry (Marcel) (p. 5555) ; Belin (Gilbert) (p. 5559) ; Dijoud (Paul) (p. 5561, 5563).

Radio maritime (Antilles) : M. Dagonia (Georges) (p. 5559).

Réforme foncière (départements et territoires d'outre-mer) : MM. Jager (René) (p. 5547) ; Parmantier (Bernard) (p. 5548) ; Dagonia (Georges) (p. 5559) ; Dijoud (Paul) (p. 5561, 5563).

Réfugiés : MM. Dijoud (Paul) (p. 5562) ; Parmantier (Bernard) (p. 5565).

Réunion : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5551) ; Repiquet (Georges) (p. 5560) ; Dijoud (Paul) (p. 5561).

Rhum : MM. Gargar (Marcel) (p. 5553) ; Valcin (Edmond) (p. 5557).

Routes : MM. Henry (Marcel) (p. 5555) ; Belin (Gilbert) (p. 5559).

Saint-Pierre-et-Miquelon : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5550) ; Pen (Albert) (p. 5555, 5556) ; Dijoud (Paul) (p. 5563).

Salaire minimum interprofessionnel garanti (S. M. I. G.) : MM. Gargar (Marcel) (p. 5554) ; Parmantier (Bernard) (p. 5565).

Scolarisation : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5551).

Service national : MM. Jager (René) (p. 5547).

Sucre : MM. Gargar (Marcel) (p. 5552) ; Dagonia (Georges) (p. 5559).

Terres australes : M. Repiquet (Georges) (p. 5560).

Tourisme : MM. Jager (René) (p. 5547) ; Valcin (Edmond) (p. 5557).

Transports aériens : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5550) ; Valcin (Edmond) (p. 5557) ; Dijoud (René) (p. 5563).

Transports maritimes : M. Parmantier (Bernard) (p. 5550).

Zone économique maritime : MM. Pen (Albert) (p. 5556) ; Dijoud (Paul) (p. 5563).

Examen des crédits [1er décembre 1980] (p. 5566, 5568) : *Mme Rolande Perlican, MM. Georges Dagonia, Edmond Valcin, Bernard Parmantier, Paul Dijoud, secrétaire d'Etat, Louis Virapoullé.*

Etat B. — TITRE III (p. 5566). — Adopté (p. 5568). TITRE IV : adopté (p. 5568).

Etat C. — TITRES V et VI : adoptés (p. 5568).

III. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Discussion [1er décembre 1980] (p. 5568, 5575) : *MM. René Jager, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jacques Mossion, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Lionel Cherrier, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Michel Miroudot, Daniel Millaud, Sosefo Makapé Papilio, Mme Rolande Perlican, M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ; Jacques Habert.*

Artisanat : MM. Papilio (Sosefo Makapé) (p. 5572) ; Dijoud (Paul) (p. 5574).

Aquaculture : M. Mossion (Jacques) (p. 5569).

Assemblées territoriales : M. Cherrier (Lionel) (p. 5571).

Colonialisme : Mme Perlican (Rolande) (p. 5573).

Dotation globale de fonctionnement : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5571) ; Millaud (Daniel) (p. 5572).

Fonctionnaires et agents publics : MM. Millaud (Daniel) (p. 5572) ; Dijoud (Paul) (p. 5574).

Fonds d'investissements et de développement économique et social (F. I. D. E. S.) : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5570, 5571) ; Millaud (Daniel) (p. 5572) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 5573) ; Dijoud (Paul) (p. 5573, 5574).

Français de l'étranger : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5570) ; Habert (Jacques) (p. 5575) ; Dijoud (Paul) (p. 5575).

France Régions 3 (FR 3) : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5571) ; Miroudot (Michel) (p. 5571).

Information : M. Cherrier (Lionel) (p. 5571).

Instituteurs (indemnité de logement) : M. Cherrier (Lionel) (p. 5571).

Justice : M. Cherrier (Lionel) (p. 5571).

Langues régionales : Mme Perlican (Rolande) (p. 5573).

Mer (Ressources de la) : M. Mossion (Jacques) (p. 5569).

Mines et carrières : M. Cherrier (Lionel) (p. 5571).

Nodules polymétalliques : M. Mossion (Jacques) (p. 5569).

Nouvelle-Calédonie : MM. Mossion (Jacques) (p. 5569) ; Cherrier (Lionel) (p. 5570, 5571) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 5572) ; Dijoud (Paul) (p. 5574).

Nouvelles-Hébrides : MM. Mossion (Jacques) (p. 5569) ; Cherrier (Lionel) (p. 5570) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 5572) ; Dijoud (Paul) (p. 5574, 5575).

Parlement (Information du) : M. Mossion (Jacques) (p. 5569).

Pétrole : M. Mossion (Jacques) (p. 5569).

Polynésie française : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5570, 5571) ; Millaud (Daniel) (p. 5572).

Radiodiffusion-télévision : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5571) ; Miroudot (Michel) (p. 5571).

Rapatriés : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5570) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 5572) ; Dijoud (Paul) (p. 5575).

Réforme foncière : MM. Mossion (Jacques) (p. 5569) ; Dijoud (Paul) (p. 5574).

Scolarisation : M. Mossion (Jacques) (p. 5569).

Sport : M. Papilio (Sosefo Makapé) (p. 5573).

Territoires d'outre-mer : MM. Jager (René) (p. 5568) ; Mossion (Jacques) (p. 5568, 5569) ; Cherrier (Lionel) (p. 5569, 5570, 5571) ; Miroudot (Michel) (p. 5571) ; Millaud (Daniel) (p. 5571, 5572) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 5572, 5573) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5573) ; MM. Dijoud (Paul) (p. 5573, 5574, 5575) ; Habert (Jacques) (p. 5575).

Wallis et Futuna : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5570, 5571) ; Papilio (Sosefo Makapé) (p. 5572, 5573) ; Dijoud (Paul) (p. 5574).

Examen des crédits [1er décembre 1980] (p. 5575).

Etat B. — TITRE IV : adopté (p. 5575).

Etat C. — TITRES V et VI : adoptés (p. 5575).

ECONOMIE ET BUDGET

I. — CHARGES COMMUNES

Discussion (8 décembre 1980) (p. 6028, 6047) : *MM. Henri Duffaut, rapporteur spécial de la commission des finances ; Francis Palmero, Philippe Machefer, Charles Pasqua, Anicet Le Pors, Félix Ciccolini, Maurice Papon, ministre du budget ; Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.*

Administrations publiques (financement) : M. Le Pors (Anicet) (p. 6031, 6034).

Dette publique : MM. Duffaut (Henri) (p. 6028) ; Le Pors (Anicet) (p. 6031, 6034) ; Papon (Maurice) (p. 6032).

Emploi (des jeunes) : M. Duffaut (Henri) (p. 6028).

Emprunts publics : MM. Duffaut (Henri) (p. 6028) ; Le Pors (Anicet) (p. 6031, 6034) ; Papon (Maurice) (p. 6033).

Entreprises (Aide aux) : M. Le Pors (Anicet) (p. 6031).

Entreprises publiques : M. Le Pors (Anicet) (p. 6031, 6032).

Fonctionnaires et agents publics : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6031, 6034) ; Papon (Maurice) (p. 6032, 6033).

Fonction publique : MM. Duffaut (Henri) (p. 6028) ; Papon (Maurice) (p. 6032).

Français musulmans : MM. Pasqua (Charles) (p. 6031) ; Dominati (Jacques) (p. 6034).

Impôts directs : M. Duffaut (Henri) (p. 6028).

Impôts indirects : M. Duffaut (Henri) (p. 6028).

La Villette (parc et musée) : M Duffaut (Henri) (p. 6028).

Mensualisation (des pensions) : M. Machefer (Philippe) (p. 6030).

Pacte pour l'emploi : M. Le Pors (Anicet) (p. 6031).

Pensions et retraites civiles et militaires : M. Machefer (Philippe) (p. 6030).

Pensions de réversion : M. Machefer (Philippe) (p. 6030).

Rapatriés : MM. Duffaut (Henri) (p. 6028, 6029) ; Palmero (Francis) (p. 6029, 6030, 6034, 6035) ; Pasqua (Charles) (p. 6030, 6031) ; Ciccolini (Félix) (p. 6032) ; Dominati (Jacques) (p. 6033, 6034).

Rapatriés (indemnisation) : MM. Duffaut (Henri) (p. 6028, 6029) ; Palmero (Francis) (p. 6029, 6030, 6034, 6035) ; Pasqua (Charles) (p. 6030, 6031) ; Ciccolini (Félix) (p. 6032) ; Dominati (Jacques) (p. 6033, 6034).

Rentes viagères : MM. Palmero (Francis) (p. 6029) ; Machefer (Philippe) (p. 6030) ; Papon (Maurice) (p. 6033).

Union des groupements d'achats publics (U. G. A. P.) : MM. Machefer (Philippe) (p. 6030) ; Papon (Maurice) (p. 6033).

Véhicules (des administrations publiques) : MM. Machefer (Philippe) (p. 6030) ; Papon (Maurice) (p. 6033).

Examen des crédits et de l'article 47 [8 décembre 1980] (p. 6035, 6047) : *MM. Francis Palmero, Henri Duffaut, rapporteur spécial ; Jacques Dominati, secrétaire d'Etat ; Félix Ciccolini, Michel Caldaguès, René Touzet, Charles Pasqua, Stéphane Bonduel, Maurice Papon, ministre ; Louis Virapoullé, Camille Vallin, Adolphe Chauvin, Jacques Descours Desacres.*

Etat B. — TITRES I, II et III ; adoptés (p. 6035).

TITRE IV (p. 6035 et 6046). — *Adopté* : amendement n° 342 de M. Francis Palmero : réduction des crédits du titre IV : situation des rapatriés (p. 6046 ; scrutin public n° 76 ; liste des votants, p. 6074, 6075). — Les crédits du titre IV, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 6046).

Etat C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 6047).

Avant l'article 47 (p. 6035). — *Retirés* : amendement n° 309 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : indemnisation des rapatriés : indemnisation des parts des sociétés familiales (p. 6041). — Amendement n° 310 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : indemnisation des rapatriés : pour les Français musulmans, possibilité de preuves par tous moyens (p. 6041). — Amendement n° 315 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : indemnisation des rapatriés : prêts de réinstallation et moratoire jusqu'au règlement définitif du complément d'indemnisation (p. 6041). — Amendement n° 316 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : indemnisation des rapatriés : actualisation et clause de garantie (p. 6041). — Amendement n° 317 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : indemnisation des rapatriés : cas de négociabilité des titres (p. 6041). — Amendement n° 318 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : indemnisation des rapatriés : rôle des commissions régionales paritaires d'aménagement des prêts (p. 6041). — Amendement n° 267 (art. additionnel) de M. Georges Treille : indemnisation des pharmaciens rapatriés (p. 6042). — Amendements n° 294 (art. additionnel) et n° 293 (art. additionnel) de M. Abel Sempé, soutenus par M. René Touzet : indemnisation des rapatriés (p. 6040).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendement n° 308 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : indemnisation des rapatriés : réouverture du délai pour le dépôt des dossiers et suppression de la référence à 1970 pour la prise en compte des pertes indemnisables (p. 6041). — Amendement n° 355 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : report du délai de forclusion (p. 6041). — Amendement n° 354 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : indemnisation des parts de sociétés familiales (p. 6041). — Amendement n° 347 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : perte de la disposition ou de la jouissance des biens (p. 6041). — Amendement n° 346 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : actualisation des plafonds d'indemnisation (p. 6042). — Amendement n° 353 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : prêts de réinstallation et imputation sur le montant du complément d'indemnisation des seules annuités échues (p. 6042). — Amendement n° 351 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : clause de garantie (p. 6042). — Amendement n° 348 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : substitution à l'attributaire de ses héritiers dans ses droits à l'indemnisation (p. 6042). — Amendement n° 352 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : saisine des commissions régionales paritaires d'aménagement des prêts (p. 6043). — Amendement n° 227 (art. additionnel) de M. Charles Pasqua : indemnisation des rapatriés : aménagement de la clause de garantie (p. 6042).

Irrecevable (Article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances) : amendement n° 350 (art. additionnel) de M. Raymond Bourgine, soutenu par M. Michel Caldaguès : indemnisation des rapatriés : cessibilité des titres (p. 6042).

Article 47 (*Indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens*) (p. 6043).

Irrecevables (article 40 de la Constitution) : amendements n° 285 de M. Henri Duffaut et n° 345 de M. Raymond Bourgine, soutenus par M. Michel Caldaguès : réduction de dix à sept ans de la durée d'amortissement des titres d'indemnisation (p. 6043) ;

— l'article 47 est adopté (p. 6043).

Après l'article 47 (p. 6043).

Retirés : amendement n° 338 (article additionnel) de M. Francis Palmero : indemnisation des rapatriés : levée de la forclusion au profit des personnes se trouvant en situation d'indivision (p. 6044). — Amendement n° 283 (art. additionnel) de M. Stéphane Bonduel : généralisation du système de mensualisation de pensions (p. 6045).

Irrecevable (art. 41 de la Constitution) : amendement n° 339 (art. additionnel) de M. Francis Palmero : bilan des opérations d'indemnisation des rapatriés entreprises en application de la loi du 2 janvier 1978 (p. 6044).

II. — SECTION COMMUNE

IV. — BUDGET

Discussion [8 décembre 1980] (p. 6047, 6050) : *MM. Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Colin, Maurice Papon, ministre du budget.*

Budget (ministère) : M. Manet (Michel) (p. 6047).

Contrôle fiscal : MM. Colin (Jean) (p. 6048) ; Papon (Maurice) (p. 6049, 6050).

Cour des comptes : MM. Manet (Michel) (p. 6047) ; Papon (Maurice) (p. 6049).

Douanes : M. Manet (Michel) (p. 6047).

Entreprises (aide aux entreprises) : MM. Colin (Jean) (p. 6048) ; Papon (Maurice) (p. 6049).

Fraude fiscale : MM. Manet (Michel) (p. 6047) ; Papon (Maurice) (p. 6049, 6050).

Impôt sur le revenu (signes extérieurs de richesse) : MM. Colin (Jean) (p. 6048) ; Papon (Maurice) (p. 6049, 6050).

Mensualisation (des pensions) : MM. Manet (Michel) (p. 6048) ; Colin (Jean) (p. 6048) ; Papon (Maurice) (p. 6049).

Trésor (services) : MM. Manet (Michel) (p. 6047) ; Papon (Maurice) (p. 6049).

Union des groupements d'achats publics (U.G.A.P.) : M. Papon (Maurice) (p. 6049).

Examen des crédits [8 décembre 1980] (p. 6050) : *MM. Philippe Machefer, Michel Manet, rapporteur spécial ; Maurice Papon, ministre ; Henri Duffaut.*

a) **Crédits budget :**

Etat B. — TITRE III (p. 6050). — *Rejeté* : amendement n° 209 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Philippe Machefer : réduction des crédits du titre III, visant le retard d'extension du paiement mensuel des pensions (p. 6050 ; scrutin public n° 77 ; liste des votants p. 6075, 6076) ;

— les crédits du titre III sont adoptés (p. 6050).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 6050).

b) **Crédits section commune :**

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 6050).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 6050).

III. — ECONOMIE

Discussion [24 novembre 1980] (p. 5226, 5234) : *MM. Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Gérard Ehlers, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (consommation et concurrence) ; Marcel Gargar, Pierre Ceccaldi-Pavard, René Monory, ministre de l'économie ; Gérard Ehlers.*

Associations de consommateurs : MM. Ehlers (Gérard) (p. 5228, 5229) ; Gargar (Marcel) (p. 5229) ; Monory (René) (p. 5231).

Banques : M. Monory (René) (p. 5231).

« Boîte postale 5000 » : M. Manet (Michel) (p. 5227).

Bureau d'information et de prévisions économiques (B.I.P.E.) : M. Manet (Michel) (p. 5227).

Caisses d'épargne (livrets) : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5230) ; Monory (René) (p. 5232).

Comité interministériel de développement industriel et de soutien de l'emploi (C.I.D.I.S.E.) : M. Monory (René) (p. 5231).

Commission de la concurrence : MM. Manet (Michel) (p. 5227) ; Ehlers (Gérard) (p. 5228) ; Monory (René) (p. 5231).

Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) : M. Monory (René) (p. 5232).

Concurrence : MM. Manet (Michel) (p. 5227) ; Ehlers (Gérard) (p. 5228) ; Gargar (Marcel) (p. 5229) ; Monory (René) (p. 5230).

Concurrence et consommation (direction générale) : MM. Ehlers (Gérard) (p. 5228) ; Gargar (Marcel) (p. 5229) ; Monory (René) (p. 5231).

Consommateurs (information et protection des) : MM. Manet (Michel) (p. 5227) ; Monory (René) (p. 5230, 5231).

Coopératives : M. Gargar (Marcel) (p. 5230).

Entreprises (aide aux) : M. Monory (René) (p. 5231).

Entreprises nationales : M. Monory (René) (p. 5232).

Entreprises publiques : M. Monory (René) (p. 5232).

Epargne : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5230) ; Monory (René) (p. 5232).

Exportations : MM. Manet (Michel) (p. 5227) ; Monory (René) (p. 5232).

Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.) : M. Monory (René) (p. 5231).

Franc (monnaie) : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5230) ; Gargar (Marcel) (p. 5230) ; Monory (René) (p. 5232, 5233).

Institut national de la consommation : MM. Manet (Michel) (p. 5227) ; Ehlers (Gérard) (p. 5228) ; Monory (René) (p. 5231).

Institut national de la statistique et des études économiques (I.N.S.E.E.) : MM. Manet (Michel) (p. 5227) ; Monory (René) (p. 5233).

Investissements (à l'étranger) : M. Gargar (Marcel) (p. 5229).

Pays en voie de développement : M. Monory (René) (p. 5232, 5233).

Prix (libération des) : MM. Manet (Michel) (p. 5227) ; Ehlers (Gérard) (p. 5228) ; Gargar (Marcel) (p. 5229).

Publicité : M. Ehlers (Gérard) (p. 5229).

Recensement (population) : M. Manet (Michel) (p. 5227).

Salaires : M. Monory (René) (p. 5233).

Sociétés de développement régional (S.D.R.) : M. Monory (René) (p. 5231).

Télétel : M. Ehlers (Gérard) (p. 5229).

Veau (boycott de la viande de) : MM. Ehlers (Gérard) (p. 5229) ; Monory (René) (p. 5231).

Examen des crédits [24 novembre 1980] (p. 5233, 5234) ; [1er décembre 1980] (p. 5604) : *MM. Michel Miroudot, René Monory, ministre de l'économie ; Michel Manet, rapporteur spécial ; Gérard Ehlers. — Maurice Schumann.*

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 5604 ; précédemment réservé p. 5233).

TITRE IV (p. 5233).

Rejeté : amendement n° 188 de M. Jacques Descours Desacres, soutenu par M. Michel Miroudot : réduction des crédits du titre IV destinés à l'aide aux organisations de consommateurs et aux actions concertées en matière de consommation (p. 5234) ;

— les crédits sont adoptés (p. 5604 ; précédemment réservés p. 5234).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 5604 ; précédemment réservé p. 5234).

TITRE V : adopté (p. 5604 ; précédemment réservé p. 5234).

EDUCATION

Discussion [5 décembre 1980] (p. 5851, 5884) : *MM. Gérard Delfau, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul Séramy, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Léon Eeckoutte, président de la commission des affaires culturelles ; Christian Beullac, ministre de l'éducation ; Sosefo Makape Papilio, Lionel Cherrier, Jacques Habert, Mme Hélène Luc, MM. Kléber Malécot, Franck Sérusclat, Jean Béranger, François Collet, Pierre Salvi, Gilbert Belin, Bernard Legrand, Louis Virapoullé, Marc Bœuf, Marcel Rudloff, Germain Authié, Marcel Henry, Mme Cécile Goldet, Etienne Dailly, Mme Hélène Luc.*

Alsace : MM. Rudloff (Marcel) (p. 5875, 5876) ; Beullac (Christian) (p. 5879).

Amiante : Mme Luc (Hélène) (p. 5865).

Audiovisuel : MM. Delfau (Gérard) (p. 5854) ; Beullac (Christian) (p. 5858, 5880) ; Béranger (Jean) (p. 5868).

Auxiliariat : MM. Delfau (Gérard) (p. 5851) ; Séramy (Paul) (p. 5855) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5856) ; Beullac (Christian) (p. 5859, 5879) ; Mmes Luc (Hélène) (p. 5865, 5866) ; Goldet (Cécile) (p. 5877).

Bourses : MM. Delfau (Gérard) (p. 5851, 5853) ; Séramy (Paul) (p. 5854) ; Beullac (Christian) (p. 5859, 5879) ; Habert (Jacques) (p. 5862) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5864) ; MM. Malécot (Kléber) (p. 5866) ; Belin (Gilbert) (p. 5872).

Centres de formation d'apprentis (C.F.A.) *:* MM. Beullac (Christian) (p. 5858) ; Belin (Gilbert) (p. 5872).

Centres pédagogiques : MM. Legrand (Bernard) (p. 5873) ; Beullac (Christian) (p. 5878).

Constructions scolaires : MM. Delfau (Gérard) (p. 5851, 5852) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5856) ; Beullac (Christian) (p. 5858, 5859, 5879) ; Papilio (Sosefo Makape) (p. 5860) ; Collet (François) (p. 5869) ; Belin (Gilbert) (p. 5872).

Démographie : MM. Delfau (Gérard) (p. 5852) ; Beullac (Christian) (p. 5857, 5860) ; Papilio (Sosefo Makape) (p. 5861) ; Sérusclat (Franck) (p. 5867).

Ecole laïque (*Jules Ferry*) *:* MM. Sérusclat (Franck) (p. 5866) ; Bœuf (Marc) (p. 5874) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5878).

Ecoles d'entreprises : MM. Habert (Jacques) (p. 5863) ; Beullac (Christian) (p. 5880).

Ecoles françaises de l'étranger : MM. Habert (Jacques) (p. 5862) ; Beullac (Christian) (p. 5880).

Ecoles normales : MM. Eeckhoutte (Léon) (p. 5856) ; Beullac (Chrsitian) (p. 5860) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5864).

Enseignants : MM. Delfau (Gérard) (p. 5851, 5853) ; Séramy (Paul) (p. 5854, 5855) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5856) ; Beullac (Christian) (p. 5858, 5859, 5860, 5879, 5881) ; Papilio (Sosefo Makape) (p. 5860) ; Cherrier (Lionel) (p. 5862) ; Habert (Jacques) (p. 5862, 5863) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5863, 5864, 5865, 5866) ; MM. Malécot (Kléber) (p. 5866) ; Sérusclat (Franck) (p. 5866) ; Béranger (Jean) (p. 5867, 5868) ; Legrand (Bernard) (p. 5873) ; Bœuf (Marc) (p. 5875) ; Rudloff (Marcel) (p. 5875) ; Mme Authie (Germaine) (p. 5876) ; M. Dailly (Etienne) (p. 5881, 5882).

Enseignement : MM. Delfau (Gérard) (p. 5851, 5852, 5853, 5854) ; Séramy (Paul) (p. 5854, 5855, 5856) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5856, 5857) ; Beullac (Christian) (p. 5857, 5858) ; Papilio (Sosefo Makape) (p. 5860, 5861) ; Cherrier (Lionel) (p. 5861, 5862) ; Habert (Jacques) (p. 5862, 5863) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5863, 5864, 5865, 5866, 5882) ; MM. Sérusclat (Franck) (p. 5866, 5867, 5881) ; Béranger (Jean) (p. 5867, 5868) ; Collet (François) (p. 5868, 5869) ; Salvi (Pierre) (p. 5869, 5870, 5871) ; Belin (Gilbert) (p. 5871, 5872) ; Legrand (Bernard) (p. 5873) ; Virapoullé (Louis) (p. 5873, 5874) ; Bœuf (Marc) (p. 5874, 5875) ; Rudloff (Marcel) (p. 5875, 5876) ; Mme Authie (Germaine) (p. 5876) ; M. Henry (Marcel) (p. 5877) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5877, 5878) ; MM. Beullac (Christian) (p. 5878, 5879, 5880, 5881) ; Dailly (Etienne) (p. 5881, 5882).

Enseignement agricole : M. Béranger (Jean) (p. 5868).

Enseignement du premier degré : MM. Séramy (Paul) (p. 5855) ; Beullac (Christian) (p. 5857, 5859, 5880) ; Papilio (Sosefo Makape) (p. 5860, 5861) ; Cherrier (Lionel) (p. 5862) ; Sérusclat (Franck) (p. 5867) ; Henry (Marcel) (p. 5877).

Enseignement du second degré : MM. Delfau (Gérard) (p. 5852, 5853) ; Papilio (Sosefo Makape) (p. 5861) ; Cherrier (Lionel) (p. 5861) ; Mmes Luc (Hélène) (p. 5864, 5882) ; Goldet (Cécile) (p. 5877) ; M. Beullac (Christian) (p. 5878, 5880).

Enseignement musical : MM. Beullac (Christian) (p. 5858, 5860, 5880) ; Sérusclat (Franck) (p. 5867, 5881).

Enseignement préscolaire : MM. Papilio (Sosefo Makape) (p. 5860) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5864) ; M. Sérusclat (Franck) (p. 5867) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5878).

Enseignement privé : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5862) ; Salvi (Pierre) (p. 5869) ; Bœuf (Marc) (p. 5875) ; Beullac (Christian) (p. 5879, 5880).

Enseignement spécialisé : M. Beullac (Christian) (p. 5858).

Enseignement technique et professionnel : MM. Delfau (Gérard) (p. 5853) ; Beullac (Christian) (p. 5858, 5859, 5860, 5878) ; Cherrier (Lionel) (p. 5861) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5864, 5882) ; MM. Belin (Gilbert) (p. 5871, 5872) ; Virapoullé (Louis) (p. 5874) ; Authié (Germain) (p. 5876) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5877).

Examens et concours : Mmes Luc (Hélène) (p. 5865) ; Goldet (Cécile) (p. 5877).

Formation continue : MM. Delfau (Gérard) (p. 5853) ; Séramy (Paul) (p. 5855) ; Beullac (Christian) (p. 5860, 5880) ; Habert (Jacques) (p. 5862) ; Béranger (Jean) (p. 5868).

Français de l'étranger : MM. Habert (Jacques) (p. 5862, 5863) ; Beullac (Christian) (p. 5880).

Français (*langue*) *:* M. Beullac (Christian) (p. 5858).

Groupes d'aide psychopédagogique (*G.A.P.P.*) *:* M. Sérusclat (Franck) (p. 5867, 5881).

Habilitation (*enseignement*) *:* M. Habert (Jacques) (p. 5862).

Histoire : MM. Beullac (Christian) (p. 5858, 5879) ; Habert (Jacques) (p. 5863).

Ile-de-France : M. Collet (François) (p. 5869).

Informatique : MM. Delfau (Gérard) (p. 5853) ; Beullac (Christian) (p. 5858, 5878, 5880) ; Béranger (Jean) (p. 5867) ; Virapoullé (Louis) (p. 5874).

Instituteurs : MM. Delfau (Gérard) (p. 5853) ; Séramy (Paul) (p. 5855) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5856) ; Beullac (Christian) (p. 5859, 5860, 5880) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5864, 5866) ; MM. Malécot (Kléber) (p. 5866) ; Sérusclat (Franck) (p. 5867) ; Béranger (Jean) (p. 5868) ; Bœuf (Marc) (p. 5875) ; Authié (Germain) (p. 5876) ; Henry (Marcel) (p. 5877).

Instruction civique : MM. Delfau (Gérard) (p. 5852, 5853) ; Séramy (Paul) (p. 5855) ; Habert (Jacques) (p. 5863) ; Malécot (Kléber) (p. 5866) ; Beullac (Christian) (p. 5878).

Langues étrangères : M. Beullac (Christian) (p. 5858).

Lycées et collèges : MM. Delfau (Gérard) (p. 5852, 5853) ; Séramy (Paul) (p. 5854, 5855) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5856) ; Beullac (Christian) (p. 5858, 5859, 5879) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5864, 5865, 5882) ; MM. Béranger (Jean) (p. 5868) ; Collet (François) (p. 5868, 5869) ; Salvi (Pierre) (p. 5871) ; Belin (Gilbert) (p. 5872) ; Virapoullé (Louis) (p. 5874) ; Dailly (Etienne) (p. 5881, 5882).

Manuels scolaires : MM. Delfau (Gérard) (p. 5851) ; Habert (Jacques) (p. 5863) ; Bœuf (Marc) (p. 5874) ; Beullac (Christian) (p. 5880).

Mathématiques : MM. Salvi (Pierre) (p. 5870) ; Beullac (Christian) (p. 5879, 5880).

Maurice (*Ile*) *:* M. Habert (Jacques) (p. 5863).

Mayotte : MM. Henry (Marcel) (p. 5877) ; Beullac (Christian) (p. 5880).

Nouvelle-Calédonie : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5861, 5862) ; Beullac (Christian) (p. 5880).

Œuvres postscolaires et périscolaires : MM. Beullac (Christian) (p. 5859, 5879) ; Malécot (Kléber) (p. 5866) ; Béranger (Jean) (p. 5868) ; Belin (Gilbert) (p. 5872) ; Legrand (Bernard) (p. 5872, 5873).

Parcs naturels régionaux : M. Legrand (Bernard) (p. 5873).

Parents d'élèves : MM. Delfau (Gérard) (p. 5854) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5857) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5863) ; MM. Béranger (Jean) (p. 5867) ; Salvi (Pierre) (p. 5870) ; Rudloff (Marcel) (p. 5875) ; Beullac (Christian) (p. 5878, 5880).

Réunion (*La*) *:* MM. Virapoullé (Louis) (p. 5874) ; Beullac (Christian) (p. 5880).

Scolarisation (*Français de l'étranger*) *:* MM. Habert (Jacques) (p. 5862) ; Beullac (Christian) (p. 5880).

Stages (*en entreprises*) *:* MM. Beullac (Christian) (p. 5858, 5860, 5878, 5880) ; Béranger (Jean) (p. 5867).

Transports aériens : M. Papilio (Sosefo Makape) (p. 5861).

Transports scolaires : MM. Delfau (Gérard) (p. 5852) ; Séramy (Paul) (p. 5854) ; Papilio (Sosefo Makape) (p. 5861) ; Mme Luc (Hélène) (p. 5864) ; MM. Malécot (Kléber) (p. 5866) ; Belin (Gilbert) (p. 5872) ; Bœuf (Marc) (p. 5875) ; Beullac (Christian) (p. 5879, 5880).

Vanuatu : M. Cherrier (Lionel) (p. 5861).

Wallis-et-Futuna : MM. Papilio (Sosefo Makape) (p. 5860, 5861) ; Beullac (Christian) (p. 5880).

Examen des crédits et de l'article 45 [5 décembre 1980] (p. 5882, 5884) : *MM. Adrien Gouteyron, Christian Beullac, ministre de l'éducation ; Mme Cécile Goldet, MM. Jean Cluzel, vice-président de la commission des finances, Gérard Delfau.*

Etat B. — TITRES III ET IV : adoptés (p. 5882).

Etat C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 5882).

Article 45 (*Intégration dans l'enseignement public de trois établissements d'enseignement technique privés*). — Adopté (p. 5883).

Après l'article 45 (p. 5883).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 280 (art. additionnel) de Mme Cécile Goldet : fin de la scolarité obligatoire et remise des textes fondamentaux de la République (p. 5883) ; amendement n° 282 (art. additionnel) de M. Gérard Delfau : construction des collèges et majoration de la subvention forfaitaire accordée par l'Etat en fonction du pourcentage d'augmentation du coût réel global des travaux (p. 5884).

ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

Discussion [3 décembre 1980] (p. 5695, 5734) : *MM. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances (Environnement) ; Josy Moinet, rapporteur spécial de la commission des finances (Logement et cadre de vie) ; Robert Laucournet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Logement) ; Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Urbanisme) ; Richard Pouille, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Environnement) ; Hubert Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (Environnement) ; James Marson, Roger Quilliot, Michel Rigou, Louis Souvet, Henri Goetschy, Pierre Croze, Fernand Lefort, Marcel Vidal, Bernard Legrand, Jean-Paul Hammann, René Régnault, Georges Mouly, Pierre Matraja, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie ; François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement) ;* Louis Jung.

Accession à la propriété : MM. Moinet (Josy) (p. 5698, 5726, 5729, 5730) ; Quilliot (Roger) (p. 5706) ; Goetschy (Henri) (p. 5710, 5711) ; Croze (Pierre) p. 5711) ; Ornano (Michel d') (p. 5722, 5723, 5729).

Agence de l'air : M. Bonnefous (Edouard) (p. 5721).

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A. N. R. E. D.) : MM. Pouille (Richard) (p. 5703) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5721) ; Delmas (François (p. 5728).

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (A. N. A. H.) : M. Croze (Pierre) (p. 5711).

Aide personnalisée au logement (A. P. L.) : MM. Moinet (Josy) (p. 5698) ; Laucournet (Robert) (p. 5700) ; Quilliot (Roger) (p. 5706) ; Lefort (Fernand) (p. 5713, 5728, 5729) ; Ornano (Michel d') (p. 5723, 5730).

Architectes des bâtiments de France : M. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5701).

Architecture : M. Ornano (Michel d') (p. 5725).

Architecture (délégations régionales à l') : MM. Torre (Henri) (p. 5696) ; Pouille (Richard) (p. 5702).

Autoroutes : M. Marson (James) (p. 5705).

Baleines : M. Goetschy (Henri) (p. 5711).

Bâtiment (industrie du) : MM. Laucournet (Robert) (p. 5700) ; Souvet (Louis) (p. 5709) ; Goetschy (Henri) (p. 5711) ; Lefort (Fernand) (p. 5713) ; Ornano (Michel d') (p. 5722, 5723).

Bruit : MM. Torre (Henri) (p. 5696) ; Pouille (Richard) (p. 5703) ; Martin (Hubert) (p. 5704) ; Marson (James) (p. 5705, 5706) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5721) ; Delmas (François) (p. 5727).

Caisse de garantie des loyers : M. Laucournet (Robert) (p. 5700).

« *Cartes communales* » *(Urbanisme)* : MM. Moinet (Josy) (p. 5699) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5701, 5702) ; Croze (Pierre) (p. 5712) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5716) ; Ornano (Michel d') (p. 5725).

Charte pour la qualité de la vie : MM. Pouille (Richard) (p. 5702) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5720).

Collectivités locales (charges des) : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702) ; Croze (Pierre) (p. 5712) ; Regnault (René) (p. 5717).

Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (C. A. U. E.) : MM. Moinet (Josy) (p. 5699) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5701) ; Mouly (Georges) (p. 5718, 5719) ; Ornano (Michel d') (p. 5725).

Construction : MM. Goetschy (Henri) (p. 5710) ; Lefort (Fernand) (p. 5717) ; Matraja (Pierre) (p. 5719) ; Ornano (Michel d') (p. 5722).

Crédit (immobilier) : MM. Moinet (Josy) (p. 5697, 5698) ; Goetschy (Henri) (p. 5710, 5711) ; Lefort (Fernand) (p. 5713) ; Vidal (Marcel) (p. 5714) ; Matraja (Pierre) (p. 5719) ; Ornano (Michel d') (p. 5721, 5723) ; Jung (Louis) (p. 5730, 5731).

Déchets : MM. Torre (Henri) (p. 5696) ; Pouille (Richard) (p. 5702, 5703) ; Martin (Hubert) (p. 5704) ; Vidal (Marcel) (p. 5714) ; Delmas (François) (p. 5728).

Elevage (bâtiments) : M. Hammann (Jean-Paul) (p. 5716).

Energie (économies) : MM. Laucournet (Robert) (p. 5700) ; Goetschy (Henri) (p. 5711) ; Ornano (Michel d') (p. 5723).

Energies nouvelles : MM. Rigou (Michel) (p. 5709) ; Souvet (Louis) (p. 5710) ; Croze (Pierre) (p. 5712) ; Ornano (Michel d') (p. 5723).

Enseignants : M. Legrand (Bernard) (p. 5716).

Environnement : MM. Torre (Henri) (p. 5795, 5796) ; Pouille (Richard) (p. 5703) ; Martin (Hubert) (p. 5703, 5704) ; Marson (James) (p. 5704, 5705, 5706) ; Rigou (Michel) (p. 5708, 5709) ; Vidal (Marcel) (p. 5714) ; Mouly (Georges) (p. 5718, 5719) ; Ornano (Michel d') (p. 5725) ; Delmas (François) (p. 5726, 5727, 5728).

Epargne-logement : MM. Moinet (Josy) (p. 5697) ; Goetschy (Henri) (p. 5710) ; Ornano (Michel d') (p. 5730).

Espaces verts : MM. Moinet (Josy) (p. 5699) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5721) ; Ornano (Michel d') (p. 5726).

Etablissements classés (insalubres) : MM. Torre (Henri) (p. 5696) ; Martin (Hubert) (p. 5704).

Expulsions : M. Lefort (Fernand) (p. 5714).

Fonds d'action conjoncturelle (F. A. C.) : MM. Torre (Henri) (p. 5696) ; Moinet (Josy) (p. 5698) ; Laucournet (Robert) (p. 5699) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702) ; Souvet (Louis) (p. 5709) ; Vidal (Marcel) (p. 5714) ; Regnault (René) (p. 5717) ; Ornano (Michel d') (p. 5722).

Fonds d'aménagement urbain (F. A. U.) : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702) ; Quilliot (Roger) (p. 5706, 5708) ; Ornano (Michel d') (p. 5725).

Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (F. I. Q. V.) : M. Legrand (Bernard) (p. 5716).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F. I. D. A. R.) : MM. Pouille (Richard) (p. 5703) ; Torre (Henri) (p. 5695).

Fonds national de l'habitat (F. N. H.) : M. Quilliot (Roger) (p. 5707).

Geothermie : M. Marson (James) (p. 5706).

Gravières : M. Hammann (Jean-Paul) (p. 5717).

Habitat (ancien) : MM. Moinet (Josy) (p. 5697) ; Laucournet (Robert) (p. 5700) ; Goetschy (Henri) (p. 5710, 5711) ; Croze (Pierre) (p. 5712).

Habitations à loyer modéré (H. L. M.) : MM. Moinet (Josy) (p. 5698) ; Quilliot (Roger) (p. 5706, 5707) ; Lefort (Fernand) (p. 5713) ; Matraja (Pierre) (p. 5719) ; Ornano (Michel d') (p. 5723, 5730).

Institut français d'architecture : M. Moinet (Josy) (p. 5699).

Littoral : MM. Martin (Hubert) (p. 5704) ; Rigou (Michel) (p. 5708, 5709) ; Vidal (Marcel) (p. 5714) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5721).

Logement : MM. Moinet (Josy) (p. 5696, 5697, 5698, 5699, 5700, 5730) ; Laucournet (Robert) (p. 5699, 5700, 5729) ; Quilliot (Roger) (p. 5706, 5707, 5708) ; Souvet (Louis) (p. 5709, 5710) ; Goetschy (Henri) (p. 5710, 5711) ; Croze (Pierre) (p. 5711, 5712) ; Lefort (Fernand) (p. 5712, 5713, 5729) ; Vidal (Marcel) (p. 5714) ; Matraja (Pierre) (p. 5719) ; Ornano (Michel d') (p. 5721, 5722, 5723, 5724, 5729, 5730).

Loyers : MM. Laucournet (Robert) (p. 5700) ; Quilliot (Roger) (p. 5707) ; Goetschy (Henri) (p. 5711) ; Lefort (Fernand) (p. 5713) ; Matraja (Pierre) (p. 5719) ; Ornano (Michel d') (p. 5723).

Mer (ressources de la) : M. Rigou (Michel) (p. 5709).

Monuments historiques : M. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702).

Nature (protection de la) : MM. Torre (Henri) (p. 5695) ; Pouille (Richard) (p. 5703) ; Martin (Hubert) (p. 5704) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5721).

Nodules polymétalliques : M. Rigou (Michel) (p. 5709).

Offices publics d'aménagement et de construction (O. P. A. C.) : M. Ornano (Michel d') (p. 5723).

Parcs naturels nationaux : MM. Torre (Henri) (p. 5695) ; Martin (Hubert) (p. 5704) ; Vidal (Marcel) (p. 5714) ; Ornano (Michel d') (p. 5725) ; Delmas (François) (p. 5727).

Parcs naturels régionaux : MM. Torre (Henri) (p. 5695) ; Pouille (Richard) (p. 5703) ; Martin (Hubert) (p. 5704) ; Vidal (Marcel) (p. 5714) ; Legrand (Bernard) (p. 5715, 5716) ; Delmas (François) (p. 5726).

Parlement (information du) : M. Ornano (Michel d') (p. 5725).

Patrimoine (année du) : M. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702).

Pavillons de complaisance : M. Bonnefous (Edouard) (p. 5721).

Permis de construire : MM. Mouly (Georges) (p. 5719) ; Ornano (Michel d') (p. 5725).

Plafond légal de densité (P. L. D.) : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702) ; Croze (Pierre) (p. 5712).

Plans d'occupation des sols (P. O. S.) : MM. Moinet (Josy) (p. 5698, 5699) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5701) ; Croze (Pierre) (p. 5712) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5716).

Plus-values (taxation des) : M. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702).

Pollution (air) : MM. Torre (Henri) (p. 5696) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5720, 5721).

Pollution (eau) : MM. Torre (Henri) (p. 5696) ; Martin (Hubert) (p. 5704) ; Marson (James) (p. 5705) ; Regnault (René) (p. 5717, 5718) ; Delmas (François) (p. 5728).

Pollution (mer) : MM. Torre (Henri) (p. 5696) ; Rigou (Michel) (p. 5708) ; Regnault (René) (p. 5717, 5718) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5721).

Schémas directeurs d'aménagement urbain (S. D. A. U.) : MM. Moinet (Josy) (p. 5698) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5701) ; Croze (Pierre) (p. 5712).

Sites et paysages (protection des) : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5701, 5702) ; Matraja (Pierre) (p. 5719).

Spéculation foncière : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5701) ; Lefort (Fernand) (p. 5712) ; Vidal (Marcel) (p. 5714) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5716).

Taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties : MM. Moinet (Josy) (p. 5698) ; Laucournet (Robert) (p. 5700) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702).

Travailleurs immigrés : M. Lefort (Fernand) (p. 5713).

Uranium : M. Vidal (Marcel) (p. 5714).

Urbanisme : MM. Moinet (Josy) (p. 5697, 5698) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5701, 5702, 5703) ; Quilliot (Roger) (p. 5708) ; Croze (Pierre) (p. 5712) ; Matraja (Pierre) (p. 5719) ; Ornano (Michel d') (p. 5725, 5726).

Villes nouvelles : MM. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5702) ; Ornano (Michel d') (p. 5722).

Zones d'aménagement différé (Z. A. D.) : M. Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5701).

Examen des crédits et de l'article 34 [3 décembre 1980] (p. 5731, 5734) : *MM. Louis Boyer, Michel d'Ornano, ministre ; Raymond Dumont, Jacques Descours Desacres, Josy Moinet, rapporteur spécial ; René Regnault, Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis.*

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 5731).

TITRE IV : adopté (p. 5731).

Etat C. — TITRES V, VI ET VII : adoptés (p. 5731).

Article 34 *(Aide de l'Etat en vue de la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements).* — Adopté (p. 5732).

Après l'article 43 *quater* (p. 5732).

Adopté : amendement n° 229 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, rapporteur pour avis : modalités de versement du dépassement du plafond légal de densité (p. 5734).

Rejeté : amendement n° 241 (art. additionnel) de M. Jean-Marie Rausch, soutenu et retiré par M. Josy Moinet, repris par M. René Regnault : incitation fiscale en matière d'économie d'énergie solaire (p. 5734).

Retiré : amendement n° 241 (art. additionnel) de M. Jean-Marie Rausch, soutenu par M. Josy Moinet, rapporteur spécial : incitation fiscale en matière d'économie d'énergie et d'énergie solaire (p. 5733) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5734).

INDUSTRIE

Discussion [6 décembre 1980] (p. 5938, 5944) ; [7 décembre 1980] (p. 5950, 5969) : *MM. René Tomasini, rapporteur spécial de la commission des finances ; Francisque Collomb, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean-François Pintat, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Energie). — Raymond Aumont, Maurice Janetti, Roland Grimaldi, Michel Giraud, Guy de La Verpillière, Anicet Le Pors, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Daniel Millaud, André Giraud, ministre de l'industrie ; Hubert Martin, Richard Pouille, Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie (Petite et moyenne industrie).*

Accords multifibres : MM. Collomb (Francisque) (p. 5942) ; Giraud (André) (p. 5964).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (Anvar) : MM. Tomasini (René) (p. 5940, 5941).

Agences pour les économies d'énergie : M. Pintat (Jean-François) (p. 5944).

Agences régionales d'information scientifique et technique (A. R. I. S. T.) : M. Tomasini (René) (p. 5940).

Ameublement (industrie de l') : M. Collomb (Francisque) (p. 5942).

« *Ariane* » *(lanceur)* : M. Tomasini (René) (p. 5941).

Association française pour l'étude et la recherche des nodules (Afernod) : M. Millaud (Daniel) p. 5959).

Automobile (industrie) : MM. Collomb (Francisque) (p. 5942) ; Giraud (André) (p. 5964) ; Martin (Hubert) (p. 5966) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Brevets : M. Giraud (Michel) (p. 5955).

Caisse française des matières premières : M. Giraud (André) (p. 5963).

« *Carburols* » : M. Giraud (André) (p. 5963).

Centrales nucléaires : MM. Tomasini (René) (p. 5938) ; Pintat (Jean-François) (p. 5944) ; Giraud (Michel) (p. 5957) ; La Verpillière (Guy de) (p. 5957) ; Pouille (Richard) (p. 5967).

Centrales thermiques : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5943) ; Dumont (Raymond) (p. 5952).

Centre national d'études spatiales (C. N. E. S.) : M. Tomasini (René) (p. 5941).

Centre national pour l'exploitation des océans (Cnexo) : MM. Tomasini (René) (p. 5941) ; Millaud (Daniel) (p. 5959).

Charbon : MM. Tomasini (René) (p. 5939) ; Pintat (Jean-François) (p. 5943) ; Dumont (Raymond) (p. 5950, 5951, 5952) ; Janetti (Maurice) (p. 5952) ; Grimaldi (Roland) (p. 5954) ; Giraud (Michel) (p. 5956) ; Giraud (André) (p. 5961, 5962).

Charbon (gazéification) : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5944) ; Dumont (Raymond) (p. 5951) ; Grimaldi (Roland) (p. 5954).

Charbonnages de France : MM. Dumont (Raymond) (p. 5950) ; Giraud (André) (p. 5960).

Chauffage : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5944) ; Janetti (Maurice) (p. 5952).

Chimie (industrie) : MM. Collomb (Francisque) (p. 5942) ; Dumont (Raymond) (p. 5951).

Cimenteries : MM. Tomasini (René) (p. 5938) ; Dumont (Raymond) (p. 5952).

Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques (C. O. D. I. S.) : MM. Tomasini (René) (p. 5940) ; Collomb (Francisque) (p. 5942) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953) ; Giraud (André) (p. 5964).

Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (C. I. A. S. I.) : MM. Tomasini (René) (p. 5940) ; Grimaldi (Roland) (p. 5958) ; Giraud (André) (p. 5964).

Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi (C. I. D. I. S. E.) : MM. Grimaldi (Roland) (p. 5953, 5959) ; Giraud (André) (p. 5964).

Comité interprofessionnel de rénovation des industries du textile et de l'habillement (C. I. R. I. T.) : M. Giraud (André) (p. 5964).

Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises (Codéfi) : M. Tomasini (René) (p. 5940).

Commerce extérieur : MM. Le Pors (Anicet) (p. 5957, 5958, 5965) ; Grimaldi (Roland) (p. 5959) ; Giraud (André) (p. 5964, 5965) ; Pouille (Richard (p. 5967) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Commission de la concurrence : M. Giraud (Michel) (p. 5955).

Commissariat à l'énergie atomique (C. E. A.) : MM. Tomasini (René) (p. 5939) ; Pintat (Jean-François) (p. 5943, 5944) ; Millaud (Daniel) (p. 5959) ; Giraud (André) (p. 5964).

Conseil de l'Europe : M. Pintat (Jean-François) (p. 5944).

Déchets : MM. Millaud (Daniel) (p. 5959, 5960) ; Pouille (Richard) (p. 5967).

Départements d'outre-mer : MM. Millaud (Daniel) (p. 5959) ; Giraud (André) (p. 5963).

Electricité : MM. Tomasini (René) (p. 5939) ; Pintat (Jean-François) (p. 5943, 5944) ; Dumont (Raymond) (p. 5952) ; La Verpillière (Guy de) (p. 5957) ; Giraud (André) (p. 5961, 5962).

Electricité de France : MM. Tomasini (René) (p. 5939) ; Pintat (Jean-François) (p. 5943) ; Giraud (André) (p. 5962, 5963).

Energie : MM. Tomasini (René) (p. 5938) ; Pintat (Jean-François) (p. 5943, 5944) ; Dumont (Raymond) (p. 5952) ; Janetti (Maurice) (p. 5952) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953, 5954) ; Giraud (Michel) (p. 5956, 5957, 5960, 5961, 5962, 5963).

Energie (économies) : MM. Tomasini (René) (p. 5939) ; Pintat (Jean-François) (p. 5944) ; Dumont (Raymond) (p. 5952) ; Janetti (Maurice) (p. 5952) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953) ; Giraud (André) (p. 5961, 5962, 5964).

Energie nucléaire : MM. Tomasini (René) (p. 5938, 5939) ; Pintat (Jean-François) (p. 5943, 5944) ; Janetti (Maurice) (p. 5952) ; Giraud (Michel) (p. 5955) ; La Verpillière (Guy de) (p. 5957) ; Giraud (André) (p. 5962) ; Pouille (Richard) (p. 5967).

Energie solaire : MM. Tomasini (René) (p. 5939) ; Pintat (Jean-François) (p. 5943) ; Janetti (Maurice) (p. 5952) ; Millaud (Daniel) (p. 5960) ; Giraud (André) (p. 5961).

Energies nouvelles : MM. Tomasini (René) (p. 5939) ; Pintat (Jean-François) (p. 5943) ; Dumont (Raymond) (p. 5952) ; Janetti (Maurice) (p. 5952) ; Grimaldi (Roland) (p. 5954) ; Giraud (Michel) (p. 5957) ; Millaud (Daniel) (p. 5960) ; Giraud (André) (p. 5963).

Entreprises (aide aux) : MM. Tomasini (René) (p. 5938, 5940) ; Collomb (Francisque) (p. 5941, 5942) ; Giraud (Michel) (p. 5954, 5955, 5960) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Entreprises (création d') : MM. Tomasini (René) (p. 5940) ; Collomb (Francisque) (p. 5941) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5967).

Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) : M. Tomasini (René) (p. 5939, 5940) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953).

Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.) : MM. Tomasini (René) (p. 5940) ; Giraud (André) (p. 5964).

Franc (monnaie) : M. Le Pors (Anicet) (p. 5958, 5965).

Gaz de France : M. Giraud (André) (p. 5961).

Gaz naturel : MM. Giraud (Michel) (p. 5956) ; Giraud (André) (p. 5961).

Géothermie : MM. Tomasini (René) (p. 5939) ; Millaud (Daniel) (p. 5960) ; Giraud (André) (p. 5961).

Industrie : MM. Tomasini (René) (p. 5939, 5940, 5941) ; Collomb (Francisque) (p. 5941, 5942, 5943) ; Pintat (Jean-François) (p. 5943, 5944) ; Dumont (Raymond) (p. 5950, 5951, 5952) ; Janetti (Maurice) (p. 5952) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953, 5954, 5958, 5959, 5960) ; Giraud (Michel) (p. 5954, 5955, 5956, 5957, 5960, 5961, 5962, 5963, 5964, 5965) ; La Verpillière (Guy de) (p. 5957) ; Le Pors (Anicet) (p. 5957, 5958) ; Martin (Hubert) (p. 5966, 5967) ; Pouille (Richard) (p. 5967) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5967, 5968).

Industrie (ministère de l') : MM. Pouille (Richard) (p. 5967) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Informatique (industrie) : MM. Tomasini (René) (p. 5940) ; Collomb (Francisque) (p. 5943).

Innovation : MM. Tomasini (René) (p. 5940) ; Giraud (André) (p. 5964) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Investissements : MM. Collomb (Francisque) (p. 5941) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953) ; Giraud (Michel) (p. 5954, 5955, 5956) ; Giraud (André) (p. 5963).

Japon : MM. Le Pors (Anicet) (p. 5958) ; Pouille (Richard) (p. 5967).

Lorraine (industries) : MM. Martin (Hubert) (p. 5966) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Machine-outil (industrie) : MM. Collomb (Francisque) (p. 5942) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953).

Marquage (marquage des textiles) : M. Giraud (André) (p. 5964).

Mines et carrières : MM. Grimaldi (Roland) (p. 5954) ; Martin (Hubert) (p. 5966) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Motocyclettes (industrie) : M. Grimaldi (Roland) (p. 5959).

Nodules polymétalliques : MM. Millaud (Daniel) (p. 5959) ; Giraud (André) (p. 5963).

Nouvelle-Calédonie : M. Millaud (Daniel) (p. 5959).

Petites et moyennes entreprises (P.M.E.) : MM. Tomasini (René) (p. 5940) ; Collomb (Francisque) (p. 5941) ; Giraud (Michel) (p. 5954) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5967, 5968).

Petites et moyennes industries (P.M.I.) : MM. Tomasini (René) (p. 5940, 5941) ; Collomb (Francisque) (p. 5941) ; Giraud (André) (p. 5964) ; Pouille (Richard) (p. 5967) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5967, 5970).

Pétrole : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5943, 5944) ; Giraud (Michel) (p. 5954, 5956, 5961) ; Millaud (Daniel) (p. 5959, 5960, 5961) ; Giraud (André) (p. 5961, 5963, 5965).

Recherche fondamentale : M. Tomasini (René) (p. 5939).

Recherche industrielle : M. Tomasini (René) (p. 5938, 5940, 5941).

Régions : MM. Tomasini (René) (p. 5941) ; Collomb (Francisque) (p. 5941) ; Janetti (Maurice) (p. 5952) ; Giraud (Michel) (p. 5956, 5957, 5960, 5961, 5964) ; Pouille (Richard) (p. 5967) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Satellites : M. Tomasini (René) (p. 5941).

Sidérurgie (industrie) : MM. Collomb (Francisque) (p. 5942) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953) ; Martin (Hubert) (p. 5966) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Sociétés multinationales : MM. Janetti (Maurice) (p. 5952) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953).

Textile (industrie) : MM. Collomb (Francisque) (p. 5942) ; Grimaldi (Roland) (p. 5953, 5965) ; Giraud (André) (p. 5964) ; Prouteau (Jean-Pierre) (p. 5968).

Zone économique maritime : MM. Millaud (Daniel) (p. 5959) ; Giraud (André) (p. 5961).

Examen des crédits et des articles 43 *bis* et 45 *bis* [7 décembre 1980] (p. 5968, 5969) : *MM. Louis Virapoullé, Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat.*

Etat B. — TITRES III ET IV : adoptés (p. 5968).

Etat C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 5968).

Article 43 *bis* (*Interprétation de l'article 45 de la loi n° 78-742 du 13 juillet 1978 en ce qui concerne la taxe sur les brevets d'invention*). — Adopté (p. 5968).

Article 45 *bis* (*Barème des redevances versées par les exploitants d'installations nucléaires*). — Adopté (p. 5969).

INTERIEUR

Discussion [27 novembre 1980] (p. 5397, 5430) : *MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre Salvi, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois (Protection civile) ; Philippe de Bourgoing, Marcel Rosette, Jean Francou, Franck Sérusclat, Charles Pasqua, Jacques Eberhard, Roger Boileau, Bernard Parmantier, Christian Bonnet, ministre de l'intérieur ; Baudoin de Hauteclocque.*

Abris anti-atomiques : MM. Girod (Paul) (p. 5405) ; Poncelet (Christian) (p. 5426).

Assainissement : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5398) ; Salvi (Pierre) (p. 5402) ; Sérusclat (Franck) (p. 5411) ; Bonnet (Christian) (p. 5423).

Association des maires de France : M. Boileau (Roger) (p. 5418).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : M. Salvi (Pierre) (p. 5402).

Calamités (tremblements de terre) : MM. Eberhard (Jacques) (p. 5415) ; Girod (Paul) (p. 5415).

Cartes d'identité : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5400) ; Parmantier (Bernard) (p. 5420, 5422).

Codes (feux de croisement en ville) : M. Girod (Paul) (p. 5405).

Collectivités locales : MM. Salvi (Pierre) (p. 5402, 5403) ; Girod (Paul) (p. 5404) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5405, 5406) ; Rosette (Marcel) (p. 5406, 5407, 5408) ; Sérusclat (Franck) (p. 5410, 5411) ; Boileau (Roger) (p. 5418) ; Bonnet (Christian) (p. 5422, 5423).

Commission « Informatique et libertés » : M. Parmantier (Bernard) (p. 5422).

Défense civile : MM. Girod (Paul) (p. 5405) ; Sérusclat (Franck) (p. 5412) ; Bonnet (Christian) (p. 5426).

Délinquance : MM. Salvi (Pierre) (p. 5400) ; Pasqua (Charles) (p. 5413) ; Eberhard (Jacques) (p. 5415) ; Bonnet (Christian) (p. 5424).

Dotation globale de fonctionnement : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5398) ; Salvi (Pierre) (p. 5402) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5405) ; Rosette (Marcel) (p. 5407) ; Sérusclat (Franck) (p. 5410) ; Boileau (Roger) (p. 5418, 5419) ; Bonnet (Christian) (p. 5422).

Elections (inscriptions sur les listes électorales) : M. Bonnet (Christian) (p. 5423).

Equipement : MM. Sérusclat (Franck) (p. 5410, 5411) ; Boileau (Roger) (p. 5419).

Forêts (incendies de) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5398, 5400) ; Girod (Paul) (p. 5404) ; Eberhard (Jacques) (p. 5415) ; Bonnet (Christian) (p. 5426).

Fonds d'égalisation des charges (F.E.C.) : M. Salvi (Pierre) (p. 5402).

Fonds spécial d'investissement routier (F.S.I.R.) : M. Raybaud (Joseph) (p. 5399) ; Salvi (Pierre) (p. 5382) ; Bonnet (Christian) (p. 5423).

Gendarmerie : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5399) ; Salvi (Pierre) (p. 5400) ; Girod (Paul) (p. 5405) ; Pasqua (Charles) (p. 5414) ; Boileau (Roger) (p. 5416).

Habitations à loyer modéré (H.L.M.) : M. Pasqua (Charles) (p. 5414).

Harkis (Français musulmans) : M. Francou (Jean) (p. 5409).

Ile-de-France : M. Salvi (Pierre) (p. 5402).

Impôts locaux : MM. Rosette (Marcel) (p. 5407, 5408) ; Sérusclat (Franck) (p. 5410) ; Bonnet (Christian) (p. 5423).

Informatique (fichiers) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5400) ; Pasqua (Charles) (p. 5414) ; Parmantier (Bernard) (p. 5422).

Instituteurs (indemnité de logement) : MM. Rosette (Marcel) (p. 5407) ; Sérusclat (Franck) (p. 5410) ; Boileau (Roger) (p. 5418) ;

Légitime défense : M. Parmantier (Bernard) (p. 5420).

Magistrature : M. Sérusclat (Franck) (p. 5427).

Maires : M. Boileau (Roger) (p. 5418).

Personnel communal : MM. Sérusclat (Franck) (p. 5411) ; Bonnet (Christian) (p. 5423).

Personnel départemental : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5398, 5399) ; Sérusclat (Franck) (p. 5412) ; Eberhard (Jacques) (p. 5414) ; Bonnet (Christian) (p. 5425, 5426).

Petites et moyennes entreprises (P.M.E.) : M. Rosette (Marcel) (p. 5408).

Police de l'air : M. Pasqua (Charles) (p. 5413).

Police nationale : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5398, 5399) ; Salvi (Pierre) (p. 5400) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5406) ; Sérusclat (Franck) (p. 5412, 5426) ; Pasqua (Charles) (p. 5413, 5414) ; Eberhard (Jacques) (p. 5415, 5416) ; Boileau (Roger) (p. 5416, 5417) ; Parmantier (Bernard) (p. 5420, 5421, 5422, 5425) ; Bonnet (Christian) (p. 5423, 5424, 5425).

Polices privées : M. Parmantier (Bernard) (p. 5420).

Pollution (mer) : M. Bonnet (Christian) (p. 5426).

Préfectures (corps préfectoral) : MM. Salvi (Pierre) (p. 5401, 5402) ; Hauteclocque (Baudouin de) (p. 5422) ; Bonnet (Christian) (p. 5425).

Président de la République : M. Sérusclat (Franck) (p. 5427).

Protection civile : M. Girod (Paul) (p. 5403, 5404, 5405).

Rapatriés : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5398) ; Francou (Jean) (p. 5408, 5409) ; Bonnet (Christian) (p. 5426).

Routes nationales déclassées : M. Raybaud (Joseph) (p. 5398, 5399).

Sapeurs pompiers : MM. Girod (Paul) (p. 5403, 5404) ; Sérusclat (Franck) (p. 5412) ; Eberhard (Jacques) (p. 5415).

Sécurité civile : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5399) ; Salvi (Pierre) (p. 5400) ; Girod (Paul) (p. 5403, 5404) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5405) ; Sérusclat (Franck) (p. 5411) ; Eberhard (Jacques) (p. 5415) ; Girod (Paul) (p. 5415) ; Bonnet (Christian) (p. 5426).

Sécurité routière : M. Girod (Paul) (p. 5405).

Séparation des pouvoirs : MM. Parmantier (Bernard) (p. 5421) ; Bonnet (Christian) (p. 5421).

Taxe professionnelle : M. Rosette (Marcel) (p. 5407, 5408).

Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5398) ; Salvi (Pierre) (p. 5402) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5406) ; Rosette (Marcel) (p. 5406) ; Sérusclat (Franck) (p. 5410) ; Boileau (Roger) (p. 5419) ; Bonnet (Christian) (p. 5423).

Terrorisme : MM. Pasqua (Charles) (p. 5413) ; Boileau (Roger) (p. 5417) ; Bonnet (Christian) (p. 5424).

Travail clandestin : M. Pasqua (Charles) (p. 5413).

Travailleurs étrangers : MM. Francou (Jean) (p. 5409) ; Pasqua (Charles) (p. 5413).

Tribunaux administratifs : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5398, 5399) ; Salvi (Pierre) (p. 5400) ; Sérusclat (Franck) (p. 5412) ; Bonnet (Christian) (p. 5425).

Villes : MM. Salvi (Pierre) (p. 5403) ; Pasqua (Charles) (p. 5413) ; Parmantier (Bernard) (p. 5420).

Villes nouvelles : M. Salvi (Pierre) (p. 5402).

Violence : MM. Pasqua (Charles) (p. 5414) ; Boileau (Roger) (p. 5416) ; Parmantier (Bernard) (p. 5420).

Voirie : MM. Raybaud (Joseph) (p. 5398) ; Sérusclat (Franck) (p. 5411) ; Bonnet (Christian) (p. 5423).

Examen ds crédits [27 novembre 1980] (p. 5427, 5430) : *MM. Jacques Eberhard, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Christian Bonnet, ministre ; Joseph Raybaud, rapporteur spécial ; Maurice Janetti, Jean Ooghe, Philippe de Bourgoing, Bernard Legrand, Georges Berchet.*

Etat B. — TITRE III (p. 5427).

Irrecevable (Article 42 de l'ordonnance portant loi organique) : amendement n° 204 de M. Jacques Eberhard : réduction des crédits du titre III (réduction indicative tendant à la prise en compte de l'indemnité spéciale de sujétion des policiers pour le calcul de leur retraite) (p. 5427) ;

— Les crédits du titre III sont adoptés (p. 5427 ; scrutin public n° 61, liste des votants p. 5438, 5439).

TITRE IV (p. 5427).

Rejeté : amendement n° 205 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Maurice Janetti : réduction des crédits du titre IV (construction à Toulon de la nouvelle préfecture du Var) (p. 5428 ; scrutin public n° 62 ; liste des votants p. 5439, 5440) ;

— Les crédits sont adoptés (p. 5428 ; scrutin public n° 63 ; liste des votants p. 5440).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 5428).

TITRE VI (p. 5428).

Rejeté : amendement n° 208 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Jean Ooghe : réduction des autorisations de programme du titre VI (voirie locale : tranche locale du Fonds spécial d'investissement routier [F.S.I.R.]) (p. 5429).

Retiré : amendement n° 203 de MM. Christian Poncelet et Joseph Raybaud, rapporteur spécial : réduction des autorisations de programme du titre VI (voirie locale : tranche locale du F.S.I.R.) (p. 5429) ;

— Les crédits sont adoptés (p. 5429).

Etat B. — Intérieur (Rapatriés).

TITRE IV : adopté (p. 5429).

Après l'article 42 *bis* (p. 5429).

Adopté : amendement n° 216 (art. additionnel) de M. Adolphe Chauvin, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la T.V.A. aux services départementaux d'incendie et de secours, aux bureaux d'aide sociale, aux caisses des écoles et au centre de formation des personnels communaux ; suppression de certaines possibilités de double compensation (p. 5430).

Retiré : amendement n° 215 (art. additionnel) de M. Georges Berchet : extension du bénéfice des dotations du fonds de compensation pour la T.V.A. aux bureaux d'aide sociale (p. 5430).

Irrecevable (Article 40 de la Constitution) : sous-amendement n° 223 de M. Bernard Legrand, à l'amendement n° 216 (art. additionnel) de M. Adolphe Chauvin : extension du bénéfice du remboursement de la T.V.A. aux syndicats mixtes de gestion des parcs naturels régionaux (p. 5430).

Devient sans objet : sous-amendement n° 224 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Jean Ooghe, à l'amendement n° 215 de M. Georges Berchet : extension du bénéfice du remboursement de la T.V.A. aux établissements publics hospitaliers (p. 5430) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5430).

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

I. — SECTION COMMUNE

II. — JEUNESSE ET SPORTS

Discussion [24 novembre 1980] (p. 5201, 5215) : *MM. Stéphane Bonduel, rapporteur spécial ; Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires culturelles ; Jean Béranger, Guy Schmaus, Jean Francou, Jules Faigt, Charles Ferrant, Philippe Madrelle, Roland Ruet, rapporteur pour avis ; Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.*

Afrique du Sud : M. Schmaus (Guy) (p. 5206).

Alcoolisme : M. Ruet (Roland) (p. 5211).

Association de jeunesse et d'éducation populaire : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 5202) ; Béranger (Jean) (p. 5203) ; Schmaus (Guy) (p. 5206) ; Faigt (Jules) (p. 5208) ; Ferrant (Charles) (p. 5209).

Centres de vacances et de loisirs : MM. Schmaus (Guy) (p. 5206) ; Béranger (Jean) (p. 5203) ; Faigt (Jules) (p. 5208) ; Ruet (Roland) (p. 5212) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5215).

Centres « Information et documentation jeunesse » (C.I.D.J.) : MM. Ruet (Roland) (p. 5211) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5215).

Clubs et fédérations sportives : MM. Miroudot (Michel) (p. 5204) ; Schmaus (Guy) (p. 5205) ; Francou (Jean) (p. 5207) ; Ruet (Roland) (p. 5213) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5214).

Collectivités locales : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 5202) ; Béranger (Jean) (p. 5203) ; Schmaus (Guy) (p. 5206) ; Francou (Jean) (p. 5207) ; Ruet (Roland) (p. 5213).

Dotation « Franc-élève » : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 5202) ; Béranger (Jean) (p. 5203) ; Schmaus (Guy) (p. 5205) ; Faigt (Jules) (p. 5209) ; Ruet (Roland) (p. 5212) ; Miroudot (Michel) (p. 5212) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5214).

Dotation globale d'équipement : MM. Béranger (Jean) (p. 5203) ; Francou (Jean) (p. 5207) ; Ruet (Roland) (p. 5213).

Drogue (Lutte contre la) : MM. Schmaus (Guy) (p. 5206) ; Ruet (Roland) (p. 5211).

Education physique et sportive : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 5201) ; Béranger (Jean) (p. 5203) ; Miroudot (Michel) (p. 5204) ; Schmaus (Guy) (p. 5204) ; Faigt (Jules) (p. 5209) ; Madrelle (Philippe) (p. 5210, 5211) ; Ruet (Roland) (p. 5213) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5214).

Equipement sportif et socio-éducatif : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 5202) ; Béranger (Jean) (p. 5203) ; Miroudot (Michel) (p. 5204) ; Schmaus (Guy) (p. 5206) ; Faigt (Jules) (p. 5208, 5209) ; Ferrant (Charles) (p. 5209) ; Madrelle (Philippe) (p. 5210) ; Ruet (Roland) (p. 5213) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5214, 5215).

Fédération sportive et gymnique du travail (F.S.G.T.) : M. Schmaus (Guy) (p. 5205).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) : MM. Faigt (Jules) (p. 5208) ; Ferrant (Charles) (p. 5209) ; Ruet (Roland) (p. 5212).

Fonds national pour le développement du sport : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 5202) ; Miroudot (Michel) (p. 5204) ; Francou (Jean) (p. 5207) ; Faigt (Jules) (p. 5208) ; Madrelle (Philippe) (p. 5210) ; Ruet (Roland) (p. 5213) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5214).

Handicapés : M. Béranger (Jean) (p. 5203).

Instituteurs : MM. Miroudot (Michel) (p. 5204) ; Schmaus (Guy) (p. 5205) ; Francou (Jean) (p. 5207) ; Ruet (Roland) (p. 5212).

Jeux Olympiques : M. Schmaus (Guy) (p. 5205).

Loto : MM. Francou (Jean) (p. 5207) ; Ruet (Roland) (p. 5213).

Maîtres-nageurs sauveteurs : M. Miroudot (Michel) (p. 5204).

Offices internationaux de la jeunesse : MM. Faigt (Jules) (p. 5208) ; Ferrant (Charles) (p. 5209) ; Ruet (Roland) (p. 5212) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5215).

Pari mutuel urbain : MM. Francou (Jean) (p. 5207) ; Ruet (Roland) (p. 5213).

Parlement (rôle du) : M. Madrelle (Philippe) (p. 5211).

Presse (fiscalité) : MM. Faigt (Jules) (p. 5208) ; Ferrant (Charles) (p. 5209).

Programmes d'action prioritaire : M. Bonduel (Stéphane) (p. 5201).

Sports de haut niveau : M. Schmaus (Guy) (p. 5205).

Sports (scolaire et universitaire) : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 5201, 5202) ; Béranger (Jean) (p 5203) ; Miroudot (Michel) (p. 5204) ; Schmaus (Guy) (p. 5204, 5205) ; Francou (Jean) (p. 5206, 5207) ; Faigt (Jules) (p. 5208) ; Madrelle (Philippe) (p. 5209, 5210) ; Ruet (Roland) (p. 5211, 5212, 5213) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5214).

Taxe sur les salaires : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 5202) ; Béranger (Jean) (p. 5203) ; Faigt (Jules) (p. 5208) ; Ferrant (Charles) (p. 5209).

Union nationale du sport scolaire (U.N.S.S.) : M. Schmaus (Guy) (p. 5205).

Vignette (motos) : M. Faigt (Jules) (p. 5209).

Examen des crédits et de l'article 48 [24 novembre 1980] (p. 5215, 5220) : *MM. Guy Schmaus, Philippe Madrelle, Stéphane Bonduel, rapporteur spécial ; Jean-Pierre Soisson, ministre ; Jean Francou.*

I. — **Section commune. — Etat B.** — TITRE III : adopté (p. 5215).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 5215).

II. — **Jeunesse et sports. — Etat B.** — TITRE III (p. 5215).

Rejetés : amendement n° 171 de M. Guy Schmaus : réduction des crédits du titre III (heures supplémentaires obligatoires des enseignants d'éducation physique et sportive) (p. 5216). — Amendement n° 172 de M. Guy Schmaus : réduction des crédits du titre III (réduction des dépenses de matériel et de fonctionnement des services d'animation sportive pour permettre l'augmentation de la dotation du « franc-élève ») (p. 5217). — Amendement n° 184 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre III (suppression des crédits des services d'animation sportive) (p. 5217).

Deviennent sans objet : amendement n° 183 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre III (heures supplémentaires obligatoires des enseignants d'éducation physique et sportive) (p. 5216). — Amendement n° 173 de M. Guy Schmaus : réduction des crédits du titre III (services d'animation sportive, sport optionnel et création de postes d'enseignants) (p. 5217) ;

— les crédits du titre III sont adoptés (p. 5217).

TITRE IV (p. 5217).

Rejetés : amendement n° 174 de M. Guy Schmaus : réduction des crédits du titre IV (crédits d'intervention publique pour les services d'animation sportive) (p. 5218). — Amendement n° 185 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre IV (suppression des crédits affectés aux centres d'information et de documentation de la jeunesse, pour les affecter au matériel d'entretien des installations sportives) (p. 5219). — Amendement n° 187 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre IV (réduction indicative en matière de formation des animateurs) (p. 5219).

Devient sans objet : amendement n° 186 de M. Jules Faigt, soutenu par M. Philippe Madrelle : réduction des crédits du titre IV (crédits des services d'animation sportive) (p. 5218) ;

— les crédits du titre IV sont adoptés (p. 5219).

Etat C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 5219).

Après l'article 20 (p. 5219).

Rejeté : amendement n° 175 (art. additionnel) de M. Guy Schmaus : participation des représentants du Parlement aux commissions de répartition du Fonds national pour le développement du sport (p. 5220).

Article 48 *(Tableau récapitulatif annuel des interventions de l'Etat en faveur du sport et de l'équipement sportif et socio-éducatif.)* (p. 5220).

Adopté : amendement n° 176 de M. Stéphane Bonduel, rapporteur spécial : suppression de cet article pour coordination avec l'article 49 (nouveau) voté par l'Assemblée nationale (p. 5220) ;

— l'article 48 est supprimé (p. 5220).

III. — TOURISME

Discussion [24 novembre 1980] (p. 5182, 5196) : *MM. Yves Durand, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul Malassagne, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan ; Louis Perrein, Jean Béranger, Jean-Paul Hammann, Lionel Cherrier, Bernard Hugo, Daniel Millaud, Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.*

Agences de voyage : MM. Durand (Yves) (p. 5183) ; Béranger (Jean) (p. 5188) ; Millaud (Daniel) (p. 5194).

Association « France information Loisirs » (F.I.L) : MM. Durand (Yves) (p. 5183) ; Malassagne (Paul) (p. 5186) ; Perrein (Louis) (p. 5187) ; Béranger (Jean) (p. 5188) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5194, 5196).

Association française d'action touristique (A.F.A.T.) : MM. Malassagne (Paul) (p. 5186) ; Perrein (Louis) (p. 5187) ; Millaud (Daniel) (p. 5194) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5194).

Camping-caravaning : MM. Malassagne (Paul) (p. 5185) ; Perrein (Louis) (p. 5187) ; Hugo (Bernard) (p. 5191) ; Millaud (Daniel) (p. 5193) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5195).

Centres régionaux d'observation de l'activité touristique (C.R.O.A.T.) : M. Malassagne (Paul) (p. 5186).

Charte du tourisme : MM. Hammann (Jean-Paul) (p. 5190) ; Millaud (Daniel) (p. 5193) ; Soisson (Jean-Pierre (p. 5194, 5196).

Chèque vacances : MM. Malassagne (Paul) (p. 5186) ; Perrein (Louis) (p. 5187, 5196) ; Hugo (Bernard) (p. 5192) ; Millaud (Daniel) (p. 5194).

Congés scolaires : MM. Malassagne (Paul) (p. 5185) ; Millaud (Daniel) (p. 5193, 5194).

Délégation régionale du tourisme : MM. Perrein (Louis) (p. 5187) ; Béranger (Jean) (p. 5189) ; Millaud (Daniel) (p. 5193).

Départements d'outre-mer : M. Cherrier (Lionel) (p. 5190).

Ecoles hôtelières : MM. Durand (Yves) (p. 5183) ; Millaud (Daniel) (p. 5193).

Fonds européen de développement économique régional (F.E.D.E.R.) : M. Malassagne (Paul) (p. 5186).

Groupement d'intérêt économique « bienvenue France » : MM. Durand (Yves) (p. 5183) ; Perrein (Louis) (p. 5187) ; Cherrier (Lionel) (p. 5190) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5196).

Hôtellerie : MM. Malassagne (Paul) (p. 5186) ; Perrein (Louis) (p. 5187) ; Béranger (Jean) (p. 5188) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5189) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5195).

Investissements : MM. Durand (Yves) (p. 5183) ; Malassagne (Paul) (p. 5186) ; Millaud (Daniel) (p. 5192) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5195).

Meublés (location de) : M. Durand (Yves) (p. 5183).

Montagne : MM. Perrein (Louis) (p. 5187) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5189) ; Millaud (Daniel) (p. 5193).

Nouvelle-Calédonie : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5190) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5195).

Office du tourisme : MM. Perrein (Louis), (p. 5187) ; Béranger (Jean) (p. 5189) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5194).

Rapport Blanc (tourisme) : MM. Malassagne (Paul) (p. 5186) ; Hugo (Bernard) (p. 5191).

Stations climatiques et touristiques : MM. Malassagne (Paul) (p. 5185) ; Perrein (Louis) (p. 5187) ; Millaud (Daniel) (p. 5194).

Télématique : M. Millaud (Daniel) (p. 5193).

Territoires d'outre-mer : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5190) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5195).

Thermalisme : MM. Perrein (Louis) (p. 5187) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5190).

Tourisme : MM. Durand (Yves) (p. 5182, 5183, 5184) ; Malassagne (Paul) (p. 5184, 5185, 5186) ; Perrein (Louis) (p. 5186, 5187, 5188, 5196) ; Béranger (Jean) (p. 5188, 5189) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5189, 5190) ; Cherrier (Lionel) (p. 5190) ; Hugo (Bernard) (p. 5191, 5192) ; Millaud (Daniel) (p. 5192, 5193, 5194) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5194, 5195, 5196).

Tourisme fluvial : M. Hugo (Bernard) (p. 5191).

Tourisme rural : MM. Malassagne (Paul) (p. 5186) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5189) ; Millaud (Daniel) (p. 5193) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5195).

Tourisme social : MM. Durand (Yves) (p. 5184) ; Malassagne (Paul) (p. 5184) ; Perrein (Louis) (p. 5187, 5188, 5196) ; Béranger (Jean) (p. 5188) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 5189) ; Hugo (Bernard) (p. 5191) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5195).

Transports aériens : M. Cherrier (Lionel) (p. 5190).

Vacances : MM. Malassagne (Paul) (p. 5184, 5185) ; Béranger (Jean) (p. 5188) ; Millaud (Daniel) (p. 5193).

Villages de vacances : MM. Béranger (Jean) (p. 5189) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 5195).

Examen des crédits [24 novembre 1980] (p. 5197, 5201) : *MM. Yves Durand, rapporteur spécial ; Jean-Pierre Soisson, ministre ; Bernard Hugo, Louis Perrein, Raoul Vadepied, Paul Malassagne, rapporteur pour avis.*

Etat B. — TITRE III (p. 5196).

Retirés : amendement n° 177 de M. Yves Durand, rapporteur spécial : réduction des crédits du titre III (réduction indicative visant la présentation des crédits et la sous-évaluation de certaines dépenses) (p. 5197). — Amendement n° 178 de M. Yves Durand, rapporteur spécial : nouvelle réduction des crédits du titre III (études générales et études opérationnelles) (p. 5197).

— les crédits du titre III sont adoptés (p. 5197).

TITRE IV (p. 5197).

Rejeté : amendement n° 169 de M. Bernard Hugo : réduction des crédits du titre IV (réduction indicative de crédits visant l'association française d'action touristique [A.F.A.T.]) (p. 5199).

Retiré : amendement n° 179 de M. Yves Durand, rapporteur spécial : réduction des crédits du titre IV (réduction indicative visant les transferts de crédits et l'association française d'action touristique [A.F.A.T.]) (p. 5198) ; refus par M. Louis Perrein et rejeté (p. 5199) ;

— les crédits du titre IV sont adoptés (p. 5199).

Etat C. — TITRE V (p. 5199).

Retiré : amendement n° 180 de M. Yves Durand, rapporteur spécial : réduction des crédits de paiement du titre V (réduction indicative visant la répartition entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement (p. 5200) ;

— les crédits du titre V sont adoptés (p. 5200).

TITRE VI : adopté (p. 5200).

Après l'article 47 (p. 5200).

Retiré : amendement n° 170 (art. additionnel) de M. Paul Malassagne, rapporteur pour avis : fourniture annuelle, en annexe au projet de loi de finances, d'un état récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré au tourisme (p. 5200). — Information et contrôle du Parlement ; contrôle financier sur l'A.F.A.T. et sur l'association F.I.L. (p. 5201).

JUSTICE

Discussion [4 décembre 1980] (p. 5745, 5750, 5755, 5785) : *MM. Georges Lombard, rapporteur spécial de la commission des finances ; Edgar Tailhades, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Marcel Rudloff, François Collet, Félix Ciccolini, Jean Mercier, Jacques Larché, Henri Caillavet, Charles Lederman, André Rabineau, Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice ; Mlle Irma Rapuzzi.*

Administration pénitentiaire : MM. Lombard (Georges) (p. 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5747, 5749) ; Rudloff (Marcel) (p. 5755) ; Lederman (Charles) (p. 5766) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5772).

Aide judiciaire : MM. Lombard (Georges) (p. 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5748) ; Collet (François) (p. 5757) ; Ciccolini (Félix) (p. 5758, 5759) ; Lederman (Charles) (p. 5766) ; Rabineau (André) (p. 5767) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5772).

Avocats : MM. Rudloff (Marcel) (p. 5755) ; Rabineau (André) (p. 5767, 5768) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5772).

Casier judiciaire (informatisé) : MM. Tailhades (Edgar) (p. 5747, 5748) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5772).

Code pénal : M. Lederman (Charles) (p. 5767).

Collectivités locales (Justice) : MM. Lombard (Georges) (p. 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5749) ; Larché (Jacques) (p. 5763) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5772).

Commission nationale de l'informatique et des libertés : M. Tailhades (Edgar) (p. 5747).

Conciliateurs : MM. Tailhades (Edgar) (p. 5748) ; Mercier (Jean) (p. 5761) ; Larché (Jacques) (p. 5763) ; Lederman (Charles) (p. 5767) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5771).

Confédération générale du travail (C.G.T.) : M. Lederman (Charles) (p. 5767).

Conseil d'Etat : M. Tailhades (Edgar) (p. 5747).

Conseil de prud'hommes : MM. Tailhades (Edgar) (p. 5748) ; Rabineau (André) (p. 5767).

Cour de sûreté de l'Etat (affaire Delpey) : MM. Caillavet (Henri) (p. 5764, 5765) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5769, 5770).

Délinquance : MM. Lombard (Georges) (p. 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5748, 5749) ; Rudloff (Marcel) (p. 5756) ; Collet (François) (p. 5757) ; Ciccolini (Félix) (p. 5761) ; Lederman (Charles (p. 5766) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5773, 5774).

Détention provisoire : MM. Ciccolini (Félix) (p. 5761) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5773).

Détenus : MM. Lombard (Georges) (p. 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5749, 5750) ; Ciccolini (Félix) (p. 5760) ; Lederman (Charles) (p. 5765).

Ecole nationale de la magistrature : MM. Tailhades (Edgar) (p. 5749) ; Collet (François) (p. 5756) ; Mercier (Jean) (p. 5761) ; Larché (Jacques) (p. 5762).

Education surveillée : MM. Lombard (Georges) (p. 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5747, 5748, 5749, 5750) ; Collet (François) (p. 5757, 5758) ; Ciccolini (Félix) (p. 5761) ; Mercier (Jean) (p. 5761) ; Lederman (Charles) (p. 5766) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5773).

Emploi (Création d'emplois) : MM. Lombard (Georges) (p. 5745) ; Tailhades (Edgar) (p. 5747, 5748) ; Ciccolini (Félix) (p. 5759) ; Lederman (Charles) (p. 5766) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5770).

Espace judiciaire européen : M. Lederman (Charles) (p. 5767).

Greffes (justice) : MM. Lombard (Georges) (p. 5745, 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5748) ; Rudloff (Marcel) (p. 5755) ; Collet (François) (p. 5757) ; Ciccolini (Félix) (p. 5760) ; Mercier (Jean) (p. 5761) ; Lederman (Charles) (p. 5766) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5771, 5772).

Informatique : MM. Lombard (Georges) (p. 5745) ; Tailhades (Edgar) (p. 5748) ; Collet (François) (p. 5757) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5772).

Intendants de justice : M. Tailhades (Edgar) (p. 5749).

Journal « Le Monde » *(plainte contre le)* : MM. Ciccolini (Félix) (p. 5760) ; Caillavet (Henri) (p. 5764) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5768, 5769).

Juges de paix : MM. Mercier (Jean) (p. 5762) : Larché (Jacques) (p. 5763) ; Lederman (Charles) (p. 5767) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5771).

Juges d'instruction : M. Ciccolini (Félix) (p. 5760).

Libye : MM. Caillavet (Henri) (p. 5765) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5769).

Magistrats : MM. Lombard (Georges) (p. 5745) ; Tailhades (Edgar) (p. 5748, 5749) ; Rudloff (Marcel) (p. 5755) ; Collet (François) (p. 5756) ; Ciccolini (Félix) (p. 5759, 5760) ; Mercier (Jean) (p. 5761) ; Larché (Jacques) (p. 5762) ; Lederman (Charles) (p. 5766, 5767) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5771, 5772).

Mineurs : MM. Lombard (Georges) (p. 5745, 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5748, 5749) ; Rudloff (Marcel) (p. 5756) ; Collet (François) (p. 5757).

Peines de substitution : M. Ciccolini (Félix) (p. 5761).

Polynésie : M. Tailhades (Edgar) (p. 5747).

Président de la République : M. Caillavet (Henri) (p. 5764).

Presse (liberté de la) : M. Caillavet (Henri) (p. 5764).

Prisons : MM. Lombard (Georges) (p. 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5749) ; Rudloff (Marcel) (p. 5755) ; Ciccolini (Félix) (p. 5760) ; Larché (Jacques) (p. 5763) ; Lederman (Charles) (p. 5765) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5773) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5773).

Téléphone (écoutes téléphoniques) : MM. Caillavet (Henri) (p. 5763) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5768).

Tribunaux (bâtiments) : MM. Tailhades (Edgar) (p. 5747) ; Rudloff (Marcel) (p. 5755).

Tribunaux pour enfants : MM. Lombard (Georges) (p. 5746) ; Tailhades (Edgar) (p. 5749) ; Rudloff (Marcel) (p. 5756) ; Collet (François) (p. 5757, 5758).

« Turbo-juges » : MM. Larché (Jacques) (p. 5762) ; Lederman (Charles) (p. 5766).

Violence : M. Peyrefitte (Alain) (p. 5773).

Zones rurales (prisons en) : MM. Tailhades (Edgar) (p. 5748) ; Rudloff (Marcel) (p. 5756) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5773).

Examen des crédits et de l'article 46 [4 décembre 1980] (p. 5774, 5785) : *MM. Georges Lombard, rapporteur spécial ; Francis Palmero, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Alain Peyrefitte, ministre ; Jean Mercier, Charles Lederman, Louis Virapoullé, François Collet, Philippe Machefer, Etienne Dailly.*

Etat B. — TITRE III (p. 5774).

Rejetés : amendements identiques n° 210 de M. Jean Mercier et n° 262 de M. Charles Lederman : suppression des crédits du titre III prévus pour les exécutions capitales (suppression de la peine de mort) (p. 5780 ; scrutin public n° 68 ; liste des votants p. 5809, 5810). — Amendement n° 263 de M. Charles Lederman : réduction indicative des crédits du titre III concernant l'organisation de concours exceptionnels pour le recrutement des magistrats (p. 5781 ; scrutin n° 69 ; liste des votants p. 5810, 5811). — Amendement n° 264 de M. Charles Lederman : réduction indicative des crédits du titre III concernant la Cour de sûreté de l'Etat (p. 5782 ; scrutin public n° 70 ; liste des votants p. 5811, 5812). — Amendement n° 265 de M. Charles Lederman : réduction indicative des crédits du titre III concernant les vacations allouées aux conseillers prud'hommes (p. 5783 ; scrutin public n° 71 ; liste des votants p. 5812, 5813).

Retiré : amendement n° 278 de M. Etienne Dailly : réduction indicative des crédits du titre III concernant le fonctionnement de la Cour de cassation (p. 5784).

Irrecevable (art. 42 de l'ordonnance portant loi organique) : réduction indicative des crédits du titre III relatifs aux exécutions capitales (modalités de l'exécution) (p. 5776) ;

— les crédits du Titre III sont adoptés (p. 5784).

TITRE IV : adopté (p. 5784).

Etat C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 5784).

Article 46 (*Aide judiciaire : plafond de ressources et plafond de l'indemnité forfaitaire*) (p. 5785).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 266 de M. Charles Lederman : hausse des plafonds de ressources des bénéficiaires de l'aide judiciaire totale et partielle (p. 5785) ;

— l'article 46 est adopté (p. 5785).

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE

Discussion [1er décembre 1980] p. 5575, 5592) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Charles Pasqua, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Félix Ciccolini, Pierre Ribes, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion ; Michel Miroudot ; Henri Caillavet, James Marson, Maurice Schumann, Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication ; Charles de Cuttoli.*

Audiovisuel : MM. Cluzel (Jean) (p. 5576) ; Pasqua (Charles) (p. 5581) ; Miroudot (Michel) (p. 5583) ; Caillavet (Henri) (p. 5585) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5587, 5590).

Bandes de fréquence publique (« citizen band ») : MM. Cluzel (Jean) (p. 5577) ; Marson (James) (p. 5587).

Cinéma : MM. Miroudot (Michel) (p. 5583) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5588, 5589).

Création : MM. Cluzel (Jean) (p. 5577) ; Marson (James) (p. 5587) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5588, 5589).

Droits d'auteurs : MM. Miroudot (Michel) (p. 5583) ; Caillavet (Henri) (p. 5585) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5590).

Français (langue) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5577) ; Pasqua (Charles) (p. 5580) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5588).

France régions 3 (FR 3) : MM. Miroudot (Michel) (p. 5583) ; Schumann (Maurice) (p. 5587) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5588).

Information (radiodiffusion) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5577) ; Pasqua (Charles) (p. 5578, 5579, 5580) ; Ciccolini (Félix) (p. 5581, 5589, 5590) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5581, 5589) ; Caillavet (Henri) (p. 5584, 5589, 5590) ; Marson (James) (p. 5585, 5586).

Institut national de l'audiovisuel (I. N. A.) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5576) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5588).

Journalistes : M. Pasqua (Charles) (p. 5578, 5579).

Patrimoine (année du) (films et émissions sur le Palais du Luxembourg) : MM. Schumann (Maurice) (p. 5587) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5587).

Presse : MM. Cluzel (Jean) (p. 5576, 5577) ; Pasqua (Charles) (p. 5579) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5582) ; Miroudot (Michel) p. 5583) ; Caillavet (Henri) (p. 5585).

Publicité : MM. Cluzel (Jean) (p. 5576, 5577) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5576) ; Caillavet (Henri) (p. 5585) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5588).

Publicité clandestine (télévision) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5576) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5576) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5588).

Radiodiffusion-télévision : MM. Cluzel (Jean) (p. 5575, 5576, 5577, 5578) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5576, 5579) ; Pasqua (Charles) (p. 5578, 5579, 5580, 5581) ; Ciccolini (Félix) (p. 5581, 5589, 5590) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5581, 5582, 5587, 5588, 5589, 5590, 5591) ; Ribes (Pierre) (p. 5582, 5583) ; Miroudot (Michel) (p. 5583, 5584) ; Caillavet (Henri) (p. 5584, 5585, 5589) ; Marson (James) (p. 5585, 5586, 5587) ; Schumann (Maurice) (p. 5587) ; Cuttoli (Charles de) (p. 5591).

Radiodiffusion-télévision (émissions) : MM. Pasqua (Charles) (p. 5580, 5581) ; Ciccolini (Félix) (p. 5581) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5581, 5582) ; Caillavet (Henri) (p. 5585).

Radiodiffusion-télévision (radios régionales et locales) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5577) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5582, 5588, 5591) ; Caillavet (Henri) (p. 5585) ; Marson (James) (p. 5586).

Radiodiffusion-télévision (sociétés de programme) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5575, 5576, 5577) ; Pasqua (Charles) (p. 5578) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5582, 5588) ; Miroudot (Michel) (p. 5583) ; Marson (James) (p. 5586).

Radio France internationale : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5590) ; Cuttoli (Charles) (p. 5591).

Radios libres : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5582, 5590) ; Caillavet (Henri) (p. 5585).

Radios périphériques : M. Caillavet (Henri) (p. 5584).

Redevance télévision : MM. Cluzel (Jean) (p. 5576, 5578) ; Pasqua (Charles) (p. 5580) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5587, 5588).

Rhône Poulenc M. Marson (James) (p. 5586).

Satellites (télévision) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5577) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5582, 5590) ; Ribes (Pierre) (p. 5582, 5583) ; Miroudot (Michel) (p. 5583) ; Caillavet (Henri) (p. 5585).

Société française de production (S.F.P.) : MM. Cluzel (Jean) (p. 5576) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5588).

Sondages et enquêtes : MM. Pasqua (Charles) (p. 5579) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5579) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5589).

Télématique : MM. Cluzel (Jean) (p. 5577, 5578) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5582) ; Miroudot (Michel) (p. 5583).

Télévision (droit de réponse et temps de parole) : MM. Ciccolini (Félix) (p. 5581, 5589) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5589) ; Caillavet (Henri) (p. 5589).

Télévision (zones d'ombre) : MM. Miroudot (Michel) (p. 5583) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5590).

Violence : M. Cluzel (Jean) (p. 5577).

Examen de l'article 37 et de la ligne 74 de l'état E, annexé à l'article 30 [1er décembre 1980] (p. 5591, 5592) : *MM. Félix Ciccolini, Guy Schmaus.*

Article 37 (*Répartition du produit de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision*). — Adopté (p. 5591).

Ligne 74 de l'état E (*Redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision*). — Adopté (p. 5592).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I. — SERVICES GÉNÉRAUX

1. A l'exception de l'INFORMATION et de l'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE.

Discussion [7 décembre 1980] (p. 5998, 6010) ; [8 décembre 1980] (p. 6022, 6024) : *M. Robert Guillaume, rapporteur spécial de la commission des finances ; Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; MM. Anicet Le Pors, Daniel Millaud, André Morice, Mme Cécile Goldet, MM. Louis Souvet, Richard Pouille, Henri Duffaut, Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) ; Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.*

Administrateurs civils : MM. Souvet (Louis) (p. 6004) ; Duffaut (Henri) (p. 6005) ; Dominati (Jacques) (p. 6008).

Apprentissage : M. Legendre (Jacques) (p. 6006).

Auxiliariat : M. Millaud (Daniel) (p. 6002).

Congés (congés de formation) : M. Legendre (Jacques) (p. 6006).

Contraception : Mme Goldet (Cécile) (p. 6004).

Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie : M. Guillaume (Robert) (p. 5999).

Centres interministériels de renseignements administratifs : Guillaume (Robert) (p. 6000).

Documentation française : MM. Guillaume (Robert) (p. 6000) ; Le Pors (Anicet) (p. 6001) ; Dominati (Jacques) (p. 6008).

Ecole nationale d'administration (E.N.A.) : MM. Guillaume (Robert) (p. 5999) ; Dominati (Jacques) (p. 6007).

Education permanente : Mme Gros (Brigitte) (p. 6000, 6001).

Education sexuelle : Mme Goldet (Cécile) (p. 6004).

Enseignement : Mme Gros (Brigitte) (p. 6000).

Enseignement technique : M. Morice (André) (p. 6003).

Famille et condition féminine (ministère) : M. Guillaume (Robert) (p. 6000) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 6004).

Femmes : Mme Goldet (Cécile) (p. 6004).

Femmes (travail des femmes) : Mme Goldet (Cécile) (p. 6004).

Formation continue : M. Guillaume (Robert) (p. 5999) ; Mme Gros (Brigitte) (p. 6000, 6001) ; M. Legendre (Jacques) (p. 6006).

Formation professionnelle : M. Guillaume (Robert) (p. 5999) ; Mme Gros (Brigitte) (p. 6001) ; MM. Morice (André) (p. 6003) ; Pouille (Richard) (p. 6004, 6005) ; Legendre (Jacques) (p. 6005, 6006, 6007).

Formation professionnelle agricole : MM. Pouille (Richard) (p. 6005) ; Legendre (Jacques) (p. 6007).

Fonctionnaires et agents publics : MM. Guillaume (Robert) (p. 5999, 6000) ; Millaud (Daniel) (p. 6002) ; Souvet (Louis) (p. 6004) ; Duffaut (Henri) (p. 6005) ; Dominati (Jacques) (p. 6007, 6008).

Fonction publique : MM. Guillaume (Robert) (p. 5999) ; Millaud (Daniel) (p. 6062) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 6004) ; M. Dominati (Jacques) (p. 6007, 6008).

Français (langue) : M. Le Pors (Anicet) (p. 6001).

Haut comité de la langue française : MM. Guillaume (Robert) (p. 6000) ; Le Pors (Anicet) (p. 6001) ; Dominati (Jacques) (p. 6009).

Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme : MM. Guillaume (Robert) (p. 6000) ; Dominati (Jacques) (p. 6008).

Informatique : M. Dominati (Jacques) (p. 6008).

Instituts ruraux d'éducation et d'orientation : M. Pouille (Richard) (p. 6005).

Instituts régionaux d'administration (I.R.A.) : M. Dominati (Jacques) (p. 6007).

Maisons familiales d'éducation et d'orientation : M. Pouille (Richard) (p. 6005).

Médiateur : MM. Guillaume (Robert) (p. 6000) ; Dominati (Jacques) (p. 6009).

Mères de famille (statut) : Mme Goldet (Cécile) (p. 6004).

Mission interministérielle de la mer : MM. Guillaume (Robert) (p. 6000) ; Le Pors (Anicet) (p. 6001) ; Dominati (Jacques) (p. 6009).

Pacte pour l'emploi : Mme Gros (Brigitte) (p. 6000) ; MM. Morice (André) (p. 6003) ; Legendre (Jacques) (p. 6006).

Pensions de retraite civiles et militaires : MM. Millaud (Daniel) (p. 6002) ; Duffaut (Henri) (p. 6005) ; Dominati (Jacques) (p. 6007, 6008).

Petites et moyennes entreprises (P.M.E.) : Mme Gros (Brigitte) (p. 6001).

Promotion sociale : MM. Morice (André) (p. 6004) ; Legendre (Jacques) (p. 6006).

Réforme administrative (ministère) : M. Dominati (Jacques) (p. 6009).

Stages (en entreprises) : M. Guillaume (Robert) (p. 5999) ; Mme Gros (Brigitte) (p. 6001) ; MM. Morice (André) (p. 6003) ; Legendre (Jacques) (p. 6006).

Toxicomanie : Mme Goldet (Cécile) (p. 6004).

Veuves : M. Millaud (Daniel) (p. 6002).

Examen des crédits [7 décembre 1980] (p. 6009, 6010) ; [8 décembre 1980] (p. 6022, 6024) : *MM. Etienne Dailly, Jacques Dominati, secrétaire d'Etat. — René Regnault, Roger Romani, Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat.*

Etat B. — TITRE III (p. 6009, 6010 ; 6022 à 6024). — Réservé (p. 6010) ; adopté (p. 6024) ; scrutin public n° 75 ; liste des votants (p. 6073, 6074).

TITRE IV (p. 6010, 6024). — Réservé (p. 6010) ; adopté (p. 6024).

Etat C. — TITRES V ET VI (p. 6010, 6024). — Réservés (p. 6010) ; adoptés (p. 6024).

2. Information.

Discussion [25 novembre 1980] (p. 5271, 5277) : *M. Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances ; Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; MM. Guy Schmaus, Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication.*

Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger : M. Goetschy (Henri) (p. 5272).

Ille-et-Vilaine (expérience télématique) : Mme Gros (Brigitte) (p. 5274).

Information : M. Goetschy (Henri) (p. 5271, 5272, 5273, 5274) ; Mme Gros (Brigitte) (p. 5274, 5277) ; MM. Schmaus (Guy) (p. 5275, 5277) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5275, 5276, 5277).

Papier et papeteries : MM. Schmaus (Guy) (p. 5275) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5275).

Presse : M. Goetschy (Henri) (p. 5271, 5272, 5273) ; Mme Gros (Brigitte) (p. 5274) ; MM. Schmaus (Guy) (p. 5275) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5275, 5276, 5277).

Presse (Déontologie) : Mme Gros (Brigitte) (p. 5274, 5277) ; M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5277).

Presse (Fiscalité) : MM. Goetschy (Henri) (p. 5272, 5273) ; Schmaus (Guy) (p. 5275) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5275).

Postes et télécommunications : M. Goetschy (Henri) (p. 5272, 5273).

Publications administratives : MM. Goetschy (Henri) (p. 5273) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5276).

Publicité : MM. Goetschy (Henri) (p. 5272, 5273) ; Schmaus (Guy) (p. 5275) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5275).

Radiodiffusion-télévision : M. Goetschy (Henri) (p. 5273) ; Mme Gros (Brigitte) (p. 5274).

Radiodiffusion-télévision (publicité) : M. Goetschy (Henri) (p. 5273).

Radios locales : M. Goetschy (Henri) (p. 5272).

Société nationale des entreprises de presse (S. N. E. P.) : MM. Schmaus (Guy) (p. 5275) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5276).

Tarifs publics (tarifs postaux) : M. Goetschy (Henri) (p. 5272, 5273).

Télématique : M. Goetschy (Henri) (p. 5272) ; Mme Gros (Brigitte) (p. 5274, 5277) ; M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 5276).

Transports aériens : MM. Goetschy (Henri) (p. 5272) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 5276).

Vélizy (expérience télématique) : Mme Gros (Brigitte) (p. 5274).

3. Aménagement du territoire.

Discussion [8 décembre 1980] (p. 6014, 6022) : *MM. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial de la commission des finances ; Roger Rinchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Stéphane Bonduel, Roger Romani, Bernard Hugo, Philippe Madrelle, Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement).*

Aménagement du territoire : MM. Montalembert (Geoffroy de) (p. 6014, 6015) ; Rinchet (Roger) (p. 6016, 6017) ; Bonduel (Stéphane) (p. 6017, 6018) ; Romani (Roger) (p. 6018, 6019) ; Hugo (Bernard) (p. 6019) ; Madrelle (Philippe) (p. 6019, 6020) ; Limouzy (Jacques) (p. 6020, 6021, 6022).

Bureaux (locaux à usage de) : M. Romani (Roger) (p. 6018).

Conservatoire du littoral : MM. Montalembert (Geoffroy de) (p. 6015) ; Rinchet (Roger) (p. 6016) ; Limoux (Jacques) (p. 6021).

Contrats de pays : MM. Rinchet (Roger) (p. 6016) ; Bonduel (Stéphane) (p. 6017) ; Limouzy (Jacques (p. 6021).

Décentralisation : MM. Rinchet (Roger) (p. 6016) ; Romani (Roger) (p. 6019) ; Hugo (Bernard) (p. 6019) ; Madrelle (Philippe) (p. 6020) ; Limouzy (Jacques) (p. 6020, 6021).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D. A. T. A. R.) : MM. Montalembert (Geoffroy de) (p. 6015) ; Rinchet (Roger) (p. 6016, 6017) ; Romani (Roger) (p. 6018, 6019) ; Hugo (Bernard) (p. 6019) ; Limouzy (Jacques) (p. 6021).

Entreprises (aide aux) : MM. Rinchet (Roger) (p. 6017) ; Limouzy (Jacques) (p. 6020).

Entreprises (création) : M. Rinchet (Roger) (p. 6016).

Etablissements publics régionaux : MM. Rinchet (Roger) (p. 6016) ; Limouzy (Jacques) (p. 6021).

Fonds européen de développement régional (Feder) : M. Rinchet (Roger) (p. 6016).

Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (F. I. A. T.) : MM. Montalembert (Geoffroy de) (p. 6015) ; Limouzy (Jacques) (p. 6022).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F. I. D. A. R.) : MM. Montalembert (Geoffroy de) (p. 6015) ; Rinchet (Roger) (p. 6017) ; Limouzy (Jacques) (p. 6021).

Fonds spécial d'adaptation industrielle (F. S. A. I.) : M. Limouzy (Jacques) (p. 6020).

Hydraulique agricole : M. Rinchet (Roger) (p. 6017).

Ile-de-France (Région) : MM. Romani (Roger) (p. 6019) ; Limouzy (Jacques) (p. 6021).

Innovation : M. Rinchet (Roger) (p. 6016).

Institut national de la statistique et des études économiques (I. N. S. E. E.) : M. Rinchet (Roger) (p. 6016).

Mines et carrières : MM. Montalembert (Geoffroy de) (p. 6015) ; Rinchet (Roger) (p. 6016) ; Limouzy (Jacques) (p. 6021).

Montagne : M. Rinchet (Roger) (p. 6016).

Paris (ville de) : M. Romani (Roger) (p. 6018).

Plan (VIII[e]) : MM. Rinchet (Roger) (p. 6017) ; Bonduel (Stéphane) (p. 6017, 6018).

Plan Grand Sud-Ouest : MM. Rinchet (Roger) (p. 6017) ; Hugo (Bernard) (p. 6019) ; Madrelle (Philippe) (p. 6020) ; Limouzy (Jacques) (p. 6021, 6022).

Poitou-Charentes (région) : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 6017) ; Limouzy (Jacques) (p. 6021, 6022).

Ré (Ile de) : M. Limouzy (Jacques) (p. 6022).

Région parisienne : MM. Romani (Roger) (p. 6018, 6019) ; Hugo (Bernard) (p. 6019).

Régions : MM. Montalembert (Geoffroy de) (p. 6015) ; Rinchet (Roger) (p. 6016, 6017) ; Bonduel (Stéphane) (p. 6017) ; Romani (Roger) (p. 6019) ; Hugo (Bernard) (p. 6019) ; Madrelle (Philippe) (p. 6019, 6020) ; Limouzy (Jacques) (p. 6020, 6021).

Routes : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 6017) ; Limouzy (Jacques) (p. 6022).

Sociétés de développement régional (S. D. R.) : M. Rinchet (Roger) (p. 6016).

Spéculation foncière : M. Rinchet (Roger) (p. 6017).

Statistiques : M. Rinchet (Roger) (p. 6016).

Télématique : MM. Rinchet (Roger) (p. 6017) ; Limouzy (Jacques) (p. 6022).

Tourisme : M. Limouzy (Jacques) (p. 6022).

Transports aériens : M. Limouzy (Jacques) (p. 6022).

Transports ferroviaires : MM. Bonduel (Stéphane) (p. 6017) ; Limouzy (Jacques) (p. 6022).

Transports routiers : M. Limouzy (Jacques) (p. 6022).

Zones rurales : MM. Rinchet (Roger) (p. 6016) ; Limouzy (Jacques) (p. 6021).

II. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Discussion [24 décembre 1980] (p. 5220, 5224) : *MM. Raymond Marcellin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Paul Girod, Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.*

Abris anti-atomiques : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5222) ; Girod (Paul) (p. 5222).

Armement nucléaire : MM. Dominati (Jacques) (p. 5223) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5224).

Défense civile : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5220, 5221) ; Girod (Paul) (p. 5222) ; Dominati (Jacques) (p. 5223, 5224).

Protection civile : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5221, 5222) ; Girod (Paul) (p. 5222) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5224).

Rapport Marcellin Bonnefous (Défense ; protection civile - n° 236 du 29 avril 1980) : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5220) ; Girod (Paul) (p. 5222) ; Dominati (Jacques) (p. 5223, 5224).

Secrétariat général de la défense nationale : M. Marcellin (Raymond) (p. 5221, 5222).

Sécurité civile (Unités d'instruction de) : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5221) ; Girod (Paul) (p. 5222).

Examen des crédits [24 novembre 1980] (p. 5224).

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 5224).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 5224).

III. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion [7 décembre 1980] (p. 6011) : *MM. Anicet Le Pors, en remplacement de M. Paul Jargot, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.*

Conseil économique et social (Construction d'une annexe) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6011) ; Dominati (Jacques) (p. 6011).

Conseil économique et social (Statut du personnel) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6011) ; Dominati (Jacques) (p. 6011).

Journaux officiels : M. Le Pors (Anicet) (p. 6011).

Examen des crédits [7 décembre 1980] (p. 6011).

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 6011).

IV. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

Discussion [8 décembre 1980] (p. 6024, 6027) : *MM. Anicet Le Pors, rapporteur spécial de la commission des finances ; Marcel Lucotte, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement).*

Centre d'études des revenus et des coûts (C. E. R. C.) : M. Limouzy (Jacques) (p. 6026).

Centre d'études prospectives et d'informations internationales (C.E.P.I.I.) : MM. Lucotte (Marcel) (p. 6025) ; Limouzy (Jacques) (p. 6026).

Centre de recherche et de documentation sur la consommation (Credoc) : M. Limouzy (Jacques) (p. 6026).

Centre national de la recherche scientifique (C. N. R. S.) : M. Limouzy (Jacques) (p. 6026).

Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social (C.O.R.D.E.S.) : M. Lucotte (Marcel) (p. 6025).

Commissariat général du Plan : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6024, 6025) ; Lucotte (Marcel) (p. 6025) ; Limouzy (Jacques) (p. 6026).

Documentation française : M. Limouzy (Jacques) (p. 6026).

Franc (monnaie) : M. Lucotte (Marcel) (p. 6026).

Parlement (contrôle du) : M. Limouzy (Jacques) (p. 6026).

Plan (VII^e^) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6025) ; Lucotte (Marcel) (p. 6026).

Plan (VIII^e^) : MM. Lucotte (Marcel) (p. 6025, 6026) ; Limouzy (Jacques) (p. 6027).

Programmes d'action prioritaire d'initiative régionale (P.A.P.I.R.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 6025).

Programmes d'action prioritaire (P.A.P.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 6025).

Rhin (liaison fluviale Rhin—Rhône) : M. Lucotte (Marcel) (p. 6026).

Examen des crédits [8 décembre 1980] (p. 6027) : *MM. Anicet Le Pors, Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat.*

Etat B. — TITRES III ET IV : adoptés (p. 6027).

Etat C. — TITRE VI : adopté (p. 6027).

V. — RECHERCHE

Discussion [27 novembre 1980] (p. 5380, 5397) : *MM. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial de la commission des finances ; Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Pierre Noé, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Lionel Cherrier, Mme Danielle Bidard, MM. Francis Palmero, Jean-François Pintat, Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche).*

Agence nationale de valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) : MM. Noé (Pierre) (p. 5385) ; Aigrain (Pierre) (p. 5392, 5395).

Association Bernard Grégory : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5381) ; Aigrain (Pierre) (p. 5390).

Brevets d'invention : Mme Bidard (Danielle) (p. 5387) ; MM. Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5392).

Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) : M. Cherrier (Lionel) (p. 5386).

Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) : MM. Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5390, 5393).

Centre national pour l'exploitation des océans (Cnexo) : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5389) ; Aigrain (Pierre) (p. 5393).

Chercheurs : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5381) ; Gouteyron (Adrien) (p. 5384) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5388) ; MM. Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5390, 5393, 5394, 5396) ; Noé (Pierre) (p. 5396).

Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) : M. Aigrain (Pierre) (p. 5393).

Décentralisation : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5389) ; Aigrain (Pierre) (p. 5395).

Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5383, 5396) ; Noé (Pierre) (p. 5385) ; Aigrain (Pierre) (p. 5393, 5394).

Edition : MM. Aigrain (Pierre) (p. 5395) ; Noé (Pierre) (p. 5396).

Energie nucléaire : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5381) ; Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5393, 5394, 5395).

Fonds de la recherche scientifique et technique : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5383) ; Aigrain (Pierre) (p. 5394, 5395).

Français (langue) : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5390) : Aigrain (Pierre) (p. 5395).

Gazéification nucléaire : M. Descours Desacres (Jacques) (p. 5381).

Génétique : M. Descours Desacres (Jacques) (p. 5381) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5387) ; M. Aigrain (Pierre) (p. 5394).

Grand accélérateur national à ions lourds (G.A.N.I.L.) : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5381) ; Palmero (Francis) (p. 5388).

Industrie : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5382, 5396) ; Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5391, 5392, 5395).

Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux (I.E.M.V.T.) : M. Cherrier (Lionel) (p. 5386).

Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) : MM. Aigrain (Pierre) (p. 5390, 5393).

Laboratoires : MM. Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5392).

Livre blanc sur la recherche : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5380) ; Gouteyron (Adrien) (p. 5383) ; Noé (Pierre) (p. 5384) ; Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5392).

Mines et carrières : M. Cherrier (Lionel) (p. 5386).

Nodules polymétalliques : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5390) ; Aigrain (Pierre) (p. 5393).

Nouvelle-Calédonie : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5386) ; Aigrain (Pierre) (p. 5396).

Océanologie : M. Pintat (Jean-François) (p. 5389, 5390).

Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (O.R.S.T.O.M.) : MM. Cherrier (Lionel) (p. 5386) ; Aigrain (Pierre) (p. 5396).

Parlement (contrôle du) : M. Gouteyron (Adrien) (p. 5384).

Petites et moyennes entreprises (P.M.E.) : M. Pintat (Jean-François) (p. 5389).

Petites et moyennes industries (P.M.I.) : M. Pintat (Jean-François) (p. 5389).

Pharmacie : M. Palmero (Francis) (p. 5389).

Prix Nobel : MM. Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5394).

Produit intérieur brut (P.I.B.) : MM. Noé (Pierre) (p. 5385) ; Aigrain (Pierre) (p. 5391).

Rapport Chabbal (Recherche) : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5381, 5382) ; Gouteyron (Adrien) (p. 5383) ; Noé (Pierre) (p. 5385) ; Aigrain (Pierre) (p. 5392).

Rapport Massenet (Recherche) : M. Gouteyron (Adrien) (p. 5383).

Recherche : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5380, 5381, 5382, 5383, 5396) ; Gouteyron (Adrien) (p. 5383, 5384) ; Noé (Pierre) (p. 5384, 5385, 5386, 5396) ; Cherrier (Lionel) (p. 5386) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5387, 5388) ; MM. Palmero (Francis) (p. 5388, 5389) ; Pintat (Jean-François) (p. 5389, 5390) ; Aigrain (Pierre) (p. 5390, 5391, 5392, 5393, 5394, 5395, 5396).

Recherche biologique et médicale : M. Aigrain (Pierre) (p. 5394).

Recherche fondamentale : M. Noé (Pierre) (p. 5385) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5388) ; MM. Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5391, 5392).

Recherche militaire : MM. Palmero (Francis) (p. 5388) ; Aigrain (Pierre) (p. 5391).

Recherche (Secrétariat d'Etat) : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 5382) ; Gouteyron (Adrien) (p. 5383) ; Aigrain (Pierre) (p. 5393).

Rhône-Poulenc (Entreprise) : Mme Bidard (Danielle) (p. 5387).

Stimulateurs cardiaques : Mme Bidard (Danielle) (p. 5387).

Valbonne-Sophia-Antipolis (complexe international scientifique) : MM. Palmero (Francis) (p. 5389) ; Aigrain (Pierre) (p. 5395).

Examen des crédits [27 novembre 1980] (p. 5397) : *MM. Auguste Chupin, Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat, Francis Palmero.*

Etat B. — TITRE III (p. 5397). — Détachement des chercheurs fonctionnaires d'Etat dans les entreprises privées. — Les crédits sont adoptés (p. 5397).

TITRE IV : adopté (p. 5397).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 5397).

TITRE VI : adopté (p. 5397) ; scrutin public n° 60 ; liste des votants (p. 5438).

VI. — INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Discussion [29 novembre 1980] (p. 5533, 5541) : *MM. Pierre Jeambrun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Michel Debatisse, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Industries agricoles et alimentaires) ; Marcel Daunay, Roland Grimaldi, Mme Rolande Perlican, M. Henri Goetschy, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Betteraves : M. Jeambrun (Pierre) (p. 5533).

Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi (C.I.D.I.S.E.) : M. Debatisse (Michel) (p. 5535) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5539).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Daunay (Marcel) (p. 5537) ; Goetschy (Henri) (p. 5540).

Consommation : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Debatisse (Michel) (p. 5535) ; Grimaldi (Roland) (p. 5538).

Crédit agricole : M. Debatisse (Michel) (p. 5536).

Elevage : M. Jeambrun (Pierre) (p. 5534).

Entreprises (aide aux) : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Debatisse (Michel) (p. 5535, 5536) ; Daunay (Marcel) (p. 5537) ; Grimaldi (Roland) (p. 5537) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5538) ; M. Goetschy (Henri) (p. 5540).

Exode rural : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Grimaldi (Roland) (p. 5538).

Exportations : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Debatisse (Michel) (p. 5534, 5536) ; Daunay (Marcel) (p. 5537) ; Grimaldi (Roland) (p. 5538) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5538).

Expositions : MM. Debatisse (Michel) (p. 5536) ; Grimaldi (Roland) (p. 5538).

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) : M. Daunay (Marcel) (p. 5537).

Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre (F.I.R.S.) : M. Jeambrun (Pierre) (p. 5534).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) : M. Debatisse (Michel) (p. 5536).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F.I.D.A.R.) : M. Debatisse (Michel) (p. 5536).

Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.) : M. Debatisse (Michel) (p. 5536).

Industrie agro-alimentaire : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5533, 5534, 5535) ; Debatisse (Michel) (p. 5535, 5536, 5537) ; Daunay (Marcel) (p. 5537, 5538) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5538, 5539) ; M. Goetschy (Henri) (p. 5539, 5541).

Industries agricoles et alimentaires (secrétariat d'Etat) : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5533) ; Debatisse (Michel) (p. 5535) ; Grimaldi (Roland) (p. 5537) ; Goetschy (Henri) (p. 5539).

Institut de développement des industries agro-alimentaires (I.D.I.A.) : MM. Debatisse (Michel) (p. 5536) ; Goetschy (Henri) (p. 5540).

Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Debatisse (Michel) (p. 5536).

Investissements : MM. Debatisse (Michel) (p. 5536) ; Daunay (Marcel) (p. 5537) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5539) ; M. Goetschy (Henri) (p. 5539, 5540).

Pêche maritime : M. Goetschy (Henri) (p. 5540).

Petites et moyennes entreprises (P.M.E.) : M. Grimaldi (Roland) (p. 5538).

Primes d'orientation agricole (P.O.A.) : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Debatisse (Michel) (p. 5536) ; Grimaldi (Roland) (p. 5538).

Revenu agricole : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Grimaldi (Roland) (p. 5537).

Société interprofessionnelle des oléagineux (S.I.D.O.) : M. Jeambrun (Pierre) (p. 5534).

Sociétés multinationales : MM. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Grimaldi (Roland) (p. 5538) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5538).

Sucre : M. Jeambrun (Pierre) (p. 5534) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 5539) ; M. Goetschy (Henri) (p. 5540).

Viticulteurs : M. Jeambrun (Pierre) (p. 5534).

Zones rurales : M. Grimaldi (Roland) (p. 5538).

Examen des crédits [29 novembre 1980] (p. 5540, 5541).

Etat B. — TITRES III ET IV : adoptés (p. 5540).

Etat C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 5541).

TRANSPORTS

Discussion [28 novembre 1980] (p. 5444, 5501) : *Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial de la commission des finances (Section commune et transports terrestres) ; MM. Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Transports terrestres) ; Josy Moinet, rapporteur spécial de la commission des finances (Routes et voies navigables) ; Jacques Braconnier, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Routes et voies navigables) ; Raymond Marcellin, rapporteur spécial de la commission des finances (Aviation civile et météorologie) ; Bernard Legrand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Aviation civile) ; Paul Jargot, en remplacement de M. Anicet Le Pors, rapporteur spécial de la commission des finances (Marine marchande) ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Marine marchande) ; Tony Larue, rapporteur spécial de la commission des finances (Ports) ; Daniel Millaud, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (Ports maritimes) ; Daniel Hoeffel, ministre des transports ; Henri Caillavet, Serge Boucheny, Roger Boileau, Louis Longequeue, René Touzet, Jean Chérioux, Michel Crucis, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Raymond Dumont, Charles Ferrant, Pierre Noé, Philippe de Bourgoing, Gérard Ehlers, Louis Virapoullé, René Regnault, Bernard Hugo, Noël Berrier, Pierre Ceccaldi-Pavard, Hubert d'Andigné.*

Aéroclubs : MM. Braconnier (Jacques) (p. 5480) ; Hoeffel Daniel (p. 5491).

Aéronautique (Industrie) : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5451), 5452) ; Legrand (Bernard) (p. 5454) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5463) ; Caillavet (Henri) (p. 5463) ; Boucheny (Serge) (p. 5468, 5469) ; Noé (Pierre) (p. 5480) ; Regnault (René) (p. 5485).

Aéroports : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5452) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5463, 5492) ; Boucheny (Serge) (p. 5469) ; Noé (Pierre) (p. 5480) ; Braconnier (Jacques) (p. 5480) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5490).

Airbus : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5451, 5452) ; Legrand (Bernard) (p. 5454) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5463, 5464) ; Caillavet (Henri) (p. 5463).

Air France : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5451) ; Legrand (Bernard) (p. 5453, 5454) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5465) ; Braconnier (Jacques) (p. 5480) ; Virapoullé (Louis) (p. 5484, 5485).

Air Inter : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5451) ; Legrand (Bernard) (p. 5453, 5454) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5465) ; Regnault (René) (p. 5486).

Amoco Cadiz (pétrolier) : M. Jargot (Paul) (p. 5455).

Autoroutes : MM. Moinet (Josy) (p. 5447, 5448) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5461, 5491) ; Boileau (Roger) (p. 5470) ; Crucis (Michel) (p. 5473, 5474) ; Regnault (René) (p. 5485, 5486) ; Hugo (Bernard) (p. 5488) ; Andigné (Hubert d') (p. 5494).

Autoroutes (tarifs) : M. Moinet (Josy) (p. 5448).

Aviation civile : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5451, 5452, 5453) ; Legrand (Bernard) (p. 5453, 5454) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5463) ; Noé (Pierre) (p. 5480) ; Braconnier (Jacques) (p. 5480) ; Regnault (René) (p. 5486).

Batellerie : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; M. Hoeffel (Daniel) (p. 5463).

Canaux : MM. Braconnier (Jacques) (p. 5450) ; Boileau (Roger) (p. 5469, 5470) ; Noé (Pierre) (p. 5478) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5492).

Carte orange : MM. Noé (Pierre) (p. 5479) ; Hugo (Bernard) (p. 5488).

Chimie (industrie) : M. Boileau (Roger) (p. 5469).

Codes (feux de croisement en ville) : MM. Caillavet (Henri) (p. 5466, 5467, 5468) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5474, 5475) ; Regnault (René) (p. 5485).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Yvon (Joseph) (p. 5457) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5464) ; Dumont (Raymond) (p. 5476).

Compagnie générale maritime (C.G.M.) : M. Hoeffel (Daniel) (p. 5466).

Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.) : M. Hoeffel (Daniel) (p. 5463).

Compagnies aériennes : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5451, 5452) ; Legrand (Bernard) (p. 5453, 5454) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5465, 5466) ; Braconnier (Jacques) (p. 5480) ; Virapoullé (Louis) (p. 5484) ; Regnault (René) (p. 5486).

Concorde (avion supersonique) : M. Hoeffel (Daniel) (p. 5465).

Concurrence internationale : M. Yvon (Joseph) (p. 5456, 5457).

Construction navale : MM. Jargot (Paul) (p. 5455) ; Yvon (Joseph) (p. 5457) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5464, 5492, 5493) ; Ferrant (Charles) (p. 5476, 5477) ; Regnault (René) (p. 5485).

Corse : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5444) ; M. Hoeffel (Daniel) (p. 5462, 5466).

Energie (économies) : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; MM. Moinet (Josy) (p. 5448) ; Braconnier (Jacques) (p. 5450) ; Millaud (Daniel) (p. 5459) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5461) ; Noé (Pierre) (p. 5479) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5482) ; Berrier (Noël) (p. 5489).

Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) : MM. Hoeffel (Daniel) (p. 5465) ; Regnault (René) (p. 5487).

Fonds d'action conjoncturelle (F.A.C.) : MM. Braconnier (Jacques) (p. 5450, 5462) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5462) ; Regnault (René) (p. 5485) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5490).

Fonds d'intervention et d'organisation des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture (F.I.O.M.) : MM. Yvon (Joseph) (p. 5457) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5464, 5493) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5482) ; Regnault (René) (p. 5487).

Fonds d'investissement routier (F.S.I.R.) : MM. Moinet (Josy) (p. 5447) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5461) ; Regnault (René) (p. 5486).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) : M. Dumont (Raymond) (p. 5476).

Grèves : MM. Jargot (Paul) (p. 5455) ; Yvon (Joseph) (p. 5457) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5465) ; Dumont (Raymond) (p. 5475) ; Ferrant (Charles) (p. 5473) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5482) ; Regnault (René) (p. 5487) ; Moinet (Josy) (p. 5495).

Ile-de-France : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; M. Hoeffel (Daniel) (p. 5463).

Informatique : M. Hoeffel (Daniel) (p. 5463).

Innovation : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445).

Institut de recherche des transports : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445).

Institut des transports aériens (I.T.A.) : MM. Legrand (Bernard) (p. 5454) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5466, 5491) ; Noé (Pierre) (p. 5480) ; Braconnier (Jacques) (p. 5480).

Institut scientifique et technique des pêches maritimes : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; M. Jargot (Paul) (p. 5455).

Investissements : MM. Moinet (Josy) (p. 5447) ; Braconnier (Jacques) (p. 5449, 5450) ; Longequeue (Louis) (p. 5470).

Japon : MM. Caillavet (Henri) (p. 5463) ; Ehlers (Gérard) (p. 5483).

Marine marchande : MM. Jargot (Paul) (p. 5454, 5455) ; Yvon (Joseph) (p. 5456, 5457) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5461, 5464) ; Ferrant (Charles) (p. 5477) ; Ehlers (Gérard) (p. 5483) ; Regnault (René) (p. 5485, 5487).

Marins : MM. Yvon (Joseph) (p. 5456) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5465) ; Ehlers (Gérard) (p. 5483) ; Regnault (René) (p. 5487).

Martinique : MM. Millaud (Daniel) (p. 5488) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5492).

Mayotte : M. Millaud (Daniel) (p. 5459).

Mer (ministère de la) : MM. Regnault (René) (p. 5487, 5495) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5495) ; Moinet (Josy) (p. 5495).

Météorologie : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5452) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5460, 5461, 5491) ; Boucheny (Serge) (p. 5469).

Navigation aérienne (contrôle de la) : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5452) ; Legrand (Bernard) (p. 5453, 5454) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5460, 5491) ; Boucheny (Serge) (p. 5469) ; Noé (Pierre) (p. 5480).

Navigation de plaisance : M. Larue (Tony) (p. 5458, 5459).

Nuisances : M. Boucheny (Serge) (p. 5469).

Pavillons de complaisance : MM. Hoeffel (Daniel) (p. 5461, 5493) ; Ehlers (Gérard) (p. 5483).

Pays en voie de développement : M. Legrand (Bernard) (p. 5454).

Pêche maritime : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; MM. Jargot (Paul) (p. 5454, 5455) ; Yvon (Joseph) (p. 5457) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5464, 5465, 5493) ; Dumont (Raymond) (p. 5475, 5476) ; Ferrant (Charles) (p. 5477) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5482) ; Regnault (René) (p. 5487).

Poids lourds : MM. Hoeffel (Daniel) (p. 5460) ; Noé (Pierre) (p. 5478, 5479) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5490).

Pollution (mer) : MM. Jargot (Paul) (p. 5455) ; Ferrant (Charles) (p. 5477) ; Regnault (René) (p. 5487).

Ports maritimes : MM. Larue (Tony) (p. 5457, 5458, 5459) ; Millaud (Daniel) (p. 5459, 5488) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5462, 5492) ; Ferrant (Charles) (p. 5477) ; Ehlers (Gérard) (p. 5483) ; Virapoullé (Louis) (p. 5484).

Recherche : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445).

Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) : Mlle Rappuzi (Irma) (p. 5445) ; MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5465) ; Noé (Pierre) (p. 5479) ; Hugo (Bernard) (p. 5488).

Réseau express régional (R.E.R.) : MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Noé (Pierre) (p. 5479).

Réunion : MM. Virapoullé (Louis) (p. 5483, 5484) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5492, 5493).

Routes : MM. Moinet (Josy) (p. 5447, 5448, 5477, 5478) ; Braconnier (Jacques) (p. 5449, 5450) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5461, 5491, 5492, 5494, 5495) ; Boileau (Roger) (p. 5470) ; Longequeue (Louis) (p. 5470, 5471) ; Touzet (René) (p. 5471) ; Crucis (Michel) (p. 5473) ; Noé (Pierre) (p. 5480) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5482) ; Regnault (René) (p. 5485, 5486, 5494, 5495) ; Hugo (Bernard) (p. 5488) ; Andigné (Hubert d') (p. 5494).

Routes nationales : MM. Moinet (Josy) (p. 5448) ; Longequeue (Louis) (p. 5470, 5471) ; Touzet (René) (p. 5471) ; Crucis (Michel) (p. 5473) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5482) ; Regnault (René) (p. 5485) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5491, 5492).

Routes nationales déclassées : MM. Moinet (Josy) (p. 5448) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5461) ; Touzet (René) (p. 5472) ; Crucis (Michel) (p. 5473) ; Noé (Pierre) (p. 5480) ; Regnault (René) (p. 5485).

Satellites : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5453) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5461) ; Touzet (René) (p. 5472) ; Crucis Michel (p. 5473) ; Noé (Pierre) (p. 5480) ; Regnault (René) (p. 5485).

Satellites : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5453) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5461).

Seaspeed (société d'aéroglisseurs) : M. Ehlers (Gérard) (p. 5483).

Sécurité aérienne : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5452) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5460, 5491).

Sécurité maritime : M. Hoeffel (Daniel) (p. 5461).

Sécurité routière : MM. Moinet (Josy) (p. 5448) ; Braconnier (Jacques) (p. 5450) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5460, 5490, 5491) ; Moinet (Josy) (p. 5477).

Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.) : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5465, 5493) ; Chérioux (Jean) (p. 5472) ; Noé (Pierre) (p. 5479) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5482) ; Ehlers (Gérard) (p. 5483) ; Regnault (René) (p. 5486) ; Hugo (Bernard) (p. 5488) ; Berrier (Noël) (p. 5489) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5490).

Société nationale des industries aérospatiales (S. N. I. A. S.) : MM. Marcellin (Raymond) (p. 5452) ; Boucheny (Serge) (p. 5468).

Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avions (S. N. E. C. M. A.) : M Boucheny (Serge) (p. 5468, 5469).

Société nationale du sauvetage en mer : M. Jargot (Paul) (p. 5455).

Sondages et enquêtes : MM. Caillavet (Henri) (p. 5467) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5474).

Sous-traitance : M. Chérioux (Jean) (p. 5472).

« *Tanio* » *(pétrolier)* : M. Jargot (Paul) (p. 5455).

Terrorisme : M. Marcellin (Raymond) (p. 5452).

Train à grande vitesse (T. G. V.) : MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Legrand (Bernard) (p. 5453).

Transports : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5444, 5445) ; MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Moinet (Josy) (p. 5446, 5447, 5448, 5449) ; Braconnier (Jacques) (p. 5449, 5450, 5451, 5462, 5480) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5459, 5460, 5461, 5462, 5463, 5465, 5466) ; Caillavet (Henri) (p. 5466) ; Boileau (Roger) (p. 5469, 5470) ; Longequeue (Louis) (p. 5470, 5471) ; Touzet (René) (p. 5471, 5472) ; Chérioux (Jean) (p. 5472, 5473) ; Crucis (Michel) (p. 5473, 5474) ; Noé (Pierre) (p. 5478, 5479, 5480) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5481, 5482) ; Ehlers (Gérard) (p. 5483) ; Virapoullé (Louis) (p. 5483, 5484, 5485) ; Regnault (René) (p. 5485, 5486, 5487) ; Hugo (Bernard) (p. 5488) ; Berrier (Noël) (p. 5489) ; Ceccaldi-Pavard (René) (p. 5490).

Transports aériens : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5444) ; MM. Marcellin (Raymond) (p. 5451, 5452) ; Legrand (Bernard) (p. 5453, 5454) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5460, 5465, 5466, 5491) ; Braconnier (Jacques) (p. 5480) ; Virapoullé (Louis) (p. 5484) ; Regnault (René) (p. 5486, 5487).

Transports (coordination des) : MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Noé (Pierre) (p. 5478, 5479) ; Regnault (René) (p. 5486) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5490).

Transports ferroviaires : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5465) ; Noé (Pierre) (p. 5478, 5479, 5480) ; Regnault (René) (p. 5486) ; Hugo (Bernard) (p 5488) ; Berrier (Noël) (p. 5489).

Transports fluviaux : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Moinet (Josy) (p. 5447) ; Braconnier (Jacques) (p. 5449, 5450, 5451) ; Boileau (Roger) (p. 5469) ; Noé (Pierre) (p. 5478) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5492).

Transports maritimes : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5444) ; MM. Jargot (Paul) (p. 5455) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5461, 5464).

Transports routiers : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Braconnier (Jacques) (p. 5449) ; Noé (Pierre) (p. 5478) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5490).

Transports scolaires : M. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Noé (Pierre) (p. 5480).

Transports terrestres : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5444, 5445,) ; MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5465) ; Noé (Pierre) (p. 5478).

Transports urbains : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445) ; MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5463, 5465) ; Noé (Pierre) (p. 5479) ; Hugo (Bernard) (p. 5488).

Travaux publics : MM. Moinet (Josy) (p. 5448) ; Braconnier (Jacques) (p. 5449) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5460, 5461) ; Ceccaldi-Pavard (Pierre) (p. 5489, 5490).

Voies navigables : MM. Berchet (Georges) (p. 5446) ; Moinet (Josy) (p. 5447) ; Braconnier (Jacques) (p. 5449, 5450, 5451) ; Millaud (Daniel) (p. 5459) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5462, 5463, 5492) ; Caillavet (Henri) (p. 5466) ; Boileau (Roger) (p. 5469, 5470) ; Noé (Pierre) (p. 5478) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5481).

Voies navigables (liaison fluviale Rhin—Rhône) : MM. Moinet (Josy) (p. 5447) ; Braconnier (Jacques) (p. 5450) ; Hoeffel (Daniel) (p. 5463) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 5481).

Voies navigables (Liaison fluviale Seine-Nord et Seine-Est) : M. Braconnier (Jacques) (p. 5450).

Zones rurales : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 5445).

Examen des crédits et des articles 35, 36 et 43 *quater* [28 novembre 1980] (p. 5495, 5501) : *MM. Jean Cluzel, vice-président de la commission des finances ; François Collet, Josy Moinet, rapporteur spécial ; Louis Virapoullé, Joseph Yvon, Daniel Hoeffel, ministre ; René Regnault, Jacques Braconnier, rapporteur pour avis ; Gérard Ehlers.*

Etat B. — TITRE III (p. 5496).

Adopté : amendement n° 221 de MM. Henri Caillavet et Edouard Bonnefous, soutenu par M. Jean Cluzel : réduction indicative des crédits du titre III intéressant la campagne sur l'usage des codes en ville (p. 5496 ; scrutin public n° 64 ; liste des votants p. 5512, 5513).

Retiré : amendement n° 225 de M. Joseph Yvon : réduction indicative des crédits du titre III concernant le crédit affecté aux frais de contrôle des sociétés du Crédit maritime mutuel (p. 5497) ;

— les crédits, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 5497).

TITRE IV : adoptés (p. 5497).

Etat C. — TITRE V (p. 5497).

Retiré : amendement n° 212 de M. Anicet Le Pors, rapporteur spécial : réduction indicative des crédits de paiement et des autorisations de programmes du titre V concernant la lutte contre la pollution marine accidentelle (p. 5498) ;

— les crédits sont adoptés (p. 5498).

TITRE VI : adopté (p. 5498).

Article 35 (*Parts respectives de l'Etat et de la région Ile-de-France dans les travaux d'équipement : subventions aux investissements réalisés par la R. A. T. P. et la S. N. C. F. dans la région parisienne*). — Adopté (p. 5498).

Article 36 (*Subventions aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé*) (p. 5498).

Retiré : amendement n° 219 de M. Jacques Braconnier, rapporteur pour avis : suppression indicative des crédits concernant les subventions accordées au réseau national déclassé (p. 5499).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 222 de M. René Regnault : augmentation et indexation sur l'indice des travaux publics de la subvention accordée au réseau national déclassé (p. 5499) ;

— l'article 36 est adopté (p. 5499).

Après l'article 36 (p. 5499).

Rejeté : amendement n° 211 (art. additionnel) de M. Marcel Debarge, soutenu par M. René Regnault : dépôt d'un rapport gouvernemental relatif au financement des transports urbains de voyageurs en annexe du projet de loi de finances pour 1982 (p. 5500).

Article 43 *quater* (*Pensions de retraite des marins*). — Adopté (p. 5500).

Après l'article 49 (p. 5500).

Retiré : amendement n° 220 (art. additionnel) de M. Jacques Braconnier, rapporteur pour avis : plan en faveur des voies navigables et dépôt d'un projet de loi pour la deuxième session ordinaire 1980-1981 (p. 5501).

TRAVAIL ET SANTE

I. — SECTION COMMUNE

II. — TRAVAIL ET PARTICIPATION

Discussion [8 décembre 1980] (p. 6051, 6070). *MM. André Fosset, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Béranger, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Hubert Martin, Hector Viron, Louis Jung, Jacques Bialski, Louis Souvet, Rémi Herment, Mme Cécile Goldet, MM. Marcel Gargar, Christian Poncelet, Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation ; Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (Travailleurs manuels et immigrés) ; Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (Emplois féminins).*

Agence nationale pour l'emploi (A. N. P. E.) : MM. Fosset (André) (p. 6053, 6054) ; Béranger (Jean) (p. 6054) ; Viron (Hector) (p. 6057) ; Herment (Rémi) (p. 6062) ; Mattéoli (Jean) (p. 6068).

Association pour la formation professionnelle des adultes (A. F. P. A.) : MM. Fosset (André) (p. 6053) ; Mattéoli (Jean) (p. 6068).

Centres d'études sur l'emploi : M. Fosset (André) (p. 6053).

Chômage : MM. Fosset (André) (p. 6053, 6054) ; Béranger (Jean) (p. 6054, 6055) ; Viron (Hector) (p. 6056, 6057, 6058) ; Jung (Louis) (p. 6058, 6059) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Souvet (Louis) (p. 6060) ; Gargar (Marcel) (p. 6064, 6065) ; Poncelet (Christian) (p. 6065) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066).

Chômage (Indemnisation du) : MM. Fosset (André) (p. 6053) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Viron (Hector) (p. 6057) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Souvet (Louis) (p. 6060) ; Gargar (Marcel) (p. 6064, 6065) ; Poncelet (Christian) (p. 6065) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066).

Chômage (non indemnisé) : MM. Béranger (Jean) (p. 6055) ; Viron (Hector) (p. 6057) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Poncelet (Christian) (p. 6065) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066, 6067).

Comité du travail féminin : Mmes Goldet (Cécile) (p. 6064) ; Pasquier (Nicole) (p. 6069).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : M. Viron (Hector) (p. 6057, 6058).

Concurrence : M. Jung (Louis) (p. 6059).

Congés (Congé de maternité) : Mme Pasquier (Nicole) (p. 6070).

Contrats de travail à durée déterminée : MM. Fosset (André) (p. 6054) ; Béranger (Jean) (p. 6054, 6055) ; Bialski (Jacques) (p. 6060).

Contrats emploi-formation : MM. Fosset (André) (p. 6053) ; Mattéoli (Jean) (p. 6067).

Démographie : MM. Béranger (Jean) (p. 6055) ; Souvet (Louis) (p. 6061).

Emploi : MM. Fosset (André) (p. 6053, 6054) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Viron (Hector) (p. 6057) ; Bialski (Jacques) (p. 6059) ; Poncelet (Christian) (p. 6065) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066, 6067, 6068).

Emploi (Emploi des femmes) : MM. Fosset (André) (p. 6054) ; Viron (Hector) (p. 6057) ; Mmes Goldet (Cécile) (p. 6064) ; Pasquier (Nicole) (p. 6069, 6070).

Emploi (Emploi des jeunes) : MM. Béranger (Jean) (p. 6055) ; Viron (Hector) (p. 6057) ; Jung (Louis) (p. 6058, 6059) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Souvet (Louis) (p. 6061) ; Gargar (Marcel) (p. 6065).

Energies nouvelles : M. Souvet (Louis) (p. 6061).

Entreprises (créations) : MM. Souvet (Louis) (p. 6061) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066).

Fonds national de chômage : MM. Fosset (André) (p. 6053) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066).

Formation professionnelle : MM. Fosset (André) (p. 6053) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Souvet (Louis) (p. 6061, 6062) ; Gargar (Marcel) (p. 6065) ; Mattéoli (Jean) (p. 6068) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6069).

Formation professionnelle des adultes : MM. Fosset (André) (p. 6053) ; Mattéoli (Jean) (p. 6068) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6070).

Franc (monnaie) : M. Souvet (Louis) (p. 6062).

Guadeloupe : MM. Gargar (Marcel) (p. 6064) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066).

Handicapés : MM. Fosset (André) (p. 6053) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Viron (Hector) (p. 6057) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Mattéoli (Jean) (p. 6067).

Industrie : MM. Souvet (Louis) (p. 6061) ; Mattéoli (Jean) (p. 6068).

Informatique : M. Souvet (Louis) (p. 6061).

Innovation : M. Souvet (Louis) (p. 6061).

Institut national de la statistique et des études économiques (I. N. S. E. E.) : M. Bialski (Jacques) (p. 6059).

Institut national d'études démographiques (I. N. E. D.) : M. Fosset (André) (p. 6052).

Licenciements : MM. Béranger (Jean) (p. 6054) ; Viron (Hector) (p. 6057, 6058).

Maladies professionnelles : MM. Martin (Hubert) (p. 6056) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066).

Médecine du travail : MM. Martin (Hubert) (p. 6056) ; Mattéoli (Jean) (p. 6065).

Pactes pour l'emploi : MM. Fosset (André) (p. 6054) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Mattéoli (Jean) (p. 6067) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6070).

Participation des travailleurs : MM. Poncelet (Christian) (p. 6065) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066).

Plan (VIII^e^) : MM. Fosset (André) (p. 6054) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Viron (Hector) (p. 6057) ; Bialski (Jacques) (p. 6059) ; Mattéoli (Jean) (p. 6068).

Salaire maternel : M. Jung (Louis) (p. 6058) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6070).

Sidérurgie (Industrie) : M. Fosset (André) (p. 6053).

Sports : MM. Martin (Hubert) (p. 6056) ; Mattéoli (Jean) (p. 6065).

Stages (en entreprises) : M. Fosset (André) (p. 6053).

Syndicats professionnels : M. Jung (Louis) (p. 6059).

Taxe professionnelle : M. Jung (Louis) (p. 6059).

Travail (aménagement du temps de) : MM. Béranger (Jean) (p. 6055) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Herment (Rémi) (p. 6062, 6063) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6070).

Travail (Durée du) : MM. Fosset (André) (p. 6054) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Herment (Rémi) (p. 6062, 6063).

Travail manuel : MM. Herment (Rémi) (p. 6063) ; Stoléru (Lionel) (p. 6068).

Travail (travail à temps partiel) : MM. Viron (Hector) (p. 6057) ; Bialski (Jacques) (p. 6060) ; Souvet (Louis) (p. 6062) ; Herment (Rémi) (p. 6062) ; Poncelet (Christian) (p. 6065) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6070).

Travail (travail des femmes) : MM. Béranger (Jean) (p. 6055) ; Jung (Louis) (p. 6058) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 6064) ; M. Mattéoli (Jean) (p. 6067) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6069, 6070).

Travail (travail temporaire) : MM. Viron (Hector) (p. 6057) ; Bialski (Jacques) (p. 6060).

Travailleurs immigrés : MM. Fosset (André) (p. 6053) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Souvet (Louis) (p. 6062) ; Goldet (Cécile) (p. 6063, 6064) ; Stoléru (Lionel) (p. 6068, 6069).

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic) : MM. Fosset (André) (p. 6053) ; Béranger (Jean) (p. 6055) ; Mattéoli (Jean) (p. 6066).

Examen des crédits [8 décembre 1980] (p. 6070) :

a) **Crédits travail et participation.**

Etat B. — TITRES III ET IV : adoptés (p. 6070).

Etat C. — TITRE VI : adopté (p. 6070).

b) **Crédits Section commune.**

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 6070).

Etat C. — TITRE V : adopté (p. 6070).

III. — SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE

Discussion [6 décembre 1980] (p. 5902, 5937) : *MM. Marcel Fortier, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (santé) ; Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (sécurité sociale) ; Jean Colin, Pierre Gamboa, Jean-François Pintat, Charles Bonifay, Jean-Pierre Cantegrit, François Collet, Francisque Collomb, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Cécile Goldet, MM. André Jouany, Jules Faigt, Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale ; MM. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Adolphe Chauvin, Jacques Descours Desacres ; Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.*

Aide familiale : MM. Collet (François) (p. 5916, 5917) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5920) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5920) ; MM. Jouany (André) (p. 5921) ; Barrot (Jacques) (p. 5927) ; Montagne (Rémy) (p. 5928).

Aide sociale : MM. Fortier (Marcel) (p. 5902) ; Chérioux (Jean) (p. 5904) ; Montagne (Rémy) (p. 5927, 5929).

Alcoolisme : MM. Fortier (Marcel) (p. 5903) ; Chérioux (Jean) (p. 5905) ; Faigt (Jules) (p. 5922) ; Barrot (Jacques) (p. 5924).

Allocations familiales : MM. Fortier (Marcel) (p. 5903) ; Chérioux (Jean) (p. 5908) ; Boyer (Louis) (p. 5909) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5921) ; MM. Barrot (Jacques) (p. 5926) ; Farge (Jean) (p. 5934).

Assistantes maternelles : M. Chérioux (Jean) (p. 5907).

Assurance maladie : MM. Fortier (Marcel) (p. 5903) ; Chérioux (Jean) (p. 5907) ; Boyer (Louis) (p. 5909) ; Bonifay (Charles) (p. 5913) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 5914) ; Collet (François) (p. 5917) ; Farge (Jean) (p. 5934).

Assurance veuvage : M. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 5915).

Assurance vieillesse : M. Fortier (Marcel) (p. 5903) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5921) ; M. Barrot (Jacques (p. 5926).

Assurance volontaire : MM. Fortier (Marcel) (p. 5903) ; Boyer (Louis) (p. 5909) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 5914, 5915).

Caisse des expatriés (assurance volontaire) : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 5915) ; Barrot (Jacques) (p. 5927).

Chômage (protection sociale) : MM. Boyer (Louis) (p. 5908) ; Bonifay (Charles) (p. 5913) ; Barrot (Jacques) (p. 5926).

Congé parental d'éducation : M. Chérioux (Jean) (p. 5907, 5908).

Contraception : Mme Goldet (Cécile) (p. 5921).

Crèches : M. Chérioux (Jean) (p. 5907).

Drogue (lutte contre la) : M. Chérioux (Jean) (p. 5905).

Femmes (travail des) : Mme Beaudreau (Marie-Claude) (p. 5918).

Français de l'étranger : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 5914, 5915) ; Barrot (Jacques) (p. 5927).

Handicapés : MM. Fortier (Marcel) (p. 5902) ; Chérioux (Jean) (p. 5905) ; Gamboa (Pierre) (p. 5911) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 5916) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5920) ; MM. Jouany (André) (p. 5922) ; Montagne (Rémy) (p. 5928, 5929, 5930).

Hôpitaux : MM. Fortier (Marcel) (p. 5902, 5904) ; Chérioux (Jean) (p. 5905, 5906, 5907) ; Boyer (Louis) (p. 5909) ; Colin (Jean) (p. 5910) ; Gamboa (Pierre) (p. 5911) ; Jouany (André) (p. 5921) ; Faigt (Jules) (p. 5922, 5923) ; Barrot (Jacques) (p. 5923, 5924, 5927) ; Montagne (Rémy) (p. 5928) ; Farge (Jean) (p. 5933, 5934).

Hôpitaux (tarification) : MM. Fortier (Marcel) (p. 5904) ; Chérioux (Jean) (p. 5906) ; Boyer (Louis) (p. 5909) ; Colin (Jean) (p. 5910) ; Jouany (André) (p. 5921) ; Farge (Jean) (p. 5933).

Infirmiers et infirmières : MM. Gamboa (Pierre) (p. 5911) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5919) ; Barrot (Jacques) (p. 5921).

Institut Curie : M. Chérioux (Jean) (p. 5905).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (I. N. S. E. R. M.) : MM. Chérioux (Jean) (p. 5904) ; Barrot (Jacques) (p. 5924).

Institut Pasteur : MM. Chérioux (Jean) (p. 5905) ; Collomb (Francisque) (p. 5917) ; Barrot (Jacques) (p. 5926).

Interruption volontaire de grossesse : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 5919).

Maladies professionnelles : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 5916) ; Barrot (Jacques) (p. 5927).

Médecine (enseignement de la) : MM. Chauvin (Adolphe) (p. 5919) ; Barrot (Jacques) (p. 5923, 5924, 5927).

Médecins : MM. Fortier (Marcel) (p. 5903, 5904) ; Chérioux (Jean) (p. 5907) ; Gamboa (Pierre) (p. 5911) ; Bonifay (Charles) (p. 5913) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5921) ; Barrot (Jacques) (p. 5923, 5924) ; Farge (Jean) (p. 5932, 5933).

Médicaments : MM. Fortier (Marcel) (p. 5902) ; Chérioux (Jean) (p. 5905) ; Boyer (Louis) (p. 5909) ; Barrot (Jacques) (p. 5924).

Mères de famille : M. Chérioux (Jean) (p. 5907).

Mutualité : M. Collet (François) (p. 5917) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5921) ; MM. Faigt (Jules) (p. 5922) ; Barrot (Jacques) (p. 5927).

Mutuelle nationale des étudiants de France (M. N. E. F.) : M. Collet (François) (p. 5917).

Personnes âgées : MM. Chérioux (Jean) (p. 5904, 5906) ; Colin (Jean) (p. 5910) ; Pintat (Jean-François) (p. 5912) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 5016) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5920) ; MM. Barrot (Jacques) (p. 5925, 5926) ; Montagne (Rémy) (p. 5928).

Politique familiale : MM. Boyer (Louis) (p. 5909) ; Bonifay (Charles) (p. 5912, 5913) ; Mmes Beaudeau (Marie-Claude) (p. 5918) ; Goldet (Cécile) (p. 5921) ; M. Barrot (Jacques) (p. 5926).

Prévention sanitaire et sociale : MM. Fortier (Marcel) (p. 5903) ; Chérioux (Jean) (p. 5904) ; Bonifay (Charles) (p. 5913) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5920) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5921) ; M. Barrot (Jacques) (p. 5924).

Prix Nobel (Médecine) : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5911) ; Barrot (Jacques) (p. 5925).

Protection maternelle et infantile : M. Chérioux (Jean) (p. 5905).

Prothésistes dentaires : MM. Chauvin (Adolphe) (p. 5919) ; Barrot (Jacques) (p. 5926).

Psychiatrie : MM. Chérioux (Jean) (p. 5906) ; Barrot (Jacques) (p. 5925).

Radiologie : M. Pintat (Jean-François) (p. 5912).

Recherche médicale : MM. Fortier (Marcel) (p. 5902) ; Chérioux (Jean) (p. 5905) ; Collomb (Francisque) (p. 5917, 5918) ; Barrot (Jacques) (p. 5926).

Recherche scientifique : MM. Pintat (Jean-François) (p. 5912) ; Barrot (Jacques) (p. 5926).

Santé scolaire : MM. Fortier (Marcel) (p. 5904) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5920) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 5920) ; M. Barrot (Jacques) (p. 5925).

Sécurité sociale : MM. Fortier (Marcel) (p. 5903, 5904) ; Chérioux (Jean) (p. 5907) ; Boyer (Louis) (p. 5908, 5909) ; Pintat (Jean-François) (p. 5911) ; Bonifay (Charles) (p. 5913, 5914) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 5914) ; Collet (François) (p. 5917) ; Faigt (Jules) (p. 5922) ; Barrot (Jacques) (p. 5923, 5924) ; Farge (Jean) (p. 5931, 5932, 5933, 5934).

Sécurité sociale (cotisations) : MM. Fortier (Marcel) (p. 5903), 5904) ; Boyer (Louis) (p. 5909) ; Faigt (Jules) (p. 5922) ; Farge (Jean) (p. 5932).

Tabagisme : M. Fortier (Marcel) (p. 5903).

Transports sanitaires : M. Pintat (Jean-François) (p. 5912).

Travail à temps partiel : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 5918).

Examen des crédits [6 décembre 1980] (p. 5934, 5937) : *MM. Charles Bonifay, Maurice Blin, rapporteur général ; Jacques Barrot, ministre ; Etienne Dailly.*

Etat B. — TITRE III : adopté (p. 5934).

TITRE IV (p. 5934).

Rejetée : motion n° 300 de M. Charles Bonifay tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité au titre IV de l'état B (santé et sécurité sociale) pour absence d'application de l'article 2 de la loi de finances pour 1980 (vote du budget social de la nation) (p. 5935).

Retiré : amendement n° 312 de M. Etienne Dailly : réduction des crédits du titre IV : relèvement du plafond majorable de la retraite mutualiste du combattant (p. 5936).

— les crédits du titre IV sont adoptés (p. 5936).

Etat C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 5936).

Après l'article 48 (p. 5936).

Rejeté : amendement n° 301 (art. additionnel de M. Charles Bonifay : modification de l'article 2 de la loi de finances pour 1980 permettant au Parlement de se prononcer chaque année sur les recettes et dépenses constituant l'effort social de la nation (p. 5937).

UNIVERSITES

Discussion [5 décembre 1980] (p. 5824, 5851) : *MM. René Chazelle, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean Sauvage, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Léon Eeckhoutte, président de la commission des affaires culturelles ; Adolphe Chauvin, Hubert Martin, Jacques Habert, Mme Danielle Bidard, MM. René Jager, Pierre Noé, Adrien Gouteyron, Gérard Delfau, Robert Pontillon, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités.*

Académies (médecine) : M. Chazelle (René) (p. 5825) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839).

Agence universitaire de documentation et d'information scientifique (Audist) : Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5841).

Amiante : Mmes Bidard (Danielle) (p. 5831) ; Saunier-Seïté (Alice) (p. 5846).

Assistants (enseignement) : M. Sauvage (Jean) (p. 5826) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5831) ; M. Noé (Pierre) (p. 5834) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839).

Baccalauréat : M. Gouteyron (Adrien) (p. 5835) ;

Bibliothèque nationale : MM. Chazelle (René) (p. 5825) ; Sauvage (Jean) (p. 5826, 5830) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5838) ; Saunier-Seïté (Alice) (p. 5841, 5845).

Bibliothèque : MM. Sauvage (Jean) (p. 5826, 5828) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5831) ; MM. Noé (Pierre) (p. 5835) ; Delfau (Gérard) (p. 5836) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5838) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5840).

Bourses : MM. Chazelle (René) (p. 5825) ; Sauvage (Jean) (p. 5827) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5829) ; Mmes Bidard (Danielle) (p. 5831) ; Saunier-Seïté (Alice) (p. 5845).

Carte universitaire : MM. Sauvage (Jean) (p. 5827) : Eeckhoutte (Léon) (p. 5829).

Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique (C. A. D. I. S. T.) : M. Sauvage (Jean) (p. 5828) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5841).

Centre national de la recherche scientifique (C. N. R. S.) : MM. Chazelle (René) (p. 5825) ; Sauvage (Jean) (p. 5827, 5828) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5837) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839, 5840, 5841, 5842).

Conservatoire national des arts et métiers (C. N. A. M.) : M. Bonnefous (Edouard) (p. 5838, 5839, 5845) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5845).

Diplômes : MM. Chazelle (René) (p. 5824) ; Sauvage (Jean) (p. 5827, 5828) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5829) ; Habert (Jacques) (p. 5830) ; Mmes Bidard (Danielle) (p. 5832) ; Saunier-Seïté Alice) (p. 5842, 5847).

Ecole française de Rome : M. Chauvin (Adolphe) (p. 5829) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5847).

Ecole normale supérieure : Mme Bidard (Danielle) (p. 5831) ;

Ecole pratique des hautes études : M. Chazelle (René) (p. 5825) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5842).

Ecoles françaises de l'étranger : M. Habert (Jacques) (p. 5830) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5847).

Ecoles normales : MM. Sauvage (Jean) (p. 5827) : Pontillon (Robert) (p. 5836) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839).

Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (E. S. S. E. C.) : M. Jager (René) (p. 5832) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839).

Enseignants : MM. Chazelle (René) (p. 5824) ; Sauvage (Jean) (p. 5826) ; Habert (Jacques) (p. 5830) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5831) ; M. Noé (Pierre) (p. 5834, 5835) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839, 5843, 5847).

Enseignement (personnels administratifs, techniciens, ouvriers et personnels de service [Atos]) : Mme Bidard (Danielle) (p. 5831).

Enseignement privé (enseignement supérieur) : M. Jager (René) (p. 5832, 5833) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839).

Enseignement supérieur : MM. Chazelle (Jean) (p. 5824) ; Sauvage (Jean) (p. 5827) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5828) ; Martin (Hubert) (p. 5829) ; Habert (Jacques) (p. 5830) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5831, 5832) ; M. Bonnefous (Edouard) (p. 5838) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5842, 5843, 5844, 5845, 5846, 5847).

Etudiants : MM. Chazelle (René) (p. 5825, 5826) ; Sauvage (Jean) (p. 5827) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5828, 5829) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5829) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5831) ; MM. Jager René) (p. 5832) ; Gouteyron (Adrien) (p. 5835) ; Mme Saunier-Seïté (p. 5839, 5842, 5843, 5844, 5846).

Etudiants étrangers : MM. Sauvage (Jean) (p. 5827) ; Jager (René) (p. 5832) ; Mme Saunier-Séïté (Alice) (p. 5846, 5847).

Français de l'étranger : M. Habert (Jacques) (p. 5830).

Français (langue) : Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5842).

Habitation (enseignement) : MM. Chazelle (René) (p. 5824) ; Habert (Jacques) (p. 5830) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5832) ; MM. Gouteyron (Adrien) (p. 5835) ; Delfau (Gérard) (p. 5836) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5842, 5843).

Informatique : Mme Bidard (Danielle) (p. 5831) ; M. Bonnefous (Edouard) (p. 5838) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5840, 5841).

Ingénieurs : M. Martin (Hubert) (p. 5830) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5844).

Instituts français à l'étranger : M. Chazelle (René) (p. 5825).

Laboratoires : M. Chazelle (René) (p. 5825) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5840).

Langues étrangères : M. Habert (Jacques) (p. 5830) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5843).

Musée des sciences et techniques (de La Villette) : M. Chazelle (René) (p. 5825) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5845).

Musées : MM. Chazelle (René) (p. 5825) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5838) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5845, 5846).

Muséum national d'histoire naturelle : M. Chazelle (René) (p. 5825) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5845).

Recherche universitaire : MM. Chazelle (René) (p. 5824, 5825) ; Sauvage (Jean) (p. 5826, 5827) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5829) ; Martin (Hubert) (p. 5829) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5831, 5832) ; MM. Noé (Pierre) (p. 5833, 5834) ; Gouteyron (Adrien) (p. 5835) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839, 5840, 5841, 5842).

Taxe d'apprentissage : M. Jager (René) (p. 5832) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839).

Universités : MM. Chazelle (René) (p. 5824, 5825, 5826) ; Sauvage (Jean) (p. 5826, 5827, 5828) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 5828, 5829) ; Chauvin (Adolphe) (p. 5829) ; Martin (Hubert) (p. 5829, 5830) ; Habert (Jacques) (p. 5830) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5831, 5832) ; MM. Jager (René) (p. 5832, 5833) ; Noé (Pierre) (p. 5833, 5834, 5835) ; Gouteyron (Adrien) (p. 5835) ; Delfau (Gérard) (p. 5836) ; Pontillon (Robert) (p. 5836, 5837) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5837, 5838, 5839, 5845) ; Mme Saunier-Seïté (p. 5839, 5840, 5841, 5842, 5843, 5844, 5845, 5846, 5847).

Universités (administration) : M. Eeckhoutte (Léon) (p. 5829) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 5832) ; M. Delfau (Gérard) (p. 5836) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5839).

Universités (ministère des) : Mme Bidard (Danielle) (p. 5832).

Vincennes (université de) : MM. Delfau (Gérard) (p. 5836) ; Pontillon (Robert) (p. 5837) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5837) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 5846).

Examen des crédits [5 décembre 1980] (p. 5848, 5851) : *MM. Paul Séramy, au nom de la commission des affaires culturelles ; René Chazelle, rapporteur spécial ; Mme Alice Saunier-Seïté, ministre ; MM. Pierre Noé, Gérard Delfau, Adrien Gouteyron, Franck Sérusclat.*

Etat B. — TITRE III (p. 5848).

Rejetés : amendement n° 213 de M. Paul Séramy, au nom de la commission des affaires culturelles : réduction indicative des crédits du titre III concernant le nombre de postes d'élève des écoles normales supérieures (p. 5850 ; scrutin public n° 72 ; liste des votants p. 5896, 5897). — Amendement n° 281 de M. Pierre Noé : réduction indicative des crédits du titre III concernant la transformation d'emplois de technicien principal en emplois d'ingénieur au titre de la recherche universitaire (p. 5851 ; scrutin public n° 73 ; liste des votants p. 5897, 5898). — Les crédits sont adoptés (p. 5851 ; scrutin public n° 74 ; liste des votants p. 5898, 5899).

TITRE IV : adopté (p. 5851).

Etat C. — TITRES V ET VI : adoptés (p. 5851).

IMPRIMERIE NATIONALE

(BUDGET ANNEXE)

Discussion [8 décembre 1980] (p. 6051, 6052) : *MM. Camille Vallin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Parmantier, Maurice Papon, ministre du budget.*

Annuaire téléphonique : MM. Vallin (Camille) (p. 6051) ; Papon (Maurice) (p. 6052).

Ouvriers d'état : MM. Vallin (Camille) (p. 6051) ; Papon (Maurice) (p. 6052).

Imprimerie nationale : MM. Vallin (Camille) (p. 6051, 6052) ; Parmantier (Bernard) (p. 6051) ; Papon (Maurice) (p. 6051, 6052).

Investissements : MM. Vallin (Camille) (p. 6051) ; Papon (Maurice) (p. 6052).

Mensualisation (salaires) : MM. Vallin (Camille) (p. 6051) ; Papon (Maurice) (p. 6052).

Sous-traitance : MM. Vallin (Camille) (p. 6051) ; Papon (Maurice) (p. 6052).

Télématique : MM. Vallin (Camille) (p. 6051) ; Papon (Maurice) (p. 6052).

Examen de crédits [8 décembre 1980] (p. 6052).

Crédits figurant à l'article 18 (*Services votes*). — Adoptés (p. 6052).

Crédits figurant à l'article 19 (*Mesures nouvelles*). — Adoptés (p. 6052).

JOURNAUX OFFICIELS

(BUDGET ANNEXE)

Discussion [7 décembre 1980] (p. 6010, 6011) : *MM. Anicet Le Pors, en remplacement de M. Paul Jargot, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.*

Bulletin des Annonces légales obligatoires (B.A.L.O.) : M. Dominati (Jacques) (p. 6010).

Journaux officiels : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6010) ; Dominati (Jacques) (p. 6010, 6011).

Photocomposition : MM . Le Pors (Anicet) (p. 6010) ; Dominati (Jacques) (p. 6010).

Sous-traitance : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6010) ; Dominati (Jacques) (p. 6010).

Examen des crédits [7 décembre 1980] (p. 6011).

Crédits figurant à l'article 18 (*Services votes*). — Adoptés (p. 6011).

Crédits figurant à l'article 19 (*Mesures nouvelles*). — Adoptés (p. 6011).

LEGION D'HONNEUR
ET ORDRE DE LA LIBERATION

(BUDGET ANNEXE)

1° LÉGION D'HONNEUR. — **Discussion** [4 décembre 1980] (p. 5751, 5753) : *MM. René Chazelle, rapporteur spécial de la commission des finances ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice.*

Anciens combattants (Légion d'honneur) : MM. Chazelle (René) (p. 5751) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5752).

Légion d'honneur (Ordre de la) : MM. Chazelle (René) (p. 5751) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5752).

Légion d'honneur (maison d'éducation) : MM. Chazelle (René) (p. 5751) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5752).

Légion d'honneur (musée) : M. Peyrefitte (Alain) (p. 5752).

Médaille militaire : MM. Chazelle (René) (p. 5751) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5752).

Examens des crédits (p. 5753).

Crédits figurant à l'article 18 (*Services votés*). — Adoptés (p. 5753).

Crédits figurant à l'article 19 (*Mesures nouvelles*). — Adoptés (p. 5753).

2° ORDRE DE LA LIBÉRATION. — **Discussion** [4 décembre 1980) (p. 5753) : *MM. René Chazelle, rapporteur spécial de la commission des finances ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice.*

Ordre de la Libération (personnel et locaux) : MM. Chazelle (René) (p. 5753) ; Peyrefitte (Alain) (p. 5753).

Examen des crédits (p. 5753).

Crédits figurant à l'article 18 (*Services votés*). — Adoptés (p. 5753).

Crédits figurant à l'article 19 (*Mesures nouvelles*). — Adoptés (p. 5753).

MONNAIES ET MEDAILLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion [24 novembre 1980] (p. 5225, 5226) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial de la commission des finances ; René Monory, ministre de l'économie.*

Médailles : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5225) ; Monory (René) (p. 5226).

Mensualisation (des salaires) ; MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5225) ; Monory (René) (p. 5226).

Monnaies : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5225) ; Monory (René) (p. 5225, 5226).

Monnaies et médailles (administration des) : MM. Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5225) ; Monory (René) (p. 5226).

Examen des crédits [24 novembre 1980] (p. 5226).

Crédits figurant à l'article 18 (*Services votés*). — Adoptés (p. 5226).

Crédits figurant à l'article 19 (*Mesures nouvelles*). — Adoptés (p. 5226).

Voir : RAPPELS AU RÈGLEMENT, **29.**

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

(BUDGET ANNEXE)

Discussion [2 décembre 1980] (p. 5610, 5642) : *MM. Louis Perrein, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jean-Marie Rausch, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Louis Souvet, Louis de la Forest, Fernand Lefort, Marcel Gargar, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Charles Ferrant, Jean Mercier, René Regnault, Charles Pasqua, Albert Voilquin, Jean Colin, Max Lejeune, Jean-Pierre Fourcade ; Pierre Ribes, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion ; Etienne Dailly.*

Auxiliariat : MM. Rausch (Jean-Michel) (p. 5615) ; Ribes (Pierre) (p. 5629).

Caisse nationale d'épargne : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 5613) ; Dailly (Etienne) (p. 5633).

Chèques postaux : MM. Perrein (Louis) (p. 5610) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5613) ; Ferrant (Charles) (p. 5620) ; Ribes (Pierre) (p. 5632).

Compagnie générale de constructions téléphoniques (C.G.C.T.) : MM. Pasqua (Charles) (p. 5623, 5624) ; Ribes (Pierre) (p. 5631).

Départements d'outre-mer : MM. Gargar (Marcel) (p. 5618) ; Lefort (Fernand) (p. 5618) ; Ribes (Pierre) (p. 5629).

Emploi : MM. Perrein (Louis) (p. 5611) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5613, 5615) ; Lefort (Fernand) (p. 5618) ; Regnault (René) (p. 5622, 5623) ; Pasqua (Charles) (p. 5623).

Informatique : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 5614, 5616) ; Souvet (Louis) (p. 5617) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5626, 5627) ; Ribes (Pierre) (p. 5630, 5631).

Informatique (Industrie) : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 5614) ; Souvet (Louis) (p. 5617) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5626) ; Ribes (Pierre) (p. 5630).

Investissements : MM. Perrein (Louis) (p. 5611) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5615).

Monopole (Postes) : MM. Max Lejeune (p. 5625) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5627, 5628).

Postes : MM. Perrein (Louis) (p. 5610, 5611, 5612) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5613) ; Forest (Louis de la) (p. 5617) ; Lefort (Fernand) (p. 5618) ; Ferrant (Charles) (p. 5620) ; Mercier (Jean) (p. 5621) ; Regnault (René) (p. 5621) ; Pasqua (Charles) (p. 5623) ; Voilquin (Albert) (p. 5624) ; Colin (Jean) (p. 5624, 5625) ; Max Lejeune (p. 5625, 5626) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5626) ; Ribes (Pierre) (p. 5631, 5632).

Postes et télécommunications : MM. Perrein (Louis) (p. 5610, 5611, 5612) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5613, 5614, 5615, 5616) ; Souvet (Louis) (p. 5616, 5617) ; Forest (Louis de la) (p. 5617) ; Lefort (Fernand) (p. 5617, 5618, 5619) ; Gargar (Marcel) (p. 5618) ; Ferrant (Charles) (p. 5619, 5620) ; Mercier (Jean) (p. 5620) ; Regnault (René) (p. 5621, 5622, 5623) ; Pasqua (Charles) (p. 5623, 5624) ; Voilquin (Albert) (p. 5624) ; Colin (Jean) (p. 5624, 5625) ; Max Lejeune (p. 5625, 5626) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5625, 5626) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5627, 5628, 5631) ; Ribes (Pierre) (p. 5628, 5629, 5630, 5631, 5632) ; Dailly (Etienne) (p. 5632, 5633).

Postes et télécommunications (Sociétés filiales) : MM. Perrein (Louis) (p. 5612) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5614) ; Lefort (Fernand) (p. 5618) ; Ribes (Pierre) (p. 5631).

Postes (Sécurité des personnels) : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 5614) ; Ribes (Pierre) (p. 5632).

Postiers : MM. Perrein (Louis) (p. 5611) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5615) ; Lefort (Fernand) (p. 5618, 5619) ; Ferrant (Charles) (p. 5620) ; Regnault (René) (p. 5622) ; Voilquin (Albert) (p. 5624) ; Colin (Jean) (p. 5625) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5627) ; Ribes (Pierre) (p. 5628, 5629, 5632).

Presse : MM. Perrein (Louis) (p. 5610) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5614); Ferrant (Charles) (p. 5620); Régnault (René) (p. 5621); Bonnefous (Edouard) (p. 5628) ; Ribes (Pierre) (p. 5630, 5632).

Radio Maritime (Antilles) : MM. Gargar (Marcel) (p. 5618) ; Ribes (Pierre) (p. 5629).

Satellites : MM. Perrein (Louis) (p. 5612).

Tarifs (postaux) : MM. Perrein (Louis) (p. 5610) ; Max Lejeune (p. 5626) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5628) ; Ribes (Pierre) (p. 5632) ; Dailly (Etienne) (p. 5632).

Télécommunications : MM. Perrein (Louis) (p. 5610, 5611) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5613, 5614) ; Ferrant (Charles) (p. 5619, 5620) ; Régnault (René) (p. 5621, 5622) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5626) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5628) ; Ribes (Pierre) (p. 5629, 5630, 5632).

Télédiffusion de France (T.D.F.) : MM. Perrein (Louis) (p. 5610).

Télématique : MM. Perrein (Louis) (p. 5612) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5513, 5614, 5615) ; Souvet (Louis) (p. 5616, 5617) ; Lefort (Fernand) (p. 5618) ; Ferrant (Charles) (p. 5620) ; Régnault (René) (p. 5621, 5622, 5623) ; Pasqua (Charles) (p. 5624) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5626, 5627) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5628, 5631) ; Ribes (Pierre) (p. 5630, 5631).

Téléphone : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 5613, 5615) ; Ferrant (Charles) (p. 5619, 5620) ; Mercier (Jean) (p. 5620) ; Régnault (René) (p. 5622) ; Pasqua (Charles) (p. 5623) ; Voilquin (Albert) (p. 5624) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5628) ; Ribes (Pierre) (p. 5629).

Téléphone (Annuaire électronique) : MM. Perrein (Louis) (p. 5612) ; Voilquin (Albert) (p. 5624) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 5626) ; Bonnefous (Edouard) (p. 5628) ; Ribes (Pierre) (p. 5630).

Téléphone (Facturation) : MM. Forest (Louis de la) (p. 5617) ; Ribes (Pierre) (p. 5630).

Téletel : MM. Perrein (Louis) (p. 5612) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 5614).

Tri postal : MM. Perrein (Louis) (p. 5611) ; Voilquin (Albert) (p. 5624) ; Ribes (Pierre) (p. 5631).

Vélizy (Expérience télématique) : MM. Souvet (Louis) (p. 5616) ; Ribes (Pierre) (p. 5630).

Zones rurales : MM. Forest (Louis de la) (p. 5617) ; Lefort (Fernand) (p. 5618) ; Ferrant (Charles) (p. 5620) ; Regnault (René) (p. 5621) ; Voilquin (Albert) (p. 5624) ; Colin (Jean) (p. 5625); Max Lejeune (p. 5626); Ribes (Pierre) (p. 5629, 5632).

Examen des crédits [2 décembre 1980] (p. 5633, 5642) : *Mme Brigitte Gros, MM. Pierre Ribes, secrétaire d'Etat ; Louis Perrein, rapporteur spécial ; Fernand Lefort, Maurice Blin, rapporteur général ; Raymond Bourgine, Jean Mercier, Adolphe Chauvin, Etienne Dailly, Louis Virapoullé, André Méric, Christian Poncelet, Max Lejeune.*

Crédits figurant à l'article 18 (*Budgets annexes. — Services votés*). — Adoptés (p. 5633).

Crédits figurant à l'article 19 (*Budgets annexes. — Mesures nouvelles*) (p. 5633).

Adopté : amendement n° 240 de M. Pierre Rives, secrétaire d'Etat : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la construction de la tour hertzienne de Lyon-Lacassagne (p. 5638).

Rejetés : amendement n° 218 de M. Louis Perrein, rapporteur spécial : réduction des autorisations de programme relatives à la mise en œuvre d'expériences de télématique (p. 5638) ; amendement n° 231 de M. Fernand Lefort : réduction des autorisations de programme relatives à la mise en œuvre d'expériences de télématique (p. 5638 ; scrutin public n° 65 ; liste des votants p. 5669, 5670) ; amendement n° 230 de M. Fernand Lefort : réduction des autorisations de programme visant le remplacement des voitures par des cyclomoteurs ou des vélomoteurs (p. 5639) ; amendement n° 232 de M. Fernand Lefort : réduction des crédits de paiement relatifs au paiement par les P. T. T. de la T. V. A. due aux sociétés de financement (p. 5639). — Les crédits figurant à l'article 19 sont adoptés, ainsi modifiés (p. 5639 ; scrutin public n° 66 ; liste des votants p. 5670).

Après l'article 48 (p. 5639).

Retiré : amendement n° 228 (art. additionnel) de M. Louis Perrein, rapporteur spécial : présentation annuelle d'un rapport gouvernemental sur le fonctionnement des sociétés filiales des P. T. T. (p. 5642).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

(BUDGET ANNEXE)

Discussion [26 novembre 1980] (p. 5316, 5328) : *MM. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances ; Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Jean Gravier, rapporteur ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture ; Michel Moreigne, Paul Girod, Pierre Louvot, Hubert d'Andigné, Paul Jargot, Pierre Tajan, Maurice Schumann.*

Aide ménagère : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 5318, 5324) ; Moreigne (Michel) (p. 5320) ; Louvot (Pierre) (p. 5322) ; Andigné (Hubert d') (p. 5322).

Assurance maladie des exploitants agricoles (Amexa) : MM. Schwint (Robert) (p. 5318) ; Louvot (Pierre) (p. 5322).

Assurance veuvage : M. Schwint (Robert) (p. 5318).

Démographie : MM. Schwint (Robert) (p. 5318) ; Andigné (Hubert d') (p. 5322) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5324).

Elevage : M. Andigné (Hubert d') (p. 5322).

Entreprises : M. Girod (Paul) (p. 5321).

Exploitations agricoles : MM. Girod (Paul) (p. 5321) ; Jargot (Paul) (p. 5323, 5325) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5325).

Exploitations agricoles (conjoints) : M. Louvot (Pierre) (p. 5322).

Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (F. A. S. A. S. A.) : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 5324).

Fonds complémentaire d'action sociale (Focoma) : MM. Schwint (Robert) (p. 5318) ; Moreigne (Michel) (p. 5320) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5324).

Fonds national de solidarité (F. N. S.) : MM. Schwint (Robert) (p. 5318) ; Moreigne (Michel) (p. 5321).

Importations : M. Jargot (Paul) (p. 5323, 5325).

Investissements : M. d'Andigné (Hubert) (p. 5322).

Mutualité sociale agricole : MM. Torre (Henri) (p. 5316) ; Girod (Paul) (p. 5321).

Prestations sociales agricoles : MM. Torre (Henri) (p. 5316, 5317) ; Schwint (Robert) (p. 5317, 5318) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5319, 5320, 5324, 5325) ; Moreigne (Michel) (p. 5320, 5321) ; Girod (Paul) (p. 5321, 5325) ; Louvot (Pierre) (p. 5321, 5322) ; d'Andigné (Hubert) (p. 5322) ; Jargot (Paul) (p. 5322, 5323, 5325) ; Tajan (Pierre) (p. 5323, 5324) ; Schumann (Maurice) (p. 5324).

Prestations sociales agricoles (cotisations) : MM. Torre (Henri) (p. 5316, 5317) ; Schwint (Robert) (p. 5317, 5318) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5319, 5320, 5324) ; Moreigne (Michel) (p. 5320) ; d'Andigné (Hubert) (p. 5322) ; Jargot (Paul) (p. 5322, 5323) ; Tajan (Pierre) (p. 5323) ; Schumann (Maurice) (p. 5324).

Retraites agricoles : MM. Torre (Henri) (p. 5316) ; Schwint (Robert) (p. 5318) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5318, 5320) ; Moreigne (Michel) (p. 5320) ; Louvot (Pierre) (p. 5321) ; d'Andigné (Hubert) (p. 5322) ; Jargot (Paul) (p. 5323).

Revenus agricoles : MM. Torre (Henri) (p. 5316) ; Schwint (Robert) (p. 5318) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5319, 5324) ; Moreigne (Michel) (p. 5320) ; Louvot (Pierre) (p. 5321) ; d'Andigné (Hubert) (p. 5322) ; Jargot (Paul) (p. 5322, 5323) ; Tajan (Pierre) (p. 5323) ; Schumann (Maurice) (p. 5324).

Sucre : MM. Girod (Paul) (p. 5321, 5325) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5324, 5325) ; Schumann (Maurice) (p. 5324).

Sécurité sociale (financement) : M. Tajan (Pierre) (p. 5324).

Taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties : MM. Schwint (Robert) (p. 5318) ; Moreigne (Michel) (p. 5321).

Taxe sur la betterave : MM. Schwint (Robert) (p. 5318) ; Moreigne (Michel) (p. 5320) ; Girod (Paul) (p. 5321, 5325) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5324, 5325) ; Schumann (Maurice) (p. 5324).

Taxe sur le manioc : MM. Schwint (Robert) (p. 5318) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5324) ; Jargot (Paul) (p. 5325).

Taxe sur les huiles alimentaires : M. Louvot (Pierre) (p. 5322).

Taxe sur les produits de substitution des céréales : MM. Girod (Paul) (p. 5321) ; Louvot (Pierre) (p. 5322) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 5324).

Examen des crédits [26 novembre 1980] (p. 5325, 5328) : *MM. Louis de La Forest, Pierre Méhaignerie, ministre ; Jean Chamant, en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur spécial ; Roland du Luart, Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Paul Jargot, Pierre Louvot, Michel Moreigne.*

Crédits figurant à l'article 18 (*Budgets annexes. — Services votés*) : adoptés (p. 5325).

Crédits figurant à l'article 19 (*Budgets annexes. — Mesures nouvelles*) : adoptés (p. 5325).

Après l'article 46 (p. 5325).

Retiré : amendement n° 199 (art. additionnel) de M. Louis de La Forest : attribution de l'indemnité viagère de départ aux agriculteurs âgés de cinquante ans (p. 5326).

Après l'article 49 (p. 5326).

Adopté : amendement n° 181 (art. additionnel) de M. Roland du Luart : maternité ou adoption et allocation de remplacement aux agricultrices, mode de financement, détermination par le Conseil d'Etat de la période de remplacement et de la durée maximale d'attribution ; services ménagers pour les personnes âgées et création d'un fonds additionnel d'action sociale, mode de financement (p. 5328) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 5328).

ARTICLES DE LA DEUXIEME PARTIE : ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion [9 décembre 1980] (p. 6079, 6131) : *MM. Maurice Papon, ministre du budget ; Stéphane Bonduel, Jean-Paul Hammann, Henri Duffaut. Maurice Blin, rapporteur général ; Paul Robert, Anicet Le Pors, Louis de la Forest, Camille Vallin, Paul Jargot, Jean-Pierre Blanc, Pierre Carous, Jacques Descours Desacres, Christian de La Malène, Louis Perrein, Charles Beaupetit, Alfred Gérin, Jacques Carat, Jacques Eberhard, Philippe de Bourgoing, Jean Béranger, Bernard Legrand, Franck Sérusclat, Mme Cécile Goldet, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Pierre Schiélé, Francis Palmero, Raymond Dumont, Richard Pouille, Jean Francou, Christian Poncelet, Adolphe Chauvin, Paul Malassagne, au nom de la commission des finances ; Jean-Pierre Blanc, Jacques Genton, Philippe Machefer, Michel Darras.*

Article 12 (*Budget général, services votés*). — Adopté (p. 6079).

Article 13 et état B (*Budget général, mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services civils*) (p. 6079). — Adoptés (p. 6080).

Article 14 et état C (*Budget général, mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services civils*) (p. 6080). — Adoptés (p. 6081).

Article 18 (*Budgets annexes. — Services votés*). — Adopté (p. 6082).

Article 19 (*Budgets annexes. — Mesures nouvelles*). — Adopté (p. 6082).

Article 17 et état D (*Budget général. — Autorisations d'engagement par anticipation*). — Adopté (p. 6082).

Article 30 et état E (*Perception des taxes parafiscales*) (p. 6083). — Adoptés (p. 6096).

Article 31 et état F (*Crédits évaluatifs*). — Adoptés (p. 6097).

Article 32 et état G (*Crédits provisionnels*). — Adoptés (p. 6098).

Article 33 et état H (*Report de crédits*) (p. 6099). — Adoptés (p. 6100).

Article 38 (*Reconduction du régime d'électrification rurale en 1981*) (p. 6101).

Retirés : amendements n° 243 de M. Stéphane Bonduel et n° 244 de MM. René Tomasini et Jean Chérioux, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : reconduction pour la durée du VIII[e] Plan des participations du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale (p. 6101).

Rejeté : amendement n° 284 de M. Henri Duffaut, semblable aux deux amendements n[os] 243 et 244, retirés : reconduction pour la durée du VIII[e] Plan des participations du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale (p. 6101) ;

— l'article 38 est adopté (p. 6102).

Avant l'article 40 *bis* (p. 6102).

Rejeté : amendement n° 268 (art. additionnel) de M. Paul Robert, retiré et repris par M. Henri Duffaut : actualisation des abattements à opérer pour la perception des droits de mutation à titre gratuit (p. 6103).

Retiré : amendement n° 268 (art. additionnel) de M. Paul Robert : actualisation des abattements à opérer pour la perception des droits de mutation à titre gratuit (p. 6103).

Article 40 *bis* (*Abrogation du prélèvement conjoncturel*). — Adopté (p. 6103).

Après l'article 40 *bis* (p. 6103).

Retiré : amendement n° 304 (art. additionnel) de M. Louis de la Forest : actualisation des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires (p. 6104).

Irrecevable (article 40 de la Constitution) : amendement n° 304 (art. additionnel) de M. Louis de la Forest, repris par M. Paul Jargot : actualisation des seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires (p. 6104).

Article 41 (*Option des sociétés à responsabilité limitée de famille pour le régime fiscal de sociétés de personnes*) (p. 6104).

Adoptés : amendement n° 246 de M. Pierre Carous : sociétés de personnes industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et sœurs et conjoints ; option pour le régime fiscal des sociétés de capitaux et possibilité d'y renoncer (p. 6105) ; amendement n° 359 de M. Maurice Papon, ministre : sociétés à responsabilité limitée industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et sœurs et conjoints ; option pour le régime fiscal des sociétés de personnes et absence d'effets sur les différents régimes de sécurité sociale des associés (p. 6105).

Retiré : amendement n° 245 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Jean-Pierre Blanc : sociétés à responsabilité limitée industrielles, commerciales ou artisanales formées entre parents en ligne directe, frères et sœurs et conjoints ; possibilité d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes ou pour l'adhésion à un centre de gestion agréé (p. 6105) ;

— l'article 41, ainsi modifié, est adopté (p. 6105).

Après l'article 41 (p. 6105).

Retiré : amendement n° 247 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Hammann : application du régime des traitements et salaires aux rémunérations des gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée (p. 6105).

Article 42 (*Majorations forfaitaires des valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties*) (p. 6106).

Adopté : amendement n° 356 de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian de La Malène : valeur locative moyenne et majoration des abattements fixés en valeur absolue par application du coefficient appliqué pour les propriétés bâties (p. 6109).

Rejeté : amendement n° 322 de M. Paul Jargot : harmonisation de l'évolution des bases des taxes professionnelles, d'habitation, foncières bâties et foncières non bâties (p. 6108).

Retiré : amendement n° 226 de M. Jacques Descours Desacres : principe de l'actualisation des valeurs locatives, à partir de 1982, par départements et par catégories d'immeubles (p. 6107).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 321 de M. Camille Vallin : absence de prise en compte des garages dans le calcul de la valeur locative moyenne (p. 6108) ;

— l'article 42, ainsi modifié, est adopté (p. 6109).

Après l'article 42 (p. 6109).

Adoptés : amendement n° 248 (art. additionnel) de M. Louis Perrein : impôts locaux et fractionnement en trois parties ; contribution exigible (p. 6110) ; amendement n° 249 (art. additionnel) de M. Charles Beaupetit, retiré par celui-ci et repris par M. Henri Duffaut : application aux gazoducs et oléoducs de la fiscalité directe locale relative aux pylônes électriques (p. 6112) ; amendement n° 306 (art. additionnel) de M. Jacques Carat : taxe d'habitation et application progressive de l'abattement général et spécial à la base (p. 6113).

Retiré : amendement n° 249 (art. additionnel) de M. Charles Beaupetit : application aux gazoducs et oléoducs de la fiscalité directe locale relative aux pylônes électriques (p. 6112) ; sous-amendement n° 360 de M. Alfred Gérin : caractéristiques techniques des gazoducs et oléoducs concernés (p. 6112).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : sous-amendement n° 358 de M. Paul Jargot à l'amendement n° 249 de M. Charles Beaupetit repris par M. Henri Duffaut : suppression des dispositions concernant la révision et la perception de l'imposition ; octroi d'une subvention exceptionnelle aux communes recevant des établissements universitaires bénéficiant d'une exonération permanente d'imposition (p. 6112) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 6110, 6112 et 6113).

Article 42 *bis* (*Taxe communale sur les emplacements publicitaires*) (p. 6113).

Adoptés : amendement n° 305 de M. Jacques Carat : création par les conseillers municipaux d'une taxe annuelle assise sur la superficie des emplacements publicitaires (p. 6114) ; amendement n° 326 de M. Jean-François Pintat, soutenue par M. Philippe de Bourgoing : exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements dépendant des concessions municipales d'affichage (p. 6114) ; amendement n° 307 de M. Jacques Carat : fixation du barème de la taxe sur les emplacements publicitaires en fonction de leur nature (p. 6116).

Rejetés : amendement n° 357 de M. Paul Jargot : création par les conseils municipaux d'une taxe annuelle assise sur la superficie affichable (p. 6114) ; amendement n° 324 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot : exonération de la taxe sur les emplacements publicitaires pour les emplacements recevant des plans, des informations ou des annonces (p. 6114).

Deviennent sans objet : amendements n° 250 de M. Henri Duffaut et n° 323 de M. Paul Jargot : cas de majoration de la taxe sur les emplacements publicitaires (p. 6116) ;

— l'article 42 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 6116).

Après l'article 42 *bis* (p. 6116).

Adopté : amendement n° 313 (art. additionnel) de M. Bernard Legrand : taxe d'espace vert ; fixation par le conseil général dans la limite de 2 p. 100 (p. 6118).

Retirés : amendement n° 311 (art. additionnel) de M. Jean Béranger : établissement des bases de la fiscalité directe locale au 1er octobre de l'année précédant l'année d'imposition (p. 6117) ; amendement n° 314 (art. additionnel) de M. Franck Sérusclat : possibilité d'option d'un taux unique pour la taxe sur les salaires pour les associations sans but lucratif à caractère socio-culturel ou consacrée à l'éducation populaire (p. 6118) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6118).

Article 43 (*Reconduction pour un an des dispositions fiscales prévues pour l'amélioration des structures industrielles et de diverses mesures temporaires venant à expiration le 31 décembre 1980*) (p. 6118).

Rejeté : amendement n° 325 de M. Anicet Le Pors : non-reconduction des mesures d'incitation fiscale à l'investissement prises en faveur des entreprises (p. 6119) ;

— l'article 43 est adopté (p. 6119).

Après l'article 43 (p. 6119).

Retiré : amendement n° 349 (art. additionnel) de M. Jean Béranger : application rétroactive aux parcs zoologiques de l'exonération pour les billets d'entrée du droit de timbre des quittances (p. 6121).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 341 (art. additionnel) de Mme Cécile Goldet : enfants handicapés et abattement supplémentaire au titre de l'impôt sur le revenu ; compensation de recettes (p. 6120).

Article 43 *ter* (*Ressources des établissements publics régionaux*) (p. 6121).

Adoptés : amendement n° 302 de M. Maurice Blin, rapporteur général : intégration dans le plafond de ressources fiscales des établissements publics régionaux des taxes sur les cartes grises, le permis de conduire et les droits de mutation (p. 6122) ; amendement n° 253 de M. Maurice Blin, rapporteur général : fixation d'un plafond de l'évolution du montant par habitants des ressources fiscales de l'établissement public régional (p. 6122) ; amendement n° 340 de M. Pierre Schiélé : excédent de perception pour les ressources fiscales de l'établissement public régional ; report sur l'exercice suivant (p. 6123).

Rejetés : amendement n° 252 de M. Henri Duffaut : indexation du montant maximum des impôts perçus par l'établissement public régional sur les prix à la consommation (p. 6122) ; amendement n° 299 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Pierre Schiélé : fixation d'une limite à la part des droits de mutation par rapport à l'ensemble des ressources fiscales régionales (p. 6124) ;

— l'article 43 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 6124).

Après l'article 43 quater (p. 6124).

Adopté : amendement n° 254 (art. additionnel) de M. Richard Pouille : modification des plafonds annuels de la taxe spéciale d'équipement des établissements fonciers de la métropole lorraine et de la basse Seine (p. 6125).

Retiré : amendement n° 271 (art. additionnel) de MM. Jean Francou et Jean-Marie Bouloux : extension aux associations sportives d'entreprises du bénéfice de la déduction du millième (p. 6125) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6125).

Après l'article 44 bis (p. 6125).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 255 (art. additionnnel) de MM. Christian Poncelet et Jean-Paul Hammann ; passage de l'imposition du forfait à l'imposition aux bénéfices réels ; adhésion à un centre de gestion agréé et maintien provisoire du régime du forfait (p. 6127) ; amendement n° 256 (art. additionnel) de M. Christian Poncelet et Jean-Paul Hammann ; régime transitoire du forfait et rôle des centres de gestion agréés (p. 6127) ; amendement n° 257 (art. additionnel) de MM. Christian Poncelet et Jean-Paul Hammann : bénéfice du régime du forfait transitoire et présomption du choix de l'imposition au bénéfice réel (p. 6127) ; Amendement n° 258 (art. additionnel) de M. Christian Poncelet et Jean-Paul Hammann : pouvoir des centres de gestion d'établir les déclarations fiscales pour leurs adhérents soumis au régime réel ou bénéficiant du régime forfait transitoire (p. 6127).

Article 49 (*Récapitulatif de l'effort budgétaire et financier des départements ministériels*) (p. 6127).

Adopté : amendement n° 296 de M. Paul Malassagne, au nom de la commission des affaires économiques : dispersion du financement budgétaire d'un département ministériel ; présentation en annexe du projet de loi de finances d'un récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré au secteur concerné (p. 6127) ;

— l'article 49, ainsi modifié, est adopté (p. 6127).

Après l'article 49 (p. 6127).

Retirés : amendement n° 270 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Blanc : remboursement de la T. V. A. sur les fonds de concours des collectivités locales lorsque le maître-d'œuvre est l'Etat (p. 6128) ; amendement n° 260 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Hammann : augmentation du taux maximum de la cotisation uniforme prévue par le régime d'assurances accidents agricoles applicable dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle (p. 6128) ; amendement n° 272 (art. additionnel) de MM. Jacques Genton et Francis Palmero : dépôt d'un projet de loi sur l'harmonisation des conditions de concession des pensions d'invalidité aux retraités militaires (p. 6130) ; amendement n° 273 (art. additionnel) de MM. Jacques Genton et Francis Palmero : cas des personnels et des ayants cause admis au bénéfice d'une retraite proportionnelle avant le 1er décembre 1964 (p. 6130) ; amendement n° 274 (art. additionnel) de MM. Jacques Genton et Francis Palmero : levée pour une durée déterminée de la forclusion en matière de rappel de droits à l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne aux militaires (p. 6130) ; amendement n° 275 (art. additionnnel) de MM. Jacques Genton et Francis Palmero : principe et modalités d'application du remodelage des échelles de solde applicables aux sous-officiers de carrière et servant sous contrat (p. 6130) ; amendement n° 276 (art. additionnel) de MM. Jacques Genton et Francis Palmero : augmentation du taux de la pension de réversion prévue par la loi du 26 décembre 1964 (p. 6130) ; amendement n° 277 (art. additionnel) de MM. Jacques Genton et Francis Palmero : garantie du droit au travail pour les militaires admis d'office ou sur leur demande à la retraite avant l'âge légal (p. 6131).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 270 (art. additionnel) de M. Jean-Pierre Blanc, retiré, et repris par M. Henri Duffaut : remboursement de la T. V. A. sur les fonds de concours des collectivités locales lorsque le maître d'œuvre est l'Etat (p. 6128) ; amendement n° 274 (art. additionnel) de MM. Jacques Genton et Francis Palmero, retiré, et repris par M. Michel Darras : levée pour une durée déterminée de la forclusion en matière de rappel de droits à l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne aux militaires (p. 6130).

Seconde délibération :

Demande de seconde délibération [9 décembre 1980] (p. 6131) : *MM. Maurice Papon, ministre du budget ; Maurice Blin, rapporteur général ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.*

Examen des articles faisant l'objet d'une seconde délibération [9 décembre 1980] (p. 6132, 6134) : *MM. Maurice Papon, ministre ; Maurice Blin, rapporteur général ; André Méric, Fernand Lefort, Henri Duffaut, Anicet Le Pors.*

Article 3 et état B (p. 6133). — Amendements de M. Maurice Papon, ministre du budget : n° 362 : majoration des crédits du titre IV concernant l'institut de technologie de Shangai ; n° 363 : majoration des crédits du titre III consacrés à la maintenance et à l'entretien des bâtiments d'enseignement agricole ; n° 364 : majoration des crédits du titre IV relatifs au financement des actions d'enseignement menées par les foyers ruraux ; n° 365 : rétablissement des crédits du titre IV relatifs aux anciens combattants ; n° 366 : majoration des crédits du titre IV concernant les pensions d'invalidité ; n° 367 : majoration des crédits du titre IV relatifs à la coopération culturelle et sociale destinés aux subventions aux villes jumelées ; n° 368 : majoration des crédits du titre IV relatifs à l'animation en milieu rural ; n° 369 : rétablissement des crédits du titre IV relatifs aux charges communes (p. 6133) ; n° 370 : majoration des crédits du titre IV concernant les actions de l'association « coopération et aménagement » ; n° 371 : majoration des crédits du titre III relatifs au « franc-élève » ; n° 372 : majoration des crédits du titre III concernant le matériel de bureau du secrétariat général de la défense nationale ; n° 373 : majoration des crédits du titre IV concernant les rentes mutualistes des anciens combattants (p. 6134).

Article 14 et état C (p. 6134). — Amendement de M. Maurice Papon, ministre du budget : n° 374 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V concernant les équipements de l'enseignement agricole ; n° 375 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI relatifs à la constitution d'équipements légers de création et de diffusion et à l'aide aux collectivités locales pour la conservation des édifices culturels non protégés ; n° 376 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI destinés aux constructions scolaires du second degré ; n° 377 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI relatifs à l'aide au développement de la recherche industrielle dans le domaine des économies d'énergie et des automobiles ; n° 378 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI concernant les subventions aux collectivités locales pour les travaux sur la voirie urbaine, communale et en matière d'assainissement urbain ; n° 379 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V destinés à la rénovation du matériel du réseau d'alerte du secrétariat général de la défense nationale ; n° 380 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V relatifs aux grosses réparations des voies navigables ; n° 381 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI destinés à l'équipement hospitalier ; n° 382 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V destinés à la rénovation des bâtiments de l'école pratique des hautes études (p. 6134).

Avant l'article 44 (p. 6134). — Amendement de M. Maurice Papon, ministre du budget : n° 383 (art. additionnel) : perception à 57 ans des pensions d'invalidité au taux spécial perçues par les veuves de guerre non soumises à l'impôt sur le revenu (p. 6134).

Article 11 et état A (p. 6134). — Amendement de coordination n° 361 de M. Maurice Papon, ministre du budget (p. 6134).

Explications de vote :

— *Mme Hélène Luc* (p. 6135) : attachement des communistes au combat pour faire triompher les revendications populaires. Profondeur de la crise ; inflation, chômage et inefficacité du troisième pacte pour l'emploi. Aggravation de la situation des familles ; importance des demandes d'aide portant sur l'alimentation et action du secours catholique ; déficit du commerce extérieur ; abaissement de la France dans le monde ; insuffisance du budget de 1981 ; lutte des communistes et satisfaction de quelques revendications ; discussion sur le projet du VIII[e] Plan ; (p. 6136) : plan de lutte présenté par Georges Marchais ; refus d'imposer les nantis et les entreprises bénéficiaires ; vote défavorable du groupe communiste.

— *M. Adolphe Chauvin* (p. 6136) : caractère périmé de la procédure budgétaire ; demande de la tenue pendant l'intersession de journées de réflexion sur ce sujet ; remise en cause de la loi organique réglant la discussion budgétaire ; timidité du budget de 1981 ; chasse aux dépenses improductives ; incitation à l'investissement productif ; extension à l'agriculture ; priorité à la défense nationale ; nécessité d'une coopération européenne ; réduction en volume des dépenses civiles d'équipement ; situation du bâtiment et des travaux publics ; politique économique et crédibilité du projet de budget ; maîtrise des dépenses et de la masse monétaire ; diversification du tissu industriel ; santé du franc ; croissance économique et influence des facteurs économiques nationaux ou internationaux ; maîtrise des dépenses de santé ; modération de l'évolution des rémunérations ; montée du chômage des jeunes ; maintien de la femme au foyer ; (p. 6137) : politique inconsidérée de relance ; approbation du projet de budget par le groupe de l'U. C. D. P. ; majoration des crédits pour la voirie urbaine ; communale, l'assainissement urbain, l'enseignement agricole, les constructions scolaires, le franc-élève.

— *M. Henri Duffaut* (p. 6137) : erreur de présentation et omission dans les documents budgétaires ; cas de l'emprunt mis au taux de 13,8 p. 100 en novembre 1980 et de celui de 7 p. 100 de 1973 ; absence de prévision sur la majoration des traitements des fonctionnaires ; absence de ralentissement de l'inflation ; caractère inopportun de la politique de libération des prix ; déséquilibre du commerce extérieur ; mise en cause injustifiée de l'augmentation du pouvoir d'achat ; agriculteurs et perte de pouvoir d'achat ; situation des fonctionnaires, des retraités, des chômeurs et des commerçants ; (p. 6138) : recul de la production industrielle ; économie libérale et absence de politique économique cohérente ; autosatisfaction du gouvernement ; unanimité des syndicats contre la politique gouvernementale ; développement de la sécurité ; insuffisance des créations de postes de fonctionnaires ; vote défavorable sur ce projet de budget ; budget 1981 et absence de réponse sur l'emploi, la hausse des prix et la sécurité.

— *M. Jean Mercier* (p. 6138) : vote défavorable des sénateurs radicaux de gauche ; poursuite de l'inflation ; augmentation du chômage ; alibi de la facture pétrolière ; déficit provisionnel du budget 1981 ; insuffisance des créations de postes de fonctionnaires ; ajournement du débat sur le VIII[e] Plan ; caractère instable de la majorité gouvernementale ; conditions du débat sur le budget ; octroi d'une dotation aux agriculteurs et non consultation du Parlement ; (p. 6139) : pouvoir des assemblées.

— *M. Marc Jacquet* (p. 6139) : adoption du budget de 1980 par l'article 49 de la Constitution ; économie budgétaire et incitation à l'investissement productif ; exclusion de l'entreprise agricole du bénéfice de cette disposition ; choix de la croissance par l'investissement plutôt que par la demande ; fonds d'action conjoncturelle ; pause fiscale ; mesures en faveur des familles de trois enfants et plus ; caractère rigoureux et cohérent du projet de budget ; décroissance de la pression fiscale ; modération de la progression des dépenses et limitation du déficit ; priorité en faveur de la recherche et de la famille ; budget et lutte contre l'inflation ; situation de l'emploi et incitation fiscale à l'investissement ; exportations et santé du franc ; exemple de la politique monétaire japonaise ; perméabilité de notre marché intérieur ; (p. 6140) : lien entre inflation et chômage ; pari sur la relance par l'investissement ; caractère du budget de circonstance ; vote favorable du groupe R. P. R.

— *M. Philippe de Bourgoing* (p. 6140) : pause fiscale ; compression des dépenses ; relance de l'investissement et problèmes de l'emploi, artisanat ; aide à la famille ; sécurité des Français ; budget de la défense et amélioration des moyens de la police et de la gendarmerie ; dotation globale de fonctionnement et fonds de compensation de la T. V. A. ; effort en faveur de la recherche, du programme électro-nucléaire ; priorité à l'agriculture ; insatisfaction devant le déroulement du débat budgétaire ; vote favorable du groupe U. R. E. I.

— *M. Paul Jargot* (p. 6140) : répartition des responsabilités au sein du Sénat et mise à l'écart des communistes ; Haute Cour de justice ; (p. 6141) : caractère bloqué du débat budgétaire ; utilisation de l'article 40 de la Constitution ; intégration à la politique communautaire ; politique antisociale du Gouvernement ; débat budgétaire et caractère de chambre d'enregistrement du Parlement ; désaffectation des sénateurs pour les séances ; action des sénateurs communistes ; dépôt d'une proposition de loi organique sur la procédure budgétaire ; interprétation de l'article 40 de la Constitution ; exécution de la loi de finances et information du Parlement.

— *Intervention de M. Maurice Papon, ministre du budget* (p. 6142) : contradictions dans les critiques des groupes socialiste et communiste ; caractère erroné des critiques sur les omissions et erreurs de présentation du budget ; importance de

la facture pétrolière ; politique de révision des services votés ; rôle de la Cour des comptes, de l'inspection générale des finances, des contrôleurs d'Etat et des contrôleurs financiers ; conditions de la discussion budgétaire ; (p. 6143) ; crise économique à l'Ouest et à l'Est et atouts de la France ; politique budgétaire ; endettement public français et politique monétaire ; encadrement du crédit et inflation ; protectionnisme et exportations ; lutte contre l'inflation et poursuite de la croissance ; pacte à l'emploi des jeunes ; incitation à l'investissement ; réduction du déficit budgétaire ; crédits de recherche ; politique d'énergie nucléaire ; priorité à la défense de la France et à l'aide à la famille.

Vote unique sur l'ensemble du projet de loi modifié par les seuls amendements du Gouvernement (p. 6144).

Scrutin public à la tribune [article 60 *bis* du règlement] (p. 6144 ; n° 78 ; liste des votants p. 6155, 6156).

Adoption [9 décembre 1980] (p. 6144).

Discussion (commission mixte paritaire).

[17 décembre 1980] (p. 6378, 6392).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6378, 6382) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Pierre Lacour, Josy Moinet, Maurice Papon, ministre du budget.*

Aide ménagère : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Alcools (Charte sur les alcools) : M. Blin (Maurice) (p. 6378) ; Lacour (Pierre) (p. 6379) ; Moinet (Josy) (p. 6380).

Centre de protection civile de Lacq : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Cognac : MM. Lacour (Pierre) (p. 6379) ; Moinet (Josy) (p. 6380) ; Papon (Maurice) (p. 6380).

Départements d'outre-mer : M. Papon (Maurice) (p. 6381).

Droit de francisation et de navigation : M. Blin (Maurice) (p. 6378).

Espaces verts (Taxe) : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Gazoducs (Imposition des) : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Indemnités de remplacement (Femmes d'agriculteurs) : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Investissements : M. Blin (Maurice) (p. 6378).

Lorraine : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Mayotte : M. Blin (Maurice) (p. 6378).

Mutation à titre gratuit (droits de) : M. Blin (Maurice) (p. 6378).

Mutualité sociale agricole : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Personnes âgées : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Pétrole : M. Blin (Maurice (p. 6378).

Poitou-Charentes (Région) : MM. Lacour (Pierre) (p. 6379) ; Moinet (Josy) (p. 6379, 6380) ; Papon (Maurice) (p. 6381).

Protection civile : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Redevance des mines : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Régions : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Rhum : M. Papon (Maurice) (p. 6381).

Sociétés à responsabilité limitée (S. A. R. L.) (familiales) : M. Blin (Maurice) (p. 6378).

Taxe d'affichage : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Taxe d'habitation : M. Blin (Maurice) (p. 6378, 6379).

Taxe sur les contrats d'assurance des bateaux de plaisance : M. Blin (Maurice) (p. 6378).

Taxe sur les eaux minérales : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Taxe sur les huiles importées : M. Blin (Maurice) (p. 6378).

Territoires d'outre-mer : M. Blin (Maurice) (p. 6378).

Veuves de guerre : M. Blin (Maurice) (p. 6379).

Viticulture : MM. Moinet (Josy) (p. 6380) ; Papon (Maurice) (p. 6381).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6382, 6392) : *MM. Abel Sempé, Jacques Descours Desacres, Maurice Papon, ministre ; Jean-Pierre Fourcade, Maurice Blin, rapporteur général ; Josy Moinet.*

Articles 2 *ter*, **2** *quater*, **3 B et 3** (p. 6382).

Articles 3 *bis* **A, 4** (p. 6383, 6384).

Articles 7, 8 *bis*, **8** *ter*, **11 et état A** (p. 6384, 6386).

Article 13 et état B (p. 6386, 6387).

Article 14 et état C (p. 6387, 6388).

Articles 19 et 41 (p. 6389).

Article 42 (p. 6389). — Amendement n° 1 de M. Maurice Papon, ministre : valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux : majoration des abattements en valeur absolue par application du coefficient fixé pour les propriétés bâties (p. 6389).

Articles 42 *bis* **A et 42** *bis* (p. 6390).

Articles 42 *ter*, **43** *ter*, **43** *quinquies*, **44 F, 46** *bis*, **49 et 50** (p. 6391).

Vote unique de l'ensemble du projet de loi dans la rédaction résultant du texte proposé par la commission mixte paritaire, modifié par l'amendement présenté par le Gouvernement (p. 6392).

Scrutin public (p. 6392 ; n° 83 ; liste des votants p. 6406).

Adoption [17 décembre 1980] (p. 6392).

(Lois de finances.)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **446, 461.**

RÈGLEMENT DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES, **1**, D. G.

(Lois de finances [ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux]).

Voir LOI DE FINANCES, **1**, D. G.

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

1. — **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Maurice Papon, ministre du budget [12 novembre 1980] (n° **2053**). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Pour avis à la commission de la défense et des forces armées [14 novembre 1980], à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [18 novembre 1980], à la commission de la production et des échanges [19 novembre 1980]. — Rapport de M. Fernand Icart, rapporteur général [19 novembre 1980] (n° **2075**). — Avis de M. Pierre Mauger au nom de la commission de la défense [25 novembre 1980] (n° **2099**), de M. Antoine Gissinger au nom de la commission des affaires culturelles [26 novembre 1980] (n° **2100**), de M. Julien Schwartz au nom de la commission de la production [26 novembre 1980] (n° **2102**). — Discussion [27 novembre 1980]. — Adoption [27 novembre 1980] (n° **385**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [28 novembre 1980] (n° **129**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [4 décembre 1980] (n° **147**, 1980-1981). — Discussion [5 décembre 1980] (p. 6276, 6297). — Adoption modifié [15 décembre 1980] (n° **36**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [16 décembre 1980] (n° **2161**). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Fernand Icart, rapporteur général [16 décembre 1980] (n° **2162**). — Discussion [17 décembre 1980]. — Adoption [17 décembre 1980] (n° **411**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [16 décembre 1980] (n° **185**, 1980-1981). — Discussion [19 décembre 1980] (p. 6491, 6493). — Adoption [19 décembre 1980] (n° **46**).

PROMULGATION : loi n° 80-1055 du 23 décembre 1980 (*J. O. Lois et décrets du 26 décembre 1980.* — Erratum du 3 février 1981).

Discussion (première lecture).

[15 décembre 1980] (p. 6276, 6297).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6276, 6282) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Louis Perrein, Anicet Le Pors, Octave Bajeux, Maurice Papon, ministre du budget.*

Agriculture : M. Le Pors (Anicet) (p. 6280).

Aide sociale : M. Blin (Maurice) (p. 6277).

Anciens combattants : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Bouilleurs de cru : MM. Blin (Maurice) (p. 6277) ; Papon (Maurice) (p. 6281).

Calamités (cyclones) : M. Papon (Maurice) (p. 6281).

Centre d'études des revenus et des coûts (C. E. R. C.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Chômage : MM. Blin (Maurice) (p. 6277) ; Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Commerce et artisanat : M. Papon (Maurice) (p. 6281).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Corse (transports avec la Corse) : M. Papon (Maurice) (p. 6281).

Electricité de France (E. D. F.) : MM. Blin (Maurice) (p. 6277) ; Papon (Maurice) (p. 6280, 6281).

Elevage : M. Blin (Maurice) (p. 6277).

Entreprises (aide aux entreprises) : M. Blin (Maurice) (p. 6277)

Entreprises publiques : M. Blin (Maurice) (p. 6277).

Emploi : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Emprunts : MM. Blin (Maurice) (p. 6278) ; Le Pors (Anicet) (p. 6279) ; Papon (Maurice) (p. 6281).

Fonctionnaires et agents publics : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Fonds de développement économique et social (F. D. E. S.) : MM. Blin (Maurice) (p. 6277) ; Le Pors (Anicet) (p. 6280) ; Papon (Maurice) (p. 6280).

Hygiène mentale (ligue française de l') : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Importations : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Impôt sur les sociétés : MM. Blin (Maurice) (p. 6277) ; Papon (Maurice) (p. 6281).

Industrie : M. Blin (Maurice) (p. 6277).

Inflation : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279, 6280).

Innovation : M. Le Pors (Anicet) (p. 6280).

Matières premières : M. Blin (Maurice) (p. 6277).

Pacte national pour l'emploi : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Parlement (rôle du) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6280) ; Papon (Maurice) (p. 6281).

Permis de chasser (examen) : M. Papon (Maurice) (p. 6281).

Pétrole (prix du) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6279) ; Papon (Maurice) (p. 6281).

Politique économique : MM. Blin (Maurice) (p. 6277) ; Le Pors (Anicet) (p. 6278, 6279, 6280).

Postes et télécommunications : MM. Perrein (Louis) (p. 6278, 6282) ; Papon (Maurice) (p. 6281).

Postes et télécommunications (personnel des postes et télécommunications) : M. Perrein (Louis) (p. 6278).

Prix : MM. Blin (Maurice) (p. 6277) ; Le Pors (Anicet) (p. 6279, 6280).

Régie autonome des transports parisiens (R. A. T. P.) : M. Blin (Maurice) (p. 6277).

Rentrée scolaire : M. Blin (Maurice) (p. 6277).

Salaire minimum de croissance (S. M. I. C.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 6279).

Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.) : M. Blin (Maurice) (p. 6277).

Taxe d'habitation : MM. Bajeux (Octave) (p. 6280) ; Papon (Maurice) (p. 6282).

Taxe sur la valeur ajoutée (T. V. A.) : MM. Blin (Maurice) (p. 6277) ; Papon (Maurice) (p. 6281).

Télécommunications : MM. Perrein (Louis) (p. 6278) ; Papon (Maurice) (p. 6281).

Transports maritimes : M. Papon (Maurice) (p. 6281).

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic) : M. Blin (Maurice) (p. 6277).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6282, 6297) : *MM. Paul Jargot, Maurice Blin, rapporteur général ; Maurice Papon, ministre du budget ; Anicet Le Pors, Jean Béranger, Jacques Habert, Louis Perrein, Pierre Ceccaldi-Pavard, Jacques Eberhard.*

Avant l'article 1er (p. 6282).

Irrecevables (art. 40 de la Constitution) ; amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : application aux communes non membres d'un syndicat communautaire d'aménagement et situées en zone d'agglomération nouvelle (Z. A. N.) des dispositions du code des communes applicables aux communes membres d'un syndicat communautaire d'aménagement en Z.A.N. (p. 6283) ; amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : revenu mensuel familial inférieur à quatre fois le S. M. I. C. revalorisé à 3 300 francs et perception d'une allocation par enfant à charge ; compensation de recettes (p. 6283).

Article 1er et état A (*Equilibre général*) (p. 6283). — Adoptés (p. 6281).

Avant l'article 2 (p. 6286).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) ; amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Serge Boucheny, soutenu par M. Paul Jargot : validation de certains services pour la retraite (p. 6286).

Article 2 et état B (*Dépenses ordinaires des services civils. — Ouvertures*) (p. 6287).

Adopté : amendement n° 13 de M. Maurice Papon, ministre : majoration des crédits du titre III concernant l'entretien des tombes des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam (p. 6289).

Rejeté : amendement n° 10 de M. Anicet Le Pors : réduction des crédits du titre III relatifs aux frais d'étude pour la décentralisation de certains services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants (p. 6288).

Retiré : amendement n° 12 de MM. Jacques Moutet et Pierre Sallenave, soutenu par M. Jean Béranger : réduction indicative des crédits du titre III du budget des anciens combattants concernant l'entretien des tombes des soldats français morts au champ d'honneur au Vietnam (p. 6289) ;

— l'article 2 et l'état B, ainsi modifiés, sont adoptés (p. 6289).

Article 3 et état C (*Dépenses en capital des services civils. — Ouvertures*) (p. 6289). — Adoptés (p. 6290).

Article 4 (*Dépenses ordinaires des services militaires. — Ouvertures*). — Adopté (p. 6291).

Article 5 (*Dépenses en capital des services militaires. — Ouvertures*). — Adopté (p. 6291).

Article 6 (*Budgets annexes. — Ouvertures*). — Adopté (p. 6291).

Article 7 (*Comptes d'affectation spéciale. — Ouvertures*). — Adopté (p. 6291).

Article 8 (*Comptes d'avances. — Ouvertures*). — Adopté (p. 6291).

Article 9 (*Comptes de prêts. — Ouvertures*) (p. 6291).

Rejeté : amendement n° 7 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Anicet Le Pors : réduction des crédits supplémentaires accordés aux titres des comptes de prêts et de consolidation (p. 6292) ;

— l'article 9 est adopté (p. 6292).

Article 10 (*Ratification de décrets d'avances*). — Adopté (p. 6292).

Article 11 A (*Imposition à l'impôt sur le revenu des primes de départ volontaire*). — Adopté (p. 6292).

Après l'article 11 A (p. 6292).

Adopté : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Maurice Papon, ministre ; précédemment retiré par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : situation fiscale des assistantes maternelles gardant des enfants toute la journée ; prise en compte pour les revenus perçus d'une somme égale à une fois le montant horaire du S. M. I. C. (p. 6292).

Retiré : amendement n° 11 (art. additionnel) de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (p. 6292) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6293).

Adopté : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Jacques Eberhard : établissement exceptionnel sur le territoire d'une commune, à l'exception d'une centrale nucléaire, et conservation de 80 p. 100 au moins des ressources fiscales provenant de cet établissement (p. 6294) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6294).

Article 11 (*Modalités de calcul de la taxe d'habitation revenant aux départements et aux groupements de communes à fiscalité propre*). — Adopté (p. 6294).

Article 11 *bis* (*Répartition entre les redevances communales et départementales des mines applicables aux minerais de soufre*). — Adopté (p. 6294).

Article 12 (*Modalités d'imposition des chantiers de travaux publics à la taxe professionnelle*). — Adopté (p. 6294).

Article 12 *bis* (*Compétence de la commission des infractions fiscales*) (p. 6294).

Adopté : amendement n° 2 de M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article concernant la compétence du tribunal correctionnel pour les affaires de fraude fiscale internationale, de fausses factures ou d'emploi de travailleurs « au noir » (p. 6295) ;

— l'article 12 *bis* est supprimé (p. 6295).

Après l'article 12 *bis* (p. 6295).

Retiré : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Josy Moinet, soutenu par M. Jean Béranger : possibilité d'option irrévocable pour les associations à but non lucratif sur un taux unique de la taxe sur les salaires égal à 5 p. 100 (p. 6296).

Article 13 (*Recouvrement des avances sur pensions alimentaires consenties par les caisses d'allocations familiales*) (p. 6296).

Adopté : amendement n° 3 de M. Maurice Blin, rapporteur général : créanciers d'aliments du régime agricole et extension des commodités offertes aux créanciers d'aliments du régime général (p. 6296) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 6296).

Article 1er (nouvel examen pour coordination, en application de l'article 43 du règlement).

Adopté : amendement de coordination n° 14 de M. Maurice Blin, rapporteur général (p. 6297) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 6297).

Scrutin public (p. 6297, n° 82 ; liste des votants (p. 6303).

Adoption [15 décembre 1980] (p. 6297).

Discussion (commission mixte paritaire).

[19 décembre 1980] (p. 6491, 6493).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6491) : *MM. Maurice Blin, rapporteur pour le Sénat ; Maurice Papon, ministre du budget.*

Anciens combattants (*Indochine*) : MM. Blin (Maurice) (p. 6491) ; Papon (Maurice) (p. 6491).

Assistantes maternelles : MM. Blin (Maurice) (p. 6491) ; Papon (Maurice) (p. 6491).

Impôts locaux : MM. Blin (Maurice) (p. 6491) ; Papon (Maurice) (p. 6491).

Mutualité sociale agricole : MM. Blin (Maurice) (p. 6491) ; Papon (Maurice) (p. 6491).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6491, 6493).

Article 1er et état A (p. 6491).

Article 2 et état B (p. 6492).

Article 13 (p. 6492).

Scrutin public (p. 6493, n° 88 ; liste des votants, p. 6544, 6545).

Adoption [19 décembre 1980] (p. 6493).

2. — **Projet de loi de finances rectificative pour 1980,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Maurice Papon, ministre du budget [10 décembre 1980] (n° **2141**). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Pour avis à la commission de la production et des échanges [16 décembre 1980]. — Rapport de M. Fernand Icart, rapporteur général [12 décembre 1980] (n° **2156**). — Avis de M. Jean Desanlis [16 décembre 1980] (n° **2163**). — Discussion [16 et 17 décembre 1980]. — Adoption [17 décembre 1980] (n° **410**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [17 décembre 1980] (n° **192,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [17 décembre 1980] (n° **193,** 1980-1981). — Discussion [19 décembre 1980] (p. 6516, 6527). — Adoption [19 décembre 1980] (n° **48**).

PROMULGATION : loi n° 80-1039 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[19 décembre 1980] (p. 6516, 6527).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6516, 6522) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture ; Maurice Papon, ministre du budget ; Anicet Le Pors, Louis Perrein.*

Agriculture : MM. Blin (Maurice) (p. 6517) ; Papon (Maurice) (p. 6518) ; Le Pors (Anicet) (p. 6519, 6520) ; Perrein (Louis) (p. 6520, 6521, 6522) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 6521).

Agriculture (*Agriculture méditerranéenne*) : M. Le Pors (Anicet) (p. 6519, 6520).

Communauté économique européenne (*C. E. E.*) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6520) ; Perrein (Louis) (p. 6522).

Contrôle fiscal : M. Papon (Maurice) (p. 6518).

Elevage : M. Blin (Maurice) (p. 6517) ; Papon (Maurice) (p. 6518) ; Le Pors (Anicet) (p. 6519).

Emploi : M. Perrein (Louis) (p. 6520).

Fruits et légumes : MM. Blin (Maurice) (p. 6517) ; Papon (Maurice) (p. 6518).

Indemnité viagère de départ (*I. V. D.*) : MM. Blin (Maurice) (p. 6517) ; Papon (Maurice) (p. 6518).

Industrie agro-alimentaire : M. Perrein (Louis) (p. 6522).

Jeunes (*jeunes agriculteurs*) : MM. Blin (Maurice) (p. 6517) ; Papon (Maurice) (p. 6518).

Personnes âgées : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 6521).

Prix (*prix agricoles*) : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 6521) ; Perrein (Louis) (p. 6522).

Revenus (*revenus agricoles*) : MM. Blin (Maurice) (p. 6517) ; Papon (Maurice) (p. 6518) ; Le Pors (Anicet) (p. 6519) ; Perrein (Louis) (p. 6521) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 6521).

Viticulture : M. Le Pors (Anicet) (p. 6519).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6522, 6527) : *MM. Pierre Lacour, Maurice Papon, ministre ; Louis Perrein, Raymond Bouvier, Anicet Le Pors, Maurice Blin, rapporteur général ; Adolphe Chauvin, Geoffroy de Montalembert.*

Article 1er (*Equilibre général*). — Adopté (p. 6522).

Article 2 (*Budget général : crédits supplémentaires ouverts au ministre de l'agriculture*). — Adopté (p. 6522).

Après l'article 2 (p. 6522).

Rejeté : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Anicet Le Pors, reprenant l'amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon, retiré et modifié : possibilité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises visant à l'utilisation du charbon produit en France comme combustible (p. 6526).

Retirés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Raymond Bouvier : possibilité d'amortissement exceptionnel pour les investissements des entreprises visant à l'utilisation du charbon comme combustible (p. 6525) ; sous-amendement n° 4 de M. Anicet Le Pors : restriction de cette possibilité aux seuls investissements tendant à utiliser le charbon produit en France (p. 6525).

Irrecevable (art. 41 de la Constitution) : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Pierre Lacour : création d'une commission tripartite pour examiner les incidences économiques et sociales du nouveau régime de taxation des alcools (p. 6523).

Explications de vote :

— *M. Raymond Bouvier* (p. 6526) : concertation entre le Gouvernement et les représentants des organisations agricoles, préalable au dépôt du projet ; compensation de la perte de revenu subie par les exploitants agricoles ; installation des jeunes agriculteurs ; cumul retraite-emploi ; solidarité nationale ; vote du groupe U. C. D. P. favorable au projet ;

— *M. Paul Guillard* (p. 6526) : baisse du revenu des producteurs de légumes et insuffisance des mesures prises ; votera cependant ce projet ;

— *M. Philippe de Bourgoing* (p. 6526) : solidarité nationale ; augmentation des coûts de production de l'agriculture ; vote du groupe U. R. E. I. favorable au projet ;

— *M. Anicet Le Pors* (p. 6526) : accumulation des déficits budgétaires au cours du septennat ; politique économique du Gouvernement et intégration à la politique européenne ; vote du groupe communiste contre le projet ;

— *M. Michel Rigou* (p. 6527) : absence d'aide directe au profit des vins d'appellation ; difficulté d'écoulement des récoltes et distillations préventives ; colère des viticulteurs et apaisements nécessaires dans ce secteur ;

— *Intervention de M. Pierre Méhaignerie, ministre* (p. 6527) : question de M. Michel Rigou relative aux vins distillés et bénéfice de l'aide de 1 p. 100.

Scrutin public (p. 6527 ; n° 90 ; liste des votants, p. 6545, 6546).

Adoption [19 décembre 1980] (p. 6527).

LOIS DE REGLEMENT

1. — **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Maurice Papon, ministre du budget [17 décembre 1979] (n° **1491**). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapport de M. Fernand Icart, rapporteur général [21 mai 1980] (n° **1722**). — Discussion [28 mai 1980]. — Adoption [28 mai 1980] (n° **307**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [29 mai 1980] (n° **279**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général [29 mai 1980] (n° **280**, 1979-1980). — Discussion [28 octobre 1980] (p. 4065, 4137). — Adoption modifiée [28 octobre 1980] (n° **6**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [29 octobre 1980] (n° **2012**). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapport de M. Fernand Icart, rapporteur général [12 décembre 1980] (n° **2155**). — Discussion [16 décembre 1980]. — Adoption [16 décembre 1980] (n° **408**).

PROMULGATION : loi n° 80-1095 du 30 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 31 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[28 octobre 1980] (p. 4065, 4137).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4065, 4068) : *MM. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances ; Henri Duffaut, Maurice Papon, ministre du budget ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances.*

Associations : M. Duffaut (Henri) (p. 4067).

Commerce extérieur : M. Blin (Maurice) (p. 4065).

Cour des comptes (rapport) : MM. Blin (Maurice) (p. 4066) ; Papon (Maurice) (p. 4067) ; Bonnefous (Edouard) (p. 4068).

Emprunts : MM. Blin (Maurice) (p. 4065) ; Duffaut (Henri) (p. 4066).

Finances locales : MM. Duffaut (Henri) (p. 4067) ; Papon (Maurice) (p. 4066, 4067).

Impôts : M. Blin (Maurice) (p. 4065).

Pacte national pour l'emploi : M. Papon (Maurice) (p. 4067).

Sociétés commerciales : M. Duffaut (Henri) (p. 4067).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4069, 4137) : *MM. Henri Duffaut, Maurice Blin, rapporteur général ; Maurice Papon, ministre du budget ; Jacques Descours Desacres.*

Article 1er (*Résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour* 1978). — Adopté (p. 4069).

Article 2 (*Montant définitif des recettes du budget général de l'année* 1978 ; *répartition de cette somme [tableau A]*). — Adopté (p. 4070).

Article 3 (*Résultats définitifs des dépenses ordinaires civiles du budget général de* 1978 *[tableau B]*). — Adopté (p. 4088).

Article 4 (*Résultats définitifs des dépenses civiles en capital du budget général de* 1978 *[tableau C]*). — Adopté (p. 4106).

Article 5 (*Résultats définitifs des dépenses ordinaires militaires du budget général de* 1978 *[tableau D]*). — Adopté (p. 4108).

Article 6 (*Résultats définitifs des dépenses militaires en capital du budget général de* 1978 *[tableau E]*). — Adopté (p. 4110).

Article 7 (*Résultat du budget général de* 1978 *[tableau F]*). — Adopté (p. 4112).

Article 8 (*Résultats définitifs des budgets annexes [services civils] rattachés pour ordre au budget général [tableau G]*). — Adopté (p. 4116).

Article 9 (*Résultats définitifs des budgets annexes [Services militaires] rattachés pour ordre au budget général [tableau H]*). — Adopté (p. 4118).

Article 10 (*Résultats des opérations à caractère définitif des spéciaux du Trésor.* — Adopté (p. 4128).

Article 11 (*Résultats des opérations à caractère temporaire des comptes spéciaux du Trésor*). — Adopté (p. 4128).

Article 12 (*Soldes, à la date du* 31 *décembre* 1978, *des comptes spéciaux du Trésor (tableau I)*. — Adopté (p. 4128).

Article 13 (*Résultats des opérations à caractère temporaire des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année* 1978). — Adopté (p. 4130).

Article 14 (*Soldes, à la date du* 31 *décembre* 1978, *des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année* 1978 *[tableau J]*). — Adopté (p. 4130).

Article 15 (*Solde débiteur du compte de résultats des opérations d'emprunts à la charge du Trésor*). — Adopté (p. 4130).

Article 16 (*Remise de dettes contractées auprès de la France par certains pays en voie de développement*) (p. 4132).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Henri Duffaut : suppression de cet article relatif aux remises de dettes de certains pays en voie de développement à l'égard de la France (p. 4133) ;

— l'article 16 est adopté (p. 4133).

Après l'article 16 (p. 4133).

Adoptés : amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : comptes rendus détaillés au Parlement sur le fonctionnement des comités d'aide aux entreprises industrielles (p. 4134) ; amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : rapport annuel au Parlement sur la gestion des autorisations de programme (p. 4135) ; sous-amendement n° 9 à l'amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut, de M. Maurice Blin, rapporteur : présentation de ce document, pour l'avant-dernier exercice, en annexe au projet de loi de finances (p. 4135).

Rejetés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut ; rapport annuel au Parlement sur les moyens mis à la disposition de la Cour des comptes (p. 4133) ; amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : suppression des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales ou des communautés européenne (p.: 4135).

Irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution : amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Henri Duffaut : ristourne aux collectivités locales d'une fraction des frais d'assiette et de perception des impôts locaux ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4134 et 4135).

Article 17 (*Transport aux découverts du Trésor des résultats définitifs de* 1978). — Adopté (p. 4137).

Scrutin public (p. 4137, n° 4 ; liste des votants, p. 4184, 4185).

Adoption [28 octobre 1980] (p. 4137).

LOIS ORGANIQUES

1. — **Projet de loi organique portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique dans les lois organiques,** présenté par M. Raymond Barre, Premier ministre [25 février 1980] (n° **1575**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Michel Aurillac [24 avril 1980] (n° **1656**). — Discussion [22 mai 1980]. — Adoption [22 mai 1980] (n° **295**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [27 mai 1980] (n° **260**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Jacques Larché [24 juin 1980] (n° **333**, 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3317, 3318). — Adoption [29 juin 1980] (n° **111**).

Décision du Conseil constitutionnel du 17 juillet 1980 (*J. O.* du 19 juillet 1980).

PROMULGATION : loi n° 80-563 du 21 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 22 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[29 juin 1980] (p. 3317, 3318).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3317, 3318) (commune avec la discussion du projet de loi portant suppression du renvoi au règlement d'administration publique dans les lois. — Voir LOIS) : *MM. Jacques Thyraud, en remplacement de M. Jacques Larché, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3318).

Article unique (*Dans les lois organiques en vigueur à la date de promulgation de la présente loi, tout renvoi à un règlement d'administration publique ou à un décret en forme de règlement d'administration publique est remplacé par un renvoi à un décret en Conseil d'Etat*). — Scrutin public (n° **163**, p. 3318 ; liste des votants, p. 3379). — Adopté (p. 3318).

Adoption [29 juin 1980] (p. 3318).

LOME (Convention de).

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**
LOI DE FINANCES, **6,** Coopération ; Affaires étrangères.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D. G.

LORRAINE (Industries).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie ; C. M. P.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **319.**

LOTO

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. Jeunesse et sports.

LOYERS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.
QUESTIONS ORALES, n°s **19, 24.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

LIBYE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie. Justice.

LYCEES ET COLLEGES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Education.

(Lycées d'enseignement professionnel [L. E. P.].)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2650, 2733.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 337.**

LYON (Académie).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **461.**

M

MACHINES-OUTILS (INDUSTRIE)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.
QUESTIONS ORALES, n°s **2809, 4.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **316.**

MAGISTRATS

1. — **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [2 octobre 1979] (n° **1301**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean Foyer [10 octobre 1979] (n° **1332**). — Discussion [11 octobre 1979]. — Adoption [11 octobre 1979] (n° **224**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [16 octobre 1979] (n° **19**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Jacques Thyraud [9 novembre 1979] (n° **46**, 1979-1980). — Discussion [12 décembre 1979] (p. 5338, 5349) ; [13 décembre 1979] (p. 5400, 5412) ; [2 avril 1980] (p. 938, 956) ; [3 avril 1980] (p. 1011, 1049) ; [8 avril 1980] (p. 1059, 1085). — Adoption modifiée [8 avril 1980] (n° **51**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [9 avril 1980] (n° **1607**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean Foyer [9 avril 1980] (n° **1638**). — Discussion [16 avril 1980]. — Adoption modifiée [16 avril 1980] (n° **280**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [17 avril 1980] (n° **212**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Jacques Thyraud [24 avril 1980] (n° **231**, 1979-1980). — Discussion [29 avril 1980] (p. 1602, 1624). — Adoption modifiée [29 avril 1980] (n° **56**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) [30 avril 1980] (n° **1673**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) : rapport de M. Jean Foyer [13 mai 1980] (n° **1695**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) : rapport de M. Jacques Thyraud [13 mai 1980] (n° **245**, 1979-1980).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [30 avril 1980] (n° **1673**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean Foyer [21 mai 1980] (n° **1726**). — Discussion [24 juin 1980]. — Adoption [24 juin 1980] (n° **319**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [25 juin 1980] (n° **341**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Jacques Thyraud [25 juin 1980] (n° **346**, 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3318, 3323). — Adoption modifiée [29 juin 1980] (n° **112**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [30 juin 1980] (n° **1882**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean Foyer [30 juin 1980] (n° **1885**). — Discussion [30 juin 1980 et le 8 octobre 1980]. — Adoption [8 octobre 1980] (n° **352**).

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de la deuxième phrase du second alinéa de l'article 3-1 ajouté par la loi organique à l'ordonnance du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature. — 24 octobre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 25 octobre 1980).

PROMULGATION : loi n° 80-844 du 29 octobre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 30 octobre 1980).

Discussion (première lecture).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [12 décembre 1979] (p. 5338, 5349) ; [13 décembre 1979] (p. 5400, 5412).

Voir TABLE DES DÉBATS DE 1979.

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [2 avril 1980] (p. 938, 956) ; [3 avril 1980] (p. 1011, 1049) ; [8 avril 1980] (p. 1059, 1085) : *MM. Félix Ciccolini, Charles Lederman, Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice ; Paul Pillet, Charles de Cuttoli, Baudouin de Hauteclocque, Guy Petit, François Dubanchet, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Etienne Dailly, Marcel Rudloff. — Edgar Tailhades, Jacques Eberhard, Jacques Larché, Jean Béranger, Philippe de Bourgoing. — Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice ; Raymond Bourgine, Pierre Marcilhacy, Marcel Champeix, Jean-Pierre Fourcade.*

Article 1er (*Définition du corps judiciaire*) (p. 939). — Inamovibilité des magistrats et magistrats remplaçants (p. 940, 942).

Adoptés : amendement n° 16 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : exercice par les magistrats remplaçants de fonctions correspondant à leur niveau hiérarchique (p. 944) ; sous-amendement rédactionnel n° 104 de M. Charles de Cuttoli (p. 944).

Rejetés : amendements identiques n° 54 de M. Félix Ciccolini et n° 85 de M. Charles Lederman : suppression de cet article relatif à la création de magistrats remplaçants (p. 943 ; scrutin public n° 108 ; liste des votants, p. 1007, 1008) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 944).

Article 2 (*Statut des magistrats remplaçants*) (p. 944).

Adoptés : amendement n° 17 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : notion de magistrat remplaçant et durée des remplacements (p. 951 ; vote par division et adoption partielle). — Amendement n° 18 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : autorité compétente pour décider de l'affectation des magistrats remplaçants (p. 951) ; amendement n° 19 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : affectation des magistrats remplaçants qui n'effectuent pas de remplacements (p. 952) ; amendement n° 20 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : nomination des magistrats remplaçants après accomplissement de leurs fonctions de remplaçant (p. 952) ; amendement n° 21 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : durée maximale des fonctions de magistrat remplaçant et conditions d'application de l'article 2 (p. 954).

Rejetés : amendement n° 168 de M. Charles Lederman : notion de remplaçant et durée des remplacements (p. 948) ; sous-amendement n° 136 de M. Charles Lederman à l'amendement n° 17 de M. Jacques Thyraud : délai de renouvellement des remplaçants pour les emplois vacants de second grade (p. 950) ; amendement n° 4 de M. Alain Peyrefitte, ministre : allongement de la durée minimale des fonctions des magistrats remplaçants (p. 952) ; amendement n° 169 de M. Charles Lederman : nomination des magistrats remplaçants après accomplissement de leurs fonctions de remplaçant (p. 952).

Retirés : amendement n° 143 de M. Guy Petit : remplacement des magistrats pendant leur congé annuel (p. 946) ; amendement n° 60 de M. Félix Ciccolini : autorité compétente pour décider de l'affectation des magistrats remplaçants (p. 946) ; amendement n° 111 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Etienne Dailly : durée maximale des fonctions de magistrat remplaçant (p. 953).

Devient sans objet : amendement n° 5 de M. Alain Peyrefitte, ministre : conditions d'application de l'article 2 fixées par décret (p. 954) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 954).

Après l'article 2 (p. 954).

Retiré : amendement n° 105 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli : conditions de nomination des chefs de juridiction (p. 954).

Article 3 (*Installation des magistrats*). — Adopté (p. 954).

Article 4 (*Incompatibilités*) (p. 954).

Adopté : amendement n° 22 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : incompatibilité entre les fonctions de magistrat et l'exercice d'un mandat à l'assemblée des communautés européennes (p. 955) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 955).

Après l'article 4 (p. 955).

Adopté : amendement n° 106 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli : possibilité pour les magistrats d'être nommés membres des corps recrutés par la voie de l'école nationale d'administration (E. N. A.) (p. 956) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 956).

Article 5 (*Obligation de résidence*) (p. 1011).

Retiré : amendement n° 107 de M. Charles de Cuttoli : ressort de la juridiction et obligation de résidence des magistrats (p. 1011) ;

— l'article 5 est adopté (p. 1011).

Après l'article 5 (p. 1011).

Adoptés : amendement n° 15 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : extension des possibilités de délégation des avocats généraux auprès de la Cour de cassation (p. 1013) ; amendement n° 140 (art. additionnel) de M. Alain Peyrefitte, ministre : déroulement de carrière à la Cour de cassation et obligation d'une nomination dans les juridictions de première instance ou d'appel (p. 1013) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1013 et 1014).

Rejetés : amendement n° 132 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Charles de Cuttoli : augmentation des pouvoirs du conseil supérieur de la magistrature pour les propositions d'emplois de magistrat du siège et du parquet (p. 1014) ; amendement n° 134 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades : connaissance par le conseil supérieur de la magistrature de la liste des candidats à un poste (p. 1014).

Article 6 (*Désignation des membres de la commission d'avancement et de la commission de discipline du parquet*) (p. 1030, précédemment réservé p. 1015).

Adoptés : amendements identiques n° 6 de M. Alain Peyrefitte, ministre, n° 23 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, et n° 90 de M. Charles Lederman : rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale : modalités d'élection des magistrats appelés à siéger à la commission d'avancement et à la commission de discipline du parquet (p. 1031) ;

— l'article 6 est adopté (p. 1031).

Article 7 (*Collège des magistrats*) (p. 1031).

Adoptés : amendements identiques n° 7 de M. Alain Peyrefitte, ministre, et n° 24 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale : modalités de convocation et de fonctionnement du collège des magistrats, des commissions d'avancement et de discipline du parquet (p. 1031).

Devient sans objet : amendement n° 91 de M. Charles Lederman : modalités de convocation et de fonctionnement du collège des magistrats, des commissions d'avancement et de discipline du parquet (p. 1031) ;

— l'article 7 est adopté (p. 1031).

Article 8 (*Concours interne d'entrée à l'école nationale de la magistrature*) (p. 1015).

Retiré : amendement n° 108 de M. Charles de Cuttoli : réduction du délai d'ancienneté requis pour les greffiers en chef et les secrétaires greffiers se présentant au concours interne de l'école nationale de la magistrature (p. 1015) ;

— l'article 8 est adopté (p. 1015).

Article 9 (*Intégration directe en qualité d'auditeur de justice*) (p. 1015).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : licence en droit et possibilité d'intégration directe en qualité d'auditeur de justice (p. 1017) ; amendement n° 26 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : intégration directe en qualité d'auditeur de justice et compétences juridiques des fonctionnaires et agents publics titulaires (p. 1017).

Rejetés : amendement n° 8 de M. Alain Peyrefitte, ministre (premier alinéa) : nomination directe comme auditeur de justice et conditions de diplôme (p. 1017) ; amendements identiques n° 2 de M. Félix Ciccolini et n° 92 de M. Charles Lederman : quota statutaire du nombre d'auditeurs de justice intégrés directement par rapport à ceux admis par concours (p. 1018).

Deviennent sans objet : amendement n° 8 de M. Alain Peyrefitte, ministre (deuxième alinéa) : suppression des dispositions faisant référence aux officiers et assimilés de l'armée active (p. 1018) ; amendement n° 170 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : intégration directe en qualité

d'auditeur de justice pour les personnes ayant dépassé la limite d'âge prévue pour l'accès au deuxième concours de l'école nationale de la magistrature (p. 1018) ; amendement n° 61 de M. Félix Ciccolini : intégration directe en qualité d'auditeur de justice pour les personnes ayant dépassé la limite d'âge prévue pour l'accès au deuxième concours de l'école nationale de la magistrature (p. 1018) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1018).

Après l'article 9 (p. 1018).

Adopté : amendement n° 144 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : classement des auditeurs de justice et possibilité pour le jury de leur refuser l'exercice des fonctions judiciaires) (p. 1019) ; amendement n° 145 (art. additionnel) de M. Roger Poudonson, soutenu par le M. Marcel Rudloff : possibilité d'intégration dans les fonctions des premier et second grades des anciens avoués devenus avocats (p. 1020) ; amendement n° 63 de M. Félix Ciccolini (art. additionnel) : possibilité pour les assistants des facultés de droit de l'Etat de bénéficier du recrutement parallèle (p. 1034) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1019, 1020 et 1034).

Rejetés : amendement n° 171 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : limitation de l'intégration aux deux groupes des grades (p. 1019).

Devient sans objet : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : possibilité pour les assistants des facultés de droit de l'Etat ayant obtenu le doctorat de bénéficier du recrutement parallèle (p. 1034).

Article 10 (*Intégration directe dans les grades de la hiérarchie judiciaire*) (p. 1034).

Adoptés : amendement n° 27 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression des dispositions de cet article accordant le bénéfice du recrutement direct aux officiers ou assimilés de l'armée active (p. 1035) ; amendements identiques n° 1 de M. Alain Peyrefitte, ministre, n° 29 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 64 de M. Félix Ciccolini, et n° 93 de M. Charles Lederman : nécessité d'un avis conforme de la commission d'intégration (p. 1036).

Rejeté : amendement n° 164 de M. Jean Béranger (premier alinéa) : bénéfice du recrutement direct pour les fonctionnaires et agents de l'Etat titulaires (p. 1035).

Retiré : amendement n° 166 de M. Michel Sordel, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : modalités du bénéfice du recrutement direct pour les fonctionnaires de l'Etat titulaires et non titulaires (p. 1034).

Devient sans objet : amendement n° 164 de M. Jean Béranger (deuxième alinéa) : bénéfice de ce recrutement pour les officiers et assimilés de l'armée active (p. 1035) ;

— l'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1036).

Après l'article 10 (p. 1020).

Adopté : amendement n° 188 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : application aux auxiliaires de justice entrant dans la magistrature des avantages réservés aux greffiers (p. 1021) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1021).

Rejetés : amendement n° 65 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : exclusion du recrutement direct pour les cours d'appel et les postes de responsabilité (p. 1020) ; amendement n° 146 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : avancement et prise en compte d'une partie de l'expérience professionnelle des anciens auxiliaires de justice (p. 1074 ; précédemment réservé p. 1021).

Retiré : amendement n° 147 (art. additionnel) de M. Félix Ciccolini : application aux auxiliaires de justice entrant dans la magistrature des avantages réservés aux greffiers (p. 1021).

Article 11 (*Intégration directe dans la magistrature des attachés d'administration centrale*) (p. 1021).

Rejetés : amendement n° 94 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : nombre d'années de service et nomination des greffiers en chef au second grade de la hiérarchie judiciaire (p. 1022) ; amendement de coordination n° 95 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard (p. 1022) ; amendement n° 109 de M. Charles de Cuttoli : suppression des dispositions de cet article prévoyant la nomination directe au second grade de la hiérarchie judiciaire des attachés d'administration du Conseil d'Etat (p. 1022) ;

— l'article 11 est adopté (p. 1022).

Après l'article 11 (p. 1022).

Rejeté : amendement n° 96 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : fixation d'un quota au recrutement direct (p. 1022).

Article 12 (*Harmonisation de l'article 30-2 du statut de la magistrature*). — Adopté (p. 1022).

Article 13 (*Composition de la commission d'intégration*) (p. 1036).

Adopté : amendement n° 2 de M. Alain Peyrefitte, ministre : composition de la commission d'avancement et participation de personnalités désignées par l'assemblée générale de la Cour de cassation (p. 1039).

Rejetés : amendement n° 66 de M. Félix Ciccolini : composition de la commission d'avancement et participation de personnalités désignées par l'Assemblée nationale et le Sénat (p. 1039) ; amendement n° 172 de M. Charles Lederman : composition de la commission d'avancement et participation de personnalités désignées par l'Assemblée nationale et le Sénat (p. 1039) ; amendement n° 30 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : composition de la commission d'avancement et participation de personnalités dont un avocat (p. 1039) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1039).

Après l'article 13 (p. 1022).

Adoptés : amendement n° 165 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : nomination en tant que juge d'instruction et délai d'ancienneté (p. 1026) ; amendement n° 156 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades : nomination du juge d'instruction conformément aux règles régissant celle des magistrats du siège (p. 1026) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1026).

Rejetés : amendement n° 135 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades : compétence de la commission d'avancement pour les nominations de magistrats du parquet et leur notation (p. 1023) ; amendement n° 173 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : compétence de la commission d'avancement pour les nominations de magistrats du parquet et leur notation (p. 1023) ; amendements identiques n° 155 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades et n° 174 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : désignation par décret des magistrats spécialisés après avis du conseil supérieur de la magistrature (p. 1024) ; amendement n° 176 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : évolution des attributions des magistrats du siège conformément aux règles prévues pour leur nomination (p. 1027) ; amendements identiques n° 162 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades et n° 177 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : critères de choix et règles de nomination du juge des enfants (p. 1027).

Devient sans objet : amendement n° 175 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : nomination du juge d'instruction conformément aux règles régissant celle des magistrats du siège (p. 1026).

Article 14 (*Composition de la commission d'avancement*) (p. 1027).

Adopté : amendement n° 3 de M. Alain Peyrefitte, ministre : composition de la commission d'avancement (p. 1030).

Rejeté : amendement n° 97 de M. Charles Lederman : composition de la commission d'avancement (p. 1030).

Retirés : amendement n° 31 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : qualité des représentants du directeur des affaires civiles et des affaires criminelles (p. 1030) ; amendement n° 47 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : modes de désignation des deux magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation et des deux premiers présidents et des deux procureurs généraux de cours d'appel (p. 1030) ; amendement n° 32 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : élection des dix magistrats du corps judiciaire (p. 1030) ; amendement n° 82 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Jean Béranger : composition de la commission d'avancement et de la commission chargée de donner un avis en matière de recrutement (p. 1030).

Devient sans objet : amendement n° 67 de M. Félix Ciccolini : représentation des magistrats et amélioration de la parité (p. 1030) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1030).

Article 15 (*Remplacement des membres de la commission d'avancement*) (p. 1039).

Adoptés : amendements identiques n° 9 de M. Alain Peyrefitte, ministre, n° 33 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 68 de M. Félix Ciccolini et n° 98 de M. Charles Lederman : rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale : modalités de désignation des suppléants des membres de la commission d'avancement (p. 1039) ;

— l'article 15 est adopté (p. 1039).

Article 16 (*Durée du mandat des membres de la commission d'avancement*) (p. 1039).

Adoptés : amendements identiques n° 10 de M. Alain Peyrefitte, ministre, n° 34 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 69 de M. Félix Ciccolini et n° 99 de M. Charles Lederman : rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale : durée des mandats des membres de la commission d'avancement (p. 1040) ;

— l'article 16 est adopté (p. 1040).

Article 17 (*Nomination directe aux fonctions hors hiérarchie*) (p. 1040).

Rejetés : amendements identiques n° 70 de M. Félix Ciccolini et n° 100 de M. Charles Lederman : avis conforme de la commission d'avancement pour les nominations à des emplois hors hiérarchie (p. 1040) ;

— l'article 17 est adopté (p. 1040).

Après l'article 17 (p. 1040).

Adopté : amendement n° 110 (art. additionnel) de M. Charles de Cuttoli : avertissement et possibilité de recours devant le conseil supérieur de la magistrature (p. 1046 ; scrutin public n° 109 ; liste des votants p. 1054) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1046).

Rejetés : amendement n° 149 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini : abrogation des dispositions de l'article 47 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 prévoyant la suspension d'un magistrat du siège après avis du conseil supérieur de la magistrature et sans saisine du conseil de discipline (p. 1042) ; amendement n° 179 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : droit de suspension par le garde des sceaux d'un magistrat du parquet (p. 1042) ; amendement n° 150 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini : saisines et décisions distinctes de la juridiction disciplinaire (p. 1044).

Retiré : amendement n° 151 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini : nécessité du caractère contradictoire des auditions (p. 1045).

Devient sans objet : amendement n° 180 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : saisines et décisions distinctes de la juridiction disciplinaire (p. 1044).

Article 18 (*Composition de la commission de discipline du parquet*) (p. 1045).

Adoptés : amendements identiques n° 11 de M. Alain Peyrefitte, ministre, n° 35 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 71 de M. Félix Ciccolini et n° 101 de M. Charles Lederman : rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale : élection des membres de la commission de discipline du parquet (p. 1045) ;

— l'article 18 est adopté (p. 1045).

Article 19 (*Désignation des suppléants des membres de la commission de discipline du parquet*) (p. 1045).

Adoptés : amendements identiques n° 12 de M. Alain Peyrefitte, ministre, n° 36 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 72 de M. Félix Ciccolini et n° 102 de M. Charles Lederman : rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale : modalités de désignation des suppléants des membres de la commission de discipline du parquet (p. 1045) ;

— l'article 19 est adopté (p. 1045).

Article 20 (*Mandat des membres de la commission de discipline du parquet*) (p. 1045).

Adoptés : amendements identiques n° 13 de M. Alain Peyrefitte, ministre, n° 37 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, n° 73 de M. Félix Ciccolini et n° 112 de M. Charles Lederman : rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale : déroulement du mandat des membres de la commission de discipline du parquet (p. 1046).

— l'article 20 est adopté (p. 1046).

Après l'article 20 (p. 1046).

Rejeté : amendement n° 38 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression des dispositions de l'article 76-I de l'ordonnance du 22 décembre 1958 relatives à « la retraite à date fixe » et l'exception faite aux magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation (p. 1047 ; scrutin public n° 110 ; liste des votants p. 1055).

Article 21 (*Honorariat des magistrats*) (p. 1047).

Adopté : amendement n° 46 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : cas de retrait de l'honorariat accordé aux magistrats à la retraite (p. 1047) ;

— l'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 1047).

Après l'article 21 (p. 1047).

Adopté : amendement n° 152 (section et art. additionnels) de M. Marcel Rudloff : principe et modalités d'application de la possibilité pour les auditeurs de justice d'être inscrits sur la liste des avocats stagiaires d'un barreau (p. 1049) ;

— une section et un article additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1049).

Article 22 (*Réduction de l'ancienneté requise pour accéder aux fonctions du second groupe du second grade*) (p. 1059).

Adopté : amendement n° 39 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : bonifications d'ancienneté pour l'accès à certains emplois non pourvus et possibilités de mutations ultérieures (p. 1062).

Retirés : amendement n° 74 de M. Félix Ciccolini : bonifications d'ancienneté pour l'accès à certains emplois non pourvus et possibilités de mutations ultérieures (p. 1060) ; amendement n° 113 de M. Charles Lederman : bonifications d'ancienneté pour l'accès à certains emplois non pourvus et possibilités de mutations ultérieures (p. 1060) ; amendement n° 128 de M. Raymond Bourgine : conditions requises pour exercer les fonctions de juge d'instruction (p. 1061) ;

— l'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 1062).

Avant l'article 23 (p. 1062).

Retiré : amendement d'harmonisation n° 182 (art. additionnel) de M. Charles Lederman (p. 1062).

Article 23 (*Quotas d'intégration directe*) (p. 1062).

Rejetés : amendement n° 114 de M. Charles Lederman : suppression de cet article prévoyant la prolongation pour dix années des dispositions transitoires permettant d'augmenter le recrutement latéral (p. 1062) ; amendements identiques n° 75 de M. Félix Ciccolini et n° 115 de M. Charles Lederman : limitation à cinq ans de la prorogation du régime transitoire (p. 1073 ; précédemment réservés p. 1063) ; amendement n° 183 de M. Charles Lederman : nombre des intégrations directes et nombre des places offertes aux concours de l'école nationale de la magistrature (p. 1073) ; amendement n° 76 de M. Félix Ciccolini : limitation des possibilités d'intégration directe au niveau actuellement en vigueur (p. 1073) ; amendement n° 116 de M. Charles Lederman : réduction du quota fixé pour l'accès au deuxième groupe du deuxième grade (p. 1073) ;

— l'article 23 est adopté (p. 1074).

Article 24 (*Concours exceptionnels*) (p. 1063).

Adoptés : amendements n° 40 et n° 41 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : référence aux titres et diplômes exigés pour se présenter au premier concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature (p. 1067) ; amendement n° 43 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, et amendement identique n° 84 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Jean Béranger : suppression de l'alinéa relatif au second concours (p. 1068) ; amendement n° 42 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : limitation à quatre ans au lieu de cinq de la validation des services antérieurs (p. 1068).

Rejetés : amendement n° 117 de M. Charles Lederman : suppression de cet article prévoyant un mode de recrutement exceptionnel prenant en compte les années d'activité professionnelle antérieure (p. 1064) ; amendement n° 118 de M. Charles Lederman : concours sur épreuves anonymes, à l'exclusion des titres et travaux (p. 1066) ; amendement n° 78 de M. Félix Ciccolini : concours sur épreuves, à l'exclusion des titres et travaux (p. 1067) ; amendement n° 153 de M. Louis Perrein, soutenu par M. Félix Ciccolini : durée du stage des candidats admis (p. 1067) ; amendement n° 119 de M. Charles Lederman : suppression des alinéas relatifs au deuxième concours et à la prise en compte des années d'activité professionnelle antérieure pour le classement hiérarchique (p. 1068).

Devient sans objet : amendement n° 141 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : application aux candidats reçus au second concours de la possibilité de validation des services antérieurs (p. 1069) ;

— l'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1069).

Article 25 (*Nombre de nominations au titre de concours exceptionnels*) (p. 1069).

Adopté : amendement n° 14 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : nombre de nominations offertes au recrutement exceptionnel et création d'emplois budgétaires (p. 1072).

Rejeté : amendement n° 79 de M. Félix Ciccolini : réduction de moitié du nombre des postes offerts au recrutement exceptionnel (p. 1070) ;

— l'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1072).

Après l'article 25 (p. 1074).

Irrecevable (art. 40 de la Constitution) : amendement n° 187 (art. additionnel) de M. Jacques Thyraud, rapporteur : bonifications d'ancienneté : extension du nombre des bénéficiaires, mais limitation au seul classement indiciaire (p. 1081 ; précédemment réservé p. 1075).

Article 26 (*Abrogation de l'article 20 de la loi organique du 17 juillet 1970 : nombre de nominations du premier groupe du second grade de la hiérarchie judiciaire*). — Adopté (p. 1075).

Article 27 (*Prorogation de l'application des dispositions transitoires de l'article 21 de la loi organique du 17 juillet 1970 : intégration directe dans les grades de la hiérarchie judiciaire*) (p. 1075).

Rejetés : amendement n° 121 de M. Charles Lederman : suppression de cet article relatif à la prorogation des dispositions transitoires jusqu'en 1991 (p. 1075) ; amendement n° 122 de M. Charles Lederman : réduction de la durée de la prorogation (p. 1075) ;

— l'article 27 est adopté (p. 1075).

Article 28 (*Durée du mandat des membres de la commission de discipline du parquet récemment désignés*). — Adopté (p. 1075).

Article 29 (*Renouvellement de la commission d'avancement et de la commission de discipline du parquet*). — Adopté (p. 1075).

Avant l'article 30 (p. 1075).

Rejeté : amendement n° 123 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : recrutement temporaire des professeurs titulaires et maîtres de conférence agrégés des facultés de droit (p. 1075).

Article 30 (*Prorogation de l'application des dispositions transitoires de l'article 14 de la loi organique du 17 juillet 1970 : recrutement temporaire de magistrats par contrats à durée limitée*) (p. 1075).

Adopté : amendement n° 189 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de la mention des anciens officiers ou assimilés de l'armée active (p. 1076).

Rejetés : amendement n° 124 de M. Charles Lederman : suppression de cet article prorogeant jusqu'en 1991 les possibilités de recrutement temporaire (p. 1075) ; amendement n° 125 de M. Charles Lederman : réduction de la durée de la prorogation (p. 1076) ;

— l'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 1076).

Article 31 (*Durée des contrats pour le recrutement temporaire des magistrats*) (p. 1076).

Rejeté : amendement n° 184 de M. Charles Lederman : suppression de cet article relatif au recrutement de magistrats contractuels (p. 1076) ;

— l'article 31 est adopté (p. 1076).

Article 32 (*Interdiction du cumul entre la retraite et le traitement des magistrats recrutés à titre temporaire*) (p. 1076).

Adoptés : amendements identiques n° 44 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, et n° 185 de M. Charles Lederman : suppression de cet article qui vise à interdire le cumul du traitement des magistrats temporaires avec une pension de retraite (p. 1078).

Devient sans objet : amendement n° 129 de M. Raymond Bourgine : possibilité de cumul du traitement des magistrats temporaires avec une pension de retraite dans la limite du traitement d'activité (p. 1078) ;

— l'article 32 est supprimé (p. 1078).

Article 33 (*Date de cessation des fonctions des magistrats recrutés à titre temporaire*). — Adopté (p. 1078).

Article 34 (*Respect des droits acquis des magistrats recrutés à titre temporaire avant l'entrée en vigueur de la loi*) (p. 1078).

Adopté : amendement n° 45 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 1078) ;

— l'article 34 est supprimé (p. 1078).

Article 35 (*Concours interne d'accès à l'école nationale de la magistrature du premier semestre* 1980).

Adopté : amendement rédactionnel n° 142 de M. Alain Peyrefitte, ministre (p. 1078) ;

— l'article 35, ainsi modifié, est adopté (p. 1078).

Après l'article 35 (p. 1078).

Adopté : amendement n° 163 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff : possibilité pour les futurs avocats en cours de formation de participer à des actes juridictionnels (p. 1082) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1082).

Rejetés : amendement n° 186 de M. Charles Lederman : limitation à trois ans de la durée d'effet des rétrogradations et déplacements d'office (p. 1079) ; amendement n° 154 de M. Guy Petit : possibilité pour les conciliateurs d'assister le juge d'instance dans l'exercice de ses attributions non juridictionnelles (p. 1080) ; amendement n° 157 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini : rôle de l'assemblée générale des cours d'appel pour la répartition des affaires entre les différentes chambres (p. 1081) ; amendement n° 158 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini : avis de l'assemblée générale de la cour d'appel préalable aux ordonnances du premier président de la cour portant mesures d'administration judiciaire (p. 1081) ; amendement n° 160 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Félix Ciccolini : procédure de désignation aux fonctions de juge d'instance (p. 1081).

Deuxième délibération : la deuxième délibération est ordonnée (p. 1083).

Article 2 (p. 1083).

Adopté : amendement n° 190 de M. Alain Peyrefitte, ministre : fixation à deux ans de la durée minimale d'exercice des fonctions de magistrat remplaçant (p. 1084) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1084).

Explications de vote :

— *M. Félix Ciccolini* (p. 1084) : critiques adressées à la justice française ; augmentation du nombre des procès ; effectifs supplémentaires de magistrats nécessaires ; recrutement latéral ; démocratisation du système d'accès à l'école nationale de la magistrature ; statut des magistrats et exercice des droits professionnels et syndicaux ; création des magistrats volants ; le groupe socialiste votera contre.

— *M. Charles Lederman* (p. 1085) : rôle de l'école nationale de la magistrature ; élargissement des possibilités de recrutement latéral ; création des magistrats volants ; mainmise du Gouvernement sur la magistrature ; le groupe communiste votera contre.

— *M. Guy Petit* (p. 1085) : remède apporté à une situation très critique ; vote unanime favorable du groupe U. R. E. I. et du groupe C. N. I. P.

— *M. Marcel Rudloff* (p 1085) : améliorations apportées par le Sénat à ce texte ; respect des principes fondamentaux de la justice française ; confiance aux magistrats de France ; vote favorable du groupe U. C. D. P.

Scrutin public (p. 1085, n° 111 ; liste des votants, p. 1110).

Adoption [8 avril 1980] (p. 1085).

Discussion (deuxième lecture).

[29 avril 1980] (p. 1602, 1624).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1602, 1604) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Henri Caillavet, Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice ; Charles Lederman.*

Auxiliaires de justice : M. Thyraud (Jacques) (p. 1603).

Avocats : MM. Caillavet (Henri) (p. 1603) ; Peyrefitte (Alain) (p. 1603, 1604) ; Lederman (Charles) (p. 1604).

Cour de cassation : M. Thyraud (Jacques) (p. 1603).

Ecole normale d'administration (*E. N. A.*) : M. Thyraud (Jacques) (p. 1603).

Etablissements pénitentiaires : MM. Peyrefitte (Alain) (p. 1603) ; Lederman (Charles) (p. 1604).

Magistrats : MM. Thyraud (Jacques) (p. 1602, 1603) ; Caillavet (Henri) (p. 1603) ; Peyrefitte (Alain) (p. 1604) ; Lederman (Charles) (p. 1604).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1604, 1624) : *MM. Félix Ciccolini, Charles Lederman, Jacques Thyraud, rapporteur ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice ; Marcel Rudloff, Maurice Fontaine.*

Article 1er (p. 1604).

Rejetés : amendements identiques n° 22 de M. Félix Ciccolini et n° 30 de M. Charles Lederman : suppression de cet article concernant la composition du corps judiciaire (p. 1605) ; amendements identiques n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, et n° 31 de M. Charles Lederman : exercice, par les magistrats remplaçants, des fonctions du niveau hiérarchique auquel ils appartiennent (p. 1606) ;

— l'article 1er est adopté (p. 1606).

Article 2 (p. 1606).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : maintien du magistrat remplaçant jusqu'au retour du magistrat remplacé (p. 1609) ; amendement n° 53 de M. Alain Peyrefitte, ministre : fixation d'un délai à l'exercice des fonctions du magistrat remplaçant ; nomination au tribunal de grande instance, même en surnombre (p. 1610).

Rejetés : amendement n° 34 de M. Charles Lederman : magistrat remplaçant et nomination, même en surnombre, au tribunal de grande instance (p. 1609) ; amendement n° 35 de M. Charles Lederman : fixation d'un délai à l'exercice des fonctions d'un magistrat remplaçant (p. 1610).

Deviennent sans objet : amendement n° 33 de M. Charles Lederman : maintien du magistrat remplaçant jusqu'au retour du magistrat remplacé (p. 1609) ; amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : fixation d'un délai à l'exercice des fonctions de magistrat remplaçant ; nomination au tribunal de grande instance, même en surnombre (p. 1610 ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1610).

Article 5 *bis* (p. 1610) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : rétablir cet article : délégation de magistrats du parquet à la cour de cassation et exercice des fonctions du ministère public (p. 1611) ;

— l'article 5 *bis* est rétabli, ainsi rédigé (p. 1611).

Article 5 *ter* (p. 1611) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : rétablissement de l'article pour coordination (p. 1611) ;

— l'article 5 *ter* est rétabli ainsi rédigé (p. 1611).

Article 6 (p. 1615) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendements identiques n° 6 de M. Jacques Thyraud, rapporteur et n° 37 de M. Charles Lederman : rétablissement de l'article pour coordination (p. 1615) ;

— l'article 6 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1615).

Article 7 (p. 1615) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendements identiques n° 7 de M. Jacques Thyraud, rapporteur et n° 38 de M. Charles Lederman : rétablissement de l'article pour coordination (p. 1615) ;

— l'article 7 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1615).

Article 9 (p. 1611).

Rejeté : amendement n° 28 de M. Félix Ciccolini : proposition des auditeurs de justice nommés sur titre (p. 1611) ;

— l'article 9 est adopté (p. 1612).

Article 13 (p. 1616).

Adopté : amendement n° 8 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : composition de la commission d'avancement en tant que commission d'intégration (p. 1616) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 1616).

Article 13 *bis* (p. 1612) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Rejeté : amendement n° 9 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : rétablissement de l'article : conditions d'ancienneté pour la nomination des magistrats aux fonctions de juge d'instruction (p. 1612).

— l'article 13 *bis* demeure supprimé (p. 1612).

Article 13 *ter* (p. 1612) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendements identiques n° 10 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, et n° 39 de M. Charles Lederman : nomination du juge d'instruction dans les formes prévues pour la nomination des magistrats du siège (p. 1614) ;

— l'article 13 *ter* est rétabli ainsi rédigé (p. 1614).

Article 14 (p. 1614).

Adoptés : amendements identiques n° 11 de M. Jacques Thyraud, rapporteur et n° 40 de M. Charles Lederman : composition de la commission d'avancement (p. 1615) ;

Rejeté : amendement n° 29 de M. Félix Ciccolini : composition de la commission d'avancement (p. 1614) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1615).

Article 15 (p. 1616) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendements identiques n° 12 de M. Jacques Thyraud, rapporteur et n° 41 de M. Claude Lederman : rétablissement de l'article pour coordination (p. 1616) ;

— l'article 15 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1616).

Article 16 (p. 1616) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendements identiques n° 13 de M. Jacques Thyraud, rapporteur et n° 42 de M. Charles Lederman : rétablissement de l'article pour coordination (p. 1617) ;

— l'article 16 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1617).

Article 17 *bis* (p. 1617) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Rejetés : amendements identiques n° 43 de M. Charles Lederman et n° 50 de M. Henri Caillavet : rétablissement de l'article : avertissement et recours devant le conseil supérieur de la magistrature (p. 1617) ;

— l'article 17 *bis* demeure supprimé (p. 1617).

Article 18 (p. 1617) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendements identiques n° 14 de M. Jacques Thyraud, rapporteur et n° 44 de M. Charles Lederman : élection des membres de la commission de discipline du parquet (p. 1618) ;

— l'article 18 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1618).

Article 19 (p. 1618) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendements identiques n° 15 de M. Jacques Thyraud, rapporteur et n° 45 de M. Charles Lederman : rétablissement de l'article pour coordination (p. 1618).

— l'article 19 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1618).

Article 20 (p. 1618) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendements identiques n° 16 de M. Jacques Thyraud, rapporteur et n° 46 de M. Charles Lederman : rétablissement de l'article pour coordination (p. 1618) ;

— l'article 20 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1618).

Article 21 *bis* (p. 1618).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : possibilité d'inscription des auditeurs de justice sur la liste des avocats stagiaires (p. 1619) ;

— l'article 21 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1619).

Article 24 (p. 1619).

Adoptés : amendements identiques n° 18 de M. Jacques Thyraud, rapporteur et n° 48 de M. Charles Lederman : suppression des dispositions de cet article prévoyant un concours exceptionnel réservé aux docteurs en droit (p. 1622).

Rejetés : amendement n° 47 de M. Charles Lederman : concours sur épreuves pour le recrutement exceptionnel de l'école national de la magistrature (p. 1620) ; amendement n° 26 de M. Félix Ciccolini : durée du stage rémunéré à l'école nationale de la magistrature (p. 1620) ; amendement n° 52 de M. Henri Caillavet : durée du stage rémunéré à l'école nationale de la magistrature (p. 1620) ; amendement n° 51 de M. Henri Caillavet : contrôle à l'issue des stages rémunérés de l'école nationale de la magistrature (p. 1621).

Retiré : amendement n° 25 de M. Félix Ciccolini : concours sur épreuves pour le recrutement exceptionnel de l'école nationale de la magistrature ; retiré (p. 1620) ;

— l'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 1622).

Article 25 (p. 1622).

Adopté : amendement n° 19 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : nombre d'emplois créés par le budget de l'année et références pour les nominations faites par concours exceptionnel (p. 1623).

Rejetés : amendement n° 27 de M. Félix Ciccolini : importance du recrutement par concours exceptionnel (p. 1622) ; amendement n° 49 de M. Charles Lederman : nombre d'emplois créés par le budget de l'année et références pour les nominations faites par concours exceptionnel (p. 1623).

Devient sans objet : amendement n° 54 de M. Alain Peyrefitte, ministre : nombre d'emplois créés par le budget de l'année et références pour les nominations faites par concours exceptionnel (p. 1623) ;

— l'article 25, ainsi modifié, est adopté (p. 1623).

Après l'article 25 (p. 1623).

Adopté : amendement n° 55 (article additionnel) de M. Alain Peyrefitte, ministre : application des règles régissant les fonctions d'auditeur de justice aux stagiaires de l'école nationale de la magistrature (p. 1623) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1623).

Article 27 *bis* (p. 1623).

Adopté : amendement rédactionnel n° 20 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 1623) ;

— l'article 27 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1623).

Article 36 (p. 1623) (supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 21 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : rétablissement de l'article : participation des avocats stagiaires aux activités des juridictions (p. 1624) ;

— l'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 1624).

Explications de vote :

— *M. Charles Ledermann* (p. 1624) : caractère inutile et dangereux du texte présenté ; opposition du groupe communiste.

— *M. Félix Ciccolini* (p. 1624) : opposition du groupe socialiste ; insuffisance de la protection de la magistrature ; rejet par l'Assemblée nationale des améliorations apportées par le Sénat.

— *M. Marcel Rudloff* (p. 1624) : vote favorable du groupe de l'U. D. C. P. : modifications apportées par l'Assemblée nationale et vote par le Sénat de nombreux amendements.

Scrutin public (p. 1624, n° 118, liste des votants p. 1647).

Adoption [29 avril 1980] (p. 1624).

Discussion (nouvelle lecture).

[29 juin 1980] (p. 3318, 3323).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3318) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.*

Magistrats : M. Thyraud (Jacques) (p. 3318).

Magistrature (Commission d'avancement) : M. Thyraud (Jacques) (p. 3318).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3318, 3323) : *MM. Jacques Thyraud, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat ; Raymond Bourgine, Charles Lederman.*

Article 2 (*art.* 3-1 [*nouveau*] *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*). — Adopté (p. 3318).

Article 5 *bis* (*art. L.* 121-2 *du code de l'organisation judiciaire*) (p. 3319).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : possibilité de délégation à la Cour de cassation de magistrats du parquet des cours d'appel (p. 3319) ;

— l'article 5 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 3319).

Article 5 *ter* (*art.* 39 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*) (p. 3319).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif aux délégations de magistrats à la Cour de cassation (p. 3319) ;

— l'article 5 *ter*, ainsi modifié, est adopté.

Article 13 (*art.* 31 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*). — Adopté (p. 3319).

Article 14 (*art.* 35 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*) (p. 3319).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : élection des magistrats membres de la commission d'avancement et d'intégration (p. 3320) : amendement de coordination n° 9 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 3320) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3320).

Article 6 (*suite*) (*art.* 13-1 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*) (p. 3320).

Adopté : amendement de coordination n° 6, précédemment réservé, de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 3320) ;

— l'article 6 est rétabli (p. 3320).

Article 7 (*suite*) (*art.* 13-4 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*) (p. 3320).

Adopté : amendement de coordination n° 7, précédemment réservé, de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 3320) ;

— l'article 7 est rétabli (p. 3320).

Article 15 (*art.* 35-1 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature* (p. 3320).

Adopté : amendement de coordination n° 10 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 3321) ;

— l'article 15 est réabli (p. 3321).

Article 16 (*art.* 35-2 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*) (p. 3321).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 3321) ;

— l'article 16 est rétabli (p. 3321).

Article 18 (*art.* 60 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*) (p. 3321).

Adopté : amendement n° 12 de M. Jacques Thyraud, rapporteur ; rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale, relatif à l'élection des représentants des magistrats membres de la commission de discipline du Parquet (p. 3321).

— l'article 18 est rétabli (p. 3321).

Article 19 (*art.* 61 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*) (p. 3321).

Adopté : amendement n° 13 de coordination de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 3321).

— l'article 19 est rétabli (p. 3321).

Article 20 (*art.* 61-1 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*) (p. 3321).

Adopté : amendement de coordination n° 14 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (p. 3321).

— l'article 20 est rétabli (p. 3321).

Article 21 *bis* (*art.* 19 *de l'ordonnance du 22 décembre* 1958 *relative à la magistrature*) (p. 3321).

Adopté : amendement n° 15 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : possibilité pour les auditeurs de justice de participer aux activités des barreaux (p. 3322) ;

— l'article 21 *bis* ainsi modifié est adopté (p. 3322).

Article 24 (p. 3322).

Adoptés : amendements identiques n° 2 de M. Charles Lederman et n° 16 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif aux concours exceptionnels pour l'accès au second groupe du second grade (p. 3323).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Charles Lederman : suppression des titres et travaux : concours sur épreuves écrites anonymes et sur épreuves orales (p. 3322) ;

— l'article 24, ainsi modifié, est adopté (p. 3322).

Article 25 (p. 3323).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Charles Lederman : limitation du nombre des recrutements par concours exceptionnels (p. 3323) ;

— l'article 25 est adopté (p. 3323).

Article 36 (*art. 12-1 [nouveau] de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques*) (p. 3323).

Adopté : amendement n° 17 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et visant à autoriser les futurs avocats à participer aux travaux des juridictions et aux activités du Parquet (p. 3323) ;

— l'article 36 est rétabli (p. 3323).

Explications de vote :

— *M. Charles Lederman* (p. 3323) : opposition du groupe communiste au projet.

— *M. Robert Schwint* (p. 3323) : opposition du groupe socialiste.

Scrutin public (p. 3323 ; n° 164 ; liste des votants, p. 3378, 3380).

Adoption [29 juin 1980] (p. 3323).

(Magistrats.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, Justice.
PROCÉDURE PÉNALE, **2**, D.G. ; C.M.P.
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1**, D.G. ; deuxième lecture, D.G.

MAGISTRATURE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Intérieur.

(Magistrature [commissions d'avancement].)

Voir MAGISTRATS, **1**, nouvelle lecture, D.G.

MAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Intérieur.

MAISONS D'ACCUEIL SPECIALISEES (M. A. S.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

MAISONS DE LA CULTURE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication.
QUESTION ORALE, n° **2649.**

MAISONS DE RETRAITE

Voir QUESTION ORALE, n° **2722.**

(Maisons de retraite [anciens combattants].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Anciens combattants.

MAISONS FAMILIALES RURALES D'EDUCATION ET D'ORIENTATION

Voir AGRICULTURE, **1**, D.G.
FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1**, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie : Agriculture ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

MAITRES ASSISTANTS (UNIVERSITES)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1**, D.G.

MAITRES NAGEURS SAUVETEURS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.
QUESTION ORALE, n° **2685**

MALADIES DE LONGUE DUREE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **352.**

MALADIES DU BETAIL

Voir AGRICULTURE, **1**, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie : Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **444.**

MALADIES PROFESSIONNELLES

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1**, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

MALADIES TROPICALES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **363.**

MALI

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **27.**

MANIOC

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

MANIFESTATIONS

Voir AGRICULTURE, **1**, deuxième lecture, D.G.
LOI DE FINANCES, **6**, Départements d'outre-mer.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 381, 382, 386, 387, 409.**

MANUELS SCOLAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie : avant l'article **21** Education.

MANUFACTURE DES TABACS (S. E. I. T. A.)

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1**, D.G.

« MANUFRANCE »

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie : avant l'article **2.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **413.**

MARCHE INTERNATIONAL DU DISQUE ET DE L'EDITION MUSICALE (M. I. D. E. M.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **242.**

MARCHES ADMINISTRATIFS

Voir QUESTION ORALE, n° **2837.**

MARIAGE

Voir NATIONALITÉ FRANÇAISE, **1**, D.G.

(Mariages [binationaux].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **330.**

MARINE MARCHANDE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380.**

MARINE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **380.**

MARINS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **9,** D. G.

MARINS-PECHEURS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : avant l'article 2.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **467.**

(Marins-pêcheurs de l'école de pêche de Fort-de-France.)
Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D. G.

MAROC

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **21,** D. G.

MARQUAGE (des textiles).

Voir TEXTILE (INDUSTRIE), **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Industrie.

MARTINIQUE (LA)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Départements d'outre-mer.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **416, 427.**

MASSEURS KINESITHERAPEUTES

Voir INFIRMIERS, **1,** D. G.

MATERNITES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

MATERIEL AGRICOLE

Voir QUESTION ORALE, n° **69.**

MATERIEL CINEMATOGRAPHIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **66.**

MATERIEL FERROVIAIRE

Voir QUESTION ORALE, n° **2813.**

MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

MATHEMATIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Education.

MATIERES GRASSES ANIMALES ET VEGETALES

Voir AGRICULTURE, **1,** deuxième lecture, D. G.

(Huile [d'olive].)

(Oléagineux.)
Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **444.**

MATIERES NUCLEAIRES

Voir ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** deuxième lecture, D. G
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **19,** D. G.

MATIERES PREMIERES

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **2762.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

MAURICE (ÎLE)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Education.
QUESTION ORALE, n° **2798.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, n° **29,** D. G.

MAURITANIE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **9,** D. G.

MAYOTTE

Dépôt d'un **rapport du Gouvernement** sur Mayotte, en application de l'article 3 de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 [5 décembre 1980] (p. 5849).

(Mayotte.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'article 3 A ; Transports ; Départements d'outre-mer ; Education ; C. M. P.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **416, 449.**

MECANIQUE (INDUSTRIE)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2809, 4.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **316.**

MEDAILLE MILITAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Légion d'honneur et ordre de la Libération.

MEDAILLES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Monnaies et médailles.

MEDECINE

1. — **Proposition de loi tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 63 du code pénal,** présentée par MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, sénateurs [13 octobre 1978] (n° **29,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires sociales [24 octobre 1978]. — Rapport de M. Jean-Marie Girault [2 octobre 1979] (n° **2,** 1979-1980). — Avis commun sur cette proposition et sur la proposition n° **301,** 1977-1978 de M. Jean Mézard [23 avril 1980] (n° **228,** 1979-1980). — Discussion et rejet [7 mai 1980] (p. 1784, 1787).

Discussion (première lecture).

[7 mai 1980] (p. 1784, 1787).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [7 mai 1980] (p. 1784, 1787) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Jean Mézard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Henri Caillavet, Michel Darras, Charles Lederman, Paul Pillet, Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice ; Marcel Rudloff.*

« *Acharnement thérapeutique* » : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1784, 1785) ; Caillavet (Henri) (p. 1785) ; Darras (Michel) (p. 1785).

« *Droit de vivre sa mort* » : M. Rudloff (Marcel) (p. 1787).

Médecins (Responsabilité des) : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1784, 1785, 1786) ; Caillavet (Henri) (p. 1785) ; Darras (Michel) (p. 1785, 1786) ; Lederman (Charles) (p. 1786).

Non-assistance à personne en danger : MM. Girault (Jean-Marie) (p. 1784, 1785) ; Mézard (Jean) (p. 1785) ; Caillavet (Henri) (p. 1785, 1786) ; Darras (Michel) (p. 1785) ; Rudloff (Marcel) (p. 1787).

Adoption des conclusions de la commission des lois tendant au rejet de la proposition de loi (p. 1787).

(Médecine.)

Voir LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Coopération.

(Médecine [Enseignement de la].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

MEDECINE DU TRAVAIL

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

MEDECINE PREVENTIVE

Voir QUESTION ORALE, n° **36.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **457.**

MEDECINE SCOLAIRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

MEDECINS

Voir FEMMES, **1,** deuxième lecture, D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; deuxième partie, Santé et sécurité sociale.

PROFESSIONS MÉDICALES, **1,** D. G.

QUESTIONS ORALES, n°s **2718, 2803, 59.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 324, 432.**

(Médecins [Responsabilité des].)

Voir MÉDECINE, **1,** D. G.

MEDIATEUR

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense ; Services du Premier ministre. —I. — Services généraux.

MEDICAMENTS

1. — Proposition de loi relative à l'innocuité des médicaments et à l'usage des substances vénéneuses, présentée par M. Bernard Talon, sénateur [14 juin 1979] (n° **396,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Bernard Talon [22 mai 1980] (n° **254,** 1979-1980). — Discussion [5 juin 1980] (p. 2392, 2396). — Adoption [5 juin 1980] (n° **72**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [6 juin 1981] (n° **1781**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Gérard Braun [26 juin 1980] (n° **1862**). — Discussion [27 juin 1980]. — Adoption [27 juin 1980] (n° **336**).

PROMULGATION : loi n° 80-512 du 7 juillet 1980.

(*J. O.* Lois et décrets du 9 juillet 1980.)

Discussion (première lecture).

[5 juin 1980] (p. 2392, 2396).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2392, 2394) : *MM. Bernard Talon, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.*

Médicaments : MM. Talon (Bernard) (p. 2392, 2393) ; Barrot (Jacques) (p. 2394).

Ordre des médecins : MM. Talon (Bernard) (p. 2393) ; Barrot (Jacques) (p. 2394).

Ordre des pharmaciens : M. Talon (Bernard) (p. 2393).

Pharmacovigilance : MM. Talon (Bernard) (p. 2392, 2393) ; Barrot (Jacques) (p. 2394).

Substances vénéneuses : MM. Talon (Bernard) (p. 2393) ; Barrot (Jacques) (p. 2394).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2394, 2396) : *M. Jacques Henriet, Mme Cécile Goldet, M. Bernard Talon, rapporteur, Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.*

Article 1er (*Pharmacovigilance*). — Adopté (p. 2394).

Article 2 (*Interdiction de la prescription de certaines préparations magistrales effectuées à partir de mélanges dangereux*). — Adopté (p. 2394).

Après l'article 2 (p. 2394).

Rejeté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Jacques Henriet : autorisation de mise sur le marché et vérification de l'innocuité génétique (p. 2396).

Adoption [5 juin 1980] (p. 2396).

(Médicaments.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **454, 457.**

MELANESIENS (ETHNIE)

Voir NOUVELLE-CALÉDONIE, **2,** D. G.

MENSUALISATION

(Mensualisations des pensions.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — I. — Charges communes. — II. — Section commune. — IV. — Budget.

(Mensualisation des salaires.)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Monnaies et médailles ; Imprimerie nationale.

QUESTION ORALE, n° **29.**

MER

(Droit de la mer.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

(Ressources de la mer.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer ; Territoire d'outre-mer ; Environnement et cadre de vie.

NODULES POLYMÉTALLIQUES.

OCÉANOLOGIE.

MER (MINISTERE DE LA)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

MERE DE FAMILLE

Voir FAMILLE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Santé et sécurité sociale.
VEUVES, **1,** D.G. ; troisième lecture, D.G.

METAUX

(Métaux précieux).

Voir GARANTIE (DROIT DE).
IMPÔTS, **2,** D.G.

(Métaux : gisements.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2645.**

METAUX (INDUSTRIE DES)

Voir QUESTION ORALE, n°s **2645, 2691.**

METAYAGE

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G.

METEOROLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **33,** D. G.

METIERS D'ART

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

METROPOLITAIN

Voir RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (R. A. T. P.).
QUESTION ORALE, n° **45.**

MEUBLÉS (LOCATION)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

MIGRATIONS (Départements d'outre-mer.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer.
TRAVAILLEURS IMMIGRÉS.

MINES ET CARRIERES

1. — **Proposition de loi tendant à assurer l'activité des mines de fer de Lorraine dans l'intérêt national,** présentée par M. Raymond Dumont, sénateur, et plusieurs de ses collègues [2 décembre 1980] (n° **132,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Mines et carrières.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche ; Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer ; Industrie ; Aménagement du territoire.
QUESTIONS ORALES, n°s **2659, 2768, 2772, 2795.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **375.**

MINEURS

Voir FEMMES, **1,** deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

MINEURS (TRAVAILLEURS DE LA MINE)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2752, 2.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **339, 366.**

MINISTERES

Nomination du Premier ministre, le 3 avril 1978 [*J. O.* **Lois** et décrets des 3 et 4 avril **1978**] **(p. 1483).**

Nomination des ministres, le 5 avril 1978 [*J. O.* Lois et décrets du 6 avril 1978] (p. 1539).

Premier ministre	Raymond Barre.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Alain Peyrefitte.
Ministre de la santé et de la famille	Mme Simone Veil.
Ministre de l'intérieur	Christian Bonnet.
Ministre des affaires étrangères	Louis de Guiringaud.
Ministre de la défense	Yvon Bourges.
Ministre du travail et de la participation	Robert Boulin.
Ministre de la coopération	Robert Galley.
Ministre de l'économie	René Monory.
Ministre du budget	Maurice Papon.
Ministre de l'environnement et du cadre de vie	Michel d'Ornano.
Ministre de l'éducation	Christian Beullac.
Ministre des universités	Mme Alice Saunier-Séité.
Ministre de l'agriculture	Pierre Méhaignerie.
Ministre de l'industrie	André Giraud.
Ministre des transports	Joël Le Theule.
Ministre du commerce et de l'artisanat	Jacques Barrot.
Ministre du commerce extérieur	Jean-François Deniau.
Ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs	Jean-Pierre Soisson.
Ministre de la culture et de la communication	Jean-Philippe Lecat.

Nomination des secrétaires d'Etat :

— le 5 avril 1978 [*J. O.* Lois et décrets du 6 avril 1978] (p. 1539).

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications	Norbert Ségard.
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants.	Maurice Plantier.

— le 6 avril 1978 [*J. O.* Lois et décrets du 7 avril 1978] (p. 1571).

Secrétaires d'Etat auprès du Premier ministre :	Jacques Dominati.
(Relations avec le Parlement)	Jacques Limouzy.
(Recherche)	Pierre Aigrain.
Secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice	Mme Monique Pelletier.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille	Daniel Hoeffel.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'intérieur :	
(Départements et territoires d'outre-mer)	Paul Dijoud.
(Collectivités locales)	Marc Bécam.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères	Olivier Stirn.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation :	
(Formation professionnelle)	Jacques Legendre.
(Travailleurs manuels et immigrés)	Lionel Stoléru.
(Emplois féminins)	Mme Nicole Pasquier.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie :	
(Logement)	Marcel Cavaillé.
(Environnement)	François Delmas.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation	Jacques Pelletier.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture	Jacques Fouchier.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie (petite et moyenne industrie)	Jean-Pierre Prouteau.

Modifications intervenues en 1978.

Il est mis fin aux fonctions de Mme Monique Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [décret du 11 septembre 1978, *J. O.* Lois et décrets des 11 et 12 septembre 1978] (p. 3250).

Mme Monique Pelletier est nommée ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine [décret du 11 septembre 1978, *J. O.* des 11 et 12 septembre 1978] (p. 3250).

M. Jean-Paul Mourot est nommé secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [décret du 11 septembre 1978, *J. O.* des 11 et 12 septembre 1978] (p. 3250).

M. Pierre Bernard-Reymond est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères [décret du 11 septembre 1978, *J. O.* des 11 et 12 septembre 1978] (p. 3250).

Il est mis fin aux fonctions de M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères [décret du 29 novembre 1978, *J. O.* du 20 novembre 1978] (p. 3983).

M. Jean François-Poncet est nommé ministre des affaires étrangères [décret du 29 novembre 1978, *J. O.* du 30 novembre 1978] (p. 3983).

Modifications intervenues en 1979.

M. Jacques Barrot est nommé ministre de la santé et de la sécurité sociale en remplacement de Mme Simone Veil, dont la démission est acceptée [décret du 4 juillet 1979, *J. O.* Lois et décrets du 5 juillet 1979] (p. 1614).

M. Maurice Charretier est nommé ministre du commerce et de l'artisanat [décret du 4 juillet 1979, *J. O.* du 5 juillet 1979] (p. 1614).

M. Jean Farge est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [décret du 4 juillet 1979, *J. O.* du 5 juillet 1979] (p. 1614).

M. Michel Debatisse est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des industries agricoles et alimentaires [décret du 22 octobre 1979, *J. O.* du 22 et 23 octobre 1979] (p. 2647).

M. Jean Mattéoli est nommé ministre du travail et de la participation en remplacement de M. Robert Boulin, décédé [décret du 8 novembre 1979, *J. O.* du 9 novembre 1979] (p. 2775).

Modifications intervenues en 1980.

Il est mis fin aux fonctions de M. Yvon Bourges, ministre de la défense [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Marc Bécam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Collectivités locales) [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Logement) [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Joël Le Theule, ministre des transports [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Joël Le Theule est nommé ministre de la défense [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Jean-François Deniau est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des réformes administratives [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Daniel Hoeffel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Daniel Hoeffel est nommé ministre des transports [décret du 2 octobre 1980, *J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Michel Cointat est nommé ministre du commerce extérieur [décret du 2 octobre 1980, *J. O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (Formation professionnelle) [décret du 2 octobre 1980, *J. O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Jacques Legendre est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle) [décret du 2 octobre 1980, *J. O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

M. Rémy Montagne est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [décret du 2 octobre 1980, *J. O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Il est mis fin aux fonctions de M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications [décret du 5 novembre 1980] (p. 2582).

M. Norbert Ségard est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre [décret du 5 novembre 1980, *J. O.* du 6 novembre 1980] (p. 2582).

M. Pierre Ribes est nommé secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion [décret du 5 novembre 1980, *J. O.* du 6 novembre 1980] (p. 2582).

M. Robert Galley, ministre de la coopération, est nommé ministre de la défense, en remplacement de M. Joël Le Theule décédé, et ministre de la coopération [décret du 22 décembre 1980, *J. O.* des 22 et 23 décembre 1980] (p. 3018).

MINISTRES ET SECRETAIRES D'ETAT

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **14, 15.**

MIRAGE (AVIONS)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.

(Mirage 2000 [avion].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **356.**

MISSILES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense ; Affaires étrangères.

MISSION INTERMINISTERIELLE DE LA MER

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. Services généraux.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380.**

MISTRAL (Frédéric)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **346.**

MONACO (Principauté de)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11,** D. G.

MONNAIES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Monnaies et médailles.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

MONNAIES ET MEDAILLES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Monnaies et médailles.
QUESTION ORALE, n° **2657.**

MONOPOLES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2807, 85.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **402, 464.**
TABACS ET ALLUMETTES, **1,** D. G.

(Monopole des postes)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Postes et télécommunications.

MONTAGNE

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

INDEMNITÉ SPÉCIALE DE MONTAGNE (I. S. M.)

LOI DE FINANCES, **6**, Tourisme ; Agriculture ; Aménagement du territoire.

QUESTIONS ORALES, n°s **2697, 2724.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 370, 407, 444.**

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**

LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

MONUMENTS HISTORIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication ; Environnement et cadre de vie.

MUSÉES, **1**, D. G.

QUESTION ORALE, n° **2676.**

MOTOCYCLETTES (INDUSTRIE)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Industrie.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **473.**

MOYEN-ORIENT

Voir DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT, **3.**

LOI DE FINANCES, **1**, Affaires étrangères.

LOI DE FINANCES, **6**, Affaires étrangères.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **274, 361.**

MOYSE (ENTREPRISE)

Voir QUESTION ORALE, n° **2767.**

MUSEES

1. — Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance, présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1979. — 2 octobre 1979] (n° **476**, 1978-1979). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Paul Séramy [24 avril 1980] (n° **229**, 1979-1980). — Discussion [27 mai 1980] (p. 2170, 2179). — Adoption [27 mai 1980] (n° **65**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [28 mai 1980] (n° **1763**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Jean-Paul Fuchs [19 juin 1980] (n° **1808**). — Discussion [25 juin 1980]. — Adoption modifiée [25 juin 1980] (n° **325**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [26 juin 1980] (n° **354**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Paul Séramy [27 juin 1980] (n° **357**, 1979-1980). — Discussion [30 juin 1980] (p. 3387, 3389). — Adoption [30 juin 1980] (n° **120**).

PROMULGATION : loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 15 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[27 mai 1980] (p. 2170, 2179).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2170, 2175) : *MM. Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; James Marson, Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication ; Maxime Javelly.*

Architectes en chef des monuments historiques : M. Séramy (Paul) (p. 2172).

Archives : MM. Séramy (Paul) (p. 2171) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 2175).

Bibliothèques : MM. Séramy (Paul) (p. 2171) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 2175).

Coutumes : M. Javelly (Maxime) (p. 2175).

Droit de préemption (musées) : M. Marson (James) (p. 2173).

Fontainebleau (château) : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 2174).

Fouilles : MM. Séramy (Paul) (p. 2171) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 2175).

Foyers ruraux : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 2175).

Gardiens (musées) : MM. Séramy (Paul) (p. 2171) ; Marson (James) (p. 2172, 2173) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 2174).

Monuments historiques : MM. Séramy (Paul) (p. 2170, 2171, 2172) ; Marson (James) (p. 2174) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 2174, 2175).

Musées : MM. Séramy (Paul) (p. 2171) ; Marson (James) (p. 2172, 2173, 2174) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 2174, 2175).

Sécurité (musées) : MM. Séramy (Paul) (p. 2170, 2171) ; Marson (James) (p. 2172, 2173) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 2174).

Tuileries (jardin) : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 2175).

Vols : MM. Séramy (Paul) (p. 2171) ; Marson (James) (p. 2172).

Zones rurales : MM. Javelly (Maxime) (p. 2175) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 2175).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2176, 2179) : *MM. Paul Séramy, rapporteur ; Jean-Philippe Lecat, ministre, James Marson.*

Article 1er (*Modification d'intitulé de paragraphe au livre III du code pénal*). — Adopté (p. 2176).

Article 2 (*Définition de délits et barème des peines*) (p. 2176).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Paul Séramy, rapporteur : augmentation du montant maximum de l'amende pour délit de dégradation de monuments et d'objets d'intérêt public (p. 2176). — Amendement n° 2 de M. Paul Séramy, rapporteur : protection des immeubles classés et inscrits (p. 2176). — Amendement n° 3 de M. Paul Séramy, rapporteur : constitution de l'infraction contre le patrimoine (p. 2177) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2177).

Article 3 (*Police spéciale des biens culturels ; agents habilités à constater les infractions*) (p. 2177).

Adopté : amendement n° 4 de M. Paul Séramy, rapporteur : application du principe de l'assermentation et décret en Conseil d'État (p. 2178) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2178).

Article 4 (*Police spéciale des biens culturels ; transmission des procès-verbaux*). — Adopté (p. 2178).

Article 5 (*Police spéciale des biens culturels ; fondement légal des mesures conservatoires d'urgence*) (p. 2178).

Retiré : amendement n° 6 de M. James Marson : fermeture des lieux ou établissements concernés en cas de crimes ou de délits flagrants (p. 2178) ;

— l'article 5 est adopté (p. 2178).

Article 6 (*Abrogation de l'article* 32 *de la loi du* 31 *décembre* 1973 *sur les monuments historiques*). — Adopté (p. 2179).

Article 7 (*Modalités d'application de l'article* 3 *fixées par décret en Conseil d'Etat*) (p. 2179).

Adopté : amendement n° 5 de M. Paul Séramy, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 2179) ;

— l'article 7 est supprimé (p. 2179).

Adoption [27 mai 1980] (p. 2179).

Discussion (deuxième lecture).

[30 juin 1980] (p. 3387, 3389).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3387, 3388) : *MM. Paul Séramy, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Joël Le Theule, ministre des transports, en remplacement de M. le ministre de la culture et de la communication.*

Architectes en chef des monuments historiques : MM. Séramy (Paul) (p. 3388) ; Le Theule (Joël) (p. 3388).

Archives : M. Le Theule (Joël) (p. 3388).

Chantage : MM. Séramy (Paul) (p. 3387) ; Le Theule (Joël) (p. 3388).

Fouilles : M. Séramy (Paul) (p. 3388).

Gardiens (musées) : MM. Séramy (Paul) (p. 3387) ; Le Theule (Joël) (p. 3388).

Musées : M. Le Theule (Joël) (p. 3388).

Patrimoine (année du) : M. Le Theule (Joël) (p. 3388).

Sécurité (Musées) : MM. Séramy (Paul) (p. 3387) ; Le Theule (Joël) (p. 3388).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3389).

Articles 2, 3, 5 et 6. — Adoptés (p. 3389).

Adoption [30 juin 1980] (p. 3389).

(Musées.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication ; Universités.

QUESTION ORALE, n° **2818.**

MUSEE DES SCIENCES ET TECHNIQUES (de la Villette)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Universités ; Economie et budget. — I. — Charges communes.

MUSEE DU SPORT

Voir LOI DE FINANCES, **1**, Jeunesse et sports.

MUSEE DU XIX^e SIECLE (Orsay)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication.

MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Universités.

QUESTION ORALE, n° **8.**

MUSIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication.

QUESTION ORALE, n° **2675.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **242.**

MUTATIONS (DROITS DE)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie : après l'art. 4 *bis*.

(Droits de mutation à titre gratuit.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, C. M. P.

MUTUALITE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie : art. 1° ; Santé et sécurité sociale.

QUESTIONS ORALES, n^os **2660, 2665, 2709, 2716, 20.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n^os **324, 352.**

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, Prestations sociales agricoles ; Commerce et artisanat ; C. M. P.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, C. M. P.

MUTUELLE NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE (M. N. E. F.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Santé et sécurité sociale.

QUESTION ORALE, n° **20.**

MUTUELLES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

N

NAMIBIE

Voir QUESTION ORALE, n° **2678.**

NATALITE

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

DÉMOGRAPHIE.

NATIONALISATIONS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **336.**

NATIONALITE FRANÇAISE

1. — **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française,** présentée par M. Jacques Habert, sénateur, et plusieurs de ses collègues [23 octobre 1979] (n° **30**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; rapport de M. Charles de Cuttoli [24 avril 1980] (n° **230**, 1979-1980). — Discussion [29 mai 1980] (p. 2206, 2215). — Adoption [29 mai 1980] (n° **69**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française, du code du service national et du code électoral** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [29 mai 1980] (n° **1769**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées [25 juin 1980].

Discussion (première lecture).

[29 mai 1980] (p. 2206, 2215).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2206, 2209) : *MM. Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Habert, Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Français de l'étranger : MM. de Cuttoli (Charles) (p. 2208) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 2209).

Mariage : MM. de Cuttoli (Charles) (p. 2206, 2207) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 2208, 2209).

Nationalité française : MM. de Cuttoli (Charles) (p. 2206, 2207, 2208) ; Habert (Jacques) (p. 2208) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 2208).

Naturalisation : MM. de Cuttoli (Charles) (p. 2207) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 2209).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2209, 2215) : *MM. Jacques Eberhard, Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat ; Jacques Habert, Charles de Cuttoli, rapporteur.*

Article 1^er (*Suppression des facultés de répudiation de la nationalité française : abrogation de divers articles du code de la nationalité française*) (p. 2209) ;

— l'article 1^er est rejeté (p. 2210).

Article 2 (*Suppression des facultés de répudiation de la nationalité française : modification de divers articles du code de la nationalité française*) (p. 2210) ;

— l'article 2 est rejeté (p. 2210).

Article 3 (*Acquisition de la nationalité française par mariage*) (p. 2211).

Adopté : amendement n° 1 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : acquisition de la nationalité française par mariage pendant un délai de six mois (p. 2212).

Retiré : sous-amendement n° 7 de M. Jacques Habert : conditions de communauté de vie (p. 2212) ;

— l'article 3, ainsi modifiée, est adopté (p. 2212).

Article 4 (*Déclaration d'acquisition de la nationalité française*) (p. 2212).

Adopté : amendement n° 2 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : loi du 10 août 1927 sur la déclaration d'acquisition de la nationalité française et réouverture d'un délai pour les femmes étrangères ayant épousé un Français (p. 2212) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2212).

Article 5 (*Naturalisation en cas de séjour hors de France*) (p. 2212).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : naturalisation et conditions de résidence ; voyage exceptionnel à l'étranger (p. 2212) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2212).

Article 6 (*Acquisition de la nationalité française pour la personne ayant contracté mariage avec un Français travaillant à l'étranger*) (p. 2212).

Adopté : amendement n° 4 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : acquisition de la nationalité française pour l'épouse « mariée » à un Français travaillant à l'étranger pour le compte de l'Etat français ou ayant une activité intéressant l'économie ou la culture française (p. 2212).

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2212).

Article 7 (*Réintégration de Français d'origine dans la nationalité française*). — Adopté (p. 2213).

Article 8 (*Abrogation pour harmonisation de l'article 97-3 du code de la nationalité française*). — Adopté (p. 2214).

Article 9 (*Réintégration dans la nationalité française par déclaration, des personnes d'origine française ayant perdu leur nationalité par mariage ou acquisition d'une nationalité étrangère et des personnes auxquelles l'établissement d'un certificat de nationalité française a été refusé*). — Adopté (p. 2214).

Article 10 (*Abrogation de l'article 161 relatif aux dispositions applicables aux Comores, dans le territoire des Afars et des Issas et aux îles Wallis et Futuna, du code de la nationalité française*) (p. 2214).

Adopté : amendement n° 6 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : application de la présente loi à Mayotte (p. 2215) ;

— l'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 2215).

Article 11 (*Jeunes gens double-nationaux ayant accompli leur service militaire dans leur pays de résidence*) (p. 2215).

Adopté : amendement n° 5 de M. Jacques Habert : double nationalité et accomplissement du service national dans le pays de résidence ou en France (p. 2215) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2215).

Article 12 (*Abrogation de l'article L. 6 du code électoral : conditions d'électorat des femmes mariées à un Français et des étrangers naturalisés*). — Adopté (p. 2215).

Article 13 (*Modification de l'article L. 197 du code électoral : conditions d'éligibilité des Français par naturalisation*). — Adopté (p. 2215).

Article 14 (*Abrogation de l'article L. 198 du code électoral : conditions d'éligibilité des femmes mariées à un Français*). — Adopté (p. 2215).

Article 15 (*La présente loi applicable dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*). — Adopté (p. 2215).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française, du code du service national et du code électoral** ». — *Adopté* (p. 2215).

Adoption [29 mai 1980] (p. 2215).

NATURALISATION

Voir NATIONALITÉ FRANÇAISE, **1**, D. G.

NATURE (PROTECTION DE LA)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.
QUESTION ORALE, n° **13**.

NAVIGATION AERIENNE (contrôle de la).

Voir CONTROLEURS DE LA NAVIGATION AERIENNE.
LOI DE FINANCES, 6, Transports.

NAVIGATION DE PLAISANCE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Transports.
QUESTION ORALE, n° **2741**.

NAVIGATION FLUVIALE

Voir TRANSPORTS FLUVIAUX.

NAVIGATION MARITIME

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **380**.
TRANSPORTS MARITIMES.

NAVIRES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBATS, n°s **335, 380**.

NAZISME

Voir QUESTION ORALE, n° **50**.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **382, 440, 443**.

NEUILLY-SUR-SEINE (voirie).

Voir QUESTION ORALE, n° **45**.

NICE (université).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **364**.

NIGER

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **32**, D. G.

NODULES POLYMETALLIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Recherche ; Territoires d'outre-mer ; Environnement et cadre de vie ; Industrie.

NOMADES

Voir QUESTION ORALE, n° **2639**.

NON-ASSISTANCE A PERSONNE EN DANGER

Voir MÉDECINE, **1**, D. G.

NORD - PAS-DE-CALAIS

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 339**.

NOUVELLE-CALEDONIE

1. — **Projet de loi complétant la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [16 mars 1979] (n° **923**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jacques Piot [16 mai 1980] (n° **1062**). — Discussion [30 mai 1979]. — Adoption [30 mai 1979] (n° **171**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [31 mai 1979] (n° **361**, 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Lionel Cherrier [29 novembre 1979] (n° **68**, 1979-1980). — Discussion [24 avril 1980] (p. 1497, 1508). — Adoption modifiée [24 avril 1980] (n° **55**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [29 avril 1980] (n° **1671**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Discussion (première lecture).

[24 avril 1980] (p. 1497, 1508).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1497, 1499) : *M. Lionel Cherrier, rapporteur de la commission des lois.*

Communes : M. Cherrier (Lionel) (p. 1498).

Dotation globale d'équipement : M. Cherrier (Lionel) (p. 1498).

Elections municipales : M. Cherrier (Lionel) (p. 1498).

Finances locales : M. Cherrier (Lionel) (p. 1498).

Fonction publique : **M. Cherrier (Lionel) (p. 1498).**

Instituteurs : M. Cherrier (Lionel) (p. 1498).

Personnel communal : M. Cherrier (Lionel) (p. 1498).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1499, 1508) : *MM. Paul Pillet, Lionel Cherrier, rapporteur ; Paul Dijoud, secrétaire d'Etat ; Marcel Champeix, Daniel Millaud.*

Article 1er (*Objet du projet de loi*) (p. 1499).

Adopté : amendement n° 1 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : référence à la loi du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie (p. 1499) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1499).

Après l'article 1er (p. 1499).

Adoptés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Lionel Cherrier, rapporteur : unification du régime électoral entre la commune de Nouméa et les autres communes du territoire (p. 1500). — Amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Lionel Cherrier, rapporteur : accroissement de compétence des conseils municipaux en matière d'aide sociale (p. 1500) ; amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Lionel Cherrier, rapporteur : prise en compte des règlements territoriaux (p. 1500) ; amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Lionel Cherrier, rapporteur : contingent des dépenses de police (p. 1501) ;

— quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 1500 et 1501).

Article 1er *bis* (*Indemnité kilométrique en faveur des membres des conseils municipaux*). — Adopté (p. 1501).

Article 2 (*Régime des stations classées et de la taxe de séjour*) (p. 1501).

Adopté : amendement n° 5 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : stations classées (p. 1501) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 1501).

Après l'article 3 [supprimé par l'Assemblée nationale] (p. 1501).

Adopté : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Lionel Cherrier, rapporteur : suppression de deux alinéas relatifs aux biens indivis entre communes appartenant à des départements différents (p. 1501) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1501).

Article 4 (*Dispositions financières diverses ; subventions et emprunts*) (p. 1501).

Adopté : amendement n° 7 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : extension de l'obligation faite au Trésor d'attribuer chaque mois aux communes un douzième du montant des taxes et impositions qu'elles ont décidé de lever (p. 1502) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1502).

Article 5 (*Comptabilité du comptable*). — Adopté (p. 1502).

Article 6 (*Extension du titre Ier du livre III du code des communes : administration de la commune*) (p. 1502).

Adopté : amendement n° 23 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : relèvement des plafonds en matière de délit d'ingérence applicable aux élus locaux (p. 1502) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1502).

Article 7 (*Extension du titre II du livre III du code des communes : services communaux*) (p. 1502).

Adopté : amendement n° 8 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : prise en compte des particularités propres aux territoires d'outre-mer pour les dispositions générales applicables aux services communaux (p. 1502) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 1502).

Article 7 *bis* (*Voirie communale*) (p. 1502).

Adopté : amendement n° 9 de M. Lionel Cherrier, rapporteur, fixation des caractéristiques techniques des voies communales et chemins ruraux par arrêtés du haut-commissaire, dans le cadre de la réglementation territoriale (p. 1504).

Rejeté : sous-amendement n° 24 de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° 24 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : suppression de la référence à la réglementation territoriale en la matière (p. 1504) ;

— l'article 7 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 1504).

Article 8 (*Protection contre l'incendie*) (p. 1504 ; supprimé par l'Assemblée nationale).

Adopté : amendement n° 10 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : rétablissement de cet article, relatif à la protection contre l'incendie, en prévoyant la possibilité d'une participation de l'Etat (p. 1504).

— l'article 8, ainsi rédigé, est adopté (p. 1504).

Article 9 (*Pompes funèbres et cimetières*) (p. 1054).

Adoptés : amendement n° 11 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : pompes funèbres et cimetières : prise en compte, en tant que de besoin, des usages coutumiers des populations mélanésiennes (p. 1504) ; amendement n° 12 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : possibilité pour les gendarmes de recevoir délégation pour assister aux opérations de sépultures (p. 1505) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1505).

Article 10 (*Dispositions particulières à certains services industriels et commerciaux*) (p. 1505).

Adoptés : amendement n° 13 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : prise en compte de la réglementation territoriale pour la distribution d'eau potable (p. 1505) ; amendement n° 21 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : référence à la réglementation territoriale en matière d'assainissement et d'eaux usées (p. 1505) ; amendement n° 14 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : référence à la réglementation territoriale pour l'évacuation des eaux usées et le raccordement des immeubles aux égouts (p. 1506) ; amendement n° 19 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : servitude et indemnité en matière d'assainissement et eaux usées (p. 5107) ; amendement n° 22 de M. Lionel Charrier, rapporteur : référence à la réglementation territoriale pour les ordures ménagères (p. 1507) ; amendement n° 15 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : référence à la réglementation territoriale pour la distribution d'électricité (p. 1507) ; amendement n° 16 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : compétence du conseil de Gouvernement en matière d'organisation générale des foires et marchés (p. 1507) ; amendement n° 17 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : compétence du conseil de Gouvernement en matière de poids et mesures (p. 1507) ; amendement n° 18 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : simplification de la réglementation applicable aux syndicats mixtes de transports (p. 1507).

Rejetés : sous-amendement n° 25 de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° 13 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : suppression de la référence à la réglementation territoriale (p. 1505) ; amendement n° 26 de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat : dispositions fiscales permettant la perception des redevances pour le raccordement à l'égout (p. 1506) ;

— l'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 1507).

Article 11 (*Participation à des entreprises privées*). — Adopté (p. 1507).

Article 12 (*Taxe spéciale pour services rendus en matière de sécurité civile*). — Adopté (p. 1507).

Article 13 (*Recettes du budget communal et fonds intercommunal de péréquation*). — Adopté (p. 1507).

Article 13 *bis* (*Attributions du secrétaire général du territoire*). — Adopté (p. 1507).

Article 14 (*Modifications rédactionnelles d'harmonisation*). — Adopté (p. 1508).

Article 15 (*Abrogation des dispositions contraires à la présente loi*). — Adopté (p. 1508).

Article 16 (*Décrets d'application en Conseil d'Etat*). — Adopté (p. 1508).

Article 17 (*Publication au* Journal officiel *du territoire du texte du code des communes applicable en Nouvelle-Calédonie*). — Adopté (p. 1508).

Explications de vote :

— *M. Jacques Eberhard* (p. 1508) : pour les mêmes raisons qu'en ce qui concerne le texte sur la Polynésie française, vote hostile du groupe communiste.

— *Intervention de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat* (p. 1508) : divergence des points de vue entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur le statut des territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie ; effort de réflexion nécessaire avant l'examen en deuxième lecture, pour lever l'équivoque apparue au cours de ce débat.

— *M. Marcel Champeix* (p. 1508) : améliorations apportées par le Sénat au projet initial : abstention du groupe socialiste.

Adoption [24 avril 1980] (p. 1508).

2. — **Projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [19 novembre 1980] (n° **104**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan [27 novembre 1980]. — Rapport de M. Paul Quillet [5 décembre 1980] (n° **148**, 1980-1981). — Avis de M. Jacques Mossion [4 décembre 1980] (n° **141**, 1980-1981). — Urgence déclarée. — Discussion [11 décembre 1980] (p. 6195, 6217). — Adoption [11 décembre 1980] (n° **34**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [12 décembre 1980] (n° **2159**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Pour avis à la commission de la production et des échanges [16 décembre 1980]. — Rapport de M. Pascal Clément [18 décembre 1980] (n° **2174**). — Discussion [19 décembre 1980]. — Adoption [19 décembre 1980] (n° **420**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [20 décembre 1980] (n° **205**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE). — Rapport de M. Pierre Raynal [20 décembre 1980] (n° **2231**). — Discussion [20 décembre 1980]. — Rejet [20 décembre 1980] (n° **421**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT). — Rapport de M. Paul Pillet [20 décembre 1980] (n° **206**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6572, 6576). — Rejet [20 décembre 1980] (n° **63**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [20 décembre 1980] (n° **2246**) — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre Raynal [20 décembre 1980] (n° **2247**). — Discussion [20 décembre 1980]. — Adoption [20 décembre 1980] (n° **422**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LCTURE) [20 décembre 1980] (n° **208**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Paul Pillet [20 décembre 1980] (n° **209**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6576, 6580). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **64**).

PROMULGATION : loi n° 81-4 du 7 janvier 1981 (*J. O.*, Lois et décrets, du 8 janvier 1981).

Discussion (première lecture).

[11 décembre 1980] (p. 6195, 6217).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6195, 6203) : *MM. Paul Pillet, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Mossion, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Lionel Cherrier, Louis Virapoullé, Jacques Eberhard, Raymond Courrière, Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ; Etienne Dailly, président de séance.*

Autodétermination : M. Eberhard (Jacques) (p. 6201).

Canaques : MM. Eberhard (Jacques) (p. 6200, 6201) ; Courrière (Raymond) (p. 6201).

Français de l'étranger : MM. Pillet (Paul) (p. 6197), Virapoullé (Paul) (p. 6200) ; Eberhard (Jacques) (p. 6201) ; Dijoud (Paul) (p. 6203).

Mélanésiens (ethnie) : MM. Pillet (Paul) (p. 6196) ; Mossion (Jacques) (p. 6198) ; Cherrier (Lionel) (p. 6200) ; Virapoullé (Louis) (p. 6200) ; Courrière (Raymond) (p. 6202) ; Dijoud (Paul) (p. 6202, 6203).

Nouvelle-Calédonie : MM. Pillet (Paul) (p. 6196, 6197) ; Mossion (Jacques) (p. 6197, 6198) ; Cherrier (Lionel) (p. 6198, 6199, 6200) ; Virapoullé (Louis) (p. 6200) ; Eberhard (Jacques) (p. 6200, 6201) ; Courrière (Raymond) (p. 6201, 6202) ; Dijoud (Paul) (p. 6202, 6203).

Nouvelle-Calédonie (Assemblée territoriale) : MM. Mossion (Jacques) (p. 6198) ; Cherrier (Lionel) (p. 6199, 6200) ; Eberhard (Jacques) (p. 6201) ; Courrière (Raymond) (p. 6201) ; Dijoud (Paul) (p. 6202).

Propriété (droit de) : MM. Pillet (Paul) (p. 6196) ; Cherrier (Lionel) (p. 6198).

Réformes (régime foncier) : MM. Pillet (Paul) (p. 6196, 6197) ; Mossion (Jacques) (p. 6198) ; Cherrier (Lionel) (p. 6199) ; Virapoullé (Louis) (p. 6200) ; Eberhard (Jacques) (p. 6200) ; Dijoud (Paul) (p. 6202).

Réfugiés : M. Pillet (Paul) (p. 6197).

Règlement des assemblées parlementaires (procédure d'urgence) : MM. Dailly (Etienne) (p. 6195) ; Dijoud (Paul) (p. 6202).

Spéculation foncière : MM. Pillet (Paul) (p. 6196, 6197) ; Dijoud (Paul) (p. 6203).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6203, 6217) : *MM. Paul Pillet, rapporteur ; Jacques Mossion, rapporteur pour avis ; Paul Dijoud (secrétaire d'Etat) ; Lionel Cherrier, Jacques Eberhard, Richard Pouille.*

Article 1er (*Objectifs des opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural*) (p. 6203).

Adopté : amendement n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur : opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural et mise en valeur de la Nouvelle-Calédonie ; prise en compte des besoins des collectivités de statut de droit local particulier (p. 6204 ; scrutin public n° 80, liste des votants (p. 6242) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 6204).

Article 2 (*Concours financier et technique de l'Etat*) (p. 6204).

Adopté : amendement n° 21 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis : aide financière et technique de l'Etat (p. 6205).

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 6205).

Article 3 (*Nature des terres nécessaires aux opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural*) (p. 6205).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur : compétence exclusive du territoire pour l'acquisition des terres faisant l'objet des attributions découlant de la réforme foncière (p. 6206) ; sous-amendement n° 39 de M. Lionel Cherrier à l'amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur : transfert par l'Etat au territoire des terres nécessaires à la réalisation des opérations prévues (p. 6206).

Rejeté : sous-amendement n° 22 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur : droit pour les communes de concourir à des opérations par acquisitions amiables (p. 6206) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 6206).

Article 4 (*Régime d'allocations*) (p. 6206).

Adoptés : amendement n° 38 de M. Lionel Cherrier : limite du bénéfice d'allocation au propriétaire aux cessions de terres faites à l'amiable (p. 6206) ; amendement n° 3 de M. Paul Pillet, rapporteur : versement de l'allocation aux exploitants agricoles,

pastoraux ou forestiers (p. 6207) ; amendement n° 4 de M. Paul Pillet, rapporteur : opérations d'aménagement foncier d'établissement rural et cession des terres au territoire (p. 6207) ; amendement n° 5 de M. Paul Pillet, rapporteur : régime d'allocations et convention passée avec le territoire (p. 6207) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 6207).

Article 5 (*Institution d'un droit de préemption au profit du territoire*) (p. 6207).

Adopté : amendement n° 6 de M. Paul Pillet, rapporteur : droit de préemption du territoire sur les fonds agricoles, pastoraux ou forestiers exclusif de la notion de zone rurale (p. 6208).

Devient sans objet : amendement n° 23 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis : droit de préemption au profit du territoire et fixation par l'assemblée territoriale des surfaces minimales concernées (p. 6208) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 6208).

Article 6 (*Régime juridique du droit de préemption*) (p. 6208).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Paul Pillet, rapporteur : principe et modalités d'exercice du droit de préemption par le chef du territoire après délibération du conseil du gouvernement (p. 6209) ; sous-amendement n° 24 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 7 de M. Paul Pillet, rapporteur : délai de deux mois pour l'exercice du droit de préemption (p. 6209).

Retiré : sous-amendement n° 43 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 7 de M. Paul Pillet, rapporteur : fixation à dix ans du délai pour intenter l'action en nullité (p. 6209) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 6209).

Article 7 (*Saisine du tribunal de première instance de Nouméa aux fins d'évaluation de la valeur vénale des biens et des conditions de vente*) (p. 6210).

Adopté : amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur : droit de préemption et revision des prix et des conditions d'aliénation par le tribunal de première instance de Nouméa ; répartition des frais d'expertise (p. 6211).

Retirés : sous-amendement n° 25 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur : refus par le propriétaire des décisions du tribunal paritaire et prise en charge des frais d'expertise (p. 6211) ; sous-amendement n° 45 de M. Lionel Cherrier à l'amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur : supériorité du droit de préemption des cohéritiers bénéficiaires de l'attribution préférentielle sur le droit de préemption du territore (p. 6211) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté.

Article 8 (*Exceptions au droit de préemption*). — Adopté (p. 6211).

Article 9 (*Acquisition provoquée de terres incultes récupérables ou insuffisamment exploitées*) (p. 6211).

Adoptés : amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : constatation du caractère inculte ou insuffisamment exploité d'une terre par une délibération du conseil de gouvernement (p. 6212) ; amendement n° 10 de M. Paul Pillet, rapporteur : constatation de l'absence ou de l'insuffisance d'exploitation d'une terre et avis conforme d'une commission ; composition de cette commission (p. 6212) ; sous-amendement n° 31 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 10 de M. Paul Pillet, rapporteur : composition de la commission ; participation des propriétaires de terrains à vocation agricole, pastorale ou forestière (p. 6213) ; sous-amendement n° 32 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 10 de M. Paul Pillet, rapporteur : participation d'un propriétaire à la commission, remplacement par un suppléant (p. 6213) ; amendement n° 33 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis : caractère identique des conditions de désignation des suppléants et des titulaires, membres de la commission (p. 6214) ; amendement n° 11 de M. Paul Pillet, rapporteur : mise en demeure d'exploitation et possibilité d'acquisition de la terre restée inculte ; compétence du chef de territoire (p. 6214).

Retiré : amendement n° 30 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis : constatation de l'absence ou de l'insuffisance de l'exploitation d'une terre et avis conforme d'une commission présidée par un magistrat désigné par le premier président de la cour d'appel de Nouméa (p. 6213) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 6214).

Article 10 (*Expropriation pour cause d'utilité publique*) (p. 6214).

Adoptés : amendement n° 12 de M. Paul Pillet, rapporteur : expropriation pour cause d'utilité publique en application de la procédure particulière prévue pour la Nouvelle-Calédonie par le décret du 16 mai 1938 (p. 6214). — Amendement n° 35 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis : limitation du droit à l'expropriation pour les terrains susceptibles de se voir appliquer le droit de préemption (p. 6215) ; amendement n° 14 de M. Paul Pillet, rapporteur : expropriation partielle et maintien de la viabilité de l'exploitation de la partie non expropriée (p. 6215).

Retiré : amendement n° 13 de M. Paul Pillet, rapporteur : expropriation des fonds agricoles ou des terrains à vocation agricole, pastorale ou forestière sous condition de superficie et d'affectation (p. 6215) ;

— l'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 6215).

Article 11 (*Droit de rétrocession*) (p. 6215).

Adoptés : amendement de coordination n° 15 de M. Paul Pillet, rapporteur (p. 6215) ; amendement n° 16 de M. Paul Pillet, rapporteur : suppression des dispositions de cet article ordonnant le remboursement de l'allocation perçue par le propriétaire après prononcé de la rétrocession (p. 6216) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 6216).

Article 12 (*Option entre le régime de droit commun et le régime de droit particulier local*) (p. 6216).

Adopté : amendement n° 17 de M. Paul Pillet, rapporteur : bénéfice de l'option entre l'expropriation de droit commun et l'expropriation de droit particulier local aux membres des collectivités mélanésiennes (p. 6216) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 6216).

Article 13 (*Non applicabilité de l'article* 832-2 *du code civil tel qu'il résulte de l'article* 30 *de la loi du* 4 *juillet* 1980) (p. 6216).

Adoptés : amendement n° 18 de M. Paul Pillet, rapporteur et amendement identique n° 36 de M. Jacques Mossion, rapporteur pour avis : suppression de cet article concernant l'attribution préférentielle en vue de la constitution d'un groupement foncier agricole (p. 6216) ;

— l'article 13 est supprimé (p. 6216).

Après l'article 13 (p. 6216)

Adopté : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Lionel Cherrier : application de la présente loi jusqu'au 1er janvier 1991 (p. 6217) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6217).

Explications de vote :

— *M. Pierre Ceccaldi-Pavard* (p. 6217) : importance politique de ce projet ; insuffisance du délai d'examen attribué aux commissions. Promotion de l'ethnie mélanésienne ; respect du droit local ; nécessité du soutien financier technique de l'Etat ; vote favorable du groupe U. C. D. P. ;

— *M. Jacques Eberhard* (p. 6217) : vote défavorable du groupe communiste.

Scrutin public (p. 6217 ; n° 81 ; liste des votants (p. 6243).

Adoption [11 décembre 1980] (p. 6217).

Discussion (commission mixte paritaire).

[20 décembre 1980] (p. 6572, 6576).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6572, 6574) : *MM. Paul Pillet, rapporteur pour le Sénat ; Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ; Etienne Dailly.*

Expropriation : MM. Pillet (Paul) (p. 6572) ; Dijoud (Paul) (p. 6572) ; Dailly (Etienne) (p. 6574).

Nouvelle-Calédonie : MM. Pillet (Paul) (p. 6572, 6573) ; Dijoud (Paul) (p. 6572, 6573) ; Dailly (Etienne) (p. 6573, 6574).

Réformes (régime foncier) : MM. Pillet (Paul) (p. 6572) ; Dijoud (Paul) (p. 6573) ; Dailly (Etienne) (p. 6574).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6574, 6576) : *MM. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat ; Etienne Dailly ; Paul Pillet, rapporteur.*

Article 1er à 7. — (p. 6574).

Article 9. — (p. 6574).

Article 10. — (p. 6575). — Amendement n° 7 de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat : limitation des possibilités d'expropriations successives (p. 6575).

Articles 11 et 14. — (p. 6575).

Vote unique sur le texte du projet de loi dans la rédaction de la commission mixte paritaire modifiée par l'amendement de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat (p. 6576).

Rejet [20 décembre 1980] (p. 6576).

Discussion (nouvelle lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6576, 6580).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6576, 6578) : *MM. Paul Pillet, rapporteur de la commission des lois ; Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ; Mme Cécile Goldet, MM. Etienne Dailly, Marcel Gargar, Adolphe Chauvin, Lionel Cherrier, Jacques Habert.*

Nouvelle-Calédonie : MM. Pillet (Paul) (p. 6576) ; Gargar (Marcel) (p. 6577) ; Goldet (Cécile) (p. 6577) ; Dailly (Etienne) (p. 6577) ; Chauvin (Adolphe) (p. 6578) ; Cherrier (Lionel) (p. 6578) ; Habert (Jacques) (p. 6578).

Nouvelle-Calédonie (Assemblée territoriale) : M. Cherrier (Lionel) (p. 6578).

Réformes (réforme foncière) : MM. Pillet (Paul) (p. 6576) ; Gargar (Marcel) (p. 6577) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 6577) ; M. Dailly (Etienne) (p. 6577).

Réfugiés : MM. Chauvin (Adolphe) (p. 6578) ; Habert (Jacques) (p. 6578).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6578, 6580) : *Mme Cécile Goldet.*

Articles 1er à 5 (p. 6578).

Articles 6, 7, 9, 10, 11, 14 (p. 6579).

Vote unique sur l'ensemble du projet de loi dans la rédaction résultant du vote émis par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, à l'exclusion de tous autres amendements ou articles additionnels (p. 6580).

Scrutin public (p. 6580 ; n° 93 ; liste des votants p. 6586, 6587).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6580).

3. — **Proposition de loi tendant à compléter les institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances par la création d'un comité économique et social,** présentée par M. Jacques Lafleur, député [22 novembre 1979] (n° **1413**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre-Charles Krieg [11 décembre 1980] (n° **2153**). — Discussion [19 décembre 1980]. — Adoption [19 décembre 1980] (n° **418**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [19 décembre 1980] (n° **204**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Nouvelle-Calédonie.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Territoires d'outre-mer.
LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme ; Recherche ; Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer, Défense ; Education ; Industrie.
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1,** D. G.

« NOUVELLES GALERIES » (Entreprise).

Voir QUESTION ORALE, n° **2777.**

NOUVELLES HEBRIDES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer ; Affaires étrangères.
QUESTIONS ORALES, n°s **2821, 11.**

NOUVELLE-ZELANDE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **24.**

NUISANCES

Voir BRUIT.
ENVIRONNEMENT, **1.**
LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

O

OBJETS VOLANTS NON IDENTIFIES (O. V. N. I.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2631.**

OCEAN INDIEN (îles)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

OCEANOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Recherche.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **33,** D. G.

ŒSTROGENES

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **444.**

ŒUVRES D'ART

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

ŒUVRES POSTSCOLAIRES ET PERISCOLAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Education.

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE D'OUTRE-MER (O. R. S. T. O. M.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Recherche ; Coopération.

OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

OFFICE INTERDEPARTEMENTAL DE LA REGION PARISIENNE (OIRIP)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

OFFICE NATIONAL DE DIFFUSION ARTISTIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

OFFICE NATIONAL DE L'IMMIGRATION

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **412.**

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Dépôt d'un **rapport du Gouvernement** sur la gestion de l'office national des forêts, en application de l'article L. 124-2 du code forestier [8 octobre 1980] (p. 3791).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES (O. N. I. C.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VINS DE TABLE (ONIVIT)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **12.**

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU BETAIL ET DES VIANDES (ONIBEV)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **444.**

OFFICES DU TOURISME

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

OFFICES INTERNATIONAUX DE LA JEUNESSE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. Jeunesse et sports ; Affaires étrangères.

OFFICES PUBLICS D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION (O. P. A. C.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

OFFICES PUBLICS MINISTERIELS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 3 A.

OLEAGINEUX

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

OPERATIONS GROUPEES D'AMENAGEMENT FONCIER (O. G. A. F.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

ORDONNANCE N° 59-2 DU 2 JANVIER 1959 PORTANT LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES

Voir RÈGLEMENT DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES, **1,** D. G.

ORDRE DE LA LIBERATION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Légion d'honneur et ordre de la Libération.

ORDRE DES AVOCATS

Voir AVOCATS, **1,** D. G.

ORDRE DES MEDECINS

Voir MÉDICAMENTS, **1,** D. G.

ORDRE DES PHARMACIENS

Voir MÉDICAMENTS, **1,** D. G.

ORDRE DU JOUR DU SENAT

— **Retrait de l'ordre du jour** du 30 avril 1980 : 1° de la discussion des conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Henri Caillavet, relative au droit de vivre sa mort. [N°s 301 (1977-1978), 1 (1979-1980) et 228 (1979-1980), avis de la commission des affaires sociales. — M. Jean Mézard, rapporteur.]

2° De la discussion des conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 63 du code pénal. [N°s 29 (1978-1979), 2 (1979-1980) et 228 (1979-1980), avis de la commission des affaires sociales. — M. Jean Mézard, rapporteur.], et de l'ordre du jour prioritaire du 6 mai 1980 du projet de loi d'orientation agricole (deuxième lecture) [30 avril 1980] (p. 1649 à 1650) : *MM. Alain Poher, président du Sénat ; Baudouin de Hauteclocque, vice-président de la commission des lois ; Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Henri Caillavet, André Giraud, ministre de l'industrie ; Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques.*

— **Observations** sur une éventuelle déclaration gouvernementale sur la politique extérieure ; application ou non de l'article 49, dernier alinéa, de la Constitution [29 mai 1980] (p. 2154) : *MM. Guy Petit, Jacques Boyer-Andrivet, vice-président du Sénat, président de séance.*

— **Retrait de l'ordre du jour** de la proposition de loi relative à la répression du viol ; observations sur la discussion du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés et sur la chronologie des travaux des commissions mixtes paritaires [30 juin 1980] (p. 3389, 3390) : *MM. Etienne Dailly, Jean Mézard.*

— **Inscription à l'ordre du jour** d'une question orale sur la prochaine tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud [16 octobre 1980] (p. 3917) : *M. Guy Schmaus.*

— **Inscription à l'ordre du jour** d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés de l'industrie textile [17 décembre 1980] (p. 6398, 6399) : *MM. Maurice Schumann, au nom de la commission des affaires économiques ; Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance.*

— **Observations** sur l'ordre du jour de la fin de la session à l'occasion de l'examen du projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [19 décembre 1980] (p. 6486, 6487) : *MM. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Robert Laucournet, vice-président du Sénat, président de séance ; Maurice Blin, rapporteur général ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement).*

ORDRE PUBLIC

1. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'origine des provocations qui visent à mettre en cause l'exercice du droit de manifestation,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues [6 avril 1980] (n° **263,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration général. — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980.

2. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'appartenance à la police nationale d'agents suspects d'activités en liaison avec les menées néo-nazies, et sur l'organisation de la riposte policière aux attentats racistes et antisémites,** présentée par M. André Méric, sénateur,

et plusieurs de ses collègues [8 octobre 1980] (n° 22, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — **Proposition de résolution tendant à instituer une commission parlementaire d'enquête sur les activités des groupes d'extrême-droite et leurs incidences sur la vie nationale,** présentée par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues [8 octobre 1980] (n° 23, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

4. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des forces de police et les complicités dont bénéficient les mouvements se réclamant du nazisme à l'intérieur des services,** présentée par Mme Hélène Luc, sénateur, et plusieurs de ses collègues [10 octobre 1980] (n° 28, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Ordre public.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **433.**

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (O. C. D. E.)

Voir QUESTION ORALE, n° **40.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **31,** D. G.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (O. N. U.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Coopération ; Affaires étrangères.
QUESTIONS ORALES, n°s **2678, 2714, 2770.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **6, 7,** D. G.

(Organisation des Nations Unies [O. N. U.] [Groupe de travail pour la lutte contre la désertification].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (O. N. U. D. I.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D. G. ; **16,** D. G.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE (O. P. E. P.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Coopération ; Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **224.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D. G.

ORGANISATION DE L'ATLANTIQUE NORD (O. T. A. N.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Affaires étrangères.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **330, 408.**

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE (O. U. A.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **42,** D. G.

ORGANISATION MARITIME CONSULTATIVE INTERGOUVERNEMENTALE (O. M. C. I.)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380.**

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (conseil d'orientation du). — Décret n° 76-83 du 27 janvier 1976.
MM. Michel MIROUDOT et Lucien DELMAS, commission des affaires culturelles [31 octobre 1980] (p. 4326).

Crédit agricole (commission plénière de la caisse nationale). — Décret n° 49-1319 du 12 septembre 1949.
M. Josy MOINET, commission des finances [31 octobre 1980] (p. 4326).

Débits de tabacs (commission centrale de classement). — Décret n° 78-631 du 2 juin 1978.
M. René JAGER, commission des finances [14 novembre 1980].

Finances locales (comité des). — Article L. 234-20 du code des communes.
M. Jean-Pierre FOURCADE, commission des finances ; M. Guy PETIT, commission des lois [27 février 1980].

Handicapés (conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés). — Article R. 323-82 du code du travail.
Mme Cécile GOLDET, M. Bernard LEMARIÉ, commission des affaires sociales [16 octobre 1980] (p. 3920).

Publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (commission de surveillance et de contrôle). — Loi n° 49-956 du 16 juillet 1949, décret n° 59-49 du 3 janvier 1959 et décret n° 60-676 du 15 juillet 1960.
MM. Jacques CARAT et René TINANT, membres titulaires ; MM. Michel MIROUDOT et Guy SCHMAUS, membres suppléants, commission des affaires culturelles [25 avril 1980].

Urbanisme commercial (commission nationale d'). — Article 33 de la loi n° 71-1193 du 27 décembre 1973 et décret n° 74-63 du 28 janvier 1974, modifié le 6 octobre 1975 et le 16 février 1978.
MM. Jacques MOSSION, Gérard EHLERS, Pierre JEAMBRUN et Serge MATHIEU, membres titulaires ; MM. Richard POUILLE, Pierre PERRIN, Jacques BRACONNIER et Maurice JANETTI, membres suppléants, commission des affaires économiques et du Plan [27 juin 1980].
MM. Pierre JEAMBRUN, Jacques MOSSION, Maurice JANETTI, Serge MATHIEU, membres titulaires ; MM. Pierre CECCALDI-PAVARD, Richard POUILLE, Roger QUILLIOT, Paul GUILLAUMOT, membres suppléants, commission des affaires économiques et du Plan [6 novembre 1980].

ORIENTATION AGRICOLE (Loi d')

Voir QUESTION ORALE, n° **27.**

ORIENTATION SCOLAIRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **369.**

ORPHELINS (de guerre)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

OTAGES (Iran)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Affaires étrangères.

OUVRIERS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

(Ouvriers d'Etat).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Imprimerie nationale.

OVINS

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G. ; C. M. P.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2, 3.**
LOI DE FINANCES, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 407, 444, 447, 453.**

P

PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D. G. ; C. M. P.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Economie et budget. — I. — Charges communes ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.
LOI DE RÈGLEMENT, **1,** D. G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

PALESTINE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT. **3.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **382.**

PAPIER ET PAPETERIE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Information.

PARAGUAY

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **12.**

PARCS NATURELS NATIONAUX

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

PARCS NATURELS REGIONAUX

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie ; Education.

PARENTS D'ELEVES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Education.

PARFUMS

1. — **Proposition de loi tendant à la défense de la culture familiale de la lavande et du lavandin,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **214,** 1978-1979). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **476.**

PARI MUTUEL URBAIN (P. M. U.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

PARIS (VILLE DE)

1. — **Proposition de loi tendant à aligner les taux des contingents d'aide sociale versés par l'Etat à la ville de Paris sur ceux appliqués aux départements les moins favorisés après Paris,** présentée par M. Serge Boucheny, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **202,** 1979-1980). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

(Paris [Ville de].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire.

PARLEMENT

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 465.**

Parlement (Conditions de travail).

Voir FEMMES, **1,** deuxième lecture, D. G.

Parlement (Contrôle du)

Voir IMPÔTS, **2,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Comptes spéciaux du Trésor ; Recherche ; Défense ; Commissariat général du Plan.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **394.**

Parlement (Information du)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2.**
ENERGIE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **1,** Economie, Charges communes.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G., Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer ; Environnement et cadre de vie.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **328, 374, 382.**

Parlement (rôle du).

Voir ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.
PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1,** C. M. P.
QUESTION ORALE, n° **2797.**

PARLEMENTAIRES

Voir DÉPUTÉS
QUESTIONS ORALES, n°s **2829, 14, 15.**
SÉNATEURS

(Parlementaires : suppléants.)

Voir QUESTIONS ORALES n°s **14, 15.**

PARTICIPATION (des employeurs à l'effort de construction)

Voir QUESTION ORALE n° **26.**

PARTICIPATION (Universités)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** D. G.

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS

1. — **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation

[7 novembre 1978] (n° **663**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, puis à la commission spéciale [13 novembre 1978]. — Pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapport de M. Emmanuel Hamel [2 avril 1980] (n° **1599**). — Urgence. — Discussion [15 avril 1980]. — Adoption [15 avril 1980].

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [16 avril 1980] (n° **209**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires sociales [17 avril 1980], à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [9 mai 1980]. — Rapport de M. Etienne Dailly [29 mai 1980] (n° **274**, 1979-1980). — Avis de M. Jean Chérioux au nom de la commission des affaires sociales [13 mai 1980] (n° **244**, 1979-1980), de M. Yves Durand au nom de la commission des finances [21 mai 1980] (n° **252**, 1979-1980). — Discussion [3 juin 1980] (p. 2255, 2286) ; [4 juin 1980] (p. 2313, 2327 ; 2331, 2363). — Rejet [4 juin 1980] (n° **70**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [5 juin 1980] (n° **1777**). — Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Emmanuel Hamel [27 juin 1980] (n° **1875**). — Discussion [27 juin 1980]. — Rejet [27 juin 1980] (n° **339**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Etienne Dailly [27 juin 1980] (n° **359**, 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3328, 3331 ; 3336, 3343). — Rejet [29 juin 1980] (n° **115**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [5 juin 1980] (n° **1777**). — Renvoi à la commission spéciale. — Rapport de M. Emmanuel Hammel [30 juin 1980] (n° **1891**). — Discussion [30 juin 1980]. — Adoption modifiée [30 juin 1980] (n° **345**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [30 juin 1980] (n° **373**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Etienne Dailly [30 juin 1980] (n° **374**, 1979-1980). — Discussion [30 juin 1980] (p. 3390, 3397). — Adoption modifiée [30 juin 1980] (n° **121**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi créant un droit gratuit d'attribution d'actions en faveur des salariés de certaines sociétés par actions.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [30 juin 1980] (n° **1918**). — Renvoi à la commission spéciale. — Rapport de M. Emmanuel Hamel [8 octobre 1980] (n° **1947**). — Discussion [9 octobre 1980]. — Adoption [9 octobre 1980] (n° **353**).

PROMULGATION : loi n° 80-834 du 24 octobre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 25 octobre 1980).

Discussion (première lecture).

[3 juin 1980] (p. 2255, 2286) ; [4 juin 1980] (p. 2313, 2327, 2331, 2363).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2255, 2276) : *MM. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. — MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Yves Durand, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation ; Jacques Bialski, Christian Poncelet, Hector Viron, Jacques Larché, Pierre Vallon.*

Actionnariat des salariés : MM. Dailly (Etienne) (p. 2257, 2258, 2261) ; Poncelet (Christian) (p. 2261, 2269) ; Chérioux (Jean) (p. 2261) ; Mattéoli (Jean) (p. 2266) ; Viron (Hector) (p. 2271).

Baccarat (entreprise) : MM. Poncelet (Christian) (p. 2269) ; Mattéoli (Jean) (p. 2275) ; Dailly (Etienne) (p. 2276).

Bicaméralisme : M. Dailly (Etienne) (p. 2256, 2275).

Boulin (Robert) (Hommage à) : M. Chérioux (Jean) (p. 2262).

Comités d'entreprise : MM. Mattéoli (Jean) (p. 2266, 2267) ; Vallon (Pierre) (p. 2274).

Crédit foncier : MM. Viron (Hector) (p. 2270) ; Vallon (Pierre) (p. 2274).

Entreprises nationales : MM. Dailly (Etienne) (p. 2258) ; Vallon (Pierre) (p. 2274).

Loi Monory (S. I. C. A. V.) : MM. Dailly (Etienne) (p. 2258) ; Larché (Jacques) (p. 2273).

Participation des travailleurs : MM. Dailly (Etienne) (p. 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2275, 2276) ; Poncelet (Christian) (p. 2261, 2269, 2270) ; Chérioux (Jean) (p. 2261, 2262, 2263, 2264) ; Durand (Yves) (p. 2264, 2265, 2266) ; Mattéoli (Jean) (p. 2266, 2267, 2268, 2274, 2275) ; Bialski (Jean) (p. 2268, 2269) ; Viron (Hector) (p. 2270, 2271, 2272) ; Larché (Jacques) (p. 2272, 2273) ; Vallon (Pierre) (p. 2273, 2274).

Régie Renault : MM. Dailly (Etienne) (p. 2258) ; Vallon (Pierre) (2274).

Sociétés commerciales : MM. Dailly (Etienne) (p. 2259, 2260, 2261) ; Chérioux (Jean) (p. 2262, 2263, 2264) ; Durand (Yves) (p. 2265).

Syndicats : M. Dailly (Etienne) (p. 2257).

Taxes sur les cadeaux et frais de réception des entreprises : MM. Dailly (Etienne) (p. 2259, 2276) ; Chérioux (Jean) (p. 2262) ; Durand (Yves) (p. 2265) ; Mattéoli (Jean) (p. 2267, 2275) ; Viron (Hector) (p. 2271) ; Vallon (Pierre) (p. 2274).

Travailleurs étrangers : MM. Dailly (Etienne) (p. 2260) ; Durand (Yves) (p. 2265).

Valeurs mobilières : MM. Dailly (Etienne) (p. 2258, 2259, 2260, 2261, 2267) ; Poncelet (Christian) (p. 2261, 2269) ; Chérioux (Jean) (p. 2262) ; Durand (Yves) (p. 2264, 2265, 2266) ; Viron (Hector) (p. 2270) ; Larché (Jacques) (p. 2273) ; Vallon (Pierre) (p. 2274).

Question préalable [3 juin 1980] (p. 2277, 2279). — Motion n° 2 de M. André Méric tendant à opposer la question préalable (p. 2277) : *MM. Robert Laucournet, Paul Pillet, Etienne Dailly, rapporteur ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Rejet de la motion n° 2 (p. 2279 ; scrutin public n° 132 ; liste des votants, p. 2306, 2307).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [3 juin 1980] (p. 2279, 2286) ; [4 juin 1980] (p. 2313, 2327 ; 2331, 2363) : *MM. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation ; Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Etienne Dailly, rapporteur ; Hector Viron, Louis Jung, Pierre Vallon ; Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Lionel de Tinguy, Yves Durand, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Raymond Bourgine, Jacques Descours Desacres, Paul Pillet, Christian Poncelet, Jacques Larché, Jean Mézard, Raymond Dumont.*

Avant l'article 1er (p. 2279). — Demande de priorité présentée par le Gouvernement, en application de l'article 44 du règlement, en faveur de l'amendement n° 21 de M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à insérer, après l'article 5, un article additionnel prévoyant une participation personnelle des salariés égale à 10 p. 100 de la valeur des actions, sur les articles 1er à 5 précédant cet amendement (p. 2279) ; la priorité est ordonnée (p. 2282).

Après l'article 5 (p. 2282).

Adopté : amendement n° 21 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : 1° fixation par l'assemblée générale extraordinaire du délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit d'attribution ; 2° apport en numéraire du salarié ; 3° hypothèse où les salariés n'exercent pas leur droit d'attribution sur la totalité de l'augmentation du capital (p. 2286. — Scrutin public n° 133 sur la première partie de l'amendement ; liste des votants p. 2307, 2308. — Scrutin public n° 134 sur la deuxième partie de l'amendement ; liste des votants p. 2308, 2309) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2286).

Avant l'article 1er (p. 2313).

Adopté : amendement de forme n° 6 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de la mention « Chapitre Ier. — Dispositions applicables aux sociétés par actions » (p. 2313) ;

— la mention du chapitre Ier est supprimée (p. 2313).

Article 1er (*Champ d'application du projet de loi*) (p. 2313).

Adopté : amendement rédactionnel n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2313) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2313).

Article 1er bis (*Réunion de l'assemblée générale extraordinaire dans les sociétés cotées ou assimilées pour décider de la distribution d'actions*) (p. 2313).

Adopté : amendement n° 8 de M. Etienne Dailly, rapporteur : principe et modalités d'application de la décision de distribution des dividendes, prise par l'assemblée générale extraordinaire (p. 2316 ; scrutin public n° 135 ; liste des votants p. 2370).

Retiré : amendement n° 45 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : principe et modalités d'application de la décision de distribution des dividendes, prise par l'assemblée générale extraordinaire (p. 2316) ;

— l'article 1er *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2316).

Article 1er *ter* (*Réunion de l'assemblée générale extraordinaire dans les sociétés non cotées pour décider de la distribution d'actions*) (p. 2316).

Adopté : amendement n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur : droit d'attribution d'actions dans les sociétés non cotées et délai pour la tenue de l'assemblée générale extraordinaire (p. 2318).

Retiré : amendement n° 46 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : décision d'attribution des actions par l'assemblée générale extraordinaire et délai d'information des salariés (p. 2318) ;

— l'article 1er *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 2318).

Article 1er *quater* (*Conditions de quorum et de majorité de l'assemblée générale extraordinaire*) (p. 2318).

Adopté : amendement n° 10 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article concernant les conditions de déroulement des assemblées générales extraordinaires (p. 2318) ;

— l'article 1er *quater* est supprimé (p. 2318).

Après l'article 1er *quater* (p. 2318).

Retiré : amendement n° 57 (art. additionnel) de M. Jean Mattéoli, ministre : exonération du droit de timbre de dimension pour les pouvoirs délivrés par les actionnaires (p. 2318).

Article 1er *quinquies* (*Renonciation au droit préférentiel d'attribution*) (p. 2318).

Adopté : amendement n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article prévoyant renonciation des actionnaires à tout droit préférentiel d'attribution ou de souscription (p. 2318) ;

— l'article 1er *quinquies* est supprimé (p. 2318).

Article 4 (*Montant de l'augmentation de capital et évaluation des actions*) (p. 2319).

Adopté : amendement n° 12 de M. Etienne Dailly, rapporteur : principe et modalités d'application de la distribution des actions liée à l'augmentation de capital (p. 2320).

Retiré : amendement n° 60 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Lionel de Tinguy : valeur de négociation des actions distribuées ; leur nombre par rapport aux actions existantes (p. 2320) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2320).

Après l'article 4 (p. 2320).

Adopté : amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : valeur de négociation des actions et montant nominal de celles-ci (p. 2333 ; précédemment réservé p. 2321) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2333).

Article 5 (*Augmentation de capital*) (p. 2321).

Adoptés : amendement n° 14 de M. Etienne Dailly, rapporteur : augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées (p. 2332 ; scrutin public n° 136 ; liste des votants p. 2371) ; amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives aux conditions d'émission des actions distribuées (p. 2332) ; amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur : fixation du taux d'intérêt de la créance sur l'Etat (p. 2332) ; amendement n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur : créance sur l'Etat et délai du premier remboursement (p. 2332) ; amendement n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur : assimilation de la créance sur l'Etat à un apport en nature (p. 2332).

Rejeté : amendement n° 48 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : modalités de fixation du taux de la créance sur l'Etat (p. 2332).

Deviennent sans objet : amendement n° 64 de M. Jean Mattéoli, ministre : augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées (p. 2332) ; amendement n° 3 de MM. Yves Durand et Jean-Pierre Fourcade : augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées (p. 2332) ; amendement n° 47 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : augmentation de capital et détermination de la créance sur l'Etat en fonction du produit de la valeur de négociation par le nombre des actions distribuées (p. 2332) ; amendement n° 62 de M. Jean Mattéoli, ministre : égalisation du montant de la créance sur l'Etat avec celui du total des actions émises (p. 2332).

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2332).

Après l'article 5 (p. 2333).

Adoptés : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : non-utilisation d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote (p. 2333) ; amendement n° 20 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : fixation d'un délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit d'attribution (p. 2333) ; amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : supériorité de la valeur de négociation des actions à leur montant nominal et constitution d'une prime (p. 2334) ; amendement n° 23 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : publication de la liste des salariés ayant exercé leur droit d'attribution (p. 2334) ;

— Quatre articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2333, 2334).

Article 6 (*Rachat des actions*) (p. 2334).

Adopté : amendement n° 24 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article prévoyant le cas, par la société, de rachat en bourse de tout ou partie des actions à distribuer (p. 2335) ;

— l'article 6 est supprimé (p. 2335).

Article 7 (*Détermination des bénéficiaires du droit d'attribution des actions*) (p. 2335).

Adopté : amendement n° 25 de M. Etienne Dailly, rapporteur : salariés bénéficiaires du droit d'attribution : conditions de nationalité et d'ancienneté (p. 2337).

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 2337).

Après l'article 7 (p. 2337).

Adopté : amendement n° 63 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : bénéfice d'un seul droit d'attribution d'actions au titre d'une seule société, pour chaque salarié (p. 2337) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2337).

Article 11 (*Modalités de répartition des actions entre les salariés*) (p. 2337).

Adopté : amendement rédactionnel n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2338) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 2338).

Article 12 (*Délai d'indisponibilité des actions*) (p. 2338).

Adopté : amendement n° 27 de M. Etienne Dailly, rapporteur : délai d'indisponibilité des actions ; négociabilité des droits d'attribution et des droits de souscription (p. 2342).

Retirés : amendement n° 50 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : 1° cessibilité des actions en cas de rupture du contrat de travail (p. 2340) ; 2° rachat des actions des sociétés non cotées exclusivement par la société elle-même ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 31 de la commission des lois, discuté après l'article 13 (p. 2347) ; 3° offres publiques d'achat et offres publiques d'échange pendant la période d'incessibilité (p. 2340) ; sous-amendement n° 49 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 27 de M. Etienne Dailly, rapporteur : durée d'incessibilité des titres (p. 2341).

Devient sans objet : amendement n° 58 de M. Jean Mattéoli, ministre : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les actions pourront être exceptionnellement négociées pendant le délai d'indisponibilité (p. 2342) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 2342).

Après l'article 12 (p. 2342).

Adopté : amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : possibilité pour les salariés de répondre aux offres publiques d'achat ou d'échange ; indisponibilité des sommes ou des actions ainsi obtenues (p. 2342) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2342).

Article 13 (*Forme nominative ou au porteur des actions attribuées*) (p. 2342).

Adopté : amendement n° 29 de M. Etienne Dailly, rapporteur : caractère nominatif des actions pendant le délai d'indisponibilité (p. 2343).

Devient sans objet : amendement n° 56 de M. Raymond Bourgine : rédactionnel ; droit de vote et droit aux dividendes pour les actionnaires salariés (p. 2343) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 2343).

Après l'article 13 (p. 2343).

Adopté : amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : possibilité pour le conseil d'administration ou le directoire de décider, pendant la période d'indisponibilité, de confier la gestion des actions attribuées à un fonds commun de placement propre à la société (p. 2344) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2344).

Adoptés : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : achat des actions au terme du délai d'indisponibilité dans les sociétés dont les actions ne sont pas inscrites à la cote officielle d'une bourse des valeurs (p. 2347) ; sous-amendement n° 50 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : possibilité pour les sociétés dont les actions ne sont pas inscrites à la cote officielle d'une bourse des valeurs de ne pas exercer leur droit de rachat des actions attribuées aux salariés ; détermination de la valeur des actions de ces sociétés (p. 2347) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2347).

Article 14 (*Régime fiscal des augmentations de capital et des actions attribuées aux salariés*). — Adopté (p. 2347).

Article 15 (*Information du comité d'entreprise et formation économique et financière des salariés*) (p. 2348).

Adopté : amendement n° 65 de M. Etienne Dailly, rapporteur : information préalable du comité d'entreprise sur le droit des salariés à l'attribution d'actions ; information économique et financière des salariés ; fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles ces dépenses de formation peuvent être imputées sur les fonds de la formation professionnelle (p. 2352).

Rejeté : amendement n° 51 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : suppression des dispositions de l'article relatives à la fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions et limites dans lesquelles les dépenses résultant de la formation économique et financière des salariés pourront être imputées sur les fonds de la formation professionnelle ; transformé en sous-amendement à l'amendement n° 65 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2352).

Retiré : amendement n° 32 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article concernant l'information préalable du comité d'entreprise et des salariés bénéficiaires avant toute distribution d'actions (p. 2351) ;

— l'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 2352).

Article 16 (*Information de l'autorité administrative compétente*) (p. 2352).

Adopté : amendement rédactionnel n° 33 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2352) ;

— l'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2352).

Après l'article 16 (p. 2352).

Adopté : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : possibilité pour le ministère public de saisir le tribunal de commerce si le conseil d'administration ou le directoire n'a pas convoqué l'assemblée générale extraordinaire qui doit précéder la distribution d'actions (p. 2352) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2352).

Avant l'article 17 (p. 2352).

Adopté : amendement n° 37 de M. Etienne Dailly, rapporteur : coordination : suppression de la mention : « Chapitre II. — Dispositions diverses » (p. 2352).

— la mention du chapitre II est supprimée (p. 2352).

Article 17 (*Sociétés par actions exclues du champ d'application du texte*) (p. 2352).

Adoptés : amendement n° 36 de coordination de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2352) ; amendement n° 37 rédactionnel de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 2353) ; amendement n° 1 de M. Christian Poncelet : non application des nouvelles dispositions aux sociétés sidérurgiques régies par la loi du 23 octobre 1978 relative aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier (p. 2353) ;

— l'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 2353).

Article 18 (*Désignation des salariés attributaires au conseil de surveillance des sociétés anonymes*) (p. 2353).

Adopté : amendement n° 38 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article qui prévoit la non-application, aux salariés détenteurs d'actions, du principe de droit des sociétés anonymes prohibant le cumul entre le contrat de travail et le mandat de membre d'un conseil de surveillance (p. 2354) ;

— l'article 18 est supprimé (p. 2354).

Article 19 (*Division des actions de sociétés en coupures d'actions*) (p. 2354).

Adopté : amendement n° 39 de M. Etienne Dailly, rapporteur : possibilité pour les sociétés de diviser leurs actions en coupures dont le montant nominal ne peut être inférieur à une somme fixée par décret, exclusivement pour l'application des nouvelles dispositions concernant l'attribution d'actions aux salariés (p. 2354) ;

— l'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 2354).

Article 20 (*Poursuites susceptibles d'être engagées contre les personnes ayant exercé ou tenté d'exercer une action sur les cours*) (p. 2354).

Adopté : amendement n° 40 de M. Etienne Dailly, rapporteur : sanctions pour ceux qui auront réalisé sur le marché boursier toute opération dans le but d'augmenter artificiellement la valeur de la créance sur l'Etat (p. 2355).

Retiré : amendement n° 54 de M. Raymond Bourgine : circonstances de la consultation de la commission des opérations de bourse par les autorités judiciaires compétentes (p. 2355) ;

— l'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 2355).

Article 21 (*Taxe sur les cadeaux et frais de réception*) (p. 2355).

Adopté : amendement n° 41 de M. Etienne Dailly, rapporteur : inscription, dans les lois de finances, des crédits nécessaires à l'application des nouvelles dispositions (p. 2359).

Retirés : amendements identiques n° 4 de MM. Yves Durand et Jean-Pierre Fourcade et n° 52 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : suppression de cet article qui institue une taxe sur les cadeaux et frais de réception des entreprises (p. 2359).

Devient sans objet : amendement n° 59 de M. Jean Mattéoli, ministre : taxe sur certains frais généraux pour les entreprises qui réalisent des bénéfices industriels et commerciaux et relèvent d'un régime réel d'imposition, et pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés au taux de 50 p. 100 (p. 2359) ;

— l'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 2359).

Article 22 (*Application de la présente loi aux sociétés en commandite par actions*) (p. 2360).

Adopté : amendement n° 42 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression des dispositions relatives à la nécessité d'un décret en Conseil d'Etat pour fixer les modalités d'application des nouvelles dispositions aux sociétés en commandite par actions (p. 2360) ;

— l'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 2360).

Après l'article 22 (p. 2360).

Adopté : amendement n° 43 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : non-application des nouvelles dispositions aux dirigeants sociaux et à leur conjoint non séparé de corps (p. 2360) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2360).

Article 23 (*Rapport du Gouvernement sur les résultats d'application de la présente loi*) (p. 2360).

Adopté : amendement n° 44 de M. Etienne Dailly, rapporteur : dépôt du rapport du Gouvernement sur les résultats de l'applications des nouvelles dispositions « avant le 31 décembre 1985 » (p. 2361).

Rejeté : amendement n° 53 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis : dépôt d'un rapport par le Gouvernement, relatif à la situation de l'actionnariat salarié à la fin de la période d'incessibilité, avant le 31 décembre 1987 (p. 2361) ;

— l'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 2361).

Nouvel intitulé (p. 2361).

Adopté : amendement n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur : de forme : nouvel intitulé : « Projet de loi relatif à un droit d'attribution d'actions en faveur des salariés de certaines sociétés par actions. » (p. 2361) ;

— l'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2361).

Explications de vote :

— *Intervention de M. Jean Mattéoli,* ministre (p. 2361) : considère que le texte élaboré par le Sénat ne répond plus à l'idée de participation du Gouvernement ; demande le rejet du texte.

— *M. Léon Jozeau-Marigné,* président de la commission des lois (p. 2361) : opposition du Gouvernement au texte élaboré par le Sénat. Importance des travaux de la commission des lois, couronnés par de nombreux scrutins publics ; utilité de la présentation du texte du Sénat en commission mixte paritaire.

— *M. Raymond Dumont* (p. 2362) : absence d'intérêt du public pour ce texte ; échec des expériences déjà tentées dans le domaine des distributions d'actions ; échec des tentatives d'association capital-travail, de solidarité travailleurs-entreprise ; facilité du Gouvernement et du patronat pour trouver des moyens financiers, en certaines circonstances, particulièrement électorales.

— *M. Raymond Bourgine* (p. 2362) : opposition des intérêts de l'entreprise et des intérêts des salariés (p. 2363) : vote favorable du groupe du centre national des indépendants et des paysans sur le texte qui résulte des travaux du Sénat.

— *M. Christian Poncelet* (p. 2363) : différence, pour les gaullistes, entre la participation et la distribution d'actions ; totale disparition d'un texte initial déjà insuffisant. Vote défavorable du groupe R.P.R.

— *M. Marcel Rudloff* (p. 2363) : amélioration du texte par les travaux du Sénat qui ne doivent pas se solder par un constat de carence ; votera le texte en discussion.

Scrutin public (n° 137, liste des votants, p. 2371, 2372).

Rejet [4 juin 1980] (p. 2363).

Discussion (commission mixte paritaire).

[29 juin 1980] (p. 3328, 3331 ; 3336, 3343).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3328, 3331 ; 3336, 3337) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour le Sénat ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation ; Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales.*

Actionnariat des salariés : MM. Dailly (Etienne) (p. 3329, 3336) ; Mattéoli (Jean) (p. 3330).

Comités d'entreprise : M. Dailly (Etienne) (p. 3329).

Parlement (rôle du) : M. Dailly (Etienne) (p. 3337).

Participation des travailleurs : MM. Dailly (Etienne) (p. 3329, 3336) ; Mattéoli (Jean) (p. 3330, 3337).

Sociétés coopératives ouvrières de production (S.C.O.P.) : M. Dailly (Etienne) (p. 3329).

Valeurs mobilières : M. Dailly (Etienne) (p. 3329, 3336).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3337, 3343) : *MM. Jean Mattéoli, ministre ; Etienne Dailly, rapporteur.*

Article 1er (p. 3338).

Article 1er *bis* (p. 3338). — Amendement n° 1 de M. Jean Mattéoli, ministre : distribution gratuite d'actions.

Article 1er *ter* (p. 3338). — Amendement de coordination n° 2, de M. Jean Mattéoli, ministre.

Après l'article 1er *ter* (p. 3388). — Amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Jean Mattéoli, ministre : exonération du droit de timbres.

Article 4 (p. 3338). — Amendement n° 4, de coordination, de M. Jean Mattéoli, ministre.

Article 5 (p. 3339). — Amendement n° 5 de M. Jean Mattéoli, ministre : créances de l'Etat.

Article 7 (p. 3339). — Amendement n° 8 de M. Jean Mattéoli, ministre : cas des salariés étrangers.

Article 11 (p. 3340). — Amendement de coordination n° 7 de M. Jean Mattéoli, ministre.

Article 12 (p. 3340). — Amendement de coordination n° 8 de M. Jean Mattéoli, ministre.

Article 13 (p. 3340). — Amendement n° 9 de M. Jean Mattéoli, ministre : forme nominative des actions ; droit de rachat de la société.

Article 14 (p. 3340).

Article 15 (p. 3340). — Amendement de coordination n° 10 de M. Jean Mattéoli, ministre.

Article 16 (p. 3341).

Article 17 (p. 3341). — Amendement n° 11 de M. Jean Mattéoli, ministre : champ d'application du projet.

Article 19 (p. 3341).

Article 20 (p. 3341).

Article 21 (p. 3341). — Amendement n° 12 de M. Jean Mattéoli, ministre : créance de 65 p. 100 sur l'Etat et éléments du gage.

Article 22 (p. 3341).

Article 23 (p. 3341).

Intitulé (p. 3341). — Amendement n° 13 de M. Jean Mattéoli, ministre : de forme ; projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales.

Explications de vote :

— *M. Adolphe Chauvin* (p. 3342) : texte adopté à la quasi-unanimité par la commission mixte paritaire et remise en cause du texte par les amendements du Gouvernement ; procédure du vote unique ; vote unanime du groupe U.C.D.P. contre le texte ainsi modifié.

— *M. Michel Caldaguès* (p. 3342) : texte de compromis adopté par la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du Gouvernement ; vote unanime du groupe R.P.R. contre le texte ainsi modifié.

— *M. Marcel Champeix* (p. 3342) : texte élaboré à la quasi-unanimité de la commission mixte paritaire et remis en cause par les amendements du Gouvernement ; vote unanime du groupe socialiste contre le texte ainsi modifié.

— *M. Raymond Bourgine* (p. 3342) : texte élaboré par la commission mixte paritaire et remis en cause par les amendements du Gouvernement ; vote unanime du groupe C.N.I.P. contre le texte ainsi modifié.

— *M. Etienne Dailly* (p. 3342, 3343) : prérogatives du Parlement ; propositions des conseils d'administration ou des directoires, et décisions des assemblées générales ; opposition au texte ainsi modifié.

Intervention de M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation (p. 3342) : procédure des amendements du Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire, prévue par la Constitution ; dates des assemblées générales extraordinaires.

Vote unique sur le texte proposé par la commission mixte paritaire modifié par les amendements nos 1 à 13 de M. Jean Mattéoli, ministre (p. 3343).

Scrutin public (p. 3343, n° 165 ; liste des votants p. 3380, 3381).

Rejet [29 juin 1980] (p. 3343).

Discussion (nouvelle lecture).

[30 juin 1980] (p. 3390, 3397).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3390, 3391) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation ; Lionel de Tinguy.*

Sociétés commerciales : MM. Dailly (Etienne) (p. 3391) ; Tinguy (Lionel de) (p. 3391).

Valeurs mobilières : MM. Dailly (Etienne) (p. 3390, 3391) ; Mattéoli (Jean) (p. 3391) ; Tinguy (Lionel de) (p. 3391).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3391, 3397) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Jean Mattéoli, ministre.*

Article 1er. — Adopté (p. 3391).

Article 1er *bis* (p. 3391).

Adopté : amendement n° 2 de M. Etienne Dailly, rapporteur : décision de l'assemblée générale extraordinaire et droit d'attribution d'actions (p. 3392) ;

— l'article 1er *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 3392).

Article 1er *ter* (p. 3392).

Adopté : amendement n° 3 de M. Etienne Dailly, rapporteur : décision du conseil d'administration ou du directoire et droit d'attribution d'actions (p. 3392) ;

— l'article 1er *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 3392).

Article 1er *ter bis* (p. 3392).

Adopté : amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 3392) ;

— l'article 1er *ter bis* est supprimé (p. 3392).

Article 1er *quinquies* (p. 3393).

Adopté : amendement n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 3392) ;

— l'article 1er *quinquies* est supprimé (p. 3392).

Article 4 (p. 3392).

Adopté : amendement de coordination n° 6 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3393) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3393).

Article 5 (p. 3393).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3393) ; amendement n° 8 de M. Etienne Dailly, rapporteur : principe et modalités d'exercice du droit d'attribution (p. 3394) ; amendement de coordination n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3394) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3394).

Article 7 (p. 3394).

Adopté : amendement de coordination n° 10 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3394) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3394).

Article 11 (p. 3394).

Adopté : amendement de coordination n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3394) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3394).

Article 12 (p. 3394).

Adopté : amendement de coordination n° 12 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3395) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3395).

Article 13 (p. 3395).

Adopté : amendement n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur : caractère nominatif des actions pendant le délai d'indisponibilité ; sociétés non cotées et vente des actions émises à la société émettrice (p. 3395).

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3395).

Article 14 (p. 3395).

Adopté : amendement de coordination n° 14 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3396) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 3396).

Article 15 (p. 3396).

Adopté : amendement de coordination n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3396) ;

— l'article 15, ainsi modifié, est adopté (p. 3396).

Articles 16 et 17. — Adoptés (p. 3396).

Articles 19 à 22. — Adoptés (p. 3396).

Article 23 (p. 3396).

Adopté : amendement rédactionnel n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur (p. 3396) ;

— l'article 23, ainsi modifié, est adopté (p. 3396).

Intitulé du projet de loi (p. 3396).

Adopté : amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur : de forme : « Projet de loi créant un droit gratuit d'attribution d'actions en faveur des salariés de certaines sociétés par actions » (p. 3396) ;

— l'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 3396).

Explication de vote :

— *M. Jean Chérioux* (p. 3396) : accord du Gouvernement, des commissions des affaires sociales et des lois sur la gratuité du droit d'attribution.

Adoption [30 juin 1980] (p. 3397).

2. — **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises,** présentée par M. Claude Labbé, député, et plusieurs de ses collègues [19 juin 1979] (n° **1167**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 octobre 1979]. — Renonciation [23 avril 1980]. — Rapport de M. Jean-Pierre Delalande [16 avril 1980] (n° **1640**). — Urgence. — Discussion [22 et 23 avril 1980]. — Adoption [23 avril 1980] (n° **283**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [24 avril 1980] (n° **232**, 1979-1980), — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [25 avril 1980], à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [9 mai 1980]. — Rapport de M. Jean Chérioux [14 mai 1980] (n° **247**, 1979-1980). — Avis de M. André Fosset, au nom de la commission des finances [21 mai 1980] (n° **253**, 1979-1980), de M. Etienne Dailly, au nom de la commission des lois [3 juin 1980] (n° **283**, 1979-1978). — Discussion [9 juin 1980] (p. 2478, 2508) ; [20 juin 1980] (p. 2911, 2960) ; [24 juin 1980] (p. 3076, 3077). — Adoption [24 juin 1980] (n° **96**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi relative à la participation aux fruits de l'expansion des entreprises et à l'actionnariat des salariés** ».

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [24 juin 1980] (n° **1829**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) : rapport de M. Jean-Pierre Delalande [27 juin 1980] (n° **1876**). — Discussion [27 juin 1980]. — Rejet [27 juin 1980] (n° **340**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Jean Chérioux [28 juin 1980] (n° **363**, 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3343, 3352). — Rejet [29 juin 1980] (n° **116**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) [24 juin 1980] (n° **1829**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Jean-Pierre Delalande [30 juin 1980] (n° **1892**). — Discussion [30 juin 1980]. — Adoption [30 juin 1980] (n° **346**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi relative à la participation** ».

TRANSMISSION AU SÉNAT (NOUVELLE LECTURE) [30 juin 1980] (n° **371**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Jean Chérioux [30 juin 1980] (n° **372**, 1979-1980). — Discussion [30 juin 1980] (p. 3397 à 3400). — Rejet [30 juin 1980] (n° **122**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DERNIÈRE LECTURE) [30 juin 1980] (n° **1917**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Discussion (première lecture).

[9 juin 1980] (p. 2478, 2508) ; [20 juin 1980] (p. 2911, 2960) ; [24 juin 1980] (p. 3076, 3077).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [9 juin 1980] (p. 2478, 2495) : *MM. Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; André Fosset, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation ; Jean Béranger, Raymond Bourgine, Marc Jacquet.*

Actionnariat des salariés : MM. Chérioux (Jean) (p. 2479) ; Dailly (Etienne) (p. 2482, 2483, 2486) ; Jacquet (Marc) (p. 2494).

Agence nationale d'étude et de promotion de la participation : MM. Fosset (André) (p. 2488) ; Jacquet (Marc) (p. 2494).

Chômage : M. Béranger (Jean) (p. 2489, 2490).

Comités d'entreprise : MM. Dailly (Etienne) (p. 2485) ; Béranger (Jean) (p. 2489) ; Jacquet (Marc) (p. 2495).

Droits sur les alcools : MM. Chérioux (Jean) (p. 2481) ; Dailly (Etienne) (p. 2484).

Entreprises : MM. Chérioux (Jean) (p. 2480) ; Dailly (Etienne) (p. 2485, 2486) ; Fosset (André) (p. 2487, 2488) ; Mattéoli (Jean) (p. 2488) ; Béranger (Jean) (p. 2489) ; Bourgine (Raymond) (p. 2491, 2492, 2493).

Entreprises (Plan d'épargne) : MM. Chérioux (Jean) (p. 2479) ; Dailly (Etienne) (p. 2482) ; Fosset (André) (p. 2487).

France (Paquebot) : M. Jacquet (Marc) (p. 2494).

Participation des travailleurs : MM. Chérioux (Jean) (p. 2478, 2479, 2480) ; Dailly (Etienne) (p. 2481, 2482, 2483, 2485, 2486) ; Fosset (André) (p. 2488) ; Mattéoli (Jean) (p. 2488) ; Béranger (Jean) (p. 2489) ; Bourgine (Raymond) (p. 2490, 2491, 2492, 2493) ; Jacquet (Marc) (p. 2493, 2494, 2495).

Sociétés anonymes : M. Chérioux (Jean) (p. 2480).

Sociétés d'actionnariat salarié (S.A.S.) : M. Dailly (Etienne) (p. 2483).

Syndicats professionnels : M. Dailly (Etienne) (p. 2482).

Taxe sur les cadeaux et frais de réception des entreprises : M. Dailly (Etienne) (p. 2484).

Question préalable (p. 2495, 2498) : motion n° 122 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, tendant à opposer la question préalable (p. 2495). — *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Michel Caldaguès, Jean Chérioux, rapporteur ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Scrutin public (n° 139 ; liste des votants p. 2511, 2512).

Rejet (p. 2498).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [9 juin 1980] (p. 2499, 2508) ; [20 juin 1980] (p. 2911, 2960) ; [24 juin 1980] (p. 3076, 3077) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Jean Mattéoli, ministre ; Jean Chérioux, rapporteur ; Lionel de Tinguy. — André Rabineau, Jacques Coudert, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Paul Pillet, Raymond Bourgine, Bernard Parmantier.*

Intitulés (p. 2499).

Intitulé du titre Ier (p. 2499).

Adopté : amendement n° 52 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : coordination : intitulé du titre I : « participation aux fruits de l'expansion des entreprises et actionnariat des salariés » (p. 2499) ;

— l'intitulé du titre Ier, ainsi modifié, est adopté (p. 2499).

Intitulé avant l'article 1er (p. 2499).

Adopté : amendement n° 3 de M. Jean Chérioux, rapporteur : coordination : insérer la rubrique : chapitre Ier : « dispositions relatives à la majoration de la réserve spéciale de participation » (p. 2500) ;

— un intitulé de chapitre Ier, ainsi rédigé, est inséré dans le projet de loi (p. 2500).

Article 1er (*Modification d'harmonisation du livre IV du code du travail*). — Adopté (p. 2500).

Article 2 (*Section III nouvelle du chapitre II du titre IV du livre IV du code du travail : « Dispositions particulières applicables aux sociétés par actions »*). — Adopté (p. 2500).

Article 3 (*Possibilité d'option pour les salariés des entreprises concernées entre le « plan d'actionnariat » et le « plan d'épargne d'entreprise »*) (p. 2500).

Adopté : amendement n° 131 de M. Jean Chérioux, rapporteur : fusion des dispositions des articles 3 et 4 du texte en discussion ; conditions dans lesquelles les sociétés peuvent offrir un plan d'actionnariat ou un plan d'épargne à leurs salariés ; conditions dans lesquelles les salariés peuvent exercer le droit qui leur est accordé (p. 2508).

Rejeté : amendement n° 53 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité pour toutes les sociétés pratiquant un régime de participation des travailleurs aux fruits de l'expansion d'accorder à leurs salariés un supplément de droits individuels, supplément réservé aux salariés qui emploient la totalité de leurs droits en actions ou coupures d'actions de la société (p. 2503 ; scrutin public n° 140, liste des votants p. 2512, 2513).

Retirés : sous-amendement n° 132 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 131 de M. Jean Chérioux, rapporteur : cas des salariés qui utilisent la totalité de leurs droits pour la souscription d'actions ou de coupures d'actions de leur société ; retiré après rectification de l'amendement n° 131 (p. 2507) ; sous-amendement n° 133 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, à l'amendement n° 131 de M. Jean Chérioux, rapporteur : bénéfice du supplément de droits individuels, en cas de plan d'épargne d'entreprise, pour les salariés qui affectent à ce plan le quart de leurs droits et « un apport personnel d'un montant égal » ; retiré après rectification de l'amendement n° 131 (p. 2507) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2508).

Article 4 (*Article L. 412-17 [nouveau] du code du travail : calcul du supplément de droits à participation*) (p. 2911).

Adopté : amendement n° 54 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : affectation de la réserve de participation aux actions de la société et sort du bénéfice du supplément de droits individuels (p. 2916) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2916).

Après l'article 4 (*Article L. 412-17-1 [nouveau] du code du travail*) (p. 2912).

Adopté : amendement n° 117 (art. additionnel) de M. Bernard Talon : principe et modalités d'application d'un supplément de droits individuels accordé aux salariés dans le cadre d'un régime de participation (p. 2916) ;

— un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2916).

Article 5 (*Article L. 412-18 [nouveau] du code du travail : placement de la réserve spéciale de participation en actions et non-application de la majoration des droits à participation*) (p. 2912).

Adoptés : amendement n° 55 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : modalités d'attribution des actions ; disponibilité des actions et délai d'indisponibilité des droits de participation (p. 2917) ; sur cet amendement, sous-amendement n° 140 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression des dispositions fixant un délai d'indisponibilité des actions (p. 2917).

Retiré : amendement n° 48 de MM. François Dubanchet et André Rabineau : réserve spéciale de participation et constitution d'un fonds commun de placement (p. 2913) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2917).

Article 5 *bis* (*Article L. 442-19 [nouveau] du code du travail : suppléments de droits de participation et avantages fiscaux et sociaux*) (p. 2917).

Adopté : amendement de coordination n° 56 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2917) ;

— l'article 5 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2917).

Article 5 *ter* (*Article L. 442-20 [nouveau] du code du travail : supplément de droits d'attribution et majoration de la provision pour investissement*) (p. 2917).

Adopté : amendement n° 57 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : importance de la majoration du supplément de droits individuels ouvrant droit à une majoration de la provision pour investissement (p. 2919).

Devient sans objet : amendement n° 5 de M. Jean Chérioux, rapporteur : importance de la majoration du supplément de droits individuels ouvrant droit à une majoration de la provision pour investissement (p. 2919) ;

— l'article 5 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 2919).

Après l'article 5 *ter* (*Article L. 442-21 [nouveau] du code du travail*) (p. 2919).

Adoptés : amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, rapporteur : adhésion volontaire au système ; des entreprises ne rentrant pas dans le champ d'application de la loi (p. 2920) ; amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Jean Chérioux, rapporteur : application de la loi et résultats du premier exercice ouvert après sa publication (p. 2920) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 2920).

Intitulé (p. 2920).

Adopté : amendement n° 9 de M. Jean Chérioux, rapporteur : de forme : « chapitre II. — Dispositions diverses sur la participation aux fruits de l'expansion des entreprises et l'actionnariat des salariés » (p. 2920) ;

— un intitulé, ainsi rédigé, est inséré dans la proposition de loi (p. 2920).

Article 6 (*Article L. 442-5-1° du code du travail : participation et transformation du droit de créance des salariés en actions par une augmentation de capital*) (p. 2920).

Adopté : amendement n° 58 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : actions ou coupures d'actions attribuées aux salariés par augmentation de capital ou rachat préalable par l'entreprise (p. 2922).

Retiré : amendement n° 34 de M. André Fosset, rapporteur pour avis : détermination de la valeur ou du prix de souscription des actions attribuées aux salariés ou acquises par eux (p. 2921) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2922).

Après l'article 6 (*Articles L. 442-6 1 à L. 442 6-3 [nouveaux] du code du travail*) (p. 2922).

Adopté : amendement n° 59 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : participation et interdictiion de l'émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote (p. 2923) ;

— un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2923).

Article 7 (*Article L. 442-7 du code du travail : réduction du délai d'indisponibilité pour les salariés ayant affecté la totalité de leurs droits à l'acquisition ou à la souscription d'actions*) (p. 2923).

Adopté : amendement n° 60 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article prévoyant une réduction du délai d'indisponibilité des actions souscrites par les salariés (p. 2925) ;

— l'article 7 est supprimé (p. 2925).

Après l'article 7 (*Article L. 442-7 du code du travail*) (p. 2926).

Adopté : amendement de coordination n° 61 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2926) ;

— un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2926).

Article 8 (*Article L. 442-7 du code du travail : remploi en actions des sommes placées dans l'entreprise*) (p. 2926).

Adopté : amendement n° 49 de M. François Dubanchet : principe de l'utilisation de comptes courants de participation pour l'achat d'actions de l'entreprise (p. 2927).

Retiré : amendement n° 62 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : principe de l'utilisation de comptes courants de participation pour l'achat d'actions de l'entreprise (p. 2927) ;

— l'article 8, ainsi rédigé, est adopté (p. 2927).

Après l'article 8 (*Article L. 442-7-1 [nouveau] du code du travail*) (p. 2927).

Adoptés : amendement n° 63 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : caractère négociable des droits de souscription ou d'attribution des actions obtenues sur présentation de ces droits (p. 2927) ; amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : principe et modalités d'application de la vente aux sociétés attributrices des actions non cotées ; possibilité de renonciation aux droits de rachat (p. 2928) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 2928).

Article 8 *bis* (*Article L. 442-9 du code du travail : provision pour investissement en franchise d'impôts*) (p. 2928).

Adopté : amendement n° 45 de M. Jean Mattéoli, ministre : société anonyme à participation ouvrière et possibilité de constitution d'une provision d'investissements égale à 100 p. 100 de la réserve spéciale de participation ; application aux sociétés coopératives ouvrières de production (p. 2928) ;

— l'article 8 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2928).

Article 10 (*Article L. 442-12 du code du travail : absence d'accord de participation et rémunération des sommes bloquées*) (p. 2928).

Rejetés : amendement n° 11 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression des dispositions de cet article exigeant des conditions d'ancienneté pour le bénéfice de la répartition des droits de la réserve spéciale de participation (p. 2929) ; amendement n° 12 de M. Jean Chérioux, rapporteur : provision pour investissements et nécessité de la conclusion d'un accord de participation (p. 2929) ;

— l'article 10 est adopté (p. 2929).

Article 11 (*Article L. 442-16 du code du travail : accord de participation et nouvelles entreprises ne résultant pas d'une fusion*). — Adopté (p. 2930).

Article 11 *bis* (*Article L. 443-1 du code du travail : plans d'épargne de groupe et avantages fiscaux*). — Adopté (p. 2930).

Article 11 *ter* (*Article L. 443-6 du code du travail : sociétés coopératives ouvrières de production et plan d'épargne d'entreprise ; délai d'indisponibilité*). — Adopté (p. 2930).

Article 12 (*Article L. 442-15 du code du travail : petites entreprises et accords de participation dérogatoires*). — Adopté (p. 2930).

Article 13 (*Article 208-16 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : négociabilité immédiate des droits d'attribution ou de souscription*) (p. 2930).

Adopté : amendement n° 65 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article concernant le caractère négociable des droits d'attribution et de souscription et les actions obtenues sur présentation de ces droits (p. 2930) ;

— l'article 13 est supprimé (p. 2930).

Article 14 (*Offres publiques d'achat et d'échange*) (p. 2930).

Adopté : amendement n° 66 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : droit pour les salariés de répondre aux offres publiques d'achat ; indisponibilité des sommes ou actions obtenues (p. 2931) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 2931).

Article 15 (*Application des dispositions du présent titre*) (p. 2931).

Adopté : amendement d'harmonisation n° 13 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 2931) ;

— l'article 15 est supprimé (p. 2931).

Article 15 *bis* (*Article L. 442-4 du code du travail : conditions pour le bénéfice de la répartition des actions*) (p. 2931).

Rejeté : amendement n° 14 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article exigeant pour la participation le cumul de conditions d'ancienneté et de présence dans l'entreprise (p. 2931) ;

— l'article 15 *bis* est adopté (p. 2931).

Article 15 *quater* (*Article L. 443-7 du code du travail : actualisation du plafond de l'abondement versé aux salariés par l'entreprise*) (p. 2932).

Retirés : amendement n° 15 de M. Jean Chérioux, rapporteur : détermination d'un plafond de versements pour les salariés participant à un plan d'épargne (p. 2933) ; amendement n° 16 de M. Jean Chérioux, rapporteur : revision annuelle du plafond (p. 2933) ;

— l'article 15 *quater* est adopté (p. 2933).

Article 15 *quinquies* (*Article 208-9-2° de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ; souscription d'actions par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement*) (p. 2933).

Adopté : amendement n° 68 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : droit pour les salariés de souscrire à l'augmentation de capital, individuellement ou par un fonds commun de placement (p. 2933) ;

— l'article 15 *quinquies*, ainsi modifié, est adopté (p. 2933).

Après l'article 15 *quinquies* (*Article 298-14-2° de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales*) (p. 2933).

Adopté : amendement de codification n° 69 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2933) ;

— un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2933).

Article 15 *sexies* (*Article 208-16-1° de la loi du 24 juillet 1966 : caractère nominatif et incessible des actions souscrites*) (p. 2933).

Adopté : amendement n° 70 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : caractère nominatif et incessible pendant un délai fixé par l'assemblée générale extraordinaire des actions souscrites ; négociabilité des droits de souscription et d'attribution y afférents (p. 2934) ;

— l'article 15 *sexies*, ainsi modifié, est adopté (p. 2934).

Après l'article 15 *sexies* (*Article 208-18-1° de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales*) (p. 2934).

Adopté : amendement de codification n° 71 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2934) ;

— un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2934).

Article 15 *septies* (*Article 208-19 de la loi du 24 juillet 1966 : forme nominative ou au porteur des actions acquises par les salariés*) (p. 2934).

Adopté : amendement n° 72 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : incessibilité des actions acquises pendant un délai fixé par l'assemblée générale extraordinaire (p. 2935) ;

— l'article 15 *septies*, ainsi modifié, est adopté (p. 2935).

Article 15 *octies* (*Article* 13 *de la loi du* 27 *décembre* 1973 *relative à la souscription ou à l'acquisition d'actions par les salariés*). — *Adopté* (p. 2935).

Article 15 *nonies* (*Article* 6-III-1° *de la loi du* 31 *décembre* 1970 *relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achats d'actions au bénéfice du personnel des sociétés*). — Adopté (p. 2935).

Article 15 *decies* (*Article* 208-1 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *sur les sociétés commerciales : exonération du droit d'apport pour les augmentations de capital réalisées au profit des salariés*). — Adopté (p. 2935).

Article 15 *undecies* (*Article* 33 *de la loi du* 13 *juillet* 1979 *relative aux fonds communs de placement : parts d'un fonds commun de placement et exercice du droit de vote*) (p. 2935).

Adopté : amendement rédactionnel n° 134 de M. Jean Chérioux, rapporteur (p. 2935).

Après l'article 15 *undecies* (p. 2935).

Adopté : amendement n° 73 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : droit pour les sociétés de racheter leurs actions en bourse et de les placer dans les comptes spéciaux d'actionnariat de leurs salariés (p. 2937).

Retiré : amendement n° 47 (art. additionnel) de MM. François Dubanchet et André Rabineau : importance du capital et montant des options ouvertes non encore levées donnant droit à souscription d'actions (p. 2936) ;

— un article additionnel est inséré dans la proposition de loi (p. 2937).

Intitulé du titre II (p. 2937).

Adopté : amendement n° 141 de M. Jean Mattéoli, ministre : de forme : « sociétés dont les statuts assurent le développement de l'actionnariat des salariés » (p. 2941).

Retiré : amendement n° 74 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : de forme : « attribution d'actions aux salariés par incorporation au capital d'une partie du bénéfice distribuable » (p. 2941) ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 2941).

Article 16 (*Article* 208-19-2° bis *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales : société d'actionnariat salarié*) (p. 2941).

Adoptés : amendement de coordination n° 142 de M. Jean Mattéoli, ministre (p. 2941) ; amendement n° 76 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : société d'actionnariat salarié et décision de l'assemblée générale extraordinaire d'une société anonyme (p. 2944) ; amendement n° 143 de M. Jean Chérioux, rapporteur : droit des sociétés et participation ; application du droit commun sauf règles particulières (p. 2944) ; amendement n° 77 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : principe et modalités de distribution du dividende préciputaire (p. 2945) ; sur cet amendement, sous-amendement n° 144 de M. Raymond Bourgine : substitution de la notion de capitaux propres à celle de capital social (p. 2945) ; amendement n° 78 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : incorporation du bénéfice distribuable au capital social et modalités d'attribution des actions nouvelles (p. 2947) ; amendement de codification n° 79 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2947) ; amendements d'harmonisation n°s 80, 81 et 82 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2947) ; amendements d'harmonisation n°s 83 et 84 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2948).

Rejetés : sous-amendement n° 19 de M. Jean Chérioux, rapporteur à l'amendement n° 76 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : opposition de salariés aux opérations de participation ; absence de conditions d'ancienneté pour les sociétés constituées depuis moins d'un an (p. 2944) ; sous-amendement n° 145 de M. Jean Chérioux, rapporteur, à l'amendement n° 78 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : définition du fonds commun de placement comme un fonds d'actionnariat salarié (p. 2947) ; sous-amendement n° 146 de M. Jean Chérioux, rapporteur, à l'amendement n° 78 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : dividende préciputaire et incorporation au capital ; possibilité de réduction de cette incorporation et distribution d'un dividende supplémentaire (p. 2947) ; amendement n° 20 de M. Jean Chérioux, rapporteur : possibilité de réévaluation de l'actif immobilisé et affectation d'une partie du produit de cette réévaluation aux salariés (p. 2948) ;

— l'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 2948).

Après l'article 16 (*Article* 268 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *sur les sociétés commerciales*) (p. 2948).

Adoptés : amendement n° 85 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : possibilité pour les sociétés de diviser leurs actions en coupures (p. 2948) ; amendement n° 86 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : non-application aux sociétés d'actionnariat salarié des dispositions instituant un régime obligatoire de participation (p. 2948) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans la proposition de loi (p. 2948).

Article 17 (*Exonération du droit d'apport*) (p. 2948).

Adopté : amendement n° 87 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : exonération du droit d'apport pour les augmentations de capital (p. 2948).

Retiré : sous-amendement n° 147 de M. Jean Chérioux, rapporteur, à l'amendement n° 87 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : extension aux dividendes préciputaires du régime de déductibilité fiscale (p. 2949) ;

Article 17 *bis* (*Avantages fiscaux consentis aux sociétés d'actionnariat salarié*) (p. 2949).

Adopté : amendement de coordination n° 88 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 2949) ;

— l'article 17 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 2949).

Article 18 (*Décrets d'application*). — Adopté (p. 2949).

Article 19 (*Information du ministère du travail et de la participation*) (p. 2949).

Adopté : amendement n° 89 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article prévoyant l'information du ministère du travail en cas d'opération de développement de l'actionnariat (p. 2949) ;

— l'article 19 est supprimé (p. 2949).

Avant l'article 20 (p. 2950).

Rejeté : amendement n° 119 (art. additionnel) de M. Robert Schwint : définition du rôle des sections syndicales d'entreprises (p. 2951).

Article 20 (*Participation des salariés à la gestion dans les entreprises*) (p. 2951).

Adopté : amendement n° 91 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article prévoyant la participation du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise au conseil d'administration des sociétés anonymes de plus de 500 salariés (p. 2955).

Retiré : amendement n° 36 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet article prévoyant la participation du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise au conseil d'administration des sociétés anonymes de plus de 500 salariés (p. 2955) ;

— l'article 20 est supprimé (p. 2955).

Après l'article 20 (p. 2955).

Rejetés : amendement n° 121 (art. additionnel) de M. Robert Schwint : principe et modalités d'application de la consultation obligatoire du comité d'entreprise sur tout projet de licenciement pour motif économique (p. 2956) ; amendement n° 120 (art. additionnel) de M. Robert Schwint : accroissement des pouvoirs du comité d'entreprise sur la gestion de l'entreprise (p. 2956).

Article 21 (*Article* 89-1 [nouveau] *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales : administrateurs salariés*) (p. 2956).

Adoptés : amendement n° 103 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, et amendement n° 37 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet article donnant la qualité d'administrateur aux salariés élus (p. 2956) ;

— l'article 21 est supprimé (p. 2956).

Article 22 (*Administrateurs et contrat de travail*) (p. 2956).

Adoptés : amendements d'harmonisation n° 104 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, et n° 38 de M. Raymond Bourgine (p. 2956) ;

— l'article 22 est supprimé (p. 2956).

Article 23 (*Rémunération des administrateurs élus*) (p. 2956).

Adoptés : amendements n° 105 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, et n° 39 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet article prévoyant la gratuité des fonctions des administrateurs élus en application des articles L. 441-1 et suivants du code du travail (p. 2956) ;

— l'article 23 est supprimé (p. 2956).

Article 24 (*Responsabilité des administrateurs élus*) (p. 2957).

Adoptés : amendements n° 106 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, et n° 42 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet article concernant l'irresponsabilité des administrateurs élus en application des articles L. 441-1 et suivants du code du travail (p. 2957).

— l'article 24 est supprimé (p. 2957).

Article 25 (*Article* 129-1 [nouveau] *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales : composition du conseil de surveillance*) (p. 2957).

Adoptés : amendements n° 107 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, et n° 40 de M. Raymond Bourgine : suppression de cet article concernant la composition du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail (p. 2957) ;

— l'article 25 est supprimé (p. 2957).

Article 26 (*Article* 140 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales : rémunération des membres du conseil de surveillance*) (p. 2957).

Adoptés : amendements n° 108 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, et n° 41 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article concernant la gratuité du mandat des membres du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail (p. 2957) ;

— l'article 26 est supprimé (p. 2957).

Article 27 (*Article* 250 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales : responsabilité des membres du conseil de surveillance*) (p. 2957).

Adoptés : amendements n° 109 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis, n° 43 de M. Raymond Bourgine et n° 29 de M. Jean Chérioux, rapporteur : suppression de cet article concernant l'irresponsabilité des membres du conseil de surveillance prévue par les articles L. 441-1 et suivants du code du travail (p. 2957) ;

— l'article 27 est supprimé (p. 2957).

Intitulé du titre III (*suite*) (p. 2957).

Adopté : amendement n° 90, précédemment réservé, de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression du titre III. — Participation des salariés à la gestion dans les entreprises (p. 2957) ;

— l'intitulé du titre III est supprimé (p. 2957).

Article 28 (*Majoration de l'imposition forfaitaire*) (p. 2957).

Adopté : amendement n° 110 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : application de la loi et inscription dans une loi de finances des moyens financiers (p. 2959).

Deviennent sans objet : amendement n° 31 de M. Jean Chérioux, rapporteur : application de la loi et majoration des droits de consommation sur les alcools (p. 2959) ; amendement n° 46 de M. Jean Mattéoli, ministre : application de la loi et définition d'une taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises (p. 2959) ;

— l'article 28, ainsi modifié, est adopté (p. 2959).

Article 29 (*Agence nationale d'étude et de promotion de la participation*) (p. 2959).

Adopté : amendement n° 111 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : suppression de cet article prévoyant la création d'une agence nationale d'étude et de promotion de la participation (p. 2960) ;

— l'article 29 est supprimé (p. 2960).

Intitulé (p. 2960).

Adopté : amendement n° 51 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : de forme ; « proposition de loi relative à la participation aux fruits de l'expansion des entreprises et à l'actionnariat des salariés » (p. 2960) ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 2960).

Explications de vote :

— *M. James Marson* (p. 2960) : vote défavorable du groupe communiste ;

— *M. Bernard Parmantier* (p. 2960) : vote défavorable du groupe socialiste ;

— *M. Raymond Bourgine* (p. 2960) : demande pour l'ensemble du texte l'application de l'article 40 de la Constitution, en vertu de l'article 45 du règlement du Sénat.

Rejet par le bureau du Sénat **de l'irrecevabilité** aux termes de l'art. 40 de la Constitution invoquée par M. Raymond Bourgine [24 juin 1980] (p. 3076).

Explications de vote :

— *M. Marc Jacquet* (p. 3076) : intérêt du débat sur la participation instauré par l'examen de la proposition de loi ; insuffisance du résultat des débats : rejet du titre III ; abstention du groupe R. P. R. ;

— *M. Raymond Bourgine* (p. 3076) : défense de la productivité et de l'efficacité des entreprises ; participation au conseil d'administration d'administrateurs élus par le personnel, prévue par le titre III et conséquences qu'aurait entraînées l'adoption de ce titre ; rejet par le groupe C. N. I. P. du titre III et approbation du texte ainsi modifié ;

— *Intervention de M. Jean Mattéoli,* ministre du travail (p. 3076, 3077) : intérêt du débat sur la participation ; regrette le rejet du titre III et comprend la déception du groupe R. P. R. ; demande cependant l'adoption du texte ;

— *M. Etienne Dailly,* rapporteur pour avis (p. 3077) : déroulement des débats et rejet du titre III ; nécessité cependant pour le Sénat d'adopter le texte, afin que la commission mixte paritaire en soit saisie.

Scrutin public (p. 3077, n° 153, liste des votants, p. 3086).

Adoption [24 juin 1980] (p. 3077).

Discussion (commission mixte paritaire).

[29 juin 1980] (p. 3343, 3352).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3343, 3344) : *MM. Jean Chérioux, rapporteur pour le Sénat ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Participation des travailleurs : MM. Chérioux (Jean) (p. 3343, 3344) ; Mattéoli (Jean) (p. 3344).

Sociétés d'actionnariat salarié (*S. A. S.*) *:* MM. Chérioux (Jean) (p. 3343, 3344) ; Mattéoli (Jean) (p. 3344).

Sociétés anonymes : MM. Chérioux (Jean) (p. 3344) ; Mattéoli (Jean) (p. 3344).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3344, 3352) : *MM. Jean Mattéoli, ministre ; Jean Chérioux, rapporteur ; Etienne Dailly.*

Article 3 (*Article L.* 442-16 *du code du travail*) (p. 3344).

Article 4 (*Article L.* 442-17 *du code du travail*) (p. 3345).

Article 4 *bis* (*Article L.* 442-17-1 *du code du travail*) (p. 3345).

Article 5 (*Article L.* 442-18 *du code du travail*) (p. 3345).

Article 5 *bis* (*Article L.* 422-19 *du code du travail*) (p. 3345).

Article 5 *ter* (*Article L.* 442-20 *du code du travail*) (p. 3345).

Article 5 *quater* (*Article L.* 442-20-1 *du code du travail*) (p. 3345).

Article 5 *quinquies* (p. 3345).

Article 6 (*Article L.* 442-5-1 *du code du travail*) (p. 3345).

Article 6 (*Article L.* 442-6-1 *[nouveau] du code du travail* (p. 3345).

Article 7 (*Article L.* 442-7 *du code du travail*) (p. 3345).

Article 7 *bis* (*Article L.* 442-7 *du code du travail*) (p. 3346).

Article 8 (*Article L.* 442-7 *du code du travail*) (p. 3346).

Article 8 *bis* **A** (*Article L.* 442-7 *du code du travail*) (p. 3346).

Article 8 *bis* **B** (*Article L.* 442-7-2 *[nouveau] du code du travail*) (p. 3346).

Article 8 *bis* (*Article L.* 442-9-1 *du code du travail*) (p. 3346).

Article 14 (p. 3346).

Article 15 *quinquies* (*Article* 208-9 *dl la loi du* 24 *juillet* 1966 *sur les sociétés commerciales*) (p. 3346).

Article 15 *sexies* **A** (*Article* 208-14 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *sur les sociétés commerciales*) (p. 3346).

Article 15 *sexies* (*Article* 208-16 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *sur les sociétés commerciales*) (p. 3346). — Amendement n° 1 de M. Jean Mattéoli, ministre : forme nominative des actions et délai d'incessibilité.

Article 15 *septies* **A** (*Article* 208-18 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *sur les sociétés commerciales*) (p. 3347).

Article 15 *septies* (*Article* 208-19 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *sur les sociétés commerciales*) (p. 3347). — Amendement de coordination n° 2 de M. Jean Mattéoli, ministre.

Article 15 *undecies* (*Article* 33 *de la loi du* 13 *juillet* 1979 *relative au fonds commun de placement*) (p. 3347).

Article 15 *duodecies* (*Article* 217-1 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3347).

Article 16 (*Articles* 208-19 *à* 208-22 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3347).

Article 16 *bis* (*Article* 268-2 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3347).

Articles 16 *ter*, **17**, **17** *bis* **et 19** (p. 3348).

Intitulé du titre III (p. 3348). — Amendement n° 3 de M. Jean Mattéoli, ministre : de forme : « participation des salariés à la gestion des entreprises ».

Article 20 (p. 3349). — Amendement rédactionnel n° 4 de M. Jean Mattéoli, ministre.

Article 21 (*Article* 89-1 *[nouveau] dl la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3349). — Amendement n° 5 de M. Jean Mattéoli, ministre : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 22 (*Article* 93-2 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3349). — Amendement n° 6 de M. Jean Mattéoli, ministre : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 23 (*Article* 108 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3350). — Amendement n° 7 de M. Jean Mattéoli, ministre : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 24 (*Article* 244 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3350). — Amendement n° 8 de M. Jean Mattéoli, ministre : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 25 (*Article* 129-2 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3350). — Amendement rédactionnel n° 9 de M. Jean Mattéoli, ministre.

Article 26 (*Article* 140 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3350). — Amendement n° 10 de M. Jean Mattéoli, ministre : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 27 (*Article* 250 *de la loi du* 24 *juillet* 1966 *relative aux sociétés commerciales*) (p. 3350). — Amendement n° 11 de M. Jean Mattéoli, ministre : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale.

Article 28 (p. 3350). — Amendement n° 12 de M. Jean Mattéoli, ministre : nouvelle rédaction de cet article relatif à l'imposition forfaitaire annuelle.

Explications de vote :

— *M. Paul Pillet* (p. 3350-3351) : texte de compromis élaboré par la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du Gouvernement ; vote du groupe U. C. D. P. contre le texte ainsi modifié ;

— *M. Raymond Bourgine* (p. 3351) : texte de compromis élaboré par la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du Gouvernement ; conseils d'administration et conseils de surveillance ; gage ; vote du groupe C. N. I. P. contre le texte ainsi modifié ;

— *M. Michel Caldaguès* (p. 3351) : texte de compromis élaboré par la commission mixte paritaire et remise en cause par les amendements du Gouvernement ; vote du groupe R. P. R. contre le texte ainsi modifié ;

— *M. Etienne Dailly* (p. 3351) : projet de 1978 sur la participation de cadres aux conseils d'administration et nature totalement différente du texte en examen ;

— *Intervention de M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation* (p. 3351) : projet initial du Gouvernement et proposition de loi de M. Claude Labbé.

Vote unique sur le texte proposé par la commission paritaire modifié par les amendements n°s 1 à 12 de M. Jean Mattéoli, ministre (p. 3352).

Scrutin public (p. 3352, n° 166 ; liste des votants p. 3381, 3382).

Rejet [29 juin 1980] (p. 3352).

Discussion (nouvelle lecture).

[30 juin 1980] (p. 3397, 3400).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3397, 3398) : *MM. Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Participation des travailleurs : MM. Chérioux (Jean) (p. 3397) ; Dailly (Etienne) (p. 3397) ; Mattéoli (Jean) (p. 3397).

Sociétés d'actionnariat salarié (S. A. S.) : MM. Chérioux (Jean) (p. 3397) ; Dailly (Etienne) (p. 3397) ; Mattéoli (Jean) (p. 3397).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3398, 3400) : *MM. Jean Mattéoli, ministre ; Jean Chérioux, rapporteur ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Adolphe Chauvin.*

Articles 5 *ter*, **7**, **16**, **16** *bis*, **16** *ter*, **19**. — (p. 3398).

Article 20. — (p. 3398). — Amendement n° 1 de M. Jean Mattéoli, ministre : participation du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise et assimilés aux conseils d'administration et de surveillance (p. 3399).

Article 25 (p. 3399). — Amendement n° 2 de M. Jean Mattéoli, ministre : conditions de participation des cadres et assimilés aux conseils de surveillance.

Article 28 (p. 3399).

Vote unique sur le texte de la proposition de loi modifié par les amendements n° 1 et 2 de M. Jean Mattéoli, ministre (p. 3400).

Scrutin public (p. 3400, n° 168 ; liste des votants p. 3411, 3412).

Rejet [30 juin 1980] (p. 3400).

3. — **Proposition de loi tendant à prévoir l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur [5 décembre 1980] (n° **149**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

4. — **Proposition de loi relative à la participation de l'encadrement et des autres salariés aux conseils d'administration et de surveillance des entreprises,** présentée par M. Jean Béranger, sénateur et plusieurs de ses collègues [11 décembre 1980] (n° **160**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Participation des travailleurs.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

PARTIS POLITIQUES

Voir GROUPES POLITIQUES.
QUESTION ORALE, n° **2787.**

PASSEPORTS

Voir QUESTION ORALE, n° **2763.**

PATRIMOINE

(Année du patrimoine.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Culture et communication ; Environnement et cadre de vie.
MUSÉES, **1**, deuxième lecture, D. G.

(Année du patrimoine : films et émissions sur le Palais du Luxembourg.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Radiodiffusion-télévision française.

(Protection du patrimoine.)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2676, 9, 80.**

PAVILLONS DE COMPLAISANCE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Transports ; Environnement et cadre de vie.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380.**

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

LOI DE FINANCES, **6**, Economie et budget. — III. — Economie ; Agriculture ; Transports ; Coopération ; Commerce extérieur ; Affaires étrangères.

QUESTIONS ORALES, n°s **2662, 59.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **274, 308, 330, 389, 391, 407.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **16**, D. G.

PECHE FLUVIALE

I. — **Projet de loi modifiant le titre deuxième du livre troisième du code rural, relatif à la pêche fluviale,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie [27 avril 1979] (n° **304**, 1978-1979). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport de M. Michel Chauty [12 juin 1979] (n° **372**, 1978-1979). Discussion [9 octobre 1980] (p. 3817, 3848). — Adoption [9 octobre 1980] (n° **1**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [10 octobre 1980] (n° **1983**). — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Discussion (première lecture).

[9 octobre 1980] (p. 3817, 3848).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3817, 3821) : *MM. Michel Chauty, président et rapporteur de la commission des affaires économiques ; Maurice Janetti, Fernand Lefort, François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement).*

Associations (de pêche) : MM. Chauty (Michel) (p. 3818) ; Janetti (Maurice) (p. 3819) ; Lefort (Fernand) (p. 3820) ; Delmas (François) (p. 3820).

Barrages : MM. Chauty (Michel) (p. 3818) ; Janetti (Maurice) (p. 3820) ; Delmas (François) (p. 3821).

Centrales hydroélectriques : MM. Janetti (Maurice) (p. 3819) ; Delmas (François) (p. 3821).

Cours d'eau : MM. Chauty (Michel) (p. 3817, 3818) ; Lefort (Fernand) (p. 3820).

Gardes pêche : M. Lefort (Fernand) (p. 3820).

Gravières : M. Delmas (François) (p. 3821).

Pêche fluviale : MM. Chauty (Michel) (p. 3817, 3818, 3819) ; Janetti (Maurice) (p. 3819, 3820) ; Lefort (Fernand) (p. 3820) ; Delmas (François) (p. 3820, 3821).

Pollution (eau) : MM. Chauty (Michel) (p. 3818) ; Janetti (Maurice) (p. 3819) ; Lefort (Fernand) (p. 3820) ; Delmas (François) (p. 3820).

Remembrement : M. Chauty (Michel) (p. 3818).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3822, 3848) : *MM. Lionel de Tinguy, Michel Chauty, rapporteur ; François Delmas, secrétaire d'Etat ; Charles Beaupetit, Alfred Gérin, Maurice Janetti, Jacques Mossion, Fernand Lefort, Guy Robert.*

Article 1er (*Article* 401 *du code rural : définition des eaux soumises aux règles de la pêche fluviale*) (p. 3822).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Michel Chauty, rapporteur : définition des eaux closes (p. 3826) ; sous-amendement n° 69 de M. Lionel de Tinguy à l'amendement n° 1 de M. Michel Chauty, rapporteur : obstacle naturel ; communication des eaux (p. 3826).

Rejeté : amendement n° 66 de M. Lionel de Tinguy : définition des eaux closes (p. 3826 ; scrutin public n° 1, liste des votants, p. 3851, 3852).

Deviennent sans objet : amendements n° 67 de M. Charles Beaupetit et n° 38 de M. Jacques Thyraud : définition des eaux closes et communication des eaux (p. 3826) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3826).

Article 2 (*Article* 402, § 1, *du code rural : adhésion obligatoire à une association de pêche et de pisciculture agréée*) (p. 3826).

Adopté : amendement n° 2 de M. Michel Chauty, rapporteur : reconnaissance des groupements de pêcheurs professionnels fluviaux (p. 3827).

Rejeté : sous-amendement n° 75 de M. Alfred Gérin à l'amendement n° 2 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de de la notion de pêcheurs professionnels (p. 3827).

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3827).

Article 3 (*Article* 402, § 2, 3 *et* 4, *du code rural : obligation des pêcheurs et exemption du paiement de la taxe*) (p. 3827).

Adoptés : amendements de coordination n° 5 et n° 6 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3828).

Retiré : amendement n° 74 de M. Alfred Gérin : suppression de la notion de pêcheurs professionnels (p. 3828) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3828).

Après l'article 3 (p. 3828).

Adopté : amendement n° 7 (art. additionnel) de forme de M. Michel Chauty (p. 3828) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3828).

Article 4 (*Article* 403 *du code rural : énumération des eaux où le droit de pêche appartient à l'Etat*). — Adopté (p. 3828).

Article 5 (*art.* 405 *et* 406 *du code rural : droits spécifiques des marins pêcheurs professionnels et droit à indemnité des propriétaires privés de leur droit de pêche dans des cours d'eau rendus ou classés domaniaux* (p. 3828).

Adoptés : amendement de forme n° 53 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3828) ; amendement n° 8 de M. Michel Chauty, rapporteur : pêche en estuaire (p. 3829).

Rejeté : amendement n° 73 de M. Alfred Gérin : inscriptions maritimes ; pêcheurs professionnels et pêcheurs amateurs ; limite de salure des eaux (p. 3828) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3829).

Après l'article 5 (p. 3829).

Adoptés : amendement n° 64 (art. additionnel) de M. Maurice Janetti : intervention de fonds publics et concession du droit de pêche aux fédérations d'associations (p. 3830) ; amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Michel Chauty, rapporteur : protection des frayères et interdiction de la pêche en marchant dans l'eau (p. 3830) ; amendement n° 54 (art. additionnel) de M. Michel Chauty, rapporteur : définition par décret des conditions d'exercice de la pêche aux engins et aux filets (p. 3830).

Retiré : amendement n° 80 (art. additionnel) de M. Charles Beaupetit : intervention de fonds publics et concession du droit de pêche aux fédérations d'associations (p. 3830) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3830).

Article 6 (*Article* 411 *[nouveau] du code rural : eaux domaniales et conditions d'exploitation du droit de pêche de l'Etat*) (p. 3830).

Adoptés : amendement de forme n° 55 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3830) ; amendement n° 10 de M. Michel Chauty, rapporteur : fixation par décret en Conseil d'Etat des droits et obligation des pêcheurs professionnels (p. 3830) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3830).

Après l'article 6 (p. 3831). — Amendement de forme n° **56** (art. additionnel) de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3831) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi.

Article 7 (*Articles* 427 *à* 429 *du code rural : enclos et réserves de pêche ; protection et libre circulation du poisson*) (p. 3831).

Adoptés : amendement de coordination n° 57 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3831) ; amendement n° 34 de M. Jacques Mossion : bassins prévus pour la commercialisation des poissons d'élevage (p. 3833) ; amendement rédactionnel n° 11 de M. Michel Chauty, rapporteur : (p. 3833) ; amendement n° 83 de M. Michel Chauty, rapporteur : droit de pêche du propriétaire riverain (p. 3833) ; amendement rédactionnel n° 12 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3834) ; amendement n° 84 de M. Michel Chauty, rapporteur : concession ou autorisation pour les enclos piscicoles

de loisir (p. 3834) ; amendement n° 13 de M. Michel Chauty, rapporteur : nouveau taux des amendes (p. 3834) ; amendement n° 14 de M. Michel Chauty, rapporteur : microcentrales et maintien d'un débit minimum dans les cours d'eau (p. 3835) ; amendement n° 15 de M. Michel Chauty, rapporteur : fixation par les tribunaux judiciaires des indemnités (p. 3835) ; amendement n° 16 de M. Michel Chauty, rapporteur : mise en conformité des dispositifs et références à l'article 429 du code rural (p. 3835) ; amendement n° 17 de M. Michel Chauty, rapporteur : nouveau taux des amendes (p. 3835) ; amendement n° 18 de M. Michel Chauty, rapporteur : institution des astreintes (p. 3835).

Rejetés : sous-amendement n° 82 de M. Michel Chauty, rapporteur, à l'amendement n° 34 de M. Jacques Mossion : substitution de la notion de pêche de loisir à la notion de commercialisation (p. 3833) ; amendement n° 71 de M. Alfred Gérin : limitation des interdictions de pêche dans les réserves (p. 3835) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3835).

Après l'article 7 (p. 3836).

Adopté : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Michel Chauty, rapporteur : régularisation de la situation des enclos de pêche existants (p. 3836) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3836).

Article 8 (*Article* 431 *du code rural : réglementation de l'exercice de la pêche et avis du conseil supérieur de la pêche*) (p. 3836).

Adopté : amendement n° 20 de M. Michel Chauty, rapporteur : sectorisation éventuelle par bassin (p. 3837).

Retiré : amendement n° 21 de M. Michel Chauty, rapporteur : précisions sur les dimensions minimales des poissons pouvant être pêchés (p. 3837) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 3837).

Article 9 (*Article* 431-1 *[nouveau] du code rural : limitation par décrets de la capture de certaines espèces*) (p. 3837).

Adopté : amendement rédactionnel n° 22 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3837) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 3837).

Article 10 (*Article* 432 *du code rural : saisie du poisson et confiscation du matériel de pêche*) (p. 3837).

Retiré : amendement n° 44 de M. Gérard Ehlers : dans les condamnations pour délit de pêche, suppression de la possibilité de condamnation au paiement de la valeur du poisson non saisi (p. 3837) ;

— l'article 10 est adopté (p. 3837).

Article 11 (*Article* 434, § 1, *du code rural : sanctions pour l'utilisation de drogues et d'appâts prohibés*) (p. 3837).

Adoptés : amendement n° 35 de M. Jacques Mossion : application de la protection contre la pollution à toutes les eaux, y compris les enclos (p. 3838) ; amendement n° 23 de M. Michel Chauty, rapporteur : mise à jour du taux des amendes (p. 3838).

Retiré : amendement n° 45 de M. Gérard Ehlers : application de la protection contre la pollution à toutes les eaux, y compris les enclos (p. 3838) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 3838).

Article 12 (*Article* 434-1, § 1, *du code rural : déversement de substances nuisibles pour le poisson ou le milieu aquatique*) (p. 3839).

Adopté : amendement n° 24 de M. Michel Chauty, rapporteur : harmonisation du taux des amendes (p. 3839).

Retirés : amendement n° 36 de coordination de M. Jacques Mossion (p. 3839) ; amendement n° 46 de coordination de M. Gérard Ehlers (p. 3839) ; amendement n° 47 de M. Gérard Ehlers : doublement des amendes en cas de pollution par une entreprise (p. 3839) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 3839).

Article 13 (*Articles* 439-1, 439-2, 440 *du code rural : principe de l'interdiction d'élevage et de commercialisation de certaines espèces*) (p. 3839).

Adoptés : amendement n° 25 de M. Michel Chauty, rapporteur : suppression de toute possibilité d'autoriser l'introduction d'espèces du type brochet et perche (p. 3840) ; amendement n° 85 de M. Michel Chauty, rapporteur : réglementation du réempoissonnement et de l'alevinage (p. 3840) ; amendement n° 26 de M. Michel Chauty, rapporteur : extension aux eaux closes de l'interdiction d'introduction de certaines espèces envahissantes (p. 3841) ; amendement n° 27 de M. Michel Chauty, rapporteur : sanctions correctionnelles (p. 3841) ; amendement n° 28 de M. Michel Chauty, rapporteur : interdiction de la vente des poissons pêchés dans les eaux fluviales à tout autre qu'à des pêcheurs professionnels (p. 3842, scrutin public n° 2, liste des votants, p. 3852, 3853) ; amendement de coordination n° 86 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3842).

Rejeté : amendement n° 37 de M. Jacques Mossion : suppression de l'interdiction de commercialisation du poisson élevé dans des enclos aménagés en pêche de loisir (p. 3842).

Retiré : amendement n° 68 de M. Lionel de Tinguy : réglementation de l'empoissonnement et de l'alevinage (p. 3840) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 3842).

Article 14 (*Article* 442-1 *[nouveau] du code rural : infractions et pouvoirs d'investigation des personnes habilitées*). — Adopté (p. 3842).

Article 15 (*Article* 443 *du code rural : espèces animales assimilées au poisson*). — Adopté (p. 3842).

Article 16 (*Article* 446 *du code rural : listes des personnes habilitées à constater les infractions*) (p. 3843).

Adopté : amendement n° 52 de M. François Delmas, secrétaire d'Etat : prestation de serment des fonctionnaires et agents chargés de la police de la pêche et cas du changement de résidence (p. 3843) ;

— l'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3843).

Article 17 (*art. 451 à 456 du code rural : principe et modalités d'action des personnes habilitées à constater les infractions*) (p. 3843).

Rejeté : amendement n° 49 de M. Gérard Ehlers : suppression de la disposition relative à la saisie des automobiles et véhicules des contrevenants (p. 3844) ;

— l'article 17 est adopté (p. 3844).

Article 18 (*art. 481, § 2, du code rural : âge minimum des gardes-pêche particuliers*) (p. 3844). — Adopté (p. 3844).

Article 19 (*art.* 487 *du code rural : peines d'exclusion des associations agréées de pêche et de pisciculture*) (p. 3844).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Michel Chauty, rapporteur : cas du pêcheur professionnel délinquant (p. 3845) ; amendements de coordination n° 30 et n° 31 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3845) ; amendement d'harmonisation n° 32 de M. Michel Chauty, rapporteur (p. 3845).

Retiré : amendement n° 76 de M. Alfred Gérin : cas du pêcheur professionnel délinquant (p. 3845) ;

— l'article 19, ainsi modifié, est adopté (p. 3845).

Après l'article 19 (p. 3845).

Adopté : amendement n° 58 (art. additionnel) de M. François Delmas, secrétaire d'Etat : fédérations régionales pour la pêche aux engins et aux filets (p. 3846).

Rejetés : amendement n° 63 (art. additionnel) de MM. Paul Séramy et Pierre Vallon : attribution d'une part des restitutions et dommages et intérêts aux fédérations des associations de pêche (p. 3845) ; amendement n° 65 (art. additionnel), de M. Maurice Janetti : attribution d'une part des restitutions et dommages et intérêts aux fédérations des associations de pêche (p. 3846) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3846).

Article 20 (*art. 500, § 3, du code rural : financement de l'indemnisation des propriétaires privés de leur droit de pêche*) (p. 3846).

Retiré : amendement n° 61 de M. Guy Robert : statut des gardes-pêche (p. 3846) ;

— l'article 20 est adopté (p. 3846).

Article 21 (*art. 404, 413, 442 dernier alinéa, 450 § 1, 464 du code rural : abrogation de diverses dispositions*) (p. 3846).

Adopté : amendement n° 33 de M. Michel Chauty, rapporteur : prestation de serment des futurs gardes-pêche (p. 3847).

Rejeté : amendement n° 62 de M. Guy Robert : prestation de serment des futurs gardes-pêche (p. 3847).

— l'article 21, ainsi modifié, est adopté (p. 3847).

Article 22 (*Classification des cours d'eau auxquels s'applique la loi*). — Adopté (p. 3847).

Après l'article 22 (p. 3847).

Adoptés : amendement n° 87 (art. additionnel) de M. Michel Chauty, rapporteur : responsabilité des conjoints des titulaires de cartes de pêche (p. 3847) ; amendement n° 88 (art. additionnel) de M. Michel Chauty, rapporteur : eaux closes et enclos (p. 3847).

Retiré : amendement n° 79 (art. additionnel) de M. Alfred Gérin : dispositions transitoires (p. 3847) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3847).

Demande de **deuxième délibération** (p. 3847) ; **rejet** (scrutin public, p. 3848, n° 3, liste des votants, p. 3853, 3854).

Adoption [9 octobre 1980] (p. 3848).

PECHE MARITIME

1. — **Proposition de loi tendant à assurer la sauvegarde et le développement des pêches maritimes en Méditerranée,** présentée par M. Louis Minetti, sénateur, et plusieurs de ses collègues [15 avril 1980] (n° **206,** 1979-1980). Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2, 3.**

LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Industries agricoles et alimentaires ; Commerce extérieur ; Départements d'outre-mer.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380, 467.**

PEINE DE MORT

1. — **Proposition de loi tendant à l'abolition de la peine de mort,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 mars 1979. — 2 avril 1979] (n° **233,** 1978-1979). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Peine de mort.)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **382.**

PEINES

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G. ; C. M. P.

(Peines [Individualisation des])

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

(Peines [Réduction des])

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

(Peines de substitution.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

PENSIONS ALIMENTAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 2.

PENSIONS DE RETRAITE

1. — **Proposition de loi tendant à accorder des bonifications d'annuités pour le calcul de leur pension de retraite aux agents de l'Etat, des collectivités locales et de la S. N. C. F. des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle réfractaires à l'annexion de fait entre 1940 et 1945,** présentée par M. Jean-Marie Rausch, sénateur, et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° **70,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Pensions de retraite.)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2782, 29, 37, 60.**

PENSIONS DE RETRAITE CIVILES ET MILITAIRES

1. — **Proposition de loi tendant à instituer une commission spéciale chargée d'étudier dans quelles conditions les dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 seront étendues aux fonctionnaires civils et militaires et à leur ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues [18 avril 1980] (n° **213,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. — **Proposition de loi tendant à étendre diverses dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite aux fonctionnaires civils ou militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues [18 avril 1980] (n° **214,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Pensions de retraite civiles et militaires.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Economie et budget. — I. — Charges communes.

QUESTIONS ORALES, n°s **2728, 2748.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **404, 474.**

PENSIONS DE RETRAITE DES ANCIENS COMBATTANTS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

PENSIONS DE RETRAITE MUTUALISTE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

PENSIONS DE REVERSION

1. — **Proposition de loi tendant à modifier le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants des agents de la fonction publique, en application du code des pensions civiles et militaires de retraite,** présentée par M. Jean Cauchon, sénateur, et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° **71,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. — **Proposition de loi tendant à modifier le taux de la pension de réversion attribuée aux conjoints survivants en application des dispositions du code de la sécurité sociale,** présentée par M. Jean Cauchon, sénateur et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° **77,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

3. — **Proposition de loi tendant à élever à 75 p. 100 le taux de la pension de réversion accordée au conjoint survivant des agents de la fonction publique en application du code des pensions civiles et militaires de retraite,** présentée par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues [13 novembre 1980] (n° **96,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Pensions de réversion.)

Voir ADMINISTRATION (RELATIONS AVEC LE PUBLIC), **1,** D.G.

LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Economie et budget. — I. — Charges communes.

QUESTIONS ORALES, n°s **2728, 58.**

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.

PERINATALITE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

PERMIS DE CHASSER (Examen.)

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D.G.

PERMIS DE CONSTRUIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.
QUESTION ORALE, n° **44.**

PERMIS DE SEJOUR

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **435.**

PERMISSIONS DE SORTIES (Détenus.)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D.G.

PERSONNEL COMMUNAL

Voir AGENTS COMMUNAUX.

PERSONNEL DEPARTEMENTAL

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.

PERSONNES AGEES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants ; Départements d'outre-mer ; Santé et sécurité sociale ; C.M.P.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2694, 2722, 2781.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 331, 348, 411, 426.**

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (P.M.E.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D.G. ; Intérieur ; Recherche ; Industries agricoles et alimentaires ; Commerce extérieur ; Industrie ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.
QUESTIONS ORALES, n°s **2654, 2691, 2720, 79.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D.G.

PETITIONS

Pétition examinée. N° **3161** (22 mai 1979). — M. Olivier Roujansky. — M. Yves Estève, rapporteur. — Objet : projet de loi sur la réforme des études médicales [*J.O.* Débats 31 janvier 1980] (p. 221). Classement.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (P.M.I.)

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Recherche ; Commerce extérieur ; Industrie.

PETROLE

Voir ENERGIE, **1,** D.G. ; deuxième lecture, D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Territoires d'outre-mer ; Industrie ; C.M.P.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **224, 331.**

(Pétrole [prix du].)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOIS DE FINANCES, **1,** D.G. ; Economie, Sections communes ; **6,** D.G. ; première partie : après l'art. 7 ; Commerce extérieur ; Défense.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D.G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

PETROLIERS

Voir AMOCO CADIZ (PÉTROLIER).
SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 343, 358, 392.**
TANIO (PÉTROLIER).

PEUGEOT (AUTOMOBILES)

Voir AUTOMOBILE (INDUSTRIE).
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **336.**

PHARMACIE

1. — **Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 514 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la pharmacie,** présentée par M. Jacques Delong, député [5 décembre 1979] (n° **1454**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Jacques Delong [28 mai 1980] (n° **1739**). Discussion [28 mai 1980]. Adoption [28 mai 1980] (n° **308**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) (29 mai 1980) (n° **272,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Maurice Vérillon [24 juin 1980] (n° **331,** 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3331, 3332). — Adoption modifiée [29 juin 1980] (n° **114**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [30 juin 1980] (n° **1883**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapports de M. Jacques Delong [30 juin 1980] (n° **1890**). — Discussion [30 juin 1980]. — Adoption [30 juin 1980] (n° **342**).

PROMULGATION : Loi n° 80-503 du 4 juillet 1980 (*J.O.* Lois et décrets, du 5 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[29 juin 1980] (p. 3331, 3332).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3331) : *M. Maurice Vérillon, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Diplômes : M. Vérillon (Maurice) (p. 3331).

Pharmacie : M. Vérillon (Maurice) (p. 3331).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3331, 3332) : *MM. Maurice Vérillon, rapporteur ; Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; Michel Miroudot, vice-président de la commission des affaires culturelles.*

ARTICLE UNIQUE (*art. L. 514 du code de la santé publique : diplôme de pharmacien*) (p. 3331).

Adopté : amendement n° 1 de M. Maurice Vérillon, rapporteur ; suppression de la date du 31 décembre 1980 introduite par l'Assemblée nationale (p. 3332) ;

— l'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 3332).

Adoption [29 juin 1980] (p. 3332).

(Pharmacie.)

Voir LOIS DE FINANCES, **6,** Recherche.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **454.**

PHARMACIE VETERINAIRE

1. — **Proposition de loi tendant à proroger les délais prévus aux premier et cinquième alinéas de l'article L. 617-14 du code de la santé publique,** présentée par M. Philippe de Bourgoing, sénateur et plusieurs de ses collègues [30 avril 1980] (n° **239,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

PHARMACOVIGILANCE

Voir MÉDICAMENTS, **1,** D.G.

PHOTOCOMPOSITION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Journaux officiels.

PIEMONT (Zones de).

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **407, 444.**

PILOTES ET PILOTAGE

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2658, 51.**

(Pilotage hauturier.)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380.**

(Pilotes militaires).

Voir QUESTION ORALE n° **2711.**

PIRATERIE PHONOGRAPHIQUE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **242.**

PLAFOND LEGAL DE DENSITE (P.L.D.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.
QUESTION ORALE, n° **44.**

PLAN

(VII[e] Plan)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commissariat général du Plan.

(VIII[e] Plan)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Commissariat général du Plan.
LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire ; Commissariat général du Plan ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

PLAN « GRAND SUD-OUEST »

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire.

PLAN POLMAR

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380.**

PLANS D'OCCUPATION DES SOLS (P.O.S.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

PLASTIQUES (INDUSTRIE)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **319.**

PLURIACTIVITE

Voir AGRICULTURE (A TEMPS PARTIEL).

PLUS-VALUES (IMPOSITION DES)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : avant l'art. 2 ; art. 3 *quater ;* Commerce extérieur ; Environnement et cadre de vie ; Commerce et artisanat.

POIDS LOURDS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

POITOU-CHARENTES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire ; C.M.P.

POLICE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **4.**
LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 2.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G. ; C. M. P.
QUESTIONS ORALES, n°s **2668, 2669, 2780, 1.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **381, 382, 386, 417, 443.**
SÉNATEURS : FAIT PERSONNEL, **2.**

(Police de l'air.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Intérieur.

(Police des chemins de fer.)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D.G.

(Police maritime.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **335.**

(Police [personnel de].)

Voir QUESTION ORALE, n° **50.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **438.**

(Polices parallèles.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur.

POLICE MUNICIPALE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **433.**

POLICE NATIONALE

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Intérieur.
LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.

POLICE PRIVEE

1. — **Projet de loi modifiant l'article 1[er] de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherche,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [2 avril 1979] (n° **927**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre Raynal [10 mai 1979] (n° **1048**). — Discussion [5 juin 1979]. — Adoption [5 juin 1979] (n° **173**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [6 juin 1979] (n° **369,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [9 octobre 1980] (n° **26,** 1980-1981). — Discussion [23 octobre 1980] (p. 4012, 4016). — Adoption modifiée [23 octobre 1980] (n° **4**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi modifiant la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherche.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [24 octobre 1980] (n° **2011**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre Raynal [13 novembre 1980] (n° **2061**). — Discussion [19 novembre 1980]. — Adoption [19 novembre 1980] (n° **360**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [20 novembre 1980] (n° **107,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [26 novembre 1980] (n° **119,** 1980-1981). — Discussion [11 décembre 1980] (p. 6193, 6195). — Adoption [11 décembre 1980] (n° **33**).

PROMULGATION : loi n° 80-1058 du 23 décembre 1980 (*J.O.* Lois et décrets du 26 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[23 octobre 1980] (p. 4012, 4016).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4012, 4014) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement).*

Agents privés de recherche (détectives privés) : MM. Rudloff (Marcel) (p. 4012) ; Limouzy (Jacques) (p. 4013, 4014).

Communautés européennes (directives) : MM. Rudloff (Marcel) (p. 4012) ; Limouzy (Jacques) (p. 4013).

Libertés individuelles : MM. Rudloff (Marcel) (p. 4012) ; Limouzy (Jacques) (p. 4013).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4014, 4016) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat.*

Article unique (*Conditions d'exercice de la profession d'agent privé de recherches : être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la communauté économique européenne*) (p. 4014).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : modification de l'article 1er de la loi du 28 septembre 1942 : interdictions d'exercice (p. 4014) ;

— l'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 4014).

Après l'article unique (p. 4014).

Adoptés : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression du terme : « offices » dans la loi du 28 septembre 1942 (p. 4014) ; amendement n° 3 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : modification des dispositions relatives aux sanctions pénales dans la loi du 28 septembre 1942 (p. 4014) ; amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : modification de l'intitulé de la loi du 28 septembre 1942 (p. 4015) ; amendement n° 5 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : application de la loi du 28 septembre 1942 dans les départements d'outre-mer (p. 4015) ; amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : maintien des dispositions en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (p. 4015) ; amendement n° 7 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff, rapporteur : délai d'entrée en vigueur de la loi (p. 4015) ; amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat : cas des salariés licenciés du fait de l'entrée en application de la loi (p. 4015) ;

— sept articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4015).

Nouvel intitulé (p. 4015).

Adopté : amendement n° 8 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : « Projet de loi modifiant la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches » (p. 4015) ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 4015).

Explication de vote :

— *M. Jacques Eberhard* (p. 4015, 4016) : observations sur l'absence de condition de nationalité pour les salariés des agences privées de recherche ; accord du groupe communiste sur cette disposition.

— *Intervention de M. Marcel Rudloff,* rapporteur (p. 4016) : répond à l'observation de M. Jacques Eberhard sur l'absence de condition de nationalité pour les salariés des agences privées de recherche.

Adoption [23 octobre 1980] (p. 4016).

Discussion (deuxième lecture).

[11 décembre 1980] (p. 6193, 6195).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6193, 6194) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat.*

Agents privés de recherche (détectives privés) : MM. Rudloff (Marcel) (p. 6193) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6193).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE 3 (p. 6194, 6195) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Marcel Rudloff, rapporteur ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat.*

Article 3. — Adopté (p. 6195).

Adoption [11 décembre 1980] (p. 6195).

(Police privée.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.

POLISARIO

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

POLITIQUE AGRICOLE

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G. ; Deuxième lecture, D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture ; Affaires étrangères.
QUESTION ORALE, n° **2636.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **308.**

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (P. A. C.)

Voir AGRICULTURE, **1,** C.M.P.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **2, 3.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**
TABAC ET ALLUMETTES, **1,** D.G.

POLITIQUE DE DEFENSE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.

POLITIQUE ECONOMIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D.G. ; Commerce extérieur.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2688, 2813.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **393, 396.**

POLITIQUE ENERGETIQUE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
ENERGIE, **1,** D.G.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **224, 339.**

POLITIQUE EXTERIEURE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 3.**
LOI DE FINANCES, **1,** D.G. ; **6,** D.G. ; Affaires étrangères.
QUESTIONS ORALES, n°s **2678, 2702, 2770, 2780, 2821, 17, 77.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **274, 325, 327, 330, 361, 379, 389, 420, 458, 466.**

POLITIQUE FAMILIALE

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **2,** D.G.
FAMILLE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** D.G. ; Deuxième partie, Santé et sécurité sociale.
PRESTATIONS FAMILIALES, **1,** D.G.
TRAVAIL (DURÉE DU), **2,** D.G.

POLITIQUE NUCLEAIRE

Voir ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** D.G.

POLITIQUE SOCIALE

Voir QUESTION ORALE, n° **2813.**

POLLUTION

1. — Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs, présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie [4 mai 1979](n° **1039**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Changement de saisine : renvoi à la commission de la production et des échanges [29 mai 1979]. — Rapport commun de M. Robert Wagner [6 décembre 1979] (n° **1466**). — Discussion [18 décembre 1980]. — Adoption [18 décembre 1979] (n° **262**).

NOUVEL INTITULÉ : **« Projet de loi instituant l'agence pour la qualité de l'air et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques. »**

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [19 décembre 1979] (n° **135**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport de M. Jean-Marie Rausch [17 avril 1980] (n° **211**, 1979-1980). — Discussion [27 mai 1980] (p. 2179, 2183). — Adoption modifiée [27 mai 1980] (n° **66**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [28 mai 1980] (n° **1741**). — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapport de M. Robert Wagner [11 juin 1980] (n° **1788**). — Discussion [24 juin 1980]. — Adoption modifiée [24 juin 1980] (n° **323**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [25 juin 1980] (n° **338**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport de M. Jean-Marie Rausch [26 juin 1980] (n° **351**, 1979-1980). — Discussion [28 juin 1980] (p. 3249, 3260). — Adoption [28 juin 1980] (n° **101**).

PROMULGATION : loi n° 80-513 du 7 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 9 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[27 mai 1980] (p. 2179, 2183).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2179, 2181) : *MM. Jean-Marie Rausch, rapporteur de la commission des affaires économiques ; James Marson, François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement).*

Agence pour la qualité de l'air : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 2179, 2180) ; Marson (James) (p. 2180) ; Delmas (François) (p. 2181).

Communauté économique européenne (Directives) : M. Delmas (François) (p. 2181).

Déchets : M. Rausch (Jean-Marie) (p. 2179).

Industrie (Pollution) : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 2179) ; Marson (James) (p. 2180) ; Delmas (François) (p. 2181).

Pollution (Air) : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 2179) ; Marson (James) (p. 2180) ; Delmas (François) (p. 2181).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2181, 2183) : *MM. Jean-Marie Rausch, rapporteur ; François Delmas, secrétaire d'Etat ; James Marson.*

ARTICLE UNIQUE (*Agence pour la qualité de l'air : création et organisation*) (p. 2181).

Adoptés : amendement n° 1 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : composition tripartite du conseil d'administration ; représentants des groupements intéressés et d'associations agréées (p. 2182) ; amendement n° 4 de forme de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur (p. 2182) ; amendement n° 2 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : suppression des dispositions accordant des subventions ou des prêts aux offices d'H.L.M. et aux collectivités locales (p. 2182) ; amendement n° 3 de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur : possibilité de perception de taxes parafiscales (p. 2183) ;

— l'article unique, ainsi modifié, est adopté (p. 2183).

Adoption [27 mai 1980] (p. 2183).

Discussion (deuxième lecture).

[28 juin 1980] (p. 3249).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3249) : *MM. Bernard Legrand, en remplacement de M. Jean-Marie Rausch, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre.*

Agence pour la qualité de l'air : M. Legrand (Bernard) (p. 3249).

Article unique. — Adopté (p. 3249)

Adoption [28 juin 1980] (p. 3249).

(Pollution [air].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie.
POLLUTION, **1**, D.G. ; deuxième lecture, D.G.

POLLUTION (EAU)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Environnement et cadre de vie ; Affaires étrangères.
PÊCHE FLUVIALE, **1**, D.G.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **319, 329, 421.**

POLLUTION (MER)

1. — Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête à l'occasion du sinistre qui vient de frapper les côtes bretonnes, présentée par M. Anicet Le Pors, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980. — 2 avril 1980] (n° **190**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [18 mars 1980]. — Rapport commun, sur la présente proposition et sur la proposition n° **191**, 1979-1980, de M. Michel Chauty [18 juin 1980] (n° **319**, 1979-1980).

2. — Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions du naufrage d'un pétrolier sur les côtes bretonnes, les décisions prises par les autorités compétentes pour y remédier et les moyens de lutte contre la pollution marine accidentelle, présentée par M. Raymond Marcellin, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980. — 2 avril 1980. — Erratum 3 avril 1980] (n° **191**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [18 mars 1980]. — Rapport commun sur la présente proposition et sur la proposition n° **190**, 1979-1980, de M. Michel Chauty [18 juin 1980] (n° **319**).

(Pollution [mer].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Intérieur ; Transports ; Environnement et cadre de vie.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 342, 343, 349, 351, 358, 360, 362, 380, 392, 395.**

(Pollution [Mer ; indemnisation].)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380.**

(Pollution [Mer Méditerranée].)

Voir QUESTION ORALE, n° **2714.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 380.**

POLOGNE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **330.**

POLYNESIE FRANÇAISE

1. — Projet de loi complétant la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [16 mars 1979] (n° **924**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration

générale de la République. — Rapport de M. Pierre-Charles Krieg [16 mai 1979] (n° **1061**). — Discussion [30 mai 1979]. — Adoption [30 mai 1979] (n° **170**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [31 mai 1979] (n° **360**, 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Lionel Cherrier [29 novembre 1979] (n° **67**, 1979-1980). — Discussion [24 avril 1980] (p. 1479, 1497). — Adoption modifiée [24 avril 1980] (n° **54**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [29 avril 1980] (n° **1672**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Discussion (première lecture).

[24 avril 1980] (p. 1479, 1497).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1479, 1481) : *MM. Lionel Cherrier, rapporteur de la commission des lois ; Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ; Daniel Millaud.*

Communes : MM. Cherrier (Lionel) (p. 1479, 1480) ; Dijoud (Paul) (p. 1480) ; Millaud (Daniel) (p. 1480).

Dotation globale d'équipement : M. Millaud (Daniel) (p. 1480).

Dotation globale de fonctionnement : M. Millaud (Daniel) (p. 1480).

Fonds intercommunal de péréquation : M. Cherrier (Noël) (p. 1480).

Polynésie française : MM. Cherrier (Lionel) (p. 1479, 1480) ; Dijoud (Paul) (p. 1480) ; Millaud (Daniel) (p. 1480, 1481).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1481, 1497) : *MM. Lionel Cherrier, rapporteur ; Paul Dijoud, secrétaire d'Etat ; Daniel Millaud, Marcel Champeix.*

Article 1er (*Objet du projet de loi*) (p. 1481).

Adopté : amendement n° 20 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : référence à la loi du 21 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française (p. 1481) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 1481).

Après l'article 1er (p. 1481).

Adopté : amendement n° 21 (art. additionnel) de M. Lionel Cherrier, rapporteur : accroissement des compétences du conseil municipal en matière d'aide sociale (p. 1481).

Retiré : amendement n° 4 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : accroissement des compétences du conseil municipal en matière d'aide sociale (p. 1481) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1481).

Adopté : amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Lionel Cherrier, rapporteur : extension de l'article du code des communes définissant les pouvoirs de police du maire, dans le respect des règlements territoriaux ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1481).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : suppression, parmi les articles du code des communes étendus à la Polynésie, de l'article relatif à la contribution obligatoire des communes aux frais de fonctionnement de la police d'Etat (p. 1482) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1483).

Retiré : amendement n° 2 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : conditions d'application du code des marchés publics (p. 1483).

Article 2 (*Expédition des délibérations du conseil municipal*) [supprimé par l'Assemblée nationale] (p. 1483).

Adopté : amendement n° 3 de M. Daniel Millaud : rétablissement de cet article dans de nouvelles dispositions portant engagement de principe de respecter les réglementations de compétence territoriale (p. 1497) ; précédemment réservé (p. 1483) ;

— l'article 2 est rétabli, ainsi rédigé (p. 1497).

Article 3 (*Régime des stations classées et de la taxe de séjour*) (p. 1484).

Adopté : amendement n° 23 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : suppression de l'extension au territoire de la Polynésie française des dispositions du code des communes relatives aux stations classées et à la taxe de séjour (p. 1484) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 1484).

Article 4 (*Modalités d'élection des maires délégués dans les communes associées*) (p. 1484).

Adopté : amendement n° 4 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : insertion dans la loi du 29 décembre 1977 des dispositions relatives à l'élection des maires délégués des communes associées (p. 1485) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 1485).

Article 5 *bis* (*Gestion de biens indivis entre plusieurs communes*). — Adopté (p. 1485).

Article 6 (*Dispositions financières diverses ; subventions et emprunts*) (p. 1485).

Adopté : amendement n° 25 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : extension de l'obligation faite au Trésor d'attribuer chaque mois aux communes un douzième du montant des taxes et impositions qu'elles ont décidé de lever (p. 1485) ; amendement n° 6 de M. Daniel Millaud : compétence territoriale pour la fixation des redevances dues pour les oléoducs et gazoducs (p. 1486) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 1486).

Article 7 (*Comptabilité du comptable*). — Adopté (p. 1486).

Article 8 (*Extension du titre Ier du livre III du code des communes « Administration de la commune »*) (p. 1486).

Adoptés : amendement n° 7 de M. Daniel Millaud : augmentation du plafond des marchés pouvant être passés par les élus locaux (p. 1487) ; amendement n° 8 de M. Daniel Millaud : modalités d'adaptation des dispositions relatives aux archives communales (p. 1487) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 1487).

Article 9 (*Extension du titre II du livre III du code des communes « Services communaux »*) (p. 1487).

Adopté : amendement n° 26 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : prise en compte des particularités propres aux territoires d'outre-mer pour l'application de l'article L. 321-1 du code des communes relatif à la compétence du ministre de l'intérieur pour établir des cahiers des charges types applicables en cas d'exploitation par concessions ou affermages (p. 1487) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 1487).

Après l'article 9 (p. 1488).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : réglementation applicable en matière de voirie communale (p. 1489).

Rejetés : sous-amendements n° 38 et n° 39 de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : suppression des références à la réglementation territoriale en vigueur (p. 1488) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1489).

Article 10 (*Protection contre l'incendie*) (p. 1489).

Adopté : amendement n° 27 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale et relatif à la protection contre l'incendie (p. 1489) ;

— l'article 10 est rétabli (p. 1489).

Article 11 (*Pompes funèbres et cimetières*) (p. 1489).

Adopté : amendement n° 11 de M. Daniel Millaud : limitation de l'extension de certains articles du code des communes relatifs aux pompes funèbres et à la police des funérailles et sépultures (p. 1490).

Devient sans objet : amendement n° 28 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : possibilité pour les gendarmes d'être délégués par l'autorité compétente pour certaines opérations de sépulture (p. 1490) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 1490).

Article 12 (*Dispositions particulières à certains services industriels et commerciaux*) (p. 1490).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : prise en compte de la réglementation territoriale en la matière pour les distributions municipales d'eau potable (p. 1491) ; amendement n° 12 de M. Daniel Millaud : référence à la réglementation territoriale (p. 1491) ; amendement n° 30

de M. Lionel Cherrier, rapporteur ; définition par la réglementation territoriale des règles applicables à l'évacuation des eaux usées et au raccordement des immeubles aux égouts (p. 1492) ; amendement n° 31 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : servitude et indemnité en matière d'assainissement et d'eaux usées (p. 1493) ; amendement n° 13 de M. Daniel Millaud (harmonisation) : prise en compte de la réglementation territoriale en matière d'ordures ménagères (p. 1493) ; amendement n° 32 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : référence à la réglementation territoriale pour l'intervention des communes en matière de distribution d'électricité (p. 1493) ; amendement n° 33 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : référence à l'article 21 de la loi du 12 juillet 1977, relatif au pouvoir du conseil de Gouvernement, pour définir les compétences en matière de foires et marchés (p. 1494) ; amendement n° 34 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif aux bureaux de pesage (p. 1494) ; amendement n° 35 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : réglementation applicable aux syndicats mixtes de transports (p. 1494).

Rejetés : amendement n° 42 de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat : dispositions fiscales permettant la perception des redevances ou participations pour le raccordement à l'égout (p. 1492) ; amendement n° 41 de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat : référence aux normes techniques arrêtées par le haut commissaire du territoire pour l'intervention des communes en matière de distribution d'électricité (p. 1493).

Retirés : amendement n° 14 de M. Daniel Millaud : référence à la réglementation territoriale pour l'intervention des communes en matière de distribution d'électricité (p. 1493) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 1494).

Article 13 (*Taxe spéciale pour services rendus en matière de sécurité civile*). — Adopté (p. 1494).

Article 13 *bis* (*Autorisation de percevoir certaines taxes*). — Adopté (p. 1494).

Article 14 (*Recettes du budget communal et fonds intercommunal de péréquation*) (p. 1494).

Adoptés : amendement n° 16 de M. Daniel Millaud : possibilité pour l'assemblée territoriale et le conseil de Gouvernement d'accorder des subventions à des communes isolément (p. 1495) ; amendement n° 36 de M. Lionel Cherrier, rapporteur : prise en compte des besoins des communes associées pour la répartition des ressources du fonds intercommunal de péréquation entre les communes (p. 1495) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 1495).

Après l'article 14 (p. 1495).

Adopté : amendement n° 37 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : prise en compte de la spécificité géographique du territoire pour l'application de l'article L. 17 du code électoral (p. 1495).

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 1495).

Article 15 (*Modifications rédactionnelles*). — Adopté (p. 1495).

Article 16 (*Abrogation de dispositions contraires à la présente loi*) (p. 1497).

Adopté : amendement de coordination n° 19 de M. Daniel Millaud (p. 1497) ;

— l'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 1497).

Article 17 (*Décrets d'application en Conseil d'Etat*). — Adopté (p. 1497).

Article 18 (*Publication au* Journal officiel *du territoire de Polynésie française du texte du code des communes applicable en Polynésie française*). — Adopté (p. 1497).

Explication de vote :

— *M. Jacques Eberhard* (p. 1497) : pouvoirs excessifs confiés au haut-commissaire sur toutes les décisions concernant le territoire ; vote négatif du groupe communiste.

Adoption [24 avril 1980] (p. 1497).

(Polynésie française.)

Voir LOI DE FINANCES, **6** Territoires d'outre-mer ; Justice.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **416.**
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1,** D. G.

POMMES DE TERRE

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2738, 2742.**

PORCINS

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

PORTS MARITIMES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Transports ; Départements d'outre-mer.
QUESTION ORALE, n° **2741.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **380.**

PORTUGAL

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **23.**

POSTES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Postes et télécommunications.
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, **1.**

(Postes [Sécurité des personnels].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Postes et télécommunications.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de vie et de travail dans les centres de tri,** présentée par M. Bernard Hugo, sénateur et plusieurs de ses collègues [10 juin 1980] (n° **302,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Postes et télécommunications.)

Voir IMPÔTS, **2,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Services du Premier ministre. I. — Services généraux ; Information ; Postes et télécommunications.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.
POSTES
QUESTION ORALE, n° **2640.**
QUESTIONS ORALES, AVEC DÉBAT, n°s **322, 328.**
TÉLÉPHONE

(Postes et télécommunications [personnel des].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Postes et télécommunications.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2670, 81.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **328.**

(Postes et télécommunications [Sociétés filiales].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Postes et télécommunications.

(Télécommunications.)

Voir TÉLÉCOMMUNICATIONS

POTASSE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **319.**

POTENTIEL FISCAL (dotation globale de fonctionnement).

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3,** D. G.

POURSUITE (DROIT DE)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **4,** D. G.

PREEMPTION (DROIT DE)

Voir MUSÉES, **1,** D. G.

PREFETS

Voir CONSEILLERS GÉNÉRAUX, **2,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.

PRESSE

1. — **Proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 29 juillet 1881 de manière à ce que la vérité des faits diffamatoires puisse être prouvée même s'ils remontent à plus de dix ans, nonobstant l'amnistie lorsqu'il s'agit de crimes de guerre, de faits de collaboration avec l'ennemi et de faits ayant pu donner lieu à des sanctions au titre de l'épuration,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **223,** 1979-1980). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 de manière à permettre aux associations de résistants et déportés de se porter partie civile contre les diffamateurs de la Résistance et contre les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **225,** 1979-1980). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — **Proposition de loi relative à l'emploi d'appareils d'enregistrement, de caméras de télévision ou de cinéma, d'appareils photographiques à l'intérieur des salles d'audience des tribunaux administratifs ou judiciaires,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **226,** 1979-1980). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Presse.)

Voir DÉONTOLOGIE.

LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Culture et communication ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information : Radiodiffusion-télévision française ; Postes et télécommunications.

QUESTIONS ORALES, n°s **2666, 85.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **328, 374, 435.**

(Presse [fiscalité].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information.

(Presse [liberté de la].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Voir IMPOTS, **2,** D. G.

LOI DE FINANCES, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur ; Défense ; Justice.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **327, 465.**

PRESTATIONS D'ALCOOL VINIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **2769.**

PRESTATIONS FAMILIALES

1. — **Proposition de loi tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du congé parental d'éducation, permettant de libérer plusieurs milliers d'emploi,** présentée par M. Jacques Henriet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 1er juillet 1978. — 2 octobre 1978] (n° **527,** 1977-1978). — Reprise par son auteur [9 avril 1980]. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Michel Labéguerie [9 avril 1980] (n° **320,** 1978-1979). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3363, 3372). — Adoption [29 juin 1980] (n° **118**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [30 juin 1980] (n° **1894**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Discussion (première lecture).

[29 juin 1980] (p. 3363, 3372).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3363, 3369) : *M. Michel Labèguerie, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Hélène Luc, M. Jacques Descours Desacres, Mme Cécile Goldet, MM. Jacques Henriet, Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la condition féminine.*

Aides aux familles (Paris) : M. Labèguerie (Michel) (p. 3364) ; Mme Luc (Hélène) (p. 3365).

Congé parental d'éducation : M. Labèguerie (Michel) (p. 3363, 3364) ; Mmes Luc (Hélène) (p. 3364) ; Goldet (Cécile) (p. 3366) ; M. Henriet (Jacques) (p. 3367) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3368).

Démographie : M. Labèguerie (Michel) (p. 3363) ; Mmes Luc (Hélène) (p. 3365) ; Goldet (Cécile) (p. 3366) ; M. Henriet (Jacques) (p. 3367) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3368).

Fonds d'assurance chômage : M. Labèguerie (Michel) (p. 3363) ; Mmes Luc (Hélène) (p. 3364) ; Goldet (Cécile) (p. 3366).

Politique familiale : M. Labèguerie (Michel) (p. 3363) ; Mme Luc (Hélène) (p. 3365) ; MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 3366) ; Henriet (Jacques) (p. 3367) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3368).

Rapport Evelyne Sullerot (démographie) : M. Labèguerie (Michel) (p. 3363).

Travail (durée du) : Mme Luc (Hélène) (p. 3365).

Travail des femmes : M. Labèguerie (Michel) (p. 3363) ; Mme Luc (Hélène) (p. 3365) ; M. Descours Desacres (Jacques) (p. 3366) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 3366) ; M. Henriet (Jacques) (p. 3367, 3369) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3368).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3369, 3372) : *Mme Hélène Luc, M. Michel Labèguerie, rapporteur ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué.*

Article 1er (*Congé parental et conditions de versement de l'allocation forfaitaire*) (p. 3369).

Rejeté : amendement n° 1 de Mme Hélène Luc : financement de cette prestation par les caisses d'allocations familiales au moyen d'une augmentation du taux des cotisations patronales (p. 3370) ;

— l'article 1er est adopté (p. 3370).

Article 2 (*Caractéristiques de l'allocation forfaitaire*) (p. 3370).

Rejeté : amendement n° 2 de Mme Hélène Luc : allocation égale au S.M.I.C. (p. 3370) ;

— l'article 2 est adopté (p. 3370).

Après l'article 2 (p. 3370).

Rejetés : amendements de Mme Hélène Luc n° 3 (article additionnel) : extension du champ d'application de la loi de 1977 sur le congé parental d'éducation (p. 3370) ; n° 4 (article additionnel) : suppression de la condition d'âge de l'enfant en cas d'adoption (p. 3370), n° 5 (article additionnel) : prise en compte de la totalité du congé parental d'éducation pour la détermination des avantages liés à l'ancienneté (p. 3371) ; n° 6 (article additionnel) de coordination (p. 3371) et n° 7 (article additionnel) : impossibilité de licenciement du salarié dans l'année qui suit la fin du congé parental (p. 3371).

Article 3 (*Rapport annuel sur l'application de la loi*). — Adopté (p. 3371).

Explications de vote :

— *M. Paul Guillard* (p. 3371) : remède au chômage et à la délinquance juvénile. Votera la proposition de loi.

— *Mme Hélène Luc* (p. 3371) : rejet des amendements communistes. Vote communiste contre la proposition de loi.

— *M. Jacques Descours Desacres* (p. 3372) : éléments réels d'appréciation de la liberté de choix des femmes.

Intervention de Mme Monique Pelletier, ministre délégué (p. 3372) : idées reçues sur la délinquance juvénile, la dénatalité et le travail des femmes. Liberté de choix des femmes et droit à l'égalité dans le travail.

Adoption [29 juin 1980] (p. 3372).

(Prestations familiales.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 2.
QUESTION ORALE, n° **2718.**
VEUVES, **1,** D. G.

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BUDGET ANNEXE - B.A.P.S.A.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **1,** D. G. ; première partie : art. 7 ; après l'art. 7.
LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture, Prestations sociales agricoles.

PRETS AU LOGEMENT

Voir QUESTION ORALE, n° **2800.**

PREUVE TESTIMONIALE

1. — **Proposition de loi tendant à actualiser les dispositions du code civil sur la preuve testimoniale,** présentée par M. Jacques Thyraud, sénateur [3 avril 1978] (n° **288,** 1977-1978). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [10 mai 1979] (n° **324,** 1978-1979). — Discussion [16 mai 1979] (p. 1308, 1316). — Adoption [16 mai 1979] (n° **98**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi relative à la preuve des actes juridiques.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [17 mai 1979] (n° **1073**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale. — Rapport de M. André Cellard [12 juin 1980] (n° **1801**). — Discussion [24 juin 1980]. — Adoption [24 juin 1980] (n° **318**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [25 juin 1980] (n° **335,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [25 juin 1980] (n° **343,** 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3314, 3315). — Adoption [29 juin 1980] (n° **108**).

PROMULGATION : loi n° 80-525 du 12 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 13 juillet 1980).

Discussion (deuxième lecture).

[29 juin 1980] (p. 3314, 3315).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3314) : *MM. Jacques Thyraud, en remplacement de M. Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Preuve testimoniale : MM. Thyraud (Jacques (p. 3314) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3314).

Reproduction (procédés de) : MM. Thyraud (Jacques) (p. 3314) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3314).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3314, 3315).

Article 1er (*art.* 1326 *du code civil*). — Adopté (p. 3314).

Article 3 (*art.* 1341 *du code civil*). — Adopté (p. 3314).

Article 5 (*art.* 1342 *du code civil*). — Adopté (p. 3314).

Article 5 *bis* (*art.* 1343 *du code civil*). — Adopté (p. 3314).

Article 6 (*art.* 1344 *du code civil*). — Adopté (p. 3314).

Article 7 (*art.* 1345 *du code civil*). — Adopté (p. 3314).

Article 9 (*art.* 1348 *du code civil*). — Adopté (p. 3314).

Article 10 (*art.* 1923, 1924 *et* 1950 *du code civil*). — Adopté (p. 3315).

Article 11 (*art.* 1985 *du code civil*). — Adopté (p. 3315).

Artcile 13 (*titre VII du code de commerce*). — Adopté (p. 3315).

Adoption [29 juin 1980] (p. 3315).

PREVENTION SANITAIRE ET SOCIALE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.

PRIME A L'EMBAUCHE DU PREMIER SALAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce et artisanat.

PRIME DE DEVELOPPEMENT ARTISANAL

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce et artisanat.

PRIME DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (P.D.R.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2759.**

PRIME DE TRANSPORTS

1. — **Proposition de loi tendant à instituer, pour les salariés de la région parisienne, une prime de transports égale au montant de la carte orange,** présentée par M. Bernard Hugo, sénateur, et plusieurs de ses collègues [3 juin 1980] (n° **281,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

PRIME D'INSULARITE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **317.**

PRIME D'ORIENTATION AGRICOLE (P. O. A.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industries agricoles et alimentaires.

PRISONNIERS DE GUERRE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **474.**

PRISONNIERS LIBERES

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1,** D. G.

PRISONS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **77.**

PRIX

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie, avant l'article 4.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2688, 2727.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **308, 331, 388.**

(Prix agricoles.)

Voir AGRICULTURE, **1**, C. M. P.

LOI DE FINANCES, **6**, Agriculture.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2**, D. G.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 359, 407.**

(Prix [libération des].)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Economie et budget. — III. — Economie.

QUESTION ORALE, n° **2771.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 359.**

PRIX NOBEL

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Recherche.

(Prix Nobel de médecine.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Santé et sécurité sociale.

PROCEDURE PENALE

1. — **Proposition de loi tendant à réformer l'article 738 du code de procédure pénale et supprimer le sursis aux condamnations à l'emprisonnement prononcées contre les proxénètes,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [25 février 1980] (n° **180**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [6 mai 1980] (n° **1681**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jacques Piot [10 juin 1980] (n° **1785**). — Urgence. — Discussion [11, 12, 13, 16, 17, 19, 20 et 21 juin 1980]. — Adoption [21 juin 1980] (n° **314**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [24 juin 1980] (n° **327**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Pierre Carous [30 octobre 1980] (n° **65**, 1980-1981). — Discussion [4 novembre 1980] (p. 4354, 4377) ; [6 novembre 1980] (p. 4448, 4485) ; [7 novembre 1980] (p. 4517, 4551) ; [12 novembre 1980] (p. 4561, 4600) ; [13 novembre 1980] (p. 4617, 4628 ; 4633, 4657) ; [14 novembre 1980] (p. 4673, 4726) ; [15 novembre 1980] (p. 4737, 4786) ; [17 novembre 1980] (p. 4793, 4836) ; [18 novembre 1980] (p. 4849, 4897). — Adoption [18 novembre 1980] (n° **23**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [19 novembre 1980] (n° **2071**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Emmanuel Aubert [16 décembre 1980] (n° **2165**). — Discussion [18 décembre 1980]. — Adoption [18 décembre 1980] (n° **415**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) : rapport de M. Pierre Carous [16 décembre 1980] (n° **188**, 1980-1981). — Discussion [19 décembre 1980] (p. **6493, 6516**). — Adoption [19 décembre 1980] (n° **47**).

DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL déclarant non conformes à la Constitution les dispositions des articles 66, 92, 94 et 100 (2e alinéa) de la loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes. — 19 et 20 janvier 1981 (*J. O.* Lois et décrets du 22 janvier 1981).

PROMULGATION : loi n° 81-82 du 2 février 1981 (*J. O.* Lois et décrets du 3 février 1981).

Discussion (première lecture).

[4 novembre 1980] (p. 4354, 4377) ; [6 novembre 1980] (p. 4448, 4485) ; [7 novembre 1980] (p. 4517, 4551) ; [12 novembre 1980] (p. 4561, 4600) ; [13 novembre 1980] (p. 4617, 4628 ; 4633, 4657) ; [14 novembre 1980] (p. 4673, 4726) ; [15 novembre 1980] (p. 4737, 4786) ; [17 novembre 1980] (p. 4793, 4836) ; [18 novembre 1980] (p. 4849, 4897).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [4 novembre 1980] (p. **4354, 4377**) ; [6 novembre 1980] (p. **4448, 4485**).

Motion d'irrecevabilité n° I-2 de M. Charles Lederman (projet de loi contraire à la Constitution) (p. 4354, 4361) : *MM. Charles Lederman, Adolphe Chauvin, Pierre Carous, rapporteur de la commission des lois ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice.*

Rejet par scrutin public (p. 4361, n° 15 ; liste des votants, p. 4389, 4390).

Motion d'irrecevabilité n° I-3 de M. Edgar Tailhades (projet de loi contraire au titre VIII de la Constitution et aux dispositions de la déclaration des droits de l'homme) (p. 4361, 4364) : *MM. Edgar Tailhades, Adolphe Chauvin, Pierre Carous, rapporteur de la commission des lois ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice.*

Rejet par scrutin public (p. 4364 ; n° 16 ; liste des votants, p. 4390, 4391).

Motion n° I-1 de M. Charles Lederman, **tendant à opposer la question préalable** (p. 4372, 4377) : *MM. Charles Lederman, Jacques Larché, Pierre Carous, rapporteur de la commission des lois ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice.*

Rejet par scrutin public (p. 4377 ; n° 17 ; liste des votants, p. 4391, 4392).

DISCUSSION GÉNÉRALE : *MM. Pierre Carous, rapporteur de la commission des lois ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice. — Marcel Rudloff, Jacques Eberhard, Jacques Larché, Raymond Bourgine, Charles Lederman, Louis Virapoullé, Félix Ciccolini, Jean Mercier, Michel Caldaguès, André Méric, Michel Dreyfus-Schmidt, Hector Viron, Mme Cécile Goldet, MM. Paul Girod, Jean Francou, Franck Sérusclat, Jean Cluzel, Marcel Debarge, Etienne Dailly.*

Autodéfense : MM. Carous (Pierre) (p. 4365) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4370, 4459) ; Eberhard (Jacques) (p. 4450) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4462).

Chambre d'accusation : MM. Carous (Pierre (p. 4368) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4371, 4481).

Circonstances atténuantes et aggravantes : MM. Lacour (Pierre) (p. 4366) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4370).

Constitution (article 45, procédure d'urgence) : MM. Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4464) ; Mercier (Jean) (p. 4483) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4483, 4484) ; Dailly (Etienne) (p. 4403).

Contrôles d'identité : MM. Carous (Pierre) (p. 4368) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4372, 4460, 4481) ; Lederman (Charles) (p. 4454) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4463) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 4468) ; MM. Sérusclat (Franck) (p. 4472) ; Debarge (Marcel) (p. 4474) ; Ciccolini (Félix) (p. 4476, 4482).

Cour de sûreté de l'Etat : MM. Ciccolini (Félix) (p. 4376) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4477).

Crimes et délits : MM. Carous (Pierre) (p. 4365, 4366) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4370, 4479) ; Rudloff (Marcel) (p. 4449) ; Bourgine (Raymond) (p. 4452, 4453) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4463) ; Sérusclat (Franck) (p. 4472) ; Ciccolini (Félix) (p. 4475).

Défense civile : M. Méric (André) (p. 4460).

Défense (droits de la) : MM. Peyrefitte (Alain) (p. 4371, 4372, 4481) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4463).

Délinquance : MM. Carous (Pierre) (p. 4365, 4366) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4369, 4370) ; Rudloff (Marcel) (p. 4449) ; Bourgine (Raymond) (p. 4452) ; Ciccolini (Félix) (p. 4456) ; Debarge (Marcel) (p. 4474).

Détention provisoire : MM. Carous (Pierre) (p. 4365, 4367, 4368) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4371, 4460, 4480, 4481) ; Lederman (Charles) (p. 4454, 4475) ; Ciccolini (Félix) (p. 4456) ; Caldaguès (Michel) (p. 4458) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 4468).

Détenus : MM. Carous (Pierre) (p. 4367) ; Larché (Jacques) (p. 4452, 4453) ; Ciccolini (Félix) (p. 4456, 4475) ; Caldaguès (Michel) (p. 4458) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4459) ; Girod (Paul) (p. 4470).

Droit de grève : MM. Eberhard (Jacques) (p. 4451) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4451, 4480) ; Lederman (Charles) (p. 4454) ; Ciccolini (Félix) (p. 4456) ; Viron (Hector) (p. 4467) ; Sérusclat (Franck) (p. 4472) ; Debarge (Marcel) (p. 4474).

Etrangers : MM. Peyrefitte (Alain) (p. 4372, 4460) ; Eberhard (Jacques) (p. 4449).

Expulsions : MM. Peyrefitte (Alain) (p. 4372, 4460) ; Eberhard (Jacques) (p. 4449).

Flagrant délit : MM. Carous (Pierre) (p. 4368) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4371, 4460, 4480, 4483) ; Rudloff (Marcel) (p. 4348) ; Lederman (Charles) (p. 4454) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4463, 4480) ; Francou (Jean) (p. 4470) ; Mercier (Jean) (p. 4482).

Incriminations : MM. Carous (Pierre) (p. 4366) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4370).

Infractions « de grande violence » : M. Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4463).

Instruction judiciaire : MM. Carous (Pierre) (p. 4368) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4371).

Internement psychiatrique : M. Peyrefitte (Alain) (p. 4372, 4460).

Juge de l'application des peines : MM. Rudloff (Marcel) (p. 4449) ; Mercier (Jean) (p. 4457, 4466).

Juge d'instruction : MM. Carous (Pierre) (p. 4368) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4371) ; Rudloff (Marcel) (p. 4448) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4462).

Justice (ministre de la) : MM. Lederman (Charles) (p. 4454) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4481).

Libertés individuelles : MM. Carous (Pierre) (p. 4365, 4368, 4369) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4371, 4372) ; Eberhard (Jacques) (p. 4450, 4451) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4451, 4480, 4481) ; Lederman (Charles) (p. 4453) ; Ciccolini (Félix) (p. 4457, 4475, 4476) ; Caldaguès (Michel) (p. 4458) ; Mercier (Jean) (p. 4466, 4467) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 4468) ; MM. Francou (Jean) (p. 4470) ; Sérusclat (Franck) (p. 4472) ; Debarge (Marcel) (p. 4474).

Magistrats : MM. Carous (Pierre) (p. 4365, 4366, 4368) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4370, 4371, 4372, 4459, 4479, 4481) ; Rudloff (Marcel) (p. 4448) ; Lederman (Charles) (p. 4454) ; Ciccolini (Félix) (p. 4456, 4475) ; Mercier (Jean) (p. 4457, 4466) ; Caldaguès (Michel) (p. 4459) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4462) ; Viron (Hector) (p. 4467) ; Girod (Paul) (p. 4470).

Peine de mort : MM. Caldaguès (Michel) (p. 4458) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4461) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4479).

Peines : MM. Carous (Pierre) (p. 4365, 4366, 4367) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4369, 4370, 4371, 4459, 4480) ; Rudloff (Marcel) (p. 4449) ; Bourgine (Raymond) (p. 4452) ; Mercier (Jean) (p. 4457, 4466) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4460, 4461, 4462) ; Girod (Paul) (p. 4469).

Peines (individualisation des) : MM. Carous (Pierre) (p. 4365, 4366, 4367) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4370, 4371) ; Ciccolini (Félix) (p. 4456).

Peines (réduction des) : MM. Carous (Pierre) (p. 4365, 4366) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4369, 4370, 4371, 4459) ; Mercier (Jean) (p. 4457).

Permissions de sortir (détenus) : MM. Larché (Jacques) (p. 4452) ; Bourgine (Raymond) (p. 4453) ; Caldaguès (Michel) (p. 4458) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4459, 4483).

Police : MM. Eberhard (Jacques) (p. 4450) ; Lederman (Charles) (p. 4453) ; Mercier (Jean) (p. 4457) ; Caldaguès (Michel) (p. 4458) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 4468) ; MM. Girod (Paul) (p. 4470) ; Ciccolini (Félix) (p. 4476) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4479, 4482).

Police des chemins de fer : MM. Carous (Pierre) (p. 4368) ; Eberhard (Jacques) (p. 4451) ; Lederman (Charles) (p. 4454) ; Viron (Hector) (p. 4467) ; Sérusclat (Franck) (p. 4472) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4480).

Prisons : MM. Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4461) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4461) ; Girod (Paul) (p. 4470).

Rapport Peyrefitte (comité d'étude sur la violence) : MM. Debarge (Marcel) (p. 4473) ; Ciccolini (Félix) (p. 4475) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4479).

Récidive : MM. Carous (Pierre) (p. 4367) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4370) ; Rudloff (Marcel) (p. 4448) ; Ciccolini (Félix) (p. 4456) ; Caldaguès (Michel) (p. 4458) ; Girod (Paul) (p. 4470).

Relégation : MM. Rudloff (Marcel) (p. 4448).

Sécurité publique : MM. Carous (Pierre) (p. 4365, 4368) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4369) ; Larché (Jacques) (p. 4452) ; Bourgine (Raymond) (p. 4453) ; Virapoullé (Louis) (p. 4455) ; Ciccolini (Félix) (p. 4456) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4462).

Sursis : MM. Carous (Pierre) (p. 4366, 4367) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4370, 4459) ; Rudloff (Marcel) (p. 4449) ; Bourgine (Raymond) (p. 4453) ; Mercier (Jean) (p. 4457) ; Caldaguès (Michel) (p. 4458) ; Francou (Jean) (p. 4471).

Tir aux pigeons : M. Carous (Pierre) (p. 4368).

Tribunaux : MM. Carous (Pierre) (p. 4368) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4370) ; Virapoullé (Louis) (p. 4455) ; Ciccolini (Félix) (p. 4456) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4461) ; Mercier (Jean) (p. 4466).

Victimes (indemnisation des) : MM. Peyrefitte (Alain) (p. 4372, 4481) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4462) ; Francou (Jean) (p. 4470, 4471).

Violence : MM. Carous (Pierre) (p. 4365) ; Peyrefitte (Alain) (p. 4369, 4370, 4459, 4479) ; Larché (Jacques) (p. 4452) ; Lederman (Charles) (p. 4454) ; Virapoullé (Louis) (p. 4455) ; Mercier (Jean) (p. 4457, 4466) ; Caldaguès (Michel) (p. 4458) ; Girod (Paul) (p. 4469) ; Francou (Jean) (p. 4470) ; Cluzel (Jean) (p. 4473) ; Debarge (Marcel) (p. 4473, 4474) ; Ciccolini (Félix) (p. 4474, 4475).

Visiteurs de prisons : M. Rudloff (Marcel) (p. 4449).

Vols (réparation des) : M. Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 4462).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [7 novembre 1980] (p. 4517, 4551) ; [12 novembre 1980] (p. 4561, 4600) ; [13 novembre 1980] (p. 4617, 4628 ; 4633, 4657) ; [14 novembre 1980] (p. 4673, 4726) ; [15 novembre 1980] (p. 4737, 4786) ; [17 novembre 1980] (p. 4793, 4836) ; [18 novembre 1980] (p. 4849, 4897) :

MM. Charles Lederman, Paul Pillet, Pierre Carous, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Mercier, Franck Sérusclat, Jacques Larché, Alain Peyrefitte, ministre ; Marcel Rudloff, Louis Virapoullé, Marcel Gargar, Félix Ciccolini, Jean-Pierre Cantegrit, François Collet, Louis Perrein, Bernard Parmantier, Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat ; Raymond Bourgine, Edouard Bonnefous, Michel Caldaguès, Richard Pouille. — Michel Darras, Henri Caillavet, Jacques Eberhard, Etienne Dailly, Louis Jung. — Georges Spénale, Mme Cécile Goldet, MM. Jean Geoffroy, Dominique Pado, Edgar Tailhades. — Jacques Habert, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois ; Jean Chamant. — Paul Girod, Jean Garcia, Raymond Dumont.

Article 1er (*Objet de la réforme*) (p. 4518).

Rejeté : amendement n° I-173 de M. Charles Lederman : suppression de cet article définissant les principes du projet de loi (p. 4521) ;

— l'article 1er est adopté (p. 4521).

Articles 2 à 6. — Réservés (p. 4521).

Avant l'article 7 A (p. 4521).

Rejeté : amendement n° I-184 (art. additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : délit ou contravention punis de peines d'amende et d'emprisonnement ; possibilité de sanctions alternatives (p. 4524 ; scrutin public n° 23 ; liste des votants p. 4555).

Article 7 A (*Association de malfaiteurs*) (p. 4525).

Rejeté : amendement n° I-185 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article étendant la portée de l'incrimination d'association de malfaiteurs (p. 4525).

Article 265 du code pénal (p. 4525).

Adoptés : amendement n° I-87 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression des dispositions de cet article concernant la concrétisation par des faits matériels d'une association de malfaiteurs (p. 4529) ; amendements identiques n° I-10 de M. Félix Ciccolini et n° I-88 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'incrimination d'une association de malfaiteurs ayant permis l'exécution ou la tentative d'exécution d'un crime (p. 4529).

Rejeté : amendement n° I-8 de M. Félix Ciccolini : définition de l'association de malfaiteurs par la préparation et l'exécution de plusieurs crimes (p. 4526).

Retiré : amendement n° II-9 de M. Félix Ciccolini : suppression des dispositions de cet article concernant la concrétisation par des faits matériels d'une association de malfaiteurs (p. 4528) ;

— le texte proposé pour l'article 265 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4529).

Article 266 du code pénal (p. 4529).

Adoptés : amendement n° I-89 de M. Pierre Carous, rapporteur : détermination des peines pour constitution d'une association de malfaiteurs (p. 4530) ; amendement n° I-90 de M. Pierre Carous, rapporteur : association de malfaiteurs et proxénétisme ; suppression de la référence à l'infraction relative à une fausse justification de ressources (p. 4530) ; amendements identiques n° I-13 de M. Félix Ciccolini et n° I-91 de M. Pierre Carous, rapporteur : incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence au délit de « menace » (p. 4532) ; amendement n° I-205 de coordination de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4532) ; amendement n° I-94 de M. Pierre Carous, rapporteur : incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence au trafic de drogue (p. 4533) ; Amendement n° I-92 de M. Pierre Carous, rapporteur : incrimination d'association de malfaiteurs et référence aux vols aggravés (p. 4534) ; amendement n° I-95 rédactionnel de M. Pierre Carous, rapporteur, et sous-amendement n° II-203 de forme de M. Alain

Peyrefitte, ministre (p. 4534) ; amendement n° I-93 de M. Pierre Carous, rapporteur : incrimination d'association de malfaiteurs et limitation aux cas de destruction ou de détérioration de biens aggravés (p. 4637 ; précédemment réservé p. 4533).

Rejetés : amendement n° I-11 de M. Félix Ciccolini : détermination des peines pour constitution d'une association de malfaiteurs (p. 4530) ; amendement n° I-14 de M. Félix Ciccolini : incrimination d'association de malfaiteurs et référence aux vols avec circonstances aggravantes (p. 4534) ; amendement n° I-12 de M. Félix Ciccolini : incrimination d'association de malfaiteurs et suppression de la référence aux faits de destruction, dégradation et détérioration avec circonstances aggravantes (p. 4637 ; précédemment réservé p. 4533).

Retiré : amendement n° I-164 de M. Paul Pillet : incrimination d'association de malfaiteurs et limitation aux cas de destruction ou de détérioration de biens aggravés (p. 4636 ; précédemment réservé p. 4533) ;

— le texte proposé pour l'article 266 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4637 ; précédemment réservé p. 4534).

Article 267 du code pénal (p. 4534).

Adoptés : amendement n° I-17 de M. Pierre Carous, rapporteur et amendement identique n° I-96 de M. Félix Ciccolini : complicité et aide volontaire à une association de malfaiteurs (p. 4534).

Rejeté : amendement n° I-16 de M. Félix Ciccolini : suppression de cet article concernant la complicité à l'action d'une association de malfaiteurs (p. 4534) ;

— le texte proposé pour l'article 267 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4535).

Article 268 du code pénal (p. 4535).

Adopté : amendement n° I-168 de M. Félix Ciccolini : exemption de peine et dénonciation d'association de malfaiteurs ; suppression de la référence à l'identification des personnes en cause (p. 4538).

Rejeté : amendement n° I-18 de M. Félix Ciccolini : suppression de cet article prévoyant une exemption de peine au bénéfice des personnes ayant dénoncé une association de malfaiteurs avant toute poursuite (p. 4538) ;

— le texte proposé pour l'article 268 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4538) ;

— l'article 7 A, ainsi modifié, est adopté (p. 4637 ; précédemment réservé p. 4538).

Après l'article 7 A (p. 4538).

Adopté : amendement n° I-97 (art. additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : aggravation des peines pour les auteurs de délits ayant recours à des tortures ou à des actes de barbarie (p. 4538).

Rejeté : amendement n° I-180 (art. additionnel) de M. Charles Lederman : abolition de la peine de mort (adoption par scrutin public n° 24, p. 4541, de la recevabilité de l'amendement. — Rejet par scrutin public n° 25, p. 4543, de l'amendement. — Listes des votants p. 4556 et 4557) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4538).

Article 7 (*Article 305 du code pénal : incrimination des menaces*) (p. 4543).

Adopté : amendement n° I-98 de M. Pierre Carous, rapporteur : menaces, écrites ou verbales, contre les biens ou les personnes ; différenciation des peines (p. 4548).

Rejeté : amendement n° I-181 de M. Charles Lederman : suppression de cet article concernant les menaces faites aux personnes ou au biens (p. 4544).

Retiré : amendement n° I-22 de M. Félix Ciccolini : répression de la menace et exigence de l'accomplissement d'une condition (p. 4546).

Deviennent sans objet : amendement n° I-19 de M. Félix Ciccolini : assimilation de la menace à un écrit, une image ou un symbole (p. 4548) ; amendement n° 20 de M. Félix Ciccolini : suppression de la notion de menace d'atteinte aux biens (p. 4548) ; amendement n° 21 de M. Félix Ciccolini : répression des seules menaces d'atteinte grave aux personnes (p. 4548) ;

— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 4548).

Article 8 (*Article 306 du code pénal : incrimination des menaces*) (p. 4548).

Adopté : amendement n° I-99 de M. Pierre Carous, rapporteur : sanction des menaces constitutives d'un délit dans le cas d'un ordre ou de l'exigence d'une condition ; non-application de ces dispositions pour la personne participant au service public de la justice (p. 4551).

Rejeté : amendement n° I-23 de M. Félix Ciccolini : suppression de cet article concernant les menaces d'atteinte aux personnes ou aux biens constitutives de délit (p. 4549).

Devient sans objet : amendement n° I-24 de M. Félix Ciccolini : suppression des dispositions faisant référence à la menace par « quelque moyen que ce soit » (p. 4551) ;

— l'article 8, ainsi modifié, est adopté (p. 4551).

Article 9 (*Coups et blessures volontaires*) (p. 4561).

Article 309 du code pénal (p. 4561).

Adoptés : amendement n° I-26 de M. Félix Ciccolini : montant minimum de la pénalité pour coups et blessures (p. 4562) ; amendement n° I-101 de M. Pierre Carous, rapporteur : certificat médical (p. 4563) ; amendement n° I-27 de M. Félix Ciccolini : coups et blessures et incapacités de travail (p. 4565) ; amendement n° I-103 de M. Pierre Carous, rapporteur : circonstances aggravantes (p. 4565) ; amendement n° I-85 de M. Pierre Carous, rapporteur : violences à magistrat « ou à un juré » (p. 4566) ; amendement n° I-104 de M. Pierre Carous, rapporteur : exclusion, à cet article, des violences à magistrat (p. 4566) ; amendement de forme n° I-105 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4566) ; amendement n° I-106 de M. Pierre Carous, rapporteur : menaces (p. 4566) ; amendements identiques n° I-28 de M. Félix Ciccolini, et n° I-107 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression du 6e alinéa du texte proposé pour l'article 309 du code pénal, relatif aux coups et blessures par plusieurs personnes (p. 4649 ; précédemment réservés, p. 4566) ; amendement n° I-108 de M. Pierre Carous, rapporteur : peines aggravées et utilisation d'une arme (p. 4567) ; amendements identiques n° I-29 de M. Félix Ciccolini et n° I-109 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de l'alinéa relatif à la circonstance aggravante de nuit (p. 4567) ; amendement n° I-110 de M. Pierre Carous, rapporteur : augmentation du maximum des peines en cas d'incapacité de travail de plus de huit jours (p. 4567) ; amendement n° I-111 de M. Pierre Carous, rapporteur : circonstances aggravantes et privation des droits civiques (p. 4570) ; sous-amendement rédactionnel n° I-192 de M. Jean-Pierre Mourot, secrétaire d'Etat (p. 4570).

Rejeté : sous-amendement n° I-204 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat à l'amendement n° I-108 de M. Pierre Carous, rapporteur : arme par nature ou par destination (p. 4567).

Retirés : amendement de coordination n° I-100 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4563). — Amendement n° I-25 de M. Félix Ciccolini : certificat médical (p. 4563) ; amendement n° I-102 de M. Pierre Carous, rapporteur : coups et blessures et incapacité de travail (p. 4565) ; amendement n° I-30 de M. Félix Ciccolini : circonstances aggravantes et privation des droits civiques (p. 4568) ;

— le texte proposé pour l'article 309 du code pénal ainsi modifié est adopté (p. 4649 ; précédemment réservé p. 4570).

Article 310 du code pénal (p. 4570).

Adoptés : amendement n° I-31, repris par M. Charles Lederman : lésion grave et définitive ou infirmité permanente (p. 4573) ; amendement de forme n° I-113 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4574).

Retirés : amendement n° I-31 de M. Félix Ciccolini : lésion grave et définitive ou infirmité permanente (p. 4570) ; amendements de coordination nos I-32 et I-33 de M. Félix Ciccolini (p. 4574).

Devient sans objet : amendement n° I-112 de M. Pierre Carous, rapporteur : lésion grave ou définitive ou infirmité permanente (p. 4573) ;

— le texte proposé pour l'article 310 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4574).

Article 311 du code pénal (p. 4574).

Adoptés : amendement n° I-114 de M. Pierre Carous, rapporteur : abaissement du montant maximum de la pénalité en cas de coups mortels (p. 4575) ; amendement de coordination n° I-115 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4576).

Retirés : sous-amendement de coordination n° I-193 de M. Alain Peyrefitte, ministre, à l'amendement n° I-115 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4576) ; amendements de coordination nos I-34 et I-35 de M. Félix Ciccolini (p. 4576) ;

— le texte proposé pour l'article 311 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4576) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4649 ; précédemment réservé, p. 4576).

Article 10 (*Article* 312 *du code pénal : privations ou défaut de soins à enfants*) (p. 4576).

Adoptés : amendement n° I-67 de M. Edouard Bonnefous : I. pénalités pour coups et violences à un enfant ; II. droit pour les associations de se porter partie civile ; III. délit de non-dénonciation (p. 4585) ; sous-amendement n° I-206 de M. Pierre Carous, rapporteur : abaissement de la peine minimum (p. 4583) ; sous-amendement n° I-36 de M. Félix Ciccolini : lésion grave et définitive ou infirmité permanente (p. 4583) ; sous-amendement n° I-207 de M. Paul Pillet : abaissements des pénalités pour non-dénonciation (p. 4585).

Retirés : amendement n° I-116 de M. Pierre Carous, rapporteur : protection pénale de l'enfance martyre (p. 4585) ; sous-amendement n° I-194 de M. Alain Peyrefitte, ministre : renforcement de la pénalité prévue (p. 4585) ;

— l'article 10, ainsi modifié, est adopté (p. 4585).

Après l'article 10 (p. 4585).

Adopté : amendement n° I-38 de M. Félix Ciccolini : menaces à témoin (p. 4586) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4586).

Article 10 *bis* (*Article* 184 *du code pénal : violation de domicile*) (p. 4586).

Adoptés : amendements identiques n° I-39 de M. Félix Ciccolini, et n° I-117 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de cet article relatif à la violation de domicile (p. 4586) ;

— l'article 10 *bis* est supprimé (p. 4586).

Article 10 *ter* (*Articles* 334 *et* 334-1 *du code pénal :* proxénétisme). — Adopté (p. 4586).

Article 11 (*Vol*) (p. 4586).

Rejeté : amendement n° I-40 de M. Félix Ciccolini : suppression de cet article relatif au vol (p. 4588 ; scrutin public n° 26 ; liste des votants, p. 4613).

Article 381 du code pénal (p. 4588).

Adoptés : amendement n° I-118 de M. Pierre Carous, rapporteur : abaissement des pénalités pour les vols simples (p. 4591) ; amendements identiques n° I-42 de M. Félix Ciccolini et n° I-119 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de la phrase relative à la récidive ou au vol d'un objet exposé à la libre prise du public (p. 4591).

Retiré : amendement n° I-41 de M. Félix Ciccolini : abaissement des pénalités pour les vols simples (p. 4591) ;

— le texte proposé pour l'article 381 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4591).

Article 382 *du code pénal* (p. 4591).

Adoptés : amendement n° I-120 de M. Pierre Carous, rapporteur : effraction extérieure ou intérieure (p. 4592) ; amendements identiques n° I-45 de M. Félix Ciccolini, n° I-160 de M. Alain Peyrefitte, ministre, et n° I-165 de M. Paul Pillet : suppression, parmi les circonstances aggravantes, de l'utilisation d'une arme simulée (p. 4594) ; amendement n° I-121 de M. Pierre Carous, rapporteur ; circonstances aggravantes du vol et violences avec ou sans incapacité de travail (p. 4595, scrutin public n° 27 ; liste des votants p. 4613, 4614). — Amendement n° I-122 de M. Pierre Carous, rapporteur : montants minimum et maximum des pénalités pour les vols moyens (p. 4596) ; amendement rédactionnel n° I-123 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4597) ; amendement n° I-124 de M. Pierre Carous, rapporteur : abaissement de dix à sept ans du maximum de l'emprisonnement pour les cas les plus graves de vol (p. 4598) ; amendement n° I-195 de M. Alain Peyrefitte, ministre : peines criminelles pour les vols avec trois ou quatre circonstances aggravantes (p. 4598).

Rejetés : amendement n° I-43 de M. Félix Ciccolini : suppression parmi les circonstances aggravantes de l'entrée par ruse (p. 4593) ; amendement n° I-44 de M. Félix Ciccolini : locaux protégés (p. 4593) ; amendement n° I-47 de M. Félix Ciccolini : peines criminelles et compétence des cours d'assises pour les cas les plus graves de vols (p. 4598).

Retirés : amendement n° I-46 de M. Félix Ciccolini : montants minimum et maximum des pénalités pour les vols moyens (p. 4596) ;

— le texte proposé pour l'article 382 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4598).

Article 383 *du code pénal* (p. 4598).

Adopté : amendement rédactionnel n° I-125 de M. Pierre Carous, rapporteur : point de départ de l'interdiction des droits civiques (p. 4598) ;

— le texte proposé pour l'article 383 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4598).

Article 384 *du code pénal* (p. 4598).

Adoptés : amendement n° I-126 de M. Pierre Carous, rapporteur : arrêt de travail et incapacité totale de travail personnel (p. 4599) ; amendements identiques n° I-48 de M. Félix Ciccolini et n° I-127 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de la notion de menace d'usage d'une arme par destination (p. 4599) ; amendement n° I-161 de M. Alain Peyrefitte, ministre : peine criminelle pour le vol avec port d'arme (p. 4599) ;

— le texte proposé pour l'article 384 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4599).

Article 385 *du code pénal* (p. 4599).

Rejeté : amendement n° I-49 de M. Félix Ciccolini : notion de bande organisée et répétition des vols (p. 4600) ;

— le texte proposé pour l'article 385 du code pénal est adopté (p. 4600) ;

— l'article 11, ainsi modifié, est adopté (p. 4600).

Article 12 (*Article* 400, *alinéas* 1 *et* 2 *du code pénal : extorsion de fonds et chantage*) (p. 4617).

Adopté : amendement n° I-128 de M. Pierre Carous, rapporteur : menace d'extorsion et modification du plancher des peines (p. 4617).

Rejetés : amendement n° I-50 de M. Félix Ciccolini : menace d'extorsion et suppression de la notion de renonciation (p. 4617) ; amendement n° I-51 de M. Félix Ciccolini : suppression de la notion de tentative d'extorsion (p. 4618) ; amendement n° I-52 de M. Félix Ciccolini : sanction des pratiques de justice privée ; cas des surveillants privés (p. 4618) ;

— l'article 12, ainsi modifié, est adopté (p. 4618).

Article 12 *bis* (*Article* 402 *du code pénal : banqueroute*) (p. 4618).

Adopté : amendement n° I-129 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de l'article concernant les sanctions pour banqueroutes (p. 4621) ;

— l'article 12 *bis* est supprimé (p. 4621).

Article 13 (*Destructions, dégradations, dommages*) (p. 4621).

Article 434 *du code pénal* (p. 4621).

Adoptés : amendement n° I-130 de M. Pierre Carous, rapporteur : destruction et détérioration des objets mobiliers ou immobiliers et non-sanction des infractions légères (p. 4622) ; amendements identiques n° I-55 de M. Félix Ciccolini et n° I-131 de M. Pierre Carous, rapporteur : destruction ou détérioration et suppression de la notion d'acte commis par plusieurs personnes (p. 4625) ; amendement n° I-132 de M. Pierre Carous, rapporteur : protection des témoins et de l'ensemble des personnes participant personnellement ou occasionnellement au service public de la justice (p. 4626).

Rejetés : amendement n° I-54 de M. Félix Ciccolini : destruction ou détérioration commise par plusieurs personnes, suppression des sanctions (p. 4625).

Deviennent sans objet : amendement n° I-53 de M. Félix Ciccolini : destruction et détérioration des objets mobiliers ou immobiliers et non-sanction des infractions légères (p. 4622) ; amendement n° I-54 de M. Félix Ciccolini : sanctions visant les destructions ou détériorations commises par plusieurs personnes, à l'exception des destructions légères (p. 4626) ;

— le texte proposé pour l'article 434 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4626).

Article 435 *du code pénal* (p. 4626).

Adopté : amendement n° I-133 de M. Pierre Carous, rapporteur : substitution de la notion d'objet mobilier ou bien immobilier à celle de bien quelconque ; réduction des sanctions pour les dommages bénins (p. 4628 ; scrutin public n° 28 ; liste des votants p. 4667, 4668) ; amendement n° I-134 de M. Pierre Carous, rapporteur : destruction ou dégradation volontaire par substances explosives et limitation de l'aggravation des peines (p. 4633) ; amendement de coordination n° I-135 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4633).

Retiré : amendement n° I-59 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la notion de coauteur et de complice (p. 4633).

Deviennent sans objet : amendement n° I-56 de M. Félix Ciccolini : destruction ou détérioration et place de l'adverbe « volontairement » dans le texte (p. 4628) ; amendement n° I-174 de M. Félix Ciccolini : introduction de la notion d'intention de l'auteur de l'infraction (p. 4628) ; amendement n° I-57 de M. Félix Ciccolini : atteinte physique aux personnes et substance destructive (p. 4628) ; amendement n° I-58 de M. Félix Ciccolini : réduction des peines d'emprisonnement et d'amende (p. 4628) ;

— le texte proposé pour l'article 435 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4633).

Article 435-1 du code pénal (p. 4633).

Adoptés : amendement de coordination n° I-136 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4634) ; amendement de forme n° I-196 de M. Alain Peyrefitte, ministre (p. 4634) ;

— le texte proposé pour l'article 435-1 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4634).

Article 436 du code pénal. — Adopté (p. 4634).

Article 437 du code pénal (p. 4634).

Adoptés : amendement de coordination n° I-137 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4634) ; amendement n° I-138 de M. Pierre Carous, rapporteur : destruction ou détérioration par substances explosives ou incendiaires et suppression de la notion de lésion grave et définitive (p. 4635) ; amendement de forme n° I-139 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4635).

Retiré : amendement n° I-61 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la notion de bien n'appartenant pas à autrui (p. 4634) ;

— le texte proposé pour l'article 437 du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4635) ;

— l'article 13, ainsi modifié, est adopté (p. 4635).

Article 13 *bis* (*Article 453 du code pénal : tir aux pigeons vivants*) (p. 4637).

Adopté : amendement n° I-140 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de cet article relatif au tir aux pigeons vivants (p. 4637) ;

— l'article 13 *bis* est supprimé (p. 4637).

Article 14 (*Abrogation de divers articles du code pénal*) (p. 4637).

Adopté : amendement de coordination n° I-141 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4638) ;

— l'article 14, ainsi modifié, est adopté (p. 4638).

Après l'article 14 (p. 4638).

Adoptés : amendement n° I-142 (article additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : délit aggravé de recel et détermination des peines à l'article 461 du code pénal (p. 4638) ; amendement n° I-143 (article additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : coordination (p. 4639) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4638 et 4639).

Article 16 (*Article 16 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer : sanction de l'emploi volontaire d'un moyen de nature à faire dérailler les véhicules*) (p. 4639).

Adopté : amendement n° I-144 de M. Pierre Carous, rapporteur : incrimination d'actes commis volontairement pour faire dérailler des véhicules ou provoquer leur collision et exclusion des actes de dérangement (p. 4639) ;

— l'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 4639).

Après l'article 16 (p. 4639).

Adopté : amendement de coordination n° I-145 (article additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : abrogation du second alinéa de l'article 17 de la loi du 15 juillet 1845 (p. 4639) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4639).

Article 17 (*Articles 18-1 et 18-2 nouveaux de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer ; destruction ou dommages aux voies et installations ; entraves à la circulation des trains* (p. 4639).

Rejetés : amendements identiques n° I-182 de M. Charles Lederman et n° I-186 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article relatif aux destructions ou dommages aux voies et installations et aux entraves à la circulation des trains (p. 4644 ; scrutin public n° 30 ; liste des votants p. 4668, 4669).

Adoptés : amendement n° I-146 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression des dispositions de cet article relatives aux destructions ou dommages aux voies et installations (p. 4646) ; amendement n° I-86 (article additionnel avant l'article 7 A) de M. Pierre Carous, rapporteur : peines pour dommages volontaires aux biens destinés à l'utilisation publique (p. 4646) ; amendement n° I-188 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article relatives à l'incrimination des tentatives d'entrave à la circulation des trains (p. 4647) ; amendement d'harmonisation n° I-147 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4647) ; amendement n° I-149 de M. Pierre Carous, rapporteur : application des règles de droit commun à la récidive correctionnelle (p. 4647).

Rejetés : amendement n° I-65 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article concernant les entraves à la circulation des trains (p. 4647).

Retiré : amendement n° I-148 de M. Pierre Carous, rapporteur : entraves à la circulation des trains et suppression de la notion d'alternance des peines (p. 4646).

Deviennent sans objet : amendement n° I-63 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des mots « ou envahi » s'agissant des voies ferrées (p. 4646) ; amendement n° I-64 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'incrimination de la destruction, l'endommagement ou l'envahissement des « équipements, matériels ou appareils ainsi que des lignes de transport ou de distribution d'énergie » (p. 4646) ;

— l'article 17, ainsi modifié, est adopté (p. 4648).

Article 3 (*Article 58 du code pénal : récidive correctionnelle*) (p. 4649).

Adopté : amendement n° I-190 de M. Etienne Dailly : suppression des menaces du champ de la récidive (p. 4657) ; amendement n° I-155 de M. Marcel Rudloff : suppression des dispositions de cet article relatives au chantage (p. 4657).

Rejetés : amendement n° I-179 de M. Charles Lederman : suppression de cet article élargissant les cas de récidive en matière correctionnelle (p. 4650) ; amendement n° I-4 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article concernant l'élargissement des cas de récidive en matière correctionnelle (p. 4655) ; amendement n° I-71 de M. Pierre Carous, rapporteur : récidive correctionnelle et regroupement des infractions de même nature (p. 4657 ; scrutin public n° 31 ; liste des votants, p. 4669, 4670) ; sous-amendement n° I-208 de M. Jacques Eberhard : suppression des délits de menaces des cas de récidive (p. 4656) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 4657).

Article 4 (*Modification d'intitulé avant l'article 463 du code pénal relatif aux circonstances atténuantes*). — Réservé (p. 4673). — Adopté (p. 4679).

Article 5 (*Articles 463-1 à 463-4 nouveaux du code pénal : circonstances atténuantes et aggravantes*) (p. 4673).

Rejeté : amendement n° I-5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article relatif aux délits et peines planchers incompressibles, circonstances atténuantes et aggravantes (p. 4673).

(*Article 463-1 du code pénal*) (p. 4674).

Adopté : amendement n° I-72 de M. Pierre Carous, rapporteur : délits et principe des peines planchers ; distinction entre les délinquants primaires et les autres (p. 4678).

Retiré : sous-amendement n° I-199 de M. Alain Peyrefitte, ministre, à l'amendement n° I-72 de M. Pierre Carous, rapporteur : application du système des peines planchers aux délits de violence grave (p. 4676) ;

— le texte proposé pour l'article 463-I du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4678).

(*Article 463-2 du code pénal*) (p. 4678).

Adopté : amendement n° I-73 de M. Pierre Carous, rapporteur : infractions graves commises par les détenus en permission et aggravation des sanctions (p. 4678) ;

— le texte proposé pour l'article 463-2 nouveau du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4678).

(*Article 463-3 du code pénal*) (p. 4678).

Adopté : amendement n° I-74 de M. Pierre Carous, rapporteur : infractions commises par les détenus en permission ; absence d'effet cumulatif entre le système d'aggravation des peines et les règles de la récidive (p. 4679) ;

— le texte proposé pour l'article 463-3 nouveau du code pénal, ainsi modifié, est adopté (p. 4679) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4679).

Article 5 *bis* (*Article* 43-7 *nouveau du code pénal ; peines de substitution à l'emprisonnement*) (p. 4679). — *Adopté :* amendement n° I-75 de M. Pierre Carous, rapporteur : gravité des infractions et système des peines de substitution (p. 4682).

Rejeté : amendement n° I-6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article concernant la non-application à certains délits des peines de substitution (p. 4680).

Deviennent sans objet : amendement n° I-200 de M. Alain Peyrefitte, ministre : gravité des infractions et système des peines de substitution (p. 4682) ; amendement de coordination n° I-157 de M. Marcel Rudloff (p. 4682) ;

— l'article 5 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 4682).

Article 5 *ter* (*Article* 469-I *du code de procédure pénale ; dispense et ajournement du prononcé de la peine*) (p. 4682).

Adopté : amendement n° I-76 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de cet article prévoyant le cas d'octroi d'une dispense de peine ou d'un ajournement du prononcé de celle-ci (p. 4683) ;

— l'article 5 *ter* est supprimé (p. 4683).

Avant l'article 6 (p. 4683).

Adoptés : amendement n° I-202 de M. Alain Peyrefitte, ministre : non-révocation du sursis pour une condamnation à une amende (p. 4683) ; amendement n° I-78 de M. Pierre Carous, rapporteur : possibilité d'une révocation partielle ou totale d'un sursis (p. 4684) ; amendement n° I-79 de M. Pierre Carous, rapporteur ; condamnation à une amende ferme et non-révocation d'un sursis avec mise à l'épreuve (p. 4684).

Retiré : amendement n° I-77 de M. Pierre Carous, rapporteur : non-révocation du sursis pour une condamnation à une amende (p. 4683) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4683, 4684).

Article 6 (*Articles* 747-1 *à* 747-5 *nouveaux du code de procédure pénale : sursis*) (p. 4684).

Rejeté : amendement n° I-7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article prévoyant la limitation des cas de sursis (p. 4686).

(*Article* 747-1 *du code de procédure pénale*) (p. 4686).

Adoptés : amendement n° I-80 de M. Pierre Carous, rapporteur : cas d'octroi du sursis et détermination des infractions de violence concernées (p. 4687) ; amendement n° I-158 de M. Marcel Rudloff : octroi du sursis et chantage avec violence (p. 4687) ;

— le texte proposé pour l'article 747-1 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4687).

(*Article* 747-2 *du code de procédure pénale*) (p. 4687).

Adoptés : amendement n° I-81 de M. Pierre Carous, rapporteur : conditions d'octroi du sursis simple total ou partiel ; révocation et pouvoir d'appréciation du juge (p. 4695) ; sous-amendement n° I-209 de M. François Collet : non prononcé du sursis simple pour condamnation antérieure à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à un mois (p. 4695) ;

— le texte proposé pour l'article 747-2 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4695).

(*Article* 747-3 *du code de procédure pénale*) (p. 4695).

Adopté : amendement n° I-82 de M. Pierre Carous, rapporteur : condamnation à une courte peine d'emprisonnement et bénéfice éventuel du sursis avec mise à l'épreuve (p. 4696) ;

— le texte proposé pour l'article 747-3 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4696).

(*Article* 747-4 *du code de procédure pénale*) (p. 4696).

Adopté : amendement n° I-83 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de cet article interdisant au tribunal d'accorder la dispense de révocation du sursis (p. 4697) ;

— le texte proposé pour l'article 747-4 de procédure pénale est supprimé (p. 4697) et le texte proposé pour l'article 747-5 du code de procédure pénale est adopté (p. 4697) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 4697).

(Après l'article 6, après l'article 10, après l'article 17) (p. 4697).

Adoptés : amendement n° I-167 (article additionnel après l'article 6) de Mme Cécile Goldet : extension aux contraventions de la 5e classe de la règle du non-cumul applicable aux crimes et délits (p. 4698) ; amendement n° I-75 (article additionnel après l'article 6) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Etienne Dailly : contraventions ou délits forestiers et octroi des circonstances atténuantes ou du sursis (p. 4699) ; amendement n° I-150 (article additionnel après l'article 17) de M. Pierre Carous, rapporteur : échelle des peines pour violences graves faites aux jurés, magistrats et personnes particulièrement vulnérables (p. 4700) ; amendement n° I-176 (article additionnel après l'article 17) de MM. Roland du Luart et Michel d'Aillières, soutenu par M. Marcel Rudloff : prononcé de la confiscation pour certaines infractions commises à l'aide ou sous la menace d'une arme (p. 4700) ; amendement n° I-177 (article additionnel après l'article 17) de M. Roland du Luart, soutenu par M. Etienne Dailly : caractère facultatif de la confiscation des instruments en cas de délits de chasse (p. 4702).

Rejetés : amendement n° I-191 (article additionnel après l'article 6) de M. Etienne Dailly : condamnation antérieure à des peines d'emprisonnement et non-octroi du sursis avec mise à l'épreuve (p. 4700) ; amendement n° I-183 (article additionnel après l'article 17) de M. Charles Lederman : abolition de la loi « anti-casseurs » (p. 4704 ; scrutin public n° 32 ; liste des votants p. 4732, 4733).

Retiré : amendement n° I-37 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : abolition de la loi « anti-casseurs » (p. 4704) ;

— cinq articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4698, 4699, 4700, 4702).

Article 18 (*Article* 720-2 *du code de procédure pénale : période de sûreté*) (p. 4704).

Adoptés : amendement n° I-151 de M. Pierre Carous, rapporteur : automaticité du régime de sûreté et suppression de la référence aux crimes de meurtres et d'assassinats (p. 4705) ; amendement n° I-159 de M. Marcel Rudloff : automaticité du régime de sûreté et suppression de la référence au chantage (p. 4705).

Rejeté : amendement n° I-66 de M. Jean Geoffroy : qualification juridique de l'infraction et suppression de l'application automatique du régime de sûreté (p. 4705) ;

— l'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 4705).

Avant l'article 19 (p. 4705).

Retiré : amendement n° I-68 (art. additionnel) de M. Jean Geoffroy : permissions de sortir et libérations conditionnelles ; décision d'une juridiction spéciale (p. 4713 ; précédemment réservé p. 4706).

Article 19 (*Article* 722-1 *du code de procédure pénale : recours du procureur devant le garde des sceaux contre les décisions du juge de l'application des peines* (p. 4706).

Adoptés : amendement n° I-152 de M. Pierre Carous, rapporteur : permissions de sortir et libérations conditionnelles ; mécanismes de décision de la commission de l'application des peines (p. 4713) ; sous-amendement n° I-197 de M. Alain Peyrefitte, ministre : conciliation des mesures de permissions et de libérations conditionnelles avec celles concernant les périodes de sûreté (p. 4713).

Rejetés : amendement n° I-172 de M. Jean Geoffroy : décisions du juge de l'application des peines et mécanismes du recours fait par le procureur de la République (p. 4713) ; amendement n° I-163 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : décisions du juge de l'application des peines et mécanisme du recours (p. 4713).

Retiré : amendement n° I-187 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Mercier : suppression de cet article prévoyant l'appel de la décision du juge et de la commission de l'application des peines devant le garde des sceaux (p. 4708) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 4713).

Article 20 (*Abrogation de la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article* 723-4 *du code de procédure pénale : régime d'octroi de la permission de sortir pour les condamnés à une peine prononcée pour une infraction de violence*) (p. 4713).

Adoptés : amendement n° I-154 de M. Pierre Carous, rapporteur : permissions de sortir et décisions du juge de l'application des peines ; interventions de la commission de l'application des peines pour certaines infractions (p. 4723) ; sous-amendement de coordination n° I-198 de M. Alain Peyrefitte, ministre (p. 4723).

Rejeté : amendement n° I-189 de M. Etienne Dailly : infraction commise à l'aide ou sous la menace d'une arme par destination et non-obtention d'une permission de sortir (transformé

en sous-amendement à l'amendement n° I-154 de M. Pierre Carous, rapporteur) (p. 4723 ; scrutin public n° 33 ; liste des votants p. 4733, 4734).

Devient sans objet ; amendement n° I-69 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article concernant l'intervention du procureur de la République dans les décisions relatives aux permissions de sortir (p. 4723) ;

— l'article 20, ainsi modifié, est adopté (p. 4723).

Après l'article 20 (p. 4724).

Rejeté : amendement n° I-173 (art. additionnel) de M. Jean Geoffroy : libération conditionnelle et pouvoir du juge de l'application des peines (p. 4724).

Avant l'article 21 (p. 4725).

Adoptés : amendement n° II-173 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff : pouvoir du procureur de la République de demander des enquêtes de personnalité (p. 4725) ; amendement n° II-146 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : prolongation de la garde à vue dans les cas de séquestration de plus de cinq jours (p. 4740) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4725 et 4740).

Article 21 (Retiré par le Gouvernement devant l'Assemblée nationale).

Avant l'article 22 (p. 4740).

Rejeté : amendement n° II-1 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades : interrogatoire en présence d'un avocat ou d'un conseil, préalable à la délivrance du mandat de dépôt (p. 4741).

Article 22 (Supprimé par l'Assemblée nationale).

Après l'article 22 (p. 4741).

Rejeté : amendement n° II-2 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades : procédure de nouvelle comparution et caractère exécutoire de l'ordonnance du juge d'instruction (p. 4741).

Article 23 *bis* (*Article* 144 [1°] *du code de procédure pénale : motifs de l'ordonnance de mise en détention provisoire*). — Adopté (p. 4741).

Après l'article 23 *bis* (p. 4741).

Rejetés : amendement n° II-3 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades : suppression, parmi les causes de détention, de la nécessité de préserver l'ordre public (p. 4741). — Amendement n° II-4 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades : durée de la détention provisoire en matière criminelle et en matière correctionnelle (p. 4742) ; amendement n° II-5 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades : suppression des alinéas du code de procédure pénale relatifs à l'appel interjeté par le ministère public (p. 4742).

Article 24 (Supprimé par l'Assemblée nationale).

Après l'article 24 (p. 4742).

Rejeté : amendement n° II-140 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : formalités d'exécution de la garde à vue et sanction des irrégularités par la nullité de la procédure (p. 4742).

Article 25 *bis* (*Article* 216, *troisième alinéa, du code de procédure pénale : liquidation des dépens par la chambre d'accusation*). — Adopté (p. 4742).

Article 25 *ter* (*Article* 399, *premier alinéa, du code de procédure pénale ; tribunaux correctionnels, détermination du nombre des audiences*) (p. 4742).

Adopté : amendement n° II-159 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : consultation du procureur de la République préalable à la détermination du nombre des audiences correctionnelles et de la composition des chambres (p. 4744).

Rejetés : amendement n° II-6 de M. Edgar Tailhades : suppression de cet article attributant au président du tribunal la compétence de fixation du nombre des audiences (p. 4743) ; amendement n° II-7 de M. Edgar Tailhades : détermination annuelle du nombre des audiences et de la composition des chambres (p. 4744) ;

— l'article 25 *ter,* ainsi modifié, est adopté (p. 4744).

Avant l'article 26 (p. 4744).

Rejeté : **amendement n° II-8 (art. additionnel)** de M. Edgar Tailhades : compétence du président du tribunal, substituée à celle du parquet, pour composer l'audience (p. 4744).

Article 26 (Retiré par le gouvernement devant l'Assemblée nationale).

Article 26 *bis* (*Article III, premier alinéa, du code de procédure pénale : cours d'appel : détermination du nombre des audiences correctionnelles*) (p. 4744).

Adopté : amendement n° II-160 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : consultation du procureur général (p. 4745).

Rejetés : amendement n° II-9 de M. Edgar Tailhades : suppression de cet article réduisant la compétence de l'assemblée générale de la cour au profit de celle du premier président (p. 4744) ; amendement n° II-10 de M. Edgar Tailhades ; coordination (p. 4745).

— l'article 26 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 4745).

Article 27 (*Article* 567-2 *du code de procédure pénale : délai imparti à la Cour de cassation pour statuer sur un pourvoi contre un arrêt pris en matière de détention provisoire ou de contrôle judiciaire*) (p. 4745 ; supprimé par l'Assemblée nationale).

Adoptés : amendement n° II-128 de M. Edgar Tailhades : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction faisant obligation à la chambre criminelle, saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la chambre d'accusation, de statuer dans un délai de deux mois (p. 4746) ; sous-amendement n° II-202 de M. Pierre Carous, rapporteur : fixation de ce délai à trois mois (p. 4746).

Devient sans objet : amendement n° II-195 de M. Alain Peyrefitte, ministre : interdiction de la publication du prénom et du domicile du témoin (p. 4747).

— l'article 27, ainsi rédigé, est rétabli (p. 4746).

Article 28 (*Article* 38 bis *nouveau de la loi du* 29 *juillet* 1881 *sur la presse : interdiction de la publication de l'identité et du domicile des témoins en matière pénale*) (p. 4746).

Adopté : amendement n° II-63 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de cet article interdisant la publication par les médias de l'identité et du domicile des témoins en matière pénale avant leur déposition, sauf accord écrit de leur part (p. 4747) ;

Devient sans objet : amendement n° II-195 de M. Alain Peyrefitte, ministre : interdiction de la publication du prénom et du domicile du témoin (p. 4747).

— l'article 28 est supprimé (p. 4747).

Article 28 *bis* (*Article* 38 bis *nouveau de la loi du* 29 *juillet* 1881 *sur la presse : prises de vue dans les salles d'audience*) (p. 4747).

Adoptés : amendement n° II-66 de M. Pierre Carous, rapporteur : assouplissement des conditions d'autorisation des prises de vues (p. 4748) ; amendement n° II-64 de M. Pierre Carous, rapporteur : réduction du montant maximum de l'amende en cas d'infraction (p. 4748).

Rejeté : amendement n° II-11 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : interdiction facultative, et non automatique, de l'emploi à l'audience de tout appareil permettant d'enregistrer, de fixer ou de transmettre la parole ou l'image (p. 4748).

Retiré : amendement n° II-12 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'obligation de recueillir le consentement des personnes dont l'image serait fixée ou transmise (p. 4748) ;

— l'article 28 *bis,* ainsi modifié, est adopté (p. 4748).

Après l'article 28 *bis* (p. 4748).

Rejeté : amendement n° II-14-1 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : transcription intégrale par sténotypie des débats devant la cour d'assises et le tribunal correctionnel jugeant les auteurs des infractions de violence mentionnées à l'article 720-2 du code de procédure pénale (p. 4748).

Article 28 *ter* (*Abrogation des articles* 308 *et* 403 *du code de procédure pénale ainsi que de l'article* 39 *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *tendant à interdire l'emploi des appareils d'enregistrement à l'audience des cours d'assises et des tribunaux correctionnels*) (p. 4748).

Adopté : amendement de coordination n° II-65 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression, parmi les dispositions abrogées, de l'article 308 du code de procédure pénale (p. 4750 ; précédemment réservé, p. 4749) ;

— l'article 28 *ter,* ainsi modifié, est adopté (p. 4750).

Avant l'article 29 (p. 4749).

Rejeté : amendement n° II-155 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : caractère obligatoire de l'enquête de personnalité en matière de délits punis d'une peine supérieure à cinq ans (p. 4749).

Article 29 (*Abrogation des articles 71 à 71-3 du code de procédure pénale ; flagrant délit et saisine directe*) (p. 4750).

Rejetés : amendement n° II-13 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : amélioration de la procédure actuelle de flagrant délit (p. 4751 ; scrutin public n° 34 ; liste des votants p. 4788, 4789) ; amendement n° II-14 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de la procédure du flagrant délit de l'article 71 du code de procédure pénale aux délits de coups, de vols et de conduite sous l'empire d'un état alcoolique (p. 4751) ; amendement n° II-15 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exclusion de la procédure de flagrant délit lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction (p. 4752) ;

— l'article 29 est adopté (p. 4752).

Article 30 (*Article 388 du code de procédure pénale ; flagrant délit et saisine directe*) (p. 4752).

Adopté : amendement rédactionnel n° II-67 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4780 ; précédemment réservé p. 4752) ;

— l'article 30, ainsi modifié, est adopté (p. 4780 ; précédemment réservé p. 4752).

Après l'article 30 (p. 4752).

Rejeté : amendement n° II-129 (article additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de la cour de sûreté de l'Etat (p. 4753).

Article 31 A (*Insertion, avant l'article 389 du code de procédure pénale, d'un paragraphe 2 intitulé « De la comparution volontaire et de la citation »*). — Adopté (p. 4753).

Article 31 (*Modification d'harmonisation de l'article 393 du code de procédure pénale*) (p. 4753).

Retirés : amendement n° II-17 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article relatif à l'intitulé : « De la saisine directe » (p. 4780 ; précédemment réservé p. 4753) ; amendement n° I-130 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de la procédure de flagrant délit et abrogation des articles du code de procédure pénale relatifs à cette procédure (p. 4780 ; précédemment réservé p. 4754) ;

— l'article 31 est adopté (p. 4780 ; précédemment réservé p. 4754).

Article 32 (*Saisine directe*) (p. 4754).

Adopté : amendement rédactionnel n° II-68 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4754).

Rejetés : amendement n° II-131 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de cet article relatif à la procédure de saisine directe (p. 4755) ; amendement n° II-18 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : abrogation des dispositions des articles 393 à 397 du code de procédure pénale relatifs à la procédure de flagrant délit (p. 4755 ; scrutin public n° 35 ; liste des votants p. 4789, 4790).

(*Article 393 du code de procédure pénale*) (p. 4755).

Adopté : amendement n° II-69 de M. Pierre Carous, rapporteur : pouvoir d'appréciation du procureur de la République sur la nécessité ou non d'ouvrir une information (p. 4759).

Rejetés : amendement n° II-19 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; cas de délit flagrant (p. 4758) ; amendement n° II-20 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : saisine directe et procédure de flagrant délit (p. 4759) ; amendement n° II-21 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de la procédure de saisine directe aux cas où la peine encourue n'excède pas trois ans (p. 4759) ; amendement n° II-142 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation de la procédure de saisine directe aux cas où la peine encourue n'excède pas deux ans, sauf accord de l'intéressé (p. 4759) ; amendement n° II-22 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exclusion de la saisine directe lorsqu'une victime est susceptible de demander réparation du préjudice résultant de l'infraction poursuivie (p. 4759) ;

— le texte proposé pour l'article 393 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4759).

(*Article 394 du code de procédure pénale*) (p. 4759).

Adopté : amendement rédactionnel n° II-161 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat (p. 4760).

Retiré : amendement rédactionnel n° II-23 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 4759) ;

— le texte proposé pour l'article 394 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4760).

(*Article 395 du code de procédure pénale*) (p. 4760).

Adoptés : amendement n° II-71 de M. Pierre Carous, rapporteur : limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'est pas supérieure à cinq ans d'emprisonnement (p. 4765) ; sous-amendement n° II-163 de M. Alain Peyrefitte, ministre : peine prévue, et non peine encourue (p. 4765) ; amendement n° II-72 de M. Pierre Carous, rapporteur : comparution le jour même devant le tribunal (p. 4767).

Rejetés : amendement n° II-24 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le prévenu étranger de demander l'assistance d'un médecin et d'un interprète (p. 4766) ; amendement n° II-25 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'alinéa relatif à la rétention (p. 4767) ; amendement n° II-26 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : saisine immédiate du magistrat qui statuera (*habeas corpus*) (p. 4767).

Retirés : amendement n° II-162 de M. Alain Peyrefitte, ministre : conditions d'utilisation de la saisine directe (p. 4760) ; amendement n° II-122 de M. Paul Pillet : limitation de la saisine directe aux faits pour lesquels la peine encourue n'excède pas deux ans d'emprisonnement, sauf consentement exprès du prévenu (p. 4765).

Devient sans objet : amendement n° II-27 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : comparution le jour même devant le tribunal (p. 4767).

— le texte proposé pour l'article 395 du code de procédure pénale, ainsi modifié est adopté (p. 4767).

(*Article 396 du code de procédure pénale*) (p. 4767).

Adoptés : amendement n° II-73 de M. Pierre Carous, rapporteur : octroi d'un délai pour la préparation par le prévenu de sa défense (p. 4768) ; amendement n° II-74 de M. Pierre Carous, rapporteur : possibilité pour le tribunal d'ordonner un supplément d'information (p. 4769).

Rejetés : amendement n° II-28 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : saisine directe et assistance obligatoire du prévenu par un conseil (p. 4768) ; amendement n° II-29 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : transmission du dossier par le tribunal au procureur de la République qui devra requérir l'ouverture d'une information (p. 4769) ; amendement n° II-30 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour le tribunal de décider l'ouverture d'une information (p. 4769) ; amendement n° II-31 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : renvoi du dossier par le tribunal devant un juge d'instruction (p. 4769) ;

— le texte proposé pour l'article 396 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4770).

(*Article 397 du code de procédure pénale*) (p. 4770).

Adoptés : amendement n° II-75 de M. Pierre Carous, rapporteur : effet du mandat de dépôt en cas d'appel (p. 4773) ; amendement n° II-76 de M. Pierre Carous, rapporteur : effet du mandat de dépôt en cas d'appel (p. 4773) ; amendement n° II-77 de M. Pierre Carous, rapporteur : effet du mandat de dépôt en cas de renvoi de l'affaire par le tribunal (p. 4774) ; sous-amendement n° II-164 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : possibilité de détention provisoire, même si la peine encourue est inférieure à deux ans (p. 4774).

Rejetés : amendement n° II-39 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : décision du tribunal sur la mise en liberté du prévenu (p. 4770) ; amendement n° II-32 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité de délivrance du mandat de dépôt limité, sauf cas de délit flagrant, aux cas où la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement (p. 4772) ; amendement rédactionnel n° II-112 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat (p. 4772) ; amendement n° II-34 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité d'appel contre la décision du tribunal de placer le prévenu sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire en cas de renvoi de l'affaire (p. 4774).

Devient sans objet : amendement n° II-33 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : effet du mandat de dépôt en cas de renvoi de l'affaire par le tribunal (p. 4774) ;

— le texte proposé pour l'article 397 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4775).

(*Article 397-1 du code de procédure pénale*) (p. 4775).

Adopté : amendement de coordination n° II-78 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4775).

Rejeté : amendement n° II-35 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : assistance obligatoire d'un avocat (p. 4776).

Devient sans objet : amendement de coordination n° II-165 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat (p. 4775) ;

— le texte proposé pour l'article 397-1 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4776).

(*Article 397-2 du code de procédure pénale*) (p. 4776).

Adopté : amendement de forme n° II-79 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4776) ;

— le texte proposé pour l'article 397-2 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4776).

(*Article 397-3 du code de procédure pénale*) (p. 4776).

Adoptés : amendement n° II-80 de M. Pierre Carous, rapporteur : durée d'effet du mandat de dépôt portée à quatre jours (p. 4777) ; amendement rédactionnel n° II-81 de M. Pierre Carous, rapporteur ; sous-amendement rédactionnel n° II-166 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat (p. 4777).

Rejetés : amendement n° II-36 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : durée d'effet du mandat de dépôt limitée à vingt-quatre heures (p. 4777) ; amendement n° II-37 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : détention provisoire et possibilité d'appel (p. 4777) ;

— le texte proposé pour l'article 397-3 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4777).

(*Article 397-4 du code de procédure pénale*) (p. 4778).

Adopté : amendement n° II-82 de M. Pierre Carous, rapporteur : contrôle judiciaire ou détention provisoire, et décision de mise en liberté (p. 4779).

Retirés : sous-amendements n°s II-167 et II-168 de M. Alain Peyrefitte, ministre : allongement des délais de décision du tribunal et de la cour d'appel en cas de demande de mise en liberté (p. 4779).

Devient sans objet : amendement n° II-38 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité d'appel contre la décision du tribunal de prononcer ou non la mise en liberté (p. 4779) ;

— le texte proposé pour l'article 397-4 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4779).

(*Article 397-5 du code de procédure pénale*) (p. 4779).

Adoptés : amendement n° II-83 de M. Pierre Carous, rapporteur : jugement au fond (p. 4780) ; amendement n° II-84 de M. Pierre Carous, rapporteur : mise en liberté d'office (p. 4780) ;

— le texte proposé pour l'article 397-5 du code de procédure pénale, ainsi modifié, est adopté (p. 4780).

(*Article 397-6 du code de procédure pénale*). — Adopté (p. 4780) ;

— l'article 32, ainsi modifié, est adopté (p. 4780).

Article 33 (*Modification rédactionnelle de divers articles du code de procédure pénale : « procédure de flagrant délit », remplacé par « procédure de la saisine directe »*) (p. 4780).

Adopté : amendement n° II-85 de M. Pierre Carous, rapporteur : rectification d'une erreur matérielle (p. 4781) ;

— l'article 33, ainsi modifié, est adopté (p. 4781).

Après l'article 33 (p. 4781).

Rejeté : amendement n° II-156 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : assistance obligatoire d'un avocat ou d'un conseil lorsque la peine encourue excède cinq ans d'emprisonnement, même en matière correctionnelle (p. 4781 ; scrutin public n° 36, liste des votants p. 4790).

Articles 34 et 35 (*Retirés par le Gouvernement devant l'Assemblée nationale*).

Avant l'article 36 (p. 4782).

Adoptés : amendement n° II-194 (art. additionnel) de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : ordonnance de renvoi partiel ou de transmission partielle des pièces (p. 4784) ; amendement n° II-206 (art. additionnel) de M. Alain Peyrefitte, ministre : rôle du président de la chambre d'accusation dans les cours d'appel comptant moins de trois chambres (p. 4816) ; amendement n° II-207 (art. additionnel) de M. Alain Peyrefitte, ministre : contrôle du juge d'instruction par le président de la chambre d'accusation (p. 4816).

Rejetés : amendement n° II-41 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : délai de convocation du conseil et possibilité pour lui d'obtenir une copie du dossier (p. 4782) ; amendement n° II-42 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : procédure de renvoi devant la cour d'assises (p. 4783).

Retirés : amendement n° II-115 (art. additionnel) de M. Marcel Rudloff : suppression des tâches de remplacement des magistrats affectés à la chambre d'accusation (p. 4784) ; amendement n° II-147 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : pouvoirs du président de la chambre d'accusation sur le juge d'instruction (p. 4812 ; précédemment réservé, p. 4784) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4784 et 4816).

Article 37 *bis* (*Article 191-1 du code de procédure pénale : répartition des affaires entre les chambres d'accusation d'une même cour*) (p. 4793).

Adopté : amendement n° II-100 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de cet article attribuant compétence au premier président pour répartir les affaires entre les chambres d'accusation d'une même cour d'appel (p. 4793).

Rejeté : amendement n° II-51 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : répartition des affaires entre les chambres d'accusation d'une même cour d'appel selon des critères territoriaux définis par l'assemblée générale de la cour d'appel (p. 4794) ;

— l'article 37 *bis* est supprimé (p. 4794).

Article 38 A (*Article 258 du code de procédure pénale : possibilités de dispense d'exercice des fonctions de juré d'assises*) (p. 4794).

Adopté : amendement de forme n° II-101 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4794) ;

— l'article 38 A, ainsi modifié, est adopté (p. 4794).

Article 38 B (*Article 260 du code de procédure pénale : effectif minimal des listes annuelles de jurés d'assises*). — Adopté (p. 4794).

Article 38 C (*Article 261 du code de procédure pénale : âge minimum requis pour être désigné comme juré d'assises*) (p. 4794).

Rejeté : amendement n° II-52 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : recrutement des jurés d'assises et condition d'âge ramenée à dix-huit ans (p. 4794) ;

— l'article 38 C est adopté (p. 4794).

Article 38 D (*Article 262-I du code de procédure pénale : dispositions diverses relatives aux jurés d'assises*) (p. 4794).

Adopté : amendement rédactionnel n° II-102 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4794) ;

— l'article 38 D, ainsi modifié, est adopté (p. 4794).

Article 38 E (*Article 263 du code de procédure pénale : établissement de la liste annuelle des jurés d'assises*). — Adopté (p. 4795).

Article 38 F (*Article 264 du code de procédure pénale : effectif des listes des jurés d'assises suppléants*) (p. 4795).

Adopté : amendement n° II-103 de M. Pierre Carous, rapporteur : augmentation de l'effectif des listes de jurés suppléants des cours d'assises (p. 4795) ;

— l'article 38 F, ainsi modifié, est adopté (p. 4795).

Article 38 (*Article 282 du code de procédure pénale : non-communication à l'accusé du domicile des jurés d'assises*) (p. 4795).

Adopté : amendement n° II-104 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de cet article proposant des dispositions nouvelles pour l'article 282 du code de procédure pénale concernant la non-communication à l'accusé du domicile des jurés (p. 4797) ;

— l'article 38 est supprimé (p. 4797).

Article 39 (*Article 308 du code de procédure pénale : enregistrement sonore des débats d'assises*) (p. 4797).

Adoptés : amendement n° II-105 de M. Pierre Carous, rapporteur : enregistrement sonore des débats d'assises et non-prescription à peine de nullité (p. 4801) ; sous-amendement n° II-204 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : extension de l'utilisation de l'enregistrement sonore des débats d'assises aux besoins de la cour d'assises elle-même (p. 4801) ; amendement n° II-205 de M. Pierre Carous, rapporteur : enregistrement sonore intégral des débats d'assises (p. 4801).

Rejeté : amendement n° II-53 de **M.** Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : obligation d'enregistrement sonore des débats d'assises sous le contrôle du président de cette juridiction (p. 4801).

Retiré ; amendement n° II-123 de MM. Louis Virapoullé et Paul Pillet : enregistrement sonore des débats d'assises et suppression des dispositions relatives à l'enregistrement partiel ou intégral ordonné par le président de la cour d'assises (p. 4800) ;

— l'article 39, ainsi modifié, est adopté (p. 4801).

Article 40 (*Retiré par le Gouvernement devant l'Assemblée nationale*).

Avant l'article 41 (p. 4801).

Adopté : amendement n° II-185 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Mercier : délit d'audience commis par l'avocat et poursuites devant le conseil de l'ordre sous le contrôle de la cour d'appel (p. 4802).

Rejeté : amendement n° II-179 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Mercier : suppression de certaines discriminations particulières à l'homosexualité figurant dans le code pénal (p. 4802) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4802).

Article 41 (*Article* 681 *du code de procédure pénale : exercice de l'action publique à l'encontre de certains agents de la puissance publique*). — Adopté (p. 4802).

Article 41 (*Article* 687 *du code de procédure pénale : exercice de l'action publique à l'encontre de certains agents de la puissance publique*) (p. 4802).

Rejeté : amendement n° II-54 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : répression des illégalités reprochées à un magistrat, un maire ou un adjoint, après constatation par la juridiction saisie des faits d'origine et suppression de l'extension de ces dispositions aux officiers de police judiciaire (p. 4803) ;

— l'article 41 est adopté (p. 4803).

Article 43 (*Abrogation des dispositions du code de procédure pénale et du code pénal relatives à la peine de la tutelle pénale*). Adopté (p. 4803).

Article 44 (*Suppression de la référence à la tutelle pénale dans les textes en vigueur*). — Adopté (p. 4803).

Après l'article 44 (p. 4803).

Rejeté : amendement n° II-132 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de l'interdiction de séjour (p. 4803).

Retiré : amendement n° II-180 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jacques Habert : code de la route et suppression des dispositions relatives à la suspension du permis de conduire ou à l'interdiction de sa délivrance ordonnée par le préfet (p. 4803).

Article 45 (*Détention des étrangers en instance d'expulsion*) (p. 4803).

Adoptés : amendement n° II-106 de M. Pierre Carous, rapporteur : forme du recours en cassation contre l'ordonnance du juge autorisant la prolongation de la détention ou du maintien des étrangers en instance d'expulsion (p. 4806) ; sous-amendement n° II-169 de M. Alain Peyrefitte, ministre : décision sur le recours en cassation prise par le président de la chambre criminelle ou son délégué et non par la formation collégiale ; recours en cassation non suspensif (p. 4806) ; amendement n° II-107 de M. Pierre Carous, rapporteur : limitation en tout état de cause à sept jours de la durée de la détention ou du maintien administratif des étrangers expulsés ou refoulés aux frontières françaises (p. 4806).

Rejetés : amendement n° II-133 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : suppression de l'article 45 complétant les dispositions relatives à la détention ou au maintien des étrangers en instance d'expulsion ou refoulés aux frontières (p. 4806) ; amendement n° II-55 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : expulsion et refoulement des étrangers ; contrôle judiciaire (p. 4806) ;

— l'article 45, ainsi modifié, est adopté (p. 4806).

Après l'article 45 (p. 4806).

Adoptés : amendement n° II-108 (art. additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : coordination : délai de détention et organisation du recours en cassation (p. 4807) ; sous-amendement n° II-171 de M. Alain Peyrefitte, ministre : formation du recours en cassation devant le président de la chambre criminelle ou le magistrat délégué par lui (p. 4807).

Rejeté : amendement n° II-190 (art. additionnel) de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Jean Mercier : décret d'extradition et caractère suspensif du recours en Conseil d'Etat (p. 4807) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4807).

Article 46 (*Modification d'intitulé au titre IV du code de la santé publique*). — Adopté (p. 4808).

Article 47 (*Articles L.* 332 *et L.* 351 *du code de la santé publique : contrôle judiciaire des établissements privés accueillant des malades soignés pour troubles mentaux*) (p. 4808).

Adoptés : amendement n° II-191 de MM. François Collet et Jean Chérioux : périodicité des visites de contrôle des établissements publics et privés de soins pour malades mentaux (p. 4809) ; amendement n° I-192 de MM. François Collet et Jean Chérioux : statut des malades mentaux des établissements du secteur libre (p. 4809) ; amendement n° I-193 de MM. François Collet et Jean Chérioux : sanctions pour les infractions au statut des malades mentaux des établissements du secteur libre (p. 4809) ;

— l'article 47, ainsi modifié, est adopté (p. 4809).

Après l'article 47 (p. 4809).

Adopté : amendement n° II-56 (article additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : décision du président du tribunal de grande instance et droit de sortie des établissements de soins accordé aux malades mentaux (p. 4810) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4810).

Article 36 (*Articles* 196-1 *à* 196-7 *nouveaux du code de procédure pénale : procédure d'instruction criminelle*) (p. 4816 ; précédemment réservé p. 4786).

Adoptés : amendement n° II-208 de M. Alain Peyrefitte, ministre : procédure criminelle et délais à l'expiration desquels celle-ci est transférée par son président à la chambre d'accusation (p. 4818) ; sous-amendement n° II-210 de M. Pierre Carous, rapporteur : possibilité pour les trois parties de requérir la transmission du dossier à la chambre d'accusation (p. 4818) ; sous-amendement n° II-211 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression des mots « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » (p. 4818) ; sous-amendement rédactionnel n° II-213 de M. Louis Virapoullé (p. 4818) ; amendement n° II-90 de M. Pierre Carous, rapporteur : saisine de la chambre d'accusation et nécessité d'un « arrêt spécialement motivé d'après les éléments de l'espèce » (p. 4818) ; amendement n° II-209 de M. Alain Peyrefitte, ministre : dessaisissement du juge d'instruction et pouvoirs de la chambre d'accusation ; possibilité de renvoi du dossier de la procédure soit au juge précédemment saisi, soit à tout autre (p. 4819) ; amendement n° II-92 de M. Pierre Carous, rapporteur : détention provisoire et contrôle judiciaire et continuité de la compétence du juge d'instruction (p. 4820) ; amendement n° II-95 de M. Pierre Carous, rapporteur : « recours » devant la chambre d'accusation (p. 4821) ; amendement rédactionnel n° II-152 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4821) ; amendements rédactionnels n°s II-153 et II-154 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4321) ; amendement n° II-96 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression du texte présenté pour l'article 196-7 du code de procédure pénale concernant les modalités de poursuite de l'information par le juge d'instruction (p. 4821).

Rejetés : amendement n° II-43 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article tendant à modifier la procédure d'instruction criminelle ; compétence et pouvoirs du juge d'instruction et de la chambre d'accusation ; possibilités et délais de recours (p. 4817) ; amendement n° II-119 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Paul Pillet : dessaisissement du juge d'instruction et inopportunité de la saisine du dossier par la chambre d'accusation (p. 4820) ; amendement n° II-47 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions de cet article limitant les cas de pourvoi devant la Cour de cassation des arrêts de la chambre d'accusation (p. 4820).

Retiré : amendement rédactionnel n° II-31 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4820).

Devient sans objet : amendement n° II-46 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : dessaisissement du juge d'instruction et pouvoirs de la chambre d'accusation : nécessité de faire poursuivre l'instruction par le juge initialement saisi (p. 4819) ;

— l'article 36, ainsi modifié, est adopté (p. 4821).

Après l'article 36 (p. 4821).

Adoptés : amendement n° II-157 (art. additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité de faire appel de l'ordonnance statuant sur la restitution des objets saisis (p. 4821) ; amendement n° II-48 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : modalités de la communication aux avocats de la copie du dossier (p. 4823) ; amendement n° II-98 (art. additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : déroulement des débats devant la chambre d'accusation (p. 4824).

Rejetés : amendement n° II-121 (article additionnel) de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : composition de la chambre d'accusation (p. 4822) ; amendement n° II-150 (art. additionnel) de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Adolphe Chauvin : audiences publiques dans les chambres d'accusation (p. 4824) ; amendement n° II-50 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : détention provisoire des mineurs et nécessité d'une périodicité plus grande des rapports les concernant (p. 4825).

Retiré : amendement n° II-151 (art. additionnel) de MM. Henri Goetschy et Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin : rôle de la chambre d'accusation en cas d'appel d'une ordonnance du juge d'instruction statuant en matière de détention provisoire d'un non-récidiviste (p. 4824) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4822, 4823, 4824).

Article 37 (*Article 214 du code de procédure pénale : délai de mise en accusation*) (p. 4825).

Adopté : amendement n° II-99 de M. Pierre Carous, rapporteur : délai de mise en accusation (p. 4825) ;

— l'article 37, ainsi modifié, est adopté (p. 4825).

Après l'article 37 (p. 4826).

Adopté : amendement n° II-149 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly : pourvois formés contre les arrêts de mise en accusation et délais dans lesquels doit statuer la chambre criminelle de la Cour de cassation (p. 4827) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4827).

Après l'article 47 (p. 4827).

Rejeté : amendement n° II-134 (art. additionnel) de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard : interdiction de toute vérification d'identité sauf dans les cas prévus par le code de la route (p. 4829 ; scrutin public n° 37 ; liste des votants p. 4843, 4844).

Article 47 *bis* (*Contrôles d'identité par les officiers ou agents de police judiciaire*) (p. 4829).

Adoptés : amendements identiques n°s II-57 de M. Jean Geoffroy, II-135 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard et n° II-181 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article autorisant les officiers ou agents de police judiciaire à effectuer des contrôles d'identité (p. 4832) ;

— l'article 47 *bis* est supprimé (p. 4832).

Article 47 *ter* (*Droit de rétention pour vérification d'identité*) (p. 4832).

Adoptés : amendement n° II-110 de M. Pierre Carous, rapporteur : principe et modalités d'application du contrôle judiciaire d'identité ; cas justifiant la rétention de l'intéressé (p. 4863 ; scrutin public n° 41 ; liste des votants, p. 4907, 4908) ; sous-amendement n° II-213 de M. Alain Peyrefitte, ministre : contrôle d'identité et notion d'atteinte à l'ordre public (p. 4860 ; scrutin public n° 40 ; liste des votants, p. 4906, 4907) ; sous-amendement n° II-197 de M. Alain Peyrefitte, ministre : contrôle d'identité et pouvoir de l'agent de police judiciaire adjoint (p. 4861).

Rejetés : amendements identiques n° II-59 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-136 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Jacques Eberhard, n° II-182 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article relatif au droit de rétention pour vérification d'identité (p. 4834 ; scrutin public n° 38 ; liste des votants p. 4844 et 4845) ; amendement n° II-177 de M. Michel Dreyfus-Schmidt : contrôle et impossibilité de justifier son identité ; octroi d'un délai de quarante-huit heures pour se présenter devant l'officier de police judiciaire (p. 4857 ; scrutin public n° 39 ; liste des votants p. 4905, 4906) ; sous-amendement n° II-174 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, à l'amendement n° II-110 de M. Pierre Carous, rapporteur : limitation à trois heures de la détention accordée à l'officier de police judiciaire pour vérification d'identité (p. 4861) ; sous-amendement n° II-175 de M. Michel Dreyfus-Schmidt à l'amendement n° II-110 de M. Pierre Carous, rapporteur : droit de prévenir sa famille ou son avocat et à l'assistance d'un médecin et d'un interprète (p. 4862) ; sous-amendement n° II-116 de M. Michel Dreyfus-Schmidt à l'amendement n° II-110 de M. Pierre Carous, rapporteur : droit de l'intéressé à comparaître devant le magistrat compétent (p. 4862) ; sous-amendement n° II-172 de M. Alain Peyrefitte, ministre, à l'amendement n° II-110 de M. Pierre Carous, rapporteur : droit de l'intéressé d'en référer au procureur de la République et possibilité de poursuivre ou de mettre fin à la rétention pour contrôle d'identité (p. 1863) ;

— l'article 47 *ter*, ainsi modifié, est adopté (p. 4863).

Après l'article 47 *ter* (p. 4864).

Adoptés : amendement n° II-111 (art. additionnel) de M. Pierre Carous : modalités de présentation du procès-verbal de contrôle d'identité et rôle du procureur de la République ; interdiction d'une mise en mémoire sur fichier automatisé (p. 4865) ; sous-amendement n° II-198 de M. Alain Peyrefitte, ministre : précisions sur le jour et l'heure de la fin de la mesure de rétention (p. 4865) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4865).

Article 47 *quater* (*Délit de refus de se prêter à une opération de contrôle et de vérification d'identité*) (p. 4865).

Adoptés : amendement n° II-199 de M. Alain Peyrefitte, ministre : refus de se prêter aux opérations de contrôle d'identité et suppression de la qualification de délit (p. 4866) ; amendement n° II-158 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Paul Pillet : suppression des dispositions de cet article faisant référence à la tentative d'empêcher un contrôle d'identité (p. 4866) ; amendement de coordination n° II-200 de M. Alain Peyrefitte, ministre (p. 4867).

Rejetés : amendements identiques n° II-60 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-137 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont et n° II-183 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article prévoyant des sanctions pour refus de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité (p. 4866) ;

— l'article 47 *quater*, ainsi modifié, est adopté (p. 4867).

Article 47 *quinquies* (*Article 61 du code de procédure pénale : peines prévues pour refus de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité*) (p. 4867).

Adopté : amendement de coordination n° II-203 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4868).

Rejetés : amendements identiques n° II-61 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° II-138 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont, et n° II-184 de M. Henri Caillavet : suppression de cet article prévoyant des sanctions pénales pour refus ou tentative d'empêcher un contrôle d'identité (p. 4867) ;

— l'article 47 *quinquies*, ainsi modifié, est adopté (p. 4868).

Article 47 *sexies* (*Articles 316-5 et 316-7 du code des communes ; extension à l'Alsace et à la Moselle des dispositions relatives à l'action pénale des communes*). — Adopté (p. 4868).

Après l'article 47 *sexies* (p. 4868).

Adopté : amendement n° II-38 (article additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : garde à vue et surveillance médicale des personnes retenues (p. 4872).

Rejeté : amendement n° II-188 (article additionnnel) de M. Henri Caillavet : contrainte par corps et possibilité d'une mesure de mise en liberté provisoire (p. 4871).

Retirés : amendement n° II-186 (article additionnel) de M. Henri Caillavet : montant des condamnations pécuniaires et durée de la contrainte par corps (p. 4870) ; amendement n° II-187 (article additionnel) de M. Henri Caillavet : extinction de la dette-caution et fin de la contrainte par corps (p. 4870) ; amendement n° II-189 (article additionnnel) de M. Henri Caillavet : fixation par le président du tribunal de la caution libératoire d'une contrainte par corps (p. 4870) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4872).

Avant l'article 48 (p. 4872).

Adoptés : amendement n° III-16 (article additionnel) de MM. Marcel Rudloff et Pierre Salvi : droit pour le failli ou le liquidé de se constituer partie civile à titre personnel (p. 4873) ;

amendement n° III-18 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : alignement des règles de l'action publique sur celles de la procédure civile (p. 4877, précédemment réservé p. 4874) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4873 et 4877).

Article 48 (*Articles* 216 *et* 375 *du code de procédure pénale : mise à la charge de l'auteur de l'infraction des sommes exposées par la partie civile non comprises dans les frais et dépens*). — Adopté (p. 4874).

Article 48 *bis* (*Article* 375-1 *nouveau du code de procédure pénale ; frais exposés par les victimes*). — Adopté (p. 4874).

Article 49 (*Article* 422 *du code de procédure pénale : allocation d'indemnités représentatives de frais à la partie civile*). — Adopté (p. 4874).

Article 50 (*Article* 425 *du code de procédure pénale : procédure de constatation du désistement présumé de la partie civile*) (p. 4874).

Adopté : amendement n° III-5 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression des dispositions de cet article étendant la présomption de désistement de la partie civile en cas de connaissance de la citation à comparaître (p. 4874) ;

— l'article 50, ainsi modifié, est adopté (p. 4874).

Article 51 (*Articles* 426-1 *et* 426-2 *nouveaux du code de procédure pénale ; constitution de partie civile par lettre recommandée*) (p. 4874).

Adopté : amendement n° III-6 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de cet article prévoyant la constitution de partie civile par lettre recommandée (p. 4876).

Deviennent sans objet : amendement n° III-17 de M. Marcel Rudloff : cas de dispense à comparaître et de constitution de partie civile par lettre (p. 4876) ; amendement n° III-33 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : cas de dispense à comparaître et de constitution de partie civile par lettre recommandée (p. 4876) ;

— l'article 51 est supprimé (p. 4876).

Après l'article 51 (p. 4877).

Adopté : amendement n° III-30 (art. additionnel) de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour les associations de résistants et de déportés de se constituer partie civile (p. 4878) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4878).

Article 52 (*Article* 460-I *nouveau du code de procédure pénale : constitution de partie civile par lettre recommandée*) (p. 4878).

Adopté : amendement n° III-7 de M. Pierre Carous, rapporteur : suppression de cet article pour coordination (p. 4878) ;

— l'article 52 est supprimé (p. 4878).

Article 53 (*Article* 467-I *nouveau du code de procédure pénale : circonstances atténuantes liées à la réparation volontaire de dommages*) (p. 4878).

Adopté : amendement n° III-8 de M. Pierre Carous, rapporteur : qualification de circonstance atténuante de la réparation volontaire en tout ou partie ; nécessité de ne pas se trouver en état de récidive légale (p. 4879).

Rejeté : amendement n° III-23 de M. Charles Lederman, soutenu par M. Raymond Dumont : suppression de cet article concernant la qualification de circonstance atténuante d'une réparation volontaire en matière correctionnelle ou de police (p. 4879) ;

— l'article 53, ainsi modifié, est adopté (p. 4879).

Article 54 (*Article* 475-I *nouveau du code de procédure pénale : demande de dommages-intérêts et inclusion du préjudice des frais exposés*) (p. 4879).

Rejeté : amendement n° III-I de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'article 54 visant la demande de dommages-intérêts et l'inclusion du préjudice des frais exposés (p. 4879) ;

— l'article 54 est adopté (p. 4880).

Article 55 (*Article* 515 *du code de procédure pénale : possibilité pour la partie civile, en cause d'appel, de fournir une demande nouvelle pour motif sérieux*) (p. 4880).

Adopté : amendement rédactionnel n° III-9 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4880).

Rejeté : amendement n° III-2 de M. Jean Geoffroy soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article donnant la possibilité à la partie civile, en cause d'appel, de former une demande nouvelle pour motif sérieux (p. 4880) ;

— l'article 55, ainsi modifié, est adopté (p. 4880).

Article 55 *bis* (*Article* 515-I *nouveau du code de procédure pénale : pouvoirs du premier président de la cour d'appel en matière d'exécution provisoire des décisions des juridictions pénales statuant sur les intérêts civils*) (p. 4480).

Adoptés : amendement n° III-10 de M. Pierre Carous, rapporteur : subordination par le premier président de la suspension de l'exécution provisoire à la constitution d'une garantie (p. 4881) ; amendement n° III-11 de M. Pierre Carous, rapporteur : pouvoir du premier président de permettre l'exécution provisoire d'une décision, sous réserve de constitution d'une garantie (p. 4881) ;

— l'article 55 *bis*, ainsi modifié, est adopté (p. 4881).

Article 56 (*Article* 520-I *nouveau du code de procédure pénale : constitution de partie civile en cause d'appel pour motif sérieux*) (p. 4881).

Adoptés : amendement rédactionnel n° III-12 de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4882) ; amendement n° III-4 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : modalités de l'examen de la recevabilité de la constitution de partie civile devant la cour d'appel (p. 4883).

Rejeté : amendement n° III-3 de M. Jean Geoffroy, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de cet article autorisant la constitution de partie civile en cours d'appel pour motif sérieux (p. 4882) ;

— l'article 56, ainsi modifié, est adopté (p. 4883).

Article 57 (*Article* 706-5 *du code de procédure pénale : délai du recours en indemnité ouvert à certaines victimes de dommages corporels*). — Adopté (p. 4883).

Article 59 (*Article* 742, 2°, *du code de procédure pénale : incitation à la réparation volontaire du dommage causé par l'auteur d'une infraction*) (p. 4883).

Adopté : amendement n° III-13 de M. Pierre Carous, rapporteur : non-exécution de l'obligation de remise de ses enfants et prolongation du délai d'épreuve du condamné (p. 4883) ;

— l'article 59, ainsi modifié, est adopté (p. 4883).

Avant l'article 61 (p. 4883).

Adopté : amendement rédactionnel n° III-14 (art. additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur (p. 4884) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 4884).

Article 61 (*Article* 706-14 *nouveau du code de procédure pénale : indemnisation de certaines victimes de dommages résultant d'une infraction*) (p. 4884).

Adopté : amendement de coordination n° III-19 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat (p. 4884) ;

— l'article 61, ainsi modifié, est adopté (p. 4884).

Après l'article 61 (p. 4884).

Adoptés : amendement n° III-20 (article additionnel) de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : bénéfice de l'indemnisation des victimes de violences réservé aux nationaux, aux titulaires d'une carte de résident privilégié ou à un ressortissant d'un Etat ayant conclu avec la France un accord de réciprocité (p. 4884) ; amendement n° III-29 (article additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : incitation de mineurs à la débauche ou corruption de la jeunesse et application facultative des peines prévues pour le proxénétisme aggravé (p. 4885) ; amendement n° III-15 (article additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : application de la loi et principe de non-rétroactivité (p. 4891) ; sous-amendement n° III-37 de M. Alain Peyrefitte, ministre : 2° application des dispositions concernant la police des chemins de fer ; 3° modification de coordination (p. 4891).

Rejetés : amendement n° III-32 (article additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : droit au concours d'un avocat pour toute personne retenue ou gardée à vue (p. 4886 ; scrutin public n° 42 ; liste des votants p. 4908, 4909) ; sous-amendement n° III-37 de M. Alain Peyrefitte, ministre, à l'amendement n° III-15 (article additionnel) de M. Pierre Carous, rapporteur : 1° application de la loi et date du caractère définitif des condamnations (p. 4890).

Devient sans objet : amendement n° III-31 (article additionnel) de M. Michel Dreyfus-Schmidt : application de la loi et date de la commission de l'infraction (p. 4891) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4884, 4885, 4891).

Explications de vote :

— *M. Jean Mercier* (p. 4891, 4892) : hommage à la commission des lois ; Sénat et défense des libertés ; augmentation de la seule petite délinquance ; ordonnances de 1830 et fin de la monarchie de juillet ; absence de renforcement de la sécurité et de la liberté ; historique législatif des textes restreignant l'indépendance des Français.

— *Intervention de M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice* (p. 4892) : article 226 du code pénal et absence d'attaque à la liberté de la presse ; nécessité de défendre le corps judiciaire.

— *M. Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 4892) : « toilettage » du code pénal et de procédure pénale ; application de l'adage : « qui vole un œuf, vole un bœuf » ; (p. 4893) : caractère indigne du projet de loi.

— *M. Michel Caldaguès* (p. 4893) : hommage du groupe R.P.R. à la commission des lois ; caractère répressif du projet de loi ; notion d'*habeas corpus* ; modification du texte par les assemblées dans un sens plus libéral ; diversité des situations et modulation de la loi pénale ; limitation en matière correctionnelle de la détention provisoire ; qualité du corps judiciaire ; (p. 4894) : nécessité d'une application stricte de la loi ; vote favorable de la quasi-totalité du groupe R.P.R.

— *M. Franck Sérusclat* (p. 4894) : importance et complexité du débat mené ; projet de loi et esprit de défiance vis-à-vis de l'homme ; confiscation du pouvoir et asservissement de l'homme ; application de la loi à toutes les contestations sociales et politiques.

— *M. Dominique Pado* (p. 4894, 4895) : qualité du travail de la commission des lois ; attachement du Sénat aux libertés fondamentales ; équilibre entre liberté et sécurité ; caractère positif des dispositions concernant le contrôle d'identité ; confiance dans le corps des magistrats ; vote favorable dans sa quasi-totalité du groupe U.C.D.P.

— *M. Jacques Larché* (p. 4895) : besoin de sécurité de la société et sauvegarde de ses principes fondamentaux ; caractère nécessaire des contrôles d'identité ; élimination de la violence et rôle de la famille et de l'école.

— *M. Raymond Dumont* (p. 4895) : déroulement du débat et mépris du Gouvernement pour le Parlement ; atteintes aux libertés syndicales ; (p. 4896) : exclusion du projet de la criminalité et de la délinquance économiques ; extension de la procédure de flagrant délit ; atteinte à la règle de l'instruction à deux degrés ; remise en cause de l'égalité et des garanties judiciaires fondamentales ; contrôles d'identité ; système social et sécrétion de la violence ; insécurité et politique gouvernementale.

— *M. Henri Caillavet* (p. 4896) : logique du texte gouvernemental ; disposition « liberticides » ; accentuation de la répression ; saisine directe et flagrant délit ; affaiblissement des pouvoirs du juge d'application des peines ; projet de loi et importance des critiques des praticiens du droit (p. 4897) : confiance dans les magistrats.

— *M. Paul Girod* (p. 4897) : adaptation des peines aux mœurs de ce temps ; confiance dans la justice et exécution des peines ; amélioration des dispositifs mis à la disposition des services de police ; insuffisance des moyens accordés aux tribunaux ; inadaptation de l'appareil pénitentiaire ; absence d'atteinte aux droits syndicaux et politiques ; oubli des victimes.

Scrutin public (p. 4897 ; n° 43 ; liste des votants p. 4909).

Adoption [18 novembre 1980] (p. 4897).

Discussion (commission mixte paritaire).

[19 décembre 1980] (p. 6493, 6516).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6493, 6500) : *MM. Pierre Carous, rapporteur pour le Sénat ; Edgar Tailhades, Charles Lederman, Etienne Dailly, Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice.*

Avocats : M. Carous (Pierre) (p. 6494).

Contrôles d'identité : MM. Carous (Pierre) (p. 6493, 6494) ; Tailhades (Edgar) (p. 6496) ; Lederman (Charles) (p. 6497) ; Peyrefitte (Alain) (p. 6499).

Délinquance : MM. Carous (Pierre) (p. 6493) ; Lederman (Charles) (p. 6496).

Déportés et internés : M. Carous (Pierre) (p. 6494).

Droit de grève : M. Lederman (Charles) (p. 6496).

Flagrant délit : M. Lederman (Charles) (p. 6497).

Garde à vue : MM. Carous (Pierre) (p. 6494) ; Tailhades (Edgar) (p. 6495) ; Lederman (Charles) (p. 6497).

Incrimination : M. Peyrefitte (Alain) (p. 6498).

Juge de l'application des peines : M. Tailhades (Edgar) (p. 6495).

Juge d'instruction : MM. Tailhades (Edgar) (p. 6495) ; Peyrefitte (Alain) (p. 6499) ; Lederman (Charles) (p. 6500).

Loi (Application de la loi) : MM. Dailly (Etienne) (p. 6497) ; Peyrefitte (Alain) (p. 6499).

Magistrats : M. Lederman (Charles) (p. 6497).

Peines : MM. Carous (Pierre) (p. 6493) ; Tailhades (Edgar) (p. 6495) ; Peyrefitte (Alain) (p. 6498).

Police : MM. Carous (Pierre) (p. 6494) ; Lederman (Charles) (p. 6496).

Récidive : MM. Carous (Pierre) (p. 6493) ; Peyrefitte (Alain) (p. 6498).

Résistants : MM. Carous (Pierre) (p. 6496) ; Tailhades (Edgar) (p. 6498).

Sécurité publique : MM. Peyrefitte (Alain) (p. 6498) ; Lederman (Charles) (p. 6499).

Violence : MM. Carous (Pierre) (p. 6495) ; Tailhades (Edgar) (p. 6495).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6500, 6516). — *MM. Alain Peyrefitte, ministre ; Pierre Carous, rapporteur ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Larché.*

Articles 3, 5, 5 *bis*, **6 A, 6 B, 6 C, 6.** — (p. 6500).

Articles 6 *bis*, **6** *ter*, **7 A 1, 7 A 2, 7 A, 7 B, 8, 9.** — (p. 6501).

Articles 10 et 11. — (p. 6502).

Articles 12, 13, 14, 14 *bis*, **14** *ter*, **16, 16** *bis*, **17, 17** *bis*. — (p. 6503).

Articles 17 *ter*, **17** *quinquies*, **18, 19, 20, 21, 21 A.** — (p. 6504).

Article 21 B. — (p. 6504) ; amendement n° 1 de M. Alain Peyrefitte, ministre ; durée et conditions de la prolongation de la garde à vue (p. 6505).

Articles 25 *ter*, **26** *bis*, **27, 28** *bis*, **28** *ter*, **30.** — (p. 6507).

Article 32. — (p. 6507) ; amendement n° 2 de M. Alain Peyrefitte, ministre ; procédure de la saisine directe et possibilité pour le tribunal de décerner mandat de dépôt (p. 6508).

Articles 33, 36 A, 36 B, 36 C, 36, 36 *bis*, **36** *ter*. — (p. 6509).

Articles 37, 37 *bis* **A, 38 A, 38 B, 38 D, 39, 41 A, 45.** — (p. 6510).

Article 45 *bis*. — (p. 6511). — Modification rédactionnelle de coordination de M. Pierre Carous, rapporteur.

Article 47. — (p. 6511).

Article 47 *bis* **A.** — (p. 6511). — Modification rédactionnelle de coordination de M. Pierre Carous, rapporteur.

Article 47 *ter*. — (p. 6511).

Articles 47 *quater* **A, 47** *quater*, **47** *quinquies*, **48 A, 48 B, 50, 51, 51** *bis*, **52.** — (p. 6512).

Articles 53, 55, 55 *bis*, **56, 59, 61 A, 61, 62, 64.** — (p. 6513).

Explications de vote.

— *M. Charles Lederman* (p. 6513) : restriction des libertés : vote hostile du groupe communiste.

— *M. Marcel Rudloff* (p. 6514) : existence de la garde à vue depuis 1955 ; souci d'éviter les abus. Vote favorable à l'amendement du Gouvernement et à l'ensemble du projet.

— *M. Michel Dreyfus-Schmidt* (p. 6514) : prétendue montée de la violence et inefficacité du projet ; insuffisance de la prévention ; mesures sociales. Proteste contre la procédure du vote bloqué. Abaissement du Parlement. Saisine du Conseil constitutionnel par les parlementaires socialistes sur divers points du projet ; vote du groupe socialiste contre le texte.

— *M. Jacques Larché* (p. 6515) : défense des institutions de la V^e^ République. Dispositions du projet et respect des principes fondamentaux du droit. Réglementation de la garde à vue et disparition des abus. Vote favorable du groupe U. R. E. I.

— *M. Etienne Dailly* (p. 6515) : citation par M. *Michel Dreyfus-Schmidt* de propos de M. *Maurice Schumann* datant de 1957 ; montée de la violence et nécessité actuelle du projet.

— *M. Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois* (p. 6515) : importance du travail législatif accompli par le Sénat sur ce projet ; liberté d'expression des sénateurs dans le débat. Garanties prévues par le texte. Magistrats du siège et du parquet. (p. 6516) : organisation des travaux du Sénat et modification nécessaire de la Constitution. Proteste contre l'application par le Gouvernement de la procédure d'urgence. Amendements du Gouvernement au texte élaboré par la commission mixte paritaire. Importance du travail législatif accompli par le Sénat.

Vote sur l'ensemble du projet de loi dans le texte proposé par la commission mixte paritaire, modifié par les amendements nos 1 et 2 de M. Alain Peyrefitte, ministre, et les deux rectifications proposées par M. Pierre Carous, rapporteur (p. 6516).

Scrutin public (p. 6516 ; n° 89, liste des votants, p. 6545).

Adoption [19 décembre 1980] (p. 6516).

3. — **Proposition de loi tendant à modifier l'article 10 du code de procédure pénale relatif à l'unité des prescriptions entre l'action publique et l'action civique,** présentée par M. Marcel Rudloff, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 14 mars 1979. — 2 avril 1979] (n° **238,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [29 mai 1979] (n° **351,** 1978-1979). — Discussion [12 juin 1979] (p. 1795, 1797).

NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** ». — Adoption [12 juin 1979] (n° **106**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [13 juin 1979] (n° **1124**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre Pasquini [2 octobre 1980] (n° **1939**). — Discussion [8 octobre 1980]. — Adoption modifiée [8 octobre 1980] (n° **350**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [9 octobre 1980] (n° **25,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [21 octobre 1980] (n° **41**, 1980-1981). — Discussion [23 octobre 1980] (p. 4010, 4012). — Adoption modifiée [23 octobre 1980] (n° **3**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [23 octobre 1980] (n° **2008**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre Pasquini [13 novembre 1980] (n° **2060**). — Adoption modifiée [25 novembre 1980] (n° **371**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) [25 novembre 1980] (n° **116,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'adminstration générale. — Rapport de M. Marcel Rudloff [4 décembre 1980] (n° **143,** 1980-1981). — Discussion [11 décembre 1980] (p. 6192, 6193). — Adoption [11 décembre 1980] (n° **32**).

PROMULGATION : loi n° 80-1042 du 23 décembre 1980 (*J.O.*, Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

Voir table 1979.

Discussion (deuxième lecture).

[23 octobre 1980] (p. 4010, 4012).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4010, 4011) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice ; Louis Virapoullé.*

Action civile (prescription) : MM. Rudloff (Marcel) (p. 4011) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 4011).

Cour d'assises (formation du jury) : MM. Rudloff (Marcel) (p. 4011) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 4011) ; Virapoullé (Louis) (p. 4011).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4011, 4012) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.*

Article 1er. — Adopté (p. 4011).

Article 2 (p. 4011).

Adopté : amendement n° 1 de M. Marcel Rudloff, rapporteur : suppression de cet article relatif au jury d'assises (p. 4012) ;

— l'article 2 est supprimé (p. 4012).

Adoption [23 octobre 1980] (p. 4012).

Discussion (troisième lecture).

[11 décembre 1980] (p. 6192, 6193).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6193) : *MM. Marcel Rudloff, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Cour d'assises (formation du jury) : MM. Rudloff (Marcel) (p. 6193) ; Mourot (Jean-Paul), (p. 6193).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE 2 (p. 6193).

Article 2. — Adopté (p. 6193).

Adoption [11 décembre 1980] (p. 6193).

4. — **Proposition de loi tendant à supprimer la procédure du flagrant délit,** présentée par M. Charles Lederman, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **383,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelle, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Procédure pénale.)

Voir TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **11.**

PRODUIT INTERIEUR BRUT (P. I. B.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D.G. ; Recherche ; Défense.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **274.**

PRODUITS DANGEREUX

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **378.**

PRODUITS TROPICAUX

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D.G.

PROFESSEURS

Voir ENSEIGNANTS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1,** D.G.

PROFESSIONS LIBERALES

Voir AVOCATS
EMPLOI, **3,** D. G.

PROFESSIONS MEDICALES

1. — **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale [4 juin 1980] (n° **1776**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Jacques Delong [12 juin 1980] (n° **1800**). — Discussion [9 octobre 1980]. — Adoption [9 octobre 1980] (n° **354**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [10 octobre 1980] (n° **30,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Noël Berrier [3 décembre 1980] (n° **136**). — Discussion [10 décembre 1980] (p. 6163, 6166). — Adoption [10 décembre 1980] (n° **29**).

PROMULGATION : loi n° 80-1040 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[10 décembre 1980] (p. 6163, 6166).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6163, 6165) : *MM. Noël Berrier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.*

Chirurgiens-dentistes : MM. Berrier (Noël) (p. 6163) ; Montagne (Rémy) (p. 6164).

Communautés économiques européennes (Directives) : MM. Berrier (Noël) (p. 6163, 6164) ; Montagne (Rémy) (p. 6164).

Diplômes : MM. Berrier (Noël) (p. 6163) ; Montagne (Rémy) (p. 6164).

Médecins : MM. Berrier (Noël) (p. 6163) ; Montagne (Rémy) (p. 6164).

Sages-femmes : M. Berrier (Noël) (p. 6163).

Stomatologistes : M. Montagne (Rémy) (p. 6164).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6165, 6166) : *MM. Serge Boucheny, Noël Berrier, rapporteur ; Rémy Montagne, secrétaire d'Etat.*

Article 1er (*Article L. 536-1 du code de la santé publique : liberté pour les médecins d'exécuter en France des prestations de services ; extension aux chirurgiens-dentistes*). — Adopté (p. 6165).

Article 2 (*2° de l'article L. 356-2 du code de la santé publique : diplômes exigés des chirurgiens-dentistes*). — Adopté (p. 6165).

Article 3 (*Deux premiers alinéas de l'article L. 359 du code de la santé publique : étudiants en médecine autorisés à effectuer des remplacments*). — Adopté (p. 6165).

Article 4 (*Trois derniers alinéas de l'article L. 359 du code de la santé publique : remplacements effectués par des étudiants en chirurgie dentaire*) (p. 6165).

Rejeté : amendement n° 1 de Mme Danièle Bidard, soutenu par M. Serge Boucheny : validation de la quatrième année d'odontologie et suppression de l'avis du directeur de l'U. E. R. d'odontologie pour l'exercice de la profession en tant que remplaçant ou adjoint d'un chirurgien-dentiste (p. 6166) ;

— l'article 4 est adopté (p. 6166).

Article 5 (*Article L. 368-1 nouveau du code de la santé publique : chirurgiens -dentistes non titulaires du diplôme français*). — Adopté (p. 6166).

Article 6 (*Quatrième alinéa nouveau de l'article L. 373 du code de la santé publique : exercice illégal de l'art dentaire*). — Adopté (p. 6166).

Article 7 (*Article L. 430 du code de la santé publique : praticiens munis à la fois du diplôme de docteur en médecine et du diplôme de chirurgien-dentiste : inscription à l'ordre, exercice de l'art dentaire*). — Adopté (p. 6166).

Adoption [10 décembre 1980] (p. 6166).

(Professions médicales.)

Voir CHIRURGIENS-DENTISTES.
INFIRMIERS.
INFIRMIÈRES.
MÉDECINS.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **16**, D. G.

PROGRAMMES D'ACTIONS PRIORITAIRES (P. A. P.)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, deuxième partie, Commissariat général du Plan ; **6**, deuxième partie, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports ; Commissariat général du Plan.

PROGRAMMES D'ACTION PRIORITAIRE D'INITIATIVE REGIONALE (P. A. P. I. R.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commissariat général du Plan.

PROGRAMMES SCOLAIRES

Voir QUESTION ORALE, n° **2641**.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 333, 369**.

PROMOTION SOCIALE

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

PROPAGANDE POLITIQUE

Voir QUESTION ORALE, n° **2787**.

PROPRIETE (ACCESSION A LA)

Voir LOI DE FINANCES, **1**, deuxième partie, Environnement et cadre de vie.
QUESTIONS ORALES, n°s **26, 2651**.

PROPRIETE (DROIT DE)

Voir AGRICULTURE, **1**, D. G.
NOUVELLE-CALÉDONIE, **2**, D. G.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **7**, D. G.

PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE

Voir DROITS D'AUTEUR.
QUESTION ORALE, n° **2707**.

PROTECTION CIVILE

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3**.
LOI DE FINANCES, **6**, Services du Premier ministre. — II. — Secrétariat général de la défense nationale ; Intérieur ; C. M. P.
QUESTION ORALE, n° **2703**.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **174, 383, 384, 385**.

PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Voir CONSOMMATEURS (INFORMATION ET PROTECTION DES).

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Voir FAMILLE, **1**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, Santé et sécurité sociale.

PROTECTIONNISME

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Commerce extérieur.

PROTHESISTES DENTAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Santé et sécurité sociale.

PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR

Voir AGRICULTURE (AGRICULTURE MÉDITERRANÉENNE).
AGRICULTURE, **1**, D. G.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **12, 444**.

PSYCHIATRIE

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Santé et sécurité sociale.

PUBLICATIONS ADMINISTRATIVES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Culture et communication ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : information.

PUBLICITE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Première partie : avant l'art. 4 ; Economie et budget. — III. — Economie ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux : information.

QUESTIONS ORALES, n° 2675, 2705.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 328.

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION.

Q

QUESTIONS ORALES

N° **2472.** — **Education physique et sportive (développement de l'enseignement physique et sportif dans l'enseignement privé)** [21 avril 1979]. — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation [11 avril 1980] (p. 1215).

N° **2545.** — **Radiodiffusion et télévision (situation d'Inter Service Route).** — Question de M. Henri Caillavet [20 juillet 1979]. — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [11 avril 1980] (p. 1208).

N° **2586.** — **Enfants (actions en faveur de l'enfant).** — Question de M. Jean David [10 octobre 1980] (p. 3137). — Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [13 juin 1980] (p. 2718).

N° **2591.** — **Entreprises (conséquences sur les entreprises du droit et de la fiscalité en matière successorale)** [17 octobre 1979]. — Réponse de M. Maurice Papon, ministre du budget [11 avril 1980] (p. 1219).

N° **2592.** — **Industrie (aides de l'Etat à l'industrie).** — Question de M. Edouard Lejeune [16 octobre 1979] (p. 3285). — Réponse de M. René Monory, ministre de l'économie [6 juin 1980] (p. 2425, 2426).

N° **2593.** — **Services publics (polyvalence des services publics en milieu rural).** — Question de M. René Tinant [17 octobre 1979] (p. 3285). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) [7 novembre 1980] (p. 4504, 4505).

N° **2598.** — **Chasse (conservation des oiseaux sauvages).** — Question de M. Anicet Le Pors [26 octobre 1979]. — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement) [25 avril 1980] (p. 1526).

N° **2599.** — **Aménagement du territoire (projet de création d'une société d'aménagement de la Garonne).** — Question de M. Henri Caillavet [26 octobre 1979]. — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement) [25 avril 1980] (p. 1528).

N° **2600.** — **Communes (cérémonies de jumelage de Cayenne et de Thiès).** — Question de M. Gilbert Belin [25 octobre 1979] (p. 3548). — Réponse de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) [24 octobre 1980] (p. 4043, 4044).

N° **2602.** — **Agence nationale pour l'emploi (A. N. P. E.) (réforme de l'A.N.P.E.).** — Question de M. Hector Viron [27 octobre 1979]. — Réponse de M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation [25 avril 1980] (p. 1543).

N° **2605.** — **Lait et produits laitiers (exonération de la taxe laitière de coresponsabilité dans les zones de piémont).** — Question de M. Pierre Jeambrun [23 juin 1979]. — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [11 avril 1980] (p. 1225).

N° **2610.** — **Cycles (solution aux problèmes des « motards »).** — Question de M. Guy Schmaus [14 novembre 1979]. — Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [25 avril 1980] (p. 1529).

N° **2612.** — **Recherche scientifique (crédits pour la recherche dans les grandes écoles).** — Question de M. Paul Séramy [20 novembre 1979]. — Réponse de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités [9 mai 1980] (p. 1813, 1814).

N° **2613.** — **Enseignement privé (obligation pour les communes de prendre en charge les dépenses de fonctionnement des écoles sous contrat d'association).** — Question de M. Franck Sérusclat [22 novembre 1979] (p. 4267). — Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation [7 novembre 1980] (p. 4509, 4510).

N° **2614.** — **Médecine (enseignement) (unité d'enseignement et de recherche médicale de Bobigny).** — Question de M. Claude Fuzier [24 novembre 1979]. — Réponse de M Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche) [18 avril 1980] (p. 1390).

N° **2616.** — **Radiodiffusion et télévision (refus par la télévision d'émissions de l'Institut national de la consommation).** — Question de M. Claude Fuzier [29 novembre 1979]. — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [11 avril 1980] (p. 1209).

N° **2617.** — **Prostitution (lutte contre la prostitution et le proxénétisme).** — Question de Mme Cécile Goldet [30 novembre 1979]. — Réponse de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [25 avril 1980] (p. 1539, 1540).

N° **2620.** — **Cession de biens (régime fiscal des cessions de bâtiments industriels à un prix symbolique).** — Question de M. Louis Boyer [2 décembre 1979]. — Réponse de M. Maurice Papon, ministre du budget [11 avril 1980] (p. 1220).

N° **2624.** — **Sucre (règlement sucrier communautaire).** — Question de M. Paul Girod [8 décembre 1979]. — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [11 avril 1980] (p. 1224).

N° **2625.** — **Forêt (mise en valeur rationnelle de la forêt française).** — Question de M. René Chazelle [8 décembre 1979] (p. 5119). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [10 octobre 1980] (p. 3862).

N° **2626.** — **Relations culturelles internationales (nouvelles relations culturelles, scientifiques et techniques de la France).** — Question de M. Francis Palmero [10 décembre 1979] (p. 5279). — Réponse de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères [31 octobre 1980] (p. 4320).

N° **2627.** — **Caisse des dépôts et consignations (restructuration des filiales de la Caisse des dépôts et consignations).** — Question de M. Philippe Machefer [14 décembre 1979]. — Réponse de M. Maurice Papon [11 avril 1980] (p. 1221).

N° **2630.** — **Caisse des dépôts et consignations (restructuration des filiales de la Caisse des dépôts et consignations).** — Question de M. Anicet Le Pors [17 décembre 1979]. — Réponse de M. Maurice Papon, ministre du budget [11 avril 1980] (p. 1221).

N° **2631.** — **Défense nationale (communication des rapports sur les manifestations d'objets volants non identifiés).** — Question de M. Francis Palmero [15 janvier 1980] (p. 59). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [13 juin 1980] (p. 2713).

N° **2632.** — **Rentes viagères (amélioration du régime des rentes viagères).** — Question de M. Francis Palmero [15 janvier 1980] (p. 59). — Réponse de M. Maurice Papon [11 avril 1980] (p. 1223).

N° **2633.** — **Centre Beaubourg (budget de fonctionnement du centre Pompidou).** — Question de M. Francis Palmero [15 janvier 1980] (p. 59). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [11 avril 1980] (p. 1209, 1210).

N° **2634.** — **Cadastre (contrôle des valeurs locatives cadastrales).** — Question de Mlle Irma Rapuzzi [16 janvier 1980] (p. 159). — Réponse de M. Maurice Papon, ministre du budget [25 avril 1980] (p. 1525).

N° **2635.** — **Etudiants (logement des étudiants de l'université de Lille III).** — Question de M. Raymond Dumont [31 janvier 1980] (p. 184). — Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche) [18 avril 1980] (p. 1390).

N° **2636.** — **Huile (exclusion des producteurs français d'huile d'olive d'un règlement communautaire).** — Question de M. Maurice Janetti [31 janvier 1980] (p. 184). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [18 avril 1980] (p. 1393).

N° **2637.** — **Herboristerie (profession d'herboriste).** — Question de M. Francis Palmero [31 janvier 1980] (p. 184). — Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [13 juin 1980] (p. 2718).

N° **2638.** — **Anciens combattants (préparation de mesures financières pour 1981 en faveur des anciens combattants).** — Question de M. Jean Cluzel [7 février 1980] (p. 224). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, en remplacement de M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants [6 janvier 1980] (p. 2433).

N° **2639.** — **Nomades (problème des nomades dans les départements de la grande couronne).** — Question de M. Jean Colin [7 février 1980] (p. 224).

N° **2640.** — **Radiodiffusion et télévision (société de télédiffusion : changement de ministère de tutelle).** — Question de M. Henri Caillavet [7 février 1980] (p. 224).

N° **2641.** — **Programmes scolaires (programme d'histoire dans le second cycle des lycées).** — Question de M. Henri Caillavet [7 février 1980] (p. 224). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation [11 avril 1980] (p. 1216, 1217).

N° **2642.** — **Transports ferroviaires (liaisons ferroviaires Clermont-Ferrand—Paris—Moulins).** — Question de M. Jean Cluzel [14 février 1980] (p. 255). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [20 juin 1980] (p. 2904).

N° **2643.** — **Champignons (culture de la truffe).** — Question de M. Jean Cluzel [14 février 1980] (p. 255). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [11 avril 1980] (p. 1225).

N° **2644.** — **Aides ménagères (service des aides ménagères à domicile pour personnes âgées).** — Question de M. Jean Cluzel [14 février 1980] (p. 255). — Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [13 juin 1980] (p. 2719, 2720).

N° **2645.** — **Métaux (industrie des) (mise en exploitation du gisement polymétallique d'Echassières dans l'Allier).** — Question de M. Jean Cluzel [14 février 1980] (p. 255).

N° **2646.** — **Radiodiffusion et télévision (information du public).** — Question de M. Jean Cluzel [14 février 1980] (p. 256). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [11 avril 1980] (p. 1210, 1211).

N° **2647.** — **Anciens combattants (mesures en faveur des anciens combattants et victimes de guerre).** — Question de M. Jean Cluzel [14 février 1980] (p. 256).

N° **2648.** — **Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.) (transfert hors Paris du service des approvisionnements de la S. N. C. F.).** — Question de M. Jean Chérioux [14 février 1980] (p. 256). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [6 juin 1980] (p. 2446, 22448. — Commune avec la réponse à la question n° 2756 de M. Bernard Parmantier).

N° **2649.** — **Maisons de la culture (bilan d'activité des maisons de la culture).** — Question de M. Francis Palmero [14 février 1980] (p. 256). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [11 avril 1980] (p. 1211, 1212).

N° **2650.** — **Constructions scolaires (amélioration de la qualité de l'équipement immobilier scolaire).** — Question de M. Jean Cauchon [14 février 1980] (p. 256). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation [11 avril 1980] (p. 1217, 1218, 1219).

N° **2651.** — **Logement (accession à la propriété des fonctionnaires occupant un logement de fonction).** — Question de M. Jean Cauchon [14 février 1980] (p. 256). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) [9 mai 1980] (p. 1821).

N° **2652.** — **Election du Président de la République (conditions du déroulement de la prochaine élection présidentielle).** — Question de M. Henri Caillavet [14 février 1980] (p. 256). — Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [25 avril 1980] (p. 1532, 1533, 1534).

N° **2653.** — **Charbon (résultat des négociations concernant l'aide au charbon à coke).** — Question de M. Raymond Dumont [21 février 1980] (p. 284). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [18 avril 1980] (p. 1395, 1396).

N° **2654.** — **Entreprises (petites et moyennes) (augmentation de l'activité exportatrice des P. M. E.).** — Question de M. Francisque Collomb [21 février 1980] (p. 284). — Réponse de M. René Monory, ministre de l'économie, en remplacement de M. le ministre du commerce extérieur [6 juin 1980] (p. 2429, 2430).

N° **2655.** — **Services publics (maintien des services publics en milieu rural).** — Question de M. Jean Cluzel [21 février 1980] (p. 284). — Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [25 avril 1980] (p. 1534, 1535).

N° **2656.** — **Radiodiffusion et télévision (les enfants et la télévision).** — Question de M. Jean Cluzel [21 février 1980] (p. 284). — Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [13 juin 1980] (p. 2724).

N° **2657.** — **Monnaies et médailles (modernisation des ateliers des monnaies et médailles).** — Question de M. Serge Boucheny [21 février 1980] (p. 284). — Réponse de M. René Monory, ministre de l'économie [20 juin 1980] (p. 2893).

N° **2658.** — **Transports aériens (revendications des pilotes de ligne).** — Question de M. Serge Boucheny [25 février 1980] (p. 362). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) [9 mai 1980] (p. 1822, 1823).

N° **2659.** — **Charbon (recherches charbonnières).** — Question de M. Michel Chauty [25 février 1980] (p. 362). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [18 avril 1980] (p. 1396, 1397, 1398).

N° **2660.** — **Sécurité sociale (remboursement des frais sociaux).** — Question de M. Pierre Gamboa [25 février 1980] (p. 362).

N° **2661.** — **Commerce extérieur (échanges commerciaux avec l'Inde).** — Question de M. Jean Cauchon [25 février 1980] (p. 362). — Réponse de M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur [20 juin 1980] (p. 2901).

N° **2662.** — **Traités et conventions (conséquences de la convention de Lomé).** — Question de M. Francisque Collomb [25 février 1980] (p. 362). — Réponse de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères [31 octobre 1980] (p. 4323, 4324, 4325).

N° **2663.** — **Syndicats (respect des libertés syndicales dans une entreprise).** — Question de M. Serge Boucheny [27 février 1980] (p. 362). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emploi féminin) [23 mai 1980] (p. 2146).

N° **2664.** — **Concurrence déloyale (boycottage économique imposé par certains pays de la ligue arabe).** — Question de Henri Caillavet [26 février 1980] (p. 428).

N° **2665.** — **Mutualité (limitation de l'assurance complémentaire du risque maladie).** — Question de M. Henri Caillavet [26 février 1980] (p. 428). — Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale [23 mai 1980] (p. 2150 à 2153).

N° **2666.** — **Presse (coût de publications administratives).** — Question de M. Jean-Pierre Fourcade [26 février 1980] (p. 428). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [9 mai 1980] (p. 1807, 1808).

N° **2667.** — **Transports aériens (refonte de la loi sur certains personnels de la navigation aérienne).** — Question de M. Pierre Vallon [27 février 1980] (p. 467). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [6 juin 1980] (p. 2448, 2450).

N° **2668.** — **Etrangers (protection de personnalités étrangères).** — Question de M. Jean Nayrou [27 février 1980] (p. 467). — Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [20 juin 1980] (p. 2897, 2898).

N° **2669.** — **Police (effectifs de police dans les centres urbains).** — Question de M Charles Pasqua [29 février 1980] (p 555). — Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [25 avril 1980] (p. 1536).

N° **2670.** — **Postes et télécommunications (personnels des) (situation dans les centres de tri postaux de la région parisienne).** — Question de M. Bernard Hugo [4 mars 1980] (p. 613). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [18 avril 1980] (p. 1394).

N° **2671.** — **Agence nationale pour l'emploi (A. N. P. E.) (fonctionnement des agences et antennes de l'A. N. P. E.).** —

Question de M. Louis Perrein [4 mars 1980] (p. 613). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [9 mai 1980] (p. 1806, 1807).

N° **2672. — Imprimerie (situation de l'imprimerie française).** — Question de M. Guy Schmaus [4 mars 1980] (p. 613). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [13 juin 1980] (p. 2703).

N° **2673. — Impôts locaux (collectivités locales : taxe sur les espaces publicitaires).** — Question de M. Pierre Ceccaldi-Pavard [5 mars 1980] (p. 663). — Réponse de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre [9 mai 1980] (p. 1820).

N° **2674. — Livres (préparation d'une loi-programme sur la lecture publique).** — Question de M. Jean David [5 mars 1980] (p. 663).

N° **2675. — Musique (préparation d'une loi-programme sur la musique).** — Question de M. Jean David [5 mars 1980] (p. 663). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [11 avril 1980] (p. 1212, 1213).

N° **2676. — Monuments historiques (entretien des églises classées monuments historiques).** — Question de M. Jean Cluzel [5 mars 1980] (p. 712). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [11 avril 1980] (p. 1214).

N° **2677. — Constructions scolaires (allégement de la procédure administrative pour les construtions administratives).** — Question de M. Edouard Le Jeune [6 mars 1980] (p. 712). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation [6 juin 1980] (p. 2433, 2435).

N° **2678. — Politique extérieure (politique de la France en Afrique australe).** — Question de M. Serge Boucheny [12 mars 1980] (p. 879). — Réponse de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères [31 octobre 1980] (p. 4321, 4322).

N° **2679. — Enseignement (situation scolaire à Paris).** — Question de M. Serge Boucheny [12 mars 1980] (p. 879). — Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation [17 octobre 1980] (p. 3932, 3933).

N° **2680. — Urbanisme (projet de rénovation de la ville de Sèvres).** — Question de M. Guy Schmaus [12 mars 1980] (p. 879). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement) [25 avril 1980] (p. 1527).

N° **2681. — Emploi (fermeture d'usines Citroën dans les Hauts-de-Seine).** — Question de M. Guy Schmaus [12 mars 1980] (p. 879). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [18 avril 1980] (p. 1398, 1399, 1400).

N° **2682. — Automobiles (situation du secteur automobile en Ile-de-France).** — Question de M. Guy Schmaus [12 mars 1980] (p. 879). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [18 avril 1980] (p. 1398, 1399, 1400).

N° **2683. — Automobiles (situation des usines Renault, à Billancourt).** — Question de M. Guy Schmaus [12 mars 1980] (p. 879). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [18 avril 1980] (p. 1398, 1399, 1400).

N° **2684. — Textiles (origine des). — Produits textiles et d'habillement).** — Question de M. Maurice Schumann [12 mars 1980] (p. 879). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [18 avril 1980] (p. 1402, 1403, 1404).

N° **2685. — Education physique et sportive (maîtres nageurs des collectivités locales : agrément préalable des services académiques).** — Question de M. Jean Colin [12 mars 1980] (p. 879). — Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [25 avril 1980] (p. 1531).

N° **2686. — Automobiles (abrogation du décret concernant l'obligation d'allumer les codes en ville).** — Question de M. Edouard Bonnefous [25 mars 1980] (p. 887). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [9 avril 1980] (p. 1112, 1114, 1115).

N° **2687. — Emploi (situation de l'emploi à Vernouillet dans les Yvelines).** — Question de M. Philippe Machefer [25 mars 1980] (p. 887). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [18 avril 1980] (p. 1400, 1401).

N° **2688. — Prix (libération des prix dans certains secteurs commerciaux).** — Question de M. Jean Cauchon [25 mars 1980] (p. 887). — Réponse de M. René Monory, ministre de l'économie [20 juin 1980] (p. 2894).

N° **2689. — Transports aériens (revendications des contrôleurs aériens).** — Question de M. Serge Boucheny [25 mars 1980] (p. 887). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [9 mai 1980] (p. 1823, 1824).

N° **2690. — Hôpitaux (plan hospitalier de l'assistance publique à Paris).** — Question de M. Serge Boucheny [25 mars 1980] (p. 887). — Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale [23 mai 1980] (p. 2154) .

N° **2691. — Métaux (industrie des) (situation dans l'industrie lilloise).** — Question de M. Hector Viron [25 mars 1980] (p. 887). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emploi féminin) [23 mai 1980] (p. 2148).

N° **2692. — Aménagement du territoire (Valenciennes : différend entre le préfet de région et la commission locale d'aménagement et d'urbanisme).** — Question de M. Hector Viron [25 mars 1980] (p. 887). — Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [25 avril 1980] (p. 1537, 1538, 1539).

N° **2693. — Travail (durée du) (travail à temps partiel : charges sociales).** — Question de M. Maurice Blin [25 mars 1980] (p. 887).

N° **2694. — Aides ménagères (aide ménagère aux personnes âgées).** — Question de M. Edouard Le Jeune [25 mars 1980] (p. 887). — Réponse de M. Daniel Hœffel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [23 mai 1980] (p. 2149).

N° **2695. — Aide sociale (aide sociale à l'enfance).** — Question de M. Bernard Lemarié [25 mars 1980] (p. 887). — Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [13 juin 1980] (p. 2720, 2721).

N° **2696. — Charges sociales (problèmes des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre).** — Question de M. Pierre Tajan [25 mars 1980] (p. 888).

N° **2697. — Enseignement élémentaire (fermeture de classes primaires dans les Alpes-Maritimes).** — Question de M. Francis Palmero [25 mars 1980] (p. 888).

N° **2698. — Contrôle des naissances (dissolution du centre d'information sur la régulation des naissances).** — Question de M. Michel Labéguerie [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [13 juin 1980] (p. 2722).

N° **2699. — Sang (développement des collectes de sang).** — Question de M. Jean Cluzel [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [13 juin 1980] (p. 2698 à 2700).

N° **2700. — Automobiles (opportunité de l'usage des codes).** — Question de M. Jean Cluzel [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [9 avril 1980] (p. 1112, 1114, 1115).

N° **2701. — Transports ferroviaires (desserte ferroviaire Châtillon-sur-Seine—Troyes).** — Question de M. Bernard Parmantier [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [6 juin 1980] (p. 2450, 2452).

N° **2702. — Politique extérieure (relations avec Chypre et avec la Turquie).** — Question de M. Francis Palmero [25 mars 1980] (p. 888).

N° **2703. — Protection civile (protection des risques atomiques).** — Question de M. Francis Palmero [25 mars 1980] (p. 888).

N° **2704. — Anciens combattants (égalité de traitement des anciens combattants).** — Question de M. Pierre Vallon [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement [17 octobre 1980] (p. 3938, 3939).

N° **2705. — Publicité (suites réservées au rapport sur les enfants et la publicité).** — Question de M. Jean Cluzel [25 mars 1980] (p. 888).

N° **2706.** — **Télécommunications (état des projets de satellites, de télédiffusion).** — Question de M. Jean Cluzel [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion [24 octobre 1980] (p. 4032).

N° **2707.** — **Propriété littéraire et artistique (régime juridique de la propriété littéraire et artistique).** — Question de M. Jean Cluzel [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [13 juin 1980] (p. 2700, 2701).

N° **2708.** — **Radiodiffusion et télévision française (rôle de la radio et de la télévision dans l'information et la protection des consommateurs).** — Question de M. Jean Cluzel [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [13 juin 1980] (p. 2701, 2702).

N° **2709.** — **Mutualité (sauvegarde de la mutualité française).** — Question de M. Francis Palmero [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale [23 mai 1980] (p. 2150 à 2153).

N° **2710.** — **Sociétés d'économie mixte (situation des personnels licenciés des sociétés d'économie mixte).** — Question de M. Pierre Ceccaldi-Pavard [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre [9 mai 1980] (p. 1819, 1820).

N° **2711.** — **Militaires (reconversion des pilotes militaires).** — Question de M. Jean Francou [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche), en remplacement de M. le ministre des transports [6 juin 1980] (p. 2445, 2446).

N° **2712.** — **Harkis (situation des harkis).** — Question de M. Jean Francou [25 mars 1980] (p. 888). — Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche), en remplacement de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre [6 juin 1980] (p. 2444, 2445).

N° **2713.** — **Autoroutes (aménagement des liaisons autoroutières dans la région provençale).** — Question de M. Jean Francou [25 mars 1980] (p. 888).

N° **2714.** — **Pollution (mer) (suites données à la réunion sur la protection de la Méditerranée).** — Question de M. Francis Palmero [2 avril 1980] (p. 960). — Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche), en remplacement de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie [6 juin 1980] (p. 2440, 2441).

N° **2715.** — **Elevage (valorisation du cuir).** — Question de M. Bernard Lemarie ([2 avril 1980] (p. 960). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [13 juin 1980] (p. 2704, 2705).

N° **2716.** — **Mutualité (politique suivie dans le domaine de la mutualité).** — Question de M. Georges Lombard [2 avril 1980] (p. 961). — Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [13 juin 1980] (p. 2722, 2723).

N° **2717.** — **Vins (commercialisation des vins blancs).** — Question de M. Jacques Boyer-Andrivet [2 avril 1980] (p. 961).

N° **2718.** — **Sécurité sociale (négociations avec les syndicats pour le renouvellement de la convention médicale).** — Question de M. Pierre Gamboa [2 avril 1980] (p. 961). — Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale [23 mai 1980] (p. 2155, 2156).

N° **2719.** — **Sports (participation aux jeux Olympiques de Moscou).** — Question de M. Guy Schmaus [2 avril 1980] (p. 961).

N° **2720.** — **Faillite, règlement judiciaire et liquidation des biens (situation des sous-traitants en cas de faillite d'entreprises).** — Question de M. Maurice Blin [2 avril 1980] (p. 961).

N° **2721.** — **Licenciements (modifications des conditions d'autorisation préalable en cas de licenciement).** — Question de M. Serge Boucheny [2 avril 1980] (p. 961). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation [23 mai 1980] (p. 2147).

N° **2722.** — **Aides ménagères (amélioration de l'aide ménagère pour les personnes âgées).** — Question de Mme Cécile Goldet [2 avril 1980] (p. 961).

N° **2723.** — **Fromages (défense du gruyère de Comté).** — Question de M. Pierre-Jean Brun [2 avril 1980] (p. 961). — Réponse de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture [20 juin 1980] (p. 2902, 2903).

N° **2724.** — **Jouet (industrie du) (situation de l'entreprise Jouef dans le Jura).** — Question de M. Pierre Jeambrun [2 avril 1980] (p. 962). — Réponse de M. André Giraud [18 avril 1980] (p. 1401, 1402).

N° **2725.** — Non utilisé.

N° **2726.** — **Vins (mesures à prendre pour soutenir le cours des vins non logés).** — Question de M. Abel Sempé [2 avril 1980] (p. 962). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [18 avril 1980] (p. 1391).

N° **2727.** — **Vins (mesures à prendre pour faire face à une production viticole excédentaire dans le Sud-Ouest).** — Question de M. Abel Sempé [2 avril 1980] (p. 962). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [18 avril 1980] (p. 1391).

N° **2728.** — **Gendarmerie (situation des gendarmes retraités et des veuves de militaires retraités).** — Question de M. Serge Boucheny [2 avril 1980] (p. 962). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre de la défense [7 novembre 1980] (p. 4515, 4517).

N° **2729.** — **Aviation civile (développement de l'aviation légère et sportive).** — Question de M. Serge Boucheny [2 avril 1980] (p. 962). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) [9 mai 1980] (p. 1826).

N° **2730.** — **Collectivités locales (approvisionnement en fuel).** — Question de M. Charles Beaupetit [2 avril 1980] (p. 962).

N° **2731.** — **Cancer (réfection des locaux du centre universitaire de Jussieu).** — Question de Mme Danielle Bidard [2 avril 1980] (p. 962). — Réponse de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités [9 mai 1980] (p. 1815).

N° **2732.** — **Textiles (renouvellement de l'accord multifibres).** — Question de M. Maurice Schumann [2 avril 1980] (p. 962). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [18 avril 1980] (p. 1404, 1405, 1406).

N° **2733.** — **Enseignement technique et professionnel (rénovation du lycée technique d'Etat Raspail).** — Question de Mme Rolande Perlican [2 avril 1980] (p. 962). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation [20 juin 1980] (p. 2908).

N° **2734.** — **Calamités agricoles (Gers) : remboursement des prêts consentis pour calamités agricoles).** — Question de M. Abel Sempé [2 avril 1980] (p. 963). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [18 avril 1980] (p. 1392).

N° **2735.** — **Sidérurgie (entreprise de Givors : fermeture éventuelle d'ateliers).** — Question de M. Camille Vallin [2 avril 1980] (p. 963). — Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche), en remplacement de M. le ministre de l'industrie [6 juin 1980] (p. 2441, 2442).

N° **2736.** — **Conseils de prud'hommes (retard dans la mise en place des prud'hommes).** — Question de M. Charles Lederman [2 avril 1980] (p. 963). — Réponse de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [25 avril 1980] (p. 1540, 1541, 1542).

N° **2737.** — **Céréales (conséquences de l'encadrement du crédit sur le financement des récoltes).** — Question de M. Michel Sordel [3 avril 1980] (p. 1050).

N° **2738.** — **Fruits et légumes (situation du marché de la pomme de terre).** — Question de M. Jacques Mossion [8 avril 1980] (p. 1087). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [6 juin 1980] (p. 2430, 2432. — Commune avec la réponse à la question n° 2742 de M. Maurice Schumann).

N° **2739.** — **Santé publique (fonctionnement des « clubs de santé »).** — Question de Mme Cécile Goldet [8 avril 1980] (p. 1087).

N° **2740.** — **Régie autonome des transports parisiens (R. A. T. P.) (problèmes posés par le nettoyage du métro parisien).** — Question de Mme Cécile Goldet [25 avril 1980] (p. 1544). — Réponse de M. Jean Matteoli, ministre du travail et de la participation [25 avril 1980] (p. 1544, 1545).

N° **2741. — Ports (réalisation du port de plaisance de Carry-le-Rouet).** — Question de M. Jean Francou [10 avril 1980] (p. 1196). — Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche), en remplacement de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie [6 juin 1980] (p. 2443, 2444).

N° **2742. — Fruits et légumes (situation des producteurs de pommes de terre).** — Question de M. Maurice Schumann [11 mai 1980] (p. 1227). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [6 juin 1980] (p. 2430, 2432. — Commune avec la réponse à la question n° 2738 de M. Jacques Mossion).

N° **2743. — Ecoles normales supérieures (transfert à Lyon des sections scientifiques de l'école normale supérieure de Fontenay-aux-Roses).** — Question de Mme Danielle Bidard [15 avril 1980] (p. 1264). — Réponse de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités [9 mai 1980] (p. 1816).

N° **2744. — Etudiants (situation des étudiants étrangers).** — Question de Mme Danielle Bidard [15 avril 1980] (p. 1264). — Réponse de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités [9 mai 1980] (p. 1817).

N° **2745. — Lait et produits laitiers (commercialisation du lait en Grande-Bretagne).** — Question de M. Maurice Schumann [15 avril 1980] (p. 1264). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [6 juin 1980] (p. 2432, 2433).

N° **2746. — Enseignement technique et professionnel (financement et gestion des établissements d'enseignement professionnel).** — Question de M. Maurice Schumann [16 avril 1980] (p. 1301). — Réponse de M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation [18 avril 1980] (p. 1406, 1407).

N° **2747. — Vente (vente de terrains par l'assistance publique).** — Question de Mme Rolande Perlican [17 avril 1980] (p. 1381). — Réponse de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale [23 mai 1980] (p. 2153, 2154).

N° **2748. — Gendarmerie (revalorisation des majorations spéciales des retraites de la gendarmerie).** — Question de M. Philippe Machefer [17 avril 1980] (p. 1381). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement) [13 juin 1980] (p. 2714).

N° **2749. — Enseignement (développement des classes vertes permanentes).** — Question de M. Pierre Vallon [17 avril 1980] (p. 1381). — Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation [17 octobre 1980] (p. 3933, 3934).

N° **2750. — Constructions scolaires (subventions accordées aux communes en matière de constructions scolaires).** — Question de M. Jean Colin [18 avril 1980] (p. 1409). — Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation [17 octobre 1980] (p. 3935).

N° **2751. — Enseignants (justification de la nomination d'une directrice d'école).** — Question de M. Jean Colin [18 avril 1980] (p. 1409). — Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation [17 octobre 1980] (p. 3934, 3935).

N° **2752. — Charbon (maintien de l'activité charbonnière dans le bassin de Carmaux).** — Question de M. Louis Brives [22 avril 1980] (p. 1447). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [9 mai 1980] (p. 1809, 1810).

N° **2753. — Transports aériens (mutations disciplinaires d'ingénieurs de la navigation aérienne).** — Question de Mme Hélène Luc [22 avril 1980] (p. 1447). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) [9 mai 1980] (p. 1825).

N° **2754. — Enfance martyre (demande d'aggravation des peines contre les bourreaux d'enfants).** — Question de M. Edouard Bonnefous [22 avril 1980] (p. 1447). — Réponse de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [9 mai 1980] (p. 1818).

N° **2755. — Routes (aménagement de la R. N. 10).** — Question de M. Guy Robert [22 avril 1980] (p. 1447). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [6 juin 1980] (p. 2452, 2453).

N° **2756. — Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.) (transfert à Lyon du service des approvisionnements de la S. N. C. F.).** — Question de M. Bernard Parmantier [22 avril 1980] (p. 1447). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [6 juin 1980] (p. 2446, 2448. — Commune avec la réponse à la question n° 2648 de M. Jean Chérioux).

N° **2757. — Construction navale (situation des chantiers navals de La Seyne (Var).** — Question de M. Louis Minetti [24 avril 1980] (p. 1519).

N° **2758. — Cuirs et peaux (régularisation des cours des cuirs bruts).** — Question de M. Adrien Gouteyron [24 avril 1980] (p. 1519). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [13 juin 1980] (p. 2704, 2705).

N° **2759. — Entreprises (extension de la prime régionale à la création d'entreprises industrielles).** — Question de M. Henri Tournan [24 avril 1980] (p. 1519). — Réponse de M. René Monory, ministre de l'économie [20 juin 1980] (p. 2892).

N° **2760. — Agriculture (répartition de la dotation des crédits d'Etat pour le conditionnement et le stockage).** — Question de M. Maurice Janetti [25 avril 1980] (p. 1549). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) [24 octobre 1980] (p. 4035).

N° **2761. — Viticulture (mesures prises par la Communauté européenne en matière d'encépagement).** — Question de M. Maurice Janetti [25 avril 1980] (p. 1549). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) [24 octobre 1980] (p. 4035, 4036).

N° **2762. — Energie (sécurité de notre approvisionnement en énergie).** — Question de M. Jean Cauchon [29 avril 1980] (p. 1627). — Réponse de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères [31 octobre 1980] (p. 4322, 4323).

N° **2763. — Passeports (institution d'un passeport européen).** — Question de M. Francisque Collomb [29 avril 1980] (p. 1627). — Réponse de M. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères [31 octobre 1980] (p. 4325, 4326).

N° **2764. — Région parisienne (transfert à Toulouse du centre d'études et de recherches atmosphériques de Magny-les-Hameaux).** — Question de M. Bernard Hugo [29 avril 1980] (p. 1627). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [6 juin 1980] (p. 2453, 2454).

N° **2765. — Entreprises (situation financière d'une entreprise).** — Question de M. Guy Schmaus [29 avril 1980] (p. 1627). — Réponse de M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche), en remplacement de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie [6 juin 1980] (p. 2442, 2443).

N° **2766. — Armement (fabrication de la bombe à neutrons).** — Question de M. Henri Caillavet [29 avril 1980] (p. 1627). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement) [13 juin 1980] (p. 2714, 2715).

N° **2767. — Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens (situation d'une entreprise de locotracteurs).** — Question de M. James Marson [30 avril 1980] (p. 1668). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [13 juin 1980] (p. 2706).

N° **2768. — Mines et carrières (exploitation des gisements miniers de l'Allier).** — Question de M. Jean Cluzel [6 mai 1980] (p. 1741). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [13 juin 1980] (p. 2707, 2708, 2709).

N° **2769. — Viticulture (utilisation de la distillation vinique).** — Question de M. Michel Chauty [6 mai 1980] (p. 1741).

N° **2770. — Politique extérieure (application des résolutions des Nations Unies en ce qui concerne l'île de Chypre).** — Question de M. Pierre Marcilhacy [6 mai 1980] (p. 1741).

N° **2771. — Edition (conséquences de la libération des prix de l'édition).** — Question de M. Jean Cluzel [6 mai 1980] (p. 1741). — Réponse de M. René Monory, ministre de l'économie [6 juin 1980] (p. 2427, 2429).

N° **2772. — Charbonnage (maintien de l'activité charbonnière dans le bassin de Carmaux).** — Question de M. Georges Spénale [6 mai 1980] (p. 1741). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [9 mai 1980] (p. 1812, 1813).

N° **2773. — Urbanisme (terrains situés dans la zone de 50 pas géométriques).** — Question de M. Roger Lise [7 mai 1980] (p. 1794). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement) [13 juin 1980] (p. 2715).

N° **2774.** — **Agriculture (classement en zone défavorisée des cantons de Gendrey et de Montmirey).** — Question de M. Pierre Jeambrun [7 mai 1980] (p. 1794). — Réponse de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture [20 juin 1980] (p. 2902).

N° **2775.** — **Ramassage scolaire (crédits d'Etat pour le transport scolaire dans le département du Gers).** — Question de M. Abel Sempé [9 mai 1980] (p. 1828). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation en remplacement du ministre de l'éducation (20 juin 1980) (p. 2907).

N° **2776.** — **Enseignement privé (obligations des communes à l'égard des dépenses de fonctionnement des écoles privées).** — Question de M. Louis Boyer [9 mai 1980] (p. 1823).

N° **2777.** — **Licenciements (suppression d'emplois aux « Nouvelles Galeries » de Lille).** — Question de M. Hector Viron [9 mai 1980] (p. 1828). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) [24 octobre 1980] (p. 4033).

N° **2778.** — **Instituteurs (situation des secrétaires de mairie instituteurs).** — Question de M. Henri Caillavet [13 mai 1980] (p. 1814).

N° **2779.** — **Emplois (situation de l'emploi dans le pays de Redon).** — Question de M. Louis de La Forest [13 mai 1980] (p. 1814). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation en remplacement du ministre du travail et de la participation [20 juin 1980] (p. 2910).

N° **2780.** — **Politique extérieure (relations entre la France et la République populaire démocratique de Corée).** — Question de M. Philippe Machefer [13 mai 1980] (p. 1814). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) [10 octobre 1980] (p. 3856).

N° **2781.** — **Aide ménagère (dotation financière à l'aide ménagère à domicile aux personnes âgées).** — Question de M. Louis Boyer [14 mai 1980] (p. 1937). — Réponse de M. Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [13 juin 1980] (p. 2719, 2720).

N° **2782.** — **Gendarmerie (retraites de la gendarmerie : revalorisation des majorations spéciales des pensions).** — Question de M. Philippe Machefer [20 mai 1980] (p. 2012).

N° **2783.** — **Education physique et sportive (recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive).** — Question de M. Guy Schmaus [20 mai 1980] (p. 2012). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) [12 décembre 1980] (p. 6246, 6247).

N° **2784.** — **Syndicats (sanction disciplinaire à l'encontre d'un responsable syndical).** — Question de Mme Hélène Luc [21 mai 1980] (p. 2076).

N° **2785.** — **Emploi (Conflans [Yvelines] : situation de l'emploi dans une entreprise).** — Question de M. Bernard Hugo [22 mai 1980] (p. 2137). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [13 juin 1980] (p. 2710, 2711).

N° **2786.** — **Industrie (situation de l'électromécanique en Seine-Saint-Denis).** — Question de M. Jean Garcia [22 mai 1980] (p. 2137). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [13 juin 1980] (p. 2711, 2712).

N° **2787.** — **Partis politiques (propagande d'un parti politique par la voie des ondes).** — Question de M. Jean Colin [27 mai 1980] (p. 2185). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation, en remplacement de M. le ministre de l'intérieur [6 juin 1980] (p. 2437, 2438).

N° **2788.** — **Transport en commun (Indre : aptitude à la profession de transporteur).** — Question de M. René Touzet [27 mai 1980] (p. 2185). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [20 juin 1980] (p. 2905).

N° **2789.** — **Collèges d'enseignement secondaire (C. E. S.) (construction d'un C. E. S. à Châteaulin (Finistère).** — Question de M. Edouard Le Jeune [27 mai 1980] (p. 2185). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation, en remplacement du ministre de l'éducation [20 juin 1980] (p. 2909).

N° **2790.** — **Enseignement supérieur (maintien de l'université Paris-VIII à Vincennes).** — Question de Mme Danielle Bidard [27 mai 1980] (p. 2185).

N° **2791.** — **Enseignement (aménagement des rythmes scolaires).** — Question de M. Pierre Vallon [29 mai 1980] (p. 2222). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation [6 juin 1980] (p. 2435, 2437).

N° **2792.** — **Constructions navales (politique des chantiers navals français).** — Question de M. Michel Chauty [29 mai 1980] (p. 2222). — Réponse de M. Joël Le Theule, ministre des transports [6 juin 1980] (p. 2454, 2455).

N° **2793.** — **Elections cantonales (élection cantonale partielle de Vincennes-Fontenay-sous-Bois).** — Question de Mme Hélène Luc [29 mai 1980] (p. 2222). — Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [20 juin 1980] (p. 2899, 2900).

N° **2794.** — **Charbon (expériences de gazéification souterraine du charbon).** — Question de M. Raymond Dumont [3 juin 1980] (p. 2289).

N° **2795.** — **Charbon (service géologique des houillères du Nord et du Pas-de-Calais).** — Question de M. Raymond Dumont [3 juin 1980] (p. 2289).

N° **2796.** — **Enseignement supérieur (situation financière de l'université Paris-XIII - Villetaneuse).** — Question de Mme Danielle Bidard [3 juin 1980] (p. 2289). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [10 octobre 1980] (p. 3869).

N° **2797.** — **Informatique (politique du Gouvernement en matière d'informatique).** — Question de M. Henri Caillavet [3 juin 1980] (p. 2289). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [13 juin 1980] (p. 2709, 2710).

N° **2798.** — **Français (langue) (enseignement français à l'île Maurice).** — Question de M. Charles de Cuttoli [4 juin 1980] (p. 2365). — Réponse de M. Robert Galley, ministre de la coopération [20 juin 1980] (p. 2906).

N° **2799.** — **Radiodiffusion et télévision (création de radios locales).** — Question de M. James Marson [4 juin 1980] (p. 2365). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation, en remplacement de M. le ministre de l'intérieur [6 juin 1980] (p. 2438, 2439).

N° **2800.** — **Logement (financement des prêts au logement en zones rurales).** — Question de M. Maurice Janetti [4 juin 1980] (p. 2365).

N° **2801.** — **Sapeurs-pompiers (gestion du service d'incendie et de secours de l'Essonne).** — Question de M. Jean Oogue [4 juin 1980] (p. 2365). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [10 octobre 1980] (p. 3867).

N° **2802.** — **Impôts locaux (application de la loi sur la fiscalité directe locale).** — Question de M. Jean Cluzel [4 juin 1980] (p. 2365). — Rectifiée [10 juin 1980] (p. 2557). — Réponse de M. Maurice Papon, ministre du budget [20 juin 1980] (p. 2896. — Commune avec la réponse à la question n° 2805 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard).

N° **2803.** — **Médecins (exercice de radiodiagnostic).** — Question de M. Hubert Martin [5 juin 1980] (p. 2417).

N° **2804.** — **Handicapés (association de travailleurs handicapés : label d'Etat).** — Question de M. Jean Colin [9 juin 1980] (p. 2510). — Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation, en remplacement du ministre du travail et de la participation [20 juin 1980] (p. 2911).

N° **2805.** — **Impôts locaux (application de la loi sur la fiscalité directe locale).** — Question de M. Pierre Ceccaldi-Pavard [10 juin 1980] (p. 2557). — Réponse de M. Maurice Papon, ministre du budget [20 juin 1980] (p. 2896. — Commune avec la réponse à la question n° 2802 de M. Jean Cluzel).

N° **2806.** — **Elections (prévention de la fraude électorale).** — Question de M. Pierre Salvi [11 juin 1980] (p. 2617). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [10 octobre 1980] (p. 3868).

N° **2807.** — **Radiodiffusion et télévision (radios libres et monopole d'Etat).** — Question de M. Henri Caillavet [11 juin 1980] (p. 2617).

N° **2808.** — **Enseignement agricole (situation des agents de service contractuels d'un collège agricole).** — Question de M. Robert Laucournet [11 juin 1980] (p. 2617). — Réponse de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture [20 juin 1980] (p. 2903).

N° **2809.** — **Industries mécaniques (situation d'une entreprise de fabrication de machines-outils).** — Question de M. Camille Vallin [12 juin 1980] (p. 2683). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [17 octobre 1980] (p. 3936).

N° **2810. — Conseil de l'Europe (bilan des travaux du Conseil de l'Europe).** — Question de M. René Jager [13 juin 1980] (p. 2727). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [10 octobre 1980] (p. 3857, 3858).

N° **2811. — Education physique et sportive (formation des instituteurs à l'enseignement de l'éducation physique).** — Question de M. Guy Schmaus [17 juin 1980] (p. 2779).

N° **2812. — Logement (projets concernant l'étiquetage des logements et un label de qualité).** — Question de M. Jean Cauchon [16 juillet 1980] (p. 3414). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cade de vie [21 novembre 1980] (p. 5031).

N° **2813. — Régions (situation économique et sociale dans le Valenciennois).** — Question de M. Pierre Carous [30 juillet 1980] (p. 3476).

N° **2814. — Auxiliaires médicaux (sages-femmes et auxiliaires médicaux : attributions de bourses d'études).** — Question de M. Paul Kauss [30 juillet 1980] (p. 3476). — Réponse de M. Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [7 novembre 1980] (p. 4512, 4513).

N° **2815. — Enseignement supérieur (décisions d'habilitation pour les 2e et 3e cycles de l'enseignement supérieur).** — Question de Mme Danielle Bidard [30 juillet 1980] (p. 3476). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [10 octobre 1980] (p. 3870).

N° **2816. — Enseignement supérieur (université de Paris XIII : habilitation dans les 2e et 3e cycles).** — Question de Mme Danielle Bidard [30 juillet 1980] (p. 3476).

N° **2817. — Commerce extérieur (échanges commerciaux entre la France et la République démocratique allemande).** — Question de M. Philippe Machefer [20 août 1980] (p. 3513). — Réponse de M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur [12 décembre 1980] (p. 6259, 6260 et 6261).

N° **2818. — Résistants (création d'un musée de la Résistance).** — Question de M. Philippe Machefer [20 août 1980] (p. 3513).

N° **2819. — Fruits et légumes (C. E. E.).** — Question de M. Henri Caillavet [20 août 1980] (p. 3514). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [10 octobre 1980] (p. 3863).

N° **2820. — Chômage (nouvelles mesures concernant l'indemnisation du chômage).** — Question de M. René Tinant [3 septembre 1980] (p. 3595). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [24 octobre 1980] (p. 4039, 4040, 4041).

N° **2821. — Politique extérieure (politique de la France vis-à-vis de la République de Vanuatu).** — Question de M. Henri Caillavet [3 septembre 1980] (p. 3595). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [10 octobre 1980] (p. 3859).

N° **2822. — Entreprises (difficultés d'installation des entreprises industrielles en Ile-de-France).** — Question de M. Paul Séramy [10 septembre 1980] (p. 3647). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [17 octobre 1980] (p. 3941).

N° **2823. — Camping-caravaning (développement du camping).** — Question de M. Bernard Hugo [10 septembre 1980] (p. 3647). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie [21 novembre 1980] (p. 5031, 5032).

N° **2824. — Télécommunications (transfert éventuel de la direction opérationnelle des télécommunications du réseau national).** — Question de Mme Rolande Perlican [17 septembre 1980] (p. 3672). — Réponse de M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécomunications et à la télédiffusion [24 octobre 1980] (p. 4033, 4034).

N° **2825. — Commerce extérieur (évolution des services liés au commerce extérieur).** — Question de M. Philippe Machefer [17 septembre 1980] (p. 3672).

N° **2826. — Aménagement du territoire (développement des contrats de pays).** — Question de M. Adrien Gouteyron [17 septembre 1980] (p. 3672). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [12 décembre 1980] (p. 6255, 6256).

N° **2827. — Impôts locaux (ressources fiscales des communes).** — Question de M. Jacques Eberhard [17 septembre 1980] (p. 3672).

N° **2828. — Enseignement supérieur (habitations de l'université des sciences et techniques de Lille).** — Question de M. Raymond Dumont [1er octobre 1980] (p. 3713). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie [21 novembre 1980] (p. 5034, 5035).

N° **2829. — Radiodiffusion et télévision (émission « Le Grand débat » de T. F. 1).** — Question de M. Henri Caillavet [1er octobre 1980] (p. 3713). — Réponse de M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication [10 octobre 1980] (p. 3861).

N° **2830. — Automobiles (situation de l'industrie automobile en Seine-Saint-Denis).** — Question de M. Jean Garcia [1er octobre 1980] (p. 3713).

N° **2831. — Emploi (situation de l'emploi dans l'industrie en Seine-Saint-Denis).** — Question de M. Jean Garcia [1er octobre 1980] (p. 3713). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [17 octobre 1980] (p. 3939, 3940).

N° **2832. — Horticulteurs (producteurs horticoles du Var : aides financières pour la création d'une association professionnelle).** — Question de M. Maurice Janetti [1er octobre 1980] (p. 3713). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [24 octobre 1980] (p. 4036).

N° **2833. — Calamités (conséquences des pluies torrentielles dans la Haute-Loire).** — Question de M. René Chazelle [1er octobre 1980] (p. 3713). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [10 octobre 1980] (p. 3865, 3867).

N° **2834. — Formation professionnelle (développement de la formation professionnelle continue en faveur des femmes).** — Question de Mme Danielle Bidard [1er octobre 1980] (p. 3713). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) [12 décembre 1980] (p. 6249, 6250).

N° **2835. — Travail des femmes (conditions de travail des femmes).** — Question de Mme Marie-Claude Beaudeau [1er octobre 1980] (p. 3714). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) [12 décembre 1980] (p. 6250, 6251 et 6252).

N° **2836. — Allocations de chômage (indemnisation du chômage de longue durée).** — Question de M. James Marson [1er octobre 1980] (p. 3714). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [24 octobre 1980] (p. 4039, 4040, 4041).

N° **2837. — Chômage (problèmes posés aux communes par le chômage).** — Question de M. Marcel Rosette [1er octobre 1980] (p. 3714).

N° **1. — Police (mission de la police).** — Question de M. Jacques Eberhard [22 octobre 1980] (p. 3748).

N° **2. — Mineurs (travailleurs de la mine) (restructuration de la sécurité sociale minière).** — Question de M. Raymond Dumont [2 octobre 1980] (p. 3748). — Réponse de M. Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [7 novembre 1980] (p. 4514, 4515).

N° **3. — Textile (licenciement collectif dans une usine textile).** — Question de M. Raymond Dumont [2 octobre 1980] (p. 3748). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [24 octobre 1980] (p. 4042).

N° **4. — Industries mécaniques (sauvegarde de la production française de machines-outils).** — Question de M. Jean Garcia [2 octobre 1980] (p. 3749). — Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie [17 octobre 1980] (p. 3937, 3938).

N° **5. — Enseignement supérieur (situation de l'université Paris-VIII).** — Question de Mme Danielle Bidard [2 octobre 1980] (p. 3749). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie [21 novembre 1980] (p. 5035, 5036).

N° 6. — **Calamités (mesures en faveur des sinistrés de la Haute-Loire).** — Question de M. Adrien Gouteyron [2 octobre 1980] (p. 3749). — Réponse de M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture [10 octobre 1980] (p. 3865, 3867).

N° 7. — **Travail des femmes (protection des salariées chargées de famille).** — Question de Mme Rolande Perlican [2 octobre 1980] (p. 3749). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) [12 décembre 1980] (p. 6252, 6253).

N° 8. — **Licenciements (situation du personnel du muséum d'histoire naturelle).** — Question de Mme Danielle Bidard [7 octobre 1980] (p. 3777). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie [21 novembre 1980] (p. 5036, 5037).

N° 9. — **Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens (situation de l'emploi à la Société Giram).** — Question de M. Jean Garcia [7 octobre 1980] (p. 3777). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie [21 novembre 1980] (p. 5032, 5033).

N° 10. — **Radiodiffusion et télévision (réglementation de l'utilisation de la « Citizen Band »).** — Question de M. Pierre Salvi [7 octobre 1980] (p. 3777).

N° 11. — **Français de l'étranger (sécurité des ressortissants français au Vanuatu).** — Question de M. Lionel Cherrier [7 octobre 1980] (p. 3777). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement [10 octobre 1980] (p. 3859).

N° 12. — **Travail des femmes (salaires et promotion des femmes dans les entreprises).** — Question de Mme Rolande Perlican [8 octobre 1980] (p. 3795). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) [12 décembre 1980] (p. 6253, 6254).

N° 13. — **Faune (protection de la).** — Question de M. Philippe Machefer [8 octobre 1980] (p. 3795).

N° 14. — **Parlementaires (problèmes posés par la suppléance des parlementaires nommés ministres).** — Question de M. Henri Caillavet [9 octobre 1980] (p. 3850).

N° 15. — **Parlementaires (suppléance d'un parlementaire nommé ministre : cas particulier).** — Question de M. Henri Caillavet [9 octobre 1980] (p. 3850).

N° 16. — **Calamités (la Réunion : indemnisation des planteurs sinistrés).** — Question de M. Louis Virapoullé [9 octobre 1980] (p. 3850). — Réponse de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) [24 octobre 1980] (p. 4044).

N° 17. — **Sports (prochaine tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud).** — Question de M. Guy Schmaus [10 octobre 1980] (p. 3873). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [24 octobre 1980] (p. 4037).

N° 18. — **Sports (développement de la spéléologie).** — Question de M. Raymond Bouvier [10 octobre 1980] (p. 3873). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) [12 décembre 1980] (p. 6247, 6248).

N° 19. — **Baux de locaux d'habitation (conséquences de la libération des loyers).** — Question de M. Francis Palmero [10 octobre 1980] (p. 3873). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie [21 novembre 1980] (p. 5033, 5034).

N° 20. — **Mutualité (aide financière accordée à la mutualité nationale des étudiants de France).** — Question de M. Pierre Salvi [14 octobre 1980] (p. 3905). — Réponse de M. Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [7 novembre 1980] (p. 4513, 4514).

N° 21. — **Emploi (Yvelines : dégradation de l'emploi).** — Question de M. Philippe Machefer [14 octobre 1980] (p. 3905).

N° 22. — **Tourisme (développement du tourisme hors saison dans les zones littorales).** — Question de M. Pierre Vallon [16 octobre 1980] (p. 3927). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) [12 décembre 1980] (p. 6248, 6249).

N° 23. — **Etudiants (difficultés financières des étudiants).** — Question de Mme Danielle Bidard [16 octobre 1980] (p. 3927). — Réponse de M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie [21 novembre 1980] (p. 5037, 5038).

N° 24. — **Baux de locaux d'habitation (situation de certains locataires).** — Question de M. Serge Boucheny [16 octobre 1980] (p. 3927).

N° 25. — **Régimes pénitentiaires (situation des détenus).** — Question de M. Charles Pasqua [17 octobre 1980] (p. 3943).

N° 26. — **Logement (aide à l'accession à la propriété).** — Question de M. Auguste Chupin [21 octobre 1980] (p. 3977).

N° 27. — **Agriculture (application de la loi d'orientation agricole).** — Question de M. Yves Le Cozannet [21 octobre 1980] (p. 3977).

N° 28. — **Ecoles maternelles (effectifs des classes maternelles dans certains départements).** — Question de M. Jean Béranger [21 octobre 1980] (p. 3977). — Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation [7 novembre 1980] (p. 4510, 4511).

N° 29. — **Pensions de retraite (mensualisation des pensions de retraite).** — Question de M. Louis Jung [21 octobre 1980] (p. 3977). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [7 novembre 1980] (p. 4505).

N° 30. — **Céréales (importations de produits de substitution des céréales dans la C. E. E.).** — Question de M. Charles-Edmond Lenglet [22 octobre 1980] (p. 3996).

N° 31. — **Fonction publique (situation de la caisse nationale de prévoyance de la fonction publique).** — Question de M. Pierre Salvi [23 octobre 1980] (p. 4027). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [7 novembre 1980] (p. 4506, 4507).

N° 32. — **Epargne (développement de l'épargne liquide des ménages).** — Question de M. Roger Boileau [23 octobre 1980] (p. 4027). — Réponse de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) [12 décembre 1980] (p. 6254, 6255).

N° 33. — **Election du Président de la République (application de la loi).** — Question de M. René Jager [23 octobre 1980] (p. 4027). — Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) [7 novembre 1980] (p. 4507, 4508).

N° 34. — **Licenciements (situation de l'emploi dans le Sud-Ouest).** — Question de Mme Hélène Luc [24 octobre 1980] (p. 4048).

N° 35. — **Céréales (importations de produits de substitution des céréales dans la C. E. E.).** — Question de M. Pierre Louvot [24 octobre 1980] (p. 4048).

N° 36. — **Vaccinations (campagne d'information sur la vaccination contre le tétanos).** — Question de Mme Hélène Luc [24 octobre 1980] (p. 4048). — Réponse de M. Rémy Montagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale [7 novembre 1980] (p. 4512).

N° 37. — **Pensions de retraite (montant des retraites au cours des prochaines décennies).** — Question de M. Roger Boileau [28 octobre 1980] (p. 4171).

N° 38. — **Architectes (condition d'obtention du titre d'agréé en architecture).** — Question de M. Raymond Bouvier [28 octobre 1980] (p. 4171).

N° 39. — **Energie solaire (utilisation de l'énergie solaire).** — Question de M. Jean Cauchon [28 octobre 1980] (p. 4171).

N° 40. — **Emploi (amélioration du fonctionnement des marchés du travail).** — Question de M. Jean Cauchon [28 octobre 1980] (p. 4171).

N° 41. — **Entreprises (expansion économique des entreprises à l'étranger).** — Question de M. Jacques Mossion [28 octobre 1980] (p. 4171). — Réponse de M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur [12 décembre 1980] (p. 6261, 6262).

N° 42. — **Finances locales (emprunts des villes et communes : simplification de la procédure administrative).** — Question de M. Kléber Malécot [28 octobre 1980] (p. 4171).

N° **43.** — **Construction (conséquences de la réduction des prêts à la construction).** — Question de M. Jean Cluzel [28 octobre 1980] (p. 4172). — Réponse de M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur [12 décembre 1980] (p. 6262, 6263 et 6264).

N° **44.** — **Urbanisme (effets de l'institution du plafond légal de densité).** — Question de M. Jean Cluzel [28 octobre 1980] (p. 4172). — Réponse de M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur [12 décembre 1980] (p. 6264).

N° **45.** — **Voirie (aménagement de l'avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine).** — Question de M. Charles Pasqua [29 octobre 1980] (p. 4235).

N° **46.** — **Energie nucléaire (situation de la sécurité nucléaire).** — Question de M. Charles Pasqua [29 octobre 1980] (p. 4235).

N° **47.** — **Circulation routière (résultats de l'expérience « Matin - Ile-de-France »).** — Question de M. Jean Colin [30 octobre 1980] (p. 4292).

N° **48.** — **Elections municipales (Lyon, répartition par arrondissement des conseillers municipaux).** — Question de M. Jean Mercier [30 octobre 1980] (p. 4292).

N° **49.** — **Etablissements scolaires (situation des personnels non enseignants dans l'académie de Versailles).** — Question de M. Philippe Machefer [30 octobre 1980] (p. 4292).

N° **50.** — **Police (personnel de) (port d'insignes nazis).** — Question de M. Raymond Dumont [30 octobre 1980] (p. 4292).

N° **51.** — **Transports aériens (problèmes d'emploi des pilotes de ligne).** — Question de Mme Hélène Luc [31 octobre 1980] (p. 4328).

N° **52.** — **Licenciements (situation de l'emploi dans une entreprise de Lens).** — Question de M. Raymond Dumont [31 octobre 1980] (p. 4328).

N° **53.** — **Handicapés (application de la loi d'orientation en faveur des handicapés).** — Question de M. Adrien Gouteyron [31 octobre 1980] (p. 4328).

N° **54.** — **Céréales (situation des exportations de céréales).** — Question de M. Louis Minetti [4 novembre 1980] (p. 4379).

N° **55.** — **Exploitants agricoles (établissement d'un statut professionnel en faveur des épouses d'agriculteurs).** — Question de M. Raymond Bouvier [4 novembre 1980] (p. 4379).

N° **56.** — **Céréales (importation de produits de substitution des céréales dans la C. E. E.).** — Question de M. Pierre Vallon [4 novembre 1980] (p. 4379).

N° **57.** — **Veuves (institution d'un capital décès en faveur de certaines veuves).** — Question de M. Guy Robert [4 novembre 1980] (p. 4379).

N° **58.** — **Pensions de reversion (taux de certaines pensions de réversion).** — Question de M. René Herment [4 novembre 1980] (p. 4379).

N° **59.** — **Pays en voie de développement (aide médicale aux pays du tiers monde).** — Question de M. Pierre Lacour [4 novembre 1979] (p. 4379).

N° **60.** — **Gendarmerie (revalorisation des majorations de retraites spéciales à la gendarmerie).** — Question de M. Jacques Genton [4 novembre 1980] (p. 4379).

N° **61.** — **Logement (gestion de l'aide personnalisée au logement).** — Question de M. François Dubanchet [4 novembre 1980] (p. 4379).

N° **62.** — **Impôts (aménagement de l'avoir fiscal et des droits de succession).** — Question de M. François Dubanchet [4 novembre 1980] (p. 4379).

N° **63.** — **Commerce extérieur (sociétés d'ingénierie et marché international).** — Question de M. François Dubanchet [4 novembre 1980] (p. 4380).

N° **64.** — **Handicapés (pouvoir d'achat des prestations servies aux handicapés).** — Question de M. Francis Palmero [4 novembre 1980] (p. 4380).

N° **65.** — **Accidents du travail (responsabilité des chefs d'entreprise en cas d'accident du travail).** — Question de M. Auguste Chupin [4 novembre 1980] (p. 4380).

N° **66.** — **Cinéma (situation de l'industrie de fabrication de matériel cinématographique).** — Question de M. Jacques Thyraud [5 novembre 1980] (p. 4433).

N° **67.** — **Construction (difficultés d'application de la loi relative à l'assurance dans le domaine de la construction).** — Question de M. Robert Laucournet [5 novembre 1980] (p. 4433). — Réponse de M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur [12 décembre 1980] (p. 6257, 6258 et 6259).

N° **68.** — **Aménagement du territoire (crédits pour l'aménagement du Languedoc-Roussillon).** — Question de M. Marcel Vidal [6 novembre 1980] (p. 4489).

N° **69.** — **Agriculture (fusion de deux organismes agricoles).** — Question de M. Louis Minetti [6 novembre 1980] (p. 4490).

N° **70.** — **Aménagement du territoire (mesures en faveur de l'installation d'activités industrielles dans le Loiret).** — Question de M. Kléber Malécot [7 novembre 1980] (p. 4553).

N° **71.** — **Forêts (reboisement équivalent en surface du camp de Canjuers).** — Question de M. Maurice Janetti [12 novembre 1980] (p. 4601).

N° **72.** — **Bois (taxation des bois feuillus sciés).** — Question de M. Roland du Luart [12 novembre 1980] (p. 4601).

N° **73.** — **Justice (organisation de la justice) (bilan de l'action des conciliateurs).** — Question de M. René Chazelle [14 novembre 1980] (p. 4727).

N° **74.** — **Radiodiffusion et télévision (mesures en faveur des cibistes et des radio-amateurs).** — Question de M. Francis Palmero [19 novembre 1980] (p. 4961).

N° **75.** — **Sondages et enquêtes (sondages en période électorale).** — Question de M. Edouard Bonnefous [19 novembre 1980] (p. 4961).

N° **76.** — **Radiodiffusion et télévision (fabrication des nouveaux appareils utilisant la citizen band).** — Question de M. Bernard Parmantier [21 novembre 1980] (p. 5091).

N° **77.** — **Détenus (situation des prisionniers politiques en Irlande du Nord).** — Question de M. Serge Boucheny [22 novembre 1980] (p. 5173).

N° **78.** — **Textiles (déséquilibre de la balance du commerce extérieur).** — Question de M. Maurice Schumann [22 novembre 1980] (p. 5173).

N° **79.** — **Textiles (maintien de l'activité textile dans le pays d'Olmes).** — Question de M. Germain Authié [27 novembre 1980] (p. 5433).

N° **80.** — **Bibliothèques (amélioration du fonctionnement de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine).** — Question de M. Philippe Machefer [27 novembre 1980] (p. 5433).

N° **81.** — **Postes et télécommunications (personnel des) (situation de certains lauréats du concours de technicien de télécommunications).** — Question de Mme Cécile Goldet [27 novembre 1980] (p. 5434).

N° **82.** — **Téléphone (écoutes téléphoniques).** — Question de M. Henri Caillavet [29 novembre 1980] (p. 5543).

N° **83.** — **Horticulteurs (suites du rapport sur l'horticulture).** — Question de M. Francis Palmero [29 novembre 1980] (p. 5543).

N° **84.** — **Elections cantonales (découpage électoral).** — Question de Mme Hélène Luc [1er décembre 1980] (p. 5605).

N° **85.** — **Presse (prise de participation de Matra dans le groupe Hachette).** — Question de M. Henri Caillavet [15 décembre 1980] (p. 6300).

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

N° **12.** — **Viticulture (conséquences des calamités atmosphériques et des importations sur la situation des viticulteurs du Midi).** — Question de M. Raymond Courrière [6 avril 1978]. — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1996, 2010. — Commune avec la discussion des questions n° 109 de M. Félix Ciccolini, n° 238 de M. René Tinant, n° 340 de M. Louis Minetti, n° 341 de M. Paul Guillard et n° 388 de M. Jean Francou).

Orateurs : *MM. Raymond Courrière, Charles Alliès, Félix Ciccolini, Marcel Rudloff,* en remplacement de M. René Tinant, *Louis Minetti, Paul Guillard, Jean Francou, Serge Mathieu, Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture.*

Agriculteurs (jeunes) : M. Minetti (Louis) (p. 2002).

Agriculture méridionale : MM. Ciccolini (Félix) (p. 1998, 1999) ; Francou (Jean) (p. 2005, 2006) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2007, 2008).

Alcool carburant : MM. Rudloff (Marcel) (p. 2001) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2010).

Biomasse : M. Rudloff (Marcel) (p. 2000, 2001).

Chambres d'agriculture : M. Francou (Jean) (p. 2006).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : M. Guillard (Paul) (p. 2004).

Communauté économique européenne (C.E.E.) (élargissement) : MM. Francou (Jean) (p. 2005) ; Ciccolini (Félix) (p. 1999, 2000) ; Minetti (Louis) (p. 2002, 2010) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2007, 2008, 2009).

Crédit agricole : MM. Guillard (Paul) (p. 2003) ; Francou (Jean) (p. 2006).

Fruits et légumes : MM. Guillard (Paul) (p. 2002, 2004, 2005) ; Ciccolini (Félix) (p. 1999) ; Francou (Jean) (p. 2005, 2006) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2008, 2009) ; Minetti (Louis) (p. 2008, 2010).

Importations : MM. Minetti (Louis) (p. 2001) ; Guillard (Paul) (p. 2005) ; Francou (Jean) (p. 2005) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2009).

Industrie agro-alimentaire : M. Minetti (Louis) (p. 2002).

Office national interprofessionnel des vins de table (O.N.I.V.I.T.) : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 2007).

Ovins : M. Minetti (Louis) (p. 2002).

Prix agricoles : MM. Minetti (Louis) (p. 2001) ; Guillard (Paul) (p. 2004) ; Francou (Jean) (p. 2006) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2007, 2009) ; Courrière (Raymond) (p. 2010).

Provence-Alpes-Côte d'Azur : MM. Ciccolini (Félix) (p. 1998, 1999) ; Francou (Jean) (p. 2005) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2007, 2008).

Revenus agricoles : MM. Courrière (Raymond) (p. 1998, 2010) : Guillard (Paul) (p. 2003) ; Francou (Jean) (p. 2005).

Vin : MM. Courrière (Raymond) (p. 1997, 1998) ; Alliès (Charles) (p. 1997) ; Mathieu (Serge) (p. 2006) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2007).

Vin (chaptalisation) : MM. Mathieu (Serge) (p. 2006) ; Courrière (Raymond) (p. 2010).

Viticulture : MM. Courrière (Raymond) (p. 1998, 2010) ; Mathieu (Serge) (p. 2006) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2007).

N° **24.** — **Transports aériens (aviation militaire, difficultés de reconversion des pilotes militaires).** — Question de M. Jean Francou [6 avril 1978] (p. 362). — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **98.** — **Automobiles (accord entre le groupe Peugeot-Citroën et Chrysler).** — Question de M. Guy Schmaus [2 octobre 1978]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **106.** — **Violences (problèmes de sécurité des Français).** — Question de M. Charles Lederman [21 septembre 1978] (p. 2248). — Retrait [7 octobre 1980] (p. 3766).

N° **109.** — **Agriculture (soutien de l'agriculture et de la viticulture dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur).** — Question de M. Félix Ciccolini [28 septembre 1978]. — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1996, 2010. — Commune avec la discussion de la question n° 12 de M. Raymond Courrière).

N° **110.** — **Agriculture (soutien de l'agriculture et de la viticulture dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur).** — Question de M. Antoine Andrieux [2 octobre 1978]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **162.** — **Vieillesse (bilan de la politique menée en faveur des personnes âgées).** — Question de M. Bernard Lemarié [14 mars 1979] (p. 382). — **Discussion** [6 mai 1980] (p. 1675 à 1711. — Commune avec la discussion des questions n° 254 de M. Pierre Gamboa, n° 352 de M. Pierre Gamboa, n° 255 de M. Pierre Schiélé, n° 286 de M. Michel Labéguerie, n° 306 de M. Robert Schwint, n° 324 de M. Robert Schwint, n° 312 de M. Maurice Janetti, n° 348 de Mme Marie-Claude Beaudeau et n° 376 de Mme Cécile Goldet).

Orateurs : *MM. Jacques Mossion, au nom de M. Bernard Lemarié ; Pierre Gamboa, Pierre Schiélé, Michel Labéguerie, Robert Schwint, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Cécile Goldet, MM. Maurice Janetti, Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale ; André Méric, Marcel Fortier, Jacques Bialski, Jean-Pierre Fourcade, Jean Mézard, Roland Boscary-Monsservin, Daniel Hoeffel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale ; Jean Farge, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.*

Aide ménagère : M. Lemarié (Bernard) (p. 1677) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1683, 1684, 1685) ; MM. Barrot (Jacques) (p. 1691) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1705).

Aide sociale à l'enfance : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1603).

Allocation compensatrice pour tierce personne : M. Barrot (Jacques) (p. 1692).

Ambulances : MM. Schiélé (Pierre) (p. 1679, 1680, 1694) ; Barrot (Jacques) (p. 1690, 1691).

Assurance maladie : MM. Barrot (Jacques) (p. 1693) ; Schwint (Robert) (p. 1694, 1710) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 1695) ; MM. Fortier (Marcel) (p. 1697) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1701, 1702) ; Farge (Jean) (p. 1708, 1710).

Assurance veuvage : M. Bialski (Jacques) (p. 1700).

Assurance vieillesse : MM. Barrot (Jacques) (p. 1692) ; Fortier (Marcel) (p. 1698) ; Farge (Jean) (p. 1708).

Assurances : MM. Gamboa (Pierre) (p. 1679) ; Barrot (Jacques) (p. 1690) ; Méric (André) (p. 1696).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) : M. Gamboa (Pierre) (p. 1678).

Centre national de transfusion sanguine : M. Gamboa (Pierre) (p. 1678).

Centre d'aide par le travail (C.A.T.) : MM. Janetti (Maurice) (p. 1687) ; Barrot (Jacques) (p. 1692) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1705).

Chômage : M. Gamboa (Pierre) (p. 1679).

Cliniques privés : M. Méric (André) (p. 1696).

Collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) : M. Janetti (Maurice) (p. 1688).

Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) : MM. Janetti (Maurice) (p. 1687) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1705).

Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) : Mme Goldet (Cécile) (p. 1685).

Congé de maternité : MM. Labéguerie (Michel) (p. 1680) ; Barrot (Jacques) (p. 1692).

Congé parental : M. Labéguerie (Michel) (p. 1680).

Consommation (médicale) : M. Schwint (Robert) (p. 1682).

Education sanitaire : MM. Farge (Jean) (p. 1709) ; Barrot (Jacques) (p. 1711).

Enseignement spécialisé : M. Janetti (Maurice) (p. 1688).

Femmes : M. Labéguerie (Michel) (p. 1680, 1681).

Handicapés : MM. Janetti (Maurice) (p. 1686, 1687, 1688) ; Barrot (Jacques) (p. 1692) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1705, 1706).

Hôpitaux : MM. Gamboa (Pierre) (p. 1677, 1678) ; Schwint (Robert) (p. 1681, 1682) ; Barrot (Jacques) (p. 1688, 1689) ; Méric (André) (p. 1697) ; Fortier (Marcel) (p. 1698) ; Bialski (Jacques) (p. 1700, 1701) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1701, 1702) ; Mézard (Jean) (p. 1703) ; Farge (Jean) (p. 1708, 1709).

Hôpitaux (conseils d'administration) : MM. Gamboa (Pierre) (p. 1678) ; Barrot (Jacques) (p. 1689).

Hôpitaux (personnels) : MM. Gamboa (Pierre) (p. 1677, 1678) ; Schwint (Robert) (p. 1682) ; Barrot (Jacques) (p. 1688, 1689) ; Fortier (Marcel) (p. 1698) ; Mézard (Jean) (p. 1703).

Hôpitaux (tarification) : MM. Fortier (Marcel) (p. 1698) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1701) ; Farge (Jean) (p. 1708, 1709).

Hospitalisation à domicile : MM. Lemarié (Bernard) (p. 1677) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1702).

Industrie pharmaceutique : M. Méric (André) (p. 1696, 1697).

Internat (médecine) : MM. Schwint (Robert) (p. 1682, 1694) ; Barrot (Jacques) (p. 1695).

Logement (personnes âgées) : M. Lemarié (Bernard) (p. 1677).

Maisons d'accueil spécialisées (M.A.S.) : M. Hoeffel (Daniel) (p. 1705).

Maternités : M. Labéguerie (Michel) (p. 1681).

Matériel médico-chirurgical : M. Mézard (Jean) (p. 1704).

Médecine (études) : MM. Schwint (Robert) (p. 1682) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1702) ; Mézard (Jean) (p. 1703) ; Barrot (Jacques) (p. 1711).

Médecine scolaire : Mme Goldet (Cécile) (p. 1695).

Médecins : M. Gamboa (Pierre) (p. 1679) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 1685, 1686, 1695) ; MM. Barrot (Jacques) (p. 1689) ; Fortier (Marcel) (p. 1699) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1702) ; Mézard (Jean) (p. 1703) ; Boscary-Monsservin (Roland) (p. 1704) ; Farge (Jean) (p. 1707, 1708, 1709).

Mutuelles : MM. Gamboa (Pierre) (p. 1688) ; Schwint (Robert) (p. 1683, 1694, 1707) ; Barrot (Jacques) (p. 1690) ; Farge (Jean) (p. 1706, 1707).

Périnatalité : MM. Labéguerie (Michel) (p. 1681) ; Barrot (Jacques) (p. 1692, 1693).

Personnes âgées : M. Lemarié (Bernard) (p. 1676, 1677) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 1683, 1684, 1685) ; MM. Barrot (Jacques) (p. 1691, 1692) ; Hoeffel (Daniel) (p. 1705).

Recherche médicale : M. Barrot (Jacques) (p. 1711).

Sapeurs-pompiers : MM. Schiélé (Pierre) (p. 1679, 1680, 1694) ; Barrot (Jacques) (p. 1690, 1691).

Sécurité sociale (caisses) : M. Farge (Jean) (p. 1709).

Sécurité sociale (convention médecins) : M. Gamboa (Pierre) (p. 1679) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 1685, 1686) ; M. Barrot (Jacques) (p. 1686, 1689, 1690) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 1695) ; MM. Fortier (Marcel) (p. 1697, 1699) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1702) ; Mézard (Jean) (p. 1703) ; Farge (Jean) (p. 1707).

Sécurité sociale (financement) : MM. Méric (André) (p. 1695, 1696, 1697) ; Bialski (Jacques) (p. 1700, 1701) ; Farge (Jean) (p. 1707, 1708) ; Barrot (Jacques) (p. 1710, 1711).

Téléphone (personnes âgées) : M. Lemarié (Bernard) (p. 1677).

Ticket modérateur (sécurité sociale) : MM. Gamboa (Pierre) (p. 1678, 1679) ; Schwint (Robert) (p. 1682, 1694) ; Barrot (Jacques) (p. 1690) ; Méric (André) (p. 1696) ; Fourcade (Jean-Pierre) (p. 1702) ; Farge (Jean) (p. 1706).

Travail (conditions de) : MM. Labéguerie (Michel) (p. 1681) ; Janetti (Maurice) (p. 1687) ; Barrot (Jacques) (p. 1692).

Zones rurales : M. Boscary-Monsservin (Roland) (p. 1704).

N° **173.** — **Radiodiffusion et télévision (restructuration de la S. F. P. : menace sur la mission de service public culturel de la télévision).** — Question de M. James Marson [2 avril 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **174.** — **Centrales nucléaires (implantation d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine).** — Question de M. Louis Perrein [2 avril 1979] (p. 483). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1971, 1977).

Orateurs : *M. Louis Perrein, Mme Danielle Bidard, M. André Giraud, ministre de l'industrie.*

Centrale nucléaire (de Nogent-sur-Seine) : M. Perrein (Louis) (p. 1971, 1975, 1976, 1977) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 1972) ; M. Giraud (André) (p. 1973, 1974, 1975, 1977).

Centrales nucléaires : M. Perrein (Louis) (p. 1971, 1975, 1976, 1977) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 1972, 1973, 1976) ; M. Giraud (André) (p. 1973, 1974, 1975, 1976, 1977).

Charbon : Mme Bidard (Danielle) (p. 1972).

Commissariat à l'énergie atomique (C. E. A.) : Mme Bidard (Danielle) (p. 1973) ; M. Giraud (André) (p. 1976).

Conseil d'information nucléaire : MM. Giraud (André) (p. 1975) ; Perrein (Louis) (p. 1976).

Eau : MM. Perrein (Louis) (p. 1971, 1977) ; Giraud (André) (p. 1974).

Information (nucléaire) : MM. Giraud (André) (p. 1973, 1975, 1977) ; Perrein (Louis) (p. 1976, 1977).

Sécurité nucléaire : Mme Bidard (Danielle) (p. 1973).

Protection civile : M. Perrein (Louis) (p. 1977).

N° **197.** — **Exploitants agricoles (résultat des négociations concernant les montants compensatoires).** — Question de M. Jean Cluzel [3 avril 1980]. — Retrait [13 mai 1980] (p. 1839).

N° **205.** — **Montagne (politique du Gouvernement en faveur des agriculteurs en zone de montagne).** — Question de M. Raymond Bouvier [10 avril 1979] (p. 625). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4157, 4168, commune avec la discussion de la question n° 407 de Mlle Irma Rapuzzi).

N° **208.** — **Charbonnages.** — Question de Mlle Irma Rapuzzi [19 avril 1979] (p. 822). — Retrait [8 octobre 1980] (p. 3791).

N° **220.** — **Sports (refus de recevoir en France une équipe sud-africaine).** — Question de M. Jean Francou [9 mai 1979] (p. 1147). — Retrait [30 octobre 1980] (p. 4246).

N° **222.** — **Banques (paiement pour l'émission de chèques ; crédit aux petites entreprises).** — Question de M. Hubert Martin [11 mai 1979] (p. 1219). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1958, 1971, commune avec la discussion de la question n° 359 de de M. Josy Moinet).

N° **224.** — **Energie (hydraulique, charbonnière, solaire et alcool carburant).** — Question de M. Jean Péridier [22 mai 1979] (p. 1446). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1977, 1989 ; commune avec la discussion de la question n° 323 de M. Raymond Dumont).

Orateurs : *MM. Jean Péridier, Raymond Dumont, André Rabineau, André Giraud, ministre de l'industrie ; Jacques Henriet.*

Alcool carburant : M. Péridier (Jean) (p. 1980).

Biomasse : MM. Péridier (Jean) (p. 1980) ; Dumont (Raymond) (p. 1982) ; Giraud (André) (p. 1986).

Centrale nucléaire de Plogoff : M. Péridier (Jean) (p. 1978).

Charbon : MM. Péridier (Jean) (p. 1977, 1979, 1987) ; Dumont (Raymond) (p. 1981, 1982, 1987) ; Rabineau (André) (p. 1983) ; Giraud (André) (p. 1985, 1986, 1988).

Chauffage solaire : M. Péridier (Jean) (p. 1980).

Charbonnages de France : M. Giraud (André) (p. 1986).

Energie (économies) : MM. Rabineau (André) (p. 1983) ; Giraud (André) (p. 1984).

Energie hydro-électrique : MM. Péridier (Jean) (p. 1979) ; Rabineau (André) (p. 1983).

Energie marémotrice : M. Péridier (Jean) (p. 1980).

Energie nucléaire : MM. Péridier (Jean) (p. 1978, 1987) ; Dumont (Raymond) (p. 1981, 1982) ; Giraud (André) (p. 1985, 1989) ; Henriet (Jacques) (p. 1989).

Energies nouvelles : MM. Péridier (Jean) (p. 1979, 1980) ; Giraud (André) (p. 1986, 1988).

Energie solaire : M. Péridier (Jean) (p. 1980).

Ententes : M. Péridier (Jean) (p. 1978).

Gaz naturel : MM. Péridier (Jean) (p. 1979) ; Rabineau (André) (p. 1983) ; Giraud (André) (p. 1985).

Information (nucléaire) : MM. Péridier (Jean) (p. 1978) ; Rabineau (André) (p. 1983).

Organisation des pays exportateurs de pétrole (O. P. E. P.) : M. Péridier (Jean) (p. 1978).

Pétrole : MM. Péridier (Jean) (p. 1978, 1986, 1987) ; Dumont (Raymond) (p. 1980) ; Rabineau (André) (p. 1982, 1983) ; Giraud (André) (p. 1984, 1985, 1987).

Politique énergétique : MM. Péridier (Jean) (p. 1977, 1978, 1979, 1980, 1989) ; Dumont (Raymond) (p. 1980, 1981, 1982, 1987) ; Rabineau (André) (p. 1982, 1983) ; Giraud (André) (p. 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989) ; Henriet (Jacques) (p. 1989).

Recherche pétrolière : MM. Dumont (Raymond) (p. 1981) ; Giraud (André) (p. 1984) ; Péridier (Jean) (p. 1987).

Référendum : MM. Péridier (Jean) (p. 1979) ; Giraud (André) (p. 1984).

Sûreté nucléaire : M. Giraud (André) (p. 1988).

N° **225.** — **Postes et télécommunications (personnel des) (licenciements dans l'industrie des télécommunications).** — Question de M. Louis Perrein [22 mai 1979] (p. 1446). — Retrait par son auteur [23 octobre 1980] (p. 4020).

N° **229.** — **Concurrence (politique du Gouvernement en ce qui concerne la concurrence et l'information des consommateurs).** — Question de M. Michel Chauty [6 juin 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **231.** — **Français d'outre-mer (Rapatriés).** — Question de M. Michel Chauty [12 juin 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **232.** — **Administrations financières (moyens en personnel de la direction générale de la concurrence et de la consommation).** — Question de M. Bernard Parmantier [14 juin 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **233.** — **Bois.** — Question de M. Raymond Brun [14 juin 1979] (p. 1923). — Retrait [16 octobre 1980] (p. 3919).

N° **235.** — **Gendarmerie (situation des gendarmes retraités et des veuves de militaires retraités).** — Question de M. Serge Boucheny [22 juin 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **238.** — **Produits agricoles (orientation de la production agricole vers le développement d'un potentiel énergétique).** — Question de M. René Tinaut [2 octobre 1979] (p. 2881). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1996, 2010. — Commune avec la discussion de la question n° 12 de M. Raymond Courrière).

N° **241.** — **Politique économique (crise économique et répercussions sociales).** — Question de M. Gaston Pams [2 octobre 1979] (p. 2881). — Retrait [8 octobre 1980] (p. 3791).

N° **242.** — **Spectacles (promotion de la chanson française et protection des droits des compositeurs).** — Question de M. Francis Palmero [2 octobre 1979]. — **Discussion** [24 juin 1980] (p. 3039, 3043).

Orateurs : *MM. Francis Palmero, Jean Cluzel, James Marson, Henri Caillavet, Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication.*

Chanson française : MM. Palmero (Francis) (p. 3039) ; Marson (James) (p. 3041, 3042) ; Caillavet (Henri) (p. 3042) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3042, 3043).

Disque (industrie du) : MM. Palmero (Francis) (p. 3039, 3040, 3041) ; Marson (James) (p. 3042) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3042, 3043).

Droits d'auteur : MM. Palmero (Francis) (p. 3039, 3040, 3041) ; Marson (James) (p. 3042).

Marché international du disque et d'édition musicale (M.I.D.E.M.) : M. Palmero (Francis) (p. 3039).

Musique : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3043) ; Palmero (Francis) (p. 3043).

Piraterie phonographique : M. Palmero (Francis) (p. 3040).

Radiodiffusion-télévision : MM. Palmero (Francis) (p. 3039, 3040, 3041) ; Cluzel (Jean) (p. 3041).

Radios libres : M. Caillavet (Henri) (p. 3052).

Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) : M. Palmero (Francis) (p. 3039).

N° **252.** — **Tunnels (tunnel routier sous le Fréjus).** — Question de M. Pierre Vallon [2 octobre 1979]. — **Discussion** [22 avril 1980] (p. 1414, 1417).

Orateurs : *MM. Pierre Vallon, Henri Moreau, Joël Le Theule, ministre des transports.*

Autoroutes : M. Le Theule (Joël) (p. 1416).

Routes : M. Le Theule (Joël) (p. 1416, 1417).

Tunnels : MM. Vallon (Pierre) p. 1414, 1415) ; Moreau (Henri) (p. 1415) ; Le Theule (Joël) (p. 1416).

N° **254.** — **Hôpitaux (moyens financiers des hôpitaux).** — Question de M. Pierre Gamboa [2 octobre 1979] (p. 2883). — **Discussion** [6 mai 1980] (p. 1675, 1711. — Commune avec la discussion de la question n° 162 de M. Bernard Lemarié).

N° **255.** — **Transports sanitaires (remboursement des frais de transports sanitaires).** — Question de M. Pierre Schiélé [2 octobre 1979] (p. 2883). — **Discussion** [6 mai 1980 (p. 1675, 1711. — Commune avec la discussion de la question n° 162 de M. Bernard Lemarié).

N° **261.** — **Agriculture (difficultés de l'agriculture).** — Question de M. Louis Minetti [2 octobre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **264.** — **Emploi (emploi en France).** — Question de M. Hector Viron [2 octobre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **266.** — **Vins (mesures à prendre pour soutenir le cours des vins non logés).** — Question de M. Abel Sempé [2 octobre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **267.** — **Vins (mesures à prendre pour faire face à une production viticole excédentaire dans le Sud-Ouest).** — Question de M. Abel Sempé [2 octobre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **273.** — **Rapatriés (situation actuelle des harkis).** — Question de M. Jean Francou [2 octobre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **274.** — **Politique extérieure (position de la France dans le débat sur le dialogue Nord-Sud et le nouvel ordre économique international).** — Question de M. Edgard Pisani [2 octobre 1979] (p. 2885). — **Discussion** [16 décembre 1980] (p. 6325, 6334).

Orateurs : *MM. Edgard Pisani, Anicet Le Pors, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Afrique : MM. Pisani (Edgard) (p. 6326) ; Stirn (Olivier) (p. 6331, 6333).

Agriculture : M. Le Pors (Anicet) (p. 6327).

Banque mondiale : M. Stirn (Olivier) (p. 6330).

Commerce international : MM. Stirn (Olivier) (p. 6332) ; Pisani (Edgard) (p. 6332).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : M. Stirn (Olivier) (p. 6330).

Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (C.N.U.E.D.) : M. Stirn (Olivier) (p. 6331).

Cuba : MM. Stirn (Olivier) (p. 6333) ; Le Pors (Anicet) (p. 6333).

Dialogue Nord-Sud : MM. Pisani (Edgard) (p. 6325, 6326, 6332) ; Le Pors (Anicet) (p. 6327, 6328) ; Stirn (Olivier) (p. 6330, 6331, 6332, 6333).

Etats-Unis : MM. Pisani (Edgard) (p. 6325) ; Le Pors (Anicet) (p. 6329).

Famines : M. Le Pors (Anicet) (p. 6327, 6328, 6333).

Fonds international pour le développement agricole (F.I.D.A.) : M. Stirn (Olivier) (p. 6330).

Fonds monétaire international (F.M.I.) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 6328) ; Stirn (Olivier) (p. 6330).

Industries agro-alimentaires : M. Le Pors (Anicet) (p. 6327).

Matières premières : M. Stirn (Olivier) (p. 6330).

Monnaie . M. Pisani (Edgard) (p. 6326).

Moyen-Orient : M. Pisani (Edgard) (p. 6325).

Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) : M. Stirn (Olivier) (p. 6330).

Organisation des Nations unies (O.N.U.) : MM. Pisani (Edgard) (p. 6326) ; Le Pors (Anicet) (p. 6329) ; Stirn (Olivier) (p 6330).

Organisation des Nations unies (O.N.U.) (groupe de travail pour la lutte contre la désertification) : M. Pisani (Edgard) (p. 6326).

Organisation des Nations unies pour le développement industriel (O.N.U.D.I.) : M. Stirn (Olivier) (p. 6331).

Pays en voie de développement : MM. Pisani (Edgard) (p. 6325, 6326, 6327, 6332) ; Le Pors (Anicet) (p. 6327, 6328) ; Stern (Olivier) (p. 6329, 6330, 6331, 6332).

Pétrole (prix du) : MM. Pisani (Edgard) (p. 6326) ; Le Pors (Anicet) (p. 6328).

Politique extérieure : MM. Pisani (Edgard) (p. 6325, 6326, 6327) ; Le Pors (Anicet) (p. 6328, 6329) ; Stirn (Olivier) (p. 6329, 6330, 6331, 6332, 6333).

Produit national brut (P.I.B.) : MM. Pisani (Edgard) (p. 6326) ; Stirn (Olivier) (p. 6331).

Sociétés multinationales . MM. Pisani (Edgard) (p. 6326) ; Le Pors (Anicet) (p. 6327, 6328) ; Stirn (Olivier) (p. 6329).

Système monétaire international (S.M.I.) : MM. Pisani (Edgard) (p. 6326) ; Stirn (Olivier) (p. 6330).

U.R.S.S. : M. Pisani (Edgard) (p. 6325).

N° **275.** — **Industries agro-alimentaires.** — Question de Mlle Irma Rapuzzi [2 octobre 1979] (p. 2885). — Retrait [8 octobre 1980] (p. 3791).

N° **276.** — **Radiodiffusion et télévision (décentralisation de la radiodiffusion télévision).** — Question de M. James Marson [4 octobre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **279.** — **Vins (concours pour la mise au point d'une méthode de détection et de mesure de la chaptalisation des vins).** — Question de M. Serge Mathieu [9 octobre 1979] (p. 3067). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1995, 1996).

Orateurs : *MM. Serge Mathieu, Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, en remplacement de M. le ministre du budget.*

Vin (chaptalisation) : MM. Mathieu (Serge) (p. 1995, 1996) ; Fouchier (Jacques) (p. 1996).

Viticulture : MM. Mathieu (Serge) (p. 1996) ; Fouchier (Jacques) (p. 1996).

N° **280.** — **Informatique (politique en matière d'informatique).** — Question de M. Henri Caillavet [16 octobre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **286.** — **Travail des femmes (protection des femmes enceintes salariées).** — Question de M. Michel Labéguerie [18 octobre 1979] (p. 3385). — **Discussion** [6 mai 1980] (p. 1675, 1711. — Commune avec la discussion de la question n° 162 de M. Bernard Lemarié).

N° **303.** — **Vins (commercialisation des vins blancs).** — Qestion de M. Jacques Boyer-Andrivet [7 novembre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 936).

N° **305.** — **Aviation civile (développement de l'aviation légère et sportive).** — Question de M. Serge Boucheny [15 novembre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 937).

N° **306.** — **Hôpitaux (continuité du service public ; hôpitaux en cours de modernisation ; concertation avec les conseils d'administration).** — Question de M. Robert Schwint [19 novembre 1979] (p. 4097). — **Discussion** [6 mai 1980] (p. 1675, 1711. — Commune avec la discussion de la question n° 162 de M. Bernard Lemarié).

N° **308.** — **Industrie agro-alimentaire (politique du Gouvernement).** — Question de M. Jean Cauchon [23 novembre 1979] (p. 4373). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1989, 1995).

Orateurs : *MM. Jean Cauchon, Michel Debatisse, secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires ; Rémi Herment.*

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Cauchon (Jean) (p. 1991) ; Debatisse (Michel) (p. 1994) ; Herment (Rémi) (p. 1994).

Exportations : MM. Cauchon (Jean) (p. 1991) ; Debatisse (Michel) (p. 1992, 1994).

Fromages : M. Debatisse (Michel) (p. 1995).

Fruits et légumes : M. Cauchon (Jean) (p. 1990).

Industrie agro-alimentaire : MM. Cauchon (Jean) (p. 1989, 1990, 1991, 1994) ; Debatisse (Michel) (p. 1991, 1992, 1993, 1994, 1995) ; Herment (Rémi) (p. 1994).

Innovation : M. Debatisse (Michel) (p. 1994).

Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) : M. Debatisse (Michel) (p. 1994).

Lait : M. Debatisse (Michel) (p. 1995).

Pays en voie de développement : M. Herment (Rémi) (p. 1994).

Politique agricole : M. Cauchon (Jean) (p. 1991).

Prix : M. Debatisse (Michel) (p. 1993).

N° **309.** — **Transports aériens (remboursement des pertes subies par les collectivités locales du fait de la grève des aiguilleurs du ciel).** — Question de M. Roland Boscary-Monsservin [27 novembre 1979]. — Retrait [2 avril 1980] (p. 937).

N° **312.** — **Handicapés (mise en œuvre des dispositions de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées).** — Question de M. Maurice Janetti [14 décembre 1979] (p. 5446). — **Discussion** [6 mai 1980] (p. 1675, 1711. — Commune avec la discussion de la question n° 162 de M. Bernard Lemarié).

N° **315.** — **Transports aériens (revendications des pilotes de ligne).** — Question de M. Serge Boucheny [22 décembre 1979] (p. 5867). — Retrait [25 février 1980] (p. 326).

N° **316.** — **Industries mécaniques (politique gouvernementale dans le secteur de la machine-outil).** — Question de M. Anicet Le Pors [25 février 1980] (p. 324).

N° **317.** — **Corse (récents événements de Corse).** — Question de M. François Giacobbi : [25 février 1980] (p. 324). — **Discussion** [3 juin 1980] (p. 2240, 2255. — Commune avec la discussion des questions n° 318 de M. Jean Filippi, n° 321 de M. Louis Minetti et n° 396 de M. Paul d'Ornano).

Orateurs : *MM. François Giacobbi, Jean Filippi, Louis Minetti, Paul d'Ornano, Marcel Debarge, Max Lejeune, Roger Romani, Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.*

Agriculture : MM. Giacobbi (François) (p. 2243) ; Filippi (Jean) (p. 2244) ; Ornano (Paul d') (p. 2247) ; Romani (Roger) (p. 2250, 2251) ; Bonnet (Christian) (p. 2252).

Artisanat : MM. Giacobbi (François) (p. 2243) ; Ornano (Paul d') (p. 2248).

Attentats : MM. Giacobbi (François) (p. 2241) ; Filippi (Jean) (p. 2244) ; Minetti (Louis) (p. 2246) ; Ornano (Paul d') (p. 2247) ; Lejeune (Max) (p. 2250) ; Romani (Roger) (p. 2251) ; Bonnet (Christian) (p. 2254).

Chômage : MM. Giacobbi (François) (p. 2243) ; Minetti (Louis) (p. 2245) ; Ornano (Paul d') (p. 2248) ; Romani (Roger) (p. 2251) ; Bonnet (Christian) (p. 2253).

Communautés européennes : M. Bonnet (Christian) (p. 2254).

Corse : MM. Giacobbi (François) (p. 2241, 2242, 2243, 2254) ; Filippi (Jean) (p. 2244, 2245) ; Minetti (Louis) (p. 2245, 2246, 2254) ; Ornano (Paul d') (p. 2246, 2247, 2248, 2249) ; Debarge (Marcel) (p. 2249, 2250) ; Lejeune (Max) (p. 2250) ; Romani (Roger) (p. 2250, 2251) ; Bonnet (Christian) (p. 2252, 2253, 2254).

Cour de sûreté de l'Etat : MM. Giacobbi (François) (p. 2241, 2254) ; Filippi (Jean) (p. 2244) ; Minetti (Louis) (p. 2246, 2254) ; Debarge (Marcel) (p. 2249) ; Bonnet (Christian) (p. 2253).

Ecoles hôtelières : MM. Giacobbi (François) (p. 2241) ; Bonnet (Christian) (p. 2252).

Elevage : M. Bonnet (Christian) (p. 2252).

Energie solaire : M. Bonnet (Christian) (p. 2253).

Enseignement : MM. Giacobbi (François) (p. 2243) ; Filippi (Jean) (p. 2244) ; Ornano (Paul d') (p. 2248) ; Bonnet (Christian (p. 2252).

Formation professionnelle : MM. Filippi (Jean) (p. 2244) ; Bonnet (Christian) (p. 2252).

Impôts : MM. Ornano (Paul d') (p. 2249) ; Bonnet (Christian) (p. 2253).

Langues régionales : M. Giacobbi (François) (p. 2242).

Manifestations : MM. Giacobbi (François) (p. 2241, 2243) ; Filippi (Jean) (p. 2244) ; Ornano (Paul d') (p. 2247) ; Debarge (Marcel) (p. 2249) ; Lejeune (Max) (p. 2250) ; Bonnet (Christian) (p. 2254).

Prime d'insularité : M. Minetti (Louis) (p. 2245, 2246).

Rapatriés : M. Romani (Roger) (p. 2250).

Région (institutions) : MM. Giacobbi (François) (p. 2241, 2242, 2243) ; Filippi (Jean) (p. 2245) ; Minetti (Louis) (p. 2246) ; Ornano (Paul d') (p. 2247) ; Bonnet (Christian) (p. 2253).

Routes : MM. Romani (Roger) (p. 2251) ; Bonnet (Christian) (p. 2252).

Société pour la mise en valeur de la Corse (Somivac) : M. Filippi (Jean) (p. 2244).

Tabac : MM. Giacobbi (François) (p. 2243) ; Bonnet (Christian) (p. 2253).

Tourisme : MM. Giacobbi (François) (p. 2243) ; Minetti (Louis) (p. 2245) ; Ornano (Paul d') (p. 2247, 2248) ; Debarge (Marcel) (p. 2250) ; Romani (Roger) (p. 2250).

Transports aériens : MM. Giacobbi (François) (p. 2242, 2243, 2254) ; Minetti (Louis) (p. 2246) ; Ornano (Paul d') (p. 2248, 2249) ; Romani (Roger) (p. 2251) ; Bonnet (Christian) (p. 2252).

Transports maritimes : MM. Giacobbi (François) (p. 2242, 2243) ; Minetti (Louis) (p. 2245) ; Ornano (Paul d') (p. 2248, 2249) ; Bonnet (Christian) (p. 2252).

Viticulture : M. Minetti (Louis) (p. 2245).

N° **318.** — **Corse (récents événements de Corse).** — Question de M. Jean Filippi [25 février 1980] (p. 324). — **Discussion** [3 juin 1980] (p. 2240, 2255. — Commune avec la discussion de la question n° 317 de M. François Giacobbi).

N° **319.** — **Pollution (eau) (pollution du Rhin).** — Question de M. Roger Boileau [25 février 1980] (p. 325). — **Discussion** [17 juin 1980] (p. 2737, 2746. — Commune avec la discussion de la question n° 329 de M. Michel Chauty).

Orateurs : *MM. Roger Boileau, Michel Chauty, Marcel Rudloff, Bernard Hugo, Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Richard Pouille.*

Lorraine (industries) : MM. Boileau (Roger) (p. 2739, 2745) ; Chauty (Michel) (p. 2742) ; Rudloff (Marcel) (p. 2742) ; Hugo (Bernard) (p. 2743) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p 2744, 2746).

Plastiques (industries) : M. Hugo (Bernard) (p 2743).

Pollution (eau) (pollution du Rhin) : MM. Boileau (Roger) (p. 2738, 2739, 2740, 2741) ; Chauty (Michel) (p. 2741, 2742, 2744, 2745) ; Rudloff (Marcel) (p. 2742, 2745) ; Hugo (Bernard) (p. 2743) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2744, 2745, 2756) ; Pouille (Richard) (p. 2745).

Potasse : MM. Boileau (Roger) (p. 2739, 2740) ; Chauty (Michel) (p. 2741) ; Rudloff (Marcel) (p. 2742) ; Hugo (Bernard) (p. 2743, 2744) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2744).

Salines : MM. Boileau (Roger) (p. 2738, 2739, 2740, 2746) ; Chauty (Michel) (p. 2741, 2742, 2744, 2745) ; Rudloff (Marcel) (p. 2742, 2743) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2744, 2745, 2746).

« *Saumoduc* » : MM. Hugo (Bernard) (p. 2743) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2744) ; Chauty (Michel) (p. 2744).

Soudières : MM. Boileau (Roger) (p. 2740, 2741) ; Hugo (Bernard) (p. 2743).

N° **320. — Enseignants (situation des maîtres auxiliaires).** — Question de M. Maurice Janetti [25 février 1980] (p. 325). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1563 à 1602. — Commune avec la discussion des questions n° 354 de M. Maurice Janetti, n° 333 de M. René Chazelle, n° 334 de Mme Hélène Luc, n° 337 de M. Hector Viron, n° 355 de Mlle Irma Rapuzzi, n° 357 de M. Franck Sérusclat, n° 367 de M. Jean Cauchon, n° 368 de M. Pierre Noé, n° 369 de M. Georges Lombard, n° 370 de M. Roger Rinchet et n° 371 de M. Robert Pontillon).

Orateurs : *MM. Jean Cauchon, Maurice Janetti, Mme Hélène Luc, M. Hector Viron, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Michel Moreigne, Pierre Noé, Franck Sérusclat, Christian Beullac, ministre de l'éducation ; René Chazelle, Georges Lombard, Roger Rinchet, Robert Poutillon, Michel Miroudot, Mmes Brigitte Gros, Danielle Bidard, Rolande Perlican, MM. Paul Jargot, Raymond Dumont, Charles Alliès, Jean Mézard, Léon Eeckhoutte, Bernard Parmantier.*

Agrégation : MM. Eeckhoutte (Léon) (p. 1599).

Auxiliariat (enseignement) : MM. Janetti (Maurice) (p. 1560, 1567) ; Sérusclat (Franck) (p. 1577) ; Beullac (Christian) (p. 1585, 1586, 1599) ; Mmes Bidard (Danielle) (p. 1591, 1592) ; Perlican (Rolande) (p. 1594).

Cantines scolaires : Mme Perlican (Rolande) (p. 1594).

Carte scolaire : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 1573) ; M. Beullac (Christian) (p. 1583) ; Mme BIDARD (Danielle) (p. 1591).

Carte universitaire : M. Noé (Pierre) (p. 1575).

Chercheurs : M. Noé (Pierre) (p. 1575).

Collectivités locales (enseignement) : M. Sérusclat (Franck) (p. 1576).

Collèges d'enseignement secondaire (C. E. S.) : M. Sérusclat (Franck) (p. 1577).

Départements d'outre-mer (enseignement) : MM. Parmantier (Bernard) (p. 1601, 1602) ; Beullac (Christian) (p. 1602).

Directeurs d'écoles : M. Cauchon (Jean) (p. 1566).

Ecoles maternelles : Mme Luc (Hélène) (p. 1569) ; MM. Pontillon (Robert) (p. 1582) ; Beullac (Christian) (p. 1584, 1599) ; Sérusclat (Franck) (p. 1584) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 1593).

Ecoles normales : M. Pontillon (Robert) (p. 1583).

Education permanente : M. Noé (Pierre) (p. 1574).

Education physique et sportive : M. Noé (Pierre) (p. 1574, 1575, 1589) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 1591).

Enseignants : MM. Cauchon (Jean) (p. 1566, 1567) ; Janetti (Maurice) (p. 1567, 1568) ; Mme Luc (Hélène) (p. 1568, 1569, 1570, 1601) ; MM. Noé (Pierre) (p. 1574, 1575) ; Sérusclat (Franck) (p. 1577) ; Lombard (Georges) (p. 1580) ; Beullac (Christian) (p. 1583, 1584, 1585, 1586, 1598, 1599, 1600) ; Mmes Gros Brigitte) (p. 1590) ; Bidard (Danielle) (p. 1591) ; Perlican (Rolande) (p. 1594) ; MM. Jargot (Paul) (p. 1595) ; Alliès (Charles) (p. 1597) ; Eeckhoutte (Léon) (p. 1599).

Enseignement pré-élémentaire : Mme Luc (Hélène) (p. 1569) ; MM. Pontillac (Robert) (p. 1583) ; Beullac (Christian) (p. 1583, 1584) ; Mme Gros (Brigitte) (p. 1590).

Enseignement agricole : M. Serusclat (Franck) (p. 1576, 1577).

Enseignement élémentaire : MM. Cauchon (Jean) (p. 1565, 1566) ; Janetti (Maurice) (p. 1567, 1568) ; Mme Luc (Hélène) (p. 1569) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 1572, 1573, 1574) ; M. Chazelle (René) (p. 1579).

Enseignement privé : MM. Serusclat (Franck) (p. 1576, 1577, 1578) ; Beullac (Christian) (p. 1576, 1600) ; Mmes Bidard (Danielle) (p. 1591) : Perlican (Rolande) (p. 1594).

Enseignement secondaire : MM. Serusclat (Franck) (p. 1577) ; Chazelle (René) (p. 1579) ; Lombard (Georges) (p. 1580) ; Beullac (Christian) (p. 1587) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 1591).

Enseignement spécial : MM. Pontillon (Robert) (p. 1583) ; Beullac (Christian) (p. 1586).

Enseignement supérieur : M. Noé (Pierre) (p. 1575, 1589).

Fermetures de classes : MM. Cauchon (Jean) (p. 1565, 1566) ; Janetti (Maurice) (p. 1567) ; Mme Luc (Hélène) (p. 1571) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 1572) ; MM. Moreigne (Michel) (p. 1573) ; Noé (Pierre) (p. 1574) ; Rinchet (Roger) (p. 1582) ; Beullac (Christian) (p. 1583, 1584, 1585) ; Mmes Bidard (Danielle) (p. 1592) ; Perlican (Rolande) (p. 1593) ; M. Dumont (Raymond) (p. 1596).

Formation professionnelle : MM. Viron (Hector) (p. 1571, 1572) ; Beullac (Christian) (p. 1587) ; Miroudot (Michel) (p. 1589) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 1592).

Géographie (enseignement) : M. Beullac (Christian) (p. 1588).

Grèves : Mme Luc (Hélène) (p. 1568) ; M. Viron (Hector) (p. 1571) ; Mlle Rapuzzi) (Irma) (p. 1572) ; Mmes Gros (Brigitte) (p. 1590) ; Perlican (Rolande) ; (p. 1595) ; MM. Jargot (Paul) (p. 1596) ; Beullac Christian) (p. 1600).

Groupes d'aide psychopédagogique (G. A. P. P.) : Mme Luc (Hélène) (p. 1571, 1588) ; MM. Pontillon (Robert) (p. 1583) ; Beullac (Christian) (p. 1586) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 1594).

Histoire (enseignement de l') : MM. Chazelle (René) (p. 1578, 1579, 1580) ; Lombard (Georges) (p. 1580) ; Beullac (Christian) (p. 1587, 1588, 1600) ; Mézard (Jean) (p. 1598).

Inspecteurs d'académie : M. Cauchon (Jean) (p. 1566).

Institut de recherche des études mathématiques : M. Noé (Pierre) (p. 1574).

Instituteurs : MM. Cauchon (Jean) (p. 1565) ; Janetti (Maurice) (p. 1567, 1568) ; Mme Luc (Hélène) (p. 1568, 1569) ; MM. Noé (Pierre) (p. 1574) ; Serusclat (Franck) (p. 1577, 1578) ; Beullac (Christian) (p. 1586) ; Mmes Gros (Brigitte) (p. 1590) ; Perlican (Rolande) (p. 1594) ; M. Jargot (Paul) (p. 1595).

Lecture (enseignement) : M. Parmantier (Bernard) (p. 1601, 1602).

Lycées d'enseignement professionnel (L. E. P.) : MM. Viron (Hector) (p. 1572) ; Beullac (Christian) (p. 1587) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 1592).

Montagne : MM. Rinchet Roger) (p. 1582) ; Beullac (Christian) (p. 1584, 1599) ; Mézard (Jean) (p. 1598).

Nord - Pas-de-Calais : M. Dumont (Raymond) (p. 1596).

Programmes scolaires : M. Lombard (Georges) (p. 1580).

Recherche universitaire : M. Noé (Pierre) (p. 1575).

Région parisienne : MM. Pontillon (Robert) (p. 1582) ; Beullac (Christian) (p. 1586) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 1593).

Rentrée scolaire : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 1574) ; Mmes Luc (Hélène) (p. 1588) ; Gros (Brigitte) (p. 1590) ; M. Alliès (Charles) (p. 1597).

Scolarisation : Mmes Luc (Hélène) (p. 1569) ; Bidard (Danielle) (p. 1590).

Stages en entreprises : MM. Viron (Hector) (p. 1589) ; Miroudot (Michel) (p. 1589) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 1592) ; M. Beullac (Christian) (p. 1600) ; Mme Luc (Hélène) (p. 1601).

Télévision : Mme Gros (Brigitte) (p. 1590).

Transports scolaires : Mme Perlican (Rolande) (p. 1593) ; MM. Jargot (Paul) (p. 1595) ; Mézard (Jean) (p. 1598).

Zones rurales (enseignement) : M. Cauchon (Jean) (p. 1566) ; Mme Luc (Hélène) (p. 1571) ; MM. Noé (Pierre) (p. 1574) ; Rinchet (Roger) (p. 1582) ; Beullac (Christian) (p. 1583, 1584, 1599) ; Jargot (Paul) (p. 1595).

N° **321. — Corse (situation en Corse).** — Question de M. Louis Minetti [25 février 1980] (p. 325). — **Discussion** [3 juin 1980] (p. 2240, 2255. — Commune avec la discussion de la question n° 317 de M. François Giacobbi).

N° **322. — Informatique (postes et télécommunications : utilisation de l'informatique et de la télématique).** — Question de M. Jean-Marie Rausch [25 février 1980] (p. 325). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4056, 4064. — Commune avec la question n° 328 de M. Louis Perrein).

N° **323. — Energie (politique énergétique du Gouvernement).** — Question de M. Raymond Dumont [25 février 1980] (p. 325). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1977, 1989. — Commune avec la discussion de la question n° 224 de M. Jean Péridier).

N° **324. — Mutualité (remboursement des assurés sociaux).** — Question de M. Robert Schwint [25 février 1980] (p. 325). — **Discussion** [6 mai 1980] (p. 1675, 1711. — Commune avec la discussion de la question n° 162 de M. Bernard Lemarié).

N° 325. — **Espionnage (expulsion du consul général d'U. R. S. S. à Marseille).** — Question de M. Jean Francou [25 février 1980] (p. 325). — Retrait [16 octobre 1980] (p. 3918).

N° 326. — **Industrie (aide publique à l').** — Question de M. Anicet Le Pors [25 février 1980] (p. 325). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1958, 1971). — Commune avec la discussion de la question n° 359 de M. Josy Moinet).

N° 327. — **Politique extérieure (intégration européenne et atlantique et désarmement).** — Question de M. Jean Garcia [25 février 1980] (p. 325). — Retrait [7 octobre 1980] (p. 3766).

N° 328. — **Télécommunications (industries de télécommunications et télématique).** — Question de M. Louis Perrein [25 février 1980] (p. 326). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4056, 4064. — Commune avec la discussion de la question n° 322 de M. Jean-Marie Rausch).

Orateurs : *MM. Louis Perrein, Jean-Marie Rausch, Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.*

Commission « Informatique et libertés » : MM. Segard (Norbert) (p. 4061) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4063).

Comptes chèques postaux : M. Segard (Norbert) (p. 4062).

Délégations parlementaires : M. Rausch (Jean-Marie) (p. 4059).

Droits d'auteur : M. Segard (Norbert) (p. 4061).

Exportations : M. Segard (Norbert) (p. 4059, 4062).

Haut conseil de l'audiovisuel : M. Segard (Norbert) (p. 4061).

Industrie électronique : MM. Perrein (Louis) (p. 4057, 4064) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4058) ; Segard (Norbert) (p. 4060, 4062).

Information : MM. Perrein (Louis) (p. 4057) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4059) ; Segard (Norbert) (p. 4061, 4064).

Informatique : MM. Perrein (Louis) (p. 4057, 4058) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4058, 4059) ; Segard (Norbert) (p. 4060, 4061, 4062).

Libertés individuelles : M. Rausch (Jean-Marie) (p. 4059).

Parlement (informatique au) : M. Ségard (Norbert) (p. 4062).

Postes et télécommunications : MM. Perrein (Louis) (p. 4058, 4063) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4059) ; Ségard (Norbert) (p. 4059, 4061, 4062, 4063).

Postes et télécommunications (personnel) : M. Ségard (Norbert) (p. 4063).

Presse : MM. Perrein (Louis) (p. 4057) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4059) ; Ségard (Norbert) (p. 4061).

Publicité : MM. Perrein (Louis) (p. 4057) ; Ségard (Norbert) (p. 4061).

Rapport Nora-Minc (informatique) : MM. Perrein (Louis) (p. 4057) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4058).

Sénat (groupes de travail) : MM. Perrein (Louis) (p. 4056) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4058, 4059).

Travail (conditions du) : M. Rausch (Jean-Marie) (p. 4058).

Télécommunications : MM. Perrein (Louis) (p. 4056, 4057, 4058, 4063, 4064) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4058, 4059, 4064) ; Ségard (Norbert) (p. 4059, 4060, 4061, 4062, 4063, 4064).

Télématique : MM. Perrein (Louis) (p. 4057, 4058, 4063, 4064) ; Rausch (Jean-Marie) (p. 4058, 4059, 4064) ; Ségard (Norbert) (p. 4060, 4061, 4062, 4063, 4064).

Téléphone : MM. Perrein (Louis) (p. 4057, 4058, 4063) ; Ségard (Norbert) (p. 4060).

Téléphone (annuaire) : MM. Perrein (Louis) (p. 4057, 4058, 4063) ; Ségard (Norbert) (p. 4060).

Vélizy (expérience télématique) : MM. Ségard (Norbert) (p. 4061, 4062) ; Perrein (Louis) (p. 4063).

N° 329. — **Pollution (eau) (pollution du Rhin et salines).** — Question de M. Michel Chauty [25 février 1980] (p. 326). — **Discussion** [17 juin 1980] (p. 2737, 2746. — Commune avec la discussion de la question n° 319 de M. Roger Boileau).

N° 330. — **Désarmement (fusées de l'O.T.A.N. et désarmement ; conférence de Madrid).** — Question de M. Serge Boucheny [25 février 1980] (p. 326). — **Discussion** [16 décembre 1980] (p. 6313, 6325. — Commune avec la discussion des questions n° 458 de M. Charles Bosson et n° 466 de M. Philippe Machefer).

Orateurs : *MM. Serge Boucheny, Charles Bosson, Philippe Machefer, André Bettencourt, Jacques Habert, Fernand Tardy, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Afghanistan : MM. Boucheny (Serge) (p. 6314, 6324) ; Bosson (Charles) (p. 6317) ; Machefer (Philippe) (p. 6318) ; Bettencourt (André) (p. 6319) ; Habert (Jacques) (p. 6321) ; Stirn (Olivier) (p. 6322).

Amnesty international : M. Habert (Jacques) (p. 6320).

Armes nucléaires : MM. Boucheny (Serge) (p. 6316) ; Habert (Jacques) (p. 6321).

Bombe à neutrons : M. Boucheny (Serge (p. 6315).

Chypre : M. Boucheny (Serge) (p. 6324).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Bosson (Charles) (p. 6318) ; Machefer (Philippe) (p. 6318) ; Habert (Jacques) (p. 6321).

Conférence de Madrid (conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, C.S.C.E.) : MM. Boucheny (Serge) (p. 6313, 6314, 6315, 6316) ; Bosson (Charles) (p. 6316) ; Machefer (Philippe) (p. 6318, 6319) ; Stirn (Olivier) (p. 6322).

Désarmement : MM. Boucheny (Serge) (p. 6313, 6314, 6315, 6316, 6324) ; Bosson (Charles) (p. 6317) ; Stirn (Olivier) (p. 6323, 6324).

Droits de l'homme : MM. Boucheny (Serge) (p. 6314, 6316, 6324) ; Bosson (Charles) (p. 6317, 6318) ; Machefer (Philippe) (p. 6319) ; Habert (Jacques) (p. 6321) ; Stirn (Olivier) (p. 6322, 6323, 6324).

Iran : M. Bettencourt (André), (p. 6319).

Irlande du Nord : MM. Boucheny (Serge) (p. 6324) ; Stirn (Olivier) (p. 6324).

Mariages (binationaux) : Bosson (Charles) (p. 6318).

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (O.T.A.N.) : MM. Boucheny (Serge) (p. 6314, 6315) ; Habert (Jacques) (p. 6321) ; Tardy (Fernand) (p. 6321).

Pays en voie de développement : M. Bosson (Charles) (p. 6318) ; Machefer (Philippe) (p. 6319).

Politique extérieure : MM. Boucheny (Serge) (p. 6313, 6314, 6315, 6316) ; Bosson (Charles) (p. 6316, 6317, 6318) ; Machefer (Philippe) (p. 6318, 6319) ; Bettencourt (André) (p. 6319) ; Habert (Jacques) (p. 6320, 6321) ; Tardy (Fernand) (p. 6321, 6322) ; Stirn (Olivier) (p. 6322, 6323, 6324, 6325).

Pologne : MM. Boucheny (Serge) (p. 6314, 6315) ; Bosson (Charles) (p. 6317) ; Machefer (Philippe) (p. 6318) ; Bettencourt (André) (p. 6319) ; Habert (Jacques) (p. 6321) ; Tardy (Fernand) (p. 6321, 6322, 6323).

République fédérale d'Allemagne : MM. Boucheny (Serge) (p. 6316, 6324) ; Bosson (Charles) (p. 6318).

Traités et conventions (accords d'Helsinki) : MM. Boucheny (Serge) (p. 6314, 6315, 6316) ; Bosson (Charles) (p. 6316, 6317, 6318) ; Machefer (Philippe) (p. 6318) ; Habert (Jacques) (p. 6320) ; Stirn (Olivier) (p. 6322, 6323).

U. R. S. S. : MM. Boucheny (Serge) (p. 6314, 6316) ; Bosson (Charles) (p. 6316, 6317) ; Machefer (Philippe) (p. 6318) ; Bettencourt (André) (p. 6319) ; Habert (Jacques) (p. 6320, 6321) ; Tardy (Fernand) (p. 6322) ; Stirn (Olivier) (p. 6322).

N° 331. — **Coût de la vie (revalorisation des salaires, traitements et pensions).** — Question de Mme Marie-Claude Beaudeau [27 février 1980] (p. 466). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2516, 2527 ; commune avec la discussion de la question n° 393 de M. André Méric).

Orateurs : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Méric, Fernand Lefort, Bernard Hugo, Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Aide ménagère à domicile : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2519).

Aide personnalisée au logement : M. Lefort (Bernard) (p. 2522).

Allocations familiales : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2517, 2518) ; M. Méric (André) (p. 2526).

Autoroutes (péages) : M. Hugo (Bernard) (p. 2523).

Caisse des dépôts et consignations (société immobilière de la) (S. C. I. C.) : M. Lefort (Fernand) (p. 2522).

Camping et caravaning : M. Hugo (Bernard) (p. 2523).

Charbon : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2518).

Chômage : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2517, 2518) ; MM. Méric (André) (p. 2519, 2526) ; Mattéoli (Jean) (p. 2524, 2527).

Commerce extérieur : MM. Méric (André) (p. 2519, 2520) ; Mattéoli (Jean) (p. 2525, 2527).

Communauté économique européenne (élargissement de la) : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2518).

Concurrence : MM. Mattéoli (p. 2525, 2526, 2527) ; Méric (André) (p. 2526).

Crèches : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2518).

Démographie : M. Mattéoli (Jean) (p. 2525).

Entreprises : MM. Mattéoli (Jean) (p. 2525) ; Méric (André) (p. 2526).

Epargne : MM. Méric (André) (p. 2519, 2521) ; Mattéoli (Jean) (p. 2526).

Exode rural : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2518).

Handicapés : MM. Méric (André) (p. 2520) ; Mattéoli (Jean) (p. 2524).

Inflation : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2516, 2526) ; MM. Méric (André) (p. 2519, 2520, 2521) ; Mattéoli (Jean) (p. 2526).

Impôt sur le revenu : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2516) ; MM. Méric (André) (p. 2521) ; Mattéoli (Jean) (p. 2524).
Logement : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2516) ; M. Lefort (Fernand) (p. 2522, 2523).

Loyers : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2517, 2519) ; M. Lefort (Fernand) (p. 2522).

Office interdépartemental de la région parisienne (O.I.R.P.) : M. Lefort (Fernand) (p. 2522).

Ouvriers : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2518).

Pacte pour l'emploi : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2517).

Personnes âgées : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2516, 2519).

Pétrole : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2518) ; MM. Méric (André) (p. 2521) ; Mattéoli (Jean) (p. 2525).

Politique agricole commune (P.A.C.) : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2518).

Prix (libération des) : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2516) ; MM. Méric (André) (p. 2519, 2520) ; Mattéoli (Jean) (p. 2526, 2527).

Rapport Cousté (travail temporaire) : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2517).

Régie autonome des transports parisiens (R. A. T. P.) : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2516).

Salaire minimum de croissance (S.M.I.C.) : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2516, 2518) ; MM. Méric (André) (p. 2519) ; Mattéoli (Jean) (p. 2524).

Salaires : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2516) ; MM. Méric (André) (p. 2519, 2520, 2526) ; Lefort (Fernand) (p. 2522).

Sociétés pétrolières : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2516, 2517, 2519) ; M. Méric (André) (p. 2521).

Taxe de coresponsabilité sur le lait : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2518).

Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2518, 2519).

Tourisme social : M. Hugo (Bernard) (p. 2523).

Travail à temps partiel : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2517).

Travail des femmes : Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2517) ; MM. Mattéoli (Jean) (p. 2524, 2527) ; Méric (André) (p. 2526).

Travailleurs étrangers : M. Mattéoli (Jean) (p. 2525).

Travailleurs manuels : M. Mattéoli (Jean) (p. 2524).

Vacances : M. Hugo (Bernard) (p. 2523).

N° **332. — Constructions scolaires (réfection du centre universitaire Jussieu, à Paris).** — Question de Mme Danielle Bidard [6 mars 1980] (p. 711). — Retrait [2 avril 1980] (p. 937).

N° **333. — Programmes scolaires (enseignement de l'histoire).** — Question de M. René Chazelle [7 mars 1980] (p. 739). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1563 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **334. — Enseignement (scolarisation et fermeture de classes.** — Question de Mme Hélène Luc [11 mars 1980] (p. 759). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1563 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **335. — Pollution (mer) (naufrage du pétrolier « Tanio »).** — Question de M. Anicet Le Pors [11 mars 1980] (p. 759). — **Discussion** [9 avril 1980] (p. 1115 à 1139. — Commune avec la discussion de la question n° 342 de M. Jean-Marie Girault, n° 343 de M. Raymond Marcellin, n°s 349 et 351 de M. Michel Chauty, n° 358 de M. Edouard Bonnefous, n° 360 de M. Georges Lombard et n° 362 de M. Pierre Noé).

Orateurs : *MM. Anicet Le Pors, Raymond Marcellin, Joël Le Theule, ministre des transports ; Michel Chauty, Edouard Bonnefous, Georges Lombard, Pierre Noé, Francis Palmero, Bernard Lemarié, François Prigent, Joseph Yvon, Marc Bécam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.*

« Amoco Cadiz » (pétrolier) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1116) ; Marcellin (Raymond) (p. 1120) ; Chauty (Michel) (p. 1121) ; Lombard (Georges) (p. 1123) ; Noé (Pierre) (p. 1127) ; Le Theule (Joël) (p. 1128) ; Bécam (Marc) (p. 1135).

Assurances : MM. Bonnefous (Edouard) (p. 1122) ; Le Theule (Joël) (p. 1127).

Centre d'études, de documentation, de recherches et d'expérimentation sur la lutte contre les pollutions marines (C.E.D.R.E.) : MM. Noé (Pierre) (p. 1125) ; Le Theule (Joël) (p. 1130).

Centres de surveillance de la navigation maritime : M. Le Theule (Joël) (p. 1130).

Communauté économique européenne (C.E.E.) (pollution de la mer) : MM. Marcellin (Raymond) (p. 1120) ; Lombard (Georges) (p. 1123) ; Noé (Pierre) (p. 1125) ; Lemarié (Bernard) (p. 1132) ; Yvon (Joseph) (p. 1134) ; Le Theule (Joël) (p. 1135) ; Le Pors (Anicet) (p. 1139).

Commission d'enquête (« Amoco Cadiz ») : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1116, 1138) ; Marcellin (Raymond) (p. 1120) ; Chauty (Michel) (p. 1121) ; Lombard (Georges) (p. 1123) ; Noé Pierre) (p. 1125).

Ecologie : MM. Noé (Pierre) (p. 1125) ; Le Theule (Joël) (p. 1129).

Marine nationale : MM. Marcellin (Raymond) (p. 1120) ; Chauty (Michel) (p. 1121, 1122) ; Le Theule (Joël) (p. 1130).

Mission interministérielle de la mer : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1116) ; Chauty (Michel) (p. 1121).

Navires : MM. Noé (Pierre) (p. 1125) ; Le Theule (Joël) (p. 1130) ; Yvon (Joseph) (p. 1134) ; Marcellin (Raymond) (p. 1138).

Organisation maritime consultative intergouvernementale (O. M. C. I.) : M. Le Theule (Joël) (p. 1130).

Pavillons de complaisance : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1117, 1138) ; Bonnefous (Edouard) (p. 1122, 1123) ; Noé (Pierre) (p. 1125) ; Le Theule (Joël) (p. 1138).

Pêche maritime : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1117) ; Bonnefous (Edouard) (p. 1122).

Pétroliers : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1118) ; Marcellin (Raymond) (p. 1120) ; Lombard (Georges) (p. 1123) ; Noé (Pierre) (p. 1125) ; Le Theule (Joël) (p. 1126, 1128, 1129) ; Palmero (Francis) (p. 1132) ; Lemarié (Bernard) (p. 1133).

Pilotage hauturier : MM. Le Theule (Joël) (p. 1129) ; Lemarié (Bernard) (p. 1132).

Plan Polmar : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1117) ; Marcellin (Raymond) (p. 1120) ; Lombard (Georges) (p. 1123) ; Le Theule (Joël) (p. 1126, 1127, 1130) ; Prigent (François) (p. 1133) ; Yvon (Joseph) (p. 1134) ; Bécam (Marc) (p. 1135, 1136, 1137).

Police (mer) : MM. Marcellin (Raymond) (p. 1120, 1138) ; Chauty (Michel) (p. 1121) ; Bonnefous (Edouard) (p. 1122) ; Le Theule (Joël) (p. 1129, 1130) ; Palmero (Francis) (p. 1131, 1132) ; Le Pors (Anicet) (p. 1138).

Pollution (mer) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1117, 1118) ; Marcellin (Raymond) (p. 1120, 1138) ; Chauty (Michel) (p. 1122) ; Bonnefous (Edouard) (p. 1122) ; Lombard (Georges) (p. 1124) ; Noé (Pierre) (p. 1125) ; Le Theule (Joël) (p. 1126, 1130, 1131) ; Palmero (Francis) (p. 1131, 1132, 1139) ; Lemarié (Bernard) (p. 1132, 1133) ; Prigent (François) (p. 1134) ; Yvon (Joseph) (p. 1134) ; Bécam (Marc) (p. 1136, 1137).

Pollution (mer) (indemnisations) : Le Pors (Anicet) (p. 1117, 1118, 1138) ; Marcellin (Raymond) (p. 1119, 1138) ; Bonnefous (Edouard) (p. 1122) ; Noé (Pierre) (p. 1125) ; Le Theule (Joël) (p. 1128) ; Prigent (François) (p. 1134).

Pollution (mer Méditerranée) : MM. Palmero (Francis) (p. 1131, 1132, 1139) ; Bécam (Marc) (p. 1137).

« Tanio » (pétrolier) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1118, 1138) ; Chauty (Michel) (p. 1122) ; Le Theule (Joël) (p. 1125, 1126, 1127, 1128, 1135) ; Prigent (François) (p. 1133, 1134) ; Bécam (Marc) (p. 1135, 1136) ; Marcellin (Raymond) (p. 1137).

Tourisme : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1117) ; Bonnefous (Edouard) (p. 1122) ; Palmero (Francis) (p. 1132).

Traités et conventions : MM. Marcellin (Raymond) (p. 1120) ; Noé (Pierre) (p. 1125) ; Palmero (Francis) (p. 1131, 1139) ; Lemarié (Bernard) (p. 1133).

N° **336.** — **Automobile (industrie).** — Question de M. Guy-Schmaus [12 mars 1980] (p. 878). — **Discussion** [4 novembre 1980] (p. 4332, 4345). — Commune avec la discussion de la question n° 439 de M. Jean Garcia et n° 451 de M. Pierre Vallon).

Orateurs : *MM. Guy Schmaus, Fernand Lefort, Pierre Vallon, Gilbert Belin, Michel Maurice-Bokanowski, Raymond Dumont, Anicet Le Pors, Emile Durieux, André Giraud, ministre de l'industrie.*

Automobile (industrie) : MM. Schmaus (Guy) (p. 4332, 4333, 4334, 4345) ; Lefort (Fernand) (p. 4334, 4335) ; Vallon (Pierre) (p. 4335, 4336, 4337) ; Belin (Gilbert) (p. 4337) ; Maurice-Bokanowski (Michel) (p. 4337, 4338) ; Dumont (Raymond) (p. 4338, 4339) ; Le Pors (Anicet) (p. 4339, 4340, 4341) ; Durieux (Emile) (p. 4341) ; Giraud (André) (p. 4341, 4342, 4343, 4344).

Brassac (bassin minier) : M. Belin (Gilbert) (p. 4337).

Carburant (automobile) : MM. Durieux (Emile) (p. 4341) ; Giraud (André) (p. 4341).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Schmaus (Guy) (p. 4333, 4344) ; Vallon (Pierre) (p. 4336) ; Belin (Gilbert) (p. 4337) ; Giraud (André) (p. 4344).

Concurrence : MM. Schmaus (Guy) (p. 4333, 4334) ; Vallon (Pierre) (p. 4335) ; Belin (Gilbert) (p. 4337) ; Le Pors (Anicet) (p. 4340) ; Giraud (André) (p. 4342).

Emploi : MM. Schmaus (Guy) (p. 4333, 4334, 4345) ; Lefort (Fernand) (p. 4334) ; Belin (Gilbert) (p. 4337) ; Dumont (Raymond) (p. 4338, 4339) ; Le Pors (Anicet) (p. 4340, 4341) ; Giraud (André) (p. 4343, 4344).

Energie (économies) : M. Giraud (André) (p. 4344).

Exportations : MM. Schmaus (Guy) (p. 4334) ; Lefort (Fernand) (p. 4334) ; Vallon (Pierre) (p. 4335) ; Maurice-Bokanowski (Michel) (p. 4338) ; Giraud (André) (p. 4342, 4343).

Formation professionnelle : MM. Schmaus (Guy) (p. 4334) ; Lefort (Fernand) (p. 4335).

Importations : MM. Schmaus (Guy) (p. 4333) ; Vallon (Pierre) (p. 4336, 4337) ; Belin (Gilbert) (p. 4337) ; Le Pors (Anicet) (p. 4340) ; Giraud (André) (p. 4342).

Impôts (automobiles) : MM. Vallon (Pierre) (p. 4337) ; Maurice-Bokanowski (Michel) (p. 4337) ; Dumont (Raymond) (p. 4339) ; Durieux (Emile) (p. 4341) ; Giraud (André) (p. 4343, 4344).

Investissements : MM. Schmaus (Guy) (p. 4333) ; Lefort (Fernand) (p. 4334) ; Dumont (Raymond) (p. 4339).

Japon : MM. Schmaus (Guy) (p. 4333) ; Vallon (Pierre) (p. 4336) ; Belin (Gilbert) (p. 4337) ; Le Pors (Anicet) (p. 4340) ; Giraud (André) (p. 4342, 4344).

Nationalisations : MM. Schmaus (Guy) (p. 4334) ; Le Pors (Anicet) (p. 4341).

Peugeot (automobiles) : MM. Schmaus (Guy) (p. 4333) ; Le Pors (Anicet) (p. 4339, 4340, 4341).

Régie Renault : MM. Schmaus (Guy) (p. 4332, 4333, 4334) ; Vallon (Pierre) (p. 4337) ; Dumont (Raymond) (p. 4339) ; Le Pors (Anicet) (p. 4341) ; Giraud (André) (p. 4342).

Réparation (automobile) : M. Vallon (Pierre) (p. 4337).

Retraite (âge de la) : M. Lefort (Fernand) (p. 4335).

Robotique : MM. Schmaus (Guy) (p. 4333) ; Vallon (Pierre) (p. 4336) ; Dumont (Raymond) (p. 4339) ; Le Pors (Anicet) (p. 4341) ; Giraud (André) (p. 4343).

Sous-traitance : MM. Dumont (Raymond) (p. 4339) ; Le Pors (Anicet) (p. 4340).

Travail (durée du) : M. Lefort (Fernand) (p. 4335).

Véhicules industriels : MM. Vallon (Pierre) (p. 4337) ; Giraud (André) (p. 4342).

N° **337.** — **Formation professionnelle (problèmes de la formation professionnelle).** — Question de M. Hector Viron [2 avril 1980] (p. 934). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1563 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **338.** — **Syndicats (développement de la répression anti-syndicale).** — Question de M. Hector Viron [2 avril 1980] (p. 934). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2537, 2538). — Commune avec la discussion des questions n° 390 de Mme Rolande Perlican et n° 399 de Mme Hélène Luc).

Affichage : M. Legendre (Jacques) (p. 2537).

Agence nationale pour l'emploi : MM. Lefort (Fernand) (p. 2533, 2534 ; Legendre (Jacques) (p. 2536).

Grève (droit de) : M. Viron (Hector) : (p. 2527) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 2532, 2537).

Inspection du travail : MM. Mattéoli (Jean) (p. 2529, 2530) ; Viron (Hector) (p. 2530) ; Lefort (Fernand) (p. 2537).

Libertés publiques (libertés syndicales) : MM. Viron (Hector) (p. 2527, 2528, 2530) ; Mattéoli (Jean) ; (p. 2529, 2530) ; Mme Perlican (Rolande) (p. 2530, 2531, 2532, 2533, 2537) ; MM. Lefort (Fernand) (p. 2533, 2534, 2535, 2536, 2537) ; Dumont (Raymond) (p. 2534, 2535, 2537, 2538) ; Legendre (Jacques) (p. 2536. 2537).

Licenciements : M. Dumont (Raymond) (p. 2535, 2537, 2538).

Radiodiffusion télévision : M. Viron (Hector) (p. 2529).

Radios libres : M. Viron (Hector) (p. 2529).

Syndicats (délégués syndicaux) : MM. Viron (Hector) (p. 2529) ; Mattéoli (Jean) (p. 2530) ; Dumont (Raymond) (p. 2535).

N° **339.** — **Charbon (exploitation des ressources nationales de charbon).** — Question de M. Hector Viron [2 avril 1980] (p. 934). — **Discussion** [4 novembre 1980] (p. 4345, 4354. — Commune avec la discussion de la question n° 459 de M. André Bohl).

Orateurs : *MM. Hector Viron, Edgar Tailhades, André Bohl, Jules Faigt, Emile Durieux, Fernand Lefort, André Giraud, ministre de l'industrie.*

Charbon : MM. Viron (Hector) (p. 4345, 4346, 4347, 4353, 4354) ; Tailhades (Edgar) (p. 4347, 4350) ; Bohl (André) (p. 4348) ; Faigt (Jules) (p. 4349, 4353) ; Durieux (Emile) (p. 4349) ; Lefort (Fernand) (p. 4349) ; Giraud (André) (p. 4350, 4351, 4352, 4353, 4354).

Charbon (gazéification) : MM. Viron (Hector) (p. 4345, 4353) ; Lefort (Fernand) (p. 4350) ; Giraud (André) (p. 4353).

Charbonnages de France : MM. Viron (Hector) (p. 4346) ; Tailhades (Edgar) (p. 4347).

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D.A.T.A.R.) : M. Tailhades (Edgar) (p. 4347).

Emploi : MM. Viron (Hector) (p. 4346, 4354) ; Faigt (Jules) (p. 4349) ; Lefort (Fernand) (p. 4350) ; Giraud (André) (p. 4353, 4354).

Houillères : MM. Viron (Hector) (p. 4346, 4353) ; Tailhades (Edgar) (p. 4347) ; Bohl (André) (p. 4348) ; Faigt (Jules) (p. 4348, 4349) ; Lefort (Fernand) (p. 4349) ; Giraud (André) (p. 4351, 4352, 4353).

Importations : MM. Viron (Hector) (p. 4345) ; Tailhades (Edgar) (p. 4347) ; Faigt (Jules) (p. 4349) ; Giraud (André) (p. 4351, 4352).

Ladrecht (gisement de charbon) : MM. Tailhades (Edgar) (p. 4347, 4350) ; Faigt (Jules) (p. 4349, 4353) ; Lefort (Fernand) (p. 4349) ; Giraud (André) (p. 4352, 4354).

Mineurs (travailleurs de la mine) : M. Viron (Hector) (p. 4346, 4353).

Politique énergétique : MM. Viron (Hector) (p. 4347) ; Tailhades (Edgar) (p. 4347) ; Bohl (André) (p. 4348) ; Faigt (Jules) (p. 4349) ; Durieux (Emile) (p. 4349) ; Lefort (Fernand) (p. 4349, 4350) ; Giraud (André) (p. 4350, 4351, 4352, 4353).

Recherche : M. Viron (Hector) (p. 4346).

Travail (conditions du) : M. Viron (Hector) (p. 4346, 4353).

N° **340.** — **Agriculture (difficultés de l'agriculture française).** — Question de M. Louis Minetti [2 avril 1980] (p. 934). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1996, 2010. — Commune avec la discussion de la question n° 12 de M. Raymond Courrière).

N° **341.** — **Fruits et légumes (difficultés des producteurs de légumes).** — Question de M. Paul Guillard [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1996, 2010. — Commune avec la discussion de la question n° 12 de M. Raymond Courrière).

N° **342.** — **Pollution (mer) (naufrage du pétrolier « Tanio »).** — Question de M. Jean-Marie Girault [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [9 avril 1980] (p. 1115 à 1139. — Commune avec la discussion de la question n° 335 de M. Anicet Le Pors).

N° **343.** — **Pollution (mer) (lutte contre la pollution par les hydrocarbures).** — Question de M. Raymond Marcellin [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [5 avril 1980] (p. 1115 à 1139. — Commune avec la discussion de la question n° 335 de M. Anicet Le Pors).

N° **344.** — **Radiodiffusion et télévision (expression radiophonique locale).** — Question de M. Jean Cluzel [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [24 juin 1980] (p. 3044, 3053. — Commune avec la discussion des questions n° 402 de M. Henri Caillavet et n° 403 de M. Bernard Parmantier).

Orateurs : *MM. Jean Cluzel, Henri Caillavet, Bernard Parmantier, Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, Francis Palmero.*

Chanson française : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3050) ; Palmero (Francis) (p. 3050).

Radiodiffusion télévision (informations) : MM. Caillavet (Henri) (p. 3045) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3051).

Radiodiffusion télévision (monopole) : MM. Cluzel (Jean) (p. 3044) ; Caillavet (Henri) (p. 3046).

Radio France : MM. Cluzel (Jean) (p. 3044) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3050).

Radios libres : MM. Caillavet (Henri) (p. 3045, 3046) ; Parmantier (Bernard) (p. 3048, 3053).

Radios locales : MM. Cluzel (Jean) (p. 3044, 3045) ; Caillavet (Henri) (p. 3047, 3051, 3052) ; Parmantier (Bernard) (p. 3048, 3049, 3053) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3050, 3051).

Radios périphériques : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3050).

N° **345.** — **Sites (protection des) (protection du massif des Calanques).** — Question de M. Jean Francou [2 avril 1980] (p. 935).

N° **346.** — **Langues régionales (émissions en langue provençale à la radio et à la télévision).** — Question de M. Jean Francou [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [21 octobre 1980] (p. 3969, 3970).

Orateurs : *MM. Jean Francou, Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication.*

Fonds de création audiovisuel : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3971).

Langues régionales : MM. Francou (Jean) (p. 3969, 3970) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3971).

Mistral (Frédéric) : MM. Francou (Jean) (p. 3969, 3970) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3971).

Radiodiffusion télévision (émissions) : MM. Francou (Jean) (p. 3969) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3971).

N° **347.** — **Famille (mise en place d'un statut familial).** — Question de M. Roland Boscary-Monsservin [2 avril 1980] (p. 935).

N° **348.** — **Aide ménagère (suppression de l'aide ménagère aux retraités de la fonction publique, des collectivités locales, d'E. D. F.-G. D. F. en Ile-de-France).** — Question de Mme Marie-Claude Beaudeau [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [6 mai 1980] (p. 1675, 1711. — Commune avec la discussion de la question n° 162 de M. Bernard Lemarié).

N° **349.** — **Pollution (mer) (Bretagne ; corps de service civique).** — Question de M. Michel Chauty [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [9 avril 1980] (p. 1115 à 1139. — Commune avec la discussion de la question n° 335 de M. Anicet Le Pors).

N° **350.** — **Automobiles (codes [feux de croisement en ville] et ceintures de sécurité).** — Question de M. Pierre Carous [2 avril 1980] (p. 935).

N° **351.** — **Pollution (mer) (naufrage du pétrolier « Tanio »).** — Question de M. Michel Chauty [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [9 avril 1980] (p. 1115 à 1139. — Commune avec la discussion de la question n° 335 de M. Anicet Le Pors).

N° **352.** — **Sécurité sociale (prestations) (ticket modérateur et mutuelles).** — Question de M. Pierre Gamboa [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [6 mai 1980] (p. 1675, 1711. — Commune avec la discussion de la question n° 162 de M. Bernard Lemarié).

N° **353.** — **Charges sociales (développement du travail à temps partiel).** — Question de M. Maurice Blin [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2538, 2540).

Orateurs : *MM. Maurice Blin, Daniel Hoeffel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.*

Rapport Giraudet (aménagement du temps de travail) : M. Blin (Maurice) (p. 2540).

Rapport Lucas (travail à temps partiel) : MM. Blin (Maurice) (p. 2538) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2539).

Travail à temps partiel : MM. Blin (Maurice) (p. 2538, 2539, 2540) ; Hoeffel (Daniel) (p. 2539, 2540).

Travail des femmes : M. Blin (Maurice) (p. 2538).

N° **354.** — **Enseignement (scolarisation et fermeture de classes).** — Question de M. Maurice Janetti [2 avril 1980] (p. 935). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1563 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **355.** — **Enseignement (politique de redéploiement des enseignants et fermetures de classes dans les Bouches-du-Rhône).** — Question de Mlle Irma Rapuzzi [2 avril 1980] (p. 936). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1563 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **356.** — **Aéronautique (industrie) (politique d'embauche et politique sociale).** — Question de M. Serge Boucheny [2 avril 1980] (p. 936). — **Discussion** [13 mai 1980] (p. 1839, 1843).

Orateurs : *MM. Serge Boucheny, Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) en remplacement de M. le ministre de la défense ; André Méric.*

A 200 *(avion) :* MM. Boucheny (Serge) (p. 1841) ; Méric (André) (p. 1843).

A 310 *(avion) :* M. Limouzy (Jacques) (p. 1843).

Airbus (avion) : MM. Boucheny (Serge) (p. 1841) ; Méric (André) (p. 1843) ; Limouzy (Jacques) (p. 1843).

Concorde (avion) : MM. Boucheny (Serge) (p. 1840) ; Méric (André) (p. 1843).

Contrats de travail : MM. Boucheny (Serge) (p. 1840) ; Limouzy (Jacques) (p. 1842).

Coopération : M. Boucheny (Serge) (p. 1841).

Emploi : MM. Boucheny (Serge) (p. 1839, 1840) ; Limouzy (Jacques) (p. 1842).

Mirage 2000 *(avion) :* M. Boucheny (Serge), p. 1841.

Rapport Cousté (travail temporaire) : M. Boucheny (Serge) (p. 1840).

Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avions (S. N. E. C. M. A.) : MM. Boucheny (Serge) (p. 1840, 1841) ; Limouzy (Jacques) (p. 1842) ; Méric (André) (p. 1843).

Société nationale industrielle aérospatiale (S. N. I. A. S.) : MM. Boucheny (Serge) (p. 1839, 1840, 1841) ; Limouzy (Serge) (p. 1841, 1842).

Sous-traitance : MM. Boucheny (Serge) (p. 1841) ; Limouzy (Jacques) (p. 1841).

Travail temporaire : MM. Boucheny (Serge) (p. 1840) ; Limouzy (Jacques) (p. 1842).

N° **357.** — **Enseignants (suppression de postes et fermetures de classes).** — Question de M. Franck Sérusclat [2 avril 1980] (p. 936). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1563 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **358.** — **Pollution (mer) (naufrage du pétrolier « Tanio »).** — Question de M. Edouard Bonnefous [2 avril 1980] (p. 956). — **Discussion** [9 avril 1980] (p. 1115 à 1139. — Commune avec la discussion de la question n° 335 de M. Anicet Le Pors).

N° **359.** — **Entreprises (taux d'intérêt et encadrement du crédit).** — Question de M. Josy Moinet [2 avril 1980] (p. 956). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1958, 1971. — Commune avec la discussion des questions n° 322 de M. Hubert Martin et n° 326 de M. Anicet Le Pors).

Orateurs : *MM. Josy Moinet, Hubert Martin, Anicet Le Pors, René Monory, ministre de l'économie.*

Aide au logement : M. Moinet (Josy) (p. 1960).

Banque Hervet : M. Martin (Hubert) (p. 1961).

Banques : MM. Martin (Hubert) (p. 1961) ; Monory (René) (p. 1966, 1967, 1968) ; Moinet (Josy) (p. 1969).

Bâtiment (industrie) : MM. Moinet (Josy) (p. 1961) ; Monory (René) (p. 1965).

Caisse des dépôts et consignations : M. Monory (René) (p. 1967).

Chômage : M. Le Pors (Anicet) (p. 1963).

Compagnie Honeywell Bull : M. Le Pors (Anicet) (p. 1963).

Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (C. I. A. S. I.) : M. Le Pors (Anicet) (p. 1963).

Crédit : MM. Moinet (Josy) (p. 1959, 1960, 1969) ; Martin (Hubert) (p. 1961) ; Monory (René) (p. 1965).

Crédit agricole : MM. Moinet (Josy) (p. 1960, 1961, 1969) ; Martin (Hubert) (p. 1961) ; Monory (René) (p. 1965, 1967).

Ententes : M. Le Pors (Anicet) (p. 1969).

Entreprises (aide aux entreprises) : MM. Moinet (Josy) (p. 1958, 1959, 1960, 1968, 1969) ; Martin (Hubert) (p. 1961, 1969) ; Le Pors (Anicet) (p. 1961, 1962, 1963, 1964, 1970) ; Monory (René) (p. 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971).

Entreprises publiques : M. Le Pors (Anicet) (p. 1962).

Epargne : M. Monory (René) (p. 1967, 1968).

Epargne-logement : M. Martin (Hubert) (p. 1961).

Franc (monnaie) : MM. Monory (René) (p. 1964, 1965, 1970) ; Moinet (Josy) (p. 1969) ; Le Pors (Anicet) (p. 1970).

Finances locales : MM. Moinet (Josy) (p. 1959, 1960) ; Martin (Hubert) (p. 1961, 1969, 1970) ; Monory (René) (p. 1966, 1967, 1970).

Industrie agro-alimentaire : M. Moinet (Josy) (p. 1961).

Industrie nucléaire : M. Monory (René) (p. 1965).

Petites et moyennes entreprises (P. M. E.) : MM. Moinet (Josy) (p. 1959, 1969) ; Monory (René) (p. 1965).

Prix agricoles : M. Moinet (Josy) (p. 1958).

Prix (libération des) : MM. Moinet (Josy) (p. 1958) ; Monory (René) (p. 1965).

Rapport Hannoun (aide publique à l'industrie privée) : MM. Le Pors (Anicet) (p. 1962, 1963, 1970) ; Monory (René) (p. 1968).

Sociétés de développement régional (S. D. R.) : M. Monory (René) (p. 1968).

Travaux publics : M. Moinet (Josy) (p. 1959).

N° **360.** — **Pollution (mer) (mesures prises à la suite du rapport de la commission d'enquête du Sénat sur le naufrage du pétrolier** *Amoco-Cadiz*). — Question de M. Georges Lombard [3 avril 1980] (p. 1011). — **Discussion** [9 avril 1980] (p. 1115 à 1139. — Commune avec la discussion de la question n° 335 de M. Anicet Le Pors).

N° **361.** — **Politique extérieure (Moyen-Orient et Israël).** — Question de M. Henri Caillavet [3 avril 1980] (p. 1049). — Retrait [10 juin 1980] (p. 2555).

N° **362.** — **Pollution (mer) (naufrage du pétrolier « Tanio »).** — Question de M. Pierre Noé [8 avril 1980] (p. 1059). — **Discussion** [9 avril 1980] (p. 1115 à 1119. — Commune avec la discussion de la question n° 335 de M. Anicet Le Pors).

N° **363.** — **Anciens combattants (fête du 8 Mai ; rapport constant ; anciens combattants d'Afrique du Nord).** — Question de M. Fernand Lefort [8 avril 1980] (p. 1085). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4052, 4056).

Orateurs : *MM. Fernand Lefort, Raymond Poirier, Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.*

Anciens combattants (Afrique du Nord) : MM. Lefort (Fernand) (p. 4053, 4054, 4056) ; Plantier (Maurice) (p. 4055).

Carte de combattant : MM. Lefort (Fernand) (p. 4053, 4056) ; Plantier (Maurice) (p. 4055).

Déportés (du travail) : MM. Lefort (Fernand) (p. 4059) ; Plantier (Maurice) (p. 4055).

Fêtes légales (commémoration du 8 Mai 1945) : MM. Lefort (Fernand) (p. 4054, 4056) ; Poirier (Raymond) (p. 4055) ; Plantier (Maurice) (p. 4055, 4056).

Invalides de guerre : MM. Poirier (Raymond) (p. 4054) ; Plantier (Maurice) (p. 4056).

Maladies tropicales : M. Plantier (Maurice) (p. 4055).

Rapport constant : MM. Lefort (Fernand) (p. 4053, 4056) ; Poirier (Raymond) (p. 4054) ; Plantier (Maurice) (p. 4055, 4056).

Victimes de guerre : M. Poirier (Raymond) (p. 4054).

N° **364.** — **Education physique et sportive (université de Nice).** — Question de M. Maurice Janetti [10 avril 1980] (p. 1155).

N° **365.** — **Télécommunications (nouvelles technologies de l'information ; politique intérieure et propositions de la Communauté économique européenne).** — Question de M. Robert Pontillon [15 avril 1980] (p. 1262).

N° **366.** — **Charbon (industrie du charbon, en particulier dans le bassin de Carmaux).** — Question de M. Louis Brives [16 avril 1980] (p. 1270). — Retrait [22 avril 1980] (p. 1445).

N° **367.** — **Enseignement (carte scolaire et fermetures de classes).** — Question de M. Jean Cauchon [17 avril 1980] (p. 1374). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1563 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **368.** — **Enseignement (fermetures de classes ; éducation physique et sportive ; enseignement supérieur ; recherche).** — Question de M. Pierre Noé [22 avril 1980] (p. 1445).

N° **369.** — **Enseignement (élèves en difficulté et enseignants).** — Question de M. Georges Lombard [22 avril 1980] (p. 1445). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1563 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **370.** — **Montagne (difficultés dans l'enseignement et fermeture de classes).** — Question de M. Roger Rinchet [24 avril 1980] (p. 1477). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1567 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **371.** — **Enseignement (dans la région parisienne).** — Question de M. Robert Pontillon [24 avril 1980] (p. 1477). — **Discussion** [29 avril 1980] (p. 1567 à 1602. — Commune avec la discussion de la question n° 320 de M. Maurice Janetti).

N° **372.** — **Fonctionnaires (administrateurs civils).** — Question de M. Pierre Salvi [24 avril 1980] (p. 1508). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2552, 2555).

Orateurs : *MM. Pierre Salvi, Henri Duffaut, Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.*

Administrateurs civils : MM. Salvi (Pierre) (p. 2552, 2553, 2555) ; Duffaut (Henri) (p. 2554) ; Dominati (Jacques) (p. 2555).

Rapport Lavaill (fonction publique) : MM. Duffaut (Henri) (p. 2554) ; Dominati (Jacques) (p. 2555).

Ecole nationale d'administration (E. N. A.) : MM. Salvi (Pierre) (p. 2552, 2553, 2554) ; Duffaut (Henri) (p. 2554).

N° **373.** — **Emploi (conséquence sur l'emploi de nouvelles technologies dans les domaines des télécommunications, de l'informatique et de la télématique).** — Question de M. Louis Perrein [25 avril 1980] (p. 1545). — **Discussion** [16 décembre 1980] (p. 6334, 6340. — Commune avec la discussion de la question n° 475 de M. Pierre Vallon).

Orateurs : *MM. Louis Perrein, Pierre Vallon, Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins).*

Agriculture : M. Vallon (Pierre) (p. 6335).

Annuaire électronique : MM. Perrein (Louis) (p. 6338).

Chômage : M. Vallon (Pierre) (p. 6334, 6335).

Commission nationale de l'informatique : Mme Pasquier (Nicole) (p. 6339).

Concurrence internationale : M. Perrein (Louis) (p. 6334, 6337) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6336, 6337).

Electronique (industrie) : M. Perrein (Louis) (p. 6337, 6338).

Emploi : MM. Perrein (Louis) (p. 6334, 6337, 6338) ; Vallon (Pierre) (p. 6335) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6336, 6339).

Emplois tertiaires : MM. Perrein (Louis) (p. 6334, 6337, 6338) ; Vallon (Pierre) (p. 6335) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6336).

Femmes (travail des) : M. Perrein (Louis) (p. 6334).

Formation professionnelle : M. Vallon (Pierre) (p. 6335) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6336).

Hachette (groupe) : M. Perrein (Louis) (p. 6334, 6339) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6337).

Industrie : M. Vallon (Pierre) (p. 6334, 6335, 6336) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6336, 6339) ; M. Perrein (Louis) (p. 6337, 6338, 6339).

Information : MM. Perrein (Louis) (p. 6334) ; Vallon (Pierre) (p. 6335, 6336).

Informatique : MM. Perrein (Louis) (p. 6334, 6337, 6338, 6339) ; Vallon (Pierre) (p. 6334, 6335, 6336) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6336, 6337, 6339).

Licenciements : M. Vallon (Pierre) (p. 6336).

Presse : M. Perrein (Louis) (p. 6339).

Rapport Nora-Minc (informatique) : M. Vallon (Pierre) (p. 6335) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6339).

Rapport Tebeka (informatique) : M. Vallon (Pierre) (p. 6335) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6336, 6339).

Recherche : M. Perrein (Louis) (p. 6338).

Télécommunications : M. Vallon (Pierre) (p. 6336) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6336, 6339) ; M. Perrein (Louis) (p. 6338).

Télématique : M. Vallon (Pierre) (p. 6336) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6336) ; M. Perrein (Louis) (p. 6338).

Télétel : M. Vallon (Pierre) (p. 6336).

Travail (conditions du) : Mme Pasquier (Nicole) (p. 6337, 6339) ; M. Perrein (Louis) (p. 6337, 6338).

Travail (durée du) : M. Vallon (Pierre) (p. 6335) ; Mme Pasquier (Nicole) (p. 6337) ; M. Perrein (Louis) (p. 6338).

N° **374. — Informatique (politique du Gouvernement face à la révolution technologique dans le domaine des télécommunications, de l'informatique et plus généralement de la communication).** — Question de M. Louis Perrein [25 avril 1980] (p. 1545). — **Discussion** [21 octobre 1980] (p. 3961, 3969).

Orateurs : *MM. Louis Perrein, Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication ; Dominique Pado, Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Max Lejeune.*

Droits d'auteur : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3963, 3968) ; Perrein (Louis) (p. 3967).

Enseignement : M. Perrein (Louis) (p. 3965).

Information : MM. Perrein (Louis) (p. 3961, 3962, 3965) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3965, 3966).

Informatique : M. Perrein (Louis) (p. 3964, 3965, 3967).

Institut national de l'audiovisuel (I. N. A.) : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3963).

Libertés publiques : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3963).

Parlement (information du) : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3966).

Presse : MM. Perrein (Louis) (p. 3961) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3964, 3965, 3966).

Publicité : MM. Perrein (Louis) (p. 3961) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3964).

Radiodiffusion, télévision : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3963, 3964, 3965) ; Perrein (Louis) (p. 3966).

Radios commerciales : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3964).

Reproduction (procédés de) : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3963).

Société française de production (S. F. P.) : M. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3963).

Télématique : MM. Perrein (Louis) (p. 3961, 3962, 3965) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3962, 3966, 3968) ; Pado (Dominique) (p. 3967) ; Bonnefous (Edouard) (p. 3967).

Téléphone (annuaire) : MM. Perrein (Louis) (p. 3961, 3969) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3968).

Télétel : M. Perrein (Louis) (p. 3961).

Travail (conditions du) : M. Perrein (Louis) (p. 3962).

Vélizy (expérience télématique) : MM. Lecat (Jean-Philippe) (p. 3964, 3966) ; Perrein (Louis) (p. 3965, 3967, 3969).

N° **375. — Charbonnages (bassin houiller des Cévennes ; politique charbonnière, charbonnages de France).** — Question de M. Edgar Tailhades [29 avril 1980] (p. 1563).

N° **376. — Sécurité sociale (convention organismes médicaux et caisse nationale d'assurance maladie).** — Question de Mme Cécile Goldet [29 avril 1980] (p. 1626). — **Discussion** [6 mai 1980] (p. 1675, 1711. — Commune avec la discussion de la question n° 162 de M. Bernard Lemarié).

N° **377. — Radiodiffusion et télévision (l'information).** — Question de M. James Marson [30 avril 1980] (p. 1666). — **Discussion** [24 juin 1980] (p. 3053, 3057).

Orateurs : *MM. James Marson, Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication ; Bernard Parmentier, Raymond Dumont, Marcel Gargar.*

Grèves : MM. Marson (James) (p. 3054, 3056) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3056).

Radiodiffusion, télévision (informations) : MM. Marson (James) (p. 3053, 3054, 3055, 3056) ; Lecat (Jean-Philippe) (p. 3055, 3056) ; Parmantier (Bernard) (p. 3057) ; Gargar (Marcel) (p. 3057).

Radiodiffusion, télévision (départements d'outre-mer) : MM. Parmantier (Bernard) (p. 3057) ; Gargar (Marcel) (p. 3057).

Radios libres : MM. Parmantier (Bernard) (p. 3057) ; Dumont (Raymond) (p. 3057).

N° **378. — Environnement (élimination des déchets de récupération des matériaux).** — Question de M. Jean-Marie Rausch [6 mai 1980] (p. 1675). — **Discussion** [24 juin 1980] (p. 3058, 3061).

Orateurs : *MM. Jean-Marie Rausch, Pierre Jeambrun, François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Environnement).*

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A. N. R. E. D.) : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 3058) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3059) ; Delmas (François) (p. 3060).

Collectivités locales : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 3058) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3059) ; Delmas (François) (p. 3059, 3060, 3061).

Comité national pour la récupération et l'élimination des déchets (C. R. E. D.) : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 3058).

Déchets : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 3058, 3059) ; Jeambrun (Pierre) (p. 3059) ; Delmas (François) (p. 3059, 3060, 3061).

Déchets (récupération) : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 3058) ; Delmas (François) (p. 3060, 3061).

Produits dangereux : MM. Rausch (Jean-Marie) (p. 3059).

N° **379. — Politique extérieure (occupation russe de l'Afghanistan ; relations avec la République populaire de Chine).** — Question de M. Pierre Marcilhacy [6 mai 1980] (p. 1675).

N° **380. — Pollution (mer) (pollution par les hydrocarbures ; naufrage du pétrolier « Tanio » ; suite aux propositions de la commission sénatoriale d'enquête sur le naufrage du pétrolier « Amoco Cadiz »).** — Question de M. Michel Chauty [6 mai 1980] (p. 1760). — **Discussion** [17 juin 1980] (p. 2730, 2737. — Commune avec la discussion des questions n° 392 de M. Raymond Marcellin et n° 395 de M. Anicet Le Pors).

Orateurs : *MM. Michel Chauty, Raymond Marcellin, James Marson, Joël Le Theule, ministre des transports.*

« Amoco Cadiz » (pétrolier) : MM. Chauty (Michel) (p. 2731) ; Marcellin (Raymond) (p. 2731) ; Marson (James) (p. 2733).

Centre d'études, de documentation, de recherche et d'expérimentation sur la lutte contre la pollution marine (C. E. D. R. E) : MM. Chauty (Michel) (p. 2731, 2736) ; Marcellin (Raymond) (p. 2732) ; Le Theule (Joël) (p. 2735).

Centre national d'exploitation des océans (C. N. E. X. O.) : M. Marcellin (Raymond) (p. 2732).

Commissions d'enquête et de contrôle : MM. Marson (James) (p. 2733) ; Le Theule (Joël) (p. 2735) ; Chauty (Michel) (p. 2736).

Dispersants (produits) : M. Le Theule (Joël) (p. 2735).

Gardes-côtes : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2732) ; Marson (James) (p. 2733).

Marine nationale : MM. Chauty (Michel) (p. 2731) ; Marson (James) (p. 2733) ; Le Theule (Joël) (p. 2735).

Méditerranée (pollution) : M. Le Theule (Joël) (p. 2736).

Mission interministérielle de la mer : M. Chauty (Michel) (p. 2731).

Navigation maritime : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2732, 2737) ; Le Theule (Joël) (p. 2734, 2737).

Navires : M. le Theule (Joël) (p. 2734).

Organisation maritime consultative intergouvernementale (O. M. C. I.) : M. Le Theule (Joël) (p. 2734, 2736).

Pavillons de complaisance : MM. Marson (James) (p. 2733, 2737) ; Le Theule (Joël) (p. 2736, 2737).

Pêche maritime : M. Marson (James) (p. 2732).

Pilotage hauturier : MM. Chauty (Michel) (p. 2731) ; Marcellin (Raymond) (p. 2731) ; Le Theule (Joël) (p. 2735).

Pollution (mer) : MM. Chauty (Michel) (p. 2731) ; Marcellin (Raymond) (p. 2731, 2732) ; Marson (James) (p. 2732, 2733).

Pollution (mer) (indemnisation) : MM. Chauty (Michel) (p. 2731) ; Marcellin (Raymond) (p. 2731) ; Marson (James) (p. 2732) ; Le Theule (Joël) (p. 2734).

Ports maritimes : M. Le Theule (Joël) (p. 2735).

Sécurité civile : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2732) ; Le Theule (Joël) (p. 2735).

Sociétés pétrolières : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2732, 2737) ; Le Theule (Joël) (p. 2735).

« *Tanio* » (*pétrolier*) : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2731, 2737) ; Marson (James) (p. 2732) ; Le Theule (Joël) (p. 2733, 2734).

Tourisme : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2731) ; Marson (James) (p. 2732) ; Le Theule (Joël) (p. 2734).

N° **381. — Manifestations (manifestation silencieuse organisée par le comité « Droits de l'homme Moscou 1980 » devant l'ambassade d'U. R. S. S.).** — Question de M. Franck Sérusclat [9 mai 1980] (p. 1806).

N° **382. — Manifestations (comportement de certains policiers lors de manifestations du 1er mai).** — Question de Mme Cécile Goldet [9 mai 1980] (p. 1806). — **Discussion** [14 octobre 1980] (p. 3876, 3903. — Commune avec la discussion des questions n° 386 de Mme Cécile Goldet, n° 406 de Mme Cécile Goldet, n° 437 de M. Marcel Debarge, n° 438 de M. Charles Pasqua, n° 440 de Mme Hélène Luc, n° 441 de M. Francis Palmero et n° 443 de M. Charles Lederman).

Orateurs : *Mme Cécile Goldet, MM. Marcel Debarge, Charles Pasqua, Antoine Andrieux, Mme Hélène Luc, MM. Francis Palmero, Bernard Parmantier, Charles Lederman, Christian Bonnet, ministre de l'intérieur ; Louis Virapoullé, Pierre Salvi, Philippe de Bourgoing, Félix Ciccolini et André Méric.*

Antisémitisme : Mme Goldet (Cécile) (p. 3877. 3879) ; MM. Debarge (Marcel) (p. 3880) ; Pasqua (Charles) (p. 3881) ; Mme Luc (Hélène) (p. 3883) ; MM. Palmero (Francis) (p. 3884, 3885) ; Lederman (Charles) (p. 3887) ; Bonnet (Christian) (p. 3890, 3891) ; Salvi (Pierre) (p. 3896).

Attentats : Mme Goldet (Cécile) (p. 3877, 3878, 3879) ; MM. Debarge (Marcel) (p. 3880) ; Pasqua (Charles) (p. 3881, 3882) ; Andrieux (Antoine) (p. 3882) ; Mme Luc (Hélène) (p. 3883) ; MM. Palmero (Francis) (p. 3885) ; Bonnet (Christian) (p. 3889, 3890) ; Parmantier (Bernard) (p. 3893) ; Virapoullé (Louis) (p. 3895) ; Salvi (Pierre) (p. 3896, 3897) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3898) ; Ciccolini (Félix) (p. 3898) ; Méric (André) (p. 3900, 3901).

Centrales nucléaires : Mme Goldet (Cécile) (p. 3879).

Compagnies républicaines de sécurité (*C.R.S.*) *:* M. Pasqua (Charles) (p. 3883).

Corse : Mme Goldet (Cécile) (p. 3878) ; MM. Pasqua (Charles) (p. 3883) ; Andrieux (Antoine) (p. 3882).

Droit d'asile : MM. Salvi (Pierre) (p. 3897) ; Bonnet (Christian) (p. 3902).

Espace judiciaire européen : M. Palmero (Francis) (p. 3887).

Explosifs : M. Pasqua (Charles) (p. 3883).

Extradition : M. Palmero (Francis) (p. 3887).

Histoire (*enseignement*) *:* MM. Palmero (Francis) (p. 3885) ; Lederman (Charles) (p. 3889) ; Salvi (Pierre) (p. 3897)

Instruction civique : MM. Palmero (Francis) (p. 3885) ; Lederman (Charles) (p. 3889) ; Salvi (Pierre) (p. 3897).

Libertés publiques : Mme Goldet (Cécile) (p. 3878) ; M. Pasqua (Charles) (p. 3882, 3883).

Manifestations : Mmes Goldet (Cécile) (p. 3879) ; Luc (Hélène) (p. 3883) ; M. Bonnet (Christian) (p. 3893).

Nazisme : Mme Goldet (Cécile) (p. 3878, 3879) ; M. Debarge (Marcel) (p. 3880, 3881) ; Mme Luc (Hélène) (p. 3883, 3884) ; MM. Palmero (Francis) (p. 3884) ; Parmantier (Bernard) (p. 3885) ; Lederman (Charles) (p. 3888, 3889) ; Bonnet (Christian) (p. 3890, 3891) ; Ciccolini (Félix) (p. 3899, 3900) ; Méric André) (p. 3901).

Palestine : M. Palmero (Francis) (p. 3886).

Parlement (*information du*) *:* M. Debarge (Marcel) (p. 3881) ; Mme Luc (Hélène) (p. 3884) ; M. Ciccolini (Félix) (p. 3900).

Peine de mort : M. Palmero (Francis) (p. 3886).

Police : Mme Goldet (Cécile) (p. 3878, 3879, 3880) ; MM. Debarge (Marcel) (p. 3881) ; Pasqua (Charles) (p. 3882, 3883) ; Mme Luc (Hélène) (p. 3884, 3895) ; MM. Parmantier (Bernard) (p. 3885, 3893) ; Palmero (Francis) (p. 3886) ; Lederman (Charles) (p. 3887, 3888) ; Bonnet (Christian) (p. 3891, 3892, 3893, 3894, 3895, 3902, 3903) ; Virapoullé (Louis) (p. 3896) ; Salvi (Pierre) (p. 3897, 3898) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3898) ; Ciccolini (Félix) (p. 3900) ; Méric (André) (p. 3901).

Racisme : Mme Goldet (Cécile) (p. 3877, 3878, 3879) ; MM. Debarge (Marcel) (p. 3880) ; Pasqua (Charles) (p. 3881, 3882) ; Mme Luc (Hélène) (p. 3883, 3884) ; MM. Palmero (Francis) (p. 3884, 3885) ; Lederman (Charles) (p. 3887, 3888) ; Bonnet (Christian) (p. 3890, 3891) ; Virapoullé (Louis) (p. 3895, 3896) ; Salvi (Pierre) (p. 3896) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3898) ; Ciccolini (Félix) (p. 3899, 3900).

Radiodiffusion télévision : Mme Goldet (Cécile) (p. 3879) ; M. Lederman (Charles) (p. 3887).

Syndicats : Mme Luc (Hélène) (p. 3884) ; MM. Bonnet (Christian) (p. 3891) ; Ciccolini (Félix) (p. 3900) ; Méric (André) (p. 3901).

Travailleurs étrangers : Mme Luc (Hélène) (p. 3884) ; MM. Lederman (Charles) (p. 3888) ; Virapoullé (Louis) (p. 3896).

N° **383. — Protection civile (plan d'ensemble de défense civile).** — Question de M. Raymond Marcellin [13 mai 1980] (p. 1893). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2540, 2552). — commune avec la discussion des questions n° 384 de M. Edouard Bonnefous, n° 385 de M. Jacques Chaumont et n° 401 de M. Francis Palmero).

Orateurs : *MM. Raymond Marcellin, Edouard Bonnefous, Jacques Chaumont, Francis Palmero, Henri Tournan, Jean Garcia, Mme Cécile Goldet, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur.*

Abris anti-atomiques : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2540) ; Bonnefous (Edouard) (p. 2543, 2544) ; Palmero (Francis) (p. 2546) ; Garcia (Jean) (p. 2548) ; Bonnet (Christian) (p. 2550, 2551).

Construction : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2541) ; Garcia (Jean) (p. 2548).

Défense civile : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2540, 2542) ; Bonnefous (Edouard) (p. 2543) ; Chaumont (Jacques) (p. 2544, 2545) ; Tournan (Henri) (p. 2547) ; Garcia (Jean) (p. 2549) ; Bonnet (Christian) (p. 2549, 2550).

Désarmement : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2542) ; Garcia (Jean) (p. 2548, 2549).

Hôpitaux : MM. Bonnefous (Edouard) (p. 2543) ; Palmero (Francis) (p. 2547) ; Garcia (Jean) (p. 2548) ; Bonnet (Christian) (p. 2551).

Protection civile : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2540, 2541, 2542) ; Bonnefous (Edouard) (p. 2543, 2544, 2548) ; Chaumont (Jacques) (p. 2544, 2545, 2546) ; Palmero (Francis) (p. 2546, 2547) ; Tournan (Henri) (p. 2547) ; Garcia (Jean) (p. 2548, 2549) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 2549) ; M. Bonnet (Christian) (p. 2549, 2550, 2551, 2552).

Rapports d'information (*défense civile*) *:* M. Marcellin (Raymond) (p. 2540, 2541, 2542).

Ravitaillement : MM. Chaumont (Jacques) (p. 2545) ; Bonnet (Christian) (p. 2251).

Sécurité civile : MM. Marcellin (Raymond) (p. 2542) ; Chaumont (Jacques) (p. 2545) ; Palmero (Francis) (p. 2547) ; Bonnet (Christian) (p. 2551).

Sondages : M. Bonnefous (Edouard) (p. 2544).

Télécommunications : MM. Marcellin Raymond) (p. 2541) ; Bonnefous (Edouard) (p. 2543) ; Bonnet (Christian) (p. 2550).

N° **384. — Protection civile (abris antinucléaires ; protection des hôpitaux).** — Question de M. Edouard Bonnefous [13 mai 1980] (p. 1893). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2540, 2552. — commune avec la discussion de la question n° 383 de M. Raymond Marcellin).

N° **385. — Protection civile (organisation de la défense civile en France).** — Question de M. Jacques Chaumont [13 mai 1980] (p. 1893). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2540, 2552. — commune avec la discussion de la question n° 383 de M. Raymond Marcellin).

N° **386. — Police (rôle des gardiens de la paix dans les manifestations).** — Question de Mme Cécile Goldet [13 mai 1980] (p. 1893). — **Discussion** [14 octobre 1980] (p. 3876, 3903. — commune avec la discussion de la question n° 382 de Mme Cécile Goldet).

N° **387. — Manifestations (libertés publiques et manifestations du 1er mai).** — Question de Mme Cécile Goldet [13 mai 1980] (p. 1893).

N° **388. — Fruits et légumes (crise de l'agriculture méditerranéenne).** — Question de M. Jean Francou [14 mai 1980] (p. 1934). — **Discussion** [20 mai 1980] (p. 1996, 2010. — commune avec la discussion de la question n° 12 de M. Raymond Courrière).

N° **389. — Politique extérieure (à l'égard des pays en voie de développement).** — Question de Mme Rolande Perlican [14 mai 1980] (p. 1935). — Retrait par son auteur [7 octobre 1980] (p. 3766).

N° **390. — Syndicats (sanctions et mesures à l'égard de militants syndicaux et de militants communistes).** — Question de Mme Rolande Perlican [14 mai 1980] (p. 1935). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2527, 2538. — commune avec la discussion de la question n° 338 de M. Hector Viron).

N° **391. — Textiles (commerce extérieur).** — Question de M. Maurice Schumann [20 mai 1980] (p. 2010). — **Discussion** [24 juin 1980] (p. 3026, 3038. — Commune avec la discussion de la question n° 397 de M. Christian Poncelet).

Orateurs : *MM. Maurice Schumann, Christian Poncelet, Michel Miroudot, Pierre Vallon, Gilbert Belin, Hector Viron, Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur, André Giraud, ministre de l'industrie.*

Accord multifibres : MM. Schumann (Maurice) (p. 3027, 3036) ; Miroudot (Michel) (p. 3029) ; Vallon (Pierre) (p. 3030) ; Deniau (Jean-François) (p. 3033) ; Giraud (André) (p. 3034) ; Poncelet (Christian) (p. 3038).

Chômage : MM. Poncelet (Christian) (p. 3028, 3037) ; Belin (Gilbert) (p. 3031).

Commerce extérieur : MM. Schumann (Maurice) (p. 3026, 3027, 3036) ; Poncelet (Christian) (p. 3028) ; Miroudot (Michel) (p. 3029) ; Vallon (Pierre) (p. 3030) ; Deniau (Jean-François) (p. 3032).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Poncelet (Christian) (p. 3028, 3037) ; Miroudot (Michel) (p. 3029) ; Viron (Hector) (p. 3032) ; Deniau (Jean-François) (p. 3033) ; Giraud (André) (p. 3033).

Concurrence (internationale) : M. Vallon (Pierre) (p. 3030).

Importations : MM. Schumann (Maurice) (p. 3027, 3036) ; Poncelet (Christian) (p. 3028, 3037) ; Miroudot (André) (p. 3029) ; Vallon (Pierre) (p. 3030) ; Viron (Hector) (p. 3031) ; Deniau Jean-François) (p. 3032, 3033) ; Giraud (André) (p. 3033).

Pays en voie de développement : MM. Vallon (Pierre) (p. 3030) ; Belin (Gilbert) (p. 3031) ; Deniau (Jean-François) p. 3032, 3033) ; Poncelet (Christian) (p. 3037).

Rhône-Poulenc (Société) : MM. Belin (Gilbert) (p. 3030) ; Giraud (André) (p. 3033).

Sociétés multinationales : M. Belin (Gilbert) (p. 3031).

Textile (Industrie) : MM. Schumann (Maurice) (p. 3026, 3027, 3035, 3036, 3037) ; Poncelet (Christian) (p. 3027, 3028, 3037, 3038) ; Miroudot (Michel) (p. 3029) ; Vallon (Pierre) (p. 3029) ; Belin (Gilbert) (p. 3030, 3031) ; Viron (Hector) (p. 3031, 3032, 3038) ; Deniau (Jean-François) (p. 3032, 3033, 3038) ; Giraud (André) (p. 3033, 3034, 3035).

Velours : MM. Schumann (Maurice) (p. 3027) ; Poncelet (Christian) (p. 3028) ; Deniau (Jean-François) (p. 3033).

N° **392. — Pollution (mer) (neutralisation de la cargaison du pétrolier « Tanio » et circulation des pétroliers).** — Question de M. Raymond Marcellin [21 mai 1980] (p. 2029). — **Discussion** [17 juin 1980] (p. 2730, 2737. — Commune avec la discussion de la question n° 380 de M. Michel Chauty).

N° **393. — Inflation (et salaires).** — Question de M. André Méric [22 mai 1980] (p. 2133). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2516, 2527. — Commune avec la discussion de la question n° 331 de Mme Marie-Claude Beaudeau).

N° **394. — Informatique (politique de l'informatique ; protection des ordinateurs et de leur contenu).** — Question de M. Henri Caillavet [27 mai 1980] (p. 2170). — Retrait [3 juin 1980] (p. 2255).

N° **395. — Pollution (mer) (neutralisation de la cargaison du pétrolier « Tanio » ; rapport de la commission d'enquête sénatoriale).** — Question de M. Anicet Le Pors [27 mai 1980] (p. 2170). — **Discussion** [17 juin 1980] (p. 2730, 2737. — Commune avec la discussion de la question n° 380 de M. Michel Chauty).

N° **396. — Corse (violence ; politique économique, sociale et culturelle).** — Question de M. Paul d'Ornano [27 mai 1980] (p. 2183). — **Discussion** [3 juin 1980] (p. 2240, 2255. — Commune avec la discussion de la question n° 317 de M. François Giacobbi).

N° **397. — Textile (industrie et limitation des importations des produits textiles).** — Question de M. Christian Poncelet [29 mai 1980] (p. 2215). — **Discussion** [24 juin 1980] (p. 3026, 3038. — Commune avec la discussion de la question n° 391 de M. Maurice Schumann).

N° **398. — Sidérurgie (industrie et industrialisation de la Lorraine).** — Question de M. Jean-Marie Rausch [29 mai 1980] (p. 2215).

N° **399. — Syndicats (suspension d'un délégué syndical à l'agence nationale pour l'emploi d'Issy-les-Moulineaux).** — Question de Mme Hélène Luc [29 mai 1980] (p. 2215). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2527, 2538. — Commune avec la discussion de la question n° 338 de M. Hector Viron).

N° **400. — Télécommunications (politique de l'informatique, de la télématique et technologie de l'information).** — Question de M. Robert Pontillon [3 juin 1980] (p. 2286).

N° **401. — Protection civile (abris anti-atomiques).** — Question de M. Francis Palmero [6 juin 1980] (p. 2440). — **Discussion** [10 juin 1980] (p. 2540, 2552. — Commune avec la discussion de la question n° 383 de M. Raymond Marcellin).

N° **402. — Radiodiffusion et télévision (monopole et radios libres).** — Question de M. Henri Caillavet [13 juin 1980] (p. 2724).

N° **403. — Radiodiffusion et télévisions (radios libres).** — Question de M. Bernard Parmantier [17 juin 1980] (p. 2777).

N° **404. — Militaires (pensions de retraite).** — Question de M. Philippe Machefer [20 juin 1980] (p. 2960).

N° **405. — Rentes viagères (revalorisation).** — Question de M. Francis Palmero [24 juin 1980] (p. 3078).

N° **406. — Racisme (activités et propogande raciste de certains groupes).** — Question de Mme Cécile Goldet [29 juin 1980] (p. 3328). — **Discussion** [14 octobre 1980] (p. 3876, 3903. — Commune avec la discussion de la question n° 382 de Mme Cécile Goldet).

N° **407. — Fruits et légumes (urgence des mesures spécifiques en faveur des agriculteurs).** — Question de Mlle Irma Rapuzzi [30 juin 1980] (p. 3404). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4157, 4168. — Commune avec la discussion des questions n° 430 de M. Louis Minetti et n° 205 de M. Raymond Bouvier).

Orateurs : *MM. Louis Minetti, Raymond Bouvier, Abel Sempé, Christian Poncelet, Jacques Genton, Pierre Lacour, Guy Robert, Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture.*

Agriculteurs (Situation des jeunes agriculteurs) : MM. Bouvier (Raymond) (p. 4160) ; Sempé (Abel) (p. 4161) ; Poncelet (Christian) (p. 4162) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166).

Alcools : M. Sempé (Abel) (p. 4161).

Alimentation animale : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Assemblée des communautés européennes : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Calamités agricoles : M. Sempé (Abel) (p. 4162).

Caprins : M. Robert (Guy) (p. 4165).

Carburant agricole : M. Bouvier (Raymond) (p. 4160).

Céréales : MM. Minetti (Louis) (p. 4157, 4158) ; Genton (Jacques) (p. 4164) ; Lacour (Pierre) (p. 4164) ; Robert (Guy) (p. 4165) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Communauté économique européenne (C. E. E.) : MM. Sempé (Abel) (p. 4161) ; Poncelet (Christian) (p. 4162, 4163) ; Genton (Jacques) (p. 4164) ; Lacour (Pierre) (p. 4164) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Communauté économique européenne (C. E. E.) (Elargissement de la) : M. Minetti (Louis) (p. 4158, 4159).

Elevage : MM. Bouvier (Raymond) (p. 4160) ; Lacour (Pierre) (p. 4164) ; Robert (Guy) (p. 4165) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166, 4167).

Elevage (Bâtiments) : MM. Bouvier (Raymond) (p. 4160) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166).

Enseignement agricole : MM. Bouvier (Raymond) (p. 4160) ; Sempé (Abel) (p. 4162) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Exode rural : MM. Sempé (Abel) (p. 4161) ; Robert (Guy) (p. 4165).

Exploitations agricoles : MM. Poncelet (Christian) (p. 4163) ; Robert (Guy) (p. 4165) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Exportations : MM. Minetti (Louis) (p. 4157, 5158, 4159) ; Sempé (Abel) (p. 4161) ; Genton (Jacques) (p. 4164) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F. E. O. G. A.) : MM. Sempé (Abel) (p. 4161) ; Genton (Jacques) (p. 4164).

Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (F. I. D. A. R.) : MM. Bouvier (Raymond) (p. 4160) ; Robert (Guy) (p. 4165) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166, 4167).

Fruits et légumes : MM. Minetti (Louis) (p. 4158, 4159) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166).

Importations : MM. Minetti (Louis) (p. 4159) ; Lacour (Pierre) (p. 4164, 4165) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166).

Indemnité spéciale de montagne (I. S. M.) : MM. Bouvier (Raymond) (p. 4160) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166).

Industrie agro-alimentaire : MM. Minetti (Louis) (p. 4159 ; Sempé (Abel) (p. 4161) ; Lacour (Pierre) (p. 4164).

Insémination artificielle (Bétail) : MM. Méhaignerie (Pierre) (p. 4166).

Institut national de la recherche agronomique (I. N. R. A.) : M. Minetti (Louis) (p. 4159).

Lait et produits laitiers : MM. Bouvier (Raymond) (p. 4160) ; Poncelet (Christian) (p. 4163) ; Lacour (Pierre) (p. 4164).

Manioc : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Montagne : MM. Bouvier (Raymond) (p. 4160) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166).

Montants compensatoires monétaires : M. Poncelet (Christian) (p. 4162).

Ovins : M. Robert (Guy) (p. 4165).

Pays en voie de développement : M. Minetti (Louis) p. 4157, 4159).

Piémont (Zones de) : M. Bouvier (Raymond) (p. 4160).

Porcins : MM. Lacour (Pierre) (p. 4164) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Prix agricoles : MM. Minetti (Louis) (p. 4158, 4159) ; Sempé (Abel) (p. 4161) ; Poncelet (Christian) (p. 4162) ; Genton (Jacques) (p. 4164) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Revenu agricole : MM. Minetti (Louis) (p. 4157, 4158, 4159) ; Sempé (Abel) (p. 4161) ; Poncelet (Christian) (p. 4162) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166, 4167).

Sylviculture : M. Bouvier (Raymond) (p. 4160).

Taxe de coresponsabilité sur le lait : MM. Bouvier (Raymond) (p. 4160) ; Poncelet (Christian) (p. 4163) ; Lacour (Pierre) (p. 4164) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4167).

Viande de veau : MM. Minetti (Louis) (p. 4158) ; Poncelet (Christian) (p. 4163).

Viticulture : MM. Sempé (Abel) (p. 4161) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4166).

N° **408. — Défense nationale (information du Parlement sur la bombe à neutrons).** — Question de M. Henri Caillavet [7 octobre 1980] (p. 3762). — **Discussion** [21 octobre 1980] (p. 3970, 3975).

Orateurs : *MM. Henri Caillavet, Serge Boucheny, Joël Le Theule, ministre de la défense ; Max Lejeune.*

Afghanistan : M. Max Lejeune (p. 3975).

Armement nucléaire et atomique : MM. Caillavet (Henri) (p. 3971, 3972) ; Boucheny (Serge) (p. 3972, 3973) ; Le Theule (Joël) (p. 3974) ; Max Lejeune (p. 3975).

Bombe à neutrons : MM. Caillavet (Henri) (p. 3971, 3972) ; Boucheny (Serge) (p. 3972, 3973) ; Le Theule (Joël) (p. 3974) ; Max Lejeune (p. 3975).

Conférence d'Helsinki : M. Max Lejeune (p. 3975).

Europe (Défense) : MM. Caillavet (Henri) (p. 3971) ; Boucheny (Serge) (p. 3972, 3973) ; Le Theule (Joël) (p. 3974).

Organisation de l'Atlantique-Nord (O. T. A. N.) : MM. Caillavet (Henri) (p. 3971) ; Boucheny (Serge) (p. 3972, 3973).

Traités et conventions (Accords stratégic arms limitation Treaty [S. A. L. T.]) : MM. Caillavet (Henri) (p. 3972) ; Boucheny (Serge) (p. 3972).

N° **409. — Exploitants agricoles (agriculteurs du Midi).** — Question de M. Antoine Andrieux [7 octobre 1980] (p. 3762). — Retrait [14 octobre 1980] (p. 3875).

N° **410. — Concurrence (moyens mis en œuvre pour faire respecter le libre jeu de la concurrence).** — Question de M. Louis Perrein [7 octobre 1980] (p. 3762).

N° **411. — Vieillesse (création d'un secrétariat d'Etat à la condition du troisième âge).** — Question de M. Louis Brives [7 octobre 1980] (p. 3762).

N° **412. — Emigration et immigration (étude de l'office national de l'immigration).** — Question de M. Anicet Le Pors [7 octobre 1980] (p. 3763).

N° **413. — Enseignement supérieur (conséquences des habilitations de deuxième et troisième cycles pour l'université de Besançon).** — Question de M. Robert Schwint [7 octobre 1980] (p. 3763). — **Discussion** [16 décembre 1980] (p. 6306, 6313. — Commune avec la discussion de la question n° 462 de Mme Danielle Bidard).

Orateurs : *M. Robert Schwint, Mme Danielle Bidard, MM. Michel Miroudot, Louis Souvet, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités.*

Automobile (industrie) : Mme Bidard (Danielle) (p. 6308).

Besançon (université) : M. Schwint (Robert) (p. 6307, 6313) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 6308, 6309) ; MM. Souvet (Louis) (p. 6309, 6310) ; Miroudot (Michel) (p. 6310) ; Dreyfus-Schmidt (Michel) (p. 6311, 6312) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 6312).

Carte universitaire : Mme Bidard (Danielle) (p. 6308).

Diplômes : M. Schwint (Robert) (p. 6307) ; Mmes Bidard (Danielle) (p. 6309) ; Saunier-Seïté (Alice) (p. 6311, 6312).

Enseignants : M. Souvet (Louis) (p. 6309) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 6312).

Etudiants : MM. Schwint (Robert) (p. 6307, 6313) ; Souvet (Louis) (p. 6310).

Entreprises (fiscalité des) : Mme Bidard (Danielle) (p. 6308).

Habilitations : M. Schwint (Robert) (p. 6307, 6313) ; Mme Bidard (Danielle) (p. 6308, 6309) ; M. Miroudot (Michel) (p. 6310, 6311) ; Mme Saunier-Seïté (Alice) (p. 6311, 6312).

Horlogerie : Mme Bidard (Danielle) (p. 6308).

Industrie : Mme Bidard (Danielle) (p. 6308).

Licenciements : Mme Bidard (Danielle) (p. 6308).

Manufrance : Mme Bidard (Danielle) (p. 6308).

Région : M. Schwint (Robert) (p. 6307) ; Mmes Bidard (Danielle) (p. 6308, 6309) ; Saunier-Seïté (Alice) (p. 6311).

N° **414. — Départements d'outre-mer (D. O. M.) (tourisme dans les D. O. M.-T. O. M.).** — Question de M. Pierre Vallon [20 juillet 1980] (p. 3513).

N° **415. — Commerce (politique d'implantation des magasins à grande surface).** — Question de M. Pierre Carous [7 octobre 1980] (p. 3763).

N° **416. — Polynésie française (politique touristique du Gouvernement en Polynésie française).** — Question de M. Daniel Millaud [7 octobre 1980] (p. 3763). — **Discussion** [22 octobre 1980] (p. 3983, 3994).

Orateurs : *MM. Pierre Vallon, Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ; Louis Virapoullé, Marcel Henry, Edmond Valcin, Marcel Gargar, Georges Dagonia.*

Association France Information Loisirs : M. Vallon (Pierre) (p. 3985).

Bienvenue France (groupe d'intérêt économique) : M. Vallon (Pierre) (p. 3985).

Camping caravaning : MM. Vallon (Pierre) (p. 3984, 3985) ; Virapoullé (Louis) (p. 3988, 3989) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3394).

Départements d'outre-mer : MM. Vallon (Pierre) (p. 3985) ; Virapoullé (Louis) (p. 3988, 3989) ; Valcin (Edmond) (p. 3991) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3992, 3993).

Fonds européen de développement : M. Vallon (Pierre) (p. 3987).

Guadeloupe (La) : MM. Valcin (Edmond) (p. 3991) ; Gargar (Marcel) (p. 3991, 3992) ; Dagonia (Georges) (p. 3992) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3992).

Hôtels et restaurants : MM. Vallon (Pierre) (p. 3985, 3986, 3987) ; Virapoullé (Louis) (p. 3988, 3989) ; Valcin (Edmond) (p. 3991) ; Gargar (Marcel) (p. 3992) ; Dagonia (Georges) (p. 3992) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3993, 3994).

Martinique (La) : MM. Valcin (Edmond) (p. 3991) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3992).

Mayotte : MM. Henry (Marcel) (p. 3989, 3990) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3994).

Polynésie française : MM. Vallon (Pierre) (p. 3986, 3987) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3994).

Réunion (La) : MM. Virapoullé (Louis) (p. 3988, 3989) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3993, 3994).

Territoires d'outre-mer : MM. Vallon (Pierre) (p. 3985, 3986) ; Valcin (Edmond) (p. 3991) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3992, 3993, 3994).

Thermalisme : M. Vallon (Pierre) (p. 3985).

Titres-vacances : M. Vallon (Pierre) (p. 3985).

Tourisme : MM. Vallon (Pierre) (p. 3984, 3985, 3986, 3987) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3985, 3986, 3992, 3993, 3994) ; Virapoullé (Louis) (p. 3988, 3989) ; Henry (Marcel) (p. 3989, 3990) ; Valcin (Edmond) (p. 3990, 3991) ; Gargar (Marcel) (p. 3991, 3992) ; Dagonia (Georges) (p. 3992).

Tourisme social : MM. Vallon (Pierre) (p. 3985) ; Virapoullé (Louis) (p. 3988, 3989) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3993).

Transports aériens : MM. Vallon (Pierre) (p. 3986, 3987) ; Virapoullé (Louis) (p. 3989) ; Henry (Marcel) (p. 3990) ; Valcin (Edmond) (p. 3991) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3994).

Vacances : MM. Vallon (Pierre) (p. 3984) ; Soisson (Jean-Pierre) (p. 3985, 3986).

N° **417.** — **Police (règlements de comptes politiques entre étrangers).** — Question de M. Jean Francou [7 octobre 1980] (p. 3763).

N° **418.** — **Tourisme (tourisme en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer).** — Question de M. Pierre Vallon [7 octobre 1980] (p. 3763). — **Discussion** [22 octobre 1980] (p. 3983, 3994. — Commune avec la discussion de la question n° 416 de M. Daniel Millaud).

N° **419.** — Don attribué.

N° **420.** — **Politique extérieure (Bolivie).** — Question de M. Philippe Machefer [7 octobre 1980] (p. 3763).

N° **421.** — **Pollution (eau) (pollution du Verdon).** — Question de M. Maurice Janetti [7 octobre 1980] (p. 3763).

N° **422.** — **Fonctionnaires (affectation des fonctionnaires).** — Question de M. Adrien Gouteyron [7 octobre 1980] (p. 3763).

N° **423.** — **Lait et produits laitiers (taxe de coresponsabilité sur le lait).** — Question de M. Jacques Eberhard [7 octobre 1980] (p. 3763).

N° **424.** — **Immeubles (achats immobiliers effectués en France par des étrangers).** — Question de M. Bernard Hugo [7 octobre 1980] (p. 3764).

N° **425.** — **Finances locales (budget d'aide sociale des collectivités locales).** — Question de M. Louis Perrein [7 octobre 1980] (p. 3764).

N° **426.** — **Chômage (aide aux chômeurs âgés).** — Question de M. Louis Perrein [7 octobre 1980] (p. 3764).

N° **427.** — **Tourisme (développement du tourisme à la Martinique).** — Question de M. Roger Lise [7 octobre 1980] (p. 3764). — **Discussion** [22 octobre 1980] (p. 3983, 3994. — Commune avec la discussion de la question n° 416 de M. Daniel Millaud).

N° **428.** — **Français (langue) (déclin de la langue française).** — Question de M. Anicet Le Pors [7 octobre 1980] (p. 3764).

N° **429.** — **Exploitants agricoles (difficultés des jeunes agriculteurs).** — Question de M. Paul Jargot [7 octobre 1980] (p. 3764).

N° **430.** — **Exploitants agricoles (dégradation du niveau de vie des agriculteurs).** — Question de M. Louis Minetti [7 octobre 1980] (p. 3764). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4157, 4168. — Commune avec la discussion de la question n° 407 de Mlle Irma Rapuzzi).

N° **431.** — **Hôpitaux (moyens financiers des hôpitaux).** — Question de M. Pierre Gamboa [7 octobre 1980] (p. 3765).

N° **432.** — **Médecins (convention médicale).** — Question de M. Pierre Gamboa [7 octobre 1980] (p. 3765).

N° **433.** — **Police municipale (aggravation des incidents survenus à l'occasion des fêtes locales).** — Question de Mlle Irma Rapuzzi [7 octobre 1980] (p. 3765).

N° **434.** — **Travail des femmes (dégradation de l'emploi des femmes).** — Question de Mme Marie-Claude Beaudeau [7 octobre 1980] (p. 3765).

N° **435.** — **Expulsions (mesures d'expulsion).** — Question de Mme Cécile Goldet [7 octobre 1980] (p. 3766).

N° **436.** — **Hôpitaux psychiatriques (mise en place de la sectorisation psychiatrique dans le Var).** — Question de M. Maurice Janetti [7 octobre 1980] (p. 3766).

N° **437.** — **Attentats (attentat de la rue Copernic à Paris : position du Gouvernement).** — Question de M. Marcel Debarge [7 octobre 1980] (p. 3766). — **Discussion** [14 octobre 1980] (p. 3876, 3903. — Commune avec la discussion de la question n° 382 de Mme Cécile Goldet).

N° **438.** — **Attentats (attentat de la rue Copernic à Paris : moyens des forces de police).** — Question de M. Charles Pasqua [7 octobre 1980] (p. 3766). — **Discussion** [14 octobre 1980] (p. 3876, 3903. — Commune avec la discussion de la question n° 382 de Mme Cécile Goldet).

N° **439.** — **Automobiles (situation de l'industrie automobile en Seine-Saint-Denis).** — Question de M. Jean Garcia [7 octobre 1980] (p. 3767). — **Discussion** [4 novembre 1980] (p. 4332, 4345. — Commune avec la discussion de la question n° 336 de M. Guy Schmaus).

N° **440.** — **Attentats (lutte contre les activités néo-nazies et antisémites).** — Question de Mme Hélène Luc [8 octobre 1980] (p. 3791). — **Discussion** [14 octobre 1980] (p. 3876, 3903. — Commune avec la discussion de la question n° 382 de Mme Cécile Goldet).

N° **441.** — **Attentats (lutte contre la criminalité et la prévention des attentats).** — Question de M. Francis Palmero [9 octobre 1980] (p. 3817). — **Discussion** [14 octobre 1980] (p. 3876, 3903. — Commune avec la discussion de la question n° 382 de Mme Cécile Goldet).

N° **442.** — **Tourisme (développement touristique du département de la Réunion).** — Question de M. Louis Virapoullé [9 octobre 1980] (p. 3848). — **Discussion** [22 octobre 1980] (p. 3983, 3994. — Commune avec la discussion de la question n° 416 de M. Daniel Millaud).

N° **443.** — **Attentats (lutte contre les activités racistes, antisémites et pro-nazies).** — Question de M. Charles Lederman [10 octobre 1980] (p. 3871). — **Discussion** [14 octobre 1980] (p. 3876, 3903. — Commune avec la discussion de la question n° 382 de Mme Cécile Goldet).

N° **444.** — **Elevage (situation des éleveurs de veaux).** — Question de M. Jean Cluzel [14 octobre 1980] (p. 3903). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4137, 4156). — Commune avec la discussion des questions n° 445 de M. Rémi Herment, n° 446 de M. Roland du Luart, n° 447 de M. Paul Malassagne, n° 448 de M. Michel Moreigne, n° 452 de M. René Tinant et n° 453 de M. Fernand Tardy).

Orateurs : *MM. Jean Cluzel, Rémi Herment, Roland du Luart, Paul Malassagne, Michel Moreigne, Fernand Tardy, Jacques Eberhard, René Touzet, Michel Sordel, Adrien Gouteyron, Philippe de Bourgoing, Jacques Genton, Bernard Parmantier, Mlle Irma Rapuzzi, Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture.*

Aide au troupeau allaitant : MM. Herment (Rémi) (p. 4140) ; Luart (Roland du) (p. 4140, 4141) ; Moreigne (Michel) (p. 4143) ; Eberhard (Jacques) (p. 4145) ; Touzet (René) (p. 4146, 4147) ; Sordel (Michel) (p. 4147) ; Genton (Jacques) (p. 4150) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4154).

Bovins : MM. Cluzel (Jean) (p. 4138) ; Herment (Rémi) (p. 4140) ; Moreigne (Michel) (p. 4143) ; Eberhard (Jacques) (p. 4145) ; Sordel (Michel) (p. 4147, 4148) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4153, 4154, 4155, 4156).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Cluzel (Jean) (p. 4138) ; Herment (Rémi) (p. 4139) ; Malassagne (Paul) (p. 4142, 4143) ; Tardy (Fernand) (p. 4144) ; Eberhard (Jacques) (p. 4145) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 4151, 4152) ; M. Méhaignerie (Pierre) (p. 4152, 4153, 4154).

Crédit agricole : M. Luart (Roland du) (p. 4141).

Cuirs et peaux : M. Luart (Roland du) (p. 4141).

Départements d'outre-mer : M. Parmantier (Bernard) (p. 4150).

Elevage : MM. Cluzel (Jean) (p. 4137, 4138, 4139, 4156) ; Herment (Rémi) (p. 4139, 4140) ; Luart (Roland du) (p. 4140, 4141) ; Malassagne (Paul) (p. 4141, 4142, 4143) ; Moreigne (Michel) (p. 4143) ; Tardy (Fernand) (p. 4144) ; Eberhard (Jacques) (p. 4145) ; Touzet (René) (p. 4146) ; Sordel (Michel) (p. 4147, 4148) ; Gouteyron (Adrien) (p. 4148, 4149) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 4149, 4150) ; Genton (Jacques) (p. 4150) ; Parmantier (Bernard) (p. 4150, 4151) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4152, 4153, 4154, 4155, 4156).

Exode rural : MM. Herment (Rémi) (p. 4140) ; Malassagne (Paul) (p. 4141).

Exploitations agricoles : MM. Luart (Roland du) (p. 4141) ; Malassagne (Paul) (p. 4142) ; Eberhard (Jacques) (p. 4145) ; Touzet (René) (p. 4146) ; Genton (Jacques) (p. 4150).

Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F. E. O. G. A.) : M. Cluzel (Jean) (p. 4138) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 4152).

Fruits et légumes : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 4151).

Grande-Bretagne : MM. Herment (Rémi) (p. 4139) ; Malassagne (Paul) (p. 4142) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4154).

Grandes surfaces de vente (magasins) : MM. Cluzel (Jean) (p. 4139) ; Herment (Rémi) (p. 4140).

Importations : MM. Cluzel (Jean) (p. 4138) ; Tardy (Fernand) (p. 4144) ; Sordel (Michel) (p. 4147, 4148) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4152, 4153, 4154).

Indemnité spéciale de montagne (I. S. M.) : M. Méhaignerie (Pierre) (p. 4155).

Industrie agro-alimentaire : M. Eberhard (Jacques) (p. 4146) ; Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 4152).

Lait et produits laitiers : MM Herment (Rémi) (p. 4139) ; Moreigne (Michel) (p. 4143, 4144) ; Eberhard (Jacques) (p. 4145) ; Touzet (René) (p. 4146) ; Sordel (Michel) (p. 4147) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 4149) ; Genton (Jacques) (p. 4150) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4155).

Maladies du bétail : MM. Gouteyron (Adrien) (p. 4149) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4155).

Matières grasses : MM. Herment (Rémi) (p. 4139) ; Eberhard (Jacques) (p. 4146) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4155).

Montagne : MM. Malassagne (Paul) (p. 4142) ; Tardy (Fernand) (p. 4144) ; Gouteyron (Adrien) (p. 4149) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4155).

Œstrogènes : MM. Sordel (Michel) (p. 4148) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4153).

Office national interprofessionnel du bétail et des viandes (O. N. I. B. E. V.) : MM. Cluzel (Jean) (p. 4139) ; Herment (Rémi) (p. 4140) ; Cluzel (Jean) (p. 4156).

Ovins : MM. Malassagne (Paul) (p. 4142, 4143) ; Tardy (Fernand) (p. 4144) ; Sordel (Michel) (p. 4147) ; Gouteyron (Adrien) (p. 4148, 4149).

Piémont (zones de) : M. Moreigne (Michel) (p. 4144).

Provence - Alpes - Côte d'Azur : Mlle Rapuzzi (Irma) (p. 4152).

Revenu agricole : MM. Cluzel (Jean) (p. 4139) ; Moreigne (Michel) (p. 4143) ; Tardy (Fernand) (p. 4144) ; Eberhard (Jacques) (p. 4145, 4146) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4153, 4154).

Sénat (groupes de travail) : M. Cluzel (Jean) (p. 4156).

Taxe de coresponsabilité sur le lait : MM. Moreigne (Michel) (p. 4144) ; Eberhard (Jacques) (p. 4145) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4155).

Viande de veau : MM. Cluzel (Jean) (p. 4138) ; Herment (Rémi) (p. 4139) ; Luart (Roland du) (p. 4140) ; Malassagne (Paul) (p. 4141) ; Eberhard (Jacques) (p. 4145) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 4149, 4150) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 4153, 4154).

N° 445. — **Elevage (situation des éleveurs).** — Question de M. Rémi Herment [14 octobre 1980] (p. 3903) — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4137, 4156. — Commune avec la discussion de la question n° 444 de M. Jean Cluzel).

N° 446. — **Elevage (plan pluriannuel de l'élevage).** — Question de M. Roland du Luart [14 octobre 1980] (p. 3903). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4137, 4156. — Commune avec la discussion de la question n° 444 de M. Jean Cluzel).

N° 447. — **Elevage (mise en œuvre du règlement communautaire ovin).** — Question de M Paul Malassagne [14 octobre 1980] (p. 3903). — **Discussion** [28 juin 1980] (p. 4137, 4156. — Commune avec la discussion de la question n° 444 de M. Jean Cluzel).

N° 448. — **Elevage (octroi de la prime au maintien du troupeau de vaches aux élevages mixtes).** — Question de M. Michel Moreigne [14 octobre 1980] (p. 3903). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4137, 4156. — Commune avec la discussion de la question n° 444 de M. Jean Cluzel).

N° 449. — **Tourisme (développement des activités touristiques de Mayotte).** — Question de M. Marcel Henry [14 octobre 1980] (p. 3904). — **Discussion** [22 octobre 1980] (p. 3983, 3994. — Commune avec la discussion de la question n° 416 de M. Daniel Millaud).

N° 450. — **Région parisienne (situation de l'emploi en Ile-de-France).** — Question de Mme Rolande Perlican [14 octobre 1980] (p. 3904)

N° 451. — **Automobiles (sauvegarde de l'industrie automobile).** — Question de M. Pierre Vallon [17 octobre 1980] (p. 3932). — **Discussion** [4 novembre 1980] (p. 4332, 4345. — Commune avec la discussion de la question n° 336 de M. Guy Schmaus).

N° 452. — **Elevage (situation des éleveurs).** — Question de M. René Tinant [21 octobre 1980] (p. 3980). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4137, 4156. — Commune avec la discussion de la question n° 444 de M. Jean Cluzel).

N° 453. — **Elevage (conditions actuelles de l'élevage ovin).** — Question de M. Fernand Tardy [23 octobre 1980] (p. 4010). — **Discussion** [28 octobre 1980] (p. 4137, 4156. — Commune avec la discussion de la question n° 444 de M. Jean Cluzel).

N° 454. — **Vaccinations (pénurie de vaccins antigrippe).** — Question de M. Michel Maurice-Bokanowski [23 octobre 1980] (p. 4010). — Retrait [25 novembre 1980] (p. 5302).

N° 455. — **Formation professionnelle (formation professionnelle des jeunes).** — Question de Mme Hélène Luc [24 octobre 1980] (p. 4045).

N° 456. — **Education (amélioration du système éducatif de Guyane).** — Question de M. Raymond Tarcy [24 octobre 1980] (p. 4045).

N° 457. — **Vaccinations (pénurie de vaccin antigrippal).** — Question de Mme Hélène Luc [28 octobre 1980] (p. 4052).

N° 458. — **Politique extérieure (propositions de la France pour la conférence de Madrid de 1980).** — Question de M. Charles Bosson [28 octobre 1980] (p. 4052). — **Discussion** [16 décembre 1980] (p. 6313, 6325. — Commune avec la discussion de la question n° 330 de M. Serge Boucheny).

N° 459. — **Charbon (dépendance énergétique de la France et développement de sa production de charbon).** — Question de M. André Bohl [28 octobre 1980] (p. 4065). — **Discussion** [4 novembre 1980] (p. 4345, 4354. — Commune avec la discussion de la question n° 339 de M. Hector Viron).

N° 460. — **Beaux-Arts (rapports école des Beaux-Arts - Conservatoire).** — Question de M. Roger Quilliot [29 octobre 1980] (p. 4234).

N° 461. — **Enseignement secondaire (crédits affectés à l'académie de Lyon).** — Question de M. Frank Sérusclat [31 octobre 1980] (p. 4326).

N° 462. — **Enseignement supérieur (refus d'habilitations dans les second et troisième cycles pour l'université de Besançon).** — Question de Mme Danielle Bidard [5 novembre 1980] (p. 4394). — **Discussion** [16 décembre 1980] (p. 6306, 6313. — Commune avec la discussion de la question n° 413 de M. Robert Schwint).

N° 463. — **Chevaux (élevage des chevaux).** — Question de M. Paul Séramy [12 novembre 1980] (p. 4561).

N° 464. — **Radiodiffusion et télévision (politique gouvernementale en matière de radio et télévision).** — Question de M. Félix Ciccolini [14 novembre 1980] (p. 4726).

N° 465. — **Président de la République (nécessité d'informer le Parlement sur les actions prioritaires définies par M. le Président de la République).** — Question de M. Henri Caillavet [18 novembre 1980] (p. 4891).

N° 466. — **Politique extérieure (déroulement et suites de la Conférence de Madrid).** — Question de M. Philippe Machefer [20 novembre 1980] (p. 4989). — **Discussion** [16 décembre 1980] (p. 6313, 6325. — Commune avec la discussion de la question n° 330 de M. Serge Boucheny).

N° 467. — **Pêche (politique du Gouvernement pour développer la pêche industrielle et artisanale).** — Question de M. Georges Lombard [25 novembre 1980] (p. 5302).

N° 468. — **Action sanitaire et sociale (centres sociaux).** — Question de Mme Cécile Goldet [26 novembre 1980] (p. 5372).

N° **469.** — **Transports en commun (titre unique de transport en Ile-de-France).** — Question de M. Michel Giraud [27 novembre 1980] (p. 5412).

N° **470.** — **Fleurs et plantes (problèmes posés par la mévente de la lavande).** — Question de M. Fernand Tardy [3 décembre 1980] (p. 5683).

N° **471.** — **Camping-caravaning (politique gouvernementale en matière de camping-caravaning).** — Question de M. Pierre Vallon [5 décembre 1980] (p. 5816).

N° **472.** — **Conseillers municipaux (répartition par arrondissement des conseillers municipaux de Lyon).** — Question de M. Jean Mercier [5 décembre 1980] (p. 5823).

N° **473.** — **Automobiles (concurrence japonaise dans les secteurs industriels de l'automobile et du cyclomoteur).** — Question de M. Jacques Braconnier [11 décembre 1980] (p. 6233).

N° **474.** — **Prisonniers de guerre (situation des évadés de guerre).** — Question de M. André Méric [12 décembre 1980] (p. 6265).

N° **475.** — **Informatique (conséquences pour l'emploi de l'introduction progressive des nouvelles technologies informatiques).** — Question de M. Pierre Vallon [12 décembre 1980] (p. 6265). — **Discussion** [16 décembre 1980] (p. 6334, 6340. — Commune avec la discussion de la question n° 373 de M. Louis Perrein).

N° **476.** — **Parfums (situation des producteurs de lavande).** — Question de M. Louis Minetti [20 décembre 1980] (p. 6490).

QUESTIONS PREALABLES

Voir AGRICULTURE, **1** [deuxième lecture 13 mai 1980] (p. 1851. — Rejet).

COLLECTIVITÉS LOCALES, **3.** — Dotation globale de fonctionnement [19 novembre 1980] (p. 4917. — Rejet).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **1** [19 mai 1980] (p. 2873. — Rejet).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **3** [28 juin 1980] (p. 3276. — Rejet).

LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1** [7 mai 1980] (p. 1778. — Rejet).

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1** [3 juin 1980] (p. 2277. — Rejet).

PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **2** [9 juin 1980] (p. 2495. — Rejet).

PROCÉDURE PÉNALE, **2** [4 novembre 1980] (p. 4372. — Rejet).

QUOTIENT FAMILIAL

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie, 2 ; art. 2 *bis*.

R

RACISME

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2664, 2744, 17.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **382, 406, 437, 440, 441, 443.**

RADIOACTIVITE

Voir QUESTION ORALE, n° **2703.**

RADIODIFFUSION ET TELEVISION

1. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 pour associer la presse écrite au commentaire de l'information et plus particulièrement celle des journaux télévisés de 20 heures, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 mars 1980. — 2 avril 1980] (n°**189,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

(Radiodiffusion et télévision.)

Voir DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES.

ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** deuxième lecture, D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information ; Coopération ; Radiodiffusion-télévision française ; Territoires d'outre-mer ; Affaires étrangères.

QUESTIONS ORALES, n°s **2640, 2646, 2656, 2708, 2787, 2799, 2803, 2807, 2829, 10, 74, 75, 76, 85.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **242, 320, 338, 344, 346, 365, 374, 377, 382, 402, 403, 464.**

TÉLÉVISION.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **7,** D. G.

(Départements d'outre-mer.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **377.**

(France Régions 3 [F. R. 3].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion-télévision française ; Territoires d'outre-mer.

(Informations.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion-télévision française.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **344.**

(Monopole de la radiodiffusion-télévision.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **344.**

(Programmes et émissions.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication ; Radiodiffusion-télévision française.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **346.**

(Programmes et émissions à destination de l'étranger.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G.

(Publicité.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information ; Radiodiffusion-télévision française.

(Publicité clandestine.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion-télévision française.

(Radio-France.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **344.**

(Radio-France Internationale.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération ; Radiodiffusion-télévision française ; Affaires étrangères.

(Radios régionales et locales.)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture et communication ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information ; **6,** Radiodiffusion-télévision française.

QUESTIONS ORALES, n°s **2799, 2807.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **344, 402.**

SÉNATEURS, FAIT PERSONNEL, **1.**

(Satellites.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion-télévision française.

(Société française de production [S. F. P.].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion-télévision française.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **374.**

(Sociétés de programme.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion-télévision française.

(Télédiffusion de France [T. D. F.].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Culture et communication ; **6,** Postes et télécommunications.

QUESTION ORALE, n° **2640.**

RADIODIFFUSION TELEVISION PERIPHERIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion télévision française.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **344.**

RADIO MARITIME (Antilles).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer ; Postes et télécommunications.

RADIOS LIBRES

Voir ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Radiodiffusion télévision française.
QUESTION ORALE, n° **50.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **242, 344, 377, 338, 402, 403, 464.**

RADIOLOGIE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.
QUESTION ORALE, n° **2803.**

RAMASSAGE SCOLAIRE

Voir TRANSPORTS SCOLAIRES

RAPATRIES

1. — **Proposition de loi tendant à modifier les lois n° 70-632 du 15 juillet 1970 et n° 78-1 du 2 janvier 1978 relatives à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens,** présentée par M. Jean Francou, sénateur, et plusieurs de ses collègues [14 octobre 1980] (n° **33,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Rapatriés.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**
LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur ; Territoires d'outre-mer ; Affaires étrangères ; Economie et budget. — I. — Charges communes.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **317.**

(Indemnisation des rapatriés.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — I. — Charges communes.

RAPPELS AU REGLEMENT

1. — **De M. Raymond Dumont :** les propos du ministre du budget, lors du débat en première lecture, sur la demande de détaxe pour l'essence utilisée par les chauffeurs de taxi [15 janvier 1980] (p. 55).

2. — **De M. Charles Lederman :** réouverture du délai pour le dépôt des amendements ; délais constitutionnels pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [2 avril 1980] (p. 938).

3. — **De M. Etienne Dailly :** l'adoption d'une motion tendant à opposer la question préalable a pour effet le rejet du texte examiné [13 mai 1980] (p. 1851, 1852).

4. — **De M. Raymond Dumont :** graves événements à la faculté des sciences de Jussieu ; vive tension dans les universités françaises ; retrait immédiat des forces de police demandé par le groupe communiste [13 mai 1980] (p. 1872).

5. — **De M. Serge Boucheny :** débat de politique étrangère demandé par le groupe communiste ; éléments positifs de la rencontre de Varsovie [21 mai 1980] (p. 2030). — *Intervention de M. Alain Poher, président du Sénat :* débat demandé par le groupe communiste sur la déclaration du Gouvernement et aspect ponctuel de cette déclaration ; débat général de politique extérieure prévu pour le mois de juin (p. 2030).

6. — **De M. Geoffroy de Montalembert :** qualité des débats sénatoriaux ; déclaration de M. le ministre des affaires étrangères et absence de compte rendu des débats par les journaux ; information incomplète de l'opinion publique sur les travaux du Sénat [22 mai 1980] (p. 2096, 2097). — *Intervention de M. Alain Poher, président du Sénat :* ignorance ou déformation des travaux du Sénat par la presse, la radio et la télévision ; négociations en cours pour obtenir le respect par les chaînes de télévision des clauses de leur cahier des charges (p. 2097).

7. — **De M. Hector Viron :** regrette les dispositions du règlement interdisant au groupe communiste de répondre dans le débat sur la question préalable [3 juin 1980] (p. 2279).

8. — **De M. Robert Schwint :** interroge le ministre sur le maintien ou le retrait d'une déclaration d'urgence [3 juin 1980] (p. 2282).

9. — **De M. Hector Viron :** demande que le bureau soit appelé en application des deux premiers alinéas de l'article 51 du règlement, à s'assurer que le Sénat est en nombre pour voter [3 juin 1980] (p. 2282).

10. — **De M. Jacques Genton :** accords obtenus à Bruxelles et absence d'information donnée à la délégation parlementaire pour les communautés européennes ; rappelle les dispositions de la loi créant cette délégation et prévoyant cette information. — *MM. Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, Alain Poher, président du Sénat, Léon Jozeau-Marigné, président de la commission des lois* [4 juin 1980] (p. 2331).

11. — **De M. Marc Jacquet :** inauguration d'un monument aux morts, le 14 juin, à Toulon, et apologie d'un homme condamné à mort et exécuté pour tentative d'assassinat du Président de la République, en 1962 ; proteste contre la présence à cette cérémonie d'un membre du Gouvernement et contre son absence de réaction [17 juin 1980] (p. 2746).

12. — **De M. Louis Minetti :** proteste contre l'utilisation par le Gouvernement de plusieurs compagnies de C.R.S. pour protéger les importations de fruits et légumes en provenance d'Espagne contre les agriculteurs du Midi [17 juin 1980] (p. 2746).

13. — **De M. Hector Viron :** protestation contre les modifications de l'ordre du jour [26 juin 1980] (p. 3150).

14. — **De M. Raymond Bourgine :** ratification de l'élection des sénateurs représentant les Français de l'étranger ; vote en faveur du candidat ou de la motion du groupe socialiste tendant à faire opposition à la ratification de cette élection [2 octobre 1980] (p. 3738).

15. — **De M. André Méric :** attentat de la rue Copernic et monstruosité du crime des mouvements racistes et antisémites ; demande un débat au Sénat et attente de mesures gouvernementales pour lutter contre les extrémistes de droite et les groupes néo-nazis ; proposition de résolution du groupe socialiste demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire ; manque d'efficacité des hautes autorités administratives de la police [7 octobre 1980] (p. 3758).

16. — **De M. Adolphe Chauvin :** groupe de l'U.C.D.P. se félicite du débat organisé par le Gouvernement face à la montée des attentats antisémites [7 octobre 1980] (p. 3758).

17. — **De Mme Hélène Luc :** émotion du groupe communiste devant l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic ; agissements des groupes fascistes et responsabilité du Gouvernement. Racisme et fascisme ; antisémitisme. Importance des assassinats d'immigrés algériens et action de l'association Henri-Curiel [7 octobre 1980] (p. 3758, 3759).

18. — **De M. Charles Pasqua :** émotion du groupe R.P.R. devant l'attentat de la rue Copernic ; condamnation des tentatives de récupération politique [7 octobre 1980] (p. 3759).

19. — **De Mme Hélène Luc :** anomalie du délai prévu entre la déclaration du Gouvernement et l'organisation d'un débat au Sénat sur cette déclaration ; manifestation du 7 octobre et démonstration populaire contre le racisme [8 octobre 1980] (p. 3787).

20. — **De M. André Méric :** nécessité de modifier la disposition du règlement du Sénat autorisant un seul orateur à répondre à une déclaration du Gouvernement [8 octobre 1980] (p. 3788).

21. — **De M. Adolphe Chauvin :** débat sur le projet « sécurité et liberté » et nécessité de s'en tenir à ce sujet ; évocation de l'assignation en justice du journal *Le Monde* par le garde des sceaux [7 novembre 1980] (p. 1547). — *M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, président de séance :* l'article 36, alinéas 8 et 9, du règlement du Sénat oblige l'orateur à ne pas s'écarter de la question débattue (p. 1547).

22. — **De M. André Méric :** conditions difficiles de travail du Sénat ; importance du projet « sécurité et liberté » ; respect nécessaire de l'article 48 de la Constitution : fixation par le Gouvernement de la priorité et de l'ordre des discussions, mais impossibilité de fixer l'horaire [13 novembre 1980] (p. 4628).

23. — **De M. Michel Dreyfus-Schmidt :** remise en cause par un amendement du Gouvernement d'un vote intervenu précédemment ; demande l'application de l'article 43, septième alinéa, du règlement du Sénat tendant à déclarer cet amendement irrecevable [18 novembre 1980] (p. 4855 et 4857). — *MM. Etienne Dailly, Henri Caillavet* (p. 1547).

24. — **De M. Michel Darras :** après la déclaration d'irrecevabilité de l'amendement n° 105 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Camille Vallin, tendant notamment à accorder l'exonération de la taxe sur les salaires aux associations reconnues d'utilité publique et hôpitaux, hospices et maisons de retraite, rappelle ses questions écrites visant le même objet [22 novembre 1980] (p. 5108).

25. — **De M. James Marson :** conditions d'agrément des salles de cinéma d'art et d'essai [22 novembre 1980] (p. 5109).

26. — **De M. Michel Darras :** droit de parole du Gouvernement et droit des sénateurs de répondre à la commission [22 novembre 1980] (p. 5109).

27. — **De M. Camille Vallin :** multiplication des irrecevabilités opposées par le Gouvernement aux amendements des parlementaires [22 novembre 1980] (p. 5148).

28. — **De M. Michel Darras :** multiplicité des cas d'irrecevabilité et consultation du président du Sénat ou de la commission des finances [22 novembre 1980] (p. 5148).

29. — **De M. Serge Boucheny :** déroulement des travaux du Sénat et modification de l'ordre du jour : son intervention pour la défense des travailleurs des monnaies et médailles ; agrandissement et modernisation nécessaires des locaux du quai Conti : construction de logements dans Paris pour ces travailleurs [24 novembre 1980] (p. 5234, 5235).

30. — **De M. Noël Berrier :** modalités de discussion du budget du transport [28 novembre 1980] (p. 5444).

31. — **De M. Etienne Dailly :** ordre du jour du Sénat ; discussion du budget des P.T.T. et impossibilité de mener à son terme la discussion du budget de la défense ; décision de la conférence des présidents sur le rythme de travail du Sénat pendant la discussion budgétaire ; discussion budgétaire et participation des ministres concernés ; présence au conseil des ministres ; (p. 5659) : consultation du Sénat sur le respect de la décision de la conférence des présidents ou la poursuite des débats jusqu'à leur terme. — *MM. Maurice Schumann, vice-président du Sénat, président de séance ; Joël Le Theule, ministre de la défense ; Raymond Bourgine* [2 décembre 1980] (p. 5658, 5659).

32. — **De M. Henri Caillavet :** rapt du banquier Mallet et mise en cause d'un sénateur par un des ravisseurs ; demande que le président du Sénat élève une protestation contre ces propos [4 décembre 1980] (p. 5755).

33. — **De M. André Méric :** application de l'article 40 de la Constitution à des crédits appartenant, non à l'Etat, mais à la sécurité sociale [10 décembre 1980] (p. 6172).

34. — **De M. Etienne Dailly :** délai fixé pour l'examen du projet de loi « sécurité et liberté », en fonction de l'avancement de la discussion sur le projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [18 décembre 1980] (p. 6440).

35. — **De M. Serge Boucheny :** rectification de vote du groupe communiste qui désirait s'abstenir lors du vote du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1980 adopté le 19 décembre 1980 [20 décembre 1980] (p. 6551).

RAPPORT BAUDOUIN (Condition féminine).

Voir FEMMES, **2**, D. G.

RAPPORT BLANC (Tourisme).

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Tourisme.

RAPPORT BOILEAU (Elus locaux).

Voir CONSEILLERS GÉNÉRAUX, **2**, D. G.

RAPPORT CHABBAL (Recherche).

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Recherche.

RAPPORT CONSTANT

Voir LOI DE FINANCES, **1**, D. G. ; Anciens combattants.
LOI DE FINANCES, **6**, Anciens combattants.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **363.**

RAPPORT COUSTE (Travail temporaire).

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **331, 356.**

RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

Voir COUR DES COMPTES

RAPPORT EVELYNE SULLEROT (Démographie).

Voir PRESTATIONS FAMILIALES, **1**, D. G.

RAPPORT GIRAUDET (aménagement du temps de travail).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **353.**
SALAIRES, **1**, 2e lecture, D. G.

RAPPORT HANNOUN (aide publique à l'industrie privée).

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **326, 359.**

RAPPORT LAVAILL (fonction publique).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **372.**

RAPPORT LUCAS (travail à temps partiel).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **353.**
TRAVAIL (DURÉE DU), **2**, D. G.

RAPPORT MARCELLIN, BONNEFOUS (protection de la population civile).

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Services du Premier ministre. — II. — Secrétariat général de la défense nationale.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **383.**

RAPPORT MASSENET (recherche).

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Recherche.

RAPPORT NORA-MINC (informatique).

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, nos **328, 373.**

RAPPORT PEYREFITTE (comité d'étude sur la violence).

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

RAPPORT RIGAUD (affaires culturelles).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** 2e partie, Affaires étrangères.

RAPPORT SCRIVENER (enfants et publicité).

Voir QUESTION ORALE, n° **2705.**

RAPPORTS D'INFORMATION

1. — Au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite de la mission effectuée du 16 au 31 juillet 1979 par une délégation de cette commission chargée d'étudier les problèmes de l'enseignement supérieur de la conservation et de la promotion du patrimoine culturel ainsi que la **protection de l'environnement en U. R. S. S.,** par M. Léon Eeckhoutte et plusieurs de ses collègues [rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 17 janvier 1980. — 25 février 1980] (n° **171,** 1979-1980).

2. — Au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la suite de la mission effectuée du 17 au 29 août 1978 par une délégation de cette commission chargée d'étudier **le fonctionnement des institutions politiques et du système judiciaire de l'Inde et de Sri Lanka,** par M. Baudouin de Hautecloque et plusieurs de ses collègues [25 février 1980] (n° **177,** 1979-1980).

3. — Au nom de la commission des affaires sociales sur la conférence internationale des parlementaires sur **la population et le développement** tenue à Colombo (Sri Lanka) du 28 août au 1er septembre 1979, par M. Jean Béranger **(Démographie)** [25 février 1980] (n° **179,** 1979-1980).

4. — Au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 au 27 septembre 1979 par une délégation de cette commission chargée d'étudier les **problèmes démographiques en U. R. S. S.,** par M. André Rabineau et plusieurs de ses collègues [12 mars 1980] (n° **187,** 1979-1980).

5. — Au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 17 au 29 septembre 1979, par une délégation de cette commission chargée d'étudier l'évolution de la **protection sociale en Scandinavie** (Norvège-Suède), par M. René Touzet et plusieurs de ses collègues [12 mars 1980] (n° **188,** 1979-1980).

6. — Au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le niveau de **protection de la population civile** française en temps de crise, par MM. Raymond Marcellin et Edouard Bonnefous **(Défense)** [29 avril 1980] (n° **236,** 1979-1980).

7. — Au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale et de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 29 août au 12 septembre 1979 par une délégation de ces commissions, chargée d'étudier l'évolution des problèmes juridiques, économiques et financiers en République populaire de **Chine,** par M. Léon Jozeau-Marigné et plusieurs de ses collègues [30 avril 1980] (n° **238,** 1979-1980).

8. — Au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée en Thaïlande, Malaisie et Indonésie, du 12 au 27 février 1980, par M. Claude Mont et plusieurs de ses collègues **(Asie du Sud-Est)** [29 mai 1980] (n° **268,** 1979-1980).

9. — Au nom de la délégation du Sénat pour les **Communautés européennes** sur les activités des institutions des communautés européennes entre le 1er octobre 1979 et le 31 mars 1980, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les communautés européennes, par M. Jean Cluzel [29 mai 1980] (n° **271,** 1979-1980).

10. — Au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée au **Brésil** du 5 au 14 septembre 1979, par M. Jean Lecanuet et plusieurs de ses collègues [17 juin 1980] (n° **317,** 1979-1980).

11. — Au nom de la commission des affaires économiques et du plan à la suite de la création par cette commission d'un groupe d'études sur les conditions de réparation des dommages occasionnés par des **calamités agricoles,** par M. Pierre Tajan et plusieurs de ses collègues [18 juin 1980] (n° **320,** 1979-1980).

12. — Au nom des délégués élus par le Sénat de la délégation française à l'**Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe** sur l'activité de cette assemblée au cours de sa XXXIe session ordinaire (mai 1979 - avril 1980), par M. René Jager [24 juin 1980] (n° **330,** 1979-1980).

13. — Au nom de la commission des affaires économiques et du plan, de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et de la commission des affaires sociales sur les perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international, par M. Edgard Pisani et plusieurs de ses collègues **(Commerce extérieur)** [16 octobre 1980] (n° **38,** 1980-1981).

14. — Au nom de la commission des affaires culturelles, de la commission des affaires économiques et du Plan et de la commission des affaires sociales, sur l'avenir de l'**industrie automobile,** par Mme Brigitte Gros [12 novembre 1980] (n° **93,** 1980-1981).

15. — Au nom de la délégation du Sénat pour les communautés européennes sur les activités des institutions des **communautés européennes** entre le 1er avril et le 31 octobre 1980, par M. Georges Spénale [11 décembre 1980] (n° **175,** 1980-1981).

RAPPORTS DU GOUVERNEMENT

Voir la matière :

CADRES
CENTRE NATIONAL POUR L'AMÉNAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (C. N. A. S. E. A.)
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT
ECONOMIE
EDUCATION
FONDS NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT
MAYOTTE
OFFICE NATIONAL DES FORÊTS
SÉCURITÉ SOCIALE

RAPPORT TEBEKA (informatique).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **373.**

RAVITAILLEMENT

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **383.**

RE (ILE DE)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire.

REBOISEMENT

Voir QUESTION ORALE, n° **71.**

RECENSEMENT

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — III. — Economie.

RECHERCHE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Recherche ; Transports.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° 339, 373.

(Recherche fondamentale.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Recherche ; Industrie.

RECHERCHES

(Agronomie.)

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.
LOI DE FINANCES, 6, D. G. ; Agriculture.

(Biologie.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Recherche.

(Défense nationale.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Recherche.

(Industrie.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Industrie.

(Médecine.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Santé et sécurité sociale.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 162.

(Pétrole.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 224.

(Université.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Universités.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 320.

RECHERCHE (Secrétariat d'Etat).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Recherche.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Coopération ; Défense ; Commerce extérieur, Santé et sécurité sociale.
QUESTIONS ORALES, n°s 2743, 2795.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 368.

RECIDIVE

Voir PROCÉDURE PÉNALE, 2, D. G. ; C. M. P.

RECLASSEMENT (Professionnel).

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, 1, D. G. ; deuxième lecture, D. G.
QUESTION ORALE, n° 2804.

REDEVANCE DES MINES

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : art. 3 ; art. 3 *bis* et art. 3 *ter* ; C. M. P.

REDEVANCE RADIODIFFUSION-TELEVISION

Voir LOI DE FINANCES, 6, Radiodiffusion-télévision française ; art. 37 et ligne 74 de l'état E.

REDON (Emploi).

Voir QUESTION ORALE, n° 2779.

REFERENDUMS

1. — Proposition de loi relative à certaines dispositions électorales lors des référendums et autorisant le bulletin blanc, présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [15 décembre 1980] (n° 181, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Référendums.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 224.

REFORME FONCIERE (Départements et territoires d'outre-mer).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer.
NOUVELLE-CALÉDONIE, 2, D. G. ; C. M. P. ; nouvelle lecture.

REFORMES ADMINISTRATIVES

Voir IMPÔTS, 2, D. G.

REFORMES ADMINISTRATIVES (MINISTERE)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

REFUGIES

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.
LOI DE FINANCES, 6, Départements d'outre-mer ; Défense ; Affaires étrangères.
NOUVELLE-CALÉDONIE, 2, D. G.
OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET APATRIDES.

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (R. A. T. P.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Transports.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s 2740, 45.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 331, 390.

REGIME PENITENTIAIRE

Voir PRISONS.
QUESTIONS ORALES, n°s 25, 77.

REGIMES MATRIMONIAUX

Voir SOCIÉTÉS, 1, D. G.

REGION PARISIENNE

Voir ILE-DE-FRANCE.
LOI DE FINANCES, 6, Aménagement du territoire.
QUESTIONS ORALES, n°s 2639, 2670, 2682, 2764, 2765, 47.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 320, 371, 450, 469.

REGIONS

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions, présentée par MM. Jean Cluzel et Pierre Schiélé, sénateurs [4 novembre 1980] (n° 72, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Régions.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture ; Industrie ; Aménagement du territoire ; C. M. P.

QUESTIONS ORALES, n°s **2760, 2779, 2813, 2815, 68.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **413, 317.**

(Région [institutions].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **317.**

REGLEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES

1. — **Proposition de résolution tendant à compléter le règlement du Sénat,** présentée par M. Edouard Bonnefous, sénateur et plusieurs de ses collègues [6 mars 1980] (n° **183,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Etienne Dailly [14 octobre 1980] (n° **34,** 1980-1981). — Discussion [23 octobre 1980] (p. 4016, 4020). — Adoption [23 octobre 1980] (n° **5**).

Décision du Conseil constitutionnel du 29 octobre 1980 (*J.O.*, Lois et décrets du 30 octobre 1980).

Discussion.

[23 octobre 1980] (p. 4016, 4020).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4016, 4019) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Michel Darras.*

Conseil constitutionnel : MM. Dailly (Etienne) (p. 4016, 4017) ; Bonnefous (Edouard) (p. 4018).

Constitution : MM. Darras (Michel) (p. 4019) ; Dailly (Etienne) (p. 4019).

Lois de finances : MM. Dailly (Etienne) (p. 4016, 4017, 4018, 4019) ; Bonnefous (Edouard) (p. 4018) ; Darras (Michel) (p. 4019).

Ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances : MM. Dailly (Etienne) (p. 4016, 4017, 4018) ; Bonnefous (Edouard) (p. 4018).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4020) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Paul Girod.*

Article 1er (*Article 47 du règlement : modification rédactionnelle : « seconde délibération, au lieu de « deuxième »*). — Adopté (p. 4020).

Article 2 (*Article 47 bis nouveau du règlement ; article 40 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et vote de la loi de finances*) (p. 4020).

Adopté : amendement n° 2 de M. Edouard Bonnefous : seconde délibération de droit lorsqu'elle est demandée par le Gouvernement ou la commission des finances (p. 4020) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4020).

Article 3 (*Article 59 du règlement ; votes sur l'ensemble par scrutin public de droit*). — Adopté (p. 4020).

Après l'article 3 (p. 4020).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Paul Girod : insertion au *Journal officiel* des réponses du médiateur aux pétitions qui lui ont été envoyées (p. 4020) ;

— un article additionnel est inséré dans la proposition de résolution (p. 4020).

Nouvel intitulé (p. 4020).

Adopté : amendement de M. Etienne Dailly, rapporteur : « Proposition de résolution tendant à modifier et compléter le règlement du Sénat » ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 4020).

Adoption [23 octobre 1980] (p. 4020).

2. — **Proposition de résolution tendant à modifier les articles 18, 19 et 77 du règlement du Sénat,** présentée par MM. Henri Caillavet et Jean Mercier, sénateurs [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **382,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — **Proposition de résolution tendant à modifier le règlement du Sénat afin d'instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions que les représentants gouvernementaux français prennent dans les organes de la Communauté économique européenne,** présentée par M. Marcel Rosette, sénateur et plusieurs de ses collègues [3 avril 1979] (n° **257,** 1978-1979). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelle, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

4. — **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 39 du règlement du Sénat,** présentée par M. André Méric, sénateur et plusieurs de ses collègues [16 octobre 1980] (n° **35,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Règlement des assemblées parlementaires.)

Voir ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** deuxième lecture, D.G.

(Règlement : procédure d'urgence.)

Voir NOUVELLE-CALÉDONIE, **2,** D.G.

REGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Voir LOIS, **1,** D.G.

RELATIONS CULTURELLES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

RELATIONS CULTURELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

(Direction générale.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

RELEGATION

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D.G.

REMEMBREMENT

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.
PÊCHE FLUVIALE, **1,** D.G.

RENAULT (REGIE)

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1,** D.G.
QUESTION ORALE, n° **2683.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **336.**

RENOVATION URBAINE

Voir HABITAT
QUESTION ORALE, n° **2680.**

RENTES VIAGERES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 10 ; Economie et budget. — I. — Charges communes.
QUESTIONS ORALES, n°s **2632, 31.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **405.**

RENTREE SCOLAIRE

Voir LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D.G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

REPARATIONS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'art. 4 *bis ;* Commerce et artisanat.

(Réparation dans l'automobile.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **336.**

REPRODUCTION (Procédés).

Voir PREUVE TESTIMONIALE, **1,** deuxième lecture, D.G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **374.**

RESEAU EXPRESS REGIONAL (R. E. R.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

RESIDENCES PRINCIPALES

Voir QUESTION ORALE, n° **2773.**

RESISTANTS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Anciens combattants.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** C. M. P.
QUESTION ORALE, n° **2818.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **474.**

RESPONSABILITE CIVILE

1. — **Proposition de loi relative à la responsabilité des dommages causés par les lapins,** présentée par Mme Brigitte Gros, sénateur [22 avril 1980] (n° **224,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Responsabilité civile.)

Voir QUESTION ORALE, n° **65.**

RETRAITE (Age de la).

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'art. 2 *quater.*
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **336.**
TRAVAIL (DURÉE DU), **2,** D. G.

RETRAITE DES CADRES

Voir CADRES.

RETRAITES

Voir FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1, 2,** D. G., deuxième lecture, D. G.

(Retraites [agricoles].)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Prestations sociales agricoles.

REUNION (LA)

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.
FAMILLE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Transports ; Départements d'outre-mer ; Education.
QUESTION ORALE, n° **16.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **416, 442.**

REVENU AGRICOLE

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G. ; deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture, Prestations sociales agricoles ; Industries agricoles et alimentaires.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** D. G.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 407, 444.**

REVENU FAMILIAL GARANTI

Voir FAMILLE, **1,** D. G. ; deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.

REVENUS

1. — **Proposition de loi relative à la déclaration du revenu et du patrimoine de tous les hommes publics,** présentée par M. Guy Schmaus, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **375,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

RHIN

Voir VOIES NAVIGABLES.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **36,** D. G.

(Rhin [pollution du].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Affaires étrangères.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **329.**

RHONE POULENC (société).

Voir INDUSTRIE TEXTILE, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Recherche ; Coopération ; Radiodiffusion télévision française.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **391.**

RHUM

Voir ALCOOLS, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer ; C. M. P.

RISQUES PROFESSIONNELS

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** D. G.

ROBOTIQUE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **336, 475.**

ROUTES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Départements d'outre-mer ; Aménagement du territoire.
QUESTION ORALE, n° **2755.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **252, 317.**
TUNNELS.

(Routes nationales.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

(Routes nationales déclassées : départementales.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur ; Transports.

RUGBY

Voir QUESTION ORALE, n° **17.**

S

SAGES-FEMMES

Voir PROFESSIONS MÉDICALES, **1,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **2814.**

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Voir DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer.

SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE (S. M. C.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI (S. M. I. G.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.

SALAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Economie et budget. — III. — Economie.
QUESTION ORALE, n° **12.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 393.**

(Garantie de salaire.)

Voir CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** deuxième lecture, D. G.

(Salaire maternel.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

SALARIES

1. — **Projet de loi relatif à l'application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture [rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **204,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Jean Gravier [3 mai 1979] (n° **309,** 1978-1979). — Discussion [3 mai 1979] (p. 1097, 1100). — Adoption [3 mai 1979] (n° **90**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [4 mai 1979] (n° **1042**). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Antoine Gissinger [20 juin 1979] (n° **1172**). — Discussion [25 juin 1979]. Adoption [25 juin 1979] (n° **198**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [26 juin 1979] (n° **437,** 1978-1979). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Jean Gravier [18 octobre 1979] (n° **25,** 1979-1980). — Discussion [21 mai 1980] (p. 2059, 2061). — Adoption [21 mai 1980] (n° **60**).

PROMULGATION : loi n° 80-386 du 30 mai 1980 (*J. O.*, du 31 mai 1980, Lois et décrets).

Discussion (deuxième lecture).

[21 mai 1980] (p. 2059, 2061).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2059, 2060) : *MM. Jean Gravier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture.*

Assistantes maternelles (congés pour événements familiaux) : MM. Gravier (Jean) (p. 2059) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2060).

Congés payés : MM. Gravier (Jean) (p. 2059) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2060).

Formation continue : M. Gravier (Jean) (p. 2060).

Rapport Giraudet (réduction du temps de travail) : M. Gravier (Jean) (p. 2060).

Salariés agricoles : MM. Gravier (Jean) (p. 2060) ; Méhaignerie (Pierre) (p. 2060).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2060, 2061) : *M. Pierre Méhaignerie, ministre.*

Article 3, 5, 7. — Adoptés (p. 2060).

Article 8 (p. 2060). — Demande de vote par division (p. 2061). — Adopté (p. 2061).

Adoption [21 mai 1980] (p. 2061).

2. — **Proposition de loi tendant à donner des droits nouveaux aux salariés et à leurs représentants et à favoriser leurs interventions sur la marche des entreprises,** présentée par M. Hector Viron, sénateur, et plusieurs de ses collègues [10 juin 1980] (n° **303,** 1979-1980). Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Salariés.)

Voir FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1, 2,** D. G.

SALARIES AGRICOLES

Voir SALARIÉS, **1,** deuxième lecture, D. G.

SALINES

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **319, 329.**

SALT (Accords)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **3.**

SALVADOR (REPUBLIQUE DU)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **13,** D. G.

SANG (Collectes de)

Voir QUESTION ORALE, n° **2699.**

SANTE (Service de)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Défense.

SANTE PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2739, 2740.**

SANTE SCOLAIRE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.
MÉDECINE SCOLAIRE.

SAPEURS-POMPIERS

1. — **Proposition de loi relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1980. — 2 octobre 1980] (n° **376,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. — **Proposition de loi relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels,** présentée par M. Paul Séramy, sénateur et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° **69,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale).

(Sapeurs-pompiers.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.
QUESTION ORALE, n° **2801.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

SATELLITES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Postes et télécommunications ; Affaires étrangères ; Industrie.
QUESTION ORALE, n° **2706.**
RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION

« SAUMODUC »

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **319.**

SCANDINAVIE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, n° **5.**

SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT URBAIN (S.D.A.U.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

SCOLARISATION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer ; Territoires d'outre-mer.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **320, 354.**

(Scolarisation [Français de l'étranger].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération ; Commerce extérieur ; Affaires étrangères ; Education.

SEASPEED (Société d'aéroglisseurs).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

SECRETAIRES DE MAIRIE

Voir QUESTION ORALE, n° **2778.**

SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE.

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — II. — Secrétariat général de la défense nationale.

SECRET MEDICAL

Voir LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1,** D. G.

SECTEUR TERTIAIRE

Voir EMPLOIS TERTIAIRES

SECURITE

(Sécurité aérienne.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

(Sécurité civile.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **380, 383.**

(Sécurité informatique.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **394.**

(Sécurité maritime.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

(Sécurité [musées].)

Voir MUSÉES, **1,** D. G. ; deuxième lecture, D. G.

(Sécurité nucléaire.)

Voir ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** deuxième lecture, D. G.
QUESTION ORALE, n° **46.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **174, 224.**

SECURITE CIVILE (Unités d'instruction de)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — II. — Secrétariat général de la défense nationale.

« SECURITE ET LIBERTE » DES PERSONNES (projet de loi)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2.**

SECURITE PUBLIQUE

Voir LOI DE FINANCES, **6** D. G.
PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G. ; C. M. P.
QUESTION ORALE, n° **82.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **438**

SECURITE ROUTIERE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur ; Transports.
QUESTIONS ORALES, n°s **2686, 2700.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **350.**

SECURITE SOCIALE

1. — **Proposition de loi tendant à maintenir aux ayants droit des affiliés au régime minier le bénéfice du régime spécial,** présentée par M. Raymond Dumont, sénateur, et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **224,** 1979-1980). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des affaires sociales.

Dépôt d'un **rapport du Gouvernement,** rapport provisoire établi pour 1980 par le président de la commission des comptes de la sécurité sociale, en application du dernier alinéa de l'article 3 du décret n° 79-237 du 22 mars 1979 [7 octobre 1980] (p. 3761).

(Sécurité sociale.)

Voir COUR DES COMPTES
FAMILLE, **1.**
LIBERTÉS INDIVIDUELLES, **1,** D. G.
SÉCURITÉ SOCIALE, **6,** D. G. ; Santé et sécurité sociale.
QUESTIONS ORALES, n°s **2660, 2665, 2709, 2718, 2, 37, 57, 58.**
QUESTIONS ORALES AVES DÉBAT, n°s **324, 352, 376, 432.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **8,** D. G. ; **9,** D. G. ; **11,** D. G. ; **14,** D. G. ; **21,** D. G. ; **26,** D. G. ; **35,** D. G. ; **37,** D. G.

(Sécurité sociale [convention médecins].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

(Sécurité sociale [cotisations].)

Voir FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER, **1, 2,** deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.
QUESTIONS ORALES, n°s **2693, 2696.**

(Sécurité sociale [financement].)

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G. ; **6,** Prestations sociales agricoles.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**
TICKET MODÉRATEUR.

(Sécurité sociale [prestations].)

Voir QUESTION ORALE, n° **64.**
TICKET MODÉRATEUR.

SECURITE SOCIALE (généralités).

1. — **Proposition de la loi relative à la protection sociale,** présentée par M. André Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues [17 octobre 1980] (n° **40,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Retirée par son auteur [13 novembre 1980].

SECURITE SOCIALE (organismes).

1. — **Proposition de loi relative au statut des administrateurs des caisses de sécurité sociale,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur, et plusieurs de ses collègues [18 avril 1980] (n° **219,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Sécurité sociale [caisses].)

Voir QUESTION ORALE, n° **2644.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **162.**

SEISMES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur ; Coopération ; Défense.

SEMENCES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : avant l'art. **4.**

SENAT

I. — **Bureau d'âge :**

Installation des secrétaires d'âge : MM. Gérard Roujas, Roland Courteau, Guy Durbec, Jean Puech, Roland du Luart et Marcel Vidal [2 octobre 1980] (p. 3735 et 3736). — *Président d'âge :* M. Geoffroy de Montalembert.

II. — **Bureau :**

Election du président du Sénat : M. Alain Poher [2 octobre 1980] (p. 3739 ; scrutin p. 3738).

Election des vice-présidents et des questeurs du Sénat : vice-présidents : MM. Maurice Schumann, Robert Laucournet, Pierre-Christian Taittinger, Etienne Dailly. — Questeurs : MM. Paul Guillard, Gérard Minvielle, Jean Cauchon [7 octobre 1980] (p. 3759, 3760 ; scrutins p. 3760).

Nomination des secrétaires du Sénat : MM. Jean Amelin, Jean Béranger, Georges Dagonia, Jacques Eberhard, Bernard Lemarié, Roland du Luart, Michel Moreigne et Roland Ruet [7 octobre 1980] (p. 3761).

III. — **Déclarations politiques,** remises à la présidence du Sénat le 6 octobre 1980 [7 octobre 1980] (p. 3772 à 3776).

IV. — **Elections (série C).**

Voir ELECTIONS SÉNATORIALES.

V. — **Groupes de travail.**

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **328, 444.**

VI. — **Groupes politiques,** liste des membres remise à la présidence du Sénat le 6 octobre 1980 [7 octobre 1980] (p. 3770 et 3771).

Voir GROUPES POLITIQUES.

VII. — **Procès-verbal des séances :** séance du 29 octobre 1980 : examen par le Sénat, le 29 octobre, du projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer de dispositions relatives à la protection des appellations d'origine et aux modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées ; absence de consultation des conseils généraux des départements d'outre-mer ; demande de retrait du projet. — M. Louis Virapoullé [30 octobre 1980] (p. 4245).

VIII. — **Sessions :**

Session extraordinaire : ouverture [27 décembre 1979] ; clôture [17 janvier 1980] (p. 171).

Session extraordinaire : ouverture [25 février 1980] (p. 323) ; clôture [12 mars 1980] (p. 878).

Seconde session ordinaire de 1979-1980 : ouverture [2 avril 1980] (p. 934) ; clôture [30 juin 1980] (p. 3404).

Première session ordinaire de 1980-1981 : ouverture [2 octobre 1980] (p. 3736) ; clôture [20 décembre 1980] (p. 6580).

(Sénat.)

Voir ALLOCUTIONS
CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS
ELOGES FUNÈBRES
ORDRE DU JOUR DU SÉNAT
PATRIMOINE (année du patrimoine : films et émissions sur le Palais du Luxembourg).
RÈGLEMENT DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES

SENATEURS

1. — **Proposition de loi organique tendant à compléter les articles L. O. 319 et L. O. 320 du code électoral,** présentée par M. Jean Cluzel, sénateur, et plusieurs de ses collègues [4 novembre 1980] (n° **81,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Sénateurs.)

I. — **Cessation de mandat.** — Le 1er novembre 1980, à minuit, cessation du mandat de M. Robert Galley, ministre de la coopération, proclamé élu sénateur à la suite des opérations électorales du 28 septembre 1980 [4 novembre 1980] (p. 4332).

II. — **Congés :**

M. Cluzel (Jean), sénateur de l'Allier [16 janvier 1980] (p. 112).

M. Rabineau (André), sénateur de l'Allier [16 janvier 1980] (p. 112).

M. Perrin (Pierre), sénateur de l'Isère [26 février 1980] (p. 414).

M. Chamant (Jean), sénateur de l'Yonne [11 mars 1980] (p. 801).

M. Ribeyre (Paul), sénateur de l'Ardèche [9 juin 1980] (p. 2478).

M. Fourcade (Jean-Pierre), sénateur des Hauts-de-Seine [28 octobre 1980] (p. 4052).

M. Faure (Edgar), sénateur du Doubs [28 novembre 1980] (p. 5444).

III. — **Décès :**

1. — *Sénateurs :*

M. Michel Labéguerie, sénateur des Pyrénées-Atlantiques, le 28 juillet 1980 [2 octobre 1980] (p. 3736).

M. Albert Sirgue, sénateur de l'Aveyron, le 18 novembre 1980 [18 novembre 1980] (p. 4849).

2. — *Anciens sénateurs :*

M. Paul Longuet (ancien sénateur de Madagascar) [15 janvier 1980] (p. 3).

M. Nestor Calonne (ancien sénateur du Pas-de-Calais) [15 janvier 1980] (p. 3).

M. Léon Mauvais (ancien conseiller de la République de la Seine) [15 janvier 1980) (p. 3).

M. Alex Roubert (ancien sénateur des Alpes-Maritimes) [15 janvier 1980] (p. 3).

M. Yvon Coudé du Foresto (ancien sénateur des Deux-Sèvres) [25 février 1980] (p. 324).

M. André Cornu (ancien sénateur des Côtes-du-Nord) [25 février 1980] (p. 324).

M. Ladislas du Luart (ancien sénateur de la Sarthe) [25 février 1980] (p. 324).

M. René Jayr (ancien conseiller de la République, de l'Aveyron) [15 avril 1980] (p. 1230).
M. Paul Pelleray (ancien sénateur de l'Orne) [14 mai 1980] (p. 1934).
M. Hacène Ouella (ancien sénateur de Bône) [27 mai 1980] (p. 2170).
M. Paul Driant (ancien sénateur de la Moselle) [26 juin 1980] (p. 3174).
MM. Emile Vanrullen (ancien sénateur du Conseil de la République, ancien sénateur du Pas-de-Calais), Adolphe Dutoit (ancien sénateur du Nord), Jacques Piot (ancien sénateur de l'Yonne), Claudius Delorme (ancien sénateur du Rhône), Raymond Brosseau (ancien sénateur de l'Essonne) [20 octobre 1980] (p. 3736).
M. Yves Hamon (ancien sénateur du Finistère) [6 novembre 1980] (p. 4448).
M. Jacques Maury (ancien sénateur de la Sarthe) [12 novembre 1980] (p. 4561).
M. Paul Chastel (ancien sénateur de l'Ain [13 novembre 1980] (p. 4644).
M. Martial Brousse (ancien sénateur de la Meuse) [15 décembre 1980] (p. 6276).

IV. — **Démissions :**

M. Hamadou Barkat Gourat (ancien territoire français des Afars et des Issas) à compter du 1er juillet 1980 [30 juin 1980] (p. 3389).

M. Jean-Louis Vigier (sénateur de Paris) (3 octobre 1980) [7 octobre 1980] (p. 3759).

V. — **Fait personnel :**

1. — *M. Jean Colin :* mise en cause par M. Jean Garcia, conception de son rôle de parlementaire, radio locale de la Seine-Saint-Denis et violation de la loi [6 juin 1980] (p. 2440).

2. — *M. Bernard Parmantier :* proteste contre une circulaire du ministère de l'intérieur qui rapporte en les déformant les propos qu'il a tenus à la tribune du Sénat le 14 octobre (opérations de police et responsabilité publique du Gouvernement). — MM. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur ; Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance [27 novembre 1980] (p. 5431).

3. — *M. Raymond Dumont :* sa qualité de membre du groupe d'études sur « l'industrie automobile et son avenir » ; dépôt de ce rapport ; absence d'accord de sa part sur le contenu [6 décembre 1980] (p. 5945).

VI. — **Remplacements :**

M. Jacques Moutet est appelé à remplacer M. Michel Labéguerie, sénateur des Pyrénées-Atlantiques, décédé le 28 juillet 1980 [2 octobre 1980] (p. 3736).

M. François Collet est appelé à remplacer, le 4 octobre 1980, M. Jean-Louis Vigier, sénateur de Paris, démissionnaire le 3 octobre 1980 [7 octobre 1980] (p. 3759).

M. Henri Portier est appelé à remplacer, le 2 novembre 1980, M. Robert Galley, proclamé sénateur le 28 septembre 1980 [4 novembre 1980] (p. 4332).

M. Louis Lazuech est appelé à remplacer M. Robert Sirgue, sénateur de l'Aveyron, décédé le 18 novembre 1980 [18 novembre 1980] (p. 4891).

Voir CONSEIL DE L'EUROPE (Assemblée parlementaire).

SEPARATION DES POUVOIRS

Voir LOI DE FINANCES, 6, Intérieur.

SERAVES (Société).

Voir QUESTION ORALE, n° 34.

SERVICE CIVIQUE (Corps de).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 349.

SERVICE D'INFORMATION ET DE RELATIONS PUBLIQUES (SIRPA)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Défense.

SERVICE D'UTILITE AGRICOLE DE DEVELOPPEMENT

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.

SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE EN ALLEMAGNE (S. T. O.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Anciens combattants.

SERVICE NATIONAL

Voir LOI DE FINANCES, 6, Départements d'outre-mer ; Défense.
QUESTION ORALE, n° 81.

SERVICES PUBLICS (En zone rurale).

Voir QUESTION ORALE, n° 2655.

SEXISME

Voir FEMMES, 2, D. G.

SIDERURGIE (INDUSTRIE)

1. — **Proposition de loi tendant à donner à l'Institut de recherche de la sidérurgie les moyens de garantir et de développer son activité,** présentée par M. Gérard Ehlers, sénateur et plusieurs de ses collègues [6 avril 1979] (n° 262, 1979-1980). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

(Sidérurgie [industrie].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : avant l'art 2 ; Comptes spéciaux du Trésor ; Industrie ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE, n° 2735.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 398.

SIMULATIONS (Impôts locaux).

Voir LOI DE FINANCES, 6, D. G.

SITES ET PAYSAGES (Protection des).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Environnement et cadre de vie.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 345, 421.

SOCIETES

1. — **Projet de loi relatif à la participation des époux à une même société et à la transmission des entreprises à caractère familial,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [7 octobre 1980] (n° 6, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Etienne Dailly [11 décembre 1980] (n° 157, 1980-1981). — Urgence déclarée. — Discussion [11 décembre 1980] (p. 6217, 6233). — Adoption [11 décembre 1980] (n° 35).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [12 décembre 1980] (n° 2158). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Discussion (première lecture).

[11 décembre 1980] (p. 6217, 6233).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6217, 6223) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur de la commission des lois ; Raymond Courrière, Maurice Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.*

Apports en industrie : MM. Dailly (Etienne) (p. 6219, 6221) ; Charretier (Maurice) (p. 6222) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 6222).

Charte de l'artisanat : MM. Dailly (Etienne) (p. 6217) ; Charretier (Maurice) (p. 6221, 6222).

Commerçants et artisans (épouses de commerçants et artisans) : MM. Dailly (Etienne) (p. 6217, 6218, 6219, 6220, 6221) ; Courrière (Raymond) (p. 6221) ; Charretier (Maurice) (p. 6222) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 6222, 6223).

Entreprises (entreprises familiales) : MM. Dailly (Etienne) (p. 6217, 6218, 6219, 6220, 6221) ; Courrière (Raymond) (p. 6221) ; Charretier (Maurice) (p. 6222) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 6222, 6223).

Régimes matrimoniaux : MM. Dailly (Etienne) (p. 6217, 6218, 6219, 6221) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 6222).

Sociétés à responsabilité limitée (S. A. R. L.) : MM. Dailly (Etienne) (p. 6219, 6220, 6221) ; Charretier (Maurice) (p. 6222) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 6222, 6223).

Sociétés entre époux : MM. Dailly (Etienne) (p. 6217, 6218, 6219, 6220, 6221) ; Charretier (Maurice) (p. 6222) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 6222, 6223).

Successions : MM. Dailly (Etienne) (p. 6221) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 6223).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6223, 6233) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Maurice Charretier, ministre ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.*

Article 1er (*Société entre époux*) (p. 6223).

Adopté : amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur : apport de biens de communauté et droit pour des époux de participer à une même société (p. 6223) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 6223).

Article 2 (*Attribution de la qualité d'associé en cas de parts communes*) (p. 6223).

Adopté : amendement n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur : principe et modalités d'application de la reconnaissance de la qualité d'associé à l'époux ayant fait l'apport ou l'acquisition de parts ou en ayant manifesté l'intention : applicabilité au conjoint des dispositions légales et des clauses statutaires sur l'agrément (p. 6225).

Devient sans objet : amendement n° 17 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : réduction du délai d'opposabilité des conditions d'agrément pour connaissance de l'apport ou de l'acquisition de parts par le conjoint (p. 6225) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 6225).

Après l'article 2 (p. 6225).

Adopté : amendement n° 6 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : apports en industrie et absence de concours à la formation du capital social ; droit au partage des bénéfices et à la contribution aux pertes (p. 6226) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6226).

Article 3 (*Licéité des apports en industrie dans les sociétés à responsabilité limitée*) (p. 6226).

Adopté : amendement n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur : système de l'apport en industrie à une S. A. R. L. ; personne dont l'activité principale est en relation directe avec l'objet social ; détermination par les statuts de la contribution aux pertes ; modalités d'attribution du droit de vote (6227).

Rejeté : sous-amendement n° 19 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat, à l'amendement n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur : suppression de la limitation du système des apports en industrie aux seuls conjoints apporteurs (p. 6227) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 6227).

Après l'article 3 (p. 6227).

Adoptés : amendement n° 16 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : principe de la libre cession entre conjoints des parts d'une S. A. R. L., sans préjudice de l'application du principe civil de la prohibition des ventes entre époux (p. 6227) ; amendement n° 8 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : modification du droit des sociétés et participation de l'apporteur en industrie à la vie sociale de l'entreprise ; prise en compte du nombre de parts détenues et non de la participation au capital (p. 6228) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi après l'article 3 (p. 6227 et 6228).

Article 4 (*Représentation des associés dans une société à représentation limitée*) (p. 6228).

Adopté : amendement n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur : représentation d'un associé ; cas d'une société composée de deux époux ou de deux associés (p. 6228) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 6228).

Après l'article 4 (p. 6228).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : cession d'actions dans une société anonyme et principe de l'interdiction de vente entre les époux (p. 6229) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 6229).

Article 5 (*Extension de l'attribution préférentielle aux exploitations agricoles ou aux entreprises industrielles, commerciales ou artisanales à forme sociale*) (p. 6229).

Adopté : amendement n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur : principe et modalités d'application de la demande d'attribution préférentielle ; respect des dispositions légales et des clauses statutaires sur la continuation d'une société (p. 6229) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 6229).

Après l'article 5 (p. 6229).

Adoptés : amendement n° 12 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : abrogation des dispositions de la loi d'orientation agricole concernant l'application du principe de l'attribution préférentielle aux biens à destination agricole (p. 6231) ; amendement n° 13 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur : dissolution d'une société et inapplicabilité de règles du partage de succession au partage entre associés (p. 6232).

Rejetés : amendements nos 1, 2 et 3 (art. additionnels) de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : transmission des entreprises ; transformation d'actions ordinaires en actions sans droit de vote ; accroissement des garanties des titulaires d'actions sans droit de vote (p. 6231) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 6231 et 6232).

Article 6 (*Application du nouvel article* 1382-2 *du code civil dans les sociétés constituées avant la promulgation de la loi*) (p. 6232).

Adoptés : amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur : date et modalités d'application de la présente loi (p. 6232) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 6232).

Article 7 (*Application de la loi dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte*). — Adopté (p. 6232).

Intitulé :

Retiré : amendement n° 14 de M. Etienne Dailly, rapporteur, de forme ; « Projet de loi relatif à la participation des époux à une même société et à la transmission des parts de sociétés à caractère familial » (p. 6233) ;

— l'intitulé est adopté (p. 6233).

Explication de vote :

— *M. Guy Schmaus* (p. 6233) : vote favorable du groupe communiste ; absence de protection du patrimoine familial ; oubli du rôle de l'entreprise familiale et du couple dans l'entreprise ; absence de volet social ; exemple de la retraite ; femmes d'artisans et prestations de maternité ; statut professionnel de la femme ; loi de 1980 sur l'assurance vieillesse et exclusion des conjoints d'artisans et de commerçants.

Adoption [11 décembre 1980] (p. 6233).

(Sociétés.)

Voir QUESTION ORALE, n° **63.**

(Sociétés [entre époux].)

Voir SOCIÉTÉS, **1,** D. G.

(Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique [S. A. C. E. M.].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **242.**

(Société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes [S. E. I. T. A.].)

Voir TABAC ET ALLUMETTES, 1. D. G.

(Société française de production [S. F. P.].)

Voir RADIODIFFUSION TÉLÉVISION

(Société interprofessionnelle des oléagineux [S. I. D. O.].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Industries agricoles et alimentaires.

(Société nationale des chemins de fer français [S. N. C. F.].)

Voir LOI DE FINANCES, 1, Transports.
LOI DE FINANCES, 6, Transports.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2642, 2648, 2756, 2767.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **390.**
TRAIN A GRANDE VITESSE, T. G. V.

(Electrification de la S. N. C. F.)

Voir ENERGIE, 1, D. G.

(Société nationale des entreprises de presse [S. N. E. P.].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information.

(Société nationale des industries aérospatiales [S. N. I. A. S.].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Transports.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **356.**

(Société nationale d'étude et de construction des moteurs d'avions [S. N. E. C. M. A.].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Transports.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **356.**

(Société nationale de sauvetage en mer.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Transports.

(Société pour la mise en valeur de la Corse [Somivac].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **317.**

(Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires [Sopexa].)

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.

(Sociétés pétrolières.)

Voir LOI DE FINANCES, 1, D. G. ; Economie (Section commune) ; Environnement et cadre de vie.
LOI DE FINANCES, 6, D. G. ; première partie : art. 3 ; après l'art. 7.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 380.**

SOCIETES CIVILES DE PLACEMENT IMMOBILIER (S. C. P. I.)

Voir AGRICULTURE, 1, D. G. ; deuxième lecture, D. G.

SOCIETES COMMERCIALES

Voir LOI DE FINANCES, 6, D. G. ; première partie, art. 2 ; art. 3 *quater*.
LOIS DE RÈGLEMENT, 1, D. G.
PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, 1, D. G. ; nouvelle lecture, D. G.

(Sociétés anonymes.)

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, 2, D. G. ; C. M. P.

(Sociétés à responsabilité limitée [S. A. R. L.].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Commerce et artisanat.
SOCIÉTÉS, 1, D. G.

(Sociétés à responsabilité limitée [S. A. R. L.] [familiales].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, C. M. P.

SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION (S. C. O. P.)

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, 1, C. M. P.

SOCIETES D'ACTIONNARIAT SALARIE (S. A. S.).

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, 2, D. G. ; C. M. P. ; nouvelle lecture, D. G.

SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (S. A. F. E. R.).

Voir AGRICULTURE, 1, D. G. ; deuxième lecture, D. G. ; C. M. P.
LOI DE FINANCES, 6, Agriculture.

SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE.

Voir LOI DE FINANCES, 6, D. G.
QUESTION ORALE, n° **2710.**

SOCIETES DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (S. D. R.).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Economie et budget. — III. — Economie ; Aménagement du territoire.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

SOCIETES MULTINATIONALES.

Voir LOI DE FINANCES, 1, Services généraux du Premier ministre.
LOI DE FINANCES, 6, Industries agricoles et alimentaires ; Industrie.
QUESTION ORALE, n° **2735.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **274, 391.**
TABAC ET ALLUMETTES, 1, D. G.

SOLDAT (condition du).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Défense.

SONDAGES ET ENQUETES.

Voir LIBERTÉS INDIVIDUELLES, 1, D. G.
LOI DE FINANCES, 6, Transports ; Radiodiffusion télévision française.
QUESTION ORALE, n° **74.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **383.**

SOUDIERES.

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **319.**

SOUS-MARINS NUCLEAIRES LANCEURS D'ENGINS (S. N. L. E.).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Défense.

SOUS-OFFICIERS.

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2782, 60.**

SOUS-TRAITANCE.

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Imprimerie nationale ; Journaux officiels.
QUESTIONS ORALES, n°s **2720, 2735.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **336, 356.**

SPECULATION FONCIERE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie avant l'art. 2 ; Environnement et cadre de vie ; Aménagement du territoire.
NOUVELLE-CALÉDONIE, **2,** D.G.

SPELEOLOGIE

Voir QUESTION ORALE, n° **18.**

SPORTS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Territoires d'outre-mer ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTIONS ORALES, n° **2719, 2729, 17, 18.**

(Sports de haut niveau.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II — Jeunesse et sports.

(Sports scolaire et universitaire.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

STAGES (en entreprises).

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D.G. ; C.M.P.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Education ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320, 337.**

STATIONS CLIMATIQUES ET TOURISTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

STATIONS OCEANIQUES

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **33,** D.G.

STATISTIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Aménagement du territoire.

STERILITE MASCULINE

Voir INSÉMINATION ARTIFICIELLE, **1,** D.G.

STIMULATEURS ISOTOPIQUES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Recherche.

STOMATOLOGIE

Voir PROFESSIONS MÉDICALES, **1,** D.G.

SUBSTANCES VENENEUSES

Voir MÉDICAMENTS, **1,** D.G.

SUCCESSIONS

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G. ; C.M.P.
QUESTION ORALE, n° **62.**
SOCIÉTÉS, **1,** D.G.

(Droits de succession.)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **1,** D.G.

SUCRE

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G. ; deuxième lecture, D.G.

INDUSTRIE SUCRIERE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture ; Prestations sociales agricoles ; Industries agricoles et alimentaires ; Commerce extérieur ; Départements d'outre-mer.

SUICIDES

Voir QUESTION ORALE, n° **2670.**

SUPPLEANTS

Voir PARLEMENTAIRES

SURETE NUCLEAIRE

Voir SÉCURITÉ (NUCLÉAIRE).

SURFACE MINIMALE D'INSTALLATION (S.M.I.)

Voir AGRICULTURE, **1,** D.G.

SURSIS

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D.G.

SYLVICULTURE

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **407.**

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Voir ENERGIE NUCLÉAIRE, **1,** deuxième lecture, D.G.
FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D.G.
INFIRMIERS, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1,** D.G. ; **2,** D.G.
QUESTIONS ORALES, n°s 2663, 2784.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **338, 382, 390, 399.**
TRAVAIL (DURÉE DU), **2,** D.G.

(Syndicats [délégués syndicaux].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **338.**

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN (S. M. E.)

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 2, 3.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 274.

T

TABAC

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 317.

(Tabac [planteurs de].)

Voir AGRICULTURE, 1, deuxième lecture, D. G.
LOI DE FINANCES, 6, Agriculture.

TABAC ET ALLUMETTES

1. — Projet de loi portant modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.), présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Maurice Papon, ministre du budget [22 mai 1980] (n° 1731). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapport de M. Fernand Icart, rapporteur général [29 mai 1980] (n° 1768). — Discussion [4 et 5 juin 1980]. — Adoption [5 juin 1980] (n° 313).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [6 juin 1980] (n° 299, 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [17 juin 1980]. — Rapport de M. Jacques Descours Desacres [11 juin 1980] (n° 306, 1979-1980. — Avis de M. Etienne Dailly [23 juin 1980] (n° 326, 1979-1980). — Discussion [25 juin 1980] (p. 3088, 3112) ; [26 juin 1980] (p. 3137, 3150, 3175, 3181). — Adoption modifiée [26 juin 1980] (n° 98).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [27 juin 1980] (n° 1871). — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapport de M. Fernand Icart, rapporteur général [27 juin 1980] (n° 1872). — Discussion [27 juin 1980]. — Adoption [27 juin 1980] (n° 335).

PROMULGATION : loi n° 80-495 du 2 juillet 1980 (*J. O.*, Lois et Décrets, du 3 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[25 juin 1980] (p. 3088, 3112) ; [26 juin 1980] (p. 3137, 3150 ; 3175, 3181).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE [25 juin 1980] (p. 3088, 3108) : *MM. Jacques Descours Desacres, rapporteur de la commission des finances ; Etienne Dailly, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Marcel Debarge, Henri Tournan, Félix Ciccolini, Henri Caillavet, Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Guy Robert, Jean-Paul Hammann, René Touzet, Raymond Bouvier, Paul Jargot, Maurice Papon, ministre du budget.*

Concurrence internationale : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 3089) ; Debarge (Marcel) (p. 3091) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 3097) ; Bouvier (Raymond) (p. 3098) ; Jargot (Paul) (p. 3099, 3100, 3106, 3107).

Monopoles : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 3098) ; Schwint (Robert) (p. 3095) ; Jargot (Paul) (p. 3100) ; Papon (Maurice) (p. 3106).

Politique agricole commune (P. A. C.) : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 3089) ; Tournan (Henri) (p. 3092) ; Robert (Guy) (p. 3096) ; Jargot (Paul) (p. 3098, 3099) ; Papon (Maurice) (p. 3104).

Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.) : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 3088, 3089, 3090, 3095, 3108) ; Dailly (Etienne) (p. 3090) ; Debarge (Marcel) (p. 3090, 3091) ; Tournan (Henri) (p. 3092, 3093) ; Ciccolini (Félix) (p. 3093, 3094) ; Caillavet (Henri) (p. 3094, 3095, 3107) ; Schwint (Robert) (p. 3095, 3096) ; Robert (Guy) (p. 3096) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 3097) ; Touzet (René) (p. 3097, 3098) ; Bouvier (Raymond) (p. 3098) ; Jargot (Paul) (p. 3098, 3099, 3100, 3101, 3105, 3106, 3107) ; Papon (Maurice) (p. 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108).

Sociétés multinationales : MM. Debarge (Marcel) (p. 3091) ; Tournan (Henri) (p. 3092) ; Caillavet (Henri) (p. 3095) ; Jargot (Paul) (p. 3098, 3100) ; Papon (Maurice) (p. 3105).

Tabac : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 3089) ; Debarge (Marcel) (p. 3091) ; Tournan (Henri) (p. 3092) ; Ciccolini (Félix) (p. 3093, 3094) ; Caillavet (Henri) (p. 3094, 3095) ; Robert (Guy) (p. 3096) ; Hammann (Jean-Paul) (p. 3097) ; Bouvier (Raymond) (p. 3098) ; Jargot (Paul) (p. 3098, 3099, 3100, 3101, 3105) ; Papon (Maurice) (p. 3103, 3104, 3105, 3106).

Tabagisme : MM. Descours Desacres (Jacques) (p. 3089) ; Debarge (Marcel) (p. 3091) ; Schwint (Robert) (p. 3096) ; Papon (Maurice) (p. 3102, 3105).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES [25 juin 1980] (p. 3108, 3112) ; [26 juin 1980] (p. 3137, 3150 ; 3175, 3181) : *MM. Etienne Dailly, rapporteur pour avis ; Jacques Descours Desacres, rapporteur ; Henri Caillavet, Baudouin de Hauteclocque, vice-président de la commission des lois. — Maurice Papon, ministre du budget ; Henri Tournan, Jean-Paul Hammann, Jean-Pierre Fourcade, Lionel de Tinguy, Guy Robert, Paul Jargot, Louis Jung, Félix Ciccolini, Raymond Dumont, Franck Sérusclat.*

Avant l'article 1er (p. 3110 et 3180).

Irrecevable (aux termes de l'article 41 de la Constitution) : amendement n° 19 (art. additionnel) de M. Paul Jargot : fiscalité des tabacs (p. 3181 ; précédemment réservé, p. 3110).

Article 1er (*Statut juridique du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes, S. E. I. T. A.*) (p. 3111).

Adoptés : amendement n° 37 de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur : modification du statut du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (p. 3150 ; précédemment pris en considération, p. 3112) ; sous-amendement n° 40 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : mention de l'adjectif « nationale » dans le qualificatif de la société et non dans sa qualification juridique ; détention par l'Etat des deux tiers du capital de la société et nationalité française des autres souscripteurs ou acquéreurs d'actions (p. 3139) ; sous-amendement n° 41 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : spécificité de la nouvelle société et application de la législation sur les sociétés anonymes en ce qu'elle n'est pas contraire à la présente loi (p. 3141) ; sous-amendement rédactionnel n° 42 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 3142) ; sous-amendement n° 38 de M. Maurice Papon, ministre : suppression de la référence à la loi du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme (p. 3143) ; sous-amendement n° 47 de M. Maurice Papon, ministre : responsabilité de l'Etat en matière de production nationale de tabac et responsabilité de la société pour souscrire avec les représentants des planteurs des plans d'approvisionnement pluriannuels (p. 3146) ; sous-amendement n° 43 de coordination de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (p. 4146) ; sous-amendement n° 44 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : exclusion de tout avantage particulier au profit d'un actionnaire autre que l'Etat (p. 3147) ; sous-amendement n° 39 de M. Maurice Papon, ministre : suppression de l'alinéa relatif au droit préférentiel de souscription d'actions de la société au profit du personnel et des planteurs et débitants de tabac (p. 3149) ; sous-amendement n° 46 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : composition du conseil d'administration de la nouvelle société (p. 3150).

Retiré : sous-amendement n° 2 de MM. Jean-Paul Hammann et Christian Poncelet : responsabilité de l'Etat en matière de production nationale de tabac et responsabilité de la société pour souscrire avec les représentants des planteurs des plans d'approvisionnement pluriannuels (p. 3144).

Devient sans objet : sous-amendement n° 45 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : substitution des statuts au décret en Conseil d'Etat pour les modalités d'exercice du droit préférentiel de souscription (p. 3148).

Irrecevable (aux termes de l'article 41 de la Constitution) : sous-amendement n° 21 de M. Paul Jargot : respect des engagements de l'Etat à l'égard des producteurs de tabac (p. 3144) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3150).

Après l'article 1er (p. 3175).

Irrecevable (aux termes de l'article 41 de la Constitution) : amendement n° 31 (art. additionnel) de M. Jacques Coudert : respect des engagements de l'Etat à l'égard des producteurs de tabac (p. 3175).

Article 2 (*Transfert du patrimoine, des droits et obligations du service*) (p. 3175).

Adopté : amendement n° 26 de M. Etienne Dailly : fixation par l'autorité compétente des modalités d'apport du patrimoine du S. E. I. T. A. à la nouvelle société (p. 3177).

Retiré : amendement n° 7 de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur : évaluation de l'apport de l'Etat au capital social de la nouvelle société (p. 3176) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3177).

Après l'article 2 (p. 3177).

Adoptés : amendement n° 27 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : approbation par décret en Conseil d'Etat des statuts de la société (p. 3117) ; amendement n° 28 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : dérogation aux dispositions de droit commun sur la participation des salariés (p. 3177) ;

— deux articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 3177).

Article 3 (*Etablissement de rapports conventionnels avec le personnel*) p. 3177).

Adopté : amendement n° 3 de MM. Jean-Paul Hammann et Christian Poncelet : garantie de versement et de revalorisation des retraites pour le personnel titulaire (p. 3179).

Rejetés : amendement n° 22 de M. Paul Jargot : statut des personnels du S. E. I. T. A. : garantie des retraites (p. 3179). — Amendements n°s 13 et 14 de M. Henri Tournan : statut du personnel du S. E. I. T. A. (p. 3179).

Devenu sans objet : amendement n° 15 de M. Henri Tournan : garantie des retraites (p. 3180).

— L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3180).

Après l'article 3.

Adopté : amendement n° 30 (art. additionnel) de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis : décret en Conseil d'Etat pour les modalités d'application (p. 3180).

Retiré : amendement n° 4 (art. additionnel) de MM. Christian Poncelet et Jean-Paul Hammann : compte rendu annuel d'activité de la nouvelle société au Parlement (p. 3180) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3180).

Explications de vote :

— *M. Jacques Eberhard* (p. 3181) : démantèlement du S. E. I. T. A. au nom des directives de la Communauté européenne ; menaces sur la situation du personnel du S. E. I. T. A. ; vote du groupe communiste contre le texte.

— *M. Franck Sérusclat* (p. 3181) : absence de justification de la transformation du S. E. I. T. A. ; démantèlement du service public en France ; causes réelles du déficit du S. E. I. T. A. ; vote du groupe socialiste contre le projet.

— *M. Etienne Dailly* (p. 3181) : directives européennes et intérêt national ; crise financière du S. E. I. T. A. ; garantie des intérêts des planteurs ; votera le texte.

— *M. Jacques Descours Desacres,* rapporteur (p. 3181) : améliorations apportées au texte ; cohérence avec le droit commun des sociétés.

Adoption [26 juin 1980] (p. 3181).

2. — **Proposition de loi tendant à garantir et à renforcer le caractère de service public du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.),** présentée par M. Paul Jargot, sénateur, et plusieurs de ses collègues [28 octobre 1980] (n° **59,** 1980-1891). Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [18 décembre 1980].

TABAGISME

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.
TABAC ET ALLUMETTES, **1,** D. G.

« TANIO » (Pétrolier)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **335, 358, 362, 380, 392, 395.**

TARIFS PUBLICS (Tarifs postaux.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information ; Postes et télécommunications.

TAXE D'AFFICHAGE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** C. M. P.

TAXE D'APPRENTISSAGE

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D. G. ; C. M. P.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Universités.
QUESTION ORALE, n° **2746.**

TAXE DE FORMATION CONTINUE

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D.G.

TAXE DE PUBLICITE FONCIERE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'article 8.

TAXE D'HABITATION

Voir LOI DE FINANCES, **6,** C. M. P.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **2802.**

TAXE PROFESSIONNELLE

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Intérieur ; Commerce et artisanat ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE, n° **2802.**

TAXES FONCIERES SUR LES PROPRIETES BATIES ET NON BATIES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Prestations sociales agricoles ; Environnement et cadre de vie.

(Taxe foncière sur les propriétés bâties.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2634.**

TAXES PARAFISCALES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G.

TAXE SUR LA BETTERAVE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Prestations sociales agricoles.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (T. V. A.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3,** D. G. ; C. M. P.
LOI DE FINANCES, **6,** première partie : avant l'art. 2 ; art. 2 ; avant l'art. 4 ; après l'art. 4 *bis ;* Intérieur ; Commerce et artisanat.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

TAXE SUR LE BOIS

Voir QUESTION ORALE, n° 72.

TAXE SUR LE FUEL DOMESTIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : avant l'art. 2.

TAXE SUR LE LAIT (DE CORESPONSABILITE)

Voir AGRICULTURE, 1, D. G. ; deuxième lecture, D. G.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 331, 407, 423, 430, 444, 448.

TAXE SUR LE MANIOC

Voir LOI DE FINANCES, 6, Prestations sociales agricoles.

TAXE SUR LES ALCOOLS

Voir LOI DE FINANCES, 6, D. G.

TAXE SUR LES CADEAUX ET FRAIS DE RECEPTION DES ENTREPRISES

Voir PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, 1, D. G. ; 2, D. G.

TAXE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE DES BATEAUX DE PLAISANCE

Voir LOI DE FINANCES, 6, C. M. P.

TAXE SUR LES ESPACES VERTS

Voir LOI DE FINANCES, 6, C. M. P.

TAXE SUR LES EAUX MINERALES

Voir LOI DE FINANCES, 6, C. M. P.

TAXE SUR LES ESPACES PUBLICITAIRES

Voir QUESTION ORALE, n° 2673.

TAXE SUR LES HUILES ALIMENTAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : art. 6 ; Prestations sociales agricoles.

TAXE SUR LES HUILES IMPORTEES

Voir LOI DE FINANCES, 6, C. M. P.

TAXE SUR LES PRODUITS DE SUBSTITUTION DES CEREALES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Prestations sociales agricoles.

TAXE SUR LES SALAIRES

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : après l'article 2 *ter* ; avant l'article 4 ; après l'article 8 ; Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

TAXE SUR LES SPECTACLES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Culture et communication.

TAXIS

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : après l'article 7 ; seconde délibération.

TCHAD

Voir LOI DE FINANCES, 6, Coopération.

TELECOMMUNICATIONS

Voir LOI DE FINANCES, 6, deuxième partie : Postes et télécommunications.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, 1, D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s 2706, 2824, 74, 76, 81.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 328, 365, 373, 374, 383, 400.

TELEDIFFUSION DE FRANCE (T. D. F.)

Voir RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION.

TELEMATIQUE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Tourisme ; Services du Premier ministre. — I — Services généraux ; Information ; Radiodiffusion télévision française ; Postes et télécommunications ; Aménagement du territoire ; Imprimerie nationale.
QUESTION ORALE, n° 2797.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 322, 328, 365, 373, 374, 400, 475.

« TELETEL »

Voir LOI DE FINANCES, 6, Economie et budget. — III. — Economie ; Postes et télécommunications.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 373, 374.

TELEPHONE

Voir LOI DE FINANCES, 6, Postes et télécommunications.
QUESTION ORALE, n° 82.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 328.

Téléphone (annuaire électronique).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Postes et télécommunications ; Imprimerie nationale.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 328, 373, 374.

(Téléphone [écoutes téléphoniques].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Justice.
QUESTION ORALE, n° 82.

(Téléphone [facturation].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Postes et télécommunications.

(Téléphone [personnes âgées].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 162.

TELEVISION

Voir LOI DE FINANCES, 6, Culture et communication.

(Télévision [droit de réponse et temps de parole].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Radiodiffusion télévision française.

(Télévision [zones d'ombres].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Agriculture ; Radiodiffusion télévision française.

TERRAINS A BATIR

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2747, 2773.**

TERRES AGRICOLES

Voir AGRICULTURE, 1, D.G.

TERRES AUSTRALES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Départements d'outre-mer.

TERRES INCULTES

Voir AGRICULTURE, 1, D.G.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

1. — **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [19 juin 1979] (n° **1141**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jacques Piot [18 décembre 1979] (n° **1504**). — Discussion [25 avril 1980]. — Adoption [25 avril 1980] (n° **284**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [29 avril 1980] (n° **235**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Louis Virapoullé [18 juin 1980] (n° **321**, 1979-1980). — Discussion [26 juin 1980] (p. 3153, 3174). — Adoption modifiée [26 juin 1980] (n° **97**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [27 juin 1980] (n° **1873**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jacques Piot [27 juin 1980] (n° **1874**). — Discussion [27 juin 1980]. — Adoption [27 juin 1980] (n° **338**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [28 juin 1980] (n° **364**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Louis Virapoullé [28 juin 1980] (n° **365**, 1979-1980). — Discussion [29 juin 1980] (p. 3324, 3328). — Adoption [29 juin 1980] (n° **113**).

DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL déclarant non conforme à la Constitution ce projet de loi. — 22 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[26 juin 1980] (p. 3153, 3174).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3153, 3160) : *MM. Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Millaud, Charles Lederman, Félix Ciccolini, Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux ministre de la justice.*

Assemblée territoriale : MM. Virapoullé (Louis) (p. 3154) ; Millaud (Daniel) (p. 3155, 3156)) ; Lederman (Charles) (p. 3156) ; Ciccolini (Félix) (p. 3159) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3159).

Cour d'assises : MM. Virapoullé (Louis) (p. 3154) ; Millaud (Daniel) (p. 3155) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3159).

Garde à vue : MM. Virapoullé (Louis) (p. 3154) ; Lederman (Charles) (p. 3158) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3159).

Libertés publiques : MM. Lederman (Charles) (p. 3157) ; Ciccolini (Félix) (p. 3158).

Magistrats : MM. Virapoullé (Louis) (p. 3154) ; Millaud (Daniel) (p. 3155, 3156) ; Lederman (Charles) (p. 3157, 3158) ; Ciccolini (Félix) (p. 3158) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3159, 3160).

Nouvelle-Calédonie : Millaud (Daniel) (p. 3155) ; Lederman (Charles) (p. 3158) ; Ciccolini (Félix) (p. 3159).

Polynésie française : MM. Virapoullé (Louis) (p. 3154) ; Millaud (Daniel) (p. 3157) ; Lederman (Charles) (p. 3158) ; Ciccolini (Félix) (p. 3159) Mourot (Jean-Paul) (p. 3160).

Prisonniers libérés : M. Millaud (Daniel) (p. 3156).

Tribunaux : MM. Virapoullé (Louis) (p. 3154) ; Lederman (Charles) (p. 3156) ; Mourot (Jean-Paul) (p. 3159).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3160, 3174) : *MM. Charles Lederman, Louis Virapoullé, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat ; Henri Caillavet, Daniel Millaud, Félix Ciccolini.*

Article 1er (*Extension aux territoires d'outre-mer de l'ensemble des dispositions du code de procédure pénale*). — Adopté (p. 3160).

Article 2 (*Autorités chargées de l'action publique et de l'instruction*) (p. 3160).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud : possibilité d'absence du ministère public limitée à la Polynésie française (p. 3164) ; amendement n° 33 de M. Henri Caillavet : protection du statut de magistrat du siège pour le juge de section ou le juge forain (p. 3164).

Rejetés : amendement n° 19 de M. Charles Lederman : suppression de l'alinéa relatif à la possibilité dans certaines circonstances pour le juge de section ou le juge forain d'exercer les attributions du ministère public (p. 3164) ; amendement n° 21 de M. Charles Lederman : suppression de l'alinéa relatif au pouvoir d'instruire et de juger du juge d'instruction ou du juge forain (p. 3165) ; amendement n° 22 de M. Charles Lederman : suppression de l'alinéa relatif au remplacement du réquisitoire du ministère public par une ordonnance d'information (p. 3165) ; amendement n° 23 de M. Charles Lederman : suppression de l'alinéa relatif au pouvoir de clôture des instructions criminelles (p. 3166).

Retirés : amendement n° 30 de M. Henri Caillavet : maintien de la présence du ministère public en Nouvelle-Calédonie (p. 3162) ; amendement n° 31 de M. Henri Caillavet : indépendance du juge de section ou du juge forain lorsqu'il exerce les attributions du ministère public (p. 3164).

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 3166).

Article 3 (*Défense faite à une personne de s'éloigner du lieu de l'infraction*) (p. 3166).

Adoptés : amendement n° 10 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : contrôle judiciaire sur l'assignation à résidence (p. 3166) ; sous-amendement n° 32 de M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat : possibilité de contrôle de cette procédure par un magistrat du parquet (p. 3166).

Rejeté : amendement n° 24 de M. Charles Lederman : suppression de cet article relatif à l'assignation à résidence (p. 3166) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3166).

Article 4 (*Juridictions d'instruction*) (p. 3166).

Adopté : amendement rédactionnel n° 11 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (p. 3168).

Rejetés : amendement n° 25 de M. Charles Lederman : en l'absence d'avocat, libre choix par l'inculpé de son conseil (p. 3167) ; amendement n° 26 de M. Charles Lederman : coordination (p. 3168) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3168).

Article 5 (*Cour d'assises*) (p. 3168).

Adoptés : amendement n° 29 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud : possibilité de tenue d'assises à Mata-Utu dans les îles Wallis et Futuna (p. 3168) ; amendement n° 12 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : incompatibilité des fonctions de juré avec celles de membre d'un conseil du contentieux administratif et d'assesseur d'un tribunal du travail (p. 3169) ; amendement rédactionnel n° 4 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (p. 3169).

Retirés : amendement n° 3 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud : incompatibilité des fonctions de juré avec celles d'assesseur du tribunal du travail (p. 3168) ; amendement rédactionnel n° 13 de M. Louis Virapoullé, rapporteur (p. 3169) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 3169).

Article 6 (*Jugement des délits*) (p. 3169).

Adopté : amendement n° 14 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : possibilité pour le prévenu de demander à être jugé par un tribunal en formation collégiale (p. 3170).

Rejeté : amendement n° 27 de M. Charles Lederman : suppression de l'alinéa relatif au juge unique en matière correctionnelle (p. 3170) ;
— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 3170)..

Article 7 (*Jugement des contraventions*) (p. 3170).

Retirés : amendement n° 5 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud : fixation par l'assemblée territoriale du tarif et des modalités de perception des amendes forfaitaires (p. 3170) ; amendement rédactionnel n° 6 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud (p. 3170) ;
— l'article 7, ainsi modifié, est adopté (p. 3170).

Article 8 (*Citations et significations*). — Adopté (p. 3170).

Article 9 (*Pourvoi en cassation*). — Adopté (p. 3171).

Article 10 (*Contumace*). — Adopté (p. 3171).

Article 11 (*Renvoi d'un tribunal à un autre*). — Adopté (p. 3171).

Article 12 (*Procédure de récusation*). — Adopté (p. 3171).

Article 13 (*Crimes et délits commis par certains fonctionnaires*). — Adopté (p. 3171).

Après l'article 13 (p. 3171).

Adopté : amendement n° 1 (art. additionnel) de M. Daniel Millaud : non-extension aux territoires d'outre-mer des compétences de la cour de sûreté de l'Etat (p. 3172) ; scrutin public n° 154, liste des votants (p. 3196) ;
— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 3172).

Article 14 (*Indemnisation de certaines victimes de dommages corporels*). — Adopté (p. 3172).

Article 15 (*Exécution des sentences pénales*). — Adopté (p. 3172).

Article 16 (*Régime pénitentiaire*) (p. 3172).

Adopté : amendement n° 15 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : rectification d'une erreur matérielle (p. 3172) ;
— l'article 16, ainsi modifié, est adopté (p. 3172).

Article 17 (*Contrainte par corps*). — Adopté (p. 3172).

Article 18 (*Interdiction de séjour*) (p. 3172).

Adopté : amendement n° 7 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud : subdivision ou circonscription administrative (p. 3173).

Retiré : amendement n° 16 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : subdivision ou circonscription administrative (p. 3173) ;
— l'article 18, ainsi modifié, est adopté (p. 3173).

Article 19 (*Casier judiciaire*). — Adopté (p. 3173).

Article 20 (*Frais de justice*). — Adopté (p. 3173).

Article 21 (*Extension du code de procédure pénale dans les îles de l'océan Indien et à Clipperton*). — Adopté (p. 3173).

Article 22 (*Extension aux territoires d'outre-mer de dispositions diverses*) (p. 3173).

Adoptés : amendement n° 8 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud : extension aux T. O. M. de tous les articles de la loi du 17 juillet 1970 relatifs à la tutelle pénale (p. 3173) ; amendement n° 18 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : extension de la loi relative à la lutte contre le racisme (p. 3173).

Retirés : amendement n° 17 de M. Louis Virapoullé, rapporteur : extension aux T. O. M. de tous les articles de la loi du 17 juillet 1970 relatifs à la tutelle pénale (p. 3173) ; amendement n° 9 de M. Lionel Cherrier, soutenu par M. Daniel Millaud : extension de la loi relative à la lutte contre le racisme (p. 3173) ;
— l'article 22, ainsi modifié, est adopté (p. 3173).

Article 23 (*Organisation judiciaire et administrative des territoires d'outre-mer*). — Adopté (p. 3174).

Article 24 (*Condamnations pécuniaires*). — Adopté (p. 3174).

Article 25 (*Dispositions diverses abrogées*). — Adopté (p. 3174).

Article 26 (*Entrée en vigueur de la réforme*). — Adopté (p. 3174).

Article 27 (*Publication du code de procédure pénale applicable dans les territoires d'outre-mer*). — Adopté (p. 3174).

Explications de vote :

— *M. André Barroux* (p. 3174) : retard d'extension du code de procédure pénale aux territoires d'outre-mer ; absence de consultation des assemblées territoriales ; dérogations et discriminations ; juge unique ; vote du groupe socialiste contre le projet.

— *M. Charles Lederman* (p. 3174) : texte dangereux et discriminatoire ; vote du groupe communiste contre le projet.

Scrutin public (p. 3174, n° 155, liste des votants p. 3197).

Adoption [26 juin 1980] (p. 3174).

Discussion (deuxième lecture).

[29 juin 1980] (p. 3324, 3328).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3324) : *M. Louis Virapoullé, rapporteur de la commission des lois.*

Cour de sureté de l'Etat : M. Virapoullé (Louis) (p. 3324).

Magistrats : M. Virapoullé (Louis) (p. 3324).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3324, 3328) : *MM. Charles Lederman, Louis Virapoullé, rapporteur ; Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice ; Daniel Millaud, Raymond Bourgine.*

Article 2 (p. 3324).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Charles Lederman : indépendance du juge de section et du juge forain (p. 3325) ;
— l'article 2 est adopté (p. 3325).

Article 13 bis (p. 3325).

Rejeté : amendement n° 1 de M. Charles Lederman (précédemment retiré par M. Daniel Millaud) : rétablissement de cet article supprimant l'extension aux territoires d'outre-mer de la compétence de la cour de sûreté de l'Etat (p. 3328).

Retiré : amendement n° 1 de M. Daniel Millaud : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, relatif à l'extension aux territoires d'outre-mer de la compétence de la cour de sûreté de l'Etat (p. 3327) ;
— l'article 13 *bis* reste supprimé (p. 3328).

Explication de vote :

— *M. Charles Lederman* (p. 3328) : améliorations apportées par le Sénat en première lecture et disparues du texte de la commission mixte paritaire ; vote du groupe communiste contre le projet.

Adoption [29 juin 1980] (p. 3328).

2. — Projet de loi rendant applicable le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer, présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [14 octobre 1980] (n° **1985**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre-Charles Krieg [5 novembre 1980] (n° **2025**). — Urgence déclarée. — Discussion [25 novembre 1980]. — Adoption [25 novembre 1980] (n° **373**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [26 novembre 1980] (n° **117**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. — Projet de loi rendant applicable les dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer, présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice [2 octobre 1979] (n° **1280**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Pierre-Charles Krieg [13 novembre 1980] (n° **2068**). — Discussion [25 novembre 1980]. — Adoption [25 novembre 1980] (n° **374**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [26 novembre 1980] (n° **118**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Territoires d'outre-mer.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, première partie : après l'article 3 A ; Tourisme, Territoires d'outre-mer ; C. M. P.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **414, 416.**

TERRORISME

Voir ATTENTATS.
DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **4.**
LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur ; Transports.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **417.**

TETANOS

Voir QUESTION ORALE, n° **36.**

TEXTILE (INDUSTRIE)

1. — **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile,** présentée par M. Christian Poncelet, sénateur [7 novembre 1980] (n° **90,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Maurice Schumann, en remplacement de M. Jacques Braconnier, rapporteur [17 décembre 1980] (n° **191,** 1980-1981). — Avis de M. Pierre Carous [18 décembre 1980] (n° **196,** 1980-1981). — Discussion [18 décembre 1980] (p. 6423, 6426). — Adoption [18 décembre 1980] (n° **44**). — Election des membres de la commission [19 décembre 1980] (p. 6486).

Discussion.

[18 décembre 1980] (p. 6423, 6426).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6423, 6426). — *MM. Maurice Schumann, en remplacement de M. Jacques Braconnier, rapporteur ; Pierre Carous, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Christian Poncelet, Raymond Courrière, Raymond Dumont.*

Accords multifibres : MM. Schumann (Maurice) (p. 6423) ; Poncelet (Christian) (p. 6424, 6425).

Agache-Willot (Groupe) : M. Dumont (Raymond) (p. 6426).

Chômage : MM. Schumann (Maurice) (p. 6423) ; Poncelet (Christian) (p. 6424) ; Courrière (Raymond) (p. 6425).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Schumann (Maurice) (p. 6423) ; Poncelet (Christian) (p. 6425) ; Courrière (Raymond) (p. 6425) ; Dumont (Raymond) (p. 6426).

Etats-Unis : MM. Schumann (Maurice) (p. 6423) ; Dumont (Raymond) (p. 6426).

Importations : MM. Schumann (Maurice) (p. 6423) ; Poncelet (Christian) (p. 6424, 6425) ; Courrière (Raymond) (p. 6425) ; Dumont (Raymond) (p. 6426).

Importations sauvages : M. Poncelet (Christian) (p. 6425).

Investissements : M. Poncelet (Christian) (p. 6425).

Marquage (marquage des textiles) : M. Poncelet (Christian) (p. 6425).

Rhône-Poulenc : M. Dumont (Raymond) (p. 6426).

Textile (industrie) : MM. Schumann (Maurice) (p. 6423, 6424) ; Carous (Pierre) (p. 6424) ; Poncelet (Christian) (p. 6424, 6425) ; Courrière (Raymond) (p. 6425) ; Dumont (Raymond) (p. 6425, 6426).

Travailleurs étrangers : M. Dumont (Raymond) (p. 6426).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6426).

Article unique (*Création d'une commission d'enquête sur la crise de l'industrie textile*) (p. 6427).

Explication de vote :

— *M. Raymond Courrière* (p. 6426) : opposition à l'élargissement de la Communauté dans les règles qui la régissent actuellement ; rapport Sutra ; vote favorable.

Adoption [18 décembre 1980] (p. 6426).

(Textile [industrie].)

Voir INDUSTRIE TEXTILE, **1,** D.G.
LOI DE FINANCES, **1,** D.G. ; **6,** D.G. ; Comptes spéciaux du Trésor ; Commerce extérieur ; Industrie.
QUESTIONS ORALES, n°s **2662, 2684, 2732, 78, 79.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **391, 397.**

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

THEATRES.

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication ; Affaires étrangères.

THEATRES NATIONAUX.

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Culture et communication.

THEODORE DAYE (assassinat).

Voir LOI DE FINANCES, **1,** Territoires d'outre-mer.

THERMALISME.

Voir LOI DE FINANCES, **6,** après l'article 8 ; deuxième partie, Tourisme.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **416.**
STATIONS CLIMATIQUES ET TOURISTIQUES.

THOMSON L.T.T. (entreprise).

Voir QUESTION ORALE, n° **2785.**

TICKET MODERATEUR.

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2660, 2709.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 352.**

TIERS MONDE.

Voir PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **2,** D. G.

TIMBRE DE DIMENSION (droit de).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 4 *bis.*

TIMBRE (droit de [carte d'identité]).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 2 *ter.*

TIMOR-ORIENTAL.

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **28,** D.G.

TIR AUX PIGEONS.

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D.G.

TITRES-VACANCES.

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'art. 8.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **416.**

TOURISME.

Voir COUR DES COMPTES.

LOI DE FINANCES, **6**, D.G. ; Tourisme ; Départements d'outre-mer ; Aménagement du territoire.

QUESTION ORALE, n° **22**.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 335, 380, 414, 416, 418, 427, 442, 449.**

(Tourisme fluvial).

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Tourisme.

(Tourisme rural).

Voir AGRICULTURE, **1**, D.G.

LOI DE FINANCES, **6**, Tourisme ; Agriculture.

TOURISME SOCIAL.

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Tourisme.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 416.**

TOXICOMANIE.

Voir DROGUE (LUTTE CONTRE LA).

LOI DE FINANCES, **6**, deuxième partie : Services du Premier ministre. — I. — Services généraux.

TRAIN A GRANDE VITESSE (T.G.V.).

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

TRAITES ET CONVENTIONS

1. — **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les dotations, signée à Washington le 24 novembre 1978,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [10 octobre 1979] (n° **1334**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Pierre-Bernard Cousté [6 décembre 1979] (n° **1469**). — Discussion [10 décembre 1979]. Adoption [10 décembre 1979] (n° **251**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [11 décembre 1979] (n° **106**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapport de M. Gustave Héon [10 avril 1980] (n° **201**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2767, 2769). — Adoption [17 juin 1980] (n° **84**).

PROMULGATION : loi n° 80-452 du 25 juin 1980 (*J. O.*, Lois et décrets, du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2767, 2769).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2767, 2769) : *MM. Joseph Raybaud, en remplacement de M. Gustave Héon, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert, Etienne Dailly, Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Donations (imposition) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 2767) ; Habert (Jacques) (p. 2768) ; Dailly (Etienne) (p. 2768) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2769).

Doubles nationaux : MM. Habert (Jacques) (p. 2768) ; Dailly (Etienne) (p. 2768, 2769) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2769).

Successions (droits de) : MM. Raybaud (Joseph) (p. 2767) ; Habert (Jacques) (p. 2767, 2768) ; Dailly (Etienne) (p. 2768) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2769).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2769).

Article unique (*Autorisation de ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations, signée à Washington le 24 novembre* 1978). — Adopté (p. 2769).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2769).

2. — **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé, le 31 octobre 1979, entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles, le 20 novembre 1979,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [10 décembre 1979] (n° **1476**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Pierre-Bernard Cousté [7 mai 1980] (n° **1684**). — Discussion [21 mai 1980]. — Adoption [21 mai 1980] (n° **290**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [22 mai 1980] (n° **225**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Claude Mont [12 juin 1980] (n° **314**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2746, 2756). — Adoption [17 juin 1980] (n° **78**).

PROMULGATION : loi n° 80-462 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2746, 2756).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2746, 2756) : *MM. Claude Mont, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Georges Spénale, Roger Lise, Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Antoine Andrieux.*

Banque européenne d'investissement : MM. Mont (Claude) (p. 2747, 2748) ; Lise (Roger) (p. 2752) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2755).

Commerce extérieur : MM. Mont (Claude) (p. 2747, 2748) ; Spénale (Georges) (p. 2749, 2750).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Mont (Claude) (p. 2747) ; Spénale (Georges) (p. 2750) ; Lise (Roger) (p. 2751, 2752) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2754, 2755, 2756) ; Andrieux (Antoine) (p. 2756).

Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (Cnuced) : MM. Mont (Claude) (p. 2749) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2753).

Coopération : MM. Mont (Claude) (p. 2748) ; Spénale (Georges) (p. 2750) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2752).

Départements d'outre-mer : MM. Lise (Roger) (p. 2752) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2755).

Droits de l'homme : M. Lise (Roger) (p. 2751).

Fonds d'aide à l'exploitation et aux investissements miniers (Sysmin) : MM. Mont (Claude) (p. 2747) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2754, 2755).

Fonds de stabilisation des recettes d'exploitation (Stabex) : MM. Mont (Claude) (p. 2747) ; Spénale (Georges) (p. 2750) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2753, 2754, 2755).

Fonds européen de développement (F.E.D.) : MM. Mont (Claude) (p. 2748) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2754).

Habillement (industrie) : M. Spénale (Georges) (p. 2750).

Lomé (conventions de) : MM. Mont (Claude) (p. 2747, 2748, 2749) ; Spénale (Georges) (p. 2749, 2750) ; Lise (Roger) (p. 2751, 2752) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2752, 2753, 2754, 2755, 2756).

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (O.N.U.D.I.) : MM. Mont (Claude) (p. 2749) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2753).

Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) : MM. Spénale (Georges) (p. 2751) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2756).

Petites et moyennes entreprises (P.M.E.) : M. Mont (Claude) (p. 2748).

Produits tropicaux : MM. Lise (Roger) (p. 2752) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2753, 2755).

Tiers monde : MM. Mont (Claude) (p. 2747, 2748, 2749) ; Spénale (Georges) (p. 2749, 2750) ; Lise (Roger) (p. 2751) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2753, 2754, 2755, 2756) ; Andrieux (Antoine) (p. 2756).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2756).

Article 1er (*Autorisation de ratification de la convention entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part*). — Adopté (p. 2756).

Article 2 (*Autorisation d'approbation de l'accord interne relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de la convention visée à l'article premier et de l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté économique européenne, conclus à Bruxelles le 20 novembre* 1979). — Adopté (p. 2756).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2756).

3. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies de navigation aérienne signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23 juin 1978,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [4 avril 1979] (**n° 931**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Edouard Frédéric-Dupont [8 juin 1979] (n° **1119**). — Discussion [21 mai 1980]. — Adoption [21 mai 1980] (**n° 291**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [22 mai 1980] (**n° 256,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport de M. Gustave Héon [11 juin 1980] (n° **305,** 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2766, 2767). — Adoption [17 juin 1980] (n° **83**).

PROMULGATION : loi n° 80-459 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2766, 2767).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2766, 2767) : *MM. Joseph Raybaud, en remplacement de M. Gustave Héon, rapporteur de la commission des finances ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Air France : MM. Raybaud (Joseph) (p. 2766) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2766).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2767).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies de navigation aérienne*) (p. 2767).

Explications de vote :

— *M. Serge Boucheny* (p. 2767) : vote hostile du groupe communiste pour exprimer sa réprobation sur la politique de la France à l'égard du Chili ; assassinats commis par la junte ; solidarité avec les luttes des démocrates chiliens.

— *M. Adolphe Chauvin* (p. 2767) : réprobation exprimée par M. Serge Boucheny sur la politique de la France à l'égard du Chili et démarche accomplie en 1979 par une délégation du Sénat au Chili pour intervenir en faveur des droits de l'homme ; défense des droits de l'homme et intervention soviétique en Afghanistan ;

— l'article unique est adopté (p. 2767).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2767).

4. — **Projet de loi autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères [17 octobre 1978] (n° **588**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Marc Masson [7 décembre 1978] (**n° 776**). — Discussion [21 mai 1980]. — Adoption [21 mai 1980] (**n° 292**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [22 mai 1980] (**n° 257,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Charles Bosson [12 juin 1980] (n° **311,** 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2757, 2760). — Adoption [17 juin 1980] (n° **79**).

PROMULGATION : loi n° 80-565 du 21 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 22 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2757, 2760).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2757 et 2760) : *MM. Charles Bosson, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Circulation routière : MM. Bosson (Charles) (p. 2757) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2760).

Droit pénal : MM. Bosson (Charles) (p. 2757) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2760).

Entraide judiciaire : MM. Bosson (Charles) (p. 2757) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2760).

Espace judiciaire européen : M. Bosson (Charles) (p. 2757).

Infractions fiscales : MM. Bosson (Charles) (p. 2757) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2760).

Poursuite (droit de) : MM. Bosson (Charles) (p. 2757) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2760).

Motion n° 1 de M. Charles Lederman, tendant a opposer **l'exception d'irrecevabilité** (p. 2757). — *MM. Charles Lederman, Charles Bosson, rapporteur ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat.* — **Rejet** (p. 2760).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2760).

Article unique (*Autorisation de ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959*). — Adopté (p. 2760 ; scrutin public n° 144, liste des votants p. 2792).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2760).

5. — **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou accidents graves, signée à Paris le 3 février 1977,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1979] (n° **1287**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Jean-Marie Caro [8 novembre 1979] (n° **1394**). — Discussion [21 mai 1980]. — Adoption [21 mai 1980] (n° **293**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [22 mai 1980] (**n° 258,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Jean Mercier [5 juin 1980] (n° **293,** 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2765, 2766). — Adoption [17 juin 1980] (**n° 82**).

PROMULGATION : loi n° 80-451 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2765, 2766).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2765, 2766) : *MM. Antoine Andrieux, en remplacement de M. Jean Mercier, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Amoco Cadiz (pétrolier) : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2766).

Calamités : MM. Andrieux (Antoine) (p. 2765) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2766).

Canadairs : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2766).

III. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2766).

Article unique (*Autorisation de ratification de la convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou accidents graves, signée à Paris le 3 février 1977*). — Adopté (p. 2766).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2766).

6. — **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ouvert à la signature le 19 décembre 1966,** présenté au nom de la M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [13 décembre 1978] (n° **787**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Gérard Bordu [6 décembre 1979] (n° **1471**). — Discussion [22 mai 1980]. — Adoption [22 mai 1980] (n° **296**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [27 mai 1980] (n° **261**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport à M. Francis Palmero [5 juin 1980] (n° **294**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2761, 2762). — Adoption [17 juin 1980] (n° **80**).

PROMULGATION : loi n° 80-461 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2761, 2762).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2761, 2762) : *MM. Francis Palmero, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Droits de l'homme : MM. Palmero (Francis) (p. 2761) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2761, 2762).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2762).

Article unique (*Autorisation d'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, ouvert à la signature à New York le 19 décembre* 1966). — Adopté (p. 2762).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2762).

7 .— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ouvert à la signature le 19 mai 1966,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [13 décembre 1978] (n° **788**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. André Chandernagor [6 décembre 1979] (n° **1470**). — Discussion [22 mai 1980]. — Adoption [22 mai 1980] (n° **297**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [27 mai 1980] (n° **262**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport à M. Francis Palmero [5 juin 1980] (n° **297**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2762, 2765). — Adoption [17 juin 1980] (n° **81**).

PROMULGATION : loi n° 80-460 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2762, 2765).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2762, 2765) : ***MM. Francis Palmero, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.***

Amnesty International : M. Palmero (Francis) (p. 2764).

Asile (droit d') : M. Palmero (Francis) (p. 2763).

Comité des Droits de l'homme : M. Palmero (Francis) (p. 2763).

Droits de l'homme : MM. Palmero (Francis) (p. 2762, 2763, 2764) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2764, 2765).

Etrangers : MM. Palmero (Francis) (p. 2763) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2765).

Expulsions : MM. Palmero (Francis) (p. 2763) ; Bernard Reymond (Pierre) (p. 2765).

Légitime défense : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2765).

Libertés publiques : MM. Palmero (Francis) (p. 2763) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2765).

Organisation des Nations Unies (O. N. U.) : M. Palmero (Francis) (p. 2762).

Radiodiffusion et télévision : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 2765).

Propriété (droit de) : M. Palmero (Francis) (p. 2763).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2765).

Article unique (*Autorisation d'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits civils et politiques ouvert à la signature à New York le 19 décembre* 1966). — Adopté (p. 2765).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2765).

8. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 17 décembre 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Paris, le 1er février 1978,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean-François Poncet, ministre des affaires étrangères [10 décembre 1979] (n° **1475**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Louis Odru [14 mai 1980] (n° **1716**). — Discussion [28 mai 1980]. — Adoption [28 mai 1980] (n° **303**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [29 mai 1980] (n° **275**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Philippe Machefer [12 juin 1980] (n° **312**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2773, 2774). — Adoption [17 juin 1980] (n° **87**).

PROMULGATION : loi n° 80-453 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2773, 2774).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2773, 2774) : *MM. Philippe Machefer, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Français de l'étranger : MM. Machefer (Philippe) (p. 2773) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2773, 2774) ; Stirn (Olivier) (p. 2774).

Sécurité sociale : MM. Machefer (Philippe) (p. 2773) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2773, 2774) ; Stirn (Olivier) (p. 2774).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2774).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 17 décembre* 1965 *entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Paris le 1er février* 1978.). — Adopté (p. 2774).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2774).

9. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention générale de sécurité sociale du 22 juillet 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Paris le 30 juin 1977,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [27 février 1980] (n° **1592**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Bernard Deschamps [14 mai 1980] (n° **1714**). — Discussion [28 mai 1980]. — Adoption [28 mai 1980] (n° **304**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [29 mai 1980] (n° **276**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Louis Longequeue [5 juin 1980] (n° **295**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2775, 2776). — Adoption [17 juin 1980] (n° **89**).

PROMULGATION : loi n° 80-456 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2775, 2776).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2775, 2776) : *MM. Louis Longequeue, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Français de l'étranger : MM. Longequeue (Louis) (p. 2775) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2776) ; Stirn (Olivier) (p. 2776).

Marins : MM. Longequeue (Louis) (p. 2775) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2776) ; Stirn (Olivier) (p. 2776).

Mauritanie : Longequeue (Louis) (p. 2775).

Sécurité sociale : MM. Longequeue (Louis) (p. 2775) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2776) ; Stirn (Olivier) (p. 2776).

Travailleurs immigrés : MM. Longequeue (Louis) (p. 2775) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 2776) ; Stirn (Olivier) (p. 2776).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2776).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'avenant à la convention générale de sécurité sociale du* 22 *juillet* 1965 *entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Paris le* 30 *juin* 1977). — Adopté (p. 2776).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2776).

10. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à l'établissement à Paris d'un bureau de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe), signé à Paris le 4 avril 1979, présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères** [27 février 1980] (n° **1593**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Claude Roux [14 mai 1980] (n° **1715**). — Discussion [28 mai 1980]. — Adoption [28 mai 1980] (n° **305**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [29 mai 1980] (n° **277**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Albert Voilquin [12 juin 1980] (n° **308**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2774, 2775). — Adoption [17 juin 1980] (n° **88**).

PROMULGATION : loi n° 80-455 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2774, 2775).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2774, 2775) : *MM. Albert Voilquin, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) : MM. Voilquin (Albert) (p. 2774) ; Stirn (Olivier) (p. 2775).

Immunités diplomatiques : MM. Voilquin (Albert) (p. 2774) ; Stirn (Olivier) (p. 2775).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2775).

Article unique (*Autorisation de l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à l'établissement à Paris d'un bureau de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et à ses privilèges et immunités sur le territoire français*). — Adopté (p. 2775).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2775).

11. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention du 8 juin 1978 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, relative à l'exécution réciproque des peines d'amende et de confiscation et de l'échange de lettres afférent à cette convention,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [27 février 1980] (n° **1594**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Charles Ehrmann [14 mai 1980] (n° **1717**). — Discussion [28 mai 1980]. — Adoption [28 mai 1980] (n° **306**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [29 mai 1980] (n° **278**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Francis Palmero [5 juin 1980] (n° **296**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2776, 2777). — Adoption [17 juin 1980] n° **90**).

PROMULGATION : loi n° 80-454 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2776, 2777).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2776, 2777) : *MM. Francis Palmero, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Contraventions de police : MM. Palmero (Francis) (p. 2776, 2777) ; Stirn (Olivier) (p. 2777).

Français de l'étranger : MM. Palmero (Francis) (p. 2777) ; Stirn (Olivier) (p. 2777).

Sécurité sociale : MM. Palmero (Francis) (p. 2777) ; Stirn (Olivier) (p. 2777).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2777).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, relative à l'exécution réciproque des peines d'amende et de confiscation signée à Paris le 8 juin* 1978). — Adopté (p. 2777).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2777).

12. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Assomption le 30 novembre 1978,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [19 juin 1979] (n° **1139**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Edouard Frédéric-Dupont [25 octobre 1979] (n° **1363**). — Discussion [10 décembre 1979]. — Adoption [10 décembre 1979] (n° **252**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE PARTIE) [11 décembre 1979] (n° **105**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Jacques Chaumont [5 juin 1980] (n° **291**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2771, 2773). — Adoption [17 juin 1980] (n° **86**).

PROMULGATION : loi n° 80-458 du 25 juin 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2771, 2773).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2771, 2772) : *MM. Francis Palmero, en remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Barrages : MM. Palmero (Francis) (p. 2771) ; Stirn (Olivier) (p. 2772).

Droits de l'homme : M. Palmero (Francis) (p. 2772).

Investissements (à l'étranger) : MM. Palmero (Francis) (p. 2771) ; Stirn (Olivier) (p. 2772).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2772).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Assomption le* 30 *novembre* 1978 (p. 2772).

Explication de vote :

— *M. Serge Boucheny* (p. 2772) : vote hostile du groupe communiste pour marquer sa réprobation face à l'attitude du Gouvernement français à l'égard du Paraguay ; violations des droits de l'homme ;

— *Intervention de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat* (p. 2773) : attachement du Gouvernement à la défense des droits de l'homme ; commerce international et accords signés par l'Union soviétique avec les mêmes pays d'Amérique latine ;

— l'article unique est adopté (p. 2773).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2773).

13. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de El Salvador sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signée à Paris le 20 septembre 1978,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [30 juin 1979] (n° **1285**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Claude Roux [28 novembre 1979] (n° **1432**). — Discussion [13 décembre 1979]. — Adoption [13 décembre 1979] (n° **256**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [14 décembre 1979] (n° **124**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Louis Longequeue [5 juin 1980] (n° **292**, 1979-1980). — Discussion [17 juin 1980] (p. 2770, 2771). — Adoption [17 juin 1980] (n° **85**).

PROMULGATION : loi n° 80-457 du 25 juin 1980 (*J. O.*, Lois et Décrets, du 26 juin 1980).

Discussion (première lecture).

[17 juin 1980] (p. 2770, 2771).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2770, 2772) : *MM. Louis Longequeue, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Habert, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

El Salvador (République d') : MM. Longequeue (Louis) (p. 2770) ; Habert (Jacques) (p. 2771).

Investissements (à l'étranger) : MM. Longequeue (Louis) p. 2770) ; Habert (Jacques) (p. 2771) ; Stirn (Olivier) (p. 2771).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2771).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de El Salvador sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ensemble deux échanges de lettres, signée à Paris le 20 septembre 1978*). — Adopté (p. 2771).

Adoption [17 juin 1980] (p. 2771).

14. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale, ensemble un protocole annexe, signé le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, signé le 12 février 1979,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [10 avril 1980] (n° **1637**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Xavier Deniau [12 juin 1980] (n° **1804**). — Discussion [26 juin 1980]. — Adoption [26 juin 1980] (n° **330**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [27 juin 1980] (n° **356,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Philippe Machefer [24 octobre 1980] (n° **52,** 1980-1981). — Discussion [29 octobre 1980] (p. 4204, 4206). — Adoption [29 octobre 1980] (n° **10**).

PROMULGATION : loi n° 80-668 du 5 novembre 1980 (*J. O.*, Lois et décrets du 7 novembre 1980).

Discussion (première lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4204, 4206).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4204, 4206) : *MM. Philippe Machefer, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit, Jacques Habert, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Conseil supérieur des Français de l'étranger : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4205) ; Habert (Jacques) (p. 4205).

Français de l'étranger : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4205) ; Habert (Jacques) (p. 4206) ; Stirn (Olivier) (p. 4206).

Sécurité sociale : MM. Machefer (Philippe) (p. 4204, 4205) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4205) ; Habert (Jacques) (p. 4205, 4206) ; Stirn (Olivier) (p. 4206).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4206).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale, ensemble un protocole annexe, signés à Ottawa le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale, signée à Québec le 12 février 1979*). — Adopté (p. 4206).

Adoption [29 octobre 1980] (p. 4206).

15. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signé à Paris, le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [10 décembre 1979] (n° **1474**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Marc Masson [22 mai 1980] (n° **1728**). — Discussion [26 juin 1980]. — Adoption [26 juin 1980] (n° **329**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [27 juin 1980] (n° **360,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport de M. Gustave Héon [23 octobre 1980] (n° **44,** 1980-1981). — Discussion [29 octobre 1980] (p. 4208, 4209). — Adoption [29 octobre 1980] (n° **12**).

PROMULGATION : loi n° 80-869 du 5 novembre 1980 (*J. O.*, Lois et décrets, du 7 novembre 1980).

Discussion (première lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4208, 4209).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4208, 4209) : *MM. Gustave Héon, rapporteur de la commission des finances ; Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Philippe Machefer.*

Commerce extérieur : MM. Héon (Gustave (p. 4208) ; Stirn (Olivier) (p. 4208, 4209) ; Machefer (Philippe) (p. 4209).

Droits de l'homme : MM. Machefer (Philippe) (p. 4209) ; Stirn (Olivier) (p. 4209).

Impôt sur le revenu : M. Héon (Gustave) (p. 4208).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4209).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris, le 19 juin 1979*). — Adopté (p. 4209).

Adoption [29 novembre 1980] (p. 4209).

16. — **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant acte constitutif de l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [17 octobre 1980] (n° **9,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères et des forces armées. — Rapport de M. Michel Alloncle [13 novembre 1980] (n° **95,** 1980-1981). — Discussion [10 décembre 1980] (p. 6160, 6161). — Adoption [10 décembre 1980] (n° **27**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [11 décembre 1980] (n° **2150**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture).

[10 décembre 1980] (p. 6160, 6161).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6160, 6161) : *MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Organisation des Nations unies pour le développement industriel (O. N. U. D. I.) : MM. Alloncle (Michel) (p. 6160, 6161) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6161).

Pays en voie de développement : MM. Alloncle (Michel) 6161). Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6161).

Programme des Nations unies pour le développement : M. Alloncle (Michel) (p. 6161).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6161).

Article unique (*Autorisation de ratification de l'accord portant acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, du 8 avril 1979*). — Adopté (p. 6161).

Adoption [10 novembre 1980] (p. 6161).

17. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative au transport par la Société nationale des chemins de fer algériens de certains pensionnés au titre des lois françaises,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [7 octobre 1980] (n° **10,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Francis Palmero [31 octobre 1980] (n° **66,** 1980-1981). — Discussion [5 novembre 1980] (p. 4401). — Adoption [5 novembre 1980] (n° **21**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [6 novembre 1980] (n° **2031**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Louis Odru [13 novembre 1980] (n° **2062**). — Discussion [27 novembre 1980]. — Adoption [27 novembre 1980] (n° **384**).

PROMULGATION : loi n° 80-965 du 3 décembre 1980 (*J. O.*, Lois et décrets, du 4 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[5 novembre 1980] (p. 4401).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4401) : *MM. Francis Palmero, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Anciens combattants et victimes de guerre : MM. Palmero (Francis) (p. 4401) ; Stirn (Olivier) (p. 4401).

Chemins de fer algériens : MM. Palmero (Francis) (p. 4401) ; Stirn (Olivier) (p. 4401).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4401).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative au transport par la Société nationale des chemins de fer algériens de certains pensionnés au titre des lois françaises, signée à Alger le 1er juillet* 1975. — Adopté (p. 4401).

Adoption [5 novembre 1980] (p. 4401).

18. — **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie d'autre part, et de l'accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [7 octobre 1980] (n° **11**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Serge Boucheny [24 octobre 1980] (n° **54**, 1980-1981). — Discussion [29 octobre 1980] (p. 4201, 4203). — Adoption [29 octobre 1980] (n° **8**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÉRE LECTURE) [30 octobre 1980] (n° **2019**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Georges Lemaine [4 décembre 1980] (n° **2118**). — Discussion [10 décembre 1980]. — Adoption [10 décembre 1980] (n° **395**).

PROMULGATION : loi n° 80-1010 du 17 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 18 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4201, 4203).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4201, 4203) : *MM. Serge Boucheny, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Commerce extérieur : MM. Boucheny (Serge) (p. 4201) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4201, 4202).

Communauté économique européenne (C.E.E.) : MM. Boucheny (Serge) (p. 4201) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4201, 4202).

Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.) : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4201).

Travailleurs étrangers : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4202).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4203).

Article 1er (*Autorisation de ratification de l'accord de coopération entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part [et documents connexes], signés à Belgrade le 2 avril* 1980). — Adopté (p. 4203).

Article 2 (*Autorisation de ratification de l'accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, d'autre part [et documents connexes], signé à Belgrade le 2 avril* 1980). — Adopté (p. 4203).

Adoption [29 octobre 1980] (p. 4203).

19. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [7 octobre 1980] (n° **12**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Jacques Genton [13 novembre 1980] (n° **94**, 1980-1981). — Discussion [10 décembre 1980] (p. 6158, 6160). — Adoption [10 décembre 1980] (n° **26**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [11 décembre 1980] (n° **2149**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture).

[10 décembre 1980] (p. 6158, 6160).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6158, 6160) : *MM. Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Agence internationale de l'énergie atomique : MM. Genton (Jacques) (p. 6158, 6159) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6159, 6160).

Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) : MM. Genton (Jacques) (p. 6158, 6159) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6159, 6160).

Matières nucléaires : MM. Genton (Jacques) (p. 6158, 6159) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6159, 6160).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6160).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Bruxelles et à Vienne les* 20 *et* 27 *juillet* 1978). — Adopté (p. 6160).

Adoption [10 décembre 1980] (p. 6160).

20. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978,** présentée au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [7 octobre 1980] (n° **13**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées

21. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [7 octobre 1980] (n° **14**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Pierre Matraja [24 octobre 1980] (n° **55**, 1980-1981). — Discussion [29 octobre 1980] (p. 4207, 4208). — Adoption [29 octobre 1980] (n° **11**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [30 octobre 1980] (n° **2014**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. René Feït [20 novembre 1980] (n° **2091**). — Discussion [4 décembre 1980]. — Adoption [4 décembre 1980] (n° **391**).

PROMULGATION : loi n° 80-1006 du 15 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 16 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4207, 4208).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4207, 4208). — *MM. Pierre Matraja, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit, Pierre Croze, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Assurance vieillesse : MM. Matraja (Pierre) (p. 4207) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4207) ; Croze (Pierre) (p. 4208) ; Stirn (Olivier) (p. 4208).

Français de l'étranger : MM. Matraja (Pierre) (p. 4207) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4207) ; Croze (Pierre) (p. 4208) ; Stirn (Olivier) (p. 4208).

Sécurité sociale : MM. Matraja (Pierre) (p. 4207) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4207) ; Croze (Pierre) (p. 4208) ; Stirn (Olivier) (p. 4208).

Travailleurs étrangers : MM. Matraja (Pierre) (p. 4207) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4207,4208) ; Croze (Pierre) (p. 4208) ; Stirn (Olivier) (p. 4208).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4208).

Article unique (*autorisation d'approbation de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale du 9 juillet 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc, signé à Paris le 21 mai 1979*). — Adopté (p. 4208).

Adoption [29 octobre 1980] (p. 4208).

22. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 et relatif au statut de l'école internationale de Bordeaux,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères [7 octobre 1980] (n° **15**, 1980-1981). Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Philippe Madrelle [12 novembre 1980] (n° **91**, 1980-1981). — Discussion [10 décembre 1980] (p. 6162, 6163). — Adoption [10 décembre 1980] (n° **28**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [11 décembre 1980] (n° **2151**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture).

(p. 6162, 6163).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6162). — *MM. Philippe Madrelle, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Ecole internationale de Bordeaux : MM. Madrelle (Philippe) (p. 6162) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6162).

Immunités diplomatiques : MM. Madrelle (Philippe) (p. 6162) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6162).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6163).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 et relatif au statut de l'école internationale de Bordeaux, signé à Paris le 10 juin 1980*). — Adopté (p. 6163).

Adoption [10 décembre 1980] (p. 6163).

23. — **Projet de loi autorisant l'approbation, d'une part, de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République portugaise signée le 29 juillet 1971, d'autre part, du protocole complémentaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise relatif à l'allocation supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [7 octobre 1980] (n° **16**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Roger Poudonson [24 octobre 1980] (p. 4203, 4204). — Adoption [29 octobre 1980] (n° **9**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [30 octobre 1980] (n° **2015**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de Mme Marie-Madeleine Dienesch [27 novembre 1980] (n° **2108**). — Discussion [11 décembre 1980]. — Adoption [11 décembre 1980] (n° **402**).

PROMULGATION : loi n° 80-1036 du 22 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets, du 23 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4203, 4204).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4203, 4204). — *MM. Roger Poudonson, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean-Pierre Cantegrit, Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Jacques Habert.*

Allocation supplémentaire du fonds national de solidarité : MM. Poudonson (Roger) (p. 4203, 4204) ; Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4204) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4204).

Français de l'étranger : MM. Cantegrit (Jean-Pierre) (p. 4204) ; Habert (Jacques) (p. 4204).

Travailleurs étrangers : MM. Poudonson (Roger) (p. 4203) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4204) ; Habert (Jacques) (p. 4204).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4204).

Article unique (*Autorisation d'approbation, d'une part, de l'avenant à la convention générale sur la sécurité sociale entre la République française et la République portugaise signée le 29 juillet 1971, d'autre part, du protocole complémentaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République portugaise relatif à l'allocation supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité, tous deux signés à Lisbonne le 1er octobre 1979*). — Adopté (p. 4204).

Adoption [29 octobre 1980] (p. 4204).

24. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [7 octobre 1980] (n° **17**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport de M. Gustave Héon [23 octobre 1980] (n° **45**, 1980-1981). — Discussion [29 octobre 1980] (p. 4209, 4210). — Adoption [29 octobre 1980] (n° **13**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [30 octobre 1980] (n° **2013**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Marc Masson [20 novembre 1980] (n° **2093**). — Discussion [11 décembre 1980]. — Adoption [11 décembre 1980] (n° **401**).

PROMULGATION : loi n° 80-1011 du 17 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets, du 18 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4209, 4210).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4209, 4210). — *MM. Gustave Héon, rapporteur de la commission des finances ; Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Commerce extérieur : MM. Héon (Gustave) (p. 4209) ; Stirn (Olivier) (p. 4209).

Impôt sur le revenu : MM. Héon (Gustave) (p. 4209) ; Stirn (Olivier) (p. 4210).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4210).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Paris le 30 novembre 1979*). — Adopté (p. 4210).

Adoption [29 octobre 1980] (p. 4210).

25. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Pemier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [23 mai 1980] (n° **1736**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [10 juin 1980]. — Rapport de M. Pierre-Bernard Cousté [30 juin 1980] (n° **1897**). — Discussion [10 octobre 1980]. — Adoption [10 octobre 1980] (n° **356**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [14 octobre 1980] (n° **31**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan [17 octobre 1980], à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [21 octobre 1980]. — Rapport de M. Jacques Genton [24 octobre 1980] (n° **57**, 1980-1981). — Avis de M. Jacques Valade au nom de la commission des affaires économiques [23 octobre 1980] (n° **46**, 1980-1981), de M. Gustave Héon au nom de la commission des finances [23 octobre 1980] (n° **48**, 1980-1981). — Discussion [29 octobre 1980] (p. 4189, 4200). — Adoption [29 octobre 1980] (n° **7**).

PROMULGATION : loi n° 80-870 du 5 novembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets, du 7 novembre 1980.

Discussion (première lecture).

[29 octobre 1980] (p. 4189, 4200).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4189, 4200). — *MM. Jacques Genton, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jacques Valade, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Gustave Héon, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Henri Duffaut, Gérard Gaud, Jean-François Pintat, Serge Boucheny, Jacques Descours Desacres, Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Richard Pouille.*

Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) : MM. Genton (Jacques) (p. 4192) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4199).

Belgique : M. Genton (Jacques) (p. 4189).

Centrales nucléaires : MM. Genton (Jacques) (p. 4190, 4191, 4192) ; Valade (Jacques) (p. 4192) ; Héon (Gustave) (p. 4193) ; Pintat (Jean-François) (p. 4195, 4196) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4197, 4198, 4199).

Electricité : MM. Valade (Jacques) (p. 4193) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4197).

Energie nucléaire : MM. Genton (Jacques) (p. 4189, 4190, 4191, 4192) ; Valade (Jacques) (p. 4193) ; Héon (Gustave) (p. 4193) ; Pintat (Jean-François) (p. 4195) ; Boucheny (Serge (p. 4196).

Energie nucléaire (politique électro-nucléaire) : MM. Valade (Jacques) (p. 4192, 4193) ; Pintat (Jean-François) (p. 4195) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4197, 4199).

Espagne : M. Genton (Jacques) (p. 4189).

Eurodif (société) (enrichissement de l'uranium) : MM. Genton (Jacques) (p. 4189, 4190, 4191, 4192) ; Valade (Jacques) (p. 4193) ; Héon (Gustave) (p. 4193, 4194) ; Duffaut (Henri) (p. 4194, 4200) ; Gaud (Gérard) (p. 4194, 4195) ; Pintat (Jean-François) (p. 4195, 4196) ; Boucheny (Serge) (p. 4196) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 4196, 4199, 4200) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4197, 4198, 4199) ; Pouille (Richard) (p. 4200).

Impôts (exonérations) : MM. Genton (Jacques) (p. 4191) ; Héon (Gustave) (p. 4193, 4194) ; Duffaut (Henri) (p. 4194) ; Gaud (Gérard) (p. 4194, 4195) ; Pintat (Jean-François) (p. 4196) ; Boucheny (Serge) (p. 4196) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 4196) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4197, 4199).

Impôts locaux : MM. Genton (Jacques) (p. 4192) ; Héon (Gustave) (p. 4193, 4194) ; Duffaut (Henri) (p. 4194, 4200) ; Gaud (Gérard) (p. 4194, 4195) ; Boucheny (Serge) (p. 4196) ; Descours Desacres (Jacques) (p. 4196, 4199, 4200) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4198).

Iran : MM. Genton (Jacques) (p. 4190) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4197).

Italie : MM. Genton (Jacques) (p. 4189, 4190) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4197).

Uranium (minerai) : M. Genton (Jacques) (p. 4190, 4191).

Uranium (Traitement de l') : MM. Genton (Jacques) (p. 4189, 4190, 4191) ; Valade (Jacques (p. 4192, 4193) ; Héon (Gustave) (p. 4193) ; Pintat (Jean-François) (p. 4195) ; Boucheny (Serge) (p. 4196) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 4197).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4200).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la Pépublique française, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume d'Espagne, relative à la société Eurodif, signée à Paris le 20 mars* 1980).

Scrutin public (p. 4200, n° 5 ; liste des votants p. 4241).

Adoption [29 octobre 1980] (p. 4200).

26. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [16 octobre 1980] (n° **39,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Max Lejeune [29 octobre 1980] (n° **63,** 1980-1981). — Discussion [5 novembre 1980] (p. 4394, 4400). — Adoption [5 novembre 1980] (n° **20**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [6 novembre 1980] (n° **2032**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 novembre 1980]. — Rapport de M. Georges Gorse [13 novembre 1980] (n° **2064**). — Avis de M. Dominique Pervenche [13 novembre 1980] (n° **2067**). — Discussion [21 novembre 1980]. — Adoption [21 novembre 1980] (n° **366**).

PROMULGATION : loi n° 80-937 du 27 novembre 1980 (*J.O.* lois et décrets du 28 novembre 1980).

Discussion (première lecture).

[5 novembre 1980] (p. 4394, 4400).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4394, 4400). — *MM. Max Lejeune, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Charles de Cuttoli, Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Jean Garcia, Olivier Stirn, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs immigrés).*

Allocation retour (travailleurs étrangers) : MM. Max Lejeune (p. 4395) ; Schwint (Robert) (p. 4397) ; Stirn (Olivier) (p. 4398) ; Stoleru (Lionel) (p. 4399, 4400).

Assurance vieillesse : MM. Max Lejeune (p. 4395) ; Stirn (Olivier) (p. 4399).

Change : M. Max Lejeune (p. 4396).

Chômage : MM. Max Lejeune (p. 4395) ; Stirn (Olivier) (p. 4398).

Etudiants : M. Max Lejeune (p. 4395).

Français de l'étranger (Algérie) : MM. Max Lejeune (p. 4395) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4396) ; Stirn (Olivier) (p. 4398, 4399).

Libertés publiques : M. Max Lejeune (p. 4396).

Travail clandestin : M. Max Lejeune (p. 4395).

Travailleurs étrangers : MM. Max Lejeune (p. 4395, 4396) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4396) ; Schwint (Robert) (p. 4397) ; Garcia (Jean) (p. 4398) ; Stirn (Olivier) (p. 4398, 4399) ; Stoléru (Lionel) (p. 4399, 4400).

Sécurité sociale (généralités) : MM. Max Lejeune (p. 4395) ; Cuttoli (Charles de) (p. 4396) ; Schwint (Robert) (p. 4397) ; Stirn (Olivier) (p. 4399) ;

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4400).

Article 1er (*autorisation d'approbation de l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980 relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille*). — Adopté (p. 4400).

Article 2 (*autorisation d'approbation de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale, ensemble un protocole général et un protocole annexe à la convention générale relatif aux soins de santé dispensés en France à certaines catégories d'assurés sociaux algériens*). — Adopté (p. 4400).

Explication de vote :

— *M. Louis Longequeue* (p. 4400) : convention et évolution des rapports franco-algériens. Incidence du conflit du Sahara occidental sur les relations entre les deux pays. Incitations aux retours volontaires. Vente des biens français en Algérie et autorisations de transferts en France. Vote favorable du groupe socialiste.

Adoption [5 novembre 1980] (p. 4400).

27. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement et d'une convention relative à la circulation des personnes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1924**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Yves Guéna [6 novembre 1980] (n° **2051**). — Discussion [21 novembre 1980]. — Adoption [21 novembre 1980] (n° **367**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [22 novembre 1980] (n° **111,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Gérard Gaud [11 décembre 1980] (n° **161,** 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6551). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **49**).

PROMULGATION : loi n° 80-1043 du 23 décembre 1980 (*J.O.* Lois et décret du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6551).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6551). — *MM. Gérard Gaud, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Circulation des personnes : MM. Gaud (Gérard) (p. 6551) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6551).

Etrangers : MM. Gaud (Gérard) (p. 6551) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6551).

Etudiants : MM. Gaud (Gérard) (6551) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6551).

Français de l'étranger : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6551).

Travailleurs étrangers : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6551).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6551).

Article 1er (*Autorisation d'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali, signée à Bamako, le 11 février 1977*). — Adopté (p. 6551).

Article 2 (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali relative à la circulation des personnes, ensemble un protocole et un échange de lettres signés à Bamako le 11 février 1977, ainsi qu'un avenant signé à Bamako le 1er février 1979*). — Adopté (p. 6551).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6551).

28. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1922**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Charles Ehrmann [23 octobre 1980] (n° **2010**). — Discussion [21 novembre 1980]. — Adoption [21 novembre 1980] (n° **368**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [22 novembre 1980] (n° **112**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport de M. Yves Durand [11 décembre 1980] (n° **173**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6560, 6561). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **59**).

PROMULGATION : loi n° 80-1049 du 23 décembre 1980 (*J.O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6560, 6561).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6560, 6561). — *MM. Yves Durand, rapporteur de la commission des finances ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Impôts (doubles impositions) : MM. Durand (Yves) (p. 6560) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6560).

Timor-Oriental : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6560).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6561).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Jakarta le 14 septembre 1979, et celle du protocole signé le même jour*). — Adopté (p. 6561).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6561).

29. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord particulier de coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice, ensemble un échange de lettres,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [11 juin 1980] (n° **1798**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Jean-Marie Caro [6 novembre 1980] (n° **2048**). — Discussion [21 novembre 1980]. — Adoption [21 novembre 1980] (n° **369**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [22 novembre 1980] (n° **113**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Max Lejeune [11 décembre 1980] (n° **162**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6552). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **50**).

PROMULGATION : loi n° 80-1050 du 23 décembre 1980 (*J.O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6552).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6552). — *MM. Pierre Merli, en remplacement de M. Max Lejeune, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Coopération militaire : MM. Merli (Pierre) (p. 6552) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6552).

Gendarmerie : MM. Merli (Pierre) (p. 6552) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6552).

Maurice (île) : MM. Merli (Pierre) (p. 6552) ; Bernard- Reymond (Pierre) (p. 6552).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6552).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'accord particulier de coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice, ensemble un échange de lettres, signé à Paris le 25 mai 1979*). — Adopté (p. 6552).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6552).

30. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole),** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1931**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Edouard Frédéric-Dupont [13 novembre 1980] (n° **2063**). — Discussion [21 novembre 1980]. — Adoption [21 novembre 1980] (n° **370**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIERE LECTURE) [22 novembre 1980] (n° **114**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport de M. Yves Durand [11 décembre 1980] (n° **172**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980]. — Adoption [20 décembre 1980] (n° **60**).

PROMULGATION : loi n° 80-1044 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6561, 6563).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6561, 6563). — *MM. Yves Durand, rapporteur de la commission des finances ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ; Jacques Habert, Gérard Gaud, Adolphe Chauvin, Serge Boucheny, Mme Cécile Goldet.*

Amnesty international : MM. Gaud (Gérard) (p. 6562) ; Chauvin (Adolphe) (p. 6562).

Argentine : MM. Durand (Yves) (p. 6561) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6561, 6563) ; Habert (Jacques) (p. 6561, 6562) ; Gaud (Gérard) (p. 6562) ; Chauvin (Adolphe) (p. 6562) ; Boucheny (Serge) (p. 6562, 6563) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 6563).

Commissions d'enquête et missions d'information (missions d'information) : MM. Gaud (Gérard) (p. 6562) ; Chauvin (Adolphe) (p. 6562).

Détenus (détenus politiques) : MM. Habert (Jacques) (p. 6561, 6562) ; Gaud (Gérard) (p 6562).

Droits de l'homme : MM. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6561), 6563) ; Habert (Jacques) (p. 6561) ; Gaud (Gérard) (p. 6562) ; Chauvin (Adolphe) (p. 6562) ; Boucheny (Serge) (p. 6562) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 6563).

Français de l'étranger : MM. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6561, 6563) ; Habert (Jacques) (p. 6561) ; Boucheny (Serge) (p. 6562).

Impôts (doubles impositions) : MM. Durand (Yves) (p. 6561) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6561) ; Gaud (Gérard) (p. 6562).

U. R. S. S. : MM. Chauvin (Adolphe) (p. 6562) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6563) ; Boucheny (Serge) (p 6563)

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6563). — *M. Raymond Bourgine.*

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles*

impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Buenos Aires le 4 avril 1979). — Adopté (p. 6563).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6563).

31. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie relatif aux privilèges et immunités des représentants de la République socialiste fédérative de Yougoslavie auprès de l'organisation de coopération et de développement économique en France, ensemble un échange de lettres,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [11 juin 1980] (n° **1797**). Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Raymond Julien [23 octobre 1980] (n° **2009**). Discussion [27 novembre 1980]. — Adoption [27 novembre 1980] (n° **378**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [28 novembre 1980] (n° **123**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Gérard Gaud [11 décembre 1980] (n° **163**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6553, 6554). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **52**).

PROMULGATION : loi n° 80-1053 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6553, 6554).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6553, 6554). — *MM. Gérard Gaud, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Immunités diplomatiques : MM. Gaud (Gérard) (p. 6553, 6554) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6554).

Organisation de coopération et de développement économique (*O. C. D. E.*) : MM. Gaud (Gérard) (p. 6553, 6554) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6554)

II — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6554).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie relatif aux privilèges et immunités des représentants de la République socialiste fédérative de Yougoslavie auprès de l'organisation de coopération et de développement économique en France, ensemble un échange de lettres, signé à Paris le 24 juillet 1979*). — Adopté (p. 6554).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6554).

32. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière d'enseignement, de sciences et de culture entre la République française et la République du Niger, ensemble deux échanges de lettres,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [11 juin 1980] (n° **1786**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Yves Guéna [6 novembre 1980] (n° **2052**). — Discussion [27 novembre 1980]. — Adoption [27 novembre 1980] (n° **379**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [28 novembre 1980] (n° **124**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Francis Palmero [11 décembre 1980] (n° **164**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6554, 6555). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **53**).

PROMULGATION : loi n° 80-1047 du 23 décembre 1980 (*J. O.*, Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6554, 6555).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6554, 6555) : *MM. Francis Palmero rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Coopération culturelle : MM. Palmero (Francis) (p. 6554) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6555).

Diplômes : MM. Palmero (Francis) (p. 6554) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6555).

Enseignants : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6555).

Enseignement supérieur : MM. Palmero (Francis) (p. 6554) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6555).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6555).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'accord de coopération en matière d'enseignement, de sciences et de culture entre la République française et la République du Niger, ensemble deux échanges de lettres, signé à Niamey le 19 février 1977*). — Adopté (p. 6555).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6555).

33. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international pour la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [11 juin 1980] (n° **1796**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Claude-Gérard Marcus [6 novembre 1980] (n° **2047**). — Discussion [27 novembre 1980]. — Adoption [27 novembre 1980] (n° **380**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [28 novembre 1980] (n° **125**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Michel d'Aillières [11 décembre 1980] (n° **165**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980]. — Adoption [20 décembre 1980] (n° **54**).

PROMULGATION : loi n° 80-1046 du 23 décembre 1980 (*J. O.*, Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6555, 6556).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6555, 6556) : *MM. Michel Caldaguès, en remplacement de M. Michel d'Aillières, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Communautés européennes : MM. Caldaguès (Michel) (p. 6555) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6555, 6556).

Météorologie : MM. Caldaguès (Michel) (p. 6555) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6555, 6556).

Océanographie : MM. Caldaguès (Michel) (p. 6555) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6555, 6556).

Stations océaniques : MM. Caldaguès (Michel) (p. 6555) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6555, 6556).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6556).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'accord international pour la mise en place d'un réseau expérimental de stations océaniques [ensemble sept annexes], signé à Bruxelles le 15 décembre 1977*). — Adopté (p. 6556).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6556).

34. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération économique, technique, scientifique et culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1923**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. François d'Harcourt [6 novembre 1980] (n° **2049**). — Discussion [27 novembre 1980]. — Adoption [27 novembre 1980] (n° **381**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [28 novembre 1980] (n° **126**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Francis Palméro [11 décembre 1980] (n° **169**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6557, 6558). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **56**).

PROMULGATION : loi n° 80-1051 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6557, 6558).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6557, 6558) : *MM. Francis Palmero, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Coopérants : M. Palmero (Francis) (p. 6558).

Coopération : MM. Palmero (Francis) (p. 6557, 6558) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6558).

Guinée équatoriale : MM. Palmero (Francis) (p. 6558) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6558).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6558).

Article unique (*Autorisation d'approbation de l'accord de coopération économique, technique, scientifique et culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale, signé à Paris le 28 novembre 1979*). — Adopté (p. 6558).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6558).

35. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin sur la sécurité sociale (ensemble cinq protocoles),** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [20 octobre 1980] (n° **1930**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Gérard Bordu [6 novembre 1980] (n° **2050**). — Dicussion [27 novembre 1980]. — Adoption [27 novembre 1980] (n° **382**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [28 novembre 1980] (n° **127**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Philippe Machefer [11 décembre 1980] (n° **166**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6558, 6559). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **57**).

PROMULGATION : loi n° 80-1045 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6558, 6559).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6558, 6559) : *MM. Philippe Machefer, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Français de l'étranger : MM. Machefer (Philippe) (p. 6558, 6559) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6559).

Sécurité sociale : MM. Machefer (Philippe) (p. 6558, 6559) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6559).

Travailleurs étrangers : MM. Machefer (Philippe) (p. 6558, 6559) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6559).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6559).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bénin sur la sécurité sociale (ensemble cinq protocoles), signée à Cotonou le 6 novembre 1979*). — Adopté (p. 6559).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6559).

36. — **Projet de loi autorisant la ratification des protocoles additionnels n°s 2 et 3 à la convention revisée pour la navigation du Rhin et du protocole de signature au protocole additionnel n° 2,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [11 juin 1980] (n° **1787**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Emile Muller [13 novembre 1980] (n° **2065**). — Discussion [27 novembre 1980]. — Adoption [27 novembre 1980] (n° **383**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [28 novembre 1980] (n° **128**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Pierre Merli [11 décembre 1980] (n° **170**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6552, 6553). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **51**).

PROMULGATION : loi n° 80-1048 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6552, 6553).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6552, 6553) : *MM. Pierre Merli, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

Communauté économique européenne (C. E. E.) : MM. Merli (Pierre) (p. 6553) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6553).

Navigation fluviale : MM. Merli (Pierre) (p. 6552, 6553) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6553).

Rhin : MM. Merli (Pierre) (p. 6552, 6553) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6553).

Rhin (liaison fluviale Rhin—Main—Danube) : M. Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6553).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6553).

Article unique (*Autorisation de ratification : 1° du protocole additionnel n° 2 et du protocole de signature qui en fait partie intégrante ; 2° du protocole additionnel n° 3, à la convention revisée pour la navigation du Rhin, signée à Mannheim le 17 octobre 1868 et amendée par la convention de Strasbourg du 20 novembre 1963 ; lesdits protocoles signés à Strasbourg le 17 octobre 1979*). — Adopté (p. 6553).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6553).

37. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cap-Vert sur la sécurité sociale, ensemble un protocole général,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1927**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Bernard Deschamps [20 novembre 1980] (n° **2090**). — Discussion [4 décembre 1980]. — Adoption [4 décembre 1980] (n° **389**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [4 décembre 1980] (n° **144**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Philippe Machefer [18 décembre 1980] (n° **197**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6559, 6560). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **58**).

PROMULGATION : loi n° 80-1052 du 23 décembre 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6559, 6560).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6559, 6560) : *MM. Philippe Machefer, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Cap-Vert (République du) : MM. Machefer (Philippe) (p. 6559) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6560).

Coopération : MM. Machefer (Philippe) (p. 6559, 6560) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6560).

Français de l'étranger : M. Machefer (Philippe) (p. 6559).

Sécurité sociale : MM. Machefer (Philippe) (p. 6559, 6560) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6560).

Travailleurs étrangers : MM. Machefer (Philippe) (p. 6559) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6560).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6560).

Article unique (*Autorisation d'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cap-Vert sur la sécurité sociale, ensemble un protocole général, signés à Paris le 15 janvier 1980*). — Adopté (p. 6560).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6560).

38. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies sur le transport de marchandises par mer,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1929**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Guy Guermeur [20 novembre 1980] (n° **2089**). — Discussion [4 décembre 1980]. — Adoption [4 décembre 1980] (n° **390**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [4 décembre 1980] (n° **145**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées.

39. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre annexes et deux protocoles, signée à Paris le 10 novembre 1978,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [25 février 1980]

(n° **1578**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. René Feït [14 mai 1980] (n° **1713**). — Discussion [9 décembre 1980]. — Adoption [9 décembre 1980] (n° **393**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [10 décembre 1980] (n° **153**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées.

40. — **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [23 mai 1980] (n° **1737**). Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. René Feït [20 novembre 1980] (n° **2092**). — Discussion [9 décembre 1980]. — Adoption [9 décembre 1980] (n° **394**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [10 décembre 1980] (n° **155**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées.

41. — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1921**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [23 octobre 1980]. — Rapport de M. Alain Vivien [11 décembre 1980] (n° **2146**). — Avis de M. Jacques Delong [4 décembre 1980] (n° **2121**). — Discussion [12 décembre 1980]. — Adoption [12 décembre 1980] (n° **405**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [15 décembre 1980] (n° **177**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. — Pour avis à la commission des affaires sociales [19 décembre 1980].

42. — **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la Banque africaine de développement,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [4 novembre 1980] (n° **2023**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. François d'Harcourt [11 décembre 1980] (n° **2147**). — Discussion [12 décembre 1980]. — Adoption [12 décembre 1980] (n° **406**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [15 décembre 1980] (n° **178**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Changement de saisine : renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [16 décembre 1980]. — Rapport de M. Michel Caldaguès [18 décembre 1980] (n° **198**, 1980-1981). — Discussion [20 décembre 1980] (p. 6556, 6557). — Adoption [20 décembre 1980] (n° **55**).

PROMULGATION : loi n° 80-1054 du 23 décembre 1980 (*J. O.*, Lois et décrets du 24 décembre 1980).

Discussion (première lecture).

[20 décembre 1980] (p. 6556, 6557).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6556, 6557) : *MM. Michel Caldaguès, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

Banque africaine de développement : MM. Caldaguès (Michel) (p. 6556, 6557) ; Bernard-Reymond (Pierre) (p. 6557).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6557).

Article unique (*Autorisation d'adhésion de la République française à l'accord signé à Khartoum le 4 août 1963 et portant création de la Banque africaine de développement, amendé par les résolutions 05-79 et 07-79 du conseil des gouverneurs du 17 mai 1979.*) — Adopté (p. 6557).

Adoption [20 décembre 1980] (p. 6557).

43. — **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède (ensemble un protocole),** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères [2 octobre 1980] (n° **1928**). — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapport de M. Pierre Joxe [27 novembre 1980] (n° **2107**). — Discussion [18 décembre 1980]. — Adoption [18 décembre 1980] (n° **414**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [19 décembre 1980] (n° **203**, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

(Traités et conventions.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2661**.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **319, 335**.

(Accords d'Helsinki.)

Voir CONFÉRENCE D'HELSINKI.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **330**.

(Accords : strategic arms limitation treaty [Salt].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Affaires étrangères.

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **408**.

(Ratification.)

Voir QUESTION ORALE, n° **2810**.

TRANSPORTEURS

Voir QUESTION ORALE, n° **2788**.

TRANSPORTS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

(Transports [coordination des].)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Transports.

TRANSPORTS AERIENS

1. — **Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime et du transport par air,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Joël Le Theule, ministre des transports [30 juin 1979] (n° **469**, 1978-1979). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport de M. Bernard Legrand [17 avril 1980] (n° **210**, 1979-1980). — Discussion [29 mai 1980] (p. 2194, 2199). — Adoption [29 mai 1980] (n° **67**).

NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères.** »

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [30 mai 1980] (n° **1771**). — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapport de M. Alain Mayoud [19 juin 1980] (n° **1814**). — Discussion [24 juin 1980]. — Adoption [24 juin 1980] (n° **324**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [25 juin 1980] (n° **339**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport de M. Bernard Legrand [26 juin 1980] (n° **352**, 1979-1980). — Discussion [30 juin 1980] (p. 3386, 3387). — Adoption [30 juin 1980] (n° **119**).

PROMULGATION : loi n° 80-538 du 16 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 17 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[29 mai 1980] (p. 2194, 2199).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2194, 2196) : *MM. Bernard Legrand, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Joël Le Theule, ministre des transports.*

Airbus (avion) : M. Legrand (Bernard) (p. 2194).

Concurrence internationale : MM. Legrand (Bernard) (p. 2194, 2195) ; Le Theule (Joël) (p. 2195, 2196).

Etats-Unis d'Amérique (législation anti-trust) : MM. Legrand (Bernard) (p. 2194) ; Le Theule (Joël) (p. 2195, 2196).

Transports aériens (tarifs) : MM. Legrand (Bernard) (p. 2194, 2195) ; Le Theule (Joël) (p. 2195, 2196).

Uranium : M. Le Theule (Joël) (p. 2196).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2196, 2199) : *MM. Joël Le Theule, ministre ; Bernard Legrand, rapporteur.*

Article 1er (*Modification du titre de la loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 relative à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime*) (p. 2196 et 2198).

Adopté : amendement n° 5 de M. Joël Le Theule, ministre : extension de la loi du 26 juillet 1968 aux transports par air (p. 2198).

Retiré : amendement n° 1 de M. Bernard Legrand, rapporteur : application de la loi du 26 juillet 1968 aux transports (p. 2198) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2198).

Article 2 (*Interdiction de communiquer à des autorités publiques étrangères les documents ou renseignements relatifs aux transports par mer ou par air*) (p. 2197).

Adoptés : amendement n° 2 de M. Bernard Legrand, rapporteur : application de la loi aux personnes morales « de droit privé » (p. 2197) ; amendement n° 6 de M. Joël Le Theule, ministre : application de la loi aux communications de tous documents ou renseignements économiques commerciaux ou techniques (p. 2197) ; amendement n° 7 de M. Joël Le Theule, ministre : définition des documents et des renseignements concernés par arrêtés ministériels (p. 2197) ; amendement n° 8 de M. Joël Le Theule, ministre : principe de l'interdiction de recherche ou de communication de tout document ou renseignement dans le cadre de procédures judiciaire ou administrative étrangères (p. 2197).

Retiré : amendement n° 3 de M. Bernard Legrand, rapporteur : application de la loi aux documents ou renseignements relatifs aux transports (p. 2197) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 2197).

Article 3 (*Information du ministre pour toute demande de communication de documents ou renseignements*) (p. 2197).

Adopté : amendement de coordination n° 9 de M. Joël Le Theule, ministre (p. 2198) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 2198).

Après l'article 3 (p. 2198).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Joël Le Theule, ministre : infraction à la loi et augmentation du montant des amendes (p. 2198) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2198).

Nouvel intitulé (p. 2198).

Adopté : amendement n° 4 de M. Bernard Legrand, rapporteur : nouvel intitulé : « Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères » (p. 2198) ;

— l'intitulé du projet de loi, ainsi modifié, est adopté (p. 2198).

Explication de vote :

— *M. Serge Boucheny* (p. 2198) : vote défavorable du groupe communiste : efficacité des compagnies monopolistes américaines et insuffisance de la protection des sociétés françaises ; exemple de l'industrie aéronautique et des transports par air ; cas du Concorde ; (p. 2199) : assimilation de l'association internationale des transports aériens (I. A. T. A.) à un trust par la loi américaine ; inapplication de la loi de 1968 sur le commerce maritime français ; sacrifice de l'intérêt national.

— *Intervention de M. Joël Le Theule, ministre* (p. 2199) : qualité de l'instrument législatif prévu par le projet ; application de la loi et publications des décrets.

Adoption [29 mai 1980] (p. 2199).

Discussion (deuxième lecture).

[30 juin 1980] (p. 3386, 3387).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3386) : *MM. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques, en remplacement de M. Bernard Legrand, rapporteur ; Joël Le Theule, ministre des transports.*

Documents (communication de) : M. Chauty (Michel) (p. 3386).

Etats-Unis (législation anti-trust) : M. Chauty (Michel) (p. 3386).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3387).

Articles 1er à 4. — Adoptés (p. 3387).

Adoption [30 juin 1980] (p. 3387).

(Transports aériens.)

Voir CONTRÔLEURS DE LA NAVIGATION AÉRIENNE.

LOI DE FINANCES, 6, Tourisme ; Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information ; Transports ; Départements d'outre-mer ; Education ; Aménagement du territoire.

QUESTIONS ORALES, n°s **2658, 2667, 2689, 2753, 51.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 416.**

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **3.**

(Transports aériens [tarifs].)

Voir TRANSPORTS AÉRIENS, **1,** D. G.

TRANSPORTS EN COMMUN

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'article 6.

QUESTION ORALE, n° **2788.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **469.**

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Voir CAR-FERRY.

LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Aménagement du territoire.

QUESTIONS ORALES, n°s **2642, 2701.**

SOCIÉTÉS (SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS, S. N. C. F).

TRANSPORTS FLUVIAUX

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

TRAITÉS ET CONVENTIONS, **36,** D. G.

TRANSPORTS MARITIMES

Voir LOI DE FINANCES, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Départements d'outre-mer.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1,** D. G.

QUESTION ORALE, n° **2757.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **317.**

TRANSPORTS ROUTIERS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Aménagement du territoire.

TRANSPORTS SANITAIRES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale.

TRANSPORTS SCOLAIRES

Voir FAMILLE, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'art. **2** *quater ;* Agriculture ; Transports ; Education.

QUESTIONS ORALES, n°s **2775, 2788.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

TRANSPORTS TERRESTRES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

TRANSPORTS URBAINS

Voir LOI DE FINANCES, 6, Transports.
TRANSPORTS EN COMMUN.

TRAVAIL

Voir LOI DE FINANCES, 6, Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE, n° 40.

(Travail [aménagement du temps de].)

Voir LOI DE FINANCES, 6, Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
TRAVAIL (DURÉE DU).

(Travail forcé.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, 3.

TRAVAIL (Conditions du)

Voir QUESTIONS ORALES, n°s 2658, 2670, 2740, 2753, 2835.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 162, 328, 332, 338, 339, 357, 373, 374.

TRAVAIL (Durée du)

1. — **Proposition de loi tendant à la réduction du temps de travail hebdomadaire,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur et plusieurs de ses collègues [18 avril 1980] (n° 217, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. — **Projet de loi relatif au travail à temps partiel,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation [7 octobre 1980] (n° 4, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. Jean Gravier [29 octobre 1980] (n° 64, 1980-1981). — Urgence. — Discussion [5 novembre 1980] (p. 4401, 4431). — Adoption [5 novembre 1980] (n° 22).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [6 novembre 1980] (n° 2033). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de Mme Hélène Missoffe [20 novembre 1980] (n° 2081). — Discussion [25, 26 novembre 1980]. — Adoption [26 novembre 1980] (n° 375).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [27 novembre 1980] (n° 120, 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de Mme Hélène Missoffe [10 décembre 1980] (n° 2143). — Discussion [10 décembre 1980]. — Adoption [10 décembre 1980] (n° 400).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. Robert Schwint en remplacement de M. Jean Gravier [10 décembre 1980] (n° 154, 1980-1981). — Discussion [17 décembre 1980] (p. 6393, 6395). — Adoption [17 décembre 1980] (n° 41).

Décision du Conseil constitutionnel du 21 janvier 1981 (*J.O.* Lois et décrets du 24 janvier 1981).

PROMULGATION : loi n° 8-64 du 28 janvier 1981 (*J.O.* Lois et décrets du 29 janvier 1981).

Discussion (première lecture).

[5 novembre 1980] (p. 4401, 4431).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4401, 4410) : *MM. Jean Gravier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Chérioux, Jacques Bialski, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation ; Mmes Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emplois féminins) ; Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la famille et de la condition féminine.*

Congés (congés payés) : M. Bialski (Jacques) (p. 4405) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4408).

Conventions collectives : M. Gravier (Jean) (p. 4403).

Emploi : MM. Gravier (Jean) (p. 4402) ; Bialski (Jacques) (p. 4405) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4406, 4407) ; M. Mattéoli (Jean) (p. 4409).

Entreprises : MM. Gravier (Jean) (p. 4402) ; Mattéoli (Jean) (p. 4409).

Politique familiale : M. Chérioux (Jean) (p. 4404) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 4410).

Rapport Lucas (travail à temps partiel) : Mmes Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4406) ; Pasquier (Nicole) (p. 4409).

Retraite (âge de la) : M. Bialski (Jacques) (p. 4405) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4408).

Retraite des cadres : MM. Gravier (Jean) (p. 4403) ; Chérioux (Jean) (p. 4404) ; Bialski (Jacques) (p. 4406).

Syndicats professionnels : MM. Gravier (Jean) (p. 4403) ; Chérioux (Jean) (p. 4404) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4407).

Travail à temps partiel : MM. Gravier (Jean) (p. 4401, 4402, 4403) ; Chérioux (Jean) (p. 4403, 4404) ; Bialski (Jacques) (p. 4404, 4405, 4406) ; Mme Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4406, 4407) ; M. Mattéoli (Jean) (p. 4408, 4409) ; Mmes Pasquier (Nicole) (p. 4409, 4410) ; Pelletier (Monique) (p. 4410).

Travail des femmes : MM. Gravier (Jean) (p. 4402) ; Chérioux (Jean) (p. 4404) ; Bialski (Jacques) (p. 4405) ; Mmes Beaudeau (Marie-Claude) (p. 4406) ; Pasquier (Nicole) (p. 4409, 4410).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4410, 4431) : *M. Jean Mattéoli, ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Jacques Bialski, Jean Gravier, rapporteur ; André Méric, Marcel Gargar, Jacques Eberhard, Bernard Legrand, Louis Souvet, Mme Rolande Perlican, MM. Jean Chérioux, Etienne Dailly, Louis Virapoullé.*

Avant l'article 1er (p. 4410).

Irrecevables (art. 48, alinéa 3, du règlement du Sénat ; scrutin public sur l'irrecevabilité n° 18, p. 4411 ; liste des votants p. 4442) : amendement n° 27 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron ; répartition hebdomadaire de la durée du travail ; amendement n° 28 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : réduction à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire du travail ; amendement n° 29 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : durée hebdomadaire maximale du travail et modalités de récupération des heures supplémentaires ; amendement n° 30 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : raccourcissement immédiat à trente-huit heures de la durée hebdomadaire du travail ; modalités particulières pour les travaux pénibles, le travail en semi-continu et le travail en continu ; amendement n° 31 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : système de majoration des salaires pour les heures supplémentaires ; amendement n° 32 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : fixation de l'âge d'ouverture à la retraite pour les hommes et les femmes et les travailleurs affectés à des travaux pénibles ; amendement n° 33 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : conditions d'attribution de la cinquième semaine de congés payés (p. 4411).

Article 1er (*Introduction d'une section II relative à l'aménagement du temps de travail dans le chapitre II du titre premier du livre II du code du travail et modifications d'harmonisation*). — Adopté (p. 4411).

Article 2 (*Art. L. 212-4-2 à L. 212-4-5 du code du travail : travail à temps partiel*) (p. 4411).

Adoptés : amendement n° 3 de M. Jean Gravier, rapporteur : travail à temps partiel et avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel ; transmission à l'autorité compétente (p. 4413) ; amendement n° 4 de M. Jean Gravier, rapporteur : rémunération du travail à temps partiel et référence à celle versée aux salariés à temps plein occupant, à qualification égale, un emploi équivalent (p 4414) ; amendement rédactionnel n° 5 de M. Jean Gravier, rapporteur (p. 4416) ; amendement n° 6 de M. Jean Gravier, rapporteur : caractéristiques et contenu du contrat de travail des salariés à temps partiel (p. 4419) ; amendement n° 2 de MM. Jean Chérioux et Louis Souvet : conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel pour le calcul des seuils d'effectif ; nombre de postes de travail occupés pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux (p. 4427 ; précédemment réservé, p. 4424 ; scrutin public n° 21 ; liste des votants, p. 4444 et 4445) ; amendement n° 8 de M. Jean Gravier, rapporteur : travailleurs à temps partiel et droit de priorité à un emploi à temps complet dans le même établissement ou, à défaut, dans la même entreprise (p. 4424).

Rejetés : amendement n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : travail à temps partiel et négociations entre

les partenaires sociaux ; identité de droits avec les travailleurs à temps complet (p. 4413) ; amendement n° 17 de M. Jacques Bialski : travail à temps partiel et négociations entre les partenaires sociaux ; intervention de l'inspection du travail en cas de désaccord (p. 4413) ; amendement n° 34 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : plafond à l'emploi de salariés à temps partiel ; exception pour les entreprises employant moins de dix salariés (p. 4414 ; scrutin public n° 19 ; liste des votants p. 4443) ; amendement n° 35 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : principe de la proportionnalité de la rémunération (p. 4414) ; amendement n° 36 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : modalités de calcul de l'indemnité de licenciement et de départ à la retraite des salariés à temps partiel (p. 4416) ; sous-amendement n° 45 de M. André Méric : perception intégrale des indemnités pour les salariés à temps complet lors de leur licenciement sous condition d'une convention collective le prévoyant (p. 4416) ; amendement n° 38 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : droits à la retraite et assimilation des années de travail à temps partiel à des années à temps complet (p. 4416) ; amendement n° 39 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : assimilation des contrats de travail des salariés à temps partiel à un contrat de travail de droit commun (p. 4418) ; sous-amendement n° 1 de MM. Louis Souvet et Jean Chérioux à l'amendement n° 6 de M. Jean Gravier, rapporteur : travail à temps partiel et suppression de la notion de travail hebdomadaire (p. 4419) ; amendement n° 18 de M. Jacques Bialski : majorations de rémunération des salariés à temps partiel pour heures complémentaires (p. 4419) ; amendement n° 41 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'intervention d'un décret pour l'application des dispositions relatives au travail à temps partiel (p. 4420) ; amendement n° 19 de M. Jacques Bialski : seuils sociaux et prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel (p. 4423 ; scrutin public n° 20 ; liste des votants p. 4444) ; amendement n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar : seuils sociaux et prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel (p. 4423) ; amendement n° 43 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par M. Marcel Gargar ; droit de priorité à l'attribution d'un emploi à temps complet ; mesures d'adaptation pour les petites entreprises (p. 4424) ; amendement n° 20 de M. Jacques Bialski : exercice temporaire d'une activité à temps partiel et droit automatique à réintégration dans un emploi à temps plein (p. 4424).

Retirés : amendement n° 7 de M. Jean Gravier, rapporteur : sécurité du personnel et exclusion des mesures d'adaptation pour la comptabilisation des effectifs (p. 4422) ; amendement n° 16 de M. Henri Caillavet, soutenu par M. Bernard Legrand : suppression des dispositions de cet article concernant l'adaptation de la méthode de comptabilisation des effectifs pour la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux (p. 4422) ; amendement n° 24 de M. Bernard Legrand : conditions de prise en compte des travailleurs à temps partiel dans le calcul des seuils d'effectif (p. 4423).

Devient sans objet : amendement n° 40 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron, soutenu par Mme Rolande Perlican : suppression des dispositions de cet article concernant la réalisation d'heures complémentaires (p. 4419) ;

— l'article 2, ainsi modifié, est adopté (p. 4427 ; précédemment réservé p. 4424).

Après l'article 2 (p. 4424).

Adoptés : amendement n° 9 (art. additionnel) de M. Jean Gravier, rapporteur : travail à temps partiel et information des représentants du personnel (p. 4425) ; amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Jean Gravier, rapporteur : limitation de l'éligibilité des salariés à temps partiel à une seule entreprise (p. 4425) ; amendement n° 26 (art. additionnel) de MM. Jean Chérioux et Louis Sauvet : travail à temps partiel et aménagement des conditions d'application des seuils autres que les seuils sociaux (p. 4427) ; sous-amendement n° 46 de M. Jean Mattéoli, ministre : références au versement transport, à la participation des employeurs à l'effort de construction et aux conditions de versement des cotisations de sécurité sociale (p. 4427) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 4425 et 4427).

Article 3 (*Limitation des charges sociales des employeurs*). — Adopté (p. 4427).

Article 4 (*Simultanéité de l'abattement d'assiette et du versement des cotisations de sécurité sociale*) (p. 4427).

Adoptés : amendement rédactionnel n° 11 de M. Jean Gravier, rapporteur (p. 4428) ; amendement n° 21 de M. Jacques Bialski : cotisation de sécurité sociale et limite fixée à l'abattement d'assiette (p. 4428).

Rejeté : amendement n° 44 de Mme Marie-Claude Beaudeau et M. Hector Viron : suppression de cet article donnant le pouvoir à l'employeur de procéder à titre provisionnel et sous réserve à un abattement d'assiette pour le calcul des cotisations de sécurité sociale (p. 4428) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 4428).

Après l'article 4 (p. 4428).

Rejeté : amendement n° 22 (art. additionnel) de M. Jacques Bialski : prise en charge par l'employeur des cotisations d'assurance personnel (p. 4429).

Article 5 (*Salariés exclus du bénéfice de la neutralisation des charges sociales des employeurs*) (p. 4429).

Adoptés : amendement rédactionnels n°s 12, 13, 14 et 15 de M. Jean Gravier, rapporteur (p. 4429) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 4429).

Article 6 (*Abrogation de l'article* 19 *de la loi n° 73-1195 du 27 décembre* 1973 : *système de récupération de la surcharge de cotisations*). — Adopté (p. 4429).

Explications de vote :

— *Mme Rolande Perlican* (p. 4430) : opposition du groupe communiste ; attaques contre la condition des femmes ; avantages concédés au patronat ; réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

— *M. Jean Bialski* (p. 4430) : absence de protection efficace pour les travailleurs à temps partiel ; appuis supplémentaires accordés au patronat ; vote défavorable du groupe socialiste.

— *M. Jean Cluzel* (p. 4430) : améliorations apportées au texte par le Sénat ; travail du rapporteur ; vote favorable du groupe U. C. D. P.

— *M. Etienne Dailly* (p. 4430) : projet de loi et création d'emplois ; élimination d'obstacles à la création d'emplois, demande un projet de loi faisant échapper certains emplois aux sujétions du licenciement ; votera le texte présenté.

— *Intervention de M. Jean Mattéoli, ministre* (p. 4430) : importance du texte ; travail de la commission des affaires sociales.

Scrutin public (p. 4431 ; n° 22 ; liste des votants p. 4445 et 4446).

Adoption [5 novembre 1980] (p. 4431).

Discussion (commission mixte paritaire).

[17 décembre 1980] (p. 6393, 6395).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6393, 6394) : *M. Pierre Sallenave, en remplacement de M. Jean Gravier, rapporteur pour le Sénat ; Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation.*

Travail à temps partiel : MM. Sallenave (Pierre) (p. 6394) ; Mattéoli (Jean) (p. 6394).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6394, 6395).

Article 2 (p. 6394).

Article 2 *quater*, **3, 4 et 7** (p. 6395).

Adoption [17 décembre 1980] (p. 6395).

(Travail [durée du].)

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **1**, D. G.

LOI DE FINANCES, **6**, D. G. ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.

PRESTATION FAMILIALES, **1**, D. G.

QUESTION ORALE, n° **2693.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° **336, 373, 450.**

TRAVAIL (Hygiène et sécurité du.)

1. — **Proposition de loi tendant à instaurer le scrutin proportionnel pour l'élection des représentants du personnel aux comités d'hygiène et de sécurité des communes et à leur assurer**

les moyens d'accomplir leur mandat, présentée par M. Hector Viron et plusieurs de ses collègues [11 mars 1980] (n° **184,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Travail [hygiène et sécurité du].)

Voir AGRICULTURE, **1** D. G.
CONTRAT DE TRAVAIL, **1,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **2733.**

TRAVAIL (Juridictions du).

1. — **Proposition de loi accordant un crédit d'heures aux délégués des listes de candidats pour l'élection des conseillers prud'hommes,** présentée par M. Robert Schwint, sénateur et plusieurs de ses collègues [18 avril 1980] (n° **218,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

2. — **Proposition de loi tendant à modifier les articles L. 514-1 et L. 51-10-2 du code du travail et à assimiler l'ensemble de la mission du conseiller prud'homme à un temps de travail,** présentée par M. Henri Caillavet, sénateur [15 décembre 1980] (n° **184,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Voir EMPLOI, **3,** D. G.
FAMILLE, **1,** D. G.
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1,** D. G. ; C. M. P.
LOI DE FINANCES, **6,** Santé et sécurité sociale ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et santé.
QUESTION ORALE, n° **2693.**
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n°s **331, 353.**
TRAVAIL (DURÉE DU), **2,** D. G. ; C. M. P.

TRAVAIL CLANDESTIN

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur ; Commerce extérieur ; Commerce et artisanat.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **26,** D. G.

TRAVAIL DES FEMMES

Voir FAMILLE, **1,** D. G. ; deuxième lecture D. G. ; C. M. P.
FEMMES **2,** D. G.
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, **1,** D. G. ; C. M. P.
LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Santé et sécurité sociale ; Service- du Premier ministre. — I. — Services généraux ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
PRESTATIONS FAMILIALES, **1,** D. G.
QUESTIONS ORALES, n°s **2693, 2834, 2835, 7, 12, 55.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 353, 373, 426, 434, 450.**
TRAVAIL (DURÉE DU), **2, D. G.**

TRAVAILLEURS ETRANGERS

1. — **Proposition de loi tendant à promouvoir une politique sociale du logement des travailleurs migrants, une gestion démocratique des foyers et un statut des résidents,** présentée par M. Pierre Gamboa, sénateur et plusieurs de ses collègues [rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 5 janvier 1979. — 14 mars 1979] (n° **207,** 1979-1980). — Reprise par ses auteurs le 2 octobre 1980. — Renvoi à la commission des affaires sociales.

(Travailleurs étrangers.)

Voir INDUSTRIE TEXTILE, **1,** D. G.
JEUX ET PARIS, **1,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie, Intérieur.
PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, **1,** D. G.
QUESTION ORALE, n° **2744.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **331, 371, 382, 412.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **18,** D. G. ; **21,** D. G. ; **23,** D. G. ; **26,** D. G. ; **27,** D. G. ; **35,** D. G. ; **37,** D. G.
TRAVAILLEURS IMMIGRÉS.

TRAVAILLEURS FRONTALIERS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Affaires étrangères.

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, **9,** D. G.
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

TRAVAILLEURS MANUELS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Commerce et artisanat ; Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **331.**

TRAVAILLEUSES FAMILIALES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Agriculture.

TRAVAIL TEMPORAIRE

Voir EMPLOI, **3,** D. G.
LOI DE FINANCES, **6,** Travail et santé. — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **356.**

TRAVAUX PUBLICS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.
QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **359.**

TRESOR (SERVICES)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — I. — Section commune. — IV. — Budget.

TRIBUNAUX

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.
TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1,** D. G.

(Tribunaux [bâtiments].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

1. — **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur [10 avril 1980] (n° **1636**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Nicolas About [12 juin 1980] (n° **1802**). — Urgence. — Discussion [23 juin 1980]. — Adoption [23 juin 1980] (n° **315**).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [24 juin 1980] (n° **328,** 1979-1980). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Pierre Schiélé [25 juin 1980] (n° **345,** 1979-1980). — Discussion [28 juin 1980] (p. 3262, 3274). — Adoption modifiée [28 juin 1980] (n° **105**).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [30 juin 1980] (n° **1881**). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Nicolas About [30 juin 1980] (n° **1884**). — Discussion [30 juin 1980]. — Adoption [30 juin 1980] (n° **341**).

PROMULGATION : loi n° 80-511 du 7 juillet 1980 (J. O. Lois et décrets du 9 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[28 juin 1980] (p. 3262, 3274).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3262, 3268) : *MM. Pierre Schiélé, rapporteur de la commission des lois ; Charles Lederman, Félix Ciccolini, Philippe de Bourgoing, Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Relations avec le Parlement) ; Marcel Rudloff.*

Ecole nationale d'administration (E. N. A.) : MM. Lederman (Charles) (p. 3264) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3265) ; Limouzy (Jacques) (p. 3266, 3267).

Tribunaux administratifs : MM. Schiélé (Pierre) (p. 3262, 3263) ; Lederman (Charles) (p. 3263, 3264, 3267) ; Ciccolini (Félix) (p. 3264, 3265) ; Bourgoing (Philippe de) (p. 3265) ; Limouzy (Jacques) (p. 3265, 3266, 3267) ; Rudloff (Marcel) (p. 3268).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3268, 3274) : *MM. Pierre Schiélé, rapporteur ; Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat ; Félix Ciccolini ; Charles Lederman, Marcel Rudloff.*

Article 1er (*Principes du recrutement complémentaire*) (p. 3268).

Adopté : amendement n° 5 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : recrutement complémentaire des conseillers de deuxième et de première classe ; composition et qualité des membres du jury (p. 3268).

Rejetés : amendements n° 1 de M. Félix Ciccolini et n° 9 de M. Charles Lederman : répartition des postes entre le recrutement complémentaire et ceux offerts aux élèves de l'école nationale d'administration (p. 3270) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3270).

Article 2 (*Recrutement complémentaire des conseillers de deuxième classe*) (p. 3270).

Rejeté : amendement n° 2 de M. Félix Ciccolini : accès au recrutement complémentaire pour les fonctionnaires et assimilés de la catégorie A ; justification de cinq ans de services publics effectifs (p. 3271) ;

— l'article 2 est adopté (p. 3271).

Article 3 (*Recrutement complémentaire des conseillers de première classe*) (p. 3271).

Adoptés : amendements rédactionnels n° 6 et n° 7 de M. Pierre Schiélé, rapporteur (p. 3272).

Rejeté : amendement n° 3 de M. Félix Ciccolini : recrutement des conseillers par un concours unique ; choix des conseillers de première classe (p. 3272) ;

— l'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 3272).

Article 4 (*Maintien en fonctions de certains conseillers atteints par la limite d'âge*) (p. 3272).

Adopté : amendement n° 8 de M. Pierre Schiélé, rapporteur : recrutement contractuel et exceptionnel, jusqu'au 31 décembre 1982, des membres des tribunaux administratifs ayant dépassé l'âge de la retraite (p. 3274).

Rejetés : amendement n° 4 de M. Félix Ciccolini identique à l'amendement n° 10 de M. Charles Lederman : suppression de cet article concernant le recrutement contractuel des membres des tribunaux administratifs au-delà de l'âge de la retraite (p. 3274) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 3274).

Article 5 (*Adaptation des dates de mise à la retraite*). — Adopté (p. 3274).

Article 6 (*Décret d'application*) (p. 3274). — Adopté.

Explications de vote :

— *M. Félix Ciccolini* (p. 3274) : vote défavorable du groupe socialiste ;

— *M. Charles Lederman* (p. 3274) : vote défavorable du groupe communiste.

Adoption [28 juin 1980] (p. 3274).

(Tribunaux administratifs.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Intérieur.
QUESTION ORALE, n° **2793.**

TRIBUNAUX POUR ENFANTS

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Justice.

TRI-POSTAL

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Postes et télécommunications.

TRUFFES

Voir QESTION ORALE, n° **2643.**

TUILERIES (JARDINS)

Voir MUSÉES, **1**, D. G.

TUNISIE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **8.**

TUNNELS (Routiers).

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **252.**

« TURBO-JUGES »

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Justice.

TURQUIE

Voir QUESTIONS ORALES, n°s **2702, 2770.**

U

UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (U. G. A. P.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Economie et budget. — I. — Charges communes. — II. — Section commune. — IV Budget.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (U. R. S. S.)

Voir DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, **1, 3.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **274, 325, 330, 379.**
TRAITÉS ET CONVENTIONS, n°s **1, 4, 30, D. G.**

UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE (U. N. S. S.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

UNION NATIONALE POUR L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE (U. N. E. D. I. C.)

Voir LOI DE FINANCES, **6**, Travail et santé — I. — Section commune. — II. — Travail et participation.
LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **1**, D. G.

UNIVERSITES

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **2**, D. G.
LOI DE FINANCES, **6**, Universités.
QUESTIONS ORALES, n°s **2731, 2744, 2790, 2796, 2815, 2816, 2828, 5.**
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **413, 462.**

(Universités [Conseils d'universités].)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, D. G.
LOI DE FINANCES, 1, deuxième partie, Universités.

(Universités [Libertés des].)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 1, D. G.

UNIVERSITES (MINISTERE DES)

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, 3, D. G.
LOI DE FINANCES, 6, Universités.

URANIUM

Voir LOI DE FINANCES, 6, Environnement et cadre de vie.
QUESTION ORALE, n° 2768.
TRAITÉS ET CONVENTIONS, 25, D. G.
TRANSPORTS AÉRIENS, 1, D. G.

URBANISME

Voir LOI DE FINANCES, 6, Environnement et cadre de vie.
QUESTIONS ORALES, n°s 2680, 2692, 2773, 44.

U. S. A.

Voir ETATS UNIS D'AMÉRIQUE

V

VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, 6, Tourisme.
QUESTION ORALE, n° 2791.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 331, 416.

VACATAIRES

Voir FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, 1, D. G.
LOI DE FINANCES, 6, Affaires étrangères.

VACCINATIONS

Voir AGRICULTURE, 1, D. G.
QUESTION ORALE, n° 36.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 454, 457.

VALBONNE-SOPHIA-ANTIPOLIS (Complexe international scientifique).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Recherche.

VALEUR LOCATIVE

Voir QUESTION ORALE, n° 2634.

VALEURS MOBILIERES

1. — **Proposition de loi portant modernisation et simplification du régime des valeurs mobilières,** présentée par M. Jean Foyer, député [23 avril 1980] (n° 1651). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapport de M. Jean Foyer [5 novembre 1980] (n° 2030). — Discussion [20 novembre 1980]. — Adoption [20 novembre 1980] (n° 363).

TRANSMISSION AU SÉNAT (PREMIÈRE LECTURE) [21 novembre 1980] (n° 108, 1980-1981). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

(Valeurs mobilières.)

Voir LOI DE FINANCES, 6, première partie : après l'art.2 *quater*.
PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS, 1, D. G. ; C. M. P. ; nouvelle lecture, D. G.

VANUATU

Voir LOI DE FINANCES, 6, Affaires étrangères ; Education.
QUESTIONS ORALES, n°s 2821, 11.

VEHICULES (Administrations publiques).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Economie et budget. — I. — Charges communes.

VEHICULES INDUSTRIELS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 336.

VELIZY (Expérience télématique).

Voir LOI DE FINANCES, 6 Services du Premier ministre. — I. — Services généraux, Information ; Postes et télécommunications.
QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 328, 374.

VELOURS

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 391.

VERSAILLES (Château).

Voir LOI DE FINANCES, 6, Culture et communication.

VERSEMENT REPRESENTATIF DE LA TAXE SUR LES SALAIRES (V. R. T. S.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, 3, D. G.

VEUVES

1. — **Projet de loi instituant une assurance veuvage,** présenté au nom de M. Raymond Barre, Premier ministre, par Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la famille et de la condition féminine [10 avril 1980] (n° 203, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. André Rabineau [14 mai 1980] (n° 248, 1979-1980). — Discussion [22 mai 1980] (p. 2103, 2128). — Adoption [22 mai 1980] (n° 63). NOUVEL INTITULÉ : **« Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille. »**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (PREMIÈRE LECTURE) [23 mai 1980] (n° 1734). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Jean Bonhomme [4 juin 1980] (n° 1775). — Discussion [23 juin 1980]. — Adoption modifié [23 juin 1980] (n° 316).

TRANSMISSION AU SÉNAT (DEUXIÈME LECTURE) [24 juin 1980] (n° 329, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport de M. André Rabineau [26 juin 1980] (n° 353, 1979-1980). — Discussion [28 juin 1980] (p. 3255, 3260). — Adoption modifiée [28 juin 1980] (n° 103).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) [30 juin 1980] (n° 1880). — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapport de M. Jean Bonhomme [30 juin 1980] (n° 1888). — Discussion [30 juin 1980]. — Adoption modifiée [30 juin 1980] (n° 343).

TRANSMISSION AU SÉNAT (TROISIÈME LECTURE) [30 juin 1980] (n° **367**, 1979-1980). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) ; rapport de M. Jean Bonhomme [30 juin 1980] (n° **1896**). — Discussion [30 juin 1980]. — Adoption [30 juin 1980] (n° **347**).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SÉNAT) ; rapport de M. André Rabineau [30 juin 1980] (n° **369**, 1979-1980). — Discussion [30 juin 1980] (p. 3400, 3401). — Adoption [30 juin 1980] (n° **123**).

PROMULGATION : loi n° 80-546 du 17 juillet 1980 (*J. O.* Lois et décrets du 18 juillet 1980).

Discussion (première lecture).

[22 mai 1980] (p. 2103, 2128).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2103, 2109) : *M. André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mmes Cécile Goldet, Marie-Claude Beaudeau, Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine.*

Assurance-veuvage : MM. Rabineau (André) (p. 2104, 2105) ; Mme Goldet (Cécile) (p. 2106) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2106, 2107, 2108) ; Pelletier (Monique) (p. 2108, 2109).

Assurance-vieillesse : M. Rabineau (André) (p. 2104).

Emploi (femmes) : M. Rabineau (André) (p. 2104) ; Mmes Goldet (Cécile) (p. 2106) ; Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2106, 2107) ; Pelletier (Monique) (p. 2109).

Formation professionnelle : Mmes Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2107) ; Pelletier (Monique) (p. 2109).

Prestations familiales : M. Rabineau (André) (p. 2104) ; Mmes Beaudeau (Marie-Claude) (p. 2107) ; Pelletier (Monique) (p. 2109).

Mère de famille (statut) : Mme Pelletier (Monique) (p. 2108).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2109, 2128) *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Rabineau, rapporteur, Geoffroy de Montalembert au nom de la commission des finances, Mme Monique Pelletier, ministre ; MM. Marcel Gargar, Robet Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Mme Cécile Goldet ; MM. Georges Lombard, au nom de la commission des finances, Jean Mézard, Louis Virapoullé, Roland Grimaldi.*

Avant l'article 1er (p. 2109).

Adopté : amendement n° 14 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : droit à l'allocation forfaitaire des demandeurs d'emploi et suppression de la condition d'une formation professionnelle initiale (p. 2111) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2111).

Rejetés : amendement n° 13 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : principe de l'égalité d'accès des femmes aux emplois privés et publics (p. 2110) ; amendement n° 15 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : priorité d'accès pour les veuves aux cycles et stages de formation professionnelle (p. 2111).

Irrecevables, aux termes de l'article 40 de la Constitution : amendement n° 11 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : augmentation du taux des pensions de reversion et cumul intégral des pensions (p. 2110) ; amendement n° 12 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : revalorisation de l'allocation d'orphelin et des allocations familiales versées au premier enfant (p. 2110) ; amendement n° 16 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : bénéfice de la retraite anticipée pour les femmes salariées (p. 2112) ; amendement n° 17 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : décès du conjoint et paiement, avec étalement, des impôts dus sur l'année précédant le décès (p. 2112).

Article 1er (*Caractéristiques de l'allocation-veuvage*) (p. 2112).

Adoptés : amendement n° 39 de Mme Monique Pelletier, ministre : définition et conditions d'attribution de l'assurance-veuvage (p. 2116) ; sous-amendement n° 43 de M. André Rabineau, rapporteur ; substitution de la notion de « conjoint survivant » à celle de « veuve » (p. 2115) ; amendement n° 2 (premier alinéa) de M. André Rabineau, rapporteur : durée et montant de l'allocation de veuvage (p. 2117) ; Amendement de coordination n° 3 de M. André Rabineau, rapporteur (p. 2117) ; amendement n° 5 de M. André Rabineau, rapporteur : allocation de veuvage et pouvoir de contrôle de la caisse nationale d'assurance vieillesse (p. 2119) ; amendement n° 6 de M. André Rabineau, rapporteur ; assimilation au conjoint survivant des personnes vivant maritalement (p. 2119).

Rejeté : amendement n° 19 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : suppression des dispositions de cet article accordant un droit de priorité au versement de l'allocation de veuvage (p. 2117).

Retirés : amendement n° 2 (deuxième alinéa) de M. André Rabineau, rapporteur : cas de prolongation de l'assurance-veuvage (p. 2117) ; amendement n° 20 de Mme Marie-Claude Beaudeau : conjoint survivant et bénéfice des prestations en nature de l'assurance-maladie (p. 2118).

Irrecevables (aux termes de l'article 40 de la Constitution) : amendement n° 18 de Mme Marie-Claude Beaudeau : définition et conditions d'attribution de l'assurance-veuvage (p. 2115) ; amenement n° 1 de M. André Rabineau, rapporteur ; définition et conditions d'attribution de l'assurance-veuvage (p. 2115) ; amendement n° 27 de Mme Marie-Claude Beaudeau : durée et montant de l'allocation de veuvage ; prolongation (p. 2116) ; amendement n° 4 de M. André Rabineau, rapporteur : conjoint survivant et bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie (p. 2118) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 2119).

Après l'article 1er (p. 2119).

Irrecevable (aux termes de l'article 40 de la Constitution) : amendement n° 21 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Marcel Gargar : bénéficiaires de l'allocation veuvage et allocation forfaitaire pour frais et charges de logement et d'éducation des enfants (p. 2119).

Article 2 (*Couverture du risque veuvage par les assurances sociales*). — Adopté (p. 2119).

Article 3 (*Définition de l'assuré*) (p. 2120). *Adopté :* amendement n° 36 de M. André Rabineau, rapporteur : suppression de cet article concernant l'assurance veuvage et la définition de la notion d'assuré (p. 2120) ;

— l'article 3 est supprimé (p. 2120).

Article 4 (*Gestion de l'assurance veuvage*) (p. 2120). *Adoptés :* amendement n° 37 de M. André Rabineau, rapporteur : prise en charge des cotisations par les salariés (p. 2121) ; amendement n° 7 de M. André Rabineau, rapporteur : recouvrement des cotisations et application des règles de l'assurance vieillesse (p. 2121).

Rejetés : amendement n° 22 de Mme Marie-Claude Beaudeau : prise en charge des cotisations par l'employeur (p. 2121 ; scrutin public n° 128, liste des votants p. 2141) ; amendement n° 33 de Mme Cécile Goldet : prise en charge des cotisations par l'employeur (p. 2121) ;

— l'article 4, ainsi modifié, est adopté (p. 2121).

Après l'article 4 (p. 2121).

Adopté : amendement n° 10 (art. additionnel) de M. Jean Mézard : application de la loi aux départements d'outre-mer (p. 2122).

Devient sans objet : amendement n° 26 (art. additionnel) de M. Marcel Gargar : application de la loi aux département d'outre-mer (p. 2122) ;

— un article additionnel est inséré dans le projet de loi (p. 2122).

Article 5 (*Extension de l'assurance veuvage aux salariés agricoles*) (p. 2122).

Adopté : amendement de coordination n° 8 de M. André Rabineau, rapporteur (p. 2122) ;

— l'article 5, ainsi modifié, est adopté (p. 2122).

Article 6 (*Couverture des charges de l'assurance veuvage pour les salariés agricoles*) (p. 2122).

Adopté : amendement n° 38 de M. André Rabineau, rapporteur : exploitation agricole et charge de la cotisation au salarié (p. 2123).

Rejeté : amendement n° 23 de Mme Marie-Claude Beaudeau : exploitation agricole et charge de la cotisation à l'employeur (p. 2123 ; scrutin public n° 129, liste des votants, p. 2142) ;

— l'article 6, ainsi modifié, est adopté (p. 2123).

Article 7 (*Entrée en vigueur de la loi*) (p. 2123).

Irrecevable (aux termes de l'article 40 de la Constitution) : amendement n° 24 de Mme Marie-Claude Beaudeau : application de la loi aux décès postérieurs au 31 décembre 1979 (p. 2123) ;

— l'article 7 est adopté (p. 2123).

Article 8 (*Extension de l'assurance veuvage aux régimes des professions non salariées non agricoles*). — Adopté (p. 2124).

Article 9 (*Extension de l'assurance veuvage au régime des exploitants agricoles*) (p. 2124).

Adopté : amendement de coordination n° 45 de Mme Monique Pelletier, ministre (p. 2124) ;

— l'article 9, ainsi modifié, est adopté (p. 2124).

Après l'article 9 (p. 2124).

Adoptés : amendements n° 40 (art. additionnel), n° 41 (art. additionnel) et n° 42 (art. additionnel) de Mme Monique Pelletier, ministre : éducation d'un enfant et ouverture du droit à pension de réversion sans accomplissement des conditions de durée du mariage (p. 2124 et 2125).

Rejeté : amendement n° 25 (art. additionnel) de Mme Marie-Claude Beaudeau : application de la loi au survivant d'un couple ayant vécu maritalement (p. 2125).

Irrecevable (aux termes de l'article 40 de la Constitution) : amendement n° 34 (art. additionnel) de M. Roland Grimaldi : remariage et maintien dans le même régime d'assurance vieillesse ; cas de réouverture du droit à pension de réversion (p. 2125) ;

— trois articles additionnels sont insérés dans le projet de loi (p. 2124 et 2125).

Intitulé (p. 2125).

Adopté : amendement n° 44 de forme de M. André Rabineau, rapporteur : nouvel intitulé : « **Projet de loi tendant à instituer l'assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** » (p. 2125) ;

— l'intitulé, ainsi modifié, est adopté (p. 2125).

Deuxième délibération sur l'article additionnel inséré avant l'article 1er à la suite du vote de l'amendement n° 14 de Mme Marie-Claude Beaudeau (p. 2125) : *Mme Monique Pelletier, ministre ; MM. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales ; Marcel Gargar.*

Adoption de la demande de deuxième délibération (p. 2126 ; scrutin public n° 130, liste des votants p. 2142, 2143).

Adopté : amendement n° 46 de Mme Monique Pelletier, ministre : suppression de l'article additionnel avant l'article 1er : droit à l'allocation forfaitaire des demandeurs d'emploi et suppression de la condition d'une formation professionnelle initiale (p. 2126 ; scrutin public n° 131, liste des votants p. 2143, 2144) ;

— l'article additionnel avant l'article 1er est supprimé (p. 2126).

Explications de vote :

— *M. Dominique Pado* (p. 2127) : veuvage et solidarité nationale ; travaux du groupe sénatorial d'études des problèmes du veuvage présidé par *M. Jean Cluzel ;* discours du Président de la République au congrès national de la fédération des associations des veuves chefs de famille ; vote favorable unanime du groupe U. C. D. P.

— *Mme Marie-Claude Beaudeau* (p. 2127) : amélioration de la situation des veuves ; insuffisance du projet et utilisation de l'article 40 de la Constitution par le Gouvernement ; financement par les salariés ; montant des profits et des investissements des entreprises ; vote favorable du groupe communiste.

— *M. Jacques Habert* (p. 2127) : situation des veufs à l'étranger ; application des dispositions aux Français de l'étranger ; vote favorable des sénateurs représentant les Français de l'étranger.

— *Mme Cécile Goldet* (p. 2127) : insuffisance du champ d'application du projet ; utilisation par le Gouvernement du pouvoir réglementaire ; abus de l'emploi de l'article 40 de la Constitution ; abstention du groupe socialiste.

— *M. Jean Mézard* (p. 2127) : groupe de travail sur le veuvage présidé par *M. Jean Cluzel ;* vote unanime du groupe C. N. I. P.

— *Intervention de Mme Monique Pelletier, ministre délégué* (p. 2128) : progrès dans la protection des veuves mères de famille ; action du Sénat en faveur des veuves et inscription, en première lecture, à l'ordre du jour sénatorial ; politique familiale.

Adoption [22 mai 1980] (p. 2128).

Discussion (deuxième lecture).

[28 juin 1980] (p. 3255, 3260).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3255, 3256) : *M. André Rabineau, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine.*

Assurance veuvage : M. Rabineau (André) (p. 3256).

Mère de famille (statut) : Mme Pelletier (Monique) (p. 3256).

II. — DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3256, 3260) : *M. André Rabineau, rapporteur ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué ; M. Henri Moreau, Mme Cécile Goldet, MM. Jean Mézard, Félix Ciccolini.*

Article 1er (*Chapitre* VII-1 *[nouveau] du code de la sécurité sociale*) (p. 3256).

Adoptés : amendement n° 1 de M. André Rabineau, rapporteur : détermination du montant de l'allocation en fonction d'un plafond de ressources fixé par décret (p. 3257) ; amendement n° 3 de M. Pierre Cantegrit : versement de l'allocation aux Français résidant à l'étranger et relevant du régime d'assurance volontaire vieillesse (p. 3258) ; sous-amendement n° 4 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué, à l'amendement n° 3 de M. Pierre Cantegrit : prise en compte de l'âge, du nombre d'enfants et des ressources (p. 3258).

Rejeté : amendement n° 2 de Mme Cécile Goldet : assimilation au conjoint survivant du conjoint vivant maritalement avec l'assuré (p. 3259) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3259).

Article 4 (*Titre* III-1 *[nouveau] de l'ordonnance du 21 août* 1967 *relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale*). — Adopté (p. 3259).

Article 5 (*Article* 1040-1 *[nouveau] du code rural*). — Adopté (p. 3259).

Article 11 (*Article* 1122-3 *[nouveau] du code rural*). — Adopté (p. 3259).

Seconde délibération [28 juin 1980] (p. 3259, 3260). — *Mme Monique Pelletier, ministre délégué ; M. Jean Mézard, vice-président de la commission des affaires sociales.* — Adoption, scrutin public (p. 3260, n° 158, liste des votants p. 3306).

Article 1er (*Chapitre* VII-1 *[nouveau] du code de la sécurité sociale*) (p. 3260).

Adopté : amendement n° 5 de Mme Monique Pelletier, ministre délégué : caractère forfaitaire de l'allocation de veuvage (p. 3260. — Scrutin public n° 159, liste des votants p. 3307) ;

— l'article 1er, ainsi modifié, est adopté (p. 3260).

Adoption [28 juin 1980] (p. 3260).

Discussion (commission mixte paritaire).

[30 juin 1980] (p. 3400, 3401).

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3400, 3401) : *M. André Rabineau, rapporteur pour le Sénat ; Mme Monique Pelletier, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine.*

Assurance veuvage : M. Rabineau (André) (p. 3400) ; Mme Pelletier (Monique) (p. 3400).

II. — DISCUSSION DE L'ARTICLE 1er (p. 3401).

Article 1er (p. 3401).

Adoption [30 juin 1980] (p. 3401).

(Veuves.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Services du Premier ministre. — Services généraux.

QUESTIONS ORALES, nos **57, 58.**

(Veuves de guerre.)

Voir LOI DE FINANCES, **6 ;** Anciens combattants ; C. M. P.

VIANDE

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **444, 445, 447, 448.**

(Viande de veau.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Economie et budget. — III. — Economie ; Agriculture.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **407, 444.**

VICTIMES

(Indemnisation des victimes.)

Voir PROCÉDURE CIVILE, **2,** D. G.

(Victimes de guerre.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **363.**

VIEILLESSE

Voir PERSONNES AGÉES.

VIGNETTE (Motos).

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : après l'art. 8 ; Jeunesse, sports et loisirs. — I. — Section commune. — II. — Jeunesse et sports.

VILLAGES DE VACANCES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Tourisme.

VILLES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : : Intérieur.

QUESTION ORALE, n° **2669.**

(Villes-centres.)

Voir COLLECTIVITÉS LOCALES, **3,** D. G.

VILLES NOUVELLES

Voir LOI DE FINANCES, **6** ; Intérieur ; Environnement et cadre de vie.

VINCENNES (Université).

Voir ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, **2,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Universités.

QUESTIONS ORALES, n°s **2790, 5.**

VINS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 4 ; deuxième partie : Agriculture.

QUESTIONS ORALES, n°s **2717, 2726, 2727, 2761.**

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **12.**

(Vin [Chaptalisation].)

Voir QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 279.**

VIOL

Voir FEMMES, **1.**

VIOLENCE

Voir FEMMES, **1,** deuxième lecture, D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** Intérieur ; Radiodiffusion-télévision française ; Justice.

PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G. ; C. M. P.

QUESTIONS ORALES, n°s **2669, 2790, 1.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **317, 318, 321, 386, 406, 407, 417, 433, 441, 443.**

VISITEURS DE PRISONS

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

VITICULTEURS

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Industries agricoles et alimentaires.

VITICULTURE

Voir AGRICULTURE, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **1,** D. G.

LOI DE FINANCES, **6,** C. M. P.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, **2,** D. G.

QUESTIONS ORALES, n°s **2761, 2769.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **12, 279, 317, 407.**

(Zones rurales [enseignement].)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **320.**

(Zones rurales [prisons en].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Justice.

VOIES NAVIGABLES

Voir CANAUX.

LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Transports.

(Voies navigables [liaison fluviale Rhin—Main—Danube].)

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **36,** D. G.

(Voies navigables [liaison fluviale Rhin—Rhône].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports ; Commissariat général du Plan.

(Voies navigables [liaison fluviale Seine—Nord et Seine—Est].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Transports.

VOIRIE

Voir LOI DE FINANCES, **6,** D. G. ; Intérieur.

QUESTION ORALE, *n°* **45.**

VOLONTAIRES DU PROGRES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Coopération.

VOLS

Voir MUSÉES, **1,** D. G.

(Vols [réparation des].)

Voir PROCÉDURE PÉNALE, **2,** D. G.

VOYAGEURS, REPRESENTANTS ET PLACIERS (V. R. P.)

1. — **Proposition de loi tendant à l'attribution d'un contingent de carburant détaxé aux voyageurs, représentants et placiers,** présentée par M. Jean Cauchon, sénateur [7 octobre 1980] (n° **7,** 1980-1981). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

(Voyageurs, représentants et placiers [V. R. P.].)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** première partie : art. 2 ; Après l'art. 7.

W

WALLIS ET FUTUNA

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Territoires d'outre-mer ; Education. TERRITOIRES D'OUTRE-MER, **1.**

Y

YOUGOSLAVIE

Voir TRAITÉS ET CONVENTIONS, **18** ; **31,** D.G.

Z

ZONE ECONOMIQUE MARITIME

Voir FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE, **1,** D.G.

LOI DE FINANCES, **6,** Départements d'outre-mer ; Défense ; Industrie.

ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTE (Z.A.C.)

Voir QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° **345.**

ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE (Z.A.D.)

Voir LOI DE FINANCES, **6,** Environnement et cadre de vie.

ZONES RURALES

Voir LOI DE FINANCES, **6,** deuxième partie : Culture et communication ; Transports ; Industries agricoles et alimentaires ; Postes et télécommunications ; Commerce et artisanat ; Aménagement du territoire.

MUSÉES, **1,** D.G.

QUESTIONS ORALES, n°s **2655, 2774, 2778, 2788, 2800.**

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s **162, 320.**

405809998-000481 Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desai